MINISTÈRE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

Loi de finances n° 2021-899 du 21/12/2021 portant budget de l'Etat pour l'année 2022

ANNEXE 4 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP) 2022 – 2024 ET BUDGET DES DOTATIONS 2022 – 2024

LOI DE FINANCES N°2021-899 du 21/12/2021
PORTANT BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2022

ANNEXE 4 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP) 2022 – 2024 ET BUDGET DES DOTATIONS 2022 – 2024

PREMIERE PARTIE :

PROGRAMMES DES MINISTERES

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : 2

PROGRAMMES DES MINISTERES 2

SIGLES ET ABREVIATIONS 6

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES 20

SECTION 221 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA 29

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE 59

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL 86

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 112

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE 142

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME 251

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT 272

SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT 328

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER 352

SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION 370

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 434

SECTION 334 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE 454

SECTION 335 : MINISTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE 474

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES MEDIAS ET DE LA FRANCOPHONIE 530

SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION 545

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS 557

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE 573

SECTION 344 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES SPORTS ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SPORTIVE 588
SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS 604
SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'INDUSTRIE DES ARTS ET DU SPECTACLE 630
SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE 648
SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE 672
SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS 693
SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES 709
SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT 731
SECTION 356 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INNOVATION 758
SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE 773
SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME 794
SECTION 361 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE 820
SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE 830
SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME, DE L'ARTISANAT ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL 850
SECTION 366 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE 867
SECTION 369 : MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE 883
SECTION 371 : MINISTERE DE LA RECONCILIATION ET DE LA COHESION NATIONALE 896
SECTION 374 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 907
SECTION 377 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE 921
SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE 933
SECTION 537 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINSTRATION, CHARGE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION 944
SECTION 541 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES 953

SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL 964

SECTION 562 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE, CHARGE DE LA PROTECTION SOCIALE 972

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABR	Appui Budgétaire Régional
ACBF	African Capacity Bulding Fondation
ACCC	Agence Comptable des Créances Contentieuses
ACCD	Agence Comptable Centrale des Dépôts
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
AD	Antennes Départementales
ADCI	Agence pour le Développement des Industries de Côte d'Ivoire
ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives
AEJ	Agence Emploi Jeune
AEP	Approche Ecosystémique des Pêches
AERIA	Aéroport International d'Abidjan
AFOR	Agence du Foncier Rural
AFREXIMBANK	Banque Africaine d'Export-Import
AFRITAC de l'Ouest	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
AGEDI	Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles
AGEF	Agence de Gestion Foncière
AGEFOP	Agence de Formation Professionnelle
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
AGOA	African Growth and Opportunity Act (loi sur le développement et les opportunités africaines)
AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences
AIP	Agence Ivoirienne de Presse
AIPH	Association Interprofessionnelle du Palmier à Huile
Air CI	Air Côte d'Ivoire
AIRMS	Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale
AISA	Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques
AJT	Agence Judiciaire du Trésor
AM	Arrondissements Maritimes
AMN	Atelier de la Marine Nationale
ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANARE	Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
ANSUT	Agence Nationale des Services Universels des Télécommunications
APBEF- CI	Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire
APD	Aide Publique au Développement
APE	Accord de Partenariat Economique
APEX-CI	Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire
API	Autorisations Préalables d'Importation
APIF	Agence de Promotion de l'Inclusion Financière
APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
APS	Accord de Partenariat Stratégique
APV	Accord de Partenariat Volontaire
ARRE	Autorité de Régulation du système de Recépissés d'Entreposage
ARTCI	Autorité de Régulation des Télécommunication de Côte d'Ivoire
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar
ASTER	Progiciel de Comptabilité Publique
BAC	Baccalauréat
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCCA	Bureau de Contrôle et de Coordination Administrative
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCP	Bureau de Coordination des Programmes
BDAT	Base de Données de l'Aménagement du Territoire
BDR	Base de Données Routières
BEA	Bureau d'Enquête et d'Analyse pour la sécurité de l'Aviation Civile
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BID	Banque Islamique de Développement
BIPIA	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque mondiale
BMI	Bureau Maritime International
BNCI	Bibliothèque Nationale
BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
BNPVS	Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
BRAA	Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
BTE	Bureau du Tourisme à l'Etranger
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
BURIDA	Bureau Ivoirien des Droits d'Auteurs
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CACAB	Centre d'Action Culturelle d'Abobo
CACE	Comité d'Analyse de la Conjoncture Economique
CACE	Centre d'Action Communautaire pour l'Enfance
CEADP	Cellule d'Evaluation et d'Audits des Dépenses Publiques
CAEA	Centre d'Assistance Educative d'Abidjan
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique
CAHG	Cellule d'Action Humanitaire et du Genre
CAIDP	Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAPEC	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires
CAPPAJ	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production Aquacole de Jacqueville
CARF	Centre d'Appareillage et de Rééducation Fonctionnelle
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme (appelé aussi CDMT global)
CCA	Conseil du Coton et de l'Anacarde

CCC	Conseil Café Cacao
CCCCI-UE	Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire de l'Union Européenne
CCDS	Cellule de Coordination et de Développement de la Statistique
CCI	Centres Culturels Intégrés
CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage
CCJAB	Centre culturel Jacques AKA de Bouaké
CCLVC	Commission de la Concurrence et de la Lutte contre la Vie Chère
CCM	Communication en Conseil des Ministres
CCPR	Code de Conduite pour une Pêche Responsable
CCSC	Comité Consultatif Scientifique de la Culture
CCS-CMU	Cellule de Coordination et de Suivi de la Couverture Maladie Universelle
CCT	Commission Consultative du Travail
CD	Conseil de Discipline
CDC-CI	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire
CDMA	Code Division Multiple Access
CDMH	Compte de Mobilisation pour l'Habitat en Côte d'Ivoire
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CDP	Contrat de Performance avec l'Etat
CDPH	Centre de Documentation de la Promotion des Personnes Handicapées
CDT	Centre de Démonstration et de promotion de Technologie
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CED-CI	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEF	Cantonnement des Eaux et Forêts
CEFPPH	Centre d'Éducation, de Formation, de Promotion des Personnes Handicapées
CELIOPE	Cellule d'Information des Opérateurs Economiques
CEMV	Centre d'Entomologie Médicale et Vétérinaire
CENATELPAC	Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle
CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-sahariens
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CEPEAV	Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CES	Centre d'Education Spécialisé
CET	Centre d'Enfouissement Technique
CF en région	Contrôle Financier en région
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CGAFD	Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense
CGNFFD	Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement
CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIAPOL	Centre Ivoirien de Lutte contre la Pollution
CIC	Comité de la Côte d'Ivoire en Chiffres
CIDFOR	Centre Ivoirien pour le Développement de la Formation Professionnelle
CIE	Côte d'Ivoire Engineering
CIEA	Secrétariat de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire Energies
CIJP	Commission Paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste Professionnel et de Professionnel de la Communication
CILAD	Comité Interministériel de la Lutte Anti-drogue
CIMA	Conférences Interafricaines des Marchés d'Assurances
CIN	Comité Ivoirien de Normalisation
CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social
CIT	Côte d'Ivoire Tourisme
CITAD	Cité Administrative
CITRANS	Compagnie Ivoirienne de Transports lagunaires
CLAC	Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles
CLc le VIH SIDA	Cellule de lutte contre le VIH-SIDA
CM	Cabinet du Ministre
CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CMEF	Comité Monétaire, Economique et Financier
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAC	Centre National des Arts et de la Culture
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNAS	Comité National d'Action Sociale
CNC-CGPE	Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion de Pompes à Motricité Humaine
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable
CNDH-CI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Cote d'Ivoire
CNDJ	Centre National de Documentation Juridique
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNDS	Conseil National du Dialogue Social
CNE	Conseil National des Exportations
CNF	Centre National Floristique
CNF	Conseil National de la Femme
CNF	Commission Nationale de la Francophonie
CNFFE	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant
CN-ITIE	Conseil National pour la Transparence des Industries Extractives
CNJCI	Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire
CNLC	Comité National de Lutte contre la Contrefaçon
CNLCPALPC	Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres
CNLCVC	Conseil National de Lutte Contre la Vie Chère
CNLTEE	Conseil National de la Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants
CNLVC	Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère
CNLVFFE	Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants
CNLVSC	Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises

CNM	Commission Nationale pour la Microfinance
CNM-CI	Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire
CNMS	Centre National de Matériel Scientifique
CNO	Centre Nord-Ouest
CNP	Conseil National de la Presse
CNP-PPP	Comité National de Pilotage des Partenariats Publics Privés
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CNSS	Commission Nationale de la Sécurité Sociale
CNT	Conseil National du Tourisme
code ISPS	International Ship and Port Facility Security (code)
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation
COGES	Comité de Gestion des Etablissements Scolaires
COM	Centre d'Observation des Mineurs
COMDEF	Comité de suivi et de gestion des Données Economiques, Financières et sociales
COMOREX	Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures
CONFENEM	Conférence des Ministres des Pays ayant le Français en partage
COSTEIF	Comité de Suivi des Titres d'Etat et des Instruments Financiers
COTIVO	Société Cotonnière Ivoirienne
CPC	Centre Public de Communication
CPEAO	Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CPF	Comité de Placement Familial
CPI	Cour Pénale Internationale
CPIA	Comité Country Policy and Institutional Assessment
CPIF	Cellule de Promotion d'Inclusion Financière
CPLS	Centre de Promotion des Logements Sociaux
CPM	Cellule de Passation des Marchés Publics
CPM	Centre de Pêche de Missirah
CPNTIC	Centre de Production des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
CPP	Coordination des Programmes et Projets
CPPE	Centre de Protection de la Petite Enfance
CRAMA	Conservatoire Régional des Arts et des Métiers d'Abengourou
CRD	Centre de Rééducation de Dabou
CRE	Centre de Recherches Ecologiques
CRESAC	Centre Régional d'Evaluation en Santé et d'Accréditation
CRFLD	Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue
CRIEM	Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance
CRO	Centre de Recherches Océanologiques
CROSEV	Cellule de Réflexion sur les Orphelins du SIDA et les Enfants Vulnérables
CROU	Centre Régional des Œuvres Universitaires
CRSGFP	Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques
CS	Centre Social
CSE	Complexes Sociaux Educatifs
CSFRIF	Cellule de Suivi du Financement et des Relations avec les Institutions Financières
CSP	Conseil Supérieur de la Publicité
CSPPBM	Cellule de Suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale
CSRS	Centre Suisse de Recherche Scientifique
CTAA	Centre Technique des Arts Appliqués
CTSPEF	Cellule Technique de Suivi du Programme Economique et Financier
DA	Direction Afrique
DA	Direction des Assurances
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
DAARA	Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides
DAC	Direction Amérique et Caraïbes
DACAA	Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des Accréditations et des Audiences
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales
DAF	Direction des Affaires Financières
DAFER	Direction des Affaires Economiques Régionales
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DAG	Direction des Affaires Générales
DAIP	Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle
DAJ	Direction des Affaires Juridiques
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Communication
DAJCCI	Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération
DAJCI	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale
DAJI	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
DAJUCIREP	Direction des Affaires Juridiques, de la Coopération Internationale et des Relations Publiques
DAM	Direction de l'Architecture et des Matériaux
DAN	Direction des Archives Nationales
DAOA	Denrées Animales et d'Origine Animale
DAOSAR	Direction de l'Accueil, de l'Organisation et du Suivi des Actions de Réinsertion
DAP	Direction des Affaires Politiques
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DAP	Direction de l'Aquaculture et de la Pêche
DAPEPN	Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et de la Nation
DAPO	Direction Asie, Pacifique et Océanie
DAPS	Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi
DAQN	Direction des Accréditations, de la Qualité et des Normes
DARD	Direction des Approvisionnements, du Raffinage et de la Distribution
DAS	Direction de l'Action Sociale
DAS	Direction de l'Administration du SIGFiP
DASI	Direction de l'Action Sociale et de l'Information
DAT	Direction des Activités Touristiques
DAUD	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage
DAVC	Direction de l'Assistance des Victimes de Crises
DB	Direction des Bourses

DBE	Direction du Budget de l'Etat
DBVIMS-CI	Système de gestion de l'Information sur les Violences basées sur le Genre en Côte d'Ivoire
DC	Direction des Concours
DC	Direction de la Copropriété
DC	Direction du Cadastre
DC	Direction de la Circulation
DC	Direction du Cinéma
DCA	Direction des Circonscriptions Administratives
DCB	Direction du Contrôle Budgétaire
DCCA	Direction de la Coopération et de la Coordination de l'Aide
DCCLVC	Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte contre la Vie Chère
DCD	Direction de la Coopération Décentralisée
DCDA	Direction de la Communication, de la Documentation et des Archives
DCECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DCEP	Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets
DCF	Direction du Contrôle Financier
DCISR	Direction de la Coopération Internationale et sous Régionale
DCM	Direction de la Construction et de la Maintenance
DCP	Direction de la Coopération et de la Professionnalisation
DCP	Direction de la Comptabilité Publique
DCPA	Direction de la Communication et de la Promotion Agricole
DCPCOC	Direction de la Coordination des Programmes Cellules et Organismes Consultatifs
DCPJ	Direction Centrale de la Police Judiciaire
DCQ	Direction de la Communication et de la Qualité
DCR	Direction des Cultures de Rentes
DCRE	Direction de la Coordination et des Relations Extérieures
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques
DCRPD	Direction de Communication, des Relations Publiques et de la Documentation
DCRPDA	Direction de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives
DCS	Direction des Cantines Scolaires
DCSE	Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation
DCSI	Direction du Contrôle et du suivi des Investissements
DCSIG	Direction de la Cartographie et du Système d'Information Géographique
DCSP	Direction de la Coordination et du Suivi des Projets
DCSSE	Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs
DCSSPEF	Direction de la Coordination Statistique et du Suivi du Programme Economique et Financier
DD	Direction Départementale
DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DDA	Direction de la Documentation et des Archives
DDAP	Direction de la Documentation, des Archives et de la Publication
DDCFET	Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre
DDE	Direction de la Diplomatie Economique
DDEF	Direction Départementale des Eaux et Forêts
DDEN	Direction Départementale de l'Education Nationale
DDIE	Direction Départementale des Infrastructures Economiques
DDISC	Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques
DDL	Direction du Développement Local
DDLSE	Direction du Développement Local et des Services extérieurs
DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons
DDPE	Direction du Domaine Public de l'Etat
DDRI	Direction du Développement et des Relations Internationales
DDT	Direction Départementale du Travail
DDU	Direction du Domaine Urbain
DE	Direction Europe
DEAA	Direction de l'Encadrement et de l'Appui à l'Artisanat
DECA	Direction des Evaluations, Certification et Accréditation
DECAC	Direction de l'Etat Civil et des Affaires Consulaires
DECFINEX	Direction des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures
DECO	Direction des Examens et Concours
DECOB	Direction des Examens, des Concours et des Bourses
DED	Direction des Enquêtes Douanières
DEEE	Déchets d'Equipement Electrique et Electronique
DEEP	Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés
DEG	Direction des Enjeux Globaux
DELC	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges
DEM	Direction de l'Equipement Militaire
DEMAC	Direction de l'Exploitation Minière Artisanale et des Carrières
DEMO	Direction des Etudes, des Méthodes et de l'Organisation
DEMOS	Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales
DENR	Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables
DENR	Direction de l'Environnement des Normes et de la Réglementation
DENRVT	Direction de l'Environnement, des Normes, de la Réglementation et de la Veille Technologique
DEP	Direction de l'Evaluation des Projets
DEP	Département des Etudes Prospectives
DEPE	Direction des Etudes, de la Planification et de l'Evaluation
DEPE	Direction de l'Encadrement de la Petite Enfance
DEPH	Direction de l'Exploitation et de la Production des Hydrocarbures
DEPH	Direction de l'Evaluation et du Patrimoine Hydraulique
DEPR	Direction de l'Environnement et de la Prévention des Risques
DEPS	Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires
DEPS	Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques
DEPSE	Direction des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation
DER	Direction de l'Electrification Rurale
DERAR	Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse Risque
DES	Direction de la Stratégie et des Etudes
DESDP	Direction des Etudes Stratégiques, de Développement et des Projets
DESF	Direction des Etudes Statistiques Fiscales
DESUP	Direction de l'Enseignement Supérieur

DET	Direction de l'Enseignement Technique
DEVRS	Direction de l'Economie verte et de la Responsabilité Sociétale
DEXC	Direction des Examens et Concours
DEXCO	Direction de l'orientation, des Examens et des Concours
DF	Directions des Finances
DF	Direction de la Famille
DF	Direction de la Formation
DF2VP	Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits
DFAC	Direction de la Formation Artistique et Culturelle
DFCC	Direction de la Francophonie et de la Coopération Culturelle
DFCI	Direction de la Formation et de la Coopération Internationale
DFCRSP	Direction de la Formation Continue et des Relations avec le Secteur Productif
DFD	Direction de la Formation et de la Documentation
DFDA	Direction de la Formation, Documentation et Archives
DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
DFENP	Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police
DFIQ	Direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité
DFP	Direction des Finances et du Patrimoine
DFPI	Direction de la Formation Professionnelle Initiale
DFPI	Direction de la Fonction Publique Internationale
DFR	Direction du Foncier Rural
DFR	Direction de la Formation et de la Recherche
DFRC	Direction de la Formation et du Renforcement des capacités
DFRC	Direction de la Faune et des Ressources Cinétiques
DFSPS	Direction du Financement et du Suivi des Politiques Sectorielles
DG	Direction du Génie
DGAF	Direction Générale de l'Administration et des Finances
DGAI	Direction Générale de l'Activité Industrielle
DGAJCE	Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil
DGALT	Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires
DGAPCE	Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat
DGAS	Direction Générales des Affaires Stratégiques
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire
DGATDRL	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DGC	Direction Générale des Cultes
DGCAM	Direction Générale de la Construction, de l'Architecture et de la Maintenance
DGCATEF	Direction de la Gestion des Carrières des Agents Techniques des Eaux et Forêts
DGCE	Direction Générale du Commerce Extérieur
DGCI	Direction Générale du Commerce Intérieur
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local
DGDI	Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel
DGDRME	Direction Générale du Développement Rural et de la Maitrise de l'Eau dans le domaine agricole
DGE	Direction Générale de l'Energie
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGE	Direction Générale de l'Emploi
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGEDD	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable
DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle
DGFF	Direction Générale des Forêts et de la Faune
DGFP	Direction Générale de la Fonction Publique
DGFPEF	Direction Générale de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Famille
DGH	Direction Générale des Hydrocarbures
DGHP	Direction Générale de l'Hygiène Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIA	Direction Générale de l'Intégration Africaine
DGIE	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur
DGIHH	Direction Générale des Infrastructures de l'Hydraulique Humaine
DGIR	Direction Générale des Infrastructures Routières
DGLCV	Direction Général du Logement et du Cadre de Vie
DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGPE	Direction Générale du Protocole d'Etat
DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DGPLP	Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté
DGPN	Direction Générale de la Police Nationale
DGPPS	Direction Générale de la Planification, du contrôle Projets et des Statistiques
DGPS	Direction Générale de la Protection Sociale
DGPSA	Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire
DGPSP	Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé
DGQE	Direction Générale de la Qualité et des Evaluations
DGRB	Direction Générale des Relations Bilatérales
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGRI	Direction Générale de la Recherche et d l'Innovation
DGRM	Direction Générale des Relations Multilatérales
DGRS	Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité
DGS	Direction Générale de la Santé
DGS	Direction Générale de la Solidarité
DGSCA	Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide
DGSHP	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
DGSLN	Direction Générale de la Salubrité et de la Lutte contre les Nuisances
DGT	Direction Générale du Travail
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation
DGU	Direction du Guichet Unique
DGUA	Direction du Guichet Unique Automobile
DGUF	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier

DHES	Direction de l'Hygiène, de l'Environnement et de la Santé
DHNRQ	Direction de l'Hydrologie, des Normes, de la Règlementation et de la Qualité
DHR	Direction des Ressources Humaines
DI	Direction de l'Informatique
DIAD	Direction de l'Informatique, des Archives et de la Documentation
DICC	Direction des Industries Culturelles et Créatives
DIDA	Direction de l'Informatique, de la Documentation et des Archives
DIE	Direction de l'Ingénierie d'Entreprise
DIEC	Direction des Infrastructures et Equipements Culturels
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DIFEF	Direction de la Formation et de l'Education Féminine
DIIS	Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire
DIJ	Direction de l'Identification Judiciaire
DIMCM	Direction de l'Information Minière et du Cadastre Minier
DIP	Direction de l'Insertion Professionnelle
DIPAC	Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales
DIR	Direction des Infrastructures Routières
DISA	Direction des Infrastructures et des Sites Artisanaux
DISAD	Direction de l'informatique, des Statistiques, des Archives et de la documentation
DISVD	Direction des Infrastructures de Salubrité et de Valorisation des Déchets
DIT	Direction de l'Inspection du Travail
DITT	Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques
DL	Direction du Logement
DL	Direction des Loisirs
DLCC	Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques
DLCP	Direction Laboratoire Central Police
DLD	Direction de la Législation et de la Documentation
DLDC	Direction de la Législation, du Contentieux et de la Documentation
DLL	Direction du Livre et de la Lecture
DLM	Direction de la Législation Militaire
DLTE	Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants
DMCD	Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DME	Durée Moyenne de Séjour
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations agricoles
DMG	Direction des Moyens Généraux
DMGE	Direction des Moyens Généraux et de l'Equipement
DMOA	Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative
DMP	Direction des Marchés Publics
DMRFCQ	Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité
DNAGEP	Direction de la Nutrition Animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale
DOA	Direction des Opérations d'Assiette
DOB	Direction de l'Orientation et des Bourses
DOCD	Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées
DOEM	Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers
DOI	Direction des Organisations Internationales
DONUISNU	Direction de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions Spécialisées des Nations Unies
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DOPAF	Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement
DOSLN	Direction des Opérations de Salubrité et de Lutte contre les Nuisances
DP	Direction de la Planification
DP	Direction du Partenariat
DPAC	Direction de la Promotion des Arts et de la Culture
DPAC-PME	Direction de la Promotion, de l'Assistance et de la Compétitivité des PME
DPAE	Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation
DPAF	Direction de la Promotion et de l'Autonomisation de la Femme
DPAFM	Direction du Partenariat et de l'Accès aux Financements et aux Marchés
DPAM	Direction de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité
DPAP	Direction de la Planification, de l'Aménagement et des Projets-Min. Tourisme
DPARE	Direction de la Protection et de l'Aménagement des Ressources en Eau
DPC	Direction de la Police Criminelle
DPC	Direction du Patrimoine Culturel
DPCCLC	Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Circulation
DPCE	Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs
DPCEI	Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale
DPCITIC	Direction des Politiques Communautaires, des Informations et des TIC
DPCMF	Direction des Politiques Communautaires Macroéconomiques et Financières
DPCPHDD	Direction des Politiques Communautaires, de la Promotion Humaine et du Développement Durable
DPCT	Direction du Personnel des Collectivités Territoriales
DPDP	Direction de la Pédagogie et du Développement du Programme
DPDRL	Direction de la Promotion du Développement Régional et Local
DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation
DPE	Direction du Patrimoine de l'Etat
DPE	Direction des Productions d'Elevage
DPE	Direction de la Protection de l'Enfant
DPEF	Direction de la Police Economique et Financière
DPEI	Direction de la Planification, des Etudes et de l'Informatique
DPEM	Direction des Projets, de l'Equipement et de la Maintenance
DPEP	Direction de la Programmation et de l'Evaluation
DPES	Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques
DPET	Direction de la Promotion des Entreprises de Transport
DPFC	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue
DPFE	Direction de la Police Forestière et de l'Eau
DPGE	Direction de la Promotion du Genre et de l'Equité
DPI	Direction des Privilèges et Immunités
DPIC	Direction de la Promotion Industrielle et de la Compétitivité
DPIF	Direction de la Production et de l'Industrie Forestière
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics

DPIP	Direction de la Promotion des Investissements Privés
DPJ	Direction de la Protection des Jeunes
DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfance et de la Jeunesse
DPL	Direction du Patrimoine et de la Logistique
DPLRL	Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et la Laïcité
DPNR	Direction de la Programmation des Normes et de la Réglementation
DPP	Direction des Participations et de la Privatisation
DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DPPD - PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses- Projets Annuels de Performance
DPPF	Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement
DPPH	Direction de la Promotion des Personnes Handicapées
DPPN	Direction du Personnel de la Police Nationale
DPPS	Direction de la Prospective, de la Planification et des Stratégies
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DPQN	Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation
DPR	Direction de la Promotion et de la Réglementation
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DPS	Direction de la Police Scientifique
DSP	Direction de la Stratégie et de la Planification
DPS	Direction de la Planification et du Suivi
DPS	Direction de la Professionnalisation du Sport
DPS	Direction de la Planification et de la Supervision
DPS	Direction de la Planification Spatiale
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSCI	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Corporation Industrielle
DPSD	Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues
DPSD	Direction de la Planification, de la Statistique et de la Documentation
DPSE	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation
DPSI	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et des Programmes
DPSPS	Direction du Portefeuille et du Secteur Primaire et secondaire
DPSR	Direction de la Planification et de la Supervision Routière
DPSS	Direction de la Planification, de la Signalisation et de la Supervision
DPST	Direction du Portefeuille et du Secteur Tertiaire
DPTIC	Direction de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication
DPV	Direction du Protocole et des Visas
DPVCQ	Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité
DPVSA	Direction des Productions Vivrières et de la Sécurité alimentaire
DQ	Direction de la Qualité
DQN	Direction de la Qualité et de la Normalisation
DR	Direction Régionale
DRA	Directions Régionales de l'Agriculture
DRAP	Délégation Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRB	Directions Régionales du Budget
DRBMGP	Direction de la Réforme Budgétaire et de la Modernisation de la Gestion Publique
DRC	Direction de la Règlementation et du Contentieux
DRC	Direction Régionale du Commerce
DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DRCF	Direction de reboisement et de cadastre forestier
DRCRM	Direction de la Règlementation, de la Coopération et des Relations avec les Autres Ministères
DRE	Direction des Régimes Economiques
DRE	Direction de la Régulation des Echanges
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRG	Direction des Renseignements Généraux
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRHF	Direction des Ressources Humaines et de la Formation
DRHMG	Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux
DRI	Directions Régionales des Impôts
DRI	Directions Régionales de l'Industrie
DRIE	Direction Régionale des Infrastructures Economiques
DRMP	Directions Régionales des Marchés Publics
DRPOIE	Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques auprès des Ivoiriens de l'Extérieur
DRPS	Direction Régionale de la Protection Sociale
DRR	Direction des Routes Rurales
DRS	Directions Régionales Sanitaires
DRS	Direction du Renseignement et de la Sécurité
DRS	Directions Régionales de la Solde
DRSSFD	Direction de la Réglementation et de la Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés
DRT	Direction de la Règlementation du Travail
DS	Direction de la Solde
DSA	Direction des Services Aéroportuaires
DSASA	Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées
DSC	Direction de la Santé Communautaire
DSCS	Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale
DSCV	Direction du Service Civique et du Volontariat
DSD	Direction de la Sécurité Défense
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
DSDPSS	Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux
DSE	Direction de la Stratégie de l'Expertise
DSEE	Direction des Statistiques et des Etudes Economiques
DSEPE	Direction du Suivi et de l'Evaluation de la Politique de l'Emploi
DSGAE	Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique
DSI	Direction des Systèmes d'Information
DSIESRS	Direction des Systèmes d'Informations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

DSIM	Direction des Soins Infirmiers et Maternels
DSIN	Direction des Systèmes d'Information Numérique
DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines
DSMA	Déchets Solides Ménagers et Assimilés
DSMSF	Direction des Sports de Masse et du Sport Féminin
DSP	Direction de la Sécurité Publique
DSP	Direction du Suivi et de la Protection
DSPE	Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi
DSPS	Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
DSPS	Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques
DSR	Directions et Services Rattachés
DSRE	Direction du Suivi et de la Règlementation de l'Energie
DSRH	Direction du Suivi et de la Règlementation des Hydrocarbures
DSSM	Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité
DSSPN	Direction des Services de Santé de la Police Nationale
DSST	Direction de la Santé et Sécurité au Travail
DST	Direction de la Surveillance du Territoire
DST	Direction de la Sécurité Touristique
DSV	Direction des Services Vétérinaires
DTA	Direction de la Tutelle Administrative
DTA	Direction du Transport Aérien
DTC	Direction de la Topographie et de la Cartographie
DTDAI	Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation
DTEF	Direction de la Tutelle Economique et Financière
DTH	Direction Territoriale de l'Hydraulique
DTI	Direction des Traitements Informatiques
DTIR	Direction Territoriale des Infrastructures Routières
DTMFLP	Direction des Transports Maritimes, Fluvio-Lagunaires et de la Plaisance
DTRF	Direction des Transports Routiers et Ferroviaires
DTSI	Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information
DTSI	Direction des Technologies et du Système d'Information
DTSI	Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information
DU	Direction de l'Urbanisme
DUI	Direction des Unités d'Interventions
DVAAJ	Direction de la Vie Associative et de l'Autonomisation des Jeunes
DVAG	Direction de la Vie Associative et du Genre
DVCOMR	Direction de la Vie Culturelle, des Œuvres et des Missions Religieuses
DVFSHN	Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau
DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation
DVM	Direction du Développement Minier
DVN	Direction des Vérifications Nationales
DVP	Direction de la Valorisation des Produits
DVS	Département de la Veille Stratégique
DVS	Direction de la Vie Scolaire
DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes
ECG	Ecole de Commerce et de Gestion
EcIS	École Ivoirienne pour les Sourds
EDIPRESSE	Edition Distribution de Presse
EHA	Eau-Hygiène-Assainissement
EIBMA	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes
EMPT	Ecole Militaire Préparatoire Technique
EMSP	Ecole Multinationale Supérieure des Postes
ENA	Ecole Nationale d'Administration
ENERGOS	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire
ENP	Ecole Nationale de Police
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENSEA	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée
ENV	Enquêtes sur le Niveau de Vie des ménages
EPN	Etablissements Publics Nationaux
EPP	Ecole Primaire Publique
ESATIC	Ecole Supérieur Africaine des TIC
EVP	Equivalant Vingt Pieds
FAA	Fédéral Aviation Administration
FADCI	Fonds d'Appuis au Développement en Côte d'Ivoire
FAO	Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture
FASSA	Festival des Arts Sacrés des Savanes
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FDNUF	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
FDT	Fonds de Développement Touristique
FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo
FER	Fonds d'Entretien Routier
FER-PALMIER	Fonds d'Extension et de Renouvellement pour le développement de la culture Palmier
FICAD	Festival International de la Culture et des Arts de Daoukro
FIDA	Fonds International des Nations Unies pour le Développement de l'Agriculture
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
FLEGT	Forest Law Enfoncement Governance and Trade
FMI	Fonds Monétaire International
FMI	Fonds Mondial International
FNAD	Fonds National de Drainage et de l'Assainissement
FNLS	Fonds National de Lutte contre le SIDA
FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
FONSIC	Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique pour le Cinéma
FPRCI	Fondation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire
FREMIN	Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles
FSCCA	Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique pour les autres arts
FSDP	Fonds de Soutien et de Développement de la Presse
FSH	Fonds de Soutien de l'Habitat
FTG	Filature Tissage Gonfréville

GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GDS	Groupement de Défense Sanitaire
GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GMMG	Groupement Ministériel des Moyens Généraux
GRTO	Groupe de Recherche en Tradition Orale
GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur
GUF	Guichet Unique du Foncier
GUPC	Guichet Unique du Permis de Construire
HACA	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle
HF/VHF	Bande des très hautes fréquences
HV	Hydraulique Villageoise
HVA	Hydraulique Villageoise Améliorée
I2T	Ivoirienne de Technologie Tropicale
ICCO	Organisation Internationale du Café-Cacao
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Initiative pour le commerce durable
IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire
IES	Institut de l'Enseignement Supérieur
IFEF	Institut de Formation et d'Education de la Femme
IG	Inspection Générale
IGA	Inspection Générale des Armées
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale
IGESR	Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
IGGN	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale
IGIS	Indice Général Ivoirien de Sécurité
IGP	Inspection Générale du Plan
IGSAT	Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire
IGSF	Inspection Générale des Services Fiscaux
IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
IGSP	Inspection Générale des Services de Police
IGT	Inspection Générale des Transports
IGT	Inspection Générale du Trésor
Impôt BIC	Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial
Indice IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INFJ	Institut National de Formation Judiciaire
INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole
INFS	Institut national de Formation Sociale
INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise
INIPA	Institut National pour la Promotion des Aveugles
INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët Boigny
INS	Institut National de la Statistique
INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle

IP	Indicateur de Performance
IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
IPS-CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
IPS-CNPS	Institution de Prévoyance Sociale - Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
IRES	Institut Régional d'Enseignement Supérieur
IRSF	Inspections Régionales des Services Fiscaux
ISMI	Institut de Sécurité Maritime Interégional
ISO	Organisation Internationale de normalisation
ISPEC	Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative
ISTC	Institut des Sciences et Techniques de la Communication
IT	Inspection du Travail
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires
JNP	Journées Nationales de la Population
JORCI	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire
LACQUE	Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau
LAMTO- géo	Station géophysique de LAMTO
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
LANEMA	Laboratoire National d'Essais, de Métrologie et d'Analyse
LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics
LEA	Lycée d'Enseignement Artistique
LH	Laboratoire des Hydrocarbures
LMD	Licence Master Doctorat
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
LTPEA	Lycée Technique et Professionnel de l'Enseignement Artistique
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACA	Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan
MAD	Matrice d'Analyse de la Dette
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MASA	Marché des Arts et du Spectacle Africain
MCC	Millenium Challenge Corporation
MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie
MCIPPME	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFE	Machine à Facturation Electronique
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
MFP	Ministère de la Fonction Publique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable

MINASS	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MIVA	Marché Ivoirien de l'Artisanat
MIVS	Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MPEDER	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables
MRSC	Centre Secondaire de Recherche et Sauvetage Maritime
MS	Ministère des Sports
MSCSLP	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MUPIA	Mutuelle des Agents du Ministère de l'Intégration Africaine et des ivoiriens de l'Extérieur
ND	Non Dsponible
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
OFT	Observatoire de la Fluidité des Transports
OG	Objectif Global
OGP	Open Government Partnership
OIC	Office Ivoirien des Chargeurs
OIE	Organisation Internationale des Epizooties
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OIPC	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel
OIPI	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires
OIT	Organisation International du Travail
OMAOC	Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMI	Organisation Maritime Internationale
ONAC-CI	Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage
ONAT	Observatoire National de l'Aménagement du Territoire
ONCE	Observatoire National sur la Compétitivité des Entreprises
ONDR/ADERIZ	Office National de Développement de la Riziculture /Agence pour le Développement de la Filière Riz en Côte d'Ivoire
ONEG	Observatoire National de l'Equité et du Genre
ONEP	Office National de l'Eau Potable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONI	Office National de l'Identification
ONP	Office National de la Population
ONPC	Office National de la protection civile
ONS	Office National des Sports
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OPJ	Officiers de Police Judiciaire
OQSF-CI	Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire
OSCN	Office du Service Civique et du Volontariat
OSCS	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale
OSEP	Observatoire du Service Public
OSER	Office de Sécurité Routière
OTC	normes techniques
PAA	Port Autonome d'Abidjan
PAD	Partenaires au Développement
PADCI	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire
PADE-CI	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire
PADSAD	Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des Eaux Pluviales de la Ville d'Abidjan
DRH	Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques
PAO	Plan d'Actions Opérationnelles
PAP	Projets d'Actions Prioritaires
PARSSI	Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé
PASET	Partenariat pour les Compétences en Sciences Appliquées, Ingénierie et Technologie
PASP	Port Autonome de San Pedro
PASRES	Programme d'appui Suisse pour la Recherche Scientifique
PAT	Personnels Administratif et Technique
PAVVIOS	Prise en charge et Assistance de Victimes de Violence Sexuelles
PCBD	Palais de la Culture Bernard BINLIN DADIE
PCSE-MIRAH	Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH
PDMIO	Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest
PDS	Plan de Développement Stratégique
PEC	Pôles Economiques Compétitifs
Pêche INN	Pêche illicite Non déclarée ou Non règlementée
PEF	Poste des Eaux et Forêts
PEFDDP	Programme Eau, Femmes, Développement Durable et Paix
PER	Programme d'Entretien Routier
PERH	Poste d'Elevage et de Ressources Halieutiques
PETROCI	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFVBG	Plateforme de Lutte contre les Violences basées sur le Genre
PGA	Plateforme informatisée de Gestion de l'Aide
PGA	Paierie Générale des Armées
PGDP	Paierie Générale de la Dette Publique
PGE	Paierie Générale pour l'Etranger
PGI	Paierie Générale des Institutions
PGSP	Paierie Générale du Secteur Parapublic
PGT	Paierie Générale du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut

PIP	Programme d'Investissements Publics
PK	Processus de Kimberley
PLBC-FTPADM	Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive
PLP	Planification Locale Participative
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries
PMH	Pompe à Motricité Humaine
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PND	Plan National de Développement
PNDC	Programme National de Développement Communautaire
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PNES	Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur
PNEVGEA	Programme National d'Eradication du Ver de Guinée, Eau et Assainissement
PNF	Politique Nationale de la Femme
PNL	Politique Nationale des Loisirs
PNLCa	Programme National de Lutte Contre le Cancer
PNLCé	Programme National de Lutte Contre la Cécité
PNLHV	Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PNLTA	Programme National de Lutte contre le Tabagisme
PNLTHA	Programme National d'Elimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine
PNLUB	Programme National de Lutte contre l'Ulcère de BURULI
PNMTN	Programme National de Maladies Tropicales non Négligées
PNN	Programme National de Nutrition
PNOEV	Programme National de Prise en Charge des Orphelins et Enfants Vivant avec le VIH/SIDA
PNP	Programme National de la Population
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Enfant
PNPEC	Programme National de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
PNPMNT	Programme National de Promotion des Maladies Non Transmissibles
PNPMT	Programme National de Promotion de la Médecine Traditionnelle
PNPS	Plateforme Nationale de Protection Sociale
PNPSBD	Programme National de Promotion de la Santé Bucco – Dentaire
PNRO	Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage
PNSI	Programme National de Santé Infantile
PNSM	Programme National de Santé Mentale
PNSSU	Programme National de Santé Scolaire et Universitaire
PNV-CI	Programme National de Volontariat de Cote d'Ivoire
PPC	Programmes Pluriannuels de Convergence
PPCB	Péripneumonie Contagieuse Bovine
PPP	Partenariat Public –Privé
PPPBSE	Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Evaluation
PPPSE	Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation
PPR	Peste des Petits Ruminants
PRECIS	Programme de Réhabilitation, d'Equipement et de Construction d'Infrastructures Sportives
PROGIRS	Projet de Gestion Intégrée des Ranchs et Stations
PRONER	Programme National d'Electrification Rurale
PS	Police Sanitaire
PSDEPA	Plan Stratégique de Développement de l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture
PSRA	Plan Stratégique de Relance l'Aviculture moderne
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTG	Programme de Travail Gouvernemental
PV	Procès- Verbal
PVS	Procès-Verbal Simplifié
RAP	Rapport Annuel de Performance
RASS	Rapport Annuel de la Situation Sanitaire
RCTI	Régime Complémentaire des Travailleurs Indépendants
RDEC	Recherche en Développement Culturel
RE	Recette d'Enregistrement
REF	Rapport Economique et Financier
RGCP	Règlement Général sur la Comptabilité Publique
RGF	Recette Générale des Finances
RGI	Recette Générale des Impôts
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RICI-EPN	Réseau Informatique de Comptabilité Intégré des Etablissements Publics Nationaux
RID	Recette des Impôts Divers
RIF	Recette des Impôts Fonciers
RNA	Recensement National de l'Agriculture
RPI	Redevance Pour Importation
RRI	Réseau Radioélectrique Indépendant
RSTI	Régime Social des Travailleurs Indépendants
RTI	Radio Télévision Ivoirienne
SADI	Services des Archives, de la Documentation et de l'Informatique
SAID	Service d'Assiette Impôts Divers
SAIF	Service d'Assiette Impôts Fonciers
SAJ	Service des Affaires Juridiques
SAJRE	Service des Affaires Juridiques et de la Règlementation Economique
SBS	Service des Bourses et Stages
SC	Service Communication
SCA	Service de Communication des Armées
SCD	Service de la Communication et de la Documentation
SCDA	Service de la Communication; de la Documentation et des Archives
SCI	Service de Coopération Internationale
SCIEA	Secrétariat exécutif de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
SCMFE	Service de la Coopération et de la Mobilisation des Financements Extérieurs
SCMI	Service des Conférences et Missions Internationales

SCNIESDF	Service du Comité National d'Information, d'Education et de sensibilisation pour la Défense de la Forêt
SCPCI	Service de la Communication, de la Promotion et de la Coopération Internationale
SCRP	Service de la Communication et des Relations Publiques
SCRPDA	Service de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives
SCV	Service des Conférences et Voyages
SCVD	Service Courrier et Valise Diplomatique
SDA	Service de la Documentation et des Archives
SDAD	Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage
Secrétariat Permanent CCEN	Secrétariat Permanent Conseil Consultatif de l'Education Nationale
Secrétariat REDD+	Secrétariat chargé du programme de Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation forêts
SEPMBPE	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat
SEPMPIP	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé
SERCOM	Service de Communication
SESES	Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique
SETAM	Service des Terrains Aménagés
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SG	Secrétariat Général
SGCAS	Système de Gestion et de Contrôle Automatisés du Spectre
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville
SI	Service Informatique
SIAD	Service de l'Informatique, des Archives et de la Documentation
SIB	Système d'Information Budgétaire
SICDS	Système Intégré de Collecte de Données Statistiques
SICODA	Société Ivoirienne de Distribution Automobile et d'Equipements Industriels et Agricoles
SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière
SICTA	Société Ivoirienne du Contrôle Technique Automobile
SIDA	Service Informatique, de la Documentation et des Archives
SIG	Système d'Information et de Gestion
SIGBUD	Système Intégré de Gestion Budgétaire
SIGEP	Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques
SIGESCOD	Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées
SIGFAE	Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SIM	Service Informatique et Maintenance
SINAPSE	Système Intégré d'Analyse des Projets et du Suivi Evaluation
SIPE	Système d'Information sur la Protection de l'Enfant
SIPF	Société Ivoirienne du Patrimoine Ferroviaire
SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SIT	Service de l'Interprétariat et de la Traduction
SITARAIL	Société Internationale de Transport Africain par Rail
SITRAFISE	Système Informatique de Traçabilité Financière et de Suivi-Evaluation
SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie
SJ	Service Juridique
SLE	Schémas de Libéralisation des Echanges
SMB	Société Multinationale de Bitumes
SMHT	Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SMP	Service des Manifestations Promotionnelles
SMQ	Système de Management de la Qualité
SNAC	Semaine Nationale des Arts et de la Culture
SNAPS	Service National d'Animation, de Promotion et de Suivi
SNDER	Stratégie Nationale du Développement de l'Economie Régionale
SNDI	Société Nationale de Développement Informatique
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SNE	Stratégie Nationale d'Exportation
SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire
SOAC	Système Ouest Africain d'Accréditation
Société Math	Société de Mathématiques
SODEFOR	Société de Développement des Forêts
SODEMI	Société de Développement des Mines
SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SOGEPIE	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat
SOMFP	Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique
SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux
SOQ	Service de l'Organisation et de la Qualité
SOSTECI	Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire
SOTRA	Société des Transports Abidjanais
SPCIACCI	Secrétariat Permanent de la Commission pour l 'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire
SPDC	Société des Palaces de Cocody
SPEE	Service de Promotion Economique Extérieure
SPO	Service des Passeports Officiels
SPS	Sanitaires et Phytosanitaires Internationales
SPS	Service de la Planification et des Statistiques
SPSE	Service de la Planification et du Suivi-Evaluation
SPSEC	Service de la Planification, des Statistiques et de l'Economie Culturelle
SPSI	Service de la Police Spéciale des Impôts
SPSTD	Secrétariat Permanent pour la Simplification et la Transformation Digitale
SQ	Service Qualité
SQN	Service de la Qualité et de la Normalisation
SR	Station Régionale
SRADT	Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement de Territoire
SREFGPE	Service de la Recherche du Foncier pour les Grands Projets de l'Etat

SRHMG	Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux
SSDPP	Service de Suivi du Développement du Secteur Public et Parapublic
SSSU	Service de Santé Scolaire et Universitaire
STL	Société de Transport Lagunaire
SYGAD	Système de Gestion Appliquée de la Dette
TAC	Traité d'Amitié et de Coopération
TD	Travaux Dirigés
TGE	Trésorerie Générale pour l'Etranger
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TICE	Technologie de l'Information et de la Communication en Education
TMP	Programme pour la Mobilité des Talents
TO	Taux d'Occupation
TP	Travaux Pratiques
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA	Union Africaine
UAO	Université Alassane Ouattara
UA-UE	Union Africaine- Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UFHB	Université Felix Houphouët Boigny
UIGB	Université Internationale de Grand Bassam
UJLG	Université Jean Lorougnon Guédé
ULCT	Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale
UMAN	Université de Man
UMF	Unité Mobile de Formation
UNA	Université Nangui Abrogoua
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UPGC	Université Peleforo Gon Coulibaly
UPPH	Unité de Pilotage du Programme Hospitalier
UVCI	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire
VBG	Violence Basée sur le Genre
VGE	Valéry Giscard d'Estaing
VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
VMS	Vessel Monitoring System (Système d'informations halieutiques)
VRD	Voirie et Réseaux Divers
ZEE	Zone Economique Exclusive
Zones EX CNO	Zones Ex Centre Nord-Ouest
ZOO	Parc Zoologique national d'Abidjan

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
POUVOIRS PUBLICS, ORGANES DE SOUVERAINETÉ ET GOUVERNANCE	**MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA**	**109 686 287 469**
	Programme 1: Administration Générale	51 124 673 036
	Programme 2: Relation bilatérale	50 324 201 503
	Programme 3: Relation multilatérale	7 608 322 930
	Programme 4: Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	264 940 000
	Programme 5: Diaspora	364 150 000
	MINISTERE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SECURITE	**539 427 241 572**
	Programme 1: Administration Générale	17 761 466 376
	Programme 2: Sécurité Intérieure	164 522 407 115
	Programme 3: Décentralisation	112 560 959 315
	Programme 4: Administration territoriale et identification	80 707 273 001
	Programme 5: Protection civile	9 666 185 765
	Programme 6: Comptes Spéciaux du Trésor	154 208 950 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	**87 035 901 098**
	Programme 1: Administration Générale	2 019 407 016
	Programme 2: Intégration Africaine	85 016 494 082
DÉFENSE, SÉCURITÉ ET JUSTICE	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**	**81 339 264 980**
	Programme 1: Administration Générale	60 550 047 626
	Programme 2: Juridictions	5 656 279 788
	Programme 3: Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	12 864 442 717
	Programme 4: Droits de l'homme	2 268 494 849
	MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE	**378 723 379 899**
	Programme 1: Administration Générale	138 672 747 157
	Programme 2: Défense	153 072 650 203
	Programme 3: Sécurité	86 977 982 539

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT**	**32 842 817 198**
	Programme 1: Administration Générale	5 357 042 756
	Programme 2: Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	2 517 296 864
	Programme 3: Aménagement du territoire, développement régional et local	5 353 698 651
	Programme 4: Coordination de l'aide, population et productions statistiques	19 614 778 927
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	**28 136 563 621**
	Programme 1: Administration Générale	20 075 591 579
	Programme 2: Fonction Publique	8 060 972 042
	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINSTRATION, CHARGE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	**4 068 228 496**
	Programme 1: Administration Générale	2 448 081 496
	Programme 2: Modernisation de l'Administration	1 620 147 000
	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	**4 891 466 172**
	Programme 1: Administration générale	1 888 086 097
	Programme 2: Renforcement des capacités	2 553 380 075
	Programme 3: Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption	450 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**85 324 798 983**
	Programme 1: Administration Générale	68 702 750 226
	Programme 2: Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 439 609 750
	Programme 3: Trésor et Comptabilité Publique	5 334 991 007
	Programme 4: Comptes Spéciaux du Trésor	9 847 448 000
	MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	**336 649 899 471**
	Programme 1: Administration Générale	72 530 609 345
	Programme 2: Douanes	14 913 378 451
	Programme 3: Impôts	8 701 720 045
	Programme 4: Budget	94 021 337 979
	Programme 5: Portefeuille de l'Etat	4 416 748 300
	Programme 6: Marchés Publics	1 840 730 599
	Programme 7: Comptes Spéciaux du Trésor	140 225 374 752

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION**	**1 087 339 883 016**
	Programme 1: Administration Générale	27 408 578 588
	Programme 2: Enseignement préscolaire et primaire	637 304 813 977
	Programme 3: Enseignement secondaire général	422 166 830 821
	Programme 4: Alphabétisation et Education non formelle	459 659 630
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	**260 128 664 293**
	Programme 1: Administration Générale	18 347 040 316
	Programme 2: Enseignement supérieur	180 543 189 465
	Programme 3: Œuvres universitaires et vie estudiantine	50 193 523 243
	Programme 4: Recherche scientifique et innovation	11 044 911 269
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE	**167 268 204 070**
	Programme 1: Administration générale	4 686 080 005
	Programme 2: Formation professionnelle	117 617 180 944
	Programme 3: Enseignement secondaire technique	13 107 943 121
	Programme 4: Comptes Spéciaux du Trésor	31 857 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
SANTÉ ET ACTIONS SOCIALES	**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT**	**20 517 199 039**
	Programme 1: Administration Générale	13 625 457 561
	Programme 2: Promotion de la Femme et du genre	1 540 973 811
	Programme 3: Promotion et consolidation de la Famille	599 410 082
	Programme 4: Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	4 041 704 885
	Programme 5: Autonomisation des femmes	709 652 700
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	**45 364 139 816**
	Programme 1: Administration Générale	18 967 247 908
	Programme 2: Emploi	1 777 000 000
	Programme 3: Travail	621 100 000
	Programme 4: Protection sociale	23 998 791 908
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	**36 914 143 979**
	Programme 1: Administration Générale	2 731 045 108
	Programme 2: Solidarité et Action Humanitaire	1 152 962 313
	Programme 3: Lutte contre la pauvreté	33 030 136 558
	MINISTERE DE LA RECONCILIATION ET DE LA COHESION NATIONALE	**3 079 971 359**
	Programme 1: Administration Générale	1 111 971 359
	Programme 2: Réconciliation	910 000 000
	Programme 3: Cohésion Nationale	1 058 000 000
	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE, CHARGE DE LA PROTECTION SOCIALE	**3 086 471 366**
	Programme 1: Administration Générale	1 856 771 366
	Programme 2: Développement et gestion des Centres sociaux	1 229 700 000
	MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE	**442 547 257 221**
	Programme 1: Administration Générale	188 210 461 137
	Programme 2: Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	178 824 887 409
	Programme 3: Renforcement de la lutte contre la maladie	73 323 908 675
	Programme 4: Comptes Spéciaux du Trésor	2 188 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES MEDIAS ET DE LA FRANCOPHONIE**	**28 879 756 047**
	Programme 1: Administration Générale	3 705 250 210
	Programme 2: Communication et médias	10 561 923 440
	Programme 3: Francophonie	391 582 397
	Programme 4: Comptes Spéciaux du Trésor	14 221 000 000
	MINISTERE DE LA PROMOTION DES SPORTS ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SPORTIVE	**211 441 605 858**
	Programme 1: Administration Générale	11 352 843 009
	Programme 2: Sport	194 082 762 849
	Programme 3: Comptes Spéciaux du Trésor	6 006 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'INDUSTRIE DES ARTS ET DU SPECTACLE	**15 588 645 663**
	Programme 1: Administration Générale	6 670 684 904
	Programme 2: Animation culturelle et industries culturelles et créatives	2 613 589 855
	Programme 3: Patrimoine culturel	559 958 879
	Programme 4: Enseignement artistique et culturel	3 010 412 025
	Programme 5: Comptes Spéciaux du Trésor	2 734 000 000
	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	**12 987 454 346**
	Programme 1: Administration Générale	4 332 493 296
	Programme 2: Offre de services du tourisme	1 453 786 432
	Programme 3: Promotion du tourisme	2 805 224 618
	Programme 4: Loisirs	121 950 000
	Programme 5: Comptes Spéciaux du Trésor	4 274 000 000
	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE	**20 516 202 226**
	Programme 1: Administration Générale	4 781 016 870
	Programme 2: Promotion de la jeunesse	331 757 003
	Programme 3: Emploi des jeunes	12 165 911 042
	Programme 4: Service civique	3 237 517 311

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER**	**682 693 571 991**
	Programme 1: Administration Générale	4 845 411 429
	Programme 2: Infrastructures routières et ouvrages d'arts	479 272 765 562
	Programme 3: Comptes Spéciaux du Trésor	198 575 395 000
	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES	**9 209 680 395**
	Programme 1: Administration générale	6 259 021 257
	Programme 2: Transport maritime et fluvio-lagunaire	2 950 659 138
	MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE	**289 375 497 997**
	Programme 1: Administration Générale	7 776 627 770
	Programme 2: Hydrocarbures	295 000 000
	Programme 3: Energie	161 981 099 723
	Programme 4: Développement des mines et de la géologie	986 770 504
	Programme 5: Comptes Spéciaux du Trésor	118 336 000 000
	MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME	**52 559 802 279**
	Programme 1: Administration Générale	10 508 319 415
	Programme 2: Foncier et urbanisme	3 881 467 136
	Programme 3: Construction et maintenance	37 890 663 974
	Programme 4: Logement et cadre de vie	279 351 754
	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	**12 090 953 787**
	Programme 1: Administration Générale	2 122 938 366
	Programme 2: Promotion de l'investissement privé	9 798 015 421
	Programme 3: Développement du Secteur Privé	170 000 000
	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	**112 784 532 822**
	Programme 1: Administration Générale	3 686 025 264
	Programme 2: Infrastructures de l'hydraulique humaine	109 098 507 558
	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL	**22 518 333 245**
	Programme 1: Administration générale	1 423 341 528
	Programme 2: Logement social	21 094 991 717
	MINISTERE DES TRANSPORTS	**72 782 811 780**
	Programme 1: Administration Générale	3 020 941 567
	Programme 2: Transport aérien	39 027 390 813
	Programme 3: Transport terrestre	30 734 479 400

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
PRODUCTION, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	**MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**	**13 560 329 023**
	Programme 1: Administration Générale	6 885 711 320
	Programme 2: Commerce intérieur	2 160 994 582
	Programme 3: Commerce extérieur	851 536 387
	Programme 4: Développement industriel	3 662 086 734
	MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	**16 308 717 935**
	Programme 1: Administration Générale	9 565 904 649
	Programme 2: Développement des productions animales	2 290 638 319
	Programme 3: Gestion durable des ressources halieutiques	3 839 959 477
	Programme 4: Renforcement de la santé publique vétérinaire	612 215 490
	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INNOVATION	**50 079 822 439**
	Programme 1: Administration Générale	1 608 443 573
	Programme 2: Economie numérique et poste	14 595 378 866
	Programme 3: Comptes Spéciaux du Trésor	33 876 000 000
	MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME, DE L'ARTISANAT ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL	**6 004 456 484**
	Programme 1: Administration Générale	2 543 138 174
	Programme 2: Artisanat	1 698 318 310
	Programme 3: Promotion des PME	1 663 000 000
	Programme 4: Transformation du Secteur Informel	100 000 000
	MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	**170 167 061 119**
	Programme 1: Administration Générale	16 643 310 820
	Programme 2: Productions et Sécurite alimentaire	29 136 616 016
	Programme 3: Développement rural	44 437 533 495
	Programme 4: Promotion de la riziculture	7 452 326 598
	Programme 5: Comptes Spéciaux du Trésor	72 497 274 190

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ENVIRONNEMENT, CADRE DE VIE ET PROTECTION DE LA NATURE	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**	**22 060 474 881**
	Programme 1: Administration Générale	5 905 488 790
	Programme 2: Environnement et développement durable	16 154 986 091
	MINISTERE DES EAUX ET FORETS	**36 249 321 573**
	Programme 1: Administration Générale	28 678 787 093
	Programme 2: Gestion durable des ressources forestières	5 180 924 947
	Programme 3: Gestion durable des ressources fauniques	825 509 533
	Programme 4: Gestion intégrée des ressources en eau	1 564 100 000
	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE	**145 088 152 708**
	Programme 1: Administration Générale	3 071 826 136
	Programme 2: Assainissement et drainage	58 504 508 613
	Programme 3: Salubrité et lutte contre les nuisances	3 571 267 959
	Programme 4: Comptes Spéciaux du Trésor	79 940 550 000
TOTAL GENERAL		**5 757 318 967 716**

SECTION 221 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA

SECTION 221 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'irrégularité des missions d'inspection et d'audit des services centraux et extérieurs ;
- le manque de suivi des recommandations des missions d'inspection et d'audit effectuées ;
- l'inexistence de système d'archivage électronique ;
- l'inexistence d'une réelle politique de programmation et de communication du mouvement diplomatique annuel ;
- la non application du sschéma ddirecteur iinformatique;
- l'insuffisance de coordination intra et intersectorielle ;
- l'absence de politique sociale et de solidarité ;
- l'inexistence d'une stratégie de la politique sectorielle du genre ;
- l'absence de proactivité liée à la lourdeur et à la complexité des procédures et circuits de décisions ;
- l'absence de primes pour le personnel interministériel nonobstant l'existence de textes en la matière ;
- l'insuffisance de renforcement de capacité des acteurs diplomatiques ;
- l'absence d'une culture en matière de planification, de suivi, d'évaluation, de production statistique et de gestion axée sur les résultats des acteurs du ministère ;
- l'insuffisance de crédits budgétaires dédiés aux actions de promotion économique ;
- la prise en compte insuffisante des questions de sécurité et de renseignement dans les actions diplomatiques ;
- le conflit de compétences en interne ;
- la non application intégrale des dispositions du sstatut particulier du Corps Diplomatique.

Au niveau des relations bilatérales

- l'irrégularité de la tenue des Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale ;
- le faible niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire;
- l'absence de cadres stratégiques de coopération bilatérale ainsi que de structures chargées exclusivement de leur suivi-évaluation ;
- l'insuffisance de suivi des Accords bilatéraux existants ;
- la faible coordination en matière de coopération bilatérale entre le ministère et les autres départements techniques ;
- l'absence de statistiques fiables en matière des échanges économiques et commerciaux ;
- l'insuffisance des crédits alloués à la mise en œuvre des instruments de coopération bilatérale ;
- l'absence de stratégies en matière de coopération Sud-Sud.

Au niveau des relations multilatérales

- l'adhésion incontrôlée aux Organisations Internationales avec pour conséquences l'accroissement des contributions financières internationales de la Côte d'Ivoire ainsi que l'accumulation des arriérés de celles-ci ;
- la faible coordination de l'action extérieure avec les acteurs nationaux dont le champ d'action s'étend à l'extérieur ;
- l'absence de politique et de stratégie en matière de coopération multilatérale ;
- l'insuffisance de crédits budgétaires alloués au soutien des candidatures de la Côte d'Ivoire dans les instances internationales ;

- la faible valorisation et promotion des compétences ivoiriennes dans les Organisations Internationales.

Au niveau du protocole d'État, des affaires juridiques, consulaires et de l'Etat-Civil

- la faible formalisation de certaines procédures administratives (Guide pratique du protocole d'Etat, signature des Accords de siège et d'établissement, annuaire diplomatique etc.)
- l'inadaptation des textes réglementaires relatifs à la gestion des privilèges diplomatiques et magasins diplomatiques ;
- la faiblesse des capacités opérationnelles des agents (emplois techniques) ;
- la difficulté dans la gestion des privilèges et le manque de maitrise de l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance de moyens logistiques et matériels avec pour corollaire l'insuffisance de données statistiques fiables ;
- l'absence de coordination entre le Ministère et les Départements ministériels techniques en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales ;
- la lenteur et la lourdeur dans le processus d'établissement et de délivrance des actes de l'état civil.

Au niveau de la Diaspora

- la méconnaissance du profil et des compétences des Ivoiriens de l'extérieur ;
- le manque d'engouement des Ivoiriens de l'extérieur pour se faire enregistrer auprès des Ambassades ou des Consulats ;
- l'inexistence d'une structure représentative des Ivoiriens de l'extérieur ;
- l'inexistence de stratégie nationale pour la promotion des compétences ivoiriennes dans les Institutions internationales ;
- la faiblesse du cadre institutionnel et organisationnel du secteur;
- l'absence d'un instrument économique et juridique pour attirer les investissements de la diaspora ;
- la difficulté d'accès de la diaspora à l'emploi et à l'insertion ;
- la forte propension des ivoiriens à la migration irrégulière ;
- l'inexistence de mécanismes d'appui à la mobilisation de l'épargne et des investissements de la diaspora ;
- le détournement des efforts du Gouvernement en faveur de l'assistance des IRE en détresse et de la forte tendance vers la migration irrégulière ;
- l'absence d'informations sur les créneaux porteurs de l'économie ivoirienne ;
- la précarité de la situation des migrants empêchant l'amélioration des flux de transferts ;
- la forte politisation de la diaspora.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- l'élaboration et la mise à disposition du nouvel organigramme du Ministère d'État, conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attribution des membres du Gouvernement, avec la création éventuelle de nouvelles Directions et services;
- l'inadéquation des données existantes à la réalité du Ministère dans son fonctionnement ;
- l'insuffisance de coordination interministérielle des interventions économiques extérieures ;
- la régularité des missions d'inspection et d'audit des services centraux et extérieurs et le suivi de leurs recommandations ;
- la mise en œuvre de la diplomatie économique au service du développement économique et social ;
- l'élaboration du document d'orientation en matière de diplomatie économique ;
- le renforcement de capacités de 410 agents en Côte d'Ivoire et à l'étranger entre 2016 et 2018 ;
- la mise en place d'une véritable politique de programmation et de communication du mouvement diplomatique annuel à travers la Commission du mouvement diplomatique;
- l'adaptation du plan de rationalisation des postes diplomatiques aux besoins réels des services extérieurs ;
- la mise en œuvre en cours d'une politique sociale hardie (adoption du Décret n°2016-164 du 16 mars 2016 instituant la perception de recettes de services) ;

- la mise en place d'une politique sociale et de solidarité (création d'une mutuelle santé pour les agents du Ministère, un cadre sanitaire de haut niveau dédié aux soins des diplomates, une promotion immobilière, etc);
- la mise en œuvre d'un plan d'acquisition, de construction et de réhabilitation de Chancelleries, Résidences et logements de diplomates (revue budgétaire interministériel pour la mise œuvre du programme du gouvernement 2021 – 2023) ;
- l'apurement progressif des arriérés de paiement des Postes Diplomatiques et Consulaires ;
- la revalorisation salariale des diplomates avec l'entrée en vigueur du Statut du Corps Diplomatique en 2013;
- le renforcement du contrôle administratif ;
- le renforcement des capacités des diplomates à travers l'organisation des stages de perfectionnement en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- le renforcement de la diplomatie économique (mobilisation des investisseurs et hommes d'affaires étrangers et organisation des missions de prospection économique et commerciale par les Ambassades de Côte d'Ivoire à l'étranger).

Au niveau des relations bilatérales

- l'ouverture de l'Ambassade de Côte d'Ivoire aux Emirats-arabe en 2021 ;
- l'achèvement de la construction de deux Chancelleries et Résidences (RIYAD et ABUJA) ;
- l'acquisition d'une Ambassade et d'une Résidence (Libéria) et d'une Chancellerie (Portugal) ;
- la réhabilitation de quelques Résidences et Chancelleries (Afrique du Sud, Madrid, Paris, Tunis, Berlin, Prétoria, Londres, Rabat, Berne, Bruxelles, Pékin, etc.) ainsi que du Bloc ministériel (à Abidjan). Plusieurs autres postes ont été programmés pour la période 2022-2024 ;
- l'amélioration du taux de couverture diplomatique de la Côte d'Ivoire, qui est passé de 48 % en 2013 à 71,13% au 31 juillet 2019. Ce qui permet à la Côte d'Ivoire d'être représentée dans 138 des 194 États membres de l'ONU ;
- la signature de plusieurs conventions et accords bilatéraux avec différents pays

Au niveau des Relations Multilatérales

- la participation de la Côte d'Ivoire en qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2018-2019 dans le cadre de la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. Ce succès diplomatique a davantage renforcé la crédibilité, l'influence et l'image de marque de la Côte d'Ivoire dans le monde ;
- la préparation et organisation de la 44ième session du Conseil des Ministres de l'OCI, 10-11 juillet 2017, des 8ième Jeux de la Francophonie, 21-30 juillet 2017 et du 5ième Sommet UA-UE, 29-30 novembre 2017;
- l'ouverture de deux nouvelles Représentations Permanentes (FAO, FIDA, PAM et UE) ;
- l'implication active de la Côte d'Ivoire en faveur de l'intégration sous-régionale avec la réactivation du Conseil de l'Entente et de l'Union du Fleuve Mano ;
- les médiations ivoiriennes dans les crises au Mali et en Guinée Bissau ;
- les actions de lobbying et de restauration de l'image de la Côte d'Ivoire ont permis :
  - le retour à Abidjan de plusieurs Organisations Internationales ayant délocalisé pendant la crise (BAD, Africare, BIT, OIT) ;
  - l'implantation de nouvelles Organisations Internationales (AFREXIMBANK, UNESCO, ICCO) ;
  - la levée de l'embargo sur le diamant ivoirien (processus Kimberley) ;
  - la levée définitive des sanctions individuelles (gel des avoirs et interdiction des voyages à l'étranger) de l'ONU contre certains citoyens ivoiriens ;
  - la mobilisation des appuis techniques et financiers de la part des Organismes Multilatéraux (BID, BADEA, BOAD, BAD, FMI, BM, etc.) en vue du financement de la relance économique et de la réalisation de l'objectif d'émergence, etc. ;
  - 2023), le 5ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement Afrique-UE etc.) ;
  - le départ définitif de l'ONUCI de la Côte d'Ivoire, conformément à la Résolution 2 284 du Conseil de Sécurité de l'ONU avec le transfert de ses activités résiduelles au Gouvernement ivoirien.
  - l'ouverture en 2019 à Abidjan du siège de la Fédération Internationale de Basketball Afrique (FIBA)
- l'apurement progressif des arriérés de contribution de la Côte d'Ivoire auprès des organismes internationaux, le montant cumulé des arriérés de contributions internationales s'élève, au 12 août 2021, à 131.690.432.366 F CFA;
- la réalisation de l'étude sur la rationalisation des contributions de la Côte d'Ivoire aux Organisations Internationales (en instance de validation) ;

- la nomination du Représentant Permanent du Chef de l'Etat auprès de l'OIF ;
- le renforcement de l'assistance aux réfugiés ivoiriens avec le rapatriement volontaire de 278 711 personnes, soit 92,9 % au 30 juin 2019, en collaboration avec le HCR, sur les 300 000 qui avaient quitté le pays lors de la crise de 2011. A fin juin 2019, 21 289 compatriotes demeurent encore à l'extérieur ;
- l'élection de la Côte d'Ivoire, le 13 octobre 2020, en qualité de membre du Conseil des Droits de l'Homme (CDH), pour la période de 2020-2021.
- la ratification de treize (13) Accords et Traités internationaux, notamment avec l'Union Africaine, la CEDEAO, le QATAR.

Au niveau du protocole d'État, des affaires juridiques, consulaires et de l'état-civil

- la formalisation progressive des procédures diplomatiques (élaboration du Guide pratique à l'usage du Corps diplomatique, du guide du Protocole d'Etat, le répertoire diplomatique, informatisation de la gestion de l'état civil, etc.) ;
- la réorganisation et le recadrage des attributions des Directions Générales du Protocole d'Etat et des Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-Civil structurée désormais autour de trois Directions centrales chacune;
- l'élaboration du répertoire des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ;
- le renforcement des capacités des diplomates en matière de règles de protocole et savoir-vivre, prioritairement les agents du protocole;

Au niveau de la Diaspora

- la tenue de missions à l'extérieur du pays pour mieux connaître la diaspora ivoirienne, recueillir ses aspirations et contribuer à son organisation ;
- l'élaboration de l'avant-projet de textes devant régir le Haut Conseil de la Diaspora ;
- l'organisation de trois fora;
- la signature de la convention de partenariat entre l'Etat de Côte d'Ivoire et le Fonds de Solidarité Africain pour l'appui à la création d'entreprise pour la Diaspora ;
- la mise en relation des compétences de la Diaspora avec les entreprises et structures de recrutement (B to B) ;
- l'organisation de journées de la diaspora et de conférences sur le thème migration et développement ;
- la réinsertion de 1875 migrants ivoiriens dans des projets collectifs, communautaires et individuels (2017-2020);
- le renforcement de la coopération avec le Maroc, le Sénégal et le Mali ;
- la conception de l'outil de cartographie des ivoiriens de l'extérieur dans trois pays pilotes notamment la France, les Etats Unis et le Sénégal ;
- la poursuite du rapatriement des ivoiriens, de la Lybie, suite aux difficultés rencontrées par ceux-ci dans ce pays ;
- le maintien du prix d'excellence du meilleur ivoirien de l'extérieur ;
- la mise en place de 10 comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière ;
- l'assistance aux Ivoiriens vivant à l'extérieur en détresse.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement de l'image de la Côte d'Ivoire en Afrique et dans le monde ;
- la promotion du rayonement diplomatique de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international ;
- la consolidation et l'extension du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger à travers la réhabilitation, la construction et l'acquisition des Chancelleries, Résidences et logements des diplomates ;
- la poursuite du renforcement des instruments de coopération bilatérale et multilatérale ;
- l'optimisation de la carte diplomatique ;
- la poursuite du renforcement de la présence et de l'influence de la Côte d'Ivoire dans les Organismes internationaux ;
- l'intensification du renforcement des capacités des acteurs de la diplomatie ;
- la révision en cours du Statut du Corps Diplomatique ;
- la promotion des partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen Orient, Amérique du Sud) ;
- l'élaboration en cours du document d'orientation en matière de diplomatie économique ;
- l'intensification du lobbying et la promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mobilisation des ressources financières extérieures ;

- l'amélioration du dialogue avec les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (Etat et secteur privé) ;
- le renforcement du cadre institutionnel de la diplomatie ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information ;
- l'institution d'un cadre d'échanges avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques ;
- le renforcement de l'assistance aux Ivoiriens de l'extérieur.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la diplomatie économique au service du développement ;
- la création d'outils stratégiques pour rendre plus efficace et performante l'action de la diplomatie économique ;
- la modernisation de l'outil diplomatique ;
- le renforcement de la politique de coordination de l'action extérieure.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde ;
- le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est accru;
- la présence de la Côte d'Ivoire dans les organisations internationnales est renforcée ;
- les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales ;
- les services du Protocole d'Etat sont plus efficaces ;
- le délai de traitement et d'obtention des actes administratifs est amélioré ;
- la contribution de la diaspora au développement économique et social de la Côte d'Ivoire est améliorée ;
- l'assistance à la diaspora est renforcée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au Décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 2, le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de politique extérieure de la Côte d'Ivoire.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre des Affaires Etrangères

- organisation et gestion de la Responsabilité diplomatique et Postes consulaires de la Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- participation à la gestion des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires et de sécurité au sein des organismes internationaux, en liaison avec le Ministère en charge de la Défense et de la Sécurité ;
- défense des intérêts et protection des nationaux ivoiriens à l'étranger par l'intermédiaire des Représentations diplomatiques et Postes consulaires et par le biais des organisations ou associations des ivoiriens à l'étranger ;
- interface entre les missions diplomatiques et les organisations internationales établies en Côte d'Ivoire et les départements ministériels, ainsi que les organismes publics et privés nationaux ;
- gestion de l'Etat Civil des ivoiriens à l'étranger en liaison avec les Ministères en charge de la Justice et de l'Intérieur ;
- développement des relations de coopération avec les institutions et Organisations Internationales ;
- tutelle des Organisations Gouvernementales et Non Gouvernementales étrangères établies en Côte d'Ivoire ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique nationale en matière de promotion, d'intégration et de suivi des ivoiriens à la fonction publique internationale ;
- coordination de la participation de la Cote d'Ivoire aux réunions et conférences internationales ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi de lois et règlements en matière de protocole d'Etat ;

- préparation de la ratification des engagements internationaux souscrits par la côte d'Ivoire ;
- conservation, interprétation, suivi de l'exécution et dénonciation des engagements internationaux ;
- négociation et signature des conventions et accords internationaux liant l'Etat, sauf délégation ou autorisation expresse accordée à d'autres ministres ;
- coordination de la coopération internationale ;
- élaboration de la politique de gestion des réfugiés ;
- participation à l'élaboration des politiques de gestion des apatrides et des migrants, en liaison avec les ministres concernés ;
- développement des relations d'amitié et de coopération avec les pays étrangers ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- appui à l'organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les ministères concernés ;
- développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les ministères concernés.

Au titre de l'intégration africaine

- participation en liaison avec notamment, le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégrations sous régionale et africaine, notamment, le Conseil de l'Entente, la Mano River Union , l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la Volta, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des Etats Sahelo-Sahariens, le Comité permanent inter-Etat de lutte contre le sècheresse dans le sahel (CILSS), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Union Africaine et l'accord de partenariat économique ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'intégration africaine en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales ;
- coordination, promotion, suivi et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la politique d'immigration et d'émigration africaine, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité ;
- participation, en liaison avec notamment le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre des programmes communautaires relatifs aux politiques sectoriels cohérentes en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres notamment de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration et de la Sécurité ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental.

Au titre de la Diaspora

- assistance aux ivoiriens de l'extérieur ;
- coordination des initiatives visant le regroupement des ivoiriens de l'extérieur et soutien à ces initiatives ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des ivoiriens de l'extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation et coordination de la participation des ivoiriens de l'extérieur au processus de développement de la Cote d'Ivoire, en terme de mise à disposition d'expertises avérées dans des domaines spécifiques ;
- soutien à la réalisation des projets d'investissements des ivoiriens de l'extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration et de la Sécurité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Relation bilatérale ;
- Programme 3 : Relation multilatérale ;
- Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-civil :
- Programme 5 : Diaspora.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, Secrétariat Général, Inspection Générale des Affaires Etrangères, Direction de la Stratégie et de la Planification, Direction des Affaires Financières, Direction de la Communication et des Relations Publiques, Direction du Patrimoine et de la Logistique, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Fonction Publique Internationale, Direction des Systèmes d'information Numérique, Direction des enjeux globaux, Direction de la diplomatie Économique, Service des Bourses et Stages, Service de la Traduction et de l'Interprétariat, Service Courrier et Valise Diplomatique, Service des Conférences et des missions Internationales, Service des Passeports Officiels, Service de la Documentation et des Archives, Cellule de Passation des Marchés Publics.		- -Réhabiliter et équiper le Ministère (Investissements) ; - Réaliser Système Intégré d'Informatisation et Communication (Investissement) ; - Mettre en œuvre le système de Gestion Electronique des Documents du Ministère	
Programme 2: Relation bilatérale	Direction Générale de la Coopération Bilatérale, Direction Afrique, Direction Europe, Direction Asie, Pacifique et Océanie, Direction Amériques et Caraïbes, Les ambassades Bilatérales (49), Les Consulats Généraux (5).		- Réhabilitation de la Chancellerie à BRUXELLES ; - Réhabilitation Résidence et Chancellerie MADRID ; - Construction et Réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence en Suisse/Genève ; - Réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence à OTTAWA / CANADA ; - Construction et réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence au Mexique ; - Construction de la Chancellerie et de la Résidence à Dakar au Sénégal	
Programme 3: Relation multilaterale	Direction Générale de la Coopération Multilatérale, Direction ONU et Institutions Spécialisées des Nations Unies, Direction des Organisations Internationales, Délégations et Missions Permanentes auprès d'Organismes Internationaux (06)			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4: Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	Direction Générale du Protocole d'Etat, Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des Accréditations et des Audiences, Direction des Privilèges et Immunités, Direction du Protocole et des Visas, Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat-civil, Direction des Affaires Juridiques, Direction de l'Etat-civil et des Affaires consulaires, Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides.			
Programme 5: Diaspora	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE), Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques auprès des Ivoiriens de l'Extérieur (DRPOEIE), Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora (DMCD), Direction de l'accueil, de l'Orientation et du Suivi des Actions de Réinsertion (DAOSR), Direction de l'Action Sociale et de l'Information (DASI).			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes adoptés et mis en œuvre pour renforcer le cadre institutionnel et règlementaire de la diplomatie	Dénombrement Source : service juridique
		IP 1.1.2: Nombre de projets réalisés pour la dématérialisation des actes administratifs	Dénombrement Source : CABINET
OG 2 : Redynamiser les relations bilatérales	RS 2.1 : la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde	IP 2.1.1 : Taux de couverture diplomatique de la Côte d'Ivoire dans le monde	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Sources : DGRB / DSP
	RS 2.2 : le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est accru	IP 2.2.1 : Taux de croissance du volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux	(Volume des échanges commerciaux en année n- volume des échanges commerciaux en année n-1) / volume des échanges commerciaux en année n-1) x 100 Source : DGRB
OG 3 : Renforcer les relations multilatérales	RS 3.1 : les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales	IP 3.2.1 : Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies est élaboré et suivi.	Dénombrement Source : DGRM

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 4 : Améliorer la qualité des services du protocole d'État, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'état civil	RS 4.1 : les services du protocole d'État sont plus efficaces	IP 4.1.1 : Taux de satisfaction des usagers des services du protocole d'Etat	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'activités DGPE
	RS 4.2 : le délai de traitement et d'obtention des actes administratifs est amélioré	IP 4.2.1 : Délai de traitement et d'obtention des documents administratifs	Dénombrement Source : DGPE / DGAJCEC
OG 5 : Faire de l'ivoirien de la diaspora un citoyen mieux intégré dans le pays d'accueil et partenaire du développement économique et social de son pays d'origine	RS 5.1 : la contribution de la diaspora au développement économique et social de la Côte d'Ivoire est améliorée	IP 5.1.1 : Part de la diaspora dans le PIB	Montant total de la contribution/ PIB Source : DSP
	RS 5.2 : l'assistance à la diaspora est renforcée	IP 5.2.1 : Pourcentage des nationaux assistés à l'étranger	Nombre d'ivoiriens assistés x 100/ Nombre total d'ivoiriens de la diaspora Source : DGIE/Ambassades

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**109 686 287 469**	**182 092 703 256**	**129 294 169 044**
1.1 Ressources Intérieures	**109 686 287 469**	**182 092 703 256**	**129 294 169 044**
1.1.1 Budget Etat	109 686 287 469	182 092 703 256	129 294 169 044
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**109 686 287 469**	**182 092 703 256**	**129 294 169 044**
2.1 Personnel	**60 107 116 795**	**62 045 150 101**	**64 160 315 671**
2.1.1 Solde y compris EPN	60 107 116 795	62 045 150 101	64 160 315 671
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**33 312 351 379**	**32 702 960 341**	**33 849 734 474**
2.3 Transferts	**10 171 419 295**	**10 197 252 074**	**10 201 688 485**
2.4 Investissement	**6 095 400 000**	**77 147 340 740**	**21 082 430 414**
Trésor	*6 095 400 000*	*77 147 340 740*	*21 082 430 414*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Action
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation en matière de politique extérieure
	Action 1.2: Planification, suivi et évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication
	Action 1.5: Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	30 %	50 %	65 %	70 %	Nombre d'activités réalisées X 100/ Nombre total d'activités prioritaires retenues Source : DSP
	Taux de collecte et de traitement des données statistiques	25 % (2017)	45 %	65 %	85 %	Nombre de services couverts par la production de données statistiques / Total services Source : DSP
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du mouvement diplomatique	80%	85%	90%	95%	Nombre de diplomates affectés et rappelés x 100/ nombre total de diplomates affectables et rappelables Source : DRH/DSP
	Taux de réalisation des activités programmées	93%	100%	100%	100%	Nombre d'activités réalisées x 100/ nombre total d'activités programmées Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'exécution des projets d'investissement du ministère	93%	100%	100%	100%	Investissements réalisés / investissements Budgétisés x 100 Source : Rapport d'activités DAF

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 3 : Moderniser l'outil d'information, de communication et d'archivage	Niveau de réalisation du système intégré d'automatisation de Production de l'annuaire statistique	-	50%	75%	100%	Nombre de composantes réalisées/ nombre total de composantes x 100 Source : Rapport d'activités/DSP
	Niveau d'exécution du projet d'archivages	30%	50%	75%	100%	Nombre de composantes du projet réalisées /nombre total de composantes du projet x 100 Source : Rapport d'activités / SA
	Taux d'opérationnalisation des projets informatiques	30%	30%	50%	75%	Nombre de projets informatiques opérationnels / nombre total de projets informatiques réalisés x100 Source : Rapports de réalisation des projets informatiques/ DSIN
OS 4 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	80%	90%	95%	100%	Nombre de bourses utilisées x 100 / nombre total de bourses offertes Source : service bourses et stages
	Niveau de réalisation des missions et conférences internationales programmées	-	80%	95%	100%	Missions et conférences réalisées / Missions et conférences inter. Programmées x100 Source : Rapport d'activités/SG /Cab

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**51 124 673 036**	**52 989 970 778**	**54 932 515 643**
Personnel	35 058 812 611	36 625 859 084	38 262 948 849
Biens et services	4 831 910 366	4 808 143 133	5 090 919 176
Transferts	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Investissements	1 233 950 059	1 555 968 561	1 578 647 618
Trésor	*1 233 950 059*	*1 555 968 561*	*1 578 647 618*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21070 Administration Générale	**51 124 673 036**	**52 989 970 778**	**54 932 515 643**
2107001 Coordination et animation en matière de politique extérieure	**443 100 059**	**441 120 396**	**454 634 947**
2 Biens et services	***302 150 000***	***295 941 835***	***305 101 029***
78011100256 Prendre en charge les frais de domesticité du Ministre	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78011300259 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	50 500 000	49 434 175	51 006 636
78011300260 Coordonner les activités des Services Centraux et Extérieurs	32 200 000	31 520 405	32 523 043
78011300261 Centraliser, conserver et diffuser les documents et les archives	64 300 000	62 942 920	64 945 084
78011300292 Organiser le forum de la diaspora	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78011300335 Elaborer et suivre les questions nationales et internationales d'ordre géopolitique et/ou stratégique (sécurité transfrontalière, terrorisme, migration, changements climatique et trafics illicites...)	37 500 000	36 708 546	37 876 214
78011300378 Élaborer les documents d'orientations stratégiques en matière de politique extérieure	59 650 000	58 391 061	60 248 432
4 Investissements	***140 950 059***	***145 178 561***	***149 533 918***
Trésor	140 950 059	145 178 561	149 533 918
78011300262 Mettre en œuvre le système de Gestion Electronique des Documents du Ministère	140 950 059	145 178 561	149 533 918
2107002 Planification, suivi et évaluation	**112 911 587**	**110 528 538**	**114 044 361**
2 Biens et services	***112 911 587***	***110 528 538***	***114 044 361***
78011300263 Organiser la Planification générale du Ministère	112 911 587	110 528 538	114 044 361
2107003 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**49 914 661 390**	**51 787 004 477**	**53 698 414 498**
1 Personnel	***35 058 812 611***	***36 625 859 084***	***38 262 948 849***
78011300270 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Extérieurs	28 815 198 218	30 103 169 811	31 448 710 706
78011300400 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Centraux	6 243 614 393	6 522 689 273	6 814 238 143
2 Biens et services	***3 897 848 779***	***3 889 405 393***	***4 149 573 449***
78011201609 Prendre en charge les conférences et missions hors CI - MAE	510 000 000	510 000 000	510 000 000
78011201951 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	237 960 000	273 866 775	427 790 414
78011300265 Prendre on charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	284 788 779	300 907 824	317 939 206
78011300267 Prendre en charge les activités diplomatiques à Abidjan	115 000 000	112 572 874	116 153 726
78011300268 Gérer les ressources matérielles du ministère	23 500 000	23 004 022	23 735 761
78011300269 Gérer les ressources financières du Ministère	74 500 000	72 927 645	75 247 414
78011300271 Gérer la commande publique du Ministère	30 000 000	29 366 836	30 300 973
78011300321 Gérer le salon d'honneur aéroport Abidjan	25 000 000	24 472 364	25 250 810
78011300324 Gérer la salle de conférence MAE	22 000 000	21 535 681	22 220 713

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21070 Administration Générale	**51 124 673 036**	**52 989 970 778**	**54 932 515 643**
78011300327 Gérer les Ressources Humaines	33 300 000	32 597 189	33 634 079
78011300338 Prendre en charge les Fêtes Nationales à l'étranger	200 000 000	195 778 911	202 006 480
78011300339 Mettre en œuvre le CDMT sectoriel	140 000 000	137 045 238	141 404 536
78011300340 Prendre en charge les dépenses liées au fonctionnement des activités du Ministère	1 212 000 000	1 186 420 202	1 224 159 268
78011300365 Gérer les Mouvements des Ambassadeurs	200 000 000	195 778 911	202 006 480
78011300366 Concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'intégration et de promotion des ivoiriens dans les Organisations Internationales	21 800 000	21 339 902	22 018 707
78011300389 Gérer l'Assemblée Générale de l'ONU à NEW YORK	38 000 000	37 197 993	38 381 231
78011300399 Gérer les Mouvements Diplomatiques	730 000 000	714 593 026	737 323 651
3 Transferts	***10 000 000 000***	***10 000 000 000***	***10 000 000 000***
78011300326 Transférer les contributions de la CI aux organisations mondiales	9 500 000 000	9 500 000 000	9 500 000 000
78042100730 Apurer les arriérés des contributions de la C.I aux organisations mondiales	500 000 000	500 000 000	500 000 000
4 Investissements	***958 000 000***	***1 271 740 000***	***1 285 892 200***
Trésor	*958 000 000*	*1 271 740 000*	*1 285 892 200*
78011300337 Réhabiliter et équiper le Ministère (investissement)	958 000 000	1 271 740 000	1 285 892 200
2107004 Information et communication	**374 600 000**	**373 593 137**	**385 225 265**
2 Biens et services	***239 600 000***	***234 543 137***	***242 003 765***
78011300272 Organiser la communication des activités du Ministère	37 500 000	36 708 546	37 876 215
78011300273 Elaborer et suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatique	30 500 000	29 856 284	30 805 988
78011300274 Recevoir, enregistrer et expédier le courrier (arrivée/départ)	130 000 000	127 256 294	131 304 213
78011300395 Traduire tous les documents officiels et assurer l'interprétation à l'occasion des rencontres	41 600 000	40 722 013	42 017 349
4 Investissements	***135 000 000***	***139 050 000***	***143 221 500***
Trésor	*135 000 000*	*139 050 000*	*143 221 500*
78011300275 Realiser Système Intégré d'Informatisation et Communication (Investissement)	135 000 000	139 050 000	143 221 500
2107005 Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels	**279 400 000**	**277 724 230**	**280 196 572**
2 Biens et services	***279 400 000***	***277 724 230***	***280 196 572***
78011201610 Prendre en charges les séminaires et conférences en CI	200 000 000	200 000 000	200 000 000
78011300264 Établir et délivrer les Passeports Diplomatiques et de Service	32 100 000	31 422 517	32 422 040
78011300341 Préparer et coordonner les voyages officiels, en liaison avec les différents services compétents	28 300 000	27 702 716	28 583 916
78011300364 Suivre et évaluer les Bourses et les Stages de formation pour les étudiants ivoiriens à l'étranger	19 000 000	18 598 997	19 190 616

II.2.2. Programme 2 : Relation bilatérale

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Action
Programme 2 : Relation bilatérale	Action 2.1: Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
	Action 2.2: Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale
	Action 2.3: intensification les missions de prospection économique et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Relation bilatérale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer la relation bilatérale	Taux de réalisation des missions des Ambassades à accréditation multiple	-	50%	60%	70%	Nombre de missions réalisées x 100 / Nombre total de missions programmées Source : DGRB
	Nombre de documents de stratégie dont le suivi de la mise en œuvre est assuré	-	03	05	06	Dénombrement Source : DGRB /Rapport d'activités/CCM
OS 2 : Promouvoir les relations bilatérales bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Nombre d'instruments de coopération bilatérale réactivés	-	5	5	6	Dénombrement Source : DGRB/DGAJCEC/Rapport d'activités/CCM
	Nombre d'accords bilatéraux signés	48 (en 2018)	15	30	40	Dénombrement Source : DGRB /Rapport d'activités/CCM
OS 3 : Renforcer la diplomatie économique	Niveau de mise aux normes du document d'orientation en matière de diplomatie économique	-	30%	50%	100%	Nombre d'activités réalisées/ Nombre total d'activités programmées x 100 Source : DDE
	Montant des ressources financières extérieures mobilisées (en milliards de FCFA)	1 100	1 200	1 300	1 400	Montant mobilisé Source : DDE/Ambassades
	Niveau d'investissements directs étrangers (IDE) mobilisés	-	70%	80%	90%	IDE mobilisés / IDE attendus Source : DDE/Ambassades

II.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : RELATION BILATÉRALE	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
Personnel	20 694 769 249	21 001 276 501	21 396 260 062
Biens et services	24 767 982 313	24 260 711 574	25 009 111 739
Transferts	0	0	0
Investissements	4 861 449 941	75 591 372 179	19 503 782 796
Trésor	*4 861 449 941*	*75 591 372 179*	*19 503 782 796*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
2207101 Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale	**210 194 065**	**205 757 826**	**212 302 818**
2 Biens et services	***210 194 065***	***205 757 826***	***212 302 818***
78011300300 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Europe	31 500 000	30 835 178	31 816 021
78011300301 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Amériques et Caraïbes	39 300 000	38 470 555	39 694 274
78011300325 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Asie, Pacifique et Océanie,	29 800 000	29 171 059	30 098 965
78011300345 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations bilatérales entre la CI et les pays étrangers.	77 094 065	75 466 962	77 867 504
78011300398 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Afrique	32 500 000	31 814 072	32 826 054
2207102 Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale	**50 095 107 438**	**120 629 101 321**	**65 677 762 167**
1 Personnel	***20 694 769 249***	***21 001 276 501***	***21 396 260 062***
01011300162 Prendre en charge les salaires de la Service Économique Afrique du Sud	78 663 476	79 828 550	81 329 933
01011300163 Prendre en charge les salaires de la représentation en Tunisie	208 569 903	211 659 002	215 639 800
01011300164 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Gabon	177 508 824	180 137 882	183 525 843
01011300165 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Sénégal	196 792 268	199 706 931	203 462 937
01011300166 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle en Afrique du Sud	51 692 438	52 458 047	53 444 657
01011300167 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Burkina-Faso	155 000 000	157 295 683	160 254 036
01011300168 Prendre en charge les salaires de la représentation en Egypte	284 949 977	289 170 330	294 608 929

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
01011300169 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Mali	170 261 468	172 783 185	176 032 823
01011300170 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Angola	228 658 185	232 044 809	236 409 015
01011300171 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud	380 702 080	386 340 605	393 606 742
01011300172 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Ethiopie	194 531 793	197 412 975	201 125 840
01011300174 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République du Congo	94 142 031	95 536 356	97 333 165
01011300175 Prendre en charge les salaires de la représentation au Maroc	178 504 416	181 148 219	184 555 181
01011300178 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Ghana	330 711 246	335 609 363	341 921 369
01011300179 Prendre en charge les salaires de la représentation en Algérie	170 533 395	173 059 141	176 313 967
01011300180 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée Equatoriale	209 625 101	212 729 829	216 730 765
01011300187 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée	180 181 700	182 850 345	186 289 321
01011300192 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Laayoune/Consulat Général à Laayoune	108 985 500	110 599 669	112 679 782
01011300193 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Pretoria)	47 090 000	47 787 444	48 686 210
01011300194 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République Démocratique du Congo	112 064 851	113 724 627	115 863 515
01011300195 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Nigéria	347 042 163	352 182 155	358 805 854
01011300196 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Cameroun	205 186 483	208 225 471	212 141 691
01011300209 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle au Maroc	56 845 416	57 687 345	58 772 305
01011300210 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Tchad	50 574 200	51 323 247	52 288 514
01011300213 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liberia	125 053 200	126 905 346	129 292 129
02011300063 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Délégation Tourisme (Rio de Janeiro)	43 602 752	44 248 546	45 080 755
02011300064 Prendre en charge les salaires de la Représentation aux Etats-Unis/Délégation du Tourisme (WASHINGTON)	39 160 000	39 739 992	40 487 407
02011300065 Prendre en charge les salaires de la Service Economique à New-York	287 000 000	291 250 715	296 728 441
02011300066 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis/ Consulat Général de New-York	411 802 000	417 901 140	425 760 857
02011300067 Prendre en charge les salaires de la Representation à Washington Ministère du Commerce	55 565 850	56 388 828	57 449 366
02011300070 Prendre en charge les salaires de la représentation au Brésil	514 943 864	522 570 623	532 398 922
02011300071 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	52 861 180	53 644 099	54 653 016
02011300072 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis Washington	921 731 472	935 383 105	952 975 414
02011300088 Prendre en charge les salaires de la représentation au Canada	421 440 076	427 681 964	435 725 634
02011300090 Prendre en charge les salaires de la représentation au Mexique	490 691 185	497 958 741	507 324 149
03011300103 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de la Côte d'Ivoire à Pékin (Chine)	43 163 196	43 802 481	44 626 299
03011300104 Prendre en charge les salaires de la représentation au Japon	590 000 000	598 738 406	609 999 236

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
03011300105 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/ Consulat Général à Guangzhou	277 022 618	281 125 559	286 412 857
03011300106 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Iran	249 156 523	252 846 744	257 602 185
03011300107 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Turquie (Ankara)	225 420 967	228 759 643	233 062 064
03011300108 Prendre en charge les salaires de laReprésentation au Qatar	287 722 352	291 983 766	297 475 280
03011300111 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Arabie Saoudite/ Consulat Général à Djeddah	318 840 500	323 562 801	329 648 240
03011300113 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	95 750 000	97 168 140	98 995 638
03011300116 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	43 091 566	43 729 789	44 552 241
03011300117 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Inde	286 482 714	290 725 769	296 193 622
03011300118 Prendre en charge les salaires de la représentation en Israël	214 470 066	217 646 552	221 739 959
03011300124 Prendre en charge les salaires de la représentation en Chine	338 588 873	343 603 664	350 066 024
03011300127 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liban	210 442 349	213 559 180	217 575 715
03011300131 Prendre en charge les salaires de la représentation en Corée	372 107 683	377 618 914	384 721 021
03011300132 Prendre en charge les salaires de la représentation en Arabie Saoudite	560 900 000	569 207 409	579 912 832
03011300134 Prendre en charge les salaires de la Représentation aux Emirats Arabes Unis	257 000 000	260 806 390	265 711 533
04011300203 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse/Service économique (GENEVE)	57 675 968	58 530 198	59 631 011
04011300205 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	13 928 615	14 134 910	14 400 754
04011300206 Prendre en charge les salaires de la Représentation de Berlin / Ministère du commerce	31 776 676	32 247 316	32 853 810
04011300207 Prendre en charge les salaires de la représentation en France	2 108 320 542	2 139 546 574	2 179 786 307
04011300208 Prendre en charge les salaires de la représentation au Danemark	62 000 000	62 918 273	64 101 614
04011300209 Prendre en charge les salaires de la Representation à Bruxelles Ministère du Commerce	6 000 000	6 088 865	6 203 382
04011300211 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique / Attaché de Sécurité	85 000 000	86 258 924	87 881 246
04011300212 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Attaché de Sécurité	38 397 528	38 966 229	39 699 089
04011300229 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie/Délégation du Tourisme (MILAN)	60 500 000	61 396 057	62 550 769
04011300231 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Russie	369 002 988	374 468 239	381 511 087
04011300237 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Espagne/Délégation du Tourisme (MADRID)	80 500 000	81 692 273	83 228 710
04011300238 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Genève /Ministère du Commerce	44 638 795	45 299 934	46 151 917
04011300239 Prendre en charge les salaires de la représentation en Espagne	535 114 080	543 039 577	553 252 849
04011300240 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie	628 786 863	638 099 734	650 100 858
04011300241 Prendre en charge les salaires de la représentation en Allemagne	663 484 642	673 311 418	685 974 788
04011300242 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Portugal	275 189 969	279 265 767	284 518 086

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
04011300252 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Grande-Bretagne	663 858 475	673 690 787	686 361 292
04011300253 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Pays-Bas	398 741 709	404 647 416	412 257 861
04011300256 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne/ Délégation du Tourisme	59 385 786	60 265 341	61 398 787
04011300257 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Londres / Ministère du commerce	112 010 000	113 668 965	115 806 804
04011300258 Prendre en charge les salaires de la représentation en Belgique	530 450 947	538 307 379	548 431 649
04011300259 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Berne	660 893 906	670 682 311	683 296 234
04011300260 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Consulat Général	163 200 776	165 617 919	168 732 794
04011300269 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Vatican	464 823 716	471 708 153	480 579 851
04011300273 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Consulat Général de Paris	72 161 128	73 229 897	74 607 175
04011300280 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie / Attaché de Sécurité	35 000 000	35 518 379	36 186 395
04011300284 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne / Attaché de Sécurité	39 002 676	39 580 338	40 324 750
04011300290 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Autriche	436 495 564	442 960 437	451 291 459
04011300291 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/Service des Etudiants (PARIS)	45 600 000	46 275 375	47 145 704
2 Biens et services	***24 538 888 248***	***24 036 452 641***	***24 777 719 309***
01011300136 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Ethiopie	469 136 800	459 235 461	473 843 369
01011300137 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Angola	317 590 738	310 887 847	320 776 937
01011300138 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Algérie	249 336 639	244 074 279	251 838 083
01011300140 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Prétoria)	15 480 235	15 153 516	15 635 540
01011300141 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Afrique du Sud, service économique	165 984 484	162 481 309	167 649 708
01011300142 Gérer la paierie en Algérie	5 500 000	5 383 921	5 555 179
01011300143 Gérer la paierie en République Démocratique du Congo	5 000 000	4 894 474	5 050 162
01011300144 Gérer la paierie en Angola	5 500 000	5 383 921	5 555 179
01011300145 Gérer la paierie au Cameroun	5 605 000	5 486 704	5 661 232
01011300146 Gérer la paierie en Guinée Equatoriale	5 500 000	5 383 921	5 555 179
01011300147 Gérer la paierie en République du Congo	6 500 000	6 362 815	6 565 212
01011300148 Gérer la paierie en Afrique du Sud	5 500 000	5 383 921	5 555 179
01011300149 Gérer la paierie en Egypte	4 500 000	4 405 026	4 545 146
01011300150 Gérer la paierie au Maroc	6 000 000	5 873 368	6 060 196
01011300151 Gérer la paierie en Tunisie	6 000 000	5 873 368	6 060 196
01011300152 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Burkina-Faso	199 720 000	195 504 821	201 723 671

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
01011300153 Gérer la paierie au Burkina-Faso	5 063 000	4 956 144	5 113 794
01011300154 Gérer la paierie au Ghana	6 380 000	6 245 348	6 444 008
01011300155 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Sénégal	358 546 791	350 979 502	362 143 875
01011300156 Gérer la paierie au Sénégal	6 300 000	6 167 036	6 363 205
01011300157 Gérer la paierie en Guinée	9 000 000	8 810 050	9 090 292
01011300158 Gérer la paierie au Mali	5 000 000	4 894 474	5 050 162
01011300159 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Nigéria	413 929 000	405 192 851	418 081 700
01011300173 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Guinée Equatoriale	376 758 895	368 807 231	380 538 687
01011300177 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en République Démocratique du Congo	273 268 827	267 501 369	276 010 368
01011300181 Gérer la paierie en Ethiopie	5 000 000	4 894 474	5 050 162
01011300182 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Afrique du Sud	376 348 991	376 348 991	376 348 991
01011300183 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Egypte	281 215 349	275 280 175	284 036 611
01011300184 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Ghana	422 667 000	413 746 427	426 907 362
01011300186 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Maroc/ service culturelle	217 095 585	212 513 686	219 273 573
01011300188 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Gabon	287 292 138	281 228 712	290 174 366
01011300189 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Tunisie	255 283 134	249 895 270	257 844 236
01011300190 Gérer la paierie au Nigéria	5 500 000	5 383 921	5 555 179
01011300191 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Laayoune / Consulat Général	476 029 551	465 982 736	480 805 270
01011300197 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Libéria	189 363 000	185 366 409	191 262 766
01011300199 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Afrique du Sud/Mission Culturelle	29 921 410	29 289 903	30 221 591
01011300201 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en République du Congo	250 192 375	244 911 954	252 702 407
01011300202 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Maroc	235 901 341	230 922 540	238 268 000
01011300203 Gérer la paierie au Libéria	6 000 000	5 873 368	6 060 196
01011300204 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Cameroun	256 652 457	251 235 694	259 227 297
01011300205 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Guinée	250 320 000	245 036 885	252 831 309
01011300206 Gérer la paierie au Gabon	6 500 000	6 362 815	6 565 212
01011300207 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Tchad	92 770 000	90 812 050	93 700 702
01011300208 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Mali	268 218 000	262 557 142	270 908 871
01011300212 Gérer la paierie au Tchad	6 000 000	5 873 368	6 060 196
02011300059 Gérer la paierie au Mexique	8 000 000	7 831 157	8 080 260

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
02011300060 Gérer la paierie aux Etats-Unis/Consulat Général à New York	5 250 000	5 139 196	5 302 672
02011300061 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Washington Ministère du Commerce	66 449 000	65 046 565	67 115 642
02011300076 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	63 045 650	61 715 044	63 678 152
02011300077 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à New-York, service économique	372 000 000	364 148 776	375 732 051
02011300078 Gérer la paierie au Brésil	7 100 000	6 950 151	7 171 231
02011300079 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Mexique	443 232 604	433 877 985	447 679 290
02011300082 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) aux Etats-Unis/Délégation du Tourisme (WASHINGTON)	32 146 373	31 467 910	32 468 878
02011300083 Gérer la paierie au Canada	6 500 000	6 362 815	6 565 211
02011300084 Gérer la paierie aux Etats-Unis - Washington	6 000 000	5 873 368	6 060 196
02011300085 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Brésil	432 503 000	423 374 830	436 842 043
02011300089 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) aux Etats-Unis - Washington	646 963 931	633 309 467	653 454 531
02011300091 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) aux Etats-Unis/Consulat Général à New York	343 434 000	336 185 674	346 879 467
02011300092 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Canada	284 701 400	278 692 650	287 557 637
02011300094 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Brésil / Délégation Tourisme (Rio de Janeiro)	137 134 683	134 240 397	138 510 472
03011300087 Gérer la paierie au Qatar	8 500 000	8 320 603	8 585 276
03011300088 Gérer la paierie au Japon	7 057 000	6 908 059	7 127 799
03011300089 Gérer la paierie en IRAN - Téhéran	6 000 000	5 873 368	6 060 196
03011300090 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Chine/Consulat général à Guangzhou	400 562 360	392 108 317	404 580 963
03011300091 Gérer la paierie en Chine/Consulat général à Guangzhou	6 000 000	5 873 368	6 060 196
03011300092 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Arabie Saoudite	530 196 750	519 006 713	535 515 896
03011300093 Gérer la paierie en Corée	6 300 000	6 167 036	6 363 205
03011300094 Gérer la paierie en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	6 000 000	5 873 368	6 060 196
03011300095 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Liban	356 563 130	356 563 130	356 563 130
03011300096 Gérer la paierie au Liban	5 500 000	5 383 921	5 555 179
03011300097 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Inde	506 734 009	496 039 165	511 817 765
03011300098 Gérer la paierie en Inde	6 000 000	5 873 368	6 060 196
03011300099 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Centre culturel de Téhéran (Iran)	31 917 000	31 243 379	32 237 201

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
03011300100 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Pékin (Chine), service commercial	41 124 000	40 256 060	41 536 570
03011300109 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Israël	555 114 771	543 398 827	560 683 903
03011300110 Gérer la paierie en Chine	6 750 000	6 607 539	6 817 719
03011300112 Gérer la paierie en Israël	5 250 000	5 139 197	5 302 671
03011300114 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Chine	404 151 792	395 621 988	408 206 402
03011300119 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	48 071 564	47 056 992	48 553 837
03011300120 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en IRAN - Téhéran	346 135 639	338 830 294	349 608 208
03011300121 Gérer la paierie en Arabie Saoudite	5 000 000	4 894 474	5 050 162
03011300122 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	170 921 000	167 313 637	172 635 747
03011300123 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Turquie (Ankara)	440 828 315	431 524 440	445 250 879
03011300125 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au service commercial de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	60 240 836	58 969 427	60 845 197
03011300126 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Japon	466 767 000	456 915 677	471 449 791
03011300128 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (information, protection et négociation) au Qatar	323 508 096	316 680 312	326 753 658
03011300129 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Corée	653 276 400	639 488 715	659 830 327
03011300130 Gérer la paierie en Turquie (Ankara)	5 000 000	4 894 474	5 050 162
03011300135 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) aux Emirats Arabes Unis	354 000 000	346 528 672	357 551 470
04011300184 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Espagne/Délégation du Tourisme (MADRID)	55 780 000	54 602 738	56 339 609
04011300185 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Italie/Délégation du Tourisme (MILAN)	61 258 000	59 965 124	61 872 565
04011300186 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France/Min. de la Production Animale et Ress Halieutiques	12 400 000	12 138 293	12 524 401
04011300187 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Suisse/Service économique (GENEVE)	108 541 948	106 251 124	109 630 885
04011300188 Gérer la paierie en Allemagne	6 500 000	6 362 816	6 565 211
04011300189 Gérer la paierie en Belgique	6 000 000	5 873 368	6 060 196
04011300190 Gérer la paierie au Danemark	3 000 000	2 936 685	3 030 096
04011300191 Gérer la paierie en Espagne	7 000 000	6 852 262	7 070 227
04011300192 Gérer la paierie en France	7 500 000	7 341 709	7 575 244
04011300193 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Autriche	514 761 674	503 897 403	519 925 967
04011300194 Gérer la paierie en Autriche	5 000 000	4 894 474	5 050 162
04011300195 Gérer la paierie au Pays-Bas	9 000 000	8 810 051	9 090 292
04011300196 Gérer la paierie au Portugal	6 000 000	5 873 368	6 060 195

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
04011300197 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France / Attaché de Sécurité	67 400 000	65 977 495	68 076 185
04011300198 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Belgique / Attaché de Sécurité	94 056 816	92 071 707	95 000 432
04011300199 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France/Service des Etudiants (PARIS)	25 662 000	25 120 392	25 919 450
04011300227 Gérer la paierie en France/ Consulat Général Lyon	10 000 000	9 788 944	10 100 324
04011300230 Gérer la paierie en Russie	7 000 000	6 852 262	7 070 227
04011300232 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Espagne	496 980 000	486 491 017	501 965 902
04011300233 Gérer la paierie en Suisse - Berne	6 430 426	6 294 710	6 494 939
04011300235 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Berlin / Ministère du commerce	99 501 946	97 401 913	100 500 192
04011300244 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France/Délégation du Tourisme (PARIS)	13 081 000	12 804 920	13 212 234
04011300245 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Allemagne	435 499 418	426 308 013	439 868 522
04011300246 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Grande-Bretagne	1 664 792 648	1 629 656 460	1 681 494 511
04011300247 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Vatican	389 625 086	381 401 876	393 533 960
04011300248 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Pays-Bas	537 925 392	526 572 239	543 322 071
04011300249 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Portugal	311 392 460	304 820 384	314 516 474
04011300250 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Bruxelles /Ministère du Commerce	34 255 000	33 532 032	34 598 658
04011300251 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France/ Consulat Général Lyon	379 437 123	371 428 934	383 243 788
04011300263 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Londres / Ministère du commerce	50 225 000	49 164 976	50 728 877
04011300264 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Allemagne / Délégation du Tourisme (Berlin)	43 610 000	42 689 594	44 047 512
04011300265 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	52 938 000	51 820 720	53 469 093
04011300266 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Italie	322 443 851	315 638 529	325 678 735
04011300267 Gérer la paierie au Vatican	6 000 000	5 873 368	6 060 196
04011300268 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Russie	500 691 484	490 124 170	505 714 621
04011300275 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Belgique	233 731 837	228 798 824	236 076 729
04011300276 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Suisse - Berne	320 652 528	313 885 013	323 869 443
04011300279 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Italie / Attaché de Sécurité	41 160 630	40 291 919	41 573 571
04011300281 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en Allemagne / Attaché de Sécurité	63 160 630	61 827 598	63 794 282
04011300282 Gérer la paierie en Italie	7 000 000	6 852 262	7 070 228
04011300283 Gérer la paierie en Grande-Bretagne	5 643 172	5 524 071	5 699 786
04011300285 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France	1 234 202 600	1 208 154 207	1 246 584 612
04011300286 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) à Genève /Ministère du Commerce	98 001 000	95 932 646	98 984 185

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22071 Relation bilatérale	**50 324 201 503**	**120 853 360 254**	**65 909 154 597**
04011300289 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) au Danemark	89 500 000	87 611 065	90 397 899
04130100001 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) en France/Consulat Général-Paris	624 845 536	611 657 896	631 114 235
05011300008 Gérer la paierie en Australie	6 000 000	5 873 368	6 060 196
4 Investissements	***4 861 449 941***	***75 591 372 179***	***19 503 782 796***
Trésor	*4 861 449 941*	*75 591 372 179*	*19 503 782 796*
22071020655 Réhabilitation Chancellerie et Résidence à New York	0	2 000 000 000	2 153 608 000
04011300294 Acquisition de la Chancellerie et de la résidence à Londres	0	46 400 000 000	0
04011300293 Réhabilitation de la Résidence et de la Chancellerie au Danemark	725 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
04011300287 Construire et Réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence en Suisse/Genève	150 000 000	200 000 000	300 000 000
04011300236 Réhabilitation de la chancellerie et résidence BRUXELLES	250 000 000	795 000 000	600 000 000
04011300201 Acquisition de Chancellerie à Lisbonne	682 195 280	0	0
04011300200 Réhabilitation Résidence et Chancellerie MADRID	400 000 000	412 000 000	424 360 000
03011300136 demolition et reconstruction de la chancellerie et de la residence à TOKYO / JAPON	0	6 000 000 000	0
03011300101 Construction de la Résidence et de la Chancellerie à Riyad	165 000 000	0	0
02011300095 réhabilitation de la résidence de l'Ambassadeur à BRASILIA / BRESIL	0	1 000 000 000	1 915 000 000
02011300093 Réhabilitation Résidence et Chancellerie à Ottawa	1 173 139 150	773 977 538	0
02011300080 Construire et Rehabilitation de la Chancellerie et de la Résidence au Mexique	150 000 000	300 000 000	200 000 000
01011300224 Rénover la Résidence en Chancellerie et construire une nouvelle Résidence ainsi que des logements Diplomates au CAMEROUN	0	1 267 167 050	900 000 000
01011300221 Acquisition de Résidence en Algérie	0	2 113 658 100	0
01011300220 Construction des logements de fonction Gabon	0	2 000 000 000	1 458 658 224
01011300218 Construire la Chancellerie et la Résidence en Ethiopie	0	6 000 000 000	6 000 000 000
01011300200 Démolition et reconstruction Chancellerie et Résidence Dakar	1 166 115 511	4 419 569 488	4 552 156 572
01011300161 Construction de la chancellerie Monrovia (Liberia)	0	910 000 003	0
2207103 intensification les missions de prospection économique et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire	**18 900 000**	**18 501 107**	**19 089 612**
2 Biens et services	***18 900 000***	***18 501 107***	***19 089 612***
78011300363 Promouvoir les partenariats économiques stratégiques à destination et en provenance de la Côte d'Ivoire	18 900 000	18 501 107	19 089 612

II.2.3. Programme 3 : Relation multilatérale

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Relation multilatérale	Action 3.1: Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
	Action 3.2: Suivi de la relation multilatérale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Relation multilatérale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux.	Pourcentage d'Organisations Internationales pour lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions	30,58%	43%	44%	45%	Nombre de OI pour lesquelles la CI est à jour de ses contributions x 100 / Nombre de OI pour lesquelles la CI est membre Source : DAF /DGRM
	Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organismes Internationaux à l'initiative du Gouvernement	02	05	08	10	Dénombrement Source : DGRM/ DAF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : RELATION MULTILATERALE	**7 608 322 930**	**7 606 070 669**	**7 790 449 938**
Personnel	4 353 534 935	4 418 014 516	4 501 106 760
Biens et services	3 243 368 700	3 174 915 978	3 275 907 466
Transferts	11 419 295	13 140 175	13 435 712
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22072 Relation multilatérale	**7 608 322 930**	**7 606 070 669**	**7 790 449 938**
2207201 Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale	**97 900 000**	**95 833 776**	**98 882 173**
2 Biens et services	***97 900 000***	***95 833 776***	***98 882 173***
78011300354 Coordonner les activités de la CI avec les organisations internationales	31 300 000	30 639 399	31 614 013
78011300355 Coordonner les activités de la CI avec l'ONU et les Institutions Spécialisées des Nations-Unies	21 800 000	21 339 901	22 018 707
78011300402 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations multilatérales	44 800 000	43 854 476	45 249 453
2207202 Suivi de la relation multilatérale	**7 510 422 930**	**7 510 236 893**	**7 691 567 765**
1 Personnel	***4 353 534 935***	***4 418 014 516***	***4 501 106 760***
02011300069 Prendre en charge les salaires de la représentation aux Etats-Unis New-York	1 678 669 680	1 703 532 215	1 735 571 565
04011300222 Prendre en charge les salaires de la représentation auprès de la Francophonie - Paris	241 105 813	244 676 796	249 278 580
04011300223 Prendre en charge les salaires de la Représentation à l'UNESCO	366 400 838	371 827 548	378 820 732
04011300224 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente auprès de l'Union Européenne	393 937 086	399 771 633	407 290 376
04011300225 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'O.M.C.	131 657 925	133 607 892	136 120 736
04011300226 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	268 947 472	272 930 815	278 063 988
04011300243 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Genève	1 162 495 411	1 179 712 963	1 201 900 531
04011300262 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Vienne / Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	107 140 000	108 726 835	110 771 725
04011300274 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Délégation Ivoirienne à Interpol - Lyon	3 180 710	3 227 819	3 288 527
2 Biens et services	***3 145 468 700***	***3 079 082 202***	***3 177 025 293***
02011300068 Gérer la paierie aux Etats-Unis - New-York	7 128 670	6 978 218	7 200 187
02011300074 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales aux Etats-Unis - New-York	740 157 165	724 535 820	747 582 717
04011300213 Gérer la Paierie auprès de la Francophonie - Paris	5 000 000	4 894 474	5 050 162
04011300214 Gérer la paierie en Suisse - Genève	7 000 000	6 852 262	7 070 228
04011300215 Gérer la paierie C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	5 500 000	5 383 921	5 555 178
04011300216 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à LONDRES auprès des Organisations Internationales	3 400 000	3 328 241	3 434 110
04011300217 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'Union Européenne	249 745 341	244 474 358	252 250 886
04011300218 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à Vienne/Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	87 261 053	85 419 370	88 136 489
04011300219 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'O.M.C	96 028 000	94 001 285	96 991 393
04011300220 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	342 200 000	334 977 719	345 633 086
04011300221 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'UNESCO	397 901 982	389 504 087	401 893 893
04011300234 Gérer la paierie à l'UNESCO	6 500 000	6 362 815	6 565 212
04011300261 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales en Suisse - Genève	790 195 109	773 517 690	798 122 661
04011300271 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI en FRANCE/Délégation Ivoirienne à Interpol (Lyon)	33 026 380	32 329 347	33 357 709
04011300288 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de la francophonie	374 425 000	366 522 595	378 181 382

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22072 Relation multilatérale	**7 608 322 930**	**7 606 070 669**	**7 790 449 938**
3 Transferts	***11 419 295***	***13 140 175***	***13 435 712***
78011300297 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation) Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC) -Lomé	3 613 701	4 158 283	4 251 808
78011300356 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès du Secrétariat Général du Groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique	7 805 594	8 981 892	9 183 904

II.2.4. Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	Action 4.1: Coordination de la mise en oeuvre des initiatives en matière du protocole d'Etat, des affaires juridiques et consulaires
	Action 4.2: Protection des réfugiés et apatrides
	Action 4.3: Gestion des Affaires juridique, consulaire et de loeétat civil

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Délai moyen de traitement des dossiers (visa, cartes d'identité diplomatiques et consulaires, plaque d'immatriculation, exonération et carburant) (jours)	8 jours	5 jours	3 jours	2 jours	Dénombrement Sources : DGPE
OS 2 : Améliorer la qualité du service des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'état civil	Durée de traitement des dossiers d'état civil et authentification (jours)	07 jours	07 jours	06 jours	05 jours	Dénombrement Sources : DGAJCEC
	Taux d'accords proposés à la ratification par an	70% (en septembre 2020)	80%	85%	90%	(Nombre d'accords proposés à la ratification / nombre total de saisine pour ratification) x 100 Sources : DGAJCEC

Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 3 : Renforcer l'assistance aux réfugiés et apatride	Taux de réalisation des actions de protection des apatrides	5%	15%	20%	25%	Nombre d'activités réalisées X 100/ Nombre total d'activités prévues Sources : DAARA
	Nombre de réfugiés ivoiriens rapatriés volontairement	271915	280 000	290 000	300 000	Dénombrement Sources : DAARA

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES	**264 940 000**	**259 348 326**	**267 597 982**
Personnel	0	0	0
Biens et services	264 940 000	259 348 326	267 597 982
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22073 Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	**264 940 000**	**259 348 326**	**267 597 982**
2207301 Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du protocole d'Etat, des affaires juridiques et consulaires	**156 000 000**	**152 707 553**	**157 565 052**
2 Biens et services	***156 000 000***	***152 707 553***	***157 565 052***
78011300299 Traiter les questions de franchises, de privilèges et Immunités	19 800 000	19 382 113	19 998 641
78011300357 Organiser l'accueil et le cérémonial du Ministère	23 600 000	23 101 912	23 836 764
78011300368 Superviser les activités liées au Protocole d'Etat	41 300 000	40 428 346	41 714 337
78011300375 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	44 500 000	43 560 808	44 946 442
78011300384 Organiser l'accueil et le cérémonial au niveau national (Président de la République et Présidents des Institutions)	26 800 000	26 234 374	27 068 868

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22073 Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	**264 940 000**	**259 348 326**	**267 597 982**
2207302 Protection des réfugiés et apatrides	**51 620 000**	**50 530 536**	**52 137 873**
2 Biens et services	***51 620 000***	***50 530 536***	***52 137 873***
78011300359 Aider et secourir les réfugiés et apatrides	51 620 000	50 530 536	52 137 873
2207303 Gestion des Affaires juridique, consulaire et de l'état civil	**57 320 000**	**56 110 237**	**57 895 057**
2 Biens et services	***57 320 000***	***56 110 237***	***57 895 057***
78011300323 Suivre les négociations, la ratification et l'application des Conventions, Traités et Accords internationaux	31 500 000	30 835 180	31 816 019
78011300358 Produire les actes d'état civil des ivoiriens de l'extérieur	25 820 000	25 275 057	26 079 038

II.2.5. Programme 5 : Diaspora

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Action
Programme 5 : Diaspora	Action 5.1: Assistance aux ivoiriens de la diaspora et lutte contre l'immigration clandestine
	Action 5.2: Contribution de la diaspora au développement économique

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Diaspora						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer les mécanismes de lutte contre l'immigration clandestine et d'assistance aux ivoiriens de la diaspora	Nombre de textes pris	0	1	1	1	Dénombrement Sources : DGIE
	Nombre d'accords de coopération signés en matière de lutte contre l'immigration clandestine et d'assistance aux ivoiriens de l'extérieur	0	2	3	5	Dénombrement Sources : DGIE
OS 2 : Promouvoir la contribution de la diaspora au développement de la CI	Taux de réalisation des activités de promotion pour la contribution de la diaspora au développement	-	25%	35%	40%	Nombre d'activités réalisées x 100/ Nombre total d'activités prévues Sources : DGIE /Ambassades

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 5 : DIASPORA	**364 150 000**	**383 953 229**	**394 450 884**
Personnel	0	0	0
Biens et services	204 150 000	199 841 330	206 198 111
Transferts	160 000 000	184 111 899	188 252 773
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22146 Diaspora	**364 150 000**	**383 953 229**	**394 450 884**
2214601 Assistance aux ivoiriens de la diaspora et lutte contre l'immigration clandestine	**308 900 000**	**329 869 303**	**338 646 597**
2 Biens et services	***148 900 000***	***145 757 404***	***150 393 824***
78011300309 Valider le plan de retour des migrants	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011300310 Héberger le site de la cartographie	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300312 Suivre le point de la réinsertion des migrants de retour	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300314 Lutter contre la migration irrégulière	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011300319 Mettre en place le centre d'appel	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78011300383 Mettre en œuvre et suivre les actions de réintégration des ivoiriens de l'extérieur	38 350 000	37 540 608	38 734 741
78011300392 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Ivoiriens de l'Extérieur	70 800 000	69 305 737	71 510 295
78011300403 Coordonner les activités de la Direction de l'Action Sociale et de l'Information	7 250 000	7 096 985	7 322 735
3 Transferts	***160 000 000***	***184 111 899***	***188 252 773***
78011300401 Transférer les crédits en vue d'assister les ivoiriens de l'extérieur en détresse	160 000 000	184 111 899	188 252 773
2214602 Contribution de la diaspora au développement économique	**55 250 000**	**54 083 926**	**55 804 287**
2 Biens et services	***55 250 000***	***54 083 926***	***55 804 287***
78011300316 Prospecter, évaluer et recenser les ivoiriens de l'extérieur possédant des compétences	29 750 000	29 122 115	30 048 463
78011300317 Rechercher et aider à la réalisation, en Côte d'Ivoire, des projets d'investissement des ivoiriens de l'extérieur	25 500 000	24 961 811	25 755 824

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la stagnation des effectifs des militaires par catégorie malgré l'opération de départ volontaire ;
- le sureffectif des sous-officiers ;
- le déficit des militaires du rang ;
- le ratio gendarme-population en deçà des standards internationaux ;
- la moyenne d'âge élevée pour les personnels sous-officiers et militaires du rang ;
- l'inversion de la pyramide des grades ;
- la démotivation du personnel ;
- l'inadéquation entre la qualification et l'emploi ;
- l'entrainement insuffisant des hommes;
- le maintien en condition insuffisant du parc automobile ;
- la quasi inexistence du matériel de transmission et d'optique;
- l'insuffisance des effets d'habillement, de couchage, de campement et d'ameublement ;
- absence d'immatriculation pour le patrimoine foncier de l'Armée~~,~~
- l'insuffisance de la couverture médico-sociale;
- la demande de sécurité partiellement satisfaite ;
- l'offre de sécurité non optimale ;
- la ménace terroriste.

I.1.2. Réponses apportées

- la poursuite de la politique de réduction des effectifs des Forces Armées de Cote d'Ivoire à travers une nouvelle Loi de Programmation Militaire ;
- le renforcement des programmes de formation dans les écoles militaires ;
- la formation continue des cadres militaires à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- l'ouverture des Cours d'études supérieures de Défense ;
- la mise en œuvre de plusieurs textes pris et la poursuite de l'élaboration d'autres textes (textes de bonnes gouvernance et textes relatifs aux finances);
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur les aires protégées occupées par des clandestins et la lutte contre le grand banditisme ;
- la sécurisation de la zone exclusive économique par la marine ;
- la sécurisation des fêtes, des cérémonies et des manifestations nationales ;
- l'acquisition de véhicules, d'aéronefs, d'engins fluvio-lagunaires et d'équipements spécifiques ;
- la mise en place de diverses opérations de sécurisation des biens et des personnes ;
- le patrimoine foncier en cours d'immatriculation et de délimitation ;
- la réhabilitation des casernes (phase 2) ;
- la construction de nouvelles infrastructures et installations militaires ;
- la création de la Zone opérationnelle Nord.

I.1.3. Défis et priorités

- la planification et la programmation des actions majeures des Forces Armées et les budgets adéquats ;
- la consolidation du cadre institutionnel ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires et des gendarmes ;
- l'augmentation progressive de la part des budgets consacrés aux investissements et aux équipements pour atteindre à terme 40% ;
- le rajeunissement et la réduction progressive des effectifs pour atteindre les ratios-standards internationaux ;
- la normalisation progressive de la pyramide des grades des Forces Armées selon les standards internationaux ;
- l'accélération du processus de modernisation de la gestion des Ressources Humaines ;
- la professionnalisation des Armées et de la Gendarmerie ;
- l'optimisation des capacités opérationnelles des armées ;
- la construction de trois hôpitaux militaires (Bouaké, Daloa et Korhogo) et l'extension de l'Hôpital Militaire d'Abidjan ;
- la construction de la base aérienne de Daloa ;
- la Lutte contre le Terrorisme;
- la poursuite des opérations de sécurisation en vue d'améliorer l'environnement sécuritaire ;
- la mise en cohérence des dotations budgétaires avec les prévisions de la Loi de Programmation Militaire ;
- l'entrainement permanent des Forces ;
- l'adaptation des Armées et de la Gendarmerie Nationale au contexte sécuritaire, stratégique, national et régional ;
- l'amélioration de la capacité d'appréciation et de décision en matière de renseignement et de réflexions stratégiques ;
- la Sécurisation du patrimoine foncier ;
- l'optimisation de la couverture médico-sociale ;
- la poursuite du programme de réhabilitation, de construction et d'équipement des casernes ;
- le renouvellement accéléré des matériels et équipements de dotation ;
- le renforcement des capacités des hommes par la formation et l'entrainement ;
- le renforcement des capacités pour une meilleure prise en charge des nouvelles menaces (terrorisme, piraterie maritime, criminalité transfrontalière, …) ;
- la restauration de l'esprit de discipline ;
- l'affermissement du lien Armée-Nation ;
- la préparation des Forces pour le déploiement dans les opérations de soutien à la paix ;
- la lutte contre le grand banditisme (coupeurs de routes, orpailleurs clandestins, attaques et vols à mains armées) ;
- l'intensification de la lutte contre la fraude et l'occupation illégale des aires protégées.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioreration de la gouvernance du ministère ;
- la mise en œuvre de la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales ;
- la mise en œuvre de la politique de défense nationale au sein de la Gendarmerie Nationale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre ;
- les stratégies de sécurisation des personnes, des biens et des points vitaux sont mises en place ;
- les stratégies relatives à l'application des lois sont mises en place.

I.3. Missions du Ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 17, le Ministre d'Etat, Ministre de la Défense assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de défense.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- défense de l'intégrité nationale ;
- restructuration des Forces de défense en vue d'en faire une Armée attachée aux valeurs républicaines ;
- exécution de la politique militaire et traduction en ordres et instructions des directives générales en matière de défense ;
- gestion de l'ensemble des Forces terrestres, aériennes, navales et de la gendarmerie nationale, dont il assure le recrutement, la formation, la mobilisation, l'emploi,la santé et la protection sociale;
- exercice des pouvoirs judiciaires prévus par le code de procédure militaire ;
- élaboration des lois en matière de Défense ;
- préparation des directives générales relatives aux négociations concernant la défense, y compris la coopération militaire ;
- gestion, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité, des questions de sécurité ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères, des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des Organismes internationaux.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Défense ;
- Programme 3 : Sécurité.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale des Armées, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense, Service de Communication des Armées, Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises, Groupement Ministériel des Moyens Généraux, Secrétariat Permanent de la Commission pour l 'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire, Direction Générale de l'Administration et des Finances, Directions des Finances, Direction de la législation Militaire, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées, Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques, Direction du Génie, Direction de l'Equipement Militaire, Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information, Direction Générales des Affaires Stratégiques, Direction du Développement et des Relations Internationales, Direction de la Planification et du Suivi, Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité, Direction du Renseignement et de la Sécurité, Direction de la Sécurité Défense, Atelier de la Marine Nationale	- Office National des Anciens Combattants (ONAC) - Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponses à l'alerte précoce (CNCMR)	- Opération de Sécurisation des personnes et des biens - Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide - Equipement de l'Administration Centrale de la Défense - Construction et réhabilitation de l'Administration centrale de la Défense - Acquisition et installation d'équipements pétroliers	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Défense	1er bataillon blindé,1er Bataillon de Commandos et de Parachutistes,1er Bataillon de Génie (Bouaké) ,1er Bataillon Infanterie, 1er Bataillon Pilote Projetable ;1ère Région Militaire, 2ème Bataillon Infanterie, 2ème Région Militaire, 3ème Bataillon d'Infanterie de Bouaké, 3ème Région Militaire, 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo 4ème Région Militaire, Base Aérienne d'Abidjan, Base Aérienne de Bouaké, Base des Forces Spéciales Abobo N'dotré (FS), Base des Forces Spéciales Yamoussoukro (FS), Base d'Intervention des Forces Spéciales Adiaké, Base d'Intervention des Forces Spéciales Cocody, Base Navale d'Adiaké, Base Navale de San-Pedro, Base Navale Locodjro, Bataillon d'Artillerie Sol-Air (Akouédo), Bataillon d'Artillerie Sol-Sol (Bouaké), Bataillon de commandement et des services, Bataillon de Sécurisation de l'Est (Bondoukou), Bataillon de Sécurisation de l'Ouest (Man), Bataillon de Sécurisation du Nord (Odienné), Bataillon de Sécurisation Sud-Ouest, Bataillon du Train de l'Etat-Major, Bureau d'Etude Générale et de règlementation, Bureau d'Information et de Presse des Armées,, Bureau emploi opération forces terrestres, Bureau Equipement Etat-Major, Bureau Equipement Soutien Technique des Forces Terrestres, Cabinet Etat-major des Armées, Centre Médical 2ème Bataillon Daloa, Centre de Santé 3ème Bataillon d'Infanterie (Bouaké), Centre de Santé 4ème Bataillon d'Infanterie (Korhogo), Centre de Santé du 1er Bataillon des Commandos Parachutistes, Centre de secours N'zianouan, Centre d'Instruction Commandos d'Akandjé, Centre d'Instruction d'Akakro / Garde Républicaine, Centre d'Instruction des Forces Spéciales, Centre d'Instruction du GSPM, Centre d'Instruction Navale, Centre Interarmées de Formation Initiale Militaire, Centre Médical 1er Bataillon Akouédo, Centre Médical Base Aérienne d'Abidjan, Centre Médical Base Navale Locodjro, Centre Médical GSPM Indénié, Centre opérationnel des Forces terrestres, Centre opérationnel inter-armées, Centre Régional de Surveillance Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO), Chefferie Santé de la Marine, Chefferie santé de l'Armée de l'Air, Chefferie Santé de l'Armée de Terre, Chefferie Santé des Forces Spéciales, Chefferie Santé Etat-major des Armées, Comité Sectoriel de Lutte contre le SIDA / MEMDEF, Commandement de la Garde Républicaine, Commandement des Ecoles et Centres de Formation, Commandement des Forces Aériennes (EMAIR), Commandement des Forces Spéciales, Commandement des Forces Terrestres (EMAT), Compagnie des fusiliers commandos de l'air, Commandement des Transmissions des Forces Terrestres, Commandement des Unités Rattachées à l'Etat-major Général des Armées, Commissariat des Forces Aériennes, Commissariat des Forces Spéciales, Commissariat des Forces Terrestres, Commissariat Marine, Compagnie de Sécurisation du Palais Présidentiel - Plateau (GR), Compagnie des fusiliers commandos de la marine, Dépôt central des munitions des armées, Direction du Commissariat des Armées, Division de la Logistique de l'Etat-Major des Armées, Ecole des Forces Armées, Ecole Militaire Préparatoire Technique, Ecole Nationale des Sous-officiers d'Active, EMGA/Bureau des OPEX, EMGA/Bureau Emploi, EMGA/Bureau Instruction, Escadron blindé de la garde républicaine, Etat-major de la Marine Nationale, Flottille Lagunaire, Fusiliers Marins Commando, Garde Républicaine de Treichville, Garde Républicaine de Yamoussoukro, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires – Korhogo, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Indénié, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yamoussoukro, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yopougon, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Zone 4, Groupement Sapeurs-pompiers militaires –Bouaké, Groupement Tactique Frontière Sud-Ouest (GRABO), Service Informatique de l'Etat-Major,Service Informatique de la Marine, Service Informatique des Forces Terrestres, Service Transmission Etat-Major, Services Etat-Major, Sous Groupement Tactique (Armée de Terre),Unité de Commandement et des Services des Forces Terrestres, GSPM Bingerville, Cours d'Etudes Supérieures de Défense (CESD), Académie des Forces Armées (AFA), Ecole de Perfectionnement des Officiers (EPO), Ecole de Formation des Officiers (EFO), Ecole de l'Etat-Major (EEM), Sevice Informatique de l'Armée de l'Air, Division d'Appui Technique et Technologique		- Construction et équipement des unités des Forces spéciales - Construction et équipement des unités des Forces Terrestres - Rénovation de l'EMPT - Construction et réhabilitation des unités des Forces aériennes - Construction des unités de la Marine nationale - Construction et extension des centres de secours GSPM - Construction de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT/C2D) - Construction de la base aérienne de Daloa	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Sécurité	Banque des données nationale sécurité ; bureau logistique ; brigade cynophile ; brigade de recherches ; brigade de sécurité ; chefferie santé gendarmerie ; centre principal de sante Agban ; centre de renseignements opérationnel de la gendarmerie nationale ; centre opérationnel de la gendarmerie nationale ; centre de formation des maitres-chiens Bouaké ; commandement supérieur de la gendarmerie (vie opérationnelle) ; compagnie Abengourou ; compagnie Abengourou / brigades ; compagnie Abidjan nord ; compagnie Abidjan nord / brigades ; compagnie Abidjan sud ; compagnie Abidjan sud / brigades ; compagnie Aboisso ; compagnie Aboisso / brigades ; compagnie Adzopé ; compagnie Adzopé / brigades ; compagnie Bondoukou ; compagnie Bondoukou / brigades ; compagnie Bouaflé ; compagnie Bouaflé / brigades ; compagnie Bouaké ; compagnie Bouaké / brigades ; compagnie Daloa ; compagnie Daloa / brigades ; compagnie Daoukro ; compagnie Daoukro / brigades ; compagnie Dimbokro; compagnie Dimbokro / brigades; compagnie Divo; compagnie Divo / brigades; compagnie Ferkessédougou; compagnie Ferkessédougou / brigades; compagnie Gagnoa; compagnie Gagnoa / brigades; compagnie Guiglo; compagnie Guiglo / brigades; compagnie Katiola; compagnie Katiola / brigades; compagnie Korhogo; compagnie Korhogo / brigades; compagnie Odienné; compagnie Odienné / brigades; compagnie San Pédro; compagnie San Pédro / brigades; compagnie Séguéla; compagnie Séguéla / brigades; compagnie Soubré; compagnie Soubré / brigades; compagnie Touba; compagnie Touba / brigades; compagnie Yamoussoukro; compagnie Yamoussoukro / brigades; division des ressources financières ; division des ressources humaines ;division organisation emploi ; division des télécommunications et de l'information ; école de gendarmerie d'Abidjan ; école de gendarmerie de Toroguhé ; escadron 1/1 Agban; escadron 1/2 Daloa; escadron 1/3 Bouaké; escadron 1/6 Yamoussoukro; escadron 2/1 Yopougon; escadron 3/1 abobo; escadron 4/1 Koumassi; escadron Aboisso; escadron Bondoukou; escadron Daoukro; escadron Danané; escadron Dimbokro; escadron Ferkessédougou; escadron Korhogo; escadron man; escadron Odienné; escadron Séguéla; escadron Soubré; escadron Touba; escadron de protection de hautes personnalités ; escadron de service d'honneur de la gendarmerie ; état-major 3eme légion gendarmerie territoriale ; état-major 3eme légion gendarmerie mobile ; état-major 4eme légion gendarmerie mobile ; état-major 4eme légion gendarmerie territoriale ; état-major 2eme légion gendarmerie mobile ; état-major 5eme légion gendarmerie territoriale ; état-major 6eme légion gendarmerie mobile ; état-major 1ere légion gendarmerie territoriale ; état-major 1ere légion gendarmerie mobile ; état-major 1ere légion de gendarmerie mobile Abidjan ; état-major 2eme légion de gendarmerie mobile Daloa ; état-major 3eme légion de gendarmerie mobile Bouaké ; état-major 4eme légion de gendarmerie mobile Korhogo ; état-major 5eme légion de gendarmerie mobile Yamoussoukro ; état-major de gendarmerie mobile et unités spécialisées (GMUS) ; garage auto ; groupe d'instruction et de perfectionnement de la gendarmerie nationale ; groupe d'escadron blinde ; groupe d'intervention et de sécurité ; groupe de sécurité aéroportuaire ; groupe de sécurité portuaire ; groupe de sécurité du port de San-Pedro ; groupement des commandements et des services ; groupement de documentation de recherche de la gendarmerie ; inspection générale de la gendarmerie nationale ; unité d'intervention de la gendarmerie nationale ;service communication ; brigade sécurité rurale 2 ; compagnie Bouna ; compagnie Bouna / brigades de gendarmerie ; compagnie Boundiali ; compagnie Boundiali / brigades de gendarmerie ; compagnie Danané ; compagnie Danané / brigades de gendarmerie ; compagnie Issia ; compagnie Issia / brigades de gendarmerie ; compagnie Sakassou ; compagnie Sakassou / brigades de gendarmerie ; compagnie Tanda ; compagnie Tanda / brigades de gendarmerie ; compagnie Tiassalé ; compagnie Tiassalé / brigades de gendarmerie ; compagnie Abidjan est ; compagnie Abidjan est / brigades de gendarmerie ; compagnie		Construction et réhabilitation des unités de la Gendarmerie Nationale	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Abidjan ouest ;compagnie Abidjan ouest / brigades de gendarmerie ; compagnie Agboville ;compagnie Agboville / brigades de gendarmerie ; compagnie Dabou ;compagnie Dabou / brigades de gendarmerie ; compagnie duekoue ; compagnie duekoue / brigades de gendarmerie ; compagnie grand Bassam ; compagnie grand Bassam / brigades de gendarmerie ; état-major 1ère région de gendarmerie Abidjan ; état-major 2ème région de gendarmerie Daloa ; état-major 3ème région de gendarmerie Bouaké ;état-major 4ème région de gendarmerie Korhogo ; état-major 5ème légion mobile de gendarmerie San Pedro ; état-major 7ème légion de gendarmerie territoriale Abengourou ; état-major 7ème légion de gendarmerie mobile Abengourou ; état-major 8ème légion de gendarmerie territoriale man ; état-major 8ème légion de gendarmerie mobile man ; état-major commandement des écoles ; état-major commandement unités spécialisées ; état-major unités de lutte contre l'insécurité rural ; section d'analyse des traces technologiques ; escadron Adzopé ; escadron Agboville ; escadron Abengourou ; escadron Bouna ; escadron Divo ; escadron Gagnoa ; escadron Kong ; escadron San Pedro ; escadron Touleupleu ; escadron Marabadiassa ; escadron Niakaramadougou ; escadron tabou.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 : L'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Source : DLM
		IP 1.1.2 : Nombre de personnel formé et qualifié	Dénombrement Source : DRH
		IP 1.1. 3 : Nombre de services fournis répondant aux normes de qualité	Dénombrement Source : DGALT
OG-2 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales	RS 2.1 : La politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre	IP 2.1.1 : Indice de performance opérationnelle	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) Source : IGIS
OG-3 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein de la Gendarmerie Nationale	RS 3.1 : Les stratégies de sécurisation des personnes, des biens et des points vitaux sont mises en place	IP 3.1.1 : Indice de performance opérationnelle	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) Sources : IGIS
	RS 3.2 : Les stratégies relatives à l'application des lois sont mises en place.	IP 3.2.1 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Nombre de personnes satisfaites / Nombre total de personnes interrogées Sources : CSG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**378 723 379 899**	**419 912 238 643**	**437 745 822 803**
1.1 Ressources Intérieures	**362 443 379 899**	**419 912 238 643**	**437 745 822 803**
1.1.1 Budget Etat	362 443 379 899	419 912 238 643	437 745 822 803
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**16 280 000 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	16 280 000 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**378 723 379 899**	**419 912 238 643**	**437 745 822 803**
2.1 Personnel	**172 501 397 476**	**182 199 507 490**	**189 412 501 135**
2.1.1 Solde y compris EPN	172 501 397 476	182 199 507 490	189 412 501 135
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**145 670 748 790**	**145 910 197 163**	**146 513 093 519**
2.3 Transferts	**734 254 915**	**837 286 227**	**854 980 386**
2.4 Investissement	**59 816 978 718**	**90 965 247 763**	**100 965 247 763**
Trésor	43 536 978 718	90 965 247 763	100 965 247 763
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	16 280 000 000	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues	30%	80%	85%	90%	Nombres de réunion tenues / Nombre de réunions prévues Source : Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	30%	75%	80%	90%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source : Cabinet
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de traitement des requêtes de maintenances des engins fluvio-lagunaires et navires	70%	75%	80%	90%	Nombre de requêtes de maintenance des engins fluvio-lagunaires et navires traitées / Nombre total de requêtes Source : ATEMAN
	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures	70%	75%	80%	90%	Nombre d'agents affectés / Besoin d'agents exprimés par les structures Source : DRH
	Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimé par les structures	75%	80%	90%	95%	Nombre de besoins en formation satisfait / Nombre de formations prévues Source : DRH
	Taux de réalisation des activités en matière de législation	70%	80%	85%	95%	Nombre d'activités en matière de législation réalisées / Nombre total des activités prévues Source : DLMe
	Taux d'exécution du budget	90%	80%	85%	95%	Total liquidation / Total budget actuel Source : SIGOBE
	Nombre d'anciens combattants pris en charge	1000	900	900	850	Dénombrement Source : ONAC
OS 3 : Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la Logistique du Ministère	Taux de traitement des besoins en infrastructures militaire	70%	80%	85%	90%	Nombre de besoins en infrastructures militaire traités / Nombre Total des besoins en infrastructures militaires Source : DIRGEN
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques	70%	75%	80%	90%	Nombre de besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques traités / Nombre Total de véhicules en réparations Sources : EGS et ECARRA / DIRGEN
	Taux de traitement des besoins en équipements militaires	50%	60%	65%	70%	Nombre de besoins en équipements militaires traités / Nombre Total des besoins en équipements Source : DEM
	Taux de réalisation des activités en matière de renseignement Sécurité Défense	70%	85%	90%	95%	Nombre d'activités en matière de renseignement Sécurité Défense réalisées / Nombre total des activités en matière de renseignement Sécurité Défense Source : Rapports d'activités DSD
	Taux de réalisation des activités en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce	50%	70%	80%	90%	Nombre d'activités en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce réalisées / Nombre total des activités coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce Source : Rapports d'activités CNCMR

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
Personnel	22 792 537 350	24 012 095 836	24 807 839 223
Biens et services	77 985 867 744	78 299 767 272	78 792 822 433
Transferts	734 254 915	837 286 227	854 980 386
Investissements	37 160 087 148	24 865 247 763	28 330 247 763
Trésor	*20 880 087 148*	*24 865 247 763*	*28 330 247 763*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*16 280 000 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21074 Administration Générale	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
2107401 Coordination et animation du ministère	**27 080 906 993**	**28 537 872 493**	**29 663 796 924**
1 Personnel	***18 542 367 247***	***19 651 703 222***	***20 334 335 952***
01021000039 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Liberia /Services des Attachés de Défense	44 600 000	45 260 565	46 111 807
01021000040 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Sénégal /Services des Attachés de Défense	35 000 000	35 518 380	36 186 395
01021000041 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Ghana /Services des Attachés de Défense	44 460 000	45 118 491	45 967 060
01021000046 Prendre en charge les salaires et accessoires du Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	6 300 000	6 393 309	6 513 551
01021000048 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Cameroun /Services des Attachés de Défense	45 518 975	46 193 150	47 061 932
01021000049 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Afrique du Sud /Services des Attachés de Défense	41 600 000	42 216 132	43 010 115
01021000052 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Nigeria /Services des Attachés de Défense	23 000 000	23 340 650	23 779 631
01021000053 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Maroc /Services des Attachés de Défense	39 816 000	40 405 709	41 165 644
01021000054 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Burkina Faso /Services des Attachés de Défense	36 000 000	36 533 191	37 220 292
02021000009 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation aux Etats Unis/Services des Attachés de Défense	237 148 464	240 660 836	245 187 088
02021000011 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à l'ONU /Services des Attachés de Défense	64 000 000	64 947 895	66 169 408
03021000011 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Chine /Services des Attachés de Défense	50 000 000	50 740 542	51 694 851
03021000013 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Israël /Services des Attachés de Défense	46 000 000	46 681 299	47 559 262
04021000014 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à Paris /Services des Attachés de Défense	98 554 548	100 014 226	101 895 252
04021000015 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Russie /Services des Attachés de Défense	50 000 000	50 740 543	51 694 850
04021000017 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Allemagne /Services des Attachés de Défense	27 500 000	27 907 298	28 432 168
78021000428 Gérer la part patronale CGRAE de l'Armée	17 652 869 260	18 749 031 006	19 414 686 646

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21074 Administration Générale	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
2 Biens et services	***8 487 972 598***	***8 835 602 123***	***9 278 893 824***
01021000035 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	37 576 120	36 783 059	37 953 098
01021000036 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Burkina Faso	43 605 812	42 685 491	44 043 282
01021000037 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	35 071 047	34 330 857	35 422 894
01021000038 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Sénégal	66 715 979	65 307 905	67 385 299
01021000042 Assurer la représentation diplomatique militaire au Mali	65 242 854	63 865 877	65 897 397
01021000043 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Ghana	55 946 668	54 765 887	56 507 949
01021000044 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Nigéria	54 567 785	53 416 108	55 115 232
01021000045 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Cameroun	54 813 734	53 656 865	55 363 645
01021000047 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Maroc	66 819 728	65 409 466	67 490 090
01021000050 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Libéria	29 614 498	28 989 467	29 911 601
01021000051 Assurer la représentation diplomatique militaire en Ethiopie et auprès de l'Union Africaine(UA)	67 402 617	65 980 057	68 078 829
02021000008 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire à Washington	120 373 251	120 373 251	120 373 251
02021000010 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire auprès de l'ONU	192 096 384	192 096 384	192 096 384
03021000010 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Chine	65 131 942	63 757 306	65 785 368
03021000012 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Arabie Saoudite	122 250 431	119 670 286	123 476 894
03021000014 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Israël	39 246 170	38 417 859	39 639 903
04021000012 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en France	194 861 844	190 749 196	196 816 776
04021000013 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Russie	41 750 742	41 750 742	41 750 742
04021000016 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Allemagne	78 909 852	77 244 425	79 701 505
78021000424 Gérer les activités d'abonnement du ministère	6 525 002 574	6 894 317 720	7 284 536 103
78021000425 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Défense	81 165 440	79 452 407	81 979 726
78021000426 Gérer le personnel civil du cabinet du Ministre	20 820 480	23 962 169	37 429 828
78021000535 Contrôler l'interdiction des armes chimiques en Côte d'Ivoire	28 683 202	28 077 832	28 970 964
78021000548 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	5 982 317	8 000 000	8 000 000
78021000549 Inspecter la capacité opérationnelle de la Gendarmerie Nationale	6 680 254	6 539 266	6 747 274
78021000550 Mettre en œuvre et suivre la politique de communication des Armées	8 792 411	8 606 844	8 880 620
78021000586 Gérer le personnel militaire et le matériel affecté à l'administration centrale	14 945 419	14 629 991	15 095 356
78021000590 Inspecter la capacité opérationnelle des Forces Armées	10 223 001	10 007 243	10 325 559
78021000591 Réaliser tous les travaux à caractère industriel et commercial de la Marine Nationale	310 000 000	310 000 000	310 000 000
78021000629 Mettre en œuvre la libération des sites publics et privés occupés illégalement	17 667 042	17 294 172	17 844 285
78021000640 Contrôler le bon fonctionnement en matière administrative, financière, technique, domaniale et sociale des services et organismes placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère	12 221 253	11 963 320	12 343 863
78021000649 Mettre en œuvre la politique de reconversion des militaires	13 791 747	13 500 671	13 930 107
3 Transferts	***50 567 148***	***50 567 148***	***50 567 148***
78021000427 Prendre en charges le honoraires des agents sous contrats BNETD	50 567 148	50 567 148	50 567 148

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21074 Administration Générale	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
2107402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.	**91 492 535 377**	**92 401 824 816**	**94 335 597 294**
1 Personnel	***4 250 170 103***	***4 360 392 614***	***4 473 503 271***
78013300588 Prendre en charge le salaire du personnel au CNCMR	360 156 370	364 303 029	368 445 264
78021000551 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	3 889 893 733	3 995 968 203	4 104 935 245
78021000659 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONAC	120 000	121 382	122 762
2 Biens et services	***68 315 200 094***	***68 289 465 360***	***68 327 433 022***
78011201611 Gérer les formations des militaires	1 404 907 575	1 404 907 575	1 404 907 575
78011201612 Gérer les Conférences et missions hors CI-MDPM	65 270 400	65 270 400	65 270 400
78021000429 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	166 800 000	166 800 000	166 800 000
78021000430 Gérer les pécules des élèves et étudiants militaires	1 583 990 116	1 583 990 116	1 583 990 116
78021000431 Rendre la justice au sein des Armées et de la Gendarmerie Nationale	13 931 065	13 637 044	14 070 827
78021000432 Elaborer et mettre en œuvre la politique generale des ressources humaines du Ministere	109 023 588	106 722 598	110 117 356
78021000433 Gérer les aumôniers militaires	2 692 043	2 635 227	2 719 051
78021000434 Gérer les services centraux de santé du Ministère	375 793 699	375 793 699	375 793 699
78021000435 Elaborer et mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées	16 400 806	16 054 662	16 565 344
78021000436 Coordonner les opérations médicales du Ministère	4 985 264	4 880 049	5 035 279
78021000437 Réaliser la confection des tenues et accessoires de tenues militaires	48 645 058	48 645 058	48 645 058
78021000440 Mettre en œuvre la politique de prélèvement des tissus humains	10 257 379	10 040 894	10 360 284
78021000452 Elaborer et exécuter le budget	52 139 056	51 038 638	52 662 137
78021000453 Gérer les ressources financières du Ministère	16 306 924	15 962 760	16 470 521
78021000454 Gérer l'approvisionnement des Armées et de la Gendarmerie en carburant	14 850 000 000	14 850 000 000	14 850 000 000
78021000455 Elaborer et mettre en œuvre le CDMT	14 955 793	14 955 793	14 955 793
78021000528 Gérer les frais d'obsèques des militaires	299 115 853	292 802 880	302 116 702
78021000537 Gérer le transit et les assurances des Armées et de la Gendarmerie Nationale	266 663 581	261 035 528	269 338 857
78021000539 Gérer l'Habillement du personnel des Armées et de la Gendarmerie	53 342 327	52 216 514	53 877 479
78021000540 Suivre l'exécution des marchés publics et des conventions d'études du BNETD	15 714 753	15 383 085	15 872 410
78021000541 Elaborer et mettre en œuvre une politique de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits	5 982 317	5 856 059	6 042 335
78021000542 Elaborer une politique de sécurité sanitaire des aliments et des animaux au sein du Ministère de la Défense	9 272 591	9 076 890	9 365 617
78021000552 Gérer le soutien financier des Armées et de la Gendarmerie Nationale	46 104 067 182	46 104 067 182	46 104 067 182
78021000592 Coordonner les activités liées aux finances, à la legislation militaire, aux ressources humaines	13 247 642	12 968 046	13 380 548
78021000593 Gérer les pécules des élèves gendarmes	2 481 428 244	2 481 428 244	2 481 428 244
78021000594 Elaborer et mettre en œuvre la politique de santé du Ministère de la Défense	136 261 743	133 385 881	137 628 776

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21074 Administration Générale	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
78021000595 Prendre en charge médicalement les militaires, les gendarmes et leurs familles	91 299 072	89 372 167	92 215 020
78021000639 Elaborer les règles d'éthique de la fonction militaire et de la discipline et d'en suivre l'application	10 977 012	10 745 339	11 087 138
78021000641 Gérer la formation du personnel médical du Ministère de la Défense	8 485 264	8 306 181	8 570 392
78021000652 Gérer l'approvisionnement en produits pétroliers des Armées et de la Gendarmerie Nationale	83 243 747	81 486 851	84 078 882
3 Transferts	***683 687 767***	***786 719 079***	***804 413 238***
78013300612 Transférer les crédits au Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'Alerte Précoce (CNCMR)	397 824 122	457 775 965	468 071 838
78021000604 Gérer l'Association Fraternelle des Anciens Combattants	2 422 334	2 787 378	2 850 070
78021000635 Prendre en charge les anciens combattants/ONAC	283 441 311	326 155 736	333 491 330
4 Investissements	***18 243 477 413***	***18 965 247 763***	***20 730 247 763***
Trésor	*18 243 477 413*	*18 965 247 763*	*20 730 247 763*
90021000016 Acquérir le bâtiment du Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'alerte précoce (CNCMR)	300 000 000	0	0
90021000008 Acquisition et installation d'équipements pétroliers	1 500 000 000	3 000 000 000	1 765 000 000
78021000588 Appui à la réinsertion des militaires démobilisés /2ème C2D	1 000 000 000	965 247 763	965 247 763
78021000438 Opération de Sécurisation des Personnes et des Biens	15 443 477 413	15 000 000 000	18 000 000 000
2107403 Planification, programmation et suivi évaluation.	**136 563 309**	**135 789 141**	**136 931 312**
2 Biens et services	***136 563 309***	***135 789 141***	***136 931 312***
78021000441 Elaborer les directives concernant l'organisation, la mise en condition et l'emploi des Forces Armée	9 893 357	9 684 555	9 992 612
78021000543 Organiser la planification générale, le suivi et l'évaluation des activités du Ministère	10 576 599	10 353 376	10 682 708
78021000597 Gérer la formation des militaires et gendarmes en langues	3 988 212	3 904 040	4 028 224
78021000623 Coordonner toutes les activités de programmation, de planification, de suivi et de développement et des relations internationales	12 223 027	11 965 056	12 345 654
78021000636 Gérer les pèlerins militaires et gendarmes	99 882 114	99 882 114	99 882 114
2107407 Gestion des systèmes d'information et de communication.	**19 962 741 478**	**6 938 910 648**	**8 649 564 275**
2 Biens et services	***1 046 131 743***	***1 038 910 648***	***1 049 564 275***
78021000442 Mettre en œuvre la politique de renseignement stratégique	9 388 808	9 190 654	9 483 000
78021000443 Prendre en charge les dépenses liées aux transmissions et aux services d'information	161 721 575	158 308 369	163 344 031
78021000444 Gérer la maîtrise d'œuvre des activités de projets d'infrastructures	27 020 132	26 449 862	27 291 210
78021000445 Gérer l'approvisionnement, la Réparation et la Construction Automobile	233 072 083	233 072 083	233 072 083
78021000446 Gérer l'équipement	14 479 370	14 479 370	14 479 370
78021000447 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins militaires	456 436 057	456 436 057	456 436 057
78021000544 Coordonner toutes les activités relevant du génie, des équipements militaires, des télécommunications	13 048 231	12 772 844	13 179 137
78021000545 Gérer le Service d'Armes, la Manutention et Véhicules - Approvisionnement Technique	7 453 379	7 296 072	7 528 154

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21074 Administration Générale	**138 672 747 157**	**128 014 397 098**	**132 785 889 805**
78021000589 Gérer les activités de renseignement de défense et de renseignement stratégique	47 849 019	46 839 145	48 329 060
78021000598 Gérer les transmissions de l'Administration centrale	11 227 061	10 990 110	11 339 696
78021000600 Réaliser les équipements au profit des Armées et de la Gendarmerie Nationale	26 997 848	26 428 048	27 268 701
78021000624 Elaborer et mettre en œuvre la politique du Ministère dans le domaine des télécommunications	9 030 684	8 840 088	9 121 284
78021000637 Mettre en œuvre les mesures en matière de protection et de sécurité de Défense	8 376 540	8 199 751	8 460 577
78021000642 Gérer les programmes informatiques	20 030 956	19 608 195	20 231 915
4 Investissements	***18 916 609 735***	***5 900 000 000***	***7 600 000 000***
Financement extérieur	*16 280 000 000*	*0*	*0*
78021000546 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	16 280 000 000	0	0
Trésor	*2 636 609 735*	*5 900 000 000*	*7 600 000 000*
78021000599 Construction du siège du Ministère de la Défense	336 609 735	900 000 000	600 000 000
78021000546 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78021000450 Equipement de l'Administration Centrale de la Défense	800 000 000	4 000 000 000	6 000 000 000

II.2.2. Programme 2 : Défense

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Défense	Action 2.1: Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales.
	Action 2.2: Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.
	Action 2.3: Participation à la sécurité régionale et internationale.

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Défense						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Coordonner les activités de l'EMGA, des Armées et des Forces Spéciales	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues	70%	80%	90%	100%	(Nombre de réunions tenues / nombre de réunions planifiées) x100 Source : EMGA
	Taux de réalisation des activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales	60%	80%	90%	100%	(Nombre d'activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces Spéciales réalisées / nombre total des activités du plan d'action relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales prévues) x100 Source : EMGA
OS 2 : Accroître les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales	Proportion d'éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures	65%	75%	80%	90%	Nombre d'éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures / effectif prévu Sources : EMGA-EMAIR-EMAT-FS-UREMGA
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales	70%	80%	90%	100%	Besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques traités / Total des besoins en réparation de véhicules exprimés Sources : Situation d'exécution des entretiens des engins spécifiques (EMGA-EMAIR-EMAT-FS-UREMGA)
OS 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale	Proportion des forces de défense formées aux missions extérieures	70%	80%	90%	100%	Nombre de forces de défense formées aux missions extérieures / Nombre de forces de défense à former pour les missions extérieures Source : Bureau OPEX – 1er BBP
	Proportion des Forces de défense déployées en missions extérieures	85%	95%	98%	100%	Nombre de Forces de défense déployées / effectif prévu Source : Bureau OPEX – 1er BBP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : DÉFENSE	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
Personnel	73 286 578 604	77 441 120 504	80 573 606 606
Biens et services	61 531 630 029	61 480 527 524	61 555 921 351
Transferts	0	0	0
Investissements	18 254 441 570	53 100 000 000	55 535 000 000
Trésor	*18 254 441 570*	*53 100 000 000*	*55 535 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22075 Défense	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
2207501 Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales.	**152 934 367 001**	**165 286 283 330**	**172 124 857 466**
1 Personnel	***73 286 578 604***	***77 441 120 504***	***80 573 606 606***
78021000521 Gérer le personnel de l'Armée de Terre	57 466 938 988	60 725 015 806	63 179 775 037
78021000522 Gérer le personnel de la Marine	4 194 131 375	4 429 215 550	4 611 618 353
78021000523 Gérer le personnel de la Garde Républicaine	7 430 322 340	7 854 829 857	8 168 933 990
78021000524 Gérer le personnel de l'Armée de l'Air	4 195 185 901	4 432 059 291	4 613 279 226
2 Biens et services	***61 393 346 827***	***61 345 162 826***	***61 416 250 860***
11021000015 Mettre en œuvre la politique de formation des officiers	15 266 394	14 944 191	15 419 552
11021000018 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone de Yamoussoukro	30 558 198	29 913 255	30 864 769
11021000020 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens dans la zone Centre Nord Ouest	6 750 000	6 607 540	6 817 717
11021000023 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yamoussoukro	15 454 099	15 127 936	15 609 139
11021000024 Gérer la formation initiale et continue des officiers	31 685 000	31 685 000	31 685 000
17021000027 Coordonner les activités des unités de la 3ème région militaire de Bouaké	5 000 000	4 894 475	5 050 160
17021000028 Mettre en œuvre le soutien du génie militaire et civil dans la zone de Bouaké	8 833 197	8 646 771	8 921 813
17021000029 Gérer la surveillance et la défense aérienne du territoire (Bouaké)	10 827 051	10 598 544	10 935 670
17021000035 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Bouaké	7 787 705	7 623 344	7 865 833
17021000036 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bouaké	15 454 099	15 127 936	15 609 139
17021000038 Mettre en œuvre le soutien tactique des unités d'infanterie dans la zone de Bouaké	8 124 181	7 952 719	8 205 684
17021000039 Gérer la formation initiale et continue des sous-officiers	29 048 362	28 435 285	29 339 785
17021000041 Coordonner les activités des Ecoles et des Centres de Formation	13 144 716	12 867 292	13 276 586
23021000007 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière nord-ouest	8 150 000	7 977 992	8 231 762
25021000017 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Korhogo	8 548 361	8 367 946	8 634 120
25021000021 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Korhogo	8 048 361	7 878 499	8 129 104
25021000022 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Korhogo	5 000 000	4 894 475	5 050 160
31021000020 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Daloa	7 978 688	7 810 296	8 058 732
31021000023 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Daloa	5 000 000	4 894 474	5 050 161
36021000010 Gérer la formation initiale des militaires du rang	8 118 035	7 946 703	8 199 476
41021000010 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière ouest	8 024 181	7 854 830	8 104 681
55021000012 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière sud-ouest (Grabo)	9 775 410	9 569 096	9 873 480
55021000015 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone de San Pédro	5 000 000	4 894 475	5 050 160
55021000016 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone de San Pédro	5 000 000	4 894 475	5 050 160

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22075 Défense	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
62021000011 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire dans la zone de Bondoukou	8 433 197	8 255 213	8 517 800
71021000011 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Adiaké	5 000 000	4 894 475	5 050 160
71021000014 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens de la zone Sud-comoé et celle du plan fluvio-lagunaire	11 700 000	11 453 069	11 817 377
76021000003 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de N'Zianouan	8 257 379	8 083 104	8 340 220
78021000457 Gérer les opérations de l'Armée de Terre	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78021000458 Mettre en œuvre les opérations de l'Armée de Terre	6 750 000	6 607 540	6 817 717
78021000459 Mettre en œuvre les opérations de toutes les Forces	7 050 000	6 901 206	7 120 728
78021000460 Gérer les activités extérieures de l'Armée de l'Air	684 076 254	684 076 254	684 076 254
78021000461 Gérer les ressources financières et matérielles au niveau de l'Etat-Major Général des Armées et l'ensemble des corps de troupe	216 892 084	212 314 482	219 068 031
78021000462 Gérer le personnel militaire de l'Etat-Major Général des Armées	3 404 895	3 333 033	3 439 054
78021000463 Gérer les munitions des Armées	9 050 000	8 858 997	9 140 793
78021000464 Gérer le transport des Armées	9 944 714	9 734 830	10 044 481
78021000465 Gérer le matériel Informatique de l'Etat-Major des Armées	4 839 345	4 737 210	4 887 894
78021000466 Elaborer et conduire la strategie d'emploi des Armées	6 950 000	6 803 317	7 019 725
78021000467 Gérer l'équipement de l'Etat-Major des Armées	4 000 000	3 915 580	4 040 128
78021000468 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000469 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone d'Abidjan	8 333 197	8 157 323	8 416 797
78021000470 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense de la zone Abidjan-sud	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78021000471 Gérer la logistique de l'Armée de Terre	411 700 000	411 700 000	411 700 000
78021000472 Gérer le matériel informatique de la Marine	5 000 000	4 894 473	5 050 163
78021000473 Gérer la formation continue du personnel de la Marine Nationale	7 700 000	7 537 491	7 777 247
78021000474 Gérer le transport aérien et les liaisons de l'Armée de l'Air	10 063 526	10 063 526	10 063 526
78021000475 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Abidjan	7 000 000	6 852 265	7 070 224
78021000476 Gérer le système d'information et de communication de l'Armée de Terre	7 900 000	7 733 269	7 979 254
78021000477 Gérer la formation initiale et continue des militaires des Forces Spéciales	5 700 000	5 579 701	5 757 183
78021000478 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	43 405 445	42 489 356	43 840 904
78021000479 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de Terre	76 485 989	74 871 721	77 253 325
78021000480 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de Terre	30 050 390 400	30 050 390 400	30 050 390 400
78021000481 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du Palais Présidentiel d'Abidjan	7 100 000	6 950 154	7 171 228
78021000482 Gérer les dépenses d'alimentation de la Marine Nationale	3 528 740 000	3 528 740 000	3 528 740 000
78021000483 Gérer le soutien des unités de la Marine Nationale	4 403 886 660	4 403 886 660	4 403 886 660
78021000484 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de l'Armée de l'Air	56 671 294	56 671 294	56 671 294
78021000485 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de la Marine Nationale	57 222 212	57 222 212	57 222 212
78021000486 Gérer les dépenses d'alimentation de la Garde Républicaine	1 202 800 000	1 202 800 000	1 202 800 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22075 Défense	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
78021000492 Coordonner les activités des unités Rattachées à l'Etat Major Général	13 144 716	12 867 292	13 276 586
78021000525 Mettre en œuvre les activités d'entrainement de l'ensemble des Forces	81 381 737	79 664 139	82 198 191
78021000529 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le terrorisme, la criminalité et le grand banditisme	7 500 000	7 341 711	7 575 241
78021000530 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yopougon	12 536 066	12 271 489	12 661 831
78021000531 Gérer la formation continue du personnel de la Garde Républicaine	8 278 688	8 103 965	8 361 741
78021000538 Gérer la formation et l'instruction des Sapeurs Pompiers militaires	6 908 875	6 763 062	6 978 186
78021000558 Gérer la logistique des Armées	700 615 930	700 615 930	700 615 930
78021000559 Exécuter et suivre la communication au sein de l'Etat-major des Armées	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000560 Elaborer les textes relatif à la règlémentation des activités de l'Etat-Major des Armées	2 617 083	2 561 848	2 643 339
78021000561 Mettre en œuvre la politique de défense aérienne du territoire et la protection des unités opérationnelles	70 200 000	70 200 000	70 200 000
78021000562 Gérer la formation aux techniques commandos de l'Armée de Terre	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000563 Commander,coordonner et Contrôler les activités des Forces Spéciales	99 802 169	99 802 169	99 802 169
78021000564 Gérer les ressources administratives et opérationnelles des Forces Spéciales	7 700 000	7 537 490	7 777 248
78021000565 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de l'Air	2 350 000 000	2 350 000 000	2 350 000 000
78021000566 Mettre en œuvre la politique de sécurisation de l'Etat-Major de l'Armée de Terre	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78021000567 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du plan d'eau lagunaire et de sauvetage des navires en détresse	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000583 Coodonner les activités de l'Etat-Major Général des Armées	27 296 782	26 720 672	27 570 633
78021000602 Gérer les transmissions de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000605 Gérer les services de l'Etat-Major	9 387 706	9 189 577	9 481 885
78021000608 Mettre en œuvre les activités de l'Armée de l'Air	51 606 561	50 517 385	52 124 295
78021000609 Coordonner les activités des unités militaires dans la région d'Abidjan	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78021000610 Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation des Armées	7 050 000	6 901 206	7 120 728
78021000611 Coordonner la politique de sécurisation de l'Etat-Major Général des Armées	6 833 197	6 688 980	6 901 749
78021000612 Mettre en œuvre les activités de la Marine Nationale	5 700 000	5 579 701	5 757 183
78021000613 Coordonner les activités de sécurisation des Institutions et des hautes personnalités	106 111 060	106 111 060	106 111 060
78021000614 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan sud (Treichville)	7 848 361	7 682 720	7 927 097
78021000626 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la Marine Nationale	4 700 000	4 600 806	4 747 151
78021000628 Mettre en œuvre la politique de soutien tactique des unités d'infanterie et de protection des unités opérationnelles	99 200 000	99 200 000	99 200 000
78021000631 Mettre en œuvre le contre terrorisme et la libération d'otages	7 000 000	6 852 264	7 070 225
78021000633 Mettre en œuvre les activités des unités de l'Etat-Major de l'Armée de Terre	9 047 379	8 856 432	9 138 145
78021000638 Mettre en œuvre le soutien commando et aéroporté des unités	18 302 870	17 916 582	18 486 489
78021000643 Gérer la formation des enfants de troupe	55 619 701	54 445 825	56 177 699
78021000644 Participer à l'organisation les fêtes Nationales	1 000 000 000	978 894 555	1 010 032 398
78021000645 Planifier les formations du personnel militaire de l'Etat-Major Général des Armées	5 957 378	5 831 647	6 017 143

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22075 Défense	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
78021000646 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes, des biens et de la recherche en eaux profondes	488 548 140	488 548 140	488 548 140
78021000647 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan	98 900 000	98 900 000	98 900 000
78021000656 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles de l'Armée de l'Air	12 655 713 810	12 655 713 810	12 655 713 810
78021000657 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de l'Air	28 690 577	28 085 051	28 978 411
78021000660 Gérer les ressources humaines au sein de l'Armée de Terre	6 750 000	6 607 540	6 817 717
78021000662 Planifier, coordonner et suivre les opérations des Armées	9 536 067	9 334 804	9 631 737
78021000663 Gérer le matériel informatique de l'Armée de Terre	5 839 345	5 716 105	5 897 926
78021000664 Prendre en charge les passifs d'alimentation du MINDEF 2012-2015	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78021000701 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bingerville	5 000 000	4 894 475	5 050 160
90021000009 Mettre en œuvre les activités du Cours d'Etudes Supérieures de Défense (CESD)	40 000 000	39 155 785	40 401 294
90021000010 Mettre en œuvre les activités de l'Académie des Forces Armées (AFA)	20 000 000	19 577 895	20 200 646
90021000011 Mettre en œuvre la politique de formation de perfectionnement des officiers	10 000 000	9 788 948	10 100 322
90021000012 Mettre en œuvre la politique de formation d'Etat-Major des officiers	10 000 000	9 788 948	10 100 322
90021000013 Gérer les programmes informatiques de l'Armée de l'air	5 000 000	4 894 475	5 050 160
90021000014 Exécuter et suivre la veille technologique au sein de l'état-major des armées	10 000 000	9 788 948	10 100 322
90021000017 Prendre en charge le fonctionnement du service financier du programme défense	20 000 000	19 577 894	20 200 646
4 Investissements	***18 254 441 570***	***26 500 000 000***	***30 135 000 000***
Trésor	*18 254 441 570*	*26 500 000 000*	*30 135 000 000*
78021000653 Construction des Unités des Forces Spéciales	1 000 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000
78021000569 Construction de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT/C2D)	736 978 718	7 000 000 000	13 000 000 000
78021000568 Construction des Unités de la Marine Nationale	1 091 589 926	2 000 000 000	1 500 000 000
78021000491 Construction de la base aérienne de Daloa	4 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
78021000490 Construction et Réhabilitation des Unités des Forces Aériennes	229 262 132	1 000 000 000	1 000 000 000
78021000489 Construction des Unités des Forces Terrestres	7 896 620 794	8 500 000 000	7 500 000 000
78021000488 Construction et Extension de Centres de Sécours GSPM	3 000 000 000	2 500 000 000	3 000 000 000
78021000487 Rénovation de l'EMPT	299 990 000	500 000 000	635 000 000
2207502 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.	**94 100 414**	**26 692 114 408**	**25 495 044 445**
2 Biens et services	***94 100 414***	***92 114 408***	***95 044 445***
17021000030 Prendre en charge et suivre médicalement des militaires du 3ème Bataillon d'infanterie de Bouaké	5 709 017	5 588 527	5 766 291
25021000015 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo	5 909 017	5 784 306	5 968 297
31021000026 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 2ème Bataillon d'infanterie de Daloa	5 700 000	5 579 701	5 757 183
78021000493 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Etat-Major des Armées	10 000 000	9 788 947	10 100 323

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22075 Défense	**153 072 650 203**	**192 021 648 028**	**197 664 527 957**
78021000494 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de l'Air	6 873 771	6 728 699	6 942 730
78021000495 Mettre en œuvre de la politique de lutte contre le SIDA au sein du Ministère de la Défense	5 700 000	5 579 701	5 757 183
78021000497 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Aérienne d'Abidjan	6 709 017	6 567 422	6 776 323
78021000498 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Navale de Locodjro	5 000 000	4 894 475	5 050 160
78021000570 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de la Marine Nationale	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78021000571 Prendre en charge et suivre médicalement les commandos parachutistes	9 200 000	9 005 832	9 292 296
78021000572 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la place d'armes d'Akouedo	6 839 345	6 695 000	6 907 958
78021000573 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du GSPM Indénié	6 700 000	6 558 596	6 767 215
78021000615 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de Terre	7 633 197	7 472 096	7 709 775
78021000627 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein des Forces Spéciales	7 127 050	6 976 632	7 198 550
4 Investissements	***0***	***26 600 000 000***	***25 400 000 000***
Trésor	*0*	*26 600 000 000*	*25 400 000 000*
22075020033 Acquisition d'engins maritimes et Fluvio-Lagunaires	0	5 000 000 000	5 000 000 000
22075020024 Equipement des Forces Spéciales	0	10 000 000 000	10 000 000 000
22075020013 Equipements des Forces Terrestres	0	7 600 000 000	7 400 000 000
22075020010 Equipements des Forces Aériennes	0	4 000 000 000	3 000 000 000
2207503 Participation à la sécurité régionale et internationale.	**44 182 788**	**43 250 290**	**44 626 046**
2 Biens et services	***44 182 788***	***43 250 290***	***44 626 046***
78021000499 Elaborer la stratégie de déploiement des militaires dans les opérations extérieures	7 050 000	6 901 206	7 120 728
78021000532 Participer aux opérations de soutien à la Paix	8 400 000	8 222 714	8 484 272
78021000617 Gérer les charges relatives à la surveillance maritime ouest africaine	28 732 788	28 126 370	29 021 046

II.2.3. Programme 3 : Sécurité

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Sécurité	Action 3.1: Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale.
	Action 3.2: Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme.
	Action 3.3: Participation à la sécurité régionale et internationale.

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Sécurité						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Coordonner les activités du COSUPGEND, de la Gendarmerie Territoriale, Mobile et des Unités Spécialisées	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	35%	60%	70%	75%	Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions prévues Source : Rapports d'activités COSUPGEND
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions du Ministère relevant de la gendarmerie	60%	80%	90%	100%	Nombre d'activités du plan d'actions du Ministère relevant de la gendarmerie réalisées/ nombre d'activités du Ministère relevant de la gendarmerie prévues. Source : Rapports d'activités COSUPGEND
	Indice général ivoirien de sécurité (IGS)	1,2	1,1	1,05	1	Échelle de 10 Données consolidées de la gendarmerie et de la police Source : Rapports d'activités COSUPGEND
OS 2 : Accroître les dispositifs de sécurité de la Gendarmerie Nationale	Taux de satisfaction en besoin d'équipements	60%	70%	75%	80%	Besoins en équipements satisfaits / besoins en équipements exprimés Source : Rapport d'activités DOE
	Proportion de gendarmes déployés aux opérations de sécurisation intérieure	25%	40%	60%	70%	Nombre de gendarmes déployés à la sécurisation intérieure / Nombre total de gendarmes Source : Rapport d'activités DOE
OS 3 : contribuer à la défense régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployables aux missions extérieures	249	260	260	260	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOE
	Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en opérations extérieures.	70%	85%	87%	90%	Nombre d'infrastructures de formation fonctionnelles / Nombre total d'infrastructures destinés à la formation Source : DLOG
	Nombre de gendarmes déployés en missions extérieures	09	15	20	30	Dénombrement Source : DOE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : SÉCURITÉ	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
Personnel	76 422 281 522	80 746 291 150	84 031 055 306
Biens et services	6 153 251 017	6 129 902 367	6 164 349 735
Transferts	0	0	0
Investissements	4 402 450 000	13 000 000 000	17 100 000 000
Trésor	*4 402 450 000*	*13 000 000 000*	*17 100 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
2207601 Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale.	**86 955 032 539**	**95 853 727 884**	**100 272 224 798**
1 Personnel	***76 422 281 522***	***80 746 291 150***	***84 031 055 306***
78021000500 Gérer le personnel de la gendarmerie	76 422 281 522	80 746 291 150	84 031 055 306
2 Biens et services	***6 130 301 017***	***6 107 436 734***	***6 141 169 492***
11021000016 Planifier et organiser les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	5 700 000	5 579 698	5 757 184
11021000017 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
11021000019 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	6 300 000	6 167 035	6 363 203
11021000021 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de yamoussoukro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
11021000022 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	5 940 000	5 814 636	5 999 592
14021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
14021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
14021000007 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Dimbokro	5 400 000	5 286 030	5 454 174
15021000007 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
15021000008 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Daoukro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
15021000009 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
17021000001 Assurer la coordination opérationnelle des Légions dans la zone de Bouaké	4 500 000	4 405 025	4 545 145
17021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Sakassou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
17021000003 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Marabadiassa	4 500 000	4 405 025	4 545 145
17021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Sakassou	4 950 000	4 845 530	4 999 660
17021000031 Planifier et organiser les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Bouake	5 940 000	5 814 636	5 999 592
17021000032 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	5 230 000	5 119 620	5 282 469
17021000033 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	4 950 000	4 845 530	4 999 660
17021000034 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Bouaké	5 940 000	5 814 636	5 999 592
17021000037 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Bouaké	5 940 000	5 814 636	5 999 592
17021000040 Gérer la formation des maîtres chiens de la Gendarmerie Nationale	5 340 000	5 227 298	5 393 573
18021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Niakaramadougou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
18021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	4 950 000	4 845 530	4 999 660
18021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	5 100 000	4 992 364	5 151 165
22021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	5 100 000	4 992 364	5 151 165

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
22021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	5 100 000	4 992 364	5 151 165
22021000007 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Touba	5 480 000	5 364 343	5 534 978
23021000008 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Odienné	5 100 000	4 992 364	5 151 165
23021000009 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Odienné	5 000 000	4 894 474	5 050 162
23021000010 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Odienné	5 100 000	4 992 364	5 151 165
24021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Kong	4 500 000	4 405 025	4 545 145
24021000007 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkéssédougou	5 100 000	4 992 364	5 151 165
24021000008 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkéssedougou	5 100 000	4 992 364	5 151 165
24021000009 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Ferkéssédougou	5 000 000	4 894 474	5 050 162
25021000001 Assurer la coordination opérationnelle des Légions dans la zone de Korhogo	4 500 000	4 405 025	4 545 145
25021000016 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Korhogo	5 000 000	4 894 474	5 050 162
25021000018 Coordonner les activités des unités de le Gendarmerie mobile de la zone de Korhogo	5 300 000	5 188 142	5 353 171
25021000019 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	5 100 000	4 992 364	5 151 165
25021000020 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Korhogo	7 680 000	7 517 910	7 757 048
25021000023 Mettre en œuvre les les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	5 100 000	4 992 364	5 151 165
26021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Boundiali	4 500 000	4 405 025	4 545 145
26021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Boundiali	4 950 000	4 845 530	4 999 660
28021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Bouna	4 500 000	4 405 025	4 545 145
28021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Bouna	4 500 000	4 405 025	4 545 145
28021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouna	4 950 000	4 845 530	4 999 660
31021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Issia	4 500 000	4 405 025	4 545 145
31021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Issia	4 950 000	4 845 530	4 999 660
31021000003 Assurer la coordination opérationnelle des Légions dans la zone de Daloa	4 500 000	4 405 025	4 545 145
31021000021 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Daloa	6 150 000	6 020 203	6 211 699
31021000022 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	5 100 000	4 992 364	5 151 165
31021000024 Gérer la formation initiale, continue et le perfectionnement des cadres officiers et sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	54 230 000	53 085 453	54 774 057
31021000025 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Daloa	5 940 000	5 814 636	5 999 592
31021000028 Planifier et organiser les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Daloa	5 200 000	5 090 252	5 252 168
31021000029 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	5 100 000	4 992 364	5 151 165
32021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Gagnoa	4 500 000	4 405 025	4 545 145
32021000004 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de GAGNOA	5 100 000	4 992 364	5 151 165

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
32021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Gagnoa	5 100 000	4 992 364	5 151 165
35021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	5 100 000	4 992 364	5 151 165
36021000007 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Seguela	5 160 000	5 051 097	5 211 767
36021000008 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	5 100 000	4 992 364	5 151 165
36021000009 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Séguela	5 100 000	4 992 364	5 151 165
41021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Danané	4 500 000	4 405 025	4 545 145
41021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Danané	4 950 000	4 845 530	4 999 660
41021000003 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Man	4 500 000	4 405 025	4 545 145
41021000004 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Man	4 500 000	4 405 025	4 545 145
41021000008 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Man	5 000 000	4 894 474	5 050 162
41021000009 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Danané	5 160 000	5 051 097	5 211 767
41021000011 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Man	5 400 000	5 286 031	5 454 175
41021000012 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Man	5 100 000	4 992 364	5 151 165
42021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Toulepleu	4 500 000	4 405 025	4 545 145
42021000003 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	5 100 000	4 992 364	5 151 165
42021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	5 100 000	4 992 364	5 151 165
43021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Duékoué	5 400 000	5 286 030	5 454 174
43021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Duékoué	4 950 000	4 845 530	4 999 660
51021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Divo	4 500 000	4 405 025	4 545 145
51021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	5 000 000	4 894 474	5 050 162
51021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone deDivo	5 000 000	4 894 474	5 050 162
55021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de San-Pedro	4 500 000	4 405 025	4 545 145
55021000002 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone de Tabou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
55021000013 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de San Pedro	6 900 000	6 754 372	6 969 223
55021000014 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires de San Pedro	5 400 000	5 286 030	5 454 174
55021000017 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
55021000018 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	5 100 000	4 992 364	5 151 165
56021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Soubré	5 100 000	4 992 364	5 151 165
56021000007 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de soubré	5 100 000	4 992 364	5 151 165
56021000008 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Soubre	5 160 000	5 051 097	5 211 767
61021000001 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abengourou	4 500 000	4 405 025	4 545 145

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
61021000002 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abengourou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
61021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	4 970 000	4 865 108	5 019 861
61021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	5 100 000	4 992 364	5 151 164
61021000020 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Abengourou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
62021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Tanda	4 500 000	4 405 025	4 545 145
62021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Tanda	4 950 000	4 845 530	4 999 660
62021000009 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Bondoukou	5 940 000	5 814 636	5 999 592
62021000010 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	5 100 000	4 992 364	5 151 165
62021000012 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	5 100 000	4 992 364	5 151 165
71021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Grand-Bassam	5 000 000	4 894 472	5 050 162
71021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Grand-Bassam	4 950 000	4 845 530	4 999 660
71021000010 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	5 100 000	4 992 364	5 151 165
71021000012 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Aboisso	5 940 000	5 814 636	5 999 592
71021000013 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	5 100 000	4 992 364	5 151 165
76021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Agboville	4 500 000	4 405 025	4 545 145
76021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Agboville	4 500 000	4 405 025	4 545 145
76021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Agboville	4 950 000	4 845 530	4 999 660
76021000006 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Tiassalé	4 500 000	4 405 025	4 545 145
76021000007 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Tiassalé	4 950 000	4 845 530	4 999 660
77021000001 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Adzope	4 590 000	4 493 126	4 636 048
77021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Adzopé	5 100 000	4 992 364	5 151 165
77021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d' Adzopé	5 100 000	4 992 364	5 151 165
78021000501 Coodonner et suivre les activités de la Gendarmerie Mobile et Unités spécialisées	6 400 000	6 264 926	6 464 209
78021000502 Gérer les ressources humaines de la Gendarmerie Nationale	4 000 000	3 915 578	4 040 130
78021000503 Planifier et organiser les concours et les satges de formation de la Gendarmerie Nationale	4 000 000	3 915 578	4 040 129
78021000504 Mettre en œuvre les opérations d'intervention et de formation des personnels commandos	13 042 834	12 767 562	13 173 685
78021000505 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire	5 700 000	5 579 700	5 757 186
78021000506 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins de la Gendarmerie Nationale	489 450 010	489 450 010	489 450 010
78021000507 Mettre en œuvre la politique des télécommunications et des systèmes d'information au sein de la Gendarmerie Nationale	7 160 000	7 008 886	7 231 832
78021000508 Conduire toutes les enquêtes relevant de la Police Judiciaire	4 360 000	4 267 981	4 403 741
78021000509 Planifier et organiser les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan	6 630 000	6 490 073	6 696 514

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
78021000510 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Nord	5 080 000	4 972 786	5 130 964
78021000511 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Abobo	5 940 000	5 814 636	5 999 592
78021000512 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Nord	5 940 000	5 814 636	5 999 592
78021000513 Mettre en œuvre le soutien matériel de la Gendarmerie Nationale	178 400 000	174 634 789	180 189 780
78021000514 Gérer les opérations de la Gendarmerie Nationale	5 160 000	5 051 097	5 211 767
78021000515 Constituer un fichier d'empreinte digitale et d'information sur l'ensemble de la population ivoirienne	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78021000517 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Nationale	93 208 173	93 208 173	93 208 173
78021000518 Mettre en œuvre les moyens logistiques de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78021000527 Gérer les dépenses d'alimentation de la Gendarmerie Nationale	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
78021000533 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Koumassi	6 150 000	6 020 203	6 211 699
78021000554 Coodonner et suivre les activités de la Gendarmerie Territoriale	6 650 000	6 509 650	6 716 717
78021000555 Mettre en œuvre la politique de protection des Hautes Personnalités	5 700 000	5 579 700	5 757 186
78021000556 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme	8 950 000	8 761 108	9 039 790
78021000557 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abidjan	6 630 000	6 490 073	6 696 514
78021000578 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	5 100 000	4 992 364	5 151 165
78021000579 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Sud	5 400 000	5 286 030	5 454 174
78021000580 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan- Agban	5 940 000	5 814 636	5 999 592
78021000581 Gérer la formation des officiers et des sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	50 330 000	49 267 765	50 834 930
78021000582 Gérer la formation continue des officiers de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	4 894 474	5 050 162
78021000603 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires	5 700 000	5 579 700	5 757 186
78021000607 Exécuter les missions de maintien et de retablissement de l'ordre public dans la zone Yopougon	6 250 000	6 118 093	6 312 702
78021000618 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein de la Gendarmerie Nationale	7 350 000	7 194 876	7 423 740
78021000619 Exécuter et suivre la communication au sein de la Gendarmerie	4 750 000	4 649 750	4 797 654
78021000621 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Sud	5 400 000	5 286 030	5 454 174
78021000622 Mettre en œuvre la politique de service d'honneur au sein de la Gendarmerie Nationale	6 440 000	6 304 082	6 504 608
78021000625 Mettre en œuvre les opérations d'interventions et de sécurisation des personnes et des biens	5 060 000	4 953 208	5 110 764
78021000630 Inspecter les ressources techniques mises à la disposition de la Gendarmerie	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78021000634 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes aéroportuaires	5 400 000	5 286 030	5 454 174
78021000648 Lutter contre le grand banditisme le trafic des stupéfiants au moyen des chiens	5 800 000	5 677 589	5 858 189
78021000650 Exécuter les missions de rétablissement de l'ordre public et de sécurisation des sites sensibles	464 300 000	464 300 000	464 300 000
78021000666 Assurer la coordination opérationnelle des Légion dans la zone d'Abidjan	4 500 000	4 405 025	4 545 145

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22076 Sécurité	**86 977 982 539**	**99 876 193 517**	**107 295 405 041**
78021000667 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d' Abidjan-Est	4 950 000	4 845 530	4 999 660
78021000668 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Abidjan-Ouest	4 950 000	4 845 530	4 999 660
78021000669 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d' Abidjan-Ouest	4 950 000	4 845 530	4 999 660
78021000700 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Abidjan-Est	4 500 000	4 405 025	4 545 145
79021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Dabou	4 700 000	4 600 804	4 747 152
79021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dabou	4 950 000	4 845 530	4 999 660
90021000003 Assurer les enquêtes de la lutte contre la cybercriminalité	5 200 000	5 090 251	5 252 168
90021000004 Lutter contre le grand banditisme dans les zones rurales	4 500 000	4 405 025	4 545 145
90021000005 Contrôler les activités des Unités de lutte contre le Banditisme Rurale	4 500 000	4 405 025	4 545 145
90021000006 Coordonner et suivre les activités des Unités Spécialisées	4 500 000	4 405 025	4 545 145
90021000007 Coordonner les activités de formation et de perfectionnement des Ecoles de la Gendarmerie Nationale	4 500 000	4 405 025	4 545 145
4 Investissements	***4 402 450 000***	***9 000 000 000***	***10 100 000 000***
Trésor	*4 402 450 000*	*9 000 000 000*	*10 100 000 000*
78021000516 Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale	4 402 450 000	9 000 000 000	10 100 000 000
2207602 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme.	**17 950 000**	**4 017 571 159**	**7 018 130 081**
2 Biens et services	***17 950 000***	***17 571 159***	***18 130 081***
78021000520 Prendre en charge et suivre médicalement les gendarmes	7 760 000	7 596 223	7 837 851
78021000575 Mettre en œuvre la politique médicale au sein de la Gendarmerie Nationale	10 190 000	9 974 936	10 292 230
4 Investissements	***0***	***4 000 000 000***	***7 000 000 000***
Trésor	*0*	*4 000 000 000*	*7 000 000 000*
22076020005 Equipement de la Gendarmerie Nationale	0	4 000 000 000	7 000 000 000
2207603 Participation à la sécurité régionale et internationale.	**5 000 000**	**4 894 474**	**5 050 162**
2 Biens et services	***5 000 000***	***4 894 474***	***5 050 162***
78021000576 Elaborer et exécuter le plan de déploiement des gendarmes dans les Opérations de Soutien à la Paix	5 000 000	4 894 474	5 050 162

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L’AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la pratique de l'agriculture itinérante ;
- le faible niveau d'utilisation des semences améliorées ;
- les faibles niveaux de productivité endémiques au secteur ;
- la faiblesse des taux de transformation des productions agricoles ;
- l'insuffisance organisationnelle de certaines filières ;
- la récurrence des conflits fonciers liée à la non Sécurisation des territoires des villages ;
- la destruction des terres arables par l'exploitation minière artisanale ;
- la non maitrise de l'eau par les acteurs du secteur ;
- la non prise en compte des changements climatiques par les acteurs intervenant dans le secteur ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur agricole ;
- la faible diversification des productions au niveau des exploitations agricoles ;
- l'absence de mécanisme de financement adapté au secteur agricole ;
- la faiblesse des revenus des producteurs due à la mauvaise répartition de la rentabilité.

I.1.2. Réponses apportées

- la formulation de politique sectorielle notamment le PNIA 1;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles par la transformation des exploitations de subsistance en exploitations modernes, plus compétitives et capables de générer durablement des surplus de production;
- le développement des filières via la création d'un cadre favorable à l'amélioration des performances commerciales des produits agricoles, et dans l'optique de soutenir les objectifs de sécurité alimentaire du pays ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole à travers la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire pour promouvoir l'investissement agricole et améliorer l'efficacité des actions de l'Etat et des parties prenantes ;
- le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture notamment celles liées à la structuration des filières, à la formation professionnelle agricole, à l'enseignement technique agricole et aux statistiques agricoles;
- la lutte contre l'insécurité alimentaire sévère sur toute l'étendue du territoire ;
- la création d'emplois directs liés au secteur.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de productivité ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'accroissement des revenus des travailleurs agricoles ;
- la valorisation du produit de l'agriculteur ;
- la sécurisation foncière ;
- la mise en place de mécanismes innovants de financement et de commercialisation agricole ;
- la prise en compte de l'environnement dans le développement de l'activité agricole ;
- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation aux niveaux national et local ;

- la structuration des acteurs du secteur agricole ;
- la résilience du secteur agricole face aux crises sanitaires.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la productivité et développement durable de production agro-sylvo-pastorale et halieutique ;
- l'amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des marchés ;
- la gestion durable des ressources environnementales et résilience climatique ;
- l'amélioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
- l'expansion de l'accès au financement et des canaux d'investissements privés ;
- le renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l'environnement des affaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les productions des filières agricoles sont développées;
- les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés ;
- l'agriculture est modernisée ;
- la gestion du foncier rural est améliorée ;
- la promotion du métier d'agriculteur est assurée ;
- les superficies rizicoles exploitées sont accrues ;
- la productivité des exploitations rizicoles est améliorée ;
- la valorisation du riz est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 4, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Agriculture, de Développement rural, de Promotion de la Riziculture, d'Agro-Industrie et de Recherche Agronomique Appliquée.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'agriculture

- Promotion et vulgarisation du matériel végétal et des technologies agricoles performantes ;
- Organisation de la protection phytosanitaire ;
- Organisation du contrôle des denrées alimentaires végétales et d'origine végétale produites localement, importés et destinées à l'exportation ;
- Organisation du contrôle de la production et de la qualité des semences et plants, ainsi que des engrais et autre intrants ;
- Organisation et contrôle de la protection phytosanitaire ;
- Établissement et contrôle des normes de qualité et de conditionnement des produits agricoles ;
- Incitation à la promotion d'une agriculture moderne par l'amélioration qualitative et la promotion des cultures traditionnelles, la promotion des cultures de diversification, la vulgarisation de techniques culturales innovantes et le soutien à la mécanisation agricole.
- Mise en œuvre d'une politique visant l'autosuffisance alimentaire, notamment en matière de riz ;
- Échanges d'expériences et soutien aux actions du gouvernement au niveau international, en liaison avec le ministre chargé des affaires étrangères et de l'intégration africaine ;
- Incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricoles, en liaison avec le ministre chargé de l'industrie ;
- Formations professionnelles des eaux et forêts et des ressources animales et halieutiques ;

- Formation et encadrement des exploitants agricoles ;
- Promotion et encadrement de nouveaux types d'exploitants agricoles modernes ;
- Modernisation des exploitations et des structures de productions agricoles ;
- Amélioration de la productivité agricole et de la capacité de stockage des produits agricoles ;
- Définition et mise en place de condition et d'instrument nécessaires à l'essor et au bon fonctionnement des exploitations agricoles familiales modernes en ce qui concerne notamment les prix des produits, leur commercialisation et les conseils techniques et de gestion ;
- Élaboration, mise en œuvre et suivi des programmes de rénovation et de développement agricole, en liaison avec les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'industrie ;
- Identification des travaux de recherche en agronomie et en agro-industrie, en liaison avec les ministres chargés de la recherche scientifique et de l'industrie ;
- Négociation et suivi des conventions et accords internationaux sur les produits agricoles de base d'exportation en liaison avec les ministères techniques concernés ;
- Suivi des relations de la cote d'ivoire les organisations internationales et intergouvernementale opérant dans le domaine des produits agricoles de la base ;
- Information périodique du gouvernement sur d'évolution des cours des matières premières agricoles, en liaison avec le ministre chargé du commerce ;
- Définition et contrôle de la stratégie en matière de la formation professionnelle agricole ;
- Participation à la définition des politiques et programmes de recherche agronomique, en relation avec le ministre chargé de la recherche scientifique.

En Matière de Développement Rural

- Gestion du domaine foncier rural ;
- Promotion du Code Foncier Rural par des actions de sensibilisation et de formation des populations ;
- Mise en œuvre du Code Foncier Rural, en liaison avec le Ministre Chargé des Eaux et Forêts ;
- Participation à la mise en place du cadastre en milieu rural ;
- Promotion et développement des mouvements coopératifs et mutualistes, des organisations professionnelles agricoles et des mutualistes, des organisations professionnelles agricoles et des organisations interprofessionnelles agricoles ;
- Promotion et développement des systèmes de financement décentralisé du crédit agricole et l'assurance, en liaison avec le Ministre Chargé de l'Economie et des Finances ;
- Promotion et suivi des actions visant la réalisation d'infrastructures de base, notamment des pistes agricoles, rurales, et la production d'énergie permettant d'améliorer le cadre de vie en milieu rural et les conditions de productions économiques agricoles, en liaison avec les Ministres concernés notamment le Ministre chargé du Commerce ;
- Identification et mise en œuvre des aménagements ruraux, notamment des aménagements hydro-agricoles et la mécanisation agricole ;
- Animation des actions en milieu rural, en liaison avec des collectivités territoriales ;
- Promotion du développement économique des territoires ruraux par l'incitation à la création, l'amélioration et la modernisation des exploitations agricoles en milieu rural, la diversification des activités agricoles en milieu rural ;
- Amélioration de l'environnement et de l'espace rural par l'établissement de plans d'aménagement et de restauration des sols en milieu rural, l'incitation à la création de zones de biodiversité au sein des grandes exploitations agricoles ;
- Coordination des programmes et projets de développement rural.

En matière de Promotion de la Riziculture

- Élaboration des lois et règlements relatifs à la promotion de la riziculture ;
- Élaboration et exécution des programmes et projets visant à satisfaire l'ensemble des besoins de production nationale en riz en Côte-d'Ivoire ;
- Participation à la promotion, à la valorisation et à la transformation du riz ;
- Participation à la mise en place d'une politique de commercialisation intérieure et extérieure, le cas échéant, du riz local, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- Participation à l'élaboration et à l'exécution de la politique de régulation du marché du riz en Côte-d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce.

En matière d'agro-industrie

- Élaboration des lois et règlements en matière d'agro-industrie en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie ;
- Recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie ;

- Promotion de la transformation locale en produits agricoles locaux en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie ;
- Incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits finis ou semi-finis des produits agricoles en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie ;
- Modernisation et promotion de l'agro-industrie en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie ;
- Suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologie ;
- Promotion, coordination et suivi des activités agro-industrielles en liaison avec le Ministre chargé de l'industrie.

En matière de Recherche Agronomique appliqué

- Définition des politiques et programmes de recherche agronomique appliquée de productions vivrières et de rente en liaison avec le Ministre chargé de la recherche scientifique ;
- Adaptation et valorisation des résultats de la recherche technologique appliquée ;
- Identification des travaux de recherche en Agronomie et en Agro-industrie en liaison avec le Ministre chargé de la Recherche Scientifique.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire.
- Programme 3 : Développement rural
- Programme 4 : Promotion de la riziculture
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet Inspection Générale Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération (DAJCCI) Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF) Direction de la Communication et de la Promotion Agricole (DCPA) Direction du Développement Local et des Services Extérieures (DDLSE) Directions Régionales de l'Agriculture (DRA), Directions Départementales de l'Agriculture (DDA), Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement (DPPF) Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique (DSDI)	Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA) (ERA-SUD, ERA-EST, ESEMVB, ESF du Banco, EFAP de Bouaflé, ESPPEC de Tiébissou, CAPP de Bingerville, CAPP de Kossou, CAPPA de Jacqueville, CAPP de Bocanda, Ecole Agricole de Ferentella). Conseil Café Cacao Conseil Coton Anacarde Conseil Hévéa Palmier	Convention Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (C.M.A.O.C), Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop. (ISPEC) Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	Projet de réhabilitation des Directions Régionales et Départementales du MINADER ; Projet d'Appui à l'Opérationnalisation du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) ; Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA), Projet d'Appui à la Formation Agricole / INFPA Projet d'appui à la sécurité alimentaire/ Programme Social du Gouvernement (PSGouv) PSGouv 2	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire	Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire (DGPSA) Direction de la Protection des Végétaux, Contrôle et Qualité (DPVCQ) Direction des Cultures de Rentes (DCR) Direction des Productions Vivrières et de la Sécurité alimentaire (DPVSA) Cellule en charge des Mesures d'Accompagnement au Secteur Banane 2013	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA)	Africa seeds	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI) Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles –PADFA Construction, réhabilitation et équipement du LANADA Programme sécurité alimentaire Projet soja Projet d'Appui au Secteur Vivrier Projet de lutte contre les mouches de fruits Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible à la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	
Programme 3 : Développement Rural	Direction Générale du Développement Rural et de la Maitrise de l'Eau dans le domaine agricole (DGDRME) Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations agricoles (DMEME) Direction des Organisations Professionnelles Agricoles (DOPA) Direction de la Valorisation des Produits (DVP) Direction du Foncier Rural (DFR)	Chambre Nationale d'Agriculture Agence du Foncier Rural (AFOR)	-	Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeur dans l'Indénié-Djuablin (PDC ID) Projet d'accélération de la valorisation de la noix de cajou (PPCA) Programme d'Appui au Foncier Rural (PAFR) Projet d'Amélioration et de mise en œuvre de la Politique Foncière (PAMOFOR) Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) Extension Ouest Projet d'agriculture sous contrat Projet Bourse des matières premières agricoles Projet aménagement 1 000 ha de bas-fonds Projet de Pôle Agro-industriel (2PAI) Bélier Projet de Pôle Agro-Industriel (2PAI) Nord Programme National des Métiers Ruraux (PNMR) Projet de construction de magasins de stockage Projet de résilience des systèmes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'Zi (PREMOPEF)	
Programme 4 : Promotion de la Riziculture		Agence pour le Développement de la filière Riz (ADERIZ)	Organisation de l'Interprofession Agricole Riz (OIA-RIZ) -	Projet de Production et de Traitement de Semences Certifiées de Riz en Côte d'Ivoire (PPTSCR-CI) Projet d'aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou (PAHAFK) Projet de Promotion du riz local en République de Côte d'Ivoire (PRORIL 2) Projet d'Amélioration de la Qualité du Riz (PAQ-riz)	Programme National de Promotion du Riz_ONDR (unité 5t/h) Projet d'appui à la Structuration de la filière riz en Côte d'Ivoire

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Sources : DAJCCI/JORCI
		IP.1.2 : Nombre de personnel formé	DénombrementSource : DRH
		IP.1.3 : Nombre de services fournis répondant aux normes	Dénombrement Source : DGPSP
OG2 Améliorer la compétitivité du secteur agricole tout en contribuant à l'atteinte la sécurité alimentaire	RS 2.1. : les productions des filières agricoles sont développées	IP 2.1.1. Taux de couverture des besoins alimentaires	Enquête Part de production locale / la consommation totale Source : DGPSA
	RS 2.2. : les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés	IP 2.2.1. Taux de croissance de la production nationale des produits agricoles (rente et vivriers)	((Production année n - Production année n-1) / Production année n-1) x 100 Source : DGPSA
OG 3 : Améliorer l'environnement de l'agriculteur (fonction productive et bien-être social) par la promotion de l'innovation (modernisation des exploitations, amélioration des infrastructures, etc.)	RS 3.1. : l'agriculture est modernisée	IP 3.1.1 Taux de financement des producteurs	Part de financement des producteurs / financement total X 100 Source : DGDRME
	RS 3.2. : la gestion du foncier rural est améliorée	IP 3.2.1. Taux de diminution des conflits fonciers	Nombre de conflits fonciers réglés / Nombre de conflits fonciers constatés Source : DGDRME
	RS 3.3. : La promotion du métier d'agriculteur est assurée	IP 3.3.1: Taux de professionnalisation des acteurs	Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'une formation professionnelle / Nombre d'acteurs identifiés Source : DGDRME
OG 4 : Assurer la couverture des besoins de consommation par la production nationale de riz blanchi de bonne qualité et garantir les stocks de sécurité nécessaires	RS 4.1. : les superficies rizicoles exploitées sont accrues	IP 4.1.1: Taux d'accroissement des superficies rizicoles exploitées	(Superficie exploitée année n – Superficie exploitée année n-1) / Superficie exploitée année n Source : ADERIZ
	RS 4.2. : la productivité des exploitations rizicoles est améliorée	IP 4.2.1: Rendement moyen des exploitations rizicoles	Quantité totale de paddy produit / Superficie totale emblavée Unité : Tonne/hectare Source : ADERIZ
	RS 4.3. : la valorisation du riz est améliorée	IP 4.3.1: Quantité de riz local blanchi disponible	Taux moyen d'usinage X Quantité de paddy usinée Unité : Tonnes Source : ADERIZ

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**170 167 061 119**	**180 915 835 400**	**176 096 168 359**
1.1 Ressources Intérieures	**115 446 401 599**	**154 527 325 431**	**153 170 468 359**
1.1.1 Budget Etat	115 446 401 599	154 527 325 431	153 170 468 359
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**54 720 659 520**	**26 388 509 969**	**22 925 700 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	54 720 659 520	26 388 509 969	22 925 700 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**170 167 061 119**	**180 915 835 400**	**176 096 168 359**
2.1 Personnel	**10 254 374 765**	**10 648 728 143**	**11 060 206 059**
2.1.1 Solde y compris EPN	10 254 374 765	10 648 728 143	11 060 206 059
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 699 929 578**	**3 759 222 240**	**4 165 028 271**
2.3 Transferts	**86 515 993 068**	**94 291 869 547**	**95 151 744 188**
2.4 Investissement	**69 696 763 708**	**72 216 015 470**	**65 719 189 841**
Trésor	14 976 104 188	45 827 505 501	42 793 489 841
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	54 720 659 520	26 388 509 969	22 925 700 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Animation et coordination du Ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.5: Amélioration de la formation professionnelle agricole

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole.	Taux de textes soumis	93%	95%	97%	99%	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes prévus) X 100 Source : Rapport d'activités / DAJCCI
	Taux d'organisation des activités promotionnelles	33,33%	100%	100%	100%	(Nombre d'évènements organisés / Nombre d'évènements prévus pour l'année) X 100 Source : Rapport d'activités / DCPA- DOPA- DRHF-DPVSA- CCC- CCA
	Taux de réalisation des missions d'inspections	0%	95%	97%	100%	(Nombre de missions d'inspection effectuées pour l'année / Nombre de missions d'inspection planifiées pour l'année N) X 100 Source : Rapport d'activités Inspection Générale
OS 2 : Améliorer le Système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaine PPBSE).	Taux de missions de suivi-évaluation réalisées	70%	90%	100%	100%	(Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées pour l'année / Nombre de missions de suivi-évaluation prévu pour l'année) X 100 Source : Rapport d'activités / DEP
	Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques)	1	1	1	1	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSDI
	Proportion des agro-pôles dont des financements ont été mobilisés sur la période du PNIA 2	66,67%	77,78%	88,89%	100%	(Nombre d'agro-pôles pour lesquels le financement est disponible en année n / Nombre total d'agro-pôles prévus dans le PNIA 2) x 100 Source : Rapport d'activités / DPPF
OS 3 : Améliorer la formation agricole, la gestion des ressources budgétaires et le cadre de travail	Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA	98%	98%	98%	98%	(Nombre d'élèves ayant réussis / Nombre d'élèves) X 100 Source : Rapport d'activités / INFPA
	Taux de couverture en matériel de mobilité des Directions Régionales et Départementales (acquisition et renouvellement)	95%	100%	100%	100%	(Nombre de DR et DD équipées en matériel de mobilité / Nombre de DR et DD) X 100 Source : Rapport d'activités / DAFP
	Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM)	80%	85%	90%	92%	(Nombre de marchés passés pour l'année / Nombre de Marchés prévus pour l'année) X 100 Source : Rapport d'activités / CPMP
	Taux de bâtiments livrés sur le nombre de bâtiments prévus	80%	87%	90%	95%	(Nombre de bâtiments livrés/ sur le nombre de bâtiments prévus) Source : Rapport d'activités / CPMP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
Personnel	7 925 971 780	8 293 517 096	8 678 215 559
Biens et services	3 485 429 578	3 549 249 351	3 948 376 326
Transferts	2 620 650 000	2 706 646 591	2 721 415 281
Investissements	2 611 259 462	26 452 096 277	25 603 280 867
Trésor	*1 611 259 462*	*26 382 886 308*	*25 603 280 867*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 000 000 000*	*69 209 969*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
2104701 Animation et coordination du Ministère	**1 090 500 000**	**22 243 761 374**	**22 769 404 346**
2 Biens et services	***763 000 000***	***747 065 357***	***770 574 393***
11042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiébissou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
11042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Toumodi	5 000 000	4 894 472	5 050 162
11042100015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Djekanou	5 000 000	4 894 472	5 050 162
11042100016 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	5 000 000	4 894 469	5 050 160
11042100018 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Attiégouakro	5 000 000	4 894 472	5 050 162
11042100019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Didievi	5 000 000	4 894 473	5 050 162
14042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouassi-Kouassikro	5 000 000	4 894 472	5 050 162
14042100007 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du N'ZI comoé (DIMBOKRO)	5 000 000	4 894 474	5 050 165
14042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bocanda	5 000 000	4 894 472	5 050 161
15042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'Bahiakro	5 000 000	4 894 473	5 050 163
15042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Prikro	5 000 000	4 894 470	5 050 162
15042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Iffou (Daoukro)	5 000 000	4 894 472	5 050 160
16042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Arrah	5 000 000	4 894 472	5 050 162
16042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'batto	5 000 000	4 894 472	5 050 162
16042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
17042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sakassou	5 000 000	4 894 475	5 050 162
17042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Botro	5 000 000	4 894 473	5 050 160
17042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Vallée du Bandama (Bouaké)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
17042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Béoumi	5 000 000	4 894 473	5 050 160

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
18042100006 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Hambol (Katiola)	5 000 000	4 894 471	5 050 160
18042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Niakaramadougou	5 000 000	4 894 474	5 050 160
18042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dabakala	5 000 000	4 894 472	5 050 160
22042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouaninou	5 000 000	4 894 471	5 050 162
22042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koro	5 000 000	4 894 472	5 050 161
22042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Bafing (TOUBA)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
23042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Denguélé (Odiénné)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
23042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Samatiguila	5 000 000	4 894 473	5 050 162
23042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Séguelon	5 000 000	4 894 472	5 050 162
23042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Madinani	5 000 000	4 894 472	5 050 160
23042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gbeleban	5 000 000	4 894 474	5 050 161
24042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouangolodougou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
24042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kong	5 000 000	4 894 471	5 050 162
24042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Tchogolo (Ferké)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
25042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dikodougou	5 000 000	4 894 471	5 050 161
25042100013 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Savanes (KORHOGO)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
25042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'bengue	5 000 000	4 894 472	5 050 162
25042100015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinématiali	5 000 000	4 894 472	5 050 160
26042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tengréla	5 000 000	4 894 474	5 050 162
26042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
26042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouto	5 000 000	4 894 469	5 050 161
27042100005 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Folon (Mignignan)	5 000 000	4 894 474	5 050 160
27042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kaniasso	5 000 000	4 894 472	5 050 161
28042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Nassian	5 000 000	4 894 472	5 050 161
28042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Doropo	5 000 000	4 894 472	5 050 162
28042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Téhini	5 000 000	4 894 474	5 050 161
28042100012 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Boukani (Bouna)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
31042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Issia	5 000 000	4 894 470	5 050 160
31042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Haut-Sassandra (DALOA)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
31042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Vavoua	5 000 000	4 894 473	5 050 160
31042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zoukougbeu	5 000 000	4 894 474	5 050 162
32042100004 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
32042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Oumé	5 000 000	4 894 473	5 050 162
35042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zuénoula	5 000 000	4 894 472	5 050 162

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
35042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinfra	5 000 000	4 894 472	5 050 160
35042100007 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
36042100004 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Worodougou (SEGUELA)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
36042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kani	5 000 000	4 894 474	5 050 161
37042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Konahiri	5 000 000	4 894 472	5 050 160
37042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dianra	5 000 000	4 894 471	5 050 162
37042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Mankono)	5 000 000	4 894 475	5 050 166
41042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sipilou	5 000 000	4 894 472	5 050 161
41042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Danané	5 000 000	4 894 472	5 050 162
41042100016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zouan-Hounien	5 000 000	4 894 473	5 050 159
41042100017 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Biankouma	5 000 000	4 894 473	5 050 161
41042100019 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Montagnes (MAN)	5 000 000	4 894 471	5 050 160
42042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bloléquin	5 000 000	4 894 471	5 050 160
42042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen Cavally-Guiglo	5 000 000	4 894 471	5 050 160
42042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taï	5 000 000	4 894 472	5 050 161
42042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Touleupleu	5 000 000	4 894 473	5 050 162
43042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouibly	5 000 000	4 894 472	5 050 164
43042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Facobly	5 000 000	4 894 473	5 050 159
43042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bangolo	5 000 000	4 894 473	5 050 162
43042100012 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Guémon (Duekoué)	5 000 000	4 894 470	5 050 161
51042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guitry	5 000 000	4 894 474	5 050 162
51042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Bandaman (DIVO)	5 000 000	4 894 475	5 050 164
51042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Lakota	5 000 000	4 894 473	5 050 160
55042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tabou	5 000 000	4 894 471	5 050 161
55042100006 Coordonner les activités de la Direction Régionale de l'Agriculture du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
56042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guéyo	5 000 000	4 894 474	5 050 162
56042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Buyo	5 000 000	4 894 472	5 050 162
56042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Méagui	5 000 000	4 894 472	5 050 162
56042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Nawa (Soubré)	5 000 000	4 894 472	5 050 160
57042100005 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Gboklè (Sassandra)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
57042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Fresco	5 000 000	4 894 473	5 050 161
61042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Agnibilekrou	5 000 000	4 894 472	5 050 161
61042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	5 000 000	4 894 472	5 050 162

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
61042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bettié	5 000 000	4 894 473	5 050 161
62042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koun-Fao	5 000 000	4 894 475	5 050 160
62042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Transua	5 000 000	4 894 473	5 050 160
62042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tanda	5 000 000	4 894 474	5 050 161
62042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sandégué	5 000 000	4 894 475	5 050 162
62042100014 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Zanzan (BONDOUKOU)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
71042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Adiaké	5 000 000	4 894 472	5 050 162
71042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gd-Bassam	5 000 000	4 894 472	5 050 161
71042100009 Coordonner les activités du Ministère dans laDirection Régionale de l'Agriculture du Sud Comoé (ABOISSO)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
71042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiapoum	5 000 000	4 894 473	5 050 161
76042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiassalé	5 000 000	4 894 473	5 050 161
76042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taabo	5 000 000	4 894 471	5 050 161
76042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Agnéby (AGBOVILLE)	5 000 000	4 894 472	5 050 160
76042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sikensi	5 000 000	4 894 471	5 050 163
77042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Mé (Adzopé)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
77042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Alépé	5 000 000	4 894 474	5 050 162
77042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Yakassé-Attobrou	5 000 000	4 894 472	5 050 162
77042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Akoupé	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78042100490 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78042100491 Suivre et évaluer les activités des structures déconcentrées (DD, DR et des services extérieurs)	20 000 000	19 577 893	20 200 647
78042100492 Apporter un appui juridique aux services du ministère	20 000 000	19 577 892	20 200 648
78042100493 Orienter les activités du ministère	110 000 000	107 678 401	111 103 564
78042100618 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Abidjan	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78042100621 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78042100753 Coordonner la mise en œuvre des activités du programme 1	15 000 000	14 683 419	15 150 486
79042100006 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des grands Ponts (Dabou)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
79042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Jacqueville	5 000 000	4 894 472	5 050 163
79042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Grand-Lahou	5 000 000	4 894 472	5 050 162
3 Transferts	***22 500 000***	***25 890 734***	***26 473 048***
78042100500 Prendre en charge la contribution de la Cote d'Ivoire au financement de l'Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop.	10 000 000	11 506 994	11 765 798
78042100609 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	10 000 000	11 506 992	11 765 800
78042100657 Contribuer au financement de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	2 500 000	2 876 748	2 941 450

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
4 Investissements	***305 000 000***	***21 470 805 283***	***21 972 356 905***
Trésor	*305 000 000*	*21 401 595 314*	*21 972 356 905*
90042100008 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural II	100 000 000	21 332 385 345	21 972 356 905
78042100495 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	205 000 000	69 209 969	0
Financement extérieur	0	69 209 969	0
78042100495 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	0	69 209 969	0
2104702 Information et communication	**2 388 000 000**	**2 435 500 291**	**2 444 353 031**
2 Biens et services	***20 000 000***	***19 577 894***	***20 200 645***
78042100485 Gérer la communication institutionnelle de l'administration agricole	20 000 000	19 577 894	20 200 645
3 Transferts	***2 368 000 000***	***2 415 922 397***	***2 424 152 386***
78042100497 Transférer les crédits en vue d'organiser les Salons Internationaux de l'Agriculture	218 000 000	250 852 461	256 494 403
78042100660 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
78042100710 Transférer les crédits en vue d'organiser les Journées Administratives et Agricoles Délocalisées	100 000 000	115 069 936	117 657 983
2104705 Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles	**10 898 401 358**	**12 393 422 170**	**13 192 316 017**
1 Personnel	***7 925 971 780***	***8 293 517 096***	***8 678 215 559***
78042100494 Transférer des subventions équilibre personnel à l'INFPA	100 593 686	101 751 871	102 908 820
78042100615 Prendre en charge les salaires du personnel du MINADER	7 825 378 094	8 191 765 225	8 575 306 739
2 Biens et services	***2 522 429 578***	***2 606 405 075***	***2 975 795 458***
78042100477 Équiper les DD et DR en matériels roulants	233 000 000	228 082 431	235 337 549
78042100478 Sensibiliser les structures du ministère sur le genre	5 000 000	4 894 473	5 050 163
78042100479 Gérer les ressources humaines du ministère	30 000 000	29 366 835	30 300 972
78042100481 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	175 209 995	171 512 111	176 967 772
78042100484 Passer les marchés du MINADER	35 000 000	34 261 309	35 351 134
78042100506 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	695 531 968	734 899 078	776 494 365
78042100507 Élaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP	55 000 000	53 839 201	55 551 782
78042100512 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	57 544 708	89 887 043
78042100593 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	176 200 000	176 200 000	176 200 000
78042100673 Regie Convention BNETD	402 699 792	463 464 841	723 949 869
78042100706 Gérer les ressources financières du ministère	119 702 005	117 175 641	120 902 902
78042100709 Superviser les travaux de réhabilitation et de construction des DD et DR	40 085 818	39 239 789	40 487 975
78042100711 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	75 000 000	75 000 000	75 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21047 Administration Générale	**16 643 310 820**	**41 001 509 315**	**40 951 288 033**
90042100001 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité matière du MEMINADER	30 000 000	29 366 836	30 300 973
90042100002 Assurer le Gardiennage des Services deconcentrés	400 000 000	391 557 822	404 012 959
4 Investissements	***450 000 000***	***1 493 499 999***	***1 538 305 000***
Trésor	*450 000 000*	*1 493 499 999*	*1 538 305 000*
78042100659 Réhabilitation des Dir Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF	450 000 000	1 493 499 999	1 538 305 000
2104709 Planification, programmation et suivi-évaluation	**1 636 259 462**	**764 941 563**	**426 517 991**
2 Biens et services	***180 000 000***	***176 201 025***	***181 805 830***
78042100487 Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole (PNIA II)	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78042100488 Suivre, entretenir le matériel informatique et intégrer les réseaux informatiques	15 000 000	14 683 419	15 150 486
78042100489 Evaluer les projets agricoles	10 000 000	9 788 945	10 100 325
78042100616 Formuler des projets, des stratégies et réaliser des études	20 000 000	19 577 893	20 200 647
78042100702 Suivre et évaluer l'exécution des projets agricoles contrôler la gestion et analyser les rapports d'audit des projets et des structures sous-tutelle	20 000 000	19 577 892	20 200 647
78042100743 Collecter les données et publier l'annuaire des statistiques	15 000 000	14 683 420	15 150 485
4 Investissements	***1 456 259 462***	***588 740 538***	***244 712 161***
Financement extérieur	*1 000 000 000*	*0*	*0*
78042100724 Recencement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	1 000 000 000	0	0
Trésor	*456 259 462*	*588 740 538*	*244 712 161*
78042100724 Recencement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	306 259 462	243 740 538	0
78042100486 Projet d'opérationnalisation du PNIA	150 000 000	345 000 000	244 712 161
2104712 Amélioration de la formation professionnelle agricole	**630 150 000**	**3 163 883 917**	**2 118 696 648**
3 Transferts	***230 150 000***	***264 833 460***	***270 789 847***
78042100612 Transférer les crédits pour la coordination des activités des 10 écoles de l'INFPA	230 150 000	264 833 460	270 789 847
4 Investissements	***400 000 000***	***2 899 050 457***	***1 847 906 801***
Trésor	*400 000 000*	*2 899 050 457*	*1 847 906 801*
78042100482 Projet d'Appui à la formation Agricole / INFPA	400 000 000	2 899 050 457	1 847 906 801

II.2.2. Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions

Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	Action 2.1: Elaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et sécurité alimentaire
	Action 2.2: Amélioration de l'accès aux intrants de qualité
	Action 2.3: Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
	Action 2.4: Dynamisation des productions alimentaires végétales
	Action 2.5: Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle
	Action 2.6: Dynamisation du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Développer les filières agricoles	Taux d'accroissement annuel moyen de la production vivrière	-	5,23%	3,13%	-	(Production année en cours / production année 2012)$^{1/n}$ -1 Avec n= nombre d'années Source : Rapport DSDI
	Taux d'accroissement annuel moyen de la production d'exportation	-	8,42%	9,03%	-	(Production année en cours / production année 2012)$^{1/n}$ -1 Avec n= nombre d'années Source : Rapport DSDI
	Taux annuel d'agréments délivrés aux opérateurs d'engrais	92%	92%	92%	92%	(Nombre d'agréments d'engrais délivrés en année N / Nombre de demandes d'agréments d'engrais reçues en année N) X 100 Source : Rapport DPVSA
	Taux annuel de consommation d'engrais par les exploitations agricoles (Coton, Cacao, Palmier, Hévéa, Riz, Banane dessert, Ananas)	16	17	18	20	(Quantité d'engrais consommée / Superficies emblavées) X 100 Sources : Rapport d'activités des Filières et des opérateurs privés / DGPSA / Rapport DSDI
	Taux d'accroissement annuel moyen de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	85%	88%	90%	91%	((Nombre de produits homologués de l'année en cours/Nombre de produits homologués en année 2015)$^{1/n}$ -1) X100 Source : DPVCQ
	Taux de consommation des produits phytosanitaires locaux homologués	80%	82%	85%	88%	(Quantité de produits phytosanitaires locaux homologués vendue / Quantité totale de produits phytosanitaires homologués) X 100 Sources : DPVCQ (Système d'information sur les pesticides (SIP/PROGEPCI)/ Rapport d'activités des Filières et des opérateurs privés / DGPSA)
OS 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-	Taux annuel des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	36%	40%	42%	44%	(Nombre d'exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation année n / Nombre d'exploitants prévus) X 100 Nombres d'exploitations agricoles prévus : 1 107 466 Chiffre tiré de l'étude sur l'évaluation du coût du conseil agricole (Banque mondiale, FMI et INS) Source : ANADER

Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
conseil et de Contrôle qualité	Quantité de semences certifiées (tonnes)	890	1200	1200	1300	Dénombrement Source : DPVSA
	Taux d'utilisation de semences certifiées	5%	5,5%	5,5%	8%	(Quantité de semences certifiées utilisée / Besoins en semences certifiées) x 100 Source : DSDI (enquêtes)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : PRODUCTIONS ET SÉCURITE ALIMENTAIRE	**29 136 616 016**	**26 611 396 049**	**25 332 421 968**
Personnel	819 428 040	828 862 523	838 286 937
Biens et services	117 000 000	114 530 665	118 173 791
Transferts	9 580 000 000	9 622 195 824	9 629 442 353
Investissements	18 620 187 976	16 045 807 037	14 746 518 887
Trésor	*7 104 093 976*	*7 045 807 037*	*6 186 718 887*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*11 516 094 000*	*9 000 000 000*	*8 559 800 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22048 Productions et Sécurité alimentaire	**29 136 616 016**	**26 611 396 049**	**25 332 421 968**
2204801 Elaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et sécurité alimentaire	**30 000 000**	**29 366 837**	**30 300 972**
2 Biens et services	***30 000 000***	***29 366 837***	***30 300 972***
78042100690 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de productions et de sécurité alimentaire	30 000 000	29 366 837	30 300 972
2204802 Amélioration de l'accès aux intrants de qualité	**229 993 000**	**129 753 357**	**132 808 469**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 419***	***15 150 486***
78042100518 Protéger les végétaux et contrôler la qualité des produits phytosanitaires aux ports maritimes et à l'aéroport d'Abidjan	15 000 000	14 683 419	15 150 486
3 Transferts	***100 000 000***	***115 069 938***	***117 657 983***
78042100517 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de Africa seed	100 000 000	115 069 938	117 657 983
4 Investissements	***114 993 000***	***0***	***0***
Trésor	*114 993 000*	*0*	*0*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22048 Productions et Sécurité alimentaire	**29 136 616 016**	**26 611 396 049**	**25 332 421 968**
78042100515 Projet de lutte contre les mouches de fruits	114 993 000	0	0
2204803 Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation	**197 000 000**	**197 735 070**	**200 923 728**
1 Personnel	***150 000 000***	***151 727 025***	***153 452 206***
78042100626 Transférer les subventions équilibre personnel au FER-PALMIER	150 000 000	151 727 025	153 452 206
2 Biens et services	***47 000 000***	***46 008 045***	***47 471 522***
78042100520 Suivre l'évolution des marchés locaux et internationaux	15 000 000	14 683 419	15 150 486
78042100521 Mettre en œuvre les mesure d'accompagnement banane	32 000 000	31 324 626	32 321 036
2204804 Dynamisation des productions alimentaires végétales	**4 830 000 000**	**2 969 472 364**	**2 525 250 811**
2 Biens et services	***25 000 000***	***24 472 364***	***25 250 811***
78042100625 Organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78042100744 Mettre en œuvre et suivre les activités du Codex alimentarus et la situation alimentaire et nutritionnelle (DISSAN)	20 000 000	19 577 891	20 200 649
4 Investissements	***4 805 000 000***	***2 945 000 000***	***2 500 000 000***
Trésor	*2 805 000 000*	*2 945 000 000*	*2 500 000 000*
90042100004 Projet de Développement des chaines de valeurs vivrières	750 000 000	0	0
78042100727 Projet Appui au Secteur Vivrier	400 000 000	295 000 000	0
78042100525 Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, à la Nutrition et au Developpement des Capacités des Petits Agriculteurs	55 000 000	0	0
78042100524 Projet Soja	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78042100523 Programme de sécurité alimentaire	100 000 000	1 150 000 000	1 000 000 000
Financement extérieur	2 000 000 000	0	0
90042100004 Projet de Développement des chaines de valeurs vivrieres	2 000 000 000	0	0
2204805 Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle	**14 549 623 016**	**13 985 068 421**	**13 143 137 988**
1 Personnel	***669 428 040***	***677 135 498***	***684 834 731***
78048200013 Transférer les subventions équilibre personnel au LANADA	669 428 040	677 135 498	684 834 731
3 Transferts	***180 000 000***	***207 125 886***	***211 784 370***
78048200016 Transférer les crédits en vue de renforcer les capacités opérationnelles des laboratoires d'analyse nationaux	180 000 000	207 125 886	211 784 370
4 Investissements	***13 700 194 976***	***13 100 807 037***	***12 246 518 887***
Financement extérieur	*9 516 094 000*	*9 000 000 000*	*8 559 800 000*
25042100016 Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	9 516 094 000	9 000 000 000	8 559 800 000
Trésor	*4 184 100 976*	*4 100 807 037*	*3 686 718 887*
78042100716 Filières Agricoles Durables en C.I (FADCI)/2ème C2D	3 819 453 438	3 686 718 887	3 686 718 887
25042100016 Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	364 647 538	414 088 150	0
2204806 Dynamisation du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole	**9 300 000 000**	**9 300 000 000**	**9 300 000 000**
3 Transferts	***9 300 000 000***	***9 300 000 000***	***9 300 000 000***
78042100676 Transférer les crédits à l'ANADER dans le cadre du service public	9 300 000 000	9 300 000 000	9 300 000 000

II.2.2. Programme 3 : Développement rural

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Développement rural	Action 3.1: Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural
	Action 3.2: Equipement rural et maîtrise de l'eau
	Action 3.3: Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles
	Action 3.4: Sécurisation du domaine foncier rural
	Action 3.5: Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux
	Action 3.6: Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Développement Rural							
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**		**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
				2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Taux de projets comprenant un volet sur la mécanisation		56%	60%	60%	60%	(Nombre de projets comprenant un volet sur la mécanisation / nombre total de projets) X 100 Source : Rapports / DMEME
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation		65%	95%	97%	100%	(Superficies ayant un système d'irrigation au niveau des projets pour l'année / Superficie totale aménagée au niveau des projets) X 100 Source : Rapports / DEP
	Taux de transformation de produits agricoles ciblés	Cacao	33%	38%	50%	80%	(Quantité de cacao transformée/quantité totale de cacao produite) X 100Source : Rapports / DEP
		Anacarde	13%	15%	17%	20%	(Quantité d'anacarde transformée/quantité totale d'anacarde produite) X 100 Source : Rapports / DEP
		Hévéa	70%	75%	80%	80%	Quantité d'hévéa transformée/quantité totale d'hévéa produite) X 100 Source : Rapports / DEP
		Palmier à huile	100%	100%	100%	100%	(Quantité de palmier à huile transformée/quantité totale de palmier à huile produite) X 100 Source : Rapports / DEP

Programme 3 : Développement Rural						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	46%	54%	65%	75%	(Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de territoires de village) X 100 Source : Rapports d'activités / DFR / AFOR
	Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	1,55%	2,65%	5,20%	5,5%	(Superficies des terres objet de certificats fonciers / superficie totale des terres rurales coutumières) X 100 Source : Rapports d'activités / DFR
	Taux d'intervenants formés dans les projets de sécurisation foncière	95%	95%	95%	95%	(Nombre d'acteurs formés pour l'année / Nombre d'acteurs prévus pour l'année) X100Source : Rapports / DFR, AFOR
	Taux annuel de villages sensibilisés	83%	86%	90%	93%	(Nombre de villages sensibilisés pour l'année / Nombre de villages prévus pour l'année) X100Source : Rapports / DFR, AFOR
OS 3 : Promouvoir le métier d'agriculteur	Taux de sociétés coopératives immatriculées et enregistrées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de sociétés coopératives immatriculées enregistrées au niveau de la DOPA/ Nombre de sociétés coopératives immatriculées au niveau des Greffes des Tribunaux) X 100 3954 coopératives immatriculées en 2019 Source : Rapport d'activités DOPA
	Taux d'interprofessions reconnues par rapport au nombre d'interprofessions créées	64%	89%	90%	100%	(Nombre d'interprofessions reconnues / Nombre d'interprofessions créées) X 100 7 filières reconnues comme OIA jusqu'en 2020= coton, palmier à huile, oignon, avicole, cola, hévéa, riz 4 filières en cours de reconnaissance en 2020= mangue, porcine, maïs et karité 2020 : 7 sur 11 ; 2021 :15 sur 16 ; 2022 : 16 sur 18 ; 2023 : 18 sur 20 ; 2023 :20 sur 20 Source : Rapport d'activités DOPA
	Taux d'apprenants qualifiés à l'exercice du métier d'agriculture	80%	83%	87%	90%	(Nombre d'apprenants qualifiés aux métiers/nombre d'apprenants) X100 Source : Rapport d'activités DOPA
	Taux de jeunes qualifiés ayant bénéficié d'une insertion socio-économique	4%	35%	40%	25%	(Nombre de jeunes insérés / nombre de jeunes qualifiés aux métiers) X 100 Source : Rapport d'activités DOPA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : DÉVELOPPEMENT RURAL	**44 437 533 495**	**24 888 219 027**	**14 474 123 261**
Personnel	306 648 347	310 178 942	313 705 769
Biens et services	97 500 000	95 442 224	98 478 154
Transferts	1 718 068 878	1 744 903 746	1 749 512 251

Investissements	42 315 316 270	22 737 694 115	12 312 427 087
Trésor	4 960 750 750	11 422 394 115	10 797 427 087
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	37 354 565 520	11 315 300 000	1 515 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22049 Développement rural	**44 437 533 495**	**24 888 219 027**	**14 474 123 261**
2204901 Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural	**30 000 000**	**29 366 837**	**30 300 971**
2 Biens et services	***30 000 000***	***29 366 837***	***30 300 971***
78042100527 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme développement rural	30 000 000	29 366 837	30 300 971
2204902 Equipement rural et maîtrise de l'eau	**8 930 655 193**	**7 236 169 943**	**1 515 150 485**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 419***	***15 150 485***
78042100668 Promouvoir la mécanisation des exploitations agricoles	15 000 000	14 683 419	15 150 485
4 Investissements	***8 915 655 193***	***7 221 486 524***	***1 500 000 000***
Financement extérieur	*7 633 037 000*	*5 991 100 000*	*0*
90042100005 Projet de resilience des systemes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire	1 910 770 000	0	0
11042100017 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	5 722 267 000	5 991 100 000	0
Trésor	*1 282 618 193*	*1 230 386 524*	*1 500 000 000*
90042100005 Projet de resilience des systemes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire	282 618 193	0	0
11042100017 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	1 000 000 000	1 230 386 524	1 500 000 000
2204903 Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles	**656 928 520**	**14 683 419**	**15 150 486**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 419***	***15 150 486***
78042100533 Actualiser la banque des données agro-industrielles et élaborer des porte-feuilles des technologies	15 000 000	14 683 419	15 150 486
4 Investissements	***641 928 520***	***0***	***0***
Financement extérieur	*391 928 520*	*0*	*0*
61042100012 Projet de dévéloppement des chaines de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	391 928 520	0	0
Trésor	*250 000 000*	*0*	*0*
61042100012 Projet de dévéloppement des chaines de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	250 000 000	0	0
2204904 Sécurisation du domaine foncier rural	**10 695 000 000**	**15 781 903 924**	**12 078 590 486**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 420***	***15 150 486***
78042100749 Mettre en œuvre et suivre la loi sur le foncier rural	15 000 000	14 683 420	15 150 486
3 Transferts	***1 540 000 000***	***1 540 000 000***	***1 540 000 000***
78042100535 Transférer les crédits à l'AFOR en vue de la gestion du foncier rural	1 540 000 000	1 540 000 000	1 540 000 000
4 Investissements	***9 140 000 000***	***14 227 220 504***	***10 523 440 000***
Financement extérieur	*6 140 000 000*	*4 324 200 000*	*1 515 000 000*
78042100534 Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière	6 140 000 000	4 324 200 000	1 515 000 000
Trésor	*3 000 000 000*	*9 903 020 504*	*9 008 440 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22049 Développement rural	**44 437 533 495**	**24 888 219 027**	**14 474 123 261**
78042100627 Programme d'Appui au foncier rural	2 500 000 000	9 403 020 504	8 508 440 000
78042100534 Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2204905 Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux	**1 924 949 782**	**1 826 094 904**	**834 930 833**
1 Personnel	***306 648 347***	***310 178 942***	***313 705 769***
78042100648 Transférer les subventions équilibre personnel à la Chambre d'Agriculture	306 648 347	310 178 942	313 705 769
2 Biens et services	***22 500 000***	***22 025 129***	***22 725 726***
78042100580 Organiser la structuration des filières agricole	22 500 000	22 025 129	22 725 726
3 Transferts	***178 068 878***	***204 903 746***	***209 512 251***
78042100577 Transférer les crédits à la Chambre d'Agriculture	178 068 878	204 903 746	209 512 251
4 Investissements	***1 417 732 557***	***1 288 987 087***	***288 987 087***
Financement extérieur	*989 600 000*	*1 000 000 000*	*0*
90042100006 Projet de Renforcement des moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'ZI	500 000 000	0	0
90042100006 Projet de Renforcement des moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'ZI	489 600 000	1 000 000 000	0
Trésor	*428 132 557*	*288 987 087*	*288 987 087*
90042100006 Projet de Renforcement des moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'ZI	328 132 557	0	0
78042100607 Programme National de Formation aux Metiers Ruraux	100 000 000	288 987 087	288 987 087
2204906 Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation	**22 200 000 000**	**0**	**0**
4 Investissements	***22 200 000 000***	***0***	***0***
Financement extérieur	*22 200 000 000*	*0*	*0*
78042100723 Projet de la compétitivité de la chaine de valeurs anacarde	20 000 000 000	0	0
78042100672 Projet d'appui à la gouvernance de la filière Cacao (PAGFIC)	2 200 000 000	0	0

II.2.4 Programme 4 : Promotion de la riziculture

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Promotion de la riziculture	Action 4.1: Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques
	Action 4.2: Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles
	Action 4.3: Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité
	Action 4.4: Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Promotion de la riziculture							Méthode de calcul et Moyen de vérification
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**		**Situation de référence 2020**	**Cibles**			
				2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroître les superficies rizicoles exploitées	Taux d'accroissement des superficies rizicoles exploitées sous maitrise de l'Eau		-	39 %	40 %	22 %	(Superficie exploitée année N – Superficie exploitée année N-1) / Superficie exploitée année N-1 Année de référence 2020 : 23 000 ha 2022 : 32 000 ha ; 2023 : 45 000 ha ; 2024 : 55 000 ha Source : DMDPR / ADERIZ
	Taux d'exploitation des sites aménagés		42 %	60 %	70 %	80 %	Superficies aménagées exploitées / Superficies totales aménagées Source : DMDPR / ADERIZ
	Proportion de la production de paddy sous maîtrise de l'eau		12 %	14 %	16 %	20 %	Quantité de paddy sous maitrise de l'eau / Quantité totale de paddy produitSource : DMDPR / ADERIZ
OS 2: Accroître la productivité des exploitations rizicoles	Taux de couverture des besoins en semence certifiée	Riz Irrigué (RI),	40 %	50 %	65 %	80 %	Quantité totale de semences certifiées distribuées / Besoin total en semences Source : DMDPR / ADERIZ
		Riz Pluvial (RP)	10 %	15 %	20 %	30 %	
	Rendement moyen des exploitations rizicoles	Riz Irrigué (RI)	4,0	4,5	5,0	5,5	Quantité totale de paddy produit / Superficie totale emblavée Unité : tonne / hectare Source : DMDPR / ADERIZ
		Riz Pluvial Bas-fond (RPB)	3,0	3,4	3,7	4,0	
		Riz Pluvial Plateau (RPS)	1,3	1,5	1,7	2,0	
	Quantité produite de paddy		1 481 182	2 200 000	2 700 000	3 100 000	Quantité de paddy captée par les Unités de Transformation + Autoconsommation + Stock + Fluxtransfrontalier Unité : tonnes Source : DMDPR / ADERIZ
OS 3: Améliorer la valorisation du riz	Proportion d'usines aux normes de qualité		35 %	45 %	55 %	70%	Nombre d'usines aux normes de qualité / Nombre total d'usines en activité Source : DMDPR / ADERIZ
	Quantité de riz local blanchi disponible		962 768	1 470 000	1 750 000	2 030 000	Taux moyen d'usinage X Quantité de paddy usinée (Captée + Autoconsommation + Stock) Unité : tonnes Source : DMDPR / ADERIZ

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : PROMOTION DE LA RIZICULTURE	**7 452 326 598**	**8 311 657 559**	**14 404 618 777**
Personnel	1 202 326 598	1 216 169 582	1 229 997 794
Biens et services	0	0	0
Transferts	100 000 000	115 069 936	117 657 983
Investissements	6 150 000 000	6 980 418 041	13 056 963 000
Trésor	*1 300 000 000*	*976 418 041*	*206 063 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*4 850 000 000*	*6 004 000 000*	*12 850 900 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22214 Promotion de la riziculture	**7 452 326 598**	**8 311 657 559**	**14 404 618 777**
2221401 Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques	**1 302 326 598**	**1 331 239 518**	**1 347 655 777**
1 Personnel	***1 202 326 598***	***1 216 169 582***	***1 229 997 794***
78042100707 Transférer les subventions équilibre personnel à l'ADERIZ	1 202 326 598	1 216 169 582	1 229 997 794
3 Transferts	***100 000 000***	***115 069 936***	***117 657 983***
78042100734 Transférer les crédits en vue de suivre la production de la filière Riz (ADERIZ)	100 000 000	115 069 936	117 657 983
2221402 Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles	**2 700 000 000**	**2 600 000 000**	**8 400 000 000**
4 Investissements	***2 700 000 000***	***2 600 000 000***	***8 400 000 000***
Financement extérieur	*2 000 000 000*	*2 500 000 000*	*8 300 000 000*
78042100649 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	2 000 000 000	2 500 000 000	8 300 000 000
Trésor	*700 000 000*	*100 000 000*	*100 000 000*
78042100649 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	700 000 000	100 000 000	100 000 000
2221403 Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité	**2 500 000 000**	**3 277 418 041**	**3 100 900 000**
4 Investissements	***2 500 000 000***	***3 277 418 041***	***3 100 900 000***
Financement extérieur	*2 000 000 000*	*2 504 000 000*	*3 100 900 000*
78042100704 Projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en CI	2 000 000 000	2 504 000 000	3 100 900 000
Trésor	*500 000 000*	*773 418 041*	*0*
78042100704 Projet de production et de traitement des séménces certifiées de riz en CI	500 000 000	773 418 041	0
2221404 Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation	**950 000 000**	**1 103 000 000**	**1 556 063 000**
4 Investissements	***950 000 000***	***1 103 000 000***	***1 556 063 000***
Financement extérieur	*850 000 000*	*1 000 000 000*	*1 450 000 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22214 Promotion de la riziculture	**7 452 326 598**	**8 311 657 559**	**14 404 618 777**
22214010006 Projet de Promotion du Riz Local phase 2 (PRORIL 2)	850 000 000	1 000 000 000	1 450 000 000
Trésor	*100 000 000*	*103 000 000*	*106 063 000*
22214010006 Projet de Promotion du Riz Local phase 2 (PRORIL 2)	100 000 000	103 000 000	106 063 000

II.2.3. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Action
Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 5.1: Gestion des comptes spéciaux du ministère

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 5 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**72 497 274 190**	**80 103 053 450**	**80 933 716 320**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	72 497 274 190	80 103 053 450	80 933 716 320
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23190 Comptes Spéciaux du Trésor	**72 497 274 190**	**80 103 053 450**	**80 933 716 320**
2319001 Gestion des comptes spéciaux du ministère	**72 497 274 190**	**80 103 053 450**	**80 933 716 320**
3 Transferts	***72 497 274 190***	***80 103 053 450***	***80 933 716 320***
78042100581 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	4 794 000 000	4 762 275 000	4 762 275 000
78042100652 Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	14 820 000 000	15 561 000 000	16 339 000 000
78042100693 Transférer les recettes affectées au secteur café cacao	28 296 400 000	35 298 230 000	35 298 230 000
78042100715 Soutenir le secteur anacarde (Parafiscalité anacarde)	24 586 874 190	24 481 548 450	24 534 211 320

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau du secteur réel

- le ralentissement de la demande intérieure ;
- le ralentissement de la demande globale due à la COVID-19 ;
- le faible dynamisme de certains secteurs porteurs de croissance ;
- le faible niveau de transformation des produits agricoles ;
- la faible inclusivité de la croissance économique ;
- l'accès de financement limité des PME ;
- la hausse possible du taux de pauvreté due aux restrictions sanitaires de lutte contre la pandémie.

Au niveau des Finances Publiques

- la faible mobilisation des recettes fiscales accentuée par les effets de la pandémie ;
- l'accroissement du niveau d'endettement induit par les conséquences de la pandémie ;
- le degré d'efficacité relativement faible des investissements publics ;
- l'insuffisance de formation des points focaux sur la chaine de PPPBSE ;
- les tensions de trésorerie ;
- le retard dans la mise en œuvre des réformes de finances publiques.

Au niveau du Secteur Financier

- la forte perturbation des marchés financiers et bancaires due aux effets négatifs de la Covid-19 ;
- le faible niveau des crédits à long terme notamment l'insuffisance dans l'accompagnement de la stratégie d'industrialisation initiée par le gouvernement;
- le niveau modéré de l'inclusion financière ;
- la fragilité des systèmes financiers décentralisés ;
- l'insuffisance de financement de la commande publique par le secteur bancaire;
- la non viabilité et l'instabilité du secteur financier informel face à la détérioration des comptes clients.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau du secteur réel

- la poursuite du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire visant à réduire les effets de la pandémie adopté en 2020 ;
- le suivi financier de l'exécution du plan de riposte sanitaire ;
- la conclusion de programmes économiques et financiers avec le FMI assortis de documents cadres indiquant les mesures en faveur de la consolidation de la croissance ;
- la poursuite du financement du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) pour renforcer l'inclusivité de la croissance ;
- la création d'un Fonds de solidarité par l'ordonnance n°2020-382 du 15 avril 2020 pour apporter un soutien financier aux ménages touchés par la COVID-19.

Au niveau des Finances Publiques

- la mise à jour du plan de riposte économique et financier à la COVID-19;

- l'élaboration d'un modèle macro fiscal permettant d'établir les projections de recettes fiscales en cohérence avec l'évolution de l'activité économique et d'un modèle de simulation dont l'objet est d'estimer l'impact des mesures de politiques fiscales ;
- le renforcement des capacités des points focaux sur la chaîne PPPBSE ;
- la poursuite de l'encadrement des avances de trésorerie ;
- l'accroissement de la mobilisation des ressources dédiées au financement du PND 2021-2025 ;
- la poursuite des travaux d'optimisation du Compte Unique du Trésor ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique.

Au niveau du secteur financier

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du système financier à travers l'exécution du Programme de Développement du Secteur Financier ;
- le renforcement du Bureau d'Information sur le Crédit ;
- le déploiement progressif des activités de mobilisation des ressources de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire ;
- le renforcement des activités de l'Agence pour la Promotion de l'Inclusion Financière, de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire et de l'Observatoire National pour la Compétitivité des Entreprises ;
- la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le blanchiment des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme ;
- la création, par décret n°2020-18 du 08 janvier 2020, d'un fonds spécial de garantie des PME ;
- la conduite d'un projet de création d'une banque agricole avec le Cabinet McKinsey ;
- la conduite d'un projet de création du Centre Financier d'Abidjan en partenariat avec Casablanca Finance City Authority ;
- le renforcement, en lien avec la BRVM, de l'accès des PME aux financements avec l'ouverture d'un compartiment dédié ;
- le renforcement du suivi de la convention entre l'Etat et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire pour pallier les effets de la COVID-19 dans les meilleurs délais ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures ;
- l'optimisation de la gestion des ressources mobilisées ;
- l'accélération de la mise en œuvre des réformes ;
- la mise en œuvre de la stratégie de Développement du Secteur Financier ;
- la digitalisation des moyens de paiement et l'inclusion financière des populations ainsi que des PME / PMI ;
- le renforcement des capacités des acteursde la chaine programmatique PPPBSE;
- la contribution au renforcement du cadre règlementaire et institutionnel pour accompagner le développement du secteur privé ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre des mesures de soutien à l'activité économique confrontée aux effets de la COVID-19 ;
- la modernisation de l'administration économique et financière ;
- la mobilisation des financements nécessaires à l'action gouvernementale ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques économiques, poursuite du programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods ;
- l'assainissement des finances publiques, la gestion de la trésorerie de façon optimale et fiable, et tenue d'une comptabilité publique conforme aux meilleures pratiques et normes internationales.
- la poursuite de la réforme du secteur financier ;
- le soutien au secteur privé et amélioration continue du climat des affaires ;
- la contribution à l'intégration du marché régional.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit ;
- le nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit ;
- les documents produits sont diffusés ;
- les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints ;
- les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints ;
- le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit ;
- les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés.

I.3.Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 10, le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière économique :

- gestion macroéconomique et libéralisation de l'économie ;
- suivi et gestion des dimensions économiques de l'intégration ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement ;
- participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde.

En matière financière :

- définition et mise en œuvre de la politique de financement de l'économie ;
- gestion de la liquidation des banques et des établissements financiers et gestion de la liquidation des biens immobiliers ;
- organisation et contrôle de la comptabilité publique et du trésor ;
- contrôle de la comptabilité des matières de l'ensemble de l'Administration ;
- représentation de l'Etat dans les Conseils d'administration des banques et établissements financiers ;
- représentation de l'Etat dans les Assemblées générales constitutives et Assemblées générales des banques et établissements financiers ;
- participation à la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, des Sociétés d'Etat et des Sociétés à Participation Financière Publique et participation à la gestion de la liquidation des biens immobiliers ;
- définition de la politique d'endettement ;
- gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;
- coordination de toutes activités de mobilisation de financement au profit de l'Etat ;
- négociation et signature des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment de ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé contractés par l'Etat, les collectivités décentralisées, les Etablissements Publics Nationaux et les Sociétés d'Etat ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger.

En matière monétaire :

- élaboration et application de la réglementation relative aux organismes publics et privés intervenant dans les domaines de la monnaie, du crédit, des opérations boursières, des changes, des assurances et suivi de l'application des règles d'organisation et des orientations édictées en ces domaines ;
- suivi des relations avec les institutions d'émission monétaire ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux à caractère monétaire ;
- représentation et défense des intérêts de l'Etat de Côte d'Ivoire dans les structures et organisations à caractère monétaire.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière.
- Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique.
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVE, ONG SUBVENTIONNEES ET STRUCTURES PUBLIQUES BENEFICIANT DE TRANSFERTS	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	- Cabinet - DAFP - DRH - DDAP - PDESFI - Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques - CPIA - OQSF-CI - Comité de Suivi de l'Initiative « Compact with Africa » du G20 - CMEF - COMOREX - Service Courrier (Cabinet MEF) - Service Communication (Cabinet MEF) - SPSE (Cabinet MEF) - ABR - Cellule de suivi du portefeuille des projets de la Banque Mondiale - Comité de coordination PLBC-FTPADM - IdF - Cellule de suivi du fonds d'études - Cellule de coordination et de suivi des projets de la zone asie - CPMP/MEF - AJT	- CNFEM - FGA - CENTIF	- Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente - FIMR - Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF/ Trust Fund) - BSTP - Past-Privé/comité de Concertation Etat-secteur privé - CCCC-UE - CDC-CI - IDEP - SNDI/Convention assistance technique MEF - Syndic de copropriété immeuble SCIAM	- PAGDS - PAGEF - Projet de construction de l'Institut des Finances - Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de la seconde cité financière du ministère - Ouvrir 14 bureaux relais du FGA - BSTP/LABEL de compétences - Restructuration des banques et établissements financiers - Fonds d'études - Souscrire au capital de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) - Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat côte d'ivoire-union européenne (SEQUACI III)	- Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE - Contribution au financement du programme 4 de l'AFRITAC de l'Ouest

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVE, ONG SUBVENTIONNEES ET STRUCTURES PUBLIQUES BENEFICIANT DE TRANSFERTS	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- AJT Daloa - AJT Abengourou - AJT Bouaké - Cellule MCC - Cellule Genre - ONCE - APIF - CSFRIF				
P2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	DGE, DPPSE, DPCEI, DESDP, DAFER, SRHMG, SIM, SCD, SQN, SAJRE, SSDSPP, COMDEF, CTSPEF, Comité Analyse de la Conjoncture Economique (ACE), Comité de Suivi des Politiques et des Statisques de Finances Publiques (Comité PSFP), CONAFIP DGE, Comité Côte-Ivoire en Chiffres (CIC)			- Aménagement et équipement des services de la Promotion Economique Extérieure - Mettre en œuvre le système national de production de l'information socio-économique de la Côte d'Ivoire dénommé « la Côte d'Ivoire en Chiffres ».	
P3 : Trésor et Comptabilité publique	DGTCP, IGT, ACCC, ACCT, DECFINEX – DRH, DFSPS, RGF, DA, DDPD, PGE, DCP, PGSP, ACCD, DCSSPEF, PGI, DRSSFD, DCRP, DEMO, DMG, DF, DDA, DSI, DQN, PGDP, PGA, PGAE, PGS ; PGLEC, PGPE, PGPS, PGSGAP, PGOSP, PGLCC, Paieries de Région, Paieries de District, Paieries à l'Etranger, Trésoreries Générales, Trésoreries Principales, Trésoreries, Agences Comptables EPN, Agences Comptables projets, COSTEIF, CNDP, CNM, Agences ACCD	- CENTIF	- Inspection Poste Comptable (IGT) - PGSGAP -Assistance aux paieries à l'étranger - SNDI-ASTER Réforme Comptabilité Publique - CNC	- Réhabilitation immeuble ex-BCEAO - Construction de 22 postes comptables	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Optimiser la gouvernance de l'administration économique et financière	RS 1.1 : la coordination des activités du Ministère est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnel (PAO) du Ministère	Nombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées Source : Cabinet
	RS 1.2 : la gestion optimale des ressources humaines est assurée	IP 1.2.1 : Proportion d'agents du ministère formés	Nombre d'agents du ministère formés / Nombre total d'agents du ministère Source : DRH
OG 2 : Améliorer le pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire.	RS 2.1 : le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire est renforcé	IP 2.1.1 : Ecart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (**n**) effectuée en mars (**n+1**) et la prévision officielle du PIB de l'année n ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (**n**). Sources : DGE / DPPSE
	RS 2.2 : le délai moyen de transmission des documents communautaires est réduit	IP 2.2.1 : Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	Date de transmission - Date de fin de trimestre Sources : DGE / DAFER
OG 3 : Gérer les ressources publiques et superviser le secteur financier	RS 3.1 : les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints	IP 3.1.1 : Taux de mobilisation des ressources publiques	Montant des recettes publiques mobilisées / montant des recettes publiques prévues Source : DGTCP
	RS 3.2 : les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints	IP 3.2 .1 : Variation nette des exigibles	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués / la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : DGTCP
	RS 3.3 : les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés	IP 3.3.1: Taux de remboursement du service de la dette publique	Service payé / service dû Source : DDPD

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**85 324 798 983**	**106 500 855 620**	**240 024 787 109**
1.1 Ressources Intérieures	**78 226 598 983**	**95 433 955 620**	**107 910 787 109**
1.1.1 Budget Etat	78 226 598 983	95 433 955 620	107 910 787 109
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**7 098 200 000**	**11 066 900 000**	**132 114 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	7 098 200 000	11 066 900 000	132 114 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**85 324 798 983**	**106 500 855 620**	**240 024 787 109**
2.1 Personnel	**22 425 148 075**	**24 359 998 771**	**26 473 109 007**
2.1.1 Solde y compris EPN	22 425 148 075	24 359 998 771	26 473 109 007
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**13 388 855 630**	**13 594 853 325**	**14 296 894 751**
2.3 Transferts	**18 684 804 244**	**19 956 866 870**	**20 496 683 351**
2.4 Investissement	**30 825 991 034**	**48 589 136 654**	**178 758 100 000**
Trésor	*23 727 791 034*	*37 522 236 654*	*46 644 100 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*7 098 200 000*	*11 066 900 000*	*132 114 000 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.5: Gestion des contentieux de l'Etat

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 Améliorer la coordination des activités du Ministère	Proportion des rapports trimestriels de suivi du Plan d'Actions Opérationnel (PAO)produits dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits dans les délais / Nombre de rapports reglémentaires) x 100 Délai de disponibilité des rapports fin trimestre + 30 jours Source : Cabinet
	Taux de réalisation des activités du PAO du Ministère	83 ,18%	95%	97%	97%	(Nombre d'activitésNombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées) x 100 Source : Cabinet
OS 2 : Assurer une	Taux de satisfaction des besoins en					(Nombre de besoins satisfaits/Nombre de besoins formulés) x 100

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
gestion optimale des ressources humaines	personnel	84,61%	95%	95%	95%	Source : DAFP
	Taux de réalisation du plan de formation du MEF	50%	70%	80%	80%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues) x 100 Source : DRH
OS .3 : Assurer la préparation et le suivi de l'exécution du budget du Ministère	Proportion des rapports trimestriels de suivi de l'exécution du budget produits dans les délais	-	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits dans les délais / Nombre de rapports attendus) x 100 Nombre de rapports attendus : 4 rapports prévus par année Délai de disponibilité des rapports fin trimestre + 15 jours Source : DAFP
	Taux de réalisation des activités de suivi de l'exécution du budget du Ministère	-	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues) x 100 Il est prévu 2 activités par année Source : DAFP
OS 4 : Améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques	Proportion des documents de planification et de programmation élaborés dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports reglémentaires) x 100 Délai de transmission du document PIP au Ministre 15 avril Délai PTA 15 mai Source : SPSE
	Proportion de documents de suivi-évaluation produits et diffusés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits / Nombre de rapports reglémentaires) x 100 Source de vérification : 1 Rapport de mise en oeuvre du PND (semestre année (n) fin juillet-fin janvier (n+1)) Source : SPSE
OS 5 : Améliorer la gestion des documents et archives du Ministère	Proportion des documents numérisés et archivés au sein du fonds documentaire de la DDAP	30%	70%	80%	90%	(Nombre de documents numérisés/documents disponibles dans le fonds d'archives de la DDAP) x 100 Source : DDAP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**68 702 750 226**	**90 675 524 249**	**223 154 061 415**
Personnel	21 078 829 622	22 983 096 154	25 065 428 706
Biens et services	9 923 080 158	10 202 224 571	10 796 349 358
Transferts	8 837 356 244	9 273 466 870	9 399 883 351
Investissements	28 863 484 202	48 216 736 654	177 892 400 000
Trésor	*21 765 284 202*	*37 149 836 654*	*45 778 400 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*7 098 200 000*	*11 066 900 000*	*132 114 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21032 Administration Générale	**68 702 750 226**	**90 675 524 249**	**223 154 061 415**
2103201 Coordination et animation du ministère	**6 764 548 730**	**6 607 450 687**	**6 705 338 700**
1 Personnel	***469 721 396***	***480 392 004***	***491 130 128***
78011201588 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI)	105 819 661	108 223 554	110 642 658
78011201589 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Cabinet MEF	80 000 000	81 817 351	83 646 201
78011202042 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat DAF MEF	143 392 493	146 649 924	149 927 966
78011202323 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Comité de Coordination PLBC-FTPADM	140 509 242	143 701 175	146 913 303
2 Biens et services	***1 857 757 443***	***1 818 633 079***	***1 876 355 073***
78011201560 Faire le suivi du Fonds d'Etudes	39 415 882	38 583 992	39 811 319
78011201579 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (OQSF)	106 523 156	104 274 938	107 591 839
78011201580 Contribuer à l'accroissement de la performance dans la Mobilisation et l'utilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	59 822 661	58 560 078	60 422 825
78011201581 Coordonner et suivre les projets de la zone Asie	40 408 397	39 555 561	40 813 789
78011201584 Faire le suivi de l'Appui Budgétaire régional (ABR)	24 813 615	24 289 912	25 062 556
78011201585 Élaborer, suivre et évaluer le plan d'actions stratégique du Ministère	39 881 774	39 040 051	40 281 883
78011201587 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI)	39 881 774	39 040 052	40 281 884
78011201898 Prendre en charge les dépenses centralisées du CABINET - MEF	1 102 029 625	1 078 770 801	1 113 085 626
78011201929 Suivre et évaluer la compétitivité des entreprises (ONCE)	91 087 676	89 165 231	92 001 503
78011201930 Coordonner les Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive (PLBC-FTPADM)	51 244 582	50 163 044	51 758 689
78011202021 Faire le suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	39 872 994	39 031 458	40 273 014
78011202031 Mener les réflexions stratégiques sur l'amélioration de la qualité des politiques et des institutions nationales (CPIA)	7 435 745	7 278 810	7 510 344
78011202034 Coordonner toutes les activités de mobilisation et de gestion des financements ainsi que les relations avec les Institutions Financières (CSFRIF)	39 872 994	39 031 457	40 273 015
78011202041 Prendre en charge les dépenses d'entretien de la Résidence du Ministre chargé de l'Economie et des Finances	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78011202229 Coordonner les activités du programme Administration Générale	69 852 217	68 377 956	70 553 002
78011202269 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière	61 816 750	60 512 082	62 436 920
78011202313 Animer le Comité Monétaire, Economique et Financier (CMEF)	17 406 190	17 038 825	17 580 815
78011202349 Suivre la mise en œuvre de l'Initiative "Compact with Africa" du G20 (Cs-Compact G20)	22 391 411	21 918 831	22 616 050
3 Transferts	***4 437 069 891***	***4 308 425 604***	***4 337 853 499***
78011201559 Coordonner les activités du Fonds pour l'environnement mondial (CNFEM)	157 422 209	181 145 636	185 219 796
78011201583 Conserver et gérer de façon sécurisée les fonds publics et privés (CDC-CI)	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
78011201919 Promouvoir l'Inclusion Financière en Côte d'Ivoire (APIF)	103 090 923	118 626 660	121 294 701

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21032 Administration Générale	**68 702 750 226**	**90 675 524 249**	**223 154 061 415**
78011201931 Analyser et traiter les Informations Financières faisant l'objet de déclaration de soupçon (CENTIF)	396 115 480	455 809 833	466 061 484
78011202254 Organiser la concertation autour des préoccupations du secteur privé (SE-CCESP)	480 441 279	552 843 475	565 277 518
78011202395 Réguler le secteur des jeux de Hasard	300 000 000	0	0
2103202 Information et communication	**110 151 757**	**107 826 955**	**111 256 846**
2 Biens et services	***110 151 757***	***107 826 955***	***111 256 846***
78011201590 Mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	2 492 611	2 440 003	2 517 618
78011201591 Gérer le courrier du Ministère	12 961 577	12 688 018	13 091 613
78011201933 Développer des solutions informatique et faire la maintenance du parc informatique de la DAFP	50 179 539	49 120 477	50 682 961
78011202255 Réaliser les activités de documentation et d'archivage	44 518 030	43 578 457	44 964 654
2103203 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**61 681 614 621**	**83 816 902 066**	**216 189 561 658**
1 Personnel	***20 609 108 226***	***22 502 704 150***	***24 574 298 578***
78010200129 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/PDESFI	51 000 000	52 158 561	53 324 453
78010200269 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ONCE	80 000 000	81 817 351	83 646 201
78011201568 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	19 925 987 304	21 809 135 321	23 870 254 266
78011201575 Prendre en charge le salaire du personnel de l'Institut des Finances	4 200 000	4 295 411	4 391 426
78011201576 Prendre en charge le salaire du personnel du Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures(COMOREX)	3 000 000	3 068 151	3 136 733
78011201713 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CENTIF	385 052 322	389 485 621	393 914 189
78011201716 Assurer la masse salariale de la Direction des Affaires Financières (DAF)	39 408 000	40 303 227	41 204 119
78011201959 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNFEM	67 531 641	68 309 166	69 085 862
78011201960 Prendre en charge le salaire du personnel de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Uninon Européenne	30 000 000	30 681 507	31 367 325
78011202339 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ Suivi PADESFI	22 928 959	23 449 834	23 974 004
2 Biens et services	***7 808 735 840***	***8 132 419 996***	***8 660 833 228***
78011201566 Gérer les ressources humaines du MEF	80 529 594	78 829 979	81 337 500
78011201574 Suivre le patrimoine du Ministère	26 000 000	25 451 260	26 260 843
78011201592 Gérer la commande publique du ministère (CPMP)	9 541 370	9 339 995	9 637 093
78011201596 Prendre en charge les dépenses centralisées DAFP	81 477 443	79 757 826	82 294 858
78011201597 Traiter les dossiers de paiement des conventions d'assistance technique BNETD	46 080 189	49 530 925	66 799 817
78011201852 Favoriser l'amélioration de l'environnement du travail	5 373 981	5 260 561	5 427 894
78011201887 Prendre en charge les dépenses de la solde (Gestion des conférences et missions hors CI - M E F)	425 000 000	425 000 000	425 000 000
78011202024 Prendre en charge les dépenses relatives au Séminaires et Conférence en CI (MEF-DAFP)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011202043 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD - PAP	76 370 000	74 758 177	77 136 175

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21032 Administration Générale	**68 702 750 226**	**90 675 524 249**	**223 154 061 415**
78011202044 Gérer les Immeubles du Stade I et II	930 446 153	910 808 672	939 780 760
78011202148 Renforcer les capacités des agents du ministère	27 000 000	26 430 153	27 270 875
78011202177 Suivre l'exécution du budget et tenir la comptabilité budgétaire du Ministère	84 404 929	82 623 526	85 251 712
78011202178 Renforcer les capacités des agents des administrations économiques et financières	106 274 324	104 031 357	107 340 510
78011202331 Prendre en charge les dépenses de la régie (convention BNETD MEF)	198 000 000	227 877 045	355 952 689
78013200212 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	5 662 237 857	5 982 720 520	6 321 342 502
3 Transferts	***4 400 286 353***	***4 965 041 266***	***5 062 029 852***
78011201565 Prendre en charge la rémunération des experts de la Convention BNETD MEF	552 726 399	552 726 399	552 726 399
78011201569 Réaliser les transferts pour le compte de l'Institut africain de Dévpt Economique et de Planification (IDEP)	138 008 888	158 806 739	162 378 474
78011201886 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial pour l'Environnement	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78011201936 Réaliser les transferts pour le compte de la Convention d'Assistance Technique MEF/SNDI	734 035 758	844 654 482	863 651 667
78011201938 Prendre en charge la subvention au profit de la Cellule de Cordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	500 000 117	575 349 819	588 290 053
78011202064 Réaliser les transferts pour le compte du Syndic Copropriété Immeuble SCIAM	1 315 453 987	1 513 692 072	1 547 736 628
78011202181 Gérer le Fonds de Garantie Automobile	100 000 000	115 069 936	117 657 983
78011202252 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à la Fondation pour Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF/Trust-Fund)	458 221 400	527 275 075	539 134 057
78011202270 Réaliser les transferts pour le compte du Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente	501 839 804	577 466 744	590 454 591
4 Investissements	***28 863 484 202***	***48 216 736 654***	***177 892 400 000***
Trésor	*21 765 284 202*	*37 149 836 654*	*45 778 400 000*
78011202352 Souscrire au capital de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII)	120 000 000	0	0
78011202322 Coordonner le Projet de Restructuration banques et établissements financiers	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
78011202253 Ouvrir 14 bureau relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA)	20 000 000	90 000 000	177 800 000
78011202114 Apporter un Appui à la cellule de Coordination de la coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne	276 279 516	0	0
78011202067 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	360 000 000	602 300 000	0
78011201953 Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de seconde cité financière du Ministère	31 150 198	0	0
78011201952 Coordonner le Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE/SNDI (licence et maintenance)	2 042 063	0	0
78011201595 Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF)	264 386 782	483 336 654	585 000 000
78011201573 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	691 425 643	0	0
78011201572 Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	10 000 000 000	12 987 100 000	17 507 800 000
78010200032 Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	0	12 987 100 000	17 507 800 000
Financement extérieur	*7 098 200 000*	*11 066 900 000*	*132 114 000 000*
78011202067 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	7 098 200 000	11 066 900 000	132 114 000 000
2103204 Planification, programmation et suivi-évaluation	**46 202 096**	**45 226 981**	**46 665 614**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21032 Administration Générale	**68 702 750 226**	**90 675 524 249**	**223 154 061 415**
2 Biens et services	***46 202 096***	***45 226 981***	***46 665 614***
78011202062 Organiser la planification générale des activités du Ministère	46 202 096	45 226 981	46 665 614
2103205 Gestion des contentieux de l'Etat	**100 233 022**	**98 117 560**	**101 238 597**
2 Biens et services	***100 233 022***	***98 117 560***	***101 238 597***
17011200100 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Bouaké	6 657 193	6 516 691	6 723 979
31011200109 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Daloa	19 197 345	18 792 177	19 389 939
61011200111 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription d'Abengourou	6 657 193	6 516 691	6 723 980
78011201577 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat	67 521 882	66 096 801	68 199 289
78011201578 Réparer les préjudices subis du fait des activités de l'Etat	199 409	195 200	201 410

II.2.2. Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1: Pilotage des politiques économiques et financières
	Action 2.2: Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques
	Action 2.3: Contribution au développement de l'entrepreneuriat public
	Action 2.4: Promotion et coopération économiques internationales
	Action 2.5: Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale
	Action 2.6: Coordination des activités du programme
	Action 2.7: Gestion efficiente des ressources du programme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Proportion des rapports de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports règlementaires) x 100 Les rapports à produire sont au nombre de 12 et répartis comme suit : - Cadrage Macroéconomique (02) - Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) (04) - Note de conjoncture (04) - Mémorandum de politiques économiques (02) Ces rapports doivent être produits semestriellement et transmis à la hiérarchie au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre. Source : DGE
	Ecart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	5,2	<=1	<=1	<=1	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année n ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n). Les moyens de vérification sont le cadrage macroéconomique de mars (n+1) et le Rapport Economique et Financier (REF) accompagnant le budget de l'année (n+1) Source : DGE / DPPSE
	Proportion de modèles développés	60%	100%	100%	100%	Nombre de modèles développés/ Nombre de modèles à développer (05) x100 Copie des modèles et manuels d'utilisation. Les 5 modèles à développer sont : - Modèle Budget-Eco - Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) - Modèle macroéconométrique - Modèle de prévision macroéconomique trimestrielle - Modèle d'Equilibre Général Stochastique Dynamique (DGSE) Source : DGE / DPPSE
	Proportion des rapports d'études d'impact de politiques économiques transmis dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports règlementaires) X100 Le nombre de rapport à produire est de 01 par an. Source : DGE / DESDP
OS2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Taux de production de rapport de suivi des activités des SPEE	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapport produit /nombre de rapport prévu (4)) x100. Le moyen de vérification est la copie des rapports Delai fin semestre + 30 jours Source : DGE / DPCEI
	Taux de production de rapport sur la coopération économique bilatérale et multilatérale	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapport produit / nombre de rapport prévu) X100 Le nombre de rapport à produire est de 01 par an. Source : DGE / DPCEI
	Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	71 jours	60 jours	55 jours	50 jours	Date de transmission - Date de fin de trimestre Source : DGE / DAFER

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : GESTION MACROÉCONOMIQUE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	**1 439 609 750**	**1 703 417 708**	**2 236 290 515**
Personnel	285 980 000	292 476 575	299 014 257
Biens et services	1 060 932 571	1 038 541 133	1 071 576 258
Transferts	0	0	0
Investissements	92 697 179	372 400 000	865 700 000
Trésor	*92 697 179*	*372 400 000*	*865 700 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	**1 439 609 750**	**1 703 417 708**	**2 236 290 515**
2203301 Pilotage des politiques économiques et financières	**74 465 285**	**72 893 666**	**75 212 348**
2 Biens et services	***74 465 285***	***72 893 666***	***75 212 348***
78011201685 Prendre en charge les dépenses centralisées (DPPSE)	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011201686 Elaborer le cadre analytique du système de statistiques des finances publiques	300 000	293 667	303 009
78011201914 Gérer la base de données des statistiques économiques et financières	43 165 285	42 254 265	43 598 336
78011202219 Développer les solutions et faire la maintenance du parc informatique de la DPPSE	3 000 000	2 936 685	3 030 096
78011202319 Coordonner les activités d'Elaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et de suivi de la conjoncture économique	18 000 000	17 620 103	18 180 583
2203302 Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques	**423 277 179**	**708 535 273**	**1 209 761 703**
1 Personnel	***285 980 000***	***292 476 575***	***299 014 257***
78011201688 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Suivi et de Gestion Données Economiques et Financièes/DPPSE	17 460 000	17 856 637	18 255 783
78011202175 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Cellule de Renforcement des Capacités	95 000 000	97 158 104	99 329 864
78011202211 Prendre en charge les indemnités liées aux revues du Programme Economique et Financier (DPPSE)	173 520 000	177 461 834	181 428 610
2 Biens et services	***44 600 000***	***43 658 698***	***45 047 446***
78011202174 Coordonner les activités de Soutien au développement du secteur privé et contribuer à l'orientation des politiques économiques	44 600 000	43 658 698	45 047 446
4 Investissements	***92 697 179***	***372 400 000***	***865 700 000***
Trésor	*92 697 179*	*372 400 000*	*865 700 000*
78011201687 Système national de production de l'information socio-économique en Côte d'Ivoire, dénommé "la Côte d'Ivoire en chiffre"	92 697 179	372 400 000	865 700 000
2203303 Contribution au développement de l'entrepreneuriat public	**6 577 240**	**6 438 426**	**6 643 224**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	**1 439 609 750**	**1 703 417 708**	**2 236 290 515**
2 Biens et services	***6 577 240***	***6 438 426***	***6 643 224***
78011201921 Coordonner les activités de suivi des sociétés du portefeuille de l'Etat, des EPN, des banques et des entreprises publique	6 577 240	6 438 426	6 643 224
2203304 Promotion et coopération économiques internationales	**32 696 450**	**32 006 377**	**33 024 475**
2 Biens et services	***32 696 450***	***32 006 377***	***33 024 475***
78011202234 Coordonner les activités de Promotion et coopération économiques internationales	32 696 450	32 006 377	33 024 475
2203305 Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale	**33 252 935**	**32 551 118**	**33 586 540**
2 Biens et services	***33 252 935***	***32 551 118***	***33 586 540***
78011201689 Gérer les Projets de renforcement de l'intégration économique régionale	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011201690 Coordonner les activités de renforcement de l'intégration économique régionale	23 252 935	22 762 172	23 486 216
2203306 Coordination des activités du programme 2	**101 848 843**	**99 699 278**	**102 870 630**
2 Biens et services	***101 848 843***	***99 699 278***	***102 870 630***
78011201691 Coordonner les activités du Programme 2	101 548 843	99 405 611	102 567 621
78011202069 Coordonner les activités de reforme des Finances Publiques	300 000	293 667	303 009
2203307 Gestion efficiente des ressources du programme	**767 491 818**	**751 293 570**	**775 191 595**
2 Biens et services	***767 491 818***	***751 293 570***	***775 191 595***
78011201659 Implémenter un système de management de la qualité dans tous les services de la DGE	15 854 319	15 519 707	16 013 375
78011201660 Apporter un appui à la DGE	20 880 616	20 439 922	21 090 099
78011201661 Renforcer le cadre institutionnel de la DGE	6 577 240	6 438 426	6 643 224
78011201662 Gérer l'immeuble ALLIANCE et BELIER	556 885 986	545 132 661	562 472 888
78011201692 Réaliser la politique de communication et d'archivage de la DGE	35 448 774	34 700 613	35 804 409
78011201693 Gérer les affaires administratives et financières du Programme	25 000 000	24 472 364	25 250 810
78011201923 Développer des solutions informatiques et faire la maintenance du parc informatique de la DGE	25 948 815	25 401 154	26 209 145
78011201924 Gérer le renforcement des capacités du Personnel de la DGE	26 117 174	25 565 961	26 379 191
78011202289 Prendre en charge les dépenses centralisées - DGE	33 000 000	32 303 522	33 331 067
78011202340 Gérer le personnel de la DGE	21 778 894	21 319 240	21 997 387

II.2.3. Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 3.1: Coordination des activités du programme
	Action 3.2: Mobilisation des recettes publiques
	Action 3.3: Gestion de l'endettement et des dons
	Action 3.4: Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts
	Action 3.5: Exécution efficace des dépenses publiques
	Action 3.6: Réglementation et suivi de la comptabilité publique
	Action 3.7: Règlementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'étranger
	Action 3.8: Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières
	Action 3.9: Gestion efficiente des ressources du programme

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Gérer les ressources Publiques	Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales, non fiscales et mobilisations sur le marché.)	108,79%	100%	100%	100%	(Montant des ressources publiques mobilisées/ Montant des ressources publiques prévues) X 100 Source : DGTCP/DCSSPEF
	Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	8 mois	6 mois	6 mois	6 mois	Dénombrement Le CGAF doit être produit six (06) mois après la fin de la gestion de l'année n Source : DGTCP/DCSSPEF
	Variation nette des exigibles	+ 75,9	-25	-25	-25	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués sur la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : DGTCP/DCSSPEF
	Taux de remboursement du service de la dette publique	100%	100%	100%	100%	(Service payé/ service dû) x100 Source : DGTCP/DCSSPEF
OS 2 : Superviser le secteur financier	Proportion de banques et établissements financiers n'ayant pas d'irrégularités majeures	85%	90%	95%	95%	(Nombre de banques et établissements financiers sans irrégularités majeures /nombre total de banques et établissements financiers) x100 Nombre de banques et établissements financiers (2020) = 60 Source : DGTCP/DECFINEX
	Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	84,84%	95%	95%	95%	(Nombre de compagnies d'assurance sans irrégularités majeures /nombre total de compagnies d'assurance) x100 Nombre de compagnies d'assurance (2020) = 33 Source : DGTCP/DA

Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 2 : Superviser le secteur financier	Proportion des systèmes financiers décentralisés n'ayant pas d'irrégularités majeures	80%	85%	85%	85%	(Nombre des systèmes financiers décentralisés sans irrégularités majeures /nombre total systèmes financiers décentralisés) x100 Nombre de systèmes financiers décentralisés (2020) =46 Source : DGTCP/DRSSFD
	Taux d'exécution des programmes d'audit, contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.)	80%	90%	95%	95%	(Nombre de missions réalisées/ Nombre de missions prévues) x100 Source : DGTCP/IGT

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : TRÉSOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
Personnel	1 060 338 453	1 084 426 042	1 108 666 044
Biens et services	2 404 842 901	2 354 087 621	2 428 969 135
Transferts	0	0	0
Investissements	1 869 809 653	0	0
Trésor	*1 869 809 653*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
2203401 Coordination des activités du programme 3	**2 657 255 322**	**773 084 785**	**797 393 486**
1 Personnel	***29 200 000***	***29 863 333***	***30 530 863***
78011201695 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	19 200 000	19 636 164	20 075 088
78011202105 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	10 000 000	10 227 169	10 455 775
2 Biens et services	***759 245 669***	***743 221 452***	***766 862 623***
11011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Yamoussoukro	4 500 000	4 405 026	4 545 145
11011200071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toumodi	4 500 000	4 405 025	4 545 146
11011200072 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de Yamoussoukro	2 300 000	2 251 458	2 323 073
11011200073 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiébissou	810 000	792 905	818 126

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
11011200074 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Yamoussoukro	2 370 000	2 319 980	2 393 776
11011200086 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Yamoussoukro	715 000	699 910	722 173
11011200094 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Toumodi	715 000	699 910	722 173
11011200101 Régler les dépenses de la Région du Bélier	3 500 000	3 426 131	3 535 113
11011200106 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Didiévi	835 000	817 377	843 377
14010100002 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Dimbokro	4 500 000	4 405 026	4 545 145
14011200041 Régler les dépenses de la Région du N'zi	1 317 500	1 289 694	1 330 717
14011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bocanda	882 500	863 875	891 353
14011200058 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dimbokro	715 000	699 910	722 173
15011200034 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Prikro	857 500	839 402	866 102
15011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Daoukro	4 500 000	4 405 026	4 545 146
15011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Bahiakro	810 000	792 905	818 126
15011200045 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daoukro	715 000	699 910	722 173
15011200046 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Ettrokro	760 600	744 547	768 230
15011200051 Régler les dépenses de la Région de l'Iffou	1 317 500	1 289 694	1 330 717
16011200035 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Batto	810 000	792 905	818 126
16011200043 Régler les dépenses de la Région du Moronou	1 317 500	1 289 694	1 330 717
16011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Arrah	857 500	839 402	866 102
16011200048 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bongouanou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
17011200078 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bodokro	760 600	744 547	768 230
17011200079 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sakassou	835 000	817 377	843 377
17011200080 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Djébonoua	760 600	744 547	768 230
17011200081 Régler les dépenses de la Région du Gbêkê	3 500 000	3 426 131	3 535 113
17011200082 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Béoumi	882 500	863 875	891 353
17011200083 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Diabo	760 600	744 547	768 230
17011200084 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Botro	948 000	927 992	957 510
17011200090 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouaké Nord	4 500 000	4 405 025	4 545 145
17011200101 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaké	667 500	653 412	674 197

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
17011200102 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Bouaké	2 060 000	2 016 523	2 080 666
17011200117 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouaké	4 500 000	4 405 025	4 545 145
18011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tafiré	760 600	744 547	768 230
18011200042 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoro	760 600	744 547	768 230
18011200043 Régler les dépenses de la Région du Hambol	1 412 500	1 382 688	1 426 670
18011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Niakaramadougou	882 500	863 875	891 353
18011200053 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoura	745 400	729 668	752 878
18011200054 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Fronan	760 600	744 547	768 230
18011200056 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Katiola	4 500 000	4 405 026	4 545 145
18011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Boniérédougou	760 600	744 547	768 230
18011200062 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Dabakala	4 500 000	4 405 025	4 545 145
18011200063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Katiola	1 200 000	1 174 673	1 212 039
22011200026 Régler les dépenses de la Région du Baffing	1 552 500	1 519 733	1 568 075
22011200027 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Borotou	808 100	791 045	816 207
22011200028 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de TOUBA	4 500 000	4 405 025	4 545 146
23011200036 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de tiémé	2 275 000	2 226 985	2 297 823
23011200037 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Samatiguila	882 500	863 875	891 353
23011200047 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Odiénné	4 500 000	4 405 024	4 545 145
23011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Madinani	4 500 000	4 405 026	4 545 146
23011200053 Régler les dépenses de la Région de Kabadougou	1 600 000	1 566 231	1 616 051
23011200054 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Seydougou	1 400 000	1 370 452	1 414 045
24011200032 Régler les dépenses de la Région du Tchologo	1 505 000	1 473 236	1 520 098
24011200037 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Ferkessedougou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
24011200038 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Ouangolodougou	882 500	863 875	891 353
24011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kong	882 500	863 875	891 353
25011200068 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Korhogo	2 365 000	2 315 086	2 388 726
25011200069 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sinematiali	882 500	863 875	891 353
25011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Dikodougou	882 500	863 875	891 353
25011200071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'bengue	882 500	863 875	891 353

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
25011200072 Régler les dépenses de la Région du Poro	2 450 000	2 398 290	2 474 580
25011200073 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Korhogo	4 500 000	4 405 025	4 545 145
25011200096 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Korhogo	715 000	699 910	722 173
25011200097 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Karakoro	823 000	805 629	831 257
25011200098 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Napié	760 600	744 547	768 230
26011200028 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gbon	808 100	791 045	816 207
26011200029 Régler les dépenses de la Région du Bagoué	1 600 000	1 566 231	1 616 051
26011200033 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Boundiali	4 500 000	4 405 024	4 545 145
26011200039 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Tengrela	4 500 000	4 405 024	4 545 146
26011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouto	930 000	910 372	939 330
26011200044 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Boundiali	1 200 000	1 174 673	1 212 039
27010100004 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Minignan	4 500 000	4 405 025	4 545 145
27011200016 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tienko	1 065 600	1 043 109	1 076 290
27011200018 Régler les dépenses de la Région du Folon	3 480 000	3 406 554	3 514 913
27011200019 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tienko	715 000	699 910	722 173
27011200022 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Kaniasso	715 000	699 910	722 173
28010100001 Régler les dépenses de la Région du Bounkani	3 375 000	3 303 769	3 408 859
28011200030 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Doropo	882 500	863 875	891 353
28011200038 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouna	715 000	699 910	722 173
28011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Nassian	882 500	863 875	891 353
28011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouna	4 500 000	4 405 026	4 545 145
28011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Téhini	882 500	863 875	891 353
31011200086 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Daloa	2 270 000	2 222 091	2 292 773
31011200087 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Vavoua	835 000	817 377	843 377
31011200088 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière d'Issia	4 500 000	4 405 025	4 545 145
31011200104 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies	715 000	699 910	722 173

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Issia			
31011200108 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Saïoua	760 600	744 547	768 230
31011200116 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Daloa	4 500 000	4 405 025	4 545 145
31011200117 Régler les dépenses de la Région du haut-Sassandra	1 510 000	1 478 131	1 525 148
31011200118 ARéaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daloa	715 000	699 910	722 173
31011200121 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Sassandra	4 500 000	4 405 026	4 545 145
31011200127 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gboguhé	760 600	744 547	768 230
32011200056 Régler les dépenses de la Région du Gôh	1 462 500	1 431 633	1 477 171
32011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Ouragahio	760 600	744 547	768 230
32011200058 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Guibéroua	760 600	744 547	768 230
32011200059 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Oumé	4 500 000	4 405 026	4 545 145
32011200077 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Gagnoa	715 000	699 910	722 173
32011200083 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Gagnoa	4 500 000	4 405 025	4 545 145
35011200051 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaflé	667 500	653 412	674 197
35011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonon	760 600	744 547	768 230
35011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouaflé	4 500 000	4 405 025	4 545 145
35011200058 Régler les dépenses de la Région de la Marahoué	1 462 500	1 431 633	1 477 171
35011200065 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Sinfra	4 500 000	4 405 025	4 545 145
35011200071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Zuénoula	810 000	792 905	818 126
36011200030 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Séguéla	4 995 000	4 889 579	5 045 112
36011200039 Régler les dépenses de la Région du Worodougou	1 510 000	1 478 131	1 525 148
36011200043 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Séguéla	715 000	699 910	722 173
36011200045 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kani	1 500 000	1 468 342	1 515 048
36011200047 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Worofla	1 400 000	1 370 452	1 414 045
36011200048 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Massala	1 400 000	1 370 452	1 414 045
37011200016 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique	4 500 000	4 405 026	4 545 145

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
de la circonscription financière de Mankono			
37011200020 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dianra	715 000	699 910	722 173
37011200022 Régler les dépenses de la Région de Béré	1 510 000	1 478 131	1 525 148
37020100001 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Dianra	2 000 000	1 957 789	2 020 064
41011200074 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Biankouma	4 500 000	4 405 025	4 545 145
41011200075 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Man	4 500 000	4 405 025	4 545 145
41011200076 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Sangouiné	760 600	744 547	768 230
41011200077 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Man	2 390 000	2 339 558	2 413 977
41011200092 Régler les dépenses de la Région du Tonpki	1 600 000	1 566 231	1 616 051
41011200095 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Danané	4 500 000	4 405 024	4 545 146
41011200096 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Zouan-Hounien	907 500	888 347	916 604
41011200097 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Man	715 000	699 910	722 173
41011200110 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bin-Houyé	808 100	791 045	816 207
42011200049 Régler les dépenses de la Région du Cavally	3 500 000	3 426 131	3 535 113
42011200062 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toulepleu	4 500 000	4 405 025	4 545 146
42011200063 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Guiglo	5 000 000	4 894 472	5 050 161
42011200067 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Guiglo	715 000	699 910	722 173
42011200073 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Blolequin	882 500	863 875	891 353
43011200032 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Facobly	882 500	863 875	891 353
43011200033 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bangolo	857 500	839 402	866 102
43011200034 Régler les dépenses de la Région du Guémon	1 505 000	1 473 236	1 520 098
43011200039 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Duékoué	5 000 000	4 894 473	5 050 161
43011200042 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Duékoué	715 000	699 910	722 173
43011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouibly	882 500	863 875	891 353
51011200040 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Divo	4 500 000	4 405 025	4 545 145

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
51011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Guitry	810 000	792 905	818 126
51011200042 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Hiré	760 600	744 547	768 230
51011200043 Régler les dépenses de la Région du Lôh-Djiboua	1 317 500	1 289 694	1 330 717
51011200050 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Divo	715 000	699 910	722 173
51011200055 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Lakota	810 000	792 905	818 126
55011200057 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de San-Pedro	2 270 000	2 222 091	2 292 773
55011200058 Régler les dépenses de la Région de San-Pédro	1 600 000	1 566 231	1 616 051
55011200076 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de San Pedro	4 500 000	4 405 025	4 545 145
55011200083 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de san Pedro	715 000	699 910	722 173
55011200084 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tabou	857 500	839 402	866 102
56011200035 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Soubré	715 000	699 910	722 173
56011200036 Régler les dépenses de la Région du Nawa	1 510 000	1 478 131	1 525 148
56011200045 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Gueyo	1 000 000	978 895	1 010 032
56011200046 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Méagui	857 500	839 402	866 102
56011200049 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Buyo	835 000	817 377	843 377
56011200050 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Grand-Zatry	760 600	744 547	768 230
56011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Soubré	4 500 000	4 405 025	4 545 145
57011200027 Régler les dépenses de la Région du Gboklé	1 532 500	1 500 156	1 547 875
57011200028 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Sassandra	715 000	699 910	722 173
57011200032 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Fresco	810 000	792 905	818 126
61011200074 Régler les dépenses de la Région de l'Indénié-Djuablin	1 322 250	1 294 343	1 335 515
61011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agnibilékro	667 500	653 412	674 197
61011200076 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abengourou	2 681 075	2 624 490	2 707 973
61011200077 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière d'Agnibilékrou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
61011200088 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Abengourou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
61011200105 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bettié	857 500	839 402	866 102
61011200108 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Niablé	690 600	676 025	697 528
62011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tanda	4 500 000	4 405 025	4 545 145

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
62011200068 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Assuéfry	760 600	744 547	768 230
62011200069 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koun-Fao	835 000	817 377	843 377
62011200070 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tanda	715 000	699 910	722 173
62011200078 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bondoukou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
62011200084 Régler les dépenses de la Région du Gontougo	1 412 500	1 382 688	1 426 670
62011200085 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bondoukou	715 000	699 910	722 173
71011200094 Régler les dépenses de la Région du Sud Comoé	1 317 500	1 289 694	1 330 717
71011200109 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Aboisso	635 000	621 597	641 370
71011200110 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d' Ayamé	760 600	744 547	768 230
71011200111 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Adiaké	902 500	883 452	911 554
71011200112 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Grand-Bassam	4 500 000	4 405 025	4 545 145
71011200122 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonoua	760 600	744 547	768 230
71011200123 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiapoum	810 000	792 905	818 126
71011200130 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Aboisso	4 500 000	4 405 025	4 545 145
71011200144 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Maféré	1 200 000	1 174 673	1 212 039
76011200076 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière deTiassalé	4 500 000	4 405 026	4 545 146
76011200077 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tiassalé	715 000	699 910	722 173
76011200078 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Agboville	4 500 000	4 405 025	4 545 145
76011200079 Régler les dépenses de la Région de l'Agneby-Tiassa	1 220 000	1 194 251	1 232 239
76011200080 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Taabo	835 000	817 377	843 377
76011200081 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Rubino	713 100	698 050	720 254
76011200097 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agboville	767 500	751 301	775 200
76011200109 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sikensi	787 500	770 880	795 400
76011200112 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Azaguié	760 600	744 547	768 230
77011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Adzopé	4 500 000	4 405 025	4 545 145
77011200059 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Alépé	882 500	863 875	891 353

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
77011200060 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Akoupé	882 500	863 875	891 353
77011200061 Régler les dépenses de la Région de la Mé	1 220 000	1 194 251	1 232 239
77011200063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Adzopé	800 000	783 116	808 026
78010200200 Mettre en œuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DGTCP	1 000 000	978 894	1 010 032
78011201663 Coordonner les activités de la Direction Générale	69 000 000	67 543 724	69 692 236
78011201664 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Attécoubé	835 000	817 377	843 377
78011201665 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koumassi	835 000	817 377	843 377
78011201666 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère des Transports	835 000	817 377	843 377
78011201667 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Education nationale	835 000	817 377	843 377
78011201668 Coordonner les activités du Comité de la Balance des Paiements	1 200 000	1 174 674	1 212 038
78011201669 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Palais de Justice Abidjan	835 000	817 377	843 377
78011201670 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District d'Abidjan	1 715 000	1 678 804	1 732 205
78011201671 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Centre	2 200 000	2 153 568	2 222 071
78011201672 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Plateau	835 000	817 377	843 377
78011201673 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Port-Bouet	667 500	653 412	674 196
78011201674 Conduire les missions d'inspection des Postes Comptables	102 370 516	100 209 941	103 397 538
78011201675 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Yopougon	835 000	817 377	843 377
78011201676 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Nord	1 965 000	1 923 528	1 984 713
78011201677 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Adjamé	835 000	817 377	843 377
78011201678 Conduire les missions d'inspection des Missions Diplomatiques et Consulaires	36 679 048	35 904 920	37 047 027
78011201679 Coordonner les activités de la Commission Nationale de Microfinances	2 660 180	2 604 036	2 686 867
78011201680 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Cocody	835 000	817 377	843 377
78011201681 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de ABIDJAN-SUD	4 500 000	4 405 025	4 545 145
78011201682 Coordonner les activités de l'Inspection Générale du Trésor	31 690 000	31 021 169	32 007 927
78011201683 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public (BIT)	3 200 000	3 132 463	3 232 104
78011201684 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Sud	2 175 000	2 129 096	2 196 820
78011201696 Prendre en charge et régler les dépenses de Logements et Equipements	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011201697 Prendre en charge et régler les dépenses de Loisirs, de Culture et de Cultes	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011201698 Prendre en charge et régler les dépenses de Protection Sociale	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011201864 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bingerville	810 000	792 905	818 126
78011201900 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Abobo	835 000	817 377	843 377
78011201901 Coordonner les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public	3 425 000	3 352 714	3 459 361
78011201961 Coordonner les activités du Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI	800 000	783 116	808 025

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
78011201962 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'ANYAMA	810 000	792 905	818 126
78011201963 Coordonner les activités du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	1 000 000	978 895	1 010 032
78011201964 Prendre en charge et régler les dépenses de Services Généraux et d'Administrations Publiques	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011201973 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de ABIDJAN-NORD	4 500 000	4 405 025	4 545 145
78011201974 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Marcory	835 000	817 377	843 377
78011201985 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Port-Bouët	835 000	817 377	843 377
78011202075 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Songon	2 000 000	1 957 789	2 020 064
78011202093 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Centre	4 500 000	4 405 025	4 545 145
78011202094 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Enseignement technique	835 000	817 377	843 377
78011202095 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des Etablissements Publiques Nationaux, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avances de l'Etat et des personnes morales de droit public (ACCD)	3 090 000	3 024 785	3 121 001
78011202106 Prendre en charge et régler les dépenses de Protections de l'Environnement	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011202190 Coordonner les activités de reforme des Finances Publiques	1 000 000	978 895	1 010 032
78011202266 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Treichville	835 000	817 377	843 377
78011202290 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Abobo	645 000	631 388	651 471
78011202291 Coordonner les activités du Groupe de Travail Flux capitaux privés	1 100 000	1 076 784	1 111 035
78011202294 Coordonner les activités du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	1 000 000	978 895	1 010 032
78011202297 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique	835 000	817 377	843 377
78011202343 Prendre en charge et régler les dépenses de l'Enseignement	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011202344 Prendre en charge et régler les dépenses de Santé	10 250 000	10 033 669	10 352 832
78011202370 Prendre en charge et régler les dépenses d'Ordre et de Sécurité Publics	10 250 000	10 033 669	10 352 832
79011200049 Régler les dépenses de la Région des Grands Ponts	1 317 500	1 289 694	1 330 717
79011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Dabou	4 500 000	4 405 024	4 545 146
79011200062 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Jacqueville	810 000	792 905	818 126
79011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Grand-Lahou	810 000	792 905	818 126
79011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dabou	667 500	653 412	674 197
4 Investissements	***1 868 809 653***	***0***	***0***
Trésor	*1 868 809 653*	*0*	*0*
78011202304 Mettre à niveau la sécurité des serveurs de la Banque du Trésor	443 570 200	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
78011202232 Projet de Construction de 22 Postes comptables	1 125 239 453	0	0
78011202228 Réhabiliter les postes comptables et autres services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	300 000 000	0	0
2203402 Mobilisation des recettes publiques	**33 724 106**	**33 012 343**	**34 062 439**
2 Biens et services	***33 724 106***	***33 012 343***	***34 062 439***
78011201699 Recouvrer les créances contentieuses	3 724 106	3 645 507	3 761 467
78011201865 Gérer les trop perçus	25 000 000	24 472 364	25 250 810
78011202107 Recouvrer les recettes fiscales et non fiscales	5 000 000	4 894 472	5 050 162
2203403 Gestion de l'endettement et des dons	**830 399 699**	**844 644 703**	**864 500 620**
1 Personnel	***724 994 699***	***741 464 322***	***758 038 155***
78011201965 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de Direction de la Dette Publique et des Dons	724 994 699	741 464 322	758 038 155
2 Biens et services	***105 405 000***	***103 180 381***	***106 462 465***
78011201700 Gérer la dette publique et des dons	105 405 000	103 180 381	106 462 465
2203404 Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts	**16 189 098**	**14 868 525**	**15 341 481**
2 Biens et services	***15 189 098***	***14 868 525***	***15 341 481***
78011201702 Gérer les fonds et dépôts publics	15 189 098	14 868 525	15 341 481
4 Investissements	***1 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*1 000 000*	*0*	*0*
78011202325 Opérationnaliser le Compte Unique du Trésor, gérer la trésorerie de l'Etat et tenir la comptabilité	1 000 000	0	0
2203405 Exécution efficace des dépenses publiques	**102 354 042**	**100 193 809**	**103 380 897**
2 Biens et services	***102 354 042***	***100 193 809***	***103 380 897***
78011201703 Apporter un appui aux payeurs à l'étranger (TGE)	27 385 000	26 807 026	27 659 737
78011201704 Tenir les comptes publics et parapublics (ACCT)	3 285 000	3 215 668	3 317 956
78011201705 Contrôler et régler les dépenses liées au budget de l'Etat	7 057 034	6 908 092	7 127 833
78011201706 Assister les pairies à l'Etranger (TGE)	24 361 192	23 847 038	24 605 593
78011201707 Prendre en charge les Missions de Contrôle et de Certification des Paieries à l'Etranger (ACCT)	22 285 816	21 815 464	22 509 396
78011201967 Prendre en charge et régler les dépenses des forces Armées Nationales, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale et des Eaux et Forêts	3 325 000	3 254 824	3 358 358
78011202109 Prendre en charge et régler les dépenses des Institutions de la République	3 510 000	3 435 919	3 545 214
78011202110 Coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (CNDP)	2 700 000	2 643 014	2 727 086
78011202273 Recouvrer les recettes, régler les dépenses liées à la dette, contrôler et centraliser les opérations des agents comptables des projets	5 375 000	5 261 558	5 428 925
78011202310 Centraliser, contrôler les opérations financières comptables et suivre les subvention des EPN et des collectivités territoriales	3 070 000	3 005 206	3 100 799
2203406 Réglementation et suivi de la comptabilité publique	**106 217 000**	**108 196 210**	**110 706 315**
1 Personnel	***96 320 000***	***98 508 090***	***100 710 026***
78011202111 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Conseil National de la Comptabilité	96 320 000	98 508 090	100 710 026
2 Biens et services	***9 897 000***	***9 688 120***	***9 996 289***
78011201708 Conduire la réforme de la comptabilité publique	1 125 000	1 101 257	1 136 286
78011201968 Règlementer la comptabilité de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux et des Collectivités Territoriales	3 425 000	3 352 714	3 459 361

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**5 334 991 007**	**3 438 513 663**	**3 537 635 179**
78011202194 Concourir à l'amélioration continue de l'environnement comptable et financier (CNC)	5 347 000	5 234 149	5 400 642
2203408 Règlementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'étranger	**223 358 754**	**227 839 633**	**233 057 788**
1 Personnel	***209 823 754***	***214 590 297***	***219 387 000***
78010200132 Prendre en charge le salaire de l'Administrateur provisoire de l'UNACOOPEC-CI	144 000 000	147 271 232	150 563 162
78011202341 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Commission Nationale de Microfinances	65 823 754	67 319 065	68 823 838
2 Biens et services	***13 535 000***	***13 249 336***	***13 670 788***
78011201711 Administrer Provisoirement l'UNACOOPEC-CI	200 000	195 778	202 006
78011201712 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation applicable en matière d'assurance	5 000 000	4 894 472	5 050 162
78011201970 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés	3 335 000	3 264 613	3 368 459
78011202335 Elaborer et veiller à l'application de la réglementation des banques et établissements financiers et superviser les relations financières extérieures	5 000 000	4 894 473	5 050 161
2203409 Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières	**15 000 000**	**14 683 419**	**15 150 485**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 419***	***15 150 485***
78011201714 Réguler l'activité financière	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78011201715 Coordonner la stratégie institutionnel du trésor public	5 000 000	4 894 473	5 050 163
78011202210 Collecter, traiter les données statistiques du trésor public et suivre le programme économique et financier	5 000 000	4 894 473	5 050 161
2203410 Gestion efficiente des ressources du programme 3	**1 350 492 986**	**1 321 990 236**	**1 364 041 668**
2 Biens et services	***1 350 492 986***	***1 321 990 236***	***1 364 041 668***
78011201717 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-SNDI	12 516 321	12 252 158	12 641 890
78011201718 Assurer la gestion des ressources humaines	5 000 000	4 894 474	5 050 162
78011201719 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -DGCPT	1 064 413 443	1 041 948 526	1 075 092 063
78011201720 Gérer le système informatique du trésor public	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78011201721 Renforcer les capacités des agents	92 471 058	90 519 415	93 398 764
78011201722 Gérer le Centre de Formation du Trésor et de Documentation	6 975 000	6 827 790	7 044 976
78011201899 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -Direction des Systèmes d'Information	120 000 000	117 467 346	121 203 888
78011201972 Planifier, mettre en œuvre et évaluer le système de management de la qualité	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011202039 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-TRESOR	4 725 000	4 625 277	4 772 402
78011202112 Gérer l'écoute client et la communication	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78011202236 Gérer les Moyens Généraux	24 392 164	23 877 357	24 636 877
78011202328 Gérer la documentation et les archives	5 000 000	4 894 473	5 050 162

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 4.1: Comptes spéciaux du trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**9 847 448 000**	**10 683 400 000**	**11 096 800 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	9 847 448 000	10 683 400 000	11 096 800 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23193 Comptes Spéciaux du Trésor	**9 847 448 000**	**10 683 400 000**	**11 096 800 000**
2319301 Comptes spéciaux du trésor	**9 847 448 000**	**10 683 400 000**	**11 096 800 000**
3 Transferts	***9 847 448 000***	***10 683 400 000***	***11 096 800 000***
78082000212 Transférer les recettes affectées au fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	9 847 448 000	10 683 400 000	11 096 800 000

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'administration générale

- l'absence de système d'information ;
- l'inadaptation du système de communication ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- l'insuffisance de moyens de mobilité.

En matière de Sécurité intérieure

- la sécurité fragile liée aux attaques terroristes, au trafic des drogues et stupéfiants, à la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres ;
- l'insuffisance d'équipements et de matériel de maintien d'ordre ;
- l'inadaptation du système de gestion des procédures de la Police (système manuel) ;
- la non-conformité des infrastructures sécuritaires aux normes internationales ;
- l'insuffisance des infrastructures sécuritaires ;
- le ratio fonctionnaire de Police-Population loin de la norme internationale ;
- l'augmentation des dépenses d'entretien, de réparation et de maintenance du parc automobile de la Police Nationale du fait de l'accroissement du parc ;
- le manque de ressources financières pour la purge des droits coutumiers en vue de la réalisation des infrastructures au profit de la Police Nationale occasionnant des retards dans la mise en oeuvre de la LPSI ;
- l'insuffisance des effets d'habillements ;
- le manque de ressources financières pour l'entretien et la maintenance des équipements spécifiques ainsi que des systèmes d'exploitation de la Police Nationale.

En matière de décentralisation

- des difficultés dans la mise en œuvre du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales et aux Districts Autonomes ;
- des conflits liés à la délimitation des Collectivités territoriales ;
- l'insuffisance de l'opérationnalisation de la coopération décentralisée (DDL) ;
- la disparité de développement entre les collectivités locales ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités ;
- l'insuffisance de moyens de mobilité ;
- le système d'archivage manuel ;
- l'absence d'un système de gestion de l'information ;
- la faiblesse des ressources mobilisées des Collectivités Territoriales .

En matière d'administration du territoire, de cultes et d'identification

- la fragilité de la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- l'inadaptation du système de communication ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;

- l'insuffisance d'équipements ;
- l'insuffisance de moyens de mobilité ;
- la multiplicité de systèmes d'identification ;
- la diversité de présentation des actes d'Etat-Civil ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités ;
- la prolifération anarchique des lieux de cultes .

En matière de protection civile

- l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de protection civile ;
- l'exposition fréquente des populations à des catastrophes telles que les inondations, les effondrements, les accidents de circulation, les noyades, les pandémies . ;
- la faible capacité de l'ONPC à faire face aux catastrophes naturelles ;
- la méconnaissance des gestes de premiers secours par les populations ;
- le non respect des textes réglementaires en matière de protection civile limitant l'action de l'ONPC ;
- l'insuffisance de personnels qualifiés pour la gestion de certains risques particuliers ;
- l'insuffisance de textes règlementaires et de moyens de coercition pour la prévention des risques d'incendies et de secours .

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de l'administration générale

- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère.

Au titre de la sécurité intérieure

- la réhabilitation des services de Police (Préfectures, Districts, Commissariats, casernes, Directions et autres services) ;
- l'ouverture de l'Ecole de Police de Korhogo ;
- la dotation en armes et en tenues des fonctionnaires de Police ;
- le redéploiement général des fonctionnaires de Police ;
- l'équipement des services de Police en matériel roulant, de communication et informatique ;
- l'accélération de la mise en oeuvre du projet SIGAPP (Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police) en vue de l'interconnexion des services de Police ;
- l'adoption du code d'éthique et de déontologie de la Police Nationale ;
- la réhabilitation de Commissariats de Police;
- la réalisation des patrouilles journalières de sécurisations et des opérations de régulation de la circulation organisés par les services de Police (Préfectures, Districts et Commissariats de Police) ;
- l'acquisition des équipements de maintien de l'ordre ;
- l'acquisition d'outillages et de matériels au profit du Garage de la Police ;
- la sécurisation des élections législatives, présidentielles , des fêtes et cérémonies officielles,
- la mise en place des opérations « lutte contre les enfants en conflit avec la loi » , « Epervier » et « vacances sécurisées » ;
- la création de plusieurs Bureaux d'Accueuil Genre (BAG) dans les Commissariats de Police pour la prise en charge des victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- la mise en place des Comités Consultatifs d'Ethique (CCE) dans tous les Commissariats de Police dans le cadre de la Police de proximité ;
- la réalisation de plusieurs opérations de maintien et de service de l'ordre ;
- la destruction de plusieurs fumoirs , des champs de cannabis, la saisie de drogues et l'interpellation de plusieurs individus impliqués dans le trafic de drogue ;
- le maillage du territoire national par les services de Police à travers la création de nouveaux Commissariats de Police, postes frontières ; Unités d'interventions CRS (Compagnies Republicaines de Sécurités) à l'intérieur du pays, Groupements Mobiles d'Interventions dans les Préfectures de Police et de Services Régionaux de Police Judiciaire (SRPJ) dans les Préfectures de Police .

Au titre de la décentralisation

- le dispositif législatif et règlementaire renforcé par la promulgation de la Loi sur le régime financier des Collectivités et la signature de deux (02) partenariats de jumelage ;
- la mise en place de trois (03) instances régionales de gestion locale et d'un cadre de concertation dénommé le Comité Régional de Développement ;

- la sensibilisation des acteurs politiques et administratifs ;
- le dépôt systématique des rapports de missions des élus locaux ou cadres territoriaux à la DGDDL ;
- la mise en place d'une plateforme entre les faîtières des Collectivités Territoriales et la Tutelle ;
- le déploiement du recouvrement par voie électronique dans les Collectivités Territoriales et Districts Autonomes.

Au titre de l'administration du territoire, des cultes et de l'identification

- le maintien d'un climat de paix et de confiance au sein des populations par des missions de sensibilisation et des dialogues intercommunautaires ;
- l'instauration du dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition ;
- la supervision de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire ;
- la coordination des visites d'Etat ;
- la construction de bureaux de circonscriptions administratives et de résidences des Autorités préfectorales ;
- la réhabilitation de bureaux de circonscriptions administratives et de résidences des Autorités préfectorales;
- la sensibilisation des acteurs politiques et administratifs ;
- la mise à la disposition des Autorités préfectorales de matériels roulant (véhicules de commandement) ;
- l'équipement des Autorités préfectorales en mobilier et matériel de bureau ainsi que de résidence ;
- la réorganisation du territoire national en 14 Districts autonomes (dont 12 en cours d'installation), 31 Régions, 80 Départements (tous fonctionnels) et 509 Sous-préfectures dont 485 fonctionnelles ;
- la mise en place de Comités de Sensibilisation et de Veille (CSV) dans les Préfectures et Sous-préfectures ainsi que des Comités de Sécurité (CS) ;
- la formation des Autorités préfectorales à la gestion et au règlement des conflits ;
- l'enrôlement de personnes suivi de la production de cartes d'identité après validation ;
- l'installation de l'unité de gestion du projet d'identification de base (WURI Côte d'Ivoire) ;
- l'implémentation de nouveaux mécanismes de déclaration des faits d'état civil dans les délais ;
- la réglementation des lieux de cultes.

Au titre de la protection civile

- l'organisation de la formation technique initiale des pompiers civils ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation, d'informations , de formations des populations et des acteurs de protection civile sur les risques civils ;
- la réalisation de la cartographie des zones à risques dans onze (11) villes du pays ;
- l'acquisition d'équipements de protection civile (équipements de protection individuelle et collective, matériels et outillages, kits de secourisme etc.) ;
- le renforcement de l'offre d'infrastructures de protection civile (Centres de Secours d'Urgence, siège de l'ONPC à Abidjan en cours.) ;
- l'activation du Plan Bleu (assistance aux victimes des inondations).

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'administration générale

- le renforcement de la coordination des organes du Ministère ;
- la sensibilisation des acteurs politiques et administratifs ;
- le renforcement du système d'information et de communication.

En matière de sécurité intérieure

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des services de la Police Nationale ;
- l'amplification des opérations de sécurisation sur l'ensemble du territoire national ;
- la sécurisation des processus électoraux ;
- l'amplification de la lutte contre le terrorisme ;
- le renforcement de la lutte contre le grand banditisme et toutes autres formes de criminalité ;
- l'amplification de la lutte contre la criminalité transnationale ;

- la poursuite du maillage du territoire national en infrastructures de sécurité ;
- l'élaboration de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI 2021-2025) dans son volet Police ;
- l'achèvement du Système Integré de Gestion des Applications et Procédures de Police (SIGAPP);
- l'entretien et la maintenance des équipements spécifiques ainsi que des systèmes d'exploitation de la Police Nationale (DITT, DLCP, DIJ et DTSI) ;
- la poursuite du recrutement et de la formation des fonctionnaires de Police ;
- la mise en œuvre du plan national intégré de lutte contre le trafic illicite et l'abus des stupéfiants et substances psychotropes.

En matière de décentralisation

- le renforcement des capacités opérationnelles des services du secteur ;
- le renforcement du processus de décentralisation ;
- la matérialisation des limites des Communes ;
- la poursuite des renforcements des capacités des acteurs de la décentralisation ;
- la dématérialisation du système de gestion des archives ;
- la mise en place d'un système de gestion de l'information ;
- la poursuite du déploiement du système de recouvrement par voie électronique dans les Collectivités Territoriales.
- En matière d'administration du territoire, des cultes et de l'identification
- la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du secteur ;
- la modernisation de l'Etat-civil ;
- la poursuite de l'identification des populations et de la délivrance de titres d'identité à travers le Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;
- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme dans le cadre de l'organisation et le fonctionnement des organisations de la société civile ;
- la mise en place d'un système de gestion de l'information ;
- la réforme dans le cadre de l'organisation et le fonctionnement des villages.

En matière de protection civile

- la poursuite du maillage du territoire national en infrastructures de protection civile ;
- la poursuite de l'organisation des campagnes de sensibilisation, d'information , de formation des populations et des acteurs de protection civile sur les risques civils ;
- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles de la protection civile ;
- la formation des recrues Pompiers civils ;
- la sensibilsation au respect des textes réglementaires en matière de protection civile limitant l'action de l'ONPC ;
- le renforcement du cadre règlementaire de la protection civile ;
- la construction de l'Ecole Nationale de la Protection Civile.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du Ministère ;
- le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- la contribution à la mise en œuvre du processus de décentralisation ;
- la contribution à une administration de proximité efficiente ;
- la modernisation du processus d'identification des populations ;
- le renforcement de la protection civile.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées ;
- la promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre ;
- le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives et des cultes est mis en œuvre ;
- le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre ;
- l'offre de service en matière de protection civile est renforcée.

I.3. Missions du Ministère

Conformenent au **décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 6, le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Administration du territoire, de Décentralisation, de Dépôt légal et d'Archives nationales, d'Identification des populations, de Cultes, d'Immigration et d'Emigration, de Sécurité et de Protection civile.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Administration du Territoire

- organisation et administration des circonscriptions administratives par l'intermédiaire des préfets et sous préfets ,dont ils coordonnent et contrôlent les activités;
- relation avec les chefferies traditionnelles ;
- enregistrement des associations ;
- suivi des activités des associations laïques et examen de toutes les questions relatives à leur régime et à leur organisation ;
- contrôle des activités des associations religieuses ;
- participation à l'instruction des demandes de naturalisation ;
- fonctionnement et gestion de l'Etat civil ;
- application de la réglementation relative aux inhumations, exhumations et transferts de restes mortuaires ;
- police administrative des opérations électorales de toutes natures ;
- collecte et exploitation de toutes informations se rapportant à la mission générale d'administration du territoire ;
- autorisation de création des débits de boissons et des restaurants.

En matière de décentralisation

- mise en œuvre et suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Developpement;
- organisation et contrôle du fonctionnement des collectivités territoriales ;
- exercice des pouvoirs de tutelle de l'Etat à l'egard des collectivités territoriales ;
- organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères ;
- animation de l'action régionale,en liaison avec les Conseils Régionaux ;
- sensibilisation des populations à la participation au développement local.

En matière de Dépôt légal et d'Archives nationales

- réception et enregistrement des imprimés et actes soumis au dépôt légal ;
- contrôle de l'application de la réglementation en matière de dépôt légal ;
- mise en œuvre de la politique de reconstitution du patrimoine archivistique national.

En matière d'Identification des populations

- élaboration des projets de textes relatifs à l'identification ;
- identification des populations ;
- gestion du Registre National des Personnes Physiques.

En matière de Cultes

- promotion et développement de la laïcité de l'Etat ;
- établissement d'un dialogue entre les différentes religions en Côte d'Ivoire ;
- contribution à la cohésion entre les différents cultes ;
- établissement, suivi et préservation de bons rapports entre le Gouvernement et les représentants des différentes religions ;
- mise en œuvre et suivi de la mobilisation des ressources en faveur des cultes et religions ;
- assistance aux cultes et aux religions dans le cadre de leurs manifestations nationales et internationales ;
- suivi des activités des associations religieuses.

En matière d'Immigration et d'Emigration

En liaison notamment avec les Ministres chargés de la Défense, des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et de la Diaspora :

- élaboration et mise en œuvre de la législation en matière d'immigration et d'émigration ;
- mise en œuvre, amélioration et maîtrise de la politique d'immigration et d'émigration;
- acceuil et suivi de l'établissement social et économique des immigrants ;
- développement, sécurisation et actualisation d'une base de données sur l'immigration et l'émigration.

En matière de sécurité intérieure

- recrutement, formations initiale et continue des personnels de la Police Nationale ;
- gestion de la sécurité publique ;
- gestion de la sécurité des biens et des personnes ;
- gestion de la Police économique et financière ;
- gestion des renseignements généraux ;
- gestion de la surveillance du territoire ;
- gestion du contrôle de la police de la circulation transfrontalière des personnes ;
- gestion de la délivrance de la carte nationale d'identité,du passeport, des visas d'entrée et de sortie ainsi que des titres de séjour ;
- gestion de la police des stupéfiants, des drogues et des mœurs ;
- gestion de l' autorisation d'importation des armes et munitions, de détention et de port d'armes ;
- gestion de la police judiciaire ;
- gestion de la police scientifique ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine, des missions de sécurité à l'étranger et des représentations de la Police Nationale au sein des organismes sous régionaux, régionaux et internationaux ;
- gestion de l'agrément et contrôle des sociétés privées de sécurité et de transport de fonds.

En matière de protection civile

- élaboration des lois et règlements en matière de protection civile ;
- application et suivi de la réglementation en matière de prévention, de sensibilisation des populations et de secourisme ;
- organisation, direction et coordination des secours en cas de sinistres, de catastrophes d'origine naturelle, technologique ou humaine ;
- coordination et suivi des plans techniques d'urgence ;
- planification des secours et des équipements ;
- participation à la protection des biens culturels en temps de paix comme en temps de guerre, en liaison avec le Ministre chargé de la culture ;
- suivi de l'application des lois et règlements en matière de protection de la nature, en liaison avec les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- coordination de la gestion des risques majeurs en environnement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- participation au contrôle des installations classées, en liaison avec les Ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;

- suivi de la mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres concernés ;
- participation à la lutte contre les épidémies et les épizooties ;
- coordination et mise en œuvre opérationnelle des plans d'organisation des secours médicaux, en liaison avec les Ministres intéressés et les organismes privés compétents en matière de secours d'urgence et de transport sanitaire ;
- participation à la Gestion des Réfugiés et des Apatrides, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- organisation et coordination opérationnelle des secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- participation au contrôle des normes de sécurité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction et de l'Urbanisme, de l'Assainissement.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Sécurité Intérieure.
- Programme 3 : Décentralisation.
- Programme 4 : Administration territoriale et identification.
- Programme 5 : Protection civile.
- Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

II.1.2. Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : **Administration Générale**	Cabinet du Ministre ; Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire ; Inspection Générale des Services de Sécurité ; Direction Générale du Patrimoine ; Direction du Patrimoine de l'Administration du Territoire, des Collectivités Territoriales et des Districts ; Direction de la Logistique et des Infrastructures de la Police Nationale et de la Protection Civile ; Direction de la Formation ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale ; Direction des Ressources Humaines ; Département des Personnels de l'Administration du Territoire ; Département des Personnels de la Sécurité ; Direction des Affaires Politiques ; Direction des Archives Nationales ; Direction des Affaires Financières ; Direction des Etudes, de la Statistique, de la Programmation et du Suivi-Evaluation ; Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information ; Cellule de Passation des Marchés Publics ; Service de la Communication et des Relations Publiques ;		Projet d'appui à la formation continue de la police ; Construire le siège de l'Inspection Générale à Bingerville ; Gérer les urgences du Ministère (Programme d'Urgence Sécurité) ; Concevoir et déployer le système intégré de gestion des Ressources Humaines de l'Administration du Territoire (SIGRHAT).	Construction du bâtiment annexe du Cabinet
Programme 2: **Sécurité Intérieure**	Direction Générale de la Police Nationale ; Direction de la Sécurité Publique ; Direction de la Police Scientifique ; Direction Centrale de la Police Judiciaire ; Direction de la Police Criminelle et son antenne de Man ; Direction de la Surveillance du Territoire et Antenne régionale de Man ; Direction des Unités d'Intervention et 12 Unités d'Intervention (07 CRS, 01 BAE, 01 FRAP, 01 BAT, 01 BSP et 01 Brigade des Montées) ; Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues et 13 Antennes ; Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques ; Direction des Renseignements Généraux et ses 11 Antennes ; Direction de la Police Economique et Financière ; Direction de l'Identification Judiciaire ; Direction du Laboratoire Central de la Police ; Direction des Examens et Concours ; Direction des Services de Santé et 10 Centres de Santé ; Comité Interministériel de la Lutte Anti-Drogue ; Service Armes et Munitions ;	CRFLD COMNAT-ALPC Fonds National de Sécurité (FNS)	**Mettre en œuvre la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI)** Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacqueville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré , Méagui et Niakara Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan: 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi Construire et équiper le magasin central et l'armurerie à l'Ecole Nationale de Police d'Abidjan Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville Construire le siège de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Légères et de Petit Calibre Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres Equiper la Police en moyens de communication modernes Equiper les Commissariats de Police Construire et équiper l'école de Police de Korhogo Poursuivre la réhabilitation des Commissariats Acquérir des équipements pour la sécurité intérieure	Mettre en place le système intégré de gestion des applications et procédures de Police (SIGAPP)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Ecole de Police d'Abidjan ; Ecole de Police de Korhogo ; Unité de lutte contre la Criminalité Transnationale ; Unité de lutte contre le Racket ; 12 Préfectures de Police et 10 Groupements Mobiles d'Intervention ; 13 Districts de Police ; 139 Commissariats de Police ; 02 Postes de Police ;		Acquérir des véhicules au profit de la Police Programme d'urgence sécurité : *-Collecter des informations sur la sécurité (Urgences)* *-Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement* *-Ravitailler les véhicules d'intervention en carburant* *-Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant* Equiper la Police en matériel informatique Equiper l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT) Mettre en place la Brigade des Montées Construire et équiper le centre de la formation continue de la police à Yamoussoukro Construire et équiper l'Hôpital de la Police à N'djem (Jacqueville) Construire et équiper le centre de formation de la DTSI Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques	
Programme 3: **Décentralisation**	Direction de la Coopération Décentralisée ; Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local Direction de la Tutelle Administrative ; Direction de la Tutelle Economique et Financière ; Direction du Développement Local ; 14 Districts Autonomes ; 31 Régions ; 201 Communes.		Mettre en œuvre le projet de construction des marchés de Bouaké et Yopougon (MABY) ; Renforcer les Communes pour la Cohésion Sociale du Grand-Abidjan ; Développer les Ressources Humaines pour le renforcement de l'administration locale des zones Centres et Nords ; Provision pour les dépenses d'investissement des nouvelles Communes.	
Programme 4 : **Administration Territoriale et Identification**	Direction Générale de l'Administration du Territoire ; Direction Générale des Cultes ; Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et de la Laïcité ; Direction de la Vie Cultuelle ; Direction des Circonscriptions Administratives ; Direction des Affaires Générales ; Direction de la Formation Continue ; 31 Préfectures de Région ; 80 Préfectures de Département et 485 Sous-préfectures.	Office National de l'Etat Civil et de l'Identification. (ONECI)	Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures ; Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-Préfectures ; Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales ; Mettre en place un système d'identification de base/ONECI.	
Programme 5 : **Protection Civile**	Centres de Secours d'Urgence (CSU)	ONPC	Construire et équiper de nouvelles infrastructures de protection civile	

II.1.3. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 **:** Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 **:** l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Cabinet MIS
		IP 1.1. 2 : Taux d'exécution du budget	Total liquidation / Total budget actuel Source : Extrait SIGOBE

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 **:** Contribuer à la sécurité des personnes et de leurs biens	RS 2.1 **:** les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées	IP 2.1.1 : Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Calculé par le Conseil National de Sécurité Source : Direction Générale de la Police Nationale
		IP 2.1.2 : Proportion de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection	Nombre de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection / Nombre total de Préfectures de Police fixé à 12 Source : DITT
OG3 **:** Mettre en œuvre les stratégies en vue de promouvoir la politique de décentralisation	RS 3.1 : la promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre	IP 3.1.1 : Taux de missions d'assistance conseil et de contrôle effectuées dans les collectivités territoriales et les Districts Autonomes	Nombre de missions d'assistance conseil et contrôle effectuées / Nombre de missions prévues dans les Collectivités Territoriales et Districts Autonomes) x 100 Source : DGDDL
		IP 3.1.2 **:** Taux de ressources propres collectés par les Collectivités Territoriales	(Ressources propres collectées / Ressources propres prévisionnelles des Collectivités Territoriales) x 100 Source : DGDDL-DTEF
OG4 : Mettre en œuvre les stratégies en vue de renforcer le processus de gestion des circonscriptions administratives, de l'identification et des cultes	RS 4.1 **:**le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives est mis en œuvre	IP 4.1.1 :Taux d'Autorités Préfectorales dotées en véhicules de commandement	(Nombre d'Autorités Préfectorales ayant bénéficié de véhicules de commandement / Nombre total d'Autorités Préfectorales) x 100 Source : DGAT
	RS 4.2 :le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre	IP 4.2.1:Taux d'enrôlement pour la Carte Nationale d'Identité (CNI)	(Nombre de personnes enrôlées / Population cible) x 100 **NB :** Il s'agit des renouvellements vue que l'ONECI ne dispose pas d'information et de moyens de pression sur les nouveaux demandeurs Source : ONECI
	RS 4.3 :le renforcement du processus de gestion des cultes est mis en œuvre	IP 4.3.1 : Taux de pélerinages encadrés	(Nombre de pèlerinages encadrés / Nombre de pèlerinages planifiés) x 100 Source : Rapport d'activités / DG Cultes
OG 5 : Améliorer la protection civile	RS 5.1 **:**l'offre de service en matière de protection civile est renforcée	IP 5.1.1 : Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits	(Nombre de CSU construits / Nombre total de CSU à construire) x 100 Nombre total de CSU à Construire : 30 Source : Office National de la Protection Civile
	RS 5.2 :Renforcer les capacités du personnel de protection civile	IP 5.2.1 **:** Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation initiale / Nombre de pompiers civils recrutés) x 100 Nombre de pompiers civils recrutés : 2 656 Source : Office National de la Protection Civile

II.1.4. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**539 427 241 572**	**548 366 065 111**	**573 039 387 574**
1.1 Ressources Intérieures	**517 654 041 572**	**548 366 065 111**	**573 039 387 574**
1.1.1 Budget Etat	517 654 041 572	548 366 065 111	573 039 387 574
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**21 773 200 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	21 773 200 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**539 427 241 572**	**548 366 065 111**	**573 039 387 574**
2.1 Personnel	**168 119 128 474**	**173 730 187 797**	**179 771 052 286**
2.1.1 Solde y compris EPN	168 119 128 474	173 730 187 797	179 771 052 286
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**36 889 238 059**	**37 053 180 914**	**37 777 288 110**
2.3 Transferts	**201 801 275 039**	**215 834 585 599**	**228 918 533 105**
2.4 Investissement	**132 617 600 000**	**121 748 110 801**	**126 572 514 073**
Trésor	110 844 400 000	121 748 110 801	126 572 514 073
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	21 773 200 000	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, suivi et évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources matérielles et financières du ministère
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	90%	95%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet MIS / DESPSE
	Taux d'exécution du budget	98%	99%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : SIGOBE
	Taux de missions d'assistance-conseil réalisées	8,47%	38,98%	67,23%	95,76%	(Nombre de missions d'assistance-conseil réalisées / Nombre de missions d'assistance-conseil prévues) x 100 Source : Inspection Générale des services de Sécurité et de Protection Civile et Inspection Générale des services de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
OS 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'acteurs formés au Budget-Programmes	72%	80%	90%	100%	(Nombre d'acteurs formés au Budget-Programmes / Nombre d'acteurs budgétaires planifiés) x 100 Source : DAF
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	20,86%	90%	95%	97,50%	(Besoins en personnel satisfaits / Besoins en personnel exprimés) x 100 Source : Direction des Ressources Humaines
OS3 : Améliorer le système de planification, d'information, de communication du Ministère et d'archivage national	Taux des structures disposant d'un plan d'action	30%	60%	80%	100%	(Nombre de structures ayant un plan d'action / Nombre de structures du ministère) x 100 Source : DESPSE
	Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'état-civil	65%	70%	75%	80%	(Nombre de données collectées et traitées / Nombre de données attendues) x100 Source : DESPSE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**17 761 466 376**	**17 448 209 567**	**17 996 569 252**
Personnel	0	0	0
Biens et services	8 319 017 575	8 621 630 367	9 141 151 067
Transferts	4 844 153 801	4 380 349 200	4 380 404 285
Investissements	4 598 295 000	4 446 230 000	4 475 013 900
Trésor	*4 598 295 000*	*4 446 230 000*	*4 475 013 900*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21038 Administration Générale	**17 761 466 376**	**17 448 209 567**	**17 996 569 252**
2103801 Coordination et animation du ministère	**9 779 823 914**	**9 670 150 147**	**9 925 104 465**
2 Biens et services	***983 795 470***	***993 670 947***	***1 119 686 280***
61016000640 Prendre en charge les honoraires des agents de l'Administration du Territoire sous contrat BNETD	93 510 790	107 621 023	168 108 168
78016001374 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire / Volet Administration du Territoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78016001375 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	65 000 000	65 000 000
78016001377 Appuyer les services de l'Administration du Territoire face aux impondérables	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78016001379 Gérer et suivre les matières du ministère / Volet Administration du Territoire	99 011 119	96 921 445	100 004 439
78016001725 Appuyer les Collectivités Territoriales face aux impondérables	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78016001747 Organiser la fête nationale et les réceptions officielles	146 269	143 182	147 736
78016001890 Veiller à l'application de la règlementation en matière de cohésion sociale	4 072 546	3 986 594	4 113 402
78016001891 Organiser des séminaires d'élaboration et de formation sur le nouveau cadre de gestion des finances publiques (CDMT)/volet Administration du Territoire	41 149 084	40 280 615	41 561 908
78016001908 Prendre en charge les dépenses liées à l'Administration du Territoire	31 359 579	30 697 721	31 674 191
78016002008 Inspecter et contrôler les services de l'Administration du Territoire et des Collectivités Territoriales	12 059 228	11 804 712	12 180 211
78016002049 Promouvoir et renforcer les services des Archives Nationales	16 596 407	16 246 134	16 762 906
78016002074 Orienter et suivre la mise en œuvre des activités du Ministère/volet Administration du Territoire	120 000 000	117 467 347	121 203 888
78031000426 Coordonner les activités du ministère/Volet Sécurité	106 308 785	104 065 092	107 375 317
78031000427 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire/volet Sécurité	25 000 000	25 000 000	25 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21038 Administration Générale	**17 761 466 376**	**17 448 209 567**	**17 996 569 252**
78031000428 Prendre en charge les honoraires des agents sous la régie convention BNETD/volet Sécurité	68 180 162	78 468 151	122 570 263
78031000434 Appuyer les services du Ministère/volet Sécurité	75 000 000	73 417 092	75 752 430
78031000540 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire/volet Sécurité	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78031000577 Inspecter les services du ministère/volet Sécurité	21 600 000	21 144 123	21 816 698
78031000613 Mettre en œuvre le CDMT du ministère/volet Sécurité	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78031000622 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78036000169 Effectuer des missions de collecte de données et de suivi-évaluation des projets de la Police	10 000 000	9 788 945	10 100 323
78036000170 Assurer le fonctionnement du garage central de la police	5 801 501	5 679 058	5 859 704
78036000171 Coordonner les activités des écoles et centres de formation	13 000 000	12 725 629	13 130 421
78036000172 Elaborer et mettre en œuvre la politique de coopération internationale du Ministère/volet Sécurité	8 000 000	7 831 157	8 080 259
78036000173 Gérer et suivre les matières du Ministère / Volet Sécurité	14 000 000	13 704 525	14 140 452
3 Transferts	***4 380 028 444***	***4 380 349 200***	***4 380 404 285***
78016001376 Réaliser les transferts au profit des partis politiques (Transferts)	4 377 900 000	4 377 900 000	4 377 900 000
78016001724 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisation internationale des Archives	2 128 444	2 449 200	2 504 285
4 Investissements	***4 416 000 000***	***4 296 130 000***	***4 425 013 900***
Trésor	*4 416 000 000*	*4 296 130 000*	*4 425 013 900*
90031000002 Equiper l'Inspection Générale de l'Administration du Territoire	115 000 000	0	0
78031000431 Gérer les situations d'urgence du ministère	4 161 000 000	4 296 130 000	4 425 013 900
11031000026 Réhabiliter la résidence officielle du Ministère à Yamoussoukro	140 000 000	0	0
2103802 Planification, suivi et évaluation	**150 816 763**	**147 633 709**	**152 329 816**
2 Biens et services	***150 816 763***	***147 633 709***	***152 329 816***
78016001381 Réaliser les études et produire les statistiques du Ministère/volet Administration du Territoire	122 000 000	119 425 137	123 223 953
78016001892 Organiser la planification générale des activités du Ministère/volet Administration du Territoire	28 816 763	28 208 572	29 105 863
2103803 Gestion des ressources matérielles et financières du ministère	**7 783 535 459**	**7 584 133 554**	**7 871 370 299**
2 Biens et services	***7 137 115 102***	***7 434 033 554***	***7 821 370 299***
78016001382 Gérer les ressources financières du Ministère/volet Administration du Territoire	14 500 000	14 193 972	14 645 469
78016001384 Apport une assistance au personnel du ministère dans le domaine informatique	8 675 054	8 491 963	8 762 086
78016001893 Gérer et suivre les carrières des fonctionnaires du ministère de l'Administration du Territoire	19 552 569	19 139 905	19 748 726
78016002042 Gérer les acquisitions de biens et matériels au profit du ministère	20 000 000	19 577 891	20 200 648
78016002114 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	5 759 576 280	6 085 568 298	6 430 011 463
78031000436 Gérer les ressources humaines du ministère	57 397 974	56 186 565	57 973 812

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21038 Administration Générale	**17 761 466 376**	**17 448 209 567**	**17 996 569 252**
78031000437 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle/volet Sécurité	25 500 000	24 961 812	25 755 826
78031000519 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	20 962 500	20 520 077	21 172 803
78031000528 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	200 236 773	196 010 687	202 245 629
78031000580 Apporter un Appui aux fonctionnaires de Police	134 724 608	131 881 185	136 076 219
78036000174 Organiser la formation commune de base des recrues de la police	875 989 344	857 501 199	884 777 618
3 Transferts	***464 125 357***	***0***	***0***
90016000001 Effectuer les virements pour le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère	464 125 357	0	0
4 Investissements	***182 295 000***	***150 100 000***	***50 000 000***
Trésor	*182 295 000*	*150 100 000*	*50 000 000*
90031000003 Concevoir et déployer le système intégré de gestion des Ressources Humaines de l'Administration du Territoire (SIGRHAT)	111 295 000	100 100 000	0
21207030036 Appuyer la formation continue des fonctionnaires	71 000 000	50 000 000	50 000 000
2103804 Information et communication	**47 290 240**	**46 292 157**	**47 764 672**
2 Biens et services	***47 290 240***	***46 292 157***	***47 764 672***
78016001899 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de l'Administration du Territoire	8 552 103	8 371 608	8 637 902
78031000529 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de la sécurité	10 260 456	10 043 903	10 363 391
78031000579 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	5 500 000	5 383 921	5 555 177
78031000606 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du ministère	13 977 681	13 682 675	14 117 911
78036000175 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires/Volet Sécurité	9 000 000	8 810 050	9 090 291

II.2.2. Programme 2 : Sécurité Intérieure

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sécurité Interieure	Action 2.1: Recrutement, formation et gestion du personnel de police
	Action 2.2: Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police
	Action 2.3: Sécurité et protection des personnes et des biens
	Action 2.4: Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sécurité Intérieure						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio Population urbaine sur Fonctionnaires de Police	675 habitants pour 1 policier	539 habitants pour 1 policier	481 habitants pour 1 policier	436 habitants pour 1 policier	Population en zone urbaine / Nombre total de policiers (la norme étant fixée à 400 habitants pour 1 policier) Source : DRH / RGPH
	Taux de policiers logés par l'Etat	97%	98%	99%	100%	(Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / Nombre total de policiers titularisés) x 100 Source : DAF/SDSBPN
	Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue selon les recommandations de l'ONUDC	15,6%	17,6%	19,6%	21,6%	(Nombre de policiers formés à la lutte contre la drogue / Nombre de policiers à former par année) x 100 **NB :** Nombre de policiers à former par année fixé à 250 selon les recommandations de l'ONUDC Source **:** CRFLD
	Taux de policiers dotés en arme automatique individuelle	85,2%	93%	97%	100%	(Nombre de policiers dotés en arme automatique individuelle / Nombre total de policiers titularisés) x 100 Source : DLI
OS 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	1,2	1,3	1,2	1,2	Cet indice est calculé par le Conseil National de Sécurité (CNS) Source : DGPN
	Proportion de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection	5/12	6/12	9/12	12/12	Nombre de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection / Nombre total de Préfectures de Police fixé à 12 Source : DITT
	Proportion de Commissariats de Police construits	5/20	9/20	12/20	15/20	Nombre de Commissariats construits / Nombre total de commissariats planifiés fixé à 20 Source : DLI
	Taux d'armes marquées	90%	95%	100%	100%	(Nombre d'armes marquées / Nombre total d'armes à marquer) x 100 Il s'agit des armes détenues par les Forces de Défense et de Sécurité Source : COMNAT-ALPC

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : SÉCURITÉ INTERIEURE	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
Personnel	103 871 228 771	107 510 045 263	111 508 058 328
Biens et services	24 468 917 679	24 416 807 605	24 493 688 200
Transferts	4 964 460 665	5 985 288 978	6 319 714 187
Investissements	31 217 800 000	31 057 756 872	30 707 756 872
Trésor	*30 495 200 000*	*31 057 756 872*	*30 707 756 872*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*722 600 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
2203901 Recrutement, formation et gestion du personnel de police	**130 624 675 844**	**134 446 901 913**	**138 759 588 888**
1 Personnel	***103 592 277 063***	***107 227 881 845***	***111 222 686 628***
78031000496 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de Police	103 592 277 063	107 227 881 845	111 222 686 628
2 Biens et services	***22 075 360 876***	***22 073 767 822***	***22 076 118 128***
25031000020 Gérer l'école de Police de Korhogo	10 000 000	9 788 945	10 100 324
25031000021 Organiser la formation initiale et continue des élèves et fonctionnaires de Police à Korhogo	35 000 000	34 261 310	35 351 134
78031000424 Organiser la Formation initiale et continue à l'Ecole de Police d'Abidjan	17 724 723	17 350 637	17 902 543
78031000493 Coordonner l'organisation des concours de recrutement de la Police Nationale	8 200 000	8 026 936	8 282 266
78031000524 Apurer les passifs des baux de la Police	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78031000545 Gérer l'Ecole de Police d'Abidjan (EPA)	4 556 153	4 459 994	4 601 861
78031000564 Gérer les baux de la Police	20 999 880 000	20 999 880 000	20 999 880 000
3 Transferts	***4 234 437 905***	***5 145 252 246***	***5 460 784 132***
78031000499 Gérer les bourses des élèves-policiers	4 234 437 905	5 145 252 246	5 460 784 132
4 Investissements	***722 600 000***	***0***	***0***
Financement extérieur	722 600 000	0	0
78031000497 Appuyer la formation continue des fonctionnaires de Police	722 600 000	0	0
2203902 Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police	**103 248 145**	**101 069 047**	**104 283 973**
2 Biens et services	***103 248 145***	***101 069 047***	***104 283 973***
25036000002 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de Police au sein de l'Ecole de Police de Korhogo	15 000 000	14 683 419	15 150 486
31031000038 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Daloa	4 999 999	4 894 471	5 050 161

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
51031000018 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Divo	4 999 999	4 894 472	5 050 161
62036000001 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Bondoukou	4 999 999	4 894 472	5 050 161
78031000442 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de la Police	4 999 999	4 894 472	5 050 162
78031000444 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la Brigade Anti-Emeutes	4 999 999	4 894 472	5 050 161
78031000445 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de la formation sanitaire d'Abengourou	4 999 999	4 894 471	5 050 161
78031000446 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la CRS1 de Williamsville	4 999 999	4 894 472	5 050 161
78031000567 Elaborer et suivre la mise en œuvre de la politique sanitaire de la Police	8 585 883	8 404 674	8 672 020
78031000568 Prendre en charge la santé des Fonctionnaire de Police à l'Ecole Nationale de Police	39 662 270	38 825 180	40 060 178
78031000585 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la cité policière d'Abobo	4 999 999	4 894 472	5 050 161
2203903 Sécurité et protection des personnes et des biens	**26 497 483 126**	**25 529 563 165**	**24 297 787 854**
1 Personnel	***278 951 708***	***282 163 418***	***285 371 700***
78031000538 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la COMNAT-ALPC	266 788 800	269 860 472	272 928 866
78031000655 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CRFLD	12 162 908	12 302 946	12 442 834
2 Biens et services	***2 290 308 658***	***2 241 970 736***	***2 313 286 099***
11031000017 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yamoussoukro	4 999 999	4 894 472	5 050 160
11031000018 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Yamoussoukro	2 910 469	2 849 042	2 939 670
11031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Yamoussoukro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
11031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toumodi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
11031000022 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Yamoussoukro	8 500 000	8 320 603	8 585 275
11031000023 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Yamoussukro	11 367 852	11 127 928	11 481 899
11031000024 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissemenr de Yamoussoukro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
11031000025 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiébissou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
11036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Yamoussoukro	4 179 900	4 091 681	4 221 834
14031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dimbokro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
14031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Bocanda	4 500 000	4 405 026	4 545 147
14036000001 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Dimbokro	4 179 900	4 091 681	4 221 834
15031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Daoukro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
16031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bongouanou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Botro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000022 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
17031000023 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bouaké	8 500 000	8 320 603	8 585 275
17031000024 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Bouaké	4 999 999	4 894 472	5 050 160
17031000025 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Bouaké	4 700 000	4 600 805	4 747 152
17031000030 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bouaké	9 000 000	8 810 051	9 090 291
17031000031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Béoumi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
17036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Bouaké	4 179 900	4 091 681	4 221 834
18031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Katiola	4 500 000	4 405 026	4 545 147
18036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabakala	4 179 900	4 091 681	4 221 834
22031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Touba	4 500 000	4 405 026	4 545 147
23031000012 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Odienné	9 000 000	8 810 051	9 090 291
23031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Odienné	4 500 000	4 405 026	4 545 147
23031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de GBELEBAN	4 500 000	4 405 026	4 545 147
23031000016 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Odienné	8 500 000	8 320 603	8 585 275
23031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention d'Odienné	4 700 000	4 600 805	4 747 152
23036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Odienné	4 179 900	4 091 681	4 221 834
24031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ferké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
24031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Niélé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
24031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ouangolodougou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
24036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kong	4 179 900	4 091 681	4 221 834
25031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Korhogo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
25031000015 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Korhogo	9 000 000	8 810 051	9 090 291
25031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Korhogo	2 910 469	2 849 042	2 939 670
25031000017 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Korhogo	8 500 000	8 320 603	8 585 275
25031000018 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de M'Bengué	4 500 000	4 405 026	4 545 147
25031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Korhogo	4 700 000	4 600 805	4 747 152

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
25036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dikodougou	4 179 900	4 091 681	4 221 834
25036000003 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Korhogo	4 179 900	4 091 681	4 221 834
26031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Boundiali	4 500 000	4 405 026	4 545 147
26031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kouto	4 500 000	4 405 026	4 545 147
26031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tengréla	4 500 000	4 405 026	4 545 147
27031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Minignan	4 500 000	4 405 026	4 545 147
28031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouna	4 500 000	4 405 026	4 545 147
28031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de DOROPO	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Vavoua	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000029 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Daloa	9 000 000	8 810 051	9 090 291
31031000031 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Daloa	8 500 000	8 320 604	8 585 275
31031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Saïoua	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000034 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Daloa	2 910 469	2 849 042	2 939 670
31031000035 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Daloa	4 999 999	4 894 472	5 050 160
31031000036 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zoukougbeu	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000037 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000039 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Issia	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000040 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31031000041 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Daloa	4 700 000	4 600 805	4 747 152
31031000042 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
31036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Daloa	4 179 900	4 091 681	4 221 834
32031000022 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Gagnoa	8 500 000	8 320 604	8 585 275
32031000023 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Gagnoa	4 999 999	4 894 472	5 050 160
32031000025 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Gagnoa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
32031000026 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Gagnoa	9 000 000	8 810 051	9 090 291
32031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guibéroua	4 500 000	4 405 026	4 545 147
32031000029 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Gagnoa	5 940 107	5 814 738	5 999 701
32031000030 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Gagnoa	4 500 000	4 405 026	4 545 147
32031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Oumé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
32031000033 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'Ordre public par la CRS4 dans sa zone de compétence	4 999 999	4 894 472	5 050 161

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
32031000034 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Gagnoa	4 700 000	4 600 805	4 747 152
32036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ouragahio	4 179 900	4 091 681	4 221 834
32036000002 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Gagnoa	4 179 900	4 091 681	4 221 834
35031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonon	4 500 000	4 405 026	4 545 147
35031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sinfra	4 500 000	4 405 026	4 545 147
35031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouaflé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
35031000012 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zuénoula	4 500 000	4 405 026	4 545 147
36031000003 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Séguéla	4 500 000	4 405 026	4 545 147
37031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Mankono	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Danané	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000024 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Man	8 500 000	8 320 604	8 585 277
41031000025 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la zone de Man	9 016 036	8 825 749	9 106 488
41031000026 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Man	9 000 000	8 810 051	9 090 291
41031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Biankouma	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Man	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zouan-Hounien	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000030 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de SIPILOU	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000031 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Man	2 910 469	2 849 042	2 939 670
41031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Man	4 500 000	4 405 026	4 545 147
41031000033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Man	4 700 000	4 600 805	4 747 152
41031000034 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de Man	10 000 000	9 788 946	10 100 324
41031000035 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sureté de l'Etat dans la zone de Man	10 000 000	9 788 945	10 100 324
41036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Man	4 179 900	4 091 681	4 221 834
42031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guiglo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
42031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toulepleu	4 500 000	4 405 026	4 545 147
42031000011 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Guiglo	2 910 469	2 849 042	2 939 670
42031000012 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bloléquin	4 500 000	4 405 026	4 545 147
43031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Duékoué	4 500 000	4 405 026	4 545 147
43036000001 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Duékoué	4 179 900	4 091 681	4 221 834
51031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Hiré	4 500 000	4 405 026	4 545 147
51031000020 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Divo	4 999 999	4 894 472	5 050 160
51031000022 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Lakota	4 500 000	4 405 026	4 545 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
51031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Divo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
51031000025 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Divo	2 910 469	2 849 042	2 939 670
51031000026 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS 3 dans sa zone de compétence	4 999 999	4 894 472	5 050 161
51031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Divo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
51036000001 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité 5 (Divo)	4 179 900	4 091 681	4 221 834
55031000013 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de San-Pédro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
55031000014 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de San-Pédro	9 000 000	8 810 051	9 090 291
55031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tabou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
55031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de San-Pédro	2 910 469	2 849 042	2 939 670
55031000017 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de San-Pédro	8 500 000	8 320 603	8 585 275
55031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de San-Pédro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
55036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à San Pedro	4 179 900	4 091 681	4 221 834
56031000002 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Soubré	4 500 000	4 405 026	4 545 147
57031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sassandra	4 500 000	4 405 026	4 545 147
61031000015 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Abengourou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
61031000016 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agnibilékro	4 500 000	4 405 026	4 545 147
61031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Niablé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
61031000018 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Abengourou	2 910 469	2 849 042	2 939 670
61031000019 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Abengourou	8 500 000	8 320 603	8 585 275
61031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement d'Abengourou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
61031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abengourou	4 700 000	4 600 805	4 747 152
61031000022 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abengourou	9 000 000	8 810 051	9 090 291
61036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Abengourou	4 179 900	4 091 681	4 221 834
62031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bondoukou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
62031000012 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bondoukou	9 000 000	8 810 051	9 090 291
62031000013 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bondoukou	8 500 000	8 320 603	8 585 275
62031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tanda	4 500 000	4 405 026	4 545 147
62031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Bondoukou	4 700 000	4 600 805	4 747 152
62031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bondoukou	2 910 469	2 849 042	2 939 670
62036000002 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Bondoukou	4 179 900	4 091 681	4 221 834
71031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiapoum	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000022 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Aboisso	9 000 000	8 810 051	9 090 291
71031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Assinié	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000024 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonoua	4 500 000	4 405 026	4 545 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
71031000025 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Aboisso	2 910 469	2 849 042	2 939 670
71031000026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Bassam	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Noé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Aboisso	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adiaké	4 500 000	4 405 026	4 545 147
71031000030 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Aboisso	8 500 000	8 320 603	8 585 275
71031000031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention d'Aboisso	4 700 000	4 600 805	4 747 152
71036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Mafére	4 179 900	4 091 681	4 221 834
71036000003 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Aboisso	4 179 900	4 091 681	4 221 834
76031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sikensi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
76031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agboville	4 500 000	4 405 026	4 545 147
76031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de N'DOUCI	4 500 000	4 405 026	4 545 147
76031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiassalé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
77031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adzopé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
77031000015 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Adzopé	2 910 468	2 849 041	2 939 669
77031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Akoupé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
77031000018 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Alépé	4 500 000	4 405 025	4 545 145
77031000019 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adzopé	4 999 999	4 894 472	5 050 160
77031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Afféry	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000447 Coordonner et suivre les missions de sécurité intérieure	68 272 759	66 831 834	68 957 698
78031000449 Lutter contre le Racket	40 000 000	39 155 780	40 401 294
78031000453 Lutter contre la criminalité transnationale organisée UCT	69 900 000	68 424 730	70 601 264
78031000455 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 37ème Arrondissement d'Abobo-Doumé	4 500 000	4 405 024	4 545 147
78031000456 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abidjan	73 886 496	72 327 090	74 627 755
78031000457 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Anyama	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000458 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Marcory	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000459 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 13ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000460 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 18ème Arrondissement de la Riviéra	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000461 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Port-Bouët	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000463 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 19ème Arrondissement de Yopougon-Toits rouges	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000464 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 11ème Arrondissement de Williamsville	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000465 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS 2 de Marcory	8 412 031	8 234 491	8 496 425
78031000466 Conduire les recherches pour élucider des infractions et identifier leurs auteurs	33 572 640	32 864 075	33 909 454

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
78031000467 Procéder aux interventions rapides de retablissement de l'ordre public	4 999 999	4 894 470	5 050 161
78031000468 Réguler la circulation	4 618 023	4 520 557	4 664 354
78031000469 Superviser les unités d'intervention dans le maintien et le retablissement de l'ordre public	10 526 196	10 304 035	10 631 800
78031000470 Escorter et protéger les autorités	3 364 336	3 293 332	3 398 087
78031000471 Veiller à la sécurité sur la voie publique	4 999 999	4 894 471	5 050 162
78031000472 Enquêter sur les infractions impliquant des mineurs	4 947 797	4 843 372	4 997 435
78031000473 Veiller à la protection des moeurs	4 414 211	4 321 046	4 458 498
78031000474 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bouaké	2 910 469	2 849 042	2 939 670
78031000475 Encaisser les paiements des amendes des infractions	2 268 296	2 220 422	2 291 052
78031000480 Veiller à la sécurité urbaine	1 694 597	1 658 832	1 711 598
78031000481 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Koumassi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000482 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Abobo	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000483 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 27ème Arrondissement d'Adjamé Bracodi-bar	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000485 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 22ème Arrondissement d'Angré	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000486 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Cocody	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000487 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 16ème Arrondissement de Yopougon-Sicogi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000488 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police de la Mairie de Treichville	4 681 255	4 582 457	4 728 220
78031000489 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adjamé	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000490 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 23ème Arrondissement de Yopougon-Andokoi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000491 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 38ème Arrondissement de Ypougon-Zone industrielle	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000508 Lutter contre les crimes économiques et financières	9 500 000	9 299 500	9 595 308
78031000509 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme en Côte d'Ivoire	11 000 000	10 767 840	11 110 357
78031000525 Renforcer le dispositif sécuritaire	541 000 000	529 581 956	546 427 528
78031000532 Mettre en place les stratégies de sensibilisation et de lutte anti-drogue	12 665 487	12 398 176	12 792 553
78031000553 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 36ème Arrondissement de Koumassi Sicogi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000554 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 24ème Arrondissement de Port-Bouët Adjoufou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000555 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 12ème Arrondissement des Deux-Plateaux	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000556 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 8ème Arrondissement de Cocody	4 500 000	4 405 026	4 545 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
78031000557 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 29ème Arrondissement de Treichville Biaffra	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000558 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 25ème Arrondissement de Vridi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000559 Intervenir pour le maintien et le retablissement de l'ordre public lors des émeutes	8 038 633	7 868 974	8 119 281
78031000560 Superviser les services de police dans les procédures judiciaires	7 958 977	7 790 999	8 038 826
78031000561 Superviser les services de Police en charge de la sécurité publique	8 608 242	8 426 561	8 694 604
78031000570 Lutter contre l'usage des drogues et des stupéfiants	7 700 000	7 537 488	7 777 249
78031000575 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Williamsville (CRS1)	10 000 000	9 788 946	10 100 325
78031000589 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 17ème Arrondissement de Yopougon-Niangon	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000590 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 10ème Arrondissement d'Attécoubé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000591 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Port-Bouët	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000592 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 35ème Arrondissement de la Riviéra Palméraie	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000596 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 26ème Arrondissement de Marcory-Aliodan	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000597 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 30ème Arrondissement de Cocody Attoban	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000598 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 20ème Arrondissement de Koumassi	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000599 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Treichville	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000601 Conduire les enquêtes administratives et fournir les renseignements à l'Etat	13 300 000	13 019 299	13 433 431
78031000602 Superviser les services de police exerçant dans le domaine scientifique	24 978 614	24 451 431	25 229 208
78031000609 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de la zone 4 (Marcory)	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000614 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 15ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000615 Rechercher et réaliser des assauts	24 738 985	24 216 857	24 987 176
78031000616 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement du Plateau	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000617 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police d'Abidjan Plateau-CARENA	4 500 000	4 405 025	4 545 147
78031000619 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bingerville	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000620 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 21ème Arrondissement d'Abobo derrière-rail	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000621 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 31ème Arrondissement de Biétry	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000627 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 33ème Arrondissement de Port-	4 500 000	4 405 026	4 545 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
Bouët Gonzagueville			
78031000628 Veiller à la sécurité des personnes et des biens par l'utilisation des chevaux	29 999 999	29 366 836	30 300 971
78031000629 Lutter contre le terrorisme	2 691 469	2 634 666	2 718 470
78031000630 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yopougon	4 999 999	4 894 472	5 050 160
78031000638 Effectuer les constats, examens et analyses de faits et de substances	15 153 102	14 833 290	15 305 123
78031000641 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 34ème Arrondissement d'Abobo-Baoulé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000642 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 14ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000643 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sûreté de l'Etat	16 700 000	16 347 539	16 867 542
78031000645 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Marcory	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000646 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de'Adjamé	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000648 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 32ème Arrondissement d'Abobo Avocatier	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000649 Gérer les armes et munitions	1 568 908	1 535 794	1 584 647
78031000650 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 7ème Arrondissement des 220 logements	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000652 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 28ème Arrondissement d'Attécoubé Santé II	4 500 000	4 405 026	4 545 147
78031000653 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abidjan	4 700 000	4 600 805	4 747 152
78036000177 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Abobo-anonkoua kouté	4 179 900	4 091 681	4 221 834
78036000178 Veiller au fonctionnement de la section musique de la Police Nationale	3 900 000	3 817 688	3 939 125
78036000179 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de l'Aéroport FHB d'Abidjan	3 900 000	3 817 688	3 939 125
79031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
79031000007 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Dabou	4 999 999	4 894 472	5 050 160
79031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Lahou	4 500 000	4 405 026	4 545 147
90036000006 Assurer l'entretien et la maintenance du système d'identification judiciaire par empreinte digitale	132 000 000	129 214 081	133 324 277
3 Transferts	***730 022 760***	***840 036 732***	***858 930 055***
78031000452 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'Organisation Internationale de la Police Criminelle (OIPC-Interpol)	56 532 400	65 051 798	66 514 882
78031000605 Fournir des informations pour la lutte contre la criminalité et le grand banditisme	6 000 000	6 904 197	7 059 479
78031000610 Faire fonctionner la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Legères et de Petit Calibre 'ComNat-ALPC)	451 433 433	519 464 167	531 147 472
78031000626 Accompagner 10% des usagers de drogue internés jusqu'à leur réhabilitation socio-professionnelle	177 883 365	204 690 276	209 293 979
78031000644 Effectuer les transferts pour les investissements du Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD)	38 173 562	43 926 294	44 914 243
4 Investissements	***23 198 200 000***	***22 165 392 279***	***20 840 200 000***
Trésor	*23 198 200 000*	*22 165 392 279*	*20 840 200 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22039 Sécurité Intérieure	**164 522 407 115**	**168 969 898 718**	**173 029 217 587**
90036000002 Réhabiliter les locaux de la Direction Générale de la Police Nationale	500 000 000	777 685 602	0
90036000001 Mettre en œuvre le projet d'appui au renforcement des capacités de la Police	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78031000633 Equiper l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT)	83 947 000	0	0
78031000632 Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement	6 000 000 000	5 400 000 000	5 400 000 000
78031000625 Mettre en place la brigade des montées	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78031000588 Equiper la Police en moyens de communication modernes	825 000 000	625 000 000	625 000 000
78031000587 Acquérir des équipements pour la sécurité intérieure	5 400 000 000	5 400 000 000	5 400 000 000
78031000572 Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques	500 000 000	197 506 677	0
78031000550 Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres	200 000 000	200 000 000	0
78031000505 Equiper les Commissariats de Police	1 000 000 000	1 000 000 000	800 000 000
78031000504 Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant de la Police Nationale	2 739 253 000	2 165 200 000	2 165 200 000
78031000503 Ravitailler les véhicules d'intervention de la Police Nationale en carburant	2 500 000 000	2 450 000 000	2 500 000 000
78011202022 Acquérir des véhicules au profit de la Police	3 100 000 000	3 600 000 000	3 600 000 000
32031000031 Equiper la police en matériel informatique	150 000 000	150 000 000	150 000 000
2203904 Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale	**7 297 000 000**	**8 892 364 593**	**9 867 556 872**
4 Investissements	***7 297 000 000***	***8 892 364 593***	***9 867 556 872***
Trésor	*7 297 000 000*	*8 892 364 593*	*9 867 556 872*
90031000005 Construire et équiper 4 casernes de CRS	150 000 000	632 390 162	632 390 162
90031000004 Achever la construction de la nouvelle caserne de la BAE à Yopougon Gesco	1 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
78031000634 Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan: 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi	275 000 000	700 000 000	700 000 000
78031000594 Construire et équiper l'Hôpital de la Police à N'djem (Jacqueville)	500 000 000	1 700 000 000	1 675 192 279
78031000593 Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville	100 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000
78031000549 Construire le siège de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Legères et de Petit Calibre	348 000 000	0	0
78031000547 Construire et équiper le magasin central et l'armurerie à l'Ecole Nationale de Police d'Abidjan	150 000 000	389 974 431	389 974 431
78031000546 Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacqueville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré, Méagui et Niakara	500 000 000	700 000 000	700 000 000
78031000539 Achever l'extension des bâtiments de la Direction de la Police Economique et Financière	4 000 000	0	0
78031000513 Poursuivre les travaux de réhabilitation des 14 Commissariats	500 000 000	300 000 000	300 000 000
78031000512 Construire et équiper une Ecole de Police de Korhogo	3 000 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
78031000511 Construire et équiper le centre de formation de la DTSI	220 000 000	220 000 000	220 000 000
78031000510 Construire et équiper le centre de la formation continue de la police à Yamoussoukro	550 000 000	550 000 000	550 000 000

II.2.3. Programme 3 : Décentralisation

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Décentralisation	Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
	Action 3.2: Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales
	Action 3.3: Coordination des services des districts autonomes
	Action 3.4: Coordination des services des régions
	Action 3.5: Coordination des services des communes
	Action 3.6: Coordination du développement des services généraux dans les régions
	Action 3.7: Coordination du développement des services généraux dans les communes
	Action 3.8: Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts autonomes
	Action 3.9: Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions
	Action 3.10: Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes
	Action 3.11: Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes
	Action 3.12: Coordination du développement des affaires économiques dans les régions
	Action 3.13: Coordination du développement des affaires économiques dans les communes
	Action 3.14: Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions
	Action 3.15: Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes
	Action 3.16: Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes
	Action 3.17: Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions
	Action 3.18: Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes
	Action 3.19: Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes
	Action 3.20: Coordination du développement de la santé dans les régions
	Action 3.21: Coordination du développement de la santé dans les communes
	Action 3.22: Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les districts autonomes
	Action 3.23: Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions
	Action 3.24: Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes
	Action 3.25: Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes
	Action 3.26: Coordination du développement de l'enseignement dans les régions
	Action 3.27: Coordination du développement de l'enseignement dans les communes
	Action 3.28: Coordination du développement de la protection sociale dans les districts autonomes
	Action 3.29: Coordination du développement de la protection sociale dans les régions
	Action 3.30: Coordination du développement de la protection sociale dans les communes
	Action 3.31: Appui pour le fonctionnement des collectivités
	Action 3.32: Appui pour le développement des collectivités

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Décentralisation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1: Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Taux de missions d'assistance conseil et de contrôle effectuées dans les collectivités territoriales et les Districts Autonomes	5,70%	12%	10,5%	15,5%	(Nombre de missions d'assistance conseil et contrôle effectuées / Nombre de missions prévues dans les Collectivités Territoriales et Districts Autonomes) x 100 **Source :** DGDDL
	Taux de satisfaction des demandes de partenariat des Collectivités Territoriales et de Districts Autonomes ayant introduit des demandes de partenariat et de coopération décentralisée	40 %	50 %	60 %	60 %	(Nombre de requêtes traitées en matière de partenariat et de coopération décentralisée / Nombre total de requêtes reçues en matière de partenariat et de coopération décentralisée) x 100 **Source :** DIRCOD
OS 2 : Améliorer le système de gestion économique et financière des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes	Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique	12%	28%	32,5%	40,6%	(Nombre de Collectivités Territoriales connectées / Nombre total de Collectivités Territoriales) x 100 **Source :** DTEF Nombre de Collectivités Territoriales connectées est de 56 en 2020 Nombre de Collectivités Territoriales et Districts Autonomes = 234 (2 Districts Autonomes , 31 Régions et 201 Communes)
	Taux de ressources propres collectées par les Collectivités Territoriales	10,15 %	20%	40%	55%	(Ressources propres collectées / Ressources propres prévisionnelles des Collectivités Territoriales) x 100 **Source :** DTEF
	Proportion de Collectivités Territoriales et de Districts Autonomes transmettant les documents budgétaires dans les délais	23 / 234	70 / 234	140 / 234	234 / 234	(Nombre de Collectivités Territoriales et de Districts Autonomes ayant transmis les documents budgétaires dans les délais / Nombre total de Collectivités Territoriales et de Districts Autonomes) **Source :** DTEF Nombre de Collectivités Territoriales et Districts Autonomes = 234 (2 Districts Autonomes , 31 Régions et 201 Communes) Les documents budgétaires concernés sont : le projet de programmes triennal, le projet de budget, le rapport spécial et le compte administratif de gestion)

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : DÉCENTRALISATION	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
Personnel	6 544 739 754	6 552 512 122	6 560 333 670
Biens et services	253 842 462	248 485 005	256 389 115
Transferts	26 547 577 099	27 047 146 237	27 047 146 237
Investissements	79 214 800 000	71 743 743 289	66 895 743 289
Trésor	*68 764 200 000*	*71 743 743 289*	*66 895 743 289*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*10 450 600 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
2204001 Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation	**198 518 252**	**194 328 438**	**200 509 869**
2 Biens et services	198 518 252	194 328 438	200 509 869
78016001387 Mettre en place l'atlas national de la coopération décentralisée	4 100 000	4 013 468	4 141 133
78016001909 Elaborer les décrets d'application de la loi portant statuts de la fonction publique des Collectivités Territoriales et de la loi relative à la Police Municipale	6 862 149	6 717 320	6 930 994
78016002036 Suivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation	97 556 103	95 497 139	98 534 826
78016002122 Réformer le cadre législatif et règlementaire du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales	90 000 000	88 100 511	90 902 916
2204002 Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales	**15 612 264 767**	**8 147 812 781**	**3 309 357 008**
1 Personnel	342 140 557	349 912 925	357 734 473
78016002013 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de l'Administration du Territoire	342 140 557	349 912 925	357 734 473
2 Biens et services	55 324 210	54 156 567	55 879 246
78010200056 Mettre en place et renforcer les capacités des Comités Communaux de Lutte contre le Racket (CCLR)	40 244 573	39 395 193	40 648 323
78016001396 Assurer l'assistance-conseil des Collectivités Territoriales en matière de gestion économique et financière	7 800 000	7 635 378	7 878 252
78016001397 Créer un répertoire des investissements dans les Collectivités Territoriales	2 327 687	2 278 560	2 351 040
78016001718 Effectuer des missions d'évaluation auprès des services en charge du Développement Local	4 951 950	4 847 436	5 001 631
3 Transferts	0	0	0
78016001889 Prendre en charge la contribution de l'Etat à l'organisation de la conférence africaine sur la décentralisation et le développement local	0	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
4 Investissements	15 214 800 000	7 743 743 289	2 895 743 289
Financement extérieur	*10 450 600 000*	*0*	*0*
78016002133 Mettre en œuvre le projet de construction des Marchés de Bouaké et Youpougon (MABY)	10 450 600 000	0	0
Trésor	*4 764 200 000*	*7 743 743 289*	*2 895 743 289*
78016002172 Renforcer les Communes pour la cohésion sociale du Gd Abidjan-COSAY	51 960 000	0	0
78016002153 Mettre en oeuvre le projet d'Economie et d'Ecologie des Territoires Ruraux	3 000 000 000	2 895 743 289	2 895 743 289
78016002133 Mettre en oeuvre le projet de construction des Marchés de Bouaké et Youpougon (MABY)	1 554 680 000	4 848 000 000	0
78016001911 Renforcer les Ressources Humaines de l'administration locale des zones affectées par la crise (PCN-CI)	56 560 000	0	0
78016001390 Réhabiliter le b,timent central de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	101 000 000	0	0
2204007 Coordination des services des districts autonomes	**5 070 316 543**	**5 156 596 526**	**5 156 596 526**
1 Personnel	485 316 543	485 316 543	485 316 543
11016001385 Assurer le traitement salarial du personnel du district de yakro	485 316 543	485 316 543	485 316 543
3 Transferts	4 585 000 000	4 671 279 983	4 671 279 983
11016001699 Assurer le fonctionnement des services du district de Yakro	1 585 000 000	1 614 826 341	1 614 826 341
78016001719 Assurer le fonctionnement des services du district autonome d'Abidjan	3 000 000 000	3 056 453 642	3 056 453 642
2204008 Coordination des services des régions	**14 021 988 904**	**14 178 265 875**	**14 178 265 875**
1 Personnel	5 717 282 654	5 717 282 654	5 717 282 654
11016001386 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bélier	204 343 802	204 343 802	204 343 802
14016000555 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du n'Zi	204 343 802	204 343 802	204 343 802
15016000912 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'iffou	204 343 802	204 343 802	204 343 802
16016001173 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du moronou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
17016001165 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du gbêkê	306 515 703	306 515 703	306 515 703
18016001439 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du hambol	204 343 802	204 343 802	204 343 802
23016001408 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du kabadougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
24016001184 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du tchologo	102 171 901	102 171 901	102 171 901
25016002236 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du poro	102 171 901	102 171 901	102 171 901
26016001199 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la bagoue	204 343 802	204 343 802	204 343 802
27016000626 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du folon	100 000 000	100 000 000	100 000 000
28016000783 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bounkani	102 171 901	102 171 901	102 171 901
31016001442 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du haut sassandra	306 515 703	306 515 703	306 515 703
32016001106 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du goh	204 343 802	204 343 802	204 343 802
35016000899 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la marahoue	306 515 703	306 515 703	306 515 703
36016000982 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du worodougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
37016000825 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bere	102 171 901	102 171 901	102 171 901
41016001740 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du tonkpi	306 515 703	306 515 703	306 515 703

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
42016000647 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du cavally	204 343 802	204 343 802	204 343 802
43016000852 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du guemon	102 171 901	102 171 901	102 171 901
51016000849 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du loh-djiboua	204 343 802	204 343 802	204 343 802
55016000914 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de san-pedro	204 343 802	204 343 802	204 343 802
55016001172 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bafing	102 171 901	102 171 901	102 171 901
56016001033 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la nawa	102 171 901	102 171 901	102 171 901
57016000552 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du gbokle	100 000 000	100 000 000	100 000 000
61016000999 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'indenie djuablin	204 343 802	204 343 802	204 343 802
62016001369 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de gontougo	204 343 802	204 343 802	204 343 802
71016001180 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du sud-comoe	306 515 703	306 515 703	306 515 703
76016001215 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'agneby-tiassa	204 343 802	204 343 802	204 343 802
77016001409 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la Mé	204 343 802	204 343 802	204 343 802
79016000544 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional des grands ponts	306 515 703	306 515 703	306 515 703
3 Transferts	8 304 706 250	8 460 983 221	8 460 983 221
11016002144 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bélier	247 024 547	251 673 025	251 673 025
14016000562 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du n'Zi	237 668 262	242 140 675	242 140 675
15016001034 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'iffou	243 711 220	248 297 349	248 297 349
16016000818 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du moronou	247 576 170	252 235 029	252 235 029
17016001433 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du gbêkê	309 665 241	315 492 485	315 492 485
18016001959 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du hambol	254 873 393	259 669 570	259 669 570
23016001409 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du kabadougou	232 554 425	236 930 606	236 930 606
24016001099 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du tchologo	258 456 022	263 319 617	263 319 617
25016002252 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du poro	286 366 783	291 755 599	291 755 599
26016001426 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la bagoue	249 752 386	254 452 197	254 452 197
27016000949 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du folon	223 409 527	227 613 621	227 613 621
28016000792 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bounkani	239 516 032	244 023 216	244 023 216
31016001440 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du haut sassandra	349 293 005	355 865 959	355 865 959
32016000784 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du goh	296 956 391	302 544 481	302 544 481
35016000735 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la marahoue	295 657 227	301 220 869	301 220 869
36016001217 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du worodougou	240 003 419	244 519 775	244 519 775
37016001275 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bere	251 079 660	255 804 447	255 804 447
41016001412 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du tonkpi	307 940 474	313 735 261	313 735 261
42016000648 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du cavally	257 701 973	262 551 378	262 551 378
43016000922 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du guemon	301 038 387	306 703 291	306 703 291
51016000850 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du loh-djiboua	283 095 243	288 422 496	288 422 496

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
55016000749 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bafing	231 581 254	235 939 122	235 939 122
55016000750 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de san-pedro	292 291 832	297 792 145	297 792 145
56016001264 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la nawa	313 649 137	319 551 349	319 551 349
57016000416 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du gbokle	252 121 028	256 865 411	256 865 411
61016000646 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'indenie djuablin	267 178 807	272 206 546	272 206 546
62016001104 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de gontougo	277 248 485	282 465 714	282 465 714
71016001420 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du sud-comoe	274 931 345	280 104 970	280 104 970
76016001340 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'agneby-tiassa	271 557 461	276 667 597	276 667 597
77016001395 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la Mé	262 865 050	267 811 613	267 811 613
79016000657 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional des grands ponts	247 942 064	252 607 808	252 607 808
2204009 Coordination des services des communes	**12 937 937 500**	**13 181 402 064**	**13 181 402 064**
3 Transferts	12 937 937 500	13 181 402 064	13 181 402 064
11016001387 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Yamoussoukro	1 000 000 000	1 018 817 881	1 018 817 881
11016001388 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kokumbo	54 928 263	55 961 897	55 961 897
11016001716 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiebissou	60 893 402	62 039 287	62 039 287
11016001872 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djekanou	54 750 331	55 780 616	55 780 616
11016001943 Assurer le fonctionnement des services de la commune de didievi	55 115 376	56 152 531	56 152 531
11016002025 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'attiegouakro	54 143 401	55 162 265	55 162 265
11016002099 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toumodi	66 976 635	68 236 993	68 236 993
11016002165 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tie n'diekro	53 029 588	54 027 492	54 027 492
14016000465 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bocanda	56 660 088	57 726 311	57 726 311
14016000466 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dimbokro	70 280 400	71 602 928	71 602 928
14016000568 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-kouassikro	54 959 607	55 993 830	55 993 830
15016000769 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ettrokro	52 908 328	53 903 951	53 903 951
15016000770 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bahiakro	56 386 542	57 447 617	57 447 617
15016000771 Assurer le fonctionnement des services de la commune de prikro	55 392 721	56 435 095	56 435 095
15016001037 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daoukro	68 821 488	70 116 563	70 116 563
15016001147 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouelle	55 373 092	56 415 096	56 415 096
16016000819 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'batto	62 013 865	63 180 835	63 180 835
16016000999 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'anoumaba	53 609 607	54 618 426	54 618 426
16016001118 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'arrah	60 830 715	61 975 420	61 975 420
16016001120 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiemelekro	55 296 474	56 337 036	56 337 036
16016001163 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bongouanou	70 208 214	71 529 384	71 529 384
17016001166 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bouaké	233 435 401	237 828 161	237 828 161
17016001167 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Botro	56 188 664	57 246 016	57 246 016
17016001381 Assurer le fonctionnement des services de la commune de brobo	55 472 189	56 516 058	56 516 058

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
17016001437 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djebonoua	54 497 365	55 522 890	55 522 890
17016001438 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sakassou	62 200 028	63 370 501	63 370 501
17016001569 Assurer le fonctionnement des services de la commune de beoumi	65 519 306	66 752 240	66 752 240
17016001635 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bodokro	55 028 310	56 063 826	56 063 826
17016001760 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diabo	55 360 111	56 401 871	56 401 871
18016001440 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bassawa	51 394 327	52 361 459	52 361 459
18016001441 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonieredougou	55 328 451	56 369 615	56 369 615
18016001708 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fronan	60 142 417	61 274 170	61 274 170
18016001761 Assurer le fonctionnement des services de la commune de foumbolo	54 075 648	55 093 237	55 093 237
18016001787 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Dabakala	57 100 801	58 175 317	58 175 317
18016001788 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niakaramadougou	56 596 450	57 661 475	57 661 475
18016001960 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoro	52 006 956	52 985 617	52 985 617
18016002080 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoura	52 218 764	53 201 410	53 201 410
18016002166 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tortiya	58 203 217	59 298 478	59 298 478
18016002172 Assurer le fonctionnement des services de la commune de katiola	68 210 442	69 494 018	69 494 018
18016002242 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tafire	56 394 140	57 455 358	57 455 358
22016000761 Assurer le fonctionnement des services de la commune de touba	58 594 856	59 697 487	59 697 487
22016000762 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koonan	51 238 558	52 202 759	52 202 759
22016000926 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koro	52 295 066	53 279 148	53 279 148
22016000942 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouaninou	54 485 334	55 510 633	55 510 633
22016001071 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Booko	52 850 073	53 844 599	53 844 599
22016001180 Assurer le fonctionnement des services de la commune de borotou	51 010 603	51 970 514	51 970 514
22016001205 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guinteguela	52 597 106	53 586 872	53 586 872
23016001412 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Odienné	63 920 455	65 123 303	65 123 303
23016001413 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dioulatiedougou	51 011 236	51 971 159	51 971 159
23016001414 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seydougou	51 657 109	52 629 186	52 629 186
23016001672 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bako	52 333 375	53 318 178	53 318 178
23016001700 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tieme	53 172 060	54 172 645	54 172 645
23016001748 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbeleban	51 078 356	52 039 542	52 039 542
23016001911 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguelon	54 114 590	55 132 912	55 132 912
23016001980 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguela	70 456 115	71 781 950	71 781 950
23016002036 Assurer le fonctionnement des services de la commune de madinani	54 690 810	55 719 975	55 719 975
23016002171 Assurer le fonctionnement des services de la commune de samatiguila	51 798 314	52 773 049	52 773 049
24016000818 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Ferkessédougou	68 818 322	70 113 337	70 113 337
24016000819 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koumbala	51 352 852	52 319 204	52 319 204
24016000820 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diawala	60 052 502	61 182 563	61 182 563

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
24016001019 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Kong	56 899 757	57 970 490	57 970 490
24016001109 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nielle	56 907 356	57 978 232	57 978 232
24016001231 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouangolodougou	67 199 841	68 464 400	68 464 400
25016001405 Assurer le fonctionnement des services de la commune de napieledougou	55 382 907	56 425 096	56 425 096
25016001406 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niofoin	52 417 275	53 403 657	53 403 657
25016001407 Assurer le fonctionnement des services de la commune de karakoro	53 211 952	54 213 288	54 213 288
25016001408 Assurer le fonctionnement des services de la commune de komborodougou	52 538 851	53 527 521	53 527 521
25016001409 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiembe	53 536 788	54 544 237	54 544 237
25016001730 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sirasso	53 358 223	54 362 312	54 362 312
25016001760 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tioroniaradougou	54 234 583	55 255 163	55 255 163
25016001761 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dikodougou	55 520 313	56 565 088	56 565 088
25016001918 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bengue	58 558 763	59 660 715	59 660 715
25016002138 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinematiali	57 603 252	58 687 223	58 687 223
25016002198 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Korhogo	132 170 186	134 657 349	134 657 349
26016000964 Assurer le fonctionnement des services de la commune de boundiali	63 910 957	65 113 626	65 113 626
26016000965 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kassere	53 784 372	54 796 480	54 796 480
26016000966 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kolia	54 103 509	55 121 622	55 121 622
26016001208 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouto	55 660 885	56 708 305	56 708 305
26016001209 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbon	53 309 149	54 312 314	54 312 314
26016001309 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tengrela	66 124 970	67 369 302	67 369 302
26016001464 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kanakono	53 471 251	54 477 467	54 477 467
27016000628 Assurer le fonctionnement des services de la commune de minignan	52 746 544	53 739 122	53 739 122
27016000629 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tienko	52 958 985	53 955 561	53 955 561
27016000772 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kaniasso	51 909 126	52 885 946	52 885 946
27016000855 Assurer le fonctionnement des services de la commune de goulia	52 398 912	53 384 948	53 384 948
28016000639 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bouna	57 607 368	58 691 417	58 691 417
28016000640 Assurer le fonctionnement des services de la commune de doropo	56 565 107	57 629 542	57 629 542
28016000794 Assurer le fonctionnement des services de la commune de téhini	52 427 407	53 413 980	53 413 980
28016000863 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nassian	54 992 534	56 027 377	56 027 377
31016001054 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bédiala	59 904 014	61 031 281	61 031 281
31016001055 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'issia	70 520 386	71 847 430	71 847 430
31016001056 Assurer le fonctionnement des services de la commune de vavoua	80 623 859	82 141 029	82 141 029
31016001316 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gboguhé	56 834 220	57 903 720	57 903 720
31016001441 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daloa	131 111 145	133 578 379	133 578 379
31016001498 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zoukougbeu	64 890 530	66 111 632	66 111 632
31016001552 Assurer le fonctionnement des services de la commune de saïoua	68 789 511	70 083 984	70 083 984

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
32016000785 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Gagnoa	103 631 485	105 581 610	105 581 610
32016000947 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiberoua	60 820 900	61 965 420	61 965 420
32016001177 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diegonefla	67 406 267	68 674 710	68 674 710
32016001193 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouragahio	58 606 570	59 709 421	59 709 421
32016001215 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'oume	69 093 134	70 393 320	70 393 320
35016000736 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinfra	78 984 482	80 470 803	80 470 803
35016000737 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gohitafla	57 525 051	58 607 551	58 607 551
35016000982 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zuenoula	66 870 573	68 128 935	68 128 935
35016001038 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bouafle	77 301 098	78 755 741	78 755 741
35016001166 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonon	85 923 813	87 540 717	87 540 717
36016000983 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dualla	51 799 580	52 774 338	52 774 338
36016000984 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kani	54 629 705	55 657 720	55 657 720
36016000985 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sifie	56 424 534	57 486 324	57 486 324
36016001218 Assurer le fonctionnement des services de la commune de massala	52 235 228	53 218 184	53 218 184
36016001339 Assurer le fonctionnement des services de la commune de worofla	52 031 968	53 011 099	53 011 099
36016001532 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djibrosso	52 377 383	53 363 014	53 363 014
36016001555 Assurer le fonctionnement des services de la commune de morondo	55 252 466	56 292 200	56 292 200
37016000826 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sarhala	57 401 575	58 481 751	58 481 751
37016000827 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dianra	60 951 341	62 098 316	62 098 316
37016001030 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mankono	63 595 619	64 792 354	64 792 354
37016001171 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kongasso	55 551 973	56 597 343	56 597 343
37016001178 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiéningboué	58 094 305	59 187 517	59 187 517
37016001244 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kounahiri	53 726 117	54 737 129	54 737 129
41016001143 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbonne	53 321 813	54 325 217	54 325 217
41016001144 Assurer le fonctionnement des services de la commune de man	105 271 494	107 252 480	107 252 480
41016001145 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sangouine	58 325 743	59 423 310	59 423 310
41016001146 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zouan-hounien	67 259 046	68 524 719	68 524 719
41016001413 Assurer le fonctionnement des services de la commune de danane	76 318 358	77 754 508	77 754 508
41016001414 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sipilou	52 941 572	53 937 820	53 937 820
41016001547 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bin-houye	59 287 903	60 403 576	60 403 576
41016001548 Assurer le fonctionnement des services de la commune de biankouma	61 016 561	62 164 763	62 164 763
41016001615 Assurer le fonctionnement des services de la commune de logouale	57 006 769	58 079 516	58 079 516
42016000649 Assurer le fonctionnement des services de la commune de taî	55 703 943	56 752 173	56 752 173
42016000650 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toulepleu	57 033 048	58 106 289	58 106 289
42016000792 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bloléquin	73 014 277	74 388 251	74 388 251
42016001001 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiglo	79 426 778	80 921 422	80 921 422

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
43016000685 Assurer le fonctionnement des services de la commune de duékoué	103 021 705	104 960 355	104 960 355
43016000686 Assurer le fonctionnement des services de la commune de facobly	60 842 746	61 987 678	61 987 678
43016000856 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouibli	60 594 845	61 735 112	61 735 112
43016000973 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bangolo	62 998 820	64 184 324	64 184 324
51016000851 Assurer le fonctionnement des services de la commune de lakota	61 459 174	62 615 705	62 615 705
51016001171 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guitry	61 994 868	63 161 480	63 161 480
51016001210 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zikisso	53 335 427	54 339 087	54 339 087
51016001218 Assurer le fonctionnement des services de la commune de divo	92 907 468	94 655 790	94 655 790
51016001289 Assurer le fonctionnement des services de la commune de hire	66 208 237	67 454 136	67 454 136
55016000751 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bereby	56 455 245	57 517 613	57 517 613
55016000752 Assurer le fonctionnement des services de la commune de san-pedro	109 034 018	111 085 807	111 085 807
55016000753 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tabou	59 815 049	60 940 641	60 940 641
55016000919 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grabo	57 177 419	58 253 377	58 253 377
56016000833 Assurer le fonctionnement des services de la commune de meagui	78 993 347	80 479 834	80 479 834
56016001022 Assurer le fonctionnement des services de la commune de soubre	88 655 157	90 323 459	90 323 459
56016001044 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gueyo	55 958 810	57 011 836	57 011 836
56016001139 Assurer le fonctionnement des services de la commune de buyo	64 380 798	65 592 308	65 592 308
56016001190 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-zattry	62 811 391	63 993 368	63 993 368
56016001191 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mayo	54 548 971	55 575 467	55 575 467
57016000417 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sassandra	64 541 632	65 756 169	65 756 169
57016000509 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fresco	57 760 604	58 847 536	58 847 536
61016000647 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'abengourou	86 056 786	87 676 192	87 676 192
61016000796 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niable	57 350 918	58 430 141	58 430 141
61016000863 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agnibilekrou	69 811 192	71 124 891	71 124 891
61016000876 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bettie	56 117 428	57 173 439	57 173 439
62016001105 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-datekro	53 905 315	54 919 699	54 919 699
62016001106 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koun-fao	54 605 327	55 632 884	55 632 884
62016001107 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tanda	62 292 476	63 464 688	63 464 688
62016001351 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bondoukou	82 137 227	83 682 876	83 682 876
62016001516 Assurer le fonctionnement des services de la commune de transua	58 407 743	59 506 853	59 506 853
62016001577 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sandegue	51 901 210	52 877 881	52 877 881
62016001744 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assuefry	58 176 622	59 271 383	59 271 383
71016001181 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'aboisso	70 316 176	71 639 377	71 639 377
71016001182 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ayame	54 569 550	55 596 433	55 596 433
71016001183 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mafere	56 685 733	57 752 438	57 752 438
71016001184 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiapoum	52 673 725	53 664 933	53 664 933

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
71016001465 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bassam	76 868 616	78 315 120	78 315 120
71016001618 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assinie mafia	55 558 939	56 604 440	56 604 440
71016001838 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'adiake	61 214 122	62 366 042	62 366 042
71016001843 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonoua	66 827 198	68 084 744	68 084 744
76016000991 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de taabo	56 771 216	57 839 530	57 839 530
76016000992 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de tiassale	65 171 675	66 398 068	66 398 068
76016001216 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agboville	71 690 238	73 039 296	73 039 296
76016001217 Assurer le fonctionnement des services de la commune de n'douci	68 308 272	69 593 689	69 593 689
76016001317 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sikensi	66 235 465	67 481 876	67 481 876
76016001345 Assurer le fonctionnement des services de la commune de rubino	56 016 115	57 070 220	57 070 220
76016001497 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'azaguie	56 603 099	57 668 249	57 668 249
77016000883 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Adzopé	68 856 631	70 152 367	70 152 367
77016000884 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agou	59 163 794	60 277 131	60 277 131
77016000885 Assurer le fonctionnement des services de la commune de yakasse-attobrou	64 221 546	65 430 059	65 430 059
77016001067 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'alepe	58 603 721	59 706 519	59 706 519
77016001097 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'akoupe	70 355 435	71 679 375	71 679 375
77016001216 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'affery	59 163 794	60 277 131	60 277 131
78016001401 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Songon	65 308 764	66 537 737	66 537 737
78016001670 Assurer le fonctionnement des services de la commune doeAnyama	88 103 632	89 761 556	89 761 556
78016001901 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bingerville	79 176 977	80 666 920	80 666 920
79016000545 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dabou	72 672 028	74 039 562	74 039 562
79016000667 Assurer le fonctionnement des services de la commune de jacqueville	62 427 350	63 602 100	63 602 100
79016000734 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-lahou	60 289 638	61 424 161	61 424 161
2204011 Coordination du développement des services généraux dans les régions	**3 294 739 798**	**3 294 739 798**	**3 294 739 798**
4 Investissements	3 294 739 798	3 294 739 798	3 294 739 798
Trésor	*3 294 739 798*	*3 294 739 798*	*3 294 739 798*
79016000548 Développer les autres services généraux dans la région des grands ponts	187 218 362	187 218 362	187 218 362
76016000994 Développer les autres services généraux dans la région de l'agneby-tiassa	7 000 000	7 000 000	7 000 000
71016001186 Développer les autres services généraux dans la région du sud-comoe	118 500 000	118 500 000	118 500 000
62016001517 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région de gontougo	50 000 000	50 000 000	50 000 000
62016001109 Développer les autres services généraux dans la région de gontougo	75 000 000	75 000 000	75 000 000
57016000499 Développer les autres services généraux dans la région du gbokle	63 700 000	63 700 000	63 700 000
56016000835 Développer les autres services généraux dans la région de la nawa	354 006 268	354 006 268	354 006 268
56016000834 Provision pour investissement de la région dans la nawa	50 000 000	50 000 000	50 000 000
55016001143 Développer les autres services généraux dans la région du bafing	79 900 000	79 900 000	79 900 000
51016000853 Développer les autres services généraux dans la région du loh-djiboua	2 900 000	2 900 000	2 900 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
51016000852 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du loh-djiboua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42016000652 Développer les autres services généraux dans la région du cavally	31 943 000	31 943 000	31 943 000
37016001306 Développer les autres services généraux dans la région du bere	150 000 000	150 000 000	150 000 000
37016001136 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du bere	40 000 000	40 000 000	40 000 000
35016000979 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région dans la marahoue	25 000 000	25 000 000	25 000 000
35016000898 Développer les autres services généraux dans la région de la marahoue	27 900 000	27 900 000	27 900 000
28016000637 Développer les autres services généraux dans la région du bounkani	95 000 000	95 000 000	95 000 000
27016000771 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du folon	20 000 000	20 000 000	20 000 000
27016000764 Développer les autres services généraux dans la région du folon	140 000 000	140 000 000	140 000 000
26016001314 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région dans la bagoue	20 000 000	20 000 000	20 000 000
26016001270 Développer les autres services généraux dans la région de la bagoue	200 000 000	200 000 000	200 000 000
25016001757 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du poro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001761 Provision pour investissement de la région du Gbêkê	1 239 126 168	1 239 126 168	1 239 126 168
15016000773 Développer les autres services généraux dans la région de l'iffou	74 500 000	74 500 000	74 500 000
14016000468 Développer les autres services généraux dans la région du n'Zi	215 046 000	215 046 000	215 046 000
11016001805 Développer les autres services généraux dans la région du bélier	13 000 000	13 000 000	13 000 000
2204012 Coordination du développement des services généraux dans les communes	**1 515 734 657**	**1 515 734 657**	**1 515 734 657**
4 Investissements	1 515 734 657	1 515 734 657	1 515 734 657
Trésor	*1 515 734 657*	*1 515 734 657*	*1 515 734 657*
76016001012 Développer les autres services généraux dans la commune de rubino	5 140 075	5 140 075	5 140 075
71016001581 Développer les services généraux de planification et de statistiques e la commune d'assinie mafia	20 871 000	20 871 000	20 871 000
71016001469 Développer les autres services généraux dans la commune d'ayame	8 000 000	8 000 000	8 000 000
62016001687 Développer les autres services généraux dans la commune de kouassi-datekro	32 375 235	32 375 235	32 375 235
62016001129 Développer les autres services généraux dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001127 Développer les autres services généraux dans la commune de koun-fao	3 172 981	3 172 981	3 172 981
62016001125 Développer les autres services généraux dans la commune d'assuefry	28 000 000	28 000 000	28 000 000
61016000657 Développer les autres services généraux dans la commune de bettie	16 232 000	16 232 000	16 232 000
57016000424 Développer les autres services généraux dans la commune de fresco	17 500 000	17 500 000	17 500 000
56016001255 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de mayo	3 000 000	3 000 000	3 000 000
56016001207 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56016001047 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de soubre	10 000 000	10 000 000	10 000 000
56016000848 Développer les autres services généraux dans la commune de soubre	12 500 000	12 500 000	12 500 000
56016000847 Développer les autres services généraux dans la commune de mayo	23 694 923	23 694 923	23 694 923
56016000845 Développer les autres services généraux dans la commune de gueyo	13 263 000	13 263 000	13 263 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
51016000862 Développer les autres services généraux dans la commune de hire	25 859 000	25 859 000	25 859 000
43016000700 Développer les autres services généraux dans la commune de facobly	13 000 000	13 000 000	13 000 000
42104000032 Développer les autres services généraux dans la commune de Taï	38 480 000	38 480 000	38 480 000
42104000031 Développer les autres services généraux dans la commune de Blolequin	60 000 000	60 000 000	60 000 000
41092100060 Développer les autres services généraux dans la commune de Gbonné	26 000 000	26 000 000	26 000 000
41016001978 Développer les autres services généraux dans la commune de Sipilou	9 176 000	9 176 000	9 176 000
41016001977 Développer les autres services généraux dans la commune de Bin-Houyé	1 500 000	1 500 000	1 500 000
41016001747 Développer les autres services généraux dans la commune de biankouma	14 000 207	14 000 207	14 000 207
37092200011 Développer les autres services généraux dans la commune de Dianra	19 000 000	19 000 000	19 000 000
37016001319 Développer les autres services Généraux de la commune de Sarhala	40 000 000	40 000 000	40 000 000
36092100030 Développer les autres services généraux dans la commune de Worofla	15 000 000	15 000 000	15 000 000
36016001499 Développer les autres services généraux dans la commune de massala	27 000 000	27 000 000	27 000 000
36016000996 Développer les autres services généraux dans la commune de kani	50 936 000	50 936 000	50 936 000
35016000741 Développer les autres services généraux dans la commune de gohitafla	14 735 000	14 735 000	14 735 000
32016001060 Développer les autres services généraux dans la commune d'oume	30 000 000	30 000 000	30 000 000
32016000798 Développer les autres services généraux dans la commune de Guiberoua	16 076 000	16 076 000	16 076 000
32016000797 Développer les autres services généraux dans la commune de Gagnoa	30 696 214	30 696 214	30 696 214
31016001637 Développer les autres services généraux dans la commune de saïoua	8 000 000	8 000 000	8 000 000
31016001094 Développer les autres services généraux dans la commune de vavoua	4 000 000	4 000 000	4 000 000
31016001091 Développer les autres services généraux dans la commune de gboguhé	1 000 000	1 000 000	1 000 000
28016000861 Développer les autres services généraux dans la commune de bouna	18 000 000	18 000 000	18 000 000
28016000661 Développer les autres services généraux dans la commune de nassian	10 000 000	10 000 000	10 000 000
27016000892 Développer les autres services généraux dans la commune de goulia	14 225 883	14 225 883	14 225 883
27016000854 Développer les autres services généraux dans la commune de kaniasso	44 379 601	44 379 601	44 379 601
27016000833 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de minignan	17 181 000	17 181 000	17 181 000
27016000770 Développer les autres services généraux dans la commune de tienko	2 506 000	2 506 000	2 506 000
27016000648 Développer les autres services généraux dans la commune de minignan	9 000 000	9 000 000	9 000 000
26016001533 Développer les autres services généraux dans la commune de kolia	26 052 000	26 052 000	26 052 000
26016001475 Développer les autres services généraux dans la commune de kanakono	17 607 000	17 607 000	17 607 000
26016001202 Promouvoir la recherche et le développement concernant les services généraux des administrations publiques dans la commune de tengrela	4 500 892	4 500 892	4 500 892
26016000998 Développer les autres services généraux dans la commune de kassere	52 005 942	52 005 942	52 005 942

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
25092100075 Développer les autres services généraux dans la commune deKomborodougou	8 900 000	8 900 000	8 900 000
25016002260 Développer les autres services généraux dans la commune de napieledougou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25016002194 Développer les autres services généraux dans la commune de sinematiali	4 963 784	4 963 784	4 963 784
25016002147 Développer les autres services généraux dans la commune de dikodougou	1 500 000	1 500 000	1 500 000
25016001518 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de guiembe	3 543 000	3 543 000	3 543 000
25016001420 Développer les autres services généraux dans la commune de guiembe	18 000 000	18 000 000	18 000 000
25016001418 Développer les autres services généraux dans la commune de karakoro	14 169 382	14 169 382	14 169 382
24016001346 Développer les autres services généraux dans la commune de Diawala	6 376 622	6 376 622	6 376 622
24016001257 Développer les autres services généraux dans la commune de Kong	40 000 000	40 000 000	40 000 000
24016000823 Développer les autres services généraux dans la commune de ouangolodougou	25 774 000	25 774 000	25 774 000
24016000822 Développer les autres services généraux dans la commune de koumbala	1 486 772	1 486 772	1 486 772
23016002117 Développer les autres services généraux dans la commune de dioulatiedougou	31 900 000	31 900 000	31 900 000
23016001739 Développer les autres services généraux dans la commune de Bako	25 000 858	25 000 858	25 000 858
23016001712 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de seydougou	6 000 000	6 000 000	6 000 000
23016001423 Développer les autres services généraux dans la commune de seguelon	4 000 000	4 000 000	4 000 000
23016001422 Développer les autres services généraux dans la commune de madinani	33 048 774	33 048 774	33 048 774
23016001419 Développer les autres services généraux dans la commune de gbeleban	45 711 000	45 711 000	45 711 000
23016001418 Développer les autres services généraux dans la commune de tieme	16 385 180	16 385 180	16 385 180
23016001416 Développer les autres services généraux dans la commune d'Odienné	60 000 000	60 000 000	60 000 000
22016001025 Développer les autres services généraux dans la commune de koonan	15 226 000	15 226 000	15 226 000
22016000937 Développer les autres services généraux dans la commune de ouaninou	26 482 000	26 482 000	26 482 000
22016000928 Développer les autres services généraux dans la commune de koro	25 000 000	25 000 000	25 000 000
22016000763 Développer les autres services généraux dans la commune de touba	1 600 000	1 600 000	1 600 000
18016002210 Développer les autres services généraux dans la commune de bonieredougou	2 800 000	2 800 000	2 800 000
17016001180 Développer les autres services généraux dans la commune de sakassou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
17016001176 Développer les autres services généraux dans la commune de botro	28 000 000	28 000 000	28 000 000
17016001174 Développer les autres services généraux dans la commune de djebonoua	7 784 392	7 784 392	7 784 392
17016001172 Développer les autres services généraux dans la commune de bouake	44 872 900	44 872 900	44 872 900
16016001064 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune d'arrah	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16016000827 Développer les autres services généraux dans la commune de m'batto	9 000 000	9 000 000	9 000 000
16016000826 Développer les autres services généraux dans la commune de bongouanou	19 000 000	19 000 000	19 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
16016000824 Développer les autres services généraux dans la commune d'anoumaba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15016000777 Développer les autres services généraux dans la commune de ouelle	12 840 000	12 840 000	12 840 000
14016000734 Développer les autres services généraux dans la commune de kouassi-kouassikro	29 916 140	29 916 140	29 916 140
14016000665 Développer les autres services généraux dans la commune de dimbokro	28 265 900	28 265 900	28 265 900
11016001728 Développer les autres services généraux dans la commune d'attiegouakro	4 000 000	4 000 000	4 000 000
11016001673 Développer les autres services généraux dans la commune de tiebissou	5 184 000	5 184 000	5 184 000
11016001394 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de tiebissou	18 338 000	18 338 000	18 338 000
2204013 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts autonomes	**50 000 000**	**50 000 000**	**50 000 000**
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	*50 000 000*	*50 000 000*	*50 000 000*
11016001436 Développer les services de police dans le district de yakro	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2204014 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions	**596 011 554**	**596 011 554**	**596 011 554**
4 Investissements	596 011 554	596 011 554	596 011 554
Trésor	*596 011 554*	*596 011 554*	*596 011 554*
79016000560 Développer les services de police dans la région des grands ponts	4 000 000	4 000 000	4 000 000
76016001019 Développer les services de police dans la région de l'agneby-tiassa	56 000 000	56 000 000	56 000 000
71016001481 Développer les services de protection civile dans la région du sud-comoe	20 648 000	20 648 000	20 648 000
71016001456 Développer les services de police dans la région du sud-comoe	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62016001134 Développer les services de police dans la région de gontougo	52 000 000	52 000 000	52 000 000
57016000567 Développer les services de protection civile dans la région du gbokle	56 500 554	56 500 554	56 500 554
56016001053 Développer les services de police dans la région dans la nawa	59 000 000	59 000 000	59 000 000
55016000928 Développer les services de police dans la région de san-pedro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
51016001306 Développer les services de police dans la région du loh-djiboua	10 197 000	10 197 000	10 197 000
51016001301 Développer les services de protection civile dans la région du loh-djiboua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32016000975 Développer les services de police dans la région du goh	45 500 000	45 500 000	45 500 000
31016001473 Développer les services de protection civile dans la région du haut sassandra	10 653 000	10 653 000	10 653 000
31016001097 Développer les services de police dans la région du haut sassandra	15 000 000	15 000 000	15 000 000
27016000779 Développer les services de protection civile dans la région du folon	50 000 000	50 000 000	50 000 000
26016001005 Développer les services de police dans la région dans la bagoue	25 000 000	25 000 000	25 000 000
16016000853 Développer les services de protection civile dans la région du moronou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
16016000852 Développer les services de police dans la région du moronou	40 000 000	40 000 000	40 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
15016000964 Développer les services de protection civile dans la région de l'iffou	57 500 000	57 500 000	57 500 000
11016001444 Développer les services de police dans la région du bélier	49 013 000	49 013 000	49 013 000
2204015 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes	**370 746 026**	**370 746 026**	**370 746 026**
4 Investissements	370 746 026	370 746 026	370 746 026
Trésor	*370 746 026*	*370 746 026*	*370 746 026*
76016001008 Développer les services de police dans la commune de n'douci	6 500 000	6 500 000	6 500 000
61016000980 Développer les services de police dans la commune de bettie	11 000 000	11 000 000	11 000 000
57016000584 Développer les services de police dans la commune de fresco	21 998 276	21 998 276	21 998 276
51016001333 Développer les services de protection civile dans la commune dans lakota	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43016000688 Développer les services de police dans la commune de duékoué	23 000 000	23 000 000	23 000 000
42016000660 Développer les services de police dans la commune de toulepleu	2 500 000	2 500 000	2 500 000
42016000655 Développer les services de police dans la commune de guiglo	10 228 000	10 228 000	10 228 000
37016000832 Développer les services de police dans la commune de kongasso	9 412 000	9 412 000	9 412 000
36016001222 Développer les services de police dans la commune de dualla	9 725 000	9 725 000	9 725 000
36016000988 Développer les services de police dans la commune de massala	17 992 719	17 992 719	17 992 719
31016001462 Développer les services de police dans la commune de bédiala	12 000 000	12 000 000	12 000 000
28016000671 Développer les services de police dans la commune de téhini	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25016001459 Développer les services de police dans la commune de dikodougou	1 700 000	1 700 000	1 700 000
25016001431 Développer les services de police dans la commune de sirasso	6 000 000	6 000 000	6 000 000
22016001181 Développer les services de protection civile dans la commune de borotou	25 000 000	25 000 000	25 000 000
22016000943 Développer les services de police dans la commune de booko	21 933 000	21 933 000	21 933 000
22016000806 Développer les services de police dans la commune de ouaninou	20 000 000	20 000 000	20 000 000
22016000804 Développer les services de police dans la commune de guinteguela	12 224 000	12 224 000	12 224 000
17016001416 Développer les services de police dans la commune de sakassou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001415 Développer les services de police dans la commune de bouake	33 305 000	33 305 000	33 305 000
16016001015 Développer les services de police dans la commune d'arrah	9 600 000	9 600 000	9 600 000
15016001170 Développer les services de police dans la commune d'ettrokro	8 000 000	8 000 000	8 000 000
15016000950 Développer les services de police dans la commune de prikro	21 000 000	21 000 000	21 000 000
11016001448 Développer les services de police dans la commune de didievi	52 628 031	52 628 031	52 628 031
2204016 Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes	**210 000 000**	**210 000 000**	**210 000 000**
4 Investissements	210 000 000	210 000 000	210 000 000
Trésor	*210 000 000*	*210 000 000*	*210 000 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
11016001733 Développer l'agriculture dans le district de yakro	30 000 000	30 000 000	30 000 000
11016001440 Développer les transports routiers dans le district de yakro	180 000 000	180 000 000	180 000 000
2204017 Coordination du développement des affaires économiques dans les régions	**2 680 151 294**	**2 680 151 294**	**2 680 151 294**
4 Investissements	2 680 151 294	2 680 151 294	2 680 151 294
Trésor	*2 680 151 294*	*2 680 151 294*	*2 680 151 294*
79016000846 Développer les transports routiers dans la région des grands ponts	8 000 000	8 000 000	8 000 000
79016000742 Développer l'agriculture dans la région des grands ponts	43 800 000	43 800 000	43 800 000
79016000562 Développer la pêche dans la région des grands ponts	4 000 000	4 000 000	4 000 000
79016000551 Développer les industries manufacturières dans la région des grands ponts	18 200 000	18 200 000	18 200 000
77016001353 Développer l'agriculture dans la région dans la mé	40 624 294	40 624 294	40 624 294
77016001227 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région dans la mé	40 000 000	40 000 000	40 000 000
76016001361 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de l'agneby-tiassa	48 000 000	48 000 000	48 000 000
76016001360 Développer l'agriculture dans la région de l'agneby-tiassa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76016001230 Développer les industries manufacturières dans la région de l'agneby-tiassa	70 000 000	70 000 000	70 000 000
71016001466 Développer les transports par voie d'eau dans la région du sud-comoe	24 000 000	24 000 000	24 000 000
71016001214 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du sud-comoe	8 000 000	8 000 000	8 000 000
62016001485 Développer les transports routiers dans la région de gontougo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
57016000431 Développer les transports routiers dans la région du gbokle	51 254 000	51 254 000	51 254 000
55016000773 Développer les transports routiers dans la région du bafing	76 750 000	76 750 000	76 750 000
55016000768 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de san-pedro	40 000 000	40 000 000	40 000 000
55016000767 Développer les transports routiers dans la région de san-pedro	190 000 000	190 000 000	190 000 000
51016001303 Développer les transports routiers dans la région du loh-djiboua	100 000 000	100 000 000	100 000 000
43016001067 Développer les transports routiers dans la région du guemon	224 000 000	224 000 000	224 000 000
43016000707 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du guemon	15 000 000	15 000 000	15 000 000
42016000931 Développer l'agriculture dans la région du cavally	32 648 000	32 648 000	32 648 000
42016000681 Développer les transports routiers dans la région du cavally	15 000 000	15 000 000	15 000 000
42016000653 Développer les industries manufacturières dans la région du cavally	60 000 000	60 000 000	60 000 000
37016000864 Développer les transports routiers dans la région du bere	62 282 000	62 282 000	62 282 000
36016001632 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du Worodougou	28 000 000	28 000 000	28 000 000
36016001027 Développer les transports routiers dans la région du worodougou	59 074 000	59 074 000	59 074 000
35016001111 Développer les transports routiers dans la région dans la marahoue	100 000 000	100 000 000	100 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
35016000757 Développer l'agriculture dans la région dans la marahoue	100 000 000	100 000 000	100 000 000
32016001252 Développer les transports routiers dans la région du goh	237 778 000	237 778 000	237 778 000
32016000815 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du goh	61 782 000	61 782 000	61 782 000
31016001640 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pÍche et la chasse dans la région du haut sassandra	30 000 000	30 000 000	30 000 000
31016001309 Développer les transports routiers dans la région du haut sassandra	237 095 000	237 095 000	237 095 000
28016000958 Développer l'agriculture dans la région du bounkani	50 000 000	50 000 000	50 000 000
28016000799 Développer les transports routiers dans la région du bounkani	30 331 000	30 331 000	30 331 000
27016000662 Développer les transports routiers dans la région du folon	50 000 000	50 000 000	50 000 000
26016001188 Développer les transports routiers dans la région dans la bagoue	86 193 000	86 193 000	86 193 000
26016001022 Développer le tourisme dans la région dans la bagoue	55 000 000	55 000 000	55 000 000
26016000984 Développer les industries manufacturières dans la région de la bagoue	24 000 000	24 000 000	24 000 000
23016001492 Développer l'agriculture dans la région du kabadougou	44 510 000	44 510 000	44 510 000
16016000863 Développer les transports routiers dans la région du moronou	150 000 000	150 000 000	150 000 000
15016000809 Développer les transports routiers dans la région de l'iffou	61 000 000	61 000 000	61 000 000
11016001889 Développer les transports routiers dans la région du bélier	60 000 000	60 000 000	60 000 000
11016001454 Développer l'agriculture dans la région du bélier	18 830 000	18 830 000	18 830 000
2204018 Coordination du développement des affaires économiques dans les communes	**5 483 549 000**	**5 483 549 000**	**5 483 549 000**
4 Investissements	5 483 549 000	5 483 549 000	5 483 549 000
Trésor	*5 483 549 000*	*5 483 549 000*	*5 483 549 000*
79016000862 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Jacqueville	17 000 000	17 000 000	17 000 000
79016000736 Développer les transports routiers dans la commune de dabou	35 023 785	35 023 785	35 023 785
79016000685 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-lahou	17 774 000	17 774 000	17 774 000
79016000581 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dabou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78016001803 Développer les transports routiers dans la commune de Songon	3 300 000	3 300 000	3 300 000
77016001348 Développer les transports routiers dans la commune d'Alépé	20 000 000	20 000 000	20 000 000
77016001134 Développer les transports routiers dans la commune d'Adzopé	16 616 265	16 616 265	16 616 265
77016001116 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de yakasse-attobrou	10 827 473	10 827 473	10 827 473
77016001083 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'Alépé	20 000 000	20 000 000	20 000 000
77016001075 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'akoupe	71 749 688	71 749 688	71 749 688
77016000964 Développer les transports routiers dans la commune de yakasse-attobrou	20 306 000	20 306 000	20 306 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
77016000956 Développer les transports routiers dans la commune d'akoupe	30 000 000	30 000 000	30 000 000
77016000953 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agou	57 274 808	57 274 808	57 274 808
77016000948 Développer les transports routiers dans la commune d'affery	18 530 000	18 530 000	18 530 000
76016001410 Développer les transports routiers dans la commune d'agboville	26 000 000	26 000 000	26 000 000
76016001260 Développer les transports routiers dans la commune de n'douci	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76016001252 Développer les transports routiers dans la commune de rubino	20 000 000	20 000 000	20 000 000
76016001249 Développer les transports routiers dans la commune d'azaguie	14 599 000	14 599 000	14 599 000
76016001070 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de n'douci	17 000 000	17 000 000	17 000 000
76016001056 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sikensi	24 000 000	24 000 000	24 000 000
76016001053 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de rubino	21 720 000	21 720 000	21 720 000
71016001886 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiapoum	31 899 000	31 899 000	31 899 000
71016001835 Développer les transports routiers dans la commune d'ayame	52 648 000	52 648 000	52 648 000
71016001509 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bassam	34 298 000	34 298 000	34 298 000
71016001505 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonoua	107 832 600	107 832 600	107 832 600
71016001445 Développer la pÍche dans la commune d'ayame	8 000 048	8 000 048	8 000 048
71016001263 Développer les transports routiers dans la commune de tiapoum	3 395 082	3 395 082	3 395 082
71016001247 Développer les transports routiers dans la commune de bonoua	14 803 030	14 803 030	14 803 030
71016001243 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'ayame	12 050 000	12 050 000	12 050 000
62016001698 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sandegue	16 000 000	16 000 000	16 000 000
62016001670 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-datekro	29 850 000	29 850 000	29 850 000
62016001420 Développer les transports routiers dans la commune de tanda	15 438 000	15 438 000	15 438 000
62016001345 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de transua	50 746 723	50 746 723	50 746 723
62016001183 Développer les transports routiers dans la commune de transua	4 000 000	4 000 000	4 000 000
62016001180 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tanda	17 000 000	17 000 000	17 000 000
62016001177 Développer l'agriculture dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001174 Développer les transports routiers dans la commune de sandegue	10 959 000	10 959 000	10 959 000
62016001170 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koun-fao	9 500 000	9 500 000	9 500 000
62016001169 Développer les transports routiers dans la commune de koun-fao	35 085 982	35 085 982	35 085 982
61016000684 Développer les transports routiers dans la commune de niable	49 684 356	49 684 356	49 684 356
61016000679 Développer les transports routiers dans la commune de bettie	38 500 000	38 500 000	38 500 000
61016000675 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agnibilekrou	16 524 000	16 524 000	16 524 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
57016000665 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fresco	29 000 000	29 000 000	29 000 000
57016000645 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sassandra	25 304 000	25 304 000	25 304 000
57016000630 Développer les transports routiers dans la commune de sassandra	8 455 938	8 455 938	8 455 938
56016001283 Développer les transports routiers dans la commune de mayo	42 500 000	42 500 000	42 500 000
56016001122 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-zattry	38 980 208	38 980 208	38 980 208
56016001069 Développer les transports routiers dans la commune de meagui	21 804 161	21 804 161	21 804 161
56016001056 Développer les transports routiers dans la commune de buyo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
56016000908 Développer les transports routiers dans la commune de gueyo	34 660 000	34 660 000	34 660 000
56016000905 Développer les transports routiers dans la commune de grand-zattry	58 167 000	58 167 000	58 167 000
56016000866 Développer les transports routiers dans la commune de soubre	40 000 000	40 000 000	40 000 000
55016000911 Développer les transports routiers dans la commune de grabo	43 678 234	43 678 234	43 678 234
55016000819 Développer les transports routiers dans la commune de tabou	70 000 000	70 000 000	70 000 000
55016000811 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grabo	22 269 000	22 269 000	22 269 000
55016000806 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bereby	17 000 000	17 000 000	17 000 000
51016001189 Développer les transports routiers dans la commune de zikisso	15 000 000	15 000 000	15 000 000
51016001185 Développer les transports routiers dans la commune de hire	15 000 000	15 000 000	15 000 000
51016001184 Développer les transports routiers dans la commune dans lakota	6 000 000	6 000 000	6 000 000
51016001104 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune dans lakota	26 500 000	26 500 000	26 500 000
51016000915 Développer les transports routiers dans la commune de guitry	20 484 000	20 484 000	20 484 000
51016000899 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de divo	20 038 652	20 038 652	20 038 652
43016000878 Développer les transports routiers dans la commune de kouibli	39 000 000	39 000 000	39 000 000
43016000839 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de facobly	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43016000731 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kouibli	6 000 000	6 000 000	6 000 000
43016000727 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bangolo	25 047 000	25 047 000	25 047 000
43016000696 Développer les transports routiers dans la commune de duékoué	30 000 000	30 000 000	30 000 000
42016000993 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de guiglo	30 000 000	30 000 000	30 000 000
42016000861 Développer les transports routiers dans la commune de toulepleu	15 000 000	15 000 000	15 000 000
42016000667 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de taï	29 875 428	29 875 428	29 875 428
42016000661 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41016001818 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sangouine	9 835 653	9 835 653	9 835 653
41016001777 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de logouale	7 000 000	7 000 000	7 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
41016001775 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de biankouma	14 000 000	14 000 000	14 000 000
41016001742 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbonne	14 177 761	14 177 761	14 177 761
41016001571 Développer les transports routiers dans la commune de man	0	0	0
41016001562 Développer les transports routiers dans la commune de bin-houye	10 000 000	10 000 000	10 000 000
41016001536 Développer les transports routiers dans la commune de sangouine	15 828 000	15 828 000	15 828 000
41016001467 Développer les transports routiers dans la commune de zouan-hounien	20 000 000	20 000 000	20 000 000
41016001465 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sipilou	25 000 000	25 000 000	25 000 000
41016001461 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de man	20 000 000	20 000 000	20 000 000
41016001454 Développer les transports routiers dans la commune de gbonne	28 000 000	28 000 000	28 000 000
41016001444 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de danane	26 000 000	26 000 000	26 000 000
41016001194 Développer les transports routiers dans la commune de sipilou	12 000 000	12 000 000	12 000 000
41016001182 Développer les transports routiers dans la commune de logouale	22 339 000	22 339 000	22 339 000
41016001161 Développer les transports routiers dans la commune de biankouma	35 694 000	35 694 000	35 694 000
37016001283 Développer les transports routiers dans la commune de mankono	26 373 017	26 373 017	26 373 017
37016001261 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiéningboué	8 000 000	8 000 000	8 000 000
37016001128 Développer les transports routiers dans la commune de sarhala	9 000 000	9 000 000	9 000 000
37016001056 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dianra	30 835 070	30 835 070	30 835 070
37016001021 Développer les transports routiers dans la commune de dianra	7 000 000	7 000 000	7 000 000
37016001009 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de mankono	49 576 000	49 576 000	49 576 000
37016000860 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kounahiri	7 093 324	7 093 324	7 093 324
37016000847 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sarhala	21 753 589	21 753 589	21 753 589
37016000838 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kongasso	21 000 000	21 000 000	21 000 000
36016001347 Développer les transports routiers dans la commune de djibrosso	10 000 000	10 000 000	10 000 000
36016001244 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de massala	18 700 000	18 700 000	18 700 000
36016001241 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dualla	4 219 000	4 219 000	4 219 000
36016001036 Développer les transports routiers dans la commune de dualla	20 000 000	20 000 000	20 000 000
36016001033 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djibrosso	10 141 000	10 141 000	10 141 000
36016001023 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de worofla	23 847 000	23 847 000	23 847 000
36016001008 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de morondo	17 100 000	17 100 000	17 100 000
35016001001 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonon	15 000 000	15 000 000	15 000 000
35016000965 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gohitafla	8 400 000	8 400 000	8 400 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
35016000768 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zuenoula	2 433 335	2 433 335	2 433 335
35016000763 Développer les transports routiers dans la commune de gohitafla	14 235 000	14 235 000	14 235 000
35016000753 Développer les transports routiers dans la commune de sinfra	20 650 000	20 650 000	20 650 000
35016000745 Développer les transports routiers dans la commune de bouafle	33 658 956	33 658 956	33 658 956
32016001198 Développer les transports routiers dans la commune de guiberoua	44 850 796	44 850 796	44 850 796
32016001073 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouragahio	29 000 000	29 000 000	29 000 000
32016001014 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de diegonefla	17 589 000	17 589 000	17 589 000
32016000984 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'oume	15 000 000	15 000 000	15 000 000
32016000982 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de guiberoua	20 000 000	20 000 000	20 000 000
32016000916 Développer les transports routiers dans la commune de diegonefla	17 500 000	17 500 000	17 500 000
32016000805 Développer les transports routiers dans la commune d'oume	18 000 000	18 000 000	18 000 000
32016000792 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Gagnoa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
32016000791 Développer les transports routiers dans la commune de Gagnoa	78 740 000	78 740 000	78 740 000
32016000789 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de diegonefla	15 303 000	15 303 000	15 303 000
31016001587 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de saïoua	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31016001454 Développer les transports routiers dans la commune de vavoua	13 000 000	13 000 000	13 000 000
31016001450 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de bédiala	11 000 000	11 000 000	11 000 000
31016001357 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de vavoua	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31016001351 Développer les transports routiers dans la commune de bédiala	5 200 000	5 200 000	5 200 000
31016001271 Développer les industries manufacturières dans la commune de bédiala	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31016001088 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zoukougbeu	13 070 778	13 070 778	13 070 778
31016001077 Développer les transports routiers dans la commune de saïoua	10 500 000	10 500 000	10 500 000
31016001066 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bédiala	10 000 000	10 000 000	10 000 000
28016000650 Développer l'agriculture dans la commune de nassian	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28016000648 Développer les transports routiers dans la commune de doropo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
28016000644 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de bouna	28 500 000	28 500 000	28 500 000
28016000642 Développer les transports routiers dans la commune de bouna	18 000 000	18 000 000	18 000 000
27016000869 Développer l'agriculture dans la commune de minignan	7 000 000	7 000 000	7 000 000
27016000857 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kaniasso	12 000 000	12 000 000	12 000 000
27016000798 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de goulia	6 475 000	6 475 000	6 475 000
27016000756 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de minignan	44 210 537	44 210 537	44 210 537

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
27016000641 Développer les transports routiers dans la commune de kaniasso	27 598 000	27 598 000	27 598 000
27016000636 Développer les transports routiers dans la commune de tienko	29 000 000	29 000 000	29 000 000
26016001470 Développer les transports routiers dans la commune de kanakono	28 000 000	28 000 000	28 000 000
26016001411 Développer les transports routiers dans la commune de kassere	6 823 000	6 823 000	6 823 000
26016001398 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kassere	8 500 000	8 500 000	8 500 000
26016001338 Développer les transports routiers dans la commune de tengrela	10 890 000	10 890 000	10 890 000
26016001336 Développer les transports routiers dans la commune de kolia	14 154 000	14 154 000	14 154 000
26016001047 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la commune de boundiali	10 000 000	10 000 000	10 000 000
26016000994 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kolia	19 375 657	19 375 657	19 375 657
26016000990 Développer les transports routiers dans la commune de gbon	21 297 000	21 297 000	21 297 000
26016000981 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tengrela	19 794 000	19 794 000	19 794 000
26016000979 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouto	37 575 580	37 575 580	37 575 580
26016000977 Développer les transports routiers dans la commune de kouto	22 593 000	22 593 000	22 593 000
26016000973 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kassere	25 000 000	25 000 000	25 000 000
26016000970 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de boundiali	12 000 000	12 000 000	12 000 000
26016000968 Développer les transports routiers dans la commune de boundiali	20 649 000	20 649 000	20 649 000
25016002322 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Komborodougou	9 500 000	9 500 000	9 500 000
25016002223 Développer les transports routiers dans la commune de sirasso	8 000 000	8 000 000	8 000 000
25016001943 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de napieledougou	9 700 000	9 700 000	9 700 000
25016001794 Développer les transports routiers dans la commune de sinematiali	22 065 438	22 065 438	22 065 438
25016001792 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de m'bengue	23 000 123	23 000 123	23 000 123
25016001783 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de niofoin	4 336 524	4 336 524	4 336 524
25016001780 Développer les transports routiers dans la commune de napieledougou	50 494 666	50 494 666	50 494 666
25016001481 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dikodougou	22 197 460	22 197 460	22 197 460
25016001479 Développer les transports routiers dans la commune de dikodougou	14 000 000	14 000 000	14 000 000
25016001476 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sinematiali	14 500 000	14 500 000	14 500 000
25016001469 Développer les transports routiers dans la commune de komborodougou	12 000 000	12 000 000	12 000 000
25016001465 Développer les transports routiers dans la commune de karakoro	20 000 000	20 000 000	20 000 000
25016001457 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tioroniaradougou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
25016001456 Développer les transports routiers dans la commune de tioroniaradougou	32 399 247	32 399 247	32 399 247
25016001437 Développer les transports routiers dans la commune de Korhogo	22 196 710	22 196 710	22 196 710

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
24016001238 Développer les transports routiers dans la commune de nielle	29 000 000	29 000 000	29 000 000
24016001135 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de nielle	10 000 000	10 000 000	10 000 000
24016001037 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de diawala	25 000 000	25 000 000	25 000 000
24016001035 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouangolodougou	32 500 000	32 500 000	32 500 000
24016001034 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Kong	24 067 753	24 067 753	24 067 753
24016001011 Développer les transports routiers dans la commune de Kong	20 000 000	20 000 000	20 000 000
24016000840 Développer les transports routiers dans la commune de koumbala	27 000 000	27 000 000	27 000 000
24016000836 Développer l'agriculture dans la commune de koumbala	33 000 000	33 000 000	33 000 000
23016002103 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de samatiguila	51 000 000	51 000 000	51 000 000
23016002076 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Gbélébán	30 000 000	30 000 000	30 000 000
23016001981 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de seguela	29 000 000	29 000 000	29 000 000
23016001942 Développer les transports routiers dans la commune de madinani	13 910 000	13 910 000	13 910 000
23016001756 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbeleban	17 000 000	17 000 000	17 000 000
23016001753 Développer la pÍche dans la commune de tieme	15 000 000	15 000 000	15 000 000
23016001470 Développer les transports routiers dans la commune de seguelon	35 000 000	35 000 000	35 000 000
23016001466 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de madinani	9 000 000	9 000 000	9 000 000
23016001463 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de seydougou	11 526 601	11 526 601	11 526 601
23016001456 Développer les transports routiers dans la commune de seguela	17 000 000	17 000 000	17 000 000
23016001440 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de Bako	18 000 000	18 000 000	18 000 000
22016001195 Développer les transports routiers dans la commune de guinteguela	40 757 000	40 757 000	40 757 000
22016001158 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koro	15 991 200	15 991 200	15 991 200
22016001154 Développer les transports routiers dans la commune de Borotou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22016001090 Développer les transports routiers dans la commune de koonan	16 386 111	16 386 111	16 386 111
22016000984 Développer les transports routiers dans la commune de ouaninou	8 641 949	8 641 949	8 641 949
22016000983 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de guinteguela	20 958 000	20 958 000	20 958 000
22016000980 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koonan	20 000 000	20 000 000	20 000 000
22016000976 Développer les transports routiers dans la commune de touba	16 047 000	16 047 000	16 047 000
22016000933 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de guinteguela	10 509 300	10 509 300	10 509 300
22016000786 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de koonan	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22016000776 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de booko	17 000 000	17 000 000	17 000 000
22016000775 Développer les transports routiers dans la commune de booko	4 020 000	4 020 000	4 020 000
18016002267 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fronan	35 255 000	35 255 000	35 255 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
18016002247 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des transports dans la commune de fronan	10 000 000	10 000 000	10 000 000
18016002182 Développer les transports routiers dans la commune de foumbolo	45 000 000	45 000 000	45 000 000
18016001988 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de satama-sokoro	30 380 739	30 380 739	30 380 739
18016001983 Développer les transports routiers dans la commune de Dabakala	46 000 000	46 000 000	46 000 000
18016001982 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonieredougou	29 000 000	29 000 000	29 000 000
18016001929 Développer les transports routiers dans la commune niakaramadougou	15 300 000	15 300 000	15 300 000
18016001811 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Dabakala	22 000 000	22 000 000	22 000 000
18016001800 Développer les transports routiers dans la commune de katiola	10 000 000	10 000 000	10 000 000
18016001773 Développer les transports routiers dans la commune tortiya	50 000 000	50 000 000	50 000 000
18016001501 Développer les transports routiers dans la commune de satama-sokoura	20 000 000	20 000 000	20 000 000
18016001492 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune niakaramadougou	28 000 000	28 000 000	28 000 000
17016001861 Développer les transports routiers dans la commune de brobo	13 116 689	13 116 689	13 116 689
17016001841 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sakassou	28 850 656	28 850 656	28 850 656
17016001714 Développer les transports routiers dans la commune de beoumi	15 600 000	15 600 000	15 600 000
17016001460 Développer les transports routiers dans la commune de sakassou	11 700 000	11 700 000	11 700 000
17016001454 Développer les transports routiers dans la commune de diabo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001452 Développer les transports routiers dans la commune de botro	28 095 899	28 095 899	28 095 899
17016001210 Développer les transports routiers dans la commune de bodokro	25 000 000	25 000 000	25 000 000
17016001195 Développer le tourisme dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17016001194 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djebonoua	11 000 000	11 000 000	11 000 000
17016001193 Développer les transports routiers dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001189 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de brobo	28 000 000	28 000 000	28 000 000
17016001185 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bouake	20 000 000	20 000 000	20 000 000
17016001183 Développer les transports routiers dans la commune de bouake	63 002 908	63 002 908	63 002 908
16016001207 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bongouanou	39 012 480	39 012 480	39 012 480
16016001102 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'batto	2 752 000	2 752 000	2 752 000
16016000998 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'anoumaba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16016000844 Développer les transports routiers dans la commune de m'batto	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16016000841 Développer les transports routiers dans la commune de bongouanou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16016000835 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'arrah	10 000 000	10 000 000	10 000 000
15016001155 Développer les transports routiers dans la commune de prikro	15 500 000	15 500 000	15 500 000
15016001041 Développer les transports routiers dans la commune de daoukro	29 700 000	29 700 000	29 700 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
15016000957 Développer les transports routiers dans la commune de ouelle	18 641 252	18 641 252	18 641 252
15016000956 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'bahiakro	12 304 339	12 304 339	12 304 339
15016000935 Développer les transports routiers dans la commune d'ettrokro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
15016000797 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de prikro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
15016000796 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de prikro	26 451 000	26 451 000	26 451 000
15016000795 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouelle	25 000 000	25 000 000	25 000 000
15016000785 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'ettrokro	9 000 000	9 000 000	9 000 000
14016000805 Développer les transports routiers dans la commune Kouassi-Kouassikro	14 000 000	14 000 000	14 000 000
14016000804 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Kouassi-Kouassikro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
14016000736 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-kouassikro	30 000 000	30 000 000	30 000 000
14016000567 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dimbokro	39 834 237	39 834 237	39 834 237
14016000565 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bocanda	20 000 000	20 000 000	20 000 000
14016000477 Développer les transports routiers dans la commune de dimbokro	12 645 000	12 645 000	12 645 000
14016000471 Développer les transports routiers dans la commune de bocanda	21 740 195	21 740 195	21 740 195
11016002106 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'attiegouakro	55 000 000	55 000 000	55 000 000
11016001901 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djekanou	25 085 000	25 085 000	25 085 000
11016001900 Développer les transports routiers dans la commune d'attiegouakro	2 834 628	2 834 628	2 834 628
11016001715 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de toumodi	35 097 000	35 097 000	35 097 000
11016001712 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tie n'diekro	29 998 820	29 998 820	29 998 820
11016001624 Développer les transports routiers dans la commune de tiebissou	37 734 885	37 734 885	37 734 885
11016001429 Développer les transports routiers dans la commune de toumodi	33 126 000	33 126 000	33 126 000
11016001426 Développer les transports routiers dans la commune de tie n'diekro	17 300 000	17 300 000	17 300 000
11016001424 Développer l'agriculture dans la commune de tie n'diekro	40 479 554	40 479 554	40 479 554
11016001414 Développer les transports routiers dans la commune de djekanou	4 009 123	4 009 123	4 009 123
11016001402 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Yamoussoukro	22 400 000	22 400 000	22 400 000
11016001401 Développer les transports routiers dans la commune de Yamoussoukro	22 120 000	22 120 000	22 120 000
2204020 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions	**12 000 000**	**12 000 000**	**12 000 000**
4 Investissements	12 000 000	12 000 000	12 000 000
Trésor	*12 000 000*	*12 000 000*	*12 000 000*
26016001344 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la région dans la bagoue	12 000 000	12 000 000	12 000 000
2204021 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes	**960 186 894**	**960 186 894**	**960 186 894**
4 Investissements	960 186 894	960 186 894	960 186 894
Trésor	*960 186 894*	*960 186 894*	*960 186 894*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
79016000568 Développer la gestion des déchets dans la commune de Jacqueville	8 000 000	8 000 000	8 000 000
77016000921 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agou	3 561 442	3 561 442	3 561 442
77016000919 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'affery	5 049 021	5 049 021	5 049 021
76016001472 Développer la gestion des déchets dans la commune de n'douci	11 659 821	11 659 821	11 659 821
76016001381 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de n'douci	20 000 000	20 000 000	20 000 000
76016001028 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agboville	6 000 000	6 000 000	6 000 000
71016001223 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'ayame	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71016001220 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'adiake	74 178 468	74 178 468	74 178 468
71016001219 Développer la gestion des déchets dans la commune d'adiake	15 000 000	15 000 000	15 000 000
61016000784 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de bettie	10 000 000	10 000 000	10 000 000
56016000875 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de meagui	11 210 000	11 210 000	11 210 000
56016000874 Développer la gestion des déchets dans la commune de mayo	12 560 000	12 560 000	12 560 000
55016000783 Développer la gestion des déchets dans la commune de tabou	13 052 094	13 052 094	13 052 094
51016001077 Développer la gestion des déchets dans la commune dans lakota	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51016001023 Développer la gestion des déchets dans la commune de hire	4 830 000	4 830 000	4 830 000
51016000875 Développer la gestion des déchets dans la commune de zikisso	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43016000743 Développer la gestion des déchets dans la commune de facobly	34 000 000	34 000 000	34 000 000
42016000700 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de guiglo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
41016001828 Développer la gestion des déchets dans la commune de bin-houye	3 131 641	3 131 641	3 131 641
41016001233 Développer la gestion des déchets dans la commune de danane	46 905 000	46 905 000	46 905 000
36016001368 Développer la gestion des déchets dans la commune de morondo	17 000 000	17 000 000	17 000 000
36016001066 Développer la gestion des déchets dans la commune de dualla	11 000 000	11 000 000	11 000 000
35016001129 Développer la gestion des déchets dans la commune de sinfra	37 000 000	37 000 000	37 000 000
35016000892 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de zuenoula	28 883 639	28 883 639	28 883 639
35016000891 Développer la gestion des déchets dans la commune de bouafle	69 291 400	69 291 400	69 291 400
35016000803 Développer la gestion des déchets dans la commune de bonon	30 000 000	30 000 000	30 000 000
31016001144 Développer la gestion des déchets dans la commune de saïoua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28016000687 Développer la gestion des déchets dans la commune de doropo	35 000 000	35 000 000	35 000 000
26016001326 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de boundiali	15 000 990	15 000 990	15 000 990
26016001037 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de gbon	15 476 000	15 476 000	15 476 000
26016001028 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de boundiali	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25016002324 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Komborodougou	17 000 000	17 000 000	17 000 000
25016002323 Développer la gestion des déchets dans la commune de Komborodougou	4 500 000	4 500 000	4 500 000
25016001488 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Korhogo	90 290 000	90 290 000	90 290 000
24016001229 Développer la gestion des déchets dans la commune de nielle	43 078 137	43 078 137	43 078 137

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
24016000997 Développer la gestion des déchets dans la commune de ouangolodougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23016001764 Développer la gestion des déchets dans la commune de Bako	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22016001077 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de Borotou	13 019 019	13 019 019	13 019 019
22016000821 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Borotou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
22016000818 Développer la gestion des déchets dans la commune de ouaninou	16 775 000	16 775 000	16 775 000
18016002206 Développer la gestion des déchets dans la commune de foumbolo	9 000 000	9 000 000	9 000 000
18016002176 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de tafire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
18016002060 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de foumbolo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
18016001870 Développer la gestion des eaux usées dans la commune niakaramadougou	13 668 222	13 668 222	13 668 222
18016001765 Développer la gestion des déchets dans la commune de tafire	15 000 000	15 000 000	15 000 000
18016001552 Développer la gestion des déchets dans la commune de fronan	2 767 000	2 767 000	2 767 000
17016001763 Développer la gestion des déchets dans la commune de beoumi	51 300 000	51 300 000	51 300 000
17016001690 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de botro	20 000 000	20 000 000	20 000 000
17016001665 Développer la gestion des déchets dans la commune de sakassou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
17016001240 Développer la gestion des déchets dans la commune de djebonoua	14 000 000	14 000 000	14 000 000
2204022 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes	**202 500 000**	**202 500 000**	**202 500 000**
4 Investissements	202 500 000	202 500 000	202 500 000
Trésor	*202 500 000*	*202 500 000*	*202 500 000*
11016001481 Développer les équipements collectifs dans le district de yakro	37 500 000	37 500 000	37 500 000
11016001480 Développer l'alimentation en eau dans le district de yakro	120 000 000	120 000 000	120 000 000
11016001479 Développer l'éclairage public dans le district de yakro	45 000 000	45 000 000	45 000 000
2204023 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions	**6 128 151 042**	**6 128 151 042**	**6 128 151 042**
4 Investissements	6 128 151 042	6 128 151 042	6 128 151 042
Trésor	*6 128 151 042*	*6 128 151 042*	*6 128 151 042*
79016000691 Développer l'éclairage public dans la région des grands ponts	32 000 000	32 000 000	32 000 000
79016000594 Développer l'alimentation en eau dans la région des grands ponts	187 667 000	187 667 000	187 667 000
77016001093 Développer les équipements collectifs dans la région dans la Mé	33 133 000	33 133 000	33 133 000
76016001567 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'agneby-tiassa	117 500 000	117 500 000	117 500 000
76016001358 Développer l'éclairage public dans la région de l'agneby-tiassa	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001629 Développer les équipements collectifs dans la région du sud-comoe	28 673 000	28 673 000	28 673 000
71016001483 Développer l'éclairage public dans la région du sud-comoe	48 000 000	48 000 000	48 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
71016001482 Développer le logement dans la région du sud-comoe	10 000 000	10 000 000	10 000 000
71016001271 Développer l'alimentation en eau dans la région du sud-comoe	23 000 000	23 000 000	23 000 000
62016001199 Développer l'éclairage public dans la région de gontougo	70 059 000	70 059 000	70 059 000
62016001198 Développer l'alimentation en eau dans la région de gontougo	103 459 000	103 459 000	103 459 000
61016000962 Développer l'éclairage public dans la région de l'indenie djuablin	80 000 000	80 000 000	80 000 000
61016000786 Développer le logement dans la région de l'indenie djuablin	54 000 000	54 000 000	54 000 000
61016000703 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'indenie djuablin	84 700 000	84 700 000	84 700 000
57016000514 Développer les équipements collectifs dans la région du gbokle	59 655 000	59 655 000	59 655 000
57016000454 Développer l'alimentation en eau dans la région du gbokle	18 773 000	18 773 000	18 773 000
55016001203 Développer l'alimentation en eau dans la région de san-pedro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
55016001146 Développer le logement dans la région de san-pedro	14 000 000	14 000 000	14 000 000
55016001106 Développer l'éclairage public dans la région de san-pedro	113 000 000	113 000 000	113 000 000
55016001012 Développer les équipements collectifs dans la région de san-pedro	77 000 000	77 000 000	77 000 000
55016000792 Développer l'éclairage public dans la région du bafing	45 000 000	45 000 000	45 000 000
55016000791 Développer l'alimentation en eau dans la région du bafing	167 800 000	167 800 000	167 800 000
51016000893 Développer l'éclairage public dans la région du loh-djiboua	118 570 000	118 570 000	118 570 000
51016000892 Développer l'alimentation en eau dans la région du loh-djiboua	157 000 000	157 000 000	157 000 000
43016000857 Développer le logement dans la région du guemon	14 280 125	14 280 125	14 280 125
43016000726 Développer l'éclairage public dans la région du guemon	37 000 000	37 000 000	37 000 000
43016000725 Développer l'alimentation en eau dans la région du guemon	110 000 000	110 000 000	110 000 000
43016000724 Développer les équipements collectifs dans la région du guemon	93 191 000	93 191 000	93 191 000
42016000698 Développer l'éclairage public dans la région du cavally	107 648 000	107 648 000	107 648 000
42016000697 Développer l'alimentation en eau dans la région du cavally	18 000 000	18 000 000	18 000 000
42016000695 Développer le logement dans la région du cavally	23 000 960	23 000 960	23 000 960
41016001229 Développer le logement dans la région du tonkpi	191 000 000	191 000 000	191 000 000
37016000887 Développer l'alimentation en eau dans la région du bere	26 708 000	26 708 000	26 708 000
36016001208 Développer l'éclairage public dans la région du worodougou	79 000 000	79 000 000	79 000 000
36016001061 Développer l'alimentation en eau dans la région du worodougou	124 849 000	124 849 000	124 849 000
35016000872 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la marahoue	334 000 000	334 000 000	334 000 000
32016001199 Développer l'éclairage public dans la région du goh	165 611 000	165 611 000	165 611 000
32016000834 Développer l'alimentation en eau dans la région du goh	69 975 000	69 975 000	69 975 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
31016001456 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du haut sassandra	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31016001327 Développer l'éclairage public dans la région du haut sassandra	40 000 000	40 000 000	40 000 000
31016001134 Développer l'alimentation en eau dans la région du haut sassandra	128 272 000	128 272 000	128 272 000
28016000804 Développer l'alimentation en eau dans la région du bounkani	174 628 000	174 628 000	174 628 000
27016000954 Développer l'alimentation en eau dans la région du folon	76 000 000	76 000 000	76 000 000
27016000860 Développer le logement dans la région du folon	15 000 000	15 000 000	15 000 000
27016000669 Développer l'éclairage public dans la région du folon	58 000 000	58 000 000	58 000 000
26016001463 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la bagoue	29 487 000	29 487 000	29 487 000
26016001025 Développer le logement dans la région dans la bagoue	30 000 000	30 000 000	30 000 000
24016000874 Développer l'alimentation en eau dans la région du tchologo	779 120 019	779 120 019	779 120 019
23016002190 Développer les équipements collectifs dans la région du kabadougou	26 000 000	26 000 000	26 000 000
23016002113 Développer l'alimentation en eau dans la région du kabadougou	200 000 000	200 000 000	200 000 000
23016001503 Développer l'éclairage public dans la région du kabadougou	192 000 000	192 000 000	192 000 000
23016001502 Développer le logement dans la région du kabadougou	100 000 000	100 000 000	100 000 000
18016001563 Développer l'alimentation en eau dans la région du hambol	190 841 244	190 841 244	190 841 244
18016001562 Développer les équipements collectifs dans la région du hambol	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16016000879 Développer l'alimentation en eau dans la région du moronou	338 414 746	338 414 746	338 414 746
15016000943 Développer les équipements collectifs dans la région de l'iffou	3 221 948	3 221 948	3 221 948
15016000831 Développer l'éclairage public dans la région de l'iffou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15016000830 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'iffou	65 000 000	65 000 000	65 000 000
15016000829 Développer le logement dans la région de l'iffou	56 000 000	56 000 000	56 000 000
14016000640 Développer l'éclairage public dans la région du n'zi	27 950 000	27 950 000	27 950 000
14016000633 Développer l'alimentation en eau dans la région du n'zi	150 314 000	150 314 000	150 314 000
14016000629 Développer les équipements collectifs dans la région du n'zi	98 500 000	98 500 000	98 500 000
14016000589 Développer le logement dans la région du n'zi	86 229 000	86 229 000	86 229 000
11016001692 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du bélier	15 000 000	15 000 000	15 000 000
11016001486 Développer l'éclairage public dans la région du bélier	38 000 000	38 000 000	38 000 000
11016001485 Développer l'alimentation en eau dans la région du bélier	18 903 000	18 903 000	18 903 000
11016001483 Développer le logement dans la région du bélier	104 018 000	104 018 000	104 018 000
2204024 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes	**3 767 356 028**	**3 767 356 028**	**3 767 356 028**
4 Investissements	3 767 356 028	3 767 356 028	3 767 356 028
Trésor	*3 767 356 028*	*3 767 356 028*	*3 767 356 028*
79016000703 Développer l'éclairage public dans la commune de Jacqueville	23 000 000	23 000 000	23 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
79016000578 Développer les équipements collectifs dans la commune de grand-lahou	29 000 000	29 000 000	29 000 000
79016000576 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Jacqueville	18 680 000	18 680 000	18 680 000
78016001755 Développer l'éclairage public dans la commune de Songon	32 000 000	32 000 000	32 000 000
77016001228 Développer le logement dans la commune d'affery	20 000 000	20 000 000	20 000 000
77016001149 Développer l'alimentation en eau dans la commune de yakasse-attobrou	4 000 000	4 000 000	4 000 000
77016001147 Développer l'éclairage public dans la commune d'agou	4 441 000	4 441 000	4 441 000
77016000971 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'Adzopé	15 950 000	15 950 000	15 950 000
77016000939 Développer l'éclairage public dans la commune d'Alépé	21 546 000	21 546 000	21 546 000
77016000938 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'Alépé	19 534 000	19 534 000	19 534 000
77016000931 Développer les équipements collectifs dans la commune d'affery	37 508 000	37 508 000	37 508 000
76016001267 Développer les équipements collectifs dans la commune de sikensi	8 000 000	8 000 000	8 000 000
76016001210 Développer l'éclairage public dans la commune de n'douci	20 000 000	20 000 000	20 000 000
76016001195 Développer l'éclairage public dans la commune de de taabo	51 220 000	51 220 000	51 220 000
76016001084 Développer les équipements collectifs dans la commune de n'douci	29 000 000	29 000 000	29 000 000
76016001073 Développer les équipements collectifs dans la commune d'agboville	12 000 000	12 000 000	12 000 000
71016001853 Développer l'éclairage public dans la commune d'adiake	16 000 000	16 000 000	16 000 000
71016001794 Développer les équipements collectifs dans la commune d'aboisso	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001793 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiapoum	11 671 000	11 671 000	11 671 000
71016001288 Développer l'éclairage public dans la commune de tiapoum	30 496 944	30 496 944	30 496 944
71016001285 Développer les équipements collectifs dans la commune de mafere	6 311 244	6 311 244	6 311 244
71016001278 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ayame	4 000 000	4 000 000	4 000 000
62016001702 Développer l'éclairage public dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001677 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sandegue	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62016001526 Développer les équipements collectifs dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001525 Développer l'éclairage public dans la commune de koun-fao	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62016001438 Développer l'éclairage public dans la commune de sandegue	8 531 000	8 531 000	8 531 000
62016001352 Développer l'alimentation en eau dans la commune de transua	10 913 000	10 913 000	10 913 000
62016001207 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koun-fao	30 000 000	30 000 000	30 000 000
62016001201 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'assuefry	32 000 000	32 000 000	32 000 000
61016000880 Développer les équipements collectifs dans la commune de bettie	12 231 540	12 231 540	12 231 540
57016000669 Développer l'alimentation en eau dans la commune de fresco	34 846 000	34 846 000	34 846 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
56016001305 Développer les équipements collectifs dans la commune de soubre	20 000 000	20 000 000	20 000 000
56016001265 Développer l'éclairage public dans la commune de gueyo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
56016001186 Développer les équipements collectifs dans la commune de mayo	4 100 000	4 100 000	4 100 000
56016001146 Développer l'éclairage public dans la commune de buyo	30 000 000	30 000 000	30 000 000
55016001023 Développer l'éclairage public dans la commune de grabo	28 000 000	28 000 000	28 000 000
55016000796 Développer l'alimentation en eau dans la commune de grabo	4 500 000	4 500 000	4 500 000
51016001317 Développer l'éclairage public dans la commune de zikisso	15 000 000	15 000 000	15 000 000
51016001194 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guitry	19 000 000	19 000 000	19 000 000
51016001193 Développer l'alimentation en eau dans la commune dans lakota	15 000 000	15 000 000	15 000 000
51016001093 Développer l'éclairage public dans la commune de divo	30 000 000	30 000 000	30 000 000
51016001038 Développer les équipements collectifs dans la commune de guitry	10 000 000	10 000 000	10 000 000
51016000889 Développer les équipements collectifs dans la commune de zikisso	25 196 367	25 196 367	25 196 367
51016000883 Développer les équipements collectifs dans la commune de hire	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43016001047 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouibli	9 233 000	9 233 000	9 233 000
43016000908 Développer l'éclairage public dans la commune de bangolo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
43016000868 Développer les équipements collectifs dans la commune de bangolo	23 557 000	23 557 000	23 557 000
43016000840 Développer les équipements collectifs dans la commune de facobly	6 000 000	6 000 000	6 000 000
43016000723 Développer l'alimentation en eau dans la commune de facobly	35 000 000	35 000 000	35 000 000
43016000722 Développer l'éclairage public dans la commune de kouibli	9 929 845	9 929 845	9 929 845
43016000721 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kouibli	9 800 000	9 800 000	9 800 000
43016000718 Développer l'alimentation en eau dans la commune de duékoué	10 000 000	10 000 000	10 000 000
42016001024 Développer les équipements collectifs dans la commune de toulepleu	7 000 900	7 000 900	7 000 900
42016000991 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toulepleu	17 249 021	17 249 021	17 249 021
42016000889 Développer l'alimentation en eau dans la commune de taï	8 000 000	8 000 000	8 000 000
42016000694 Développer l'éclairage public dans la commune de toulepleu	33 000 000	33 000 000	33 000 000
42016000692 Développer les équipements collectifs dans la commune de bloléquin	46 091 539	46 091 539	46 091 539
41016001437 Développer l'éclairage public dans la commune de gbonne	15 000 000	15 000 000	15 000 000
41016001434 Développer l'éclairage public dans la commune de bin-houye	25 000 000	25 000 000	25 000 000
41016001228 Développer l'éclairage public dans la commune de zouan-hounien	23 225 839	23 225 839	23 225 839
41016001222 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sangouine	23 000 000	23 000 000	23 000 000
37016001295 Développer l'éclairage public dans la commune de kounahiri	6 390 000	6 390 000	6 390 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
37016001139 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sarhala	29 000 000	29 000 000	29 000 000
37016001119 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kongasso	29 613 730	29 613 730	29 613 730
37016001023 Développer les équipements collectifs dans la commune de sarhala	10 000 000	10 000 000	10 000 000
37016000884 Développer les équipements collectifs dans la commune de kounahiri	13 232 000	13 232 000	13 232 000
37016000879 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiéningboué	27 118 346	27 118 346	27 118 346
36016001355 Développer l'alimentation en eau dans la commune de worofla	12 000 000	12 000 000	12 000 000
36016001354 Développer l'éclairage public dans la commune de sifie	12 500 000	12 500 000	12 500 000
36016001234 Développer les équipements collectifs dans la commune de kani	9 000 000	9 000 000	9 000 000
36016001187 Développer le logement dans la commune de sifie	3 172 000	3 172 000	3 172 000
36016001050 Développer l'éclairage public dans la commune de kani	13 029 262	13 029 262	13 029 262
36016001048 Développer les équipements collectifs dans la commune de dualla	4 000 000	4 000 000	4 000 000
36016001047 Développer le logement dans la commune de dualla	12 000 000	12 000 000	12 000 000
35016001087 Développer les équipements collectifs dans la commune de zuenoula	2 635 000	2 635 000	2 635 000
35016000793 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zuenoula	21 394 272	21 394 272	21 394 272
35016000790 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gohitafla	14 490 000	14 490 000	14 490 000
35016000787 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sinfra	13 837 000	13 837 000	13 837 000
35016000785 Développer l'éclairage public dans la commune de bonon	24 828 792	24 828 792	24 828 792
32016001191 Développer l'éclairage public dans la commune de ouragahio	16 886 000	16 886 000	16 886 000
32016001153 Développer l'éclairage public dans la commune de diegonefla	29 985 047	29 985 047	29 985 047
32016000980 Développer les équipements collectifs dans la commune de diegonefla	17 770 000	17 770 000	17 770 000
32016000970 Développer les équipements collectifs dans la commune d'oume	19 578 495	19 578 495	19 578 495
31016001597 Développer l'éclairage public dans la commune de saïoua	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31016001559 Développer l'éclairage public dans la commune de zoukougbeu	23 000 000	23 000 000	23 000 000
31016001460 Développer l'éclairage public dans la commune de vavoua	25 000 000	25 000 000	25 000 000
31016001458 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gboguhé	16 724 000	16 724 000	16 724 000
31016001457 Développer l'éclairage public dans la commune de daloa	71 926 788	71 926 788	71 926 788
31016001331 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zoukougbeu	35 918 000	35 918 000	35 918 000
31016001330 Développer l'alimentation en eau dans la commune de vavoua	2 254 000	2 254 000	2 254 000
31016001126 Développer le logement dans la commune de vavoua	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31016001124 Développer l'éclairage public dans la commune d'issia	81 104 000	81 104 000	81 104 000
31016001120 Développer l'éclairage public dans la commune de bédiala	29 000 000	29 000 000	29 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
28016001002 Développer l'éclairage public dans la commune de téhini	13 000 000	13 000 000	13 000 000
28016000991 Développer l'alimentation en eau dans la commune de téhini	12 000 000	12 000 000	12 000 000
28016000880 Développer l'alimentation en eau dans la commune de nassian	35 000 000	35 000 000	35 000 000
28016000805 Développer le logement dans la commune de téhini	13 000 000	13 000 000	13 000 000
28016000789 Développer les équipements collectifs dans la commune de bouna	11 500 000	11 500 000	11 500 000
28016000678 Développer le logement dans la commune de nassian	10 236 000	10 236 000	10 236 000
28016000676 Développer l'alimentation en eau dans la commune de doropo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
27016000868 Développer l'alimentation en eau dans la commune de goulia	23 994 044	23 994 044	23 994 044
27016000834 Développer les équipements collectifs dans la commune de tienko	19 160 000	19 160 000	19 160 000
27016000802 Développer les équipements collectifs dans la commune de goulia	8 000 000	8 000 000	8 000 000
27016000737 Développer le logement dans la commune de kaniasso	18 269 433	18 269 433	18 269 433
27016000682 Développer le logement dans la commune de goulia	32 596 500	32 596 500	32 596 500
27016000679 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tienko	25 000 000	25 000 000	25 000 000
27016000678 Développer le logement dans la commune de tienko	13 000 000	13 000 000	13 000 000
26016001518 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tengrela	24 000 000	24 000 000	24 000 000
26016001460 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouto	4 206 000	4 206 000	4 206 000
26016001061 Développer les équipements collectifs dans la commune de gbon	2 721 452	2 721 452	2 721 452
25016002246 Développer l'alimentation en eau dans la commune de karakoro	11 000 000	11 000 000	11 000 000
25016002144 Développer l'éclairage public dans la commune de m'bengue	22 500 000	22 500 000	22 500 000
25016002042 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dikodougou	10 221 000	10 221 000	10 221 000
25016001953 Développer les équipements collectifs dans la commune de komborodougou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
25016001952 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tioroniaradougou	22 800 000	22 800 000	22 800 000
25016001951 Développer les équipements collectifs dans la commune de sirasso	23 727 522	23 727 522	23 727 522
25016001950 Développer l'alimentation en eau dans la commune de napieledougou	19 000 000	19 000 000	19 000 000
25016001912 Développer l'éclairage public dans la commune de dikodougou	23 000 000	23 000 000	23 000 000
25016001827 Développer les équipements collectifs dans la commune de dikodougou	9 000 000	9 000 000	9 000 000
25016001713 Développer l'alimentation en eau dans la commune de komborodougou	18 000 000	18 000 000	18 000 000
25016001541 Développer les équipements collectifs dans la commune de guiembe	18 000 000	18 000 000	18 000 000
25016001533 Développer les équipements collectifs dans la commune de karakoro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25016001530 Développer l'éclairage public dans la commune de sirasso	24 500 000	24 500 000	24 500 000
25016001527 Développer l'éclairage public dans la commune de niofoin	80 000 000	80 000 000	80 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
24016001232 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Ferkessédougou	25 356 000	25 356 000	25 356 000
24016001105 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koumbala	40 000 000	40 000 000	40 000 000
23016002199 Développer le logement dans la commune de seydougou	35 000 000	35 000 000	35 000 000
23016002114 Développer l'éclairage public dans la commune de madinani	20 000 000	20 000 000	20 000 000
23016001946 Développer l'alimentation en eau dans la commune de madinani	30 090 000	30 090 000	30 090 000
23016001928 Développer les équipements collectifs dans la commune de seguela	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23016001815 Développer les équipements collectifs dans la commune de samatiguila	13 795 587	13 795 587	13 795 587
23016001541 Développer les équipements collectifs dans la commune de tieme	13 000 000	13 000 000	13 000 000
23016001539 Développer l'éclairage public dans la commune de dioulatiedougou	22 600 000	22 600 000	22 600 000
23016001538 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dioulatiedougou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22016001208 Développer l'éclairage public dans la commune de koro	35 000 000	35 000 000	35 000 000
22016000969 Développer l'alimentation en eau dans la commune de touba	25 394 452	25 394 452	25 394 452
22016000968 Développer les équipements collectifs dans la commune de touba	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22016000841 Développer l'éclairage public dans la commune de borotou	23 000 000	23 000 000	23 000 000
22016000834 Développer les équipements collectifs dans la commune de koonan	18 000 000	18 000 000	18 000 000
22016000830 Développer l'alimentation en eau dans la commune de booko	27 000 000	27 000 000	27 000 000
18016001998 Développer le logement dans la commune de bassawa	40 000 000	40 000 000	40 000 000
18016001950 Développer l'alimentation en eau dans la commune tortiya	35 500 000	35 500 000	35 500 000
18016001832 Développer l'alimentation en eau dans la commune de fronan	13 300 000	13 300 000	13 300 000
18016001767 Développer les équipements collectifs dans la commune de satama-sokoura	18 380 000	18 380 000	18 380 000
18016001731 Développer l'éclairage public dans la commune de Dabakala	11 442 520	11 442 520	11 442 520
18016001590 Développer l'alimentation en eau dans la commune de satama-sokoro	36 000 000	36 000 000	36 000 000
18016001585 Développer l'alimentation en eau dans la commune de foumbolo	14 000 000	14 000 000	14 000 000
18016001581 Développer l'éclairage public dans la commune de bonieredougou	9 120 241	9 120 241	9 120 241
18016001580 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bonieredougou	14 000 000	14 000 000	14 000 000
18016001578 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bassawa	26 543 456	26 543 456	26 543 456
18016001575 Développer l'alimentation en eau dans la commune de katiola	31 707 000	31 707 000	31 707 000
18016001574 Développer les équipements collectifs dans la commune de katiola	10 867 116	10 867 116	10 867 116
17016001767 Développer l'éclairage public dans la commune de brobo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
17016001715 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bodokro	42 510 037	42 510 037	42 510 037
17016001482 Développer les équipements collectifs dans la commune de diabo	41 513 511	41 513 511	41 513 511
17016001478 Développer les équipements collectifs dans la commune de bouake	41 278 000	41 278 000	41 278 000
17016001265 Développer l'éclairage public dans la commune de beoumi	14 000 000	14 000 000	14 000 000
17016001261 Développer les équipements collectifs dans la commune de djebonoua	21 000 000	21 000 000	21 000 000
17016001260 Développer le logement dans la commune de djebonoua	6 000 000	6 000 000	6 000 000
16016001135 Développer les équipements collectifs dans la commune de tiemelekro	17 000 000	17 000 000	17 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
16016001133 Développer les équipements collectifs dans la commune d'anoumaba	15 000 000	15 000 000	15 000 000
16016001122 Développer l'éclairage public dans la commune de tiemelekro	32 000 000	32 000 000	32 000 000
16016001051 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'arrah	41 400 000	41 400 000	41 400 000
16016000891 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiemelekro	25 000 000	25 000 000	25 000 000
16016000887 Développer les équipements collectifs dans la commune de bongouanou	20 244 000	20 244 000	20 244 000
15016001220 Développer l'éclairage public dans la commune de m'bahiakro	12 595 000	12 595 000	12 595 000
15016001146 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'ettrokro	36 612 649	36 612 649	36 612 649
15016000843 Développer les équipements collectifs dans la commune de prikro	6 697 000	6 697 000	6 697 000
15016000839 Développer l'éclairage public dans la commune de ouelle	25 000 000	25 000 000	25 000 000
15016000835 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ettrokro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
15016000833 Développer l'éclairage public dans la commune de daoukro	38 161 235	38 161 235	38 161 235
15016000832 Développer l'alimentation en eau dans la commune de daoukro	29 500 000	29 500 000	29 500 000
14016000636 Développer les équipements collectifs dans la commune de bocanda	18 000 000	18 000 000	18 000 000
14016000509 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dimbokro	20 033 000	20 033 000	20 033 000
14016000507 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bocanda	20 000 000	20 000 000	20 000 000
11016002146 Développer l'éclairage public dans la commune de didievi	20 000 000	20 000 000	20 000 000
11016002143 Développer l'éclairage public dans la commune de djekanou	35 673 000	35 673 000	35 673 000
11016002095 Développer l'éclairage public dans la commune de tiebissou	32 448 000	32 448 000	32 448 000
11016002094 Développer l'éclairage public dans la commune d'attiegouakro	13 466 000	13 466 000	13 466 000
11016001762 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiebissou	10 018 000	10 018 000	10 018 000
11016001761 Développer les équipements collectifs dans la commune de kokumbo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
11016001512 Développer l'éclairage public dans la commune de toumodi	29 617 000	29 617 000	29 617 000
11016001511 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toumodi	4 000 000	4 000 000	4 000 000
11016001505 Développer le logement dans la commune de kokumbo	35 678 302	35 678 302	35 678 302
11016001503 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djekanou	7 000 000	7 000 000	7 000 000
11016001502 Développer les équipements collectifs dans la commune de djekanou	5 232 000	5 232 000	5 232 000
11016001501 Développer l'alimentation en eau dans la commune de didievi	29 001 000	29 001 000	29 001 000
11016001498 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'attiegouakro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
11016001496 Développer le logement dans la commune d'attiegouakro	20 000 000	20 000 000	20 000 000
2204025 Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes	**80 349 000**	**80 349 000**	**80 349 000**
4 Investissements	80 349 000	80 349 000	80 349 000
Trésor	*80 349 000*	*80 349 000*	*80 349 000*
11016001490 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans le district de yakro	35 349 000	35 349 000	35 349 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
11016001487 Développer des dispensaires et des maternités dans le district de yakro	45 000 000	45 000 000	45 000 000
2204026 Coordination du développement de la santé dans les régions	**6 908 016 784**	**6 908 016 784**	**6 908 016 784**
4 Investissements	6 908 016 784	6 908 016 784	6 908 016 784
Trésor	*6 908 016 784*	*6 908 016 784*	*6 908 016 784*
79016000867 Développer des dispensaires et des maternités dans la région des grands ponts	183 000 000	183 000 000	183 000 000
79016000847 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région des grands ponts	29 000 000	29 000 000	29 000 000
77016001132 Développer des services hospitaliers généraux dans la région dans la Mé	40 000 000	40 000 000	40 000 000
77016000992 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la Mé	54 000 000	54 000 000	54 000 000
76016001251 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'agneby-tiassa	73 000 000	73 000 000	73 000 000
76016001250 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'agneby-tiassa	25 000 000	25 000 000	25 000 000
71016001346 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du sud-comoe	122 789 000	122 789 000	122 789 000
71016001345 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du sud-comoe	18 289 000	18 289 000	18 289 000
71016001343 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du sud-comoe	23 000 000	23 000 000	23 000 000
62016001424 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de gontougo	148 109 105	148 109 105	148 109 105
62016001272 Développer des services hospitaliers généraux dans la région de gontougo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
62016001270 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de gontougo	21 000 000	21 000 000	21 000 000
61016000886 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'indenie djuablin	186 605 000	186 605 000	186 605 000
57016000565 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du gbokle	138 378 000	138 378 000	138 378 000
57016000471 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du gbokle	29 500 000	29 500 000	29 500 000
56016001288 Développer des services hospitaliers généraux dans la région dans la nawa	20 000 000	20 000 000	20 000 000
56016001115 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la nawa	113 853 000	113 853 000	113 853 000
56016000955 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région dans la nawa	35 640 000	35 640 000	35 640 000
55016001214 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bafing	22 500 000	22 500 000	22 500 000
55016001064 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de san-pedro	140 000 000	140 000 000	140 000 000
55016000946 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de san-pedro	104 000 000	104 000 000	104 000 000
55016000803 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bafing	364 846 549	364 846 549	364 846 549
51016001092 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du loh-djiboua	108 083 000	108 083 000	108 083 000
51016001091 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du loh-djiboua	65 448 000	65 448 000	65 448 000
51016000957 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du loh-djiboua	14 000 000	14 000 000	14 000 000
43016000925 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du guemon	9 766 000	9 766 000	9 766 000
43016000769 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du guemon	180 721 000	180 721 000	180 721 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
43016000768 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du guemon	17 255 000	17 255 000	17 255 000
42016000877 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du cavally	175 615 000	175 615 000	175 615 000
42016000808 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du cavally	20 000 000	20 000 000	20 000 000
41016001298 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tonkpi	228 000 000	228 000 000	228 000 000
37016001066 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bere	219 120 000	219 120 000	219 120 000
37016000939 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bere	90 000 000	90 000 000	90 000 000
36016001543 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du worodougou	50 000 000	50 000 000	50 000 000
36016001255 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du worodougou	267 000 000	267 000 000	267 000 000
35016001047 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la marahoue	89 002 000	89 002 000	89 002 000
35016000990 Développer des services de médecine générale dans la région dans la marahoue	30 000 000	30 000 000	30 000 000
32016001087 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du goh	78 239 000	78 239 000	78 239 000
32016000999 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du goh	82 954 000	82 954 000	82 954 000
31016001227 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du haut sassandra	134 898 000	134 898 000	134 898 000
28016000811 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du bounkani	45 531 000	45 531 000	45 531 000
28016000748 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bounkani	454 110 954	454 110 954	454 110 954
27016000723 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du folon	225 000 000	225 000 000	225 000 000
27016000721 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du folon	28 000 000	28 000 000	28 000 000
26016001508 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la bagoue	109 000 416	109 000 416	109 000 416
26016001230 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la bagoue	169 000 000	169 000 000	169 000 000
25016002187 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du poro	95 000 000	95 000 000	95 000 000
25016001927 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du poro	388 696 624	388 696 624	388 696 624
25016001509 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du poro	155 000 000	155 000 000	155 000 000
24016001049 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tchologo	220 000 000	220 000 000	220 000 000
23016002053 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du kabadougou	207 358 136	207 358 136	207 358 136
18016001780 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du hambol	336 185 000	336 185 000	336 185 000
16016001042 Développer des services de médecine générale dans la région du moronou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
16016000985 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du moronou	80 000 000	80 000 000	80 000 000
15016001217 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'iffou	88 500 000	88 500 000	88 500 000
15016001009 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'iffou	7 000 000	7 000 000	7 000 000
14016000711 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du n'zi	98 838 000	98 838 000	98 838 000
14016000578 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du n'zi	46 137 000	46 137 000	46 137 000
14016000505 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du n'zi	30 485 000	30 485 000	30 485 000
11016001965 Développer des services de médecine générale dans la région du bélier	23 000 000	23 000 000	23 000 000
11016001897 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bélier	291 564 000	291 564 000	291 564 000
11016001491 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bélier	27 000 000	27 000 000	27 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
2204027 Coordination du développement de la santé dans les communes	**2 208 722 337**	**2 208 722 337**	**2 208 722 337**
4 Investissements	2 208 722 337	2 208 722 337	2 208 722 337
Trésor	*2 208 722 337*	*2 208 722 337*	*2 208 722 337*
79016000745 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-lahou	47 169 000	47 169 000	47 169 000
79016000615 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dabou	38 000 000	38 000 000	38 000 000
79016000611 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de grand-lahou	19 757 718	19 757 718	19 757 718
78016002167 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune doeAnyama	41 500 000	41 500 000	41 500 000
78016001817 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Songon	46 000 380	46 000 380	46 000 380
78016001575 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bingerville	30 000 000	30 000 000	30 000 000
77016001235 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agou	38 931 771	38 931 771	38 931 771
77016001088 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'affery	19 800 000	19 800 000	19 800 000
77016001004 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune d'agou	7 953 000	7 953 000	7 953 000
76016001264 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agboville	20 000 000	20 000 000	20 000 000
76016001263 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'azaguie	13 898 000	13 898 000	13 898 000
76016001214 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de sikensi	15 326 906	15 326 906	15 326 906
76016001124 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sikensi	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001874 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ayame	6 000 000	6 000 000	6 000 000
71016001349 Développer des dispensaires et des maternités e la commune d'assinie mafia	2 717 000	2 717 000	2 717 000
71016001309 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'aboisso	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001307 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'adiake	9 785 747	9 785 747	9 785 747
71016001300 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiapoum	10 262 989	10 262 989	10 262 989
62016001635 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de koun-fao	15 000 000	15 000 000	15 000 000
62016001427 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de transua	5 210 000	5 210 000	5 210 000
62016001229 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bondoukou	20 593 915	20 593 915	20 593 915
62016001225 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sandegue	21 778 216	21 778 216	21 778 216
62016001224 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001223 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62016001221 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de transua	8 301 000	8 301 000	8 301 000
61016001031 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agnibilekrou	14 768 000	14 768 000	14 768 000
57016000644 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de fresco	6 900 000	6 900 000	6 900 000
56016001176 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
56016000926 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de buyo	41 872 000	41 872 000	41 872 000
56016000920 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de mayo	12 000 000	12 000 000	12 000 000
56016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de meagui	20 000 000	20 000 000	20 000 000
55016000832 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-bereby	10 000 000	10 000 000	10 000 000
51016001355 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune dans lakota	9 706 000	9 706 000	9 706 000
51016001251 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de hire	19 534 000	19 534 000	19 534 000
51016001089 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de divo	24 241 000	24 241 000	24 241 000
51016001088 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de hire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
51016000931 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zikisso	31 000 000	31 000 000	31 000 000
51016000929 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guitry	15 000 000	15 000 000	15 000 000
43016000984 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de duékoué	7 000 000	7 000 000	7 000 000
43016000947 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kouibli	11 686 000	11 686 000	11 686 000
43016000865 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de duékoué	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43016000835 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bangolo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42016000976 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiglo	7 000 000	7 000 000	7 000 000
42016000893 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de toulepleu	7 500 000	7 500 000	7 500 000
42016000802 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de taî	10 078 000	10 078 000	10 078 000
41016001591 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de danane	29 702 242	29 702 242	29 702 242
41016001589 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zouan-hounien	29 500 000	29 500 000	29 500 000
41016001469 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de biankouma	20 000 000	20 000 000	20 000 000
41016001385 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de logouale	5 926 800	5 926 800	5 926 800
41016001263 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bin-houye	25 000 000	25 000 000	25 000 000
41016001259 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbonne	15 000 000	15 000 000	15 000 000
41016001256 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de man	25 000 000	25 000 000	25 000 000
41016001254 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sangouine	7 353 000	7 353 000	7 353 000
37016001242 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kounahiri	19 000 000	19 000 000	19 000 000
37016001102 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tiéningboué	36 582 000	36 582 000	36 582 000
36016001280 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de massala	10 000 000	10 000 000	10 000 000
36016001278 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de worofla	21 567 923	21 567 923	21 567 923
36016001095 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de djibrosso	38 000 000	38 000 000	38 000 000
36016001089 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de morondo	15 716 392	15 716 392	15 716 392

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
36016001088 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de sifie	22 746 263	22 746 263	22 746 263
36016001087 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sifie	7 000 000	7 000 000	7 000 000
35016001015 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sinfra	23 225 000	23 225 000	23 225 000
35016000819 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bonon	32 661 000	32 661 000	32 661 000
35016000815 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zuenoula	23 899 665	23 899 665	23 899 665
32016001244 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Gagnoa	11 500 000	11 500 000	11 500 000
32016001013 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de ouragahio	11 397 462	11 397 462	11 397 462
32016000864 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de Gagnoa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31016001480 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de saïoua	35 600 000	35 600 000	35 600 000
31016001439 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de daloa	72 000 000	72 000 000	72 000 000
31016001394 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de vavoua	24 642 000	24 642 000	24 642 000
31016001169 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bédiala	6 000 000	6 000 000	6 000 000
31016001168 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de gboguhé	19 759 183	19 759 183	19 759 183
28016000983 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bouna	17 534 847	17 534 847	17 534 847
28016000709 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de nassian	34 225 141	34 225 141	34 225 141
27016000958 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de minignan	11 000 000	11 000 000	11 000 000
27016000752 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de goulia	12 500 000	12 500 000	12 500 000
26016001501 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kassere	12 481 000	12 481 000	12 481 000
26016001500 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbon	2 078 000	2 078 000	2 078 000
26016001251 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de boundiali	10 000 000	10 000 000	10 000 000
26016001222 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kolia	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25016001888 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de karakoro	16 060 230	16 060 230	16 060 230
25016001833 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tioroniaradougou	9 000 000	9 000 000	9 000 000
25016001560 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Korhogo	77 453 474	77 453 474	77 453 474
25016001559 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de napieledougou	3 800 000	3 800 000	3 800 000
25016001551 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de m'bengue	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25016001548 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dikodougou	6 601 000	6 601 000	6 601 000
25016001545 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiembe	23 800 000	23 800 000	23 800 000
24016001262 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Kong	25 000 000	25 000 000	25 000 000
24016001163 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de Ferkessédougou	25 000 000	25 000 000	25 000 000
24016001065 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de ouangolodougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
24016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Ferkessédougou	25 000 908	25 000 908	25 000 908
24016000914 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de diawala	27 000 000	27 000 000	27 000 000
23016002225 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tieme	19 200 000	19 200 000	19 200 000
23016001972 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dioulatiedougou	16 674 000	16 674 000	16 674 000
23016001797 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'Odienné	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23016001576 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune d'Odienné	20 000 000	20 000 000	20 000 000
23016001574 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de Bako	3 000 000	3 000 000	3 000 000
23016001573 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bako	31 240 000	31 240 000	31 240 000
23016001564 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de seguelon	20 000 000	20 000 000	20 000 000
22016001013 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guinteguela	8 739 000	8 739 000	8 739 000
22016000960 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de koonan	6 697 627	6 697 627	6 697 627
18016001839 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tafire	10 000 000	10 000 000	10 000 000
18016001837 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de katiola	16 000 000	16 000 000	16 000 000
18016001746 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de satama-sokoro	36 000 000	36 000 000	36 000 000
18016001630 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bonieredougou	40 000 000	40 000 000	40 000 000
18016001616 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune tortiya	15 000 000	15 000 000	15 000 000
17016001828 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17016001615 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bouake	65 220 000	65 220 000	65 220 000
17016001485 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sakassou	27 061 000	27 061 000	27 061 000
17016001295 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de botro	7 000 000	7 000 000	7 000 000
17016001293 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de diabo	12 000 000	12 000 000	12 000 000
16016001275 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bongouanou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16016000926 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'anoumaba	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiemelekro	20 926 538	20 926 538	20 926 538
14016000577 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bocanda	15 000 000	15 000 000	15 000 000
14016000560 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dimbokro	4 577 000	4 577 000	4 577 000
11016002123 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Yamoussoukro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
11016001744 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tie n'diekro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
11016001570 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiebissou	10 803 000	10 803 000	10 803 000
2204029 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions	**572 991 132**	**572 991 132**	**572 991 132**
4 Investissements	572 991 132	572 991 132	572 991 132
Trésor	*572 991 132*	*572 991 132*	*572 991 132*
79016000613 Développer des services culturels dans la région des grands ponts	20 000 000	20 000 000	20 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
77016000995 Développer des services culturels dans la région dans la Mé	12 000 000	12 000 000	12 000 000
77016000994 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région dans la Mé	62 000 000	62 000 000	62 000 000
76016001119 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'agneby-tiassa	25 000 000	25 000 000	25 000 000
71016001817 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région du sud-comoe	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001348 Développer des services culturels dans la région du sud-comoe	49 016 015	49 016 015	49 016 015
55016000850 Développer des services culturels dans la région du bafing	18 000 000	18 000 000	18 000 000
43016000903 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du guemon	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43016000770 Développer des services culturels dans la région du guemon	40 000 000	40 000 000	40 000 000
42016000899 Développer des services culturels dans la région du cavally	29 000 000	29 000 000	29 000 000
37016001309 Développer des services culturels dans la région du bere	30 001 000	30 001 000	30 001 000
36016001117 Développer des services culturels dans la région du worodougou	24 000 258	24 000 258	24 000 258
32016001006 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du goh	2 000 000	2 000 000	2 000 000
32016000883 Développer des services culturels dans la région du goh	85 640 000	85 640 000	85 640 000
31016001197 Développer des services culturels dans la région du haut sassandra	22 500 514	22 500 514	22 500 514
28016000727 Développer des services culturels dans la région du bounkani	11 833 000	11 833 000	11 833 000
27016000874 Développer des services culturels dans la région du folon	24 000 000	24 000 000	24 000 000
23016001594 Développer des services culturels dans la région du kabadougou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
15016000882 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'iffou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
11016001582 Développer des services culturels dans la région du bélier	63 000 345	63 000 345	63 000 345
2204030 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes	**1 502 489 978**	**1 502 489 978**	**1 502 489 978**
4 Investissements	1 502 489 978	1 502 489 978	1 502 489 978
Trésor	*1 502 489 978*	*1 502 489 978*	*1 502 489 978*
79016000619 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de Jacqueville	10 000 000	10 000 000	10 000 000
77016001249 Développer des services culturels dans la commune de yakasse-attobrou	7 588 000	7 588 000	7 588 000
77016001012 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'akoupe	20 000 000	20 000 000	20 000 000
77016001009 Développer des services culturels dans la commune d'Alépé	9 202 567	9 202 567	9 202 567
76016001559 Développer des services culturels dans la commune de rubino	9 000 000	9 000 000	9 000 000
76016001295 Développer des services culturels dans la commune de de taabo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76016001294 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de de tiassale	43 000 000	43 000 000	43 000 000
76016001096 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de rubino	17 000 000	17 000 000	17 000 000
76016001092 Développer des services culturels dans la commune de de tiassale	30 373 019	30 373 019	30 373 019
76016001090 Développer des services culturels dans la commune de n'douci	12 000 000	12 000 000	12 000 000
71016001574 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'ayame	7 000 000	7 000 000	7 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
71016001315 Développer des services culturels dans la commune de mafere	76 000 000	76 000 000	76 000 000
62016001678 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de tanda	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62016001450 Développer des services culturels dans la commune de bondoukou	44 966 000	44 966 000	44 966 000
62016001269 Développer des services culturels dans la commune de kouassi-datekro	28 750 000	28 750 000	28 750 000
62016001237 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sandegue	12 368 000	12 368 000	12 368 000
62016001236 Développer des services culturels dans la commune de sandegue	13 600 000	13 600 000	13 600 000
62016001233 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de transua	7 000 000	7 000 000	7 000 000
61016000717 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'agnibilekrou	25 625 000	25 625 000	25 625 000
57016000572 Développer des services culturels dans la commune de sassandra	20 000 000	20 000 000	20 000 000
57016000526 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sassandra	18 552 000	18 552 000	18 552 000
56016001154 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de gueyo	3 000 000	3 000 000	3 000 000
56016000933 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de mayo	8 000 000	8 000 000	8 000 000
56016000931 Développer des services culturels dans la commune de meagui	61 249 000	61 249 000	61 249 000
55016000838 Développer des services culturels dans la commune de grand-bereby	17 000 000	17 000 000	17 000 000
51016000944 Développer des services culturels dans la commune de hire	14 866 000	14 866 000	14 866 000
51016000943 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune dans lakota	14 000 000	14 000 000	14 000 000
51016000941 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de zikisso	8 000 000	8 000 000	8 000 000
51016000939 Développer des services culturels dans la commune de guitry	34 999 264	34 999 264	34 999 264
43016000952 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de kouibli	4 566 000	4 566 000	4 566 000
43016000904 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de duékoué	5 102 825	5 102 825	5 102 825
42016000986 Développer des services culturels dans la commune de toulepleu	10 000 000	10 000 000	10 000 000
42016000901 Développer des services culturels dans la commune de guiglo	18 000 000	18 000 000	18 000 000
41016001691 Développer des services culturels dans la commune de sangouine	15 000 000	15 000 000	15 000 000
41016001600 Développer des services culturels dans la commune de bin-houye	7 700 000	7 700 000	7 700 000
41016001534 Développer des services culturels dans la commune de logouale	12 424 938	12 424 938	12 424 938
41016001284 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de biankouma	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41016001279 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de logouale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41016001278 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de man	32 000 000	32 000 000	32 000 000
37016001270 Développer des services culturels dans la commune de tiéningboué	15 000 000	15 000 000	15 000 000
37016001116 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de dianra	13 000 000	13 000 000	13 000 000
37016000920 Développer des services culturels dans la commune de dianra	30 000 000	30 000 000	30 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
37016000918 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de kounahiri	8 847 000	8 847 000	8 847 000
37016000917 Développer des services culturels dans la commune de kounahiri	10 566 000	10 566 000	10 566 000
36016001105 Développer des services culturels dans la commune de dualla	12 153 318	12 153 318	12 153 318
36016001099 Développer des services culturels dans la commune de morondo	37 000 000	37 000 000	37 000 000
36016001098 Développer des services culturels dans la commune de sifie	10 000 000	10 000 000	10 000 000
35016000826 Développer des services culturels dans la commune de bonon	22 460 000	22 460 000	22 460 000
32016000872 Développer des services culturels dans la commune de guiberoua	33 500 000	33 500 000	33 500 000
32016000870 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'oume	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31016001178 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de saïoua	12 663 000	12 663 000	12 663 000
31016001177 Développer des services culturels dans la commune de saïoua	10 554 532	10 554 532	10 554 532
31016001174 Développer des services culturels dans la commune de vavoua	30 716 588	30 716 588	30 716 588
28016000895 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de doropo	29 000 000	29 000 000	29 000 000
28016000831 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de téhini	13 000 000	13 000 000	13 000 000
27016000814 Développer des services culturels dans la commune de tienko	6 015 881	6 015 881	6 015 881
27016000693 Développer des services culturels dans la commune de goulia	5 125 000	5 125 000	5 125 000
26016001538 Développer des services culturels dans la commune de tengrela	10 000 000	10 000 000	10 000 000
26016001184 Développer des services culturels dans la commune de kouto	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25016001968 Développer des services culturels dans la commune de napieledougou	9 000 000	9 000 000	9 000 000
25016001571 Développer des services culturels dans la commune de tioroniaradougou	16 226 000	16 226 000	16 226 000
25016001568 Développer des services culturels dans la commune de komborodougou	9 000 000	9 000 000	9 000 000
25016001566 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sinematiali	24 000 000	24 000 000	24 000 000
25016001564 Développer des services culturels dans la commune de dikodougou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
25016001563 Développer des services culturels dans la commune de guiembe	11 278 567	11 278 567	11 278 567
24016000924 Développer des services culturels dans la commune de ouangolodougou	7 000 000	7 000 000	7 000 000
24016000922 Développer des services culturels dans la commune de diawala	29 000 000	29 000 000	29 000 000
23016002235 Développer des services culturels dans la commune de seguela	23 964 000	23 964 000	23 964 000
23016001562 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de seguela	18 285 000	18 285 000	18 285 000
22016001166 Développer des services culturels dans la commune de touba	4 000 000	4 000 000	4 000 000
22016001164 Développer des services culturels dans la commune de koonan	6 299 499	6 299 499	6 299 499
22016001088 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de koro	23 783 300	23 783 300	23 783 300
22016000924 Développer des services culturels dans la commune de ouaninou	6 246 000	6 246 000	6 246 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
22016000862 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de touba	15 000 000	15 000 000	15 000 000
18016002196 Développer des services culturels dans la commune de bassawa	35 000 000	35 000 000	35 000 000
18016001893 Développer des services culturels dans la commune de fronan	13 749 511	13 749 511	13 749 511
18016001656 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de fronan	7 000 000	7 000 000	7 000 000
18016001655 Développer des services culturels dans la commune niakaramadougou	24 185 000	24 185 000	24 185 000
18016001652 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de satama-sokoura	20 000 000	20 000 000	20 000 000
17016001721 Développer des services culturels dans la commune de sakassou	4 000 000	4 000 000	4 000 000
17016001409 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de djebonoua	11 000 000	11 000 000	11 000 000
17016001329 Développer des services culturels dans la commune de bouake	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001325 Développer des services culturels dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17016001320 Développer des services culturels dans la commune de beoumi	13 984 000	13 984 000	13 984 000
16016001153 Développer des services culturels dans la commune de m'batto	31 000 000	31 000 000	31 000 000
16016000939 Développer des services culturels dans la commune d'anoumaba	4 490 089	4 490 089	4 490 089
16016000936 Développer des services culturels dans la commune de bongouanou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16016000933 Développer des services culturels dans la commune de tiemelekro	4 000 000	4 000 000	4 000 000
15016001071 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de m'bahiakro	28 605 000	28 605 000	28 605 000
15016000886 Développer des services culturels dans la commune de m'bahiakro	20 500 000	20 500 000	20 500 000
15016000879 Développer des services culturels dans la commune de prikro	13 360 080	13 360 080	13 360 080
2204031 Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes	**457 151 000**	**457 151 000**	**457 151 000**
4 Investissements	457 151 000	457 151 000	457 151 000
Trésor	*457 151 000*	*457 151 000*	*457 151 000*
11016002048 Développer l'enseignement primaire dans le district de yakro	95 000 000	95 000 000	95 000 000
11016001596 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans le district de yakro	362 151 000	362 151 000	362 151 000
2204032 Coordination du développement de l'enseignement dans les régions	**14 877 246 893**	**14 877 246 893**	**14 877 246 893**
4 Investissements	14 877 246 893	14 877 246 893	14 877 246 893
Trésor	*14 877 246 893*	*14 877 246 893*	*14 877 246 893*
79016000871 Développer l'enseignement primaire dans la région des grands ponts	63 080 000	63 080 000	63 080 000
79016000662 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région des grands ponts	296 367 000	296 367 000	296 367 000
79016000597 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région des grands ponts	8 000 000	8 000 000	8 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
77016001240 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	545 000 000	545 000 000	545 000 000
77016001153 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	85 000 000	85 000 000	85 000 000
77016000976 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la mé	140 000 000	140 000 000	140 000 000
77016000975 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région dans la mé	70 000 000	70 000 000	70 000 000
76016001495 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région de l'agneby-tiassa	30 000 000	30 000 000	30 000 000
76016001404 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de l'agneby-tiassa	432 304 746	432 304 746	432 304 746
76016001398 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'agneby-tiassa	90 000 000	90 000 000	90 000 000
76016001100 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'agneby-tiassa	144 752 000	144 752 000	144 752 000
71016001844 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	233 251 000	233 251 000	233 251 000
71016001538 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la région du sud-comoe	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71016001537 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	178 699 000	178 699 000	178 699 000
71016001536 Développer l'enseignement primaire dans la région du sud-comoe	199 753 000	199 753 000	199 753 000
71016001326 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la région du sud-comoe	11 400 000	11 400 000	11 400 000
62016001752 Développer l'enseignement primaire dans la région de gontougo	200 202 000	200 202 000	200 202 000
62016001688 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de gontougo	70 000 000	70 000 000	70 000 000
62016001568 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de gontougo	293 000 000	293 000 000	293 000 000
61016000935 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	55 000 000	55 000 000	55 000 000
61016000781 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	477 270 644	477 270 644	477 270 644
61016000718 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'indenie djuablin	195 000 000	195 000 000	195 000 000
57016000576 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	423 136 000	423 136 000	423 136 000
57016000573 Développer l'enseignement primaire dans la région du gbokle	206 416 113	206 416 113	206 416 113
57016000461 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	47 500 000	47 500 000	47 500 000
56016001268 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la nawa	289 808 000	289 808 000	289 808 000
56016000927 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la nawa	326 810 000	326 810 000	326 810 000
55016001051 Développer l'enseignement primaire dans la région du bafing	142 505 000	142 505 000	142 505 000
55016001043 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région de san-pedro	105 000 000	105 000 000	105 000 000
55016001040 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bafing	116 000 000	116 000 000	116 000 000
55016000966 Développer l'enseignement primaire dans la région de san-pedro	96 365 000	96 365 000	96 365 000
55016000852 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bafing	10 000 000	10 000 000	10 000 000
55016000827 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de san-pedro	100 349 887	100 349 887	100 349 887
55016000826 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de san-pedro	190 841 000	190 841 000	190 841 000
51016001335 Développer l'enseignement primaire dans la région du loh-djiboua	310 527 000	310 527 000	310 527 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
51016001205 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	40 954 023	40 954 023	40 954 023
51016000925 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	234 813 000	234 813 000	234 813 000
43016000954 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du guemon	40 000 000	40 000 000	40 000 000
43016000886 Développer l'enseignement primaire dans la région du guemon	219 810 000	219 810 000	219 810 000
43016000746 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du guemon	185 349 000	185 349 000	185 349 000
42016001029 Développer l'enseignement primaire dans la région du cavally	193 000 000	193 000 000	193 000 000
42016000827 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du cavally	39 954 000	39 954 000	39 954 000
42016000708 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du cavally	363 000 000	363 000 000	363 000 000
41016001551 Développer l'enseignement primaire dans la région du tonkpi	428 860 673	428 860 673	428 860 673
41016001249 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du tonkpi	40 940 000	40 940 000	40 940 000
41016001248 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du tonkpi	346 000 000	346 000 000	346 000 000
37016001247 Développer l'enseignement primaire dans la région du bere	288 500 000	288 500 000	288 500 000
37016001218 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bere	185 590 048	185 590 048	185 590 048
36016001404 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	35 000 000	35 000 000	35 000 000
36016001081 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	172 500 000	172 500 000	172 500 000
36016001080 Développer l'enseignement primaire dans la région du worodougou	225 000 000	225 000 000	225 000 000
35016001172 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la marahoue	35 000 865	35 000 865	35 000 865
35016000945 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la marahoue	248 500 000	248 500 000	248 500 000
35016000813 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la marahoue	214 593 000	214 593 000	214 593 000
32016001037 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du goh	4 130 000	4 130 000	4 130 000
32016000948 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du goh	101 698 002	101 698 002	101 698 002
32016000852 Développer l'enseignement primaire dans la région du goh	271 947 000	271 947 000	271 947 000
31016001662 Développer l'enseignement primaire dans la région du haut sassandra	480 916 000	480 916 000	480 916 000
31016001156 Développer l'enseignement supérieur doctoral dans la région du haut sassandra	42 778 000	42 778 000	42 778 000
31016001155 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	26 080 000	26 080 000	26 080 000
31016001154 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	160 315 000	160 315 000	160 315 000
28016000969 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bounkani	14 697 000	14 697 000	14 697 000
28016000701 Développer l'enseignement primaire dans la région du bounkani	187 070 000	187 070 000	187 070 000
27016000706 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du folon	125 000 000	125 000 000	125 000 000
27016000705 Développer l'enseignement primaire dans la région du folon	211 807 907	211 807 907	211 807 907
26016001366 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région dans la bagoue	60 000 000	60 000 000	60 000 000
26016001256 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la bagoue	149 192 000	149 192 000	149 192 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
26016001103 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la bagoue	90 000 000	90 000 000	90 000 000
25016001983 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du poro	193 000 000	193 000 000	193 000 000
25016001874 Développer l'enseignement primaire dans la région du poro	245 000 000	245 000 000	245 000 000
25016001596 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du poro	94 000 000	94 000 000	94 000 000
24016000941 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du tchologo	60 000 000	60 000 000	60 000 000
24016000940 Développer l'enseignement primaire dans la région du tchologo	51 580 000	51 580 000	51 580 000
23016002237 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du kabadougou	50 000 000	50 000 000	50 000 000
23016002180 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du kabadougou	100 000 000	100 000 000	100 000 000
23016001610 Développer l'enseignement primaire dans la région du kabadougou	110 874 000	110 874 000	110 874 000
18016002021 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du hambol	190 000 000	190 000 000	190 000 000
18016001898 Développer l'enseignement primaire dans la région du hambol	334 689 000	334 689 000	334 689 000
18016001669 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du hambol	30 000 000	30 000 000	30 000 000
18016001668 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du hambol	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16016001194 Développer l'enseignement primaire dans la région du moronou	35 000 000	35 000 000	35 000 000
16016000943 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du moronou	2 500 000	2 500 000	2 500 000
16016000942 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du moronou	407 500 000	407 500 000	407 500 000
15016000890 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'iffou	390 000 000	390 000 000	390 000 000
15016000889 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'iffou	256 000 000	256 000 000	256 000 000
14016000649 Développer l'enseignement primaire dans la région du n'zi	167 319 985	167 319 985	167 319 985
14016000532 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du n'zi	49 748 000	49 748 000	49 748 000
14016000531 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du n'zi	88 000 000	88 000 000	88 000 000
11016002203 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bélier	75 000 000	75 000 000	75 000 000
11016001812 Développer l'enseignement primaire dans la région du bélier	193 556 000	193 556 000	193 556 000
11016001645 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du bélier	27 000 000	27 000 000	27 000 000
11016001598 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bélier	65 147 000	65 147 000	65 147 000
2204033 Coordination du développement de l'enseignement dans les communes	**6 575 980 317**	**6 575 980 317**	**6 575 980 317**
4 Investissements	6 575 980 317	6 575 980 317	6 575 980 317
Trésor	*6 575 980 317*	*6 575 980 317*	*6 575 980 317*
79016000665 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dabou	42 000 000	42 000 000	42 000 000
79016000603 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dabou	5 600 000	5 600 000	5 600 000
79016000601 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Jacqueville	39 942 338	39 942 338	39 942 338
78016001999 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Songon	39 260 000	39 260 000	39 260 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
78016001554 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bingerville	109 514 129	109 514 129	109 514 129
78016001550 Développer l'enseignement primaire dans la commune doeAnyama	110 214 229	110 214 229	110 214 229
77016001349 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune d'akoupe	5 708 000	5 708 000	5 708 000
77016001159 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Adzopé	77 843 000	77 843 000	77 843 000
77016001158 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'affery	11 275 000	11 275 000	11 275 000
77016000987 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'Adzopé	15 000 000	15 000 000	15 000 000
77016000982 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Alépé	21 114 000	21 114 000	21 114 000
77016000980 Développer l'enseignement primaire dans la commune de yakasse-attobrou	76 353 000	76 353 000	76 353 000
76016001548 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sikensi	8 000 000	8 000 000	8 000 000
76016001543 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'azaguie	9 898 309	9 898 309	9 898 309
76016001524 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sikensi	46 500 000	46 500 000	46 500 000
76016001369 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de de tiassale	20 000 000	20 000 000	20 000 000
76016001313 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'azaguie	70 267 000	70 267 000	70 267 000
76016001282 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agboville	58 001 000	58 001 000	58 001 000
76016001280 Développer l'enseignement primaire dans la commune de rubino	35 000 000	35 000 000	35 000 000
76016001111 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'agboville	7 280 969	7 280 969	7 280 969
76016001107 Développer l'enseignement primaire dans la commune de de taabo	52 672 075	52 672 075	52 672 075
76016001104 Développer l'enseignement primaire dans la commune de n'douci	3 500 000	3 500 000	3 500 000
71016001878 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiapoum	15 567 000	15 567 000	15 567 000
71016001872 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mafere	13 458 000	13 458 000	13 458 000
71016001796 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de mafere	13 006 000	13 006 000	13 006 000
71016001697 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'aboisso	65 000 000	65 000 000	65 000 000
71016001696 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bassam	82 061 282	82 061 282	82 061 282
71016001339 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'aboisso	22 404 032	22 404 032	22 404 032
71016001335 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ayame	6 185 000	6 185 000	6 185 000
71016001332 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de grand-bassam	20 000 000	20 000 000	20 000 000
71016001329 Développer l'enseignement préélémentaire e la commune d'assinie mafia	36 504 000	36 504 000	36 504 000
71016001328 Développer l'enseignement primaire e la commune d'assinie mafia	47 143 250	47 143 250	47 143 250
62016001705 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koun-fao	3 172 981	3 172 981	3 172 981
62016001511 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'assuefry	50 812 849	50 812 849	50 812 849
62016001468 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tanda	44 000 006	44 000 006	44 000 006

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
62016001256 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bondoukou	78 000 000	78 000 000	78 000 000
62016001254 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-datekro	14 000 000	14 000 000	14 000 000
62016001251 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sandegue	9 000 000	9 000 000	9 000 000
62016001247 Développer l'enseignement primaire dans la commune de transua	24 958 000	24 958 000	24 958 000
61016000846 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bettie	20 035 000	20 035 000	20 035 000
61016000768 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'abengourou	113 916 795	113 916 795	113 916 795
61016000728 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'abengourou	35 000 000	35 000 000	35 000 000
61016000724 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agnibilekrou	69 796 869	69 796 869	69 796 869
61016000721 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niable	30 000 000	30 000 000	30 000 000
57016000555 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sassandra	12 000 000	12 000 000	12 000 000
57016000470 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sassandra	35 200 000	35 200 000	35 200 000
56016001200 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de soubre	19 968 000	19 968 000	19 968 000
56016001178 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gueyo	46 858 755	46 858 755	46 858 755
56016001118 Développer l'enseignement primaire dans la commune de soubre	50 000 000	50 000 000	50 000 000
56016001107 Développer l'enseignement primaire dans la commune de meagui	25 000 000	25 000 000	25 000 000
56016000951 Développer l'enseignement primaire dans la commune de buyo	27 420 124	27 420 124	27 420 124
56016000950 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-zattry	10 000 000	10 000 000	10 000 000
55016001174 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tabou	30 000 000	30 000 000	30 000 000
55016001033 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bereby	64 460 236	64 460 236	64 460 236
55016001032 Développer l'enseignement primaire commune de san-pedro	180 319 881	180 319 881	180 319 881
55016000995 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grabo	11 000 000	11 000 000	11 000 000
51016001050 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guitry	16 548 000	16 548 000	16 548 000
51016000956 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de divo	13 000 000	13 000 000	13 000 000
51016000955 Développer l'enseignement primaire dans la commune de divo	71 000 000	71 000 000	71 000 000
51016000953 Développer l'enseignement primaire dans la commune de hire	16 700 693	16 700 693	16 700 693
51016000952 Développer l'enseignement primaire dans la commune dans lakota	29 093 128	29 093 128	29 093 128
43016001079 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de facobly	16 456 653	16 456 653	16 456 653
43016001049 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de kouibli	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43016000944 Développer l'enseignement primaire dans la commune de duékoué	87 000 000	87 000 000	87 000 000
43016000765 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bangolo	43 799 369	43 799 369	43 799 369
43016000763 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouibli	18 903 000	18 903 000	18 903 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
42016000914 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de guiglo	24 000 000	24 000 000	24 000 000
42016000731 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guiglo	35 627 533	35 627 533	35 627 533
42016000730 Développer l'enseignement primaire dans la commune de taî	21 000 000	21 000 000	21 000 000
42016000727 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bloléquin	25 000 000	25 000 000	25 000 000
42016000726 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toulepleu	17 000 000	17 000 000	17 000 000
41016001832 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbonne	6 000 000	6 000 000	6 000 000
41016001763 Développer l'enseignement primaire dans la commune de danane	33 000 000	33 000 000	33 000 000
41016001750 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sangouine	40 000 000	40 000 000	40 000 000
41016001519 Développer l'enseignement primaire dans la commune de man	98 177 622	98 177 622	98 177 622
41016001296 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de biankouma	28 000 000	28 000 000	28 000 000
41016001293 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bin-houye	40 000 000	40 000 000	40 000 000
41016001291 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de logouale	7 485 730	7 485 730	7 485 730
41016001290 Développer l'enseignement primaire dans la commune de logouale	49 037 539	49 037 539	49 037 539
41016001287 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sipilou	57 482 083	57 482 083	57 482 083
41016001286 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zouan-hounien	50 500 000	50 500 000	50 500 000
37016001160 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mankono	42 270 000	42 270 000	42 270 000
37016000933 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiéningboué	24 000 000	24 000 000	24 000 000
37016000931 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dianra	14 770 000	14 770 000	14 770 000
37016000930 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kounahiri	39 602 000	39 602 000	39 602 000
37016000927 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kongasso	47 200 000	47 200 000	47 200 000
36016001566 Développer l'enseignement primaire dans la commune de morondo	20 000 000	20 000 000	20 000 000
36016001512 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dualla	14 000 000	14 000 000	14 000 000
36016001511 Développer l'enseignement primaire dans la commune de worofla	30 000 000	30 000 000	30 000 000
36016001364 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de massala	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36016001207 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sifie	28 000 000	28 000 000	28 000 000
36016001188 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djibrosso	44 746 003	44 746 003	44 746 003
36016001114 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dualla	15 000 000	15 000 000	15 000 000
36016001112 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kani	33 000 000	33 000 000	33 000 000
36016001111 Développer l'enseignement primaire dans la commune de massala	24 000 000	24 000 000	24 000 000
36016001108 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sifie	25 000 000	25 000 000	25 000 000
35016001122 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouafle	34 000 000	34 000 000	34 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
35016001114 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sinfra	44 539 045	44 539 045	44 539 045
35016001013 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gohitafla	58 062 344	58 062 344	58 062 344
35016000835 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonon	23 785 267	23 785 267	23 785 267
35016000830 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zuenoula	43 449 000	43 449 000	43 449 000
32016001094 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Gagnoa	32 000 000	32 000 000	32 000 000
32016001042 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'oume	28 154 000	28 154 000	28 154 000
32016000932 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouragahio	24 000 000	24 000 000	24 000 000
32016000882 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de diegonefla	16 780 000	16 780 000	16 780 000
32016000881 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diegonefla	8 500 000	8 500 000	8 500 000
32016000877 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouragahio	30 117 000	30 117 000	30 117 000
31016001606 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de vavoua	16 904 000	16 904 000	16 904 000
31016001563 Développer l'enseignement primaire dans la commune de vavoua	4 975 000	4 975 000	4 975 000
31016001479 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gboguhé	71 495 000	71 495 000	71 495 000
31016001478 Développer l'enseignement primaire dans la commune de saïoua	13 000 000	13 000 000	13 000 000
31016001477 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zoukougbeu	48 000 000	48 000 000	48 000 000
31016001194 Développer l'enseignement primaire dans la commune de daloa	66 566 000	66 566 000	66 566 000
31016001193 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bédiala	28 973 684	28 973 684	28 973 684
31016001188 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'issia	46 579 127	46 579 127	46 579 127
28016000890 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de doropo	14 610 384	14 610 384	14 610 384
28016000889 Développer l'enseignement primaire dans la commune de téhini	36 955 371	36 955 371	36 955 371
28016000725 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouna	16 500 000	16 500 000	16 500 000
28016000722 Développer l'enseignement primaire dans la commune de nassian	12 000 000	12 000 000	12 000 000
27016000900 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tienko	9 000 000	9 000 000	9 000 000
27016000810 Développer l'enseignement primaire dans la commune de minignan	15 000 000	15 000 000	15 000 000
26016001448 Développer l'enseignement primaire dans la commune de boundiali	36 000 000	36 000 000	36 000 000
26016001364 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tengrela	52 491 000	52 491 000	52 491 000
26016001267 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouto	28 000 000	28 000 000	28 000 000
26016001265 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbon	62 588 000	62 588 000	62 588 000
26016001096 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de kanakono	20 328 000	20 328 000	20 328 000
26016001095 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kanakono	38 446 997	38 446 997	38 446 997
26016001091 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kolia	35 664 451	35 664 451	35 664 451
25016002248 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dikodougou	15 963 000	15 963 000	15 963 000
25016002207 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tioroniaradougou	12 000 000	12 000 000	12 000 000
25016002172 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sirasso	42 000 000	42 000 000	42 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
25016001979 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guiembe	29 850 000	29 850 000	29 850 000
25016001856 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de m'bengue	13 600 000	13 600 000	13 600 000
25016001735 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sinematiali	44 500 000	44 500 000	44 500 000
25016001694 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bengue	42 235 000	42 235 000	42 235 000
25016001594 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Korhogo	22 000 000	22 000 000	22 000 000
25016001589 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niofoin	18 605 000	18 605 000	18 605 000
25016001585 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tioroniaradougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25016001584 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de karakoro	3 798 000	3 798 000	3 798 000
25016001583 Développer l'enseignement primaire dans la commune de karakoro	34 000 000	34 000 000	34 000 000
25016001581 Développer l'enseignement primaire dans la commune de komborodougou	21 207 683	21 207 683	21 207 683
24016001250 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de nielle	8 000 000	8 000 000	8 000 000
24016001168 Développer l'enseignement primaire dans la commune de nielle	19 000 000	19 000 000	19 000 000
24016001160 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Ferkessédougou	50 000 000	50 000 000	50 000 000
24016001051 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouangolodougou	30 000 000	30 000 000	30 000 000
24016001050 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diawala	26 000 000	26 000 000	26 000 000
24016001012 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouangolodougou	7 870 923	7 870 923	7 870 923
23016002231 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de gbeleban	8 400 617	8 400 617	8 400 617
23016002155 Développer l'enseignement primaire dans la commune de samatiguila	37 300 000	37 300 000	37 300 000
23016001806 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bako	11 586 000	11 586 000	11 586 000
23016001803 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seydougou	17 000 000	17 000 000	17 000 000
23016001608 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Odienné	28 662 972	28 662 972	28 662 972
23016001607 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de Bako	11 000 000	11 000 000	11 000 000
23016001605 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dioulatiedougou	26 845 884	26 845 884	26 845 884
23016001603 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tieme	40 387 911	40 387 911	40 387 911
23016001600 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de seydougou	32 376 000	32 376 000	32 376 000
23016001597 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguelon	46 261 252	46 261 252	46 261 252
23016001593 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguela	34 346 288	34 346 288	34 346 288
22016001202 Développer l'enseignement primaire dans la commune de borotou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
22016001066 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de touba	7 000 000	7 000 000	7 000 000
22016001064 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de koonan	1 721 329	1 721 329	1 721 329
22016001063 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouaninou	27 623 000	27 623 000	27 623 000
22016000964 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koonan	7 000 000	7 000 000	7 000 000
22016000875 Développer l'enseignement primaire dans la commune de touba	40 343 000	40 343 000	40 343 000
22016000872 Développer l'enseignement primaire dans la commune de booko	33 580 031	33 580 031	33 580 031
22016000871 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de koro	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22016000867 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guinteguela	10 000 000	10 000 000	10 000 000
18016002258 Développer l'enseignement primaire dans la commune de katiola	39 952 000	39 952 000	39 952 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
18016001931 Développer l'enseignement primaire dans la commune tortiya	10 349 196	10 349 196	10 349 196
18016001846 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tafire	52 000 000	52 000 000	52 000 000
18016001685 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de katiola	16 000 000	16 000 000	16 000 000
18016001681 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonieredougou	12 000 000	12 000 000	12 000 000
18016001680 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Dabakala	29 900 000	29 900 000	29 900 000
18016001678 Développer l'enseignement primaire dans la commune de foumbolo	22 208 030	22 208 030	22 208 030
18016001675 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de fronan	18 828 000	18 828 000	18 828 000
18016001674 Développer l'enseignement primaire dans la commune niakaramadougou	27 500 000	27 500 000	27 500 000
18016001672 Développer l'enseignement primaire dans la commune de satama-sokoura	44 290 219	44 290 219	44 290 219
18016001667 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tafire	6 376 724	6 376 724	6 376 724
18016001666 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de tafire	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17016001619 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001617 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sakassou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17016001610 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bodokro	39 000 000	39 000 000	39 000 000
17016001477 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouake	72 661 000	72 661 000	72 661 000
17016001340 Développer l'enseignement primaire dans la commune de botro	25 000 000	25 000 000	25 000 000
17016001338 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diabo	33 227 000	33 227 000	33 227 000
17016001337 Développer l'enseignement primaire dans la commune de beoumi	25 964 129	25 964 129	25 964 129
17016001336 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sakassou	20 700 000	20 700 000	20 700 000
17016001275 Développer l'enseignement primaire dans la commune de brobo	51 000 000	51 000 000	51 000 000
16016001271 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de m'batto	43 305 226	43 305 226	43 305 226
16016001236 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'anoumaba	65 081 000	65 081 000	65 081 000
16016001047 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiemelekro	7 950 000	7 950 000	7 950 000
16016001001 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'arrah	48 440 210	48 440 210	48 440 210
16016000901 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bongouanou	24 000 000	24 000 000	24 000 000
16016000898 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'batto	20 000 000	20 000 000	20 000 000
15016001209 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouelle	25 500 000	25 500 000	25 500 000
15016000977 Développer l'enseignement primaire dans la commune de daoukro	28 000 000	28 000 000	28 000 000
15016000854 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ettrokro	25 000 000	25 000 000	25 000 000
15016000851 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bahiakro	34 362 000	34 362 000	34 362 000
15016000848 Développer l'enseignement primaire dans la commune de prikro	9 000 000	9 000 000	9 000 000
14016000710 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-kouassikro	22 500 000	22 500 000	22 500 000
14016000512 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bocanda	14 000 000	14 000 000	14 000 000
14016000510 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dimbokro	22 000 000	22 000 000	22 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22040 Décentralisation	**112 560 959 315**	**105 591 886 653**	**100 759 612 311**
11016002115 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de djekanou	18 008 000	18 008 000	18 008 000
11016001533 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Yamoussoukro	147 941 694	147 941 694	147 941 694
11016001529 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de didievi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11016001528 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djekanou	11 123 000	11 123 000	11 123 000
11016001526 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de kokumbo	20 795 000	20 795 000	20 795 000
11016001525 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kokumbo	29 900 000	29 900 000	29 900 000
11016001522 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tie n'diekro	6 000 000	6 000 000	6 000 000
11016001521 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toumodi	20 999 867	20 999 867	20 999 867
2204035 Coordination du développement de la protection sociale dans les régions	**96 119 000**	**96 119 000**	**96 119 000**
4 Investissements	96 119 000	96 119 000	96 119 000
Trésor	*96 119 000*	*96 119 000*	*96 119 000*
62016001261 Protéger les familles et les enfants dans la région de gontougo	40 000 000	40 000 000	40 000 000
43016000851 Protéger les familles et les enfants dans la région du guemon	21 119 000	21 119 000	21 119 000
26016001317 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la région dans la bagoue	30 000 000	30 000 000	30 000 000
18016001600 Développer la lutte contre le chômage dans la région du hambol	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2204036 Coordination du développement de la protection sociale dans les communes	**85 823 000**	**85 823 000**	**85 823 000**
4 Investissements	85 823 000	85 823 000	85 823 000
Trésor	*85 823 000*	*85 823 000*	*85 823 000*
76016001528 Développer la lutte contre le chômage dans la commune de de tiassale	27 000 000	27 000 000	27 000 000
61016000788 Protéger les familles et les enfants dans la commune de niable	30 000 000	30 000 000	30 000 000
31016001203 Protéger les familles et les enfants dans la commune de bédiala	6 000 000	6 000 000	6 000 000
18016001882 Développer la prise en charge des personnes ,gées dans la commune de fronan	12 600 000	12 600 000	12 600 000
17016001315 Protéger les familles et les enfants dans la commune de diabo	10 223 000	10 223 000	10 223 000
2204037 Appui pour le fonctionnement des collectivités	**719 933 349**	**733 480 969**	**733 480 969**
3 Transferts	719 933 349	733 480 969	733 480 969
78016001685 Provision pour fonctionnement des collectivités territoriales	719 933 349	733 480 969	733 480 969
2204038 Appui pour le développement des collectivités	**5 363 984 266**	**5 363 984 266**	**5 363 984 266**
4 Investissements	5 363 984 266	5 363 984 266	5 363 984 266
Trésor	*5 363 984 266*	*5 363 984 266*	*5 363 984 266*
78016001838 Provision pour investissement des collectivités territoriales	5 363 984 266	5 363 984 266	5 363 984 266

II.2.4. Programme 4 : Administration territoriale et identification

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Administration territoriale et identification	Action 4.1: Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire
	Action 4.2: Modernisation du processus d'identification des populations
	Action 4.3: Renforcement de l'encadrement de la vie cultuelle et promotion de la laïcité de l'Etat

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Administration territoriale et identification						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Renforcer les capacités opérationnelles Autorités Préfectorales	Taux d'Autorités Préfectorales bénéficiant de baux administratifs	96%	98%	100%	100%	(Nombre d'Autorités Préfectorales ayant bénéficié de baux administratifs / Nombre total d'Autorités Préfectorales à loger) x 100 Nombre total d'Autorités Préfectorales à loger en 2022 : 452 **Source :** DGAT
	Taux d'Autorités Préfectorales dotées en véhicules de commandement	70%	83%	90%	97%	(Nombre d'Autorités Préfectorales dotées en véhicules de commandement / Nombre total d'Autorités Préfectorales) x 100 **Source :** DGAT
OS2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil et de l'Identification	Taux d'enrôlement pour la Carte Nationale d'Identité (CNI)	37%	85%	90%	95%	(Nombre de personnes enrôlées / Population cible) x 100 **NB :** Il s'agit des renouvellements vu que l'ONECI ne dispose pas d'information et de moyens de pression sur les nouveaux demandeurs **Source :** ONECI
	Taux de production des titres CNI et Carte Résident	43%	85%	90%	95%	(Nombre de titres produits / Nombres de personnes enrôlées) x 100 **Source :** ONECI
	Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	00%	30%	60%	90%	(Nombre de centres et bureaux d'Etat-Civil pourvus de la solution / Nombres total de centres et bureaux d'Etat-Civil) x 100 **Source :** ONECI
OS3 : Renforcer l'encadrement de la vie cultuelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Nombre de rencontres avec les guides religieux (Table ronde)	00	02	02	02	Dénombrement **Source :** DG Cultes
	Nombre d'attestations d'existence légale délivrées	35	40	45	50	Dénombrement Source : DG Cultes
	Taux de pèlerinages encadrés	50%	100%	100%	100%	(Nombre de pèlerinages encadrés / Nombre de pèlerinages planifiés) x 100 **Source :** DG Cultes

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
Personnel	51 194 225 053	53 083 754 910	55 043 924 155
Biens et services	3 847 460 343	3 766 257 937	3 886 059 728
Transferts	9 967 882 605	11 470 036 210	11 728 009 618
Investissements	15 697 705 000	13 000 380 640	22 494 000 012
Trésor	5 097 705 000	13 000 380 640	22 494 000 012
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 600 000 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
2204101 Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire	**57 368 888 544**	**66 360 597 585**	**77 901 168 532**
1 Personnel	***49 457 158 481***	***51 326 688 626***	***53 266 879 503***
11016001689 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Tiébissou	1 620 000	1 656 801	1 693 836
15016000901 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Prikro	540 000	552 267	564 612
18016002236 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Katiola	579 900	593 074	606 330
23016002163 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de la Région du Denguélé (Odienné)	810 000	828 401	846 918
77016001122 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département d'Akoupé	61 380 104	62 774 469	64 177 657
78016001632 Veiller au paiement de la solde des personnels de l'Administration du Territoire	49 392 228 477	51 260 283 614	53 198 990 150
2 Biens et services	***3 814 025 063***	***3 733 528 319***	***3 852 289 017***
11016001600 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiébissou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001601 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attiégouakro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001602 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonikro (Djékanou)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001604 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou-Blé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001605 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lolobo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001606 Coordonner les activités de développement dans le Département de Attiégouakro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
11016001607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kpouebo	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
11016001608 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001609 Coordonner les activités de développement dans le Département de Didiévi	9 000 000	8 810 052	9 090 290
11016001688 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Angoda	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001770 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toumodi	11 000 000	10 767 840	11 110 357
11016001783 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakpabo-Sakassou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001784 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kokumbo	4 414 232	4 321 068	4 458 519
11016001785 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kossou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001804 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yamoussoukro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001834 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Raviart (Didivié)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001914 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didievi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001919 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yamoussoukro	10 360 706	10 142 039	10 464 648
11016001924 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lomokankro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016001925 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiébissou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
11016002164 Coordonner les activités de développement dans le Département de Djékanou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
11016002167 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boli (Didiévi)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
11016002195 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tié-N'dékro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000535 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dimbokro	11 000 000	10 767 840	11 110 357
14016000536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-kouassikro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000537 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouassi-Kouassikro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
14016000591 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bocanda	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000592 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bengassou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimbokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000594 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Djangokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000597 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Zékrézéssou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Mékro (Kouassi-Kouassikro)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouadioblékro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000645 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bocanda	9 000 000	8 810 052	9 090 290
14016000713 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Abigui (Dimbokro)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
14016000718 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nofou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000892 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bahiakro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
15016000893 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bahiakro	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
15016000894 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana (Prikro)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Famienkro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000896 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koffi-Amonkro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000897 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongéra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000898 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ettrokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000899 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ananda	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Prikro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daoukro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016000992 Coordonner les activités de développement dans le Département de Prikro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
15016001065 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daoukro	11 000 000	10 767 840	11 110 357
15016001088 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Anianou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016001210 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouellé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15016001234 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samanza	4 104 337	4 017 713	4 145 514
15016001235 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kondoussou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
15036000001 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouéllé	9 000 000	8 810 052	9 090 291
16016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Assahara	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémélékro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016000993 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016000996 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bongouanou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
16016001066 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Arrah	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001067 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de assié-Koumassi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001068 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouandougou (Mankono)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001071 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongouanou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001075 Coordonner les activités de développement dans le Département de Arrah	9 000 000	8 810 052	9 090 290
16016001082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Andé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001142 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Batto	9 000 000	8 810 052	9 090 290
16016001151 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kotobi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001168 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anoumaba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001274 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro (Béoumi)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
16016001297 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Batto	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001343 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Languibonou	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
17016001344 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoumi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001345 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Botro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djébonoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001347 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dibri-Asrikro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001348 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaké	11 000 000	10 767 840	11 110 357
17016001374 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djékanou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001392 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Brobo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001393 Coordonner les activités de développement dans le Département de Béoumi	9 000 000	8 810 052	9 090 290
17016001407 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sakassou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
17016001426 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ando-Kékrénou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001507 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaké	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001508 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diabo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bodokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001521 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayaou-Sran	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001652 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kondrobo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001733 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi-Sakassou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001734 Coordonner les activités de développement dans le Département de Botro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
17016001786 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sakassou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001858 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lolobo (Béoumi)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
17016001862 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Marabadjassa Béoumi)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001686 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niédiékaha	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001687 Coordonner les activités de développement dans le Département de Katiola	11 000 000	10 767 840	11 110 357
18016001688 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foumbolo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001689 Coordonner les activités de développement dans le Département de Niakara	9 000 000	8 810 052	9 090 290
18016001690 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokala-Sobara	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001691 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Timbé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001692 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabakala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001693 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tortiya	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001694 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabakala	9 000 000	8 810 052	9 090 290
18016001843 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tafiré	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
18016001935 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niakaramadougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016001949 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de arikokaha	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002034 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niéméné (Dabakala)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boniérédougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002048 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Badikaha	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002074 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoura	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fronan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002205 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katiola	4 104 852	4 018 217	4 146 034
18016002220 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bassawa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22011100003 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dioman	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000876 Coordonner les activités de développement dans le Département de Touba	11 000 000	10 767 840	11 110 357
22016000877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000878 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guintéguéla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000879 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koro	9 000 000	8 810 052	9 090 290
22016000880 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Manhandougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000912 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koonan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouaninou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000992 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nikosso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016000997 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saboudougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016001049 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foungbesso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016001057 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Booko	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016001061 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foungbesso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016001146 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Borotou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
22016001172 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouaninou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
22016001221 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbelo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001612 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samago	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001613 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbéléban	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001614 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001615 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougousso (Odienné)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001619 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seydougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001620 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Goloblasso	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
23016001621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samatiguila	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001622 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimirila-Sud (Samatiguila)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001633 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fengolo (Madinani)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001832 Coordonner les activités de développement dans le Département de Samatiguila	9 000 000	8 810 052	9 090 290
23016001833 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguélon	9 000 000	8 810 052	9 090 290
23016001856 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doulatièdougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016001887 Coordonner les activités de développement dans le Département de Madinani	9 000 000	8 810 052	9 090 290
23016001900 Coordonner les activités de développement dans le Département de Odienné	11 000 000	10 767 840	11 110 357
23016001960 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguélon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016002078 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Odienné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016002079 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Madinani	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016002104 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gbéléban	9 000 000	8 810 052	9 090 290
23016002172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbongaha	4 104 852	4 018 217	4 146 034
23016002181 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bako	4 649 778	4 551 643	4 696 427
24016000944 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouangolodougou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
24016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diawala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ferkessedougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016000947 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niellé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001075 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001157 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouangolodougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kaouara	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001187 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toumoukoro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kong	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001241 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ferkessédougou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
24016001253 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koumbala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001282 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Togoniéré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sikolo (Kong)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bilimono	4 104 852	4 018 217	4 146 034
24016001303 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kong	9 000 000	8 810 052	9 090 290
25016001621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kombolokoura	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001622 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katogo	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
25016001623 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lataha	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001624 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sédiogo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001625 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafoun	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001626 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Komborodougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001627 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sirasso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001628 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinématiali	9 000 000	8 810 052	9 090 290
25016001631 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001632 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanoroba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001633 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dikodougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001692 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dassougbokho	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001717 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katiali	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001724 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kagbolodougou (Sinématiali)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001725 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boron	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001814 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bengué	9 000 000	8 810 052	9 090 290
25016001852 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Napié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001853 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tioroniaradougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niofoin	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001857 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Ganon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001875 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiembé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001876 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bengué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Koni (Korhogo)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001902 Coordonner les activités de développement dans le Département de Korhogo	11 000 000	10 767 840	11 110 357
25016001963 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinematiali	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001964 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Karakoro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016001975 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kiémou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016002180 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Korhogo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016002183 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dikodougou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
25016002185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sohouo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
25016002250 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bahouakaha (Sinématiali)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Baya	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001129 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanakono	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
26016001130 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Papara	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001131 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sianhala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001132 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouto	9 000 000	8 810 052	9 090 290
26016001176 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kasséré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001177 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001258 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tengréla	9 000 000	8 810 052	9 090 290
26016001262 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouto	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001263 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Siempurgo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boundiali	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tengréla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001348 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ganaoni	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001386 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blességué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001461 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Débété	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001492 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kolia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
26016001539 Coordonner les activités de développement dans le Département de Boundiali	11 000 000	10 767 840	11 110 357
27016000720 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Minignan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000724 Coordonner les activités de développement dans le Département de Minigan	11 000 000	10 767 840	11 110 357
27016000766 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kaniasso	9 000 000	8 810 052	9 090 290
27016000811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandiana-Sokourani	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000864 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de tienko	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000875 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimbirila-Nord	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaniasso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000878 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goulia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
27016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokoro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000740 Coordonner les activités de développement dans le Département de Nassian	9 000 000	8 810 052	9 090 290
28016000741 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sominassé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000742 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouna	11 000 000	10 767 840	11 110 357
28016000743 Coordonner les activités de développement dans le Département de Téhini	9 000 000	8 810 052	9 090 290
28016000744 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nassian	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000745 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouna	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000775 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Téhini	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
28016000778 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Touba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000779 Coordonner les activités de développement dans le Département de Doropo	9 000 000	8 810 052	9 090 290
28016000828 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tougbo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000829 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Youndouo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000830 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gogo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000882 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouko	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000975 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kotouba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000989 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doropo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016000990 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niamoué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016001009 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ondéfidouo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
28016001013 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danoa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001222 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gonaté	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001223 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessabo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001224 Coordonner les activités de développement dans le Département de Issia	9 000 000	8 810 052	9 090 290
31016001225 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gadouan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001228 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dania	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001229 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tapéguia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001288 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nahio	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daloa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001381 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boguedia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001383 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Vavoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bédiala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001385 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gboguhé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001386 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daloa	11 000 000	10 767 840	11 110 357
31016001468 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaïbo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iboguhé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001476 Coordonner les activités de développement dans le Département de Vavoua	9 000 000	8 810 052	9 090 290
31016001496 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saïoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Namané (Issia)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001510 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zoukougbeu	9 000 000	8 810 052	9 090 290
31016001516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seitifla	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
31016001626 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zoukougbeu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001668 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gregbeu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001669 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Issia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
31016001736 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Domangbeu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000884 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dignago	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yopohué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000901 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gagnoa	11 000 000	10 767 840	11 110 357
32016000902 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tonla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000903 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oumé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000907 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Galébré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guépahouo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001032 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dahiépa-Kehi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diegonéfla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001088 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sérihio	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001089 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouragahio	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bayota	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001170 Coordonner les activités de développement dans le Département de Oumé	9 000 000	8 810 052	9 090 290
32016001220 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiberoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001256 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagnoa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
32016001259 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnagbodougnoa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35013300006 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouénoula	9 000 000	8 810 052	9 090 290
35016000839 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pakouabo (Bouaké)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaguiéta	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000858 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iriéfla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000947 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gohitafla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tibéïta	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000952 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bazré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000953 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaflé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000955 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaflé	11 000 000	10 767 840	11 110 357
35016000958 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maminigui (Zuenoula)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016000961 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinfra	9 000 000	8 810 052	9 090 290

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
35016001006 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001012 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'douffoukankro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001026 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouétinfla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zanzra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001124 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zuénoula	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001126 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbégbéssou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001174 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Voueboubla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001178 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinfra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35016001186 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanzra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
35036000001 Coordonner les activités de développement dans le département de Bonon	9 000 000	8 810 052	9 090 291
35036000002 Coordonner les activités de développement dans le département de Gohitafla	9 000 000	8 810 052	9 090 291
36016001141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sifié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001181 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bobi (Séguéla)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001200 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morondo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001213 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguéla	11 000 000	10 767 840	11 110 357
36016001258 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diarabana (Séguéla)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001284 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kani	9 000 000	8 810 052	9 090 290
36016001290 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djibrosso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dualla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001292 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fadiadougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kani	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001410 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Massala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001466 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kamalo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001467 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguela	4 104 852	4 018 217	4 146 034
36016001520 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Worofla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016000944 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sarhala	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kounahiri	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016000949 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tieningboué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016000964 Coordonner les activités de développement dans le Département de Mankono	9 000 000	8 810 052	9 090 290
37016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dianra-Village	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016001089 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mankono	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
37016001126 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kounahiri	9 000 000	8 810 052	9 090 290
37016001154 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandallah	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016001263 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dianra	9 000 000	8 810 052	9 090 290
37016001301 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dianra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
37016001302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kongasso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41011100002 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goudouko	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016000001 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yorodougou (Sipilou)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001301 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouan-Hounien	9 000 000	8 810 052	9 090 290
41016001302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sangouiné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001303 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbegouiné-Yati	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001311 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Man	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001334 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ziogouiné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zonneu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001336 Coordonner les activités de développement dans le Département de Biankouma	9 000 000	8 810 052	9 090 290
41016001337 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Daleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001338 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbon-Houyé (Danané)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001339 Coordonner les activités de développement dans le Département de Danané	9 000 000	8 810 052	9 090 290
41016001340 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blapleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbégouiné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001375 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bin-Houyé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001440 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gouiné (Biankouma)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Téapleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001510 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yapleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001586 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Podiagouiné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sipilou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001594 Coordonner les activités de développement dans le Département de Man	11 000 000	10 767 840	11 110 357
41016001596 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danané	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001611 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kpata	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001630 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Biankouma	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001637 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zagoué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001642 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouan-Houlé	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
41016001653 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bogouiné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001732 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Goulaleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001757 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sipilou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
41016001760 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sandougou-soba (Man)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001774 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Santa	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001779 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Logoualé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001781 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Banneu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbonné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001817 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zouan-Hounien	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001827 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahapleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001830 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Séileu (Danané)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001841 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taabo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
41016001904 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yelleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000736 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiobly	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000737 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaadé (Guiglo)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000749 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taï	9 000 000	8 810 052	9 090 290
42016000750 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéaglo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000751 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guiglo	11 000 000	10 767 840	11 110 357
42016000752 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bakoubly	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000828 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zagné	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000831 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toulepleu	9 000 000	8 810 052	9 090 290
42016000890 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000896 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taï	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000897 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiglo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000898 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doké	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000905 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toulepleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016000906 Coordonner les activités de développement dans le Département de Blolequin	9 000 000	8 810 052	9 090 290
42016001022 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Péhé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016001023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Blolequin	4 104 852	4 018 217	4 146 034
42016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tinhou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000771 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bangolo	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
43016000772 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guéhiebly	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000773 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kahin-Zarabaon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000774 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Duékoué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000775 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouibli	9 000 000	8 810 052	9 090 290
43016000776 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000777 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ouyably-Gnondrou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000778 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouibly	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000779 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Totrodou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000791 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bangolo	9 000 000	8 810 052	9 090 290
43016000792 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000793 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoué-Zibiao	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000797 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guinglo-Tahouaké	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000798 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nidrou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000799 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bléniméouin	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000800 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fakobly	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000801 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiény-Siably	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000802 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dieouzon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000894 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sémian	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kononfla	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000924 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bagohouo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guézon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000946 Coordonner les activités de développement dans le Département de Duékoué	11 000 000	10 767 840	11 110 357
43016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000949 Coordonner les activités de développement dans le Département de Facobly	9 000 000	8 810 052	9 090 290
43016000950 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gohouo-Zagna	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016000960 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guézon (Facobly)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
43016001071 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbapleu	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000964 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lauzoua	4 546 480	4 450 526	4 592 093
51016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lakota	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000966 Coordonner les activités de développement dans le Département de Lakota	9 000 000	8 810 052	9 090 290
51016000967 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guitry	9 000 000	8 810 052	9 090 290

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
51016000968 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yocoboué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000969 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niambézaria	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000970 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zikisso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000989 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guitry	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000990 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nébo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagoré (Lakota)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001021 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zégo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001042 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dairo-Houyé (Guitry)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ogoudou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Hiré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001123 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djidji	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didoko	4 104 852	4 018 217	4 146 034
51016001200 Coordonner les activités de développement dans le Département de Divo	11 000 000	10 767 840	11 110 357
51016001304 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Divo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000853 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dogbo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djouroutou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000863 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000903 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gabiadji	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000945 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tabou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
55016000973 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Olodio	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016000977 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Béréby	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grabo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016001039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de San-Pédro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016001056 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
55016001195 Coordonner les activités de développement dans le Département de San-Pédro	11 000 000	10 767 840	11 110 357
56016000958 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gueyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016000959 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Buyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016000960 Coordonner les activités de développement dans le Département de Buyo	9 000 000	8 810 052	9 090 290
56016000976 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méadji	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016000977 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabouyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016000978 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Soubré	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
56016001023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Liliyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016001103 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guéyo	9 000 000	8 810 052	9 090 290
56016001105 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Okrouyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016001106 Coordonner les activités de développement dans le Département de Soubré	11 000 000	10 767 840	11 110 357
56016001112 Coordonner les activités de développement dans le Département de Méagui	9 000 000	8 810 052	9 090 290
56016001188 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oupoyo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016001203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Zattry	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016001330 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dapeoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
56016001331 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnamangui	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000474 Coordonner les activités de développement dans le Département de Fresco	9 000 000	8 810 052	9 090 290
57016000475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Médon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000476 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbagbam	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000477 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dakpadou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grihiri	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000535 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sago	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000641 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lobakuya	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000646 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sassandra	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000661 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sassandra	11 000 000	10 767 840	11 110 357
57016000668 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fresco	4 104 852	4 018 217	4 146 034
57016000672 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dahiri	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000732 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agnibilékrou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
61016000733 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niablé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000734 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abengourou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000766 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diamarakro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000816 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Féyassé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000817 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bettié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000834 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoboissué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000839 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abengourou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
61016000856 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Amélékia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000871 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebilassokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanguelan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000899 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bettié	9 000 000	8 810 052	9 090 290

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
61016000901 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dufrebo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000976 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Damé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016000986 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agnibilekro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016001028 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaranou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
61016001029 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aniassué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001275 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001276 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bondoukou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
62016001277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tankessé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimandougou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001279 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kokomian	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001280 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yorobodi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001281 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanda	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yézimala (Bondoukou)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001284 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boahia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001285 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-Datékro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001286 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouméré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001287 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koun-Fao	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001288 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Transua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001289 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sandégué	9 000 000	8 810 052	9 090 290
62016001354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouassia-Naguini	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001361 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diamba (Tanda)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sorobango	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001452 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Laoudiba	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001453 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koun-Fao	9 000 000	8 810 052	9 090 290
62016001474 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taoudi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001482 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sandegué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001484 Coordonner les activités de développement dans le Département de Transua	9 000 000	8 810 052	9 090 290
62016001490 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tienkouakro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Amanvi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001560 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tanda	9 000 000	8 810 052	9 090 290
62016001562 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bangakagni-Tomora	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001563 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tagadi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001564 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pinda-Boroko	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
62016001655 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondoukou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001696 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sapli	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001731 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assuefry	4 104 852	4 018 217	4 146 034
62016001732 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Appimandoum	4 804 852	4 703 444	4 853 056
62016001737 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabagne	4 104 852	4 018 217	4 146 034
65016000002 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiédjo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001351 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maféré	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001352 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adjouan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001353 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adiaké	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001355 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiapoum	9 000 000	8 810 052	9 090 290
71016001356 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yaou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001357 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouakro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001531 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adiaké	9 000 000	8 810 052	9 090 290
71016001539 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiapoum	4 446 480	4 352 636	4 491 090
71016001556 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nouamou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001558 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adaou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001580 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001643 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Bassam	9 000 000	8 810 052	9 090 290
71016001664 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayamé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001797 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Noé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assinie-Mafia	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001821 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bianoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001864 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Etueboué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
71016001882 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Bassam	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001134 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Loviguié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001135 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Douci	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001136 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gomon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001137 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attobrou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001138 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ananguié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001139 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oress-Krobou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001140 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agboville	11 000 000	10 767 840	11 110 357
76016001141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Azaguié	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
76016001270 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessiguié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001272 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Binao-Boussoué	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001273 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pacobo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001274 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiassalé	9 000 000	8 810 052	9 090 290
76016001275 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboudé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morokro	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agboville	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sikensi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Morié	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001388 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiassalé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001389 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sikensi	9 000 000	8 810 052	9 090 290
76016001452 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbolouville	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Rubino	4 104 852	4 018 217	4 146 034
76016001550 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taabo	9 000 000	8 810 052	9 090 290
77016001033 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assikoi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001034 Coordonner les activités de développement dans le Département de Aboisso	11 000 000	10 767 840	11 110 357
77016001035 Coordonner les activités de développement dans le Département de Alépé	9 000 000	8 810 052	9 090 290
77016001036 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bécouéfin	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakasse-Mé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001038 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Annépé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Attobrou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001040 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001041 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adzopé	11 000 000	10 767 840	11 110 357
77016001042 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Cechi	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001063 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Afféry	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001151 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yakassé-Attobrou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
77016001155 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoupé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001162 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Becedi-Brignan	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001163 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso-Comoé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abongoua	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001239 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adzopé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001247 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bieby	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001248 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Allosso (Alépé)	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001337 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danguira	4 104 852	4 018 217	4 146 034

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
77016001366 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Alépé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
77016001373 Coordonner les activités de développement dans le Département de Akoupé	9 000 000	8 810 052	9 090 290
77016001403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oghlwapo	4 104 852	4 018 217	4 146 034
78016001635 Gérer les baux de l'administration du territoire	627 290 199	614 050 960	633 583 424
78016001637 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Songon	4 104 852	4 018 217	4 146 034
78016001638 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Brofodoumé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
78016001639 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bingerville	4 104 852	4 018 217	4 146 034
78016001640 Appuyer les processus électoraux	20 000 000	19 577 891	20 200 649
78016001643 Encadrer le fonctionnement des circonscriptions administratives	12 002 108	11 748 800	12 122 517
78016001689 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anyama	4 104 852	4 018 217	4 146 034
78016002001 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abidjan	10 360 707	10 142 040	10 464 649
78016002058 Coordonner les activités des circonscriptions administratives	81 662 428	79 938 906	82 481 697
78016002087 Encadrer la vie associative et les professions réglementées	12 053 796	11 799 397	12 174 724
79016000630 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000631 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ahouanou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000632 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Krégbé	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000633 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabou	11 000 000	10 767 840	11 110 357
79016000634 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bacanda	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000635 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Lahou	9 000 000	8 810 052	9 090 290
79016000704 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lopou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000749 Coordonner les activités de développement dans le Département de Jacqueville	9 000 000	8 810 052	9 090 290
79016000763 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toukouzou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000773 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Lahou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000836 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toupah	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000844 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Jacqueville	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000870 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attoutou-A	4 104 852	4 018 217	4 146 034
79016000874 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebounou	4 104 852	4 018 217	4 146 034
4 Investissements	***4 097 705 000***	***11 300 380 640***	***20 782 000 012***
Trésor	*4 097 705 000*	*11 300 380 640*	*20 782 000 012*
90016000002 Construire le bâtiment annexe de la DGAT	48 725 000	100 000 000	100 000 000
78016002009 Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales	1 909 300 000	5 640 700 000	5 602 900 012
78016001894 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-Préfectures	1 120 000 000	1 880 000 000	2 500 000 000
78016001636 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures	1 019 680 000	3 679 680 640	12 579 100 000
2204103 Modernisation du processus d'identification des populations	**23 205 989 877**	**14 813 230 093**	**15 100 620 754**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22041 Administration territoriale et identification	**80 707 273 001**	**81 320 429 697**	**93 151 993 513**
1 Personnel	***1 737 066 572***	***1 757 066 284***	***1 777 044 652***
78016001648 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONECI	1 700 000 000	1 719 572 946	1 739 125 004
78016001897 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ONI-L	37 066 572	37 493 338	37 919 648
3 Transferts	***9 868 923 305***	***11 356 163 809***	***11 611 576 102***
78016001644 Identifier les populations/ONECI	8 791 576 615	10 116 461 653	10 343 991 717
78016001649 Appuyer le processus de modernisation de l'Etat civil/ONECI	500 000 000	575 349 684	588 289 915
78016001808 Effectuer des transferts à l'ONECI pour prendre en charge les dépenses d'investissement	77 346 690	89 002 788	91 004 555
78016002038 Apurer les passifs de l'ex-ONI	500 000 000	575 349 684	588 289 915
4 Investissements	***11 600 000 000***	***1 700 000 000***	***1 712 000 000***
Financement extérieur	*10 600 000 000*	*0*	*0*
78016001647 Mettre en place un système d'identification de base/WURI	10 600 000 000	0	0
Trésor	*1 000 000 000*	*1 700 000 000*	*1 712 000 000*
78016001647 Mettre en place un système d'identification de base/WURI	1 000 000 000	1 700 000 000	1 712 000 000
2204104 Renforcement de l'encadrement de la vie cultuelle et promotion de la laïcité de l'Etat	**132 394 580**	**146 602 019**	**150 204 227**
2 Biens et services	***33 435 280***	***32 729 618***	***33 770 711***
78016001650 Elaborer la loi portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Religions et des Convictions	8 658 995	8 476 244	8 745 864
78016001651 Elaborer et suivre la politique d'encadrement des cultes	15 000 000	14 683 421	15 150 485
78016001809 Elaborer le Plan Stratégique de Promotion de la Laïcité	9 776 285	9 569 953	9 874 362
3 Transferts	***98 959 300***	***113 872 401***	***116 433 516***
03016000003 Superviser le déroulement du pélérinage musulman en Arabie Saoudite	15 000 200	17 260 720	17 648 933
78016001976 Encadrer et suivre l'organisation des pélerinages musulmans	19 678 064	22 643 535	23 152 813
78016002119 Encadrer et suivre l'organisation des pélerinages chrétiens	25 871 958	29 770 845	30 440 424
78016002155 Appuyer les associations et confessions religieuses	38 409 078	44 197 301	45 191 346

II.2.5. Programme 5 : Protection civile

II.2.5.2. Stratégie du programme

Tableau 5 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Protection civile	Action 5.1: Renforcement de la protection civile
	Action 5.2: Information et sensibilisation

II.2.5.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 5 : Protection civile						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer l'offre des services de protection Civile	Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits	16/30	26/30	27/30	28/30	(Nombre de CSU construits / Nombre total de CSU à construire) Nombre total de CSU à Construire : 30 **Source :** ONPC
	Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) fonctionnels	16/30	22/30	25/30	28/30	(Nombre de CSU fonctionnels / Nombre total de CSU) Nombre total de CSU : 30 **Source :** ONPC
OS 2 : Renforcer les capacités du personnel de la protection civile	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	65,74%	77,97%	92,47%	100%	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation initiale / Nombre de pompiers civils recrutés) x 100 Nombre de pompiers civils recrutés : 2 656 **Source :** ONPC
	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue	12,60%	54%	89%	91%	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation continue / Nombre total de pompiers civils ayant bénéficié de formation initiale) x 100 Nombre total de pompiers civils ayant bénéficié de formation initiale : 1746 **Source :** ONPC
	Taux de Pompiers Civils dotés d'effets d'habillement	18,22%	23,49%	86,59%	100%	(Nombre de pompiers civils dotés d'effets d'habillement / Nombre total de pompiers civils) x 100 Nombre total de Pompiers civils : 2 656 **Source :** ONPC

Programme 5 : Protection civile						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 3 : Améliorer le dispositif de prévention des risques courants	Taux de couverture médiatique des activités d'information et de sensibilisation sur les risques courants	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités d'information et de sensibilisation sur les risques courants médiatisées / Nombre total d'activités d'information et de sensibilisation réalisées) x 100 **Source :** ONPC
	Taux de campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques courants effectuées	66%	83%	100%	100%	(Nombre de campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques courants effectuées / Nombre total de campagnes d'information et de sensibilisation) x 100 **Source :** ONPC
	Nombre de visites de prévention effectuées	1 077	1 840	2 603	3 366	Dénombrement **Source :** ONPC

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 5 : PROTECTION CIVILE	**9 666 185 765**	**9 361 440 476**	**9 965 034 911**
Personnel	6 508 934 896	6 583 875 502	6 658 736 133
Biens et services	0	0	0
Transferts	1 268 250 869	1 277 564 974	1 306 298 778
Investissements	1 889 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
Trésor	*1 889 000 000*	*1 500 000 000*	*2 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22216 Protection civile	**9 666 185 765**	**9 361 440 476**	**9 965 034 911**
2221601 Renforcement de la protection civile	**9 508 185 765**	**9 361 440 476**	**9 965 034 911**
1 Personnel	***6 508 934 896***	***6 583 875 502***	***6 658 736 133***
78036000130 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONPC	6 508 934 896	6 583 875 502	6 658 736 133
3 Transferts	***1 110 250 869***	***1 277 564 974***	***1 306 298 778***
78036000126 Organiser la Journée Mondiale de la protection civile (ONPC/Journée Mondiale)	7 396 191	8 510 793	8 702 209
78036000141 Organiser les secours aux sinistrés (ONPC/ Gestion Plan ORSEC)	154 283 601	177 534 042	181 526 973
78036000164 Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	948 571 077	1 091 520 139	1 116 069 596

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22216 Protection civile	**9 666 185 765**	**9 361 440 476**	**9 965 034 911**
4 Investissements	***1 889 000 000***	***1 500 000 000***	***2 000 000 000***
Trésor	*1 889 000 000*	*1 500 000 000*	*2 000 000 000*
78036000133 Construire et équiper des infrastructures de protection civile	1 889 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
2221602 Information et sensibilisation	**158 000 000**	**0**	**0**
3 Transferts	***158 000 000***	***0***	***0***
90036000003 Assurer la couverture médiatique des activités d'information et de sensibilisation sur les risques courant	58 000 000	0	0
90036000004 Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques courants	50 000 000	0	0
90036000005 Effectuer des visites de prévention	50 000 000	0	0

II.2.6. Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.6.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 6 en actions

Programme	Action
Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 6.1: Gestion des Comptes spéciaux du trésor

II.2.6.2. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 6 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**154 208 950 000**	**165 674 200 000**	**178 136 960 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	154 208 950 000	165 674 200 000	178 136 960 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23200 Comptes Spéciaux du Trésor	**154 208 950 000**	**165 674 200 000**	**178 136 960 000**
2320001 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	**154 208 950 000**	**165 674 200 000**	**178 136 960 000**
3 Transferts	154 208 950 000	165 674 200 000	178 136 960 000
78016001983 Transférer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales	154 208 950 000	165 674 200 000	178 136 960 000

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance de ressources humaines (magistrats, greffiers, personnel pénitentiaire et de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse, etc.) ;
- la faiblesse des recrutements du personnel judiciaire (magistrats, greffiers) et pénitentiaire;
- l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- l'inadéquation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- l'accès limité à la justice et l'insuffisance de la protection judiciaire des groupes vulnérables en particulier les enfants en contact avec le système judiciaire ;
- le manque de structures adéquates pour la mise en œuvre d'une véritable politique de prise en charge, de protection et de réinsertion des mineurs, des femmes et des groupes vulnérables ;
- les difficultés d'obtention de certains actes de justice notamment les jugements supplétifs d'état civil ;
- l'inadéquation des textes de loi avec l'évolution de l'environnement national et international ;
- l'insuffisance de matériels et d'équipements ;
- la méconnaissance des procédures judiciaires par la population ;
- la faible appropriation de la notion de Droits de l'Homme par de nombreux agents en situation d'autorité ;
- la faible vulgarisation des actions du Gouvernement en matière de droits de l'homme;
- la précarité des conditions de détentions ;
- l'absence de programmes de réinsertion des détenus.

I.1.2. Réponses apportées

- l'acquisition de terrain pour la construction du TPI de Yamoussoukro ;
- la construction du nouveau siège de l'INFJ à Yamoussoukro ;
- la construction du centre de formation de l'INFJ d'Abidjan;
- la construction et la réhabilitation des juridictions
- la construction, la réhabilitation et l'équipement d'établissements pénitentiaires ;
- le renforcement du personnel et des capacités des acteurs du système judiciaire et pénitentiaire;
- le renforcement de l'équipement des structures du ministère ;
- la réalisation de missions d'inspection dans les structures du ministère ;
- la réduction des distances socio-économiques (Harmonisation des coûts des actes de justice et amélioration du mécanisme de l'assistance juridique et judiciaire) ;
- le démarrage de l'informatisation du système judiciaire ;
- le renforcement de la moralisation du système judiciaire à travers la réalisation de missions d'inspection dans les structures du ministère ;
- la mise en place d'une politique carcérale ;
- l'amélioration des conditions alimentaires, hygiéniques et sanitaires des détenus ;
- le renforcement de la vulgarisation des Droits de l'Homme ;
- la formation et le renforcement des capacités des agents publics en situation d'autorité ;
- le renforcement du cadre juridique de protection des droits de l'homme ;
- la conformité partielle de la CNDH-CI aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales des droits de l'homme ;
- la rédaction de l'avant-projet de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme;
- la ratification du statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du financement des cliniques juridiques ;
- le renforcement de la prise en charge des personnes indigentes notamment les personnes vulnérables ;
- la poursuite de la construction de nouvelles infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- le renforcement des ressources humaines du ministère ;
- la mise en œuvre du schéma directeur informatique ;
- l'amélioration des conditions de détention et de réinsertion des détenus ;
- la vulgarisation de la règle de droit ;
- la veille au respect des Droits de l'Homme.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ;
- le renforcement de la transparence, la crédibilité et la capacité du système judiciaire;
- la modernisation du système pénitentiaire ;
- la promotion et la protection des Droits de l'Homme.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les distances géographiques et socio-économiques entre les citoyens et la justice sont réduites ;
- le système judiciaire et pénitentiaire est informatisé ;
- les capacités de moralisation du système judiciaire sont développées ;
- la surpopulation carcérale est réduite ;
- le bien-être des détenus est amélioré ;
- les Droits de l'Homme sont promus et respectés.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 5, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Justice et de Droits de l'Homme.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de justice

- application de la législation et de la réglementation relatives aux droits civiques ;
- élaboration de projets de réforme tant en matière civile, commerciale, pénale et de procédure qu'en matière d'organisation judiciaire et d'administration pénitentiaire ;
- élaboration des textes relatifs à l'Etat Civil, en liaison avec les ministères concernés ;
- contrôle de l'état civil ;
- gestion des affaires civiles, des sceaux et des procédures de naturalisation ;
- gestion des affaires criminelles, de l'administration pénitentiaire et de l'enfance délinquante ;
- application des peines et grâces ;
- suivi de la bonne application de la législation pénale, civile et commerciale ainsi que des règles de procédures suivies devant les juridictions ;
- suivi de l'exécution des décisions pénales ;

- développement de l'assistance judiciaire ;
- recrutement, formation initiale et continue des magistrats des juridictions de première instance et d'appel ainsi que des personnels judiciaires pénitentiaires ;
- gestion des juridictions de première instance et d'appel ;
- promotion de l'accessibilité de la justice ;
- gestion de la carrière des magistrats des juridictions de première instance et d'appel et des personnels judiciaires et pénitentiaires ;
- assistance juridique aux autres départements ministériels pour l'élaboration de projets de codes et de projets de textes prévoyant des dispositions à caractère pénal ;
- suivi de la coopération judiciaire internationale.

En matière de Droits de l'Homme

- promotion, protection et défense des droits de l'Homme ;
- création d'un cadre de lutte contre l'impunité, en liaison avec les Ministres concernés ;
- suivi de l'application de la légalisation et de la réglementation relatives aux droits humains ;
- étude des projets de textes législatifs et réglementaires, des projets de conventions internationales, relatifs aux droits de l'Homme ainsi que leur mise en œuvre ;
- élaboration des rapports prévus par les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme ;
- promotion de l'assistance judiciaire ;
- conception, planification et exécution des programmes d'éducation et de formation en matière de droits de l'Homme ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'assistance juridique en vue de la protection et de la défense des droits des malades du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- lutte contre l'apatridie.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Juridictions.
- Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs.
- Programme 4 : Droits de l'homme.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme1 : Administration Générale	Cabinet, IGSJP, DAF, DSJRH, DPS, DIEM, CPM, SI, SerCom, DELD, DECA, Imprimerie de la justice		Programme Spécial justice ; Opérations d'urgences ; Activités Institutionnelle ; Informatisation du système Judicaire et Pénitentiaire	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Juridictions	DACP, DPJEJ, Toutes les juridictions, Tous les Services de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse	CACI, O H A D A, CCJA, INFJ, CNDJ.	Renouveler les machines du CNDJ Construction du Tribunal d'Abobo ; Construire, réhabiliter et équiper les tribunaux et résidence phase 2 ; Appui à la reforme et à la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire.	
Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	DAP, DRAP, Toutes les Maisons d'arrêt et de correction, COM, CRM, Intendance du Ministère de la Justice	Centre Abel de GD Bassam,	Construction de prisons de haute sécurité ; Acquisition de véhicules de transfèrement phase 2 ; Mise aux normes des infrastructures pénitentiaires phase 2	
Programme 4 : Droits de l'homme	Direction de la promotion des Droits de l'Homme (DirProm) Direction de la protection des Droits de l'Homme (DirProt)	Conseil National des Droits de l'Homme	•	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer l'accessibilité des citoyens au système judiciaire	RS 1.1 : les distances géographiques et socio-économiques entre les citoyens et la justice sont réduites	IP 1.1.1 : Taux de couverture des départements en juridictions	Nombre de départements couverts en juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités de la DPS
		IP 1.1.2 : Proportion des bénéficiaires de l'assistance judiciaire	Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire / Nombre de requérants Source : Rapports d'activités de la DACP
OG2 : Améliorer la transparence, la crédibilité et la capacité du système judiciaire	RS 2.1 : le système judiciaire et pénitentiaire est informatisé	IP 2.1.1 : Proportion des juridictions et établissements pénitentiaires informatisés	Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires informatisés / Nombre total de juridictions et établissements pénitentiaires Source : Rapport d'activités du service informatique
	RS 2.2 : les capacités de moralisation du système judiciaire sont développées	IP 2.3.1 : Nombre de personnes convoquées en conseil de discipline	Dénombrement Source : Rapport d'activités de l'IGSJP
OG 3 : Moderniser le système pénitentiaire	RS 3.1 : la surpopulation carcérale est réduite	IP 3.1.1 : Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits et réhabilités	Dénombrement Source : DIEM
		IP 3.1.2 : Densité carcérale (détenu au 3m²)	Capacité réelle / capacité théorique Source : Rapport d'activités DAP
	RS 3.2 : le bien-être des détenus est amélioré	IP 3.2.1 : Ration alimentaire par détenu et par jour	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAP / DAF
OG 4 : Garantir le respect des Droits de l'Homme	RS 4.1 : Les Droits de l'Homme sont promus et respectés	IP 4.1.1 : Nombre de caravanes de vulgarisation des Droits de l'Homme organisées	Dénombrement Source : Rapport d'activités du CNDH-CI
		IP 4.1.2 : Proportion de lieux de détentions visités	Nombre de lieux de détentions visités / Nombre total de lieux de détentions Source : Rapport d'activités du CNDH-CI
		IP 4.1.3 : Nombre de rapports produits sur la situation des Droits de l'Homme	Dénombrement Source : Rapport d'activités du CNDH-CI

II.1.3.Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**81 339 264 980**	**86 492 867 250**	**106 953 184 100**
1.1 Ressources Intérieures	**81 339 264 980**	**86 492 867 250**	**106 953 184 100**
1.1.1 Budget Etat	81 339 264 980	86 492 867 250	106 953 184 100
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**81 339 264 980**	**86 492 867 250**	**106 953 184 100**
2.1 Personnel	**45 373 653 420**	**47 586 744 696**	**49 909 923 447**
2.1.1 Solde y compris EPN	45 373 653 420	47 586 744 696	49 909 923 447
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**23 822 177 801**	**23 928 990 448**	**24 484 250 298**
2.3 Transferts	**2 544 867 276**	**2 966 532 106**	**3 061 210 355**
2.4 Investissement	**9 598 566 483**	**12 010 600 000**	**29 497 800 000**
Trésor	*9 598 566 483*	*12 010 600 000*	*29 497 800 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1.Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Encadrer la bonne application de la législation	Nombre de circulaires et de notes de service rédigées	17	20	22	25	Dénombrement Source : Rapport d'activités CSP
	Nombre de réunions de direction et de séances de travail avec les chefs de cours et de juridictions tenues	12	13	13	14	Dénombrement Source : Rapport d'activités Cabinet
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire	Nombre de structures équipées	13	15	20	25	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAF
	Proportion des agents affectés	72,52%	90%	95%	100%	(Besoin en personnel satisfait/ besoin en personne exprimé) *100 Source : Rapport d'activités DSJRH
OS 3 : Moderniser le système d'information des services du ministère.	Proportion de juridictions mises en réseau	0%	7%	12%	17%	Nombre de Juridictions mises en réseau/ nombre total de juridictions) * rapport d'activité Service info
	Proportion de juridictions informatisées	0%	7%	12%	17%	Méthode de calcul : (Nombre de Juridictions informatisées/ nombre total de juridictions) * 100 Moyen de vérification : rapport d'activité Service info

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**60 550 047 626**	**61 281 481 782**	**64 066 251 079**
Personnel	43 855 558 272	46 051 170 963	48 356 889 782
Biens et services	15 071 842 871	15 230 310 819	15 709 361 297
Transferts	0	0	0
Investissements	1 622 646 483	0	0
Trésor	*1 622 646 483*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21044 Administration Générale	**60 550 047 626**	**61 281 481 782**	**64 066 251 079**
2104401 Coordination et animation du ministère	**2 361 077 320**	**2 474 150 064**	**2 647 297 505**
2 Biens et services	***2 361 077 320***	***2 474 150 064***	***2 647 297 505***
78011201606 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	1 936 273 635	2 045 866 723	2 161 662 780
78011201854 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de droits de l'homme	139 764 671	149 175 780	197 776 217
78033000107 Prendre en charge les frais d'organistion des réunions de la commission d'avancement des Magistrats	4 500 000	4 405 025	4 545 146
78033000108 Enquêter sur la crise post-électorale	125 525 764	122 876 487	126 785 088
78033000130 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	67 698 939	66 270 121	68 378 121
78033000131 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78033000147 Gérer la commande publique du ministère	83 314 311	81 555 928	84 150 153
2104402 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**57 809 299 696**	**58 530 526 021**	**61 135 268 209**
1 Personnel	***43 762 432 489***	***45 956 972 976***	***48 261 620 736***
78033000114 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	43 719 172 489	45 913 214 902	48 217 365 120
78033000115 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire	43 260 000	43 758 074	44 255 616
2 Biens et services	***12 524 220 724***	***12 573 553 045***	***12 873 647 473***
78033000109 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	11 171 662 461	11 171 662 461	11 171 662 461
78033000111 Gérer les ressources financières du ministère	308 937 835	302 417 565	312 037 222
78033000113 Appuyer l'imprimérie de la Justice	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78033000129 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	428 856 210	493 568 110	770 972 330
78033000132 Suivre la gestion de carrière du personnel du Ministère	52 206 902	51 105 051	52 730 663
78033000158 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78033000162 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78033000163 Réaliser les activités nécessaires à l'atteinte des indicateurs du Millénium Challenge Corporation (MCC)	198 830 610	194 634 202	200 825 358
78033000165 Gérer les ressources humaines du Ministère	46 317 831	45 340 274	46 782 510
78033000167 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78034000066 Suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures du ministère	52 408 875	51 302 763	52 934 661
4 Investissements	***1 522 646 483***	***0***	***0***
Trésor	*1 522 646 483*	*0*	*0*
78033000148 Gérer le Programme Spécial justice	1 159 646 483	0	0
78033000112 Faire face aux journées institutionnelles	100 000 000	0	0
78033000110 Faire face aux opérations urgentes du Ministère	263 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21044 Administration Générale	**60 550 047 626**	**61 281 481 782**	**64 066 251 079**
2104403 Planification, programmation et suivi-évaluation	**105 005 875**	**102 789 679**	**106 059 335**
2 Biens et services	***105 005 875***	***102 789 679***	***106 059 335***
78033000135 Organiser la planification générale des activités du ministère,suivre et évaluation lesdites activités	105 005 875	102 789 679	106 059 335
2104404 Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication	**274 664 735**	**174 016 018**	**177 626 030**
1 Personnel	***93 125 783***	***94 197 987***	***95 269 046***
78034000048 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFJ	21 200 050	21 444 137	21 687 963
78034000049 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDJ	71 925 733	72 753 850	73 581 083
2 Biens et services	***81 538 952***	***79 818 031***	***82 356 984***
17033000008 Coordonner les activités du service régional des Archives de Bouaké	4 961 204	4 856 493	5 010 976
31033000015 Coordonner les activités du service régional des Archives de Daloa	5 000 000	4 894 470	5 050 163
78033000116 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du système judiciaire et pénitentiaire du MJDH	11 020 414	10 787 824	11 130 974
78033000136 Concevoir et piloter la politique de communication du ministère	16 948 095	16 590 398	17 118 125
78033000149 Coordonner les activités de la Direction de l'Etat Civil et des Archives du Ministère	24 491 341	23 974 439	24 737 049
78033000159 Elaborer les projets de textes en matière civile, commerciale et pénale	19 117 898	18 714 407	19 309 697
4 Investissements	***100 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*100 000 000*	*0*	*0*
78033000137 Informatisation du système judiciaire et pénitentiaire	100 000 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Juridictions

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Juridictions	Action 2.1: Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en oeuvre de la carte judiciaire
	Action 2.2: Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale
	Action 2.3: Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance
	Action 2.4: Gestion de la formation et de la documentation

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Juridictions						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer l'accès socio-économique et géographique	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'assistance judiciaire	118	200	250	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DACP
	Taux de couverture des départements en juridictions	30%	40.74%	41.66%	41.66%	Nombre de départements couverts en juridictions / Nombre total de départements) x 100 Source : rapport d'activité DACP
OS 2 : Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Proportion de juridiction ayant un SPJEJ ouvert et fonctionnel	29,73%	48,65%	56,76%	64,86%	(Nombre de SPJEJ fonctionnels / Nombre total de Juridictions) x100 Source : Rapport d'activités de la DPJEJ Moyen de vérification : rapport d'activité SPJEJ
	Nombre d'enfant pris en charge par les établissements de la PJEJ	7 806	8 000	8 500	9 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités SPJEJ
OS 3 : Améliorer la qualité du système judiciaire	Nombre de décisions de justice publiées	7 860	2 000	2 500	3 000	Méthode de calcul : dénombrement Source : Rapport d'activités CNDJ
	Proportion de personnel judiciaire ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	17,06%	28,43%	35,53%	42,64%	Nombre de personnel judiciaire ayant bénéficié d'un renforcement de capacité/nombre total du personnel judiciaire Source : Rapport d'activités INFJ

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
Personnel	0	0	0
Biens et services	2 011 070 763	1 969 770 792	2 030 702 474
Transferts	1 960 490 990	2 294 090 683	2 373 645 003
Investissements	1 684 718 035	2 106 000 000	6 293 600 000
Trésor	*1 684 718 035*	*2 106 000 000*	*6 293 600 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22045 Juridictions	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
2204501 Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire	**2 101 261 226**	**2 666 644 738**	**6 866 171 901**
2 Biens et services	***650 511 645***	***636 782 311***	***657 037 836***
78033000121 Appuyer le service social de la DACP	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78033000122 Gérer les dépenses liées aux activités des juges consulaires	118 200 000	115 705 336	119 385 829
78033000124 Prendre en charge les dépenses liées aux activités des conseillers consulaires	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78033000141 Prendre en charge les frais de prestation des auxilliaires de justice	119 515 458	116 993 031	120 714 485
78033000152 Appuyer le centre d'écoute du Ministère	5 000 000	4 894 472	5 050 162
78033000169 Mener les enquêtes, les poursuites et les instructions des infractions économiques et financières (Pôle Pénal Economique et Financier)	280 900 000	274 971 483	283 718 100
78034000059 Coordonner les activités des juridictions	21 896 187	21 434 060	22 115 858
3 Transferts	***25 951 546***	***29 862 427***	***30 534 065***
78033000156 Arbitrer les litiges entre opérateurs économiques	25 951 546	29 862 427	30 534 065
4 Investissements	***1 424 798 035***	***2 000 000 000***	***6 178 600 000***
Trésor	1 424 798 035	2 000 000 000	6 178 600 000
90033000001 Construire, réhabiliter et équiper les autres Tribunaux et Résidences phase 2	823 300 000	1 000 000 000	4 850 000 000
78033000160 Construire le tribunal d'ABOBO	601 498 035	1 000 000 000	1 328 600 000
2204502 Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale	**1 338 565 568**	**1 202 714 448**	**1 240 971 760**
2 Biens et services	***1 228 645 568***	***1 202 714 448***	***1 240 971 760***
11033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	3 150 000	3 083 517	3 181 602
11033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Toumodi	4 250 000	4 160 301	4 292 636
11033000008 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	5 000 000	4 894 474	5 050 161
14033000005 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 000 000	4 894 473	5 050 163
14033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	3 190 000	3 122 672	3 222 003
14033000007 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 000 000	4 894 472	5 050 164
15033000006 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 700 000	4 600 804	4 747 150
15033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	3 230 000	3 161 829	3 262 405
15033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 000 000	3 915 577	4 040 129
16033000007 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	5 000 000	4 894 472	5 050 161
16033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	3 570 000	3 494 652	3 605 815
16033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bongouanou	4 050 000	3 964 522	4 090 631
17010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaké	6 344 287	6 210 389	6 407 937
17010100003 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	7 522 835	7 364 061	7 598 307
17010100004 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	36 037 412	35 276 826	36 398 956
17033000009 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaké	4 550 000	4 453 970	4 595 646
17033000010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	5 000 000	4 894 472	5 050 160
17033000011 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaké	5 000 000	4 894 473	5 050 160

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22045 Juridictions	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
18033000006 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	5 000 000	4 894 472	5 050 161
18033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	3 665 000	3 587 648	3 701 767
18033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Boundiali	4 500 000	4 405 026	4 545 146
22033000007 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	5 000 000	4 894 473	5 050 161
22033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	3 570 000	3 494 652	3 605 814
22033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Touba	5 000 000	4 894 473	5 050 161
22045020282 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tabou	4 000 000	3 915 577	4 040 128
22045020287 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 150 000	4 062 413	4 191 633
23033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Odiénné	3 500 000	3 426 131	3 535 112
23033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Odiénné	5 000 000	4 894 473	5 050 160
23033000011 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Odiénné	5 000 000	4 894 473	5 050 161
25010100001 Rendre les décisions de justice du TPI de Korhogo	5 000 000	4 894 474	5 050 163
25033000006 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Korhogo	5 000 000	4 894 472	5 050 161
25033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Korhogo	4 500 000	4 405 026	4 545 145
25033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Korhogo	7 302 765	7 148 639	7 376 030
25033000010 Enregistrer er gérer les décisions de justice de la cour d'Appel de Korhogo	5 000 000	4 894 473	5 050 161
25033000011 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Korhogo	26 980 000	26 410 576	27 250 673
26033000004 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	5 000 000	4 894 472	5 050 161
26033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	3 130 000	3 063 940	3 161 400
28033000005 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	4 894 472	5 050 162
28033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	3 070 000	3 005 205	3 100 797
28033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	4 894 471	5 050 163
31010100001 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 302 765	7 148 639	7 376 030
31010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Daloa	6 671 280	6 530 481	6 738 208
31010100003 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	26 980 000	26 410 576	27 250 673
31033000012 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	5 000 000	4 894 471	5 050 162
31033000013 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Daloa	4 685 000	4 586 122	4 732 001
31033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Issia	5 000 000	4 894 472	5 050 164
31033000016 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	5 000 000	4 894 473	5 050 161
31033000017 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Daloa	6 127 500	5 998 178	6 188 974
31033000018 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	4 000 000	3 915 578	4 040 129
32010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Gagnoa	5 000 000	4 894 473	5 050 162
32033000010 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Oumé	5 000 000	4 894 473	5 050 162
32033000011 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Gagnoa	5 000 000	4 894 473	5 050 161
32033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Oumé	3 150 000	3 083 516	3 181 601
32033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Oumé	4 425 000	4 331 607	4 469 393
32033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Gagnoa	4 580 000	4 483 337	4 625 948

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22045 Juridictions	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
35010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaflé	6 257 784	6 125 711	6 320 563
35033000011 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	4 500 000	4 405 026	4 545 144
35033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 210 000	3 142 250	3 242 203
35033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Danané	4 500 000	4 405 026	4 545 145
35033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaflé	5 000 000	4 894 473	5 050 162
35033000015 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaflé	4 100 000	4 013 466	4 141 132
36033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	3 160 000	3 093 305	3 191 703
36033000006 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	4 894 473	5 050 163
36033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	4 894 474	5 050 161
41033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Katiola	4 900 000	4 796 585	4 949 156
41033000015 Rendre les décisions de justice du TPI de Man	5 000 000	4 894 472	5 050 162
41033000016 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	3 550 000	3 475 076	3 585 615
41033000017 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Man	5 000 000	4 894 474	5 050 161
41033000018 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	5 000 000	4 894 472	5 050 161
41033000019 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Man	4 430 000	4 336 503	4 474 441
42033000005 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 000 000	4 894 472	5 050 163
42033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	4 100 000	4 013 467	4 141 132
42033000007 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 000 000	4 894 473	5 050 160
51033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Lakota	4 900 000	4 796 585	4 949 156
51033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	3 527 000	3 452 562	3 562 383
51033000015 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	5 000 000	4 894 471	5 050 162
51033000016 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Divo	5 000 000	4 894 472	5 050 161
51033000017 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	3 144 000	3 077 643	3 175 542
51033000018 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	5 000 000	4 894 473	5 050 162
55033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de San Pédro	6 000 000	5 873 367	6 060 194
55033000010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	3 100 000	3 034 573	3 131 099
55033000011 Rendre les décisions de justice du TPI de San Pédro	67 661 400	66 233 376	68 340 205
55033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de San Pédro	5 000 000	4 894 472	5 050 162
55033000013 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	5 000 000	4 894 472	5 050 162
56033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	3 260 000	3 191 194	3 292 707
56033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Soubré	4 700 000	4 600 805	4 747 152
56033000009 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	5 000 000	4 894 472	5 050 162
57033000004 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	3 529 000	3 454 520	3 564 403
57033000005 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 950 000	4 845 529	4 999 660
61010100002 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abengourou	5 000 000	4 894 473	5 050 163
61033000004 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abengourou	5 000 000	4 894 474	5 050 160
61033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abengourou	4 520 000	4 424 602	4 565 346

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22045 Juridictions	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
62033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 100 000	4 013 467	4 141 134
62033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	3 505 000	3 431 025	3 540 163
62033000010 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 950 000	4 845 529	4 999 658
71033000012 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	5 000 000	4 894 474	5 050 162
71033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 250 000	4 160 303	4 292 636
71033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	3 527 000	3 452 562	3 562 384
71033000015 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	3 229 000	3 160 849	3 261 394
71033000016 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Aboisso	4 100 000	4 013 468	4 141 132
71033000017 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 911 764	4 808 099	4 961 040
76033000012 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	5 000 000	4 894 474	5 050 161
76033000013 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	3 090 000	3 024 785	3 120 999
76033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tiassalé	4 000 000	3 915 577	4 040 129
76033000015 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Agboville	4 050 000	3 964 523	4 090 631
76033000016 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	5 000 000	4 894 473	5 050 162
76033000017 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	3 194 000	3 126 590	3 226 041
77033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Adzopé	3 200 000	3 132 461	3 232 103
77033000007 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Adzopé	5 000 000	4 894 471	5 050 162
77033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Adzopé	4 100 000	4 013 465	4 141 132
78010200064 Rendre les décisions de justice du TPI de Yopougon	6 871 108	6 726 089	6 940 042
78010200065 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	30 000 000	29 366 837	30 300 970
78010200134 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	8 180 794	8 008 134	8 262 867
78010200188 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abidjan	7 304 496	7 150 333	7 377 779
78010200209 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	6 558 300	6 419 884	6 624 095
78010200237 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78010200259 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	100 000 000	97 889 458	101 003 239
78033000117 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abidjan	6 600 000	6 460 705	6 666 213
78033000118 Rendre les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	36 159 154	35 395 999	36 521 918
78033000119 Gérer toutes dépenses liées aux assises judiciaires	84 144 325	82 368 421	84 988 495
78033000120 Prendre en charges le contrat de bail du président de la CCJA	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78033000126 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abidjan	4 500 000	4 405 027	4 545 145
78033000142 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Yopougon	7 000 000	6 852 261	7 070 228
78033000143 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Yopougon	4 110 000	4 023 257	4 151 234
78033000144 Prendre en charge les dépenses liées au Palais de Justice d'Abidjan	80 771 332	79 066 617	81 581 662
78033000154 Enregistrer et gérer les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	42 765 370	41 862 789	43 194 410
78033000155 Gérer toutes dépenses liées aux rentrées judiciaires	32 038 060	31 361 883	32 359 479
78033000161 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 800 000	3 719 799	3 838 122
78033000164 Assurer la prise en charge des bénévoles dans les tribunaux	70 847 731	69 352 459	71 558 503

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22045 Juridictions	**5 656 279 788**	**6 369 861 475**	**10 697 947 477**
78033000170 Enregistrer et gérer les décisions de la justice de TPI de Bingerville	4 500 000	4 405 027	4 545 145
78033000171 Suivre la bonne exécution des procédures de la justice de TPI de Bingerville	6 600 000	6 460 705	6 666 213
78033000172 Rendre les décisions de justice de TPI de Bingerville	7 304 496	7 150 333	7 377 779
78036000158 Appuyer la commission de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (O.H.A.D.A)	13 830 610	13 538 707	13 969 364
79033000006 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	5 000 000	4 894 473	5 050 162
79033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	3 170 000	3 103 095	3 201 802
79033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dabou	4 500 000	4 405 025	4 545 145
4 Investissements	***109 920 000***	***0***	***0***
Trésor	*109 920 000*	*0*	*0*
78033000153 Appuyer la Réforme et la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire	109 920 000	0	0
2204504 Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance	**131 913 550**	**130 274 033**	**132 692 878**
2 Biens et services	***131 913 550***	***130 274 033***	***132 692 878***
14033000008 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de DIMBOKRO	5 000 000	4 894 471	5 050 161
15033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de M'bahiakro	5 000 000	4 894 471	5 050 161
17034000011 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaké	6 000 000	6 000 000	6 000 000
23033000010 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Odiénné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25033000007 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Korhogo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000019 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Daloa	5 000 000	4 894 471	5 050 161
35033000016 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaflé	5 000 000	4 894 471	5 050 161
41033000013 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Man	6 000 000	6 000 000	6 000 000
42034000003 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55033000014 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de San - Pedro	5 000 000	4 894 471	5 050 161
56034000005 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Soubré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bondoukou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71033000018 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Aboisso	5 000 000	4 894 471	5 050 161
78033000128 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse du Plateau	10 356 951	10 356 951	10 356 951
78033000166 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Yopougon	6 874 950	6 874 950	6 874 950
78034000072 Coordonner les activités de la Direction de Protection Judiciaires, de l'Enfance et de la Jeunesse	47 681 649	46 675 306	48 160 011
2204505 Gestion de la formation et de la documentation	**2 084 539 444**	**2 370 228 256**	**2 458 110 938**
3 Transferts	***1 934 539 444***	***2 264 228 256***	***2 343 110 938***
78034000050 Gérer la bourse des auditeurs de justice	592 490 990	719 933 948	764 083 798
78034000051 Publier les actes de justice	267 106 023	307 358 731	314 271 559
78034000070 Renforcer les capacités des ressources humaines du MJDH par l'INFJ	1 074 942 431	1 236 935 577	1 264 755 581
4 Investissements	***150 000 000***	***106 000 000***	***115 000 000***
Trésor	*150 000 000*	*106 000 000*	*115 000 000*
90034000002 Renouveler les machines d'imprimerie du CNDJ	150 000 000	106 000 000	115 000 000

II.2.3. Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	Action 3.1: Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus
	Action 3.2: Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de reeducation des mineurs						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer le cadre de vie et le bien-être des détenus	Nombre de prisons répondant aux normes internationales construites	2	4	5	5	Dénombrement Source : DIEM
	Nombre d'établissements pénitentiaires réhabilités	6	10	15	20	Dénombrement Source : DIEM
	Coût journalier alimentaire par détenu (ration)	1 250	1 500	2 000	2 400	(Budget alloué à l'alimentation / Nombre total de détenus) /365 jrs Source : Rapport d'activités de la DAF/DAP
OS 2 : Renforcer la réinsertion des détenus	Proportion de détenus ayant bénéficié d'une formation en milieu carcéral	30%	35%	40%	45%	(Nombre de détenus formés/nombre total de détenus) x100 Source : Rapport d'activités de la DAP
	Proportion des détenus réinsérés	0%	5%	5%	10%	(Nombre de détenus réinséré /nombre total de détenus) x100 Source : Rapport d'activités de la DAP

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES, CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS	**12 864 442 717**	**16 476 830 780**	**29 786 360 114**
Personnel	0	0	0
Biens et services	6 539 240 752	6 533 107 002	6 542 156 399
Transferts	34 000 000	39 123 778	40 003 715
Investissements	6 291 201 965	9 904 600 000	23 204 200 000
Trésor	6 291 201 965	9 904 600 000	23 204 200 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	**12 864 442 717**	**16 476 830 780**	**29 786 360 114**
2204601 Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des déténus	**12 566 378 084**	**16 173 642 369**	**29 482 291 766**
2 Biens et services	6 275 176 119	6 269 042 369	6 278 091 766
11034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Toumodi les conditions de détentions qui répondent aux standards	53 407 417	53 407 417	53 407 417
14034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Dimbokro les conditions de détentions qui répondent aux standards	66 970 308	66 970 308	66 970 308
14970010050 Fournir aux détenus de la ferme pénitentiaire de Saliakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 505 186	41 505 186	41 505 186
15034000003 Fournir aux détenus de la MAC de M'bahiakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	11 800 923	11 800 923	11 800 923
16034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Bongouanou les conditions de détentions qui répondent aux standards	25 782 213	25 782 213	25 782 213
17034000012 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	80 388 402	80 388 402	80 388 402
17034000013 Fournir aux détenus du camp pénal de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	169 354 238	169 354 238	169 354 238
17034000014 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Bouaké	20 061 130	19 637 731	20 262 388
18034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Katiola les conditions de détentions qui répondent aux standards	28 951 198	28 951 198	28 951 198
22034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Touba les conditions de détentions qui répondent aux standards	15 672 218	15 672 218	15 672 218
23034000002 Fournir aux détenus de la MAC d'Odiénné les conditions de détentions qui répondent aux standards	18 938 100	18 938 100	18 938 100
25034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Korhogo les conditions de détentions qui répondent aux standards	74 446 748	74 446 748	74 446 748
26034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Boundiali les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 866 788	17 866 788	17 866 788
28034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bouna les conditions de détentions qui répondent aux standards	44 817 206	44 817 206	44 817 206

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	**12 864 442 717**	**16 476 830 780**	**29 786 360 114**
31034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Daloa les conditions de détentions qui répondent aux standards	118 974 671	118 974 671	118 974 671
31034000005 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Daloa	20 061 130	19 637 731	20 262 388
32034000005 Fournir aux détenus de la MAC de Gagnoa les conditions de détentions qui répondent aux standards	62 310 022	62 310 022	62 310 022
32034000006 Fournir aux détenus de la MAC d'Oumé les conditions de détentions qui répondent aux standards	20 221 008	20 221 008	20 221 008
35034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaflé les conditions de détentions qui répondent aux standards	52 720 976	52 720 976	52 720 976
36034000002 Fournir aux détenus de la MAC deSéguéla les conditions de détentions qui répondent aux standards	37 261 375	37 261 375	37 261 375
41034000006 Fournir aux détenus de la MAC de Man les conditions de détentions qui répondent aux standards	150 920 612	150 920 612	150 920 612
41034000007 Fournir aux détenus de la MAC de Danané les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 695 837	33 695 837	33 695 837
51034000005 Fournir aux détenus de la MAC de Lakota les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 589 314	17 589 314	17 589 314
51034000006 Fournir aux détenus de la MAC de Divo les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 382 436	41 382 436	41 382 436
55034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Tabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 327 802	33 327 802	33 327 802
55034000003 Fournir aux détenus de la MAC de San-Pédro les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 112 739	50 033 983	51 625 522
56034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Soubré les conditions de détentions qui répondent aux standards	54 395 508	54 395 508	54 395 508
57034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Sassandra les conditions de détentions qui répondent aux standards	90 131 345	90 131 345	90 131 345
61034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Abengourou les conditions de détentions qui répondent aux standards	83 896 046	83 896 046	83 896 046
62034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bondoukou les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 188 120	41 188 120	41 188 120
71034000007 Fournir aux détenus de la MAC d'Aboisso les conditions de détentions qui répondent aux standards	46 833 909	46 833 909	46 833 909
71034000009 Fournir aux détenus de la MAC de Grand-Bassam les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 702 641	33 702 641	33 702 641
76034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Agboville les conditions de détentions qui répondent aux standards	39 152 205	39 152 205	39 152 205
76034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Tiassalé les conditions de détentions qui répondent aux standards	30 872 168	30 872 168	30 872 168
77034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Adzopé les conditions de détentions qui répondent aux standards	43 448 772	43 448 772	43 448 772
78034000053 Gérer les dépenses liées aux achats de fournitures techniques	13 650 515	13 362 415	13 787 462
78034000054 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires d'Abidjan	20 061 130	19 637 731	20 262 390
78034000058 Gérer les baux du personnel pénitentiaire	13 200 000	12 921 408	13 332 427
78034000062 Loger tout le personnel de la garde pénitentiaires (baux)	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
78034000065 Renfrocer la gestion des établissements penitentiaires	34 602 061	33 871 770	34 949 203
78034000067 Fournir aux détenus de la MAC d'Abidjan les conditions de détentions qui répondent aux standards	550 913 791	550 913 791	550 913 791
78034000068 Suivre et contrôler les activités des établissements pénitentiaires	13 762 109	13 471 652	13 900 175
78034000073 Prendre en charge les frais d'hospitalisation des détenus	74 113 314	72 549 120	74 856 848
79034000007 Fournir aux détenus de la MAC de Dabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 712 488	51 712 488	51 712 488
90034000001 Appuyer le service social de la DAP	30 000 000	29 366 837	30 300 972
4 Investissements	6 291 201 965	9 904 600 000	23 204 200 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	**12 864 442 717**	**16 476 830 780**	**29 786 360 114**
Trésor	*6 291 201 965*	*9 904 600 000*	*23 204 200 000*
90034000003 Mise aux normes des Infrastructures Pénitentiaires	1 252 281 965	6 500 000 000	23 204 200 000
78034000056 Construire et Réhabiliter les MAC	0	0	0
25034000004 Construction de la Prison de Haute Sécurité de Korhogo	5 038 920 000	3 404 600 000	0
2204602 Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage	**298 064 633**	**303 188 411**	**304 068 348**
2 Biens et services	264 064 633	264 064 633	264 064 633
17034000015 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Bouaké	7 892 732	7 892 732	7 892 732
22046020011 Animer le centre de réinsertion des mineurs de Bouaké	167 964 329	167 964 329	167 964 329
41034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Man	7 892 732	7 892 732	7 892 732
78034000074 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs d'Abidjan	54 202 565	54 202 565	54 202 565
79034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations de Dabou	26 112 275	26 112 275	26 112 275
3 Transferts	34 000 000	39 123 778	40 003 715
71034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre ABEL de GRAND BASSAM	34 000 000	39 123 778	40 003 715

II.2.5 Programme 5 : Droits de l'homme

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Droits de l'homme	Action 5.1: Promotion des droits de l'homme
	Action 5.2: Suivi et protection des droits de l'homme

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Droits de l'homme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Vulgariser les droits de l'homme en vue de leur respect effectif	Nombre d'Officiers de police judiciaire, de leaders communautaires et de membres des organisations de la société civile formés	303	250	300	350	Dénombrement Source : Rapport de la Direction de la Promotion
	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	5	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport de la Direction de la Promotion
OS 2 : Garantir la protection des victimes de violation des droits de l'Homme	Proportion de lieux de détentions visités	50 %	70 %	70 %	100 %	(Nombre de lieux de détentions visités/Nombre total de lieux de détentions)*100Source : Rapport du CNDH
	Nombre de cas de violation des Droits de l'Homme constatés et traités	1068	1000	800	600	Dénombrement Source : Rapport du CNDH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 5 : DROITS DE L'HOMME	**2 268 494 849**	**2 364 693 213**	**2 402 625 430**
Personnel	1 518 095 148	1 535 573 733	1 553 033 665
Biens et services	200 023 415	195 801 835	202 030 128
Transferts	550 376 286	633 317 645	647 561 637
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22143 Droits de l'homme	**2 268 494 849**	**2 364 693 213**	**2 402 625 430**
2214301 Promotion des droits de l'homme	**663 530 612**	**744 083 801**	**761 851 171**
2 Biens et services	***113 154 326***	***110 766 156***	***114 289 534***
78036000119 Apporter un appui juridique à l'exécution des missions du Comité Interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	22 630 911	22 153 276	22 857 954
78036000124 Organiser deux (02) ateliers de renforcement de capacités des OPJ, OSC, et un (01) atelier de rédaction de rapport de rédaction	20 023 415	19 600 812	20 224 298
78036000131 Suivre le respect des engagements internationaux relatifs aux droits de l'homme	27 500 000	26 919 602	27 775 889
78036000144 Organiser 03 journées régionales de promotion des Droits de l'Homme	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78036000153 Créer et gérer la plateforme de coopération avec les partenaires au développement	3 000 000	2 936 684	3 030 097
3 Transferts	***550 376 286***	***633 317 645***	***647 561 637***
78032000021 Coordonner les activités du CNDHCI	499 500 000	574 774 335	587 701 625
78032000031 Transférer des capitaux au profit de la Commission Nationale des Droits de l'Homme	50 876 286	58 543 310	59 860 012
2214302 Suivi et protection des droits de l'homme	**1 604 964 237**	**1 620 609 412**	**1 640 774 259**
1 Personnel	***1 518 095 148***	***1 535 573 733***	***1 553 033 665***
78032000028 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDH	1 518 095 148	1 535 573 733	1 553 033 665
2 Biens et services	***86 869 089***	***85 035 679***	***87 740 594***
78036000118 Organiser des ateliers de validation des projets de textes	17 000 000	16 641 207	17 170 551
78036000125 Mener Quinze (15) enquetes non judiciaires	18 000 000	17 620 102	18 180 583
78036000145 Créer un cadre de lutte contre l'impunité et de suivi de son application	18 869 089	18 470 849	19 058 391
78036000154 Mener assistances et conseils juridiques en droit de l'Homme	3 000 000	2 936 684	3 030 097
78036000166 Visiter Dix (10) lieux de détention	30 000 000	29 366 837	30 300 972

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'administration générale

- l'absence d'un cadre unique de référence d'amélioration de la gestion des finances publiques ;
- l'appropriation insuffisante par certaines structures des nouveaux outils de gestion des programmes ;
- la méconnaissance des procédures administratives en matière de gestion des ressources humaines ;
- l'inadéquation entre les postes de travail disponibles et les profils des agents affectés au Ministère ;
- la récurrence des motifs de différé et de rejet des actes de dépenses, entrainant des retards au niveau de l'exécution du budget ;
- les insuffisances au niveau de l'évaluation des recettes et des dépenses des collectivités territoriales et des districts autonomes, ainsi que les insuffisances au niveau de la comptabilité budgétaire et de la réalité du service fait ;
- la faible traçabilité des livrables de la commande publique et de leur affectation effective aux bénéficiaires finaux ;
- la faible évaluation de la disponibilité des matières au sein des départements ministériels la faible mobilisation des recettes douanières à certains postes frontières.

En matière douanière

- la couverture insuffisante des plans d'eau lagunaire et maritime ;
- l'insuffisance de moyens matériels pour assurer la couverture totale de l'ensemble du territoire national par les services douaniers ;
- la récurrence des plaintes des usagers sur la qualité des prestations de service ;
- la persistance de la fraude et de la contrebande ;
- la récurrence des cyber-attaques du système information.

En matière fiscale

- l'insuffisance de renforcement de capacités des agents non fiscalistes au métier de la fiscalité ;
- les insuffisances relevées au niveau du matériel informatique et de la connexion au réseau, ainsi que du matériel roulant ;
- la faible imposition de certains secteurs d'activité qui bénéficient d'allègements fiscaux, notamment le secteur agricole et les régimes particuliers des secteurs mines et énergie ;
- l'effectif insuffisant des équipes de contrôle fiscal dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

En matière budgétaire

- l'exécution partielle du budget de l'Etat en mode budget-programmes ;
- la maîtrise insuffisante des outils de gestion du budget-programmes par les acteurs ;
- la maîtrise partielle du Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires (SIGOBE) par les acteurs ;
- le niveau des dépenses de personnel relativement élevé au-delà du seuil de convergence communautaire ;
- le niveau relativement élevé des avances sans couverture budgétaire rendant difficile la maîtrise du niveau des dépenses publiques.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- la faible connaissance du nouveau cadre juridique du portefeuille de l'Etat par l'ensemble des acteurs ;
- l'insuffisance du dispositif de coordination des tutelles techniques et financières ;
- la faiblesse du dispositif de nomination et d'évaluation des Dirigeants sociaux des entreprises publiques ;
- l'insuffisance de clarification des procédures de suivi et de gestion des participations indirectes de l'Etat ;
- la lenteur dans le traitement des informations budgétaires et d'endettement des entreprises publiques, due à l'absence d'interconnexion entre le SIGEP et les applicatifs SIB, SIGMAP et SIGAD ;

- l'absence d'un système d'information adapté aux missions nouvelles de la DGPE ainsi qu'aux nouveaux processus de pilotage du Portefeuille de l'État.

En matière de marchés publics

- la maîtrise partielle par les acteurs du Système Intégré de Gestion des Opérations de Marchés Publics (SIGOMAP);
- la non-connexion de certains établissements publics nationaux, sociétés d'État et collectivités territoriales au SIGMAP et SIGOMAP ;
- la résistance des autorités contractantes à passer marchés;
- le non-respect des délais de passation et d'approbation des marchés par la plupart des acteurs ;
- la faible connaissance des populations sur les questions relatives au système des marchés publics.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'administration générale

- l'élaboration d'un schéma directeur de la réforme des finances publiques sur la période 2021-2023;
- le renforcement des capacités des acteurs sur les nouveaux outils de gestion des programmes ;
- l'élaboration et la diffusion d'un manuel de procédures d'établissement des actes administratifs au titre de la gestion des ressources humaines ;
- la mise en place d'un comité de validation des affectations dans les différents services du ministère ;
- le renforcement continu des capacités des acteurs sur le processus d'exécution de la dépense publique et la vulgarisation du guide du Contrôleur Financier ;
- l'affectation des Contrôleurs Financiers dans les Districts Autonomes et les Collectivités Territoriales et la préparation du projet de guide de contrôle de leurs recettes et dépenses ;
- la conception d'un modèle d'outil informatique de suivi-évaluation de la comptabilité des matières ;
- l'élaboration et la validation des guides de contrôle interne budgétaire dans les ministères ;
- le suivi en temps réel des statistiques sur les livrables de la commande publique.

En matière douaniére

- la création d'une base navale moderne composée d'embarcations d'intervention rapide, d'atelier de maintenance, de centre de formation, de bâtiments administratifs et le renforcement des capacités des agents des douanes ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services chargés de la lutte contre la contrebande par l'acquisition de matériels roulants et de moyens de communication ;
- la rénovation et l'extension des bureaux, casernes et postes frontières ;
- l'accessibilité à l'information des usagers à travers la publication du guide officiel des procédures douanières ;
- la vulgarisation des procédures de dédouanement ;
- la sécurisation et la simplification des procédures ;
- l'organisation des contrôles sur la base de l'analyse du risque ;
- l'amélioration du suivi du transit de marchandises à travers l'interconnexion des systèmes d'information ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- la modernisation des outils de gestion ;
- l'automatisation du système de dédouanement ;
- la réouverture de certains bureaux frontières, notamment sur la façade ouest du pays ;
- le renforcement et la modernisation des équipements avec l'installation progressive de scanners et de vidéo surveillance ;
- la connexion progressive de tous les bureaux au système informatisé de dédouanement ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation à l'endroit des agents des douanes pour le changement de comportement et la bonne gouvernance.
- l'implémentation des outils de sécurisation de la base de données et la mise aux normes des infrastructures informatiques ;
- la rationalisation des régimes suspensifs et des exonérations.

En matière fiscale

- les formations continues et l'encadrement de proximité des ressources humaines en majorité jeunes ;
- le renforcement des moyens matériels (matériels roulants et informatiques) ;
- le renforcement de l'analyse-risque et la segmentation de la population fiscale en vue de mieux cerner le potentiel fiscal ;
- la mise à disposition d'un système intégré informatisé de gestion des ressources humaines.
- la réorganisation des services avec la création de brigades dans les directions régionales, compétentes sur tous les types de contrôle fiscal ;
- la mise en œuvre de trois (03) grands projets de digitalisation que sont l'extension des couches fonctionnelles des plateformes e-impôts et SIGICI, l'exploitation de la plateforme Télé-liasse et la mise en place de la plateforme e-cadastre Côte d'Ivoire.

En matière budgétaire

- l'exécution du budget de l'Etat en mode budget-programmes ;
- le renforcement des capacités des acteurs budgétaires sur les outils de gestion du budget-programmes ;
- l'organisation des formations des acteurs clés en central et en déconcentré à l'utilisation du SIGOBE ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de maîtrise de la masse salariale ;
- le renforcement de la règlementation sur les avances de trésorerie ;
- l'élaboration et la vulgarisation du budget citoyen.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- la vulgarisation des nouveaux textes et la sensibilisation des acteurs sur les innovations du nouveau cadre juridique de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- le renforcement du dispositif de coordination des tutelles ;
- la mise en œuvre d'un dispositif d'évaluation et de gestion des dirigeants des entreprises publiques ;
- l'instauration d'un programme de formation des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjoint des entreprises publiques ;
- la définition et la clarification des procédures de suivi et de contrôle des participations indirectes de l'Etat ;
- le renforcement des contrôles thématiques et missions d'audit afin d'améliorer la gestion des entreprises publiques ;
- la mise en œuvre de la nouvelle stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'État ;
- la poursuite du programme de certification des Administrateurs des entreprises du portefeuille de l'État ;
- le renforcement du dispositif de gestion des risques budgétaires émanant des entreprises publiques ;
- la limitation de l'impact des dépenses de restructuration et d'investissement dans le portefeuille sur le budget courant de l'État ;
- le renforcement du cadre d'échange entre le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat et l'ensemble des acteurs intervenant dans la gestion du portefeuille de l'Etat (dirigeants, tutelles techniques, CAC, etc.) ;
- la poursuite de la promotion de la culture de performance et de la bonne gouvernance au sein des entreprises publiques à travers l'organisation du Prix d'Excellence ;
- la mise en place et l'utilisation d'une plateforme de dématérialisation des échanges entre la DGPE et les entreprises publiques.

En matière de marchés publics

- la poursuite de la formation des acteurs et la vulgarisation du Code des marchés publics.
- le déploiement progressif du SIGMAP/SIGOMAP dans les EPN, les SODE et les collectivités décentralisées ;
- la poursuite des réformes du système des marchés publics pour rassurer les acteurs en matière de transparence et d'équité ;
- la poursuite du processus de dématérialisation des procédures de marchés publics ;
- la réduction du recours aux procédures dérogatoires au profit des procédures concurrentielles ;
- la réduction des délais de passation des marchés publics de 114 jours à 88 jours.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'administration générale

- la dématérialisation du système de gestion des finances publiques ;
- le renforcement des dispositifs de contrôle, d'audit et d'évaluation des entités publiques ;
- l'élaboration d'un cadre organique des emplois au sein du ministère ;
- la mise en œuvre effective de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) au sein de toutes les structures du MBPE;
- le renforcement des capacités opérationnelles et humaines des services ;
- le renforcement de la régularité et de l'efficience des opérations des services dépensiers ;
- l'opérationnalisation du contrôle de la soutenabilité des crédits et emplois budgétaires ;
- l'opérationnalisation des outils d'évaluation des dispositifs de contrôle interne budgétaire des Ministères ;
- l'opérationnalisation des outils du contrôle financier dans les Collectivités Territoriales, les Districts Autonomes et les Représentations à l'extérieur ;
- la mise en place du dispositif d'évaluation de la comptabilité des matières au sein des départements ministériels .

En matière douanière

- la réduction de la fraude et de la contrebande ;
- l'accroissement substantiel des recettes pour répondre aux attentes du budget de l'État ;
- la facilitation des échanges commerciaux internationaux à travers la célérité des opérations ;
- l'amélioration du service rendu aux usagers - clients à travers la démarche qualité ;
- le renforcement de l'éthique et de la déontologie ;
- la sécurisation et la simplification des opérations de transit (TRIE, etc.).

En matière fiscale

- la poursuite de la réforme de l'administration fiscale à travers:
  - le redéploiement des effectifs dont les activités ont été affectées par l'avènement du système intégré de gestion de l'impôt (SIGICI) ;
  - la réorientation des missions de certains services aux travaux d'exploration et d'analyse de données ;
  - la poursuite de la mise en place du système intégré de gestion des ressources humaines de l'impôt (SIGERHI).
- la modernisation de la gestion de l'impôt par :
  - la poursuite du déploiement du SIGICI ;
  - l'utilisation effective de ''télé - liasse'' en vue de permettre la constitution de bases de données fiables et de renforcer les capacités de recoupements des données des entreprises à des fins de contrôle fiscal ;
  - la poursuite de la dématérialisation des procédures de délivrance des différents documents et actes administratifs (attestation de régularité fiscale, dossier fiscal, avis d'imposition, etc.) ;
  - la mise en place de nouveaux applicatifs permettant de faciliter les échanges entre les contribuables et la DGI : HELP DESK (assistance en ligne), mécanisme de gestion électronique des plaintes non juridictionnelles ;
  - la poursuite de la collaboration avec les autres Administrations par l'interconnexion avec les structures publiques et privées (DGD, DGTCP, INS, CNPS, etc.) ;
  - la poursuite de la segmentation des contribuables par la création de Centres de Moyennes Entreprises (CME) à l'intérieur du pays, à l'instar de ceux d'Abidjan ;
  - le renforcement de l'analyse-risque par la mise en place d'un module de sélection des contribuables à risque à travers un système de scoring.
- le renforcement de la fiscalisation du secteur informel et de la fiscalité des ressources naturelles par l'imposition de secteurs non encore suffisamment fiscalisés tel que le secteur agricole et par la poursuite des opérations de recensement et d'élargissement de l'assiette fiscale.
- la réforme de la politique fiscale à travers :
  - la mise en œuvre du plan de rationalisation des exonérations en vue de l'élargissement de l'assiette ;
  - la limitation des exonérations ponctuelles aux seuls secteurs sociaux et à ceux liés aux dons ;
  - la réforme des codes particuliers, notamment le code minier et le code pétrolier par l'adoption d'une fiscalité de droit commun limitant les régimes dérogatoires.

- la réforme du cadastre en vue de sa modernisation caractérisée par :
  - la poursuite du déploiement de E-cadastre-CI ;
  - le renforcement du cadastrage en vue d'élargir l'assiette de l'impôt foncier.

En matière budgétaire

- la mise en œuvre du suivi de la performance des programmes ;
- l'extension des formations à l'ensemble des acteurs budgétaires ;
- le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la masse salariale ;
- l'application stricte de la réglementation sur les avances de trésorerie ;
- la vulgarisation plus accrue des documents budgétaires notamment le budget citoyen ;
- le renforcement de l'efficacité de la gestion budgétaire de l'État.

En matière de gestion du portefeuille de l'État

- la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- l'amélioration du dispositif de suivi de la performance des entreprises publiques ;
- l'optimisation du système d'information du portefeuille de l'État.

En matière de marchés publics

- la poursuite des efforts de réduction des délais de passation des marchés publics ;
- la dématérialisation progressive des procédures de passation des marchés publics ;
- la mise à jour de la banque de données des prix de référence ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information sur le système des marchés publics à travers les supports de communication et les publi-reportages.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la maîtrise des dépenses publiques ;
- l'optimisation des ressources de l'État ;
- la gestion efficace du portefeuille de l'État.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des Finances Publiques est renforcée ;
- la mobilisation des ressources fiscales, non fiscales et douanières est accrue ;
- la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée ;
- la gestion budgétaire est améliorée;
- les Finances Publiques sont maîtrisées.

I.3. Missions du ministère

Selon le décret n°2021-190 du 28 Avril 2021 portant attributions des membres du gouvernement, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État(MBPE) a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière budgétaire, douanière, fiscale, de gestion des marchés publics, de gestion du portefeuille de l'État. À ce titre, il est chargé de :

En matière douanière

- l'élaboration et la mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- la préparation et le suivi des accords douaniers bilatéraux et multilatéraux ;
- le recouvrement des recettes de porte et la sécurisation du territoire économique national ;

- la participation , en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, au suivi, à l'harmonisation et à la mise en œuvre des instruments douaniers d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'UEMOA, la CEDEAO, l'UA et l'APE ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires en matière douanière.

En matière fiscale

- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique, de la législation et de la réglementation fiscales et parafiscales ;
- la préparation, la négociation et la mise en œuvre des conventions fiscales internationales ;
- la mise en œuvre de l'identifiant unique des entreprises ;
- la conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales ;
- la conservation de la propriété foncière et des hypothèques ;
- le recouvrement des recettes fiscales ;
- la modernisation du contrôle fiscal ;
- la promotion du civisme fiscal ;
- le renforcement du partenariat du secteur privé.

En matière budgétaire

- la préparation et la présentation des projets de loi de Finances et des projets de loi de Règlement ;
- l'exécution du budget ;
- la gestion financière du patrimoine administratif et du domaine de l'État ;
- la participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'État à étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Étrangères, de la Construction, de l'Économie et des Finances ;
- la participation aux négociations et signatures des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment de ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé dont les titrisations, contractés par l'État et les collectivités décentralisées, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances ;
- l'exercice de la tutelle financière sur les Établissements Publics Nationaux et structures assimilées ;
- le contrôle financier et budgétaire permanant des Administrations Publiques et Établissements Publics Nationaux et structures assimilées ;
- la coordination de l'ensemble des tutelles sur Établissements Publics Nationaux et structures assimilées ;
- la gestion de la liquidation des Établissements Publics Nationaux et structures assimilées dissouts en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique.

En matière de gestion du portefeuille de l'État

- la définition et la mise en œuvre de la politique de gestion du portefeuille de l'État ;
- le contrôle, l'exercice de la tutelle financière et la coordination de l'exercice des tutelles sur les Sociétés d'État, les Sociétés à participation financière publique, les Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier et les personnes morales de droit privé bénéficiant de concours financier et de la garantie de l'Etat ;
- le suivi, le contrôle et la valorisation du portefeuille de l'État ;
- la représentation de l'État dans les Assemblées constitutives et les Assemblées Générales des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier ;
- la représentation de l'État dans les Conseils de Gestion et les Conseils d'Administration des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, les conseils de surveillance d'Agences d'Exécution et les organes d'administration des personnes morales de type particulier, en liaison avec les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- le suivi et la gestion de l'endettement des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances ;
- le suivi des opérations de privatisation et de post-privatisation des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- la gestion de la liquidation des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, et gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;

- la gestion de toute opération susceptible d'avoir un impact sur le portefeuille de l'Etat, en particulier la création, la transformation, la restructuration et la fusion d'entreprise ou la prise de participation ;
- la mise en œuvre de stratégie de financement pour le développement d'entités publiques, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement, en liaison avec le Ministre de l'Économie et des Finances ;
- la mise en œuvre des actions d'amélioration de la gouvernance des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier.

En matière de marchés publics

- l'élaboration et la mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- la mise en œuvre de la politique d'amélioration de l'accès des PME/PMI à la commande publique ;
- l'autorisation de procédures dérogatoires en matière de marchés publics et de contrats de partenariat publics-privés
- le contrôle de la régularité des opérations de passation des marchés publics ;
- l'approbation des marchés publics suivant le seuil défini par le code des marchés publics ;
- la résiliation des marchés publics suivant le seuil défini par le code des marchés publics ;
- la production de statistiques.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Douanes
- Programme 3 : Impôts
- Programme 4 : Budget
- Programme 5 : Portefeuille de l'Etat
- Programme 6 : Marchés publics
- Programme 7 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet du Ministre - Cellule de Passation des Marchés Publics - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Direction du Contrôle Financier - Contrôle Financier en Central et en région.		- Faire les Audits et Études du MBPE ; - Réhabilitation de la cité la financière ; - Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier ; - Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques ; - Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local ; - Réhabiliter les services de contrôle financier.	
Programme 2 : Douanes	- Direction Générale des Douanes - Inspection des Douanes - Direction de la réglementation et du Contentieux - Direction des Ressources Humaines - Direction des Moyens Généraux - Direction de la Communication et de la Qualité		- Réhabiliter les casernes des Douanes ; - Réhabiliter les Bureaux des Douanes ; - Acquérir les scanners / Direction Générale des Douanes ; - Construction de bureaux Douanes ; - Réhabiliter les Bâtiments administratifs/DGD ; - Acquérir et installer les services radio/Douanes ;	

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Direction de l'Informatique - Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux - Direction des Services Douaniers du Port et des - Direction des Services Aéroportuaires - Direction des Régimes Économiques - Direction Régionale d'Aboisso - Direction Régionale d'Abengourou - Direction Régionale San Pedro - Direction Régionale Man - Direction Régionale de Korhogo - Direction Régionale Bouaké - Direction des Enquêtes Douanières - Direction des Statistiques et des Études Économiques - Recettes principales des Douanes - Direction de la Formation et de la Documentation		- Gérer les dépenses d'investissement LPSI/DGD ; - Créer une base navale en Douane ; - Acquérir des serveurs (refonte système d'information des Douanes) ; - Réhabiliter les Bureaux frontières Douanes.	
Programme 3 : Impôts	- Direction Générale des Impôts - Inspection Générale des Services Fiscaux - Direction de la Législation, du Contentieux et de la Documentation - Direction de la Planification, des Études Statistiques Fiscales - Direction de l'informatique - Direction des Grandes Entreprises - Direction des Moyennes Entreprises - Direction des Opérations d'Assiette - Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre - Direction du Cadastre - Direction de la Communication, de la Qualité et de la Promotion du Civisme Fiscal - Direction des Ressources Humaines et de la Formation - Direction des Moyens Généraux et de l'Équipement - Service de la Police Spéciale des impôts - DR des Impôts - Services d'Assiette Impôts Divers (84), Services d'Assiette Impôts Fonciers (45), Recettes des Impôts Fonciers (45), Recettes des Impôts Divers (82), Recettes d'Enregistrement (23) Inspections Régionales des Services Fiscaux (11), - Direction des Ressources Humaines et de la Formation - Direction des Moyens Généraux et de l'Équipement - Direction des Vérifications Nationales - Direction des Moyennes Entreprises - Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse Risque - Recette Générale des Impôts		- Réhabilitation des locaux de la DGI ; - Contrôler les Flux et la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI ; - Faire les travaux Cadastraux (DGI).	

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Budget	- Direction Générale du Budget et des Finances - Cellule d'Évaluation et d'Audit des Dépenses Publiques - Cellule d'Information des Opérateurs Économiques - Service Financier du Programme Budget - Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires - Direction du Budget de l'État - Direction de l'Administration du SIGFiP - Direction du Contrôle Budgétaire - Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées - Direction de la Solde - Direction du Patrimoine de l'État - Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux - Direction des Traitements Informatiques - Direction de la Formation, de la Communication et de la Documentation - Direction de la Réforme Budgétaire et de la Modernisation de la Gestion Publique - Services Extérieurs (DR du Budget, DR de la Solde)		- Fonds Bloc Smart Africa /Souscription au Capital - Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF - Opérations purge des droits coutumiers - Souscription augmentation capital/Banque d'invest. CDEAO(BIDC) - Opération de Compensation/Investissements - Souscription à l'Augmentation du Capital de la BAD - Réhabilitation DGBF - Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF - Appui à l'informatisation de la DGBF - Prendre en charge les Opération d'Investissement pour le compte de Diverses Administrations - Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE - Projet de refonte du système d'information budgétaire - Acquérir des Véhicules / Direction du Patrimoine de l'État - Mettre en œuvre Comptabilité-Matière - Géolocaliser le patrimoine de l'État - Plan Stratégique du Suivi des EPN/DCB - Extension de la Cité Financière - Construction Cités Financières Déconcentrées - Réhabilitation et Équipement Clinique Médicale des Finances Générales - Modernisation et mutualisation des réseaux info. et téléphonique /DTI - Nœud Internet / SNDI - Interconnexion des EPN au RICI - Système de Gestion des EPN/SNDI - Déconcentration SIB/SNDI - Mise en Place du SIB/ SNDI - Équipement des Services du Système d'Exécution Budgétaire - Équipement des Services de la DGBF - Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI - Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI - Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF - Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD - Système d'Amélioration du Suivi de la Performance des EPN/DCB - Déconcentration des Services de la DGBF - Sécurisation et sauvegarde du système d'info. Budgétaire/DTI - Numériser les archives de la Solde	
Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	- Direction Générale du Portefeuille de l'État ; - Direction du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire ; - Direction du Portefeuille du Secteur Tertiaire ; - Direction de la Stratégie et de l'Expertise.		- Construction du siège de la DGPE.	
Programme 6 : Marchés	- Direction Générale des Marchés Publics ;		- Banque de données des prix de référence / DGMP ;	

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
publics	- Direction des Systèmes d'Information, de la Formation et de la Communication ; - Direction de la Réglementation et des Régimes Particuliers ; - Direction des Procédures et Opération ; - Direction des Statistiques et des Etudes ; - Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux ; - Directions Régionales des Marchés Publics		- Catégorisation des Entreprises ; - Équipement de la Direction Générale des Marchés Publics ; - Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI ; - Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DGMP).	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer le pilotage des activités du Ministère	RS 1 : Plan d'Actions Stratégiques (PAS) du Ministère est disponible et mis en œuvre	IP 1 : Taux de réalisation global du PAS du Ministère	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues. Source : Rapport Cabinet
OG 2 : Accroître les recettes douanières	RS 2 : la mobilisation des ressources douanières est accrue	IP 2 : Taux de réalisation des objectifs de recette	Recettes totales / Objectif de recettes Source : Rapport DGD
OG 3 : Mobiliser les ressources fiscales intérieures de l'État	RS 3 : la mobilisation des ressources fiscales intérieures de l'État est accrue	IP 3: Taux de réalisation des objectifs de recette	Recettes totales / objectif de recettes Source : Rapport DGI
OG 4 : Renforcer la transparence et la gouvernance dans la gestion budgétaire.	RS 4 : la gouvernance des Finances Publiques est renforcée	IP 4: Taux de publication des documents budgétaires 1	Nombre de documents publiés / Nombre de documents produits Source : Rapport DGBF
OG 5 : Assurer la gestion efficace du portefeuille de l'État	RS 5 : la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée	IP 5: Taux de réalisation du plan de contrôle des entreprises publiques	Nombre d'entreprises contrôlées /Nombre d'entreprises publiques sélectionnées dans le plan de contrôle annuel des entreprises publiques
OG 6 : Renforcer la transparence et la gouvernance dans les marchés publics	RS 6 : la gestion des marchés publics est renforcée	IP 6: Délai moyen de passation des marchés publics	Sommes des délais par marché/nombre total de marchés publics Source : CCM marché Public

1 Ces documents sont : le DPBEP, les DPPD-PAP, la Loi de Finances, le Budget Citoyen, les RAP et la Rapport d'Audit de la Cour des Comptes

I.1.1. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**336 649 899 471**	**345 435 904 914**	**361 303 157 576**
1.1 Ressources Intérieures	**336 649 899 471**	**345 435 904 914**	**361 303 157 576**
1.1.1 Budget Etat	336 649 899 471	345 435 904 914	361 303 157 576
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**336 649 899 471**	**345 435 904 914**	**361 303 157 576**
2.1 Personnel	**63 267 519 076**	**70 073 847 461**	**74 261 975 598**
2.1.1 Solde y compris EPN	63 267 519 076	70 073 847 461	74 261 975 598
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**99 252 684 301**	**101 671 123 299**	**106 291 316 411**
2.3 Transferts	**141 033 298 262**	**151 313 947 047**	**164 446 439 020**
2.4 Investissement	**33 096 397 832**	**22 376 987 107**	**16 303 426 547**
Trésor	*33 096 397 832*	*22 376 987 107*	*16 303 426 547*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Contrôle de l'exécution du budget

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence (2020)**	**Cibles**			**Méthode de calcul et moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du CONAFIP relevant du cabinet du MBPE	80,7	80	80	80	Nombre d'activités couvertes/ nombre d'activités prévues Rapport CONAFIP/Cabinet
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines	Taux de couverture des besoins en personnel des programmes	76,38	50	55	60	Nombre d'agents affectés / nombre d'agents sollicités par les RPROG Rapport d'activité de la DRH
OS 3 : Améliorer le délai de traitement des dossiers soumis au contrôle financier	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	6 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	Somme des délais de traitement des dossiers reçus / nombre total de dossiers reçus Rapport d'activité de la DCF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
Personnel	60 778 885 032	67 528 679 402	71 659 915 807
Biens et services	10 081 768 807	9 918 100 206	10 215 362 305
Transferts	671 113 536	716 323 346	724 087 485
Investissements	998 841 970	0	0
Trésor	*998 841 970*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
2108301 Coordination et animation du ministère	**69 072 923 875**	**74 975 645 923**	**79 314 232 499**
1 Personnel	***60 394 833 848***	***67 135 903 771***	***71 258 360 531***
78011201619 Gérer la masse salariale du Personnel du Ministère	60 394 833 848	67 135 903 771	71 258 360 531
2 Biens et services	***7 226 832 797***	***7 123 418 806***	***7 331 784 483***
78010200284 Mettre en œuvre la politique sectorielle genre / MBPE	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78010200285 Prendre en charge la fourniture de licences Microsoft et services de support associés, dans le cadre du projet e-GOUV	100 000 000	97 889 456	101 003 240

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
78011100257 Gérer la Régie Convention BNETD	64 170 528	73 853 486	115 361 980
78011201614 Suivre et coordonner les activités informatiques des structures du Ministère	17 600 000	17 228 544	17 776 570
78011201615 Prendre en charge les missions du Ministère en Côte d'Ivoire	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78011201617 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78011201620 Coordonner les activités de passation des marchés Publics du Ministère	95 500 000	93 484 430	96 458 093
78011201621 Gérer la commande publique du Ministère	23 500 000	23 004 023	23 735 761
78011201869 Coordonner le Suivi et la Mise en Oeuvre du Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP)	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
78011201877 DGH / Marquage des produits pétroliers	1 039 795 269	1 017 849 928	1 050 226 909
78011202257 Renforcer les capacités opérationnelles du Cabinet	1 800 000 000	1 762 010 200	1 818 058 317
78011202258 Coordonner les activités des structures du ministère	1 027 267 000	1 005 586 073	1 037 572 952
78011202378 Gérer le Syndic de la Cité Financière / Cabinet MBPE	992 000 000	971 063 398	1 001 952 140
90011200003 Prendre en charge le fonctionnement de l'Observatoire des plaintes non juridictionnelles en matière Foncière	123 000 000	120 404 030	124 233 985
3 Transferts	***671 113 536***	***716 323 346***	***724 087 485***
78011201622 Gérer la Convention BNETD / MBPE	371 113 536	371 113 536	371 113 536
78011201868 Prendre en charge la convention d'assistance technique MBPE/SNDI	300 000 000	345 209 810	352 973 949
4 Investissements	***780 143 694***	***0***	***0***
Trésor	780 143 694	0	0
90011200023 CABINET/MBPE Réhabilitation des cités financieres	271 944 953	0	0
78011201880 Faire les Audits et Etudes du MBPE	508 198 741	0	0
2108302 Information et communication	**26 500 000**	**25 940 706**	**26 765 859**
2 Biens et services	***26 500 000***	***25 940 706***	***26 765 859***
78011201623 Organiser la communication des activités du Ministère	26 500 000	25 940 706	26 765 859
2108303 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**1 320 467 199**	**1 293 602 485**	**1 334 529 275**
1 Personnel	***22 918 000***	***23 438 626***	***23 962 545***
78011202187 Assurer les charges salariales de la Direction des Affaires Financières - MBPE	22 918 000	23 438 626	23 962 545
2 Biens et services	***1 297 549 199***	***1 270 163 859***	***1 310 566 730***
78011201627 Suivre l'exécution du budget et Centraliser les informations financières et administratives du ministère	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78011201628 Mener des actions sociales en faveur du personnel	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78011201840 Coordonner l'élaboration du PIP et le PTA du Ministère	90 000 000	88 100 511	90 902 916
78011201847 Gérer le catalogue des mesures nouvelles	75 000 000	73 417 092	75 752 430
78011201870 Coordonner les activités de préparation du budget du ministère	90 400 000	88 492 070	91 306 929

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
78011202061 Elaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du Ministère	73 300 000	71 752 971	74 035 375
78011202102 Gérer les ressources humaines du ministère	58 000 000	56 775 886	58 581 879
78011202226 Assurer le fonctionnement de la Fonction Financière du Ministère	104 500 000	102 294 481	105 548 385
78011202237 Équiper le service informatique	30 854 199	30 203 008	31 163 741
78011202329 Mettre en oeuvre le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaîne programmatique	61 000 000	59 712 569	61 611 976
78011202379 Assurer le suivi de la performance des programmes	95 000 000	92 994 984	95 953 078
78011202380 Coordonner l'élaboration des Rapports Périodiques et des RAP du Ministère	53 000 000	51 881 412	53 531 717
78011202381 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires	121 000 000	118 446 242	122 213 920
78011202382 Organiser le séminaire bilan de la DAAF	75 000 000	73 417 092	75 752 430
78011202383 Identifier l'ensemble des postes de travail des structures du Ministère	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78011202384 Organiser une journée d'hommage aux fonctionnaires admis à faire valoir leur droit à la retraite et / ou décédés en service	42 495 000	41 598 124	42 921 327
78011202385 Elaborer la 2ième version du Manuel de Procédures de la Gestion des Ressources Humaines	50 000 000	48 944 729	50 501 620
90011200021 Assurer la tenue de la compatibilité des matières mises à la disposition de la DAF	78 000 000	76 353 776	78 782 527
2108304 Contrôle de l'exécution du budget	**2 110 718 271**	**1 867 913 840**	**1 923 837 964**
1 Personnel	***361 133 184***	***369 337 005***	***377 592 731***
11011200087 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	3 064 800	3 134 423	3 204 486
11011200088 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Toumodi	3 198 400	3 271 058	3 344 175
14011200061 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du N'ZI-Comoé (DIMBOKRO)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
15011200052 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Daoukro	3 500 000	3 579 509	3 659 521
16011200042 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Bongouanou	3 500 000	3 579 509	3 659 521
17011200112 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	2 304 000	2 356 340	2 409 011
18011200061 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Katiola	4 700 000	4 806 769	4 914 214
21083040278 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
22011200021 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	2 300 000	2 352 249	2 404 828
24011200036 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du département de Ferké	3 500 000	3 579 509	3 659 521
25011200084 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
26011200027 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Boundiali	500 000	511 358	522 789
28011200037 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Bouna	2 300 000	2 352 249	2 404 828
32011200084 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	1 324 800	1 354 895	1 385 181
35011200050 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
36011200038 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUELA)	2 300 000	2 352 249	2 404 828

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
41011200100 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	8 900 000	9 102 180	9 305 640
42011200048 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Bloléquin	2 000 000	2 045 434	2 091 155
42011200068 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen Cavaly (Guiglo)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
43011200041 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Duekoué	3 500 000	3 579 509	3 659 521
51011200039 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	1 324 800	1 354 895	1 385 181
55011200056 Assurer la masse salariale Contrôle Financier I des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	3 000 000	3 068 151	3 136 733
56011200044 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Soubré	2 304 000	2 356 340	2 409 011
57011200026 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Sassandra	3 500 000	3 579 509	3 659 521
61011200072 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Agnibilékrou	3 000 000	3 068 151	3 136 733
61011200104 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
62011200087 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	1 914 000	1 957 480	2 001 235
71011200093 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Adiaké	3 500 000	3 579 509	3 659 521
71011200121 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département Grand-Bassam	3 000 000	3 068 151	3 136 733
76011200075 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	3 500 000	3 579 509	3 659 521
76011200095 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	3 500 000	3 579 509	3 659 521
77011200058 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures du Département d'Adzopé	3 500 000	3 579 509	3 659 521
78011201647 Assurer les charges salariales du CONAFIP / DCF	96 000 000	98 180 821	100 375 441
78011201648 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture d'Anyama	3 500 000	3 579 509	3 659 521
78011201649 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture de Bingerville	3 500 000	3 579 509	3 659 521
78011201650 Assurer la masse salariale Direction du Contrôle Financier/Gestion des Dépenses Centralisées	151 198 384	154 633 141	158 089 630
79011200061 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Dabou	3 500 000	3 579 509	3 659 521
79011200065 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du Département de Grand-Lahou	3 500 000	3 579 509	3 659 521
2 Biens et services	***1 530 886 811***	***1 498 576 835***	***1 546 245 233***
11011200069 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Toumodi	12 500 000	12 236 182	12 625 405
11011200092 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
11011200102 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Didiévi	4 000 000	3 915 576	4 040 131
14011200051 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du N'ZI-Comoé (DIMBOKRO)	12 000 000	11 746 735	12 120 389
15011200042 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Daoukro	12 500 000	12 236 182	12 625 405
16011200034 Contrôler l'exécution du budget Département de Bongouanou	12 500 000	12 236 183	12 625 405
17011200116 Contrôler l'exécution du budget du Département Bouaké 2	11 500 000	11 257 288	11 615 372
17011200123 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	12 500 000	12 236 183	12 625 405

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
18011200052 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Katiola	11 500 000	11 257 288	11 615 373
22011200029 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	14 300 000	13 998 193	14 443 463
23011200035 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Denguélé (Odiénné)	13 700 000	13 410 857	13 837 444
24011200042 Contrôler l'exécution du budget auprès du département de Ferké	16 324 000	15 979 475	16 487 769
25011200067 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
26011200038 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Boundiali	11 000 000	10 767 841	11 110 357
28011200045 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Bouna	11 400 000	11 159 398	11 514 370
31011200083 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
31011200084 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département d'Issia	4 000 000	3 915 576	4 040 131
32011200055 Contrôler l'exécution du budget du Département d'Oumé	12 500 000	12 236 183	12 625 405
32011200074 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	12 500 000	12 236 182	12 625 405
35011200048 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	12 500 000	12 236 182	12 625 405
35011200049 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Zouénoula	3 800 000	3 719 797	3 838 125
36011200029 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUELA)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
37011200019 Contrôler l'exécution du budget du Département de Mankono	11 500 000	11 257 288	11 615 372
41011200072 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
41011200073 Contrôler l'exécution du budget du Département de DANANE	11 500 000	11 257 288	11 615 372
42011200047 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen Cavaly (Guiglo)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
42011200058 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Bloléquin	3 200 000	3 132 461	3 232 105
43011200031 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Duekoué	11 500 000	11 257 288	11 615 373
51011200037 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Lakota	11 500 000	11 257 288	11 615 372
51011200038 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	12 500 000	12 236 182	12 625 405
55011200075 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
55011200082 Contrôler l'exécution du budget du Département de tabou	11 500 000	11 257 288	11 615 372
56011200051 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Soubré	13 200 000	12 921 408	13 332 428
57011200033 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Sassandra	12 500 000	12 236 183	12 625 405
61011200089 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
61011200098 Contrôler l'exécution du budget Département d'Agnibilékrou	12 500 000	12 236 183	12 625 405
62011200056 Contrôler l'exécution du budget du Département de Tanda	11 500 000	11 257 288	11 615 372
62011200077 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	12 500 000	12 236 183	12 625 405
71011200091 Contrôler l'exécution du budget Département d'Adiaké	12 500 000	12 236 183	12 625 405

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
71011200092 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	17 300 000	16 934 877	17 473 561
71011200113 Contrôler l'exécution du budget Département Grand-Bassam	12 500 000	12 236 183	12 625 405
71011200134 Contrôler l'exécution du budget auprès de la Sous-Préfecture de Bonoua	4 000 000	3 915 576	4 040 131
76011200074 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	12 500 000	12 236 182	12 625 405
76011200096 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	12 500 000	12 236 183	12 625 405
76011200107 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département d'Azaguié	2 800 000	2 740 902	2 828 092
77011200055 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures du Département d'Adzopé	12 500 000	12 236 183	12 625 405
78011201630 Contrôler l'exécution du budget du Ministère éducation Nationale et de la Formation de Base	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201631 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201633 Coordonner et animer les structures du contrôle financier	179 175 000	175 393 432	180 972 557
78011201634 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201635 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201636 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la femme, de la Famille et de l'enfant	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201637 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture d'Anyama	12 500 000	12 236 183	12 625 405
78011201639 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201641 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Agriculture	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201642 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Défense	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201643 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201644 Prendre en charge les depenses centralisées de la Direction du contrôle financier	368 687 811	360 906 493	372 386 634
78011201651 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201652 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la promotion des PME	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201653 Contrôler l'exécution du budget du Secrétariat d'Etat, chargé du Service Civique	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201871 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Equipements et Entretien Routier	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201903 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201954 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201955 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique et Réforme Administrative	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011201956 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201957 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011201958 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Transports	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202035 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Affaires Etrangères	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011202036 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	10 000 000	9 788 947	10 100 323

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21083 Administration Générale	**72 530 609 345**	**78 163 102 954**	**82 599 365 597**
78011202188 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202192 Prendre en charge les depenses centralisées des services des Contrôleurs financiers d'abidjan 1 et 2	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78011202260 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 1	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202261 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture de Bingerville	12 500 000	12 236 182	12 625 405
78011202262 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Planification et du Développement	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202278 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 2	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011202293 Opérationnaliser et prendre en charge 18 nouveaux services de contrôle financier	12 500 000	12 236 182	12 625 405
78011202302 Mettre en Œuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DCF	34 500 000	33 771 863	34 846 118
78011202316 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Economie et des Finances	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202317 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202334 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Pétrole, de l'Energie, et des Energies Renouvelables	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202342 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Sports et Loisirs	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78011202357 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	14 000 000	13 704 525	14 140 452
78011202358 Contrôler l'exécution du Budget du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202359 Contrôler l'exécution du Budget du Projet WACA (Programme d'Investissement de Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest)	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202360 Contrôler l'exécution de la Préfecture d'Abidjan 3	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011202372 Contrôler l'exécution du budget du projet de gestion intégrée du bassin versant du gourou à Abidjan	10 000 000	9 788 947	10 100 322
79011200047 Contrôler l'exécution du budget Département de Dabou	12 500 000	12 236 183	12 625 405
79011200048 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Grand-Lahou	12 500 000	12 236 183	12 625 405
90011200019 Opérationnaliser le dispositif du Contrôle Financier auprès des Collectivités Territoriales	17 000 000	16 641 207	17 170 551
4 Investissements	***218 698 276***	***0***	***0***
Trésor	*218 698 276*	*0*	*0*
78011202058 Réhabiliter les services de contrôle financier	42 000 000	0	0
78011202057 Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Oeuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques	104 198 276	0	0
78011202037 Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier	22 500 000	0	0
78011201645 Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local	50 000 000	0	0

II.2.2. Programme 2 : Douanes

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Douanes	Action 2.1: Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
	Action 2.2: Gestion des ressources informatiques
	Action 2.3: Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
	Action 2.4: Émission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Douanes						
Objectifs spécifiques (OS)	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence (2020)**	**Cibles**			**Méthode de calcul et moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Mobiliser les recettes douanières	Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	104,24	98	98	98	Total des recettes Recouvrées / objectifs de recettes DGD / DSEE
OS2 : Améliorer la gestion de l'administration des douanes	Taux de réalisation du PAS du programme Douane	72,97	80	80	80	Nombre d'actions réalisées/ nombre d'actions prévues Rapport PAS Douane
OS3 : Renforcer la lutte contre la fraude	Taux de réalisation des visites des déclarations en circuit rouge déposées en Douane	97,1	95	96	97	Nombre de déclarations visitées / Nombre de déclarations en circuit rouge déposées en Douane DGD / DSEE
OS4 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement des droits et taxes	95,6	95	95	95	Droits recouvrés / Droits émis DGD / DSEE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : DOUANES	**14 913 378 451**	**8 949 604 397**	**9 078 040 459**
Personnel	0	0	0
Biens et services	4 274 757 859	4 187 703 012	4 316 139 074
Transferts	0	0	0
Investissements	10 638 620 592	4 761 901 385	4 761 901 385
Trésor	*10 638 620 592*	*4 761 901 385*	*4 761 901 385*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22084 Douanes	**14 913 378 451**	**8 949 604 397**	**9 078 040 459**
2208401 Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière	**12 698 015 344**	**8 257 649 191**	**8 374 926 390**
2 Biens et services	***3 916 388 094***	***3 836 896 802***	***3 954 174 001***
17011200103 Cordonner les activités de l'administration douanière à Bouaké	54 923 526	53 764 341	55 474 541
22084010040 Gérer les ressources humaines de la Douane	25 176 466	24 645 105	25 429 046
25011200102 Cordonner les activités de l'administration douanière à KORHOGO	62 273 073	60 958 773	62 897 822
41011200093 Cordonner les activités de l'administration douanière à MAN	58 269 699	57 039 891	58 854 284
55011200068 Cordonner les activités de l'administration douanière à SAN PEDRO	73 976 506	72 415 200	74 718 668
61011200086 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABENGOUROU	60 801 898	59 518 647	61 411 887
71011200114 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABOISSO	60 682 861	59 402 123	61 291 656
78011201807 Coordonner les actions des services	158 164 462	154 826 331	159 751 230
78011201810 Élaborer et diffuser les statistiques douanières	25 435 980	24 899 143	25 691 164
78011201811 Contrôler les services et structures sous tutelle de la Douane	32 830 443	32 137 541	33 159 812
78011201818 DGD / Gérer les Dépenses Ordinaires LPSI	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78011201976 Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaire en matière douanière	33 435 980	32 730 299	33 771 423
78011202119 Prendre en charge les Dépenses Centralisées de la Douane	2 223 862 599	2 176 926 991	2 246 173 275
78011202120 Assurer l'encadrement militaire des agents des douanes	42 169 384	41 279 380	42 592 444
78011202121 Organiser la communication des activités de la Douane	25 262 968	24 729 782	25 516 416
78011202198 Appuyer les Régies Financières	565 353 677	553 421 636	571 025 530
78011202227 Renforcer les capacités des agents des douanes	205 937 438	201 591 037	208 003 484

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22084 Douanes	**14 913 378 451**	**8 949 604 397**	**9 078 040 459**
78011202286 Préparer et exécuter le budget de l'administration des douanes	57 831 134	56 610 582	58 411 319
4 Investissements	***8 781 627 250***	***4 420 752 389***	***4 420 752 389***
Trésor	*8 781 627 250*	*4 420 752 389*	*4 420 752 389*
78011201980 Créer une Base Navale en Douane	370 000 000	596 719 312	596 719 312
78011201979 Gérer les Dépenses d'Investissement LPSI / DGD	4 750 000 000	0	0
78011201978 Acquérir et installer les Services Radio / Douanes	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011201819 Construction Bureau Douanes	2 000 000 000	0	0
78011201817 Réhabiliter les Bureaux frontières Douanes	283 373 145	49 000 000	49 000 000
78011201816 Acquérir les Scanners/ Direction Générale des douanes	1 292 751 901	3 346 100 000	3 346 100 000
78011201815 Réhabiliter les Bureaux des Douanes	35 502 204	378 933 077	378 933 077
2208402 Gestion des ressources informatiques	**1 884 697 053**	**368 268 007**	**369 130 642**
2 Biens et services	***27 703 711***	***27 119 011***	***27 981 646***
78011201820 Gérer le Système de Dédouanement Automatique (SYDAM)	27 703 711	27 119 011	27 981 646
4 Investissements	***1 856 993 342***	***341 148 996***	***341 148 996***
Trésor	*1 856 993 342*	*341 148 996*	*341 148 996*
78011201821 Acquérir des serveurs (Refonte système d'information des Douanes)	1 856 993 342	341 148 996	341 148 996
2208403 Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux	**166 607 938**	**163 091 604**	**168 279 415**
2 Biens et services	***166 607 938***	***163 091 604***	***168 279 415***
78011201839 Contrôler a posteriori des opérations douanières	20 435 980	20 004 670	20 641 002
78011201981 Rembourser le Droit Unique de Sortie (DUS) - Direction Générale des Douane (DGD)	1 300 000	1 272 563	1 313 042
78011202122 Concevoir et mettre en oeuvre de la politique de gestion du risque lié à la taxation	116 435 979	113 978 546	117 604 111
78011202287 Suivre les marchandises entrées en régimes économiques	28 435 979	27 835 825	28 721 260
2208404 Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières	**164 058 116**	**160 595 595**	**165 704 012**
2 Biens et services	***164 058 116***	***160 595 595***	***165 704 012***
78011201822 Assurer le dédouanement des marchandise débarquées à l'aéroport	39 559 868	38 724 939	39 956 748
78011201895 Recouvrer les droits, taxes et redevances	36 435 979	35 666 981	36 801 519
78011202123 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées au port d'Abidjan	35 031 134	34 291 786	35 382 580
78011202240 Gérer le contentieux du recouvrement	53 031 135	51 911 889	53 563 165

II.2.3. Programme 3 : Impôts

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Impôts	Action 3.1: Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
	Action 3.2: Etablissement de l'assiette de l'impôt
	Action 3.3: Contrôle de l'impôt
	Action 3.4: Recouvrement et comptabilisation des recettes
	Action 3.5: Cadastre et gestion de la propriété foncière

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Impôts						
Objectifs spécifiques (OS)	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence (2020)**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Mobiliser les recettes intérieures de l'Etat	Taux de réalisation des objectifs annuels de recettes	102,7	98	98	98	Recettes totales / Objectif de recettes Rapport bilan DGI
	Taux de recouvrement de la TVA déclaré	94	96	97	98	Montant de TVA recouvré/ Montant de TVA déclaré Rapport annuel DGI
OS 2 : Améliorer la gestion de l'Administration de la DGI	Taux de réalisation du PAS du Programme Impôts	92	80	80	80	Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues Rapport PAS DGI
OS 3 : Élargir l'assiette fiscale	Nombre de contribuables intégrés dans le fichier des impôts divers	7 000	8 000	9 000	10 000	Dénombrement Rapport annuel DGI
	Nombre de nouvelles parcelles intégrées dans le fichier d'impôt foncier	15 000	18 000	19 000	20 000	Dénombrement Rapport annuel DGI
OS 4 : Réduire la fraude fiscale	Taux d'exécution du programme annuel de contrôle	42,2%	75%	80%	85%	Nombre de dossiers engagés / Nombre de dossiers inscrits au programme Rapport annuel DGI

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : IMPÔTS	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
Personnel	0	0	0
Biens et services	8 313 252 353	8 137 797 362	8 396 654 145
Transferts	0	0	0
Investissements	388 467 692	0	0
Trésor	388 467 692	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
2208501 Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services	**7 050 106 318**	**6 619 389 066**	**6 829 946 459**
2 Biens et services	***6 762 106 318***	***6 619 389 066***	***6 829 946 459***
11011200082 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bélier (YAMOUSSOUKRO)	92 891 194	90 930 684	93 823 117
11011200095 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Yamoussoukro	3 531 865	3 457 323	3 567 297
14011200060 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du N'ZI- Comoé (Dimbokro)	85 248 337	83 449 133	86 103 583
14011200063 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de DIMBOKRO	3 531 865	3 457 323	3 567 297
17011200114 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région de Gbêkê (Bouaké)	2 531 865	2 478 428	2 557 265
17011200120 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	79 635 765	77 955 017	80 434 703
22085010060 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de la Vallée du Bandama2 (Bouaké)	84 479 765	82 696 782	85 327 300
22085030018 Elaborer et exécuter le budget de l'administration fiscale	25 494 865	24 956 785	25 750 639
23011200048 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de Kabadougou (Odienné)	61 467 765	60 170 461	62 084 435
23011200056 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région d'ODIENNE	3 531 865	3 457 323	3 567 297
25011200080 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Poro (Korhogo)	94 442 622	92 449 369	95 390 109
25011200095 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Korhogo	3 531 865	3 457 323	3 567 297
31011200110 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	117 201 422	114 727 835	118 377 235
31011200128 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de DALOA	3 531 865	3 457 323	3 567 297
32011200078 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région de Gôh (Gagnoa)	3 531 865	3 457 323	3 567 297

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
32011200079 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Fromager (Gagnoa)	88 054 051	86 195 632	88 937 445
41011200090 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de Man	3 531 865	3 457 323	3 567 297
41011200099 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Montagnes (MAN)	78 111 765	76 463 181	78 895 413
42011200059 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Cavaly (GUIGLO)	80 732 337	79 028 446	81 542 277
42011200074 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région DE GUIGLO	3 531 865	3 457 323	3 567 297
55011200077 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la région de San-Pédro	3 531 865	3 457 323	3 567 297
55011200087 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bas Sassandra (SAN PEDRO)	97 859 765	95 794 393	98 841 533
61011200103 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Moyen Comoé (Abengourou)	93 879 171	91 897 811	94 821 005
61011200106 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région de l'Indenié-Djuablin (Abengourou)	3 447 725	3 374 958	3 482 313
62011200071 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de Gontougo (Bondoukou)	92 509 480	90 557 026	93 437 573
62011200088 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de BONDDOUKOU	3 531 865	3 457 323	3 567 297
71011200141 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	78 210 623	76 559 953	78 995 264
71011200146 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de ABOISSO	3 531 865	3 457 323	3 567 297
76011200098 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	93 259 765	91 291 478	94 195 385
76011200116 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région d'AGBOVILLE	2 531 865	2 478 428	2 557 265
78011201823 Former les Agents des impôts aux fonctions Fiscales	78 980 361	77 313 446	79 772 723
78011201824 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la région Abidjan Nord V	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201825 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Nord 2)	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201826 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan III)	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201827 Organiser la communication des activités de la DGI	12 933 000	12 660 043	13 062 749
78011201828 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-NORD 1)	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201829 Gérer les ressources humaines de la DGI	19 542 619	19 130 163	19 738 678
78011201830 Coordonner la mise en oeuvre des règles d'éthique, de déontologie et la discipline dans les services fiscaux	49 405 820	48 363 088	49 901 479
78011201831 Améliorer le Fonctionnement des services des impôts	1 798 837 453	1 760 872 190	1 816 884 106
78011201832 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Sud 2)	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201833 Élaborer et planifier les prévisions de recettes fiscales	14 875 000	14 561 056	15 024 232
78011201834 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la zone d'Abidjan Nord VI	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011201873 Améliorer le Fonctionnement des régies financières des impôts	1 212 571 934	1 186 980 064	1 224 736 938
78011201982 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques de la DGI	14 880 000	14 565 952	15 029 282
78011201983 Editer les imprimés de l'Administration Fiscale	82 466 572	80 726 079	83 293 910
78011201984 Coordonner et suivre les activites des services des impots	138 331 962	135 412 404	139 719 763
78011201991 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGI	400 395 852	391 945 320	404 412 783
78011202080 Améliorer le fonctionnement des services techniques	300 329 035	293 990 457	303 342 055
78011202125 Élaborer et apporter un appui juridique aux services de la DGI les textes fiscaux	12 880 000	12 608 162	13 009 218

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
78011202212 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-SUD 1)	83 700 000	81 933 475	84 539 712
78011202330 Gérer le budget et le patrimoine de l'Administration fiscale	155 014 594	151 742 942	156 569 762
78011202347 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région Abidjan Nord IV	83 700 000	81 933 475	84 539 712
79011200073 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	74 442 622	72 871 478	75 189 461
79011200077 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la région de DABOU	3 531 865	3 457 323	3 567 297
90011200005 Améliorer le fonctionnement des brigades de contrôle	332 246 967	325 234 746	335 580 201
4 Investissements	***288 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*288 000 000*	*0*	*0*
78011201835 Réhabilitation des locaux de la DGI	288 000 000	0	0
2208502 Etablissement de l'assiette de l'impôt	**687 394 110**	**672 886 335**	**694 290 268**
2 Biens et services	***687 394 110***	***672 886 335***	***694 290 268***
11011200075 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Yamoussoukro	3 831 865	3 750 992	3 870 307
11011200076 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Toumodi	6 831 865	6 687 676	6 900 404
11011200077 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tiébissou	6 831 865	6 687 676	6 900 404
11011200093 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Yamoussoukro	3 831 865	3 750 992	3 870 307
14011200042 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dimbokro	2 831 865	2 772 097	2 860 275
14011200043 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bocanda	6 747 725	6 605 311	6 815 420
14011200050 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dimbokro	2 831 865	2 772 097	2 860 275
15011200040 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bahiakro	7 679 865	7 517 778	7 756 912
15011200047 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Daoukro	6 848 865	6 704 317	6 917 575
16011200040 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Batto	6 147 725	6 017 975	6 209 402
16011200047 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Arrah	5 747 725	5 626 416	5 805 388
16011200049 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Bongouanou	7 231 865	7 079 233	7 304 417
17011200085 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 2	3 833 485	3 752 577	3 871 944
17011200095 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Sakassou	7 219 865	7 067 487	7 292 297
17011200096 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 2	3 931 865	3 848 881	3 971 310
17011200097 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Béoumi	7 231 865	7 079 233	7 304 417
17011200104 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 1	3 931 865	3 848 881	3 971 310
17011200122 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 1	3 833 485	3 752 577	3 871 944
18011200045 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Katiola	5 531 865	5 415 113	5 587 362
18011200046 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Niakara	6 647 725	6 507 421	6 714 417
18011200051 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Dabakala	7 931 865	7 764 460	8 011 440
22011200030 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Touba	4 828 865	4 726 950	4 877 310

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
23011200038 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers d'Odienné	2 831 865	2 772 097	2 860 275
23011200049 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Fonciers d'Odienné	2 831 865	2 772 097	2 860 275
24011200039 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Ferké	8 831 865	8 645 465	8 920 469
24011200047 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kong	8 747 725	8 563 100	8 835 485
24011200048 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Ouangolo	9 831 865	9 624 359	9 930 502
25011200082 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Korhogo	4 811 865	4 710 308	4 860 140
25011200086 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dikodougou	7 747 725	7 584 205	7 825 453
25011200094 Mettre à jour des bases d'imposition foncières dans la zone de Korhogo	3 831 865	3 750 992	3 870 307
25011200099 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bengué	6 731 995	6 589 912	6 799 533
26011200030 Mettre à jour les bases d'imposition Divers dans la zone de Boundiali	7 831 865	7 666 570	7 910 437
26011200034 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tengrela	7 747 725	7 584 205	7 825 453
26011200035 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tingréla	2 831 865	2 772 097	2 860 275
27011200023 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Minignan	2 831 865	2 772 097	2 860 275
28011200031 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Bouna	7 831 865	7 666 570	7 910 437
28011200039 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Doropo	7 747 725	7 584 205	7 825 453
28011200040 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Nassian	5 747 725	5 626 416	5 805 388
31011200089 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Issia	2 831 865	2 772 097	2 860 275
31011200103 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 2	2 831 865	2 772 097	2 860 275
31011200105 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 1	2 831 865	2 772 097	2 860 275
31011200111 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 1	2 831 865	2 772 097	2 860 275
31011200113 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 2	2 833 485	2 773 682	2 861 912
31011200122 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vavoua	4 395 650	4 302 878	4 439 749
32011200060 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Gagnoa	3 831 865	3 750 992	3 870 307
32011200061 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Gagnoa	3 831 865	3 750 992	3 870 307
32011200070 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Oumé	7 677 865	7 515 820	7 754 892
35011200053 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Zuénoula	8 175 865	8 003 310	8 257 888
35011200060 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaflé	7 831 865	7 666 570	7 910 437
35011200064 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bonon	7 831 865	7 666 570	7 910 437
35011200066 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaflé	3 831 865	3 750 992	3 870 307
35011200067 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sinfra	8 831 865	8 645 465	8 920 469
36011200031 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Séguéla	2 832 865	2 773 076	2 861 285
37011200023 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Mankono	2 831 865	2 772 097	2 860 275
41011200078 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Danané	5 831 865	5 708 781	5 890 372
41011200091 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Biankouma	4 833 485	4 731 472	4 881 976

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
41011200107 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Man	3 831 865	3 750 992	3 870 307
41011200111 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Man	3 911 865	3 829 304	3 951 110
42011200050 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Guiglo	3 831 865	3 750 992	3 870 307
42011200060 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Toulepleu	6 831 865	6 687 676	6 900 404
42011200064 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Guiglo	3 831 865	3 750 992	3 870 307
42011200065 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Bloléquin	6 831 865	6 687 676	6 900 404
43011200035 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bangolo	4 831 865	4 729 887	4 880 339
43011200045 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Duékoué	7 331 865	7 177 123	7 405 421
51011200044 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Fonciers de Divo	3 831 865	3 750 992	3 870 307
51011200045 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Divo	7 831 865	7 666 570	7 910 437
51011200053 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Lakota	7 831 865	7 666 570	7 910 437
55011200059 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de San-Pédro	3 131 865	3 065 765	3 163 284
55011200070 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedro 2	4 047 725	3 962 295	4 088 332
55011200071 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedrro 2	3 047 725	2 983 400	3 078 300
55011200072 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tabou	5 831 865	5 708 781	5 890 372
55011200078 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone San Pedro	3 831 865	3 750 992	3 870 307
56011200037 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Soubré	7 331 865	7 177 122	7 405 421
56011200043 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Méagui	5 831 865	5 708 781	5 890 372
57011200035 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Fresco	5 747 725	5 626 416	5 805 388
57011200037 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sassandra	7 331 865	7 177 122	7 405 421
61011200078 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Abengourou	2 747 725	2 689 732	2 775 291
61011200079 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bétié	2 747 725	2 689 732	2 775 291
61011200080 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Agnibilékrou	2 831 865	2 772 097	2 860 275
61011200081 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Abengourou	2 831 865	2 772 097	2 860 275
61011200090 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Niablé	2 747 725	2 689 732	2 775 291
62011200058 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Koun-Fao	7 831 865	7 666 570	7 910 437
62011200065 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kouassi Datékro	7 147 725	6 996 869	7 219 435
62011200072 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Foncier de Bondoukou	3 831 865	3 750 992	3 870 307
62011200083 Mettre à jour des bases d'imposition Foncière Divers dans la zone de Bondoukou	3 831 865	3 750 992	3 870 307
62011200086 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tanda	6 831 865	6 687 676	6 900 404
71011200095 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tiapoum	6 747 725	6 605 311	6 815 420
71011200096 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bonoua	7 831 865	7 666 570	7 910 437

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
71011200097 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Maféré	2 747 725	2 689 732	2 775 291
71011200115 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Aboisso	3 831 865	3 750 992	3 870 307
71011200124 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Aboisso	2 831 865	2 772 097	2 860 275
71011200125 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adiaké	7 831 865	7 666 570	7 910 437
71011200135 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone d'Ayamé	2 747 725	2 689 732	2 775 291
71011200137 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bassam	3 831 865	3 750 992	3 870 307
71011200138 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vitib	3 833 485	3 752 577	3 871 944
71011200140 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Bassam	19 831 865	19 413 305	20 030 826
76011200082 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Agboville	3 831 865	3 750 992	3 870 307
76011200091 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Agboville	3 831 865	3 750 992	3 870 307
76011200092 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Tiassalé	3 833 485	3 752 577	3 871 944
76011200093 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sikensi	6 831 865	6 687 675	6 900 405
76011200100 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tiassalé	8 531 865	8 351 796	8 617 459
76011200111 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Taabo	8 347 725	8 171 543	8 431 473
77011200045 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Yakassé	8 747 725	8 563 100	8 835 485
77011200046 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Alépé	2 831 865	2 772 097	2 860 275
77011200047 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Adzopé	3 831 865	3 750 992	3 870 307
77011200053 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adzopé	9 833 210	9 625 675	9 931 860
77011200064 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Akoupé	8 831 865	8 645 465	8 920 469
78011201725 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Anyama	2 847 725	2 787 622	2 876 295
78011201726 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Songon	11 859 725	11 609 420	11 978 706
78011201728 Gérer les exonérations et les régimes spéciaux	10 565 115	10 342 134	10 671 109
78011201844 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bingerville	2 833 485	2 773 682	2 861 912
78011201874 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bingerville	2 947 725	2 885 512	2 977 299
78011201992 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Anyama	2 831 865	2 772 097	2 860 275
78011201993 Mener les opérations de recensement des contribuables pour les moyennes entreprises	24 866 555	24 341 735	25 116 026
78011202272 Recenser les contribuables pour les grandes entreprises	16 880 000	16 523 740	17 049 347
79011200050 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Lahou	7 831 865	7 666 570	7 910 437
79011200067 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dabou	3 831 865	3 750 992	3 870 307
79011200068 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dabou	2 847 725	2 787 622	2 876 295
79011200071 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Jacqueville	7 831 865	7 666 570	7 910 437
2208503 Contrôle de l'impôt	**67 853 960**	**61 527 399**	**63 484 531**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
2 Biens et services	***62 853 960***	***61 527 399***	***63 484 531***
22085030006 Contrôler les contribuables dans la région d'Abengourou	2 831 865	2 772 097	2 860 275
22085030007 Contrôler les contribuables dans la région d'Aboisso	5 935 015	5 809 754	5 994 556
22085030008 Contrôler les contribuables dans la région d'Agboville	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030009 Contrôler les contribuables dans la région de Bouaké	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030010 Contrôler les contribuables dans la région de Daloa	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030011 Contrôler les contribuables dans la région de Dimbokro	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030012 Contrôler les contribuables dans la région de Gagnoa	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030013 Contrôler les contribuables dans la région de Korhogo	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030014 Contrôler les contribuables dans la région de Man	4 131 865	4 044 660	4 173 317
22085030015 Contrôler les contribuables dans la région de SAN-PEDRO	3 932 470	3 849 473	3 971 922
78011201729 Mener des enquêtes et des recherches de renseignements	10 365 000	10 146 243	10 468 986
78011201730 Recenser et contrôler les contribuables	10 866 555	10 637 212	10 975 573
4 Investissements	***5 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*5 000 000*	*0*	*0*
78011201986 Contrôler les Flux et la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI	5 000 000	0	0
2208504 Recouvrement et comptabilisation des recettes	**553 222 845**	**541 546 751**	**558 773 004**
2 Biens et services	***553 222 845***	***541 546 751***	***558 773 004***
11011200078 Recouvrer les droits, taxes et redevances Yamoussoukro	4 061 865	3 976 138	4 102 615
11011200079 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Yamoussoukro	5 330 455	5 217 953	5 383 933
11011200084 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Yamoussoukrou	4 063 485	3 977 723	4 104 252
11011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Yamoussoukro	3 977 725	3 893 773	4 017 631
11011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts (RI) de Tiébissou	4 061 865	3 976 138	4 102 615
11011200108 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toumodi	4 061 865	3 976 138	4 102 615
14011200044 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bocanda	4 427 725	4 334 274	4 472 146
14011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances Dimbokro	3 061 865	2 997 243	3 092 583
14011200055 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dimbokro	2 947 725	2 885 511	2 977 298
14011200056 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dimbokro	3 061 865	2 997 243	3 092 583
15011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daoukro	4 061 865	3 976 138	4 102 615
15011200039 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bahiakro	3 511 865	3 437 745	3 547 097
16011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Arrah	3 427 725	3 355 380	3 462 113

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
16011200037 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Batto	2 427 725	2 376 485	2 452 081
16011200041 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bongouanou	4 003 485	3 918 989	4 043 650
17011200092 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Béoumi	3 387 725	3 316 225	3 421 712
17011200093 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bouaké 2	3 947 725	3 864 406	3 987 330
17011200094 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bouaké 2	4 947 725	4 843 300	4 997 363
17011200105 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bouaké 1	2 947 725	2 885 511	2 977 298
17011200106 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 2	4 947 725	4 843 300	4 997 363
17011200107 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Bouaké	5 930 455	5 805 290	5 989 952
17011200108 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 1	3 947 725	3 864 406	3 987 330
17011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Sakassou	3 387 725	3 316 225	3 421 712
17011200121 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Bouaké 1	4 061 865	3 976 138	4 102 615
18011200047 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Katiola	3 947 725	3 864 406	3 987 330
18011200048 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niakara	2 427 725	2 376 485	2 452 081
18011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabakala	3 427 725	3 355 380	3 462 113
22011200022 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Touba	3 511 865	3 437 745	3 547 097
23011200042 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Odienné	3 063 485	2 998 828	3 094 220
23011200045 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Odiénné	3 061 865	2 997 243	3 092 583
23011200050 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Odiénné	2 971 865	2 909 142	3 001 680
24011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Ferké	2 977 725	2 914 878	3 007 599
24011200040 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kong	3 427 725	3 355 380	3 462 113
24011200049 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Ouangolo	3 511 235	3 437 128	3 546 461
25011200074 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bengué	4 427 725	4 334 274	4 472 146
25011200075 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Korhogo	5 916 470	5 791 600	5 975 826
25011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Korhogo	3 977 725	3 893 773	4 017 631
25011200093 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Korhogo	4 977 725	4 872 667	5 027 664
25011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Korhogo	4 061 865	3 976 138	4 102 615
26011200031 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tengrela	2 427 725	2 376 485	2 452 081
26011200042 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Boundiali	3 427 725	3 355 380	3 462 113
28011200032 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bouna	3 511 865	3 437 745	3 547 097
28011200033 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Nassian	2 427 725	2 376 485	2 452 081
28011200034 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Doropo	3 427 725	3 355 380	3 462 113

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
31011200090 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 2	2 947 725	2 885 511	2 977 298
31011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vavoua	2 427 725	2 376 485	2 452 081
31011200092 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 2	3 061 865	2 997 243	3 092 583
31011200106 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Daloa	5 330 455	5 217 953	5 383 933
31011200112 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 1	3 061 865	2 997 243	3 092 583
31011200120 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Daloa	2 947 725	2 885 511	2 977 298
31011200123 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 1	2 917 725	2 856 144	2 946 997
31011200125 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Issia	3 061 865	2 997 243	3 092 583
32011200062 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Gagnoa	4 063 485	3 977 723	4 104 252
32011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances Gagnoa	4 061 865	3 976 138	4 102 615
32011200075 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Gagnoa	4 063 485	3 977 723	4 104 252
32011200080 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Gagnoa	7 930 455	7 763 079	8 010 017
32011200082 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Oumé	4 061 865	3 976 138	4 102 615
35011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bouaflé	4 061 865	3 976 138	4 102 615
35011200056 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaflé	4 061 865	3 976 138	4 102 615
35011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bonon	3 513 485	3 439 330	3 548 734
35011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Sinfra	4 061 865	3 976 138	4 102 615
35011200069 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Zuénoula	3 511 865	3 437 745	3 547 097
36011200032 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Séguéla	3 061 865	2 997 243	3 092 583
36011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Séguéla	3 061 865	2 997 243	3 092 583
37011200021 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Mankono	2 714 410	2 657 121	2 741 642
41011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Man	3 977 725	3 893 773	4 017 631
41011200080 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Man	5 061 865	4 955 032	5 112 648
41011200081 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impots de Danané	3 427 725	3 355 380	3 462 113
41011200101 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Man	5 330 455	5 217 953	5 383 933
41011200106 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Biankouma	3 427 725	3 355 380	3 462 113
41011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Man	3 977 725	3 893 773	4 017 631
42011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toulepleu	3 013 485	2 949 882	3 043 718
42011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Guiglo	4 561 865	4 465 585	4 607 632
42011200053 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bloléquin	3 763 485	3 684 053	3 801 243
42011200061 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Guiglo	3 977 725	3 893 773	4 017 631

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
42011200070 Recouvrer les droits, taxes et redevances Guiglo	4 311 865	4 220 861	4 355 124
43011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Duékoué	4 311 865	4 220 861	4 355 124
51011200046 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Lakota	4 061 865	3 976 138	4 102 615
51011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Divo	4 061 865	3 976 138	4 102 615
51011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Divo	4 061 865	3 976 138	4 102 615
55011200060 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de San - Pedro	3 077 725	3 012 768	3 108 602
55011200061 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts San-Pédro	14 480 455	14 174 838	14 625 729
55011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances du domaine et de l'enregistrement de San Pédro	2 977 725	2 914 878	3 007 599
55011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances San Pedro	4 061 865	3 976 138	4 102 615
55011200086 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tabou	3 427 725	3 355 380	3 462 113
56011200038 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Soubré	4 061 865	3 976 138	4 102 615
56011200039 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Méagui	2 427 725	2 376 485	2 452 081
57011200029 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Fresco	3 427 725	3 355 380	3 462 113
57011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Sassandra	3 947 725	3 864 406	3 987 330
61011200082 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niablé	2 427 725	2 376 485	2 452 081
61011200083 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bettié	2 427 725	2 376 485	2 452 081
61011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances Abengourou	3 061 865	2 997 243	3 092 583
61011200093 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Abengourou	2 947 725	2 885 511	2 977 298
61011200099 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abengourou	5 930 455	5 805 290	5 989 952
61011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Abengourou	2 947 725	2 885 511	2 977 298
61011200112 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Agnibilékro	2 947 725	2 885 511	2 977 298
62011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Koun Fao	3 473 485	3 400 175	3 508 333
62011200060 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bondoukou	4 061 865	3 976 138	4 102 615
62011200061 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kouassi Datékro	3 427 725	3 355 380	3 462 113
62011200066 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Tanda	3 063 485	2 998 828	3 094 220
62011200076 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bondoukou	3 947 725	3 864 406	3 987 330
62011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bondoukou	3 947 725	3 864 406	3 987 330
71011200098 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Bassam	4 031 865	3 946 771	4 072 314
71011200099 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine de l'Enregistrement de Grand-Bassam	7 351 725	7 196 563	7 425 481
71011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Maféré	2 427 725	2 376 485	2 452 081
71011200101 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tiapoum	3 427 725	3 355 380	3 462 113

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
71011200102 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Grand Bassam	3 977 725	3 893 773	4 017 631
71011200116 Recouvrer les droits, taxes et redevances Bonoua	4 061 865	3 976 138	4 102 615
71011200117 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Ayamé	2 427 725	2 376 485	2 452 081
71011200128 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vitib	6 227 725	6 096 285	6 290 204
71011200133 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Aboisso	4 003 485	3 918 989	4 043 650
71011200139 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Aboisso	4 111 865	4 025 082	4 153 116
71011200143 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Adiaké	3 977 725	3 893 773	4 017 631
76011200083 Recouvrer les droits, taxes et redevances Agboville	4 061 865	3 976 138	4 102 615
76011200084 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Tiassalé	4 003 485	3 918 989	4 043 650
76011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Taabo	3 427 725	3 355 380	3 462 113
76011200086 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Tiassalé	3 947 725	3 864 406	3 987 330
76011200099 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Sikensi	2 847 725	2 787 621	2 876 294
76011200113 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Agboville	3 977 725	3 893 773	4 017 631
76011200114 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Agboville	2 947 725	2 885 511	2 977 298
77011200048 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Yakassé Attobrou	2 427 725	2 376 485	2 452 081
77011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Adzopé	3 977 725	3 893 773	4 017 631
77011200065 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Alépé	3 387 725	3 316 224	3 421 712
77011200066 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Akoupé	3 061 865	2 997 243	3 092 583
77011200067 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Adzopé	4 061 865	3 976 138	4 102 615
78011201731 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bingerville	2 947 725	2 885 511	2 977 298
78011201732 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord II	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011201733 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord 1	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011201894 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord III	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011201987 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Songon	3 427 725	3 355 380	3 462 113
78011201988 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud III	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011201989 Coordonner le recouvrement général des droits et taxes	10 258 000	10 041 501	10 360 912
78011201990 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord IV	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011202213 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Anyama	2 947 725	2 885 511	2 977 298
78011202214 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud	4 130 455	4 043 280	4 171 894
78011202225 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Sud II	3 615 455	3 539 149	3 651 727
78011202264 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bingerville	3 061 865	2 997 243	3 092 583

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
78011202295 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Anyama	3 061 865	2 997 243	3 092 583
78011202306 Suivre et centraliser les opérations comptables	3 615 455	3 539 149	3 651 727
79011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Lahou	3 877 725	3 795 883	3 916 627
79011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dabou	3 947 725	3 864 406	3 987 330
79011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabou	4 061 865	3 976 138	4 102 615
79011200064 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Jacqueville	3 427 725	3 355 380	3 462 113
79011200074 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dabou	3 877 725	3 795 883	3 916 627
2208505 Cadastre et gestion de la propriété foncière	**343 142 812**	**242 447 811**	**250 159 883**
2 Biens et services	***247 675 120***	***242 447 811***	***250 159 883***
11011200089 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Yamoussoukro	2 482 470	2 430 075	2 507 375
11011200096 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Yamoussoukro	2 400 000	2 349 347	2 424 077
11011200103 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Yamoussoukro	4 402 000	4 309 094	4 446 163
14011200045 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Dimbokro	2 482 470	2 430 075	2 507 375
14011200047 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dimbokro	2 400 000	2 349 347	2 424 077
14011200057 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dimbokro	3 365 000	3 293 980	3 398 759
14011200059 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dimbokro	2 400 000	2 349 347	2 424 077
15011200049 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Daoukro	2 482 470	2 430 075	2 507 375
17011200086 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bouaké	3 402 000	3 330 199	3 436 131
17011200118 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de bouake	2 400 000	2 349 347	2 424 077
17013300006 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bouake	2 400 000	2 349 347	2 424 077
18011200049 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Katiola	3 482 470	3 408 970	3 517 407
22011200025 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Touba	2 482 470	2 430 075	2 507 375
23011200039 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Odienné	8 402 000	8 224 672	8 486 293
23011200041 Gerer le cadastre et la propriété foncière d'Odienné	2 482 470	2 430 075	2 507 375
23011200043 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d'Odienné	2 400 000	2 349 347	2 424 077
23011200044 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Odienné	2 831 865	2 772 097	2 860 275
24011200041 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Ferkessédougou	2 482 470	2 430 075	2 507 375
25011200076 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de korhogo	5 400 000	5 286 031	5 454 174
25011200088 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Korhogo	2 947 725	2 885 511	2 977 298
25011200089 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Korhogo	3 402 000	3 330 199	3 436 131
25011200090 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Korhogo	2 482 470	2 430 075	2 507 375

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
26011200032 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Boundiali	2 482 470	2 430 075	2 507 375
28011200042 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Bouna	2 482 470	2 430 075	2 507 375
31011200093 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Daloa	3 402 000	3 330 199	3 436 131
31011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de daloa	2 400 000	2 349 347	2 424 077
31011200095 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Daloa	2 400 000	2 349 347	2 424 077
32011200064 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Gagnoa	5 402 000	5 287 988	5 456 196
32011200076 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Gagnoa	2 400 000	2 349 347	2 424 077
32011200081 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de gagnoa	2 400 000	2 349 347	2 424 077
35011200068 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Bouaflé	2 482 470	2 430 075	2 507 375
36011200033 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Séguéla	3 402 000	3 330 199	3 436 131
36011200040 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de seguela	2 400 000	2 349 347	2 424 077
36011200044 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Seguela	2 400 000	2 349 347	2 424 077
41011200083 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Man	2 400 000	2 349 347	2 424 077
41011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de man	2 400 000	2 349 347	2 424 077
41011200102 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Man	4 402 000	4 309 094	4 446 163
41011200103 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Man	2 482 470	2 430 075	2 507 375
41011200104 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Danané	2 482 470	2 430 075	2 507 375
42011200054 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Guiglo	5 652 000	5 532 712	5 708 704
42011200056 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de guiglo	2 400 000	2 349 347	2 424 077
42011200069 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Guiglo	2 400 000	2 349 347	2 424 077
43011200037 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Duékoué	2 482 470	2 430 075	2 507 375
55011200073 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de san-pedro	2 400 000	2 349 347	2 424 077
55011200080 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) San-Pédro	3 402 000	3 330 199	3 436 131
55011200081 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de San Pedro	2 400 000	2 349 347	2 424 077
57011200039 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Sassandra	2 482 470	2 430 075	2 507 375
61011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d'Abengourou	2 400 000	2 349 347	2 424 077
61011200102 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Abengourou	2 400 000	2 349 347	2 424 077
61011200110 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abengourou	3 402 000	3 330 199	3 436 131
62011200062 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bondoukou	5 402 000	5 287 988	5 456 196
62011200063 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bondoukou	2 757 755	2 699 551	2 785 422
62011200064 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de bondoukou	2 400 000	2 349 347	2 424 077

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22085 Impôts	**8 701 720 045**	**8 137 797 362**	**8 396 654 145**
71011200104 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de grand-bassam pgf 2	2 400 000	2 349 347	2 424 077
71011200105 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 2	2 400 000	2 349 347	2 424 077
71011200120 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Grand Bassam	3 402 000	3 330 199	3 436 131
71011200126 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de grand-bassam pgf 1	2 400 000	2 349 347	2 424 077
71011200127 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 1	2 400 000	2 349 347	2 424 077
76011200101 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d' agboville	3 400 000	3 328 242	3 434 109
76011200103 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Agboville	2 400 000	2 349 347	2 424 077
76011200115 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Agboville	5 402 000	5 287 988	5 456 196
78011201734 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord III	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011201735 Gerer l'ensemble du cadastre et la propriété foncière	13 180 000	12 901 831	13 312 228
78011201737 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques nationales	3 230 000	3 161 830	3 262 405
78011201739 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord IV	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202011 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord VI (Riviéra)	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202138 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud II (Marcory)	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202182 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord V (Yopougon 2)	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202204 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord 1	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202243 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord II	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202275 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Yamoussoukro	2 427 725	2 376 485	2 452 081
78011202307 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud	3 602 000	3 525 979	3 638 137
78011202386 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) BINGERVILLE	3 802 000	3 721 757	3 840 143
79011200053 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dabou	2 400 000	2 349 347	2 424 077
79011200058 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dabou	4 802 000	4 700 652	4 850 175
79011200059 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dabou pgf1	2 400 000	2 349 347	2 424 077
79011200072 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de dabou pgf 2	2 400 000	2 349 347	2 424 077
4 Investissements	***95 467 692***	***0***	***0***
Trésor	95 467 692	0	0
78011201738 Faire les travaux Cadastraux (DGI)	95 467 692	0	0

I.1.2. Programme 4 : Budget

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Budget	Action 4.1: Coordination et animation de l'administration budgétaire
	Action 4.2: Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année
	Action 4.3: Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées
	Action 4.4: Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
	Action 4.5: Gestion des systèmes d'information budgétaires

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Budget						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2019**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la gestion de l'administration budgétaire	Taux de réalisation du PAS du programme Budget	100	95	95	95	Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues Source : DPSB
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'État	Taux d'audits réalisés	70	85	90	95	Nombre de missions réalisées/Nombre de missions prévues Source : Rapport d'audits/CEADP
OS 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines et la qualité du service	Taux d'exécution du Plan de formation sur le budget	100	90	90	95	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents prévus Source : DRBMGP, DFDC
	Délai moyen de traitement des requêtes des opérateurs économiques	-	4	3,5	3	Somme des jours de traitement des requêtes / Nombre total de requêtes Source : CELIOPE
OS 4 : Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Nombre de collectivités connectées assistées au système d'information budgétaire	32	32	60	100	Dénombrement Source : Rapport d'activités/DOCD
	Proportion d'EPN connectés au RICI centralisé	55	100	100	100	Nombre d'EPN connectés / Nombre total d'EPN existants Source : Rapport d'activités/DCB

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : BUDGET	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
Personnel	2 436 670 044	2 492 023 600	2 547 727 399
Biens et services	73 130 230 307	76 043 796 379	79 857 887 547
Transferts	136 809 974	157 427 151	160 967 855
Investissements	18 317 627 654	16 586 313 822	10 466 250 105
Trésor	18 317 627 654	16 586 313 822	10 466 250 105
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
2208601 Coordination et animation de l'administration budgétaire	**8 926 579 634**	**5 652 093 251**	**5 700 972 351**
1 Personnel	***322 314 156***	***329 636 130***	***337 004 434***
78011201750 Assurer les charges salariales de la DGBF-Gestion Assistance Technique	322 314 156	329 636 130	337 004 434
2 Biens et services	***5 307 590 490***	***5 280 099 906***	***5 320 658 044***
22086010106 Prendre en charge le fonctionnement du Service Financier du Programme Budget	75 000 000	73 417 093	75 752 431
78011201740 Assurer la Gestion autres missions	225 000 000	220 251 275	227 257 289
78011201741 Coordonner les activités des structures de l'administration budgétaire	429 708 614	420 639 424	434 019 622
78011201745 Élaborer les politiques et synthèses budgétaires	53 166 948	52 044 836	53 700 341
78011201748 Mettre en oeuvre la Réforme Budgétaire	197 654 497	193 482 909	199 637 446
78011201749 Suivre et évaluer la gestion budgétaire des Représentations à l'extérieur	86 505 153	84 679 423	87 373 007
78011202013 Direction Solde / Gérer les Conférences et Missions hors CI-MBPE	301 705 278	301 705 278	301 705 278
78011202014 DGBF / Gérer les Séminaires et Conférences	203 350 000	203 350 000	203 350 000
78011202016 Prendre en Charge Diverses Dépenses des Administrations	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78011202028 Mettre en Oeuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DGBF	205 000 000	200 673 384	207 056 642
78011202140 Participer aux activités de l'Initiative Africaine concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI)	30 500 000	29 856 284	30 805 988
78011202145 Apporter un appui à la gestion des Assurances	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
3 Transferts	***36 809 974***	***42 357 215***	***43 309 873***
78011202144 Assister le personnel en difficulté	36 809 974	42 357 215	43 309 873
4 Investissements	***3 259 865 014***	***0***	***0***
Trésor	*3 259 865 014*	*0*	*0*
78011202017 Projet de refonte du système d'information budgétaire	414 838 952	0	0
78011202015 Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE	50 440 590	0	0
78011202012 Prendre en charge les Opération d'Investissement Pcpte Diverses Administrations	1 973 650 513	0	0
78011201876 Appui à l'informatisation de la DGBF	388 632 339	0	0
78011201747 Mise en oeuvre CDMT et GAR/DGBF	260 122 133	0	0
78011201743 Réhabilitation DGBF	172 180 487	0	0
2208602 Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année	**9 183 313 462**	**9 165 217 698**	**9 255 067 060**
1 Personnel	***1 120 193 024***	***1 145 640 320***	***1 171 248 630***
11011200085 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Didiévi	2 064 000	2 110 888	2 158 072
11011200090 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Toumodi	2 220 000	2 270 431	2 321 182
11011200099 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lacs (Yamoussoukro)	5 229 000	5 347 786	5 467 325
14011200049 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Bocanda	2 760 000	2 822 698	2 885 794
14011200062 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du N'Zi Comoé (Dimbokro)	4 272 000	4 369 046	4 466 708
15011200037 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de M'bahiakro	2 064 000	2 110 888	2 158 072
15011200038 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Daoukro	2 760 000	2 822 698	2 885 794
15011200044 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Prikro	2 064 000	2 110 888	2 158 072
16011200038 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de M'batto	3 168 000	3 239 967	3 312 390
16011200039 Assurer les charges salariales du Service SIB Arrah	960 000	981 808	1 003 754
16011200045 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Bongouanou	3 324 000	3 399 511	3 475 500
17011200089 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Sakassou	960 000	981 808	1 003 754
17011200111 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Béoumi	960 000	981 808	1 003 754
17011200115 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget Vallée du Bandama (Bouaké)	10 848 000	11 094 433	11 342 424
17011200126 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de BOTRO	960 000	981 808	1 003 754
18011200050 Assurer les charges salariales du Service SIGFiP Département de Katiola	5 424 000	5 547 217	5 671 212
18011200060 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Dabakala	960 000	981 808	1 003 754
22011200024 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Baffing (Touba)	2 064 000	2 110 888	2 158 072
22086020193 Assurer les charges salariales du Service SIGFiP du Departement de Niakara	2 064 000	2 110 888	2 158 072

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
23011200051 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Kabadougou (Odienné)	4 584 000	4 688 134	4 792 928
24011200034 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Ouangolodougou	2 064 000	2 110 888	2 158 072
24011200045 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Kong	2 064 000	2 110 888	2 158 072
24011200050 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Ferkessédougou	2 064 000	2 110 888	2 158 072
25011200078 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Savanes (Korhogo)	3 864 000	3 951 778	4 040 112
25011200079 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de M'Bengué	2 064 000	2 110 888	2 158 072
25011200087 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Sinématiali	2 064 000	2 110 888	2 158 072
26011200037 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Boundiali	2 064 000	2 110 888	2 158 072
26011200040 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Tengréla	2 064 000	2 110 888	2 158 072
26011200047 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de KOUTO	960 000	981 808	1 003 754
27011200021 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Minignan	2 064 000	2 110 888	2 158 072
28011200047 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de DOROPO	960 000	981 808	1 003 754
31011200101 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Issia	2 760 000	2 822 698	2 885 794
31011200102 Assurer les charges salariales du Service SIB Sous-Préfecture de Saïoua	2 064 000	2 110 888	2 158 072
31011200114 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Vavoua	960 000	981 808	1 003 754
31011200115 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Haut Sassandra (Daloa)	3 168 000	3 239 967	3 312 390
32011200072 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Fromager (Gagnoa)	4 968 000	5 080 857	5 194 430
35011200061 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Zuénoula	2 220 000	2 270 431	2 321 182
35011200062 Assurer les charges salariales du Service SIB Département Bouaflé	2 220 000	2 270 431	2 321 182
35011200073 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Sinfra	3 864 000	3 951 778	4 040 112
36011200034 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Séguéla	2 064 000	2 110 888	2 158 072
37011200018 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Mankono	2 064 000	2 110 888	2 158 072
37011200026 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de DIANRA	960 000	981 808	1 003 754
37011200027 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de KOUNAHIRI	960 000	981 808	1 003 754
41011200086 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Tonkpi (Man)	4 584 000	4 688 135	4 792 927
41011200087 Assurer les charges salariales du Service SIB de Danané	1 260 000	1 288 623	1 317 428
42011200066 Assurer les charges salariales du Service SIB de Guiglo	2 220 000	2 270 431	2 321 182
43011200038 Assurer les charges salariales du Service SIB Duékoué	960 000	981 808	1 003 754
43011200046 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Facobly	960 000	981 808	1 003 754
51011200054 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Sud Bandama (Divo)	5 664 000	5 792 669	5 922 151
51011200057 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de GUITRY	960 000	981 808	1 003 754

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
55011200066 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Bas-Sassandra (San-Pédro)	5 088 000	5 203 584	5 319 898
55011200067 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Tabou	960 000	981 808	1 003 754
56011200042 Assurer les charges salariales du Service SIB de Méagui	960 000	981 808	1 003 754
56011200047 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Soubré	960 000	981 808	1 003 754
56011200054 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de BUYO	960 000	981 808	1 003 754
57011200031 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Sassandra	960 000	981 808	1 003 754
61011200097 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Moyen Comoé (Abengourou)	6 072 000	6 209 937	6 348 747
61011200100 Assurer les charges salariales du Service SIB Sous-Préfecture de Niablé	2 064 000	2 110 888	2 158 072
61011200101 Assurer les charges salariales du Service SIB Département dAgnibilékro	960 000	981 808	1 003 754
62011200081 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Zanzan (Bondoukou)	2 208 000	2 258 159	2 308 635
62011200082 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Tanda	1 800 000	1 840 890	1 882 040
71011200107 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Grand-Bassam	2 064 000	2 110 888	2 158 072
71011200108 Assurer les charges salariales du Service SIB Département d'Adiaké	2 064 000	2 110 888	2 158 072
71011200118 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Bonoua	2 064 000	2 110 888	2 158 072
71011200119 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Aboisso	1 800 000	1 840 890	1 882 040
71011200142 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budgetdu Sud Comoé (Aboisso)	4 128 000	4 221 775	4 316 144
71011200150 Assurer les charges salariales du service SIGOBE de TIAPOUM	960 000	981 808	1 003 754
76011200090 Assurer les charges salariales du Service SIB Sous-Préfecture d'Azaguié	5 124 000	5 240 402	5 357 539
76011200094 Assurer les charges salariales du Service SIB de Taabo	960 000	981 808	1 003 754
76011200108 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Tiassalé	2 760 000	2 822 698	2 885 794
76011200110 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget de l'Agneby (Agboville)	8 256 000	8 443 551	8 632 288
77011200051 Assurer les charges salariales du Service SIB Département d'Adzopé	2 760 000	2 822 698	2 885 794
77011200052 Assurer les charges salariales du Service SIB Département d'Alépé	960 000	981 808	1 003 754
77011200062 Assurer les charges salariales du Service SIB Département dAkoupé	2 220 000	2 270 431	2 321 182
78011201759 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de la DGBF	570 000 000	582 948 626	595 979 183
78011201760 Assurer les charges salariales du DGBF/Prise en Charge Diverses Dépenses des Administrations	156 556 024	160 112 490	163 691 458
78011201994 Assurer les charges salariales du Comité de Loi de Règlement	43 400 000	44 385 913	45 378 064
78011202160 Assurer les charges salariales de la DPE/ Suivi Recensement Patrimoine	92 800 000	94 908 127	97 029 593
78011202201 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Bingerville	960 000	981 808	1 003 754
78011202231 Assurer les charges salariales du Service SIB Département de Ouaninou	960 000	981 808	1 003 754
78011202327 Assurer les charges salariales de la DPE / Brigade Contrôle Abonnements et Patrimoine Etat	67 600 000	69 135 662	70 681 040

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
79011200055 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lagunes (Dabou)	960 000	981 808	1 003 754
79011200056 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Jacqueville	960 000	981 808	1 003 754
2 Biens et services	***2 063 120 438***	***2 019 577 378***	***2 083 818 430***
11011200080 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région des Lacs (Yamoussoukro)	12 400 000	12 138 292	12 524 403
11011200081 Superviser les activités du SIB dans le département de Didiévi	1 600 000	1 566 231	1 616 052
11011200098 Superviser les activités du SIB dans le Département de Toumodi	1 250 000	1 223 618	1 262 540
11011200105 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde des Lacs (Yamoussoukro)	27 243 354	26 668 371	27 516 672
14011200048 Superviser les activités du SIB dans le département de Bocanda	1 300 000	1 272 563	1 313 041
14011200053 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du N'Zi Comoé (Dimbokro)	11 900 000	11 648 846	12 019 384
15011200036 Superviser les activités du SIB dans le département de Daoukro	1 000 000	978 895	1 010 032
15011200048 Superviser les activités du SIB dans le Département de Prikro	1 450 000	1 419 397	1 464 546
15011200050 Superviser les activités du SIB dans le Département de M'bahiakro	2 000 000	1 957 789	2 020 065
16011200046 Superviser les activités du SIB dans le département de Arrah	1 600 000	1 566 232	1 616 050
16011200050 Superviser les activités du SIB dans le département de Bongouanou	1 200 000	1 174 673	1 212 039
16011200051 Superviser les activités du SIB dans le Département de Mbatto	1 400 000	1 370 452	1 414 044
17011200088 Superviser les activités du SIB dans le département de Béoumi	1 600 000	1 566 232	1 616 052
17011200110 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde de la Vallée du Bandama (Bouaké)	13 416 951	13 133 779	13 551 554
17011200113 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	14 500 000	14 193 971	14 645 470
17011200119 Superviser les activités du SIB dans le Département de Sakassou	1 600 000	1 566 231	1 616 051
17011200124 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Botro	1 600 000	1 566 231	1 616 051
18011200055 Superviser les activités du SIB dans le Département de Dabakala	1 550 000	1 517 287	1 565 550
18011200058 Superviser les activités du SIB dans le département de Katiola	2 600 000	2 545 126	2 626 084
22011200023 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Baffing (Touba)	1 550 000	1 517 287	1 565 550
22011200031 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Ouaninou	1 600 000	1 566 231	1 616 051
22086020037 Superviser les activités du SIB dans le département de Niakara	1 600 000	1 566 231	1 616 051
22086020043 Superviser les activités du SIB dans le département de Tiebissou	1 200 000	1 174 674	1 212 038
23011200046 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Kabadougou(Odienné)	15 600 000	15 270 756	15 756 503
24011200033 Superviser les activités du SIB dans le Département de Ouangolodougou	1 550 000	1 517 288	1 565 550
24011200044 Superviser les activités du SIB dans le département de Ferkessédougou	1 450 000	1 419 397	1 464 547
24011200046 Superviser les activités du SIB dans le Département de Kong	1 550 000	1 517 288	1 565 550
25011200077 Superviser les activités du SIB dans le Département de M'Bengué	1 550 000	1 517 288	1 565 550

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
25011200091 Coordonne les services de l'administration du budget dans la région des Savanes (Korhogo)	14 500 000	14 193 969	14 645 471
25011200103 Superviser les activités du SIB dans le Département de Sinématiali	1 550 000	1 517 288	1 565 550
25011200104 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Savanes (Korhogo)	13 680 618	13 391 882	13 817 868
26011200036 Superviser les activités du SIB dans le Département de Boundiali	1 600 000	1 566 230	1 616 053
26011200041 Superviser les activités du SIB dans le Département de Tengréla	1 250 000	1 223 619	1 262 539
26011200046 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Kouto	1 600 000	1 566 231	1 616 051
27011200020 Superviser les activités du SIB dans le département de Minignan	1 050 000	1 027 840	1 060 533
28011200036 Superviser les activités du SIB dans le département de Bouna	1 650 000	1 615 175	1 666 554
28011200046 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Doropo	1 600 000	1 566 231	1 616 051
31011200096 Superviser les activités du SIB dans le département de de Issia	1 350 000	1 321 508	1 363 542
31011200097 Superviser les activités du SIB dans le département de Saïoua	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31011200098 Superviser les activités du SIB dans le Département de Vavoua	1 300 000	1 272 563	1 313 041
31011200099 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Haut Sassandra (Daloa)	14 550 000	14 242 918	14 695 971
31011200107 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Haut-Sassandra (Daloa)	13 046 657	12 771 301	13 177 547
32011200065 Superviser les activités du SIB dans la Sous-Préfecture de Ouragahio	1 450 000	1 419 397	1 464 546
32011200066 Superviser les activités du SIB dans le Département d'Oumé	1 163 544	1 138 986	1 175 217
32011200067 Superviser les activités du SIB dans le Département de Guibéroua	1 600 000	1 566 232	1 616 052
32011200068 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde du Gôh (Gagnoa)	14 046 707	13 750 243	14 187 630
32011200069 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Gôh (Gagnoa)	30 050 000	29 415 783	30 351 473
35011200055 Superviser les activités du SIB dans le département de Bouaflé	2 300 000	2 251 458	2 323 074
35011200070 Superviser les activités du SIB dans le Département de Sinfra	1 270 000	1 243 196	1 282 740
35011200072 Superviser les activités du SIB dans le département de Zuénoula	1 250 000	1 223 619	1 262 540
36011200036 Superviser les activités du SIB dans le département de Séguéla	1 800 000	1 762 010	1 818 058
37011200017 Superviser les activités du SIB dans le département de Mankono	1 500 000	1 468 342	1 515 047
37011200024 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Kounahiri	1 600 000	1 566 231	1 616 051
37011200025 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Dianra	1 600 000	1 566 231	1 616 051
41011200085 Superviser les activités du SIB dans le Département de Zouan-Hounien	1 550 000	1 517 288	1 565 550
41011200105 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Tonkpi(Man)	13 400 000	13 117 189	13 534 432
41011200113 Superviser les activités du SIB dans le département de Biankouma	1 750 000	1 713 066	1 767 556
41011200114 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Danané	1 600 000	1 566 231	1 616 051
42011200057 Superviser les activités du SIB dans le département de Toulépleu	1 300 000	1 272 564	1 313 041

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
42011200071 Superviser les activités du SIB dans le département de Bloléquin	1 550 000	1 517 287	1 565 549
42011200072 Superviser les activités du SIB dans le Département de Guiglo	1 800 000	1 762 011	1 818 058
43011200040 Superviser les activités du SIB dans le Département de Bangolo	1 450 000	1 419 398	1 464 546
43011200044 Superviser les activités du SIB dans le département de Duékoué	1 500 000	1 468 342	1 515 048
43011200047 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Facobly	1 600 000	1 566 231	1 616 051
51011200048 Superviser les activités du SIB dans le département de Divo	2 000 000	1 957 789	2 020 064
51011200049 Superviser les activités du SIB dans le Département de Lakota	1 350 000	1 321 507	1 363 543
51011200056 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Guitry	1 600 000	1 566 231	1 616 051
55011200062 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Bas Sassandra (San Pedro)	13 751 561	13 461 328	13 889 522
55011200063 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	14 100 000	13 802 414	14 241 457
55011200065 Superviser les activités du SIB dans le Département de Tabou	1 600 000	1 566 231	1 616 052
56011200041 Superviser les activités du SIB dans le département de Soubré	3 500 000	3 426 131	3 535 112
56011200048 Superviser les activités du SIB dans la Sous-préfecture de Méagui	1 550 000	1 517 288	1 565 550
56011200053 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Buyo	1 600 000	1 566 231	1 616 051
57011200030 Superviser les activités du SIB dans le Département de Sassandra	1 100 000	1 076 783	1 111 035
57011200034 Superviser les activités du SIB dans le département de Fresco	1 600 000	1 566 232	1 616 052
61011200084 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Moyen-Comoé (Abengourou)	13 013 491	12 738 835	13 144 047
61011200085 Coordonne les services de l'administration du budget dans la région du Moyen Comoé (Abengourou)	13 650 000	13 361 912	13 786 941
61011200095 Superviser les activités du SIB dans la Sous-Préfecture de Niablé	1 600 000	1 566 231	1 616 052
61011200113 Superviser les activités du SIB dans le Département dAgnibilékro	1 220 000	1 194 251	1 232 239
62011200067 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Zanzan (Bondoukou)	13 096 171	12 819 769	13 227 557
62011200074 Superviser les activités du SIB dans le Département de Tanda	1 300 000	1 272 563	1 313 040
62011200075 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Zanzan (Bondoukou)	15 000 000	14 683 420	15 150 486
62011200080 Superviser les activités du SIB dans le département de Koun-Fao	1 600 000	1 566 232	1 616 051
71011200106 Superviser les activités du SIB dans le département de Grand-Bassam	2 400 000	2 349 346	2 424 077
71011200129 Superviser les activités du SIB dans la sous-préfecture de Bonoua	1 800 000	1 762 011	1 818 057
71011200132 Superviser les activités du SIB dans le département dAdiaké	1 800 000	1 762 011	1 818 057
71011200136 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Sud Comoé (Aboisso)	14 700 000	14 389 752	14 847 474
71011200147 Superviser les activités du SIGOBE dans le département de Tiapoum	1 600 000	1 566 231	1 616 051
76011200088 Superviser les activités du SIB dans le département de Tiassalé	1 200 000	1 174 673	1 212 037
76011200089 Superviser les activités du SIB dans la Sous-Préfecture d'Azaguié	1 600 000	1 566 231	1 616 051

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
76011200102 Superviser les activités du SIB dans le Département de SIKENSI	1 300 000	1 272 563	1 313 042
76011200104 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région de l'Agneby (Agboville)	16 450 000	16 102 815	16 615 034
76011200105 Superviser les activités du SIB dans le Département de Taabo	1 100 000	1 076 783	1 111 035
77011200050 Superviser les activités du SIB dans le Département d'Alépé	1 800 000	1 762 009	1 818 058
77011200056 Superviser les activités du SIB dans le département dAkoupé	1 230 000	1 204 040	1 242 338
77011200068 Superviser les activités du SIB dans le département dAdzopé	1 250 000	1 223 618	1 262 539
78011201753 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Lagunes	90 069 596	88 168 638	90 973 211
78011201755 Préparer le projet de Loi de finances portant budget l'Etat	101 155 600	99 020 666	102 170 433
78011201756 Préparer l'avant-projet de Loi de règlement	31 123 627	30 466 750	31 435 873
78011201882 Apporter un appui aux ménages vulnérables	1 195 000	1 169 779	1 206 988
78011202087 Elaborer le Document de Planification et de Programmation Pluriannuel des Dépenses-Projets Annuels de Performance et le Rapport Annuel de Performance du Programme Budget	95 000 000	92 994 983	95 953 078
78011202088 Élaborer et Vulgariser le Budget Citoyen	114 710 444	112 289 429	115 861 265
78011202151 Suivre l'exécution du budget par les DAF	208 550 000	204 148 459	210 642 256
78011202156 Superviser les activités du SIB dans le Département de Bingerville	1 200 000	1 174 673	1 212 039
78011202157 Suivre l'exécution du budget de l'Etat	176 292 954	172 572 212	178 061 597
78011202158 Mettre en oeuvre la politique de vente des vignettes administratives	27 899 387	27 310 558	28 179 285
78011202183 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Abidjan	87 662 861	85 812 697	88 542 331
78011202196 Elaborer le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel et la Déclaration sur les risques Budgétaires (DPBEP-DRB)	115 000 001	112 572 875	116 153 727
78011202216 Prendre en compte les collectivités territoriales dans l'élaboration et l'exécution du budget de l'Etat et participer au suivi de leur gestion financière	73 975 828	72 414 536	74 717 983
78011202265 Superviser les activités du SIB dans le département d'Anyama	1 350 000	1 321 508	1 363 543
79011200054 Superviser les activités du SIB dans le département de Jacqueville	1 200 000	1 174 674	1 212 039
79011200060 Superviser les activités du SIB dans le département de Grand-Lahou	1 200 000	1 174 674	1 212 038
79011200069 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région des Lagunes (Dabou)	1 550 000	1 517 287	1 565 550
90011200011 Exécuter les dépenses communes et les opérations de fin de gestion	47 000 000	46 008 043	47 471 522
90011200012 Elaborer les décrets portant modification du budget de l'Etat en cours de d'exercice	47 000 000	46 008 043	47 471 522
90011200013 Mettre en oeuvre la démarche qualité à la Direction Générale du Budget et des Finances	250 000 000	244 723 640	252 508 100
90011200014 Organiser les activités sportives de la DGBF	29 000 000	28 387 942	29 290 940
90011200015 Mettre en place les outils de gestion du personnel	45 000 000	44 050 255	45 451 458
90011200016 Coordonner la préparation du budget de la DGBF et suivre l'entretien des équipements et matériels	44 806 086	43 860 434	45 255 598
90011200017 Améliorer la prise en charge des usagers/clients	32 500 000	31 814 075	32 826 052

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
4 Investissements	***6 000 000 000***	***6 000 000 000***	***6 000 000 000***
Trésor	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
78011202019 Acquerir des Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
2208603 Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées	**62 344 774 201**	**65 533 802 579**	**69 102 785 143**
1 Personnel	***107 458 297***	***109 899 415***	***112 355 979***
78011201769 Assurer les charges salariales de la Direction du Contrôle Budgétaire (DCB)	105 500 000	107 896 632	110 308 428
78011201998 Assurer les charges salariales du DGBF/ Opération d'Ajustement Rémunération Personnel Etat en Cours de Gestion	1 958 297	2 002 783	2 047 551
2 Biens et services	***62 024 894 597***	***65 117 682 064***	***68 711 620 018***
78011201761 Mettre en oeuvre la politique de Contrôle des Abonnements et du Patrimoine de l'Etat	128 125 069	125 420 932	129 410 470
78011201763 Mettre en oeuvre le Suivi du Recensement du Patrimoine	209 483 956	205 062 705	211 585 582
78011201766 Prendre en charge la Convention LBTP Suivi des Abonnements Eaux	194 000 000	189 905 544	195 946 285
78011201767 Coordonner les services chargés du Patrimoine de l'Etat	77 776 822	76 135 309	78 557 110
78011201770 Gerer les Dépenses Centralisées d'Abonnement de l'Eclairages Public	46 911 488 855	49 480 060 464	52 292 344 476
78011201771 Assurer la rationalisation relative à l'éclairage public	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78011201857 Suivre l'exécution de la Comptabilité-Matière / DPE	287 000 000	280 942 737	289 879 298
78011201878 Assurer la Maintenance et l' Entretien des Véhicules de Pool	263 470 422	257 909 762	266 113 662
78011201883 Équiper les services de la DGBF	854 723 752	836 684 426	863 298 680
78011202097 Assurer la gestion rationnelle des véhicules de l'Etat	79 670 000	77 988 530	80 469 280
78011202162 Effectuer le contrôle à priori les dépenses des départements ministériels, projets, services extérieurs de l'Etat, représentations diplomatiques	498 029 377	487 518 246	503 025 807
78011202164 Contrôler les instruments de mesures en électricité	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78011202233 Convention LBTP Travaux Réparation Fuites d'Eau	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78011202241 Assurer la Gestion Patrimoine-Entretien Réseau	470 000 000	460 080 441	474 715 227
78011202280 Assurer la Gestion des Branchements et raccordements	733 214 122	717 739 312	740 570 018
78011202281 Gérer les dépenses centralisées d'abonnement	10 851 118 676	11 465 291 994	12 114 227 520
78011202299 Tenir la Commission de Gestion des Véhicules Administratifs	14 714 064	14 403 518	14 861 681
90011200024 Effectuer l'évaluation et l'audit des dépenses publiques	202 079 482	197 814 504	204 106 822
3 Transferts	***100 000 000***	***115 069 936***	***117 657 982***
78011201768 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble AMCI	41 251 364	47 467 918	48 535 523
78011201843 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble Signal / DPE	1 619 988	1 864 119	1 906 045
78011201997 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble BICICI/DPE	57 128 648	65 737 899	67 216 414
4 Investissements	***112 421 307***	***191 151 164***	***161 151 164***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
Trésor	*112 421 307*	*191 151 164*	*161 151 164*
78011201995 Géolocaliser le patrimoine de l'Etat	81 285 602	161 151 164	161 151 164
78011201764 Mettre en oeuvre en oeuvre Comptabilité-Matière	31 135 705	30 000 000	0
2208604 Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles	**8 167 542 863**	**7 217 894 814**	**2 266 762 999**
1 Personnel	***597 306 567***	***610 875 513***	***624 530 315***
78011202000 Liquider les droits des personnels contractuels	500 785 338	512 161 622	523 609 888
78011202166 Assurer les charges salariales de la DFDC / Gestion des Formations	96 521 229	98 713 891	100 920 427
2 Biens et services	***1 130 887 173***	***1 107 019 301***	***1 142 232 684***
41011200098 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Tonkpi (Man)	10 715 394	10 489 242	10 822 895
78011201773 Définir et mettre en oeuvre la politique globale de formation des agents de la DGBF	131 697 600	128 918 064	133 018 841
78011201774 Mettre en oeuvre la politique sociale de la DGBF	26 300 000	25 744 927	26 563 853
78011201775 Assurer la gestion du personnel de la DGBF	94 770 304	92 770 136	95 721 078
78011201779 Organiser les actions de communication budgétaires	167 238 227	163 708 590	168 916 027
78011201780 Prendre les dépenses relatives au déplacement des agents de l'Etat	3 500 012	3 426 143	3 535 125
78011201884 Organiser les actions de communication sur l'évolution des indicateurs budgétaires	100 000 000	97 889 455	101 003 239
78011202002 Organiser le séminaire bilan de la DGBF	180 000 000	176 201 020	181 805 832
78011202003 Prendre en charge les soins médicaux du Personnel des finances générales	282 058 758	276 105 784	284 888 486
78011202165 Prendre en charge les salaires du personnel des fonctionnaires et agents de l'Etat du programme	134 606 878	131 765 940	135 957 308
4 Investissements	***6 439 349 123***	***5 500 000 000***	***500 000 000***
Trésor	*6 439 349 123*	*5 500 000 000*	*500 000 000*
78011202301 Réhabilitation et Equipement Clinique Médicale des Finances Générales	187 146 164	0	0
78011201777 Construction Cités Financières Déconcentrées	252 202 959	500 000 000	500 000 000
78011201776 Extension de la Cité Financière	6 000 000 000	5 000 000 000	0
2208605 Gestion des systèmes d'information budgétaires	**5 399 127 819**	**7 710 552 610**	**6 707 245 353**
1 Personnel	***289 398 000***	***295 972 222***	***302 588 041***
78011201794 Assurer les charges salariales de la DTI/Comité d'animation du site web de la DGBF	2 400 000	2 454 521	2 509 386
78011202006 Assurer les charges salariales de la Direction de lAdministration du SIB et Coordination des DAAF (DAS)	286 998 000	293 517 701	300 078 655
2 Biens et services	***2 603 737 609***	***2 519 417 730***	***2 599 558 371***
78011201782 Gere les systèmes informatiques de l'administration budgétaire	209 255 663	204 839 229	211 355 000
78011201791 Confectionner les Documents Budgétaires	1 325 475 526	1 297 500 775	1 338 773 224
78011201792 Animer le site web de la DGBF	41 058 126	40 191 575	41 470 037
78011201793 Prendre en charge les Dépenses liées aux fonctionnements de la DTI / DGBF	450 892 822	441 376 528	455 416 358
78011202167 Équiper la Direction de la solde	189 856 016	185 849 020	191 760 728

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22086 Budget	**94 021 337 979**	**95 279 560 952**	**93 032 832 906**
78011202168 Entretenir le Système Informatique de la Direction de la Solde	85 229 456	83 430 651	86 084 512
78011202284 DGBF/ Appui Logistique au Système d'Exécution Budgétaire	271 970 000	266 229 952	274 698 512
90011200006 Dématérialiser la production des actes à céder	30 000 000	0	0
4 Investissements	***2 505 992 210***	***4 895 162 658***	***3 805 098 941***
Trésor	*2 505 992 210*	*4 895 162 658*	*3 805 098 941*
90011200010 Former les acteurs (RNE, EPN et Collectivités Territoriales) à l'utilisation du SIGOBE	0	300 000 000	200 000 000
90011200009 Poursuivre le développement des fonctionnalités (RNE, EPN et Collectivités Territoriales) du SIGOBE	0	300 000 000	200 000 000
90011200008 Poursuivre le développement du module E-Forunisseur / SIGOBE	0	100 000 000	50 000 000
90011200007 Améliorer les infrastructures techniques de la DTI	0	510 000 000	290 000 000
78011202308 Numériser les archives de la Solde	68 599 205	137 000 000	137 000 000
78011202283 Sécurisation et sauvegarde du système d'info. budgétaire/DTI	234 352 955	511 903 901	511 903 901
78011202242 Déconcentration des Services de la DGBF	170 946 958	264 165 424	264 165 424
78011202221 Système d'Amélioration du Suivi de la Performance des EPN/DCB	7 622 142	50 000 000	0
78011202206 Suivre l'exploitation du SIGESCOD et assister les acteurs des collectivités territoriales connectées	102 746 976	201 900 000	201 900 000
78011202169 Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF / SIGOBE	617 917 569	1 100 000 000	956 420 745
78011202005 Système Integré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI	21 841 733	21 841 733	20 798 448
78011201885 Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI	59 484 484	118 569 082	118 569 082
78011201879 Equipement des Services de la DGBF	238 762 067	150 000 000	150 000 000
78011201860 Equipement des Services du Système d'Exécution Budgétaire	54 000 000	173 798 732	173 798 732
78011201790 Mise en Place du SIB/ SNDI	252 202 959	200 000 000	0
78011201789 Déconcentration SIB/SNDI	45 396 533	100 000 000	100 000 000
78011201788 Système de Gestion des EPN/SNDI	22 907 410	50 000 000	55 442 609
78011201786 Interconnexion des EPN au RICI	225 000 000	245 100 000	245 100 000
78011201784 Noeud Internet / SNDI	130 711 219	130 000 000	130 000 000
78011201783 Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI	253 500 000	230 883 786	0

II.2.5 Programme 5 : Portefeuille de l'Etat

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	Action 5.1: Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE
	Action 5.2: Gestion active du portefeuille de l'Etat
	Action 5.3: Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Portefeuille de l'Etat						
Objectif spécifique	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gestion de l'administration du portefeuille de l'État	Taux d'exécution du PAS du Programme Portefeuille de l'État	83	80	80	80	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités inscrites dans le PAS Source : Cabinet / DGPE
OS 2 : assurer le positionnement du portefeuille de l'Etat comme un accélérateur de développement	Nombre d'études réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'Etat	-	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport PMO de la stratégie (DGPE)
	Nombre d'entreprises ayant conclu un contrat de performance avec l'État au cours de l'année	18	9	12	15	Dénombrement Source : Rapport DGPE
	Nombre de Directeurs Généraux et de Directeurs Généraux adjoints d'entreprises publiques disposant d'un « certificat des Dirigeants d'Entités Publiques de Côte d'Ivoire »	-	10	10	10	Dénombrement Source : Rapport DGPE
OS 3 : Améliorer le dispositif de contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du plan d'audits et de contrôles opérationnels des entreprises publiques	73	70	75	80	Nombre de missions d'audits et de contrôles réalisées / Nombre de missions d'audits et de contrôles opérationnels prévues dans le plan annuel d'audit et de contrôle des entreprises publiques Source : Rapport DGPE

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 5 : PORTEFEUILLE DE L'ETAT	**4 416 748 300**	**2 370 741 380**	**2 459 828 246**
Personnel	24 600 000	25 158 835	25 721 207
Biens et services	2 392 148 300	2 345 582 545	2 434 107 039
Transferts	0	0	0
Investissements	2 000 000 000	0	0
Trésor	2 000 000 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22087 Portefeuille de l'Etat	**4 416 748 300**	**2 370 741 380**	**2 459 828 246**
2208701 Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE	**3 249 477 796**	**1 228 106 634**	**1 280 847 222**
1 Personnel	***24 600 000***	***25 158 835***	***25 721 207***
78011202098 Prendre en charge les salariales du personnel sous contrat de la DGPE	24 600 000	25 158 835	25 721 207
2 Biens et services	***1 224 877 796***	***1 202 947 799***	***1 255 126 015***
78011201842 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGPE	422 578 000	413 659 303	426 817 471
78011202008 Prendre en charge les honoraires des agents emmargeant sur Convention BNETD	22 800 000	26 240 387	40 988 492
78011202091 Préparer le Budget et assurer le suivi de l'exécution budgétaire de la DGPE	34 000 000	33 282 414	34 341 102
78011202092 Améliorer la communication DGPE	121 000 000	118 446 242	122 213 920
78011202141 Mettre en oeuvre le cadre de performance et le contrôle interne budgétaire du Programme Portefeuille de l'Etat	46 500 000	45 518 598	46 966 508
78011202142 Suivre la mise en oeuvre du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD) ; du RAP et des lettres d'engagement	31 000 000	30 345 731	31 311 005
78011202143 Optimiser le Système d'Information du Portefeuille de l'Etat DGPE	89 000 000	87 121 617	89 892 883
78011202200 Assurer la mise en oeuvre du Plan d'Actions Stratégiques (PAS) de la DGPE	457 999 796	448 333 507	462 594 634
4 Investissements	***2 000 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*2 000 000 000*	*0*	*0*
78011201801 Construction Siège DGPE	2 000 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22087 Portefeuille de l'Etat	**4 416 748 300**	**2 370 741 380**	**2 459 828 246**
2208702 Gestion active du portefeuille de l'Etat	**358 997 244**	**351 420 450**	**362 598 846**
2 Biens et services	***358 997 244***	***351 420 450***	***362 598 846***
78011201799 Mettre en oeuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille de l'Etat	51 388 504	50 303 927	51 904 054
78011202009 Piloter la performance des entreprises publiques	24 400 000	23 885 027	24 644 790
78011202084 Mettre en œuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire	35 000 000	34 261 310	35 351 134
78011202085 Mettre en oeuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Tertiaire	81 183 071	79 469 667	81 997 532
78011202086 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille du Secteur Tertiaire	17 500 000	17 130 655	17 675 567
78011202195 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire	34 525 669	33 796 990	34 872 043
90011200022 Renforcer les capacités des Agents de la DGPE	115 000 000	112 572 874	116 153 726
2208703 Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	**808 273 260**	**791 214 296**	**816 382 178**
2 Biens et services	***808 273 260***	***791 214 296***	***816 382 178***
78011202083 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille des Secteurs Primaire et Secondaire	18 100 000	17 717 992	18 281 586
78011202089 Elaborer et mettre en oeuvre un plan d'audit annuel et un plan de contrôle des Entreprises publiques	756 273 260	740 311 777	763 860 494
78011202090 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	12 900 000	12 627 741	13 029 417
78011202311 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille du Secteur Tertiaire	21 000 000	20 556 786	21 210 681

II.2.6 Programme 6 : Marchés Publics

II.2.6.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 6 en actions

Programme	Actions
Programme 6 : Marchés Publics	Action 6.1: Pilotage de l'Administration des Marchés Publics
	Action 6.2: Qualité du Service et Gestion des Ressources Humaines et Matérielles
	Action 6.3: Gestion de la Formation, de la Communication et des Systèmes d'Information des Marchés Publics
	Action 6.4: Règlementation, Contrôle, Suivi et Evaluation des Opérations des Marchés Publics

II.2.6.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Marchés publics						
Objectif spécifique	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance de l'administration des marchés publics	Taux de réalisation du PAS du programme Marchés Publics	100	80	80	80	Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues Souce : Rapport PAS DGMP
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des opérations de passation de marchés publics	Taux de marchés de gré à gré dans les marchés publics	12,70	16	15	15	Montant des marchés de gré à gré / Montant total des marchés publics Source : CCM sur les Marchés Publics
	Délai moyen de passation des marchés	95	95	94	93	Sommes des délais de passation par marché/nombre total de marchés publics Source : CCM sur les Marchés Publics
OS 3 : Renforcer les outils de gestion des marchés publics	Proportion des collectivités connectées au SIGMAP	8,5	50,8	71,1	91,5	Nombre de collectivités connectées au SIGMAP/Nombre de collectivités Source : Rapport DGMP

II.2.6.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 6 : MARCHÉS PUBLICS	**1 840 730 599**	**2 094 901 319**	**2 175 052 543**
Personnel	27 364 000	27 985 624	28 611 185
Biens et services	1 060 526 675	1 038 143 795	1 071 166 301
Transferts	0	0	0
Investissements	752 839 924	1 028 771 900	1 075 275 057
Trésor	*752 839 924*	*1 028 771 900*	*1 075 275 057*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22224 Marchés Publics	**1 840 730 599**	**2 094 901 319**	**2 175 052 543**
2222401 Pilotage de l'Administration des Marchés Publics	**839 896 630**	**823 369 394**	**849 295 468**
1 Personnel	***27 364 000***	***27 985 624***	***28 611 185***
11011200107 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	2 820 000	2 884 061	2 948 529
25011200083 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	1 152 000	1 178 170	1 204 505
31011200126 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	1 104 000	1 129 079	1 154 318
41011200088 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Montagnes (Man)	1 104 000	1 129 079	1 154 318
61011200092 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Moyen Comoé (Abengourou)	2 200 000	2 249 977	2 300 271
78011201758 Assurer les Charges Salariales du Personnel Sous Contrat de la Direction Générale des Marchés Publics	9 240 000	9 449 904	9 661 136
78011202096 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	4 380 000	4 479 500	4 579 630
78011202279 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics Abidjan-Sud	5 364 000	5 485 854	5 608 478
2 Biens et services	***812 532 630***	***795 383 770***	***820 684 283***
11011200097 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	16 100 131	15 760 330	16 261 655
17011200099 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Vallée du Bandama (Bouaké)	17 394 732	17 027 609	17 569 243
25011200092 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	18 327 696	17 940 883	18 511 566
31011200100 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	14 392 243	14 088 488	14 536 632
41011200084 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Montagnes (Man)	18 094 212	17 712 326	18 275 741
55011200064 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Bas Sassandra (San-Pedro)	18 085 632	17 703 927	18 267 075
61011200096 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Moyen Comoé (Abengourou)	20 476 541	20 044 374	20 681 970
78010200286 Prendre en Charge le Fonctionnement du Service Financier du Programme Marchés Publics	23 000 000	22 514 576	23 230 745
78010200302 Prendre en Charge la Convention d'Assistance Technique DGMP / SNDI	150 000 000	146 834 183	151 504 860
78010200311 Coordonner les Activités de l'Administration des Marchés Publics	363 000 000	355 338 723	366 641 761
78010200312 Organiser la Conférence des Marchés Publics	20 000 000	19 577 892	20 200 648
78011201754 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics Abidjan-Sud	24 061 443	23 553 615	24 302 837
78011201762 Encadrer les Cellules de Passation des Marchés Publics	45 600 000	44 637 591	46 057 476
78011202209 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	24 000 000	23 493 471	24 240 778
78011202361 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/DGMP	40 000 000	39 155 782	40 401 296
2222402 Qualité du Service et Gestion des Ressources Humaines et Matérielles	**97 416 600**	**479 701 515**	**459 792 772**
2 Biens et services	***34 000 000***	***33 282 417***	***34 341 101***
78010200308 Renforcer les Capacités du Personnel de la Direction Générale des Marchés Publics	13 000 000	12 725 630	13 130 421
78010200309 Gérer les Ressources Humaines de la Direction Générale des Marchés Publics	13 000 000	12 725 630	13 130 421
78010200310 Coordonner les Activités liées à la Démarche Qualité de la Direction Générale des Marchés Publics	8 000 000	7 831 157	8 080 259

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22224 Marchés Publics	**1 840 730 599**	**2 094 901 319**	**2 175 052 543**
4 Investissements	***63 416 600***	***446 419 098***	***425 451 671***
Trésor	63 416 600	446 419 098	425 451 671
78011202282 Equipement de la Direction Générale des Marchés Publics	63 416 600	446 419 098	425 451 671
2222403 Gestion de la Formation, de la Communication et des Systèmes d'Information des Marchés Publics	**836 417 369**	**726 244 472**	**798 292 132**
2 Biens et services	***146 994 045***	***143 891 670***	***148 468 746***
78010200313 Mettre en œuvre la Communication de la Direction Générale des Marchés Publics	15 000 000	14 683 419	15 150 486
78011201778 Editer et Publier le Bulletin Officiel des Marchés Publics	95 799 269	93 777 382	96 760 365
78011202023 Suivre le Système d'Information de la Direction Générale des Marchés Publics	36 194 776	35 430 869	36 557 895
4 Investissements	***689 423 324***	***582 352 802***	***649 823 386***
Trésor	689 423 324	582 352 802	649 823 386
78011201795 Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DGMP)	305 000 000	314 150 000	323 574 500
78011201787 Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI	200 000 000	0	0
78011201746 Catégorisation des Entreprises	131 378 808	135 320 172	139 379 777
78011201742 Banque de données des prix de référence (BDPR / DGMP)	53 044 516	132 882 630	186 869 109
2222404 Règlementation, Contrôle, Suivi et Evaluation des Opérations des Marchés Publics	**67 000 000**	**65 585 938**	**67 672 171**
2 Biens et services	***67 000 000***	***65 585 938***	***67 672 171***
78010200303 Réaliser les Etudes et Statistiques relatives aux Marchés Publics	6 000 000	5 873 368	6 060 194
78010200304 Suivre l'Exécution des Marchés Publics	20 000 000	19 577 892	20 200 648
78010200305 Contrôler les Opérations de Passation des Marchés Publics	13 000 000	12 725 630	13 130 421
78010200306 Traiter les Questions liées aux Contentieux, aux Régimes Particuliers et aux Mesures Exceptionnelles	13 000 000	12 725 629	13 130 422
78010200307 Elaborer et Centraliser les Textes Règlementaires relatifs à la Gestion des Marchés Publics	15 000 000	14 683 419	II 150 486

II.2.7. Programme 7 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.7.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 7 en actions

Programme	Action
Programme 7 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 7.1: Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGI
	Action 7.2: Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGD
	Action 7.3: Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGBF

II.2.7.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 7 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**140 225 374 752**	**150 440 196 550**	**163 561 383 680**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	140 225 374 752	150 440 196 550	163 561 383 680
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
23196 Comptes Spéciaux du Trésor	**140 225 374 752**	**150 440 196 550**	**163 561 383 680**
2319602 Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGI	**26 544 225 810**	**29 072 196 550**	**32 461 383 680**
3 Transferts	***26 544 225 810***	***29 072 196 550***	***32 461 383 680***
78011201751 Transférer la taxe spéciale d'équipement	26 544 225 810	29 072 196 550	32 461 383 680
2319603 Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGD	**39 294 042 232**	**38 068 000 000**	**40 800 000 000**
3 Transferts	***39 294 042 232***	***38 068 000 000***	***40 800 000 000***
78011201752 Transférer les recettes affectées pour le contrôle des Marchandises à l'Importation	39 294 042 232	38 068 000 000	40 800 000 000
2319604 Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGBF	**74 387 106 710**	**83 300 000 000**	**90 300 000 000**
3 Transferts	***74 387 106 710***	***83 300 000 000***	***90 300 000 000***
78011201856 Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	9 680 961 960	10 840 912 719	11 751 913 788
78011201861 Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	64 706 144 750	72 459 087 281	78 548 086 212

SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'administration et de la coordination du Ministère

- l'inexistence d'un réseau intranet pour optimiser la productivité du Ministère ;
- les difficultés d'actualisation du fichier du personnel du Ministère ;
- l'insuffisance de locaux pour abriter les services centraux et déconcentrés du Ministère ;
- l'inexistence d'arrêté portant organisation et fonctionnement des services déconcentrés du Ministère.

Au niveau de la chaine Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)

- l'inexistence d'une loi cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- le faible niveau de financement des activités de prospective ;
- la faible pratique de la prospective sectorielle et territoriale ;
- la faible pratique de la veille stratégique ;
- la rareté des rapports de veille stratégique ;
- la faible disponibilité de documents de planification stratégique dans les ministères, les régions et les communes ;
- l'application mitigée par plusieurs Ministères, du décret n°2012-1159 du 19 décembre 2012, portant création des Directions de Planification et des Statistiques ;
- la faiblesse du dialogue intra et intersectoriel dans la coordination des politiques sectorielles ;
- le faible alignement de certains plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- la faible articulation entre les maillons de la chaine PPPSE ;
- la faible articulation entre la chaine PPPSE et la Budgétisation ;
- la faible coordination des politiques sectorielles ;
- le faible alignement des plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- le déficit d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissement publics ;
- l'absence de suivi physique régulier des projets d'investissement publics ;
- l'absence formelle de manuel de procédures et de textes d'élaboration du PIP ;
- l'absence d'un cadre global cohérent de suivi-évaluation ;
- l'absence de culture évaluative au niveau de l'administration ;
- l'instabilité institutionnelle due aux remaniements et aux changements des attributions dans les ministères qui occasionne un dysfonctionnement dans le suivi et l'évaluation des actions du PND ;
- l'insuffisance du renforcement des capacités des acteurs publics intervenant dans le suivi et l'évaluation ;
- la faible coordination institutionnelle en matière de suivi-évaluation ;
- la difficile collaboration entre ministères dans la collecte des données de suivi et de l'évaluation ;
- la faible mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités de suivi-évaluation ;
- les difficultés de collecte des données auprès des structures et ministères sectoriels ;
- la quasi-absence de mission de terrains pour le suivi des projets et programmes du PND ;
- la faible dotation accordée au suivi et à l'évaluation des activités (organisation d'ateliers, collecte de données, missions de terrain, etc.) ;

- l'insuffisance de moyens logistiques nécessaires au suivi et à l'évaluation.

Au niveau de l'Aménagement du territoire et du Développement régional

- la non adoption des documents de cadrage ;
- l'absence d'un cadre global cohérent et de loi devant encadrer l'élaboration et la mise en œuvre des outils de planification du développement régional et local ;
- l'absence d'un schéma national d'aménagement du territoire ;
- l'absence de schéma régional d'aménagement du territoire dans la majorité des régions du pays ;
- l'absence de plan de développement local dans la majorité des Communes du pays ;
- l'insuffisance de données statistiques actualisées au niveau régional et local ;
- la faible capacité technique des Collectivités territoriales en matière de réalisation des études d'aménagement du territoire et de développement régional et local;
- la persistance des foyers régionaux économiquement faibles ;
- la faible contribution des organisations de la société civile au développement local.

Au niveau de la coordination de l'aide

- la non adoption du document de politique nationale de coopération et de partenariat au développement (PNPCD) ;
- la faible utilisation du système d'information budgétaire national par les bailleurs pour l'exécution de leurs engagements ;
- la non formalisation du dispositif de coordination de l'aide ;
- l'insuffisance des ressources pour la coordination des actions d'aide au développement.

Au niveau de la Population et du Développement

- la lenteur du rythme de la transition démographique en Côte d'Ivoire ;
- les niveaux alarmants des indicateurs sociodémographiques concernant les populations les plus vulnérables notamment les femmes et les jeunes filles ;
- la prise en compte insuffisante des questions de population dans les politiques sectorielles et les plans locaux de développement ;
- l'insuffisance d'experts en matière de Population et Développement ;
- l'insuffisance des travaux de recherche et des productions en matière de Population et Développement;
- la faible coordination des interventions en matière de Population et Développement au niveau national ;
- la faible disponibilité des données sociodémographiques actualisées et désagrégées ;
- le faible niveau d'appropriation par ces acteurs locaux des outils de planification de développement local ;
- les faibles revenus générés par les petits exploitants, qui constituent la majorité des producteurs ;
- la domination du secteur de l'artisanat par l'informel ;
- la non traçabilité dans le parcours des produits et marchandises, et de l'information sur la disponibilité des produits ;
- le manque d'opportunité d'emplois pour les jeunes et les femmes dans les régions et communes ;
- l'absence des femmes dans les sphères décisionnelles des coopératives.

Au niveau de la production statistique

- l'insuffisance du niveau de production statistique;
- l'insuffisance de la coordination entre producteurs de statistiques;
- l'insuffisance de personnel statisticien dans les services statistiques au niveau central et déconcentré ;
- l'insuffisance de logiciels adaptés au traitement et à l'analyse des données statistiques dans la quasi-totalité des services statistiques sectoriels ;
- l'insuffisance dans la mise à jour des statistiques produites ;
- l'inexistence de bibliothèque fournissant aux utilisateurs une documentation répondant à leurs besoins ;
- l'absence d'un siège adéquat pour l'INS.

Au niveau de la formation statistique

- le nombre limité de personnel enseignant;
- l'insuffisance du personnel administratif compétent en support à l'enseignement et à la formation des statisticiens ;
- l'insuffisance des infrastructures et équipements didactiques;
- l'absence de résidences universitaires et de campus d'accueil adéquat pour la formation des étudiants.

I.1.2.Réponses apportées

Au niveau de l'Administration et la coordination du Ministère

- la discussion avec les bailleurs de fonds pour l'octroi de dons, prêts ou emprunts;
- l'actualisation en cours du Schéma Directeur Informatique du Ministère en vue de son opérationnalisation ;
- la programmation de missions de contrôle et d'actualisation du fichier du personnel du Ministère ;
- l'installation de la quasi-totalité des services centraux et déconcentrés du Ministère dans des locaux décents ;

Au niveau de la chaine Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)

- l'élaboration d'une Politique Nationale de l'Evaluation ;
- l'élaboration du Plan de Suivi Evaluation du PNDS 2021 – 2025 ;
- le déploiement de l'outil intégré de programmation (SIPSE-PND) ;
- la production des rapports annuels de mise en œuvre du PND 2021-2025 ;
- l'élaboration d'un guide national d'évaluation des Politiques Publiques ;
- l'alignement du PND 2016-2020 sur l'Etude Nationale Prospective « Côte d'Ivoire 2040 », sur l'agenda 2063 de l'Union Africaine et sur les ODD ;
- l'élaboration du « Manuel de planification locale participative » ;
- l'élaboration du « Manuel des procédures d'élaboration des politiques sectorielles » ;
- l'élaboration du « Guide d'articulation de la chaine PPPBSE » ;
- la déclinaison du PND 2021-2025 en programmes d'investissement public glissants ;
- la mise en place du Comité National de Suivi de la mise en œuvre du PND ;
- l'articulation de la veille stratégique et du plan de suivi évaluation du PND ;
- le renforcement des capacités des acteurs sectoriels et locaux en prospective et planification stratégique ;
- le renforcement des capacités des acteurs techniques du mécanisme institutionnel de veille stratégique, en Intelligence économique et Veille stratégique ;
- la mise en place d'un cadre formel d'échanges entre la Direction de la Programmation des Investissements Publics et la Direction Générale du Budget et des Finances ;
- le renforcement des capacités techniques, matérielles et financières pour l'opérationnalisation du dispositif de suivi et évaluation des actions du PND ;
- le renforcement de la coordination institutionnelle en matière de suivi-évaluation ;
- l'organisation des missions de suivi et évaluation périodiques des projets/programmes ;
- le renforcement des capacités des acteurs publics en matière de suivi évaluation ;
- la diversification des sources de financement (PTFs) pour la réalisation des activités de suivi-évaluation.

Au niveau de l'Aménagement du territoire et le développement régional

- la réalisation des études monographiques et économiques des districts de Côte d'Ivoire ;
- la réalisation de l'étude des pôles économiques compétitifs ;
- l'organisation d'ateliers de vulgarisation de l'étude des pôles économiques compétitifs ;
- l'opérationnalisation de la Base de Données de l'Aménagement du Territoire ;
- l'élaboration du manuel de procédure d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement de territoire (SRADT) et du Manuel de Planification Locale Participative ;

- l'élaboration de la Stratégie nationale du développement de l'économie régionale ;
- l'élaboration de l'atlas national de développement ;
- le lancement d'un projet pilote de développement des zones rurales.

Au niveau de la Coordination de l'aide

- la création et l'opérationnalisation de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide ;
- l'actualisation du document de politique nationale de coopération et du partenariat au développement (PNCPD) ;
- l'élaboration et la diffusion d'un rapport annuel sur la Coopération et le financement du Développement ;
- l'organisation conjointe de revue annuelle du portefeuille des projets financés par les PaDs ;
- la coordination de l'élaboration de la troisième enquête sur le suivi du Partenariat Mondial ;
- la réalisation d'études en matière d'aide et de développement.

Au niveau de la population et du développement

- la formulation d'une nouvelle Politique Nationale de Population (PNP) 2015-2025 sous le prisme du Dividende Démographique et en toute cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable (ODD);
- l'intégration effective dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 des Objectifs de la Politique Nationale de Population avec l'établissement d'un lien clair entre l'Emergence et le Dividende Démographique ;
- l'alignement des Politiques et Programmes sectoriels (Santé, Jeunesse et Emploi, Education, Femme et Famille) sur les Objectifs de la Politique Nationale de Population ;
- le développement d'un programme national de Communication pour le Changement Social et Comportemental visant à créer un environnement favorable au Dividende Démographique ;
- l'élaboration d'une Feuille de Route nationale du Dividende Démographique ;
- l'élaboration d'une stratégie et d'un Plan d'Action de gestion des données sur les migrations ;
- la participation aux réunions continentales et internationales pour le positionnement de la Côte d'Ivoire sur les questions de population et développement ;
- la mobilisation des acteurs nationaux pour renforcer la synergie d'action, l'engagement des décideurs et leur implication autour des interventions en faveur de la réalisation des objectifs en matière de population et développement ainsi que des Objectifs de Développement Durable d'ici à 2030 ;
- le renforcement des capacités de pilotage des Directeurs régionaux du plan, de l'agriculture et du commerce des régions du Kabadougou, du Folon, de la Bagoué, du Tchologo et du Bounkani ;
- le renforcement des systèmes de production et de commercialisation de 3183 petits producteurs dont 93% des femmes avec la mise à disposition de matériels de production (intrants et petits équipements de production) et des mises en relation avec deux entreprises agrobusiness pour la vente de maïs et arachide.

Au niveau de la production statistique

- la mise en place d'une réforme institutionnelle portant sur la création des organes de gouvernance et de financement du système statistique national (CNSTAT, Autorité, FNDS), la transformation de l'INS en Agence d'exécution ;
- le recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2019) ;
- le programme de changement de l'année de base des comptes annuels et du passage au SCN 2008 ;
- la production des statistiques macroéconomiques, démographiques, sociales, industrielles et de gouvernance ;
- la réalisation de l'enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV2018 et 2021) ;
- la constitution du Répertoire administratif des entreprises ;
- l'extension de l'Indice des prix à la consommation ;
- la formation de 350 personnes en production statistique et la mise sur le marché de l'emploi de 85 statisticiens ;
- la création de la Cellule de Coordination et du Développement des Statistiques en 2016.

Au niveau de la formation statistique

- la réalisation de la rénovation pédagogique pour assurer une parfaite adéquation formation emploi et prise en compte de grands changements dans le secteur statistique ;
- la création d'une formation doctorale et d'une filière de formation de cadre moyen appelé AS ;

- la création d'un conseil scientifique et d'un comité consultatif sectoriel pour les questions scientifiques et la prise en compte des besoins des employeurs ;
- la rédaction d'un programme prévisionnel de développement des infrastructures et notamment des résidences universitaires ;
- le renforcement des capacités de recherche et de la coopération internationale en matière de formation et de recherche ;
- la mise en place d'un plan de formation et de renforcement de capacités du personnel enseignant et administratif ;
- le recrutement du personnel enseignant durant les sessions de recrutement de l'enseignement supérieur ;
- la mise en place d'une cellule de communication, de conduite d'action de sensibilisation et de promotion de la formation statistique.

I.1.3. Défis et priorités

Défis

- la construction du siège de l'INS ;
- le respect et l'application des procédures administratives au sein des structures du ministère ;
- l'amélioration des capacités et des systèmes de gestion du ministère ;
- le financement durable des besoins de fonctionnement et d'investissement du ministère ;
- l'adoption de la loi portant institutionnalisation des Etudes nationales Prospectives et des Etudes Prospectives Sectorielles et Territoriales
- la cohérence entre les interventions du Gouvernement et la vision de long terme du développement ;
- l'atteinte des résultats requis dans le processus de développement de la Côte d'Ivoire avec le PND 2021-2025 ;
- le renforcement des capacités techniques des ministères, régions et communes dans le cadre de l'élaboration de leur plan stratégique arrimé au PND ;
- la systématisation de l'articulation entre les différents maillons de la chaîne PPPSE ;
- la prise en compte des réflexions prospectives par les décideurs publics et privés ;
- le financement des activités de prospective et de Veille stratégique ;
- la mise en place effective du mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
- le développement harmonieux et équilibré du territoire ;
- la promotion de l'émergence de pôles économiques compétitifs ;
- la réalisation de la transition démographique de la Côte d'Ivoire ;
- la disponibilité régulière de l'information statistique ;
- l'élaboration d'un texte normatif (loi) relatif à la pratique de l'évaluation des politiques publiques ;
- l'élaboration d'un document de politique nationale d'Evaluation ;
- la formalisation du dispositif de coordination de l'aide ;
- l'augmentation substantielle du niveau de financement extérieur en faveur du développement.

Priorités

Au niveau de l'Administration et la coordination du Ministère

- la disponibilité des locaux pour abriter les structures du Ministère ;
- l'opérationnalisation du schéma directeur informatique du Ministère ;
- le contrôle régulier relativement au bon fonctionnement des structures du Ministère ;
- l'organisation d'un séminaire de réflexion sur l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés du Ministère.
- la disponibilité et la stabilité du personnel du Ministère.

Au niveau de la Prospective, la Planification, la Programmation et du Suivi-Evaluation (PPPSE)

- la réalisation de l'Etude Nationale Prospective « Côte d'Ivoire 2050 » entre 2022 et 2024 ;
- l'élaboration de l'avant-projet de loi sur l'évaluation des politiques publiques ;

- la vulgarisation des résultats des Etudes Nationales Prospectives;
- la sensibilisation des décideurs et de la population pour l'appropriation de la réflexion prospective et de la veille stratégique;
- l'opérationnalisation de la Commission Nationale de Prospective et de Veille Stratégique et les Commissions Locales de Prospective et de Veille Stratégique ;
- l'adoption de la loi portant institutionnalisation des Etudes Nationales Prospectives et des Etudes Prospectives Sectorielles et Territoriales en Côte d'Ivoire ;
- la réalisation d'études prospectives sectorielles sur les secteurs-clés de développement du pays ;
- la garantie d'un financement pérenne des activités de prospective et de veille stratégique ;
- l'établissement de la cohérence entre les résultats des études nationales prospectives, les plans nationaux de développement et les politiques sectorielles ;
- l'opérationnalisation du mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
- la mise en place d'une Loi-cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- la déclinaison du PND 2016-2020 au niveau sectoriel et local ;
- la vulgarisation de nouvelles méthodes et approches en matière de planification dans un contexte de réforme des finances publiques ;
- la programmation glissante des investissements publics du PND 2021-2025 ;
- la modernisation du SINAPSE et l'interconnexion avec les autres systèmes des finances publiques ;
- la participation à la mobilisation des ressources et des moyens de mise en œuvre du PND 2021-2025 ;
- le suivi de la mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
- la circulation et le partage des informations de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
- le renforcement des synergies entre les ministères et les partenaires au développement ;
- l'amélioration des capacités techniques, matérielles et financières de la DCSE
- la dissémination du SIPSE-PND ;
- l'élaboration d'un cadre de résultat en amont de la conception du PND 2021-2025
- l'élaboration d'un Plan de Suivi-Evaluation du PND 2021-2025 validé lors de son adoption ;
- la vulgarisation du Suivi-Evaluation dans les différents ministères sectoriels.

Au niveau de l'Aménagement du territoire et du développement régional

- la présentation pour adoption des documents de cadrage que sont la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) et la Loi d'Orientation de l'Aménagement du Territoire (LOAT);
- l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du territoire pour chaque région en Côte d'Ivoire ;
- l'élaboration d'un Plan de Développement Local pour chaque commune en Côte d'Ivoire ;
- la création et l'opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT) ;
- le renforcement des capacités des acteurs du développement et de l'aménagement du territoire ;
- la promotion de la viabilité économique des collectivités territoriales ;
- la coordonnination des actions de développement régional ;
- l'opérationnalisation du programme pilote de développement des zones rurales.

Au niveau de la coordination de l'aide

- la mise en place des outils et instruments opérationnels de coordination stratégique des interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources et de l'aide ;
- la réactivation des mécanismes de gestion de la performance et de coordination sectorielle et interministérielle de l'usage de l'appui extérieur ;
- le développement des stratégies innovantes en matière de coordination de l'aide et de partenariat ;
- la rééalisation des études pour mieux cerner les problématiques nouvelles en matière de coordination de l'aide et en tenir compte pour la définition des stratégies ;
- la prise en compte de tous les financements extérieurs mobilisés ;
- l'opérationnalisation des groupes sectoriels de travail ;

- le suivi de la mobilisation des financements auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le financement de la mise en œuvre du PND ;
- l'accroissement de la part de l'aide profitant directement aux populations.

Au niveau de la Population et du développement

- la centralisation de l'ensemble des bases de données relatives aux recensements, aux enquêtes nationales et à toutes études ou enquêtes pour le suivi des indicateurs sur la dynamique des populations ;
- le renforcement des capacités matérielles et logistiques de l'Observatoire en Population et Développement ;
- la présentation pour adoption de la feuille de route du dividende démographique de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place du Centre de numérisation et de la bibliothèque numérique en matière de population et développement ;
- la production des documents de plaidoyer visant à orienter les actions pour une meilleure allocation des ressources en faveur du bien-être des populations ;
- l'intégration des questions de population et développement dans les programmes et politiques aux plans sectoriel et local ;
- le renforcement de la communication pour le changement social et comportemental en faveur du dividende démographique ;
- l'encadrement des collectivités pour la mise en place des politiques locales et la protection sociale des détenteurs des moyens de subsistance ;
- la consolidation des coopératives agricoles et chaines des valeurs ;
- l'appui des PME/PMI locales pour le développement des modèles de cocréation et d'innovation ;
- la valorisation de l'emploi des femmes et d'autres groupes marginalisés.

Au niveau de la Production statistique

- l'amélioration de la production de données statistiques conformément au standard international;
- le financement des enquêtes d'envergure nationale.

Au niveau de la formation

- la réalisation de la réforme institutionnelle de l'ENSEA ;
- le renforcement des capacités matérielles et logistiques de l'ENSEA ;
- la construction des résidences universitaires et des nouveaux campus de l'ENSEA ;
- la production des documents de recherche en support aux actions du PND et de la planification.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance et du leadership ;
- la consolidation des liens entre les maillons de la chaine PPPSE ;
- le suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population;
- l'implémentation des outils de mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire et de développement régional et local ;
- la production de statistiques
- la mise en place des outils de coordination stratégique et de mobilisation de l'aide.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie ;
- les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées ;
- les pôles Economiques Compétitifs (PEC) sont opérationels ;
- la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée ;

- les connaissances sur les questions de population et développement sont améliorées.

I.3. Missions du Ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 8, le Ministre Plan et du Développement est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Planification et de Programmation du développement.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices des actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et évaluation des résultats ;
- élaboration à moyen terme et long termes du cadre macro-économique et programmation des études macro-économiques, sectorielles et régionales relatives aux impacts économiques et financiers des projets d'investissement ;
- projections économiques et financières à moyen et long termes, en particulier avec évaluation des charges récurrentes ;
- élaboration et présentation des comptes nationaux ;
- harmonisation des études et des actions de l'Etat de nature économique, financière, sociale et culturelle à moyen et long termes, au regard des programmes de développement ;
- animation des commissions nationales et régionales de développement ;
- maîtrise de la croissance démographique et de l'immigration ;
- production, centralisation, analyse et diffusion de l'information statistique ;
- organisation des recensements nationaux et des enquêtes statistiques ;
- formulation et suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de population ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, en relation avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- planification, programmation, mise en œuvre des actions de l'aménagement du territoire et de régionalisation, à travers les fonds dédiés à l'aménagement du territoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Administration du Territoire;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé de la Lutte contre la pauvreté.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation.
- Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local.
- Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN,SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	- Cabinet du Ministre - Service de Communication et de RelationsPubliques - Inspection Générale du Plan (IGP) - Direction de l'informatique, de la Documentation et des Archives (DIDA) -Direction des Affaires Juridiques et duContentieux (DAJC) - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Cellule de Passation des Marchés Publics(CPMP) - Directions Régionales (10 D.R.) - Antennes Départementales (13 A.D.)		- Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI) - Projet d'Organisation de la Mémoire Documentaire duMinistère du Plan et du Développement	
Programme 2: Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	- Bureau National de la Prospective et de laVeille Stratégique (BNPVS) - Département des Etudes Prospectives - Département de la Veille Stratégique -Direction Générale du Plan et de la Lutte contrela Pauvreté (DGPLP) - Direction de la Planification (DP) - Direction de la Programmation des Investissements Publics (DPIP) - Direction du Contrôle, du Suivi et del'Evaluation (DCSE)		- Mise en place d'un Mécanisme de Veille Stratégique - Suivi et Evaluation Mise en Œuvre du PND - Mise en œuvre et suivi de l'UNDAF ; - Planification Sociale Suivi Evaluation - Projet Modernisation du SINAPSE	
Programme 3: Aménagement du territoire, développement régional et local	- Direction Générale de l'Aménagement duTerritoire, du Développement Régional et Local (DGATDRL) - Direction de la Planification Spatiale (DPS) - Direction de la Promotion du DéveloppementRégional et Local (DPDRL) - Direction de la Cartographie et du Système d'Informations Géographiques (DCSIG)		- Programme pilote de développement des zones rurales - Programme d'Appui à la Planification Territoriale (PAPT)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN,SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4: Coordination de l'aide, population et productions statistiques	- Direction Générale de la Stratégie et de laCoordination de l'Aide (DGSCA) - Direction de la Coopération et de laCoordination de l'Aide (DCCA) - Direction du Partenariat (DP) - Direction de la Stratégie et des Etudes (DES) -Cellule de Coordination et de Développementde la Statistique (CCDS)	-Institut National de la Statistique (INS) -Office National de la Population (ONP) -Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée (ENSEA)	- Recensement Général de la Population et de l'Habitat/RGPH 2019 - Construction et équipement d'un Amphithéatre àl'ENSEA - Fonds pour l'appui à l'appareil statistique (production destatistiques économiques, suvi du marché de travail) -Projet d'harmonisation et d'améliration des statistiques en Afrique de l'Ouest - Réaliser l'enquête harmonisée des conditions de vie des ménages (EHCVM) - Réaliser l'enquête démographique de santé en Côted'Ivoire (EDS) - Cartographie des études pour le pilotage stratégie pourle développeent en Côte d'Ivoire	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 1: Taux de réalisation des activités du ministère	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : DCSE / Cabinet
		IP.1.1 2 : Nombre de personnes formées et qualifiées	Dénombrement Source : DRH
OG 2 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	RS 2 .1 : Les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie	IP 2.1 1 : Taux de conformité du Budget d'investissement au PIP	Nombre des projets du Budget d'Investissement / Nombre des Projets du PIP Source : DGPLP
	RS 2.2: Les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées	IP 2.2 1 : Taux d'exécution des actions et mesures du Plan National de Développement	Nombre d'actions et mesures du PND réalisées / Nombre total des actions programmées dans le PTA Source : DGPLP
OG3 : Contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire	RS 3.1: Les pôles Economiques Compétitifs (PEC) sont opérationels	IP 3.1 : Pourcentage cumulé de Pôles Economiques Compétitifs effectifs	Nombre de pôles économiques compétitifs disposant des équipements nécessaires / Nombre total de Pôles Economiques identifiés (33)) Source : DGATDRL

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 4 : Assurer la coordination de l'aide, la production statistique et le bien-être des populations	RS 4.1 : la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée	IP 4.1.1 : Taux de financement extérieur effectif du PND	Financement effectif / Financement prévu Source : DGSCA
	RS 4.2 : Les connaissances sur les questions de population et développement sont améliorées	IP 4.2 .1 : Taux de dissémination des études et recherches sur les questions de population et développement	Nombre de rapports d'études disséminées / Nombre de rapports d'études produits sur les questions de population et développement Source : DGSCA

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**32 842 817 198**	**28 607 122 627**	**20 163 471 718**
1.1 Ressources Intérieures	**18 276 117 198**	**17 594 222 627**	**20 163 471 718**
1.1.1 Budget Etat	18 276 117 198	17 594 222 627	20 163 471 718
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**14 566 700 000**	**11 012 900 000**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	14 566 700 000	11 012 900 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**32 842 817 198**	**28 607 122 627**	**20 163 471 718**
2.1 Personnel	**2 578 946 167**	**2 703 673 259**	**2 835 188 189**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 578 946 167	2 703 673 259	2 835 188 189
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 660 830 859**	**3 675 067 382**	**3 923 955 866**
2.3 Transferts	**4 051 569 722**	**4 658 581 986**	**4 762 827 663**
2.4 Investissement	**22 551 470 450**	**17 569 800 000**	**8 641 500 000**
Trésor	*7 984 770 450*	*6 556 900 000*	*8 641 500 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*14 566 700 000*	*11 012 900 000*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire	Proportion des textes juridiques soumis	30%	40%	50%	60%	(Nombre de textes juridiques soumis / Nombre de textes prévus) x 100 Source : DAJC
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de couverture en besoins de personnel	75%	90%	95%	97%	(Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés) x 100 Source : DRH
	Taux d'exécution du budget	85,15%	100%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : SIGOBE
	Taux d'exécution des marchés passés	90%	100%	100%	100%	(Nombre de lignes à marché entièrement exécutées /Nombre de lignes à marché notifiées) x 100 Source : CPMP
OS 3 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	25%	45%	65%	80%	(Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures) x 100 Source : DIDA
	Taux de consultation sur la plateforme GED-MPD des documents stratégiques et de planification produits	0%	10%	50%	90%	(Nombre de documents stratégiques et de planification consultés / Nombre de documents stratégiques et de planification publiés) x 100 Source : DIDA
	Nombre de visites du site Web du ministère	20 002	30 000	35 000	40 000	Dénombrement Source : DIDA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**5 357 042 756**	**5 175 114 386**	**5 532 623 704**
Personnel	2 039 689 700	2 157 303 031	2 281 698 223
Biens et services	2 969 281 355	2 994 209 846	3 227 323 972
Transferts	23 601 509	23 601 509	23 601 509
Investissements	324 470 192	0	0
Trésor	*124 470 192*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*200 000 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21054 Administration Générale	**5 357 042 756**	**5 175 114 386**	**5 532 623 704**
2105401 Coordination et animation du ministère	**922 370 990**	**709 235 568**	**728 614 852**
2 Biens et services	***722 370 990***	***709 235 568***	***728 614 852***
11013200005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Yamoussoukro)	1 000 000	978 894	1 010 031
11013200006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro	9 045 228	8 854 324	9 135 974
14013200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Dimbokro)	6 100 000	5 971 257	6 161 197
17013200003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouaké	8 200 000	8 026 935	8 282 265
17013200004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaké)	900 000	881 005	909 028
23013200004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'Odienné	10 050 000	9 837 887	10 150 828
23013200005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Odienné)	1 860 000	1 820 742	1 878 660
25013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Korhogo	9 340 000	9 142 876	9 433 703
25013200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Korhogo)	1 400 000	1 370 452	1 414 044
31013200005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Daloa	7 800 000	7 635 377	7 878 253
31013200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Daloa)	1 980 000	1 938 211	1 999 863
35013200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaflé)	2 630 000	2 574 492	2 656 385
41013200004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Man)	1 650 000	1 615 175	1 666 553
41013200005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Man	25 128 854	24 598 496	25 380 956
55013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San-Pedro	4 850 000	4 747 638	4 898 657

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21054 Administration Générale	**5 357 042 756**	**5 175 114 386**	**5 532 623 704**
61013200004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abengourou	6 100 000	5 971 258	6 161 197
61013200005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abengourou)	800 000	783 116	808 024
62013200004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de région de la Bondoukou	5 500 000	5 383 920	5 555 176
62013200005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bondoukou)	1 000 000	978 894	1 010 031
78013200213 Apporter un appui juridique aux services du ministère	28 500 000	27 898 496	28 785 923
78013200214 Réaliser les travaux préparatoires de la participation de la Côte d'Ivoire aux CIEA	134 500 000	131 661 320	135 849 357
78013200216 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	31 300 000	30 639 402	31 614 013
78013200264 Gérer la commande publique du ministère	17 000 000	16 641 208	17 170 552
78013200267 Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78013200268 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de planification et de développement	299 036 908	292 725 601	302 036 966
78013200269 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abidjan)	700 000	685 226	707 022
78013200297 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abidjan	6 000 000	5 873 366	6 060 194
78013200333 Prendre en charge l'assurance maladie des agents du ministère	96 000 000	96 000 000	96 000 000
4 Investissements	***200 000 000***	***0***	***0***
Financement extérieur	*200 000 000*	*0*	*0*
90013200004 Projet cadre d'appui au pilotage stratégique du développement 2022-2024	200 000 000	0	0
2105402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**4 258 735 974**	**4 415 499 422**	**4 752 026 929**
1 Personnel	***2 039 689 700***	***2 157 303 031***	***2 281 698 223***
78013200220 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 039 689 700	2 157 303 031	2 281 698 223
2 Biens et services	***2 195 444 765***	***2 234 594 882***	***2 446 727 197***
78011201846 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	60 695 646	64 131 019	67 760 835
78013200218 Prendre en charge les dépenses liées aux frais de gardiennage, à l'entretien des locaux, des installations électriques et des centraux téléphoniques	44 830 109	43 883 950	45 279 862
78013200219 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	52 500 000	51 391 967	53 026 699
78013200222 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	140 000 000	140 000 000	140 000 000
78013200270 Prendre en charge les dépenses liées aux loyers et charges locatives des services du ministère	320 000 000	313 246 258	323 210 367
78013200272 Recruter les experts pour assister le cabinet (régie/convention BNETD)	300 406 869	345 736 513	540 053 702
78013200291 Gérer les ressources humaines du Ministère	38 235 000	37 428 034	38 618 591
78013200293 Prendre en charge les primes des agents du Ministère	963 777 141	963 777 141	963 777 141
78013200317 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	275 000 000	275 000 000	275 000 000
3 Transferts	***23 601 509***	***23 601 509***	***23 601 509***
78013200224 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	23 601 509	23 601 509	23 601 509

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21054 Administration Générale	**5 357 042 756**	**5 175 114 386**	**5 532 623 704**
2105403 Information et communication	**175 935 792**	**50 379 396**	**51 981 923**
2 Biens et services	***51 465 600***	***50 379 396***	***51 981 923***
78013200298 Réaliser les activités de communication, de documentation et de gestion informatique	51 465 600	50 379 396	51 981 923
4 Investissements	***124 470 192***	***0***	***0***
Trésor	*124 470 192*	*0*	*0*
78013200301 Projet d'organisation de la mémoire documentaire du Ministère du Plan et du Développement	124 470 192	0	0

II.2.2. Programme 2 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Action
Programme 2 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	Action 2.1: Pérennisation des réflexions prospectives
	Action 2.2: Réalisation de la planification stratégique
	Action 2.3:Programmation des investissements publics
	Action 2.4: Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 :Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Proportion de structures ayant bénéficié de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) en matière de prospective	5,5%	15%	35%	50%	(Nombre de structures bénéficiaires / Nombre de structures ciblées) x 100 Source : BNPVS
	Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	0%	34%	68%	100%	(Nombre de structures de l'administration territoriale renforcées / Nombre de structures ciblée) x 100 Source : BNPVS
	Taux de cellules installées au niveau central	0%	50%	80%	100%	(Nombre de cellules installées / Effectif total des cellules au niveau central) x 100 Source : DVS
	Taux de cellules installées au niveau régional	0%	0%	80%	100%	(Nombre de cellules installées / Effectif total des cellules au niveau régional) x 100 Source : DVS
	Nombre de nouveaux ministères dotés d'un document de politique sectorielle en vigueur en lien avec le PND	19	8	12	15	Dénombrement Source : DP
	Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA	100%	100%	100%	100%	(Nombre de ministères disposant de PTA / Nombre total des Ministères) x 100 Source : DGPLP / DP
OS2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Taux de production trimestrielle de rapports de veille	0%	50%	75%	100%	(Nombre de rapports produits / Nombre total de rapports programmés) x 100 Source : BNPVS
	Nombre de rapports semestriels de suivi du PND produits dans les délais prescrits	-	3	3	3	Dénombrement Source : DCSE
	Nombre de rapports annuels de performance du PND produits dans les délais prescrits	-	1	1	1	Dénombrement Source : DCSE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET ÉVALUATION	**2 517 296 864**	**3 249 341 150**	**2 904 784 051**
Personnel	47 951 203	49 040 505	50 136 700
Biens et services	427 315 853	422 200 645	429 747 351
Transferts	0	0	0
Investissements	2 042 029 808	2 778 100 000	2 424 900 000
Trésor	1 342 029 808	2 078 100 000	2 424 900 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	700 000 000	700 000 000	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	**2 517 296 864**	**3 249 341 150**	**2 904 784 051**
2205501 Pérennisation des réflexions prospectives	**238 389 650**	**554 557 815**	**957 480 132**
2 Biens et services	***48 889 650***	***47 857 815***	***49 380 132***
78013200299 Coordonner les réflexions prospectives et la veille stratégique	23 393 650	22 899 919	23 628 344
78013200316 Réaliser la veille stratégique	12 482 000	12 218 563	12 607 225
78013200326 Réaliser les études prospectives	13 014 000	12 739 333	13 144 563
4 Investissements	***189 500 000***	***506 700 000***	***908 100 000***
Trésor	*189 500 000*	*506 700 000*	*908 100 000*
78013200300 Mise en place du Mécanisme Institutionnel de veille stratégique	189 500 000	506 700 000	908 100 000
2205502 Réalisation de la planification stratégique	**1 163 277 406**	**1 348 297 597**	**393 693 983**
1 Personnel	***47 951 203***	***49 040 505***	***50 136 700***
78013200313 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels (Etudes et Programmation)	47 951 203	49 040 505	50 136 700
2 Biens et services	***287 726 203***	***285 557 092***	***288 757 283***
78013200225 Coordonner les activités de planification, de programmation et de suivi-évaluation	16 800 000	16 445 428	16 968 545
78013200226 Elaborer les documents de planification stratégique	30 975 000	30 321 260	31 285 753
78013200302 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des conférences de planification	55 000 000	53 839 201	55 551 782
78013200328 Prendre en charge les primes et indemnités des agents de la Direction Générale du Plan et de la Pauvreté	184 951 203	184 951 203	184 951 203

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	**2 517 296 864**	**3 249 341 150**	**2 904 784 051**
4 Investissements	***827 600 000***	***1 013 700 000***	***54 800 000***
Financement extérieur	*700 000 000*	*700 000 000*	*0*
78013200227 Planification sociale Suivi Evaluation	700 000 000	700 000 000	0
Trésor	127 600 000	313 700 000	54 800 000
78013200228 Mise en œuvre et Suivi de l'UNDAF	16 900 000	30 000 000	54 800 000
78013200227 Planification sociale Suivi Evaluation	110 700 000	283 700 000	0
2205503 Programmation des investissements publics	**495 329 808**	**661 083 023**	**713 026 020**
2 Biens et services	***62 400 000***	***61 083 023***	***63 026 020***
78013200231 Elaborer et suivre le programme des investissemnts publics	18 400 000	18 011 662	18 584 595
78013200330 Organiser les conférences programmes	44 000 000	43 071 361	44 441 425
4 Investissements	***432 929 808***	***600 000 000***	***650 000 000***
Trésor	*432 929 808*	*600 000 000*	*650 000 000*
78013200294 Projet modernisation du SINAPSE	432 929 808	600 000 000	650 000 000
2205504 Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat	**620 300 000**	**685 402 715**	**840 583 916**
2 Biens et services	***28 300 000***	***27 702 715***	***28 583 916***
78013200278 Suivre et évaluer l'exécution des projets et programmes de développement du Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PND	28 300 000	27 702 715	28 583 916
4 Investissements	***592 000 000***	***657 700 000***	***812 000 000***
Trésor	*592 000 000*	*657 700 000*	*812 000 000*
78013200233 Suivi et Evaluation mise en œuvre du PND	592 000 000	657 700 000	812 000 000

II.2.3. Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local	Action 3.1: Mise en place des outils d'aménagement du territoire
	Action 3.2: Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
	Action 3.3: Soutien a la mise en œuvre des politiques de développement régional et local

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place	2/5	3/5	3/5	4/5	(Nombre d'outils élaborés et vulgarisés / Nombre total d'outils prévus à être élaborés et vulgarisés) x 100 Source : DGATDRL
	Proportion cumulée de districts autonomes appuyés par le MPD pour la réalisation de leur SATDA	1/12	1/12	2/12	4/12	(Nombre de districts autonomes ayant élaboré leur SATDA avec l'appui du MPD / Nombre total de districts autonomes) x 100 Source : DGATDRL
	Proportion cumulée de régions appuyées par le MPD pour la réalisation de leur SRADT	3/33	8/33	10/33	13/33	(Nombre de régions ayant élaboré leur SRADT avec l'appui du MPD / Nombre total de régions) x 100 Source : DGATDRL
	Proportion de projets d'aménagement de l'espace national en cours ou achevés	0/3	1/3	2/3	3/3	(Nombre de projets d'aménagements de l'espace national réalisés / Nombre de projets d'aménagements de l'espace national prévus) x 100 Source : DGATDRL
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC (forum, ateliers, colloques, séminaires, salons, journées, table ronde, etc.)	1/7	4/7	06/7	7/7	Nombre d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC / Nombre total d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC prévues Source : DGATDRL
	Proportion cumulée d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational en cours ou achevés	2/12	7/12	9/12	12/12	Nombre d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational en cours ou achevés / Nombre d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational prévus Source : DGATDRL
	Proportion cumulée des PDL mis en place au niveau régional avec l'appui du MPD	19/33	26/33	30/33	33/33	Nombre de PDL mis en place au niveau régional / Nombre total de régions Source : DGATDRL
	Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD	0/201	2/201	4/201	14/201	Nombre de PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD / Nombre total de PDC de communes à réaliser avec l'appui du MPD Source : DGATDRL
	Proportion cumulée des PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD	9/8000	16/8000	26/8000	46/8000	Nombre de PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD /Nombre total de PDV à réaliser avec l'appui du MPD Source : DGATDRL

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL	**5 353 698 651**	**3 035 825 266**	**4 431 967 817**
Personnel	0	0	0
Biens et services	110 558 651	108 225 266	111 667 817
Transferts	0	0	0
Investissements	5 243 140 000	2 927 600 000	4 320 300 000
Trésor	*1 193 840 000*	*2 232 100 000*	*4 320 300 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*4 049 300 000*	*695 500 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	**5 353 698 651**	**3 035 825 266**	**4 431 967 817**
2205601 Mise en place des outils d'aménagement du territoire	**5 301 898 651**	**2 985 118 527**	**4 379 648 140**
2 Biens et services	***58 758 651***	***57 518 527***	***59 348 140***
78013200234 Coordonner les actions en matière de développement et d'aménagement du territoire	38 008 651	37 206 465	38 389 968
78013200303 Mettre en place un système d'information relatif à l'aménagement et au développement du territoire	20 750 000	20 312 062	20 958 172
4 Investissements	***5 243 140 000***	***2 927 600 000***	***4 320 300 000***
Financement extérieur	4 049 300 000	695 500 000	0
78013200282 Programme Pilote de développement des zones rurales	4 049 300 000	695 500 000	0
Trésor	1 193 840 000	2 232 100 000	4 320 300 000
78013200295 Programme d'appui à la planification territoriale (PAPT)	338 500 000	1 638 500 000	3 716 000 000
78013200282 Programme Pilote de développement des zones rurales	855 340 000	593 600 000	604 300 000
2205602 Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire	**16 500 000**	**16 151 761**	**16 665 533**
2 Biens et services	***16 500 000***	***16 151 761***	***16 665 533***
78013200309 Mettre en œuvre la politique d'organisation spatiale du territoire	16 500 000	16 151 761	16 665 533
2205603 Soutien a la mise en œuvre des politiques de développement régional et local	**35 300 000**	**34 554 978**	**35 654 144**
2 Biens et services	***35 300 000***	***34 554 978***	***35 654 144***
78013200283 Elaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	35 300 000	34 554 978	35 654 144

II.2.4. Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	Action 4.1: Gestion de l'aide et du partenariat
	Action 4.2: Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
	Action 4.3: Gestion des statistiques

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Mettre en oeuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Existence du document annuel de politique nationale de partenariat au service du développement	Non	Oui	Oui	Oui	Oui/Non Source : DCCA / DGSCA
	Nombre d'études en matière d'aide et de développement réalisées par an	1	1	1	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSE/ DGSCA
	Taux de réalisation des activités de mise en place de la base de données des études en matière d'aide et de développement	0%	50%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées /nombre total des activités prévues) x 100 Source : DP
	Nombre de missions conjointes de suivi évaluations réalisées avec les PaDs par an	0	2	2	3	Dénombrement Source : DP
	Existence du rapport sur les engagements de financement des principaux bailleurs pour l'année N+1	Non	Oui	Oui	Oui	Oui/Non Source : DP
OS 2 : Développer des politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des populations vulnérables	Nombre de rapports d'études et de décisions produits par an	6	2	3	2	Dénombrement Source : ONP
	Nombre de sessions de formation sur les défis et enjeux en matière de population et développement organisées par an	2	3	3	2	Dénombrement Source : ONP
	Nombre des petits fermiers appuyés par les coopératives agricoles autour des chaines des valeurs agricoles par an	2500	2500	2500	2500	Dénombrement Source : PACIPIL
	Nombre des PME/PMI crées et appuyés	0	30	30	40	Dénombrement **Source :** PACIPIL
	Nombre des femmes ayant acquis des capacités techniques et d'affaires par an	0	1250	1250	2500	Dénombrement **Source :** PACIPIL
OS 2 : Développer des	Nombres des politiques/feuille de route et					

Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des populations vulnérables	mesures sensibles au genre validé et mise en œuvre pour prévenir les risques des conflits ou de changement climatique	3	5	5	5	Dénombrement **Source :** PACIPIL
OS 3 : Améliorer la production statistique	Nombre de statisticiens formés par an	163	136	160	159	Dénombrement Source : ENSEA
	Proportion de statisticiens dans l'effectif de l'INS	30%	36%	45%	54%	(Nombre de statisticiens / Effectif de l'INS) x 100 Source : INS
	Taux de réalisation des activités techniques du Plan d'Action Opérationnel	88,48%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités techniques réalisées/ nombre d'activités techniques programmées) x 100 Source : INS
	Nombre d'enquêtes et d'études réalisées	11	12	15	20	Dénombrement Source : INS

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : COORDINATION DE L'AIDE, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES	**19 614 778 927**	**17 146 841 825**	**7 294 096 146**
Personnel	491 305 264	497 329 723	503 353 266
Biens et services	153 675 000	150 431 625	155 216 726
Transferts	4 027 968 213	4 634 980 477	4 739 226 154
Investissements	14 941 830 450	11 864 100 000	1 896 300 000
Trésor	*5 324 430 450*	*2 246 700 000*	*1 896 300 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*9 617 400 000*	*9 617 400 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22057 Coordination de l'aide, population et productions statistiques	**19 614 778 927**	**17 146 841 825**	**7 294 096 146**
2205701 Gestion de l'aide et du partenariat	**254 175 000**	**302 476 345**	**596 220 123**
2 Biens et services	***104 175 000***	***101 976 345***	***105 220 123***
78013200244 Réaliser des études en matière d'aide et de développement	32 000 000	31 324 626	32 321 037
78013200245 Réaliser et suivre les actions de partenariat au développement	8 900 000	8 712 163	8 989 287
78013200284 Suivre et évaluer l'aide au développement	25 500 000	24 961 811	25 755 826
78013200324 Coordonner les interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources extérieures et de l'aide	37 775 000	36 977 745	38 153 973
4 Investissements	***150 000 000***	***200 500 000***	***491 000 000***
Trésor	150 000 000	200 500 000	491 000 000
90013200003 Cartographie des études pour le pilotage stratégique du développement en Côte d'Ivoire	150 000 000	200 500 000	491 000 000
2205702 Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux	**625 167 946**	**688 272 430**	**701 573 253**
1 Personnel	***226 141 823***	***229 113 323***	***232 087 166***
78013200249 Transférer des crédits de personnel à l'ONP	193 311 000	195 536 686	197 759 996
78013200311 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel du projet FRAR	32 830 823	33 576 637	34 327 170
3 Transferts	***399 026 123***	***459 159 107***	***469 486 087***
78013200310 Transférer des crédits de biens et services à l'ONP	399 026 123	459 159 107	469 486 087
2205704 Gestion des statistiques	**18 735 435 981**	**16 156 093 050**	**5 996 302 770**
1 Personnel	***265 163 441***	***268 216 400***	***271 266 100***
78013200255 Transférer des crédits de personnel à l'ENSEA	265 163 441	268 216 400	271 266 100
2 Biens et services	***49 500 000***	***48 455 280***	***49 996 603***
78013200250 Contrôler et suivre les activités statistiques sectorielles	49 500 000	48 455 280	49 996 603
3 Transferts	***3 628 942 090***	***4 175 821 370***	***4 269 740 067***
78013200251 Transférer des crédits de biens et services à l'ENSEA	745 692 807	858 068 242	877 367 116
78013200319 Transférer des crédits à l'INS	2 883 249 283	3 317 753 128	3 392 372 951
4 Investissements	***14 791 830 450***	***11 663 600 000***	***1 405 300 000***
Financement extérieur	9 617 400 000	9 617 400 000	0
78013200256 Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest	9 617 400 000	9 617 400 000	0
Trésor	5 174 430 450	2 046 200 000	1 405 300 000
90013200002 Réaliser l'enquete harmonisée des conditions de vie des ménages (EHCVM)	50 000 000	788 200 000	500 000 000
90013200001 Réaliser l'enquête démographique de santé en Côte d'Ivoire (EDS)	150 000 000	558 000 000	0
78013200336 Construction et équipement de l'amphithéâtre de l'ENSEA	255 700 000	0	0
78013200256 Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest	100 000 000	700 000 000	905 300 000
78013200254 Recensement Général de la Population et de l'Habitat/ RGPH - 2018	4 318 730 450	0	0
78013200253 Construction du siège de l'Institut National de Statistique	300 000 000	0	0

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- la vétusté des locaux des directions (régionales et départementales) et de certaines directions centrales ;
- l'absence de base de données fiable du patrimoine ;
- l'absence de profil de carrière des fonctionnaires du Ministère ;
- l'absence de motivation des agents entraînant notamment, le départ des agents techniques et administratifs vers les structures plus attrayantes ;
- l'absence de textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat ;
- l'absence de base de données statistique du Ministère.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- l'état de vieillissement des routes revêtues ;
- le faible niveau d'extension du réseau routier revêtu ;
- l'accélération de la dégradation des chaussées due à la charge à l'essieu : plus de 40% des camions sont en surcharge, au-delà des poids normaux + 20% de tolérance, par rapport au règlement n°14/2005/CM/UEMOA du 16 Décembre 2005 adopté par les pays membres de l'UEMOA ;
- le déficit d'entretien du réseau routier ;
- l'insuffisance de financement du secteur.

I.1.2. Les réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale :

- la réhabilitation des locaux de la DRH ;
- les travaux de construction du bâtiment R+3 à la Direction Générale des Infrastructures Routières ;
- les travaux de construction des locaux des DRIR et DTIR ;
- les travaux de réhabilitation des locaux des DR, DTIR ;
- les travaux de climatisation des locaux de la Direction Territoriale des Infrastructures Routières.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- Aménagement et construction de nouvelles routes et autoroutes ;
- Construction et réhabilitation de voiries urbaines ;
- Renforcement et réhabilitation de routes et autoroutes ;
- Construction et réhabilitation des ouvrages d'arts (ponts et échangeurs,).

I.1.3. Défis et priorités

- l'instauration d'une source de motivation des agents, notamment des conducteurs et mécaniciens spécialisés des engins de travaux publics ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires ;
- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du Ministère ;

- la mise en place d'une base de données statistique ;
- la poursuite de la réhabilitation des directions centrales et territoriales du Ministère ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat ;
- le développement, l'entretien et la réhabilitation des routes ;
- le financement du sous- secteur routier ;
- la surveillance de l'ensemble du réseau routier ;
- l'encouragement des PME à achever les travaux dans les délais ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures routières et ouvrages d'arts.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures routières ;
- l'entretien régulier des infrastructures routières ;
- la réhabilitation des infrastructures routières ;
- la construction des infrastructures routières de qualité ;
- le renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur des infrastructures routières.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- le niveau des Infrastructures routières et ouvrages d'art est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du Gouvernement, en son article15, le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Equipement et d'Entretien Routier.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de routes et d'ouvrages d'art

- maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.

En matière d'Infrastructures de transport aérien, ferroviaire, maritime et fluvio-lagunaire

- suivi de la réalisation par les maîtres d'ouvrage concernés, des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des ports, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales, en liaison avec le Ministre chargé des Transports.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts.
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, Direction de la Documentation et des Archives, Direction des Affaires Juridiques, Service de l'Informatique, des technologies de l'Information et de la Communication, Service de la Communication et des Relations Publiques, Service de la Coopération Internationale, Cellule de Passation des Marchés-MEER, Inspection Générale, Direction du Domaine Public de l'Etat, Direction de Ressources Humaines, Direction des Affaires Financières et du Patrimoine, Direction de la Planification et de l'Evaluation, Directions Réginales d'Equipement et de l'Entretion Routier		- Réhabilitation des locaux des directions territoriales ; - Suivre l'exécution du PSGOUV/ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier ; - Mise en place d'une base de données statistique du M.E.E.R.	
P2 : Infrastructures routiéres et ouvrages d'art	Direction Générale des Infrastructures Routières, Direction de Planification de la Signalsation et de la Supervision, Direction de l'Environnement des Normes de la Réglementation et de la Veille Technologique, Direction des Routes Rurales, Direction Générale de la Qualité et de l'Innovation Rourtière, Direction l'Tnnovation Routière, Direction de la Qualité, DirectionsTerritoriales des Infrastuctures Routières	Agence de Gestion des Routes, Laboratoire du Batiment et des Travaux Publics, Fonds d'Entretien Routier	- Aménagement route Boundiali-Odienne frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiebissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoiro-Japonaise (phase 2) - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé-Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani –Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono–Tiéningboué ; - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Séguéla - Mankono - Bitumage axe Odiénné –Gbelegban	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			- Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d'art départements de Man – Guiglo – Tai - programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l'autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d'aménagement Voiries Abidjan) - Aménagement de la route Guitry –Divo - Aménagement de la Baie de Cocody - Projet d'Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) - Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) - Routes/2ème C2D - Bitumage axe Noé-Tiapoum - Travaux de bitumage de la route de Tioroniaradougou-Guiemé-Dikodougou - Travaux de bitumage de la route Korhogo-Mbengué - Construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro - Travaux d'élargissement de la traversée de Bingerville à Ebrah - Travaux de bitumage de la route de Kabala-Salonkourani - Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bondoukou-soko-frontière Ghana ; - Travaux d'amenagement et de bitumage de route dans les villes de sinématiali, kouto, gbon et kolia - Travaux de bitumage de route dans la ville de Korhogo - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Boundiali-dianra et de la voirie à Boundiali - Apporter un appui au programme d'auscultation des infrastructures routières - Appui au LBTP - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route N'golodougou-kong et de la voirie à N'golodougou - Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Bouaké-satama-sokoro et voirie et brételle de satama-sokoro - Renforcement du réseau routier sections:Gagnoa-Issia; - Bondoukou-Bouna, Sinfra-Gagnoa ; - Renforcement du réseau routier Bouaké-Mbahiakro, Kotobi-Arrah-Bonahouin, Mbahiakro-Daoukro et Bongouanou-Dimbokro ; - Travaux de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo - Travaux routiers diverses localités/EBOMAF - Travaux d'aménagement et de bitumage de la route MAFERE-KOUAKRO - Aménagement et bitumage de la route YakasséAttobrou- Biébi-Bettié - Projet de construction de 11 ouvrages métalliques - Travaux d'Aménagement et de Bitumage de voiries dans la ville de Bouna - Travaux d'Aménagement et de Bitumage de voiries dans la ville de Bondoukou;	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S1.1 : L'administration du ministère est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de textes appliqués	(Nombre de textes appliqués/nombre de textes légaux et réglementaires adoptés) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet, DAJ
OG 2 : assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières	R S2.1 : Le niveau des Infrastructures routières est amélioré	IP 2.1.1 : Proportion de routes revêtues en bon état	(Linéaire de routes revêtues en bon état / linéaire total de routes revêtues) x100 Source : Rapport d'activités DGIR, AGEROUTE

I.1.1. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**682 693 571 991**	**878 207 555 868**	**882 476 419 518**
1.1 Ressources Intérieures	**350 527 165 200**	**602 554 355 868**	**756 356 419 518**
1.1.1 Budget Etat	350 527 165 200	602 554 355 868	756 356 419 518
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**332 166 406 791**	**275 653 200 000**	**126 120 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	332 166 406 791	275 653 200 000	126 120 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**682 693 571 991**	**878 207 555 868**	**882 476 419 518**
2.1 Personnel	**1 953 528 940**	**2 064 343 796**	**2 181 444 678**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 953 528 940	2 064 343 796	2 181 444 678
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 301 938 542**	**2 321 372 246**	**2 512 139 504**
2.3 Transferts	**210 656 363 823**	**221 764 170 774**	**242 752 266 284**
2.4 Investissement	**467 781 740 686**	**652 057 669 052**	**635 030 569 052**
Trésor	*135 615 333 895*	*376 404 469 052*	*508 910 569 052*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*332 166 406 791*	*275 653 200 000*	*126 120 000 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du domaine public de l'Etat
	Action 1.5: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer lecadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art	Taux de textes légaux et réglementaires soumis	166%	100%	100%	100%	Nombre de textes légaux et réglementaires soumis / Nombre de textes légaux et réglementaires prévus Source : Rapport d'activités de Cabinet ; Direction des Affaires Juridique
OS 2 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation des activités du ministère	Taux d'exécution des activités planifiées	50%	100%	100%	100%	Nombre d'activités exécutées/nombre total d'activités prévues ; Source : Rapport d'activités de DPE
	Taux de projets suivis et évalués	50% (2019)	60%	75%	80%	Nombre de projets suivis et évalués/ nombre total de projets de l'année Source : Rapport d'activités de la DPE

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 3 : Assurer unegestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du plan de formation	33,33%	70%	80%	90%	Nombre de formations réalisées/ Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités de la DRH
	Taux de couverture des besoins du ministère en personnel	40% (2019)	60%	70%	80%	Nombre de besoins en personnel satisfait/nombre de besoins exprimés Source : Rapport d'activités /DRH
	Taux d'exécution du budget du ministère	54,54%	100%	100%	100%	(Total liquidation /total bugdet actuel) Source : Rapport d'activités de DAFP
	Taux de bâtiments réhabilités	35%	100%	0	0	Nombre de bâtiments réhabilités/Nombre de bâtiments à réhabiliter Source : PV de réception/DAFP
OS 4 : Améliorer la gestion du domainepublic de l'Etat	Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités	95% (2019)	95%	95%	95%	Nombre de demandes traitées/nombre total de demandes reçues Source : Rapport d'activités de la DDPE
OS 5 : Améliorer lesystème d'information et de communication interne et externe	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	75% (2019)	85%	90%	95%	Nombre d'activités couvertes/nombre d'activités réalisées Source : Rapport d'activités du Service de Communication et des Relations Publiques
	Taux de diffusion des activités du ministèresur le site Web	52% (2019)	70%	80%	95%	(Nombre d'activités publiées sur le site Web/nombre d'activités réalisées) x 100 Source : Rapport d'activités du Service Informatique et des Systèmes d'Information (SISI)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**4 845 411 429**	**105 626 254 095**	**106 898 869 042**
Personnel	1 953 528 940	2 064 343 796	2 181 444 678
Biens et services	2 036 882 489	2 061 910 299	2 244 424 364
Transferts	0	0	0
Investissements	855 000 000	101 500 000 000	102 473 000 000
Trésor	855 000 000	101 500 000 000	102 473 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21058 Administration Générale	**4 845 411 429**	**105 626 254 095**	**106 898 869 042**
2105801 Coordination et animation du ministère	**666 038 973**	**398 835 611**	**517 359 547**
2 Biens et services	***376 038 973***	***398 835 611***	***517 359 547***
11062000006 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région Belier (YAMOUSSOUKRO)	3 632 912	3 556 236	3 669 358
14062000007 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du N'zi-Comoé, DIMBOKRO	5 000 000	4 894 473	5 050 161
15062000007 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de Iffou, Daoukro	3 573 873	3 498 446	3 609 728
17062000010 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de Gbêkê (Bouaké)	3 573 876	3 498 447	3 609 731
22062000005 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Bafing, Touba	3 573 875	3 498 448	3 609 729
23062000005 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de Kabadougou (Odienné)	3 573 875	3 498 448	3 609 729
24062000005 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Tchologo, Ferké	3 573 875	3 498 448	3 609 729
25062000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Poro (Korhogo)	4 861 458	4 758 854	4 910 231
31062000011 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Haut Sassandra (Daloa)	3 615 978	3 539 661	3 652 255
32062000010 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Gôh (Gagnoa)	3 594 929	3 519 057	3 630 995
35062000007 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de la Marahoué, Bouaflé	3 594 926	3 519 054	3 630 992
36062000004 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Worodougou, SEGUELA	3 573 874	3 498 446	3 609 728
41062000010 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	3 644 050	3 567 143	3 680 607
42062000007 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Moyen-Cavally, Guiglo	3 564 875	3 489 636	3 600 638
51062000007 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Bandama, DIVO	3 591 419	3 515 621	3 627 451
55062000009 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de San Pedro (San pedro)	4 698 440	4 599 278	4 745 576
61062000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen-Comoé, ABENGOUROU	3 594 929	3 519 058	3 630 994
62062000005 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Gontougo (Bondoukou)	3 594 927	3 519 055	3 630 992
71062000010 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé, ABOISSO	3 573 875	3 498 448	3 609 730
76062000005 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de l'Agnéby, AGBOVILLE	3 573 875	3 498 449	3 609 729
77062000008 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de La Mé	3 658 444	3 581 231	3 695 146
78062000696 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78062000703 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	4 653 459	4 555 247	4 700 145
78062000767 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des infrastructures routières	3 750 000	3 670 854	3 787 621
78062000802 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures routières	62 000 000	60 691 464	62 622 007
78062000831 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	11 197 229	10 960 906	11 309 564
78062000887 Organiser des formations sur les procédures des marchés publics	4 000 000	3 915 578	4 040 130
78062000907 Recruter des experts pour assister le Cabinet (Régie/Convention BNETD)	175 000 000	201 406 479	314 604 650
78062000912 Apporter un appui juridique aux services du ministère	6 200 000	6 069 146	6 262 201
4 Investissements	***290 000 000***	***0***	***0***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21058 Administration Générale	**4 845 411 429**	**105 626 254 095**	**106 898 869 042**
Trésor	290 000 000	0	0
78062000665 Suivre l'exécution du PSGOUV/ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	290 000 000	0	0
2105802 Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	**4 105 627 823**	**105 155 230 259**	**106 307 025 026**
1 Personnel	***1 953 528 940***	***2 064 343 796***	***2 181 444 678***
78062000669 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 953 528 940	2 064 343 796	2 181 444 678
2 Biens et services	***1 587 098 883***	***1 590 886 463***	***1 652 580 348***
78062000666 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	18 000 000	17 620 102	18 180 583
78062000667 Gérer la commande publique du Ministère	7 500 000	7 341 711	7 575 242
78062000668 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	38 000 000	38 000 000	38 000 000
78062000670 Gérer les ressources humaines du ministère	15 200 000	14 879 198	15 352 491
78062000671 Organiser des séminaires et conférences sur l'élaboration du RAP	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78062000672 Renforcer les capacités des agents du Ministère	10 000 000	9 788 945	10 100 325
78062000772 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	37 000 000	36 219 099	37 371 200
78062000858 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	469 490 858	496 064 041	524 141 265
78062000860 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels du Ministère	880 000 000	861 427 209	888 828 510
78062000888 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des cérémonies de réception des agents du Ministère	19 908 025	19 487 858	20 107 750
78062000920 Prendre en charge les dépenses liées à l'entretien et au maintien des locaux de la DAF	67 000 000	65 585 935	67 672 171
78062000946 Gérer le patrimoine du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	15 000 000	14 683 419	15 150 487
4 Investissements	***565 000 000***	***101 500 000 000***	***102 473 000 000***
Trésor	*565 000 000*	*101 500 000 000*	*102 473 000 000*
78062000810 Réhabilitation des locaux des Directions territoriales (projet)	565 000 000	101 500 000 000	102 473 000 000
2105803 Planification, programmation et suivi-évaluation	**25 595 157**	**25 054 962**	**25 851 938**
2 Biens et services	***25 595 157***	***25 054 962***	***25 851 938***
78062000773 Organiser la planification, le suivi et l'évaluation des activités du ministère	25 595 157	25 054 962	25 851 938
2105804 Gestion du domaine public de l'Etat	**26 242 211**	**25 688 359**	**26 505 484**
2 Biens et services	***26 242 211***	***25 688 359***	***26 505 484***
78062000937 Gérer l'occupation et l'exploitation du Domaine Public de l'Etat	26 242 211	25 688 359	26 505 484
2105805 Information et communication	**21 907 265**	**21 444 904**	**22 127 047**
2 Biens et services	***21 907 265***	***21 444 904***	***22 127 047***
78062000675 Organiser la communication des activités du Ministère	7 300 000	7 145 930	7 373 236
78062000774 Réaliser les activités de documentation et d'archivage du ministère	7 768 511	7 604 553	7 846 448
78062000829 Mener des campagnes de sensibilisation des populations à la préservation et à l'entretien des infrastructures routières	3 000 000	2 936 684	3 030 097
78062000861 Gérer le parc et le système informatique du ministère	3 838 754	3 757 737	3 877 266

II.2.2 Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	Action 2.1: Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.2: Construction de nouvelles routes
	Action 2.3: Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.4: Construction des ouvrages d'arts

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Assurer une gestion efficace et efficiente du programme	Taux d'études réalisées	83,33%	20%	25%	30%	(Nombre d'études réalisées/nombre d'études prévues) x 100Source : DGIR
	Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier	70% (2019)	49%	52%	55%	(Nombre de personnes satisfaites/ nombre de personnes enquêtées) x100 Source : Rapport d'activités de la DGIR
	Taux d'absorption du budget alloué aux projets routiers	67,72% (2019)	73,5%	75%	78%	(Budget exécuté / budget total alloué aux projets routiers) x100 Source : Rapport d'activités de la DGIR issu du Système d'Information Budgétaire (SIB), de l'AGEROUTE du PACOGA du PABC du PTUA du C2D du PRICI et du LBTP)
OS 2 : Développer et assurer une bonne conservation et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier.	Linéaires de routes neuves construites (Km)	316,86	311	285	109	Dénombrement du linéaire de routes neuves construites Source : Rapport d'activités de la DGIR, de l'AGEROUTE du PACOGA du PTUA du C2D et du PRICI)
	Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel	95%	95%	95%	95%	(Linéaire de routes bitumées/linéaire de routes prévues) x100 Source : Rapport d'activités AGEROUTE
	Linéaires de routes renforcées (Km)	261,24	35	81	0	Dénombrement du linéaire de routes renforcées Source : Rapport d'activités de la DGIR et de l'AGEROUTE
	Taux de routes renforcées conformément au plan annuel	95%	95%	95%	95%	(Linéaire de routes renforcées/linéaire de routes prévues) x100Source : Rapport d'activités AGEROUTE
	Nombre d'ouvrages réalisés	6	1	8	7	Dénombrement des ouvrages construits Source : Rapport d'activités de la DGIR, de l'AGEROUTE du PACOGA du PTUA du C2D et du PRICI
	Proportion d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel	71% (2019)	100%	100%	100%	(Nombre d'ouvrages construits /nombre total d'ouvrages prévus) x100 Source : Rapport d'activités de la DGIR de l'AGEROUTE du PACOGA du PTUA du C2D et du PRICI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET OUVRAGES D'ARTS	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
Personnel	0	0	0
Biens et services	265 056 053	259 461 947	267 715 140
Transferts	12 080 968 823	12 093 170 774	12 095 266 284
Investissements	466 926 740 686	550 557 669 052	532 557 569 052
Trésor	134 760 333 895	274 904 469 052	406 437 569 052
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	332 166 406 791	275 653 200 000	126 120 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
2205901 Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art	**506 024 876**	**1 044 632 721**	**362 981 424**
2 Biens et services	***265 056 053***	***259 461 947***	***267 715 140***
11062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Yamoussoukro)	2 990 000	2 926 894	3 019 997
11062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiébissou)	2 990 000	2 926 896	3 019 997
11062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toumodi)	3 250 000	3 181 409	3 282 605
14062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bocanda)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
14062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dimbokro)	2 990 000	2 926 895	3 019 997
15062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daoukro)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
15062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de M'Bahiakro)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
16062000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bongouanou)	2 990 000	2 926 895	3 019 997
17062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaké I)	2 990 000	2 926 893	3 019 996
17062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Béoumi)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
17062000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sakassou)	2 990 000	2 926 896	3 019 997
18062000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabakala)	2 990 000	2 926 895	3 019 997
18062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Katiola)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
22062000004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Touba)	2 990 000	2 926 895	3 019 995

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
23062000004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Odiénné)	2 990 000	2 926 896	3 019 996
24062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Ferke)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
25062000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Korhogo)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
26062000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Boundiali)	2 990 000	2 926 895	3 019 995
26062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tengrela)	2 990 000	2 926 896	3 019 996
28062000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouna)	2 990 000	2 926 894	3 019 997
31062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daloa)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
31062000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Vavoua)	2 990 000	2 926 896	3 019 997
31062000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Issia)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
32062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Gagnoa)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
32062000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Oumé)	2 990 000	2 926 896	3 019 996
35062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Zuénoula)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
35062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sinfra)	2 990 000	2 926 896	3 019 994
35062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaflé)	2 990 000	2 926 896	3 019 996
36062000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Séguéla)	2 990 000	2 926 896	3 019 995
37062000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Mankono)	3 250 000	3 181 407	3 282 605
41062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Man)	2 990 000	2 926 894	3 019 996
41062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Biankouma)	3 016 000	2 952 347	3 046 257
41062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Danané)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
42062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toulepleu)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
42062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Guiglo)	2 990 000	2 926 896	3 019 997
42062000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bloléquin)	2 990 000	2 926 897	3 019 997
43062000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Duekoué)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
43062000004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bangolo)	2 990 000	2 926 895	3 019 997
51062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Divo)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
51062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Lakota)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
55062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de San-Pedro)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
55062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tabou)	2 990 000	2 926 895	3 019 995
56062000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Soubré)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
57062000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sassandra)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
61062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abengourou)	2 990 000	2 926 895	3 019 996

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
61062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agnibilékrou)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
62062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tanda)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
62062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bondoukou)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
71062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Adiaké)	3 048 963	2 984 614	3 079 552
71062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Bassam)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
71062000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Aboisso)	2 990 000	2 926 895	3 019 995
76062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agboville)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
76062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiassalé)	2 990 000	2 926 896	3 019 995
77062000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Adzopé)	2 990 000	2 926 894	3 019 996
77062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Alépé)	3 015 213	2 951 575	3 045 463
78062000712 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme	3 281 399	3 212 144	3 314 319
78062000717 Coordonner les activités du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art	7 847 749	7 682 118	7 926 481
78062000718 Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier	1 798 217	1 760 265	1 816 258
78062000719 Mettre en œuvre la politique d'exploitation et de développement du réseau des routes Rurales	10 100 000	9 886 836	10 201 326
78062000720 Coordonner la mise en œuvre de la politique et stratégie en matière de recherche et de qualité en matière d'infrastructures routière(DGQIR)	20 000 000	19 577 893	20 200 648
78062000721 Mettre en place le Système de Management de la Qualité	16 000 000	15 662 314	16 160 517
78062000764 Initier des partenariats entre les structures de recherche appliquée dans le secteur routier et celles de l'étranger	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78062000815 Contrôler l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur routier	1 632 524	1 598 069	1 648 902
78062000816 Superviser, suivre et évaluer les travaux routiers et d'ouvrages d'art dans la DTIR. Abidjan II/Entretien Autoroute du Nord	2 990 000	2 926 896	3 019 997
78062000868 Surveiller le réseau routier national	3 135 000	3 068 835	3 166 451
78062000877 Elaborer la stratégie de recherche appliquée au secteur routier	13 500 000	13 215 078	13 635 435
78062000921 Suivre la mise en œuvre de la réglementation en vigueur dans le domaine routier	3 220 988	3 153 007	3 253 301
78062000945 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abidjan II)	2 990 000	2 926 894	3 019 995
79062000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabou)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
79062000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Jacqueville)	2 990 000	2 926 895	3 019 996
79062000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Lahou)	2 990 000	2 926 894	3 019 996
3 Transferts	***80 968 823***	***93 170 774***	***95 266 284***
78062000715 Apporter un appui au Programme d'auscultation des Infrastructures géré par le LBTP	80 968 823	93 170 774	95 266 284
4 Investissements	***160 000 000***	***692 000 000***	***0***
Trésor	*160 000 000*	*692 000 000*	*0*
78062000714 Inventaire du Réseau Routier National	160 000 000	692 000 000	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
2205902 Construction de nouvelles routes	**323 570 934 977**	**379 362 469 052**	**333 982 469 052**
4 Investissements	***323 570 934 977***	***379 362 469 052***	***333 982 469 052***
Financement extérieur	*260 401 891 201*	*201 706 500 000*	*57 839 000 000*
78062000941 Travaux de bitumage de la route Kabala-Salonkourani	5 500 000 000	0	0
78062000939 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	35 690 000 000	40 499 000 000	57 839 000 000
78062000878 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	19 289 542 355	0	0
78062000874 Projet d'Infrastructures pour le Developpement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Economiques Secondaires (PIDUCAS)	4 854 100 000	0	0
78062000873 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	30 000 000 000	0	0
78062000871 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	15 081 300 000	18 435 300 000	0
78062000834 Travaux de renforcement et d'aménagement de la route kanawolo-Korhogo	23 000 000 000	15 966 700 000	0
78062000819 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	25 769 157 029	0	0
78062000817 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	1 279 300 000	0	0
78062000753 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	35 259 278 288	41 021 800 000	0
78062000729 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	2 722 967 010	0	0
78062000726 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	8 068 600 000	0	0
78062000724 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	45 153 183 802	78 181 800 000	0
78062000723 Bitumage axe Agboville-Cechi	1 772 247 725	0	0
22059020054 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	6 962 214 992	7 601 900 000	0
Trésor	*63 169 043 776*	*177 655 969 052*	*276 143 469 052*
78062000941 Travaux de bitumage de la route Kabala-Salonkourani	200 000 000	3 500 000 000	5 000 000 000
78062000939 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	1 591 000 000	0	0
78062000923 Bitumage de routes dans la ville de Korhogo	0	3 813 600 000	7 010 000 000
78062000915 Bitumage Axe Mankono-Tenningboue	1 563 772 789	1 563 400 000	0
78062000914 Bitumage de routes dans la ville de Ouangolodougou	0	2 002 200 000	3 237 700 000
78062000878 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	1 567 192 780	0	0
78062000873 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	1 375 446 757	3 200 000 000	5 356 600 000
78062000872 Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Bouaké-satama-sokoro et voirie et brételle de satama-sokoro	0	6 000 000 000	15 022 900 000
78062000871 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	1 000 000 000	5 027 000 000	0
78062000870 Aménagement de la route Guitry-Divo	0	10 888 800 000	44 632 000 000
78062000869 Aménagement de la route pt Comoé-Abengourou	1 000 000 000	0	0
78062000865 Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	750 000 000	1 223 100 000	3 102 100 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
78062000834 Travaux de renforcement et d'aménagement de la route kanawolo-Korhogo	903 548 674	6 650 000 000	0
78062000823 Bitumage de l'axe Touba-Saoula et renforcement de routes dans la région de l'Ouest	0	15 000 000 000	31 992 200 000
78062000822 Travaux de bitumage de la route Tioroniaradougou-Guimbé-Dikodougou	0	5 000 000 000	25 047 300 000
78062000821 Bitumage de routes dans les villes de Sinématiali-Gbon et Kolia	0	4 930 300 000	6 010 000 000
78062000820 Bitumage de routes Boundiali-Dianra	0	13 000 000 000	2 002 200 000
78062000819 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	1 260 120 000	5 500 000 000	7 096 700 000
78062000818 Aménagement du bord de Mer de l'Autoroute Abidjan-Grand-Bassam	0	1 202 400 000	1 438 100 000
78062000817 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	742 852 000	0	0
78062000796 Travaux de réhabilitation des voiries de NOE	0	555 900 000	0
78062000753 Projet d''Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	15 000 000 000	20 000 000 000	22 506 900 000
78062000737 Travaux routiers diverses localités/EBOMAF	6 500 000 000	0	0
78062000734 Travaux d'élargissement de la traversée de Bingerville et son prolongement à Ebrah	0	6 497 900 000	20 500 000 000
78062000733 Construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro	0	5 650 500 000	8 500 000 000
78062000731 Travaux de construction de la route de TIAPOUM	0	9 191 500 000	0
78062000730 Travaux d'Aménagement et de bitumage de la route N'golodougou-kong et de la voirie à N'golodougou	0	12 544 400 000	25 002 200 000
78062000729 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	2 300 000 000	3 504 700 000	0
78062000728 Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	15 084 369 052	15 084 369 052	15 084 369 052
78062000726 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	400 000 000	0	0
78062000724 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	3 610 000 000	0	0
78062000723 Bitumage axe Agboville-Cechi	3 268 722 761	0	0
78062000722 Bitumage axe Ferké-Kong	0	10 021 200 000	22 022 300 000
78062000716 Indemnisation des travaux routiers/AGEROUTE	3 000 000 000	4 256 200 000	5 579 900 000
71062000013 Travaux d'aménagement et de bitumage de la Route Maféré - Kouakro	1 052 018 963	0	0
22059020054 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	1 000 000 000	1 848 500 000	0
2205903 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art	**92 322 232 421**	**108 556 500 000**	**142 294 100 000**
3 Transferts	***12 000 000 000***	***12 000 000 000***	***12 000 000 000***
78062000824 Prendre en charge le loyer du pont HKB/ SOCOPRIM	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
4 Investissements	***80 322 232 421***	***96 556 500 000***	***130 294 100 000***
Trésor	*55 187 367 584*	*96 556 500 000*	*130 294 100 000*
78062000949 Aménagement et bitumage de la route Yakassé Attobrou-Biéby-Bettié	829 000 000	6 500 000 000	7 328 100 000
78062000947 Apporter un appui exceptionnel au Fond d'Entretien Routier	50 900 000 000	56 402 000 000	59 176 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**479 272 765 562**	**562 910 301 773**	**544 920 550 476**
78062000928 Aménagement du Boulevard de Marseille	342 207 766	5 500 000 000	6 245 000 000
78062000876 Travaux de bitumage des voiries de Boundiali et Tengréla	0	2 000 000 000	4 105 900 000
78062000826 Renforcement du réseau routier des sections: Bouaké-M'Bahiakro; Kotobi-Arrah-Bonahouin; M'Bahiakro-Daoukro et Bongouanou-Dimbokro	0	8 162 300 000	20 469 600 000
78062000812 Aménagement voiries de Kouto	78 000 000	0	0
78062000743 Travaux de bitumage des voiries de Séguéla et de Kong	0	2 002 200 000	7 969 500 000
78062000742 Renforcement du réseau routier des sections: Gagnoa-Issia Bondoukou-Bouna Sinfra-Gagnoa Issia-Guéssabo	0	15 990 000 000	25 000 000 000
78062000741 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	1 653 586 818	0	0
78062000739 Réhabilitation Autoroute du Nord	59 573 000	0	0
62062000008 Travaux d'aménagement et de bitumage des voieries de Bondoukou	664 695 000	0	0
28062000004 Travaux d'aménagement et de bitumage des voieries de Bouna	660 305 000	0	0
Financement extérieur	*25 134 864 837*	*0*	*0*
78062000949 Aménagement et bitumage de la route Yakassé Attobrou-Biéby-Bettié	14 000 000 000	0	0
78062000928 Aménagement du Boulevard de Marseille	5 566 764 218	0	0
78062000741 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	5 568 100 619	0	0
2205904 Construction des ouvrages d'arts	**62 873 573 288**	**73 946 700 000**	**68 281 000 000**
4 Investissements	***62 873 573 288***	***73 946 700 000***	***68 281 000 000***
Financement extérieur	*46 629 650 753*	*73 946 700 000*	*68 281 000 000*
90062000001 Travaux de construction de 11 Ponts métalliques	5 411 180 000	8 095 600 000	0
78062000900 Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Taï	246 500 000	0	0
78062000763 Projet Transport Urbain Abidjan	33 717 470 753	65 851 100 000	68 281 000 000
78062000744 Construction des ouvrages métalliques	7 254 500 000	0	0
Trésor	*16 243 922 535*	*0*	*0*
90062000001 Travaux de construction de 11 Ponts métalliques	803 954 000	0	0
78062000763 Projet Transport Urbain Abidjan	14 325 821 672	0	0
78062000746 Construction du Pont HKB	1 001 559 060	0	0
78062000744 Construction des ouvrages métalliques	112 587 803	0	0

II.2.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 3.1: Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrage d'art

II.2.3.2. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**198 575 395 000**	**209 671 000 000**	**230 657 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	198 575 395 000	209 671 000 000	230 657 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23187 Comptes Spéciaux du Trésor	**198 575 395 000**	**209 671 000 000**	**230 657 000 000**
2318701 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrage d'art	**198 575 395 000**	**209 671 000 000**	**230 657 000 000**
3 Transferts	***198 575 395 000***	***209 671 000 000***	***230 657 000 000***
78062000748 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier (FER)	198 575 395 000	209 671 000 000	230 657 000 000

SECTION 331 : MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le déficit en personnels enseignant et administratif ;
- l'insuffisance et l'obsolescence des équipements ;
- la faiblesse du système de planification et de suivi-évaluation ;
- les retards dans les paiements des baux administratifs (DRENA, DDENA, Antennes pédagogiques, CIO, IEPP) ;
- l'insuffisance de matériel didactique ;
- l'insuffisance des ressources financières pour le financement des activités ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil entrainant la sollicitation des opérateurs privés (paiements des frais d'écolages) ;
- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- le faible encadrement du personnel enseignant ;
- le décrochage scolaire (élèves décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification) ;
- la lutte contre la faim de midi des élèves afin de les maintenir dans le système ;
- insuffisance des manuels scolaires ;
- le problème de logistique pour la distribution des kits scolaires des élèves en classe ;
- la faiblesse des capacités d'accueil pour les enfants d'âge préscolaire ;
- le taux élevé d'analphabétisme (56,1% RGPH 2014) surtout au niveau des femmes (63% contre 49% pour les hommes) ;
- l'existence d'enfants hors du système éducatif (enfants de plus de 8 ans non scolarisés).

I.1.2. Réponses apportées

- le cadre institutionnel amélioré grâce au projet de décret portant organisation et mise en œuvre de l'éducation entrepreneuriale en milieu scolaire ;
- la réalisation du système d'information et de gestion des COGES et d'une étude de l'impact de l'allocation des subventions et des ressources financières menée auprès de 2 064 COGES dans l'enseignement primaire ;
- la codification des postes de travail d'environ 138 000 agents du MENA, sur la plateforme CODIPOST ;
- l'extension du Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE) pour le suivi des carrières scolaires au cycle primaire ;
- la signature des contrats d'objectif et de performance en milieu scolaire avec 36 Directeurs régionaux et 150 responsables de structures d'enseignement ;
- l'amélioration du cadre de gestion à travers la mise en œuvre effective du suivi des carrières scolaires au cycle primaire ;
- l'organisation de la 8ème édition des Journées carrières tenue du 12 au 14 mas 2020 ;
- l'amélioration de l'accès à l'éducation à travers 7 centres préscolaires communautaires rendus fonctionnels à Korhogo ;
- la tenue des assises de la carte scolaire 2020 ;
- la mise en œuvre d'un programme d'enseignement à distance, « Mon école à la maison », en direction des élèves des classes d'examen (CM2, 3ème et Terminale) afin d'assurer la continuité éducative, après la fermeture des écoles intervenue le 16 mars 2020 suite à la survenue de la pandémie du coronavirus ;
- l'évaluation des acquis des élèves au cours élémentaire 1ère année (CE1) en lecture et en mathématiques et l'analyse des données en 2020;
- le renforcement de capacités de 7 452 instituteurs pour l'enseignement de la lecture et de 5 000 pour l'enseignement des mathématiques ;
- la formation de 5 000 directeurs d'école en gestion de l'administration scolaire et en techniques managériales ;
- la formation de 82 professeurs à l'appropriation des méthodologies et de la didactique des disciplines ;

- la formation de 5 325 enseignants, directeurs d'école, éducateurs des établissements privés à la fonction enseignante et à l'encadrement scolaire ;
- la mise à disposition de 2901,250 tonnes vivres dans les cantines scolaires et l'équipement en matériel agricole et en tricycle au 50 meilleurs groupements.

I.1.2. Défis et priorités

- l'accès à l'éducation pour tous, notamment les filles ;
- le développement de l'enseignement préscolaire ;
- l'accroissement de l'offre de l'éducation primaire et secondaire ;
- la prise en charge des enfants à besoins spécifiques ;
- l'amélioration de la qualité des services éducatifs ;
- la réduction des disparités régionales et de genre ;
- l'optimisation de la gestion des ressources ;
- l'amélioration du pilotage du système éducatif ;
- le recrutement d'enseignants qualifiés ;
- l'amélioration de la performance des enseignants ;
- la lutte contre l'analphabétisme ;
- l'apaisement du climat social à l'école ;
- la réussite pour tous.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- les programmes de construction et d'équipement d'infrastructure scolaire ;
- la politique de développement du préscolaire et de l'alphabétisation ;
- la politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes ;
- la politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;
- l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement des établissements autorisant la double vacation ;
- la politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants (formation des enseignants bivalents) ;
- les parcours scolaires facilités et régulés dans tout le cycle de base ;
- les mécanismes pour faciliter les transitions sans rupture entre les cycles scolaires ;
- les passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement technique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- Le système éducatif est accessible et de qualité ;
- Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.

I.3. Missions du ministère

Conformément au Décret N° 2021-190 du 28 Avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement en son article 16, le Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Education nationale et d'Alphabétisation.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Education nationale

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire général, notamment le programme école obligatoire de 6 à 16 ans ;
- gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement primaire et secondaire général ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'Enseignement et de Formation, en liaison avec le Ministère en charge des TIC ;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire général ;
- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire et secondaire général ;
- assistance aux collectivités territoriales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- intégration de l'information et de l'éducation en matière de VIH/ SIDA dès le premier cycle ;
- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives ;
- mise à niveau de la scolarité sur l'ensemble du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire et secondaire général ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales ;
- incitation à la scolarisation des filles.

En matière d'alphabétisation :

- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes
- réalisation des projets de la politique d'éducation pour tous ;
- développement de l'éducation non-formelle ;
- mise en place de programmes et mécanismes permettant aux populations cibles d'acquérir des connaissances et des aptitudes de base en matière d'alphabétisation fonctionnelle, nécessaires à leur développement économique, social et culturel ;
- amélioration du niveau d'éducation de la population cible par le biais de programmes adéquats d'alphabétisation ;
- conception, réalisation et coordination des programmes d'alphabétisation ;
- sensibilisation de la population à l'importance de l'alphabétisation ;
- promotion de l'adéquation Alphabétisation/Emploi ;
- appui à la pérennisation et à l'amélioration des connaissances post-alphabétisation ;
- facilitation de l'accès des populations cibles aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle ;
- promotion de l'alphabétisation en langue nationale.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire.
- Programme 3 : Enseignement secondaire général.
- Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS/SERVICES CONCERNES	ORGANISME PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGEN, DSPS, DAF, DEEP, DRH, DPFC, DECO, CNMS, DELC, DVSP, DEEG, DMOSS, DAPS-COGES, DVS, SCDA, DCEP, DTSI, DAJ, DFIQ, Secrétariat Permanent CCEN, CONFEMEN, TASK-FORCE, Cellule Passation des Marchés Publics, Commission Nationale UNESCO, DREN, DDEN, Antennes pédagogiques.		- Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education - Projet de Codification des Services du MEN	
Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	DCS, IEP, EPP, CAFOP.	COGES Primaire	- Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPCS) /PAM-CI - Projet éducation de base / UNICEF - Réhabilitation Établissements d'enseignement primaire - Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	
Programme 3 : Enseignement Secondaire Général	DOB, CIO, Collèges et Lycées d'enseignement général, CNPTE.	COGES Secondaire	- Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D - Programme de construction et équipement de collèges et lycées - Construction et Equipment de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/ BID - Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID - Construction et Equipement de 03 Lycées d'excellence de jeunes filles / FKDEA - Projet d'affectation en ligne des élèves /DOB - Projet de Contrôle électronique des affectés de l'Etat au privé / DEEP	
Programme 4 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle	DAENF		- Stratégie Nationale d'Alphabétisation	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats de développement	**RS1 :** La gouvernance du ministère est améliorée	**IP 1.1 :** Proportion de textes consécutifs relatifs à la loi sur l'enseignement de 2015 pris	Nombre de textes pris / Nombre de textes prévus dans le PSE 2016-2025 Source : DAJ
		IP 1.2 : Nombre d'outils de gestion opérationnels (plateformes informatiques, cellules techniques...)	Dénombrement Source : DAJ
OG2 : Favoriser l'accès à l'éducation et à un enseignement de qualité	**RS2 :** Le système éducatif est accessible et de qualité	**IP 2.1 :** Proportion d'élèves inscrits dans le système	Effectif élèves inscrits dans l'enseignement primaire et secondaire / Population scolarisable de 6 à 18 ans Source : DSPS
		IP 2.2 : Taux de réussite aux examens à grand tirage	Nombre de candidats admis / Nombre de candidats présentés Source : DSPS, DECO
			Nombre de centres alphabétisation du MENA créés / Nombre total de centres

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG3 : Réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire	**RS3 :** Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit	**IP 3.1 :** Proportion de centres d'alphabétisation créés	d'alphabétisation du MENA prévus Source : DAENF
		IP 3.2 : Proportion d'apprenants des centres d'alphabétisation	Effectif des apprenants des centres d'alphabétisation / Nombre d'analphabètes ciblés Source : DAENF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**1 087 339 883 016**	**1 134 203 479 331**	**1 184 557 766 271**
1.1 Ressources Intérieures	**1 051 365 217 574**	**1 134 203 479 331**	**1 184 557 766 271**
1.1.1 Budget Etat	1 051 365 217 574	1 134 203 479 331	1 184 557 766 271
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**35 974 665 442**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	35 974 665 442	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**1 087 339 883 016**	**1 134 203 479 331**	**1 184 557 766 271**
2.1 Personnel	**850 568 447 878**	**874 635 475 135**	**883 769 150 736**
2.1.1 Solde y compris EPN	850 568 447 878	874 635 475 135	883 769 150 736
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**36 559 768 276**	**36 673 745 474**	**37 551 285 506**
2.3 Transferts	**144 505 307 420**	**197 234 258 722**	**236 077 330 029**
2.4 Investissement	**55 706 359 442**	**25 660 000 000**	**27 160 000 000**
Trésor	*19 731 694 000*	*25 660 000 000*	*27 160 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*35 974 665 442*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2:Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3:Information et communication
	Action 1.4:Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et moyens de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Proportion de textes consécutifs à la loi sur l'enseignement de 2015 pris	0/8	3/8	6/8	8/8	Nombre de textes pris / Nombre de textes prévus dans le PSE 2016-2025
	Proportion d'outils de gestion opérationnels (plateformes informatiques, cellules techniques...)	0/6	1/6	3/6	5/6	Nombre d'outils de gestion opérationnels / Nombre d'outils prévus
OS2 : Améliorer la gestion financière et la gestion des ressources humaines	Taux d'exécution du budget	91,57%	100%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 (Source : DAF)
	Nombre d'heure de cours hebdomadaires dispensés par les enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	18,1	19,3	19,8	20,4	Nombre total d'heures de cours hebdomadaires dispensés / Nombre de professeurs de collège tenant de classe (Source : DPFC)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
Personnel	2 072 555 000	2 098 610 084	2 124 670 241
Biens et services	10 617 762 558	10 952 122 972	11 504 521 369
Transferts	14 443 261 030	16 174 739 841	17 379 189 601
Investissements	275 000 000	600 000 000	600 000 000
Trésor	*275 000 000*	*600 000 000*	*600 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
2106001 Coordination et animation du ministère	**22 408 899 617**	**24 958 456 812**	**26 628 675 623**
2 Biens et services	***7 790 638 587***	***8 183 716 971***	***8 649 486 022***
11098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de YAMOUSSOUKRO/APFC	1 119 276	1 095 652	1 130 504
11098000009 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro/DREN	7 683 745	7 521 576	7 760 834
14098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DIMBOKRO/APFC	880 315	861 735	889 148
14098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIMBOKRO/DREN	2 379 978	2 329 749	2 403 853
15098000009 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DAOUKRO/DREN	2 193 589	2 147 292	2 215 598
15098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DAOUKRO/APFC	774 953	758 598	782 728
16098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de BONGOUANOU/APFC	600 303	587 633	606 326
16098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONGOUANOU/DREN	6 448 941	6 312 834	6 513 641
17098000013 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 1/DREN	2 325 132	2 276 057	2 348 460
17098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de BOUAKÉ 1/APFC	3 271 935	3 202 879	3 304 760
17098000015 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de BOUAKE 2 /APFC	3 708 201	3 629 938	3 745 401
17098000018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 2/DREN	2 783 100	2 724 362	2 811 024
18098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KATIOLA/DREN	2 414 369	2 363 413	2 438 591
18098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de Katiola/APFC	760 252	744 206	767 879
21060010138 Réaliser les activités liées à la politique et aux stratégies de l'égalité et de l'équité	25 000 000	24 472 364	25 250 811
21060010139 Réaliser la veille pédagogique, l'Innovation technologique et mettre en œuvre la gestion de la qualité dans les structures du Ministère	14 415 906	14 111 651	14 560 533
21060010140 Promouvoir la Lecture et les Biliothèques en milieu Scolaire	5 000 000	4 894 472	5 050 162
22098000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de TOUBA/DREN	6 400 407	6 265 323	6 464 621
22098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de TOUBA/APFC	566 027	554 080	571 706
23098000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ODIENNE/DREN	2 246 213	2 198 806	2 268 747
23098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région d' ODIÉNNÉ/APFC	633 344	619 978	639 697
24098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU/APFC	668 651	654 539	675 361
24098000008 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU/DREN	8 045 710	7 875 903	8 126 429
25098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de KORHOGO/APFC	961 100	940 814	970 742
25098000008 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO/DREN	2 522 889	2 469 643	2 548 200
26098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNDIALI/DREN	6 544 148	6 406 030	6 609 804
26098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de BOUNDIALI/APFC	667 548	653 459	674 247
27098000008 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MINIGNAN/DREN	1 995 088	1 952 981	2 015 105

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
27098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de MINIGNAN/APFC	510 543	499 768	515 666
28098000008 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNA/DREN	6 457 860	6 321 562	6 522 649
28098000010 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de Bouna/APFC	606 607	593 806	612 693
31098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DALOA/APFC	1 685 900	1 650 318	1 702 814
31098000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département d'ISSIA	2 410 447	2 359 575	2 434 630
31098000012 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DALOA/DREN	4 745 553	4 645 395	4 793 161
32098000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GAGNOA/DREN	2 901 719	2 840 476	2 930 832
32098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de GAGNOA/APFC	1 175 254	1 150 452	1 187 044
35098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de Bouaflé/APFC	1 145 047	1 120 881	1 156 535
35098000015 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAFLE/DREN	2 848 287	2 788 174	2 876 861
35098000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de SINFRA	2 368 088	2 318 108	2 391 846
36098000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SEGUELA/DREN	2 765 468	2 707 103	2 793 212
36098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de Séguéla/APFC	642 759	629 193	649 206
37098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MANKONO/DREN	6 547 040	6 408 863	6 612 723
37098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de Mankono/APFC	669 592	655 458	676 310
41098000012 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MAN/DREN	7 316 808	7 162 381	7 390 214
41098000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de DANANE	2 986 683	2 923 647	3 016 646
41098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de MAN/APFC	1 213 256	1 187 650	1 225 428
42098000009 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GUIGLO/DREN	2 224 684	2 177 731	2 247 000
42098000011 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de GUIGLO/APFC	792 528	775 802	800 481
43098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DUEKOUE/APFC	919 364	899 962	928 589
43098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DUEKOUE/DREN	2 449 053	2 397 366	2 473 625
51098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DIVO/APFC	1 209 451	1 183 926	1 221 585
51098000018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIVO/DREN	2 962 212	2 899 695	2 991 928
55098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de SAN PEDRO/APFC	3 546 620	3 471 768	3 582 202
55098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SAN PEDRO/DREN	2 497 272	2 444 566	2 522 328
56098000005 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de SOUBRE/APFC	1 140 764	1 116 689	1 152 209
56098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SOUBRE/DREN	7 214 162	7 061 905	7 286 537
57098000007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SASSANDRA/DREN	2 375 716	2 325 577	2 399 549
57098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de SASSANDRA/APFC	696 671	681 969	703 660
61098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région d' ABENGOUROU/APFC	917 174	897 816	926 374

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
61098000009 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU/DREN	2 445 178	2 393 571	2 469 708
62098000010 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONDOUKOU/DREN	2 772 075	2 713 569	2 799 886
62098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de BONDOUKOU/APFC	1 107 611	1 084 236	1 118 723
71098000016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABOISSO/DREN	2 623 305	2 567 937	2 649 621
71098000017 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région d'ABOISSO/APFC	1 017 866	996 384	1 028 077
71098000021 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de GRAND-BASSAM	2 673 917	2 617 481	2 700 742
76098000014 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE/DREN	2 728 384	2 670 798	2 755 757
76098000015 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région d' AGBOVILLE/APFC	1 077 271	1 054 535	1 088 081
76098000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de TIASSALE	2 513 160	2 460 118	2 538 373
77098000010 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ADZOPE/DREN	6 946 790	6 800 175	7 016 481
77098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de ADZOPE/APFC	951 923	931 833	961 476
78098000737 Exécuter les activités de Pilotage de l'Ecole Obligatoire	15 295 972	14 973 144	15 449 427
78098000738 Exécuter les programmes de l'UNESCO en Côte d'Ivoire en matière d'Education, de Sciences, de Culture, de Communication et d'Information	9 225 533	9 030 824	9 318 087
78098000739 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 3/DREN	2 973 107	2 910 358	3 002 934
78098000741 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	7 017 111 872	7 414 280 404	7 833 928 675
78098000758 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' ABIDJAN 4/DREN	2 598 538	2 543 695	2 624 610
78098000759 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (REGIE/Convention BNETD)	46 104 478	53 061 375	82 883 904
78098000760 Réaliser et suivre les activités pédagogiques l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général et technique; organiser la formation continue du personnel enseignant	96 346 312	94 312 881	97 312 896
78098000761 Organiser les activités relatives à la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive DVS	4 903 133	4 799 652	4 952 323
78098000762 Renforcer les capacités des enseignants à l'utilisation des matériels scientifiques	18 222 864	17 838 264	18 405 682
78098000903 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 1/DREN	2 575 358	2 521 004	2 601 197
78098000904 Préparer les examens et concours de l'Education Nationale; initier les réformes en matière d'examens et concours; établir et délivrer les diplômes.	24 447 464	23 931 489	24 692 731
78098000905 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière éducation,d'enseignement technique et de formation professionnelle	49 437 744	48 394 339	49 933 724
78098000913 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 2/DREN	2 651 898	2 595 928	2 678 501
78098000914 Promouvoir, Encadrer et suivre la gestion administrative et pédagogique des écoles, des établissements secondaire général et technique et des CAFOP	15 983 194	15 645 863	16 143 542
78098000918 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78098000936 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de ABIDJAN 3/APFC	1 215 616	1 189 961	1 227 813
78098000937 Organiser l'assistance et réaliser des actions sociales et sanitaires au bénéfice des agents du Ministère DMOSS	6 371 133	6 236 667	6 435 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
78098001027 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région d' ABIDJAN 1 /APFC	990 763	969 852	1 000 703
78098001028 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de ABIDJAN 4/APFC	1 003 868	982 681	1 013 940
78098001029 Promouvoir l'entrepreneuriat et la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive	30 591 944	29 946 287	30 898 855
78098001090 Réaliser les activités pédagogiques et la formation continue des personnels d'encadrement des structures d'enseignement	10 014 228	9 802 873	10 114 695
78098001117 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de ABIDJAN 2/APFC	1 034 053	1 012 227	1 044 428
78098001121 Suivre les activités de la Conférence des Ministres d'Education des pays ayant le français en partage au plan national	6 584 409	6 445 443	6 650 466
79098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la région de DABOU/APFC	838 288	820 598	846 699
79098000009 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DABOU/DREN	2 305 636	2 256 976	2 328 766
90098000004 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les reformes du système éducatif	200 000 000	200 000 000	200 000 000
3 Transferts	***14 443 261 030***	***16 174 739 841***	***17 379 189 601***
78098000921 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens et Concours de l'éducation nationale	11 113 002 122	11 113 002 122	11 113 002 122
78098001129 Transférer les crédits de biens et services au BNETD (Convention BNETD)	30 258 908	30 258 908	30 258 908
78098001175 Apurer les passifs des frais d'écolage MEN	3 300 000 000	5 031 478 811	6 235 928 571
4 Investissements	***175 000 000***	***600 000 000***	***600 000 000***
Trésor	*175 000 000*	*600 000 000*	*600 000 000*
78098000740 Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	175 000 000	600 000 000	600 000 000
2106002 Planification, programmation et suivi-évaluation	**630 891 650**	**528 263 855**	**543 174 649**
1 Personnel	***195 720 000***	***200 166 149***	***204 640 431***
78098000747 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Bureau d'Exécution des Projets (BEP)	168 720 000	172 552 793	176 409 838
78098000748 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Orientation	23 000 000	23 522 488	24 048 283
78098000926 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Renouvellement des Bourses	4 000 000	4 090 868	4 182 310
2 Biens et services	***335 171 650***	***328 097 706***	***338 534 218***
78098000743 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	16 389 737	16 043 824	16 554 166
78098000744 Superviser, évaluer et promouvoir les activités des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires	19 874 534	19 455 075	20 073 922
78098000745 Contrôler tous les services et structures sous tutelle du Ministère	13 674 064	13 385 467	13 811 245
78098000746 Auditer et contrôler toutes les structures centrales du Ministère	23 845 380	23 342 114	24 084 607
78098000915 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	32 530 742	31 844 166	32 857 103
78098000923 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	68 030 676	66 594 859	68 713 187
78098000924 Suivre et évaluer le Plan Sectoriel de l'Education par la TASK-FORCE	34 942 456	34 204 980	35 293 011
78098000925 Suivre la gestion administrative des structures privés d'enseignement à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 386 876	5 273 183	5 440 918

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
78098001031 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78098001032 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les réformes du système éducatif	21 761 318	21 302 036	21 979 635
78098001094 Exécuter, suivre et évaluer les projets du Ministère de l'Education Nationale (MEN) à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	18 433 772	18 044 719	18 618 706
78098001122 Produire l'annuaire statistique de l'Education Nationale du MENET	40 302 095	39 451 501	40 706 422
4 Investissements	***100 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*100 000 000*	*0*	*0*
78098001140 Renforcement Dispositif collecte des données statistiques	100 000 000	0	0
2106003 Information et communication	**162 108 926**	**158 687 540**	**163 735 268**
2 Biens et services	***162 108 926***	***158 687 540***	***163 735 268***
78098000749 Produire un magazine d'information sur l'école ivoirienne	39 778 485	38 938 942	40 177 559
78098000927 Réaliser les activités de communication, de documentation et d'archivage du Ministère	42 274 222	41 382 003	42 698 333
78098000928 Promouvoir le dialogue social et gérer les crises entre les membres de la communauté éducative à travers le Conseil Consltatif de l'Education Nationale	5 107 180	4 999 391	5 158 417
78098001033 Réaliser, développer et piloter le système intégré d'information global du MENET	29 194 810	28 578 638	29 487 704
78098001080 Organiser le Festival National des Arts et de la Culture en Milieu Scolaire	42 033 236	41 146 106	42 454 932
78098001123 Exécuter les activités préparatoires de la rentrée scolaire (Cabinet/CPNRS)	3 720 993	3 642 460	3 758 323
2106004 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**4 206 678 395**	**4 180 064 690**	**4 272 795 671**
1 Personnel	***1 876 835 000***	***1 898 443 935***	***1 920 029 810***
78098001081 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel aux Examens et Concours - Ministère de l'éducation Nationale	1 876 835 000	1 898 443 935	1 920 029 810
2 Biens et services	***2 329 843 395***	***2 281 620 755***	***2 352 765 861***
11091200066 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de YAMOUSSOUKRO	1 464 859	1 433 941	1 479 557
14091200034 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DIMBOKRO	1 152 117	1 127 800	1 163 674
15091200037 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DAOUKRO	1 014 220	992 814	1 024 396
16091200029 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BONGOUANOU	785 651	769 069	793 533
17091200074 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAKE II	1 450 364	1 419 753	1 464 914
17091200109 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAKE	879 395	860 836	888 218
18091200053 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de KATIOLA	994 889	973 891	1 004 870

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
22091200011 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de TOUBA	740 791	725 157	748 223
23091200038 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ODIENNE	828 890	811 397	837 206
24091200028 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de FERKESSÉDOUGOU	875 097	856 627	883 876
25091200067 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de KORHOGO	1 257 846	1 231 298	1 270 466
26091200035 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUNDIALI	873 657	855 220	882 421
27091200009 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MINIGNAN	668 171	654 070	674 876
28091200025 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUNA	793 895	777 139	801 860
31091200130 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DALOA	2 206 431	2 159 863	2 228 568
32091200066 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de GAGNOA	1 538 120	1 505 658	1 553 550
35091200073 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAFLE	1 498 584	1 466 955	1 513 618
36091200035 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SEGUELA	841 212	823 456	849 652
37091200029 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MANKONO	876 329	857 834	885 120
41091200108 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MAN	1 587 854	1 554 342	1 603 784
42091200034 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de GUIGLO	1 037 225	1 015 332	1 047 632
43091200051 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DUÉKOUÉ	1 203 295	1 177 900	1 215 367
51091200051 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DIVO	1 582 875	1 549 467	1 598 755
55091200060 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SAN-PEDRO	1 238 893	1 212 745	1 251 323
56091200060 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SOUBRÉ	1 492 975	1 461 466	1 507 954
57091200031 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SASSANDRA	911 773	892 531	920 921
61091200050 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABENGOUROU	1 202 255	1 176 882	1 214 316
62091200068 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BONDOUKOU	1 449 591	1 418 995	1 464 135
71091200043 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABOISSO	1 332 136	1 304 023	1 345 500
76091200051 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de AGBOVILLE	1 409 883	1 380 126	1 424 027
77091200032 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ADZOPE	1 245 837	1 219 543	1 258 337

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21060 Administration Générale	**27 408 578 588**	**29 825 472 897**	**31 608 381 211**
78091200171 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABIDJAN 1	1 296 664	1 269 298	1 309 674
78091200234 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABIDJAN 4	1 313 816	1 286 087	1 326 996
78091200267 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABIDJAN 2	1 353 292	1 324 730	1 366 869
78091200273 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABIDJAN 3	1 590 937	1 557 358	1 606 899
78098000750 Organiser des cérémonies de décoration des agents du ministère	649 383	635 678	655 898
78098000751 Gérer la commande publique du Ministère	16 670 287	16 318 454	16 837 529
78098000752 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Ressources Humaines	2 748 000	2 690 002	2 775 569
78098000753 Gérer les ressources humaines du ministère	52 191 838	51 090 305	52 715 446
78098000754 Gérer les ressources financières du ministère	127 299 372	124 612 662	128 576 489
78098000755 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire du MEN	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78098000756 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire du MEN	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78098000907 Superviser au plan opérationnel la mise en œuvre de la politique éducative	1 384 273	1 355 057	1 398 161
78098000916 Prendre en charge les dépenses centralisées liées structures centrales du Ministère	2 005 061 514	1 962 743 799	2 025 177 089
78098001034 Organiser les activités de la commission nationale d'affectation et mutation des agents du Ministère l'Education Nationale	14 935 535	14 620 314	15 085 374
78098001093 Appuyer les structures responsables de la gestion des ressources humaines du ministère	20 816 260	20 376 923	21 025 097
79091200030 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DABOU 1	1 097 114	1 073 958	1 108 122

II.2.2. Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	Action 2.1: Gestion des écoles préscolaires et primaires
	Action 2.2:Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
	Action 2.3:Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
	Action 2.4:Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire etprimaire	Ratio élève-maître au public	41	41,5	41	40,5	Effectif élève du primaire public/ Effectif enseignant tenant de classe Source : DSPS
	Taux de réussite au CEPE	52,51% (2021)	60,60%	68,80%	76,90%	Nombre d'élèves admis au CEPE/ Nombre de candidats présentés Source : DECO
	Taux de redoublement au primaire	9,45%	7,7%	6,8%	5,9%	Diviser le nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t+1 par le nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente Source : DSPS
OS2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux net de scolarisation au primaire	91,50%	93,3%	94,5%	95,6%	Effectif d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire / Population scolarisable de 6 à 11 ans Source : DSPS
	Taux brut de préscolarisation	10,50%	11,5%	13,0%	14,5%	Effectif d'élèves inscrits dans le préscolaire / Population (âgé de 3 à 5 ans) scolarisable Source : DSPS
	Taux d'achèvement au primaire	82,15%	87,8%	91,9%	95,9%	Effectif des nouveaux élèves inscrits au CM2 / Nombre total d'enfants âgés de 11 ans Source : DSPS
	Taux net d'admission au primaire	73,59%	74,5%	74,6%	74,8%	Effectif des nouveaux élèves de 6 ans inscrits au CP1 / Population scolarisable de 6 ans Source : DSPS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE ET PRIMAIRE	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
Personnel	555 427 513 364	570 031 811 005	575 994 010 671
Biens et services	18 702 983 423	18 635 382 888	18 735 117 049
Transferts	33 842 923 190	40 055 227 289	43 920 332 462
Investissements	29 331 394 000	6 460 000 000	7 460 000 000
Trésor	*3 356 694 000*	*6 460 000 000*	*7 460 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*25 974 700 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
2206101 Gestion des écoles préscolaires et primaires	**611 651 204 874**	**621 493 849 683**	**631 894 320 923**
1 Personnel	***555 348 248 993***	***569 950 745 994***	***575 911 133 627***
78098001069 Prendre en charge les salaires du personnel du préscolaire et primaire fonctionnaire	555 348 248 993	569 950 745 994	575 911 133 627
2 Biens et services	***12 888 338 691***	***12 869 589 887***	***12 897 250 885***
11091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - MOROFE	2 729 225	2 671 622	2 756 605
11091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro -SINZIBO	2 895 981	2 834 859	2 925 036
11091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RAVIART	2 120 052	2 075 308	2 141 322
11091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiébissou	2 892 083	2 831 045	2 921 097
11091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toumodi	2 887 088	2 826 155	2 916 053
11091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Didievi	2 914 668	2 853 153	2 943 908
11091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DJEKANOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
11091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ATTIEGOUAKRO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
11091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kokoumbo	2 829 758	2 770 035	2 858 146
11091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - FONDATION	2 893 115	2 832 055	2 922 139
11091200080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOMOKANKRO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
14091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NOFOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
14091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dimbokro	2 899 755	2 838 554	2 928 847
14091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bocanda	2 923 788	2 862 079	2 953 121
14091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'ZECREZESSOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
14091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUASSI-KOUASSIKRO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
14091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BENGASSOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
15091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'bahiakro	2 828 505	2 768 807	2 856 881
15091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ettrokro	2 120 052	2 075 308	2 141 322
15091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonguera	1 696 043	1 660 245	1 713 059
15091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de PRIKRO	2 829 800	2 770 076	2 858 190
15091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daoukro	2 922 023	2 860 353	2 951 339
15091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouellé	2 922 208	2 860 533	2 951 525
15091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonguera	2 120 052	2 075 308	2 141 322
16091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bongouanou	2 904 602	2 843 299	2 933 742

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
16091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'BATTO	2 890 470	2 829 466	2 919 468
16091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Arrah	2 933 789	2 871 870	2 963 222
16091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiémélékro	2 120 052	2 075 308	2 141 322
16091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Andé	2 832 737	2 772 951	2 861 155
17091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Botro	2 120 052	2 075 308	2 141 322
17091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bodokro	2 831 452	2 771 694	2 859 858
17091200088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sakassou	2 911 953	2 850 494	2 941 167
17091200090 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Confreville	2 906 855	2 845 504	2 936 018
17091200092 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Brobo	2 832 406	2 772 625	2 860 822
17091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'Gattakro	2 895 747	2 834 631	2 924 799
17091200095 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription d'Air France	2 829 421	2 769 705	2 857 807
17091200099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koko	2 881 026	2 820 221	2 909 930
17091200101 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi I	2 924 846	2 863 116	2 954 189
17091200106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi II	2 831 880	2 772 112	2 860 291
17091200108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BOUAKE SOKOURA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
17091200110 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Djèbonoua	2 120 052	2 075 308	2 141 322
17091200114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AYAOU - SRAN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
17091200115 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIABO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
17091200117 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Belleville	2 913 432	2 851 943	2 942 661
18091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FRONAN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
18091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabakala	2 906 944	2 845 591	2 936 107
18091200045 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BONIEREDOUGOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
18091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Katiola	2 828 366	2 768 672	2 856 741
18091200047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tafiré	2 832 627	2 772 843	2 861 045
18091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Satamassokoura	2 832 100	2 772 327	2 860 511
18091200050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niakara	2 828 920	2 769 215	2 857 302
22091200014 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Touba	2 873 721	2 813 070	2 902 553
22091200016 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
23091200026 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBELEBAN	2 120 052	2 075 308	2 141 322
23091200031 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEGUELON	2 120 052	2 075 308	2 141 322
23091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odiénné II	2 828 496	2 768 800	2 856 874

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
23091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odienné I	2 829 212	2 769 500	2 857 596
23091200040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Madinani	2 831 632	2 771 870	2 860 040
24091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ferké NORD	2 927 380	2 865 595	2 956 748
24091200029 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouangolo	2 911 704	2 850 251	2 940 916
24091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KONG	2 120 052	2 075 308	2 141 322
24091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIAWALA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
24091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FERKESSEDOUGOU SUD	2 500 000	2 447 236	2 525 081
24091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMBALA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
25091200051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIKODOUGOU	2 120 052	2 075 308	2 141 322
25091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo SUD	2 885 332	2 824 435	2 914 278
25091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MBENGUE	2 120 052	2 075 308	2 141 322
25091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sirasso	1 696 043	1 660 245	1 713 060
25091200062 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinématiali	2 931 142	2 869 279	2 960 548
25091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NIOFOIN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
25091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo NORD	2 672 197	2 615 799	2 699 006
25091200066 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo EST	2 889 926	2 828 932	2 918 918
25091200072 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAPIE	2 120 052	2 075 308	2 141 322
25091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORHOGO CENTRE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
25091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIRASSO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
25091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KARAKORO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
26091200029 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouto	2 120 052	2 075 308	2 141 322
26091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbon	2 120 052	2 075 308	2 141 322
26091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Boundiali	2 920 757	2 859 113	2 950 059
26091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KASSERE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
26091200040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kolia	2 927 424	2 865 640	2 956 793
26091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tengréla	2 830 204	2 770 471	2 858 598
27091200011 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KANIASSO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
27091200012 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Minignan	2 829 421	2 769 705	2 857 807
28091200019 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Doropo	2 120 052	2 075 308	2 141 322
28091200020 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouna	2 893 733	2 832 659	2 922 764
28091200024 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEHINI	2 120 052	2 075 308	2 141 322

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
28091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Nassian	2 831 561	2 771 800	2 859 968
31091200086 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GONATE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
31091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zoukougbeu	2 900 064	2 838 857	2 929 157
31091200089 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA KENNEDY	2 500 000	2 447 236	2 525 081
31091200091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bédiala	2 923 576	2 861 872	2 952 907
31091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAHIO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
31091200094 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa - LABIA	2 918 038	2 856 452	2 947 313
31091200103 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia II	2 931 686	2 869 812	2 961 097
31091200105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA DIOULABOUGOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
31091200108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA SUD	2 500 000	2 447 236	2 525 081
31091200111 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua I	2 945 310	2 883 147	2 974 858
31091200112 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia I	2 878 861	2 818 102	2 907 743
31091200114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Saïoua	2 876 613	2 815 900	2 905 473
31091200115 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa GBEULIVILLE	2 937 105	2 875 117	2 966 571
31091200116 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Seitifla	2 120 052	2 075 308	2 141 322
31091200119 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Iboguhé	2 832 918	2 773 128	2 861 338
31091200121 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua II	2 869 811	2 809 242	2 898 603
31091200124 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dania	2 120 052	2 075 308	2 141 322
31091200126 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gadouan	2 890 277	2 829 278	2 919 273
31091200128 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa TAZIBOUO	2 887 596	2 826 651	2 916 565
32091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa DIOULABOUGOU	2 883 273	2 822 420	2 912 198
32091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SERIHIO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
32091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GALEBOUO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
32091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BAYOTA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
32091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa LONACI	2 852 723	2 792 515	2 881 342
32091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guibéroua	2 907 059	2 845 705	2 936 223
32091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GNAGBODOUGNOA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
32091200068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Diégonéfla	2 901 259	2 840 027	2 930 365
32091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Oumé	2 941 175	2 879 100	2 970 681
32091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouragahio	2 926 828	2 865 055	2 956 190
32091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIGNAGO	2 500 000	2 447 236	2 525 081

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
32091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEPAHIO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
35091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZAGUIETA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
35091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gohitafla	2 831 811	2 772 044	2 860 221
35091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUETINFLA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
35091200058 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé NORD	2 933 046	2 871 144	2 962 472
35091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé CENTRE	2 829 690	2 769 969	2 858 078
35091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kanzra	2 120 052	2 075 308	2 141 322
35091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kononfla	2 933 515	2 871 603	2 962 945
35091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinfra	2 929 819	2 867 983	2 959 212
35091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zuenoula	2 933 431	2 871 520	2 962 860
35091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé SUD	2 915 754	2 854 216	2 945 006
35091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonon	2 903 561	2 842 280	2 932 690
36091200024 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIFIE	2 120 052	2 075 308	2 141 322
36091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MORONDO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
36091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MASSALA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
36091200031 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Séguéla	2 875 170	2 814 489	2 904 014
36091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de WOROFLA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
36091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kani	2 931 046	2 869 183	2 960 451
37091200023 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiéningboué	2 874 593	2 813 924	2 903 432
37091200025 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIANRA	2 120 052	2 075 308	2 141 322
37091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mankono	2 890 544	2 829 538	2 919 544
37091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SARHALA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
37091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUNAHIRI	2 120 052	2 075 308	2 141 322
41091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbonné	2 834 069	2 774 255	2 862 501
41091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIPILOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
41091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOYAGOUINE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
41091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUAN - HOULE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
41091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Danané	2 911 814	2 850 359	2 941 026
41091200085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bin-Houyé	2 832 099	2 772 326	2 860 513
41091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sangouiné	2 831 410	2 771 652	2 859 816
41091200088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man KOKO	2 914 578	2 853 065	2 943 817

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
41091200090 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEAPLEU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
41091200091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mahapleu	2 829 442	2 769 725	2 857 829
41091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biankouma	2 897 341	2 836 192	2 926 408
41091200095 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Logoualé	2 830 893	2 771 146	2 859 294
41091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TEAPLEU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
41091200099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zouan-Hounien	2 931 846	2 869 967	2 961 260
41091200101 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man - LIBREVILLE	2 898 304	2 837 133	2 927 381
42091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guiglo	2 872 947	2 812 312	2 901 769
42091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUIGLO 2	2 500 000	2 447 236	2 525 081
42091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tai	1 289 876	1 262 652	1 302 816
42091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bloléquin	2 926 133	2 864 375	2 955 489
42091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toulepleu	2 830 700	2 770 957	2 859 100
42091200042 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taï	2 927 335	2 865 552	2 956 703
43091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guézon	2 875 651	2 814 959	2 904 501
43091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DUEKOUE 2	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Duekoué	2 892 760	2 831 707	2 921 782
43091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEHIEBLY	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200060 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIEHOUZON	2 838 874	2 778 957	2 867 354
43091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBAPLEU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouibly	2 837 249	2 777 368	2 865 713
43091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bangolo I	2 837 900	2 778 005	2 866 371
43091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEMIEN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KAEIN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouaninou	2 500 000	2 447 236	2 525 081
43091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Facobly	2 829 202	2 769 490	2 857 585
51091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo MUNICIPALITE	2 949 887	2 887 628	2 979 482
51091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo PLATEAU	2 891 635	2 830 606	2 920 645
51091200060 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota - COMMERCE	2 830 943	2 771 195	2 859 344
51091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OGOUDOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
51091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guitry	2 882 578	2 821 741	2 911 497
51091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Hiré	2 920 015	2 858 387	2 949 309

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
51091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niambezaria	2 120 052	2 075 308	2 141 322
51091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zikisso	2 832 088	2 772 314	2 860 501
51091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo III	2 899 018	2 837 833	2 928 102
51091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota II	2 900 505	2 839 290	2 929 605
55091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabou	2 934 408	2 872 476	2 963 848
55091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gabiagui	2 907 536	2 846 171	2 936 706
55091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAN PEDRO BARDOT	2 500 000	2 447 236	2 525 081
55091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grabo	2 831 966	2 772 196	2 860 378
55091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de San-Pedro SEWEKE	2 883 433	2 822 577	2 912 361
55091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOGBO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
55091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Béréby	2 887 499	2 826 557	2 916 469
55091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOBA	2 120 052	2 075 308	2 141 322
55091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZONE INDUSTRIELLE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
56091200051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Zatry	2 926 372	2 864 611	2 955 731
56091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Méagui	2 930 216	2 868 374	2 959 612
56091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de OUPOYO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
56091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré I	2 951 915	2 889 613	2 981 529
56091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OUPOYO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
56091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré II	2 860 737	2 800 360	2 889 437
56091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guéyo	2 829 454	2 769 736	2 857 840
56091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BUYO 2	2 500 000	2 447 236	2 525 081
56091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MAYO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
56091200066 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Okrouyo	2 913 225	2 851 739	2 942 452
56091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Buyo	2 888 868	2 827 897	2 917 850
57091200023 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Fresco	2 933 028	2 871 124	2 962 453
57091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAGO	2 120 052	2 075 308	2 141 322
57091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DAKPADOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
57091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sassandra	2 765 551	2 707 183	2 793 296
57091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOBAKUYA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
61091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agnibilekrou	2 878 460	2 817 708	2 907 339
61091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou INDENIE	2 889 845	2 828 853	2 918 837

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
61091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AMELEKIA	2 500 000	2 447 236	2 525 081
61091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanguelan	2 120 052	2 075 308	2 141 322
61091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou CENTRE	2 876 042	2 815 342	2 904 895
61091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bétié	2 923 224	2 861 529	2 952 551
61091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de iablé	2 120 052	2 075 308	2 141 322
61091200062 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YAKASSE - FEYASSE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
61091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zaranou	2 120 052	2 075 308	2 141 322
62091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Laoudiba	2 120 052	2 075 308	2 141 322
62091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanda	2 903 177	2 841 905	2 932 303
62091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SOROBANGO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
62091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TIEDIO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
62091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Transua	2 831 055	2 771 305	2 859 457
62091200081 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou I	2 875 375	2 814 688	2 904 222
62091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tankessé	2 829 774	2 770 049	2 858 163
62091200085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Assuefry	2 833 199	2 773 403	2 861 623
62091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koun-FAO	2 832 357	2 772 579	2 860 773
62091200089 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouassi Datekro	2 832 747	2 772 960	2 861 167
62091200098 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabagne	2 120 052	2 075 308	2 141 322
62091200102 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sandegué	2 832 943	2 773 152	2 861 365
62091200105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TAOUDI	2 500 000	2 447 236	2 525 081
62091200106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou II	2 699 587	2 642 611	2 726 671
71091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonoua	2 893 486	2 832 416	2 922 515
71091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ayamé	2 829 840	2 770 115	2 858 230
71091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Bassam	2 829 497	2 769 779	2 857 884
71091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Aboisso	2 906 365	2 845 025	2 935 523
71091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adiaké	2 933 210	2 871 304	2 962 638
71091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiapoum	2 831 106	2 771 355	2 859 508
71091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Maféré	2 925 232	2 863 493	2 954 578
76091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sikensi	2 933 878	2 871 957	2 963 312
76091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'DOUCI	2 500 000	2 447 236	2 525 081
76091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville III	2 904 625	2 843 321	2 933 767

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
76091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RUBINO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
76091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GRAND MORIE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
76091200068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AZAGUIE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
76091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville I	2 904 971	2 843 661	2 934 115
76091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taabo	2 831 535	2 771 774	2 859 942
76091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé II	2 908 138	2 846 761	2 937 313
76091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé I	2 907 816	2 846 446	2 936 989
76091200080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville II	2 932 956	2 871 055	2 962 380
77091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yakassé Attobrou	2 829 101	2 769 392	2 857 485
77091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Akoupé	2 879 307	2 818 538	2 908 193
77091200042 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé I	2 884 970	2 824 082	2 913 914
77091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AGOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
77091200047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Alépé	2 886 853	2 825 925	2 915 814
77091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé II	2 829 239	2 769 526	2 857 623
77091200050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOISSO COMOE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200172 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Port-Bouet	2 910 159	2 848 739	2 939 355
78091200173 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANANERAIE	2 930 152	2 868 310	2 959 549
78091200174 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SIPOREX	2 829 080	2 769 372	2 857 463
78091200175 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biétry	2 832 804	2 773 016	2 861 224
78091200177 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo Agnissankoi	2 919 190	2 857 579	2 948 476
78091200178 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Kouté	2 831 076	2 771 324	2 859 479
78091200180 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi SICOGI	2 887 169	2 826 234	2 916 134
78091200188 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjamé-MUNICIPALITE	2 832 219	2 772 444	2 860 633
78091200189 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ANONKOUA KOUTE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200202 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY AKOUEDO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200203 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Attecoubé	2 879 019	2 818 256	2 907 902
78091200205 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AVOCATIER	2 914 399	2 852 889	2 943 637
78091200206 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama I	2 911 919	2 850 461	2 941 132
78091200208 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOBO BANCO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200209 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANDOKOI	2 877 081	2 816 358	2 905 946
78091200214 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON GESCO	2 500 000	2 447 236	2 525 081

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
78091200217 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON CENTRE	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200221 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SELMER	2 914 694	2 853 178	2 943 935
78091200222 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Maroc	2 832 520	2 772 739	2 860 936
78091200223 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SELMER	1 375 438	1 346 409	1 389 238
78091200225 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vridi	2 830 784	2 771 039	2 859 184
78091200226 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody - BLOCKHAUSS	2 893 307	2 832 243	2 922 334
78091200228 Exécuter le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires	6 639 039	6 498 919	6 705 644
78091200231 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi REMBLAIS	2 927 067	2 865 289	2 956 433
78091200237 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo HOUANTOUE	2 830 417	2 770 680	2 858 813
78091200239 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bingerville	2 925 182	2 863 444	2 954 530
78091200241 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody -DEUX PLATEAUX	2 900 697	2 839 476	2 929 798
78091200242 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjame 220 Logements	2 896 117	2 834 993	2 925 172
78091200245 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Songon	2 828 355	2 768 662	2 856 730
78091200246 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon TOIT ROUGE	2 927 898	2 866 103	2 957 271
78091200247 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Marcory	2 828 588	2 768 890	2 856 965
78091200250 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama II	2 926 634	2 864 866	2 955 994
78091200252 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AGBEKOI	2 926 008	2 864 253	2 955 363
78091200253 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Niangon	2 833 019	2 773 226	2 861 442
78091200257 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de u Plateau	2 836 445	2 776 581	2 864 901
78091200259 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON SIDECI	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200265 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Treichville	2 934 145	2 872 218	2 963 581
78091200268 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMASSI PRODOMO	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78091200269 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dokui	2 931 309	2 869 442	2 960 717
78091200275 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY ATTOBAN	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78092100029 Promouvoir l'enseignement des langues maternelles à l'école primaire	22 934 312	22 450 274	23 164 397
78098000773 Acquerir et distribuer les kits scolaires	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
78098000774 Réaliser les activités relatives à l'amélioration du taux d'achèvement des filles dans le primaire MCC / DSPS	53 536 001	52 406 100	54 073 095
79091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Lahou	2 898 461	2 837 288	2 927 540
79091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de EBOUNOU	2 500 000	2 447 236	2 525 081
79091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Jacqueville	2 829 299	2 769 585	2 857 685
79091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Lahou	1 485 332	1 453 985	1 500 232

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
79091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou II	2 907 516	2 846 151	2 936 686
79091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou I	2 903 160	2 841 888	2 932 286
3 Transferts	***27 767 923 190***	***32 673 513 802***	***36 085 936 411***
11091200058 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YAMOUSSOUKRO II	13 871 368	13 871 368	13 871 368
11091200064 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOUSSOUKRO 3	12 195 244	12 195 244	12 195 244
11091200069 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DIDIEVI	9 363 174	9 363 174	9 363 174
11091200072 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP)DE TIEBISSOU	7 282 469	7 282 469	7 282 469
11091200077 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOUSSOUKRO	16 067 668	16 067 668	16 067 668
11091200081 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUMODI	10 692 512	10 692 512	10 692 512
11091200084 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKOUMBO	4 508 194	4 508 194	4 508 194
14091200027 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOCANDA	16 819 034	16 819 034	16 819 034
14091200037 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIMBOKRO	10 172 337	10 172 337	10 172 337
15091200038 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DAOUKRO	2 543 083	2 543 083	2 543 083
15091200040 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BAYAKRO	3 017 023	3 017 023	3 017 023
16091200025 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ANDE	3 988 019	3 988 019	3 988 019
16091200032 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONGOUANOU	13 120 002	13 120 002	13 120 002
16091200036 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BATTO	12 310 839	12 310 839	12 310 839
16091200038 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ARRAH	9 883 349	9 883 349	9 883 349
17091200076 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI I	8 988 647	8 988 647	8 988 647
17091200077 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAKASSOU	9 247 579	9 247 579	9 247 579
17091200078 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BROBO	2 706 303	2 706 303	2 706 303
17091200079 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) de Bouaké-BELLE-VILLE	3 619 040	3 619 040	3 619 040
17091200089 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GONFREVILLE (Bouaké)	12 428 747	12 428 747	12 428 747
17091200091 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaké-AIR FRANCE	5 284 992	5 284 992	5 284 992
17091200094 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKO (Bouaké)	4 660 779	4 660 779	4 660 779
17091200097 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI II	5 239 909	5 239 909	5 239 909
17091200100 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BODOKRO	3 040 141	3 040 141	3 040 141
17091200102 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaké N'GATTAKRO	7 915 927	7 915 927	7 915 927
18091200035 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAFIRE	8 288 670	8 288 670	8 288 670
18091200036 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SATAMA-SOKOURA	2 205 337	2 205 337	2 205 337
18091200037 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABAKALA	7 476 877	7 476 877	7 476 877
18091200040 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP NIANKARA (Bouaké)	4 479 296	4 479 296	4 479 296
18091200042 Réaliser la maintenance des mobiliers et l'entretien des écoles primaires publiques de l'Inspection Primaire de KATIOLA à travers le COGES de la circonscription	8 988 647	8 988 647	8 988 647
22091200013 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUBA	11 984 862	11 984 862	11 984 862
23091200030 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné	5 227 194	5 227 194	5 227 194

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
23091200033 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné II	9 507 090	9 507 090	9 507 090
23091200034 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MADINANI	1 479 035	1 479 035	1 479 035
24091200023 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUANGOLODOUGOU	4 974 041	4 974 041	4 974 041
24091200036 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE FERKESSEDOUGOU	8 749 364	8 749 364	8 749 364
25091200050 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGOII	11 097 095	11 097 095	11 097 095
25091200052 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SINEMANTIALI	3 063 736	3 063 736	3 063 736
25091200059 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO III	6 396 536	6 396 536	6 396 536
25091200061 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO I	12 576 707	12 576 707	12 576 707
26091200030 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE TENGRELA	4 327 867	4 327 867	4 327 867
26091200031 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE KOLIA	7 102 141	7 102 141	7 102 141
26091200037 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE BOUNDIALI	6 177 383	6 177 383	6 177 383
27091200010 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MINIGNAN	1 653 005	1 653 005	1 653 005
28091200018 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE NASSIAN	9 536 566	9 536 566	9 536 566
28091200026 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOUNA	11 984 862	11 984 862	11 984 862
31091200085 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA I	4 681 587	4 681 587	4 681 587
31091200088 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA II	10 750 311	10 750 311	10 750 311
31091200090 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZOUKOUGBEU	7 629 252	7 629 252	7 629 252
31091200092 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAIOUA	8 496 213	8 496 213	8 496 213
31091200095 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA II	8 496 213	8 496 213	8 496 213
31091200098 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE VAVOUA I	11 282 047	11 282 047	11 282 047
31091200104 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA III	11 790 663	11 790 663	11 790 663
31091200120 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GADOUAN	9 189 782	9 189 782	9 189 782
31091200125 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA I	8 842 997	8 842 997	8 842 997
31091200129 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE VAVOUA II	6 880 199	6 880 199	6 880 199
31091200134 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BEDIALA	2 774 273	2 774 273	2 774 273
31091200135 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP IBOGUHE	3 294 450	3 294 450	3 294 450
32091200056 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OURAGAHIO	13 177 799	13 177 799	13 177 799
32091200062 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GAGNOA I	20 633 660	20 633 660	20 633 660
32091200064 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Oumé	11 906 258	11 906 258	11 906 258
32091200069 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP DIEGONEFLA	12 079 649	12 079 649	12 079 649
35091200064 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaflé 3	4 334 803	4 334 803	4 334 803
35091200066 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE ZUENOULA	14 102 557	14 102 557	14 102 557
35091200067 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KONONFLA	4 797 182	4 797 182	4 797 182
35091200068 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé I	8 149 429	8 149 429	8 149 429
35091200069 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BONON	3 410 045	3 410 045	3 410 045
35091200074 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GOHITAFLA	7 802 645	7 802 645	7 802 645
35091200077 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SINFRA	11 328 284	11 328 284	11 328 284

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
35091200079 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé II	4 508 194	4 508 194	4 508 194
36091200032 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SEGUELA	5 930 010	5 930 010	5 930 010
36091200034 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KANI	5 400 585	5 400 585	5 400 585
37091200026 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIENINGBOUE	7 197 131	7 197 131	7 197 131
37091200031 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MANKONO	11 519 968	11 519 968	11 519 968
41091200074 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GBONNE	1 963 207	1 963 207	1 963 207
41091200075 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LOGOUALE	7 878 937	7 878 937	7 878 937
41091200081 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN I	5 033 355	5 033 355	5 033 355
41091200089 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (EIP) DE ZOUAN-HOUNIEN	10 715 632	10 715 632	10 715 632
41091200092 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Danané	7 194 471	7 194 471	7 194 471
41091200094 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SANGOUINE	5 508 883	5 508 883	5 508 883
41091200098 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAHAPLEU	3 740 790	3 740 790	3 740 790
41091200102 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIN-HOUYE	3 537 199	3 537 199	3 537 199
41091200106 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN II	10 098 356	10 098 356	10 098 356
41091200107 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BIANKOUMA	8 911 946	8 911 946	8 911 946
42091200029 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUIGLO	10 750 311	10 750 311	10 750 311
42091200030 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAÏ	2 774 273	2 774 273	2 774 273
42091200031 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BLOLEQUIN	7 455 860	7 455 860	7 455 860
42091200033 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOULEPLEU	12 195 244	12 195 244	12 195 244
43091200059 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUIBLY	11 540 978	11 540 978	11 540 978
43091200065 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BANGOLO	4 750 943	4 750 943	4 750 943
43091200068 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BANGOLO 2	2 080 704	2 080 704	2 080 704
43091200076 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FACOBLY	8 253 465	8 253 465	8 253 465
43091200077 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEZON	4 508 194	4 508 194	4 508 194
43091200079 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Duékoué	13 813 571	13 813 571	13 813 571
51091200052 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUITRY	10 923 702	10 923 702	10 923 702
51091200054 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE HIRE	4 681 587	4 681 587	4 681 587
51091200056 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA	7 051 279	7 051 279	7 051 279
51091200063 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO I	13 697 976	13 697 976	13 697 976
51091200064 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO II	10 981 500	10 981 500	10 981 500
51091200065 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA II	11 559 474	11 559 474	11 559 474
51091200072 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZIKISSO	4 508 194	4 508 194	4 508 194
51091200077 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO III	13 062 205	13 062 205	13 062 205
55091200044 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRABO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
55091200045 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SAN-PEDRO I	4 508 194	4 508 194	4 508 194
55091200047 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-BEREBY	5 721 939	5 721 939	5 721 939
55091200054 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GABIADJI	6 588 900	6 588 900	6 588 900

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
55091200065 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TABOU	10 923 702	10 923 702	10 923 702
56091200049 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUKROUYO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
56091200050 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEYO	1 560 529	1 560 529	1 560 529
56091200058 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré II	9 536 566	9 536 566	9 536 566
56091200068 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MEAGUI	8 785 200	8 785 200	8 785 200
56091200070 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré I	12 137 448	12 137 448	12 137 448
56091200073 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-ZATRY	8 322 821	8 322 821	8 322 821
56091200074 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BUYO	5 721 939	5 721 939	5 721 939
57091200026 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FRESCO	10 576 918	10 576 918	10 576 918
57091200035 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SASSANDRA	13 062 205	13 062 205	13 062 205
61091200042 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGNIBILEKROU	13 351 192	13 351 192	13 351 192
61091200058 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BETTIE	6 877 887	6 877 887	6 877 887
61091200063 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU I	13 640 178	13 640 178	13 640 178
61091200064 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU II	6 646 697	6 646 697	6 646 697
62091200079 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TANKESSE	12 657 623	12 657 623	12 657 623
62091200080 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUN-FAO	8 265 024	8 265 024	8 265 024
62091200088 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TRANSUA	7 802 645	7 802 645	7 802 645
62091200093 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TANDA	12 773 218	12 773 218	12 773 218
62091200094 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU II	19 362 119	19 362 119	19 362 119
62091200095 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU I	17 454 804	17 454 804	17 454 804
62091200097 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ASSUEFRY	8 669 605	8 669 605	8 669 605
62091200103 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUASSI-DATEKRO	9 016 389	9 016 389	9 016 389
62091200104 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SANDEGUE	6 068 723	6 068 723	6 068 723
71091200050 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-BASSAM	4 681 587	4 681 587	4 681 587
71091200052 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AYAME	8 554 010	8 554 010	8 554 010
71091200053 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIAPOUM	3 988 019	3 988 019	3 988 019
71091200056 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONOUA	6 588 900	6 588 900	6 588 900
71091200058 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE (IEP) Adiaké	6 068 723	6 068 723	6 068 723
71091200061 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOISSO	14 275 951	14 275 951	14 275 951
71091200062 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAFERE	7 976 038	7 976 038	7 976 038
76091200052 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE II	11 790 663	11 790 663	11 790 663
76091200054 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAABO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
76091200055 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE III	11 675 069	11 675 069	11 675 069
76091200062 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE I	13 004 407	13 004 407	13 004 407
76091200063 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SIKENSI	8 842 997	8 842 997	8 842 997
76091200072 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE I	13 293 394	13 293 394	13 293 394
76091200075 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE II	7 051 279	7 051 279	7 051 279

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
77091200034 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Alépé	12 195 244	12 195 244	12 195 244
77091200037 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAKASSE ATTOBROU	4 161 410	4 161 410	4 161 410
77091200038 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Adzopé	11 270 486	11 270 486	11 270 486
77091200045 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Adzopé II	7 282 461	7 282 461	7 282 461
77091200051 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AKOUPE	10 692 512	10 692 512	10 692 512
78010200257 Appui COGES/MENETFP	17 113 430 190	17 113 430 190	17 113 430 190
78091200176 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON I	3 641 235	3 641 235	3 641 235
78091200179 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA I	7 802 645	7 802 645	7 802 645
78091200181 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA II	5 317 357	5 317 357	5 317 357
78091200182 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MARCORY	809 163	809 163	809 163
78091200204 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BINGERVILLE	866 961	866 961	866 961
78091200207 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YOPOUGON NIANGON	1 040 353	1 040 353	1 040 353
78091200213 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOBO II	2 427 490	2 427 490	2 427 490
78091200227 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TREICHVILLE	3 352 247	3 352 247	3 352 247
78091200238 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Yopougon Kouté	3 469 824	3 469 824	3 469 824
78091200240 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIETRY	693 568	693 568	693 568
78091200251 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUMASSI I	1 618 326	1 618 326	1 618 326
78091200254 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SONGON	693 568	693 568	693 568
78091200260 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON V	1 502 732	1 502 732	1 502 732
78091200261 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON IV	809 163	809 163	809 163
78091200264 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Port-Bouet	520 176	520 176	520 176
78091200276 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP VRIDI	1 560 529	1 560 529	1 560 529
78098000976 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Laïc	1 625 000 000	2 477 622 142	3 070 722 403
78098001070 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Confessionnel	7 724 493 000	11 777 461 470	14 596 783 818
79091200031 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-LAHOU	9 478 768	9 478 768	9 478 768
79091200036 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU I	8 091 631	8 091 631	8 091 631
79091200042 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU II	8 669 605	8 669 605	8 669 605
79091200045 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE JACQUEVILLE	5 721 939	5 721 939	5 721 939
4 Investissements	***15 646 694 000***	***6 000 000 000***	***7 000 000 000***
Financement extérieur	*13 000 000 000*	*0*	*0*
78091200190 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	13 000 000 000	0	0
Trésor	*2 646 694 000*	*6 000 000 000*	*7 000 000 000*
78091200190 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	2 646 694 000	6 000 000 000	7 000 000 000
2206102 Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire	**699 479 792**	**684 716 832**	**706 497 241**
2 Biens et services	***699 479 792***	***684 716 832***	***706 497 241***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
11091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Didievi	1 375 626	1 346 593	1 389 426
11091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DJEKANOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
11091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Raviart	1 696 043	1 660 245	1 713 059
11091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOMOKANKRO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
11091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEBISSOU	1 528 509	1 496 248	1 543 843
11091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ATTIEGOUAKRO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
11091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro - FONDATION	1 521 528	1 489 415	1 536 793
11091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toumodi	1 562 332	1 529 359	1 578 006
11091200079 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAMOUSSOUKRO - MOROFE	1 318 163	1 290 343	1 331 387
11091200082 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro -SINZIBO	1 502 127	1 470 425	1 517 197
11091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOKOUMBO	1 167 512	1 142 871	1 179 226
14091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'ZECREZESSOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
14091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NOFOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
14091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bocanda	1 737 336	1 700 667	1 754 765
14091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi-Kouassikro	1 696 043	1 660 245	1 713 059
14091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BENGASSOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
14091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dimbokro	1 476 584	1 445 421	1 491 399
15091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Prikro	1 165 373	1 140 775	1 177 065
15091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daoukro	1 325 841	1 297 860	1 339 141
15091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bahiakro	1 232 511	1 206 498	1 244 877
15091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouelle	1 324 586	1 296 629	1 337 875
15091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ettrokro	1 696 043	1 660 245	1 713 059
16091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bongouanou	1 443 784	1 413 312	1 458 268
16091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Batto	1 539 442	1 506 951	1 554 885
16091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Andé	1 012 769	991 395	1 022 930
16091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiémélékro	1 696 043	1 660 245	1 713 059
16091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Arrah	1 246 187	1 219 887	1 258 688
17091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Belleville Bouaké	1 384 000	1 354 791	1 397 884
17091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Djebonoua	1 696 043	1 660 245	1 713 059
17091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Brobo	1 030 075	1 008 336	1 040 409
17091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIABO	1 500 000	1 468 341	1 515 048

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
17091200085 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sakassou	1 394 003	1 364 583	1 407 988
17091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAKE SOKOURA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
17091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Gattakro Bouaké	1 503 712	1 471 975	1 518 797
17091200098 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AYAOU-SRAN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
17091200103 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 2	1 057 433	1 035 114	1 068 041
17091200105 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koko Bouaké	1 866 288	1 826 899	1 885 012
17091200107 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Botro	1 696 043	1 660 245	1 713 059
17091200111 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gonfreville Bouaké	1 790 401	1 752 615	1 808 362
17091200112 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 1	1 306 719	1 279 139	1 319 828
17091200113 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bodokro	1 079 487	1 056 706	1 090 315
17091200116 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Air-France Bouake	1 184 961	1 159 952	1 196 849
17098000016 Produire des documents pour les activités pédagogiques des enseignants des IEPP	6 854 330	6 709 668	6 923 097
18091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FRONAN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
18091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niakara	1 210 968	1 185 411	1 223 115
18091200044 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Satama-Sokoura	1 045 895	1 023 821	1 056 390
18091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tafiré	1 018 582	997 084	1 028 801
18091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabakala	1 427 919	1 397 782	1 442 245
18091200052 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BONIEREDOUGOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
18091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Katiola	1 239 769	1 213 603	1 252 208
22091200012 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Touba	1 652 824	1 617 941	1 669 405
22091200015 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koro	1 696 043	1 660 245	1 713 059
23091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbeleban	1 696 043	1 660 245	1 713 059
23091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienne 1	1 195 849	1 170 610	1 207 847
23091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Madinani	1 070 227	1 047 640	1 080 964
23091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienne 2	1 232 976	1 206 954	1 245 346
23091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguelon	1 696 043	1 660 245	1 713 059
24091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMBALA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
24091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIAWALA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
24091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouangolo	1 395 680	1 366 223	1 409 681
24091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kong	1 696 043	1 660 245	1 713 059
24091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FERKE SUD	1 500 000	1 468 341	1 515 048

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
24091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ferké NORD	1 730 106	1 693 591	1 747 463
25091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dikodougou	1 696 043	1 660 245	1 713 060
25091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bengue	1 696 043	1 660 245	1 713 059
25091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NIOFOIN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
25091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo SUD	1 853 633	1 814 511	1 872 231
25091200068 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo NORD	2 089 568	2 045 467	2 110 531
25091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Napie	1 696 043	1 660 245	1 713 060
25091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo EST	1 543 116	1 510 549	1 558 597
25091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KARAKORO	1 500 000	1 468 341	1 515 049
25091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KORHOGO CENTRE	1 500 000	1 468 341	1 515 049
25091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinematiali	1 264 100	1 237 420	1 276 781
26091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbon	1 696 043	1 660 245	1 713 059
26091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Boundiali	1 334 402	1 306 239	1 347 788
26091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouto	1 696 043	1 660 245	1 713 059
26091200041 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tingrela	1 144 345	1 120 191	1 155 826
26091200042 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kolia	1 289 273	1 262 062	1 302 207
26091200043 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KASSERE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
27091200013 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Minignan	1 184 961	1 159 952	1 196 849
27091200014 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kaniasso	1 696 043	1 660 245	1 713 059
28091200021 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouna	1 517 342	1 485 318	1 532 564
28091200022 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tehini	1 696 043	1 660 245	1 713 059
28091200023 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nassian	1 073 949	1 051 282	1 084 723
28091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de doropo	1 696 043	1 660 245	1 713 059
31091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de seitifla	1 696 043	1 660 245	1 713 059
31091200097 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gadouan	1 540 745	1 508 226	1 556 202
31091200099 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Saioua	1 633 238	1 598 766	1 649 623
31091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA KENNEDY	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31091200102 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 1	1 677 438	1 642 036	1 694 266
31091200106 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA DIOULABOUGOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31091200107 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa TAZIBOUO	1 558 889	1 525 989	1 574 528
31091200109 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dania	1 696 043	1 660 245	1 713 059

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
31091200110 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA SUD	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31091200113 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zoukougbeu	1 474 491	1 443 371	1 489 284
31091200117 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GONATE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31091200118 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NAHIO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
31091200122 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 2	1 260 428	1 233 827	1 273 073
31091200123 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bediala	1 315 326	1 287 565	1 328 524
31091200127 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa GBEULIVILLE	1 701 540	1 665 629	1 718 612
31091200131 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Iboguhe	1 003 459	982 281	1 013 526
31091200132 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 1	1 618 025	1 583 878	1 634 258
31091200133 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 2	1 899 228	1 859 144	1 918 282
31091200136 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa - LABIA	1 757 558	1 720 463	1 775 191
32091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiberoua	1 427 130	1 397 010	1 441 449
32091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BAYOTA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diegonefla	1 466 396	1 435 449	1 481 107
32091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEPAHIO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GALEBOUO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouragahio	1 731 736	1 695 189	1 749 109
32091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa DIOULABOUGOU	1 588 156	1 554 637	1 604 089
32091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIGNAGO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GNAGBODOUGNOA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SERIHIO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
32091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Oumé	1 689 583	1 653 923	1 706 536
32091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa LONACI	1 949 430	1 908 287	1 968 987
35091200056 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kanzra	1 696 043	1 660 245	1 713 059
35091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZAGUIETA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
35091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonon	1 450 812	1 420 192	1 465 368
35091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gohitafla	1 061 013	1 038 618	1 071 656
35091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinfra	1 722 939	1 686 576	1 740 224
35091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé NORD	1 251 215	1 224 808	1 263 769
35091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé SUD	1 368 272	1 339 394	1 382 000
35091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUETINFLA	1 500 000	1 468 341	1 515 048

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
35091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zuenoula	1 712 334	1 676 195	1 729 514
35091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kononfla	1 248 050	1 221 710	1 260 570
35091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAFLE CENTRE	1 171 000	1 146 285	1 182 746
36091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Morondo	1 696 043	1 660 245	1 713 059
36091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kani	1 264 754	1 238 059	1 277 443
36091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de WOROFLA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
36091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MASSALA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
36091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sifie	1 696 043	1 660 245	1 713 059
36091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguela	1 643 010	1 608 334	1 659 493
37091200021 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SARHALA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
37091200022 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kounahiri	1 696 043	1 660 245	1 713 059
37091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mankono	1 538 929	1 506 449	1 554 368
37091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dianra	1 696 043	1 660 245	1 713 059
37091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tieningboué	1 646 918	1 612 160	1 663 440
41091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sangouine	1 081 768	1 058 936	1 092 622
41091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbonné	943 848	923 929	953 317
41091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Danane	1 775 841	1 738 361	1 793 657
41091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man KOKO	1 376 228	1 347 182	1 390 033
41091200079 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Logoualé	1 108 611	1 085 212	1 119 733
41091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man - LIBREVILLE	1 486 402	1 455 030	1 501 314
41091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUAN-HOULE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
41091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mahapleu	1 183 935	1 158 948	1 195 813
41091200097 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAN DOYAGOUINE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
41091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zouan-Hounien	1 716 985	1 680 747	1 734 211
41091200103 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bin-Houyé	1 042 357	1 020 357	1 052 814
41091200104 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SIPILOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
41091200105 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Biankouma	1 492 917	1 461 409	1 507 895
42091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toulepleu	1 118 616	1 095 008	1 129 838
42091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUIGLO 2	1 500 000	1 468 341	1 515 048
42091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiglo	1 890 018	1 850 129	1 908 979
42091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Blolequin	1 298 019	1 270 622	1 311 041

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
43091200056 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KAEIN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
43091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guezon	1 639 751	1 605 144	1 656 204
43091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SEMIEN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
43091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GBAPLEU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
43091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Duekoué	1 831 811	1 793 150	1 850 189
43091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouibly	778 740	762 305	786 554
43091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diéhouzon	694 248	679 594	701 214
43091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEHIEBLY	1 500 000	1 468 341	1 515 048
43091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DUEKOUE 2	1 500 000	1 468 341	1 515 048
43091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Facobly	1 196 405	1 171 152	1 208 407
43091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bangolo 1	1 992 979	1 950 917	2 012 974
43091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouaninou	1 500 000	1 468 341	1 515 048
51091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niambezaria	1 696 043	1 660 245	1 713 059
51091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota 2	1 809 063	1 770 882	1 827 210
51091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guitry	1 592 852	1 559 233	1 608 832
51091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo 3	1 481 563	1 450 294	1 496 426
51091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zikisso	1 046 639	1 024 550	1 057 139
51091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota - COMMERCE	1 106 006	1 082 663	1 117 104
51091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de OGOUDOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
51091200068 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Hire	1 339 425	1 311 156	1 352 864
51091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO PLATEAU	1 531 532	1 499 208	1 546 897
51091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO MUNICIPALITE	1 663 992	1 628 873	1 680 687
55091200048 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de San-Pedro SEWEKE	1 859 216	1 819 977	1 877 870
55091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Bereby	1 559 543	1 526 628	1 575 189
55091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gabiadji	1 788 403	1 750 658	1 806 346
55091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DOGBO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
55091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabou	1 242 002	1 215 788	1 254 463
55091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Doba	1 696 043	1 660 245	1 713 059
55091200063 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZONE INDUSTRIELLE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
55091200064 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SAN PEDRO BARDOT	1 500 000	1 468 341	1 515 048
55091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grabo	1 052 919	1 030 697	1 063 482

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
56091200053 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BUYO 2	1 500 000	1 468 341	1 515 048
56091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 1	1 658 039	1 623 044	1 674 673
56091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAYO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
56091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gueyo	1 183 239	1 158 267	1 195 111
56091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 2	1 925 888	1 885 242	1 945 208
56091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Meagui	1 721 780	1 685 441	1 739 053
56091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Buyo	1 550 284	1 517 565	1 565 838
56091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Zatry	1 296 389	1 269 028	1 309 394
56091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Okrouyo	1 385 395	1 356 156	1 399 295
57091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sago	1 696 043	1 660 245	1 713 059
57091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Fresco	1 251 349	1 224 940	1 263 903
57091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOBAKUYA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
57091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DAKPADOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
57091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sassandra	2 162 566	2 116 923	2 184 264
61091200044 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niablé	1 696 043	1 660 245	1 713 059
61091200045 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAKASSE-FEYASSE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
61091200047 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bettie	1 317 700	1 289 889	1 330 920
61091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zaranou (Ebilassokro,Zaranou)	1 696 043	1 660 245	1 713 059
61091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AMELEKIA	1 500 000	1 468 341	1 515 048
61091200053 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou CENTRE	1 637 100	1 602 547	1 653 524
61091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanguelan	1 696 043	1 660 245	1 713 059
61091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou INDENIE	1 543 676	1 511 096	1 559 162
61091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agninibilekrou	1 620 724	1 586 519	1 636 985
62091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koun-Fao	1 032 681	1 010 884	1 043 042
62091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TAOUDI	1 500 000	1 468 341	1 515 048
62091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEDIO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
62091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de transua	1 100 284	1 077 062	1 111 323
62091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sandegue	1 002 252	981 098	1 012 308
62091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Assuefry	988 991	968 119	998 913
62091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SOROBANGO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
62091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabagne	1 696 043	1 660 245	1 713 059

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
62091200090 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanda	1 453 416	1 422 741	1 467 997
62091200091 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tankesse	1 166 676	1 142 053	1 178 379
62091200092 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 1	1 641 614	1 606 968	1 658 083
62091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 2	1 852 004	1 812 918	1 870 584
62091200099 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi Datekro	1 012 301	990 936	1 022 458
62091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Laoudiba	1 696 043	1 660 245	1 713 059
71091200045 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonoua	1 519 018	1 486 957	1 534 257
71091200047 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Aboisso	1 431 828	1 401 609	1 446 193
71091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiapoum	1 097 538	1 074 375	1 108 549
71091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adiake	1 250 098	1 223 715	1 262 640
71091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ayamé	1 163 233	1 138 680	1 174 903
71091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mafere	1 304 115	1 276 591	1 317 198
71091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Bassam	1 181 100	1 156 172	1 192 947
76091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassale	1 419 825	1 389 859	1 434 068
76091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de RUBINO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
76091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GRAND MORIE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
76091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassalé 1	1 422 012	1 392 000	1 436 279
76091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AZAGUIE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
76091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 1	1 441 273	1 410 854	1 455 733
76091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'DOUCI	1 500 000	1 468 341	1 515 048
76091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sikensi	1 245 584	1 219 295	1 258 082
76091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Taabo	1 075 250	1 052 555	1 086 036
76091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 2	1 713 728	1 677 560	1 730 922
76091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 3	1 443 599	1 413 131	1 458 080
77091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AGOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
77091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 2	1 194 406	1 169 199	1 206 387
77091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOISSO COMOE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
77091200041 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Akoupé	1 615 000	1 580 915	1 631 201
77091200043 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yakasse Attobrou	1 201 616	1 176 255	1 213 672
77091200046 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 1	1 576 663	1 543 387	1 592 482
77091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Alepe	1 563 916	1 530 911	1 579 605

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
78091200183 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Songon	1 240 279	1 214 103	1 252 722
78091200184 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 2	1 294 623	1 267 299	1 307 612
78091200185 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AGBEKOI	1 298 856	1 271 442	1 311 887
78091200186 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Port-Bouet	1 406 144	1 376 466	1 420 249
78091200187 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo plateau dokui	1 262 985	1 236 328	1 275 657
78091200191 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Marcory	1 228 230	1 202 308	1 240 552
78091200192 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo HOUANTOUE	1 133 225	1 109 306	1 144 593
78091200193 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 1	1 394 235	1 364 809	1 408 223
78091200194 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SIPOREX	1 202 687	1 177 304	1 214 752
78091200196 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-BLOCKHAUSS	1 520 228	1 488 143	1 535 481
78091200197 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON SIDECI	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200198 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY AKOUEDO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200199 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vridi	1 114 333	1 090 814	1 125 513
78091200200 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-DEUX PLATEAUX	1 470 212	1 439 184	1 484 959
78091200201 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Agnissankoi	1 345 009	1 316 623	1 358 504
78091200211 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi REMBLAIS	1 291 693	1 264 432	1 304 651
78091200212 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Attecoube	1 616 953	1 582 826	1 633 175
78091200215 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon TOIT ROUGE	1 286 061	1 258 918	1 298 962
78091200216 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANDOKOI	1 630 075	1 595 673	1 646 429
78091200218 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOBO BANCO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200219 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AVOCATIER	1 377 438	1 348 366	1 391 257
78091200229 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Plateau	820 430	803 114	828 661
78091200230 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Treichville	1 243 768	1 217 516	1 256 248
78091200232 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY ATTOBAN	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200233 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON CENTRE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200235 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bietry	1 009 509	988 204	1 019 637
78091200243 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMASSI PRODOMO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200248 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Kouté	1 099 122	1 075 924	1 110 149
78091200249 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi SICOGI	1 561 777	1 528 816	1 577 445
78091200256 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON GESCO	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78091200258 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANANERAIE	1 270 801	1 243 981	1 283 549

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
78091200262 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop maroc	1 024 167	1 002 551	1 034 441
78091200263 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adjamé 220 Logements	1 501 199	1 469 517	1 516 260
78091200266 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bingerville	1 304 440	1 276 909	1 317 526
78091200271 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Niangon	998 387	977 315	1 008 404
78091200272 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ADJAME- MUNICIPALITE	1 039 703	1 017 760	1 050 134
78091200274 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ANONKOUA KOUTE	1 500 000	1 468 341	1 515 048
78098000941 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Préscolaire et Primaire	16 904 524	16 547 748	17 074 117
78098001045 Inspecter, suivre et évaluer les activités des COGES installés dans les établissements préscolaires et primaires	4 876 121	4 773 208	4 925 040
78098001082 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement préscolaire et primaire	252 768 329	247 433 540	255 304 202
79091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 2	1 424 058	1 394 002	1 438 344
79091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de EBOUNOU	1 500 000	1 468 341	1 515 048
79091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 1	1 453 507	1 422 830	1 468 088
79091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Jacqueville	1 191 336	1 166 193	1 203 290
2206103 Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire	**7 690 164 940**	**8 962 789 656**	**9 465 764 974**
2 Biens et services	***1 615 164 940***	***1 581 076 169***	***1 631 368 923***
11091200068 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de YAMOUSSOUKRO	164 136 004	160 671 842	165 782 683
17091200082 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 2 BOUAKE (ENI)	33 135 715	32 436 371	33 468 147
17091200104 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 1 BOUAKE	27 621 069	27 038 116	27 898 176
18091200041 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KATIOLA	19 351 650	18 943 226	19 545 794
23091200027 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ODIENNE	20 735 245	20 297 619	20 943 269
25091200054 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KORHOGO	64 364 890	63 006 442	65 010 624
31091200101 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DALOA	40 298 531	39 448 012	40 702 821
32091200077 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GAGNOA	66 317 054	64 917 403	66 982 374
41091200077 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de MAN	24 873 513	24 348 547	25 123 052
55091200050 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de SAN PEDRO	23 424 501	22 930 117	23 659 505
61091200057 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABENGOUROU	68 437 055	66 992 659	69 123 643
62091200101 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de BONDOUKOU	23 424 501	22 930 117	23 659 505
71091200048 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABOISSO	38 098 116	37 294 037	38 480 332
71091200054 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GRAND BASSAM	195 962 848	191 826 964	197 928 827
78091200195 Produire et actualiser les ouvrages scolaires à travers des activités réalisées par le CNFP	7 516 341	7 357 705	7 591 749
78091200270 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABIDJAN (Cocody)	60 812 692	59 529 214	61 422 789
78098000775 Prendre en charge les dépenses centralisées liées au CAFOP	663 973 392	649 959 938	670 634 637
79091200044 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DABOU	72 681 823	71 147 840	73 410 996

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**637 304 813 977**	**635 182 421 182**	**646 109 460 182**
3 Transferts	***6 075 000 000***	***7 381 713 487***	***7 834 396 051***
78098000776 Prendre en charge les pécules des stagiaires des CAFOP	6 075 000 000	7 381 713 487	7 834 396 051
2206104 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire	**17 263 964 371**	**4 041 065 011**	**4 042 877 044**
1 Personnel	***79 264 371***	***81 065 011***	***82 877 044***
78091200244 Assurer les Charges salariales Service-Programme Alimentaire Mondial (PAM)	79 264 371	81 065 011	82 877 044
2 Biens et services	***3 500 000 000***	***3 500 000 000***	***3 500 000 000***
78098000865 Acquerir et distribuer des Manuels Scolaires aux élèves du primaire public	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78098000866 Equiper les écoles primaires pubilques en Malettes Pédagogiques	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
4 Investissements	***13 684 700 000***	***460 000 000***	***460 000 000***
Financement extérieur	*12 974 700 000*	*0*	*0*
78098001124 Projet éducation de base / UNICEF	7 000 000 000	0	0
78091200220 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Educatifs (PAPSE)	5 974 700 000	0	0
Trésor	*710 000 000*	*460 000 000*	*460 000 000*
78098001165 Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire	150 000 000	0	0
78098001124 Projet éducation de base / UNICEF	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78091200220 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Educatifs (PAPSE)	500 000 000	400 000 000	400 000 000

II.2.3. Programme 3 : Enseignement secondaire général II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Enseignement sécondaire général	Action 3.1: Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
	Action 3.2: Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement sécondaire général						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général	Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle	74,90%	86,2%	89,2%	92,1%	Effectif des nouveaux inscrits en 6ème quel que soit leur âge / Population scolarisable de 12 ans Source : DSPS
	Taux de réussite au BEPC	41,27%*(2021)	48,2%	55%	61,9%	Nombre d'élèves admis au BEPC / Nombre d'élèves candidats présentés au BEPC Source : DECO
	Taux de réussite au BAC	29,24%*(2021)	34,4%	39,6%	44,8%	Nombre d'élèves admis au BAC / Nombre d'élèves candidats présentés au BAC Source : DECO
	Taux de transition 3ème/2nde général	40,43%	36,7%	32,8%	28,9%	Effectif des nouveaux inscrits en 2nd en année N / Effectif des élèves de 3ème en année N-1 Source : DSPS
OS2 : Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire général	Taux brut de scolarisation du 1er cycle	74,90%	78,1%	80,4%	82,7%	Nombre d'élèves inscrits au 1er cycle du secondaire général, quel que soit leur âge / Population scolarisable de 12 à 15 ans Source : DSPS
	Taux brut de scolarisation au 2nd cycle	37,80%	41,6%	44,4%	47,2%	Nombre d'élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire général, quel que soit leur âge / Population scolarisable de 16 à 18 ans Source : DSPS
	Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire	60,50%	63,5%	66,4%	69,2%	Effectif des nouveaux inscrits en 3ème / Population scolarisable de 15 ans Source : DSPS
	Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	36,30%	39,9%	43,3%	46,6%	Effectif des nouveaux inscrits en Tle / Population scolarisable de 18 ans Source : DSPS

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SÉCONDAIRE GÉNÉRAL	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
Personnel	293 068 379 514	302 505 054 046	305 650 469 824
Biens et services	7 179 362 665	7 027 839 125	7 251 388 931
Transferts	96 219 123 200	141 004 291 592	174 777 807 966
Investissements	25 699 965 442	18 200 000 000	18 700 000 000
Trésor	*15 700 000 000*	*18 200 000 000*	*18 700 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*9 999 965 442*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
2206201 Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle	**397 466 865 379**	**454 037 184 763**	**491 679 666 721**
1 Personnel	***293 068 379 514***	***302 505 054 046***	***305 650 469 824***
78098000795 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de l'enseignement secondaire	293 068 379 514	302 505 054 046	305 650 469 824
2 Biens et services	***7 179 362 665***	***7 027 839 125***	***7 251 388 931***
11092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Yakro	9 191 255	8 997 270	9 283 465
11092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonoublé	9 436 938	9 237 767	9 531 613
11092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'guyakro	2 802 267	2 743 123	2 830 381
11092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonou	2 820 883	2 761 348	2 849 184
11092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 1 Yakro	2 879 192	2 818 425	2 908 077
11092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boli	2 767 336	2 708 932	2 795 099
11092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Soundel Tiédekr	2 788 637	2 729 781	2 816 613
11092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lomokankro	2 825 850	2 766 209	2 854 201
11092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonikro	2 544 062	2 490 369	2 569 584
11092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpouèbo	9 438 389	9 239 189	9 533 079
11092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Attiégouakro Yamoussoukro	2 770 819	2 712 340	2 798 618
11092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Angoda	2 790 529	2 731 633	2 818 526
11092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kossou	2 796 834	2 737 807	2 824 893
11092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne JEANNOT AHOUSSOU-KOUADIO de RAVIART	2 767 336	2 708 932	2 795 099
11092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne II Yakro	7 261 370	7 108 115	7 334 219
11092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Camille Alliali Toumodi	2 584 526	2 529 980	2 610 455

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
11092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tiebissou	9 395 987	9 197 682	9 490 251
11092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 2 de Yamoussoukro	2 906 633	2 845 286	2 935 794
11092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mamie Adjoua Yamoussoukro	125 969 456	123 310 814	127 233 233
11092200028 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de YAMOUSSOUKRO dans le choix des filières d'orientation	1 225 035	1 199 181	1 237 325
11092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Didievi	9 408 785	9 210 210	9 503 180
11092200030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 BAD de Yamoussoukro	9 239 547	9 044 542	9 332 244
11092200031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Toumodi	16 366 537	16 021 114	16 530 732
11092200032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abdoulaye Diallo de Djékanou	15 088 077	14 769 636	15 239 447
11092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Scientifique Yamoussoukro	980 619 478	959 923 069	990 457 442
11092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 1 Yamoussoukro	12 912 793	12 640 261	13 042 337
11092200035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kokoumbo	2 848 124	2 788 013	2 876 698
11092200036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne N'GORAN KOFFI NOËL DE DIDIEVI	17 041 346	16 681 680	17 212 312
14092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'Zécrézéssou	2 877 726	2 816 990	2 906 596
14092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dimbokro	9 268 039	9 072 433	9 361 021
14092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diangokro	2 877 727	2 816 991	2 906 597
14092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bengassou	2 826 241	2 766 592	2 854 596
14092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bocanda	11 855 711	11 605 490	11 974 652
14092200009 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DIMBOKRO dans le choix des filières d'orientation	963 491	943 156	973 156
14092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kouassi-kouassikro	12 770 573	12 501 044	12 898 692
14092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dimbokro	17 628 627	17 256 566	17 805 485
15092100005 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Daoukro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
15092100006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ettrokro	2 782 172	2 723 454	2 810 083
15092100007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BONGUERA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
15092200013 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DAOUKRO dans le choix des filières d'orientation	848 173	830 273	856 683
15092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daoukro	2 928 164	2 866 363	2 957 542
15092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Prikro	5 929 841	5 804 689	5 989 330
15092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Daoukro	37 135 922	36 352 153	37 508 485
15092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bahiakro	9 155 019	8 961 799	9 246 865
15092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Adrien Kouassi Tollah de Ouellé	10 745 914	10 519 115	10 853 719
16092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Anoumaba	9 248 761	9 053 561	9 341 550
16092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kregbe	2 767 336	2 708 932	2 795 099
16092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nguessankro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
16092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiemelekro	2 807 227	2 747 979	2 835 391

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
16092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Andé	2 767 336	2 708 932	2 795 099
16092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnia	2 816 861	2 757 411	2 845 119
16092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assie-koumassi	2 006 388	1 964 042	2 026 515
16092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouaffoukro	2 006 388	1 964 042	2 026 515
16092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BROU - AKPAOUSSOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
16092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE 2 DE BONGOUANOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
16092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bongouanou	30 003 710	29 370 467	30 304 718
16092200007 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BONGOUANOU dans le choix des filières d'orientation	657 028	643 163	663 619
16092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Arrah	16 522 684	16 173 966	16 688 446
16092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Batto	20 086 090	19 662 165	20 287 601
16092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANAN SERGES LOUIS EBA d'ABONGOUA	2 799 362	2 740 281	2 827 448
17092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Filles Bke	13 401 492	13 118 647	13 535 942
17092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ayaou sokpa	2 802 267	2 743 123	2 830 381
17092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dar-es-salam	2 766 567	2 708 177	2 794 323
17092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Languibonou	2 802 267	2 743 123	2 830 381
17092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Koko Bke	10 998 340	10 766 215	11 108 679
17092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Djebonoua	2 997 450	2 934 187	3 027 521
17092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bodokro	2 799 438	2 740 355	2 827 523
17092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SRAN-BODOSSOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
17092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Belleville Bouaké	2 798 065	2 739 010	2 826 135
17092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Djibo Sounkalo Bouaké	52 393 765	51 287 972	52 919 400
17092200035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Bouaké	153 640 856	150 398 195	155 182 241
17092200036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Martin Luther King Bouaké	2 818 436	2 758 952	2 846 714
17092200037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne et Classique Bouaké	64 164 763	62 810 538	64 808 490
17092200038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Béoumi	12 442 942	12 180 326	12 567 774
17092200040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II Bouaké	11 780 959	11 532 318	11 899 150
17092200041 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAKE II dans le choix des filières d'orientation	1 212 908	1 187 308	1 225 076
17092200043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Diabo	9 469 860	9 269 995	9 564 867
17092200044 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAKE dans le choix des filières d'orientation	735 426	719 904	742 804
17092200045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Brobo	9 188 252	8 994 330	9 280 433
17092200046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Bouaké	2 575 762	2 521 399	2 601 602
17092200047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Botro	9 456 097	9 256 520	9 550 966
17092200048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne TSF de Bouaké	9 548 266	9 346 746	9 644 059

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
17092200049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nimbo Bouaké	10 100 257	9 887 087	10 201 587
17092200050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Sakassou	16 402 558	16 056 373	16 567 114
18092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Satamasokoro	7 254 056	7 100 955	7 326 831
18092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tortiya	2 808 031	2 748 766	2 836 203
18092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Fronan	2 821 593	2 762 044	2 849 899
18092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonieredougou	2 765 538	2 707 172	2 793 281
18092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katiola	9 432 593	9 233 515	9 527 225
18092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BASSAWA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
18092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KANAWOLO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
18092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TIENDENE-BAMBARASSO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
18092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Henri Konan-Bédié de Niakaramadougou	2 834 305	2 774 483	2 862 740
18092200009 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de KATIOLA dans le choix des filières d'orientation	832 010	814 449	840 356
18092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne GASTON OUASSENAN KONE de Katiola	9 330 911	9 133 979	9 424 524
18092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dabakala	2 778 899	2 720 248	2 806 778
18092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Henriette Dagri Diabaté de Tafiré	2 970 681	2 907 984	3 000 484
22062011781 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne HKB de Sinfra	14 356 756	14 053 750	14 500 788
22062011840 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KONGONOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011841 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YAKPABO-SAKASSOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011842 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ABLI	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011843 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'IRDO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011844 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FOUMBOLO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011845 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NIEMENE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011846 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SOKALA-SOBARA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011847 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE PANGALAKAHA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011848 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GBOGOLO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011849 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TIEMASSOBA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011850 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DJIBROSSO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011851 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NEBO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011852 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GAGORE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011853 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FADIADOUGOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011854 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YOCOBOUE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011855 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GBINGORO-SAGOURA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011856 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'OUPOYO	3 480 000	3 406 553	3 514 912

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
22062011857 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GRIHIRI	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011858 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOROTOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011859 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MAHANDIANA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011860 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ATTOBROU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011861 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE PACOBO	9 980 000	9 769 367	10 080 122
22062011862 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KAGBOLODOUGOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011863 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MOAPE-ANANGUIE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011864 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TOUMOUKORO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011865 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ALLOSSO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011866 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOMBORODOUGOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011867 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOUREBO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011868 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SEDIOGO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011869 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NEGUEPIE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011870 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KATIALI	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011871 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BUYO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011872 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOLONA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011873 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZEAGLO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011874 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOFIPLE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011875 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BADIKAHA	13 480 000	13 195 499	13 615 236
22062011876 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE LANDIOUGOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011877 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SATAMA SOKOURA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011878 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOBI	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011879 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE LAFOKPOKAHA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011880 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIALAKORO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011881 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MAHOU-SOKOURALA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011882 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOUASSIA-NANGUINI	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011883 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOUDEPE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011884 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZAHIBOHIO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011885 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIANGOBO-FIASSE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011886 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TONLA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011887 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NIEDIEKAHA	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011888 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DASSIOKO	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011889 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BLANFLA	3 480 000	3 406 553	3 514 912

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
22062011890 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KROUKRO-MAFELE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011891 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BANNEU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011892 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DAGOBERT BANZIO DE KAADE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011895 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOURANE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22062011896 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YORODOUGOU	3 480 000	3 406 553	3 514 912
22092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne ALASSANE OUATTARA de OUANINOU	13 067 827	12 792 025	13 198 929
22092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal de Koro	13 015 643	12 740 943	13 146 223
22092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Borotou-koro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
22092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KOONAN	2 544 062	2 490 369	2 569 584
22092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Booko	2 006 388	1 964 042	2 026 515
22092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIOMAN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FOUNGBESSO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GUINTEGUELA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SANTA - TOUBA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOUELO-MANDOUGOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GANHOUE-SEFINA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NIOKOSSO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
22092200005 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de TOUBA dans le choix des filières d'orientation	619 511	606 436	625 727
22092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Gouverneur Abdoulaye Fadika Touba	15 143 318	14 823 710	15 295 242
23092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Feremandougou	2 006 388	1 964 042	2 026 515
23092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dioulatiedougou	2 006 388	1 964 042	2 026 515
23092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbonkaha	2 006 388	1 964 042	2 026 515
23092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne H. NABINTOU CISSE DE GBELEBAN	12 699 791	12 431 756	12 827 200
23092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bako	2 816 230	2 756 790	2 844 485
23092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Samango	10 279 433	10 062 481	10 382 560
23092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougousso	2 767 335	2 708 931	2 795 099
23092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KIMBRILA Sud	2 006 429	1 964 082	2 026 556
23092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Odienne	2 877 726	2 816 990	2 906 596
23092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Samatiguila	9 455 712	9 256 143	9 550 575
23092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOKOUN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
23092200009 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ODIENNE dans le choix des filières d'orientation	693 185	678 558	700 139
23092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée moderne II d'Odienné	9 167 706	8 974 218	9 259 680

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
23092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Odienné	9 420 654	9 221 828	9 515 167
23092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Madinani	9 481 640	9 281 526	9 576 764
23092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de SEGUELON	9 510 697	9 309 971	9 606 114
23092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiemé	9 464 175	9 264 429	9 559 123
24092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ouamelhoro	7 438 856	7 281 858	7 513 486
24092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nambonkaha	2 767 336	2 708 932	2 795 099
24092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ferke	2 767 336	2 708 932	2 795 099
24092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pogo	2 544 062	2 490 369	2 569 584
24092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kaouara	2 544 062	2 490 369	2 569 584
24092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne koumbala	2 767 336	2 708 932	2 795 099
24092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KORONANI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
24092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NAMBENGUE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
24092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE VILLAGE C	3 000 000	2 936 683	3 030 099
24092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ouangolodougou	9 231 309	9 036 478	9 323 922
24092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de NIELLE	2 866 869	2 806 364	2 895 633
24092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dawala	2 831 000	2 771 250	2 859 404
24092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Ferké	20 387 289	19 957 006	20 591 820
24092200015 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de FERKE dans le choix des filières d'orientation	731 830	716 384	739 172
24092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dominique Ouattara de Kong	21 539 500	21 084 901	21 755 593
25092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanoroba	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne GBON COULIBALY DE Natio-Kobadara (Korhogo)	2 877 727	2 816 991	2 906 597
25092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boron	8 267 336	8 092 852	8 350 277
25092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Solignougo	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Depoungbe	2 544 062	2 490 369	2 569 584
25092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Korhogo	12 045 380	11 791 156	12 166 224
25092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne KANDIA CAMARA de NAFOUN	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne COULIBALY YADE de SINEMATIALI	8 044 062	7 874 289	8 124 762
25092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lavononkaha	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katogo	2 544 062	2 490 369	2 569 584
25092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niofoin	2 820 016	2 760 498	2 848 307
25092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahata	2 767 336	2 708 932	2 795 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
25092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Karakoro Korhog	2 877 727	2 816 991	2 906 597
25092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougou	2 544 062	2 490 369	2 569 584
25092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiembé	2 544 062	2 490 369	2 569 584
25092100062 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne kombolokoura	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100063 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kiemou	2 767 336	2 708 932	2 795 099
25092100064 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NANGASSEREGUE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100065 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NANGAKAHA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100066 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NANGOUNKAHA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100067 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE LAMEKAHA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100068 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE AMADOU GON COULIBALY DE KONI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100069 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE OUATTARADOUGOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100070 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KALOA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100071 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE N'GANON	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100072 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BAHOUAKAHA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092100074 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DASSOUNGBOHO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
25092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Dominique Ouattara de Korhogo	10 110 299	9 896 918	10 211 729
25092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Korhogo	18 715 862	18 320 854	18 903 627
25092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de SINEMATIALI	20 686 443	20 249 846	20 893 979
25092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Houphouët Boigny Korhogo	186 857 460	182 913 749	188 732 090
25092200013 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de KORHOGO dans le choix des filières d'orientation	1 051 912	1 029 712	1 062 466
25092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de DiKodougou	12 181 768	11 924 668	12 303 981
25092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sirasso	9 178 919	8 985 194	9 271 007
25092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tioroniaradougou kgo	7 175 142	7 023 708	7 247 126
25092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne SORO N'dossoulou de Sohouo	9 088 382	8 896 569	9 179 560
25092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne CHARLES VALY TUHO de Napié	2 796 521	2 737 499	2 824 577
25092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bengué	7 101 475	6 951 597	7 172 721
26092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Simpourgo	2 006 388	1 964 042	2 026 515
26092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kebi	2 767 336	2 708 932	2 795 099
26092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal kasseré	17 007 781	16 648 827	17 178 411
26092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tindara	2 767 336	2 708 932	2 795 099
26092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dembasso	2 006 388	1 964 042	2 026 515

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
26092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Baya	2 006 388	1 964 042	2 026 515
26092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahale	2 006 388	1 964 042	2 026 515
26092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sianhala	2 767 336	2 708 932	2 795 099
26092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yele	2 006 388	1 964 042	2 026 515
26092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tounvre	2 767 336	2 708 932	2 795 099
26092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ganaoni	2 767 336	2 708 932	2 795 099
26092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanankono	2 006 388	1 964 042	2 026 515
26092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZAGUINASSO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE WORA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SAN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SISSEDOUGOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BLESSEGUE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE N'DEOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
26092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne ZIGUITIE de Kouto	13 469 195	13 184 922	13 604 322
26092200013 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUNDIALI dans le choix des filières d'orientation	730 316	714 904	737 641
26092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tingréla	9 201 450	9 007 249	9 293 761
26092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Gbon	22 595 401	22 118 516	22 822 087
26092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boundiali	46 575 516	45 592 518	47 042 780
26092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de KOLIA	16 409 954	16 063 615	16 574 585
27092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienko	7 321 960	7 167 427	7 395 417
27092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Banankoro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
27092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Goulia	7 274 081	7 120 558	7 347 056
27092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SOKORO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
27092200003 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de MINIGNAN dans le choix des filières d'orientation	558 776	546 983	564 381
27092200004 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Minignan	16 947 624	16 589 938	17 117 649
28092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téhini	2 877 727	2 816 991	2 906 597
28092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Youndouo	2 006 388	1 964 042	2 026 515
28092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sominasse	2 006 388	1 964 042	2 026 515
28092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouna	2 877 727	2 816 991	2 906 597
28092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonvayo	2 767 336	2 708 932	2 795 099
28092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Doropo	2 789 031	2 730 167	2 817 011

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
28092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotouba	2 767 336	2 708 932	2 795 099
28092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Torossaguehi	2 767 336	2 708 932	2 795 099
28092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tougbo	2 006 388	1 964 042	2 026 515
28092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouko	2 006 388	1 964 042	2 026 515
28092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ONDEFIDOUO	2 006 388	1 964 042	2 026 515
28092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bouna	2 841 133	2 781 170	2 869 637
28092200011 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUNA dans le choix des filières d'orientation	663 925	649 913	670 586
28092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Nassian	9 418 039	9 219 266	9 512 524
31092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboguhé	2 774 840	2 716 277	2 802 678
31092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Iboguhe	2 767 336	2 708 932	2 795 099
31092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Daloa	2 833 261	2 773 465	2 861 686
31092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Seitifla Vavoua	2 767 336	2 708 932	2 795 099
31092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gonate	2 767 336	2 708 932	2 795 099
31092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dania	2 006 388	1 964 042	2 026 515
31092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaibo	2 006 388	1 964 042	2 026 515
31092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boguédia	2 877 726	2 816 990	2 906 596
31092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonoufla	2 802 267	2 743 123	2 830 381
31092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Saïoua	10 645 676	10 420 995	10 752 478
31092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bediala	2 771 611	2 713 116	2 799 417
31092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nahio	2 767 336	2 708 932	2 795 099
31092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gadouan	2 787 937	2 729 097	2 815 906
31092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Daloa	13 002 818	12 728 387	13 133 266
31092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 4 de Daloa	2 836 647	2 776 777	2 865 106
31092200024 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DALOA dans le choix des filières d'orientation	1 845 199	1 806 256	1 863 711
31092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Antoine Gauze Daloa	15 063 704	14 745 779	15 214 828
31092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 3 de DALOA	2 679 793	2 623 235	2 706 676
31092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Vavoua	2 968 092	2 905 449	2 997 868
31092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Daloa	2 575 728	2 521 366	2 601 568
31092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne D'Issia	14 166 154	13 867 171	14 308 275
31092200030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daloa	8 269 029	8 094 505	8 351 987
31092200031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Issia	2 993 328	2 930 153	3 023 359
31092200032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KHALIL de Daloa	9 458 620	9 258 993	9 553 513

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
31092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 5 Daloa	2 915 973	2 854 431	2 945 227
31092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zoukougbeu	10 043 356	9 831 387	10 144 117
32092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gnangbodoug	2 802 037	2 742 900	2 830 148
32092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dribouo	2 818 751	2 759 260	2 847 031
32092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gagnoa	2 823 170	2 763 585	2 851 493
32092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sériho	2 806 614	2 747 381	2 834 771
32092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bayota	2 814 501	2 755 100	2 842 738
32092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Godiabre	2 006 388	1 964 042	2 026 515
32092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Brihi	2 006 388	1 964 042	2 026 515
32092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dignago	2 817 651	2 758 183	2 845 920
32092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Galebre	2 006 388	1 964 042	2 026 515
32092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Oumé	16 170 327	15 829 046	16 332 552
32092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Ouragahio	9 486 005	9 285 800	9 581 170
32092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne III de Gagnoa	13 935 607	13 641 490	14 075 415
32092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Guibéroua	11 764 362	11 516 071	11 882 388
32092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Gagnoa	17 443 171	17 075 028	17 618 167
32092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Gagnoa	2 894 906	2 833 807	2 923 949
32092200022 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de GAGNOA dans le choix des filières d'orientation	1 286 302	1 259 155	1 299 207
32092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Diégonéfla	2 785 662	2 726 871	2 813 608
35092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaguieta	2 544 062	2 490 369	2 569 584
35092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bazré	2 767 336	2 708 932	2 795 099
35092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouatinfla	2 006 388	1 964 042	2 026 515
35092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sucre ivoire de ZUENOULA	2 006 388	1 964 042	2 026 515
35092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne GOHOUNFLA	2 544 062	2 490 369	2 569 584
35092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanzra	2 006 388	1 964 042	2 026 515
35092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Iriéfla	2 802 267	2 743 123	2 830 381
35092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Manfla Bfé	2 877 726	2 816 990	2 906 596
35092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zuénoula	2 955 994	2 893 607	2 985 648
35092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Bouaflé	2 898 557	2 837 381	2 927 637
35092200014 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAFLE dans le choix des filières d'orientation	1 253 240	1 226 787	1 265 813
35092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kononfla	9 440 246	9 241 007	9 534 956
35092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonon	2 917 400	2 855 829	2 946 669
35092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Sinfra	11 693 015	11 446 230	11 810 325
35092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée Moderne 1 de Bouaflé	12 860 743	12 589 311	12 989 767
35092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Gohitafla	2 554 988	2 501 065	2 580 620

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
35092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne CHARLES KOFFI DIBY de Bouaflé	9 020 999	8 830 608	9 111 503
36092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Massala	2 816 067	2 756 632	2 844 319
36092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diarabana	2 544 062	2 490 369	2 569 584
36092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Worofla	2 544 062	2 490 369	2 569 584
36092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dualla	2 006 388	1 964 042	2 026 515
36092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sifié Seguela	2 796 994	2 737 961	2 825 055
36092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Seguela	2 810 494	2 751 179	2 838 688
36092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Teguela	2 544 062	2 490 369	2 569 584
36092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Morondo	2 806 457	2 747 224	2 834 613
36092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Séguéla	9 472 188	9 272 274	9 567 218
36092200007 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SEGUELA dans le choix des filières d'orientation	703 492	688 645	710 550
36092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kaunet Moussa de Kani	2 851 545	2 791 362	2 880 154
36092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne jeunes fiiles de Séguéla	2 767 336	2 708 932	2 795 099
37092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Marandallah	2 767 336	2 708 932	2 795 099
37092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouandougou	11 411 222	11 170 383	11 525 705
37092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sarhala	2 797 861	2 738 813	2 825 930
37092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kongasso	2 767 336	2 708 932	2 795 099
37092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIANRA-VILLAGE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
37092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SAMOROSSO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
37092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FIZANLOUMA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
37092200006 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de MANKONO dans le choix des filières d'orientation	732 858	717 393	740 211
37092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée BAD de Tiennigboué	2 876 852	2 816 135	2 905 713
37092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Mankono	13 266 848	12 986 847	13 399 947
37092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dianra	2 853 870	2 793 638	2 882 500
37092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Kounahiri	2 784 930	2 726 152	2 812 868
41092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboné	2 806 612	2 747 378	2 834 769
41092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouan-Houlé	2 767 336	2 708 932	2 795 099
41092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Man	2 793 722	2 734 760	2 821 748
41092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Podiagouiné	2 877 726	2 816 990	2 906 596
41092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahapleu Danan	2 771 527	2 713 033	2 799 334
41092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpata	2 767 336	2 708 932	2 795 099
41092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Danané	2 991 653	2 928 512	3 021 666
41092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouekanguine	2 006 388	1 964 042	2 026 515
41092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Man	2 825 494	2 765 860	2 853 841
41092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téapleu	2 767 336	2 708 932	2 795 099
41092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Man	2 877 727	2 816 991	2 906 597
41092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Santa	2 767 336	2 708 932	2 795 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
41092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbangbégouiné	2 877 727	2 816 991	2 906 597
41092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Blapleu	2 767 336	2 708 932	2 795 099
41092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Jeunes Filles Man	15 047 445	14 729 861	15 198 408
41092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KIELE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
41092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BIELE	3 480 000	3 406 553	3 514 912
41092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GBANGBEGOUINE-YATI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MANGOUIN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZAGUINEU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092100057 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DALEU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOUTRO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOULALEU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
41092200019 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de MAN dans le choix des filières d'orientation	1 327 898	1 299 872	1 341 220
41092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Biankouma	2 673 349	2 616 927	2 700 168
41092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Danané	3 080 814	3 015 791	3 111 723
41092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bin-Houyé	2 763 152	2 704 835	2 790 874
41092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zouan-Hounian	2 903 940	2 842 652	2 933 074
41092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Logoualé	2 855 103	2 794 845	2 883 747
41092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Man	16 859 555	16 503 727	17 028 696
41092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Iba Diomandé de Sipilou Danane	2 816 941	2 757 488	2 845 202
41092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Oulai Goué Antoine de Sangouiné	2 767 587	2 709 175	2 795 351
42092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tanry	2 786 509	2 727 697	2 814 463
42092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zagne	2 810 316	2 751 003	2 838 511
42092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Péhé	2 805 429	2 746 219	2 833 574
42092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nézobli	2 802 267	2 743 123	2 830 381
42092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TIOBLY	3 000 000	2 936 683	3 030 099
42092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TINHOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
42092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BEDY-GOAZON	3 000 000	2 936 683	3 030 099
42092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Taï	2 842 241	2 782 254	2 870 757
42092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Guiglo	15 819 865	15 485 982	15 978 577
42092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Touleupleu	2 836 906	2 777 032	2 865 367
42092200010 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de GUIGLO dans le choix des filières d'orientation	867 412	849 105	876 112
42092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Blolequin	2 761 990	2 703 696	2 789 698
43092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guezon	2 767 336	2 708 932	2 795 099
43092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne TIENY-SIABLY	2 544 062	2 490 369	2 569 584
43092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nanadi	2 544 062	2 490 369	2 569 584
43092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Semien	2 544 062	2 490 369	2 569 584
43092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TIESSAN	3 000 000	2 936 683	3 030 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
43092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOHOUO-ZAGNA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
43092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZEO	3 000 000	2 936 683	3 030 099
43092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BLENIMEOIN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
43092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIOUROUZON	3 000 000	2 936 683	3 030 099
43092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GLOPLOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
43092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Kouibly	2 827 055	2 767 387	2 855 418
43092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Facobly	9 273 010	9 077 298	9 366 041
43092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bangolo	2 880 462	2 819 668	2 909 361
43092200012 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DUEKOUE dans le choix des filières d'orientation	1 006 231	984 993	1 016 326
43092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Duekoué	3 128 273	3 062 250	3 159 657
51092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ogoudou	2 767 336	2 708 932	2 795 099
51092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niambézaria	2 877 726	2 816 990	2 906 596
51092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne GUITRY	2 649 571	2 593 651	2 676 154
51092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boga Doudou Emile (Lakota)	9 684 796	9 480 395	9 781 958
51092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alphonse Assamoi de Divo	2 973 327	2 910 577	3 003 157
51092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Hiré	2 610 096	2 555 008	2 636 281
51092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zikisso	2 824 320	2 764 710	2 852 656
51092200019 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DIVO dans le choix des filières d'orientation	1 323 731	1 295 793	1 337 011
51092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de DIVO	2 653 943	2 597 928	2 680 569
51092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 DIVO	14 869 076	14 555 257	15 018 248
51092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans Lycée Moderne 3 de Divo	2 616 774	2 561 546	2 643 027
51092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental de Lakota (Divo)	2 824 888	2 765 267	2 853 229
55092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Grabo	9 237 057	9 042 104	9 329 727
55092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gabiadji	2 544 062	2 490 369	2 569 584
55092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Copaga Gabiadji	2 792 341	2 733 407	2 820 355
55092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KFW San pedro	2 782 328	2 723 605	2 810 242
55092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne INAGOHI de San pedro	9 008 839	8 818 702	9 099 220
55092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Bereby	2 621 315	2 565 991	2 647 613
55092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 San-Pedro	2 659 893	2 603 752	2 686 577
55092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San- Pédro	2 829 885	2 770 159	2 858 276
55092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de SAN-pedro	2 638 807	2 583 111	2 665 282
55092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tabou	2 832 162	2 772 388	2 860 578
55092200021 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SAN PEDRO dans le choix des filières d'orientation	1 036 069	1 014 204	1 046 464
56092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guéyo	2 877 726	2 816 990	2 906 596
56092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Soubre	7 617 336	7 456 570	7 693 756
56092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-zatry	2 768 943	2 710 504	2 796 721
56092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mayo	2 767 336	2 708 932	2 795 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
56092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Buyo	10 702 452	10 476 571	10 809 824
56092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Méagui	2 628 042	2 572 576	2 654 408
56092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 Zadi Zahourou de Soubré	2 715 970	2 658 648	2 743 218
56092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KFW de Gueyo	9 508 832	9 308 144	9 604 229
56092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Zadi Zahourou 1 de Soubré	9 515 335	9 314 509	9 610 797
56092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Boza Donwahi de Soubré	2 987 382	2 924 331	3 017 353
56092200017 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SOUBRE dans le choix des filières d'orientation	1 248 548	1 222 195	1 261 074
56092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Yacolidabouo	2 813 076	2 753 704	2 841 299
57092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Sassandra	2 803 655	2 744 484	2 831 783
57092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Fresco	9 420 654	9 221 828	9 515 167
57092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sassandra	9 847 940	9 640 096	9 946 738
57092200009 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SASSANDRA dans le choix des filières d'orientation	762 498	746 406	770 145
61092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Amélékia	9 459 139	9 259 500	9 554 038
61092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Akoboissué	2 767 336	2 708 932	2 795 099
61092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnibilékrou	2 877 726	2 816 990	2 906 596
61092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaranou	9 463 986	9 264 245	9 558 932
61092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dufrebo	2 767 336	2 708 932	2 795 099
61092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Aprompronou	2 770 504	2 712 031	2 798 300
61092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sankadiokro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
61092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diamarakro	2 767 336	2 708 932	2 795 099
61092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Départemental Agnibilékrou	2 796 394	2 737 374	2 824 449
61092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne NANAN BOA KOUASSI III d'Abengourou	2 992 700	2 929 538	3 022 724
61092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Damé	2 767 336	2 708 932	2 795 099
61092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'AGNIBILEKROU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
61092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental d' Abengourou	2 729 999	2 672 380	2 757 387
61092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Nanan Kouakou Kouao de Niablé	2 808 451	2 749 177	2 836 627
61092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agnibilekrou	14 917 744	14 602 899	15 067 404
61092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abengourou	17 596 851	17 225 462	17 773 388
61092200014 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABENGOUROU dans le choix des filières d'orientation	1 003 836	982 648	1 013 909
61092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Nanan Adépra de Bettié	2 885 470	2 824 571	2 914 419
61092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Ebilassokro	9 437 046	9 237 874	9 531 723
61092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Yakassé - Feyassé	2 822 809	2 763 233	2 851 128
61092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée Moderne d'aniassue	2 997 769	2 934 501	3 027 844
61092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne HENRI K. BEDIE DE TANGUELAN	9 424 351	9 225 447	9 518 901
62092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiendé	2 767 336	2 708 932	2 795 099
62092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tahoudi	2 804 087	2 744 905	2 832 219
62092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouaasi-N'dawa	2 767 336	2 708 932	2 795 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
62092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbanhui	2 767 336	2 708 932	2 795 099
62092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tankessé	2 914 709	2 853 193	2 943 949
62092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotogouanda	2 767 336	2 708 932	2 795 099
62092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kokomian	2 802 267	2 743 123	2 830 381
62092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boroko Bondkou	2 799 674	2 740 585	2 827 762
62092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienkoikro	2 006 388	1 964 042	2 026 515
62092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahoudi-Ba	2 803 301	2 744 136	2 831 425
62092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ASSINDI	2 006 388	1 964 042	2 026 515
62092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sapli-sépingo	9 110 809	8 918 521	9 202 211
62092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondoukou	9 239 549	9 044 544	9 332 244
62092100057 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouméré	10 313 872	10 096 194	10 417 345
62092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Hiango	2 802 267	2 743 123	2 830 381
62092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne D'Appimandoum	2 815 678	2 756 253	2 843 927
62092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sorobango	2 006 388	1 964 042	2 026 515
62092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Namassi	2 802 267	2 743 123	2 830 381
62092100062 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'AMANVI	2 006 388	1 964 042	2 026 515
62092100063 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondo	2 819 383	2 759 879	2 847 667
62092100064 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pritti 2	2 006 388	1 964 042	2 026 515
62092100065 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tambi	2 767 336	2 708 932	2 795 099
62092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de BONDOUKOU	2 854 593	2 794 346	2 883 233
62092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tanda	2 978 279	2 915 420	3 008 159
62092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tabagne	9 214 572	9 020 094	9 307 016
62092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Bondoukou	16 704 087	16 351 542	16 871 668
62092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD KOUN - FAO	2 629 389	2 573 894	2 655 769
62092200022 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BONDOUKOU dans le choix des filières d'orientation	1 212 267	1 186 682	1 224 429
62092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Assuefry	2 805 439	2 746 227	2 833 583
62092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sandégué	2 811 973	2 752 626	2 840 185
62092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tanda	9 254 980	9 059 650	9 347 830
62092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Kouassi-Datékro	2 885 332	2 824 436	2 914 278
62092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Transua	9 926 767	9 717 259	10 026 358
62092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lyccée Moderne de Yezimala	2 787 297	2 728 471	2 815 261
62092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée Moderne Tiedo	2 806 296	2 747 067	2 834 449
71092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bianouan	2 777 047	2 718 437	2 804 908
71092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ono Aboisso	2 877 726	2 816 990	2 906 596
71092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-Bassam	2 987 135	2 924 089	3 017 103
71092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne EUGENE AKA EHOULE d'Aboisso	17 709 723	17 335 951	17 887 394
71092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Noé	2 767 336	2 708 932	2 795 099

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
71092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou bonoua	2 767 337	2 708 932	2 795 101
71092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Krindjabo	2 784 379	2 725 614	2 812 314
71092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Adjouan	2 767 336	2 708 932	2 795 099
71092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ahigbé-koffikro	2 814 054	2 754 663	2 842 286
71092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bongo	2 822 935	2 763 354	2 851 257
71092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ketesso	2 767 336	2 708 932	2 795 099
71092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assinie-Mafia	12 813 310	12 542 881	12 941 860
71092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouakro Absso	2 877 726	2 816 990	2 906 596
71092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nouamou	2 767 336	2 708 932	2 795 099
71092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Etueboué	2 767 336	2 708 932	2 795 099
71092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou	2 767 336	2 708 932	2 795 099
71092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Aboisso	2 877 726	2 816 990	2 906 596
71092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonoua	2 641 014	2 585 274	2 667 508
71092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Bonoua	2 910 669	2 849 239	2 939 869
71092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II de Grand-Bassam	2 991 694	2 928 553	3 021 707
71092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Aboisso	15 736 772	15 404 640	15 894 649
71092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Maféré	2 785 467	2 726 678	2 813 412
71092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement au Lycée d'Excellence de Grand-Bassam	747 000 000	731 234 232	754 494 201
71092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adiaké	10 611 677	10 387 712	10 718 138
71092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ayamé	9 403 267	9 204 807	9 497 605
71092200026 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABOISSO dans le choix des filières d'orientation	1 114 043	1 090 531	1 125 218
71092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne I de Grand-Bassam	13 399 579	13 116 776	13 534 010
71092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne FATIM SYLLA de Tiapoum	2 765 144	2 706 785	2 792 884
71092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne JACQUES BATTER D'AFIENOU	2 788 559	2 729 706	2 816 536
76092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oress-krobou	2 877 726	2 816 990	2 906 596
76092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gomon	2 006 388	1 964 042	2 026 515
76092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KATADJI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
76092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TABOITIEN	3 000 000	2 936 683	3 030 099
76092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE CECHI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
76092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Agboville	2 975 269	2 912 475	3 005 117
76092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiassalé	22 430 738	21 957 328	22 655 772
76092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Agboville	14 366 795	14 063 578	14 510 929
76092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Kouamé Koffi Telesphore de Taabo	5 805 638	5 683 108	5 863 880
76092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Rubino	9 063 133	8 871 851	9 154 059
76092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Azaguié	17 424 162	17 056 418	17 598 967
76092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sikensi	10 936 379	10 705 562	11 046 098
76092200023 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de AGBOVILLE dans le choix des filières d'orientation	1 179 057	1 154 173	1 190 884

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
76092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans Lycée Moderne 3 Agboville	11 879 056	11 628 343	11 998 232
76092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Taabo	2 804 875	2 745 678	2 833 015
76092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD N'douci	32 713 944	32 023 504	33 042 145
77092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoi	2 790 137	2 731 249	2 818 129
77092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoun	2 544 062	2 490 369	2 569 584
77092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bieby	2 819 699	2 760 186	2 847 989
77092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Becedi-brignan	2 767 336	2 708 932	2 795 099
77092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Aboisso-Comoé	2 544 062	2 490 369	2 569 584
77092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ABONGOUA	2 006 388	1 964 042	2 026 515
77092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bécouefin	2 544 062	2 490 369	2 569 584
77092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Akoupé-Zeudi	2 877 726	2 816 990	2 906 596
77092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oghlwapo	2 801 332	2 742 210	2 829 436
77092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne YAKASSE-ME	2 006 388	1 964 042	2 026 515
77092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dinguira	2 790 845	2 731 943	2 818 844
77092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grd-Akoudzin	2 767 336	2 708 932	2 795 099
77092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Annepé	2 767 336	2 708 932	2 795 099
77092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIAPE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
77092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOSSANDJI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
77092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Yakassé-Attobrou (Adzopé)	2 999 722	2 936 412	3 029 817
77092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akoupé	22 577 460	22 100 954	22 803 966
77092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Affery	9 263 097	9 067 595	9 356 028
77092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agou	9 334 806	9 137 791	9 428 456
77092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alépé	9 872 998	9 664 624	9 972 046
77092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Adzopé	39 877 022	39 035 399	40 277 086
77092200018 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ADZOPE dans le choix des filières d'orientation	1 041 871	1 019 883	1 052 324
77092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne LE PLANTEUR BARRY CALLEBAUT AKOUPE	9 364 232	9 166 598	9 458 179
77092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'ADZOPE	9 475 331	9 275 350	9 570 392
77092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne YAPO AHOUCHI DIT PERGAUD DE MONTEZO	2 811 082	2 751 752	2 839 285
78092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bingerville	14 318 724	14 016 520	14 462 375
78092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Autoroute	2 661 266	2 605 098	2 687 965
78092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Plateau	9 700 177	9 495 451	9 797 495
78092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Djorobité	2 877 726	2 816 990	2 906 596
78092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Cite du Port	2 877 726	2 816 990	2 906 596
78092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Abobo	2 837 748	2 777 855	2 866 218
78092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Songon	2 791 713	2 732 793	2 819 720
78092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne M'pouto	2 006 388	1 964 042	2 026 515
78092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Koumassi	2 765 972	2 707 595	2 793 722

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
78092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE koumassi - sicogi	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE COCODY CITE DES ARTS	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE COCODY LYCEE TECHNIQUE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MARCORY BOULEVARD DU GABON	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BIETRI	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE ANDRE LATRILLE DE PORT-BOUET	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE PORT-BOUET AEROPORT	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ABOBO SOGEPHIA	3 000 000	2 936 683	3 030 099
78092200089 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 2 de Yopougon	2 682 308	2 625 697	2 709 216
78092200090 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Filles Bingerville	146 054 978	142 972 423	147 520 260
78092200091 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABIDJAN III dans le choix des filières d'orientation	1 330 474	1 302 394	1 343 821
78092200092 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adjamé Harris	9 527 775	9 326 687	9 623 362
78092200093 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alassane Ouattara d'Anyama	32 574 722	31 887 218	32 901 527
78092200094 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 d'Abobo	36 849 742	36 072 013	37 219 433
78092200095 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de KOUMASSI	2 774 393	2 715 838	2 802 227
78092200096 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Cocody-Angré (La Djibi)	12 160 443	11 903 792	12 282 444
78092200097 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Songon	9 038 217	8 847 462	9 128 893
78092200098 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 2 d'ADJAME	2 857 562	2 797 252	2 886 231
78092200104 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mnucipal 2 d'ATTECOUBE	2 920 912	2 859 265	2 950 217
78092200105 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement d'Abidjan	4 329 382	4 238 008	4 372 817
78092200106 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABIDJAN dans le choix des filières d'orientation	1 084 380	1 061 495	1 095 260
78092200107 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Simone Ehivet Gbagbo de Yopougon Niangon	10 526 800	10 304 627	10 632 411
78092200108 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Sainte Marie Cocody	132 360 642	129 567 110	133 688 536
78092200111 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Yopougon Andokoi	3 104 215	3 038 700	3 135 358
78092200117 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Djédji Amondji Pierre d'Adjamé 220 Logements	20 843 735	20 403 819	21 052 846
78092200118 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Garcons Gnaléga Mémé Jérémie de Bingerville	67 373 265	65 951 322	68 049 180
78092200119 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Port Bouët	2 865 075	2 804 606	2 893 817
78092200120 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Adjamé	2 971 675	2 908 957	3 001 489
78092200122 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 1 d'ADJAME	2 728 982	2 671 385	2 756 362
78092200125 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Yopougon	13 655 316	13 367 115	13 792 312
78092200126 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 Attecoubé	3 081 952	3 016 905	3 112 871
78092200127 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Koumassi	2 875 125	2 814 445	2 903 971
78092200129 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 1 de Yopougon	3 067 590	3 002 847	3 098 365
78092200130 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Marcory	2 674 765	2 618 315	2 701 600
78092200131 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Treichville	15 746 204	15 413 874	15 904 177
78092200132 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Classique d'Abidjan	28 939 809	28 329 024	29 230 146
78092200133 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Abobo	3 055 383	2 990 897	3 086 035

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
78092200134 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABIDJAN II dans le choix des filières d'orientation	1 131 735	1 107 849	1 143 088
78092200137 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Port-Bouët	17 847 782	17 471 097	18 026 838
78092200138 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Anyama	2 713 547	2 656 277	2 740 771
78092200140 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABIDJAN IV dans le choix des filières d'orientation	1 098 719	1 075 531	1 109 743
78092200141 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 de Koumassi	2 919 640	2 858 019	2 948 932
78092200142 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Abobo	3 065 796	3 001 091	3 096 553
78092200144 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Cocody	9 760 986	9 554 975	9 858 913
78098000797 Organiser les séances de la commission d'attribution et de renouvellement des bourses des élèves de l'enseignement secondaire général et technique	25 433 406	24 896 622	25 688 564
78098000869 Pour en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement secondaire général et technique	895 905 443	876 996 960	904 893 523
78098001072 Organiser les séances de la commission d'orientation dans les classes de 2nde et d'affectation en 6è	129 017 373	126 294 403	130 311 727
78098001089 Organiser des missions de contrôle des effectifs des élèves affectés dans le privé	5 470 610	5 355 150	5 525 494
78098001119 Affecter les élèves dans le secondaire 1er cycle et orienter les élèves dans le secondaire 2nd cycle; Attribuer et renouveller les bourses des élèves	12 587 295	12 321 635	12 713 576
78098001134 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Secondaire Général et Technique	14 762 027	14 450 469	14 910 124
79092100007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Loupou	2 544 062	2 490 369	2 569 584
79092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bessio-Dabou	9 403 101	9 204 643	9 497 435
79092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ebonou	2 820 407	2 760 881	2 848 701
79092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Toupah	2 834 534	2 774 710	2 862 971
79092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ahouanou	2 782 722	2 723 991	2 810 640
79092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bacanda	2 824 271	2 764 664	2 852 605
79092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ADESSE	3 000 000	2 936 683	3 030 099
79092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE N'DJEM	3 000 000	2 936 683	3 030 099
79092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'AHOUNIANSSOU	3 000 000	2 936 683	3 030 099
79092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE 2 DE TOUPAH	3 000 000	2 936 683	3 030 099
79092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Tiapani Dominique de Dabou	9 456 516	9 256 932	9 551 388
79092200020 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DABOU dans le choix des filières d'orientation	917 496	898 132	926 701
79092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Lahou	2 768 123	2 709 701	2 795 894
79092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akpa Gnagne de Dabou	13 023 269	12 748 407	13 153 925
79092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Jacqueville	9 292 933	9 096 801	9 386 164
79092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Leboutou Dabou	32 494 874	31 809 057	32 820 876
3 Transferts	***96 219 123 200***	***141 004 291 592***	***174 777 807 966***
78098000868 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire général en CI	1 100 000 000	1 336 606 557	1 418 573 770
78098000991 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Laïc	89 391 223 200	130 934 410 041	162 535 362 904

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22062 Enseignement secondaire général	**422 166 830 821**	**468 737 184 763**	**506 379 666 721**
78098001071 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Confessionnel	5 727 900 000	8 733 274 994	10 823 871 292
4 Investissements	***1 000 000 000***	***3 500 000 000***	***4 000 000 000***
Trésor	*1 000 000 000*	*3 500 000 000*	*4 000 000 000*
78098001158 Projet de Contrôle électronique des affectés de l'Etat au privé / DEEP	500 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
78098001024 Projet d'affectation en ligne des élèves /DOB	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2206203 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique	**24 699 965 442**	**14 700 000 000**	**14 700 000 000**
4 Investissements	***24 699 965 442***	***14 700 000 000***	***14 700 000 000***
Trésor	*14 700 000 000*	*14 700 000 000*	*14 700 000 000*
78098000805 Programme de construction et d'équipement de collèges et lycées	12 700 000 000	12 700 000 000	12 700 000 000
78092200146 Projet de Construction et d'Equipement de trois (03) Lycées d'excellence de Jeunes Filles	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78092200112 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78092200099 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	500 000 000	0	0
Financement extérieur	*9 999 965 442*	*0*	*0*
78092200146 Projet de Construction et d'Equipement de trois (03) Lycées d'excellence de Jeunes Filles	3 000 000 000	0	0
78092200112 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	4 000 000 000	0	0
78092200099 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	2 999 965 442	0	0

II.2.4. Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle	Action 4.1: Gestion de l'alphabétisation

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Accroître l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle	Proportion d'animateurs d'alphabétisation formés à l'exécution des programmes nationaux d'alphabétisation	8%	40%	61%	85%	(Nombre total d'animateurs d'alphabétisation formés x 100 / Nombre total d'animateurs d'alphabétisation (1500) Source : DAENF
	Proportion de kits distribués (kits apprenants, kits des centres d'alphabétisation et kits des animateurs)	13%	49%	74%	100%	(Nombre total de kits distribués x 100 / Nombre total de kits à distribuer (30000) Source : DAENF
	Proportion d'apprenants formés	9%	43%	72%	100%	Nombre total d'apprenants formés x 100 / Nombre total d'apprenants prévus (42000) Source : DAENF
	Taux moyen de réussite à la session d'apprentissage	72,75%	95%	97%	98%	Nombre d'apprenants ayant eu la moyenne aux évaluations x 100 / Nombre d'apprenants présentés à la fin d'une session d'apprentissage Source : DAENF

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : ALPHABÉTISATION ET EDUCATION NON FORMELLE	**459 659 630**	**458 400 489**	**460 258 157**
Personnel	0	0	0
Biens et services	59 659 630	58 400 489	60 258 157
Transferts	0	0	0
Investissements	400 000 000	400 000 000	400 000 000
Trésor	*400 000 000*	*400 000 000*	*400 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22064 Alphabétisation et Education non formelle	**459 659 630**	**458 400 489**	**460 258 157**
2206401 Gestion de l'alphabétisation	**459 659 630**	**458 400 489**	**460 258 157**
2 Biens et services	***59 659 630***	***58 400 489***	***60 258 157***
78095000013 Développer des actions de lutte contre l'analphabétisme et conduire des programmes d'éducation non formelle	59 659 630	58 400 489	60 258 157
4 Investissements	***400 000 000***	***400 000 000***	***400 000 000***
Trésor	*400 000 000*	*400 000 000*	*400 000 000*
78095000012 Stratégie Nationale d'Alphabétisation	400 000 000	400 000 000	400 000 000

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inadaptation de la loi n°95-696 du 7 septembre 1995 relative aux innovations de la réforme de l'Enseignement ;
- l'absence d'une loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation ;
- la faiblesse du mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignants-chercheurs et chercheurs;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives ;
- l'insuffisance des infrastructures sportives, culturelles et sociales ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- l'absence d'un système d'informations et de gestion intégré ;
- l'absence de textes réglementaires pour l'application de la carte universitaire ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études et secours financiers;
- le faible niveau de développement de l'assurance qualité ;
- la persistance de la violence en milieu universitaire ;
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des quatorze (14) programmes nationaux de recherche élaborés depuis 2017.

I.1.2. Réponses apportées

- l'élaboration de nouveaux textes réglementaires et de nouveaux documents de politique ;
- l'adoption par le Gouvernement du document de la politique de l'enseignement supérieur ;
- la conception d'outils d'aide à la décision ;
- la réalisation des travaux d'extension, de construction, de réhabilitation et d'équipement des universités ;
- la réalisation des travaux de construction et d'équipement des résidences universitaires ;
- la réalisation des études d'impact environnemental et social, des études topographiques et des plans parcellaires des sites ;
- l'équipement en matériels didactiques et de laboratoires dans les universités et grandes écoles publiques et la formation des utilisateurs desdits équipements ;
- l'acquisition d'un supercalculateur d'une capacité de 322 teraflops ;
- le développement du Centre de Ressources Biologiques (Bio-banque) par l'Institut Pasteur de CI ;
- la construction de laboratoires ;
- le renforcement du dispositif en matière d'utilisation des TICE ;
- le recrutement d'enseignants-chercheurs pour l'amélioration du taux d'encadrement des étudiants ;
- l'évaluation des établissements privés de l'enseignement supérieur suite à l'élaboration des référentiels d'évaluation institutionnelle, d'évaluation des programmes et des offres de formation ;
- la mise en place de l'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur ;
- la mise en place de centres d'excellence africains dans les domaines mines et environnement minier et valopro, changement climatique, biodiversité et agriculture durable, statistiques et économie.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adoption du projet de Loi relatif à l'Enseignement Supérieur, la recherche scientifique et l'innovation technologique ;
- l'amélioration de la gouvernance et le financement du Système d'ESRS ;
- l'assurance de la certification et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la dématérialisation des actes administratifs ;
- la pacification de l'environnement universitaire ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du département ministériel ;
- l'adoption de la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur (PNES) ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'équité dans l'enseignement supérieur ;
- le développement du numérique éducatif ;
- l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- la normalisation des années académiques ;
- l'amélioration de la gouvernance de la recherche ;
- l'actualisation du document de Politique Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique ;
- le développement des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques ;
- la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche ;
- le renforcement du financement de la recherche.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- le renforcement de la gouvernance du MESRS et des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'organisation d'une recherche scientifique et technologique d'excellence au service du développement ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la communauté universitaire ;
- la promotion de l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sont améliorées;
- Les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées ;
- la recherche scientifique et l'innovation technologique diversifiée sont au service du développement.

I.3. Missions du Ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attribution des membres du Gouvernement, en son article 28 , le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement supérieur et de Recherche Scientifique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Enseignement supérieur

- mise en œuvre et suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- tutelle des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- organisation des examens et concours des niveaux post-baccalauréat, y compris le Brevet de Technicien Supérieur ;

- suivi de l'organisation et du fonctionnement des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- promotion et contrôle des grandes écoles supérieures publiques et privées ;
- promotion de la formation continue dans l'enseignement supérieur ;
- promotion de la professionnalisation universitaire ;
- gestion des aides et bourses universitaires ivoiriennes ;
- gestion des aides et bourses étrangères, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

En matière de Recherche scientifique

- promotion et orientation de la recherche ;
- valorisation et vulgarisation de la recherche ;
- coordination, mise en œuvre, contrôle et suivi des opérations de recherche ;
- planification et mise en œuvre d'une politique de formation, d'insertion et de promotion des chercheurs de toutes disciplines ;
- gestion des institutions et centres de recherche ;
- diffusion des informations relatives aux projets scientifiques nationaux et internationaux ;
- conservation et protection du patrimoine scientifique national ;
- mise en œuvre des projets de coopération internationale en matière de recherche scientifique, technologique et technique ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme de soutien des initiatives visant à promouvoir les innovations technologiques ;
- détection et promotion des talents en matière de technologie ;
- incitation à l'innovation technologique.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Enseignement supérieur ;
- Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine ;
- Programme 4 : Recherche scientifique et innovation.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	CABINET, IGESR, DAF, DP, DRH, DAJC, DSIESRS, DCRP, CPMP, DGQE, DAQN, DECA			
Programme 2: Enseignement supérieur	OIPDES, DGES, DESUP, DEXCO, CELLULE DE SUIVI DE, CONSTRUCTION DES, UNIVERSITES	UFHB, UNA, UAO UJLG, UPGC, UMAN, UVCI, UIGB, INP-HB, ENS, USP	- ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / 2ème C2D - Mise en Œuvre du Télé-Enseignement - Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody - Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Korhogo - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Daloa - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Bouaké - Renforcement des Equipements Université NANGUI ABROGOUA - Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro - Renforcement des Infrastructures Techniques et Administratifs de l'ENS - Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS - Projet de Centre d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique (CEA) - Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes (Composante Enseignement Sup) / C2D - Construction, réhabilitation et Equipement des Universités / SIMDCI - Extension Université de Daloa - Extension Université de Korhogo - Construction Université de Man - Programme d'appui au développement de l'Enseignement - Construction Université de Bondoukou - Construction Université de San-Pédro - Construction Université d'Abengourou - Construction Université de la Ville Universitaire d'Adiaké - Construction Université de d'Odienné - Construction du Campus GPE à Abidjan - Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'INP-HB - Mise en place d'un CEA pour la valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (VALOPRO) - Mise en place d'un CCBAD/phase 2 - Mise en place d'un CEA MEM/phase 2	
Programme 3: Oeuvres universitaires et vie estudiantine	DOB, DOUVAG	CROU A1, CROU A2, CROU B, CROU D, CROU K, CROU MAN, CROU San-Pedro	- Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa - Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A2 - Réhabilitation et équipement Centres médicaux des CROU - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A1	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4: Recherche scientifique et innovation	DGRI, DR, DVI	IPCI, CRO, CIRES (CAPEC), CRE, CEMV, CNF, LAMTO Géo GRTO, PASRES, FONSTI, Société, Math, CNRA, IRD, CSRS	- Mise en œuvre Prog, Recherche des Pôles de compétences - Mise en réseau Internet des Structures de Recherche - Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE - Réhabilitation et équipement STATION LAMTO-GEOPHYSIQUE - Création des Fermes Agro-Pastorale - Réhabilitation et Equipement Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4) - Réhabilitation et Equipement CRO - Equipement du Centre National de Calcul (CNC) - Réhabilitation et équipement CEMV - Réhabilitation et équipement CNF	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance de l'administration centrale et des institutions d'enseignement supérieur et de recherche	RS 1 : Une administration moderne, efficace et performante	IP 1.1 : Taux de satisfaction des usagers	Sondage ou enquête Source: DP
OG2 : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés.	RS 2 : Une formation de qualité en vue d'une insertion professionnelle réussie	IP 2.1 : Taux d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur	Enquête Source : OIPDES
OG3 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants	RS 3 : Les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées	IP 3.1 : Taux de satisfaction des étudiants par rapport aux prestations sociales	Enquête de satisfaction auprès des étudiants Source: DP/DVAG
OG4 : Développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays	RS 4 : Une recherche scientifique et une innovation technologique de qualités capables de soutenir les secteurs clés du développement du pays.	IP 4.1 : La part (%) de la recherche dans la contribution des secteurs clés dans le PIB du Pays	Contributions de la RetD sur le PIB réel x 100 Source: DR (IPST, INS)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**260 128 664 293**	**283 201 241 133**	**295 553 119 914**
1.1 Ressources Intérieures	**246 081 140 544**	**281 201 241 133**	**293 553 119 914**
1.1.1 Budget Etat	246 081 140 544	281 201 241 133	293 553 119 914
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**14 047 523 749**	**2 000 000 000**	**2 000 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	14 047 523 749	2 000 000 000	2 000 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**260 128 664 293**	**283 201 241 133**	**295 553 119 914**
2.1 Personnel	**91 115 815 043**	**92 944 722 589**	**94 851 495 174**
2.1.1 Solde y compris EPN	91 115 815 043	92 944 722 589	94 851 495 174
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**10 251 922 124**	**10 557 157 423**	**10 985 031 597**
2.3 Transferts	**120 473 425 351**	**151 610 618 603**	**169 462 137 545**
2.4 Investissement	**38 287 501 775**	**28 088 742 518**	**20 254 455 598**
Trésor	*24 239 978 026*	*26 088 742 518*	*18 254 455 598*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*14 047 523 749*	*2 000 000 000*	*2 000 000 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.5: Développement de la démarche qualité du système d'ESRS

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence (2019)**	**Cibles**			**Méthodes de calcul et Moyens de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de services de l'administration centrale formés à la démarche qualité	0%	25%	50%	100%	Nombre de services de l'administration centrale formés à la démarche qualité / Nombre total de services de l'administration centrale x 100 Source : Rapport de la DGQE
	Proportion d'équipes qualité1 mises en place dans les services de l'administration centrale	0%	25%	50%	100%	Nombre d'équipes qualité mises en place dans les services d'administration centrale / Nombre total des services de l'administration centrale X 100 Source : DGQE
	Système d'informations et de gestion (SIG) fonctionnel	Non	Oui	Oui	Oui	Vérification Source : DP
OS 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant / Enseignant)	26	25	25	25	Nombre d'enseignants / Nombre d'étudiants Sources : Annuaire statistique DP et DRH
	Taux d'exécution du budget	80%	100%	100%	100%	Total liquidation / Total budget actuel Sources : DFP, Annuaire Statistique DP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**18 347 040 316**	**20 443 882 651**	**22 413 748 626**
Personnel	9 446 718 192	10 304 183 815	11 240 084 187
Biens et services	6 357 322 124	6 669 323 797	7 087 215 220
Transferts	2 358 000 000	2 832 875 039	3 511 016 753
Investissements	185 000 000	637 500 000	575 432 466
Trésor	*185 000 000*	*637 500 000*	*575 432 466*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21093 Administration Générale	**18 347 040 316**	**20 443 882 651**	**22 413 748 626**
2109301 Coordination et animation	**5 413 546 344**	**5 837 442 988**	**6 138 147 456**
2 Biens et services	***5 378 546 344***	***5 672 442 988***	***5 990 214 990***
78011202184 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, électricité et téléphone des EPN	5 243 046 344	5 539 802 767	5 853 355 604
78096000181 Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères	25 000 000	24 472 366	25 250 809
78096000182 Régler les conflits et tenir les rencontres avec les structures et organes du Ministère	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78096000183 Inspecter les services du Ministères	30 000 000	29 366 839	30 300 971
78096000222 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique	70 500 000	69 012 069	71 207 283
4 Investissements	***35 000 000***	***165 000 000***	***147 932 466***
Trésor	35 000 000	165 000 000	147 932 466
78096000241 Réhabilitation et équipement des locaux de l'inspection Générale du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	35 000 000	165 000 000	147 932 466
2109302 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**12 615 493 972**	**13 969 485 365**	**15 678 415 739**
1 Personnel	***9 446 718 192***	***10 304 183 815***	***11 240 084 187***
78096000225 Prendre en charge les indemnités de la Commission Évaluation Etablissements Supérieurs Privés	10 000 000	10 227 169	10 455 775
78096000246 Prendre en charge la masse salariale de la gestion des dépenses centralisées	21 000 000	21 477 055	21 957 128
78096000261 Prendre en charge les salaires de l'administration centrale	9 307 218 192	10 161 514 809	11 094 226 124
78096000267 Prendre en charge les indemnités d'organisation des examens et concours. DESUP	108 500 000	110 964 782	113 445 160
2 Biens et services	***810 775 780***	***832 426 511***	***927 314 799***
78011202038 Prendre en charge les abonnements (Eau, électricité et téléphone) de l'Admin.Centrale du MESRS	88 948 490	93 982 974	99 302 411
78096000184 Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	10 000 000	9 788 948	10 100 322
78096000185 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des strutures sous-tutelle	30 000 000	29 366 836	30 300 973
78096000186 Prendre en charge les dépenses centralisées du MESRS	120 816 490	120 816 490	120 816 490
78096000188 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	200 000 000	200 000 000	200 000 000
78096000190 Prendre en charge les missions hors-CI du MESRS	115 000 000	115 000 000	115 000 000
78096000216 Mettre en place un système de gestion intégrée des personnels du MESRS	15 000 000	14 683 418	15 150 486
78096000221 Gérer la commande publique du MESRS	20 000 000	19 577 894	20 200 646
78096000223 Gérer les ressources humaines du Ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 323
78096000224 Organiser les sessions de recrutement des Assistants du supérieur (CNRES)	15 800 000	15 466 534	15 958 512
78096000239 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78096000240 Renforcer les capacités des personnels du MESRS	15 000 000	14 683 418	15 150 486
78096000245 Mettre en œuvre le CDMT	25 000 000	24 472 364	25 250 810
78096000257 Organiser les journées du forum social des personnel du MESRS	10 000 000	9 788 945	10 100 324
78096000262 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	131 210 800	151 009 744	235 883 016

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21093 Administration Générale	**18 347 040 316**	**20 443 882 651**	**22 413 748 626**
3 Transferts	***2 358 000 000***	***2 832 875 039***	***3 511 016 753***
78096000187 Apurer les passifs des frais de scolarité des établissements privés du MESRS	1 858 000 000	2 832 875 039	3 511 016 753
90096000002 Prendre en charge les frais d'entretien et de sécurisation des Universités et CROUS/SIMDCI	500 000 000	0	0
2109303 Planification, programmation et suivi-évaluation	**185 000 000**	**506 761 310**	**462 851 133**
2 Biens et services	***35 000 000***	***34 261 310***	***35 351 133***
78096000176 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	35 000 000	34 261 310	35 351 133
4 Investissements	***150 000 000***	***472 500 000***	***427 500 000***
Trésor	*150 000 000*	*472 500 000*	*427 500 000*
78096000237 Assurer le suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU (projet)	120 000 000	262 500 000	247 500 000
78096000177 Réhabiliter et équiper la direction de la Planification (DP)	30 000 000	210 000 000	180 000 000
2109304 Gestion des systèmes d'information et de communication	**55 000 000**	**53 839 204**	**55 551 780**
2 Biens et services	***55 000 000***	***53 839 204***	***55 551 780***
78096000227 Gérer les ressources logicielles et Informatiques et Assurer l'équipement et la maintenance informati	30 000 000	29 366 840	30 300 972
78096000238 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	25 000 000	24 472 364	25 250 808
2109305 Développement de la démarche qualité du système d'esrs	**78 000 000**	**76 353 784**	**78 782 518**
2 Biens et services	***78 000 000***	***76 353 784***	***78 782 518***
78096000179 Coordonner la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions d	27 000 000	26 430 157	27 270 872
78096000180 Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignements supér	17 000 000	16 641 211	17 170 547
78096000220 Définir et mettre en œuvre les critères d'évaluation, de certification et d'accréditation des inst	19 000 000	18 598 997	19 190 613
78096000228 Organiser les sessions de la commission d'Etablissements d'Enseignement Supérieur	15 000 000	14 683 419	15 150 486

II.2.2. Programme 2 : Enseignement supérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1: Gestion des universités et des grandes écoles
	Action 2.2: Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés
	Action 2.3: Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques
	Action 2.4: Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publique

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 2 : Enseignement Supérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence (2020)**	**Cibles**			**Méthodes de calcul et Moyens de vérification**
			2021	**2022**	**2023**	
OS 1 : Améliorer la qualité des formations des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux de d'admissibilité aux examens du BTS	52,3%	54%	55%	56%	Nombre de candidats admissibles / Nombre total de candidats inscrits x 100 Source : DEXCO
	Proportion de filières professionnalisantes	-	25%	30%	35%	Nombre de filières professionnelles / Nombre total de filières x100 Source : DSI
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	ND	50%	60%	70%	Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours / nombre total d'UFR Source : DESUP
OS 2 : Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	992	1 009	1 036	1 061	Nombre d'étudiants x nombre d'habitants/100 000 Source : DP
	Pourcentage de capacité d'accueil théorique	33%	60%	70%	80%	Capacité d'accueil / capacité d'accueil réel Sources : Annuaire statistique DP/Services patrimoine des structures
	Ratio étudiant / salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)	50	35	30	20	Nombre d'étudiants / nombre de salles de TD Source : DP / Services patrimoine des structures
	Ratio étudiant / salle de TP (Universités et grandes écoles publiques)	50	30	25	20	Nombre d'étudiants / Nombre de salles de TP Source : DP / Services patrimoine des structures
	Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	47%	50%	55%	60%	Nombre de bacheliers orientés dans les universités publiques / Nombre total de bacheliers x100 Source : DSI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	**180 543 189 465**	**184 751 870 935**	**193 371 828 944**
Personnel	77 776 438 960	78 702 529 046	79 628 089 817
Biens et services	220 000 000	217 467 358	221 203 886
Transferts	66 174 248 730	87 906 650 909	102 239 063 441
Investissements	36 372 501 775	17 925 223 622	11 283 471 800
Trésor	*22 324 978 026*	*17 925 223 622*	*11 283 471 800*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*14 047 523 749*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22094 Enseignement supérieur	**180 543 189 465**	**184 751 870 935**	**193 371 828 944**
2209401 Gestion des universités et des grandes écoles	**146 884 203 613**	**166 831 642 044**	**182 123 177 306**
1 Personnel	***77 776 438 960***	***78 702 529 046***	***79 628 089 817***
11094200020 Transférer les crédits de personnel à l'INPHB	6 422 928 483	6 496 878 854	6 570 750 308
17094200013 Transférer les crédits de personnel à l'UAO	12 118 851 013	12 258 381 374	12 397 762 833
25094200015 Transférer les crédits de personnel à l'UPGC	6 002 023 511	6 071 127 794	6 140 158 331
31094200014 Transférer les crédits de personnel à l'UJLG	4 589 030 811	4 641 866 606	4 694 646 016
41094200008 Transférer les crédits de personnel à UMAN	831 512 278	841 085 893	850 649 290
55094200001 Prendre en charge les dépenses de personnel de l'Université de San Pedro	50 100 000	50 676 826	51 253 037
78094200111 Transférer les crédits de personnel à l'UVCI	627 983 152	635 213 434	642 436 001
78094200130 Transférer les crédits de personnel à l'UNA	7 032 810 346	7 113 782 591	7 194 668 424
78094200141 Transférer les crédits de personnel à l'UFHB	34 871 323 231	35 272 814 125	35 673 876 559
78094200142 Transférer les crédits de personnel à l'ENS	2 497 555 864	2 526 311 467	2 555 036 383
78096000197 Prendre en charge les salaires du service autonome des examens	2 732 320 271	2 794 390 082	2 856 852 635
2 Biens et services	***220 000 000***	***217 467 358***	***221 203 886***
78096000191 Coordonner la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	45 000 000	44 050 258	45 451 459
78096000192 Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	25 000 000	24 472 366	25 250 808
78096000236 Mettre en œuvre et suivre la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique dans les institutions d'enseignement supérieur	25 000 000	24 472 367	25 250 811
78096000270 Mettre en œuvre et suivre la politique d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur	25 000 000	24 472 367	25 250 808
78096000272 Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	100 000 000	100 000 000	100 000 000
3 Transferts	***65 809 248 730***	***87 486 645 640***	***101 809 611 803***
11094200014 Prendre en charge les heures supplémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	206 000 000	206 000 000	206 000 000
11094200016 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	250 000 000	250 000 000	250 000 000
11094200019 Transférer les Credits de biens et services à l'INP-HB	1 850 000 000	2 128 793 832	2 176 672 685
11094200021 Prendre en charge les frais de scolarité et de subsistance des étudiants des grandes écoles internationales d'excellence/INP-HB	200 000 000	200 000 000	200 000 000
17094200010 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Alassane Ouattara	300 000 000	300 000 000	300 000 000
17094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Alassane Ouattara	1 450 000 000	1 668 514 084	1 706 040 753
17094200012 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Alassane Ouattara	1 562 445 000	1 562 445 000	1 562 445 000
25094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Péléforo Gon Coulibaly	1 072 700 000	1 102 700 000	1 133 600 000
25094200012 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Péléforo Gon Coulibaly	524 051 000	524 051 000	524 051 000
25094200016 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	199 489 000	199 489 000	199 489 000
31094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Lorougnon Guédé	600 000 000	690 419 620	705 947 898

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22094 Enseignement supérieur	**180 543 189 465**	**184 751 870 935**	**193 371 828 944**
31094200013 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Lorougnon Guédé	740 517 000	740 517 000	740 517 000
31094200015 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon Guédé	125 000 000	125 000 000	125 000 000
41094200007 Transférer les crédits de biens et services à l'Université de Man	960 000 000	1 104 671 393	1 129 516 637
41094200009 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université de Man	150 000 000	150 000 000	150 000 000
41094200010 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Man	155 000 000	155 000 000	155 000 000
55094200004 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université de San Pedro	100 000 000	100 000 000	100 000 000
55094200005 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de San Pedro	100 000 000	100 000 000	100 000 000
55096000001 Assurer la formation pédagogique des étudiants à l'université de San-Pedro	1 396 000 000	1 396 000 000	1 396 000 000
78094100005 Transférer les crédits de subvention de l'Etat à l'Université Internationale de Grand Bassam	150 000 000	172 604 905	176 486 975
78094200104 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	400 000 000	460 279 748	470 631 932
78094200105 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Nangui Abrougoua	455 410 000	455 410 000	455 410 000
78094200106 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	460 000 000	460 000 000	460 000 000
78094200107 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Nangui Abrougoua	950 490 000	950 490 000	950 490 000
78094200108 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Ecole Normale Supérieure	528 837 820	528 837 820	528 837 820
78094200128 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Félix Houphouët Boigny	400 000 000	400 000 000	400 000 000
78094200138 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Félix Houphouët Boigny	3 373 659 180	3 373 659 180	3 373 659 180
78094200140 Transférer les crédits de biens et services de l'Ecole d'Application ENS	20 763 407	23 892 439	24 429 806
78094200149 Transférer les crédits de biens et services à l'Ecole Normale Supérieure	550 000 000	632 884 653	647 118 906
78094200150 Appui à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	500 000 000	500 000 000	500 000 000
78094200153 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Félix Houphouët Boigny	2 125 000 000	2 445 236 157	2 500 232 138
78094200157 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Nangui Abrougoua	750 000 000	863 024 525	882 434 873
78094200162 Prendre en charge les pécules stagiaires ENS (en responsabilité de classe)	799 080 000	970 959 607	1 030 503 571
78096000195 Organiser les sessions de l'Examen du BTS	3 954 297 523	3 954 297 523	3 954 297 523
78096000196 Prendre en charge les contributions de la CIV aux Centre, Ecole et institut de formation	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78096000251 Prendre en charge les contributions de la CI Ecole Inter-états d'ingénieurs, d'équipement Rural (EIE)	40 000 000	46 027 975	47 063 193
78096000263 Prendre en charge les frais de scolarité des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc	38 360 508 800	58 487 905 210	72 488 906 921
4 Investissements	***3 078 515 923***	***425 000 000***	***464 271 800***
Financement extérieur	*2 978 515 923*	*0*	*0*
78094200165 Projet de mise en place d'un Centre d'Excellence Africain CCBAD/phase 2	969 400 000	0	0
11094200023 Projet de mise en place d'un Centre d'Excellence Africain CEA MEM/phase 2	900 000 000	0	0
11094200022 Projet de mise en place d'un Centre d'Excellence africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (VALOPRO)	1 109 115 923	0	0
Trésor	*100 000 000*	*425 000 000*	*464 271 800*
78094200109 Mettre en œuvre le télé-enseignement (équiper l'université virtuelle)	100 000 000	425 000 000	464 271 800
2209402 Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés	**40 000 000**	**46 027 975**	**47 063 193**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22094 Enseignement supérieur	**180 543 189 465**	**184 751 870 935**	**193 371 828 944**
3 Transferts	***40 000 000***	***46 027 975***	***47 063 193***
22094020002 Prendre en charge la formation des diplômés au Programme de Gestion de la Politique Economique (GPE)	40 000 000	46 027 975	47 063 193
2209403 Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques	**725 000 000**	**3 398 440 496**	**3 747 300 000**
4 Investissements	***725 000 000***	***3 398 440 496***	***3 747 300 000***
Trésor	*725 000 000*	*3 398 440 496*	*3 747 300 000*
78094200158 Renforcement des infrastructures techniques et Administratifs de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	43 000 000	57 800 781	0
78094200154 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UNA-AboboAdjamé	150 000 000	0	0
78094200112 Renforcement équipement pédagogiques et académiques de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	57 000 000	186 939 715	43 000 000
31094200010 Renforcer les Equipements des Infrastructures de l'UNIV/UJLoG-DALOA	80 000 000	400 000 000	360 500 000
25094200014 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UPGC-Kohogo	60 000 000	70 000 000	111 000 000
17094200009 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UAO-BOUAKE	85 000 000	233 700 000	82 800 000
11094200018 Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'INP - HB	150 000 000	150 000 000	150 000 000
11094200017 Réhabilitation et équipement des infrastructures de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	100 000 000	2 300 000 000	3 000 000 000
2209404 Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publique	**32 893 985 852**	**14 475 760 420**	**7 454 288 445**
3 Transferts	***325 000 000***	***373 977 294***	***382 388 445***
78094200131 Animer la Cellule Suivi Construction Universités	325 000 000	373 977 294	382 388 445
4 Investissements	***32 568 985 852***	***14 101 783 126***	***7 071 900 000***
Trésor	*21 499 978 026*	*14 101 783 126*	*7 071 900 000*
79094200001 Construction Université de Dabou	2 500 000 000	2 000 000 000	0
78094200161 Construction de l'Université de San-Pedro	550 739 168	353 783 126	0
78094200159 Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody	200 000 000	1 700 000 000	1 213 700 000
78094200152 Construction de l'Université de Bondoukou	4 099 722 376	0	0
78094200143 Construction de l'Université de Man	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78094200116 CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITE D'ODIENNE	1 700 416 482	993 000 000	0
78094200115 Construction de la ville universitaire d'Adiaké	2 818 000 000	2 000 000 000	618 000 000
78094200114 Extension des infrastructures de l'Université Péléforo Gon Coulibaly/UPGC	1 000 000 000	1 000 000 000	0
78094200113 Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon Guédé/UJLoG	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78094100006 Construction du Campus GPE	50 000 000	2 650 000 000	3 240 200 000
78010200208 Construction de l'Université de DAOUKRO	2 500 000 000	0	0
78010200207 Construction de l'Université d'Abengourou	3 081 100 000	1 405 000 000	0
Financement extérieur	*11 069 007 826*	*0*	*0*
78094200152 Construction de l'Université de Bondoukou	11 069 007 826	0	0

II.2.3 Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Action 3.1: Gestion des œuvres universitaires
	Action 3.2: Pacification de l'environnement universitaire
	Action 3.3: Réhabilitation et équipement des infrastructures des oeuvres universitaires
	Action 3.4: Construction, extension et équipements des infrastructures des œuvres universitaires

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la qualité des formations des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux de d'admissibilité aux examens du BTS	52,3%	54%	55%	56%	Nombre de candidats admissibles / Nombre total de candidats inscrits x 100 Source : DEXCO
	Proportion de filières professionnalisantes	-	25%	30%	35%	Nombre de filières professionnelles / Nombre total de filières x100 Source : DSI
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	ND	50%	60%	70%	Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours / nombre total d'UFR Source : DESUP
OS 2 : Améliorer l'accès à l'enseignement Supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	992	1 009	1 036	1 061	Nombre d'étudiants x nombre d'habitants/100 000 Source : DP
	Pourcentage de capacité d'accueil théorique	33%	60%	70%	80%	Capacité d'accueil / capacité d'accueil réel Sources : Annuaire statistique DP/Services patrimoine des structures
	Ratio étudiant / salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)	50	35	30	20	Nombre d'étudiants / nombre de salles de TD Source : DP / Services patrimoine des structures
	Ratio étudiant / salle de TP (Universités et grandes écoles publiques)	50	30	25	20	Nombre d'étudiants / Nombre de salles de TP Source : DP / Services patrimoine des structures
	Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	47%	50%	55%	60%	Nombre de bacheliers orientés dans les universités publiques / Nombre total de bacheliers x100 Source : DSI

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : OEUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTINE	**50 193 523 243**	**61 907 131 105**	**64 552 628 429**
Personnel	1 433 946 622	1 450 990 093	1 468 023 378
Biens et services	3 569 600 000	3 567 582 325	3 570 559 101
Transferts	44 946 176 621	53 674 639 791	56 489 594 618
Investissements	243 800 000	3 213 918 896	3 024 451 332
Trésor	243 800 000	3 213 918 896	3 024 451 332
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22095 Œuvres universitaires et vie estudiantine	**50 193 523 243**	**61 907 131 105**	**64 552 628 429**
2209501 Gestion des œuvres universitaires	**49 939 723 243**	**58 683 423 263**	**61 518 076 773**
1 Personnel	***1 433 946 622***	***1 450 990 093***	***1 468 023 378***
17096000012 Transférer les crédits de personnel au CROU Bouaké	362 736 449	366 912 814	371 084 723
22095010051 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CROU Man	52 094 937	52 694 732	53 293 887
25096000006 Transférer les crédits de personnel au CROU Korhogo	5 100 000	5 158 719	5 217 375
31096000008 Transférer les crédits de personnel au CROU Daloa	240 340 243	243 107 400	245 871 604
55096000003 Prendre en charge les dépenses de personnel du CROU San Pedro	6 000 000	6 069 081	6 138 088
78096000206 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 1	608 090 668	615 091 918	622 085 697
78096000207 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission des Bourses	47 640 000	48 722 233	49 811 313
78096000255 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 2	111 944 325	113 233 196	114 520 691
2 Biens et services	***3 559 600 000***	***3 557 793 379***	***3 560 458 777***
78096000200 Définir et suivre la mise en œuvre de la politique des œuvres universitaires, de la vie associative	35 000 000	34 261 311	35 351 136
78096000219 Suivre et contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	20 000 000	19 577 894	20 200 649
78096000230 Tenir la commission d'orientation des bacheliers et organiser les missions de contrôle des effectifs des étudiants dans les établissements privées	30 600 000	29 954 174	30 906 992
78096000253 Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/COMMISSION DES BOURSES	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78096000254 Prendre en charge les frais de transport des étudiants boursiers à l'étranger	3 459 000 000	3 459 000 000	3 459 000 000
3 Transferts	***44 946 176 621***	***53 674 639 791***	***56 489 594 618***
17096000011 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU B	127 720 000	127 720 000	127 720 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22095 Œuvres universitaires et vie estudiantine	**50 193 523 243**	**61 907 131 105**	**64 552 628 429**
17096000014 Transférer les crédits de biens et services au CROU B	1 480 000 000	1 703 035 063	1 741 338 148
22095010054 Transférer les crédits de biens et services au CROU Man	900 000 000	1 035 629 431	1 058 921 847
25096000007 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU K	64 524 777	64 524 777	64 524 777
25096000008 Transférer les crédits de biens et services au CROU K	800 000 000	920 559 495	941 263 864
31096000007 Animer le CROU D	1 100 000 000	1 265 769 304	1 294 237 813
31096000010 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU D	80 000 000	80 000 000	80 000 000
41096000001 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU M	100 000 000	100 000 000	100 000 000
55096000002 Assurer la gestion des œuvres universitaires de San-Pedro	1 135 808 000	1 135 808 000	1 135 808 000
55096000004 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU de San Pédro	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78096000201 Transférer les crédits de biens et services au CROU-A1	2 402 519 394	2 764 577 549	2 826 755 860
78096000202 Transférer les crédits de biens et services au CROU A2	1 250 000 000	1 438 374 210	1 470 724 788
78096000203 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A2	94 000 000	94 000 000	94 000 000
78096000204 Prendre en charge les bourses aux étudiants en CIV	23 138 155 170	28 115 099 933	29 839 254 565
78096000205 Prendre en charge les bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV	11 083 449 280	13 467 464 533	14 293 354 941
78096000229 Prendre en charge les bourses d'excellence aux étudiants	800 000 000	972 077 496	1 031 690 015
78096000243 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A1	330 000 000	330 000 000	330 000 000
2209502 Pacification de l'environnement universitaire	**10 000 000**	**9 788 946**	**10 100 324**
2 Biens et services	***10 000 000***	***9 788 946***	***10 100 324***
78096000259 Organiser des campagnes de sensibilisation à la non violence	10 000 000	9 788 946	10 100 324
2209503 Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires	**243 800 000**	**3 213 918 896**	**3 024 451 332**
4 Investissements	***243 800 000***	***3 213 918 896***	***3 024 451 332***
Trésor	*243 800 000*	*3 213 918 896*	*3 024 451 332*
78096000209 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU-A1	50 000 000	850 000 000	521 653 819
78096000208 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2	80 000 000	1 832 718 896	1 972 230 654
31096000009 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU D	53 800 000	191 200 000	250 452 559
17096000013 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU B	60 000 000	340 000 000	280 114 300

II.2.4 Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1: Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation
	Action 4.2: Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche
	Action 4.3: Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Part des bourses dans le budget du MESRS	8%	12%	13%	15%	(Montant total des bourses / budget de fonctionnement) x 100 Sources : DOB, DAF
	Pourcentage d'étudiants boursiers	10%	12%	15%	17%	Effectif des boursiers/effectifs des étudiants Sources : DOB, DAF
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	1	4	5	6	Dénombrement Sources : DOUVAG, DP
	Nombre de repas servis par jour	25 000	30 000	35 000	40 000	Dénombrement Source : Annuaire Statistique
Accroitre les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Nombre d'infrastructures socio culturelles et sportives	10	15	20	25	Dénombrement Sources : DOUVAG, DP
	Ratio étudiant/lit	20	8	5	2	Nombre d'étudiants /Nombre de lits Source **:** CROU
	Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	10%	15%	15%	17%	Nombre de demandes satisfaites / Nombre de demandes formulées. Sources : DOUVAG /CROU
	Nombre de places assises dans les restaurants universitaires	4 306	5 206	6 106	6 606	Dénombrement Source : Annuaire Statistique

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	**11 044 911 269**	**16 098 356 442**	**15 214 913 915**
Personnel	2 458 711 269	2 487 019 635	2 515 297 792
Biens et services	105 000 000	102 783 943	106 053 390
Transferts	6 995 000 000	7 196 452 864	7 222 462 733
Investissements	1 486 200 000	6 312 100 000	5 371 100 000
Trésor	*1 486 200 000*	*4 312 100 000*	*3 371 100 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*2 000 000 000*	*2 000 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22096 Recherche scientifique et innovation	**11 044 911 269**	**16 098 356 442**	**15 214 913 915**
2209601 Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation	**9 653 511 269**	**11 441 456 442**	**11 374 813 915**
1 Personnel	***2 458 711 269***	***2 487 019 635***	***2 515 297 792***
78097000084 Transférer les crédits de personnel au CRO	775 597 007	784 526 841	793 447 146
78097000106 Transférer les crédits de personnel à l'IPCI	1 683 114 262	1 702 492 794	1 721 850 646
2 Biens et services	***105 000 000***	***102 783 943***	***106 053 390***
78097000078 Mettre en œuvre et suivre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	25 000 000	24 472 369	25 250 806
78097000079 Coordonner la politique nationale de recherche scientifique et de l'innovation (DGRI)	40 000 000	39 155 788	40 401 292
78097000108 Mettre en œuvre et suivre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation des instituts et centres de recherche	25 000 000	24 472 368	25 250 806
78097000110 Organiser les session de la commission des programmes	15 000 000	14 683 418	15 150 486
3 Transferts	***6 995 000 000***	***7 196 452 864***	***7 222 462 733***
22096010015 Transférer les crédits de biens et services au CNF	15 000 000	17 260 489	17 648 696
78097000073 Transférer les crédits de biens et services de la Société Mathématique	60 000 000	69 041 963	70 594 790
78097000074 Transférer les crédits de biens et services du CNRA	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000
78097000075 Transférer les crédits de biens et services de l'IPCI	300 000 000	345 209 811	352 973 949
78097000076 Transférer les crédits de biens et services CEMV	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78097000077 Transférer les crédits de biens et services au LAMTO Géo	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78097000082 Financer les activités de la recherche (FONSTI)	130 000 000	130 000 000	130 000 000
78097000083 Transférer les crédits de biens et services de la ferme aquacole de Grand-Lahou	17 500 000	20 137 240	20 590 147

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22096 Recherche scientifique et innovation	**11 044 911 269**	**16 098 356 442**	**15 214 913 915**
78097000085 Prendre en charge les abonnements dans les revues scientifiques (Réseau d'Information Scientifique	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78097000092 Prendre en charge les heures supplémentaires de CRO	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78097000093 Transférer les crédits de biens et services du CRO	300 000 000	345 209 811	352 973 949
78097000095 Transférer les crédits de biens et services du GRTO	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78097000096 Transférer les crédits de biens et services au PASRES	100 000 000	115 069 936	117 657 983
78097000097 Transférer les crédits de biens et services du Comité Bipartie ADRAO/CI	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78097000103 Transférer les crédits de biens et services du CSRS	80 000 000	92 055 950	94 126 387
78097000104 Transférer les crédits de biens et services au CIRES (Université des nations Unies)	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78097000109 Transférer les crédits de biens et services de l'IRD (Ex Ostrom)	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78097000112 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'IPCI	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78097000113 Transférer les crédits de biens et services au CAPEC	7 500 000	8 630 246	8 824 348
90097000004 Mettre en œuvre le fonds pour la science, la technologie et l'innovation (FONSTI)	200 000 000	250 000 000	250 000 000
4 Investissements	***94 800 000***	***1 655 200 000***	***1 531 000 000***
Trésor	*94 800 000*	*1 655 200 000*	*1 531 000 000*
78097000081 Suivre et mettre en œuvre les programmes de pôles de compétences	30 000 000	120 000 000	150 000 000
78097000080 Création des Fermes Agro-Pastorale	64 800 000	1 535 200 000	1 381 000 000
2209602 Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	**376 400 000**	**1 273 600 000**	**1 602 600 000**
4 Investissements	***376 400 000***	***1 273 600 000***	***1 602 600 000***
Trésor	*376 400 000*	*1 273 600 000*	*1 602 600 000*
78097000107 Réhabilitation et équipement Station géophysique Lamto	60 000 000	290 000 000	299 700 000
78097000088 Réhabilitation et Equipement des Bâtiments de LAMTO ECOLOGIE	86 400 000	139 600 000	179 600 000
78097000087 Réhabilitation et Equipement du CRO	80 000 000	470 000 000	573 500 000
78097000086 Réhabilitation et équipement du CEMV	50 000 000	114 000 000	237 700 000
22096020005 Réhabilitation et équipement du centre national de floristique	100 000 000	260 000 000	312 100 000
2209603 Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	**1 015 000 000**	**3 383 300 000**	**2 237 500 000**
4 Investissements	***1 015 000 000***	***3 383 300 000***	***2 237 500 000***
Trésor	*1 015 000 000*	*1 383 300 000*	*237 500 000*
78097000102 Equipement du Centre National de Calcul	140 000 000	237 500 000	237 500 000
78097000099 Construction et Equipement de l'Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4)	875 000 000	1 145 800 000	0
Financement extérieur	0	2 000 000 000	2 000 000 000
78097000102 Equipement du Centre National de Calcul	0	2 000 000 000	2 000 000 000

SECTION 334 : MINISTERE DE L’ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE

SECTION 334 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible capacité d'accueil du dispositif ;
- l'inégale répartition des structures de formation sur le territoire national ;
- la vétusté des infrastructures de formation avec des plateaux techniques obsolètes ;
- des programmes de formation peu diversifiés et non mis à jour depuis plusieurs années ;
- l'inadaptation des programmes de formation ;
- la faible capacité d'adaptation du système à l'évolution technologique et à l'environnement de travail en perpétuelle mutation ;
- le déficit de perfectionnement et de renforcement de capacités des personnels enseignants et d'encadrement ainsi qu'une absence d'outils et de capacités en matière de planification, de programmation, de coordination et de budgétisation ;
- l'inégale répartition géographique des personnels ;
- l'inégale répartition des enseignants par discipline ;
- l'insuffisance du cadre institutionnel et réglementaire;
- l'inefficacité du système d'agrément et de suivi des établissements privés de formation ;
- le faible suivi de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'inadaptation du système d'évaluation axé plus sur les cours théoriques.

I.1.2. Réponses apportées

- l'implication du secteur productif dans le processus de formation ;
- l'accroissement de l'accès à la Formation Professionnelle ;
- l'amélioration de la qualité de l'offre de formation ;
- la mise en place d'un nouveau cadre de Certification construit avec le milieu professionnel ;
- l'amélioration de la gouvernance du système de Formation Professionnelle ;
- l'assainissement et l'encadrement des établissements privés de Formation Professionnelle et Technique ;
- le financement adéquat de la Formation Professionnelle.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise à la disposition des secteurs productifs d'un capital humain avec des compétences très diverses;
- l'accroissement de l'accès à une formation de qualité pour améliorer l'employabilité des formés ;
- la transmission des compétences aux jeunes pour leur permettre de s'orienter vers l'auto-emploi ;
- la transmission des compétences aux populations en vue de renforcer leur capacité d'adaptation et d'innovation ;
- la prise en compte des deux formes de travail (secteurs formel et informel) dans l'offre de formation professionnelle ;
- l'initiation de formations orientées sur les changements climatiques et énergétiques, la croissance urbaine, les mutations dans l'agriculture, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de l'approche intégrée ;
- le développement des compétences et l'employabilité ;

- la soutenabilité financière et la compatibilité économique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- la formation professionnelle est accessible et de qualité ;
- l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attribution des membres du Gouvernement, en son article 35 , le Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Technique, de Formation Professionnelle et d'Apprentissage.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Enseignement Technique

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement secondaire technique ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement technique ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements d'enseignement technique ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement technique ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériel didactiques ;
- encadrement de l'enseignement technique privé ;
- tutelle des écoles d'enseignement technique privées ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des écoles d'enseignement technique privées ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement technique ;
- organisation des examens et des concours dans l'enseignement technique.

En matière de Formation Professionnelle et Apprentissage

- Planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes de formation professionnelle ;
- Définition d'un cadre réglementaire pour le développement de la formation professionnelle ;
- Gestion administrative et pédagogique des établissements de formation professionnelle ;
- Développement de chantiers écoles pour la pratique des apprenants ;
- appui à l'installation des jeunes formés, en liaison avec le Ministre en charge de l'Emploi des jeunes ;
- Établissement de partenariat stratégique pour le développement de la formation professionnelle et l'accès aux débouchés des produits ;
- Assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements de formation professionnelle ;
- Élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- Encadrement de la formation professionnelle privée ;
- Promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans la formation professionnelle, en liaison avec le Ministre des TIC ;
- Promotion de l'apprentissage et de la formation professionnel.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale
- Programme 2 : Formation professionnelle
- Programme 3 : Enseignement secondaire technique
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 **:** Administration générale	Cabinet, DAF, DRH, IG, DAJ, SERCOM, DPS, Cellule Genre, CPMP, DOB, DFIQ.			
Programme 2 : Formation Professionnelle	DPEM, DEXC, DPDP, DFPI, DAIP, DFPCRSP, Comité de mise en œuvre de la réforme de la Formation Professionnelle, Cellule de coordination C2D, 10 UMF, 3 AAP, 15 DR, 18 DD, 62 EFP.	IPNETP, CPNTIC, CIDFOR, CAMPC, AGEFOP, EIBMA.	• Construction et Equipment CDI / CIDFOR ; • Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT) ; • Réhabilitation et Equipment Lycée Hôtelier d'Abidjan ; • Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers ; • Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferlé, Celia) ; • Projet Dév Système Formation Professionnelle Partenariat Flux Inverses/BID ; • Construction et Équipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien ; • Formation Professionnelle / 2ème C2D ; • Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées ; • Mise en Place du SIG Carte Scolaire de l'ETFP ; • Projet de Construction du Centre de Formation aux Énergies Renouvelables • Construction et équipement de 7 établissements de formation professionnelle/AVIC.	
Programme 3 : Enseignement Technique	Lycées d'enseignement technique, DET			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS1 : L'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du PTAB du METFPA	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmée) x 100 Sources : Rapports d'activités (DPS)
OG 2 : Développer l'accès et la qualité de L'EFTP pour la prise en compte d'une grande proportion de populations se trouvant dans le besoin, afin de favoriser leur insertion socioprofessionnelle durable	RS2 : L'EFTP est accessible et de qualité et l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée.	IP 2.1. Taux d'accroissement des effectifs de L'EFTP	((Effectif de l'année n – effectif de l'année n-1)) / (effectif de l'année n-1) *100 Source : Rapports d'activités DPS
		IP 2.2. Taux d'insertion des diplômés de L'EFTP	(Nombre de diplômés insérés / Nombre total de diplômés) x 100 Source : Rapport d'enquête sur le taux d'insertion de diplômés de la formation professionnelle (DAIP)
OG 3 : Favoriser l'accès à un enseignement technique de qualité	RS 3 : l'accès à un enseignement technique de qualité est amélioré	IP 3.1. Taux de survie à l'enseignement technique	(Nombre d'élèves en fin de cycle en année n+3/ population des élèves inscrits en année n) x 100 Source : Rapports d'activités DET

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**167 268 204 070**	**223 588 545 998**	**194 611 738 188**
1.1 Ressources Intérieures	**114 943 855 904**	**131 782 109 405**	**163 621 691 626**
1.1.1 Budget Etat	114 943 855 904	131 782 109 405	163 621 691 626
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**52 324 348 166**	**91 806 436 593**	**30 990 046 562**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	52 324 348 166	91 806 436 593	30 990 046 562
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**167 268 204 070**	**223 588 545 998**	**194 611 738 188**
2.1 Personnel	**45 425 449 953**	**49 511 032 174**	**53 981 584 361**
2.1.1 Solde y compris EPN	45 425 449 953	49 511 032 174	53 981 584 361
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 996 926 520**	**3 979 089 585**	**4 198 967 732**
2.3 Transferts	**53 952 784 724**	**64 547 638 595**	**72 143 440 482**
2.4 Investiss ement	**63 893 042 873**	**105 550 785 644**	**64 287 745 613**
Trésor	*11 568 694 707*	*13 744 349 051*	*33 297 699 051*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*52 324 348 166*	*91 806 436 593*	*30 990 046 562*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivie -évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer lecadre institutionnel et réglementaire dusecteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	Proportion de textes légaux etrèglementaires soumis	7/8	8/8	0	0	Nombre de textes soumis /nombre de textes prévus Source : DAJ / DPS
OS 2 : Assurer lagestion des ressources financières, matérielle, humaines en matière de Formation Professionnelle	Taux d'exécution du budget d'investissement	94,85%	95,50%	97,0%	97,8%	(Total budget d'investissement liquidé / Total budget actuel d'investissement) * 100 Source : DAF/ RProg
	Pourcentage d'enseignants en situation de classe, encadrés au cours de l'année	4,9%	20%	25%	30%	((Nombre d'enseignants en situation de classe encadrés) / (nombre total d'enseignants en situation de classe)) *100 Source : DPS / DRH
	Pourcentage d'enseignants ayant bénéficiéd'un renforcement de capacité	20%	25%	30%	35%	(Nombre d'enseignants du système ayant bénéficié d'un renforcement de capacité) / (Nombre d'enseignement total du système) *100 Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**4 686 080 005**	**5 851 971 393**	**6 831 427 320**
Personnel	0	0	0
Biens et services	2 486 080 005	2 497 652 186	2 674 141 606
Transferts	2 200 000 000	3 354 319 207	4 157 285 714
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21210 Administration générale	**4 686 080 005**	**5 851 971 393**	**6 831 427 320**
2121001 Coordination et animation	**2 999 183 606**	**4 198 956 114**	**5 128 425 656**
2 Biens et services	***799 183 606***	***844 636 907***	***971 139 942***
21210010010 Assurer l'orientation des apprenants et la gestion des bourses en Côte d'Ivoire et hors Côte d'Ivoire	6 000 000	5 873 368	6 060 194
21210010011 Encadrer la Conception et organisation des filières, mettre en œuvres la politique d'innovation et de qualité	4 000 000	3 915 579	4 040 130
78098000763 Inspecter les services du Ministère	16 200 000	15 858 092	16 362 522
78098000764 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	50 000 000	57 544 708	89 887 043
78098000912 Coordonner les activités du Ministère	75 000 000	73 417 093	75 752 430
78098000920 Prendre en charge les honoraires des agents de la formation professionnelle sous contrats BNETD (Regie Convention BNETD/Min. Ens. Technique)	95 829 180	110 289 244	172 276 032
78098000930 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78098000931 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78098001020 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Cote d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78098001038 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	465 909 354	492 279 824	520 142 862
78098001115 Elaborer les stratégies relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	2 245 072	2 197 690	2 267 595
78098001120 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	34 261 309	35 351 134
3 Transferts	***2 200 000 000***	***3 354 319 207***	***4 157 285 714***
78092200145 Apurer les passifs des frais d'écolage METFP	2 200 000 000	3 354 319 207	4 157 285 714
2121002 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**1 581 338 537**	**1 549 685 258**	**1 596 384 809**
2 Biens et services	***1 581 338 537***	***1 549 685 258***	***1 596 384 809***
78098000765 Gérer le personnel du Ministère	14 175 000	13 875 833	14 317 208
78098000766 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	200 500 000	196 268 360	202 511 496
78098000767 Prendre encharge les dépenses centralisées liées à la formation professionnelle	1 165 344 029	1 140 748 926	1 177 035 224
78098000768 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire de l'ETFP	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78098000769 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire de l'ETFP	56 569 763	56 569 763	56 569 763
78098000932 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	10 767 842	11 110 355
78098000933 Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la Formation Professionnelle	1 739 745	1 703 027	1 757 199
78098001021 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	17 010 000	16 650 997	17 180 648
90092200001 Réhabiliter et équiper les infrastructures de sport des établissements de l'ETFPA	90 000 000	88 100 510	90 902 916
2121003 Information et communication	**64 966 664**	**63 595 519**	**65 618 431**
2 Biens et services	***64 966 664***	***63 595 519***	***65 618 431***
78098000770 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	6 480 000	6 343 238	6 545 008
78098000771 Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	34 366 132	33 640 820	34 710 907
78098000934 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	13 215 078	13 635 436

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21210 Administration générale	**4 686 080 005**	**5 851 971 393**	**6 831 427 320**
78098001003 Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles CELLULE GENRE	1 710 532	1 674 431	1 727 693
78098001153 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	8 910 000	8 721 952	8 999 387
2121004 Planification, programmation et suivie -évaluation	**40 591 198**	**39 734 502**	**40 998 424**
2 Biens et services	***40 591 198***	***39 734 502***	***40 998 424***
78098000772 Auditer et Contrôler les structures de la Formation Professionnelle	27 051 708	26 480 769	27 323 100
78098000935 Produire l'annuaire statistique formation professionnelle du MENET DPS	13 539 490	13 253 733	13 675 324

II.2.2 Programme 2 : Formation professionnelle

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Formation professionnelle	Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
	Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
	Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Formation professionnelle						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroitre l'accès à la formation professionnelle	Taux d'accroissement des effectifs de la Formation Professionnelle	11,50%	14,50%	17,50%	20%	((Effectif de l'année n – effectif de l'année (n-1)) / (effectif de l'année (n-1)) X 100 Source : DPS
	Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de la formation professionnelle	4%	6,98%	6,23%	24,01%	((Capacité d'accueil de l'année n – capacité d'accueil de l'année n-1)) / capacité d'accueil de l'année n-1) *100 Source : DPEM

Programme 2 : Formation professionnelle						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Assurer une Formation Professionnelle de Qualité à un plus grand nombre de demandeurs	Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle	29,33%	50%	60%	70%	((Nombre de diplômes insérés) / (nombre de diplômés sur le marché de l'emploi)) X100 Source : DAIP
	Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle.	83,52%	90%	94%	98%	((Nombre d'étudiants déclarés admis aux examens) / (nombre d'étudiants ayant participé aux examens)) X100 Source : DEXC
	Pourcentage des enseignants ayant bénéficié d'une mise en immersion à la formation professionnelle	10%	50%	70%	75%	((Nombre d'enseignant de la FP ayant bénéficié d'une mise en immersion) / (250 sélectionnés)) X 100 Source : CIDFOR
	Proportion de filières dont le curricula a été révisé en réponse aux besoins de l'économie de la formation professionnelle	57%	80%	100%	100%	((Nombre de curricula révisés) / (nombre de curricula à réviser))*100 Source : Inspection Générale

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
Personnel	45 425 449 953	49 511 032 174	53 981 584 361
Biens et services	1 226 530 677	1 200 834 342	1 238 745 429
Transferts	7 072 157 441	9 054 803 467	10 205 608 427
Investissements	63 893 042 873	105 550 785 644	64 287 745 613
Trésor	*11 568 694 707*	*13 744 349 051*	*33 297 699 051*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*52 324 348 166*	*91 806 436 593*	*30 990 046 562*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
2206301 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	**50 556 401 368**	**56 633 480 511**	**62 242 234 923**
1 Personnel	***42 494 620 493***	***46 538 694 654***	***50 967 666 668***
42098000010 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Méo (Toulepleu)	923 400	944 377	965 486
51098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré 2	428 665	438 403	448 202
51098000015 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré	428 665	438 403	448 202
71098000018 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Tiapoum	770 000	787 492	805 095
71098000019 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Maféré	770 000	787 492	805 095

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
76098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Sikensi	428 665	438 403	448 202
77098000011 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile d'Adzopé	3 740 708	3 825 685	3 911 200
78098000826 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de la formation professionnelle	42 487 130 390	46 531 034 399	50 959 835 186
2 Biens et services	***939 623 434***	***919 982 390***	***948 959 828***
11092100033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Ecole de Boulangerie de Yamoussoukro	6 638 797	6 498 684	6 705 401
11092100040 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	15 026 547	14 709 407	15 177 297
11098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de YAMOUSSOUKRO	2 473 472	2 421 271	2 498 288
14098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Dimbokro	2 419 636	2 368 569	2 443 914
15092200015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers du Batiment de Daoukro	10 294 067	10 076 808	10 397 342
15098000010 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DAOUKRO	2 081 540	2 037 610	2 102 420
16092100026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bongouanou	5 912 382	5 787 600	5 971 699
16098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bongouanou	2 357 030	2 307 287	2 380 679
17092100023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Beoumi-Atofobi	17 987 622	17 607 987	18 168 082
17092100026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du COLLEGE d'Enseignement Technique de Bouaké	27 623 024	27 040 029	27 900 148
17092100027 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Feminin de Bouaké	12 141 498	11 885 248	12 263 307
17092200039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Bouaké	7 056 267	6 907 344	7 127 057
17098000017 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BOUAKE	16 675 071	16 323 137	16 842 364
18092100014 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Ceramique de Katiola	8 222 406	8 048 870	8 304 898
18092100017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Katiola	5 299 286	5 187 445	5 352 451
18098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Katiola	1 834 082	1 795 375	1 852 481
22063010129 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du lycée professionnel sectoriel de yopougon	18 937 183	18 537 505	19 127 169
22063010130 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique de Bouaflé	9 720 000	9 514 854	9 817 515
22063010131 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique d'Issia	9 720 000	9 514 854	9 817 515
22092100016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bafing (TOUBA)	6 209 744	6 078 688	6 272 043
22098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de TOUBA	2 128 123	2 083 210	2 149 471

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
23092100029 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Denguele (Odiénné)	4 543 539	4 447 647	4 589 122
23092200012 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Relais Yopougon (Lycée d'enseignement professionnel de ODIENNE)	7 667 292	7 505 474	7 744 211
23098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ODIENNE	2 274 350	2 226 351	2 297 168
24092100018 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou	4 805 470	4 704 050	4 853 681
24092100019 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédoudou I	20 859 116	20 418 878	21 068 384
24092100027 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ferkéssédougou II	3 904 246	3 821 848	3 943 415
24098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Ferkessedougou	1 750 561	1 713 615	1 768 121
25092100051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Savanes (KORHOGO)	5 126 573	5 018 377	5 178 005
25098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de KORHOGO	2 399 308	2 348 672	2 423 380
26092100032 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Boundiali	4 683 924	4 585 070	4 730 915
26092100033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kolia	3 112 613	3 046 923	3 143 842
26092100039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gbon	9 260 470	9 065 025	9 353 376
26092100042 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kouto	3 673 506	3 595 977	3 710 361
26092200015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du College d'Enseignement Industriel et Commercial de Tingrela	4 318 076	4 226 943	4 361 396
26098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Boundiali	2 204 024	2 157 508	2 226 133
27098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MINIGNAN	1 750 070	1 713 137	1 767 627
28098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouna	2 142 140	2 096 931	2 163 630
31092100040 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Daloa	4 372 506	4 280 224	4 416 373
31092100041 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	6 752 844	6 610 324	6 820 591
31092200023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) DALOA	7 520 792	7 362 065	7 596 243
31098000010 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DALOA	2 285 268	2 237 037	2 308 196

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
32092100025 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gagnoa	6 657 622	6 517 111	6 724 414
32092200016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	23 667 121	23 167 619	23 904 557
32098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de GAGNOA	2 391 702	2 341 226	2 415 698
35098000016 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouaflé	2 034 465	1 991 529	2 054 874
36098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SEGUELA	2 511 438	2 458 435	2 536 636
37092100010 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Mankono	20 416 257	19 985 364	20 621 083
37098000006 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MANKONO	2 329 479	2 280 315	2 352 849
41092100049 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Montagnes (MAN)	6 684 711	6 543 629	6 751 774
41092200021 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de MAN	7 903 492	7 736 688	7 982 783
41098000017 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de MAN	2 277 998	2 229 923	2 300 852
42092100014 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Guiglo	5 588 582	5 470 635	5 644 649
42098000012 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de GUIGLO	2 107 631	2 063 149	2 128 775
43098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Duékoué	1 753 075	1 716 077	1 770 659
51092100013 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	4 916 370	4 812 610	4 965 694
51092100015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Lakota	3 744 783	3 665 750	3 782 352
51098000017 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DIVO	1 908 146	1 867 874	1 927 289
55092100012 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	5 331 947	5 219 416	5 385 438
55092200019 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de la Région du Bas-Sassandra (SAN-PEDRO)	7 451 470	7 294 206	7 526 225
55098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SAN-PEDRO	3 186 828	3 119 569	3 218 800
56098000006 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Soubré	1 875 255	1 835 678	1 894 065
57098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Sassandra	1 817 347	1 778 993	1 835 579
61092100046 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Moyen-Comoe (ABENGOUROU)	22 294 625	21 824 089	22 518 295
61098000010 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABENGOUROU	2 682 407	2 625 796	2 709 319

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
62092100051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bondoukou	6 176 427	6 046 072	6 238 392
62098000011 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BONDOUKOU	2 512 396	2 459 373	2 537 603
71092100042 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Grand-Bassam	4 486 834	4 392 139	4 531 852
71098000023 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de ABOISSO	1 750 071	1 713 136	1 767 628
76092100016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Feminin d'Agboville	8 413 417	8 235 851	8 497 825
76098000017 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de AGBOVILLE	1 780 617	1 743 038	1 798 480
77092100039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle d'Adzopé	8 618 730	8 436 829	8 705 196
77092100050 Réaliser la formation initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle d'Alépé	15 600 000	15 270 756	15 756 504
77098000013 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Adzopé	2 311 623	2 262 838	2 334 814
78092100023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Feminin de Port-Bouet	8 140 095	7 968 297	8 221 760
78092200100 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent des Métiers de l'Automobile	4 971 401	4 866 479	5 021 277
78092200101 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Colleges d'Enseignement Technique Industriel d'Abidjan	10 767 492	10 540 241	10 875 518
78092200102 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Horloger d'Abidjan	6 314 007	6 180 748	6 377 352
78092200103 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du College d'Enseignement Technique Commercial de Treichville	7 039 547	6 890 977	7 110 170
78092200113 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique des Métiers de Brimbresso	9 581 844	9 379 616	9 677 975
78092200114 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers du Batiment	6 414 575	6 279 195	6 478 929
78092200115 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Electronique et d'Informatique Appliquee	5 472 374	5 356 880	5 527 274
78092200116 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de la Technique et de l'Industrie	6 626 850	6 486 990	6 693 333
78092200121 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de l'Imprimerie	7 054 094	6 905 216	7 124 864
78092200123 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Hotelier d'Abidjan	17 205 628	16 842 498	17 378 241

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
78092200124 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre Multisectoriel Mohamed VI de Yopougon	81 971 681	80 241 636	82 794 055
78092200128 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers du Bois	3 850 749	3 769 479	3 889 381
78092200135 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de YOPOUGON	9 136 615	8 943 786	9 228 278
78092200136 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Cocody	8 194 277	8 021 334	8 276 483
78092200139 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricite	6 598 955	6 459 683	6 665 159
78092200143 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement de Bureautique de Commerce et de Gestion de Treichville	6 178 104	6 047 713	6 240 085
78098000822 Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle (DEXC/Examens et concours) DECOFP	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78098000823 Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes (DPDP)	4 049 999	3 964 521	4 090 632
78098000825 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABIDJAN SUD	1 706 923	1 670 899	1 724 048
78098000828 Réaliser et suivre la formation professionnelles initiales dans les établissements publics de formation professionnelle	4 049 998	3 964 521	4 090 628
78098000829 Suivre la gestion administrative des structures privés de la formation professionnelle à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 459 378	5 344 156	5 514 148
78098000906 Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens	23 841 312	23 338 131	24 080 499
78098000983 Organiser la séance de la commission nationale d'orientation, d'affectation et d'attribution de bourses aux élèves de la formation professionnelle	11 916 013	11 664 520	12 035 560
78098000984 Encadrer et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain; (Dexc/examen et certification) DECO	4 362 208	4 270 142	4 405 971
78098001044 Apporter un Appui au CAMPC pour la formation des cadres du Ministère	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78098001056 Coordonner les activités de formation professionnelle Continue dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur productif (DFCRSP)	4 050 000	3 964 524	4 090 631
78098001085 Organiser des séances de certification des Manuels de la Formation Professionnelle CNAMETFP	1 620 872	1 586 663	1 637 134
78098001168 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABIDJAN NORD	1 938 510	1 897 599	1 957 955
78098001180 Prendre en charge les frais de transports des élèves inscrits en Formation Professionnelle à l'étranger (transports FP Hors C.I)	9 000 000	9 000 000	9 000 000
79092200017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de JACQUEVILLE	31 631 381	30 963 788	31 948 719
79092200025 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers de Peche de GRAND LAHOU	28 589 328	27 985 939	28 876 146
79098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DABOU	7 541 893	7 382 719	7 617 557

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
3 Transferts	***7 072 157 441***	***9 054 803 467***	***10 205 608 427***
78098000817 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée	2 685 325 000	4 094 289 648	5 074 392 391
78098000818 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses	1 150 900 026	1 150 900 026	1 150 900 026
78098000820 Transférer les crédits de Biens et Services à l'AGEFOP	569 229 338	655 011 838	669 743 757
78098000821 Prendre en charge les pecules des stagiaires de l'enseignement professionnel et élèves en fin de formation BT en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles à l'aide de pécules et indemnités	50 000 000	60 754 844	64 480 626
78098000824 Transférer les crédits de Biens et Services à l'EIBMA	93 308 649	107 370 203	109 785 074
78098000827 Prendre en charge les bourses des Etudiants stagiaires de l'IPNETP	84 320 000	102 456 968	108 740 128
78098000900 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR	108 071 896	124 358 263	127 155 213
78098000919 Transférer les crédits de Biens et Services à l'IPNETP	163 078 831	187 654 707	191 875 263
78098000938 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR (Renforcement des capacités des enseignants)	14 669 111	16 879 738	17 259 380
78098000939 Prendre en charge les heures suplémentaires des Enseignants de l'IPNETP	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78098000940 Transférer les crédits de Biens et Services (Confection des diplômes de la formation professionnelle-DAF)	8 856 890	10 191 618	10 420 839
78098000942 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire	1 225 000 000	1 488 493 666	1 579 775 335
78098001004 Transférer les crédits de Biens et Services au CPNTIC	107 785 285	124 028 459	126 817 993
78098001023 Prendre en charge les pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP en responsabilité de classe	67 230 000	81 690 963	86 700 650
78098001162 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle à l'étranger (Bourse FP Hors CI)	494 382 415	600 722 526	637 561 752
78098001167 Prendre en charge les heures complémentaires des Enseignants de l'IPNETP	150 000 000	150 000 000	150 000 000
4 Investissements	***50 000 000***	***120 000 000***	***120 000 000***
Trésor	*50 000 000*	*120 000 000*	*120 000 000*
78098001025 Mise en Place du SIG de la carte scolaire de l'ETFP	50 000 000	120 000 000	120 000 000
2206302 Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle	**63 813 369 739**	**105 435 021 191**	**64 172 115 889**
2 Biens et services	***4 326 866***	***4 235 547***	***4 370 276***
78098001073 Exécuter, suivre et évaluer les projets de la Formation Professionnelle à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	4 326 866	4 235 547	4 370 276
4 Investissements	***63 809 042 873***	***105 430 785 644***	***64 167 745 613***
Financement extérieur	*52 324 348 166*	*91 806 436 593*	*30 990 046 562*
78098001143 Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	40 000 000 000	89 422 680 259	30 990 046 562
78098001043 Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables	1 191 878 166	2 383 756 334	0
78098000943 Projet Dév Système Formation Professionel Partenariat Flux Inverses/BID	8 132 500 000	0	0
78098000834 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien	2 999 970 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
Trésor	*11 484 694 707*	*13 624 349 051*	*33 177 699 051*
78098001143 Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	702 170 012	900 000 000	19 932 300 000
78098001138 Construction et Equipement CDI / CIDFOR	100 000 000	125 000 000	158 800 000
78098001043 Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78098001042 Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers	336 000 000	0	0
78098000943 Projet Dév Système Formation Professionel Partenariat Flux Inverses/BID	500 000 000	3 200 000 000	3 819 900 000
78098000835 Formation Professionnelle / 2ème C2D	8 769 094 707	8 464 349 051	8 464 349 051
78098000834 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien	500 000 000	515 000 000	530 450 000
78098000833 Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech et Prof / Fonds Saoudien	75 000 000	0	0
78098000832 Réhabilitation et Equip Lycée Hotelier d'Abidjan	30 000 000	100 000 000	121 900 000
78098000831 Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia)	222 429 988	0	0
78098000830 Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT)	100 000 000	170 000 000	0
2206303 Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage	**3 247 409 837**	**3 248 953 925**	**3 299 333 018**
1 Personnel	***2 930 829 460***	***2 972 337 520***	***3 013 917 693***
15098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Ouéllé	843 000	862 150	881 422
23095000005 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Odienné	3 614 239	3 696 344	3 778 967
24092100020 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre de formation professionnelle de Ferkessédougou I	2 340 000	2 393 158	2 446 651
32092200020 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	6 741 000	6 894 135	7 048 238
35098000014 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Gohitafla	924 000	944 990	966 113
41098000016 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité Mobile de Man	1 727 920	1 767 173	1 806 674
62098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Kouassi-Datékro	924 000	944 990	966 113
77095000004 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Adzopé	6 287 708	6 430 545	6 574 286
78098000854 Transférer les crédits de personnel à l'EIBMA (subvention d'équilibre du personnel)	194 343 984	196 581 563	198 816 754
78098000855 Transférer les crédits de personnel au CIDFOR (subvention d'équilibre du personnel)	26 327 102	26 630 219	26 933 013
78098000856 Assurer les Charges Salariales Commision Nationale d'Agrément Manuels Enseignt Techn. et FP.	1 678 292	1 716 418	1 754 784
78098000857 Assurer les Charges salariales DEXC/Organisation Examens et certificat° diplômes	24 982 658	25 550 186	26 121 305
78098000964 Transférer les crédits de personnel au CPNTIC (subvention d'équilibre du personnel)	68 468 244	69 256 553	70 044 021
78098000965 Assurer les Charges salariales Direction des Examens et Concours de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	566 860 843	579 738 157	592 696 951
78098001036 Transférer les crédits de personnel au IPNETP (subvention d'équilibre du personnel)	1 180 708 199	1 194 302 280	1 207 881 854
78098001096 Transférer les crédits de personnel à l'AGEFOP (subvention d'équilibre du personnel)	767 980 829	776 822 974	785 655 684
78098001127 Assurer les Charges Salariales de la Commision Nationale d'Orientat°, d'Affectat° et d'Attribut° Bourses.	33 590 242	34 353 308	35 121 202
79092200019 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre des Métiers de Peche de GRAND LAHOU	42 487 200	43 452 377	44 423 661

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22063 Formation professionnelle	**117 617 180 944**	**165 317 455 627**	**129 713 683 830**
2 Biens et services	***282 580 377***	***276 616 405***	***285 415 325***
15098000011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Ouéllé	2 334 297	2 285 032	2 357 713
18098000010 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tafiré	2 428 364	2 377 114	2 452 725
23095000006 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ODIENE	2 192 873	2 146 592	2 214 870
26095000003 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à TINGRELA	1 904 291	1 864 101	1 923 393
28098000011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Nassian	2 417 820	2 366 792	2 442 076
35098000013 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Gohitafla	2 050 199	2 006 930	2 070 765
41098000015 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Man	1 946 447	1 905 367	1 965 973
42098000013 Réaliser la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Méo (Toulepleu)	2 333 137	2 283 897	2 356 545
62098000012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Kouassi-Datékro	2 369 980	2 319 961	2 393 756
71098000020 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Maféré	2 272 988	2 225 017	2 295 790
71098000022 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tiapoum	2 834 523	2 774 701	2 862 959
76098000012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Sikensi	2 552 339	2 498 472	2 577 947
77095000003 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ADZOPE	2 026 187	1 983 424	2 046 513
78095000010 Développer les formations par apprentissage et apporter un appui à l'insertion des formés	14 049 998	13 753 464	14 190 957
78095000011 DAIP/Mettre en place le dispositif de certification des compétences par la valorisation des Acquis de l'expérence (VAE)	150 000 000	146 834 184	151 504 860
78095000014 Suivre l'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises	66 000 000	64 607 042	66 662 138
78098001005 Réaliser, Suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	22 866 934	22 384 315	23 096 345
4 Investissements	***34 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*34 000 000*	*0*	*0*
78098000853 Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées	34 000 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Enseignement secondaire technique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Enseignement secondaire technique	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire technique

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement secondaire technique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroitre l'accès à l'Enseignement Technique	Taux d'accroissement des effectifs de l'Enseignement Technique	10%	12,50%	15,50%	20%	((Effectif de l'année n – effectif de l'année n-1))/ (effectif de l'année n-1) X 100 Source : DPS
	Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de l'Enseignement Technique	0	5%	7%	10%	((Capacité d'accueil de l'année n – capacité d'accueil de l'année n-1)) / capacité d'accueil de l'année n-1) X100 Source : DPEM
OS 2 : Assurer un Enseignement Technique de Qualité à un plus grand nombre de demandeurs	Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique		35%	40%	50%	((Nombre d'élèves déclarés admis aux examens) / (nombre d'élèves ayant participé aux examens)) X100 Source : DEXC
	Pourcentage des enseignants du technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	0%	5%	10%	15%	((Nombre d'enseignants de l'Enseignement Technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacité/ l'ensemble des enseignants du technique public) X100 Source : DRH
	Pourcentage des enseignants du technique Privé ayant suivi une formation pédagogique a l'IPNETP	0%	5%	10%	15%	((Nombre d'enseignants de l'Enseignement Technique privés ayant suivi une formation pédagogique a l'IPNETP / l'ensemble des enseignants du technique privé) X100 Source : DRH

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE	**13 107 943 121**	**18 357 118 978**	**21 658 627 038**
Personnel	0	0	0
Biens et services	284 315 838	280 603 057	286 080 697
Transferts	12 823 627 283	18 076 515 921	21 372 546 341
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22219 Enseignement secondaire technique	**13 107 943 121**	**18 357 118 978**	**21 658 627 038**
2221901 Gestion des établissements du secondaire technique	**13 107 943 121**	**18 357 118 978**	**21 658 627 038**
2 Biens et services	***284 315 838***	***280 603 057***	***286 080 697***
17092200042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de de la Région de la Vallee du Bandama (Bouaké)	87 198 598	85 358 232	88 073 409
78092200109 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de Yopougon	37 879 409	37 079 949	38 259 430
78092200110 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique d'Abidjan	37 837 831	37 039 247	38 217 436
78098001130 Superviser, suivre et évaluer les activités des établissements d'enseignement secondaire technique	13 000 000	12 725 629	13 130 422
78098001178 Prendre en charge les frais de transports des élèves de la Formation Professionnelle à l'étranger (BHCI-volet MENETFP)	51 000 000	51 000 000	51 000 000
78098001181 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les frais de transports des élèves des établissements du secondaires technique Hors C.I	8 610 000	8 610 000	8 610 000
78098001182 Prendre en charge les frais de transports des élèves de l'Enseignement Technique à l'étranger (BHCI - volet MENETFP)	48 790 000	48 790 000	48 790 000
3 Transferts	***12 823 627 283***	***18 076 515 921***	***21 372 546 341***
78098000922 Prendre en charge les bourses des élèves de la Formation Professionnelle à l'etranger (BHCI -volet MENETFP)	2 901 500 350	3 525 603 995	3 741 811 174
78098000987 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique HORS CI	254 558 990	309 313 832	328 282 460
78098000988 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique en CI	167 517 000	203 549 382	216 032 020
78098001030 Prendre en charge les bourses des élèves de l'Enseignement Technique à l'etranger (BHCI -volet MENETFP)	1 442 500 943	1 752 778 381	1 860 267 275
78098001169 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	8 057 550 000	12 285 270 331	15 226 153 412

II.2.4 Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 4.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**31 857 000 000**	**34 062 000 000**	**36 408 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	31 857 000 000	34 062 000 000	36 408 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
23191 Comptes Spéciaux du Trésor	**31 857 000 000**	**34 062 000 000**	**36 408 000 000**
2319101 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	**31 857 000 000**	**34 062 000 000**	**36 408 000 000**
3 Transferts	31 857 000 000	34 062 000 000	36 408 000 000
78098000871 Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP)	31 857 000 000	34 062 000 000	36 408 000 000

SECTION 335 : MINISTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

SECTION 335 : MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- la faible gouvernance aux niveaux central et local ;
- la faible utilisation des données pour la prise de décision ;
- le financement inefficient du budget du ministère de la santé conformément aux objectifs fixés à Abuja ;
- l'insuffisance de mécanismes de planification aux niveaux central et local.

En matière d'offre et d'utilisation des services de qualité

- la faiblesse dans l'offre des services de qualité ;
- la faible fréquentation des services de santé ;
- l'insuffisance des mécanismes et instruments de protection sociale.

En matière de lutte contre la maladie

- l'augmentation des causes de la mortalité et de la morbidité générales et spécifiques ;
- les comportements inadéquats des populations en matière de santé ;

I.1.2. Réponses apportées

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- la promulgation de la loi portant réforme hospitalière ;
- le renforcement de l'arsenal juridique du sous-secteur pharmaceutique ;
- l'augmentation substantielle du budget alloué au Ministère en charge de la Santé.

En matière d'offre et d'utilisation des services et soins de santé de qualité

- la formation continue et le perfectionnement des ressources humaines en matière de santé ;
- la construction, la réhabilitation, l'extension et l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- l'amélioration de l'accès aux médicaments ;
- l'amélioration de la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique ;
- l'organisation du Ministère à faire face aux urgences de santé publique : la surveillance épidémiologique, la préparation et la riposte aux épidémies et évènements de santé publique.

En matière de lutte contre la maladie

- le renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose ;
- l'amélioration du plateau technique pour la prise en charge des maladies non transmissibles notamment le cancer, les maladies rénales ;
- l'achèvement de la cartographie pour les maladies tropicales négligées ;
- le renforcement du système de santé publique ivoirien pour une meilleure résilience face aux menaces liées à la santé, à l'environnement et aux changements climatiques.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- le renforcement de la gouvernance du système de santé ;
- la mise en application effective des textes législatifs, règlementaires des politiques et directives en matière de santé

- l'amélioration de la gouvernance et le financement pour la formation de ressources humaines en matière de recherche et d'innovation du secteur ;
- l'accroissement annuel du budget du ministère de la santé en vue d'atteindre les objectifs fixés à Abuja ;
- l'utilisation efficiente des ressources financières en matière de santé.

En matière d'offre et d'utilisation des services et soins de santé de qualité

- la réorganisation et le renforcement de l'offre de soins ;
- l'utilisation efficiente des ressources humaines du secteur ;
- le développement d'un réseau de laboratoires performants et crédibles en vue de répondre aux besoins de diagnostics et de suivi de la prise en charge des patients ;
- l'amélioration de l'utilisation des services de santé maternelle, néonatale et infantile en vue de réduire les barrières pour l'accès aux soins.

En matière de lutte contre la maladie

- l'intensification de la lutte contre la maladie ;
- la disponibilité des soins de services de qualité dans les centres de santé ;
- la promotion de la qualité des soins infirmiers, maternels, néonatales et infantiles ;
- l'accroissement de la couverture en infrastructures spécialisées en faveur des jeunes et adolescents ;
- le développement de l'approche multisectorielle dans la lutte contre les maladies transmissibles ;
- le renforcement des activités de prévention et de promotion de lutte contre les maladies non transmissibles ;
- l'extension de l'offre de service de dépistage et de prise en charge des maladies tropicales négligées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du secteur de la santé et de promotion de la santé ;
- le renforcement de l'offre et l'accessibilité des populations aux soins infantiles ;
- le renforcement de la prévention et de la lutte contre les maladies.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur santé est améliorée ;
- l'offre et la qualité des services de santé sont accrues ;
- la lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 29, le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de santé :

- élaboration et suivi de l'application des textes en matière de santé;
- protection sanitaire des populations ;
- organisation des soins;
- formation professionnelle des agents de santé ;
- amélioration et gestion des équipements dans les hôpitaux publics, informatisation du circuit du patient dans les hôpitaux publics ;
- amélioration de la gestion du sang en milieu hospitalier et au Centre National de Transfusion Sanguine ;
- traçabilité de la gestion du médicament dans les hôpitaux publics ;
- gestion moderne et renforcement de capacité du personnel médical ;

- promotion de la recherche médicale, notamment pour les endémies, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, le VIH-SIDA, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lettre et à l'ulcère de Buruli ;
- prise en charge thérapeutique des malades du VIH-SIDA, prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant ;
- lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme, le tabagisme et autres addictions ;
- lutte contre les affections graves ou chroniques notamment le cancer, l'hypertension artérielle, les maladies cardio-vasculaires, les insuffisances rénales ;
- développement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé du Travail ;
- développement de la prévention des maladies et des soins de santé primaires ;
- surveillance épidémiologique et veille sanitaire ;
- mise à disposition des différents secteurs du développement, de données épidémiologiques sur l'infection à VIH-SIDA ;
- renforcement du système de santé ;
- renforcement de la sécurité sanitaire ;
- autorisation de création et contrôle des établissements sanitaires privés ;
- facilitation de l'installation des acteurs de santé dans le secteur privé ;
- développement du système national de gestion de l'information sanitaire ;
- développement d'un réseau national du service d'urgence et de transport de malades ;
- développement d'un réseau de laboratoires de biologie médicale ;
- réglementation et contrôle des médicaments et des services pharmaceutiques ;
- autorisation de création et promotion de l'industrie pharmaceutique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- promotion du médicament générique, notamment dans le domaine du traitement du SIDA ;
- organisation et promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordination de l'aide humanitaire en matière de santé ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des formations sanitaires publiques ;
- promotion de la prise en charge des coûts et frais de santé par les populations à travers notamment les mutuelles et les assurances maladie, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- promotion des associations de malades chroniques, notamment celle des malades du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, de l'épilepsie, de la drépanocytose, du SIDA, et les associations de malades sous dialyse ;
- élaboration et mise en œuvre de programmes de santé spécifiques aux groupes vulnérables, notamment aux populations carcérales, déplacées, en situation de précarité, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- mise en place et suivi d'un comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé des Ressources Animales et Halieutiques ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison avec les Ministres en charge du Commerce et de l'Industrie ;
- lutte contre les maladies transmissibles et les maladies tropicales négligées.

En matière d'Hygiène Publique :

- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'hygiène publique ;
- conception, mise en œuvre et suivi de la politique du gouvernement en matière de déchets médicaux, en liaison avec le Ministre chargé de la salubrité et de l'environnement ;
- évaluation et suivi de la réglementation des produits alimentaires et médicamenteux, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques ;
- proposition et mise en œuvre de mesures d'incitation, d'encouragement ou de sanctions pour les populations et les responsables des collectivités locales dans la réalisation des opérations d'hygiène publique ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison notamment avec les Ministres chargés du Commerce et de l'Industrie.

En matière de couverture maladie universelle **:**

- opérationnalisation et de généralisation de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- participation à la gestion du régime de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- développement, rénovation et modernisation des infrastructures sanitaires et des plateaux techniques ;
- gestion du panier des soins, notamment les consultations, prescription, examen, hospitalisation ;
- définition et mise en œuvre de la politique du médicament, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- gestion du personnel de mise en œuvre.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilite aux soins
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie.
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJET HORS PIP
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	- Cabinet - Inspection Générale (IGS) - DAF - DRH - DPPS - DIIS - DCRP - Services rattachés - Cellule de passation des marchés - DGSHP - DFRS - Directions Régionales - DIEM - DMHP - DEPS - DSC - Direction des Activités Pharmaceutique et des Laboratoires (DAPL) - DSIM	- Autorité Ivoirienne de Régulation Pharmaceutique (AIRP) - Autorité de Radioprotection de Sureté et de Sécurité Nucléaire (ARSN)	- Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique	-

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJET HORS PIP
PROGRAMME 2 : **AMELIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCESSIBILITE AUX SOINS**	- Centre de Santé Rural (CSR) - Centre de Santé Urbain (CSU) - Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS) - Formation Sanitaire Urbaine (FSU) - Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) - Maternité Urbaine (MU) - Dispensaire Urbain (DU) - Dispensaire Rurale (DR) - Maternité Rurale (MR) - Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) - Centre Antituberculeux (CAT) - Centre Hospitalier Régional (CHR) - Hôpitaux Généraux (HG) - Hôpitaux psychiatrique (HP) - Directions Départ*emental*es/Districts sanitaires	- Centre Hospitalier Universitaire (CHU) - Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) - Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) - Institut Raoul Follereau (IRF) - Institut National de la Santé Publique (INSP) - Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) - Laboratoire National de la Santé Publique (LNSP) - Institut National de l'Hygiène Publique (INHP), - Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie - Centre National de Prévention et de Traitement des Insuffisances Rénales - Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) - Autorité Nationale de Régulation de la Sécurité Nucléaire - Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA)	- Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. Des infrastructures. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhicules/DAF - Construction CHR de Yopougon - Prog. Spécial réhab. Équip. Des HG - Réhab équip INSP - Réhab équip INHP - Equip du CNTS - Réhab équip LNSP - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP - Réhab équip CHU de BOUAKE - Equip CCTOS CHU COCODY - Réhab équip CHU d'ANGRE - Equip. Ext ICA - Réhab, réquip SAMU - Réfection et réquip IRF - Réhab équip du CNPTIR - Réhab équip du CNRAO - Réfection et Equip INFAS - PRSS/ECHO - PARSSI - CNROM - Projet d'aménagement du CHU de Cocody pour l'amélioration des services de santé maternelle et infantile du grand Abidjan	
PROGRAMME 3 : **RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE**	- DHES	- FNLS	- PNN - PNLP - PNLUB - PEV - PNSI - PNSSU-SAJ - PNEVG_EA - PNLT - PNPSBD - PNSOLO - PNLCé - PNLTHA - PNPMT - PNMNT - PNLT - PSN - PNPEC - PNLTA - PNLCa - PLS-PHV - PNL - PNSGHF - PNPCMNT - PNSM - PNLMM - PNSR/PF - PNLHV.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la santé	RS 1.1 : la gouvernance du secteur santé est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités de la gouvernance du secteur santé	Nombre d'activités de la gouvernance du secteur santé réalisées /Nombre total d'activités de la gouvernance du secteur santé Source : Cabinet
OG 2 : Accroître l'offre et la qualité des prestations des services de santé	RS 2.1 : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	IP 2.1.1 : Taux de réalisation des activités en matière de l'offre et de la qualité des services de santé	Nombre des activités en matière de l'offre et de la qualité des services de santé réalisées / Nombre total des activités en matière de l'offre et la qualité des services de santé Source : DGSHP
OG 3 : Intensifier la lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé prioritaires	RS 3.1 : La lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiés	IP 3.1.1 : Taux de réalisation des activités de lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé	Nombre des activités de lutte contre les maladies et de prise en charge des problèmes de santé réalisées /Nombre total des activités de lutte contre les maladies et de prise en charge des problèmes de santé Source : DHES

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**442 547 257 221**	**376 768 640 828**	**405 655 746 512**
1.1 Ressources Intérieures	**354 175 807 212**	**342 821 121 695**	**361 483 627 379**
1.1.1 Budget Etat	354 175 807 212	342 821 121 695	361 483 627 379
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**88 371 450 009**	**33 947 519 133**	**44 172 119 133**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	88 371 450 009	33 947 519 133	44 172 119 133
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**442 547 257 221**	**376 768 640 828**	**405 655 746 512**
2.1 Personnel	**205 675 902 785**	**217 940 280 907**	**231 030 485 347**
2.1.1 Solde y compris EPN	205 675 902 785	217 940 280 907	231 030 485 347
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**50 716 851 366**	**51 018 201 937**	**52 345 063 549**
2.3 Transferts	**40 290 734 548**	**43 129 538 851**	**44 290 378 483**
2.4 Investissement	**145 863 768 522**	**64 680 619 133**	**77 989 819 133**
Trésor	*57 492 318 513*	*30 733 100 000*	*33 817 700 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*88 371 450 009*	*33 947 519 133*	*44 172 119 133*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Pourcentage des Directions régionales disposant d'un plan opérationnel	100%	100%	100%	100%	(Nombre de Directions régionales disposant d'un plan opérationnel / Nombre total de Directions Régional) * 100 Source : DPPS
OS 2 : Améliorer le cadre gestionnaire du système de santé	Pourcentage des structures de la santé en conformité avec les règles de gestion financières	22%	50%	60%	70%	(Nombre des établissements en conformité / Nombre total des structures de la santé en conformité avec les règles de gestion financières) x 100 Source : DAF
OS 3 : Améliorer l'articulation des orientations stratégiques avec laprogrammation budgétaire	Pourcentage des plans d'actions annuels cadrés sur les orientations stratégiques	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'unités du MSHP-CMU disposant d'un plan opérationnel découlant du PNDS / Nombre total d'unités du MSHP-CMU) x 100 Source : DPPS

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Taux de complétude des formulaires des rapports SIG	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'établissements sanitaires transmettant les rapports mensuels d'activités/ Nombre total d'établissements sanitaires) x 100 Source : RASS (DIIS)
	Taux de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'établissements sanitaires transmettant les rapports mensuels d'activités / Nombre total d'établissements sanitaires) x 100 Source : RASS (DIIS)
	Pourcentage de Régions Sanitaires disposant à temps d'un Rapport Régional Annuel sur la Situation Sanitaire	0%	100%	100%	100%	(Nombre de Rapports Annuels sur la situation Sanitaire transmis à temps / Nombre de Régions sanitaires) x 100 Source : RASS (DIIS)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
Personnel	170 162 663 125	182 018 148 224	194 699 895 828
Biens et services	17 251 265 229	17 750 322 736	18 785 498 175
Transferts	466 528 040	531 328 767	542 457 367
Investissements	330 004 743	293 400 000	293 400 000
Trésor	330 004 743	293 400 000	293 400 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
2106701 Coordination et animation du ministère	**6 578 885 670**	**6 448 633 606**	**6 877 255 632**
1 Personnel	***148 976 185***	***152 360 458***	***155 766 147***
17074000023 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Vallée Bandama	2 160 000	2 209 068	2 258 447
25074000019 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Savanes	2 160 000	2 209 068	2 258 447
32074000025 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Fromager	2 160 000	2 209 068	2 258 447
41074000026 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région des Montagnes	2 160 000	2 209 068	2 258 447
55074000022 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Bas -Sassandra	2 160 000	2 209 068	2 258 447

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
61074000016 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Moyen-Comoé	1 080 000	1 104 534	1 129 224
62074000034 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Zanzan	2 160 000	2 209 068	2 258 447
71074000020 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Sud- Comoé	2 160 000	2 209 068	2 258 447
78073300093 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat dans les services de mise en œuvre de la Carte Sanitaire	3 527 708	3 607 847	3 688 492
78074000477 Prendre en charge les honoraires du personnel des Campagnes de sensibilisation	3 000 000	3 068 151	3 136 733
78074000478 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires	7 200 000	7 363 562	7 528 158
78074000568 Prendre en charge les salaires des agents du Secrétariat Technique Coordination Opération	2 400 000	2 454 521	2 509 386
78074000569 Prendre en charge les dépenses salariales de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) Abj Nord	2 160 000	2 209 068	2 258 447
78074000632 Prendre en charges les dépenses de salaire liées aux charges centralisées	1 895 903	1 938 972	1 982 314
78074000669 Prendre en charge les dépenses salariales de l'unité de Pilotage du programme hospitalier (UPPH) 2018-2020	112 592 574	115 150 327	117 724 264
2 Biens et services	***5 857 726 485***	***5 801 472 421***	***6 215 560 158***
11074000021 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Lacs	3 027 500	2 963 603	3 057 873
11074000028 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	19 256 038	18 849 630	19 449 224
11074000030 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la région de N'zi Comoé	3 027 500	2 963 603	3 057 873
14074000014 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région N'zi-Comoé (DIMBOKRO)	16 418 069	16 071 557	16 582 783
15013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région d'Iffou	16 953 403	16 595 594	17 123 488
17074000021 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Vallée Bandama	3 027 500	2 963 603	3 057 873
17074000031 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	19 374 123	18 965 223	19 568 492
18074000016 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Hambol	16 830 998	16 475 773	16 999 854
21067010315 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Moronou	17 953 403	17 574 489	18 133 520
21067010334 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Botro	4 022 405	3 937 511	4 062 758
22013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bafing	16 953 403	16 595 593	17 123 488
22074000016 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Bafing	3 027 500	2 963 603	3 057 873
23074000022 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Denguélé (Odiénné)	18 771 167	18 374 992	18 959 487
23074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Denguelé	3 027 500	2 963 603	3 057 873
24013300609 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du TCHOLOGO	16 953 403	16 595 594	17 123 488
25074000022 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Savanes	3 027 500	2 963 603	3 057 873
25074000027 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Savanes (KORHOGO)	16 935 923	16 578 483	17 105 832
26103000003 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la BAGOUE	16 953 403	16 595 594	17 123 488
27013300006 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Folon	16 953 403	16 595 593	17 123 488
28103000005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du BOUNKANI	16 953 403	16 595 594	17 123 488

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
31013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du GBOKLE	16 953 403	16 595 594	17 123 488
31074000017 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Haut Sassandra	3 027 500	2 963 603	3 057 873
31074000020 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	17 461 788	17 093 248	17 636 972
32074000019 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Gôh (Gagnoa)	17 942 346	17 563 665	18 122 351
32074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Fromager	3 027 500	2 963 603	3 057 873
35074000021 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	16 900 023	16 543 339	17 069 572
35074000022 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Marahoué	3 027 500	2 963 603	3 057 873
36074000009 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Worodougou (SEGUELA)	16 204 663	15 862 656	16 367 235
36074000010 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Worodougou	3 027 500	2 963 603	3 057 873
37013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bere	16 953 403	16 595 594	17 123 488
41074000024 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Tonkpi (Man)	17 015 618	16 656 496	17 186 327
41074000025 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Montagnes	3 027 500	2 963 603	3 057 873
42074000013 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Cavally (Guiglo)	17 177 414	16 814 876	17 349 746
42074000018 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Moyen Cavally	4 884 498	4 781 408	4 933 501
43013300004 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Guemon	18 281 902	17 896 053	18 465 315
51074000017 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Sud Bandama	3 027 500	2 963 603	3 057 873
51074000020 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	17 427 025	17 059 220	17 601 860
55074000015 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	16 104 663	15 764 767	16 266 233
55074000018 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Bas-Sassandra	3 027 500	2 963 603	3 057 873
56013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du NAWA	16 953 403	16 595 594	17 123 488
61074000019 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Moyen-Comoé	3 027 500	2 963 603	3 057 873
61074000025 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	17 969 943	17 590 678	18 150 226
62074000039 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	16 847 538	16 491 963	17 016 561
62074000041 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Zanzan	3 027 500	2 963 603	3 057 873
71074000021 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	17 930 998	17 552 557	18 110 891
71074000025 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Sud Comoé	3 027 500	2 963 603	3 057 873

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
76074000018 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de l'Agnéby (AGBOVILLE)	18 711 442	18 316 528	18 899 163
76074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de l'Agneby	3 027 500	2 963 603	3 057 873
77051000006 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la ME	16 953 403	16 595 594	17 123 488
78011100255 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	178 851 100	205 838 687	321 527 930
78011201607 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	65 000 000	65 000 000
78074000448 Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique	51 255 130	50 173 367	51 769 342
78074000449 Développer la médecine de proximité et de famille	11 247 260	11 009 882	11 360 098
78074000451 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000452 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000453 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de la Communication	3 297 500	3 227 905	3 330 582
78074000454 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Ressources Animales et Halieutiques	1 797 500	1 759 563	1 815 533
78074000455 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	1 432 500	1 402 267	1 446 871
78074000456 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Transports	1 865 000	1 825 639	1 883 710
78074000457 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Jeunesse et Service Civique	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000458 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min.Mines et Energies	2 162 500	2 116 860	2 184 195
78074000459 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Primature	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78074000460 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Eaux et Forêts	1 865 000	1 825 639	1 883 710
78074000462 Organiser la communication des activités du ministère	25 000 000	24 472 366	25 250 808
78074000463 Apporter une assistance au ministère (Organes Consultatifs)	5 237 890	5 127 342	5 290 439
78074000464 Veiller à l'application de la réglementation relative aux professions de santé, à l'exclusion des professions de pharmacie	24 934 430	24 408 177	25 184 583
78074000465 Gérer la commande publique	38 594 345	37 779 796	38 981 540
78074000466 Prendre en charge les émoluments des internes des hôpitaux	10 475 779	10 254 683	10 580 874
78074000467 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	100 000 000	97 889 455	101 003 239
78074000468 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	3 799 087 853	3 718 906 414	3 837 201 816
78074000469 Apporter un appui technique aux structures de l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH)	7 090 909	6 941 252	7 162 047
78074000470 Gérer la coopération internationale du ministère	5 387 544	5 273 838	5 441 592
78074000471 Apporter un appui juridique aux ministère	9 066 388	8 875 036	9 157 347
78074000472 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Santé et Hygiène Publique	13 094 724	12 818 352	13 226 094
78074000533 Réaliser l'audit dans les établissements et services relevant du ministère	5 909 091	5 784 377	5 968 371
78074000535 Coordonner et suivre les activités des ONG	12 230 970	11 972 829	12 353 675
78074000538 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000540 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Tourisme	2 595 000	2 540 232	2 621 034
78074000543 Réaliser le contrôle en matière de services médicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 605 927	6 816 056
78074000547 Évaluer et accréditer des structures (CRESAC)	164 359 791	160 890 905	166 008 714
78074000554 Développer la médecine hospitalière	62 004 244	60 695 618	62 626 295
78074000555 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Construction du Logement et L'Urbanisme	1 730 000	1 693 488	1 747 356

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
78074000556 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/MIN. Education Nationale	1 432 500	1 402 267	1 446 871
78074000557 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	2 297 500	2 249 011	2 320 549
78074000558 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000559 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de la Promotion du Logement	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000560 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Défense	2 662 500	2 606 307	2 689 211
78074000561 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Famille et Affaires Sociales	1 332 100	1 303 986	1 345 464
78074000562 Réaliser le contrôle en matière de services pharmaceutiques dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 258	6 605 833	6 815 961
78074000563 Élaborer la politique de formation et de recherche dans le secteur de la santé	13 000 000	12 725 633	13 130 419
78074000566 Gérer les fonds du CD-PEFAR alloué au ministère de la santé	22 582 700	22 106 083	22 809 257
78074000567 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) à Abj Nord	3 027 500	2 963 603	3 057 873
78074000592 Élaborer et suivre la mise en œuvre des normes et standard des équipements et des infrastructures sanitaires	49 000 649	47 966 470	49 492 242
78074000593 Élaborer la politique, promouvoir et sensibiliser en matière d'hygiène publique	35 162 199	34 420 085	35 514 961
78074000594 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78074000596 Apporter un appui technique national à travers le PBF	5 454 546	5 339 425	5 509 266
78074000603 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min du Plan et Développement	2 595 000	2 540 232	2 621 034
78074000604 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Intégration Africaine	4 498 972	4 404 019	4 544 108
78074000606 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Commerce	2 297 500	2 249 011	2 320 549
78074000607 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Industrie Dévpt Secteur privé	2 662 500	2 606 307	2 689 211
78074000608 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Affaires Etrangères	3 595 000	3 519 127	3 631 066
78074000609 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Artisanat et Promotion des PME	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000611 Superviser la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	20 179 237	19 753 345	20 381 681
78074000629 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Economie et Finances	1 297 500	1 270 116	1 310 517
78074000630 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Ens.Tech. et Formation Professionnelle	2 733 600	2 675 906	2 761 024
78074000638 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Justice et droit de l'homme	1 365 000	1 336 191	1 378 694
78074000643 Achever la Réforme Hospitalière	9 727 507	9 522 203	9 825 097
78074000644 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78074000646 Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales	57 915 165	56 692 839	58 496 194
78074000647 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Sports et Loisirs	4 874 272	4 771 399	4 923 173
78074000648 Suivre et évaluer les indicateurs sanitaires du secteur	4 000 000	3 915 580	4 040 128
78074000649 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Reforme Admistrative	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000651 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 2 (Abidjan)	19 790 287	19 372 603	19 988 832
78074000656 Cordonner les activités du Programme PACCI	4 022 405	3 937 511	4 062 758
78074000658 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL)/Abj Sud	3 027 500	2 963 603	3 057 873
78074000663 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / MIN. Culture et Francophonie	2 865 000	2 804 532	2 893 742
78074000668 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 1 (Abidjan)	20 091 787	19 667 740	20 293 358

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
78074000674 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère chargé des Ex Combattants et des Victimes de Guerre	1 730 000	1 693 488	1 747 356
78074000675 Coordonner les activités du ministère et fournir un appui technique / Sécrétariat Technique Coordination Opérationnelle	7 597 146	7 436 805	7 673 364
78074000676 Veiller au respect de la réglementation en matière d'enregistrement des médicaments dans les secteurs publics et privés	18 145 763	17 762 788	18 327 810
78074000677 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Mininistère de l'Agriculture	4 467 200	4 372 917	4 512 016
78074000679 Réaliser le contrôle en matière de services administratifs et financiers dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 605 927	6 816 056
78074000680 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	201 949 040	232 421 972	363 052 040
78074000688 Contrôler les services paramédicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 355	6 605 928	6 816 058
78075000050 Prendre en charge la contribution de ll'Etat au CIRBA -CORRIDOR	48 235 722	47 217 686	48 719 642
79013300004 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région des Grands Ponts	18 281 902	17 896 053	18 465 315
3 Transferts	***430 000 000***	***494 800 727***	***505 929 327***
78074000564 Organiser des campagnes de sensibilisation en matière de santé	30 000 000	34 520 981	35 297 395
78074000650 Contribuer à la mise en œuvre de la Politique Pharmaceutique Nationale (AIRP)	400 000 000	460 279 746	470 631 932
4 Investissements	***142 183 000***	***0***	***0***
Trésor	*142 183 000*	*0*	*0*
78074000481 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	142 183 000	0	0
2106702 Planification, programmation et suivi-évaluation	**214 692 934**	**210 161 744**	**216 846 817**
2 Biens et services	***214 692 934***	***210 161 744***	***216 846 817***
78073300101 Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	71 475 802	69 967 272	72 192 876
78074000482 Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique	58 584 775	57 348 318	59 172 518
78074000534 Suivre et évaluer le PNDS	84 632 357	82 846 154	85 481 423
2106703 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**181 249 890 578**	**193 811 190 710**	**207 100 015 928**
1 Personnel	***170 013 686 940***	***181 865 787 766***	***194 544 129 681***
78074000548 Gérer le personnel des programmes	170 013 686 940	181 865 787 766	194 544 129 681
2 Biens et services	***11 052 975 598***	***11 615 474 904***	***12 225 958 207***
78011201608 Direction du Patrimoine/ Prendre en charge les dépenses liées aux patrimoines	7 058 496 661	7 458 007 573	7 880 130 803
78011202060 Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	2 992 323 635	3 161 689 153	3 340 640 759
78074000483 Gérer les ressources humaines du ministère	55 951 238	54 770 365	56 512 564
78074000484 Réaliser des missions de contrôle	15 292 388	14 969 636	15 445 809
78074000485 Contrôler et auditer le système d'évaluation, du secteur de la santé	63 856 400	62 508 680	64 497 032
78074000486 Actualiser annuellement le CDMT	44 896 175	43 948 621	45 346 591
78074000546 Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP)	51 997 817	50 900 379	52 519 479
78074000570 Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	700 000 000	700 000 000	700 000 000
78074000595 Faire le suivi des financements extérieurs et la Gestion des agréments	18 594 247	18 201 806	18 780 792
78074000634 Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	51 567 037	50 478 691	52 084 378
3 Transferts	***36 528 040***	***36 528 040***	***36 528 040***
78074000602 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	36 528 040	36 528 040	36 528 040

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21067 Administration Générale	**188 210 461 137**	**200 593 199 727**	**214 321 251 370**
4 Investissements	***146 700 000***	***293 400 000***	***293 400 000***
Trésor	*146 700 000*	*293 400 000*	*293 400 000*
78074000545 Appuyer les activités institutionnelles du Ministère	146 700 000	293 400 000	293 400 000
2106704 Information et communication	**166 991 955**	**123 213 667**	**127 132 993**
2 Biens et services	***125 870 212***	***123 213 667***	***127 132 993***
78074000549 Réaliser la Coordination Nationale pour le Développement et l'Utilistion des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	40 920 411	40 056 769	41 330 942
78074000681 Elaborer annuellement les Comptes de la Santé (CS)	84 949 801	83 156 898	85 802 051
4 Investissements	***41 121 743***	***0***	***0***
Trésor	*41 121 743*	*0*	*0*
78074000597 Mettre en œuvre l'archivage électronique	41 121 743	0	0

II.2.2. Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	Action 2.1: Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.2: Construction et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.3: Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques
	Action 2.4: Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire
	Action 2.5: Former et renforcer les capacités des agents de santé

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer l'accessibilité des populations aux infrastructures sanitaires	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un établissement de santé	70%	75%	80%	85%	(Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire/ Population totale) x 100 Source : RASS
OS 2 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux	Taux de disponibilité des médicaments essentiels	74,5%	95%	95%	95%	(Nombre de Médicaments Essentiels disponibles et utilisables / Nombre total de médicaments essentiels devant être gérés) x 100 Source : Rapport d'activités DAPL

Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	77,4%	95%	95%	95%	(Nombre d'intrants stratégiques traceurs disponibles et utilisables / Nombre total d'intrants stratégiques traceurs devant être gérés) x 100 Source : DAPL
	Nombre de poches de sang collectées	151 702	190 000	200 000	210 000	Dénombrement Source : CNTS
OS 3 : Améliorer la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide	Proportion de femmes enceintes en CPN ayant reçu au moins trois doses de SP	47,5%	80%	80%	80%	(Nombre de femmes enceintes en CPN ayant reçu au moins trois doses de SP/ Nombre de femmes enceintes en CPN) x 100 Source : PNLP
	Pourcentage de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu un CTA, conformément à la politique nationale, dans les établissements de santé	97,8%	100%	100%	100%	(Nombre de cas de paludisme ayant reçu un CTA / Nombre de cas de paludisme enregistré) x 100 Source : PNLP
	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	91%	100%	100%	100%	(Nombre d'enfant ayant reçu la dernière dose de vaccin DTC-Hép B Hib3 PEV / Nombre total d'enfants recensés) x100 Source : PEV
	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	92,8%	100%	100%	100%	(Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus) x 100 Source : PNN
	Nombre de PVVIH sous traitement ARV (File active)	281 369	302 169	317 226	331 166	Dénombrement Source : PNLS
	Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	86,1%	89%	90%	90%	(Nombre de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement / Nombre de cas de tuberculose reçu)x 100 Source : SNIS PNLT
OS 4 : Renforcer le processus de réponse efficace aux situations d'urgences et la prévention des évènements de santé publique	Proportion de districts transmettant des informations basées sur la surveillance des évènements	-	23%	45%	68%	(Nombre de districts transmettant des informations basées sur la surveillance des évènements / Nombre total de districts) x 100 Source : DHIS2

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
Personnel	35 429 549 932	35 837 479 394	36 244 973 696
Biens et services	33 465 586 137	33 267 879 201	33 559 565 374
Transferts	37 286 917 908	39 769 283 910	40 642 955 194
Investissements	72 642 833 432	28 939 700 000	32 024 300 000
Trésor	*38 030 581 610*	*28 939 700 000*	*32 024 300 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*34 612 251 822*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
2206801 Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires	**22 653 687 373**	**16 474 628 431**	**19 559 925 953**
2 Biens et services	***22 401 217***	***21 928 431***	***22 625 953***
11074000025 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance de Yamoussoukro	3 365 831	3 294 794	3 399 598
18074000020 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance du Hambol	2 854 500	2 794 255	2 883 138
31074000021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Daloa	3 191 697	3 124 336	3 223 716
41074000030 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Man	3 365 831	3 294 793	3 399 598
55074000021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de San-Pedro	3 215 485	3 147 621	3 247 744
61074000027 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Abengourou	3 291 696	3 222 224	3 324 718
62074000042 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Bondoukou	3 116 177	3 050 408	3 147 441
4 Investissements	***22 631 286 156***	***16 452 700 000***	***19 537 300 000***
Trésor	*13 646 258 156*	*16 452 700 000*	*19 537 300 000*
78075000051 Réhabiliter et rééquiper l'INFAS	54 940 046	600 000 000	3 911 100 000
78075000044 Réhabiliter et rééquiper de l'INHP	50 000 000	300 000 000	500 000 000
78075000043 Réhabiliter et rééquiper l'INSP	50 000 000	150 000 000	210 800 000
78074000690 Projet d'aménagement du CHU de Cocody pour l'amélioration des Services de Santé Maternelle et Infantile du Grand Abidjan/JICA(CHU - C/JICA)	709 506 000	1 500 000 000	1 200 000 000
78074000497 Réhabiliter et rééquiper le LNSP	100 000 000	300 000 000	291 400 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
78074000495 Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires	10 281 000 000	10 281 000 000	10 281 000 000
78074000494 Réhabiliter et rééquiper 600 Etablissemnts Sanitaires de Premier Contacts (ESPC)	66 085 178	0	0
78073200147 Réhabiliter et rééquiper le CHU d'Angré	1 000 000 000	0	0
78073200146 Rééquiper et faire la Réfection de l'Insitut Raoul Follereau (IRFCI)	50 000 000	400 000 000	213 000 000
78073200134 Réhabiliter et rééquiper le CHU de COCODY	118 000 488	800 000 000	1 000 000 000
78073200109 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Bouaké	154 940 046	1 438 000 000	1 000 000 000
78073200108 Réhabiliter et rééquiper le CHU de TREICHVILLE	141 274 403	558 700 000	800 000 000
78073200107 Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'ABIDJAN (ICA)	557 723 372	0	0
78072200054 Réhabiliter et rééquiper le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	50 000 000	0	0
78072200040 Réhabiliter et rééquiper le SAMU	62 788 623	125 000 000	130 000 000
17073200004 Ameliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI)	200 000 000	0	0
Financement extérieur	*8 985 028 000*	*0*	*0*
78074000690 Projet d'aménagement du CHU de Cocody pour l'amélioration des Services de Santé Maternelle et Infantile du Grand Abidjan/JICA(CHU - C/JICA)	8 985 028 000	0	0
2206802 Construction et équipement des infrastructures sanitaires	**34 343 675 722**	**0**	**0**
4 Investissements	***34 343 675 722***	***0***	***0***
Financement extérieur	*25 627 223 822*	*0*	*0*
71074000026 Projet de construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie Médical (CNROM)	25 627 223 822	0	0
Trésor	*8 716 451 900*	*0*	*0*
78074000514 Mettre en Œuvre le Programma hospitalier (PH)	5 000 000 000	0	0
71074000026 Projet de construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie Médical (CNROM)	3 716 451 900	0	0
2206803 Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques	**22 196 977 628**	**19 490 981 607**	**19 547 821 477**
1 Personnel	***666 624 628***	***674 299 809***	***681 966 799***
78074000605 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AIRP	666 624 628	674 299 809	681 966 799
3 Transferts	***6 043 353 000***	***6 329 681 798***	***6 378 854 678***
78072200046 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins / Gestion des produits sanguins / CNTS	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
78072200052 Réaliser une production efficiente , de qualité de poches de sang et de produit sanguins	1 000 000 000	1 150 699 368	1 176 579 830
78074000515 Approvisionner la NPSP en médicament	1 443 353 000	1 443 353 000	1 443 353 000
78074000573 Garantir la qualité des médicaments , vaccins et intrants stratégiques	450 000 000	517 814 715	529 460 924
78075000047 Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	200 000 000	200 000 000	200 000 000
78075000052 Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	450 000 000	517 814 715	529 460 924
4 Investissements	***15 487 000 000***	***12 487 000 000***	***12 487 000 000***
Trésor	*15 487 000 000*	*12 487 000 000*	*12 487 000 000*
78074000626 Appuyer la NPSP en médicament	359 000 000	359 000 000	359 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
78074000516 Réaliser la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative independance vaccinale)	12 128 000 000	12 128 000 000	12 128 000 000
78071200003 Apporter un Appui au Programma cancer et hépatites	3 000 000 000	0	0
2206804 Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire	**90 173 501 732**	**90 439 603 425**	**91 297 265 619**
1 Personnel	***34 762 925 304***	***35 163 179 585***	***35 563 006 897***
55073100007 Prendre en charge les Salariales du personnel de l'Hôpital Général de Tabou	1 019 876	1 043 044	1 066 359
78072200039 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au SAMU	923 246 724	933 876 523	944 494 978
78072200050 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNTS	2 013 408 496	2 036 589 870	2 059 746 505
78073200104 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Yopougon	1 737 752 701	1 757 760 312	1 777 746 572
78073200105 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'IRF	386 855 048	391 309 103	395 758 404
78073200106 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNPTIR	1 001 543 645	1 013 074 915	1 024 593 880
78073200130 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'ICA	1 938 330 361	1 960 647 323	1 982 940 469
78073200133 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Cocody	5 853 052 777	5 920 441 886	5 987 759 079
78073200143 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Bouaké	3 854 526 207	3 898 905 285	3 943 237 003
78073200159 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Angré	4 609 386 987	4 662 457 153	4 715 470 683
78073200160 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNOR	879 646 488	889 774 296	899 891 295
78073200161 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Treichville	5 547 694 100	5 611 567 462	5 675 372 661
78074000492 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au LNSP	330 081 771	333 882 167	337 678 507
78075000041 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSP	1 493 112 530	1 510 303 477	1 527 476 079
78075000042 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFAS	1 109 311 876	1 122 083 936	1 134 842 365
78075000053 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INHP	3 033 855 717	3 068 786 007	3 103 679 021
90072200002 Prendre en charge les dépenses de personnel de l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA)	50 100 000	50 676 826	51 253 037
2 Biens et services	***33 332 404 088***	***33 137 508 017***	***33 425 047 192***
11072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yamoussoukro	6 811 520	6 667 762	6 879 856
11073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiebissou	39 491 799	38 658 308	39 887 997
11073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toumodi	63 203 199	61 869 269	63 837 280
11073100012 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Djékanou	31 184 150	30 525 998	31 497 003
11073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Didiévi	19 440 948	19 030 639	19 635 988
11073100014 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	73 568 756	72 016 057	74 306 825
11073200003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique Saint Vincent de Paul de Yamoussoukro	63 201 993	61 868 086	63 836 059
11073300047 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Toumodi	6 263 323	6 131 132	6 326 159
11073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Raviart	1 926 189	1 885 536	1 945 513

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
11073300049 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bonikro	5 253 801	5 142 919	5 306 508
11073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonou	3 545 612	3 470 781	3 581 182
11073300051 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yakro II	3 478 885	3 405 461	3 513 789
11073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toumodi-Sakassou	1 569 489	1 536 366	1 585 236
11073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'zuessy	6 802 012	6 658 450	6 870 251
11073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU Konankokorêkro	2 932 553	2 870 660	2 961 975
11073300055 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Toumodi	3 848 438	3 767 214	3 887 046
11073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Tié-N'Diékro	3 982 095	3 898 051	4 022 047
11073300057 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbaine de Kanhankro	1 626 896	1 592 561	1 643 217
11073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kossou	4 653 161	4 554 953	4 699 842
11073300059 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Yamoussoukro	4 000 000	3 915 578	4 040 129
11073300060 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Yamoussoukro	3 566 266	3 490 998	3 602 044
11073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lomokankro	2 990 539	2 927 423	3 020 543
11073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assakra	1 812 213	1 773 965	1 830 392
11073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kokoumbo	8 850 325	8 663 532	8 939 113
11073300064 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Toumodi	3 912 587	3 830 011	3 951 839
11073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakpabo-Sakassou	3 998 785	3 914 388	4 038 903
11073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kpouèbo	7 075 968	6 926 627	7 146 956
11073300067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zata	5 507 159	5 390 928	5 562 411
11073300068 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Morofé	5 864 098	5 740 336	5 922 928
11073300069 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonoublé	3 984 673	3 900 575	4 024 649
11073300070 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Angoda	3 025 932	2 962 070	3 056 289
11073300071 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lolobo	4 946 786	4 842 383	4 996 413
11073300072 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attiégouakro	4 871 448	4 768 633	4 920 321
11073300073 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yaakro	2 190 333	2 144 107	2 212 307
11073300074 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 023 262	4 151 238
11074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternites - Dispensaires Ruraux du District de Yamoussoukro	24 314 786	23 801 611	24 558 720
11074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Toumodi	6 978 574	6 831 286	7 048 586
11074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Didiévi	6 791 800	6 648 455	6 859 939
11074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tiebissou	17 459 820	17 091 323	17 634 983
11074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yamoussoukro	6 947 977	6 801 337	7 017 684

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
11074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternité - Dispensaire Ruraux du District de YAMOUSSOKRO - DIDIEVI	22 015 862	21 551 208	22 236 732
11074000031 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiébissou	6 703 084	6 561 613	6 770 332
11074000032 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Toumodi	25 246 318	24 713 482	25 499 598
14072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de DIMBOKRO	6 811 520	6 667 762	6 879 856
14073100005 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du N'Zi - Comoé (Dimbokro)	30 092 200	29 457 091	30 394 096
14073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bocanda	15 880 020	15 544 865	16 039 336
14073300014 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Dimbokro	7 696 008	7 533 580	7 773 216
14073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouadioblékro	3 523 203	3 448 844	3 558 548
14073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Dimbokro	4 541 759	4 445 904	4 587 327
14073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bengassou	3 598 449	3 522 501	3 634 549
14073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Dimbokro	2 689 152	2 632 395	2 716 130
14073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nzèkrèzessou	3 361 238	3 290 298	3 394 960
14073300020 Faire la prise en charge curative dans le CSU Krakro	4 404 000	4 311 051	4 448 185
14073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOUNGASSOU	4 228 135	4 138 897	4 270 555
14073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi-Kouassikro	3 659 566	3 582 328	3 696 280
14074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bocanda	5 251 141	5 140 313	5 303 821
14074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dimbokro	8 244 242	8 070 244	8 326 950
14074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bocanda	12 113 623	11 857 960	12 235 153
14074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dimbokro	4 872 059	4 769 232	4 920 936
14081000007 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Kouassi kouassikro	4 022 405	3 937 511	4 062 758
15073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Prikro	15 801 913	15 468 407	15 960 444
15073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Daoukro	91 215 527	89 290 384	92 130 637
15073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'bahiakro	15 504 364	15 177 138	15 659 910
15073300019 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Famienkro	3 760 256	3 680 894	3 797 979
15073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ouéllé	4 820 905	4 719 158	4 869 271
15073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koffi Amonkro	3 834 880	3 753 944	3 873 354
15073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ettrokro	2 419 481	2 368 417	2 443 752
15073300023 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de M'Bahiakro	2 927 283	2 865 500	2 956 654
15073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Prépréssou	9 065 420	8 874 089	9 156 367
15073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ananda	4 323 548	4 232 299	4 366 923
15073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Daoukro	6 100 670	5 971 912	6 161 875

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
15073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonguéra	3 242 741	3 174 301	3 275 274
15073300028 Faire la prise en charge curative dans le service de santé Scolaire et universitaire (SSSU) de Daoukro	2 802 669	2 743 519	2 830 788
15073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	2 802 668	2 743 516	2 830 785
15074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daoukro	5 061 517	4 954 690	5 112 296
15074000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de M'bahiakro	2 741 293	2 683 437	2 768 795
15074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de M'bahiakro	11 367 061	11 127 152	11 481 100
15074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Prikro	7 626 544	7 465 584	7 703 056
15074000015 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daoukro	11 406 607	11 165 864	11 521 042
15074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de PRIKRO	9 458 195	9 258 575	9 553 084
16073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Mbatto	9 522 441	9 321 467	9 617 974
16073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bongouanou	17 585 754	17 214 601	17 762 180
16073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général d'Arrah	22 036 647	21 571 555	22 257 728
16073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de ASSAHARA	4 521 735	4 426 301	4 567 101
16073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tiémélékro	3 495 157	3 421 388	3 530 223
16073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Assié Akpéssé	4 347 454	4 255 700	4 391 070
16073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de KANGANDI	5 206 986	5 097 090	5 259 225
16073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Andé	2 979 894	2 917 003	3 009 789
16073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de ASSIE KOUMASSI	6 671 892	6 531 079	6 738 827
16073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'guessan	3 043 216	2 978 987	3 073 748
16073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'ANOUMABA	5 096 446	4 988 884	5 147 575
16073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kregbé	7 018 735	6 870 600	7 089 150
16074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de M'Batto	3 201 147	3 133 585	3 233 262
16074000015 Faire la prise en charge curative dans le CSR d'Arrah	10 465 533	10 244 653	10 570 527
16074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bongouanou	35 434 457	34 686 596	35 789 949
16074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'Batto	4 022 405	3 937 511	4 062 758
16074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bongouanou	5 087 870	4 980 488	5 138 913
16081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Arrah	4 022 405	3 937 511	4 062 758
17072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	8 808 004	8 622 109	8 896 370
17073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sakassou	24 193 996	23 683 372	24 436 720
17073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Béoumi	27 213 482	26 639 132	27 486 498
17073200005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de Bouaké	81 023 622	79 313 583	81 836 486

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
17073300040 Faire la prise en charge curative dans le SSSU NimboBouaké	3 520 586	3 446 282	3 555 906
17073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bodokro	1 668 504	1 633 290	1 685 243
17073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU Quatier Air-France de Bouaké	4 584 798	4 488 035	4 630 795
17073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de N'DJEBONOUA	2 145 717	2 100 431	2 167 243
17073300044 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Sakassou	3 114 702	3 048 963	3 145 949
17073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Languibonou	1 571 705	1 538 535	1 587 473
17073300046 Faire la prise en charge curative dans le Protetion maternelle et Infantile (PMI) de BEOUMI	4 000 000	3 915 579	4 040 129
17073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DIABO	3 390 467	3 318 910	3 424 480
17073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Andékekrenou	1 650 393	1 615 563	1 666 950
17073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BROBO	4 464 458	4 370 233	4 509 248
17073300050 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de DAR-ES-SALAM	5 517 522	5 401 073	5 572 873
17073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BOTRO	2 538 987	2 485 401	2 564 458
17073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Marabadjassa	1 790 217	1 752 434	1 808 177
17073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dar-Es-Salam Bouaké	5 586 803	5 468 892	5 642 849
17073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dopah	3 043 818	2 979 578	3 074 354
17073300055 Faire la prise en charge curative dans le SSSU Quatier Commerce	2 851 510	2 791 327	2 880 117
17073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bondossou	3 932 037	3 849 050	3 971 484
17073300057 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Broukro	3 786 553	3 706 638	3 824 543
17073300058 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diézoukouamékro	5 140 692	5 032 195	5 192 266
17073300059 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Sokoura (Bouaké)	5 372 450	5 259 062	5 426 348
17073300060 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Béoumi	3 915 872	3 833 227	3 955 157
17073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ayaou Sokpa	2 307 665	2 258 961	2 330 815
17073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de AHOUGNANSOU	4 992 597	4 887 226	5 042 683
17073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NIMBO	4 072 667	3 986 712	4 113 525
17073300064 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Belle-Ville	4 459 554	4 365 434	4 504 294
17073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOKO	9 410 697	9 212 081	9 505 108
17074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BEOUMI	3 861 483	3 779 983	3 900 223
17074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Est	12 343 558	12 083 041	12 467 393
17074000025 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Sud	4 329 136	4 237 768	4 372 566
17074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Est	3 768 642	3 689 104	3 806 450
17074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Ouest	4 140 059	4 052 680	4 181 594

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
17074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Béoumi	4 752 407	4 652 105	4 800 084
17074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Ouest	8 403 579	8 226 218	8 487 887
17074000030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaké - SUD	2 198 489	2 152 088	2 220 547
17074000032 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SAKASSOU	4 239 113	4 149 644	4 281 641
17074000033 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sakassou	11 264 411	11 026 670	11 377 421
18072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Katiola	6 984 222	6 836 816	7 054 290
18073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Katiola	21 611 802	21 155 679	21 828 621
18073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Niakaramandougou	11 189 182	10 953 030	11 301 434
18073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabakala	13 798 188	13 506 974	13 936 619
18073300029 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niémené	3 917 687	3 835 002	3 956 993
18073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tafiré	5 920 602	5 795 646	5 979 999
18073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoura	3 739 960	3 661 025	3 777 482
18073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoura	3 466 113	3 392 958	3 500 885
18073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoro	3 827 441	3 746 659	3 865 839
18073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Badikaha	3 233 062	3 164 826	3 265 498
18073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Foumbolo	5 138 426	5 029 978	5 189 977
18073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boniéré	3 484 672	3 411 127	3 519 632
18073300037 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Katiola	2 345 674	2 296 167	2 369 207
18073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Timbé	6 067 820	5 939 757	6 128 694
18073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tortiya	7 893 140	7 726 552	7 972 326
18073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Fronan	6 384 846	6 250 093	6 448 899
18073300041 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Katiola	3 099 036	3 033 630	3 130 125
18073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokala Sobara	2 877 478	2 816 748	2 906 346
18073300043 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Dabakala	3 311 840	3 241 943	3 345 066
18073300044 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Niakaramandougou	2 730 467	2 672 837	2 757 860
18073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bassawa	3 922 473	3 839 687	3 961 826
18074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Katiola	7 065 139	6 916 026	7 136 018
18074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé, Maternités, Dispensaires ruraux District Niakara	6 977 724	6 830 457	7 047 727
18074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabakala	7 375 240	7 219 582	7 449 232
18074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabakala	10 294 430	10 077 162	10 397 709
18074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Niankaramadougou	7 253 746	7 100 652	7 326 518

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
18074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Katiola	8 168 429	7 996 030	8 250 378
21067010163 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo (District Sanitaire Korhogo 2)	7 680 282	7 518 187	7 757 330
21067010331 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tehini	4 022 405	3 937 511	4 062 758
21067010332 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tai	4 022 405	3 937 511	4 062 758
21067010335 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Koun fao	4 022 405	3 937 511	4 062 758
21067010352 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'bengué	5 022 405	4 916 405	5 072 790
22068041120 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	8 529 172	8 349 159	8 614 740
22068043248 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanzra	2 581 997	2 527 501	2 607 903
22068043552 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Ouaninou	10 295 162	10 077 878	10 398 446
22068043553 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouto	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043554 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dianra	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043555 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Doropo	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043556 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 2	11 465 533	11 223 548	11 580 560
22068043557 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Tehini	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043558 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Tai	11 465 533	11 223 548	11 580 559
22068043559 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kaniasso	11 465 533	11 223 548	11 580 559
22068043560 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Botro	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043568 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouassi kouassikro	9 708 343	9 503 444	9 805 741
22068043569 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dikodougou	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043570 Faire la prise en charge curative dans le CSR de M'bengué	13 465 533	13 181 338	13 600 624
22068043571 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kong	10 052 064	9 839 910	10 152 910
22068043572 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Buyo	11 465 533	11 223 548	11 580 559
22068043573 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Méagui	20 049 549	19 626 394	20 250 693
22068043575 Faire la prise en charge curative dans le Centre Intégré de Touba	6 700 000	6 558 593	6 767 217
22068043576 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Cissé Anyaman	5 500 000	5 383 921	5 555 176
22068043577 Faire la prise en charge curative dans le Centre Urbain Spécialisé -U.S.A.C	10 465 533	10 244 653	10 570 527
22068043578 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional d'Abobo(CHR - ABOBO)	66 019 915	64 626 534	66 682 254
22068043580 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain Anyanou	4 000 000	3 915 579	4 040 128
22068043590 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Ferentella	2 800 000	2 740 904	2 828 090
22068043592 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Ganhoué	2 700 000	2 643 014	2 727 086
22068043595 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de GOUINE	2 700 000	2 643 014	2 727 086

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
22068043601 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de YORODOUGOU	2 700 000	2 643 014	2 727 086
22073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Koro	10 536 233	10 313 862	10 641 937
22073100004 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bafing (Touba)	27 313 483	26 737 019	27 587 502
22073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koonan	3 617 760	3 541 404	3 654 055
22073300016 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Touba	5 472 311	5 356 815	5 527 213
22073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guintéguélé	4 238 306	4 148 854	4 280 826
22073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ouianinou	6 936 161	6 789 770	7 005 748
22073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Booko	4 000 000	3 915 579	4 040 129
22073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Borotou	7 136 624	6 986 002	7 208 221
22073300021 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Touba	2 205 129	2 158 588	2 227 251
22073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Foungbesso	3 394 018	3 322 387	3 428 068
22074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Koro	6 380 686	6 246 019	6 444 699
22074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deTouba	6 958 911	6 812 038	7 028 725
22074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Touba	18 526 664	18 135 650	18 712 530
22081000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de koro	4 022 405	3 937 511	4 062 758
22081000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ouaninou	5 044 810	4 938 337	5 095 420
23072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Odienné	8 411 967	8 234 429	8 496 359
23073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MADINANI	15 392 132	15 067 275	15 546 552
23073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Samatiguila	9 108 420	8 916 184	9 199 800
23073100009 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Denguélé (Odiénné)	54 467 446	53 317 888	55 013 885
23073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokorodougou	7 413 303	7 256 841	7 487 677
23073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieme	7 435 132	7 278 212	7 509 724
23073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kahanso	12 267 340	12 008 433	12 390 414
23073300018 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbéléban	6 807 865	6 664 181	6 876 164
23073300019 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé Scolaire et Unversitaire (SSSU) d'Odienné	3 640 850	3 564 009	3 677 377
23073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bako	8 043 511	7 873 749	8 124 204
23073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Séguélon	5 790 026	5 667 824	5 848 114
23073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seydougou	3 635 514	3 558 786	3 671 986
23073300023 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Odienné	7 437 612	7 280 636	7 512 227
23073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulatiédougou	4 110 006	4 023 261	4 151 238
23073300025 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Yankafissa	2 224 794	2 177 840	2 247 115

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
23074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Odiénné	11 277 747	11 039 725	11 390 891
23074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MADINANI	7 800 971	7 636 328	7 879 232
23074000019 Faire la prise en charge curative dans le ONG Pétro Bolini Odiénné	3 229 602	3 161 440	3 262 003
23074000020 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Sud	1 844 965	1 806 027	1 863 474
23074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Odiénné	30 410 826	29 768 995	30 715 920
23074000023 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Samango	1 915 970	1 875 534	1 935 191
23081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Madinani	4 022 405	3 937 511	4 062 758
24073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ouangolodougou	15 768 832	15 436 025	15 927 031
24073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ferkessédougou	26 172 509	25 620 129	26 435 082
24073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BILIMONO	4 228 135	4 138 899	4 270 553
24073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Koumbala	12 211 186	11 953 465	12 333 695
24073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TOGONIERE	4 227 842	4 138 612	4 270 257
24073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	3 213 709	3 145 884	3 245 952
24073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Nambonkaha	4 697 600	4 598 456	4 744 729
24073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SIKOLO	4 521 735	4 426 302	4 567 099
24073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Ouangolodougou	7 541 194	7 382 034	7 616 850
24073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Niellé	6 046 585	5 918 969	6 107 246
24073300044 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tièkpê	4 110 400	4 023 647	4 151 640
24073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Dominique OUATTARA de Ferkessedougou	1 926 189	1 885 536	1 945 513
24073300046 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Ferkéssedougou	3 184 999	3 117 777	3 216 951
24073300047 Faire la prise en charge curative dans le Service deSanté Scolaire et Universitaire - Santé des Adolescents et des Jeunes (SSSU-SAJ) de Ouangolodougou	1 926 189	1 885 536	1 945 513
24073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Toumoukoro	4 252 819	4 163 061	4 295 484
24073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NABINGUE	3 056 854	2 992 337	3 087 522
24073300050 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Ferkessédougou	3 624 528	3 548 032	3 660 889
24073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Diawala	6 992 156	6 844 583	7 062 305
24073300052 Faire la prise en charge curative dans le PMI de OUANGOLODOUGOU	3 581 266	3 505 682	3 617 194
24073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU Kaouara	5 092 346	4 984 869	5 143 433
24073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kong	4 225 689	4 136 504	4 268 085
24074000007 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Ouangolodougou	3 637 301	3 560 533	3 673 792
24074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Ferkéssedougou	7 081 482	6 932 024	7 152 525

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
24074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ferkessédougou	6 958 911	6 812 038	7 028 725
24074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ouangolodougou	6 830 570	6 686 408	6 899 098
24081000008 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kong	4 022 405	3 937 511	4 062 758
25072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Savanes (KORHOGO)	9 064 810	8 873 494	9 155 753
25073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Sinematiali	8 838 941	8 652 392	8 927 617
25073100004 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Savanes (KORHOGO)	95 488 234	93 472 912	96 446 210
25073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sirasso	5 509 876	5 393 587	5 565 152
25073300038 Faire la prise en charge curative dans le Protection Paternelle et Infantile (PMI) Korhogo	2 755 464	2 697 309	2 783 107
25073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dikodougou	6 042 322	5 914 797	6 102 940
25073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Napiéledougou	10 164 311	9 949 790	10 266 283
25073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Delafosse	6 871 903	6 726 868	6 940 842
25073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niofoin	4 301 120	4 210 342	4 344 269
25073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATIALI	1 683 824	1 648 286	1 700 717
25073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guiembé	4 410 489	4 317 404	4 454 735
25073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mbengué	6 273 063	6 140 666	6 335 996
25073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Tiékélezo	4 655 923	4 557 658	4 702 631
25073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOHOUO	4 226 843	4 137 634	4 269 246
25073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BOUGOU	2 079 257	2 035 374	2 100 118
25073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koko-Ton	8 539 264	8 359 039	8 624 933
25073300051 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Korhogo	8 044 643	7 874 858	8 125 351
25073300052 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Korhogo	3 860 350	3 778 878	3 899 081
25073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de kanorba	4 475 832	4 381 366	4 520 734
25073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Karakoro	3 886 829	3 804 796	3 925 822
25073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tioroniaradougou	3 422 967	3 350 724	3 457 306
25073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BORON	2 757 511	2 699 314	2 785 175
25074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo	8 578 898	8 397 837	8 664 962
25074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Sinématiali	11 895 583	11 644 522	12 014 924
25074000021 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 1	13 459 960	13 175 882	13 594 995
25074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Sinematiali	4 022 405	3 937 511	4 062 758
25074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Korhogo	5 683 327	5 563 379	5 740 343
25074000026 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (M.U) Petit Paris Korhogo	9 607 431	9 404 662	9 703 817

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
25081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Dikodougou	4 022 405	3 937 511	4 062 758
26073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tengréla	24 552 903	24 034 704	24 799 226
26073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Kouto	10 273 843	10 057 009	10 376 915
26073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Boundiali	22 712 133	22 232 785	22 939 988
26073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Koulousson	1 321 003	1 293 124	1 334 257
26073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TINDARA	2 790 789	2 731 889	2 818 787
26073300037 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Papara	2 800 862	2 741 749	2 828 960
26073300038 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tengréla	2 729 296	2 671 692	2 756 678
26073300039 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Siempurgo	3 164 139	3 097 358	3 195 882
26073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU Debété	2 222 736	2 175 823	2 245 035
26073300041 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sanhala	6 015 808	5 888 842	6 076 160
26073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanakono	5 513 210	5 396 852	5 568 520
26073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Blessegué	2 976 999	2 914 168	3 006 866
26073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kasseré	5 238 923	5 128 354	5 291 482
26073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Tengrela	1 926 189	1 885 536	1 945 513
26073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kolia	4 142 293	4 054 868	4 183 849
26073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de NEGUEPIE	2 938 332	2 876 317	2 967 811
26073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de LOMARA	3 210 165	3 142 412	3 242 369
26073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbon	5 111 064	5 003 193	5 162 339
26073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Boundiali	4 229 708	4 140 438	4 272 142
26073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de BOLONA	2 039 189	1 996 150	2 059 646
26073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ganaoni	3 181 122	3 113 982	3 213 036
26073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATOGO	2 418 658	2 367 613	2 442 923
26073300054 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Tingréla	3 402 009	3 330 208	3 436 140
26073300055 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Boundiali	2 797 375	2 738 336	2 825 439
26074000011 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine de Boundiali	2 688 389	2 631 650	2 715 359
26074000012 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Baya	2 457 410	2 405 546	2 482 064
26074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Boundiali	7 463 888	7 306 360	7 538 768
26074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deTengréla	9 535 860	9 334 602	9 631 527
26074000015 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tengréla	2 819 051	2 759 555	2 847 332
26074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Boundiali	6 584 780	6 445 805	6 650 843

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
26081000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kouto	4 022 405	3 937 511	4 062 758
27073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MINIGNAN	9 940 427	9 730 631	10 040 155
27073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kaniasso	7 037 394	6 888 867	7 107 996
27073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouban	6 121 363	5 992 168	6 182 776
27073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Nord	1 724 103	1 687 715	1 741 399
27073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Minignan	4 012 803	3 928 113	4 053 061
27073300019 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Mahandiana	3 871 814	3 790 097	3 910 658
27073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienko	4 806 008	4 704 576	4 854 223
27073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Goulia	5 382 963	5 269 354	5 436 966
27073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoro	3 813 742	3 733 252	3 852 003
27074000005 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de MINIGNAN	9 773 019	9 566 756	9 871 065
27074000006 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MINIGNAN	9 946 370	9 736 447	10 046 156
27081000006 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kaniasso	4 022 405	3 937 511	4 062 758
28073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Nassian	15 466 016	15 139 599	15 621 177
28073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bouna	16 812 139	16 457 313	16 980 804
28073300025 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Danoa	6 488 954	6 352 003	6 554 054
28073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koutouba	4 472 780	4 378 380	4 517 651
28073300027 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouna	4 215 057	4 126 097	4 257 343
28073300028 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Youndouo	4 404 000	4 311 051	4 448 185
28073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bouna	11 559 416	11 315 451	11 675 384
28073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tougbo	3 396 475	3 324 791	3 430 551
28073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gogo	4 404 000	4 311 051	4 448 185
28073300032 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Bouna	3 917 393	3 834 714	3 956 694
28073300033 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouko	4 404 000	4 311 051	4 448 185
28073300034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Doropo	8 370 621	8 193 954	8 454 599
28073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ondefidouo	4 110 400	4 023 647	4 151 640
28073300036 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kalamon	4 404 000	4 311 051	4 448 185
28073300037 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niamoin	4 404 000	4 311 051	4 448 185
28073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sominassé	4 110 400	4 023 649	4 151 640
28073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Téhini	4 895 976	4 792 644	4 945 096
28074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de NASSIAN	6 958 911	6 812 040	7 028 724

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
28074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouna	8 958 911	8 769 830	9 048 789
28074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouna	13 606 294	13 319 127	13 742 797
28074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de NASSIAN	6 504 423	6 367 146	6 569 677
28081000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Doropo	4 022 405	3 937 511	4 062 758
31072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	8 092 559	7 921 762	8 173 747
31073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Zoukougbeu	11 115 508	10 880 910	11 227 023
31073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Vavoua	18 976 145	18 575 646	19 166 522
31073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Issia	36 410 576	35 642 118	36 775 861
31073100011 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Haut-Sassandra (DALOA)	79 767 638	78 084 106	80 567 899
31073300039 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Daloa	5 402 934	5 288 903	5 457 138
31073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seitifla	3 817 549	3 736 979	3 855 846
31073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire et Universitaire Issia	9 906 784	9 697 699	10 006 174
31073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boguédia	4 218 962	4 129 919	4 261 288
31073300043 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daloa	2 932 464	2 870 572	2 961 884
31073300044 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Quartier Garage de DALOA	9 618 479	9 415 478	9 714 975
31073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zahia	3 189 834	3 122 511	3 221 835
31073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Saïhoua	7 668 667	7 506 816	7 745 603
31073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gregbeu	1 926 189	1 885 536	1 945 513
31073300048 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Zaïbo	7 843 195	7 677 660	7 921 882
31073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Vavoua	1 926 189	1 885 536	1 945 513
31073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gboguhé	3 171 105	3 104 177	3 202 919
31073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gadouan	5 345 662	5 232 840	5 399 291
31073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tapéguia	4 323 866	4 232 609	4 367 244
31073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bédiala	4 249 486	4 159 799	4 292 118
31073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Daloa	4 470 609	4 376 255	4 515 463
31073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gonaté	4 914 581	4 810 855	4 963 886
31073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile Issia	3 000 000	2 936 684	3 030 096
31073300057 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Vavoua	3 430 526	3 358 124	3 464 940
31073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dania	5 036 681	4 930 379	5 087 210
31073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaïbo	7 843 195	7 677 660	7 921 882
31073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Iboguhé	5 854 410	5 730 850	5 913 143

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
31073300061 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Issia	6 227 790	6 096 350	6 290 270
31073300062 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Vavoua	3 189 179	3 121 870	3 221 175
31073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guessabo	4 871 898	4 769 074	4 920 774
31073300064 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nahio	4 170 952	4 082 923	4 212 796
31073300065 Faire la prise en charge curative dans le CSU Dassioko	3 324 074	3 253 917	3 357 422
31073300066 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Zeriberi	2 177 933	2 131 965	2 199 784
31074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daloa	7 319 046	7 164 575	7 392 473
31074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daloa	22 657 441	22 179 247	22 884 750
31074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Issia	6 770 311	6 627 421	6 838 231
31074000023 Faire la prise en charge curative dans la Maternité M. de Daloa	7 398 376	7 242 230	7 472 601
31074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Issia	15 728 872	15 396 908	15 886 671
31074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Vavoua	17 195 134	16 832 225	17 367 642
31074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Vavoua	5 510 693	5 394 388	5 565 979
31081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zoukougbeu	4 022 405	3 937 511	4 062 758
31081000016 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Zoukougbeu	7 205 760	7 053 680	7 278 051
32043200006 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa 2	6 022 405	5 895 300	6 082 822
32072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de la Région du Fromager (Gagnoa)	7 454 182	7 296 858	7 528 965
32073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Oumé	39 927 889	39 085 196	40 328 460
32073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital général de Gagnoa	49 709 590	48 660 449	50 208 294
32073100009 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Fromager (Gagnoa)	69 222 482	67 761 510	69 916 950
32073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Bayota	3 523 664	3 449 296	3 559 015
32073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guibéroua	7 779 799	7 615 602	7 857 847
32073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gnagbodougnoa	2 830 639	2 770 898	2 859 036
32073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Galebré	3 813 616	3 733 127	3 851 875
32073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Barouhio	2 385 781	2 335 428	2 409 717
32073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guépahouo	8 603 607	8 422 024	8 689 923
32073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile Gagnoa	5 181 193	5 071 841	5 233 174
32073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Diégonéfla	6 974 248	6 827 052	7 044 216
32073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sérihio	2 963 778	2 901 227	2 993 510
32073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de YOPOHUE	1 892 764	1 852 818	1 911 754
32073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Tonla	3 062 459	2 997 824	3 093 183

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
32073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU Olibribouo	2 605 061	2 550 080	2 631 195
32073300047 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire et Universitaire Gagnoa	3 352 822	3 282 059	3 386 459
32073300048 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Gagnoa	6 717 050	6 575 285	6 784 436
32073300049 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Oumé	2 636 096	2 580 461	2 662 541
32073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'OUME	2 130 026	2 085 072	2 151 395
32073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dignango	4 216 419	4 127 430	4 258 720
32073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BROUDOUME	1 347 309	1 318 876	1 360 828
32073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Ouragahio	4 572 614	4 476 108	4 618 488
32074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Oumé	5 725 008	5 604 179	5 782 442
32074000020 Faire la prise en charge curative dans le Maternité M. Gagnoa	5 434 890	5 320 185	5 489 415
32074000021 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Gagnoa 2	10 465 533	10 244 653	10 570 527
32074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Gagnoa	27 739 287	27 153 836	28 017 579
32074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa	6 678 271	6 537 324	6 745 268
32074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Oumé	10 045 670	9 833 651	10 146 451
35072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de BOUAFLE	11 279 946	11 041 879	11 393 111
35073100007 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional de la Marahoué (Bouaflé)	54 510 490	53 360 023	55 057 362
35073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zuénoula	21 383 101	20 931 802	21 597 625
35073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sinfra	22 884 293	22 401 312	23 113 878
35073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Vouéboufla	1 635 314	1 600 801	1 651 722
35073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Garango	1 926 189	1 885 536	1 945 513
35073300031 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bouaflé	5 379 520	5 265 984	5 433 489
35073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bazré	4 384 975	4 292 430	4 428 965
35073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Pakouabo	2 941 990	2 879 898	2 971 504
35073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouetinfla	4 182 381	4 094 108	4 224 341
35073300035 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de ZUENOULA	2 690 562	2 633 778	2 717 556
35073300036 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Maminigui	1 884 669	1 844 892	1 903 578
35073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaguiéta	3 683 561	3 605 817	3 720 515
35073300038 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sinfra	3 912 587	3 830 011	3 951 839
35073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouaflé	3 848 062	3 766 846	3 886 668
35073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konoufla	5 534 643	5 417 832	5 590 167
35073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Zuénoula	2 594 947	2 540 178	2 620 981

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
35073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gohitafla	4 217 563	4 128 549	4 259 873
35073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbegbessou	1 926 189	1 885 536	1 945 513
35073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbegbessou	1 926 189	1 885 535	1 945 511
35073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonon	7 297 288	7 143 277	7 370 497
35074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaflé	7 520 718	7 361 992	7 596 167
35074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sinfra	6 687 085	6 545 951	6 754 172
35074000019 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Bouaflé-Dioulabougou	5 635 204	5 516 271	5 691 737
35074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Zuenoula	12 740 241	12 471 354	12 868 056
35074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaflé	38 471 473	37 659 518	38 857 435
35074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zuénoula	7 082 543	6 933 063	7 153 598
35074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sinfra	6 936 952	6 790 544	7 006 546
35074000026 Faire la prise en charge curative dans le protection Maternelle et infantile (PMI) de Sinfra	2 449 533	2 397 835	2 474 109
36072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Séguéla	8 306 486	8 131 173	8 389 820
36073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Kani	12 529 289	12 264 854	12 654 989
36073100005 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Worodougou (Séguéla)	66 867 077	65 455 820	67 537 913
36073300023 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Séguéla	2 067 289	2 023 657	2 088 028
36073300024 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diarrabana	5 131 236	5 022 938	5 182 714
36073300025 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Seguela	6 805 903	6 662 262	6 874 182
36073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bobi	3 114 402	3 048 671	3 145 646
36073300027 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Fadiadougou	3 367 098	3 296 034	3 400 876
36073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KAMALO	2 498 163	2 445 438	2 523 226
36073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Dualla	3 070 853	3 006 039	3 101 661
36073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Sifié	11 989 720	11 736 671	12 110 005
36073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Worofla	4 517 100	4 421 765	4 562 417
36073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Morondo	3 128 037	3 062 020	3 159 420
36073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Djibrosso	3 714 349	3 635 957	3 751 612
36073300034 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de la Maison d'Arrêt et de Correction de Seguela	3 121 819	3 055 932	3 153 138
36073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Massala	4 685 840	4 586 944	4 732 851
36073300036 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Séguéla	6 766 666	6 623 853	6 834 550
36074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Séguéla	27 180 569	26 606 911	27 453 256
36074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Kani	3 563 622	3 488 411	3 599 373

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
36074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Séguéla	12 026 321	11 772 498	12 146 974
36081000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kani	4 022 405	3 937 511	4 062 758
37073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Mankono	15 594 577	15 265 447	15 751 030
37073300014 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieningboué	7 328 835	7 174 157	7 402 360
37073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dianra	6 396 284	6 261 288	6 460 456
37073300016 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouandougou	6 034 786	5 907 420	6 095 330
37073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sarhala	4 515 807	4 420 499	4 561 111
37073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Mankono	3 067 375	3 002 638	3 098 148
37073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kongasso	4 644 746	4 546 717	4 691 344
37073300020 Faire la prise en charge curative dans le CSU Marrandallah	4 360 151	4 268 128	4 403 893
37074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé ruraux du District de Kounahiri	5 755 432	5 633 961	5 813 173
37074000009 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Mankono	17 042 389	16 682 701	17 213 364
37074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kounahiri	4 022 405	3 937 511	4 062 758
37074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Mankono	9 948 770	9 738 796	10 048 580
37081000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dianra	4 022 405	3 937 511	4 062 758
41072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Montagnes (MAN)	9 018 407	8 828 071	9 108 882
41073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de BIN HOUYE	16 997 256	16 638 523	17 167 781
41073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zouan-Hounien	16 253 771	15 910 728	16 416 834
41073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Biankouma	20 114 606	19 690 081	20 316 401
41073100012 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Montagnes (MAN)	53 391 449	52 264 599	53 927 092
41073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Danané	34 562 000	33 832 555	34 908 740
41073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Teapleu	5 035 008	4 928 742	5 085 521
41073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sipilou	3 106 092	3 040 539	3 137 253
41073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infentile de Biankouma	4 110 400	4 023 647	4 151 640
41073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Podiagouiné	3 014 549	2 950 927	3 044 793
41073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BOGOUINE	2 802 669	2 743 519	2 830 788
41073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Blapleu	3 054 186	2 989 725	3 084 825
41073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouan Houlé	1 591 261	1 557 676	1 607 225
41073300055 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Man	8 282 840	8 108 028	8 365 937
41073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sangouiné	10 612 151	10 388 177	10 718 616
41073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbonné	7 499 868	7 341 580	7 575 110

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
41073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Banneu	1 674 688	1 639 343	1 691 490
41073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) du Quartier yacouba de Zouan-Hounien	3 964 245	3 880 580	4 004 017
41073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Santa	9 521 096	9 320 150	9 616 617
41073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbanwegouené	3 043 155	2 978 928	3 073 686
41073300063 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Danané	4 323 440	4 232 192	4 366 813
41073300064 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daleu	3 746 117	3 667 054	3 783 699
41073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de GOULALEU	2 431 543	2 380 225	2 455 938
41073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kpata	4 551 334	4 455 276	4 596 995
41073300067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Logoualé	11 985 769	11 732 803	12 106 014
41073300068 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de ZOUAN-HOUNIEN	3 964 244	3 880 576	4 004 014
41073300069 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé scolaire et universitaire de Biankouma	4 276 732	4 186 471	4 319 640
41073300070 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbepleu	6 970 513	6 823 398	7 040 443
41073300071 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Danané	4 691 297	4 592 285	4 738 362
41073300072 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Man	9 182 304	8 988 507	9 274 423
41073300073 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mahapleu	4 481 458	4 386 874	4 526 417
41073300074 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Man	6 140 524	6 010 927	6 202 129
41074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Danané	6 958 913	6 812 043	7 028 726
41074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Man	34 496 165	33 768 109	34 842 243
41074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané	14 283 664	13 982 202	14 426 963
41074000031 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 2	7 369 403	7 213 869	7 443 336
41074000032 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Biankouma	6 958 911	6 812 041	7 028 723
41074000033 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zouan-Hounien	7 248 356	7 095 377	7 321 074
41074000034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané - ZOUAN- HOUNIEN	32 124 418	31 446 418	32 446 702
41074000035 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Biankouma	13 745 437	13 455 335	13 883 338
41074000036 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 1	7 500 291	7 341 992	7 575 537
42072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de GUIGLO	8 233 661	8 059 885	8 316 267
42073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Blolequin	14 800 832	14 488 455	14 949 322
42073100006 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Moyen-Cavally (Guiglo)	49 771 194	48 720 750	50 270 517
42073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toulepleu	29 579 828	28 955 533	29 876 585
42073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiobli	10 508 508	10 286 722	10 613 933
42073300021 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bledy-Dieya	6 299 531	6 166 576	6 362 731

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
42073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toulepleu	1 926 189	1 885 536	1 945 513
42073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zagné	8 998 960	8 809 033	9 089 240
42073300024 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Guiglo	5 373 736	5 260 321	5 427 647
42073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de DOKE	7 339 414	7 184 513	7 413 045
42073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Pehe	2 393 896	2 343 371	2 417 913
42073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zéaglo	5 824 833	5 701 897	5 883 271
42073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Taï	6 047 351	5 919 720	6 108 020
42073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Guiglo	5 181 195	5 071 844	5 233 175
42073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU Méo	3 248 972	3 180 402	3 281 567
42073300032 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bakoubly	1 124 201	1 100 475	1 135 478
42074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Guiglo	7 847 301	7 681 681	7 926 028
42074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deToulepleu	5 792 254	5 670 005	5 850 364
42074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Toulepleu	5 915 401	5 790 553	5 974 746
42074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de BLOLEQUIN	20 297 688	19 869 296	20 501 320
42074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BLOLEQUIN	11 497 620	11 254 956	11 612 969
42074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guiglo	6 702 750	6 561 284	6 769 993
43073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bangolo	17 245 810	16 881 832	17 418 828
43073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouibly	10 310 350	10 092 746	10 413 786
43073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Duékoué	34 887 594	34 151 279	35 237 598
43073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guezon	1 926 189	1 885 535	1 945 511
43073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOUA	1 926 189	1 885 536	1 945 513
43073300028 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diayé Bernard	2 715 434	2 658 124	2 742 674
43073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Diéouzon	3 569 642	3 494 302	3 605 454
43073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Totodrou	2 211 022	2 164 356	2 233 203
43073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SEMIEN	3 966 828	3 883 106	4 006 624
43073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bangolo Carrefour	1 926 189	1 885 536	1 945 513
43073300033 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Guinglo-Taouaké	2 624 940	2 569 538	2 651 273
43073300034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bagohouo	2 755 936	2 697 770	2 783 585
43073300035 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Duékoué	5 382 278	5 268 683	5 436 275
43073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zou	4 436 486	4 342 852	4 480 995
43073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Tieny-Seably	1 926 189	1 885 536	1 945 513

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
43073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nidrou	6 997 320	6 849 638	7 067 521
43073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zéo	3 953 483	3 870 042	3 993 146
43073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Facobly	4 977 450	4 872 399	5 027 385
43073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guehiebly	6 312 928	6 179 692	6 376 262
43073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	6 200 000	6 069 147	6 262 201
43073300043 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Duékoué	3 523 200	3 448 836	3 558 552
43073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guézon	6 905 295	6 759 556	6 974 571
43074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Duékoué	7 108 565	6 958 535	7 179 880
43074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bangolo	7 426 931	7 270 182	7 501 442
43074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Duékoué	18 519 093	18 128 241	18 704 884
43074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bangolo	7 376 737	7 221 048	7 450 743
43074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MAN - FACOBLY	6 675 016	6 534 138	6 741 981
51072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Divo	7 386 978	7 231 073	7 461 089
51073100006 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional Sud Bandama (Divo)	62 254 755	60 940 841	62 879 317
51073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Guitry	14 347 955	14 045 134	14 491 900
51073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Lakota	19 707 314	19 291 384	19 905 026
51073300034 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Divo	9 542 926	9 341 519	9 638 663
51073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocoboué	5 685 467	5 565 475	5 742 506
51073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zikisso	6 360 237	6 225 999	6 424 048
51073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de CHIEPO	4 168 737	4 080 755	4 210 559
51073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de WAGANA	4 226 115	4 136 921	4 268 514
51073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didoko	3 792 464	3 712 423	3 830 513
51073300041 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dandrou	3 394 018	3 322 387	3 428 068
51073300042 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de DIVO	4 865 413	4 762 727	4 914 223
51073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koudoulilié	8 206 715	8 033 509	8 289 048
51073300044 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Akabreboua	2 344 282	2 294 805	2 367 801
51073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Daro Didizo	3 208 608	3 140 889	3 240 798
51073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TIEGBA	4 950 217	4 845 740	4 999 880
51073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Hiré	10 495 933	10 274 412	10 601 232
51073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lauzoua	3 375 262	3 304 026	3 409 125
51073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niambezaria	5 200 038	5 090 288	5 252 207

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
51073300050 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Divo	4 149 467	4 061 892	4 191 096
51073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ogoudou	4 230 440	4 141 156	4 272 880
51073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile de Guitry	3 303 353	3 233 636	3 336 493
51073300053 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Goudouko	2 940 777	2 878 710	2 970 280
51074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guitry	8 405 078	8 227 685	8 489 401
51074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Divo	7 705 549	7 542 921	7 782 852
51074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Lakota	25 496 729	24 958 609	25 752 522
51074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux de District de Divo	22 646 500	22 168 536	22 873 699
51074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Lakota	6 801 069	6 657 528	6 869 301
51074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Guitri	11 409 691	11 168 884	11 524 157
55072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	11 614 211	11 369 088	11 730 730
55073100006 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	48 163 794	47 147 275	48 646 995
55073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tabou	17 102 400	16 741 448	17 273 978
55073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Para	3 267 756	3 198 788	3 300 539
55073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SAN	3 730 094	3 651 371	3 767 517
55073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Grabo	1 926 189	1 885 536	1 945 513
55073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tabou	8 893 832	8 706 125	8 983 059
55073300030 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain San-Pedro	9 485 244	9 285 054	9 580 404
55073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Gran-Béréby	4 471 754	4 377 375	4 516 616
55073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Olodio	2 861 982	2 801 577	2 890 694
55073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de TOUIH	7 004 616	6 856 779	7 074 888
55073300034 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire et Universitaire San-Pedro	3 762 547	3 683 138	3 800 295
55073300035 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universaire (SSSU) de Tabou	1 511 566	1 479 665	1 526 732
55073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GRABO	4 199 132	4 110 507	4 241 260
55073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) San-Pédro	4 000 000	3 915 579	4 040 129
55073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gabiagui	5 695 667	5 575 455	5 752 808
55073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré de Tabou	1 926 189	1 885 536	1 945 513
55073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dogbo	4 152 412	4 064 773	4 194 070
55073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Djouroutou	3 513 515	3 439 360	3 548 764
55073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Moussadougou	2 730 559	2 672 930	2 757 954
55074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de San-Pédro	6 680 448	6 539 454	6 747 468

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
55074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tabou	10 419 499	10 199 591	10 524 034
55074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tabou	21 090 348	20 645 226	21 301 934
55074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de San Pedro	15 021 222	14 704 195	15 171 921
56072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de SOUBRE	4 945 563	4 841 184	4 995 178
56073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Soubré	42 272 860	41 380 676	42 696 957
56073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Gueyo	10 472 668	10 251 639	10 577 732
56073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Buyo	9 793 298	9 586 606	9 891 549
56073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Grand-Zattry	4 954 617	4 850 049	5 004 325
56073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Opouyo	5 063 592	4 956 722	5 114 392
56073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yabayo	4 486 553	4 391 861	4 531 563
56073300029 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dapéoua	3 113 158	3 047 453	3 144 391
56073300030 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Méagui	8 886 418	8 698 869	8 975 570
56073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mayo	3 300 875	3 231 209	3 333 990
56073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Buyo-Plateau	3 510 672	3 436 577	3 545 892
56073300033 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU)de Buyo	1 926 189	1 885 536	1 945 513
56073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gnamangui	794 980	778 202	802 956
56073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocolidabouo	3 291 140	3 221 681	3 324 158
56073300036 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Soubré	2 814 160	2 754 765	2 842 393
56073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Okrouyo	3 699 113	3 621 042	3 736 227
56073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Méagui	8 886 418	8 698 869	8 975 570
56073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dabouyo	4 643 352	4 545 352	4 689 936
56074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Soubré	5 519 576	5 403 082	5 574 952
56074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Soubré	16 610 361	16 259 793	16 777 003
56074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Méagui	5 909 089	5 784 376	5 968 370
56074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Gueyo	4 461 481	4 367 320	4 506 240
56074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gueyo	5 692 237	5 572 099	5 749 344
56074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Buyo	5 909 089	5 784 376	5 968 370
57073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Frèsco	13 040 921	12 765 689	13 171 751
57073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sassandra	26 203 864	25 650 820	26 466 750
57073300014 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Fresco	2 604 212	2 549 250	2 630 339
57073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Okro Modou (Fresco)	1 994 641	1 952 543	2 014 653

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
57073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbagbam	7 784 024	7 619 739	7 862 116
57073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dahiri	2 804 820	2 745 625	2 832 960
57073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dakpadou	2 958 115	2 895 682	2 987 791
57073300019 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sassandra	1 899 802	1 859 707	1 918 862
57073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sago	8 716 265	8 532 304	8 803 710
57074000007 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sassandra	9 864 057	9 655 871	9 963 018
57074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Fresco	5 910 033	5 785 300	5 969 325
57074000009 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Sassandra	16 883 564	16 527 229	17 052 947
57074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Fresco	7 093 931	6 944 212	7 165 099
61072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	15 274 808	14 952 426	15 428 052
61073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Agnibilekro	36 797 536	36 020 907	37 166 704
61073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Bettié	10 471 726	10 250 715	10 576 782
61073100009 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	53 812 281	52 676 552	54 352 147
61073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Aniassué	4 186 099	4 097 749	4 228 095
61073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diamarakro	2 686 180	2 629 487	2 713 128
61073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appromponou	3 294 225	3 224 699	3 327 273
61073300045 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bettié	4 451 854	4 357 897	4 496 515
61073300046 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) d'Abengourou	3 198 422	3 130 918	3 230 510
61073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sankadiokro	4 790 730	4 689 621	4 838 792
61073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de ZARANOU	4 938 445	4 834 216	4 987 990
61073300049 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et universitaire (SSSU) d'Agnibilekro	2 991 028	2 927 899	3 021 035
61073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niablé	4 886 245	4 783 120	4 935 266
61073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Abengourou	3 307 481	3 237 674	3 340 663
61073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Agnibilékro	3 307 481	3 237 674	3 340 663
61073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Affalikro	2 000 000	1 957 790	2 020 064
61073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DAME	3 213 087	3 145 274	3 245 322
61073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appoisso	4 353 637	4 261 752	4 397 316
61073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de YAKASSE FEYASSE	4 007 041	3 922 471	4 047 241
61073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Akoboissué	2 735 001	2 677 277	2 762 438
61073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Duffrebo	3 911 876	3 829 316	3 951 122
61073300059 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Dioulakro-Abengourou	6 243 846	6 112 068	6 306 486

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
61073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Amélékia	2 930 425	2 868 577	2 959 822
61073300061 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Abradinou	3 784 464	3 704 592	3 822 431
61073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de TANGUELA	2 147 209	2 101 893	2 168 751
61073300063 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Abengourou	4 228 318	4 139 077	4 270 738
61073300064 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'EBILASSOKRO	4 334 370	4 242 890	4 377 855
61074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abengourou	7 711 857	7 549 095	7 789 226
61074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Abengourou	11 591 037	11 346 402	11 707 322
61074000022 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Kafetou	3 135 853	3 069 669	3 167 314
61074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Bettié	3 424 551	3 352 274	3 458 907
61074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bettié	4 805 037	4 703 625	4 853 241
61074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agnibilékro	5 959 428	5 833 652	6 019 215
61074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Agnibilekro	10 633 394	10 408 971	10 740 072
62072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Bondoukou	8 792 058	8 606 497	8 880 265
62073100005 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Zanzan (BONDOUKOU)	64 662 002	63 297 280	65 310 718
62073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Sandegue	11 460 208	11 218 336	11 575 181
62073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tanda	30 185 149	29 548 081	30 487 978
62073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Transua	27 253 987	26 678 779	27 527 411
62073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koboko Goumeré	10 548 511	10 325 880	10 654 339
62073300041 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Bondoukou	19 876 728	19 457 222	20 076 139
62073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bondo	2 611 690	2 556 570	2 637 891
62073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de KOKOMAN	1 926 189	1 885 536	1 945 513
62073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Laoudi-Ba	6 081 455	5 953 104	6 142 466
62073300045 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dimandougou	2 133 936	2 088 900	2 155 346
62073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koun Fao	8 830 825	8 644 446	8 919 418
62073300047 Faire la prise en charge curative dans le PMI Bondoukou	3 523 202	3 448 841	3 558 549
62073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yézimala	4 563 347	4 467 033	4 609 129
62073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sorobango	4 404 681	4 311 718	4 448 870
62073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tabagne	9 406 377	9 207 852	9 500 744
62073300051 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yorobodi	4 266 118	4 176 080	4 308 919
62073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiédo	3 430 021	3 357 628	3 464 433
62073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Taoudi	3 782 280	3 702 454	3 820 227

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
62073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi Datékro	5 644 664	5 525 531	5 701 294
62073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Kossihouen	1 926 189	1 885 536	1 945 513
62073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gouméré	6 908 802	6 762 989	6 978 112
62073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tankessé	7 094 514	6 944 781	7 165 689
62073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sapli	8 499 670	8 320 281	8 584 941
62073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assuéfry	6 255 339	6 123 319	6 318 095
62073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienkoikro	3 523 201	3 448 840	3 558 550
62073300061 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bondoukou	5 005 318	4 899 681	5 055 535
62073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Amanvi	5 540 277	5 423 346	5 595 862
62074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bondoukou	10 200 000	9 984 725	10 302 332
62074000030 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Kokomian	5 054 064	4 947 396	5 104 769
62074000032 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Sandégué	10 465 533	10 244 653	10 570 527
62074000033 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de TANDA	6 958 913	6 812 041	7 028 727
62074000035 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Transua	6 544 485	6 406 361	6 610 144
62074000036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de TANDA - KOUN - FAO	9 448 843	9 249 422	9 543 638
62074000037 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sandégué	4 022 405	3 937 511	4 062 758
62074000038 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tanda	11 757 791	11 509 638	11 875 750
62074000040 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bondoukou	6 958 910	6 812 040	7 028 723
62081000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Transua	4 022 405	3 937 511	4 062 758
71073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adiaké	44 019 071	43 090 032	44 460 686
71073100011 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Sud - Comoé (Aboisso)	82 816 414	81 068 537	83 647 261
71073100012 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Maféré	46 026 513	45 055 106	46 488 269
71073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bonoua	23 557 695	23 060 499	23 794 035
71073100014 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Ayamé	35 503 377	34 754 064	35 859 561
71073100015 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Tiapoum	25 358 617	24 823 412	25 613 025
71073100016 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand Bassam	43 782 375	42 858 330	44 221 616
71073300038 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affiénou	4 506 691	4 411 576	4 551 905
71073300039 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bonoua	2 076 727	2 032 898	2 097 562
71073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouakro	2 444 323	2 392 734	2 468 845
71073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assinie-Mafia	3 869 086	3 787 427	3 907 901
71073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aby	3 092 139	3 026 877	3 123 160

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
71073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ketesso	4 659 560	4 561 217	4 706 307
71073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain de BIANNOUAN	4 413 070	4 319 930	4 457 345
71073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Adjouan	2 624 385	2 568 997	2 650 713
71073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bongo	3 241 420	3 173 009	3 273 939
71073300047 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ahigbe Koffikro	4 163 448	4 075 577	4 205 216
71073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Krindjabo	4 580 303	4 483 634	4 626 255
71073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Noé	4 567 687	4 471 284	4 613 511
71073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Nouamou	3 495 203	3 421 435	3 530 269
71073300051 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Grand-Bassam	2 439 328	2 387 847	2 463 802
71073300052 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Grand-Bassam	3 763 384	3 683 954	3 801 138
71073300053 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Adaou	2 457 379	2 405 517	2 482 032
71073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d' Ettuéboué	4 500 000	4 405 025	4 545 145
71073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yaou	5 797 758	5 675 393	5 855 921
71073300056 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Aboisso	2 932 654	2 870 758	2 962 076
71073300057 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Grand-Bassam	3 129 253	3 063 209	3 160 647
71073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'ABOISSO	3 947 980	3 864 656	3 987 587
71074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-BASSAM	6 842 329	6 697 918	6 910 973
71074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Aboisso	6 527 037	6 389 280	6 592 521
71074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Adiaké	16 776 822	16 422 740	16 945 134
71074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Adiaké	6 005 269	5 878 524	6 065 514
71074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Aboisso	23 960 315	23 454 622	24 200 694
71074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Grand -Bassam	17 860 934	17 483 971	18 040 123
71081000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Tiapoum	4 022 405	3 937 511	4 062 758
76072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Agboville	6 984 221	6 836 816	7 054 288
76073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiassalé	21 500 770	21 046 986	21 716 474
76073100009 Faire la prise dans le centre Hospitalier régional de l'Agneby (Agboville)	43 380 188	42 464 629	43 815 396
76073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sikensi	25 314 156	24 779 888	25 568 116
76073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Taabo	23 744 773	23 243 631	23 982 989
76073300039 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire d'Agboville	3 666 894	3 589 502	3 703 683
76073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Ananguié	4 815 168	4 713 541	4 863 476
76073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oreskobrou	3 937 631	3 854 526	3 977 135

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
76073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Agboville	3 081 101	3 016 074	3 112 012
76073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Zianouan	4 297 292	4 206 596	4 340 405
76073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Grand-Morié	3 692 606	3 614 671	3 729 651
76073300045 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affikro	4 031 154	3 946 072	4 071 598
76073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aboudé	3 190 634	3 123 294	3 222 643
76073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Douci	4 604 699	4 507 514	4 650 897
76073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Céchi	3 747 576	3 668 480	3 785 173
76073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de PACOBO	4 228 135	4 138 897	4 270 554
76073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Rubino (CSU)	3 899 326	3 817 029	3 938 445
76073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lovoguié	3 104 845	3 039 315	3 135 996
76073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Morokro	3 523 202	3 448 842	3 558 548
76073300053 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tiassalé	4 015 545	3 930 793	4 055 832
76073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guesseguié	3 834 716	3 753 782	3 873 187
76073300055 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Binao (Gbollouville)	3 640 641	3 563 804	3 677 165
76073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gomon (Dabou)	4 047 710	3 962 281	4 088 319
76073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'ATTOBROU	2 802 669	2 743 519	2 830 788
76073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tiassalé	3 087 552	3 022 385	3 118 528
76073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Azaguié	3 029 809	2 965 862	3 060 205
76074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de SIKENSI	6 713 517	6 571 827	6 780 870
76074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiassalé	6 907 494	6 761 709	6 976 790
76074000021 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agboville	6 989 553	6 842 035	7 059 675
76074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Agboville	14 222 725	13 922 549	14 365 413
76074000025 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SIKENSI	6 036 531	5 909 126	6 097 092
76074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tiassalé	12 165 298	11 908 546	12 287 344
77072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Aboisso	7 376 594	7 220 907	7 450 597
77073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'AKOUPE	30 053 982	29 419 679	30 355 494
77073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Yakasse Attobrou	16 627 743	16 276 806	16 794 558
77073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adzopé	37 395 146	36 605 905	37 770 310
77073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Alépé	19 725 722	19 309 401	19 923 617
77073300032 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abeanou	3 394 018	3 322 387	3 428 068
77073300033 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire d'Adzopé	4 987 379	4 882 119	5 037 415

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
77073300034 Faire la prise en charge curative dans le SSSU d'Akoupé	3 523 203	3 448 844	3 558 550
77073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abongoua	6 273 910	6 141 495	6 336 853
77073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Adzopé	2 914 791	2 853 273	2 944 034
77073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Annepe	2 092 339	2 048 180	2 113 330
77073300038 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Allosso 2	678 803	664 476	685 614
77073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bécédi-Brignan	3 711 896	3 633 554	3 749 134
77073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Miadzin	1 270 286	1 243 477	1 283 030
77073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Alépé	3 394 019	3 322 388	3 428 069
77073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Danguira	3 858 643	3 777 203	3 897 356
77073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Memni	3 859 559	3 778 101	3 898 280
77073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Aboisso Comoé -Alépé	4 202 007	4 113 323	4 244 162
77073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oglhwapo	2 988 215	2 925 147	3 018 194
77073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BECOUEFIN	4 110 403	4 023 652	4 151 639
77073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kodrobo	4 988 177	4 882 900	5 038 221
77073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Abongoua	4 758 788	4 658 352	4 806 530
77073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assikoi	3 463 487	3 390 388	3 498 233
77073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agou	3 675 843	3 598 263	3 712 721
77073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakasseme	3 491 159	3 417 475	3 526 183
77073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Biéby	3 523 203	3 448 846	3 558 549
77074000021 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé	6 958 914	6 812 042	7 028 727
77074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé - Akoupé	6 593 754	6 454 589	6 659 904
77074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Alépé	7 640 379	7 479 126	7 717 029
77074000024 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d' Afféry	13 727 180	13 437 462	13 864 897
77074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Alépé	9 786 325	9 579 780	9 884 505
77074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yakasse Attobrou	4 022 405	3 937 511	4 062 758
77074000027 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Adzopé	9 520 316	9 319 385	9 615 827
77074000028 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Yakassé Attobrou	9 465 533	9 265 758	9 560 495
77074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Yakassé Attobrou	5 328 526	5 216 068	5 381 984
77074000030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Adzopé - AKOUPE	9 200 000	9 005 832	9 292 297
78072200036 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Cocody-Bingerville	6 984 222	6 836 816	7 054 290
78072200037 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de Abidjan - Nord	11 246 551	11 009 188	11 359 381

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
78072200038 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux d'Abobo	5 154 998	5 046 200	5 206 714
78072200042 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yopougon	13 668 721	13 380 236	13 805 851
78072200045 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Lagunes (ABIDJAN)	9 394 483	9 196 208	9 488 733
78072200047 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux Koumassi	12 181 527	11 924 431	12 303 738
78073100016 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Anyama	100 881 752	98 752 598	101 893 839
78073100017 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Abobo-Sud	44 182 459	43 249 970	44 625 714
78073100018 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général d'ADJAME	65 412 586	64 032 023	66 068 829
78073100020 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Treichville	36 692 150	35 917 747	37 060 260
78073100021 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bingerville	52 719 845	51 607 172	53 248 750
78073100022 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Koumassi	63 891 354	62 542 897	64 532 336
78073100023 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Marcory	43 486 640	42 568 836	43 922 914
78073100024 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yopougon	34 110 067	33 390 160	34 452 270
78073200155 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de BINGERVILLE	122 773 339	120 182 154	124 005 050
78073300074 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbagba de Bingerville	6 724 940	6 583 008	6 792 407
78073300075 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de KOUMASSI	3 711 274	3 632 945	3 748 506
78073300076 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire du PLATEAU	1 824 345	1 785 841	1 842 648
78073300077 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Songon	5 620 531	5 501 905	5 676 920
78073300079 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de YOPOUGON	3 580 937	3 505 360	3 616 863
78073300080 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attinguié	5 491 006	5 375 117	5 546 092
78073300081 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - NORD	2 518 438	2 465 285	2 543 704
78073300082 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUEDO ATTIE	5 021 381	4 915 403	5 071 758
78073300083 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Anyama	3 680 330	3 602 657	3 717 253
78073300084 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Abata	2 802 669	2 743 519	2 830 788
78073300085 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GENIE 2000	5 395 385	5 281 512	5 449 513
78073300086 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain spécialisé de la MACA	11 884 331	11 633 509	12 003 560
78073300087 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjin	2 802 669	2 743 519	2 830 788
78073300088 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Allokoi	2 802 669	2 743 519	2 830 788
78073300089 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didia	3 069 727	3 004 939	3 100 522
78073300090 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konahiri	5 876 704	5 752 674	5 935 660
78073300091 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Hermankono Garo	7 535 149	7 376 116	7 610 743
78073300092 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ABOBO - NORD	3 727 414	3 648 743	3 764 809

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
78073300094 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) YOPOUGON SANTE	11 602 183	11 357 315	11 718 581
78073300095 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Brofodoumé	5 370 070	5 256 732	5 423 945
78073300096 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - CENTRE	2 615 389	2 560 190	2 641 628
78073300097 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yop II	3 301 422	3 231 745	3 334 543
78073300098 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de TREICHVILLE	3 658 077	3 580 870	3 694 777
78073300099 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU 3) d'Abobo PK 18	2 356 702	2 306 964	2 380 345
78073300100 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Abobo II	3 006 356	2 942 906	3 036 517
78073300102 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de MARCORY	3 521 693	3 447 367	3 557 025
78073300103 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de la Djibi-Angré	6 535 625	6 397 688	6 601 192
78073300105 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME -EST	1 219 502	1 193 766	1 231 738
78073300106 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Domagbé	2 816 291	2 756 852	2 844 545
78073300107 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Koumassi 2	3 711 273	3 632 944	3 748 507
78073300108 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjamé bingerville	8 001 256	7 832 386	8 081 528
78073300109 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yopougon SANTAI	5 322 015	5 209 693	5 375 410
78073300110 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUPE-ANYAMA	3 748 134	3 669 029	3 785 736
78073300111 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de PORT - BOUET	3 523 202	3 448 842	3 558 549
78073300112 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bingerville	3 602 161	3 526 134	3 638 300
78073300113 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Akouédo	5 735 290	5 614 246	5 792 828
78073300114 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de QUARTIER COLOMBIE	5 951 270	5 825 667	6 010 975
78073300115 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bingerville	3 339 427	3 268 946	3 372 932
78073300116 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain d'ANYAMA	11 144 494	10 909 285	11 256 299
78073300117 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de COCODY	2 709 472	2 652 288	2 736 656
78074000461 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abidjan - Est	7 271 528	7 118 059	7 344 479
78074000473 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Ouest	6 566 868	6 428 273	6 632 748
78074000474 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Port Bouët et Vridi	7 041 524	6 892 911	7 112 168
78074000475 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Est	8 514 744	8 335 036	8 600 168
78074000476 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adjamé-Plateau	7 965 345	7 797 234	8 045 255
78074000487 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Treichville	6 985 804	6 838 366	7 055 888
78074000488 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé - Maternités -Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan -Sud 3	10 000 000	9 788 947	10 100 325
78074000489 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune du PLATEAU	64 001 479	62 650 699	64 643 567
78074000490 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ANYAMA	19 508 433	19 096 698	19 704 149

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
78074000491 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ADJAME	25 815 533	25 270 685	26 074 526
78074000493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Andokoi	4 000 000	3 915 578	4 040 128
78074000505 Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	5 800 000 000	5 800 000 000	5 800 000 000
78074000527 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Césarienne / DAF	5 650 000 000	5 650 000 000	5 650 000 000
78074000528 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Accouchement / DAF	5 850 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000
78074000529 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune de PORT-BOUET	64 583 581	63 220 515	65 231 506
78074000541 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Est	7 120 400	6 970 121	7 191 835
78074000574 Réaliser la prise en charge curative des personnes vivants avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV)	5 261 997 000	5 261 997 000	5 261 997 000
78074000583 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan-Est	14 056 691	13 760 019	14 197 715
78074000586 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ABIDJAN SONGON	2 257 008	2 209 373	2 279 651
78074000587 Faire la prise en charge curative dans le Formation sanitaire Urbaine d'Abobo Doumé/Locodjro	45 221 946	44 267 518	45 675 633
78074000589 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d'Adjamé 220 Logements	16 874 839	16 518 688	17 044 136
78074000610 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Ouest-Songon	9 323 455	9 126 680	9 416 990
78074000623 Faire la prise en charge curative dans le Centre Médical Universitaire de COCODY	3 523 203	3 448 843	3 558 548
78074000624 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ATTECOUBE	34 957 634	34 219 839	35 308 343
78074000637 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune de COCODY	22 169 685	21 701 785	22 392 101
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	1 536 000 000	1 536 000 000	1 536 000 000
78074000665 Apporter un appui au fonctionnement des CHR et HG	500 000 000	489 447 278	505 016 199
78074000672 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'ANYAMA	6 240 536	6 108 828	6 303 142
79073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabou	21 988 180	21 524 112	22 208 777
79073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand-Lahou	41 618 719	40 740 340	42 036 253
79073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Jacqueville	21 541 286	21 086 649	21 757 396
79073300016 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ira (Dabou)	2 946 498	2 884 315	2 976 061
79073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Débrimou	2 431 492	2 380 173	2 455 888
79073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Dabou	2 389 024	2 338 604	2 412 989
79073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Ebounou	1 926 189	1 885 536	1 945 513
79073300020 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire Universitaire de Grand Lahou	985 892	965 085	995 785
79073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toupah (Dabou)	8 515 557	8 335 832	8 600 988
79073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ahouanou	2 685 481	2 628 802	2 712 423
79073300023 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Jacqueville	1 008 841	987 549	1 018 962
79073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Lopou	8 900 952	8 713 093	8 990 251

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
79073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Attoutou A	1 376 911	1 347 851	1 390 724
79073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU -Bacanda (Grand-Lahou)	3 818 291	3 737 705	3 856 597
79074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-LAHOU	7 455 384	7 298 035	7 530 177
79074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Jacqueville	9 536 956	9 335 674	9 632 635
79074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabou	5 343 615	5 230 836	5 397 225
79074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Grand - Lahou	5 175 194	5 065 969	5 227 114
79074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Jacqueville	6 258 964	6 126 867	6 321 757
79074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabou	7 071 442	6 922 197	7 142 384
79074000020 Faire la prise en charge curative dans le centre de santé urbain (CSU) d'IROBO	4 009 847	3 925 218	4 050 076
3 Transferts	***21 897 300 786***	***22 138 915 823***	***22 309 211 530***
78072200041 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	550 000 000	632 884 653	647 118 907
78073200103 Faire la prise en charge des malades au niveau CHU de Cocody / CCTOS	125 000 000	143 837 422	147 072 479
78073200110 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Angré	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
78073200111 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Bouaké	848 788 646	976 700 558	998 667 600
78073200112 Réaliser la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	627 708 091	722 303 303	738 548 679
78073200113 Faire la prise en charge des malades du cancer (CNOR)	2 667 213 225	2 667 213 225	2 667 213 225
78073200114 Faire la prise en charge des maladies du c¿ur (ICA)	1 250 000 000	1 438 374 210	1 470 724 788
78073200135 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse / CNPTIR/Kits de Dialyse	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
78073200149 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Cocody	800 000 000	920 559 494	941 263 864
78073200150 Faire la Prévention et le Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR)	200 000 000	230 139 874	235 315 966
78073200151 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Yopougon	600 000 000	690 419 620	705 947 898
78073200156 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Treichville	800 000 000	920 559 494	941 263 864
78074000517 Réaliser la radioprotection et la securite nucleaire	550 000 000	632 884 653	647 118 907
78074000518 Réaliser la prise en charge curative 5Croix Bleue)	8 577 938	9 870 628	10 092 629
78074000519 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital confessionnel)	117 517 250	135 227 025	138 268 426
78074000520 Réaliser la prise en charge curative (DON ORIONE)	10 000 000	11 506 994	11 765 798
78074000588 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital protestant)	16 068 333	18 489 820	18 905 677
78074000591 Réaliser la prise en charge curative du Couple Mère-Enfant à l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
78074000627 Réaliser la prise en charge curative (ONG Les Amis de Thérèse HAURY)	9 039 789	10 402 079	10 636 034
78074000655 Réaliser la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
78074000657 Réaliser la prise en charge curative (AIBEF)	9 861 587	11 347 722	11 602 944
78074000673 Réaliser la prise en charge curative (CROIX ROUGE)	57 525 927	66 195 049	67 683 845
78074000692 Réaliser la prise en charge VIH/SIDA (CIRBA/FMRPS)	200 000 000	0	0
90072200001 Faire la prise en charge des malades par la Medecine Nucléaire/IMENA	550 000 000	0	0
4 Investissements	***180 871 554***	***0***	***0***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	**178 824 887 409**	**137 814 342 505**	**142 471 794 264**
Trésor	*180 871 554*	*0*	*0*
78074000612 Réaliser la riposte aux épidémies (urgences épidémies)	180 871 554	0	0
2206805 Former et renforcer les capacités des agents de santé	**9 457 044 954**	**11 409 129 042**	**12 066 781 215**
2 Biens et services	***110 780 832***	***108 442 753***	***111 892 229***
78074000544 Réaliser la Politique Nationale de Formation Continue	110 780 832	108 442 753	111 892 229
3 Transferts	***9 346 264 122***	***11 300 686 289***	***11 954 888 986***
78010200137 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (INTERNES DES HÔPITAUX)	997 184 712	1 211 676 023	1 285 981 888
78074000504 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (ETUDIANTS HOSPITALIERS)	1 630 567 568	1 981 297 549	2 102 800 348
78075000045 Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	250 000 000	287 674 841	294 144 958
78075000046 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (ELEVES INFAS)	4 875 600 000	5 924 326 301	6 287 634 796
78075000060 Appuyer la formation des Auxiliaires de santé/INFAS	974 400 000	1 183 990 390	1 256 598 438
78075000061 Former les agents de santé	618 511 842	711 721 185	727 728 558

II.2.3. Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1: Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose
	Action 3.2: Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées
	Action 3.3: Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
	Action 3.4: Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme, du VIH/sida, la tuberculose et l'hépatite virale	Nombre de Personnes Vivant avec le VIH/Sida (PVVIH) sous ARV (File active)	281 369	317 226	331166	344036	Dénombrement Source : PNLS/ONUSIDA
	Proportion de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (traitement préventif du paludisme)	47,5%	65%	65%	65%	(Nombre de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine / Nombre total de femmes enceintes) x 100 Source : RASS
	Nombre de cas de tuberculose, toutes formes confondues notifiées	-	23 813	24 432	25 719	Dénombrement Source : SNIS / PNLT
	Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	86,1%	89%	90%	90%	(Nombre de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement/ Nombre total de cas de tuberculose sous traitement) x 100 Source : SNIS / PNLT
	Proportion de patients tuberculeux notifiés traités pour le VIH/SIDA	-	100%	100%	100%	(Nombre de patients tuberculeux notifiés traités pour le VIH/SIDA/ Nombre total de patients tuberculeux à traiter pour le VIH/SIDA) x 100 Source : SNIS / PNLT
	Nombre de patients dépistés pour l'hépatite B	-	20000	25000	30000	Dénombrement Source : PNH
	Nombre de patients traités pour l'hépatite B	-	250	300	350	Dénombrement Source : PNH
OS 2 : Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles, non transmissibles et les maladies tropicales négligées	Taux d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés	-	23%	21%	18%	(Nombre d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés / Nombre total de nouveaux cas de lèpre dépistés) x 100 Source : PNL
	Nombre de patients pris en charge dans les UPEC pour les maladies métaboliques	-	20 362	22 680	25000	Dénombrement Source : PNLMM/PMNT

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 3 : Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	92,8%	95,2%	97,6%	100%	(Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus) x 100 Source : PNN
	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois pris en charge pour malnutrition aigüe sévère avec ou sans complication	-	24496	32481	43070	Dénombrement Source : PNN
	Proportion d'Unités Nutritionnelles Thérapeutique fonctionnelles	-	90%	95%	100%	Dénombrement (Nombre d'Unités Nutritionnelles Thérapeutiques fonctionnelles/ Nombre total d'Unités Nutritionnelles Thérapeutiques prévues) x 100 Source : PNN
	Nombre d'unités Nutritionnelles Thérapeutiques Ambulatoires (UNTA) fonctionnelles	-	1826	2024	2311	Dénombrement Source : PNN
OS 4 : Maitriser les risques liés à la grossesse et améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié	70,9%	74%	77,10%	80,20%	(Nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre de naissances attendues) x 100 Source : PNSME/DSIM
	Taux de prévalence contraceptive chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans) utilisant des méthodes contraceptives modernes (méthode d'auto-injection : SAYNA-PRESS)	-	28,8%	32,7%	36,6%	(Nombre de femmes en âge de procréer (15-49 ans) utilisant des méthodes contraceptives modernes (méthode d'auto-injection : SAYNA-PRESS) / nombre total de femmes en âge de procréer) x 100 Source: PNSME
	Taux d'établissements de premier contact offrant les 7 fonctions des soins obstétricaux et néonatals de base (SONUB)	-	19,52%	27,08%	34,64%	(Nombre d'établissements de premier contact offrant les sept (07) fonctions des soins obstétricaux et néonatals de base (SONUB) / Nombre total des ESPC) x100 Source : PNSME-DSIM
	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	91%	92%	93%	94%	(Nombre d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3 / Nombre total d'enfants à vacciner en DTC-HepB-Hib3) x 100 Source : PEV
	Taux d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole	-	95%	95%	95%	(Nombre d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole / Nombre total d'enfants âgés de 9 mois à 1 an à vacciner contre la rougeole) x 100 Source : PEV

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE	**73 323 908 675**	**35 934 098 596**	**46 168 700 878**
Personnel	83 689 728	84 653 289	85 615 823
Biens et services	0	0	0
Transferts	349 288 600	401 926 174	410 965 922
Investissements	72 890 930 347	35 447 519 133	45 672 119 133
Trésor	*19 131 732 160*	*1 500 000 000*	*1 500 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*53 759 198 187*	*33 947 519 133*	*44 172 119 133*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	**73 323 908 675**	**35 934 098 596**	**46 168 700 878**
2206901 Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose	**38 361 817 139**	**34 434 098 596**	**44 668 700 878**
1 Personnel	***83 689 728***	***84 653 289***	***85 615 823***
78074000576 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au FNLS	83 689 728	84 653 289	85 615 823
3 Transferts	***349 288 600***	***401 926 174***	***410 965 922***
78074000507 Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action du FNLS	247 851 724	285 202 822	291 617 339
78074000613 Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida	101 436 876	116 723 352	119 348 583
4 Investissements	***37 928 838 811***	***33 947 519 133***	***44 172 119 133***
Financement extérieur	*22 888 798 187*	*33 947 519 133*	*44 172 119 133*
90074000004 Projet de Renforcement du Système de la Santé Phase 2/KFW	2 220 414 445	0	0
78074000660 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	10 362 306 879	12 419 600 000	0
78074000575 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	7 621 170 984	16 075 919 133	44 172 119 133
78074000506 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	2 684 905 879	5 452 000 000	0
Trésor	*15 040 040 624*	*0*	*0*
90074000004 Projet de Renforcement du Système de la Santé Phase 2/KFW	425 000 000	0	0
78074000660 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	3 797 796 701	0	0
78074000614 Coordonner les activités de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	224 403 383	0	0
78074000575 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	6 311 110 040	0	0
78074000537 Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	3 300 000 000	0	0
78074000506 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	981 730 500	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	**73 323 908 675**	**35 934 098 596**	**46 168 700 878**
2206902 Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées	**2 368 717 231**	**1 500 000 000**	**1 500 000 000**
4 Investissements	***2 368 717 231***	***1 500 000 000***	***1 500 000 000***
Trésor	*2 368 717 231*	*1 500 000 000*	*1 500 000 000*
78074000664 Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	72 000 000	0	0
78074000659 Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	35 000 000	0	0
78074000654 Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose (PNSOLO)	34 484 652	0	0
78074000616 Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulcère Buruli	133 610 688	0	0
78074000599 Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre	50 207 133	0	0
78074000580 Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	52 475 201	0	0
78074000579 Renforcer le Programme National de Lutte contre la schystosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lynphatique	183 036 496	0	0
78074000578 Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	88 937 110	0	0
78074000577 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78074000539 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	47 773 072	0	0
78074000522 Renforcer le Programme National Santé Mentale	32 875 622	0	0
78074000513 Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	20 210 364	0	0
78074000512 Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine (PNETHA)	33 000 000	0	0
78074000511 Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	24 656 354	0	0
78074000509 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	35 862 895	0	0
78074000508 Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	24 587 644	0	0
2206903 Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	**238 758 846**	**0**	**0**
4 Investissements	***238 758 846***	***0***	***0***
Trésor	*238 758 846*	*0*	*0*
78074000636 Renforcer le Programme National de Nutrition	179 667 445	0	0
78074000622 Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	38 475 839	0	0
78074000581 Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	5 000 000	0	0
78074000523 Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF : Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	15 615 562	0	0
2206904 Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	**32 354 615 459**	**0**	**0**
4 Investissements	***32 354 615 459***	***0***	***0***
Financement extérieur	*30 870 400 000*	*0*	*0*
78074000684 Ameliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et reduire la mortalité maternelle et infantile	20 000 000 000	0	0
78074000684 Ameliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et reduire la mortalité maternelle et infantile	1 750 000 000	0	0
78074000667 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Acceleration de la Reduction de la Mortalité Maternelle et Neonatale en Côte d'Ivoire	8 538 400 000	0	0
78074000582 Ameliorer le continuum des soins de santé Maternelle et néonatale	582 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	**73 323 908 675**	**35 934 098 596**	**46 168 700 878**
Trésor	*1 484 215 459*	*0*	*0*
78074000684 Ameliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et reduire la mortalité maternelle et infantile	705 000 000	0	0
78074000667 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	468 105 000	0	0
78074000618 Appuyer la Prévention et la Prise en Charge des Violences Sexuelles	3 924 289	0	0
78074000582 Ameliorer le continuum des soins de santé Maternelle et neonatale	70 000 000	0	0
78074000526 Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	108 528 820	0	0
78074000525 Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	39 740 000	0	0
78074000524 Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	88 917 350	0	0

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 4.1: Gestion des comptes spéciaux du ministère

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 4 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**2 188 000 000**	**2 427 000 000**	**2 694 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	2 188 000 000	2 427 000 000	2 694 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23201 Comptes Spéciaux du Trésor	**2 188 000 000**	**2 427 000 000**	**2 694 000 000**
2320101 Gestion des comptes spéciaux du ministère	**2 188 000 000**	**2 427 000 000**	**2 694 000 000**
3 Transferts	2 188 000 000	2 427 000 000	2 694 000 000
78074000530 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT)	656 400 000	728 100 000	808 200 000
78074000584 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS)	1 531 600 000	1 698 900 000	1 885 800 000

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES MEDIAS ET DE LA FRANCOPHONIE

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES MEDIAS ET DE LA FRANCOPHONIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la presse écrite

- le manque de professionnalisme et le non-respect du code d'éthique et de déontologie par des journalistes ;
- des insuffisances dans la loi n°2017-867 du 27 décembre 2017, portant régime juridique de la presse ;
- l'aridité de l'offre éditoriale ;
- la baisse du chiffre d'affaires des entreprises de presse papier ;
- la mauvaise gouvernance des entreprises de presse ;
- la difficulté dans la distribution des journaux ;
- la non effectivité de la dématérialisation de l'ensemble des procédures d'identification et d'accréditation des journalistes et professionnels de la communication;
- la prédominance de la presse en ligne sur la presse papier.

Au niveau de la presse en ligne

- l'insuffisance de l'application des textes règlementaires en vigueur ;
- les difficultés dans la régulation de la presse en ligne ;
- les difficultés dans la mise en œuvre de la sanction pour les productions d'informations en ligne numériques ;
- le manque de professionnalisme et le non-respect du code d'éthique et de déontologie par des journalistes ;
- l'hébergement de la majorité des sites internet en ligne hors de la Côte d'Ivoire.

Au niveau de l'Audiovisuel

- l'absence de données statistiques fiables ;
- l'existence d'une seule tête de réseau pour la TNT ;
- la concurrence non-maîtrisée de la diffusion via le numérique ;
- la mise à mal des chaines de télévisions locales par la concurrence de certaines chaines étrangères déjà en HD et des WEBTV.

Au niveau de la Communication Publicitaire

- la non adoption des textes d'application liés au changement de statut du Conseil Supérieur de la Publicité (CSP);
- l'anarchie persistante dans le secteur de l'affichage ;
- l'inexistence d'un cadre juridique qui régule la Communication publicitaire sur Internet ;
- le non-respect de la règlementation en vigueur par les professionnels du secteur.

Au niveau de la Francophonie

- la méconnaissance de la francophonie et de ses missions de développement par les populations ivoiriennes ;
- la difficulté d'application du décret n° 2012-308 du 11 avril 2012 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de la Francophonie ;
- la lenteur dans le suivi des engagements pris par la Côte d'Ivoire dans les instances de la francophonie.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la presse écrite

- la prise de la loi n° 2017 - 867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse;

- l'amendement par ordonnance des insuffisances de la loi n°2017-867 en vue de l'adapter aux mutations du secteur ;
- le renforcement des capacités des acteurs, l'octroi de subventions et d'équipements et l'appui aux organisations professionnelles des médias chaque année ;
- l'extension de la représentativité de l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP);
- l'ouverture par la société EDIPRESSE (au compte de la SNPECI) de10 kiosques Multimédias ;
- la réhabilitation de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) et l'adoption du schéma directeur;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du secteur avec un seuil minimal de traitement des journalistes et des professionnels de la Communication fixé à 1 900 points, engageant toutes les entreprises de Presse bénéficiaires de subvention d'impression ;
- le renforcement des capacités des journalistes à travers des séminaires de formation et de formation continue ;
- l'institution du grand prix de la presse de Côte d'Ivoire par l'ANP depuis 2019.

Au niveau de la Presse en ligne

- l'appui du Fonds de Soutien au Développement de la Presse (FSDP) aux éditeurs de presse pour la création de rédactions en ligne et le développement du portail presse Côte d'Ivoire.ci, plateforme de distribution numérique des journaux ;
- l'abonnement groupé de la Présidence de la République, de l'ensemble des Cabinets Ministériels, des Départements et Sous-préfectures aux dépêches de l'Agence Ivoirienne de Presse.

Au niveau de l'Audiovisuel

- la finalisation du déploiement de la TNT ;
- l'extinction de la diffusion analogique au profit de la diffusion numérique pour la télévision publique ;
- la construction et la réhabilitation de la quasi-totalité des pylônes et des centres émetteurs ;
- l'extension de la couverture du territoire national en radios et en télévisions;
- l'achèvement du renouvellement des équipements de l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC).

Au niveau de la Communication Publicitaire

- le démantèlement des dispositifs d'affichage publicitaire irrégulier et la création d'une brigade de lutte contre les manquements aux obligations de la communication publicitaire;
- l'amélioration du contrôle de la communication publicitaire à travers l'acquisition d'une salle pige multimédia et d'un système d'information géographique opérationnel ;
- l'adoption en 2020 de la loi n° 2020-522- du 16 juin 2020 portant régime juridique de la communication publicitaire ;
- l'assainissement de la pratique de l'affichage publicitaire par la réorganisation de 21 axes expérimentaux dans le District Autonome d'Abidjan.

Au niveau de la francophonie

- l'organisation des Journées de la Francophonie(JF);
- la promotion des Masters 2 professionnels dans le cadre du Campus Senghor Côte d'Ivoire, IFADEM et ELAN-Afrique ;
- la participation de la Côte d'Ivoire aux Sommets de la Francophonie.

I.1.3. Défis et priorités

- la régulation de la diffusion des informations et de la publicité via le numérique ;
- la poursuite de la politique d'assainissement du secteur de la communication publicitaire ;
- le renforcement de la visibilité des actions de la Francophonie en Côte d'Ivoire ;
- le changement du statut juridique de la CNF ;
- l'organisation des Inter-villes et des rendez-vous de la Francophonie en Côte d'Ivoire ;
- l'organisation des rencontres annuelles du Groupe des Ambassadeurs francophones(GAF) ;
- l'accroissement des capacités d'accueil et de formation de l'ISTC-Polytechnique ;
- la mise en place d'un système programmatique de gestion de la politique du secteur de la communication, des Médias et de la Francophonie et le renforcement de la coopération entre les pays francophones sous régionaux ;
- la prise de textes d'application de la loi n° 2020-522- du 16 juin 2020 portant régime juridique de la communication publicitaire ;

- la prise du décret d'application de la loi portant création de l'organe chargé de la gestion de l'aide publique aux médias (FSDP) ;
- la modification du cadre organique de l'AIP ;
- l'adoption de l'ordonnance portant modification de la loi n° 2017-867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse ;
- la création d'une plateforme de co-régulation ANP/ARTCI/FAI/Procureur de la République ;
- la diffusion du guide d'explication du droit d'accès à l'information élaboré par la CAIDP.
- l'adaptation à l'évolution technologique et technique dans le secteur de la communication et des médias ;
- le contrôle et la facilitation de la mise à disposition de l'information d'intérêt public et documents publics par les organismes publics (CAIDP) ;
- le renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone et dans le monde ;
- l'organisation de la Conférence Ministérielle de la francophonie (CMF) en Côte d'Ivoire ;
- l'organisation du Sommet de la Francophonie en Côte d'ivoire ;
- l'organisation des jeux de la Francophonie ;
- la mise en œuvre du « programme de développement » des nouveaux médias ;
- la mise en œuvre du plan stratégique de développement de l'ISTC.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la consolidation de la couverture nationale par les médias d'Etat;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services de communication, des médias et de francophonie ;
- l'accroissement des appuis accordés au secteur de la communication, des médias et de la Francophonie ;
- le renforcement de la régulation du secteur de la communication et des médias ;
- le renforcement de l'accès équitable aux médias d'Etat;
- la mise en place d'un dispositif de renforcement et de positionnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone;
- l'amélioration de l'acces des populations à de meilleures offres de produits de presse et de documents d'intérêt public sur toute l'étendue du territoire national ;
- la mise en place d'un système d'archivage numérique des archives presses, audiovisuels et des affiches.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- la production et la diffusion de l'information sont renforcées ;
- les actions de la francophonie sont promues et vulgarisées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n° 2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 20, le Ministre de la Communication, des Médias et de la Francophonie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Communication, de Médias et de Fancophonie.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Communication et de Médias

- élaboration des lois et des règlements en matière de communication et de médias ;
- promotion et vulgarisation d'une information libre, neutre, favorisant l'éducation de la population, l'unité, la paix et la cohésion nationale ;
- coordination des actions de la communication gouvernementale ;
- promotion de labels « Côte d'Ivoire », en liaison avec les autres départements ministériels ;
- vulgarisation des lois et règlements sur la presse, l'audiovisuel, la communication publicitaire et les nouveaux médias ;
- contrôle, suivi et évaluation du respect de la déontologie dans la diffusion de l'information écrite et audiovisuelle, et dans tout enregistrement sonore et filmé ainsi que dans tout message à caractère publicitaire ;

- renforcement du rôle des Autorités de Régulation ;
- création d'un environnement favorable au développement harmonieux et maîtrise de la communication publicitaire ;
- respect de la neutralité et de l'impartialité dans la diffusion de l'information ;
- contribution à la création des conditions de l'autonomie financière des médias ;
- développement et promotion de la presse écrite et des médias audiovisuels privés ;
- etablissement d'un environnement régulé des nouveaux médias ;
- gestion technique des sondages ;
- suivi des relations avec la presse nationale et internationale ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, du Tourisme et de la Culture ;
- création d'un cadre favorable à la libéralisation des médias audiovisuels et à la pluralité de la presse ;
- constitution d'une documentation à caractère promotionnel ;
- modernisation à travers la mise aux normes les plus récentes des infrastructures techniques des médias ;
- prise de parole pour rendre compte des travaux du conseil des Ministres et mission générale d'information sur les activités du Gouvernement

En matière de Francophonie

- représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes de la Francophonie ;
- suivi de l'évolution juridique et institutionnelle de la Francophonie ;
- organisation de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances des divers sommets de la Francophonie, en liaison avec les Ministères concernés ;
- renforcement des relations culturelles avec les ambassades et organismes francophones en Côte d'Ivoire ;
- suivi de la mise en œuvre des décisions des sommets de la Francophonie ;
- promotion et vulgarisation de la Francophonie auprès des populations ;
- suivi et évaluation de la coopération entre la Francophonie et la Côte d'Ivoire.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Communication et médias
- Programme 3 : Francophonie
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet du Ministre ; IG ; DAF ; DPSP ; DAJCI ; DRH ; CPMP ; DSID ; DR ; SGP		Acquérir et installer des équipements pour le système intégré de gestion	
Programme 2: Communication et médias	DPDM ; BCP ; DCP ; CIJP ; DCRP	CAIDP, AIP, FSDP, FSP, SNPECI; RTI; ISTC; HACA; ANP; CSP; IDT,	-Réhabiliter des infrastructures de l'ISTC Polytechnique (phase I) -Réhabilitation et remise aux normes des installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de L'AIP -Réhabilitation des installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et Plateau	Passage de la RTI en HD
Programme 3: Francophonie	DF	CNF		

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la communication et des médias	RS 1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 1.2 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJCI
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	RS 2 : La production et la diffusion de l'information sont renforcées	IP 2.1 : Taux de couverture de la diffusion en radio nationale	Couverture territoriale radio/couverture totale du territoire Source : Rapport d'activités RTI
		IP 2.2 : Taux de couverture de la diffusion en télé nationale	Couverture territoriale télé/couverture totale du territoire Source : Rapport d'activités RTI
		IP 2.3 : Ratio des sous-préfectures couvertes par l'AIP	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements (102 départements) Source : Rapport d'activités AIP
		IP 2.4 : Taux de satisfaction des productions-télé	Nombre de personnes satisfaites/ nombre de personnes interrogées Source : Rapport d'activités RTI
		IP 2.5 : Nombre de demandes d'information et de documents d'intérêt public	Dénombrement Source : Rapport d'activités CAIDP
		IP2.6 : Proportion de saisines satisfaites	Nombre de saisines satisfaites /nombre de saisines total Source : Rapport d'activités CAIDP

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG3 : Renforcer la visibilité de la francophonie	RS 3 : Les actions de la francophonie sont promues et vulgarisées	IP 3.1 : nombre de jeunes et de femmes sensibilisés aux actions de la francophonie	Dénombrement Source : Rapport CNF
		IP 3.2 : nombre de campagnes de promotion et de vulgarisation menées	Dénombrement Source : Rapport CNF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**28 879 756 047**	**29 863 726 214**	**32 971 665 695**
1.1 Ressources Intérieures	**28 879 756 047**	**29 863 726 214**	**32 971 665 695**
1.1.1 Budget Etat	28 879 756 047	29 863 726 214	32 971 665 695
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**28 879 756 047**	**29 863 726 214**	**32 971 665 695**
2.1 Personnel	**5 327 624 922**	**5 502 627 194**	**5 690 211 725**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 327 624 922	5 502 627 194	5 690 211 725
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 533 673 872**	**3 116 762 412**	**3 478 397 047**
2.3 Transferts	**18 564 157 253**	**20 105 436 608**	**22 403 056 923**
2.4 Investissement	**2 454 300 000**	**1 138 900 000**	**1 400 000 000**
Trésor	*2 454 300 000*	*1 138 900 000*	*1 400 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et Animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Gestion du système d'information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer l'environnement institutionnel du secteur de la Communication etdes Médias	Nombre de textes législatifs etréglementaires soumis	17	07	07	07	Dénombrement Source : rapport DAJCI
OS 2 : Renforcer lagestion des ressources financières, humaines et matérielles	Proportion d'agents ayants leurs capacitésrenforcées	100 %	60%	70%	100%	(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former) x100 Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	100%	100%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) X100 Source : SIGOBE
OS 3 : Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de lapolitique du secteur	Taux de réalisation des activités planifiées	100%	100%	100%	100 %	(Nombre d'activité exécutées / Nombre total d'activités planifiées) X100 Source : Rapport DPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**3 705 250 210**	**4 518 973 598**	**5 040 805 149**
Personnel	1 665 314 771	1 797 887 204	1 943 083 221
Biens et services	1 747 673 872	2 409 727 446	2 749 782 707
Transferts	237 569 767	311 358 948	347 939 221
Investissements	54 691 800	0	0
Trésor	*54 691 800*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21077 Administration Générale	**3 705 250 210**	**4 518 973 598**	**5 040 805 149**
2107701 Coordination et Animation	**1 456 142 162**	**1 763 870 689**	**2 139 017 306**
1 Personnel	***358 952 000***	***363 084 793***	***367 213 176***
78046000403 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CAIDP	358 952 000	363 084 793	367 213 176
2 Biens et services	***972 190 162***	***1 201 996 715***	***1 536 434 676***
11046000002 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR YAKRO)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
14046000006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DIMBOKRO)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
17046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BEOUMI)	1 000 000	5 000 000	7 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21077 Administration Générale	**3 705 250 210**	**4 518 973 598**	**5 040 805 149**
17046000006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BOUAKE)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
23046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ODIENNE)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
25046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR KORHOGO)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
31046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DALOA)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
32046000004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR GAGNOA)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
36046000003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SEGUELA)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
41046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR MAN)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
55046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SAN-PEDRO)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
61046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABENG)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
62046000003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BONDOUKOU)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
78046000395 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et de médias	110 000 000	50 577 891	60 200 648
78046000396 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du cabinet	62 500 000	81 000 000	85 000 000
78046000397 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78046000398 Prendre en charge les missions hors CI	32 000 000	32 000 000	32 000 000
78046000399 Organiser la cérémonie annuelle de décoration dans l'ordre du mérite de la Communication	20 000 000	30 000 000	35 000 000
78046000402 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DABOU)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
78046000480 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DAJCI	11 000 000	12 600 000	14 600 000
78046000486 Gérer les contentieux administratifs	4 000 000	5 100 000	6 500 000
78046000487 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	1 000 000	5 000 000	7 500 000
78046000494 Organiser les visites du ministre auprès des différents médias (médias tour)	20 000 000	27 000 000	33 500 000
78046000495 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de l'inspection générale	22 500 000	25 200 000	31 000 000
78046000496 Participer aux négociations internationales relatives à la réglementation des médias et des services de la société de l'information	3 000 000	3 700 000	4 500 000
78046000542 Organiser la communication gouvernementale au plan national en coordination avec toutes les entités institutionnelles publiques et structures privées	50 000 000	158 004 541	150 000 000
78046000570 Élaborer les projets de textes juridiques du secteur de la communication et des médias	3 000 000	3 600 000	4 500 000
78046000590 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	6 000 000	7 200 000	10 000 000
78046000606 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	404 190 162	465 180 099	726 629 168
78046000611 Prendre en charge les activités du porte parolat lors des conseils de ministre et de déjeuners de presse	55 000 000	75 000 000	75 000 000
90046000012 Mener des campagnes de formation et de communication à l'utilisation responsable des réseaux sociaux	150 000 000	146 834 184	151 504 860
3 Transferts	***125 000 000***	***198 789 181***	***235 369 454***
78046000541 Faciliter l'accès à l'information d'intérêt publique	125 000 000	198 789 181	235 369 454
2107702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**2 080 416 248**	**2 605 902 909**	**2 724 287 843**
1 Personnel	***1 306 362 771***	***1 434 802 411***	***1 575 870 045***
78046000585 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 306 362 771	1 434 802 411	1 575 870 045
2 Biens et services	***661 483 710***	***1 058 530 731***	***1 035 848 031***
78011201632 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	207 467 578	219 210 242	231 617 542
78046000407 Gérer la commande publique du ministère	3 500 000	4 400 000	5 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21077 Administration Générale	**3 705 250 210**	**4 518 973 598**	**5 040 805 149**
78046000408 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la cellule de passation des marchés publics	6 500 000	7 700 000	9 500 000
78046000409 Gérer les ressources humaines du ministère	7 000 000	8 000 000	9 500 000
78046000410 Gérer les ressources financières du ministère	2 000 000	2 400 000	3 000 000
78046000411 Renforcer les capacités opérationnelles de la direction des affaires financières	22 500 000	144 000 000	42 000 000
78046000499 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du personnel du MINCOM	11 000 000	20 990 000	18 000 000
78046000500 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78046000528 Organiser le seminaire d'actualisation, d'elaboration et de validation du DPPD - PAP	25 000 000	45 000 000	45 000 000
78046000529 Organiser les conférences budgétaires internes	5 000 000	7 000 000	9 000 000
78046000543 Prendre en charge les activités liées au renforcement des capacités opérationnelles du ministère	14 000 000	16 500 000	18 500 000
78046000577 Organiser la rentrée budgétaire avec l'ensemble des RPROG, RBOP et RUO	2 500 000	4 000 000	5 000 000
78046000582 Prendre en charge les activités liées aux contrats de prestations extérieures de main d'œuvre, de gardiennage, d'entretien des locaux et téléphone	306 016 132	526 230 489	581 230 489
78046000586 Gérer les ressources matérielles du ministère	2 500 000	3 100 000	4 000 000
78046000604 Acquérir un outil de gestion du personnel	3 000 000	3 200 000	3 500 000
78046000609 Organiser un séminaire de formation des acteurs budgétaires du ministère aux nouvelles procédures d'élaboration et d'exécution du budget	2 500 000	4 000 000	5 000 000
78046000614 Gérer le patrimoine du ministère	4 000 000	4 600 000	5 500 000
78046000615 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du Service Gestionnaire	7 000 000	8 200 000	10 000 000
3 Transferts	***112 569 767***	***112 569 767***	***112 569 767***
78046000488 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	112 569 767	112 569 767	112 569 767
2107703 Gestion du système d'information et communication	**168 691 800**	**149 200 000**	**177 500 000**
2 Biens et services	***114 000 000***	***149 200 000***	***177 500 000***
78011202345 Prendre en charge les contrats de prestations en matière de veille médiatique	24 000 000	40 000 000	45 000 000
78046000414 Réaliser l'archivage électronique et phisique des documents du ministère	1 000 000	2 000 000	3 000 000
78046000415 Organiser la communication des activités du ministère (DCRP)	4 000 000	4 600 000	5 200 000
78046000416 Faire le suivi et l'evaluation annuelle des activites et projets du MINCOM	6 500 000	8 000 000	10 000 000
78046000502 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCRP	29 000 000	33 900 000	38 500 000
78046000503 Actualiser le schéma directeur du réseau informatique du MINCOM	2 000 000	2 700 000	3 800 000
78046000537 Renforcer les capacités opérationnelles et technique du Service informatique	5 500 000	6 700 000	8 500 000
78046000544 Organiser la planification générale des activités du ministère	5 000 000	5 800 000	7 000 000
78046000547 Réhabiliter une salle d'archivage des documents du MINCOM	5 000 000	5 200 000	5 500 000
78046000548 Entretenir le local informatique	1 500 000	1 700 000	2 000 000
78046000587 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction	23 500 000	28 800 000	36 500 000
78046000610 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la SDA	5 000 000	5 800 000	7 000 000
78046000612 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation du MICOMEF	2 000 000	4 000 000	5 500 000
4 Investissements	***54 691 800***	***0***	***0***
Trésor	*54 691 800*	*0*	*0*
78046000551 Acquérir et installer des équipements pour le système intégré de gestion	54 691 800	0	0

II.2.2. Programme 2 : Communication et médias

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Communication et médias	Action 2.1: Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire
	Action 2.2: Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle
	Action 2.3: Régulation du secteur de la communication et des médias

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Communication et médias						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer la production la diffusion, de l'information et l'accès aux documents d'intérêt public	Taux de couverture de la diffusion en radio nationale	80%	90%	95%	97%	(Couverture territoriale radio/couverture totale du territoire) X100 Source : Rapport RTI
	Taux de couverture de la diffusion en télé nationale	65%	85%	95%	97%	(Couverture territoriale télé/couverture totale du territoire) X100 Source : Rapport RTI
	Taux de couverture régionale ou départementale de l'AIP	67%	70%	80%	97%	(Nombre de départements Couverts / Nombre total de départements (102 départements) X100 Source : Rapport AIP
OS 2 : Réguler et professionnaliser le secteur de la communication et des médias	Proportion de journalistes ayant la Carte d'Identité professionnelle	3,5%	5%	8%	10%	(Nombre de cartes CIJP octroyées / Nombre total de demandeurs de cartes)X100 Source : Rapport CIJP
	Nombre d'organes bénéficiant d'un appui technique	15	18	20	30	Dénombrement Source : Rapport FSDP
	Nombre d'acteurs sanctionnés dans le secteur de l'Audio visuel	04	0	0	0	Dénombrement Source : Rapport HACA,
	Nombre d'acteurs sanctionnés dans le secteur des médias	16 journalistes (ANP)	0	0	0	Dénombrement Source : Rapport ANP ;
		51 organes de presse (ANP)	0	0	0	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : COMMUNICATION ET MÉDIAS	**10 561 923 440**	**9 670 183 493**	**11 096 883 803**
Personnel	3 465 227 754	3 505 388 485	3 545 510 313
Biens et services	691 500 000	612 534 966	634 114 340
Transferts	4 005 587 486	4 413 360 042	5 517 259 150
Investissements	2 399 608 200	1 138 900 000	1 400 000 000
Trésor	*2 399 608 200*	*1 138 900 000*	*1 400 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22078 Communication et médias	**10 561 923 440**	**9 670 183 493**	**11 096 883 803**
2207801 Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire	**5 639 908 200**	**3 980 632 202**	**4 890 513 820**
2 Biens et services	***655 500 000***	***570 534 966***	***584 214 340***
78046000451 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DPDM	20 500 000	21 836 182	24 425 405
78046000545 Équiper un incubateur des médias	6 000 000	6 700 000	7 500 000
78046000557 Promouvoir et developper les actions du partenariat	4 000 000	4 700 000	5 300 000
78046000571 Organiser la communication autour des activités gouvernementales à l'extérieur	625 000 000	537 298 784	546 988 935
3 Transferts	***2 734 800 000***	***2 771 197 236***	***3 496 099 480***
78083000114 Fonds de garantie	100 000 000	128 717 618	164 858 552
78083000115 Organiser la couverture médiatique quotidienne de l'actualité (AIP)	140 000 000	122 204 666	158 801 973
78083000116 Etendre le réseau de collecte de l'information (AIP/Abonnement fil d'actualité)	199 800 000	217 217 802	269 447 387
78083000139 Organiser la retransmission satellitaire au plan mondial (RTI MONDE)	333 491 340	262 563 844	349 741 592
78083000161 Apporter un appui au fonctionnement de IDT	624 000 000	554 397 940	717 517 364
78083000163 Développer les capacités techniques, matérielles et événementielles de la SNPECI	100 000 000	108 717 618	134 858 552
78083000165 Retransmettre les grands événements internationaux	108 012 200	119 416 092	147 651 489
78083000166 Louer des satellites analogique et numérique	259 496 460	282 118 372	349 953 168
78083000169 Prendre en charge les cotisations sociales de la RTI	80 000 000	106 974 096	127 886 842
78083000170 Apporter un appui au secteur des médias	790 000 000	868 869 188	1 075 382 561

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22078 Communication et médias	**10 561 923 440**	**9 670 183 493**	**11 096 883 803**
4 Investissements	***2 249 608 200***	***638 900 000***	***810 200 000***
Trésor	*2 249 608 200*	*638 900 000*	*810 200 000*
78083000118 Réhabiliter les installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et du Plateau	101 908 200	300 000 000	673 800 000
78046000613 Réhabiliter et remettre aux normes des installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de l'AIP	100 000 000	338 900 000	136 400 000
78046000513 Réhabiliter les pylônes, les centres émetteurs FM et renouveler les équipements d'énergie	2 047 700 000	0	0
2207802 Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle	**1 863 531 142**	**2 343 244 159**	**2 617 524 170**
1 Personnel	***1 051 243 656***	***1 063 610 987***	***1 075 969 076***
78046000439 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ISTC	1 027 693 656	1 039 526 004	1 051 345 726
78083000155 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission Carte d'Identité Professionnelle des Journalistes	23 550 000	24 084 983	24 623 350
2 Biens et services	***11 500 000***	***12 900 000***	***14 900 000***
78083000140 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la CIJP	7 500 000	8 500 000	10 000 000
78083000148 Produire les cartes et les annuaires des journalistes professionnels et des professionnels de la Communication et des Médias	4 000 000	4 400 000	4 900 000
3 Transferts	***650 787 486***	***766 733 172***	***936 855 094***
78046000549 Former aux métiers de la communication	650 787 486	766 733 172	936 855 094
4 Investissements	***150 000 000***	***500 000 000***	***589 800 000***
Trésor	*150 000 000*	*500 000 000*	*589 800 000*
78046000546 Réhabiliter des infrastructures de l'ISTC Polytechnique (Phase 1)	150 000 000	500 000 000	589 800 000
2207803 Régulation du secteur de la communication et des médias	**3 058 484 098**	**3 346 307 132**	**3 588 845 813**
1 Personnel	***2 413 984 098***	***2 441 777 498***	***2 469 541 237***
78083000113 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au FSDP	269 886 112	272 993 445	276 097 462
78083000142 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ANP	673 864 736	681 623 276	689 373 536
78083000149 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AIP	351 777 294	355 827 481	359 873 346
78083000156 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la HACA	1 118 455 956	1 131 333 296	1 144 196 893
2 Biens et services	***24 500 000***	***29 100 000***	***35 000 000***
22078030015 Assurer la gestion du secteur publicitaire sur l'ensemble du territoire national	4 500 000	5 200 000	6 000 000
22078030016 Promouvoir et développer les activités publicitaires en Côte d'Ivoire	3 000 000	3 700 000	4 500 000
22078030017 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCP	5 000 000	6 000 000	7 500 000
78083000112 Organiser des missions de contrôle et actions d'investigation sur toute l'étendue du territoire	4 000 000	5 000 000	6 000 000
78083000147 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la BCP	8 000 000	9 200 000	11 000 000
3 Transferts	***620 000 000***	***875 429 634***	***1 084 304 576***
78083000109 Réguler le secteur de l'audoivisuel	30 000 000	82 615 286	100 457 566
78083000117 Réguler et encadrer les activités de la presse (ANP)	290 000 000	355 281 094	461 089 801
78083000151 Réguler le secteur de la Communication Publicitaire	300 000 000	437 533 254	522 757 209

II.2.3. Programme 3 : Francophonie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Francophonie	Action 3.1: Promotion de la Francophonie

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Francophonie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Promouvoir et vulgariser les actions de la francophonie en Côte d'Ivoire	Nombre de femmes et de jeunes sensibilisés lors des inter-villes	0	1000	2000	3000	Dénombrement Source : Rapport CNF
	Nombre de régions ayant abrité les journées de la Francophonie	0	1	2	3	Dénombrement Source : Rapport CNF
	Proportion des organisations féminines et de jeunesse ayant fait acte de candidature aux appels à projets de l'OIF	0%	25%	30%	35%	(Nombre d'organisations soumissionnaires/nombre d'organisations sensibilisées) x 100 Source : Rapport CNF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : FRANCOPHONIE	**391 582 397**	**402 569 123**	**430 976 743**
Personnel	197 082 397	199 351 505	201 618 191
Biens et services	94 500 000	94 500 000	94 500 000
Transferts	100 000 000	108 717 618	134 858 552
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22226 Francophonie	**391 582 397**	**402 569 123**	**430 976 743**
2222601 Promotion de la Francophonie	**391 582 397**	**402 569 123**	**430 976 743**
1 Personnel	***197 082 397***	***199 351 505***	***201 618 191***
78082000297 Transférer les subventions équilibre personnel à la CNF	197 082 397	199 351 505	201 618 191
2 Biens et services	***94 500 000***	***94 500 000***	***94 500 000***
78082000209 Organiser les jeux de la Francophonie	70 000 000	70 000 000	70 000 000
78082000304 Promouvoir la politique de la francophonie et de la coopération culturelle	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78082000313 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction de le francophonie	19 500 000	19 500 000	19 500 000
3 Transferts	***100 000 000***	***108 717 618***	***134 858 552***
78082000279 Mettre en œuvre la politique de la Francophonie	100 000 000	108 717 618	134 858 552

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 4.1: Gestion des Comptes spéciaux du trésor

II.2.1.2. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 4 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**14 221 000 000**	**15 272 000 000**	**16 403 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	14 221 000 000	15 272 000 000	16 403 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23206 Comptes Spéciaux du Trésor	**14 221 000 000**	**15 272 000 000**	**16 403 000 000**
2320601 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	**14 221 000 000**	**15 272 000 000**	**16 403 000 000**
3 Transferts	14 221 000 000	15 272 000 000	16 403 000 000
78083000146 Transférer la taxe de Publicité au Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP)	1 353 000 000	1 503 000 000	1 670 000 000
78083000160 Transférer la redevance RTI	12 868 000 000	13 769 000 000	14 733 000 000

SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration Publique ;
- la lenteur dans le traitement des dossiers et la lourdeur administrative (source PND 2021-2025) ;
- l' insuffisance de la maturité numérique du ministère(source PND 2021-2025) ;
- l'insuffisance du contrôle de présence au poste.

I.1.2.Réponses apportées

- la vulgarisation de l'enseignement du Statut Général de la Fonction Publique ;
- le renforcement du contrôle de présence au poste ;
- la vulgarisation des procédures disciplinaires et de distinctions honorifiques ;
- La simplification et la dématérialisation des procédures administratives.

I.1.3.Défis et priorités

- le fonctionnement des services selon la démarche qualité ;
- le redéploiement des effectifs ;
- la gestion rationnelle des effectifs ;
- l'élaboration du code d'éthique et de déontologie ;
- la poursuite de la vulgarisation des procédures disciplinaires et de distinctions honorifiques ;
- la simplification des procédures administratives notamment pour les actes de premier mandatement et d'admission à la retraite ;
- l'intensification de la sensibilisation des fonctionnaires à l'utilisation de l'espace fonctionnaire ;
- l'accroissement de l'habilitation des Directeurs Régionaux à l'utilisation du SIGFAE;
- la modernisation des canaux d'information des usagers ;
- l'intégration du module « connaissance du Statut Général de la Fonction Publique » dans les curricula des écoles de formation donnant accès à la qualité de fonctionnaires;
- la réduction de la fracture numérique du Ministère à un niveau comparable à celui des pays émergents ;
- le renforcement de la capacité du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration à se moderniser.

I.2.Politique sectorielle

I.2.1.Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- l'amélioration des moyens et de la qualité des services.

I.2.2.Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est renforcée ;
- la promotion de la gestion des ressources humaines civiles de l'Etat est assurée

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 11, le Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration. A ce titre, et en liaison avec les différents départements

ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Fonction Publique

- recrutement et gestion des personnels des Administrations de l'État, des établissements publics et des personnels engagés par contrat ;
- gestion prévisionnelle et contrôle des effectifs ;
- administration de la base de données du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat en abrégé SIGFAE ;
- mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique générale de la fonction publique ;
- moralisation de la fonction publique, en liaison avec le Ministre chargé de la Bonne Gouvernance;
- formation et perfectionnement des cadres de l'Administration et des agents de l'État ;suivi de l'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- suivi de la continuité, de l'organisation efficace et du bon fonctionnement du Service Public.

Au titre de la modernisation de l'Administration

- coordination, au niveau interministériel, des travaux conduits par les administrations en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, en prenant en compte l'amélioration et le fonctionnment des services déconcentrés de l'Etat et l'innovation des services publics ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'information de l'Administration et évaluation de son impact sur la modernisation de l'administration et la qualité des services publics, en liaison avec les Ministres concernés ;
- simplification des relations entre les usagers et les administrations de l'Etat et entre les administrations elles-mêmes ;
- promotion de la transparence dans la gestion publique en liaison avec les Ministres concernés ;
- adaptation de la formation à l'évolution des missions de l'administration et au pilotage de la performance des politiques publiques ;
- élaboration de propositions permettant d'assurer l'adaptation des services déconcentrés des administrations de l'Etat au développement de la décentralisation ;
- étude sur les mutations de l'Administration notamment en matière d'organisation, de formation et d'éthique ;
- renforcement du suivi-évaluation et de l'imputabilité.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Fonction Publique

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale, Conseil de Discipline, Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique, Direction des Affaires Financières et du Patrimoine, Cellule de Passation des Marchés Publics, Comité Sectoriel de Lutte contre le SIDA, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Communication et des Relations Publiques, Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation, Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux, Direction de la Qualité.		Modernisation des Processus Métiers (MPM).	
Programme 2 : Fonction Publique	Direction Générale de la Fonction Publique, Direction des Concours ; Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités, Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat, Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs, Direction des Systèmes d'Information, Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs, Directions Régionales.	-Ecole Nationale d'Administration (E.N.A), - Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	Réhabilitation et Equipement de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), Construction, Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et Antennes de la Fonction Publique Phase 2, Construction et Equipement salles multimédia, Rénovation et extension de câblage téléinformatique du MFP, Projet de numérisation des archives.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 : Nombre de textes législatifs et règlementaires adoptés	Dénombrement Source : DAJC
		IP.1.2 : Nombre de personnel formé	Dénombrement Source : DFRC
		IP.1.3 : nombre de services fournis répondant aux normes	Dénombrement Source : DQ
OG 2 : Promouvoir une gestion des ressources humaines civiles de l'Etat	RS 2.1 : la promotion de la gestion des ressources humaines civiles de l'Etat est assurée	IP 2. 1 : Taux de satisfaction des fonctionnaires et agents de l'Etat	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat interrogés Source : Rapport annuel de performance du programme II / Rapport d'Etudes Source : DGAPCE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**28 136 563 621**	**30 482 469 732**	**30 934 703 607**
1.1 Ressources Intérieures	**28 136 563 621**	**30 482 469 732**	**30 934 703 607**
1.1.1 Budget Etat	28 136 563 621	30 482 469 732	30 934 703 607
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**28 136 563 621**	**30 482 469 732**	**30 934 703 607**
2.1 Personnel	**9 028 971 701**	**9 537 238 016**	**10 075 903 396**
2.1.1 Solde y compris EPN	9 028 971 701	9 537 238 016	10 075 903 396
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**12 757 355 156**	**12 754 436 507**	**12 974 073 330**
2.3 Transferts	**5 511 271 764**	**6 049 695 209**	**6 212 526 881**
2.4 Investissement	**838 965 000**	**2 141 100 000**	**1 672 200 000**
Trésor	*838 965 000*	*2 141 100 000*	*1 672 200 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources (humaines, financières et matérielles)
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5: Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Taux de réalisation des réunions de coordination	80%	85%	90%	90%	(Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions planifiées) x 100 Source : Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'action du programme	80%	95%	99%	99%	(Nombre d'activités du plan d'action réalisées/ Nombre total des activités du plan d'action) x 100 Source : Cabinet
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du ministère	73%	76%	85%	90%	(Nombre d'agents mis à la disposition du ministère ayant un poste de travail / Nombre total des agents mis à la disposition du ministère) x100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en formation du ministère	64%	80%	90%	95%	(Nombre d'agents du ministère ayant bénéficié de formation / Nombre total des besoins en formation des agents du ministère) x100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	95,35%	96%	97%	97%	(Total liquidation / Total budget actuel) x100 Source : SIGOBE
	Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine	75%	76%	78%	80%	(Nombre de besoins satisfaits en entretien du patrimoine / Nombre total de besoins d'entretien du patrimoine planifiés) x100 Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'exécution des saisines en matière disciplinaire	58.65%	75%	78%	85%	(Nombre de saisines exécutées en matière disciplinaire / Nombre total de saisines en matière disciplinaire) x100 Source : Rapport d'activités CD
	Taux d'exécution des saisines en matière de distinctions honorifiques	95%	97%	98%	98%	(Nombre de saisines exécutées en matière de distinctions honorifiques / Nombre total de saisines en matière de distinctions honorifiques) x100 Source : SOMFP
	Taux d'exécution des saisines en matière de distinctions exceptionnelles	100%	100%	100%	100%	(Nombre de saisines exécutées en matière de distinctions exceptionnelles / Nombre total de saisines en matière de distinctions exceptionnelles) x100 Source : SOMFP
OS 3 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Taux de couverture des structures intégrées dans la planification	83%	90%	95%	100%	(Nombre de structures intégrées dans la planification / Nombre total de structures du ministère) x100 Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de processus métiers modernisé	40%	79%	99%	100%	(Nombre de processus métiers modernisé / Nombre total de processus métiers à moderniser identifiés) x100 Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de couverture médiatique du Ministère	80%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités couvertes / Nombre d'activités réalisées) x100 Source : Rapport d'activités DCRP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**20 075 591 579**	**20 614 824 875**	**21 219 590 065**
Personnel	8 166 420 852	8 664 756 190	9 193 501 191
Biens et services	11 780 515 773	11 798 213 731	11 987 433 920
Transferts	38 654 954	38 654 954	38 654 954
Investissements	90 000 000	113 200 000	0
Trésor	*90 000 000*	*113 200 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21042 Administration Générale	**20 075 591 579**	**20 614 824 875**	**21 219 590 065**
2104201 Coordination et animation du ministère	**538 400 000**	**527 036 832**	**543 801 448**
2 Biens et services	***538 400 000***	***527 036 832***	***543 801 448***
78013300464 Gérer les procédures disciplinaires des fonctionnaires et agents de l'Etat	32 000 000	31 324 626	32 321 038
78013300465 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique	247 600 000	242 374 293	250 084 024
78013300466 Gérer la politique de lutte contre le SIDA au Ministère de la Fonction Publique	6 000 000	5 873 368	6 060 195
78013300534 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/MFP	70 000 000	68 522 619	70 702 268
78013300592 Procéder au contrôle administratif et financier des services, établissements sous tutelle du Ministère et des Directions Régionales	30 000 000	29 366 836	30 300 973
78013300595 Gérer les activités du Cabinet	55 000 000	53 839 202	55 551 781
78013300635 Gérer les contentieux et les affaires juridiques	30 000 000	29 366 836	30 300 973
78013300636 Gérer la distinction honorifique des fonctionnaires et agents de l'Etat	37 700 000	36 904 326	38 078 221
78013300646 Gérer la politique de la qualité des services du Ministère	30 100 000	29 464 726	30 401 975
2104202 Gestion des ressources (humaines, financières et matérielles)	**19 372 191 579**	**19 901 170 948**	**20 600 036 188**
1 Personnel	***8 166 420 852***	***8 664 756 190***	***9 193 501 191***
78013300538 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	8 166 420 852	8 664 756 190	9 193 501 191
2 Biens et services	***11 167 115 773***	***11 197 759 804***	***11 367 880 043***
78013300455 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	160 000 000	156 623 130	161 605 185
78013300456 Gérer le renforcement des capacités du personnel du Cabinet	196 172 255	225 773 504	352 666 878
78013300457 Gérer la commande publique du ministère	28 600 000	27 996 386	28 886 926

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21042 Administration Générale	**20 075 591 579**	**20 614 824 875**	**21 219 590 065**
78013300467 Prendre en charge médicalement le personnel du Ministère	24 700 000	24 178 694	24 947 801
78013300468 Gérer les séminaires et les conférences du ministère hors de la Côte-d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78013300469 Gérer les charges exceptionnelles des agents	9 761 272 450	9 761 272 450	9 761 272 450
78013300470 Gérer les séminaires et les conférences du ministère en Côte-d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78013300536 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78013300572 Gérer les ressources humaines du Ministère	30 000 000	29 366 836	30 300 972
78013300589 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	505 000 000	494 341 752	510 066 363
78013300610 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78013300626 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	312 371 068	330 051 270	348 732 172
3 Transferts	***38 654 954***	***38 654 954***	***38 654 954***
78013300454 Gérer les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	38 654 954	38 654 954	38 654 954
2104203 Planification, programmation et suivi-évaluation	**120 000 000**	**142 566 839**	**30 300 971**
2 Biens et services	***30 000 000***	***29 366 839***	***30 300 971***
78013300459 Organiser la planification générale des activités et réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	30 000 000	29 366 839	30 300 971
4 Investissements	***90 000 000***	***113 200 000***	***0***
Trésor	*90 000 000*	*113 200 000*	*0*
78013300539 Modernisation des Processus Métiers	90 000 000	113 200 000	0
2104204 Gestion du système d'information et de communication	**45 000 000**	**44 050 256**	**45 451 458**
2 Biens et services	***45 000 000***	***44 050 256***	***45 451 458***
78013300462 Organiser la communication des activités du Ministère	45 000 000	44 050 256	45 451 458

II.2.2. Programme 2 : Fonction Publique

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1: Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat
	Action 2.2: Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS. 1 : Coordonner les activités du programme	Taux de réalisation des activités du plan d'actions du programme	60%	65%	70%	75%	(Nombre d'activités du plan d'actions réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions) x100 Source : Rapport d'activités DGFP
OS.2 : Maîtriser les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de réalisation des concours administratifs	100%	100%	100%	100%	(Nombre de concours organisés / Nombre de concours planifiés) x100 Source : Rapport d'activités /DC
	Taux des admis aux concours administratifs mis à la disposition des ministères	95,9%	97%	98%	99,99%	(Nombre d'agents admis aux concours directs affectés/ Nombre total d'agents admis aux concours directs) x100 Source : DPCE
	Taux d'absentéisme des fonctionnaires et agents de l'Etat à leur poste de travail	0,63%	0,53%	0,43%	0,33%	(Nombre d'absents / Nombre total des fonctionnaires et agents de l'Etat contrôlés) x 100 Source : DPCE
	Taux d'actes administratifs diffusés et archivés	67.47%	91.81%	98%	100%	(Nombre d'actes administratifs diffusés et archivés / Nombre d'actes administratifs planifiés) x100 Nombre d'actes planifiés 2021 : **82 653** Nombre d'actes planifiés 2022 : **85 876** Nombre d'actes planifiés 2023 : **94 355** Nombre d'actes planifiés 2024 : **102 834** Source : DGAPCE
OS 2.3 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en Côte d'Ivoire	97.83%	98%	98%	98%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés en CI / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimés le besoin en formation en Côte d'Ivoire) x 100 Source : DFRC
	Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat hors Côte d'Ivoire	66.66%	85%	90%	90%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés hors CI / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimés le besoin en formation hors Côte d'Ivoire) x 100 Source : DFRC
	Taux de couverture en formation des auditeurs de l'ENA	100%	100%	100%	100%	(Nombre des auditeurs ayant bénéficié d'une formation / Nombre total des auditeurs planifiés) x100 Source : ENA
	Taux des fonctionnaires et agents de l'Etat formés	89.08%	90%	90%	90%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat bénéficiaires de formation / Nombre total de participants) x100 Source : CED-CI

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : FONCTION PUBLIQUE	**8 060 972 042**	**9 867 644 857**	**9 715 113 542**
Personnel	862 550 849	872 481 826	882 402 205
Biens et services	976 839 383	956 222 776	986 639 410
Transferts	5 472 616 810	6 011 040 255	6 173 871 927
Investissements	748 965 000	2 027 900 000	1 672 200 000
Trésor	*748 965 000*	*2 027 900 000*	*1 672 200 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22043 Fonction Publique	**8 060 972 042**	**9 867 644 857**	**9 715 113 542**
2204301 Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat	**4 034 304 383**	**5 206 453 413**	**5 067 318 529**
2 Biens et services	***795 339 383***	***778 553 413***	***803 318 529***
11013300005 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bélier	8 000 000	7 831 158	8 080 259
11013300006 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome de Yamoussoukro	9 200 000	9 005 833	9 292 297
14013300005 Coordonner les activités du ministère dans la région du N'Zi	8 000 000	7 831 156	8 080 259
15013300006 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Iffou	8 000 000	7 831 157	8 080 258
16013300002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Moronou	8 000 000	7 831 158	8 080 256
17013300005 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Gbêkê	8 000 000	7 831 157	8 080 258
18013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol	8 000 000	7 831 157	8 080 260
22013300006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing	8 000 000	7 831 156	8 080 260
23013300002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou	8 000 000	7 831 157	8 080 259
25013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro	8 000 000	7 831 158	8 080 258
26013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué	8 500 000	8 320 603	8 585 274
27013300005 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon	10 100 000	9 886 834	10 201 328
28013300002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bounkani	8 000 000	7 831 156	8 080 259
31013300006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sassandra	8 000 000	7 831 158	8 080 258
31013300007 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gboklè	10 500 000	10 278 393	10 605 338
32013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Goh	8 000 000	7 831 155	8 080 260

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22043 Fonction Publique	**8 060 972 042**	**9 867 644 857**	**9 715 113 542**
35013300005 Coordonner les activités du ministère dans la région du Marahoué	8 000 000	7 831 158	8 080 258
36013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou	8 000 000	7 831 156	8 080 260
37013300006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Béré	8 000 000	7 831 156	8 080 259
41013300002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tonpki	8 000 000	7 831 158	8 080 259
42013300005 Coordonner les activités du ministère dans la région du Cavally	8 000 000	7 831 158	8 080 258
43013300003 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Guémon	8 000 000	7 831 157	8 080 259
51013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Loh-Djiboua	8 000 000	7 831 158	8 080 258
55013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région de San-Pédro	8 000 000	7 831 156	8 080 259
56013300006 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa	8 000 000	7 831 157	8 080 258
61013300002 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin	8 000 000	7 831 156	8 080 260
62013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougo	8 000 000	7 831 159	8 080 259
71013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sanwi	11 513 488	11 270 491	11 628 996
76013300003 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans l'Agneby-Tiassa	8 000 000	7 831 158	8 080 257
77013300003 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé	8 000 000	7 831 157	8 080 259
78013300460 Gérer le SIGFAE	230 000 000	225 145 748	232 307 452
78013300461 Gérer la base de données des fonctionnaires	24 500 000	23 982 917	24 745 794
78013300486 Coordonner la mise en œuvre de la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	38 500 000	37 687 440	38 886 247
78013300487 Gérer les actes administratifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	97 425 895	95 369 679	98 403 311
78013300489 Coordonner et suivre les activités des services extérieurs	23 000 000	22 514 577	23 230 745
78013300490 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome d'Abidjan	10 000 000	9 788 948	10 100 323
78013300516 Gérer les effectifs des ressources humaines de l'Etat	68 600 000	67 152 166	69 288 223
78013300560 Gérer la politique de recrutement des agents de l'Etat	36 500 000	35 729 650	36 866 183
78013300600 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Tchologo	8 000 000	7 831 156	8 080 259
79013300005 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans les Grand Ponts	9 000 000	8 810 051	9 090 292
3 Transferts	***2 700 000 000***	***2 700 000 000***	***2 700 000 000***
78013300604 Gérer les concours administratifs	2 700 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
4 Investissements	***538 965 000***	***1 727 900 000***	***1 564 000 000***
Trésor	*538 965 000*	*1 727 900 000*	*1 564 000 000*
78013300653 Rénover et étendre le câblage téléinformatique du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	258 965 000	605 700 000	864 000 000
78013300615 Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et des antennes de la Fonction Publique	205 000 000	887 200 000	700 000 000
78013300463 Projet de numérisation des archives	75 000 000	235 000 000	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22043 Fonction Publique	**8 060 972 042**	**9 867 644 857**	**9 715 113 542**
2204303 Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat	**4 026 667 659**	**4 661 191 444**	**4 647 795 013**
1 Personnel	***862 550 849***	***872 481 826***	***882 402 205***
78013300494 Transférer les crédits de personnel à l'ENA	666 834 932	674 512 534	682 181 943
78013300629 Transférer les crédits de personnel au CED-CI	195 715 917	197 969 292	200 220 262
2 Biens et services	***181 500 000***	***177 669 363***	***183 320 881***
78013300493 Gérer le renforcement des capacités des agents de l'administration publique ivoirienne	181 500 000	177 669 363	183 320 881
3 Transferts	***2 772 616 810***	***3 311 040 255***	***3 473 871 927***
78013300491 Gérer la formation des auditeurs en présentiel et par vidéoconférence	182 661 070	210 187 978	214 915 331
78013300561 Gérer la formation des fonctionnaires et agents de l'Etat	717 338 930	825 441 452	844 006 516
78013300633 Gérer les stages hors de la Côte d'Ivoire des fonctionnaires et agents de l'Etat	340 000 000	413 132 936	438 468 256
78013300637 Prendre en charge les dépenses liées à la bourse des auditeurs de l'ENA	1 532 616 810	1 862 277 889	1 976 481 824
4 Investissements	***210 000 000***	***300 000 000***	***108 200 000***
Trésor	*210 000 000*	*300 000 000*	*108 200 000*
78013300605 Réhabilitation et Equipement Ecole Nationale d'Administration	210 000 000	300 000 000	108 200 000

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau du transport terrestre **:**

- l'insuffisance de l'offre de transport ;
- l'absence de statistiques fiables en matière de transport terrestre et ferroviaire ;
- la gestion approximative du fret engendrant des pertes de recettes fiscales pour l'Etat ;
- l'accroissement des accidents de la route ;
- la dégradation avancée de l'axe ferroviaire existant ;
- l'insuffisance de régulation du Transport à Abidjan et à l'intérieur du pays.

Au niveau du transport aérien :

- la faible capacité opérationnelle du BEA dans ses missions d'enquêtes ;
- la faible capacité opérationnelle du centre de sauvetage et de recherche aérien (SAR) ;
- l'impossibilité pour toutes les compagnies aériennes immatriculées en Côte d'Ivoire d'opérer en Amérique du Nord.

Au niveau portuaire :

- la stagnation des capacités d'accueil des ports ivoiriens ;
- la suspension de la mise en œuvre du Projet de Développement Intégré du Système Fluvio-lagunaire ;
- la congestion des dessertes portuaires au niveau d'Abidjan ;
- la dégradation des accès terrestres dans la zone portuaire de San Pedro ;
- la saturation du domaine portuaire à Abidjan ;
- l'existence du phénomène de piraterie et des actes illicites dans les eaux sous juridiction ivoirienne ;
- l'insuffisance de l'offre de service de transport lagunaire ;
- l'insuffisance des investissements au niveau des ports de sorte à entamer leur rayonnement sous régional et international ;
- l'inexistence de compagnies maritimes privées ivoiriennes ou de navires battant pavillon ivoirien.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau du transport terrestre

- la révision du décret 64-212 du 26 mai 1964, portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique ;
- la révision de la convention de concession de SITARAIL ;
- l'adoption par le parlement de la loi d'orientation du transport intérieur ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrée de l'ensemble des activités du transport routier ;
- la poursuite de l'opération du renouvellement du parc automobile ;
- l'annulation de la TVA sur les véhicules neufs de transport public ;
- l'organisation des transporteurs par l'élection des délégués de transporteurs et du Président des délégués ;
- la réduction des barrages routiers (lutte contre le racket) ;
- la concession de la construction et de l'exploitation de la gare routière d'Abidjan ;
- l'acquisition d'autobus et de bateaux-bus pour la SOTRA;
- la réalisation des études du prolongement des voies ferrées Abidjan-Ouagadougou–Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;

- la réalisation du projet du train urbain dans la ville d'Abidjan;
- la libéralisation du transport lagunaire ;
- la construction des postes juxtaposés de Noé et Laleraba ;
- la création de deux (02) autorités Administratives indépendantes chargées de la mobilité urbaine dans le grand Abidjan (AMUGA) et la régulation du transport intérieur (ARTI) ;
- la réalisation des études de restructuration globale du réseau de transport urbain ;
- l'adoption du plan stratégique de sécurité routière ;
- la création de la police spéciale de la sécurité routière (PSSR).

Au niveau du transport aérien

- l'extension et la modernisation de l'aérogare de fret d'Abidjan ;
- la poursuite de la réhabilitation des aéroports de l'intérieur ;
- la construction en cours de deux (02) nouveaux aéroports (Kong et Séguéla) ;
- l'obtention du financement du système de vigilance, d'alerte et de service climatique et météorologique ;
- le renforcement de la flotte de la compagnie AIR Cote d'Ivoire ;
- l'élaboration des projets de modification des textes (ordonnance, décrets et arrêtés) relatifs au code de l'aviation civile ;
- les subventions accordées au centre SAR aérien.

Au niveau portuaire

- la densification et la modernisation des infrastructures et équipements portuaires ;
- la certification du port d'Abidjan à la norme ISO 9001 version 2008 et au Code ISPS ;
- la réalisation des travaux de dragage du chenal d'accès et du bassin du port, des travaux de rejointoiement de blocs de quai, du bitumage de voiries intérieures ;
- la réhabilitation du poste de transformation n°02 ayant permis la fourniture d'électricité aux opérateurs de la plateforme portuaire ;
- l'acquisition d'un radar en vue de répondre aux exigences des normes du code ISPS.

I.1.3. Défis et Priorités

- la suppression des entraves à la mobilité des personnes ;
- la facilitation de l'acheminement des produits des zones de production vers des zones de consommation ;
- l'accroissement de la compétitivité des ports et aéroports ;
- la modification du statut du BEA ;
- la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA ;
- le développement des ports d'Abidjan et San Pedro (extension et renforcement des capacités);
- l'accroissement de la flotte de transport lagunaire de personnes et de marchandises ;
- le renforcement de la sécurité et la sureté dans les espaces maritimes, portuaires et lagunaires ;
- la réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou–Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la construction du train urbain d'Abidjan ;
- la réalisation du chemin de fer Man - San Pedro ;
- la régulation du transport urbain à Abidjan ;
- la construction des postes juxtaposés de CI-Guinée, CI-Liberia et de CI-Mali;
- la construction de lignes de BRT à Abidjan;
- la gestion intelligente du trafic à Abidjan;
- l'amplification du renouvellement du parc auto;
- la professionnalisation des transporteurs et conducteurs ;
- l'acquisition de bateaux bus pour la SOTRA ;

- la réforme du cadre institutionnel de la sécurité routière ;
- la réhabilitation, la modernisation et la mise aux normes OACI de tous les aéroports ;
- la mise en œuvre du système de vigilance, d'alerte et de service climatique et météorologique ;
- la mise en œuvre du centre SAR ;
- l'ouverture de nouvelles lignes aériennes notamment vers l'Amérique ;
- la mise en œuvre du plan stratégique de sécurité routière.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des services de transport ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté ferroviaire, routière, aérienne, maritime et fluvio-lagunaire ;
- le renforcement de la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration des Transports est moderne et performante ;
- les conditions d'accès des populations à des services de transports routiers et ferroviaire sont améliorées ;
- la compétitivité des services du transport aérien est accrue ;

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 9, le Ministère des Transports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de transports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maitrise d'ouvrage des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des ports, des gares routières, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports routiers, ferroviaires, aériens, fluvio-lagunaires et maritimes ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports collectifs urbains, inter-ubains et en milieu rural ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle du transport privé;
- initiation, application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité des transports routiers, aériens, ferroviaires, fluvio-lagunaires et maritimes ;
- développement de stratégie et de chaînes logistiques ;
- réglementation et contrôle de l'exploitation des infrastructures routières, aéroportuaires, maritimes, fluviales, ferroviaires et météorologiques ;
- réglementation et contrôle des transports aériens, maritimes, fluviaux et des plans d'eau ;
- réalisation des diverses plateformes logistiques et des infrastructures de transit ;
- fluidité du trafic interurbain et international ;
- amélioration de la mobilité urbaine et en milieu rural ;
- lutte efficace contre l'insécurité routière sous toutes ses formes ;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Transport aérien
- Programme 3 : Transport terrestre.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN,SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Secrétariat Général ; Inspection Générale des Transports (IGT) ; Direction des Affaires Juridiques et duContentieux (DAJC) ; Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) ; Direction de la Planification des Statistiques et de la Prospective (DPSP) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ;Direction de la Communication, des Relations Publiques et de la Coopération Internationale (DCRPCI) ; Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; Cellule de Passation des Marches Publics (CPMP) ; Directions Régionales (22 DR) ; Directions Départementales (07 DD) ; Direction dela Police Spéciale de la Sécurité Routière (DPSSR) ;	Académie Régionale des Sciences et Techniques dela Mer (ARSTM)-	Mise en place d'un système de suivi-évaluation projets/programmes et statistiques des transports	
Programme 2: Transport aérien	Direction du Transport Aérien et Maritime (DTAM), Bureau des Enquêtes et Analyses Accidents (BEA), Direction Générale des Transports Aériens et Maritimes,des Infrastructures Aéroportuaires et Portuaires (DGTAMIAP), Direction des Infrastructures Aéroportuaires (DIA), Direction des Infrastructures Portuaires (DIP), Direction des Affaires Administratives, Juridiques et des Moyens Généraux (DAAJMG).	ANAC, SODEXAM, AIR CÔTE D'IVOIRE, Port Autonome d'Abidjan (PAA) ; Port de San Pedro (PASP).	-Projet de système de vigilance, d'alerte et service climatique et météorologique pour la fourniture et l'intégration de système d'informationmétéorologique ; -Réhabilitation des aéroports de l'intérieur ; -Réalisation de l'extension du siègede l'ANAC-et acquérir du matériel moderne de sûreté et de sécurité ; -Construction et extension des aéroports de KORHOGO, KONG,SEGUELA et DAOUKRO.	-Projets de Réhabilitation et renforcement des airesde mouvements de l'aéroport de San-Pedro ; -Projet de réhabilitationet d'équipement des aéroports de KORHOGO et de BOUAKE. -Certifier l'aérodrome international de Bouakéconformément aux exigences OACI ; -Construction de l'Aérocité Akwaba. ; Travaux aéroports Yakro, Bouaké ; Projet Aérocité

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Transport Terrestre	-DGTTC (Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation), Direction de la Circulation Terrestreet de la Sécurité Routière (DCTSR), Direction des Services des Transports Terrestres (DSTT), Direction des Entreprises des Transports Terrestres (DETT), Direction de la Coordination et de la GestionIntégrée des Opérations des Transports Terrestres (DCGIOTT), Direction de la Communication, de l'Informatique, de la Documentation et des Archives (DCIDA), Direction des Moyens Généraux (DMG), DGUA (Direction du Guichet Unique Automobile), OFT (Observatoire de la Fluidité des Transports)	OSER (Office de Sécurité Routière); SIPF (Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire); SOTRA (Société des Transports Abidjanais); FDTR (Fonds de Développement du Transport Routier); AMUGA (Autorité de la Mobilité Urbain dans le GrandAbidjan) ; ARTI (Autorité de Régulation du Transport Intérieur).	- Construction du poste juxtaposé de Laléraba ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan ; -Construction du poste juxtaposé deGbapleu ; -Construction du poste juxtaposé deProllo ; -Construction du poste juxtaposé deNigouni ; -Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan - Ouagadougou (PAMOSET) ; -Construction de 10 centres d'examens de permis de conduire -Mettre en œuvre le projet de mobilité urbaine d'Abidjan (projet BRT) ; -Construction d'une ligne BRT sur le boulevard Latrille.	-Acquérir des autobus et bateau-bus pour la SOTRA -Projet de dématérialisation des procédures de traitement des dossiersau Guichet Unique Automobile ; Chaine logistique

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration des transports est moderne et performante	IP 1.1 : Taux des textes législatifs et réglementaires adoptés	Nombre de textes adoptés /Nombre de textes élaborés. Source : DAJC
		IP 1.2 : Taux de traitement des Contentieux	Nombre de contentieux traités / Nombre de contentieux enregistrés. Source : DAJC
		IP 1.3 : Proportion d'agents formés	(Nombre d'agents formés / Effectif total du ministère) x 100 Sources : DRH
OG 2 : Accroître la compétitivité des servicesdu transport aérien	RS 2 : la compétitivité des services du transport aérien est accrue	IP 2.1 : Taux de croissance des passagers en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers N – Nombre de pax N-1) / Nombre de pax N-1))x100Source : SODEXAM/ ANAC / AERIA
		IP 2.2 : Taux de croissance de fret en Côte d'Ivoire	(Tonnage de l'année en cours – tonnage de l'année précédente) / tonnage de l'année précédente) x 100 Source : SODEXAM/ ANAC / AERIA
		IP 2.3 : Nombre des compagnies fréquentant les aéroports de Côte d'Ivoire	Dénombrement. Source : ANAC/AERIA
OG 3 : Améliorer le niveau de service de transport routier et ferroviaire	RS 3 : les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routieret ferroviaire de qualité sont améliorées	IP 3.1 : Taux annuel de satisfaction des usagers par rapport au transport terrestre	(Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers enquêtés) X100 Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête Source : INS, DPSP, DGTTC, OFT, OSEP (Ministère de la Modernisation)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**72 782 811 780**	**100 402 524 422**	**104 212 618 251**
1.1 Ressources Intérieures	**44 598 811 780**	**38 768 024 422**	**33 897 218 251**
1.1.1 Budget Etat	44 598 811 780	38 768 024 422	33 897 218 251
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**28 184 000 000**	**61 634 500 000**	**70 315 400 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	28 184 000 000	61 634 500 000	70 315 400 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**72 782 811 780**	**100 402 524 422**	**104 212 618 251**
2.1 Personnel	**3 070 982 798**	**3 204 671 959**	**3 348 906 180**
2.1.1 Solde y compris EPN	3 070 982 798	3 204 671 959	3 348 906 180
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 690 263 361**	**1 693 276 110**	**1 830 439 228**
2.3 Transferts	**8 823 565 621**	**9 243 376 353**	**9 315 472 843**
2.4 Investissement	**59 198 000 000**	**86 261 200 000**	**89 717 800 000**
Trésor	31 014 000 000	24 626 700 000	19 402 400 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	28 184 000 000	61 634 500 000	70 315 400 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux d'exécution du budget du Ministère	41,54%	65%	68%	70%	(Total liquidation / Total budget actuel) X 100 Source : DAF
	Taux de réalisation des activités du Ministère	87,57%	90%	92%	95%	(Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues) x 100 Source : DPSP, DAF, Cabinet
OS2 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère des Transports	Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports	80%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités couvertes /Nombre d'activités réalisées) x 100 Source : SCRP
	Taux de fréquentation des réseaux sociaux du Ministère.	70%	75%	80%	85%	(Nombre de visites enregistrées par an/ Nombre de visites attendues par an) x 100 Source : SCRP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**3 020 941 567**	**3 259 126 221**	**3 565 159 291**
Personnel	1 192 964 198	1 305 030 796	1 427 665 530
Biens et services	1 220 802 561	1 233 723 486	1 356 268 619
Transferts	457 174 808	520 371 939	531 225 142
Investissements	150 000 000	200 000 000	250 000 000
Trésor	*150 000 000*	*200 000 000*	*250 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21112 Administration Générale	**3 020 941 567**	**3 259 126 221**	**3 565 159 291**
2111201 Coordination et animation	**1 082 096 084**	**1 208 194 365**	**1 365 472 241**
2 Biens et services	***474 921 276***	***487 822 426***	***584 247 099***
11045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (YAMOUSSOUKRO)	9 361 720	9 164 135	9 455 639
14045100009 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIMBOKRO)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
14045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIMBOKRO)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
17045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAKE)	10 400 000	10 180 503	10 504 335
18045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (KATIOLA)	7 200 000	7 048 038	7 272 234
18045100011 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR KATIOLA)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
22045100011 Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré (DEPARTEMENT TOUBA)	5 300 000	5 188 140	5 353 171
22045100012 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (TOUBA)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
23045100004 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ODIENNE)	13 000 000	12 725 628	13 130 421
25045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (KORHOGO)	8 400 000	8 222 715	8 484 270
28045100008 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUNA)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
28045100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (BOUNA)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
31045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DALOA)	8 200 000	8 026 936	8 282 263
32045100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (GAGNOA)	15 799 200	15 465 753	15 957 701
35045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAFLE)	14 245 199	13 944 548	14 388 110
36045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SEGUELA)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
36045100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (SEGUELA)	9 500 000	9 299 497	9 595 308
41045100007 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (MAN)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
41045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (MAN)	6 500 000	6 362 813	6 565 211
51045100011 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIVO)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
51045100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIVO)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
55045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SAN PEDRO)	9 540 000	9 338 654	9 635 707
56045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SOUBRE)	3 375 000	3 303 768	3 408 859
61045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABENGOUROU)	13 737 284	13 447 352	13 875 099
62045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BONDOUKOU)	8 200 000	8 026 936	8 282 263
71045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABOISSO)	12 915 797	12 643 204	13 045 371
76045100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (AGBOVILLE)	9 000 000	8 810 050	9 090 291
78045100101 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	10 000 000	9 788 947	10 100 321

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21112 Administration Générale	**3 020 941 567**	**3 259 126 221**	**3 565 159 291**
78049000472 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78049000473 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	132 792 000	152 829 538	238 725 604
78049000478 Mettre en œuvre le système de Management de la Qualité et l'Archivage moderne des Documents au sein de la DAF	10 590 000	10 366 493	10 696 244
78049000580 Contrôler les services et les structures sous tutelle du Ministère	12 000 000	11 746 735	12 120 389
78049000584 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de transports	90 240 076	88 335 520	91 145 400
78049000695 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	12 000 000	11 746 734	12 120 389
3 Transferts	***457 174 808***	***520 371 939***	***531 225 142***
78045200168 Former les acteurs et artisans du transport maritime et Fluvio lagunaire	419 358 964	482 556 095	493 409 298
78049000586 Exécuter la convention BNETD	37 815 844	37 815 844	37 815 844
4 Investissements	***150 000 000***	***200 000 000***	***250 000 000***
Trésor	*150 000 000*	*200 000 000*	*250 000 000*
78045200167 Construction de classes polyvalentes a l'arstm	150 000 000	200 000 000	250 000 000
2111202 Planification, programmation et suivi-évaluation	**15 200 000**	**14 879 198**	**15 352 491**
2 Biens et services	***15 200 000***	***14 879 198***	***15 352 491***
78049000677 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	15 200 000	14 879 198	15 352 491
2111203 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**1 887 065 483**	**1 999 868 697**	**2 147 082 598**
1 Personnel	***1 184 384 198***	***1 296 255 885***	***1 418 694 475***
78049000587 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 184 384 198	1 296 255 885	1 418 694 475
2 Biens et services	***702 681 285***	***703 612 812***	***728 388 123***
78049000500 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	331 959 924	324 953 763	335 290 279
78049000501 Gérer les ressources financières du ministère	45 600 000	44 637 593	46 057 476
78049000502 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	17 130 654	17 675 567
78049000503 Prendre en charge l'organisation des conférences et missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78049000579 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78049000676 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	55 000 000	55 000 000	55 000 000
78049000729 Gérer la commande publique du Ministère	20 150 000	19 724 725	20 352 152
78049000732 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	182 471 361	192 799 240	203 711 677
2111204 Information et communication	**36 580 000**	**36 183 961**	**37 251 961**
1 Personnel	***8 580 000***	***8 774 911***	***8 971 055***
78049000706 Assurer la masse salariale du Service de la Communication et des Relations Publiques	8 580 000	8 774 911	8 971 055
2 Biens et services	***28 000 000***	***27 409 050***	***28 280 906***
78049000506 Organiser la communication des activités du ministère	18 000 000	17 620 103	18 180 581
78049000693 Réaliser la maintenance du parc informatique	10 000 000	9 788 947	10 100 325

II.2.2. Programme 2 : Transport aérien

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport aérien	Action 2.1: Coordination et suivi des activités du transport aérien
	Action 2.2: Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
	Action 2.3: Renforcement de la sécurité et de la sureté
	Action 2.4: Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport aérien						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Coordonnerle développement des activités du Transport Aérien	Taux de réalisation des missions de coordination	25%	100%	100%	100%	(Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues) x 100 Source : DTA
	Taux d'exécution du budget du programme3 (par rapport au plafond autorisé)	30%	70%	90%	95%	Total liquidation / Total budget actuel Source : SIGOBE
OS 2 : Moderniser les infrastructures des aéroports	Nombre d'aéroports exploités	7	10	12	12	Dénombrement Source : SODEXAM
OS 3 : Obtenir et maintenir la Classification de l'ANAC en catégorie1 de la FAA	Taux de réalisation des exigences FAA	30%	50%	70%	90%	(Pourcentage de conformité aux normes FAA) x 100Source : ANAC/BEA
OS 4 : Développer les vols domestiques et internationaux d'AIRCOTE D'IVOIRE.	Taux annuel de croissance des passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE	7%	10%	12%	12%	(Nombre de passagers N –Nombre de passagers (N-1) /Nombre de passagers (N-1)) x 100 Source : ANAC -SODEXAM
OS 5 : Accroitre lacompétitivité des ports ivoiriens	Taux d'accroissement du Trafic global marchandises	-	4,35%	4,95%	5,60%	Tonnage (T) en % : (T(n) –T (n-1)) / T (n-1) Source : PAA / PASP
	Taux d'accroissement du Trafic navires	-	-1,45%	-1,03%	-0,61%	Nombre de navire (N) en % :(N (n) –N (n-1)) / N (n-1) Source : PAA / PASP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : TRANSPORT AÉRIEN	**39 027 390 813**	**23 453 645 014**	**17 464 576 513**
Personnel	0	0	0
Biens et services	132 000 000	129 214 084	133 324 273
Transferts	3 546 390 813	3 779 430 930	3 819 452 240
Investissements	35 349 000 000	19 545 000 000	13 511 800 000
Trésor	*18 165 000 000*	*10 035 000 000*	*9 837 800 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*17 184 000 000*	*9 510 000 000*	*3 674 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22113 Transport aérien	**39 027 390 813**	**23 453 645 014**	**17 464 576 513**
2211301 Coordination et suivi des activités du transport aérien	**318 690 000**	**357 782 530**	**366 303 758**
2 Biens et services	***52 000 000***	***50 902 517***	***52 521 683***
78045400040 Faire appliquer les orientations de la politique en matiere de transport aérien	52 000 000	50 902 517	52 521 683
3 Transferts	***266 690 000***	***306 880 013***	***313 782 075***
78045400046 Rendre opérationnel le dispositif de recherche et sauvetage <<Search and Rescue>> (SAR)	90 000 000	103 562 942	105 892 185
78045400054 Représenter la Côte d'Ivoire au Conseil de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI)	176 690 000	203 317 071	207 889 890
2211302 Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires	**36 563 700 813**	**18 882 550 917**	**13 017 470 165**
3 Transferts	***1 279 700 813***	***1 472 550 917***	***1 505 670 165***
78045400042 Suivre la réalisation des activités aéroportuaire et météorologique	1 279 700 813	1 472 550 917	1 505 670 165
4 Investissements	***35 284 000 000***	***17 410 000 000***	***11 511 800 000***
Trésor	*18 100 000 000*	*7 900 000 000*	*7 837 800 000*
78045400050 Concevoir un système de vigilance, d'alerte, de service climatique et météorologique aux usagers	100 000 000	1 900 000 000	1 306 000 000
78045400047 Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odienné et Yamoussoukro (projet)	3 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000
78045300009 Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo, Kong, Daoukro, Séguela (projet)	15 000 000 000	5 000 000 000	6 031 800 000
Financement extérieur	*17 184 000 000*	*9 510 000 000*	*3 674 000 000*
78045400050 Concevoir un système de vigilance, d'alerte, de service climatique et météorologique aux usagers	5 184 000 000	9 510 000 000	3 674 000 000
78045200138 Construction du Poste Céréalier du Port Autonome d'Abidjan	12 000 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22113 Transport aérien	**39 027 390 813**	**23 453 645 014**	**17 464 576 513**
2211303 Renforcement de la sécurité et de la sûreté	**145 000 000**	**2 213 311 567**	**2 080 802 590**
2 Biens et services	***80 000 000***	***78 311 567***	***80 802 590***
78045400044 Réaliser les enquêtes techniques sur les accidents et incidents graves d'aviation	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78045400049 Analyser et instruire des incidents aériens -prévention des risques aériens	50 000 000	48 944 730	50 501 618
4 Investissements	***65 000 000***	***2 135 000 000***	***2 000 000 000***
Trésor	*65 000 000*	*2 135 000 000*	*2 000 000 000*
78045400057 Etendre le Siège de l'ANAC et l'équiper de matériel moderne de sûreté et de sécurité	65 000 000	2 135 000 000	2 000 000 000
2211304 Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs	**2 000 000 000**	**2 000 000 000**	**2 000 000 000**
3 Transferts	***2 000 000 000***	***2 000 000 000***	***2 000 000 000***
78045400059 Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

II.2.3. Programme 3 : Transport terrestre

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Transport terrestre	Action 3.1: Coordination et suivi des activités du transport terrestre
	Action 3.2: Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
	Action 3.3: Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
	Action 3.4: Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Transport terrestre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Offrir des services de transport routiers et ferroviaires durables et de qualité	Nombre de nouveaux bureaux opérationnels par an de Centre de Gestion Intégrée (CGI)	0	11	0	0	Dénombrement Source : DGTTC
	Nombre annuel d'incidents ferroviaires	65	42	38	38	Dénombrement annuel d'incidents ferroviaires Source : SIPF
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routière et ferroviaires réalisées	6	6	7	8	Dénombrement Source : OSER/ SIPF
	Nombre d'acteurs formés	2629	1650	3300	2800	Dénombrement Source : OSER/ PMUA/ PAMOSET

Programme 3 : Transport terrestre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 3 : Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre maximum de barrages routiers au 100km	4	3	3	3	Dénombrement des barrages au 100km Source : OFT

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : TRANSPORT TERRESTRE	**30 734 479 400**	**73 689 753 187**	**83 182 882 447**
Personnel	1 878 018 600	1 899 641 163	1 921 240 650
Biens et services	337 460 800	330 338 540	340 846 336
Transferts	4 820 000 000	4 943 573 484	4 964 795 461
Investissements	23 699 000 000	66 516 200 000	75 956 000 000
Trésor	12 699 000 000	14 391 700 000	9 314 600 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 000 000 000	52 124 500 000	66 641 400 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22114 Transport terrestre	**30 734 479 400**	**73 689 753 187**	**83 182 882 447**
2211401 Coordination et suivi des activités du transport terrestre	**187 460 800**	**183 504 357**	**189 341 476**
2 Biens et services	***187 460 800***	***183 504 357***	***189 341 476***
78045100112 Gérer les permis de conduire	27 460 800	26 881 228	27 736 297
78045100140 Suivre et évaluer les activités des Auto-écoles	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78045100146 Suivre et Contrôler la règlementation en matière de transport routier et ferroviaire	8 000 000	7 831 155	8 080 260
78045100147 Suivre la mise en œuvre des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules et engins	110 000 000	107 678 402	111 103 563
78045100155 Suivre et coordonner les activités des structures et opérateurs du secteur des transports terrestres	17 000 000	16 641 206	17 170 549
78049000645 Suivre et évaluer les activités des entreprises des Transports Terrestres	10 000 000	9 788 946	10 100 323
78049000731 Suivre et évaluer les services de Transports Terrestres	10 000 000	9 788 947	10 100 323

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22114 Transport terrestre	**30 734 479 400**	**73 689 753 187**	**83 182 882 447**
2211402 Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre	**10 552 986 100**	**8 034 344 533**	**3 420 701 516**
1 Personnel	***117 986 100***	***119 344 533***	***120 701 516***
78045100115 Transférer des crédits au FDTR	117 986 100	119 344 533	120 701 516
4 Investissements	***10 435 000 000***	***7 915 000 000***	***3 300 000 000***
Trésor	*10 435 000 000*	*7 915 000 000*	*3 300 000 000*
78045300010 Construction Infrastructures Train Urbain d'Abidjan	10 000 000 000	6 500 000 000	2 500 000 000
78045100145 Construire et équiper dix (10) centres d'examen (code et conduite) du permis de conduire	435 000 000	1 415 000 000	800 000 000
2211403 Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire	**787 553 720**	**850 186 443**	**868 229 044**
1 Personnel	***217 553 720***	***220 058 524***	***222 560 655***
78045100116 Transférer des crédits à l'OSER	217 553 720	220 058 524	222 560 655
2 Biens et services	***150 000 000***	***146 834 183***	***151 504 860***
90045100001 mettre en œuvre la stratégie de sécurité routière sur le plan national	150 000 000	146 834 183	151 504 860
3 Transferts	***420 000 000***	***483 293 736***	***494 163 529***
78045100130 Renforcer la lutte contre les accidents de la circulation routière dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du Pays	360 000 000	414 251 773	423 568 739
78045100150 Acquerir des panneaux routiers	10 000 000	11 506 994	11 765 798
78045300011 Mettre en oeuvre la politique de sécurité ferroviaire	50 000 000	57 534 969	58 828 992
2211404 Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports	**19 206 478 780**	**64 621 717 854**	**78 704 610 411**
1 Personnel	***1 542 478 780***	***1 560 238 106***	***1 577 978 479***
78045100138 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ARTI	682 800 000	690 661 416	698 514 443
78049000651 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AMUGA	859 678 780	869 576 690	879 464 036
3 Transferts	***4 400 000 000***	***4 460 279 748***	***4 470 631 932***
78045100102 Garantir les emprunts des acteurs des transports publics	200 000 000	230 139 874	235 315 966
78045100117 Concevoir et mettre en oeuvre les activités pour améliorer la fluidité routière	900 000 000	900 000 000	900 000 000
78045100132 Rendre Opérationnelle l'ARTI	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78045100136 Renouveller le parc auto	200 000 000	230 139 874	235 315 966
78049000609 Rendre opérationnelle l'AMUGA (Autorité de la Mobilité Urbaine de Grand Abidjan)	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
4 Investissements	***13 264 000 000***	***58 601 200 000***	***72 656 000 000***
Financement extérieur	*11 000 000 000*	*52 124 500 000*	*66 641 400 000*
78045300012 Mettre en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	8 000 000 000	52 124 500 000	60 000 000 000
78045100122 Construction du poste de contrôle de PROLO	0	0	3 320 700 000
78045100107 Soutenir et Moderniser le secteur du transport et rendre accessible le corridor du commerce Abidjan-Ouaga	3 000 000 000	0	0
78045100106 Construction du poste de contrôle de GBAPLEU	0	0	3 320 700 000
Trésor	*2 264 000 000*	*6 476 700 000*	*6 014 600 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22114 Transport terrestre	**30 734 479 400**	**73 689 753 187**	**83 182 882 447**
78045300012 Mettre en oeuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	600 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000
78045100149 Construction du poste de contrôle de NIGOUNI	400 000 000	2 054 000 000	33 500 000
78045100131 Construction du poste de contrôle de LALERABA	720 000 000	748 200 000	77 100 000
78045100122 Construction du poste de contrôle de PROLO	200 000 000	2 045 000 000	1 233 500 000
78045100107 Soutenir et Moderniser le secteur du transport et rendre accessible le corridor du commerce Abidjan-Ouaga	140 000 000	0	0
78045100106 Construction du poste de contrôle de GBAPLEU	204 000 000	629 500 000	2 670 500 000

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la perte de la diversité biologique ;
- la perte du patrimoine forestier (le couvert forestier qui était de 12 millions d'ha en 1960 est passé à 3,427 millions d'ha en 2016) ;
- les techniques de cultures itinérantes sur brulis ;
- les prélèvements de bois de chauffe ;
- le braconnage ;
- la mauvaise pratique des feux de brousse ;
- la transhumance ;
- l'exploitation minière clandestine ;
- les produits prohibés pour la pêche ;
- la pollution des milieux marins et lagunaires ;
- les infiltrations et les activités anthropiques dans les aires protégées ;
- la destruction des habitats naturels (ex. mangroves) ;
- l'appauvrissement des terres fertiles ;
- la pollution des eaux de surface;
- la pollution de l'air dans les grandes agglomérations comme Abidjan et les effets de plus en plus accentués des changements climatiques ;
- l'extraction artisanale d'or et de diamants ;
- l'insuffisance des stations de mesure de la qualité des matrices environnementales (eau, air, sol) ;
- l'absence d'un cadre de concertation pour une prise de décision concertée et rapide de gestion environnementale ;
- l'absence d'une fiscalité environnementale incitative.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de plusieurs lois notamment la loi n°2016-553 du 26 juillet 2016 sur le Régime de la Biosécurité et la prise de plusieurs décrets dont le décret n° 2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air ;
- l'adhésion à plusieurs conventions et mécanismes, à savoir l'Initiative Mondiale sur le Méthane (Global Méthane Initiative-GMI), l'Institut Mondial pour la Croissance Verte (Global Green Growth Institute-GGGI), la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique et l'Accord de Paris sur le climat ;
- la création d'une base de données des pesticides ;
- l'obtention du retrait du Parc National de la Comoé de la liste rouge du patrimoine en péril de l'UNESCO ;
- la redéfinition des limites des Parcs Nationaux de la Comoé, de Taï, du Mont Sangbé, des Iles Ehotilé et du Banco, des Réserves naturelles du N'Zo, de Lamto et du Mont Nimba ;
- la création d'une réserve volontaire du N'Zi River Lodge et du comité de gestion locale des réserves naturelles et parcs ;
- la construction d'un poste de surveillance pour la réserve naturelle du Mont Nimba ;
- l'entretien manuel de 320,5 km de pistes intérieures, 763 km de limites conventionnelles, le reprofilage de 12,5 km de limite de l'implantation de 66 bornes de matérialisation de limites dans les parcs nationaux de la Comoé et de Taï;
- l'aménagement à des fins de régénération naturelle de 219 ha au Parc national du Mont Péko ;
- la mise en ligne d'un Géo-portail pour le renforcement du système de gestion de l'information environnementale et pour le développement de la zone côtière ;
- l'acquisition et l'installation de six (06) stations agro climatiques dans les régions de la Bagoué, du Poro, de l'Iffou et du Bélier ;

- la signature des premiers contrats de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) avec 200 producteurs dans le cadre du projet pilote PSE;
- la création de cinq (5) programmes prioritaires couvrant les domaines suivants :
  - atténuation et adaptation au changement climatique ;
  - gestion des ressources naturelles ;
  - gestion du littoral côtier ;
  - gestion du couvert forestier ;
  - gestion des produits chimiques;
- l'aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques en liaison avec les collectivités décentralisées ;
- le démarrage de la mise en place d'une fiscalité environnementale incitative ;
- l'accroissement de l'effectif du ministère avec la mise à disposition par la Fonction Publique de nouveaux agents spécialisés en environnement.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'environnement et du développement durable ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement ;
- la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national conformément à l'accord de Paris ;
- l'aménagement et la protection des zones côtières pour une résilience des populations et des biens contre les risques littoraux et les changements climatiques ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- le renforcement de la préservation de la biodiversité ;
- la promotion des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement des capacités techniques de mesures des matrices environnementales ;
- l'élaboration et la vulgarisation de la Stratégie Nationale de l'Economie Circulaire (SNEC) ;
- la poursuite des activités de surveillances, de suivi-écologique et d'aménagement des Parcs et Réserves ;
- la promotion de l'écotourisme ;
- le renforcement des moyens de suivi et du contrôle des déchets industriels et dangereux de tous ordres.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur de l'environnement et du développement durable ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique et amélioration la résilience des populations ;
- l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles y compris la biodiversité ;
- le développement d'une conscience citoyenne en matière de préservation de l'environnement et de promotion du développement durable ;
- la promotion de l'écotourisme.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 37, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection de l'environnement, et du développement durable.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Environnement

- planification et le contrôle de la politique en matière d'environnement, d'évaluation, d'études et de plans ;
- mise en œuvre du Code de l'environnement et de la législation en matière de protection de la nature et de l'environnement en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- gestion et suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) ;
- mise en valeur des services environnementaux du réseau des Parcs Nationaux et Réserves Naturelles en liaison avec les Ministres chargés du Tourisme et des Eaux et Forêts ;
- protection et mise en valeur des écosystèmes aquatiques, fluviaux, lagunaires et littoraux et des zones humides ;
- gestion des Parcs Nationaux et Réserves Naturelles en liaison avec le Ministère des Eaux et Forêts ;
- contrôle des Installations Classées (IC) pour la protection de l'environnement ;
- coordination de la gestion des risques naturels majeurs ;
- information, éducation et sensibilisation dans le domaine de l'environnement en liaison avec les Ministères de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Communication ;
- renforcement des moyens de suivi du contrôle des déchets industriels;
- participation au contrôle du fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement;
- supervision et suivi de la gestion des déchets industriels, agricoles, toxiques ou dangereux.

En matière de Développement Durable

- élaboration et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement durable ;
- préparation et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion des technologies vertes participant à l'amélioration de la qualité de l'environnement par la réduction des rejets toxiques dans l'eau, l'air et le sol ainsi qu'à la diminution de la consommation énergétique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique ;
- promotion d'une gestion durable des ressources rares ;
- participation aux négociations internationales sur le climat ;
- contrôle de l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques conduites par le Gouvernement ainsi qu'à leur évaluation environnementale ;
- contribution au développement de la politique destinée à associer les citoyens à la détermination des choix concernant les projets ayant une incidence importante sur l'environnement ;
- contribution au développement de l'éducation, de la formation et de l'information des citoyens en matière d'environnement ;
- élaboration, animation et coordination de la politique de l'eau et de la protection de la Biodiversité.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Environnement et développement durable

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale ; Direction des Affaires Financières ; Direction des Ressources Humaines ; Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques ; Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux ; Coordination des Programmes et Projets ; Service Communication ; Service de la Coopération internationale; Direction de l'Informatique et de la Documentation ; Cellule de Passation des Marchés Publics ; et Direction Régionale de l'Environnement de Yamoussoukro ; Direction Régionale de l'Environnement de Daoukro ; Direction Régionale de l'Environnement de Séguéla ;Direction Régionale de l'Environnement de Touba ;Direction Régionale de l'Environnement du Denguélé (Odienné) ; Direction Régionale de l'Environnement des Savanes (Korhogo) ; Direction Régionale de l'Environnement du Zanzan (Bondoukou) ;Direction Régionale de l'Environnement de Gagnoa ;Direction Régionale de l'Environnement de Bouaflé ; Direction Régionale de l'Environnement des Montagnes (Man) ; Direction Régionale de l'Environnement de Divo ; Direction Régionale de l'Environnement du Moyens-Comoé (Abengourou) ; Direction Régionale de l'Environnement du Sud-Comoé (Aboisso) ; Direction Régionale de l'Environnement d'Agboville ; Direction Régionale de l'Environnement du Bélier (Toumodi) ; Direction Régionale de l'Environnement du N'zi (Dimbokro) ; Direction Régionale de l'Environnement de la Vallée du Bandama (Bouaké) ; Direction Régionale de l'Environnement de Mankono ; Direction Régionale de l'Environnement du Folon (Minignan) ; Direction Régionale de l'Environnement de Ferkessédougou ; Direction Régionale de l'Environnement de Bouna ; Direction Régionale de l'Environnement du Haut-Sassandra (Daloa) ; Direction Régionale de l'Environnement de Duekoué ; Direction Régionale de l'Environnement du Bas-Sassandra (San-Pédro) ; Direction Régionale de l'Environnement de la Mé (Adzopé) ; Direction Régionale de l'Environnement des Lagunes (Abidjan) ; Direction Régionale de l'Environnement du Moronou (Bongouanou) ; Direction Régionale de l'Environnement de Katiola ; Direction Régionale de l'Environnement du Cavally (Guiglo) ; Direction Régionale de l'Environnement de Dabou ; Direction Régionale de l'Environnement de Soubré ; Direction Régionale de l'Environnement du Gloklê (Sassandra) ; Direction Régionale de l'Environnement de la Bagoué (Boundiali)	-	- Mise en place d'un système d'information environnementale ;	
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	Direction Générale de l'Environnement ; Direction de l'Ecologie et de la Protection de la Nature ; Direction de la Qualité de l'Environnement et de la Prévention des Risques ; Direction des Déchets Industriels et des Substances Chimiques ; Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques ; Direction Générale du Développement Durable ; Direction des Politiques et Stratégies du Développement Durable ; Direction de la Promotion et de l'Education au Développement Durable ;	Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) ; Centre Ivoirien de lutte contre la Pollution (CIAPOL) ; Office National des Parcs et Réserves (OIPR)	- Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques ; - Gestion intégrée des aires protégées en Côte d'Ivoire avec pour site pilote le Parc National du Banco ; - Projet de conservation du Parc National de la Comoé ; - Projet de conservation biodiversité/ complexe	Développement économique rural et biodiversité en Côte d'Ivoire: renforcement de la connectivité écologique dans le Complexe forestier TAI - GREBO - SAPO entre la Côte d'Ivoire et le Libéria _TGS_GIZ Lutte contre l'orpaillage clandestin

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Direction de l'Economie Vertes et de la Responsabilité Sociétale des Organisations ; Direction de l'Environnement et de la Prévention des Risques ; Commission Nationale du Développement Durable ;		Parc National de Taï- forêt de Grêbo-Sapo ; - Projet de gestion des pesticides obsolètes en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) ; - Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique centrale et de l'Ouest ; - Projet de préparation de la Côte d'Ivoire à l'accès aux financements climatiques ; -Gestion des émissions non intentionnelles des polluants organiques persistants et des polybromodiphenyléthers (PBDE) des déchets industriels en Côte d'Ivoire, (UPOP-CI) ; -NDC support programme en Côte d'Ivoire ; -Projet d'Investissement Forestier (PIF) ; - Projet activités Habilitantes pour la préparation du 2ème rapport biennal actualisé (BUR2 en anglais) sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; -Projet activités Habilitantes pour la préparation de la 4ème communication nationale sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; -Projet transparent Monitoring ; -Renforcement du Système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire ; -Lutte contre la Pollution Marine Lagunaire et Hydrocarbure ; -Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA) ; -Approche de durabilité et de mise à l'échelle de la transformation de la gestion, de la restauration et de la conservation des paysages forestiers et la biodiversité en Côte d'Ivoire ; -Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire ; - Filière agricole durable de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D	et l'utilisation des POPs dans la région du DENGUELE Mise à l'échelle de systèmes alimentaires à base de CACAO, utilisation des sols et restauration innovations transformatrices en Côte d'Ivoire_ SCOLUR - CI Production industrielle durable dans le manioc et d'autres secteurs agroalimentaires grâce à l'utilisation d'applications d'énergie renouvelable et de technologies à faible émission de carbone Programme d'approche de durabilité et de mise à l'échelle pour la gestion de la transformation, la restauration et la conservation des forêts, des paysages et la biodiversité en Côte d'ivoire (en anglais SSATMARC - FOLAB) Projet d'amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire (CBIT en anglais) Projet de gestion écologiquement rationnelle des émissions involontaires de polluants organiques persistant Protection du paysage du mont Denguélé et lutte contre les feux de brousse provoqués par les récoltes traditionnelles de miel, à base de feu. Soutien à la préparation des quatrièmes rapports nationaux sur la biosécurité Transport intégré, durable et faible émission en côte d'Ivoire

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante	**RS 1** : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Proportion de projets de textes prioritaires adoptés	Nombres de projets prioritaires textes adoptés / nombres de textes prévus Source : Rapport d'activités DAJC
OG 2 : Préserver l'environnement et promouvoir le développement durable dans tout le corps social	**RS 2** : Un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable	IP 2.1 : Température moyenne annuelle	Source : Étude ; Enquête ; Données administratives SODEXAM/ Base de données Banque Mondiale
		IP 2.2 : Quantité de CO2 produits par habitant	

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**22 060 474 881**	**21 811 412 009**	**21 104 629 361**
1.1 Ressources Intérieures	**13 407 474 881**	**12 379 612 009**	**11 635 629 361**
1.1.1 Budget Etat	13 407 474 881	12 379 612 009	11 635 629 361
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**8 653 000 000**	**9 431 800 000**	**9 469 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	8 653 000 000	9 431 800 000	9 469 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**22 060 474 881**	**21 811 412 009**	**21 104 629 361**
2.1 Personnel	**6 502 421 885**	**6 694 974 040**	**6 899 741 404**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 502 421 885	6 694 974 040	6 899 741 404
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 604 585 717**	**1 594 831 055**	**1 705 606 155**
2.3 Transferts	**753 387 279**	**862 536 914**	**881 281 802**
2.4 Investissement	**10 200 080 000**	**12 659 070 000**	**11 618 000 000**
Trésor	1 547 080 000	3 227 270 000	2 149 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	8 653 000 000	9 431 800 000	9 469 000 000

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.4: Planification, programmation, documentation et suivi évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Proportion de textes soumis	30%	40%	50%	60%	(Nombre de textes soumis /nombre de textes prévus) x 100 Source : CABINET / DAJC
	Nombre de réunions de Cabinet organisées	10	24	36	48	Dénombrement Source : Rapport d'activités CABINET
	Taux d'exécution du budget	95,33%	96%	98%	100%	Total liquidation / Total budget actuel Source : SIGOBE
	Taux de traitement des actes administratifs	70%	80%	90%	100%	(Nombre de demandes traitées / Nombre de demandes reçues) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
OS 2 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation	Proportion de documents de suivi évaluation élaborés	80%	85%	90%	95%	(Nombre de documents de suivi évaluation élaborés/ Nombre de documents de suivi évaluation attendus) x 100 Source : Rapport d'activités DEPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**5 905 488 790**	**2 956 476 888**	**3 205 321 497**
Personnel	1 477 968 073	1 612 671 191	1 759 651 253
Biens et services	4 318 420 717	1 314 705 697	1 416 570 244
Transferts	29 100 000	29 100 000	29 100 000
Investissements	80 000 000	0	0
Trésor	80 000 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21079 Administration Générale	**5 905 488 790**	**2 956 476 888**	**3 205 321 497**
2107901 Coordination et animation	**4 140 746 175**	**1 123 581 090**	**1 158 342 360**
2 Biens et services	***4 140 746 175***	***1 123 581 090***	***1 158 342 360***
11056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUMODI	8 124 000	7 952 540	8 205 502
11056000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de YAMOUSSOUKRO	7 100 000	6 950 151	7 171 230
14056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	9 100 000	8 907 940	9 191 293
15056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DAOUKRO	4 500 000	4 405 025	4 545 145
16056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	4 500 000	4 405 026	4 545 143
17056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAKE	4 500 000	4 405 026	4 545 146
18056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KATIOLA	7 000 000	6 852 262	7 070 226
22056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUBA	7 800 000	7 635 378	7 878 251
23056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ODIENNE	7 600 000	7 439 597	7 676 246
24056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	8 800 000	8 614 272	8 888 283
25056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KORHOGO	7 080 000	6 930 572	7 151 029
27056000003 Coordonner les activitésdu Ministèreau niveau de larégion de MINIGNAN	6 500 000	6 362 814	6 565 209
28056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUNA	6 400 000	6 264 925	6 464 206
31056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DALOA	8 000 000	7 831 156	8 080 258
32056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GAGNOA	7 500 000	7 341 709	7 575 244
35056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAFLE	7 300 000	7 145 928	7 373 235

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21079 Administration Générale	**5 905 488 790**	**2 956 476 888**	**3 205 321 497**
36056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SEGUELA	7 600 000	7 439 597	7 676 245
37056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MANKONO	10 900 000	10 669 950	11 009 351
41056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MAN	4 500 000	4 405 023	4 545 144
42056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GUIGLO	8 480 000	8 301 025	8 565 074
43056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DUEKOUE	7 000 000	6 852 262	7 070 225
51056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIVO	5 900 000	5 775 478	5 959 190
55056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	8 400 000	8 222 713	8 484 272
56056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SOUBRE	9 500 000	9 299 498	9 595 306
57056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Sassandra	9 530 000	9 328 864	9 625 608
61056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d' ABENGOUROU	6 850 000	6 705 428	6 918 720
62056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	7 370 000	7 214 452	7 443 937
76056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d' AGBOVILLE	5 900 000	5 775 476	5 959 190
77056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d' ABOISSO	7 850 000	7 684 323	7 928 751
77056000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ADZOPE	7 380 000	7 224 241	7 454 040
78056000172 Prendre en charges les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78056000173 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	65 850 175	69 577 295	73 515 370
78056000174 Coordonner les activités du ministère au cabinet	53 000 000	51 881 411	53 531 718
78056000175 Gérer les courriers	13 000 000	12 725 631	13 130 420
78056000176 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	2 700 000	2 643 015	2 727 088
78056000177 Mettre en application la discipline et l'application des textes législatifs et réglementaires	4 600 000	4 502 915	4 646 148
78056000178 Contribuer à l'élaboration des projets de textes règlementaires en matière d'environnement et du développement durable	6 133 000	6 003 560	6 194 528
78056000180 Contribuer à la mise en oeuvre des initiatives de lutte contre les changements climatiques	30 000 000	29 366 840	30 300 970
78056000181 Contribuer à une gestion écologiquement rationnelle des Déchets en Côte d¿Ivoire en liaison avec les ministères et les structures concernés	5 860 459	5 736 772	5 919 253
78056000182 Gestion des dépenses centralisées du ministère/DAF	600 603 000	587 927 007	606 628 491
78056000183 Suivre la mise en oeuvre du plan de formation	2 500 000	2 447 236	2 525 081
78056000210 Contribuer à une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles vivantes	5 950 000	5 824 424	6 009 693
78056000211 Coordonner les actions des Programmes, Projets et Conventions	7 000 000	6 852 261	7 070 226
78056000212 Suivre les processus de ratification et d'adhésion et de paiement des contributions dans le cadre des accords internationaux	3 200 000	3 132 463	3 232 103
78056000213 Réaliser la gestion intégrée des produits chimiques conformément aux réglementations internationales en vigueur en Côte d¿Ivoire	5 689 541	5 569 461	5 746 621
78056000214 Prendre en charge les conférences et missions en Côte d'Ivoire en matière d'environnement et de Développement Durable	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78056000217 Participer aux activités de développement et de renforcement de la coopération internationale	4 800 000	4 698 694	4 848 155

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21079 Administration Générale	**5 905 488 790**	**2 956 476 888**	**3 205 321 497**
78056000239 Faire le suivi de l'exécution des marchés publics et des conventions de délégations de services publics	2 500 000	2 447 237	2 525 081
78056000240 Gérer la commande publique du ministère	5 266 000	5 154 858	5 318 830
78056000241 Participer aux conférences et séminaires du ministère en matière d'environnement et de développement durable hors Côte d'Ivoire	51 000 000	51 000 000	51 000 000
78056000262 Contribuer à la mise en oeuvre des initiatives en matière de gestion du littoral ivoirien	5 500 000	5 383 921	5 555 178
78056000269 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d' ABIDJAN	7 380 000	7 224 242	7 454 038
79056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DABOU	5 250 000	5 139 196	5 302 669
90056000001 Prendre en charge les frais d'organisation de la 15ème Conférence des Parties (COP15)	3 000 000 000	0	0
2107902 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**1 655 609 615**	**1 804 377 664**	**2 017 553 865**
1 Personnel	***1 477 968 073***	***1 612 671 191***	***1 759 651 253***
78056000256 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	1 477 968 073	1 612 671 191	1 759 651 253
2 Biens et services	***148 541 542***	***162 606 473***	***228 802 612***
78056000184 Gérer les ressources humaines	5 674 994	5 555 222	5 731 927
78056000185 Gérer le patrimoine du Ministère	3 000 000	2 936 685	3 030 096
78056000186 Contribuer à la mise en place de la fiscalité environnementale et suivre les recettes	3 000 000	2 936 685	3 030 096
78056000215 Améliorer les conditions de l'environnement du travail	2 166 548	2 120 822	2 188 283
78056000219 Préparer et exécuter le budget du ministère et tenir la comptabilité	17 000 000	16 641 209	17 170 550
78056000242 Élaborer le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP)	14 000 000	13 704 524	14 140 454
78056000261 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	100 000 000	115 089 416	179 774 086
78056000270 Contrôler et évaluer les activités techniques et la gestion du personnel	3 700 000	3 621 910	3 737 120
3 Transferts	***29 100 000***	***29 100 000***	***29 100 000***
78056000273 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	29 100 000	29 100 000	29 100 000
2107903 Gestion des systèmes d'information et de communication	**98 133 000**	**17 750 295**	**18 314 916**
2 Biens et services	***18 133 000***	***17 750 295***	***18 314 916***
78056000187 Apporter un appui à l'utilisation optimale des outils informatiques	6 133 000	6 003 560	6 194 529
78056000188 Assurer une communication externe dynamique	6 500 000	6 362 814	6 565 210
78056000264 Renforcer la communication interne du ministère	5 500 000	5 383 921	5 555 177
4 Investissements	***80 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*80 000 000*	*0*	*0*
78056000218 Mise en place Système d'Information Environnementale	80 000 000	0	0
2107905 Planification, programmation, documentation et suivi évaluation	**11 000 000**	**10 767 839**	**11 110 356**
2 Biens et services	***11 000 000***	***10 767 839***	***11 110 356***
78056000243 Organiser la planification générale des activités du Ministère	11 000 000	10 767 839	11 110 356

II.2.2. Programme 2 : Environnement et développement durable

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Environnement et développement durable	Action 2.1: Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques
	Action 2.2: Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations
	Action 2.3: Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles
	Action 2.4: Evaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Environnement et Développement Durable						
Objectifs spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthodes de calcul / moyens de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	22,7%	80%	90%	90%	(Nombre de contrôles effectués dans les installations classées / Nombre total d'installations classées) x 100 Source : Rapport d'activités CIAPOL
	Taux d'intégration des concepts des Changements Climatiques dans les 09 neuf) secteurs prioritaires	35%	50%	60%	70%	(Nombre de Programmes de Développement Sectoriel intégrants les changements climatiques/ nombre de secteurs prioritaires identifiés) x 100 Source : Rapport d'activités DLCC/ PNCC
	Nombre de documents de notification réalisés dans le respect des engagements du pays à la CCNUCC	6	8	9	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités DLCC
OS 2 : Assurer la prise en compte des principes du développement durable dans les politiques, plans et programmes sectoriels	Nombre de guides de bonnes pratiques pour la promotion du développement durable développés et disséminés	0	4	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGDD
	Nombre de documents de politique intégrant les principes de développement durable	20	30	40	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités CNDD/DGDD
OS 3 : Conserver et élargir le réseau des aires protégées	Proportion des zones dégradées, aménagées et restaurées en couverture forestière dans les parcs nationaux et réserves naturelles	5%	10%	20%	40%	(Superficie des zones dégradées, aménagées et restaurées en couverture forestière / superficie des zones dégradées) x 100 Source : Rapport d'activités OIPR
	Nombre de kilomètres ouverts dans les Parcs et réserves nationales	2 290 km	3 000 km	3 500 km	4 000 km	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPR
	Nombre de touristes visitant les aires protégées	1 000	12 50	15 00	17 50	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPR
OS 4 : Assurer la veille environnementale	Proportion des Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) réalisées	80%	84%	86%	88%	(Nombre d'études réalisées / Nombre total de demandes reçues) x 100 Source : Rapport d'activités ANDE
	Proportion des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisées	60%	75%	80%	82%	(Nombre d'EIES réalisés / Nombre total de demandes exprimées) x 100 Source : Rapport d'activités ANDE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	**16 154 986 091**	**18 854 935 121**	**17 899 307 864**
Personnel	5 024 453 812	5 082 302 849	5 140 090 151
Biens et services	286 165 000	280 125 358	289 035 911
Transferts	724 287 279	833 436 914	852 181 802
Investissements	10 120 080 000	12 659 070 000	11 618 000 000
Trésor	1 467 080 000	3 227 270 000	2 149 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	8 653 000 000	9 431 800 000	9 469 000 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22080 Environnement et développement durable	**16 154 986 091**	**18 854 935 121**	**17 899 307 864**
2208001 Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques	**10 112 835 177**	**12 857 571 485**	**13 346 919 405**
1 Personnel	***1 289 204 214***	***1 304 047 464***	***1 318 874 873***
78053000021 Transférer des subventions équilibre personnel au CIAPOL	1 289 204 214	1 304 047 464	1 318 874 873
2 Biens et services	***204 133 000***	***199 824 684***	***206 180 943***
78056000191 Mettre en œuvre et suivre les actions de lutte contre les changement climatiques	7 000 000	6 852 261	7 070 225
78056000192 Organiser des manifestations officielles de sensibilisation en faveur de la préservation de l'environnement	60 000 000	58 733 673	60 601 944
78056000193 Assurer la coordination des activités des directions en charge des questions environnementales	29 000 000	28 387 943	29 290 940
78056000194 Renforcer les capacités des acteurs en matière de gestion de l'environnement	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78056000195 Renforcer le cadre réglementaire en matière de préservation de la qualité des matrices environnementales	3 133 000	3 066 877	3 164 430
78056000196 Suivre et évaluer les engagements de la Côte d'Ivoire à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Accord de Paris	71 000 000	69 501 514	71 712 300
78056000197 Mettre à jour les bases d'évaluation des projets liés aux Mécanismes de Marché de Carbone	1 000 000	978 894	1 010 032
78056000200 Mettre en place des actions de prévention et de gestions des catastrophes en CI	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78056000221 Coordonner les actions des programmes, projets et conventions des zones cotières	1 900 000	1 859 900	1 919 062
78056000222 Contribuer à la mise en place du cadre de gestion des risques et catastrophes	1 000 000	978 895	1 010 032
78056000223 Sensibiliser les porteurs de projets existants et potentiels à l'importance de la mise en œuvre de projets liés aux Mécanismes de Marché Carbone	7 000 000	6 852 263	7 070 227
78056000244 Sensibiliser, informer et former le comité interministériel et la population de l'environnement côtier	3 100 000	3 034 572	3 131 101
78056000245 Susciter la recherche et promouvoir les technologies appropriées pour la gestion écologiquement rationnellle des substances chimiques auprès des entreprises	8 000 000	7 831 157	8 080 260
78056000246 Suivre, le contrôler et évaluer de la mise en œuvre du processus REDD+	5 000 000	4 894 473	5 050 163

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22080 Environnement et développement durable	**16 154 986 091**	**18 854 935 121**	**17 899 307 864**
3 Transferts	***173 267 963***	***199 379 337***	***203 863 589***
78053000019 Réaliser les inspections des installations classées en vue de lutter contre la pollution dans les unités industrielles/CIAPOL	103 267 963	118 830 380	121 503 001
78056000227 Participer aux négociations de la conférence des Partis (COP) sur la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements Climatiques	70 000 000	80 548 957	82 360 588
4 Investissements	***8 446 230 000***	***11 154 320 000***	***11 618 000 000***
Financement extérieur	*7 315 400 000*	*8 622 900 000*	*9 469 000 000*
78056000277 Projet de de paiement des Réductions d'Emissions autour de Parc National de Taï - PRE	1 500 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000
78056000276 Projet de promotion d'une cacaoculture sans déforestation - PROMIRE	826 600 000	1 300 000 000	1 500 000 000
78056000275 Projet de Conservation, de restauration des paysages forestiers et de la Biodiversité - SSATMARC-FOLAB	600 000 000	672 900 000	0
78056000271 Projet de gestion écologiquement rationnelle des polluants organiques persistants (POP) et des polybromodiphényléthers (PBDE) - uPOPCI	540 000 000	650 000 000	822 500 000
78056000247 Projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	61 000 000	0	0
78056000228 Projet de renforcement de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire (NAP-GCF)	284 800 000	0	0
78056000199 projet d'investissement pour la resilence des zones cotieres ouest africaines	3 000 000 000	4 000 000 000	4 146 500 000
22080010071 Projet d'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs des déchets	246 400 000	0	0
22080010070 Projet d'activités habilitantes pour la préparation de la 4ème CN et du 2ème BUR sous la CCNUCC	256 600 000	0	0
Trésor	*1 130 830 000*	*2 531 420 000*	*2 149 000 000*
78056000277 Projet de de paiement des Réductions d'Emissions autour de Parc National de Taï - PRE	100 000 000	600 000 000	500 000 000
78056000276 Projet de promotion d'une cacaoculture sans déforestation - PROMIRE	90 000 000	310 000 000	250 000 000
78056000275 Projet de Conservation, de restauration des paysages forestiers et de la Biodiversité - SSATMARC-FOLAB	90 000 000	460 000 000	449 000 000
78056000271 Projet de gestion écologiquement rationnelle des polluants organiques persistants (POP) et des polybromodiphényléthers (PBDE) - uPOPCI	120 000 000	380 000 000	500 000 000
78056000247 Projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	68 000 000	0	0
78056000228 Projet de renforcement de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire (NAP-GCF)	120 000 000	0	0
78056000220 Projet d'amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire (CBIT-FEM)	51 580 000	79 320 000	0
78056000199 projet d'investissement pour la resilence des zones cotieres ouest africaines	177 250 000	466 600 000	450 000 000
78053000029 lutte contre la pollution marine,lagunaire et hydrocarbure	123 000 000	209 000 000	0
22080010071 Projet d'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs des déchets	111 000 000	0	0
22080010070 Projet d'activités habilitantes pour la préparation de la 4ème CN et du 2ème BUR sous la CCNUCC	80 000 000	26 500 000	0
2208002 Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations	**75 899 000**	**74 297 113**	**76 660 440**
2 Biens et services	***75 899 000***	***74 297 113***	***76 660 440***
78056000204 Elaborer et mettre en œuvre des guides méthodologique pour le verdissement des plans de développement durable	11 500 000	11 257 288	11 615 372
78056000205 Réaliser les campagnes d'information d'éducation et de communication pour un changement de comportement en matière de développement durable	6 133 000	6 003 559	6 194 528
78056000207 Susciter la mise en place d'une économie circulaire en Côte d'Ivoire	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78056000208 Faciliter l'intégration du développement durable dans les stratégies, plan et programmes nationaux	2 500 000	2 447 236	2 525 081

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22080 Environnement et développement durable	**16 154 986 091**	**18 854 935 121**	**17 899 307 864**
78056000230 Coordonner les activités des structures en charge des questions du développement durable	13 300 000	13 019 297	13 433 430
78056000231 Identifier et promouvoir les métiers, les investissements et l'entreprenariat verts	5 000 000	4 894 472	5 050 162
78056000233 Inciter la population et les organisations à l'adoption de mode de consommation et de production durable et responsable	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78056000250 Suivre et évaluer la prise en compte des objectifs du Développement Durable (ODD) en Côte d'Ivoire	23 700 000	23 199 800	23 937 766
78056000252 Promouvoir les objectifs de développement durable	3 633 000	3 556 323	3 669 445
78056000259 Mettre en place et suivre les stratégies de promotion du développement durable dans toutes les composantes de la société	2 383 000	2 332 706	2 406 906
78056000265 Identifier les us et coutumes conformes au développement durable et en encourager la promotion	3 750 000	3 670 854	3 787 620
2208003 Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles	**5 655 632 899**	**5 587 427 222**	**4 134 300 851**
1 Personnel	***3 578 697 773***	***3 619 901 101***	***3 661 060 458***
78054000054 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OIPR	3 578 697 773	3 619 901 101	3 661 060 458
2 Biens et services	***6 133 000***	***6 003 561***	***6 194 528***
78056000209 Promouvoir et suivre la mise en valeur des sites et des paysages naturels	1 000 000	978 895	1 010 032
78056000235 Suivre et évaluer les activités relatives aux parcs nationaux et réserves	1 500 000	1 468 342	1 515 048
78056000236 Suivre la mise en œuvre des politiques de conservation du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, de la faune sauvage et d'élaborer les stratégies pour leur gestion durable	3 633 000	3 556 324	3 669 448
3 Transferts	***396 952 126***	***456 772 560***	***467 045 865***
78054000048 Entretenir manuellement les pistes et limites des aires protégées/OIPR-GPR	12 952 126	14 904 002	15 239 211
78054000049 Prendre la couverture sociale du personnel en charge de la gestion des parcs et reserves/OIPR- ASSURANCE	200 000 000	230 139 874	235 315 966
78054000053 Appuyer le développement des communautés riveraines des aires protégés/OIPR	170 000 000	195 618 893	200 018 571
78054000059 Renforcer la protection des parcs nationaux et réserves naturelles/OIPR	14 000 000	16 109 791	16 472 117
4 Investissements	***1 673 850 000***	***1 504 750 000***	***0***
Financement extérieur	*1 337 600 000*	*808 900 000*	*0*
78054000046 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de GREBO SAPO	0	808 900 000	0
78054000045 Projet de Conservation biodiversite/complexe Parc National de Tai-Foret Grebo-Sapo	1 052 000 000	0	0
78052000009 projet de gestion intégré des aires protégées	285 600 000	0	0
Trésor	*336 250 000*	*695 850 000*	*0*
78056000237 Programme d'Investissement forestier	177 250 000	241 450 000	0
78054000046 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de GREBO SAPO	74 000 000	454 400 000	0
78052000009 projet de gestion integre des aires protegees	85 000 000	0	0
2208004 Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations	**310 619 015**	**335 639 301**	**341 427 168**
1 Personnel	***156 551 825***	***158 354 284***	***160 154 820***
78056000203 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ANDE	156 551 825	158 354 284	160 154 820
3 Transferts	***154 067 190***	***177 285 017***	***181 272 348***
78056000232 agence nationale de l'environnement	154 067 190	177 285 017	181 272 348

SECTION 344 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES SPORTS ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SPORTIVE

SECTION 344 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES SPORTS ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre légal, règlementaire et institutionnel;
- l'insuffisance, l'inadaptation et la vétusté des infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires ;
- la baisse d'engouement des évènements sportifs, scolaires et universitaires ;
- la baisse de motivation et d'implication des acteurs du mouvement sportif scolaire et universitaire ;
- les activités physiques et sportives dans l'enseignement primaire pratiquées dans les cours de récréation des écoles, sur des sites non appropriés ;
- l'utilisation à d'autres fins des horaires destinés à l'EPS et à la préparation aux compétitions OISSU dans l'enseignement secondaire ;
- les sites et itinéraires destinés au Sport pour Tous, parfois improvisés et non adaptés ;
- la méconnaissance des infrastructures sportives privées ;
- le nombre élevé de disciplines sportives peu performantes et la baisse du niveau de compétitivité des disciplines sportives ayant jadis remportées des victoires ;
- l'insuffisance de formateurs au regard des enjeux du système LMD en cours à l'INJS, d'enseignants d'éducation physique et sportive et du personnel d'encadrement de base ;
- la faiblesse du tissu associatif et de l'organisation du mouvement sportif ;
- la pratique sportive de type amateur uniquement ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur Sport, notamment, celles dédiées aux compétitions OISSU ;
- le système de gestion de l'information, de production des statistiques et de communication embryonnaire ;
- l'absence d'une véritable industrie du Sport ainsi que de cartographies des infrastructures sportives privées et des métiers du Sport ;
- la faible implication du secteur privé et des Collectivités dans le financement et le développement du Sport en Côte d'Ivoire ;
- l'inexistence d'études sur l'économie sportive, notamment, sur le potentiel (poids) économique du secteur sportif et sur les marchés des biens et services de l'industrie du Sport en Côte d'Ivoire ;
- la faible participation de la Côte d'Ivoire aux évènements sportifs internationaux en matière de sports scolaires et universitaires.

I.1.2. Réponses apportées

- le renforcement du cadre législatif, règlementaire et institutionnel par la prise de textes ;
- la mise en œuvre de programmes de réhabilitation, d'équipement et de construction de diverses infrastructures sportives ;
- la mise en œuvre du format des compétitions prenant en compte les différents niveaux et formes de pratique du Sport en milieu scolaire et universitaire ;
- la mise en œuvre du programme d'appui à la promotion du Sport pour Tous et du Sport de Masse (PAPMAS) ;
- l'élaboration et l'adoption d'un programme de préparation des athlètes de haut niveau dénommé « Team Ivoire Olympique » en vue des JO ;
- l'institutionnalisation de parcours de santé hebdomadaire dans chaque localité du pays dans le cadre du PSGouv ;
- la mise en place d'une plateforme de collaboration entre le Ministère des Sports et les Ministères du secteur éducation-formation ;
- la mise en place d'un système de collecte des données statistiques ;
- la promotion de la recherche en Master et Doctorat à travers des appuis financiers au profit des enseignants et étudiants ;
- la création du site du Ministère des Sports aux normes du CICG ;
- la création d'un Système Intégré de Gestion de données du secteur Sport ;
- la signature d'accords/conventions de financement des projets sportifs avec les PTF (AFD, Trésor Français, C2D, KOICA, Portugal) ;
- l'adoption du système LMD à l'INJS ;
- l'étude sur les filières sports disponibles depuis septembre 2020 ;
- la ré adhésion et le repositionnement de la Côte d'Ivoire dans les instances internationales des sports scolaires et universitaires ;
- l'application de la délivrance d'agréments aux associations sportives soldée par la délivrance de trente et un (31) agréments assortis de conventions d'objectifs ;

- la création d'un Centre National de Sport de haut niveau.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre législatif, règlementaire et institutionnel ;
- la poursuite de la mise en œuvre des programmes de réhabilitation, d'équipement et de construction d'infrastructures sportives ;
- la poursuite de l'animation sportive citoyenne ;
- la poursuite de la professionnalisation du Sport en Côte d'Ivoire ;
- la mise en place de la filière économique du Sport et d'un Observatoire pour la mise en œuvre de l'écosystème (statistique, suivi-évaluation et métrologie) de l'Economie du Sport ;
- la couverture de l'ensemble du territoire des compétitions OISSU ;
- la création de pôles de développement du Sport ;
- le développement de stratégies de financement du Sport ;
- la mise en œuvre effective au plan national du projet régional de l'UNESCO : « Promouvoir les valeurs du sport dans l'éducation, la santé et la gouvernance des fédérations sportives en Afrique » ;
- l'élaboration d'une Politique Nationale des Sports (PNS 2021-2025) ;
- le financement de la participation aux compétitions sportives scolaires et universitaires au plan international.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre réglementaire du Sport ;
- le développement de l'offre des infrastructures sportives ;
- la promotion de la pratique du sport ;
- la promotion de l'industrie du sport ;
- le financement du sport ;
- le développement de l'offre de formation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les infrastructures sont adaptées aux activités sportives ;
- les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n° 2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 19, le Ministre de la Promotion des Sports et du Développement de l'Economie Sportive est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sports et de Développement de l'Economie Sportive.

À ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de la pratique du Sport d'élite et du Sport de Masse ;
- réglementation des sports civils et scolaires ;
- organisation, la réglementation, le contrôle et l'évaluation de l'enseignement de l'éducation physique et du sport à l'école, des fédérations et associations sportives ;
- appui à la formation du personnel enseignant en éducation physique et sportive ;
- promotion de la professionnalisation de la vie sportive ;
- promotion du Genre dans le domaine du Sport ;
- gestion du patrimoine des infrastructures sportives ;
- promotion, contrôle et suivi des infrastructures sportives publiques et privées ;
- contribution à la promotion de la culture de la paix à travers des manifestations sportives ;

- organisation et dynamisation des équipes nationales pour les compétitions internationales ;
- participation à la recherche et à la mise en place de nouveaux systèmes de financement du Sport.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Sport.
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme1 : Administration Générale	CABINET, IG, DAF, DRH, DPPS, DAJCCI, CPMP, DCID, DR (34), DD (75)	INJS CNAS		
Programme 2 : Sport	DGS, DVFSHN, DSMG, DPES, DST	ONS OISSU Centre Ivoiro-Coréen Alassane Ouattara CNSE – CNLAD	- Construction du stade Olympique d'Abidjan PROJET CAN 2023 - Programme d'urgence équipement et réhabilitation infrastructures sportives/phase 2 - Construction de 10 AGORAS sportifs	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP.1.1 : Nombre de textes législatifs et règlementaires soumis	Dénombrement Source : DJAC
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.2 : Proportion d'unités administratives inspectées	(Nombre d'unités administratives inspectées / Nombre d'unités administratives programmées) X 100 -Nombre des unités administratives programmées : 13 DC et DG en 2022, 34 DR en 2023 et 33 DD en 2024 Source : IG
		IP .1.3 : Proportion d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière	(Nombre d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière / Nombre d'unités administratives inspectées) X 100 Source : IG
		IP .1.4 : Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités annuelles programmées) X 100 Source : DPPS

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP .1.5 : Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité conformément au plan de formation	(Nombre d'agents formés / Total des agents programmés pour être formés) X 100 -Nombre d'agents programmés pour la formation : 50 par année sur la période 2022-2024 Source : DRH
		IP .1.6 : Taux de satisfaction des besoins en personnel	(Nombre d'agents mis à la disposition des services du ministère / Nombre total de demandes formulées par les unités administratives) X 100 Source : Base de données du personnel DRH / Rapport d'activités DRH
OG 2 : Créer les conditions appropriées pour la pratique des activités physiques et sportives et de leur promotion au profit des populations	RS 2.1 : les infrastructures sont adaptées à la pratique des activités physiques et sportives	IP 2.1.1 : Taux de réalisation d'infrastructures sportives programmées	(Nombre d'infrastructures sportives réalisées / Nombre total d'infrastructures sportives programmées) X 100 Source : ONS
		IP 2.1.2 : Pourcentage d'infrastructures sportives réalisées fonctionnelles	(Nombre d'infrastructures sportives réalisées fonctionnelles / Nombre total d'infrastructures sportives réalisées) X 100 Source : ONS
	RS 2.3 : les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.	IP 2.3.1 : Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an	(Nombre d'établissements scolaires et universitaires participants / Nombre total d'établissements scolaires et universitaires ouverts) X 100 Source : OISSU
		IP 2.3.2 : Taux de participation des populations aux activités d'animation sportive	(Nombre de participants aux activités d'animation sportives / Nombre total de la population active) X 100 Source : DGS
		IP 2.3.3 : Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales par an	(Nombre de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales / Nombre total de compétitions internationales statutaires annuelles) X 100 Source : DGS
		IP 2.3.4 : Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	(Nombre de médailles remportées / Nombre total de médailles à remporter) X 100 Source : DGS

II.1.2. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**211 441 605 858**	**62 217 558 485**	**40 539 487 467**
1.1 Ressources Intérieures	**88 219 834 185**	**62 217 558 485**	**40 539 487 467**
1.1.1 Budget Etat	88 219 834 185	62 217 558 485	40 539 487 467
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**123 221 771 673**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	123 221 771 673	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**211 441 605 858**	**62 217 558 485**	**40 539 487 467**
2.1 Personnel	**9 127 779 405**	**9 818 171 670**	**10 571 311 756**
2.1.1 Solde y compris EPN	9 127 779 405	9 818 171 670	10 571 311 756
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 994 786 110**	**1 998 366 545**	**2 118 834 918**
2.3 Transferts	**21 930 055 682**	**24 401 020 270**	**26 399 340 793**
2.4 Investissement	**178 388 984 661**	**26 000 000 000**	**1 450 000 000**
Trésor	*55 167 212 988*	*26 000 000 000*	*1 450 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*123 221 771 673*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Promotion et coordination de la politique du secteur
	Action 1.2: Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
	Action 1.3: Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
	Action 1.4: Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 **:** Assurer la coordination générale en matière de sport	Proportion d'unités administratives inspectées	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'unités administratives inspectées / Nombre d'unités administratives programmées) X 100 -Nombre des unités administratives programmées : 13 DC et DG en 2022, 34 DR en 2023 et 33 DD en 2024 Source : IG
	Proportion d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière	0%	100%	100%	100%	(Nombre d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière / Nombre d'unités administratives inspectées) X 100 Source : IG
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes et projets	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	70%	73%	75%	80%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités annuelles programmées) X 100 Source : DPPS
	Taux de réalisation physique des projets PIP en cours	40%	50%	60%	80%	Moyenne des taux d'exécution des projets PIP en cours Source **:** DPPS
OS 3 : Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité conformément au plan de formation	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'agents formés / Total des agents programmés pour être formés) X 100 -Nombre d'agents programmés pour la formation : 50 par année sur la période 2022-2024 Source : DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	50%	70%	70%	70%	(Nombre d'agents mis à la disposition des services du ministère / le nombre total de demandes formulées par les unités administratives) X 100 Source **:** DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
Personnel	8 416 417 817	9 098 619 822	9 843 578 389
Biens et services	1 351 812 784	1 359 158 020	1 474 072 006
Transferts	1 584 612 408	1 005 856 787	1 049 438 903
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21081 Administration Générale	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
2108101 Promotion et coordination de la politique du secteur	**3 751 926 321**	**3 205 705 013**	**3 364 983 594**
1 Personnel	***1 331 986 082***	***1 347 321 900***	***1 362 641 353***
78081000125 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INJS	1 331 986 082	1 347 321 900	1 362 641 353
2 Biens et services	***835 327 831***	***852 526 326***	***952 903 338***
11081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département TIEBISSOU	3 000 000	2 936 683	3 030 095
11081000016 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bélier (TOUMODI)	4 900 000	4 796 584	4 949 157
11081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Didiévi	4 800 000	4 698 694	4 848 155
11081000018 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Djékanou	3 840 000	3 758 955	3 878 523
11081000019 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs (YAMOUSSOKRO)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
14081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bocanda	3 000 000	2 936 684	3 030 097
14081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouassi-Kouassikro	4 779 143	4 678 277	4 827 089
14081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région de N'Zi (Dimbokro)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
15081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de m'bayakro	4 800 000	4 698 695	4 848 155
15081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Iffou (DAOUKRO)	3 479 122	3 405 693	3 514 025
15081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Prikro	4 500 000	4 405 026	4 545 145
16081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Arrah	3 840 000	3 758 954	3 878 525
16081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou (BONGOUANOU)	3 479 122	3 405 693	3 514 026
16081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'batto	3 000 000	2 936 685	3 030 095
17081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Botro	3 000 000	2 936 684	3 030 098
17081000011 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbèkè (BOUAKE)	3 479 122	3 405 694	3 514 027
17081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département Bouake	3 000 000	2 936 683	3 030 097
17081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Béoumi	3 000 000	2 936 684	3 030 097
17081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sakassou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
18081000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de dabakala	4 800 000	4 698 694	4 848 154
18081000007 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /KATIOLA	3 479 122	3 405 694	3 514 024
18081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Niakaramandougou	3 000 000	2 936 684	3 030 096
22081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de OUANINOU	4 800 000	4 698 693	4 848 155
22081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KORO	3 000 000	2 936 682	3 030 098
22081000019 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing (Touba)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
23081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gbéléban	3 840 000	3 758 955	3 878 524

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21081 Administration Générale	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
23081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Odiénné	3 479 122	3 405 693	3 514 027
23081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de MADINANI	3 000 000	2 936 684	3 030 097
23081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Samatiguila	3 750 000	3 670 854	3 787 620
23081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Séguélon	3 840 000	3 758 955	3 878 523
24081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Ouangolodougou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
24081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région de Tchologo (FERKESSEDOUGOU)	4 900 000	4 796 583	4 949 158
24081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kong	3 960 000	3 876 423	3 999 726
25081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'bengué	3 546 316	3 471 469	3 581 894
25081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dikodougou	3 960 000	3 876 423	3 999 728
25081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sinématiali	3 000 000	2 936 683	3 030 098
25081000014 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	3 479 122	3 405 693	3 514 027
26081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région Bagoué (BOUNDIALY)	4 900 000	4 796 583	4 949 156
26081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouto	3 840 000	3 758 954	3 878 523
26081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tengrela	3 000 000	2 936 684	3 030 097
27081000005 Coordonner les activités du ministère dans la région de Folon (MINIGNAN)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
27081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kaniasso	3 750 000	3 670 855	3 787 622
28081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Doropo	3 840 000	3 758 955	3 878 523
28081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Téhini	3 000 000	2 936 683	3 030 097
28081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Nassian	3 000 000	2 936 684	3 030 097
28081000017 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /BOUNA	4 900 000	4 796 583	4 949 158
31081000013 Coordonner les activités du ministère dans la région Haut Sassandra (DALOA)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
31081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de vavoua	4 800 000	4 698 694	4 848 155
31081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zougougbeu	4 680 000	4 581 226	4 726 952
31081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Issia	3 000 000	2 936 684	3 030 097
32081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de OUME	3 000 000	2 936 683	3 030 096
32081000008 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gôh (GAGNOA)	3 479 122	3 405 693	3 514 025
35081000006 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (BOUAFLE)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
35081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de SINFRA	4 800 000	4 698 695	4 848 155
35081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zuenoula	3 000 000	2 936 684	3 030 097
36081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kani	3 000 000	2 936 684	3 030 097
36081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région de Worodougou (Séguéla)	3 479 122	3 405 693	3 514 026

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21081 Administration Générale	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
37081000011 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional/Mankono	3 479 122	3 405 694	3 514 025
37081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dianra	3 840 000	3 758 955	3 878 523
37081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KOUNAHIRI	3 000 000	2 936 683	3 030 097
41081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zouan-Hounien	3 000 000	2 936 684	3 030 096
41081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Danané	3 000 000	2 936 684	3 030 096
41081000010 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional / MAN	3 479 122	3 405 695	3 514 024
41081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Biankouma	3 000 000	2 936 684	3 030 097
42081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TOULEPLEU	3 000 000	2 936 683	3 030 096
42081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TAÏ	3 840 000	3 758 954	3 878 524
42081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally (Guiglo)	3 479 122	3 405 694	3 514 026
42081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BLOLEQUIN	3 000 000	2 936 683	3 030 097
43081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouibli	4 500 000	4 405 026	4 545 145
43081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BANGOLO	4 800 000	4 698 694	4 848 155
43081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région Guémon (DUEKOUE)	3 479 122	3 405 694	3 514 025
43081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Facobly	3 000 000	2 936 683	3 030 096
51081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de LAKOTA	3 000 000	2 936 684	3 030 096
51081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de guitry	4 600 000	4 502 916	4 646 149
51081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Lôh-Djiboua (DIVO)	3 479 122	3 405 695	3 514 024
55081000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tabou	5 000 000	4 894 472	5 050 162
55081000004 Coordonner les activités du ministère dans la région de SAN PEDRO	3 479 122	3 405 695	3 514 025
56081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Méagui	3 960 000	3 876 423	3 999 728
56081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Nawoua (SOUBRE)	4 900 000	4 796 583	4 949 158
56081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Buyo	3 840 000	3 758 954	3 878 524
56081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gueyo	3 000 000	2 936 683	3 030 097
57081000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Fresco	4 800 000	4 698 694	4 848 155
57081000006 Coordonner les activités du ministère dans la région de Gbôklé (SASSANDRA)	3 479 122	3 405 693	3 514 026
61081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BETIE	4 800 000	4 698 694	4 848 155
61081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de AGNIBILEKRO	3 000 000	2 936 683	3 030 096
61081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Indenier Djuablin (ABENGOUROU)	3 479 122	3 405 695	3 514 024
62081000011 Coordonner les activités du ministère dans la région de Zanzan (Bondoukou)	3 479 122	3 405 693	3 514 026
62081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sandégué	3 000 000	2 936 684	3 030 097

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21081 Administration Générale	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
62081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Transua	3 000 000	2 936 684	3 030 096
62081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tanda	3 000 000	2 936 684	3 030 097
62081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Koun-fao	3 000 000	2 936 684	3 030 097
71081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	3 479 122	3 405 693	3 514 025
71081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'adiaké	3 000 000	2 936 682	3 030 098
71081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de grand bassam	3 000 000	2 936 684	3 030 097
71081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiapoum	4 560 000	4 463 759	4 605 748
76081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiassale	3 000 000	2 936 682	3 030 096
76081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sikensi	3 000 000	2 936 684	3 030 097
76081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Taabo	3 840 000	3 758 955	3 878 523
76081000011 Coordonner les activités du ministère dans la région Agneby Tiassa (Agboville)	3 479 122	3 405 694	3 514 026
77081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de yakassé-attobrou	4 500 000	4 405 026	4 545 145
77081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Alepe	3 000 000	2 936 684	3 030 097
77081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (ADZOPE)	3 479 122	3 405 693	3 514 025
77081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Akoupé	3 000 000	2 936 683	3 030 097
78011201613 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (ABIDJAN NORD)	3 479 122	3 405 694	3 514 026
78081000120 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière des sports	44 650 000	43 707 643	45 097 947
78081000121 Assister le ministre sur les questions relatives aux sports	33 000 000	32 303 520	33 331 069
78081000122 Prendre en charges le fonctionnement de la residence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78081000123 Organiser la communication des activités du ministère	10 751 120	10 524 213	10 858 979
78081000124 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Abidjan	3 000 000	2 936 683	3 030 097
78081000130 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (ABIDJAN SUD)	3 479 122	3 405 693	3 514 026
78081000151 Encadrer les procédures de passation des marchés publics du ministère	10 220 850	10 005 134	10 323 391
78081000152 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	20 347 000	19 917 569	20 551 129
78081000153 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	199 931 160	211 247 263	223 203 858
78081000167 Apporter un appui juridique aux services du ministère et promouvoir les accords de coopération	7 711 295	7 548 545	7 788 657
78081000170 Prendre en charge le salaire du personnel sous-contrat	111 676 409	128 527 727	200 765 243
79081000006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Grand Pont (DABOU)	3 479 122	3 405 694	3 514 023
79081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Grand-Lahou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
79081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de jacqueville	3 000 000	2 936 683	3 030 096
3 Transferts	***1 584 612 408***	***1 005 856 787***	***1 049 438 903***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21081 Administration Générale	**11 352 843 009**	**11 463 634 629**	**12 367 089 298**
78081000169 Effectuer le transfert de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)	1 289 431 758	710 676 137	754 258 253
90081000003 Assurer la formation des jeunes joueurs de l'Académie de Football créée dans le cadre du contrat CNP-PPP entre le Sporting de Lisbonne et l'Etat de Côte d'Ivoire/INJS	295 180 650	295 180 650	295 180 650
2108102 Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques	**15 681 550**	**15 350 585**	**15 838 874**
2 Biens et services	***15 681 550***	***15 350 585***	***15 838 874***
78081000175 Organiser la planification générale des activités du ministère	15 681 550	15 350 585	15 838 874
2108103 Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines	**58 137 988**	**57 958 345**	**58 223 380**
2 Biens et services	***58 137 988***	***57 958 345***	***58 223 380***
78081000126 Gérer les ressources humaines	8 511 700	8 332 057	8 597 092
78081000127 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78081000165 Prendre en charge les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	19 626 288	19 626 288	19 626 288
2108104 Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine	**7 527 097 150**	**8 184 620 686**	**8 928 043 450**
1 Personnel	***7 084 431 735***	***7 751 297 922***	***8 480 937 036***
78081000129 Gérer les ressources humaines du ministère	7 084 431 735	7 751 297 922	8 480 937 036
2 Biens et services	***442 665 415***	***433 322 764***	***447 106 414***
78081000128 Prendre en charge les dépenses centralisées	397 363 025	388 976 501	401 349 531
78081000150 Gérer les ressources financières du ministère	23 205 818	22 716 049	23 438 629
78081000171 Elaborer le budget de l'année N+1	22 096 572	21 630 214	22 318 254

II.2.2 Programme : Sport

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sport	Action 2.1: Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
	Action 2.2: Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous
	Action 2.3: Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sport						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Taux de réalisation d'infrastructures sportives programmées	8,33%	33%	42%	64%	(Nombre d'infrastructures sportives réalisées / Nombre total d'infrastructures sportives programmées) X 100 Source : ONS
	Pourcentage d'infrastructures sportives fonctionnelles	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives fonctionnelles /Nombre total d'infrastructures sportives) X 100 Source : ONS
OS 2 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an	35,46%	40%	45%	50%	(Nombre d'établissements scolaires et universitaires participants / Nombre total d'établissements scolaires et universitaires ouverts) X 100 Source : OISSU
	Taux de participation des populations aux activités d'animation sportive	27%	35%	40%	50%	(Nombre de participants aux activités d'animation sportives / Nombre total de la population active) X 100 Source : DGS
	Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales par an	85%	90%	95%	100%	(Nombre de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales / Nombre total de compétitions internationales statutaires annuelles) X 100 Source : DGS
	Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	73,03%	75%	80%	85%	(Nombre de médailles remportées / Nombre total de médailles à remporter) X 100 Source : DGS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : SPORT	**194 082 762 849**	**43 946 923 856**	**20 465 398 169**
Personnel	711 361 588	719 551 848	727 733 367
Biens et services	642 973 326	639 208 525	644 762 912
Transferts	14 339 443 274	16 588 163 483	17 642 901 890
Investissements	178 388 984 661	26 000 000 000	1 450 000 000
Trésor	*55 167 212 988*	*26 000 000 000*	*1 450 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*123 221 771 673*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22082 Sport	**194 082 762 849**	**43 946 923 856**	**20 465 398 169**
2208201 Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives	**179 238 691 765**	**26 956 615 498**	**2 426 422 142**
1 Personnel	***151 897 104***	***153 645 971***	***155 392 972***
78081000160 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONS	151 897 104	153 645 971	155 392 972
3 Transferts	***697 810 000***	***802 969 527***	***821 029 170***
78081000136 Entretenir les installations sportives	64 260 000	73 943 942	75 607 019
78081000137 Effectuer le transfert de l'Office National des Sports (ONS)	198 550 000	228 471 359	233 609 925
78081000177 Gérer le stade Olympique d'Ebimpé	435 000 000	500 554 226	511 812 226
4 Investissements	***178 388 984 661***	***26 000 000 000***	***1 450 000 000***
Financement extérieur	*123 221 771 673*	*0*	*0*
78081000182 Construire dix AGORAS sportives de proximité	3 542 167 800	0	0
78081000133 Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2023	119 679 603 873	0	0
Trésor	*55 167 212 988*	*26 000 000 000*	*1 450 000 000*
78081000182 Construire dix AGORAS sportives de proximité	790 000 000	700 000 000	1 000 000 000
78081000181 Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	20 946 905 446	0	0
78081000158 Construire, Rehabiliter et Renforcer le parc d'infrastructures sportives	0	25 000 000 000	0
78081000133 Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2023	33 180 307 542	0	0
78081000132 Equiper et réhabiliter les infrastructures sportives de l'OISSU	250 000 000	300 000 000	450 000 000
2208202 Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous	**2 105 965 484**	**4 181 322 394**	**5 203 243 864**
1 Personnel	***509 464 484***	***515 330 202***	***521 189 660***
78081000168 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'oissu	509 464 484	515 330 202	521 189 660
2 Biens et services	***118 746 000***	***116 239 817***	***119 937 307***
78081000138 Promouvoir le sport pour tous	9 020 000	8 829 630	9 110 493
78081000139 Promouvoir le sport de masse	9 726 000	9 520 728	9 823 574
78081000193 Concevoir les mécanismes de réforme fiscale pour les fondements de l'économie du sport	30 000 000	29 366 838	30 300 972
78081000194 Créer un système de gestion de base de données dédiée au secteur sport	30 000 000	29 366 838	30 300 972
78081000195 Mettre en place un observatoire pour la mise en œuvre de l'Ecosystème statistique, suivi-évaluation et métrologie	40 000 000	39 155 783	40 401 296
3 Transferts	***1 477 755 000***	***3 549 752 375***	***4 562 116 897***
78081000140 Effectuer le transfert de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	114 622 000	131 895 462	134 861 933
78081000154 Exécuter le programme des compétitions sportives scolaires et universitaires	363 133 000	417 856 913	427 254 964
78081000196 Entretenir les installations Sportives et d'hébergement de la CAN 2023	1 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22082 Sport	**194 082 762 849**	**43 946 923 856**	**20 465 398 169**
2208203 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	**12 738 105 600**	**12 808 985 964**	**12 835 732 163**
1 Personnel	***50 000 000***	***50 575 675***	***51 150 735***
90081000004 Prendre en charge les dépenses de personnel du Centre Ivoiro-Coréen Alassane OUATTARA (CICAO)	50 000 000	50 575 675	51 150 735
2 Biens et services	***524 227 326***	***522 968 708***	***524 825 605***
78081000141 Promouvoir et dévélopper les activités des féderations sportives	8 334 750	8 158 842	8 418 368
78081000142 Mettre en œuvre la Professionnalisation du Sport	7 900 000	7 733 267	7 979 256
78081000146 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Sports	43 400 000	42 484 023	43 835 405
78081000172 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	464 592 576	464 592 576	464 592 576
3 Transferts	***12 163 878 274***	***12 235 441 581***	***12 259 755 823***
78081000143 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	2 125 747 424	2 125 747 424	2 125 747 424
78081000144 Soutenir les équipes nationales pendant les compétitions	5 394 850	6 207 850	6 347 472
78081000145 Lutter contre Anti-Dopage	3 736 000	4 299 013	4 395 703
78081000147 Prendre en charge l'animation sportive	9 000 000	10 356 295	10 589 219
78081000155 Apporter un appui à la formation des athlètes de haut niveau par l'octroi de bourses	80 000 000	97 207 750	103 169 001
78081000156 Prendre en charge la participation des clubs qualifiés aux compétitions internationales	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
78081000157 Préparer les athlètes de haut niveau en vue des grands évenements sportifs	240 000 000	291 623 249	309 507 004
78081000179 Prendre en charge la participation de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations et Coupe du Monde	8 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000

II.2.3 Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 3.1: Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**6 006 000 000**	**6 807 000 000**	**7 707 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	6 006 000 000	6 807 000 000	7 707 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
23199 Comptes Spéciaux du Trésor	**6 006 000 000**	**6 807 000 000**	**7 707 000 000**
2319902 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	**6 006 000 000**	**6 807 000 000**	**7 707 000 000**
3 Transferts	6 006 000 000	6 807 000 000	7 707 000 000
78081000161 Transférer la taxe sur le tabac pour le développement du sport (Fédérations sportives)	6 006 000 000	6 807 000 000	7 707 000 000

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du ministère;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- l'instabilité institutionnelle de l'administration forestière ;
- la clarification insuffisante des régimes fonciers (absence de plan d'aménagement du territoire et conflit entre droit coutumier et droit moderne) ;
- la dégradation continue du couvert forestier ;
- la réduction des espèces et des populations de faune sauvage ;
- la dégradation des ressources en eau (pollution, amenuisement, déforestation, feux de brousse, érosion des berges, ensablement des cours d'eau) ;
- la gestion inadaptée des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques (cadres institutionnel, juridique, financement, ressources humaines, outils de gestion, ouvrages et infrastructures) ;
- les difficultés de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ;
- la récurrence des risques (mauvais aménagement des bassins) et catastrophes naturels (sécheresse, inondations).

I.1.2. Réponses apportées

- l'actualisation de la politique nationale de l'eau en décembre 2019 ;
- l'adoption d'une nouvelle politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en 2018 et de sa stratégie de mise en œuvre;
- l'adoption de la loi n° 2019 – 675 du 23 juillet 2019 portant Code forestier ;
- l'élaboration et l'adoption en cours des textes d'application du nouveau code forestier ;
- l'exécution en cours d'un Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et du Plan d'Actions de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (2017-2045) ;
- l'organisation du forum des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau ;
- l'ouverture de la gestion des forêts au secteur privé ;
- la formulation de la vision nationale de l'eau à l'horizon 2040 en mai 2010 ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité de l'Inventaire forestier et faunique national depuis 2019 ;
- la réalisation de l'étude sur la révision de la fiscalité forestière;
- la révision en cours de la loi portant protection de la faune et exercice de la chasse ;
- la réalisation de l'inventaire forestier national.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adhésion des parties prenantes (communautés locales, secteur privé, collectivités territoriales, etc.) dans la mise en œuvre de la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des systèmes d'allocation des ressources en eau entre usagers ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et du plan d'actions des ressources en eau (2019-2045) ;
- l'inventaire des ressources en eaux, des ouvrages et aménagements hydrauliques ;
- l'inversion de la tendance à la dégradation des ressources forestières et fauniques ;
- l'opérationnalisation du système informatisé de gestion et de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- l'organisation de la réouverture et l'exercice de la chasse ;
- la création d'une école des Eaux et Forêts ;
- la finalisation de l'avant-projet de loi relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse;
- la gestion intégrée des ressources en eau ;

- la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des espèces menacées ;
- la mise en œuvre d'une stratégie durable d'atténuation des conflits hommes faunes ;
- la mise en place d'un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques;
- la mise en place des mécanismes de financement pérenne des sous-secteurs forestier, de la faune et des ressources en eau;
- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel, législatif et règlementaire des sous-secteurs forêt, faune et ressources en eau ;
- la protection des ressources en eau, des ouvrages et aménagements hydrauliques ;
- la protection et la mise en place des outils de régulation des ressources en eau;
- le renforcement de la résilience aux risques et catastrophes naturels ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des eaux et forêts.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance ;
- le renforcement du dispositif législatif et réglementaire ;
- la protection des forêts classées conservées à plus de 75% ;
- l'identification et la mise à disposition des espaces pour des forêts utiles ;
- le respect strict de la logique des forêts classées ;
- l'application du régime d'agroforesterie dans le domaine rural ;
- le réaménagement des forêts classées dégradées à plus de 75% ;
- l'amélioration et la conservation de l'habitat de la faune sauvage ;
- la protection et la conservation de la faune sauvage ;
- l'amélioration, l'interaction et la coexistence entre les hommes et la faune sauvage ;
- le développement d'un cadre de gestion durable des ressources en eau (institutionnel, juridique, financement, outils de gestion) ;
- la promotion de la mise en œuvre du Plan GIRE ;
- l'amélioration de la coopération sous régionale et internationale pour la gestion des ressources en eau des bassins en partage.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le patrimoine forestier est reconstitué à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030;
- les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés ;
- le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 7, le Ministre des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection des eaux et de la forêt.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de gestion durable des forêts, de la faune et de la flore

- promotion des conditions d'exploitation durable des ressources forestières ;
- définition et mise en œuvre du plan national de reboisement ;
- incitation au développement du domaine forestier par les collectivités publiques et par les opérateurs privés ;
- contrôle de l'exploitation forestière ;
- contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits ligneux, en liaison avec les Ministres intéressés ;

- contrôle et recouvrement des taxes forestières, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- gestion des ressources cynégétiques ;
- mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle, en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement ;
- mise en œuvre du Code Forestier.

En matière de gestion durable et de Protection des eaux

- mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres chargés de l'Hydraulique, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé et des Ressources Animales et Halieutiques.

En matière de Protection de la faune et de la flore

- maintien de l'intégrité du domaine forestier de l'Etat ;
- lutte contre les feux de brousse et défense des forêts, en liaison avec les Ministres chargés de la Défense et de l'Agriculture ;
- mise en œuvre des conventions et traités dans le domaine de la protection de la faune et de flore ;
- protection des sols et des eaux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques, en liaison avec les collectivités territoriales.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières
- Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques.
- Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau

II.DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme1: Administration Générale	CABINET, DAFP, DRHF, Inspection Générale, DGFF, DAJC, DREF, DISAD, SERCOM, DEPE, DPFE, BSSI, DGCAT		-Projet FADCI/C2D/MINEF /Appui institutionnel	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Gestion durable des ressources forestières	DRCF, DPIF, SCNDFLCFB, CABINET/APV FLEGT, CABINET/ICF, CABINET/JARDIN BOTANIQUE DE BINGERVILLE, CABINET/JARDIN D'ETAT DE YAMOUSSOUKRO, DDEF, CEF, PEF	SODEFOR	- Aménagement du jardin botanique de Bingerville - Projet d'Appui à la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts	- Convention MINEF-IHE ; - Projet de sauvegarde Assamela et bois de vêne ; - Projet « Contribution à la mise en place d'une politique publique d'achat responsable de bois en vue de l'intégration progressive du marché national dans l'APV » ; - Projet « Appui au Ministère des Eaux et Forêts dans le cadre de la réforme réglementaire liée à la définition de la légalité du bois et à la mise en œuvre de la REDD+ » - Contribution à la restauration du couvert forestier de 6 FC (d'Anguededou, Bamoro, Rapid Grah, …) 2017-2021 (MOOV) ; - Contribution à la surveillance de la FC de Bamo et KinKene /SIFCA ; - Surveillance spatiale de la FC de Cavally ; - Reboisement de la FC de Marahoue
Programme 3: Gestion durable des ressources fauniques	DFRC	ZOO NATIONAL D'ABIDJAN	-Projet de promotion de l'élevage de la faune sauvage - Projet d'amélioration de la conservation des espèces animales sauvages - Réhabilitation du Zoo d'Abidjan	
Programme 4: Gestion intégrée des ressources en eau	DGRE, DEPH, DPARE		- Projet PIDACC (Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques du bassin du Niger)	Projet de Conservation des écosystèmes et gestion des ressources en eau internationale de l'Union du fleuve Mano

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de satisfaction des usagers recourant aux services des structures du MINEF	Nombre d'usagers satisfaits / nombre d'usagers enquêtés Source : DISAD/SERCOM
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	RS 2.1 : le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030	IP 2.1 .1 : Taux de couverture forestière nationale	Superficie forestière couverte / superficie du territoire national à couvrir Source : Rapport d'activités Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	RS 3.1 : les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés	IP 3.1.1 : Nombre de sanctuaires de faune créés et préservés	Dénombrement Source : DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	RS 4.1 : le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1 .1 : Nombre d'outils de gestion développés	Dénombrement Source : DGRE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**36 249 321 573**	**37 371 475 755**	**37 498 413 176**
1.1 Ressources Intérieures	**34 948 221 573**	**35 907 975 755**	**36 244 513 176**
1.1.1 Budget Etat	34 948 221 573	35 907 975 755	36 244 513 176
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**1 301 100 000**	**1 463 500 000**	**1 253 900 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	1 301 100 000	1 463 500 000	1 253 900 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**36 249 321 573**	**37 371 475 755**	**37 498 413 176**
2.1 Personnel	**21 850 803 688**	**22 436 830 889**	**23 038 563 516**
2.1.1 Solde y compris EPN	21 850 803 688	22 436 830 889	23 038 563 516
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**10 174 369 337**	**10 148 296 619**	**10 274 912 004**
2.3 Transferts	**284 248 548**	**315 048 247**	**320 337 656**
2.4 Investissement	**3 939 900 000**	**4 471 300 000**	**3 864 600 000**
Trésor	*2 638 800 000*	*3 007 800 000*	*2 610 700 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 301 100 000*	*1 463 500 000*	*1 253 900 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation, et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Information et communication
	Action 1.5: Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Renforcer le cadre de coordination des structures du MINEF	Nombre de textes règlementaires (décrets) soumis	2	10	-	-	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
	Nombre de commissions techniques internes fonctionnelles	6	6	6	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités IGEF
OS 2 : Améliorer le système d'information, de planification et de suivi-évaluation	Taux de projets suivis et évalués	17 %	100%	100%	100%	(Nombre de projets suivis et évalués/nombre total de projets) x100 Source : Rapport d'activités DEPE
	Nombre de canaux de communication utilisés par an	10	10	10	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités SERCOM
OS 3 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'agents techniques formés à la Formation Commune de Base (FCB)	-	100%	100%	100%	(Nombre d'agents techniques formés à la FCB / Nombre total d'agents techniques recrutés) x100 Source : Rapport d'activités DRH
OS 4 : Réduire les infractions sur les ressources forestières, faunique et en eau	Nombre annuel de Procès-Verbaux d'infractions notifiés	729	150	150	100	Dénombrement Source : BSSI/DPFE/DPIF
	Nombre d'interventions (missions de contrôles et de surveillance) effectuées	130	150	200	200	Dénombrement Source : BSSI/DPFE / DPIF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**28 678 787 093**	**29 267 423 539**	**29 951 629 186**
Personnel	21 818 403 688	22 403 694 861	23 004 686 805
Biens et services	6 780 513 283	6 783 858 556	6 867 072 259
Transferts	79 870 122	79 870 122	79 870 122
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21088 Administration Générale	**28 678 787 093**	**29 267 423 539**	**29 951 629 186**
2108801 Coordination et animation	**22 072 994 066**	**22 652 996 426**	**23 261 791 188**
1 Personnel	***21 818 403 688***	***22 403 694 861***	***23 004 686 805***
78042200226 Prendre en charge les salaires des agents du Ministère	21 818 403 688	22 403 694 861	23 004 686 805
2 Biens et services	***254 590 378***	***249 301 565***	***257 104 383***
11042200066 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Belier (Yamoussoukro)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
14042200012 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du N'zi (Dimbokro)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
15042200023 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Iffou (Daoukro)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
17042200075 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
21088010562 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
22042200044 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
23042200040 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Kabadougou (Odiénné)	5 000 000	4 894 474	5 050 162
24042200052 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tchologo (Ferkessedougou)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
25042200051 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
28042200050 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
31042200059 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
32042200051 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
36042200022 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	4 894 472	5 050 162

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21088 Administration Générale	**28 678 787 093**	**29 267 423 539**	**29 951 629 186**
41042200073 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
42042200035 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Cavaly (Guiglo)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
43042200036 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Guémon (duekoue)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
51042200060 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Loh-Djiboua (Divo)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
55042200063 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de San-Pedro (San-Pedro)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
56042200062 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la NAWA (Soubré)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
61042200052 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	4 894 474	5 050 162
62042200081 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
71042200074 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
76042200046 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	5 000 000	4 894 472	5 050 160
78042200146 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78042200147 Organiser la planification générale des activités du Ministère des Eaux et Forêts	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78042200187 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région des Lagunes (Abidjan)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
78042200201 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de protection des eaux et Forets	100 120 000	98 006 923	101 124 443
78042200223 Renforcer le cadre institutionnel en matière de gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau	7 419 314	7 262 726	7 493 746
78042200227 Contrôler le bon fonctionnement et la performance des structures du Ministère	18 051 064	17 670 089	18 232 158
2108802 Planification, programmation, et suivi-évaluation	**10 000 000**	**9 788 946**	**10 100 324**
2 Biens et services	***10 000 000***	***9 788 946***	***10 100 324***
78042200148 Suivre et Evaluer les activités du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	9 788 946	10 100 324
2108803 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**6 250 615 643**	**6 266 745 905**	**6 331 097 334**
2 Biens et services	***6 170 745 521***	***6 186 875 783***	***6 251 227 212***
78011201654 Prendre en charge les factures des structures centrales du Ministère (Eau, Electricité)	379 292 737	400 760 705	423 443 761
78042200150 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78042200151 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	38 866 768	44 731 536	69 872 377
78042200152 Gérer et suivre les carrières des agents du ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 323
78042200153 Prendre en charge les dépenses liées à la mise en œuvre du CDMT	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78042200155 Gérer les baux et les tenues des agents Techniques des Eaux et Forets	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78042200156 Gérer les formations des agents du Ministère des Eaux et Forets	128 054 790	125 352 137	129 339 487
78042200190 Payer les baux administratifs des logements de fonction	5 186 800 000	5 186 800 000	5 186 800 000
78042200203 Gérer les ressources et le patrimoine du Ministère des Eaux et Forêts	102 093 516	99 938 787	103 117 759
78042200204 Prendre en charge les dépenses liées aux services du Ministère des Eaux et Forêts	213 685 889	209 175 953	215 829 671

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21088 Administration Générale	**28 678 787 093**	**29 267 423 539**	**29 951 629 186**
78042200205 Gérer les ressources humaines du Ministère des Eaux et Forêts	11 951 821	11 699 572	12 071 729
78042200212 Gérer la commande publique du Ministère	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78042200218 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	5 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	***79 870 122***	***79 870 122***	***79 870 122***
78052000008 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	79 870 122	79 870 122	79 870 122
2108804 Information et communication	**125 061 634**	**122 422 154**	**126 316 301**
2 Biens et services	***125 061 634***	***122 422 154***	***126 316 301***
78042200157 Organiser la communication des activités du Ministère des Eaux et Forêts	107 511 634	105 242 554	108 590 233
78042200159 Participer à l'organisation du SARA/SITA	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78042200192 Gérer le parc informatique et la connexion au réseau internet des services	7 550 000	7 390 654	7 625 744
2108805 Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.	**220 115 750**	**215 470 108**	**222 324 039**
2 Biens et services	***220 115 750***	***215 470 108***	***222 324 039***
78042200206 Contrôler et surveiller la gestion des ressources naturelles (Forêt, Faune, Eau)	20 115 750	19 691 198	20 317 559
78042200214 Conduire des interventions pour la protection des ressources naturelles dans les domaines ruraux et classés	200 000 000	195 778 910	202 006 480

II.2.2 Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Action 2.1: Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat
	Action 2.2: Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
	Action 2.3: Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.
	Action 2.4: Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers
	Action 2.5: Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Renforcer laprotection des massifs forestiers résiduels	Proportion de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un plan d'aménagement (PA)	19%	36%	45%	60%	(Nombre de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un plan d'aménagement /nombre total de forêts) x 100 Source : SODEFOR
	Taux de réduction annuel de la déforestation	2,69% (2015)	0,78%	0,78%	0,78%	(Superficie 1 perdue en année N - Superficie 2 perdue en année N-1 / superficie 2 perdueen année N-1) x 100 Source : DRCF
OS 2 : Réhabiliterles zones forestières dégradées	Superficie annuelle reboisée (ha)	8 868	72 670	72 670	72 670	Dénombrement Source : Rapports d'activités DRCF/SODEFOR/ICF
OS 3 : Renforcer le cadre d'exploitation,de transformation etde commercialisation des produits forestiers	Taux de mise en œuvre des orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	-	0%	25%	50%	(Nombre de nouvelles orientations mises en œuvre / Nombre total de nouvellesorientations prévues) x 100 Source : DPIF

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
Personnel	2 400 000	2 454 521	2 509 386
Biens et services	2 941 346 521	2 921 478 942	2 950 790 462
Transferts	204 378 426	235 178 125	240 467 534
Investissements	2 032 800 000	589 000 000	542 000 000
Trésor	*2 032 800 000*	*589 000 000*	*542 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
2208901 Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat	**3 943 178 426**	**2 240 072 599**	**2 245 517 696**
2 Biens et services	***2 005 000 000***	***2 004 894 474***	***2 005 050 162***
78042200182 Dépenses de Biens et Services LPSI-Eaux et Forêts	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78042200208 Prepare, Organiser et Superviser la mise en œuvre des activités inscrites dans le Cadre d'Actions Communes	5 000 000	4 894 474	5 050 162

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
3 Transferts	***204 378 426***	***235 178 125***	***240 467 534***
78042200175 Transférer les crédits à la SODEFOR	204 378 426	235 178 125	240 467 534
4 Investissements	***1 733 800 000***	***0***	***0***
Trésor	*1 733 800 000*	*0*	*0*
78042200176 Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts (Projet)	1 733 800 000	0	0
2208902 Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural	**486 040 187**	**772 197 798**	**731 001 958**
1 Personnel	***2 400 000***	***2 454 521***	***2 509 386***
78042200225 Assurer la masse salariale du Jardin Botanique de Bingerville	2 400 000	2 454 521	2 509 386
2 Biens et services	***184 640 187***	***180 743 277***	***186 492 572***
11042200094 Aménager le jardin d' Etat de Yamoussoukro	20 635 121	20 199 609	20 842 141
78042200177 Aménager le jardin botanique de Bingerville	50 121 626	49 063 790	50 624 466
78042200221 Suivre les activités de reboisement	5 000 000	4 894 472	5 050 162
78042200229 Organiser la journée nationale de lutte contre les feux de brousse	24 625 329	24 105 600	24 872 380
78042200231 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de luttes contre les feux de brousse et incendies de forêts	4 258 111	4 168 241	4 300 831
90042200001 Organiser la journée de l'arbre	75 000 000	73 417 092	75 752 430
90042200002 Mener les activités d'Education Écocitoyenne	5 000 000	4 894 473	5 050 162
4 Investissements	***299 000 000***	***589 000 000***	***542 000 000***
Trésor	*299 000 000*	*589 000 000*	*542 000 000*
90042200004 Projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Préservation, Réhabilitation et Extension des Forêts (SPREF)	149 000 000	589 000 000	542 000 000
78042200195 Aménagement du Jardin botanique de Bingerville (Projet)	150 000 000	0	0
2208903 Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.	**562 689 165**	**550 813 313**	**568 334 262**
2 Biens et services	***562 689 165***	***550 813 313***	***568 334 262***
11042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toumodi	2 000 000	1 957 789	2 020 064
11042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yamoussoukro	2 000 000	1 957 789	2 020 064
11042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Attiégouakro	2 000 000	1 957 790	2 020 064
11042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Djékanou	2 000 000	1 957 790	2 020 064
11042200073 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LOLOBO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
11042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lomokankro	1 250 000	1 223 618	1 262 540
11042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kokumbo (Toumodi)	1 250 000	1 223 618	1 262 541
11042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tiébissou	2 000 000	1 957 790	2 020 065
11042200082 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toumodi	3 000 000	2 936 684	3 030 097
11042200083 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Didiévi	2 000 000	1 957 789	2 020 065

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
11042200084 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Raviart	1 250 000	1 223 617	1 262 540
11042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakpabo (Sakassou)	1 250 000	1 223 618	1 262 541
11042200090 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kpouebo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
11042200091 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOSSOU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
11042200096 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Molonou	1 250 000	1 223 618	1 262 541
14042200014 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dimbokro	2 000 000	1 957 789	2 020 065
14042200015 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi Kouassikro	1 250 000	1 223 618	1 262 541
14042200017 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bocanda	2 000 000	1 957 789	2 020 064
15042200026 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daoukro	2 000 000	1 957 789	2 020 065
15042200027 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ettrokro	1 250 000	1 223 618	1 262 540
15042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Prikro	2 000 000	1 957 789	2 020 065
15042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bahiakro	2 000 000	1 957 789	2 020 065
15042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ananda	1 250 000	1 223 618	1 262 540
15042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouellé	2 000 000	1 957 789	2 020 064
16042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANOUMABA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
16042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOTOBI	1 250 000	1 223 618	1 262 541
16042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'GUESSANKRO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
16042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Batto	2 000 000	1 957 789	2 020 064
16042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiémélékro	1 250 000	1 223 618	1 262 539
16042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bongouanou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
16042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Krégbé	1 250 000	1 223 619	1 262 539
16042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Arrah	2 000 000	1 957 789	2 020 065
16042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
16042200057 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bongouanou	3 000 000	2 936 683	3 030 098
17042200056 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Béoumi	3 000 000	2 936 683	3 030 096
17042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bottro	2 000 000	1 957 788	2 020 066
17042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDO KEKRENOU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
17042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONDOSSO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
17042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONDROBO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
17042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sakassou	2 000 000	1 957 790	2 020 065
17042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brobo	1 250 000	1 223 618	1 262 541
17042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bodokro	1 250 000	1 223 618	1 262 541
17042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Béoumi	2 000 000	1 957 790	2 020 065
17042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djébonoua	1 250 000	1 223 617	1 262 540

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
17042200073 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaké	2 000 000	1 957 789	2 020 064
17042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diabo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
17042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ayaou-sran	1 250 000	1 223 617	1 262 540
18042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Katiola	2 000 000	1 957 790	2 020 064
18042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tortiya (Niakaramandougou)	1 250 000	1 223 617	1 262 540
18042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tafiré	1 250 000	1 223 618	1 262 539
18042200066 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Katiola	3 000 000	2 936 683	3 030 097
18042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIMBE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
18042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama Sokoura	1 250 000	1 223 618	1 262 541
18042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama-Sokoro	1 250 000	1 223 617	1 262 540
18042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niakaramadougou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
18042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boniérédougou	1 250 000	1 223 618	1 262 541
18042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bassawa	1 250 000	1 223 618	1 262 541
18042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FOUMBOLO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
18042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dabakala	2 000 000	1 957 789	2 020 064
18042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FRONAN	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Ouaninou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
22042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koro	2 000 000	1 957 788	2 020 066
22042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOOKO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guentéguéla	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Touba	2 000 000	1 957 790	2 020 065
22042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde BOROTOU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOONAN	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fougbesso	1 250 000	1 223 618	1 262 540
22089030279 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de M'Bahiakro	3 000 000	2 936 684	3 030 097
22089030283 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Doropo	3 000 000	2 936 684	3 030 097
22089030299 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taabo	2 000 000	1 957 790	2 020 064
22089030303 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouibly	2 000 000	1 957 788	2 020 066
22089030329 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tehini	2 000 000	1 957 790	2 020 065
22089030348 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOUKO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030350 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DANANON	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030351 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DAPEOUA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030378 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LATAHA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030388 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ONDEFIDOUO	1 250 000	1 223 618	1 262 541

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
22089030389 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de PAPARA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030392 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIKOLO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
22089030398 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TENDENE BAMBARASSO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
23042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Odienné	2 000 000	1 957 790	2 020 065
23042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguélon	2 000 000	1 957 788	2 020 064
23042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Samatiguila	1 250 000	1 223 618	1 262 541
23042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FENGOLO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
23042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djoulatiendougou	1 250 000	1 223 618	1 262 539
23042200046 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Madinani	3 000 000	2 936 683	3 030 097
23042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gbeleban	2 000 000	1 957 788	2 020 066
23042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Madinani	2 000 000	1 957 788	2 020 066
23042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAKO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
24042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diawala	1 250 000	1 223 618	1 262 540
24042200044 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Ouangolodougou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
24042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niellé	2 000 000	1 957 788	2 020 066
24042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NAFANA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
24042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOGONIERE	2 000 000	1 957 789	2 020 064
24042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ferkessedougou	2 000 000	1 957 789	2 020 063
24042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUMOKORO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
24042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouangolodougou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
24042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kong	2 000 000	1 957 789	2 020 064
24042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BILIMONO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanoroba	1 250 000	1 223 618	1 262 540
25042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BORON	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KARAKORO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NIOFOIN	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sirasso	1 250 000	1 223 618	1 262 540
25042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinematiali	2 000 000	1 957 789	2 020 065
25042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KATOGO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUIEMBE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Napeledougou	1 250 000	1 223 618	1 262 541
25042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bengué	2 000 000	1 957 789	2 020 065
25042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Korhogo	2 000 000	1 957 789	2 020 065
25042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dikodougou	2 000 000	1 957 789	2 020 064

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
26042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tengrela	2 000 000	1 957 789	2 020 065
26042200035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Boundiali	3 000 000	2 936 683	3 030 098
26042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Boundiali	2 000 000	1 957 790	2 020 065
26042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouto	2 000 000	1 957 789	2 020 064
26042200039 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GANAONI	1 250 000	1 223 618	1 262 541
26042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOLIA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
26042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GBONGAHA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
26042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KANAKORO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
27042200029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Minignan	3 000 000	2 936 682	3 030 097
27042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de de Kaniasso (Odienné)	2 000 000	1 957 789	2 020 065
27042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Minignan	2 000 000	1 957 789	2 020 065
27042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GOULIA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
27042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOKORO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
27042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
28042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kalamon	1 250 000	1 223 618	1 262 540
28042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUGBO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
28042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koutouba	1 250 000	1 223 619	1 262 540
28042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niamoin	1 250 000	1 223 618	1 262 540
28042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Doropo	2 000 000	1 957 789	2 020 064
28042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouna	2 000 000	1 957 789	2 020 065
28042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danoa	1 250 000	1 223 618	1 262 541
28042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Nassian	2 000 000	1 957 789	2 020 065
28042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sominace (Bouna)	1 250 000	1 223 618	1 262 540
31042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Issia	2 000 000	1 957 789	2 020 064
31042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Vaou (Vavoua)	1 250 000	1 223 618	1 262 539
31042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pélézi	1 250 000	1 223 618	1 262 540
31042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUESSABO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
31042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Saïoua	1 250 000	1 223 618	1 262 540
31042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Vavoua	2 000 000	1 957 789	2 020 065
31042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Iboguhé	1 250 000	1 223 617	1 262 540
31042200070 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Vavoua	3 000 000	2 936 682	3 030 097
31042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gadouan	1 250 000	1 223 618	1 262 540
31042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gonaté	1 250 000	1 223 619	1 262 540
31042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SETIFLA	1 250 000	1 223 618	1 262 541

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
31042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bédiala	1 250 000	1 223 618	1 262 540
31042200081 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dania	2 000 000	1 957 788	2 020 066
31042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daloa	2 000 000	1 957 789	2 020 065
31042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zoukougbeu	2 000 000	1 957 789	2 020 065
31042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Belle Ville	1 250 000	1 223 618	1 262 540
32042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gagnoa	2 000 000	1 957 790	2 020 064
32042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GNABODOUGNOUA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
32042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ouragahio	1 250 000	1 223 618	1 262 540
32042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guibéroua	2 000 000	1 957 789	2 020 065
32042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diégonéfla	1 250 000	1 223 618	1 262 540
32042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dignago	1 250 000	1 223 619	1 262 540
32042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bayota	1 250 000	1 223 619	1 262 540
32042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Galebré	1 250 000	1 223 619	1 262 540
32042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Oumé	2 000 000	1 957 790	2 020 065
35042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zuénoula	2 000 000	1 957 789	2 020 065
35042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinfra	2 000 000	1 957 789	2 020 064
35042200039 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bouaflé	3 000 000	2 936 684	3 030 097
35042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bonon	1 250 000	1 223 618	1 262 540
35042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanzra	1 250 000	1 223 618	1 262 540
35042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gohitafla	1 250 000	1 223 618	1 262 541
35042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kononfla (Sinfra)	1 250 000	1 223 618	1 262 540
35042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAZRA NATIS	1 250 000	1 223 618	1 262 541
35042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaflé	2 000 000	1 957 789	2 020 064
36042200023 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIFIE	1 250 000	1 223 618	1 262 540
36042200024 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djibrosso	1 250 000	1 223 618	1 262 540
36042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MASSALA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
36042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kani	2 000 000	1 957 789	2 020 065
36042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MORONDO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
36042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguéla	2 000 000	1 957 790	2 020 064
37042200026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Mankono	3 000 000	2 936 683	3 030 097
37042200027 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dianra	2 000 000	1 957 789	2 020 065
37042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kongasso	1 250 000	1 223 618	1 262 540
37042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sarhala	1 250 000	1 223 617	1 262 540
37042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kounahiri	2 000 000	1 957 789	2 020 064

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
37042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Mankono	2 000 000	1 957 789	2 020 064
37042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiéningboué	1 250 000	1 223 618	1 262 540
41042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Danané	2 000 000	1 957 790	2 020 064
41042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Biankouma	2 000 000	1 957 790	2 020 064
41042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Man	2 000 665	1 958 441	2 020 736
41042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sangouiné	1 250 000	1 223 618	1 262 541
41042200067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Biankouma	3 000 000	2 936 684	3 030 097
41042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Logoualé	1 250 000	1 223 617	1 262 540
41042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sipilou	2 000 000	1 957 789	2 020 064
41042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouan Houlé	1 250 000	1 223 618	1 262 540
41042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde TEAPLEU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
41042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Daleu	1 250 000	1 223 618	1 262 540
41042200081 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Danané	3 000 000	2 936 684	3 030 098
41042200082 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Mahapleu	1 250 000	1 223 618	1 262 540
41042200084 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BIN HOUYE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
41042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbonné	1 250 000	1 223 618	1 262 540
41042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de ZouanHounien	2 000 000	1 957 789	2 020 065
42042200039 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zéaglo (Bloléquin)	1 250 000	1 223 618	1 262 540
42042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bolequin	2 000 000	1 957 789	2 020 065
42042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taï	2 000 000	1 957 789	2 020 065
42042200043 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toulepleu	3 000 000	2 936 684	3 030 097
42042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DOKE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
42042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zagné	1 250 000	1 223 618	1 262 540
42042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Péhé	1 250 000	1 223 619	1 262 540
42042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guiglo	2 000 000	1 957 790	2 020 064
42042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toulépleu	2 000 000	1 957 789	2 020 065
43042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guézon	1 250 000	1 223 618	1 262 540
43042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Duékoué	2 000 000	1 957 788	2 020 064
43042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bangolo	2 000 000	1 957 789	2 020 065
43042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbapleu (Duekoue)	1 250 000	1 223 617	1 262 540
43042200048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bangolo	3 000 000	2 936 684	3 030 097
43042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUEZON 1	1 250 000	1 223 618	1 262 541
43042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Facobly	2 000 000	1 957 788	2 020 066
43042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Semien	1 250 000	1 223 619	1 262 540

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
51042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dairo-Didizo	1 250 000	1 223 618	1 262 541
51042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ogodou	1 250 000	1 223 618	1 262 539
51042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lozoua	1 250 000	1 223 618	1 262 540
51042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Hiré	1 250 000	1 223 617	1 262 540
51042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Divo	2 000 000	1 957 788	2 020 065
51042200056 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zikisso	1 250 000	1 223 618	1 262 540
51042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yocoboue (Divo)	1 250 000	1 223 617	1 262 540
51042200058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Lakota	3 000 000	2 936 684	3 030 097
51042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gnamezaria (Lakota)	1 250 000	1 223 617	1 262 540
51042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guitry	2 000 000	1 957 789	2 020 065
51042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Lakota	2 000 000	1 957 789	2 020 065
51042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveu du Poste Forstier de GAGORE	1 250 000	1 223 618	1 262 540
55042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tabou	2 000 000	1 957 789	2 020 064
55042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de San-Pédro	2 000 000	1 957 790	2 020 064
55042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Doba	1 250 000	1 223 618	1 262 540
55042200049 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tabou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
55042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de GRABO	2 000 000	1 957 789	2 020 064
55042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DJOUROUTOU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
55042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dogbo	1 250 000	1 223 618	1 262 541
55042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gabiadji	1 250 000	1 223 618	1 262 540
55042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand-Bereby	2 000 000	1 957 789	2 020 064
55042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OLODIO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
56042200048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Méagui	3 000 000	2 936 684	3 030 097
56042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DABOUYO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
56042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gueyo	2 000 000	1 957 789	2 020 063
56042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Méaguy	2 000 000	1 957 789	2 020 065
56042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OKROUYO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
56042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Buyo (Dept Soubré)	2 000 000	1 957 789	2 020 064
56042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand Zatry	2 000 000	1 957 789	2 020 065
56042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Liliyo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
56042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Oupouyo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
56042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Soubré	2 188 500	2 142 312	2 210 455
56042200065 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Soubré (Buyo)	3 000 000	2 936 684	3 030 097
57042200029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Sassandra	3 000 000	2 936 684	3 030 097

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
57042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbagbame (Fresco)	1 250 000	1 223 618	1 262 540
57042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Fresco	2 000 000	1 957 788	2 020 065
57042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dakpadou	1 250 000	1 223 618	1 262 541
57042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sago	1 250 000	1 223 618	1 262 540
57042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sassandra	2 000 000	1 957 789	2 020 064
61042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abengourou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
61042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dufrebo	2 000 000	1 957 788	2 020 066
61042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de EBILASSOKRO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANGUELAN	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YAKASSE - FEYASSE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agnibilékrou	2 000 000	1 957 790	2 020 064
61042200067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Agnibilékrou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
61042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AKOBOISSUE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANIASSUE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMARAKRO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Amélékia	1 250 000	1 223 618	1 262 541
61042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zaranou	1 250 000	1 223 618	1 262 540
61042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bettié	2 000 000	1 957 789	2 020 064
61042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niablé	1 250 000	1 223 618	1 262 540
62042200077 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tanda	3 000 000	2 936 683	3 030 097
62042200078 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de APPIMADOUM	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tagadi	1 250 000	1 223 619	1 262 540
62042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bondoukou	2 000 000	1 957 789	2 020 065
62042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boihia	1 250 000	1 223 617	1 262 539
62042200088 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tabagne	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200089 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Transua	2 000 000	1 957 788	2 020 066
62042200090 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LAOUDI BA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200092 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sandegué	2 000 000	1 957 789	2 020 065
62042200093 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koun-Fao	2 000 000	1 957 789	2 020 065
62042200094 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi-Datékro	1 250 000	1 223 618	1 262 540
62042200095 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tanda	2 000 000	1 957 788	2 020 065
62042200096 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMBA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200097 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKOIKRO	1 250 000	1 223 618	1 262 540
62042200098 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOROBANGO	1 250 000	1 223 618	1 262 540

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
62042200099 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YOROBODI	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200100 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANKESSE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200102 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Assuéffry	1 250 000	1 223 618	1 262 541
62042200103 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gouméré	1 250 000	1 223 618	1 262 540
71042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Assinie Mafia	1 250 000	1 223 619	1 262 540
71042200071 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de TIAPOUM	3 000 000	2 936 684	3 030 096
71042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bianouan	1 250 000	1 223 617	1 262 540
71042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Aboisso	2 000 000	1 957 789	2 020 066
71042200078 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Adaou	1 250 000	1 223 619	1 262 540
71042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bonoua	2 000 000	1 957 788	2 020 066
71042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Ayamé	2 000 000	1 957 789	2 020 065
71042200081 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Nouanou	1 250 000	1 223 618	1 262 541
71042200082 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adiaké	2 000 000	1 957 789	2 020 065
71042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Maféré	2 000 000	1 957 789	2 020 065
71042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tiapoum	2 000 000	1 957 790	2 020 065
71042200088 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ETUEBOUE	1 250 000	1 223 618	1 262 541
71042200089 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde YAOU	1 250 000	1 223 618	1 262 540
71042200091 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Grand Bassam	3 000 000	2 936 684	3 030 097
71042200092 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BONGO	1 250 000	1 223 618	1 262 541
71042200094 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Noé	1 250 000	1 223 617	1 262 541
71042200095 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Grand Bassam	2 000 000	1 957 790	2 020 065
76042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pacobo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200051 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tiassalé	3 000 000	2 936 684	3 030 097
76042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gomon	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du cantonnement Forestier de Sikensi	2 000 000	1 957 789	2 020 066
76042200056 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agboville	2 000 000	1 957 789	2 020 064
76042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Rubino	1 250 000	1 223 617	1 262 540
76042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Azaguié	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Séguié	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Orescrobou	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'DOUCI	1 250 000	1 223 619	1 262 539
76042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yapo	1 250 000	1 223 618	1 262 540
76042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Tiassalé	2 000 000	1 957 790	2 020 064
77042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Alépé	2 000 000	1 957 790	2 020 065

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22089 Gestion durable des ressources forestières	**5 180 924 947**	**3 748 111 588**	**3 735 767 382**
77042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adzopé	2 000 000	1 957 789	2 020 065
77042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AFFERY	1 250 000	1 223 618	1 262 541
77042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Aboisso-Comoé	1 250 000	1 223 618	1 262 540
77042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danguira	1 250 000	1 223 618	1 262 540
77042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yakassé-Attrobou	2 000 000	1 957 789	2 020 064
77042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Akoupé	2 000 000	1 957 788	2 020 064
77042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AGOU	1 250 000	1 223 618	1 262 541
77042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ABONGOUA	1 250 000	1 223 618	1 262 541
77042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakassé-Mé	1 250 000	1 223 619	1 262 540
77042200063 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Akoupé	3 000 000	2 936 683	3 030 098
78042200162 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bingerville	1 250 000	1 223 619	1 262 540
78042200163 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Songon	1 250 000	1 223 618	1 262 540
78042200164 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brofodoumé	1 250 000	1 223 619	1 262 541
78042200165 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Anyama	2 000 000	1 957 789	2 020 064
78042200228 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abidjan	2 000 000	1 957 788	2 020 065
79042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bakanda	1 250 000	1 223 618	1 262 540
79042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Jacqueville	2 000 000	1 957 789	2 020 065
79042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ahouanou	1 250 000	1 223 618	1 262 539
79042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Grand-Lahou	2 000 000	1 957 789	2 020 064
79042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Dabou	2 000 000	1 957 788	2 020 064
79042200035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Dabou	3 000 000	2 936 684	3 030 097
79042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Irobo (Grand-Lahou)	1 250 000	1 223 618	1 262 540
2208904 Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	**152 169 130**	**148 957 533**	**153 695 752**
2 Biens et services	***152 169 130***	***148 957 533***	***153 695 752***
78042200166 Mettre en œuvre le processus APV-FLEGT	147 169 130	144 063 060	148 645 589
78042200207 Gérer et promouvoir les activités d'exploitation forestière	5 000 000	4 894 473	5 050 163
2208905 Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières	**36 848 039**	**36 070 345**	**37 217 714**
2 Biens et services	***36 848 039***	***36 070 345***	***37 217 714***
90042200003 Mettre en œuvre la politique des Forêts	36 848 039	36 070 345	37 217 714

II.2.3. Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Action 3.1: Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
	Action 3.2: Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses
	Action 3.3: Mise en oeuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques

II.2.3.2 du programme du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage	Proportion d'espèces de faune valorisées	1/244	2/244	2/244	3/244	Nombre de nouvelles espèces promues / nombre total d'espèces de mammifères à promouvoir Source : Rapport d'activités DFRC
	Proportion d'espèces menacées d'extinction bénéficiant de programme de restauration	1/208	2/208	2/208	3/208	Nombre d'espèces bénéficiant de programme de restauration / nombre total d'espèces menacées d'extinction Source : Rapport d'activités DFRC
OS.2 : Valoriser les parcs zoologiques	Taux d'accroissement annuel du nombre de visiteurs	-	30%	75%	100%	(Nombre de visiteurs en année N – Nombre de visiteurs en année N-1 / Nombre de visiteurs en année N-1) x 100 Source : ZNA

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES	**825 509 533**	**686 970 271**	**725 284 568**
Personnel	30 000 000	30 681 507	31 367 325
Biens et services	389 509 533	381 288 764	393 417 243
Transferts	0	0	0
Investissements	406 000 000	275 000 000	300 500 000
Trésor	*406 000 000*	*275 000 000*	*300 500 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22090 Gestion durable des ressources fauniques	**825 509 533**	**686 970 271**	**725 284 568**
2209001 Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques	**5 000 000**	**279 894 474**	**305 550 161**
2 Biens et services	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78042200167 Renforcer le dispositif de protection des ressources fauniques	5 000 000	4 894 474	5 050 161
4 Investissements	0	275 000 000	300 500 000
Trésor	*0*	*275 000 000*	*300 500 000*
78042200219 Projet d'amélioration de la Conservation des Espèces Animales Sauvages	0	150 000 000	177 100 000
78042200169 Promotion de l'élevage des espèces de faune sauvage	0	125 000 000	123 400 000
2209002 Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses	**808 258 490**	**395 083 316**	**407 360 459**
1 Personnel	30 000 000	30 681 507	31 367 325
78042200171 Assurer les charges salariales du Zoo d'Abidjan	30 000 000	30 681 507	31 367 325
2 Biens et services	372 258 490	364 401 809	375 993 134
78042200211 Protéger les espèces animales et promouvoir les activités récréatives	372 258 490	364 401 809	375 993 134
4 Investissements	406 000 000	0	0
Trésor	*406 000 000*	*0*	*0*
78042200181 Réhabiliter le Parc Zoologique d'Abidjan	406 000 000	0	0
2209003 Mise en oeuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques	**12 251 043**	**11 992 481**	**12 373 948**
2 Biens et services	12 251 043	11 992 481	12 373 948
90042200005 Mettre en oeuvre la politique de Gestion durable des ressources fauniques	12 251 043	11 992 481	12 373 948

II.2.4. Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	Action 4.1: Evaluation, protection et régulation des ressources en eau.
	Action 4.2: Mise en œuvre des activités du programme gestion intégrée des ressources en eau

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques	Pourcentage d'autorisations de prélèvement d'eau	0%	50%	75%	100%	(Nombre d'autorisations délivrées / Nombre de demandes) x 100 Source : Rapport d'activités DGRE
OS 2 : Protéger les ressources en eau	Existence de la carte de dégradation des états de surface	Non	Non	Oui	Oui	OUI/ NON Source : Rapport d'activités DGRE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 4 : GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU	**1 564 100 000**	**3 668 970 357**	**3 085 732 040**
Personnel	0	0	0
Biens et services	63 000 000	61 670 357	63 632 040
Transferts	0	0	0
Investissements	1 501 100 000	3 607 300 000	3 022 100 000
Trésor	*200 000 000*	*2 143 800 000*	*1 768 200 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 301 100 000*	*1 463 500 000*	*1 253 900 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	**1 564 100 000**	**3 668 970 357**	**3 085 732 040**
2209101 Évaluation, protection et régulation des ressources en eau.	**45 000 000**	**194 050 256**	**45 451 458**
2 Biens et services	***45 000 000***	***44 050 256***	***45 451 458***
78042200172 Protéger et aménager les Ressources en Eau	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78042200174 Organiser la semaine nationale de l'eau	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78042200198 Organiser la journée mondiale de l'eau	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78042200210 Evaluer le patrimoine hydraulique	5 000 000	4 894 473	5 050 162
4 Investissements	***0***	***150 000 000***	***0***
Trésor	*0*	*150 000 000*	*0*
78042200220 Projet pilote d'opérationnellement de l'observatoire des ressources en eau	0	150 000 000	0
2209102 Mise en œuvre des activités du programme gestion intégrée des ressources en eau	**1 519 100 000**	**3 474 920 101**	**3 040 280 582**
2 Biens et services	***18 000 000***	***17 620 101***	***18 180 582***
78042200199 Mettre en œuvre la politique de gestion intégrée des ressources en eau	18 000 000	17 620 101	18 180 582
4 Investissements	***1 501 100 000***	***3 457 300 000***	***3 022 100 000***
Financement extérieur	*1 301 100 000*	*1 463 500 000*	*1 253 900 000*
11042200092 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC)	1 301 100 000	1 463 500 000	1 253 900 000
Trésor	*200 000 000*	*1 993 800 000*	*1 768 200 000*
11042200092 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC)	200 000 000	1 993 800 000	1 768 200 000

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'INDUSTRIE DES ARTS ET DU SPECTACLE

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'INDUSTRIE DES ARTS ET DU SPECTACLE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- l'insuffisance du dispositif législatif et règlementaire ;
- le manque de statistiques culturelles à jour et d'études stratégiques sectorielles;
- la non mise en œuvre de la politique commune dans le domaine des arts et de la culture de l'UEMOA au niveau national ;
- la non mise en œuvre des recommandations de la politique culturelle de l'Union Africaine (non application du taux de 1% du budget de l'Etat dédié au secteur culturel).

Au titre de l'animation culturelle et de l'industrie culturelle et créative

- le piratage et la contrefaçon des œuvres de l'esprit (Musique, livre, films etc…) ;
- l'absence de guichet unique dans le cadre de l'organisation et de la structuration du sous-secteur de l'animation culturelle, des industries culturelles et créatives ;
- l'insuffisance d'espaces et de cadres d'expressions de la diversité culturelle ;
- l'insuffisance d'appuis financiers pour accompagner les opérateurs culturels.

Au titre du patrimoine culturel

- l'insuffisance et l'inégale répartition des infrastructures muséales sur l'ensemble du territoire national concentrées essentiellement dans le District d'Abidjan, dans les régions du sud-comoé,de l'indenié djuablin et du Poro ;
- la vétusté et l'inadaptation des infrastructures de conservation du patrimoine mobilier ;
- le mauvais état de conservation du patrimoine culturel matériel (collections muséales, sites et monuments) et du patrimoine documentaire national (BNCI) ;
- la méconnaissance des activités des institutions culturelles ;
- la faible mobilisation de partenariat national et international pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel national ;
- l'insuffisance de sécurité dans la protection des sites et des biens du patrimoine culturel ;
- l'insuffisance d'études et de recherches sur le patrimoine culturel national ;
- l'insuffisance d'outils techniques et financiers de suivi et de gestion des monuments et sites classés ;
- la disparition des Trésors Humains Vivants (THV).

Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- l'insuffisance d'établissements d'enseignement artistique et culturel ;
- le faible taux d'accès de la population à l'enseignement artistique et culturel ;
- la vétusté des bâtiments de formation ;
- le surnombre d'apprenants dans les salles de classe ;
- l'insuffisance de salles spécialisées et de matériels didactiques;
- l'insuffisance de postes budgétaires pour le recrutement des enseignants-chercheurs dans le domaine des arts et de la culture.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- la prise du décret n° 2017- 322 du 24 mai 2017 portant classement du Parc Archéologique d'Ahouakro sur la liste du patrimoine culturel national ;
- la prise du décret n° 2019 -103 du 30 janvier 2019 déterminant la procédure, les conditions, les normes et barèmes d'acquisition de livres par les acheteurs institutionnels ;
- la mise en place d'un système informatisé de collectes et de gestion de données statistiques culturelles ;

- le renforcement de capacités des agents du ministère en bureautique par la SNDI;
- l'appui financier dans le cadre de la formation doctorale des enseignants de l'INSAAC ;
- la contribution à l'amélioration des conditions de vie des acteurs culturels par la mise en place d'une assurance maladie et pension de retraite des artistes sociétaires du BURIDA ;
- l'octroi d'une aide financière mensuelle aux anciennes Gloires de la culture ;
- la signature du traité d'Amitié et de Coopération (TAC) avec le Burkina Faso avec un volet dédié au renforcement de la coopération culturelle à travers des coproductions de films ;
- la signature de conventions avec le Maroc pour le renforcement des capacités des acteurs culturels et la promotion de films des deux parties prenantes ;
- la signature de la convention tripartite signée le 14 mai 2018 dans le cadre de la création d'une zone économique spéciale (ZES-SKBO) visant à coordonner et à renforcer la coopération culturelle et économique entre les villes de Korhogo en Côte d'Ivoire, Bobo-Dioulasso au Burkina Faso et Sikasso au Mali.
- la mise en place d'un Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) auquel est associé dix (10) Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles (CLAC) déployés dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Au titre de l'animation culturelle et de l'industrie culturelle et créative

- l'augmentation du montant réparti aux artistes par le BURIDA au titre des droits d'auteurs ;
- l'appui à l'organisation des festivals ;
- l'appui financier aux différentes productions cinématographiques (FONSIC)
- le renforcement des productions musicales avec la sortie de plusieurs albums ;
- la réalisation d'un chiffre d'affaires par l'industrie du livre ;
- l'ouverture de nombreux chantiers d'infrastructures culturelles.

Au titre du patrimoine culturel

- l'inventaire du patrimoine culturel immatériel par l'OIPC et la Direction du Patrimoine Culturel en partenariat avec l'UNESCO ;
- l'inscription de cinq (05) biens culturels au Patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- la traduction de la Bible en plusieurs langues nationales (Baoulé, Sénoufo, Bété, Agni, Koulango, Malinké…) ;
- l'instauration de l'enseignement de langues nationales dans certaines régions (phase expérimentale) ;
- la route de la mémoire (la route de l'esclave et la route du fer) avec la construction de stèles à Kanga Nianzè (Tiassalé).

Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- la construction, la réhabilitation et l'extension d'établissements d'enseignement artistique et culturel;
- la réforme (système Licence Master Doctorat (LMD)) des curricula dans l'enseignement supérieur culturel ;
- l'Intégration des diplômés de l'enseignement artistique et culturel à la fonction publique ;
- l'ouverture de l'école doctorale de l'INSAAC (arrêté N°515/MCF/CAB du 16 décembre 2019).

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- la création des conditions de la mise en valeur du Patrimoine Culturel National ;
- l'amélioration de l'exploitation et la diffusion des œuvres culturelles et artistiques sur l'ensemble du territoire ;
- l'insertion des jeunes diplômés ;
- l'intensification des actions d'initiation et de promotion des activités de l'industrie culturelle et créative en vue de lutter contre la pauvreté ;
- le renforcement de la coopération culturelle internationale ;
- l'inventaire systématique du patrimoine culturel national ;
- la dotation de toutes les régions en infrastructures culturelles ;
- l'organisation d'évènements culturels et artistiques en région ;
- la promotion des industries culturelles et créatives ;
- la facilitation d'accès au financement des acteurs culturels ;

- l'encadrement et l'appui technique et financier des initiatives culturelles privées ;
- la révision des curricula en adéquation avec le bassin de l'emploi ;
- le renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire dans le cadre de la coopération culturelle.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur et son rayonnement dans le monde;
- le développement des industries culturelles pour la création de richesses et de l'emploi ;
- la préservation, la valorisation de la gouvernance culturelle et l'accessibilité du patrimoine dans toutes ses composantes au grand public ;
- l'amélioration de l'attractivité de l'enseignement culturel et son insertion dans le paysage éducation-formation ivoirien et international ;
- l'insertion professionnelle des diplômés.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère et la coopération culturelle sont renforcées ;
- la rentabilité économique des industries culturelles et créatives est accrue ;
- le patrimoine culturel national est promu ;
- l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible à un plus grand nombre de jeunes.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 36, le Ministre de la Culture et de l'Industrie des Arts et du Spectacle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Culture, de l'Industrie des Arts et du Spectacle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de la création littéraire et artistique, des arts et des traditions populaires ;
- formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
- animation, coordination et diffusion des activités culturelles ;
- développement des infrastructures culturelles ;
- préservation et valorisation du patrimoine culturel national ;
- protection des œuvres de l'esprit ;
- promotion de l'édition et de la diffusion du livre ;
- promotion des échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion de la production cinématographique ;
- promotion d'une industrie culturelle nationale, des arts et du spectacle ;
- promotion d'une économie de la culture ;
- promotion des langues nationales ;
- valorisation des conventions et pratiques traditionnelles de régulation sociale ;
- promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- renforcement de l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives
- Programme 3 : Patrimoine culturel
- Programme 4 : Enseignement artistique et culturel
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, SG, IG, DAF, DRH, DRC, DPSEC, SCD, CPMP, DCC, DR (32), Brigade de la luttre contre la fraude des œuvres de l'esprit, Cellule de Gestion du Patrimoine		- Mise en place du système informatisé de collecte et de gestion de données statistiques culturelles (SIG-DSIC)	
Programme 2: Animation culturelle et industries culturelles et créatives	DIEC, DLAPV, DC, DICC, DPAC, CCJAB, CACAB, CENATELPAC.	-CNAC, PCBD, ONAC-CI, MASA, FONSIC.	- Construction et Equipement de centres culturels intégrés - Construire le Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC)	BRAA - Source de financement : Projet de Partenariat Public-Privé (PPP)
Programme 3: Patrimoine culturel	DPC, BNCI Musées de civilisations de CI, Musée du costume de Grand Bassam, Musée du costume de Korhogo, Musée de zaranou, Musée du de Bettié, Bibliothèque de Korhogo.	OIPC	- Sauvegarde et la valorisation de la ville historique de Grand Bassam - Construction mémoriaux commémoratif de l'esclavage - Proposition d'inscription des mosquées de type soudanais du Nord et du Nord-est de la Côte d'Ivoire - Pôle de développement de la cité de Kong/phase 1	
Programme 4: Enseignement artistique et culturel	DFAC, CRAMA, CTAA, LEA	INSAAC, IRES-RDEC	- Construction et équipement du LEA de Yamoussoukro ; - Construction et équipement du CTAA de Korhogo ; - Réhabilitation de l'INSAAC	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du Ministère et la coopération culturelle	RS 1 : la gouvernance du Ministère et la coopération culturelle sont renforcées	IP 1.1 : Pourcentage de filières culturelles structurées	Nombre de filières structurées / Nombre total de filières dans le secteur Source : DRC
		IP 1.2 : Nombre d'accords de coopération et de traités mis en œuvre-	Dénombrement Source : DCC
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique des industries culturelles et créatives	RS 2 : la rentabilité économique des industries culturelles et créatives est accrue	IP 2.1 : Part des industries culturelles et créatives dans le PIB	Volume des richesses produites par les industries culturelles et créatives / PIB Source : INS / MEF/ DPSEC
		IP 2.2 : Taux de couverture nationale en manifestations culturelles de dimension nationale ou internationale	Nombre de régions ayant abrité au moins une (01) manifestation culturelle de dimension nationale ou internationale / Nombre total de régions Source : DPAC
OG 3 : Promouvoir le patrimoine culturel national	RS 3 : le patrimoine culturel national est promu	IP 3.1 : Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel dans le financement global du MCIAS	Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel / Financement total du MCIAS Source : DAF/ SPSEC
		IP 3.2 : pourcentage de touristes culturels en CI	Nombre de touristes culturels / Nombre total de touristes Source : Bibliothèques / Musées nationaux / OIPC – DPC - DPSEC
OG 4 : Améliorer la performance du système éducation-formation artistique et culturelle	RS 4 : l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible à un plus grand nombre de jeunes	IP 4.1 : Taux d'admissions aux examens	Nombre d'admis dans un cycle de formation / Nombre total d'inscrits dans ce cycle Source : DFAC / INSAAC
		IP 4.2 : Taux d'employabilité des diplômés des écoles artistiques et culturelles	Nombre de diplômés ayant un emploi / Nombre total de diplômés des écoles artistiques et culturelles Source : INSAAC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**15 588 645 663**	**16 718 240 000**	**16 935 059 960**
1.1 Ressources Intérieures	**15 588 645 663**	**16 718 240 000**	**16 935 059 960**
1.1.1 Budget Etat	15 588 645 663	16 718 240 000	16 935 059 960
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
2. CHARGES	**15 588 645 663**	**16 718 240 000**	**16 935 059 960**
2.1 Personnel	**6 713 292 504**	**7 235 079 409**	**7 806 144 255**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 713 292 504	7 235 079 409	7 806 144 255
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 919 951 544**	**1 916 132 780**	**2 037 859 389**
2.3 Transferts	**6 079 419 564**	**5 961 803 499**	**6 396 413 689**
2.4 Investissement	**875 982 051**	**1 605 224 312**	**694 642 627**
Trésor	*875 982 051*	*1 605 224 312*	*694 642 627*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique et veiller à la coordination et au rayonnement de la culture ivoirienne à l'international	Proportion de projet de textes soumis	2/5	3/5	4/5	5/5	Nombre de projet de textes soumis / Nombre total de projet de textes prévus Source : DRC
	Taux de croissance des prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international	-25%	6,49%	8%	10%	(Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international en année N-Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'année N-1 / Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international en année N-1) x 100 Source : DCC/ DPAC

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.	Taux de réalisation du plan de formation du Ministère	15 %	50 %	75%	100%	(Nombre de formations réalisées / Nombre total de formations prévues) X100 Source : DRH
	Taux d'exécution du budget	81 %	85 %	85%	90%	(Total liquidation / Total budget actuel) X100 Source : SIGOBE
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 100 Source : CPMP/ DAF
	Taux de satisfaction des besoins en véhicules des directions	25%	30%	60%	100%	(Nombre de besoins en véhicules satisfaits /Nombre total de besoins en véhicules exprimés) X 100 Source : DAF / Cellule de Gestion du Patrimoine

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**6 670 684 904**	**7 203 364 932**	**7 821 139 473**
Personnel	5 147 007 150	5 650 720 301	6 203 730 074
Biens et services	1 503 677 754	1 508 644 631	1 617 409 399
Transferts	0	0	0
Investissements	20 000 000	44 000 000	0
Trésor	*20 000 000*	*44 000 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21097 Administration Générale	**6 670 684 904**	**7 203 364 932**	**7 821 139 473**
2109705 Coordination et animation du ministère	**482 514 187**	**472 335 536**	**487 359 020**
1 Personnel	***115 084***	***117 698***	***120 329***
31082000005 Prendre en charge les dépenses du personne lde la Direction de la Culture de la Région du Haut - Sassandra (Daloa)	115 084	117 698	120 329
2 Biens et services	***482 399 103***	***472 217 838***	***487 238 691***
11082000004 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs (Yamoussoukro)	5 000 000	4 894 472	5 050 159
14082000002 Coordonner les activités du ministère dans la région des N'ZI (Dimbokro)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
15082000002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Iffou (Daoukro)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
16082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou (Bongouanou)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
17082000005 Coordonner les activités du ministère dans la région Gbèkè (Bouaké)	5 000 000	4 894 474	5 050 162
18082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol (Katiola)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
22082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing (Touba)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
23082000002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou (Odiénné)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
24082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tchologo (Ferkessédougou)	5 000 000	4 894 472	5 050 161

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21097 Administration Générale	**6 670 684 904**	**7 203 364 932**	**7 821 139 473**
25082000006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	5 000 000	4 894 473	5 050 160
26082000002 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
27082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon (Minignan)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
28082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de Bounkani (Bouna)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
31082000006 Coordonner les activités du ministère dans la région du Haut Sassandra (Daloa)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
32082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de (DR Gôh, Gagnoa)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
35082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
36082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
37082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassadu Béré (Mankono)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
41082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région duTonkpi (Man)	5 000 000	4 894 474	5 050 159
42082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally Guiglo)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
43082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Guemon (Duékoué)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
51082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Lôh Djiboua (Divo)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
55082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de San Pedro (San Pedro)	5 000 000	4 894 471	5 050 160
56082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa (Soubré)	5 000 000	4 894 473	5 050 160
57082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbôklé (Sassandra)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
61082000009 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
62082000002 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
71082000004 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé (Aboisso)	5 000 000	4 894 471	5 050 159
76082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
77082000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
78082000200 Contrôler les services du ministère	15 000 000	14 683 419	15 150 485
78082000201 Coordonner les activités administratives du ministère	1 000 000	978 893	1 010 031
78082000203 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (Abidjan)	5 000 000	4 894 472	5 050 159
78082000253 Lutter contre la fraude des œuvres de l'esprit	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78082000254 Apporter un appui juridique aux services du ministère	12 000 000	11 746 735	12 120 389
78082000255 Organiser les manifestations culturelles à l'étranger	230 000 000	225 145 748	232 307 452
78082000312 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de la Culture	30 399 103	29 757 518	30 704 077
79082000003 Coordonner et animer la politique culturelle dans la région du Grand pont (Dabou)	5 000 000	4 894 471	5 050 162
90082000001 Coordonner les activités culturelles du MCIAS	20 000 000	19 577 892	20 200 646
90082000005 Promouvoir la politique de la coopération culturelle	9 000 000	8 810 051	9 090 291
2109706 Planification, programmation et suivi-évaluation	**30 000 000**	**53 788 946**	**10 100 321**
2 Biens et services	***10 000 000***	***9 788 946***	***10 100 321***
78082000204 Organiser la planification générale des activités du Ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 321
4 Investissements	***20 000 000***	***44 000 000***	***0***
Trésor	*20 000 000*	*44 000 000*	*0*
78082000296 Mise en place d'un système informatisé de collecte et de gestion de données statistiques culturelles	20 000 000	44 000 000	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21097 Administration Générale	**6 670 684 904**	**7 203 364 932**	**7 821 139 473**
2109707 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**6 130 170 717**	**6 649 831 403**	**7 295 399 226**
1 Personnel	***5 146 892 066***	***5 650 602 603***	***6 203 609 745***
78082000280 Prendre en charge les dépenses de Personnel	5 146 892 066	5 650 602 603	6 203 609 745
2 Biens et services	***983 278 651***	***999 228 800***	***1 091 789 481***
78011100258 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78011202263 Prendre en charge les dépenses d'abonnement	253 096 195	267 421 439	282 557 492
78082000205 Gérer les ressources humaines du ministère	20 337 835	19 908 594	20 541 870
78082000206 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	91 805 500	105 658 414	165 042 498
78082000207 Elaborer le DPPD-PAP	27 000 000	26 430 153	27 270 874
78082000208 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	18 000 000	17 620 104	18 180 581
78082000256 Organiser les manifestations culturelles	40 000 000	39 155 782	40 401 296
78082000277 Prendre en charge les séminaires et conférences en Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78082000299 Apporter un appui financier aux activités culturelles privées	1 000 000	978 895	1 010 032
78082000308 Gérer la commande public du ministère	9 608 187	9 405 401	9 704 581
78082000309 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78082000311 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	455 430 934	445 818 861	459 999 999
90082000002 Gérer le patrimoine du MCIAS	8 000 000	7 831 157	8 080 258
2109708 Information et communication	**28 000 000**	**27 409 047**	**28 280 906**
2 Biens et services	***28 000 000***	***27 409 047***	***28 280 906***
78082000211 Organiser la communication des activités du ministère	28 000 000	27 409 047	28 280 906

II.2.2 Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	Action 2.1: Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
	Action 2.2: Promotion du livre et de la lecture publique
	Action 2.3: Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants
	Action 2.4: Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des industries culturelles et créatives	Taux de croissance du montant des exportations des produits culturels	38%	40%	42%	45%	(Montant des exportations en année N - Montant des exportations en année N-1 / Montant des exportations en année N-1) X 100 Source : SPSEC / Douanes
	Taux de croissance des entreprises culturelles formelles créées	3%	4%	5%	6%	Nombre d'entreprises culturelles créées en année N - Nombre d'entreprises culturelles créée en année N-1 X 100 / Nombre d'entreprise culturelle créée en année N-1 Sources : DG Impôt – CEPICI- INS- CNPS
OS 2 : Améliorer l'expression des diversités culturelles	Nombre d'activités culturelles réalisées par an	248	253	258	300	Dénombrement Sources : SPSEC /DPAC /Burida/ DR / Mairies
	Proportion de communes disposant d'au moins une salle de spectacles artistiques publique fonctionnelle compris entre 50 à 4000 places	30	50/201	75/201	100/201	(Nombre de communes disposant d'au moins une salle de spectacles artistiques publiques fonctionnelles / Nombre total de communes) X 100 Sources : DPAC / DIEC / DR /Mairies

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ANIMATION CULTURELLE ET INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES	**2 613 589 855**	**3 089 822 624**	**2 652 154 372**
Personnel	470 671 083	476 090 153	481 503 441
Biens et services	161 732 813	158 319 370	163 355 374
Transferts	1 887 137 167	1 989 684 513	2 007 295 557
Investissements	94 048 792	465 728 588	0
Trésor	*94 048 792*	*465 728 588*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	**2 613 589 855**	**3 089 822 624**	**2 652 154 372**
2209801 Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles	**740 513 182**	**815 041 566**	**830 606 471**
1 Personnel	***254 001 028***	***256 925 468***	***259 846 788***
78082000215 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ONACCI	199 001 028	201 292 226	203 580 979
78082000257 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	55 000 000	55 633 242	56 265 809
2 Biens et services	***9 971 363***	***9 760 913***	***10 071 400***
78082000213 Promouvoir la politique cinématographique	9 971 363	9 760 913	10 071 400
3 Transferts	***476 540 791***	***548 355 185***	***560 688 283***
78082000258 Mettre en œuvre la politique cinématographique nationale	130 991 303	150 731 609	154 121 725
78082000286 Soutenir financièrement la production, la distribution et l'exploitation de films	345 549 488	397 623 576	406 566 558
2209802 Promotion du livre et de la lecture publique	**180 637 200**	**558 340 596**	**95 129 021**
2 Biens et services	***47 588 408***	***46 584 033***	***48 065 828***
22098020009 Gérer la bibliothèque de Korhogo	20 000 000	19 577 892	20 200 645
78082000216 Promouvoir la politique de la lecture publique	9 588 408	9 386 039	9 684 602
78082000295 Organiser le salon du livre pour Enfant et Adolescents	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78082000300 Contrôler et suivre les centres de lecture publique	8 000 000	7 831 156	8 080 257
90082000003 Promouvoir la politique des arts plastiques et visuels	5 000 000	4 894 473	5 050 162
3 Transferts	***40 000 000***	***46 027 975***	***47 063 193***
78082000217 Organiser le Salon International du Livre d'Abidjan (SILA)	40 000 000	46 027 975	47 063 193
4 Investissements	***93 048 792***	***465 728 588***	***0***
Trésor	*93 048 792*	*465 728 588*	*0*
78082000259 Construction d'un centre National Technique de Lecture Publique et de l'Animation Culturelle (CENATELPAC)	93 048 792	465 728 588	0
2209803 Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants	**1 677 439 473**	**1 701 757 044**	**1 711 268 394**
1 Personnel	***216 670 055***	***219 164 685***	***221 656 653***
78082000252 Transférer des subventions équilibre personnel au PCA	125 863 953	127 313 087	128 760 675
78082000290 Transférer des subventions équilibre personnel au CNAC	90 806 102	91 851 598	92 895 978
2 Biens et services	***89 173 042***	***87 291 006***	***90 067 660***
17082000006 Gérer le Culturel Jacques Aka de Bouaké	19 488 935	19 077 613	19 684 456
78082000219 Mettre en œuvre la politique d'animation culturelle	9 938 406	9 728 652	10 038 110
78082000220 Organiser la semaine nationale des arts et de la culture	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78082000260 Concevoir et promouvoir la politique des industries culturelles et créatives	9 566 087	9 364 190	9 662 058

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	**2 613 589 855**	**3 089 822 624**	**2 652 154 372**
78082000261 Gérer le centre culturel d'Abobo - Gare (CACAB)	13 929 614	13 635 622	14 069 362
78082000278 Organiser le festival national vacance culture	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78082000287 Organiser le festival des arts sacrés de Korhogo	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78082000288 Organiser la fête de la musique	3 000 000	2 936 684	3 030 097
78082000305 Organiser le festival du Zanzan	5 000 000	4 894 473	5 050 162
90082000004 Coordonner les activités de l'industrie des arts et du spectacle du MCIAS	13 250 000	12 970 353	13 382 929
3 Transferts	***1 370 596 376***	***1 395 301 353***	***1 399 544 081***
78082000221 Promouvoir les arts vivants en Côte d'Ivoire et à étranger	108 935 507	125 352 019	128 171 320
78082000222 Programmer et diffuser les spectacles et activités culturelles	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78082000249 Apporter un appui financier aux associations à caractère culturel	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78082000289 Organiser le Marché des Arts du Spectacle Africain	1 206 660 869	1 206 660 869	1 206 660 869
4 Investissements	***1 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*1 000 000*	*0*	*0*
78082000218 Constructions Centres Culturels Intégrés	1 000 000	0	0
2209804 Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles	**15 000 000**	**14 683 418**	**15 150 486**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 418***	***15 150 486***
78082000275 Suivre les travaux des Infrastructures et des Equipements Culturelles (DIEC)	15 000 000	14 683 418	15 150 486

II.2.3. Programme 3 : Patrimoine culturel

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Patrimoine culturel	Action 3.1: Inventaire du patrimoine culturel national
	Action 3.2: Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national
	Action 3.3: Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Patrimoine culturel						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Nombre de pièces muséales conservées	17.702	17.721	17 741	17 761	Dénombrement Source : DPC/OIPC/Musées
	Nombre de pièces muséales acquises par an	00	19	20	20	Dénombrement Sources : Musées de Costumes / Musées des Civilisations
	Nombre de documents acquis par an	588	5 470	5 500	6 000	Dénombrement Source : Bibliothèque Nationale
	Nombre de documents conservés	10 530	16 000	21 500	27 500	Dénombrement Source : Bibliothèque Nationale
	Nombre d'éléments et de biens culturels inscrits sur la liste du patrimoine national	68	81	101	131	Dénombrement Sources : DPC/OIPC
OS 2 : Valoriser les biens du patrimoine culturel sauvegardés	Taux de croissance du nombre d'usagers et de visiteurs à la bibliothèque nationale.	-95%	25%	50%	75%	Nombre de visiteurs de l'année N – nombre de visiteurs de l'année N-1 / Nombre de visiteurs de l'année N-1 Source : Bibliothèque nationale
	Taux de croissance du nombre d'usagers et de visiteurs dans les musées	-51%	105%	145%	160%	Nombre de visiteurs de l'année N – nombre de visiteurs de l'année N-1 / Nombre de visiteurs de l'année N-1 Source : musées
	Taux de croissance des ressources générées par l'exploitation du patrimoine culturel	-59,45%	27,26 %	30 %	32 %	Ressources générées en année N - ressources générées en année N-1 / Ressources générées en année N-1 Sources : Musées, Centres de diffusion des activités culturelles et artistiques, sites et monuments, etc.

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : PATRIMOINE CULTUREL	**559 958 879**	**475 684 953**	**484 586 412**
Personnel	248 732 571	251 636 685	254 538 305
Biens et services	105 329 455	103 106 432	106 386 156
Transferts	105 102 898	120 941 836	123 661 951
Investissements	100 793 955	0	0
Trésor	*100 793 955*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22099 Patrimoine culturel	**559 958 879**	**475 684 953**	**484 586 412**
2209901 Inventaire du patrimoine culturel national	**190 232 353**	**204 274 597**	**209 645 454**
2 Biens et services	***85 129 455***	***83 332 761***	***85 983 503***
25082000007 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée de Korhogo	4 900 000	4 796 583	4 949 158
61082000010 Conserver les œuvres du patrimoine culturel au musée de Zaranou	2 722 800	2 665 333	2 750 116
61082000011 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée Jean Marie de Bétié	2 722 800	2 665 335	2 750 116
71082000005 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Musée National du Costume de Grand Bassam	23 663 855	23 164 419	23 901 260
78082000226 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Mussée des civilisations de Cote d'Ivoire	41 120 000	40 252 145	41 532 531
78082000227 Promouvoir la politique patrimoniale culturel national	10 000 000	9 788 946	10 100 322
3 Transferts	***105 102 898***	***120 941 836***	***123 661 951***
78082000250 Gérer la ville historique de Grand-Bassam	5 000 000	5 753 496	5 882 900
78082000264 Mettre en œuvre la politique du patrimoine culturel national	100 102 898	115 188 340	117 779 051
2209902 Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national	**23 900 000**	**23 455 452**	**24 166 732**
1 Personnel	***3 600 000***	***3 681 781***	***3 764 079***
78082000274 Prendre en charge les dépenses du Centre Technique des Arts Appliqués de BINGERVILLE	3 600 000	3 681 781	3 764 079
2 Biens et services	***20 200 000***	***19 773 671***	***20 402 653***
78082000229 Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (dépôt légal)	20 000 000	19 577 892	20 200 647
78082000310 Protéger les œuvres patrimoniaux	200 000	195 779	202 006
4 Investissements	***100 000***	***0***	***0***
Trésor	*100 000*	*0*	*0*
78082000291 Sauvegarder et valoriser la ville historique de Grand Bassam	100 000	0	0
2209903 Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national	**345 826 526**	**247 954 904**	**250 774 226**
1 Personnel	***245 132 571***	***247 954 904***	***250 774 226***
78082000232 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPC	245 132 571	247 954 904	250 774 226
4 Investissements	***100 693 955***	***0***	***0***
Trésor	*100 693 955*	*0*	*0*
78082000307 Construction mémoriaux commératifs de l'esclavage	100 000	0	0
78082000265 Sauvegarde et valorisation des mosquées de styles soudanais du Nord et du Sud -est de la CI (PROJET)	100 493 955	0	0
78082000231 Pôle de Développement Culturel de la Cité de Kong Phase1	100 000	0	0

II.2.4. Programme 4 : Enseignement artistique et culturel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1: Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.
	Action 4.2: Coordination de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.3: Développement du système de formation artistique et culturelle

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation formation artistique et culturelle	Pourcentage d'apprenants ayant accès à la formation artistique et culturelle	44,57%	50%	55%	60%	(Nombre de candidats admis en arts et cultures / Nombre de candidats postulants) X100 Source : DFAC
	Nombre d'établissements d'enseignement artistique et culturel fonctionnels	7	8	8	9	Dénombrement Source : DFAC
	Pourcentage de régions disposant d'infrastructure d'enseignement artistique et culturel	6,25%	9,37%	9,37%	12,05%	(Nombre de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel fonctionnel / Nombre total de régions) X100 Source : DFAC
OS 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Proportion de curricula révisés	0%	50%	60%	75%	(Nombre de curricula révisés / Nombre total de curricula) X100 Source : DFAC
	Proportion d'enseignants évalués dans l'enseignement artistique et culturel	0%	10%	20%	30%	(Nombre d'enseignants évalués en art et culture / Le nombre total d'enseignants en art et culture) X100 Source : DFAC
	Taux de réussite dans les différents cycles de formation au niveau secondaire	96,26%	96,50%	96,75%	97%	(Nombre d'admis aux examens de fin de cycle au niveau secondaire / Nombre total d'élèves inscrits aux examens de fin de cycle) X100 Source : DFAC
	Taux de réussite à la Licence	80,82%	81%	81,50%	82%	(Nombre d'admis à la Licence / Nombre total d'étudiants en Licence) X 100 Source : DFAC
	Taux de réussite au Master	84,25%	84,50%	84,75%	85%	(Nombre d'admis au Master / Nombre total d'étudiants en Master) X100 Source : DFAC
	Ratio élèves par enseignant	15/1	13/1	11/1	10/1	Nombre d'élèves / Nombre total d'enseignants Norme : 1 enseignant pour 10 élèves Source : DFAC
	Taux d'enseignants permanents qualifiés en arts et en culture	55 %	70 %	72%	75%	(Nombre d'enseignants permanents qualifiés en art et culture / Nombre total d'enseignants en art et culture) X100 Source : DFAC

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	**3 010 412 025**	**2 887 367 491**	**2 548 179 703**
Personnel	846 881 700	856 632 270	866 372 435
Biens et services	149 211 522	146 062 347	150 708 460
Transferts	1 353 179 499	789 177 150	836 456 181
Investissements	661 139 304	1 095 495 724	694 642 627
Trésor	661 139 304	1 095 495 724	694 642 627
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22100 Enseignement artistique et culturel	**3 010 412 025**	**2 887 367 491**	**2 548 179 703**
2210001 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.	**661 139 304**	**1 095 495 724**	**694 642 627**
4 Investissements	***661 139 304***	***1 095 495 724***	***694 642 627***
Trésor	661 139 304	1 095 495 724	694 642 627
78082000233 Rénovation et équipement de l'INSAAC	261 039 304	575 806 327	197 743 235
25082000008 Poursuivre la construction et l'équipement du centre technique des arts appliqués (CTAA) de Korhogo à Napié	100 000	157 889 392	150 099 392
11082000005 Construire et équiper le LEA de Yamoussoukro (Poursuivre la construction des bâtiments)	400 000 000	361 800 005	346 800 000
2210002 Coordination de l'enseignement artistique et culturel	**1 207 010 437**	**1 266 325 322**	**1 296 857 064**
1 Personnel	***846 881 700***	***856 632 270***	***866 372 435***
78082000293 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSAAC	846 881 700	856 632 270	866 372 435
2 Biens et services	***111 295 737***	***108 946 791***	***112 412 294***
78082000281 Evaluer l'enseignement artistique et culturel	20 000 000	19 577 890	20 200 646
78082000292 Coordonner les activités des établissements artistiques et culturels	8 295 737	8 120 653	8 378 960
78082000306 Organiser les examens et concours artistiques et culturels	83 000 000	81 248 248	83 832 688
3 Transferts	***248 833 000***	***300 746 261***	***318 072 335***
78082000234 Payer les bourses enseignement Artistique et Culturel	223 833 000	271 978 777	288 657 839
78082000302 Développer des partenariats DFAC/ IRES -RDEC Lomé pour le financement des études inter-universitaire	25 000 000	28 767 484	29 414 496
2210003 Développement du système de formation artistique et culturelle	**1 142 262 284**	**525 546 445**	**556 680 012**
2 Biens et services	***37 915 785***	***37 115 556***	***38 296 166***
61082000008 Dispenser la formation professionnelle artistique	4 999 999	4 894 470	5 050 158
78082000235 Dispenser la formation professionnelle et technique en arts	19 547 114	19 134 565	19 743 219
78082000266 Dispenser la formation secondaire technique en arts	13 368 672	13 086 521	13 502 789
3 Transferts	***1 104 346 499***	***488 430 889***	***518 383 846***
78082000267 Dispenser la formation supérieure en arts et culture	1 104 346 499	488 430 889	518 383 846

II.2.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Action
Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 5.1: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 5 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**2 734 000 000**	**3 062 000 000**	**3 429 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 734 000 000	3 062 000 000	3 429 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23195 Comptes Spéciaux du Trésor	**2 734 000 000**	**3 062 000 000**	**3 429 000 000**
2319501 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**2 734 000 000**	**3 062 000 000**	**3 429 000 000**
3 Transferts	2 734 000 000	3 062 000 000	3 429 000 000
78082000294 Transférer la taxe pour la Promotion de la culture (Fonds de la Culture)	2 734 000 000	3 062 000 000	3 429 000 000

SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L’INDUSTRIE

SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- la méconnaissance des textes par les acteurs du commerce et de l'industrie ;
- l'insuffisance de la vulgarisation des textes régissant les activités du Ministère ;
- l'absence de charte graphique ;
- l'absence de manuels de procédures des structures et services du Ministère ;
- l'insuffisance du nombre d'agents disposant de technicité en matière de répression de fraudes, de concurrence, de consommation, commerce électronique et de surveillance des marchés, de conception et de mise en œuvre de politiques commerciales et en matière de développement industriel ;
- le départ massif des agents de contrôle vers d'autres ministères ;
- la démotivation des agents ;
- l'insuffisance de moyens matériels ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités des agents ;
- la faiblesse des systèmes de planification, de suivi évaluation et de production statistique ;
- la faiblesse du système d'information du ministère ;
- la faible visibilité des activités du ministère dans les médias ;
- l'inexistence d'un système d'archivage électronique ;
- l'absence de local adéquat et adapté pour la conservation des archives ;
- l'absence de documents spécialisés pour le développement et l'enrichissement de la bibliothèque du Ministère ;
- la dispersion des services du MCI sur différents sites ;
- la faiblesse du système de management de la qualité ;
- l'absence de moyens matériels et financiers pour réaliser les missions d'inspection et d'audit ;
- l'absence d'un logiciel de Gestion du Personnel à la DRH ;
- l'insuffisance de moyens techniques pour la surveillance du marché du commerce électronique ;
- la non-maîtrise des procédures de passation de marchés publics et des réformes par certains Responsables d'Unité Opérationnelle ;
- le non-respect des délais de traitement des appels d'offres et des autres étapes de passation des marchés publics ;
- la non-organisation de la Foire du « Made in Côte d'Ivoire » (FOMCI).

Au niveau du Commerce Intérieur

- la prédominance du secteur informel ;
- la mauvaise organisation des circuits de distribution ;
- l'inflation des prix de certaines denrées alimentaires ;
- l'insufisance de visibilité sur les structures de prix et les marges des produits de grande consommation ;
- la présence sur le marché de produits frauduleux, contrefaits et de contrebande ;
- la présence sur le marché de produits non conformes aux normes rendues d'application obligatoire ;
- l'absence d'une base de données et de cartographie des acteurs des activités commerciales ;

- l'insuffisance et l'inadaptation de véhicules dédiés au transport des denrées alimentaires ;
- les difficultés dues à la non-prise en compte des normes sécuritaires modernes dans la construction des infrastructures de mise à marché ;
- l'absence d'infrastructures adaptées à la conservation des produits vivriers ;
- le faible approvisionnement des marchés en produits vivriers dans certaines régions ;
- la réticence des opérateurs à s'acquitter du droit de certificat de provenance sur les produits vivriers ;
- l'absence d'un document de politique pour le développement et la modernisation du Commerce Intérieur ;
- l'insuffisance et/ou la non-performance des infrastructures commerciales existantes ;
- la méconnaissance des activités de la métrologie légale par une grande frange de la population et des opérateurs économiques ;
- l'absence d'infrastructures de stockage et de camions de ramassage des produits saisis ;
- la faiblesse du système d'informations sur les stocks et les approvisionnements en produits vivriers ;
- la faible représentativité des jeunes ivoiriens dans le secteur du commerce ;
- le sous-équipement du service de la métrologie légale ;
- l'insuffisance de véhicules pour la surveillance du marché ;
- l'absence de moyens de communication lors des missions de contrôle ;
- l'indisponibilité du financement pour la réalisation des études complémentaires pour la construction ou la réhabilitation des marchés de gros et de détail ;
- la vulnérabilité des commerçants et le manque de protection sociale pour les commerçants ;
- le profil inadapté du personnel technique, pour la plupart des contrôleurs, qui impacte négativement le rendement de la direction amenée à diligenter des enquêtes sectorielles approfondies en matière de concurrence, à effectuer des études de marché et à concevoir ou proposer des projets de textes en matière de consommation ou de concurrence ;
- l'insuffisance de moyens techniques et technologiques pour la surveillance du marché (tablette pour les relevés de prix, outils de prélèvements d'échantillons) ;
- la persistance des pratiques anti-concurrentielles (cartels, monopoles) qui alimente la spéculation sur les prix ;
- l'insuffisance de l'offre et la saisonnalité des produits vivriers qui exerce une pression sur les prix à certaines périodes de l'année ;
- l'inflation importée causée notamment, par la prédominance des importations de produits de grande consommation avec les effets négatifs de change induits ;
- la perturbation des cycles de production liée au changement climatique qui contribuent à la hausse des prix ;
- la forte urbanisation occasionnant l'éloignement des zones de production et entrainant des surcoûts dans l'approvisionnement des zones de consommation ;
- l'augmentation des droits de douane dans le cadre de la mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun (TEC) sur certains produits importés (tomate concentrée qui est passée de 20% à 35%) ;
- le poids de la fiscalité qui pèse sur certains produits alimentaires du panier de la ménagère, notamment la TVA à 18% (tomate concentrée, huile, sucre) contrairement à d'autres qui sont exempts (riz) ou à TVA réduit (lait) ;
- l'insuffisance du plateau technique des laboratoires nationaux dans la réalisation de certaines analyses de produits mis à marché ;
- l'insuffisance des infrastructures de mise à marché des produits vivriers ;
- la vétusté des infrastructures de mise à marché existantes (réhabilitation et construction).

Au niveau du Commerce Extérieur

- les difficultés d'ordre institutionnel, opérationnel et financier dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) et de la Stratégie Nationale AGOA ;
- la méconnaissance des marchés porteurs par les opérateurs économiques ;
- l'exploitation insuffisante des opportunités offertes par les marchés régionaux (UEMOA, CEDEAO et Afrique) ;
- l'insuffisance de culture à l'exportation des opérateurs économiques ;
- le faible taux de représentation commerciale dans le monde ;
- l'absence de veille stratégique et d'outils d'intelligence économique en matière de Commerce Extérieur ;
- l'absence de synergie dans les processus de négociation des accords commerciaux ;
- le nombre restreint de partenaires commerciaux et de produits exportés ;
- les difficultés qu'éprouvent les exportateurs ivoiriens à s'adapter aux normes techniques et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales ;
- le déficit de vulgarisation des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux (ZLECAf, APEi, TAC, etc.) ;

- la non-adéquation du TEC CEDEAO avec les tarifs consolidés au niveau de l'OMC ;
- les difficultés dans la régularité de la production des statistiques harmonisées du Commerce Extérieur ;
- la non standardisation des procédures de fonctionnement interne des services du Commerce Extérieur ;
- la complexité des procédures liées aux échanges commerciaux.

Au niveau de l'Industrie

- la faible attractivité du climat des affaires entravant les flux d'investissements ;
- l'insuffisance de terrains à usage industriel viabilisés à Abidjan et à l'intérieur du pays ;
- l'insuffisance de financement pour l'aménagement des zones industrielles ;
- les difficultés d'accès des PME aux terrains à usage industriel ;
- la vétusté et la dégradation des infrastructures dans les zones industrielles existantes (de Koumassi et Vridi) ;
- l'absence de sécurisation des réserves industrielles ;
- l'insuffisance de l'application des normes sur la sécurité industrielle ;
- l'inadéquation entre les ressources humaines et les besoins réels du secteur privé industriel ;
- le faible niveau de transformation des produits agricoles ;
- la faible compétitivité des entreprises industrielles ;
- les difficultés d'accès aux marchés extérieurs ;
- le faible recours à la propriété intellectuelle ;
- l'insuffisance d'accompagnement des entreprises innovantes ;
- la faible valorisation des résultats de recherche, des innovations et des inventions ;
- l'insuffisance d'innovation technologique ;
- les difficultés d'accès au financement des Petites et Moyennes Industries (PMI) ;
- la faiblesse de l'encadrement et de l'accompagnement des PMI ;
- la faiblesse de la mise en œuvre de certaines politiques sectorielles industrielles (bois, plasturgie, mécanique, automobile, pharmaceutique, chimie et composantes…) ;
- l'insuffisance de moyens financiers pour la réalisation des contrôles et inspections des entreprises agroalimentaires ;
- l'insuffisance de textes pour l'encadrement de l'activité industrielle ;
- la faiblesse du niveau de la qualité des produits industriels (environ 3% d'entreprises certifiées et 5% inscrites à la démarche qualité, le faible nombre de produits certifiés) ;
- le faible nombre d'organismes nationaux d'évaluation de la conformité accrédités (organisme d'inspection, organisme de certification et laboratoires d'étalonnage et d'essais) ;
- la portée réduite d'accréditation des laboratoires d'étalonnage (domaine de la température uniquement) ;
- l'invasion des produits contrefaits et frauduleux sur le marché local ;
- l'insuffisance d'étalons de métrologie dans toutes les grandeurs ;
- la non-accréditation des grandeurs en métrologie ;
- la présence de chaines de métrologie incomplètes ;
- les difficultés de raccordement des étalons nationaux de métrologie ;
- l'insuffisance de mesures de sécurité dans les entreprises industrielles ;
- la limitation des capacités de l'ADCI en termes de ressources humaines, matérielles, et financières pour assurer son rôle d'accompagnement des entreprises industrielles ;
- l'incertitude quant au renouvellement du contrat-programme ETAT / ADCI ;
- l'absence de garantie ou ligne de crédit, au sein du FREMIN (Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau), dans le processus de facilitation à l'accès au financement des entreprises, demeurant un handicap pour la levée de fonds à leur profit ;
- l'insuffisance du suivi et du contrôle de l'activité industriel (insuffisance de moyen, de textes règlementaires, etc.) ;
- la non mise en œuvre systématique de certains engagements de l'Etat transcrits dans la Convention de Collaboration Etat-Secteur privé, notamment : l'appui budgétaire prévu de 30% du budget réalisé n'excède pas 5% ;

- l'absence de locaux propres au développement des activités de normalisation de CODINORM ;
- les longs délais d'homologation des normes par le CIN impactant négativement leur publication après adoption par les commissions techniques de normalisation ;
- le manque d'outil pour l'authentification de certains produits notamment les boissons, fragilise l'efficacité du CNLC ;
- l'absence de salles équipées de matériel pour les tests rapides semi –quantitatifs ;
- l'insuffisance des équipements de contrôle et d'analyse des produits ;
- le problème des comparaisons inter-laboratoires (CIL) ;
- l'absence de cadre formel pour une meilleure application de la règlementation en matière de Métrologie ;
- le manque de financement pour les projets de recherche et développement de LANEMA ;
- le manque d'investissement au laboratoire pour le renforcement des capacités d'analyses ;
- le manque d'équipements de stabilisation et de régulation du courant électrique des équipements ;
- le manque d'investissement à l'atelier de fabrication (vétusté du plateau technique) de l'I2T ;
- l'insuffisance de financements pour les projets de vulgarisation de technologie à l'échelle nationale ;
- les difficultés des structures techniques en charge de l'innovation technologique à générer des ressources propres ;
- la baisse du nombre de demandes de titres de propriété intellectuelle par rapport aux prévisions de 2020 (les prévisions 2020 étaient de 992, réalisées 876, soit 88,30 %) ;
- les difficultés de mise en œuvre des activités de la promotion et la protection des indications géographiques et des marques collectives en raison de l'impossibilité de faire fonctionner le Comité National des Indications Géographiques et des Marques Collectives (CMC) ;
- l'insuffisance d'informations sur le secteur industriel ;
- la faible présence des nationaux dans le secteur industriel ;
- l'absence d'un Fonds de développement industriel.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de l'Administration Générale

- l'amélioration du cadre institutionnel et juridique et la poursuite des réformes engagées à travers l'adoption de textes de loi :
- l'interconnexion progressive des services et la dématérialisation des processus métiers du Ministère ;
- la mise en œuvre du Projet Equipement du Ministère ;
- l'organisation de la première édition de la Foire du « Made in Côte d'Ivoire » (FOMCI) ;
- le renforcement des capacités des agents du Ministère dans le cadre du programme CAP 2020 organisé par le Ministère de Fonction Publique en partenariat avec HEC-Paris ;
- la mise en œuvre d'un système de Gestion Electronique des documents (GED) ;
- l'amélioration de la visibilité des activités du Ministère avec en 2020, 200 parutions Télé Rti, 200 diffusions radio, 700 parutions Presse écrite et 700 parutions Presse en Ligne ont été réalisées ;
- l'élaboration annuelle en support physique et numérique du calendrier des manifestations promotionnelles en français et en anglais ;
- l'élaboration des fiches de poste pour la mise en place des manuelles de procédures qualité ;
- la coordination de l'Open Government Partnership (OGP) à travers la consolidation des informations relatives à l'état d'avancement du PAN 2 (2018-2020) pour la réalisation du rapport ; d'autoévaluation de fin du PAN 2 et la mise en ligne d'une plateforme de consultation publique en vue de collecter la contribution des participants pour le 3ème PAN (2020-2022) ;
- le renforcement du système d'information du Ministère par la mise en place des projets.

Au titre du Commerce Intérieur

- la mise en place et l'opérationnalisation du Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Vie Chère ;
- la surveillance accrue du marché, notamment le contrôle de la qualité des produits mis sur le marché etc ;
- la saisie et la destruction de produits de contrefaçon, périmés, avariés, prohibés ou impropres à la consommation ;
- la mise sous scellée des instruments de mesure non conforme suivie de leur mise en conformité ;
- l'encadrement des ventes à solde et des ventes promotionnelles au profit des populations ;

- la sensibilisation des commerçants sur l'utilisation d'instruments de mesure règlementés et la lutte contre les hausses anarchiques des prix ;
- le renforcement des capacités des faîtières de consommateurs sur la structure des prix de certains produits de grande consommation et la surveillance des marchés ;
- le plafonnement des prix de certains produits de grande consommation suite la crise sanitaire liée à la COVID-19 ;
- la réalisation des missions d'identification des parcelles dédiées aux différents marchés ;
- la restructuration de la Société d'Exploitation du MGB avec l'élaboration d'une nouvelle convention de concession et d'un plan d'affaire ;
- le démarrage du processus de délivrance de la carte de commerçants avec plus de 18 000 commerçants enrôlés ;
- le démarrage des travaux de construction du Parc d'Expositions d'Abidjan.

Au titre du Commerce Extérieur

- l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) ;
- la réalisation d'une étude pour la mise en place d'une Assurance-Crédit à l'Export (ACE) ;
- la promotion des produits Ivoiriens notamment dans la mise en œuvre d'activités liées à la Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) ;
- la mise en œuvre de la stratégie Nationale AGOA
- la large diffusion des informations commerciales aux usagers à travers le Portail Web d'Information Commerciale (PWIC) ;
- l'information et la sensibilisation des acteurs du secteur privé sur les enjeux et opportunités de la ZLECAf après sa signature et ratification ;
- l'encadrement et l'accompagnement des entreprises ivoiriennes lors des foires et salons tant nationaux qu'internationaux ;
- le renforcement des mécanismes d'accompagnement du Commerce Extérieur à travers la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- le transfert du GUCE à la Côte d'Ivoire suite à la fin de la convention de concession entre l'Etat et Webb- Fontaine ;
- la ratification de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) de l'OMC ;
- la mise en place du Mécanisme d'Alerte aux Obstacles au Commerce (MAOC) ;
- la mise en place du Réseau National d'Information Commerciale (RNIC).

Au niveau de l'Industrie

- l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- la promotion de la transformation des matières premières agricoles ;
- l'appui aux secteurs impactés par la COVID – 19 ;
- le renforcement des infrastructures industrielles et de la gestion des zones industrielles ;
- la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles ;
- le renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité ;
- le développement de l'industrie manufacturière légère ;
- le contrôle de la fiabilité des instruments de mesure dans l'industrie.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau du Commerce Intérieur

- la professionnalisation du secteur ;
- l'institution de politique pérenne de lutte contre la vie chère ;
- l'adaptation de la législation commerciale et des procédures de contrôle aux nouvelles exigences commerciales ;
- l'innovation et l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la formulation des politiques commerciales ;
- la migration du Commerce vers une économie verte axée sur la formulation de projets vert favorisant le développement durable.

Au niveau du Commerce Extérieur

- l'amélioration de la compétitivité des entreprises commerciales sur le plan international à travers des financements plus accrus ;
- l'amélioration continue de la réglementation en matière de commerce extérieur et des procédures de conformité ;

- l'amélioration de la disponibilité et l'accès aux informations Commerciales par le développement du PWIC et le traitement efficient des statistiques commerciales ;
- l'innovation et l'appropriation des TIC dans la formulation des politiques commerciales ;
- la mise en place d'une plateforme interministérielle sur le commerce électronique ou e-commerce et le développement du cadre institutionnel et opérationnel du e-commerce ;
- la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique Intérimaire (APEI) avec l'UE et avec le Royaume ;
- la mise en œuvre de la SNE afin d'accroitre les exportations et les partenaires commerciaux et diversifier les produits à l'export ;
- la mise en œuvre de l'accord sur la ZLECAf conjointement avec les pays membres de la CEDEAO ;
- la finalisation de l'implémentation du Guichet Unique du Commerce Extérieur et l'Achèvement du transfert des compétences de Webb Fontaine à GUCE-CI-S.A ;
- la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des Echanges (AFE) ;
- l'amélioration des procédures de traitement des statistiques commerciales et la mise en place d'un système de veille informationnelle et d'intelligence commerciale internationale ;
- la création d'une agence d'exécution (Côte d'Ivoire Export)
- la construction d'une maison d'exportation ou centre de commerce international
- la mise en œuvre des stratégies AGOA, SNE et ZLECAf.

Au niveau de l'industrie

- la transformation des matières premières agricoles ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pour assurer le développement de la petite transformation agro-industrielle ;
- le développement du secteur industriel avec la création des clusters et les pôles de compétitivités industriels à travers le programme de Partenariat pays (PCP) ;
- le développement des industries structurantes, notamment la métallurgie et l'aciérie, la cimenterie, la chimie, etc. pour soutenir le développement des autres secteurs ;
- le développement des produits de consommations pour servir la demande régionale (textile, emballage, plasturgie, bois à repositionner vers l'industrie du meuble, etc.) ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de développement de l'industrie pharmaceutique en Côte d'Ivoire ;
- le positionnement de la Côte d'Ivoire dans le domaine des industries manufacturières légères avec l'émergence d'industries d'assemblage et de montage ;
- la promotion de l'industrie ivoirienne par l'organisation de foires, salons, de symposiums ;
- le renforcement de la collaboration entre le secteur de la recherche et les entreprises industrielles ;
- la valorisation des résultats de recherche, des innovations et des inventions avec notamment la création de start Up industrielles et de produits nouveaux et innovants ;
- le renforcement des infrastructures industrielles ;
- la promotion de l'innovation et du développement technologique ;
- le renforcement de l'infrastructure de la qualité avec l'adoption et la mise en œuvre de la politique Nationale de la Qualité ;
- la promotion de l'investissement industriel avec la mise en place d'un dispositif de documentation et d'information industrielle,
- l'incitation des nationaux à investir dans le secteur industriel à travers la mise en place du Fonds de développement industriel ;
- la mise en place d'un cadre de suivi et du contrôle des activités industrielles avec l'intensification des actions de contrôle des entreprises du secteur industriel, le suivi des investissements industriels ;
- la mise en place d'un comité interministériel pour la prévention des risques dans les entreprises industrielles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la surveillance du marché;
- l'approvisionnement régulier du marché (produits de grande consommation et des produits vivriers) ;
- le développement des infrastructures commerciales ;
- la protection du consommateur ivoirien ;
- la diffusion régulière des prix des produits de grande consommation et de première nécessité ;
- l'accroissement des transactions commerciales du pays avec l'extérieur ;
- l'importation en Côte d'Ivoire, l'exportation et la réexportation hors Côte d'Ivoire, sous des régimes dérogatoires ;

- le renforcement de liens production-transformation;
- la création de nouveaux pôles de développement des secteurs d'activités industrielles ;
- la mise en œuvre de politiques industrielles.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- l'activité commerciale est moderne et la lutte contre la vie chère est renforcée ;
- le Commerce extérieur est développé ;
- les activités du secteur industriel sont redynamisées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 18, le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de la mise en œuvre de et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce et d'Industrie.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Commerce Extérieur

- définition, mise en œuvre des stratégies nationales d'exportation ;
- définition, organisation et suivi des manifestations promotionnelles à l'extérieur ;
- recherche de partenariats pour les produits ivoiriens en vue de l'accès aux marches extérieurs ;
- initiative et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;
- initiation, coordination, promotion et suivi des négociations des conventions et accords commerciaux et accords commerciaux bilatéraux, régionaux, et mut bilatéraux notamment les accords de l'OMC, ZLECAf ;
- participation aux négociations relatives aux accords de l'APE ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernentales opérant dans le domaine du commerce et de la commercialisation des produits de base ;
- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- amélioration de l'environnement des importations et des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des ambassades ivoiriennes et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministère des Affaires Etrangères ;
- règlementation portant définition et contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à la règlementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire d'entrée et de sortie ;
- élaboration, mise en œuvre et coordination de la stratégie de développement et de promotion du Commerce électronique ou e-commerce, en liaison avec le ministre chargé de l'Economie Numérique.

En matière de Commerce Intérieur

- promotion, modernisation et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché ;
- organisation et promotion des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une règlementation en matière d'implantation commerciale de marchés d'intérêt national ou régional, de marchés de détail, de marchés spécialisés, de magasins généraux, d'hypermarchés et de supermarchés ;
- gestion des équipements commerciaux nationaux, en liaison les ministères concernés ;
- amélioration des circuits de distributions et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs :

- promotion, incitation, formation et encadrement des nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à règlementation ;
- promotion de la transparence et de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et de contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre de la politique de la concurrence et du suivi des prix ;
- suivi des circuits de conservation et distribution des produits de grande consommation ;
- repression de la fraude et de la contrefaçon en matière commerciale ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une règlementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et l'animation de la commission d'Urbanisme ;
- planification, élaboration et mise en œuvre de la politique de la lutte contre la vie chère ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêt national ou régional ;
- développement et gestion des zones industrielles, parcs industriels et pôles économiques industriels ;
- sécurisation et gestion des réserves foncières industrielles ;
- mise en ouvre d'un système d'information du commerce intérieur ;
- participation à la promotion et à l'organisation du commerce électronique ;
- définition, organisation et suivi des manifestations promotionnelles à caractère commercial ;
- participation à l'élaboration et à la mise œuvre de la politique de qualité et à la promotion des normes des biens et services ;
- recherche des opportunités de création et développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationales et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment des zones franches, de zones et parcs industriels, de pôles régionaux de développement industriel ;
- prospection des opportunités d'implantation d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou produits du cru ;
- promotion et développement des industries non- agricoles ;
- élaboration et mise en œuvre de la stratégie de l'industrie en 4.0 ;
- promotion des produits industriels made in Côte d'Ivoire
- développement et mise en œuvre de la politique qualité ;
- coordination de la mise en œuvre de l'Open Governement Partnership OGP en Côte d'Ivoire.

En matière d'Industrie

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration des lois et règlements en matière d'industrie ;
- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres concernés ;
- participation à la planification des investissements en matière d'infrastructures industrielles notamment d'amenées primaires des zones et parcs industriels ;
- développement et gestion des zones industrielles, parcs industriels et pôles économiques industriels ;
- recherche des opportunités de création et développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunites ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment des zones franches, de centrales d'exportation, de zones et parcs industriels et d'assurances à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantation d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- mise en œuvre de la politique de transformation des produits agricoles alimentaires et de rente ;
- modernisation de l'industrie du bois ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;

- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;
- contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales ;
- promotion du contenu local dans les industries ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'un système d'information sur le secteur industriel.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Commerce intérieur
- Programme 3 : Commerce extérieur
- Programme 4 : Développement industriel

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1:Administration Générale	Cabinet, IG DAFP, DAJC, DRH, DPSP, DSI, SCRP, SDA, SMP SQ, CPMP, Directions Régionales Commerce et Industrie (32)	ECG, CCI-CI	- Équipement du Ministère du Commerce - Mise en place du système d'informations du Ministère - Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines - Renforcement des capacités Open Government Partnership - Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	
Programme 2:Commerce intérieur	DGCI, DMRFCQ, DCCLVC, DIPAC	OCPV, CC, CNLVC, CNCO		- Identification et délivrance de la Carte de Commerçant - Construction et gestion du Parc d'exposition d'Abidjan - Réhabilitation du Marché de Gros de Bouaké

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Commerce extérieur	DGCE, DCISR, DPAE, DRE, DCPB	CNE, APEX-CI, GUCE-CI SA, SE-ZLECAf	- Construction et aménagement de huit (8) dépôts spécialisés aux frontières de la Côte d'Ivoire	
Programme 4:Développement industriel	DGIn, DPIC, DITCI, DPQN, DASII, DISI	LANEMA, OIPI, CODINORM, CDT, I2T, CIN, CNLC, SOAC, Côte d'Ivoire Engineering, AGEDI, ADCI, ARRE, FODI	- Programme national de développement de la filière anacarde et acajou ; - Construction Laboratoires / LANEMA ; - Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) ; - Projet d'Amélioration des Services aux Industries en Côte d'Ivoire (PASI-CI)	- Construction du centre de secours d'urgence du GSPM à la ZI de Yopougon - Aménagement d'une parcelle de 127 ha à Akoupé-Zeudji-PK24 en Maîtrise d'Ouvrage Public (MOP) avec CHEC - Aménagement d'une parcelle de 234 ha, dont 59 ha dédiée aux cimentiers (phase 1) - Mise en œuvre du Programme de développement industriel inclusif et durable (PCP) - Purge des droits coutumiers et l'indemnisation des cultures de la zone industrielle de Bouaké (150 ha), - Aménagement d'une zone agro-industrielle à Korhogo dédiées à la transformation de l'anacarde - Aménagement d'une zone agro-industrielle à Bondoukou (15 ha) dédiées à la transformation de l'anacarde - Purge des droits coutumiers et l'indemnisation des cultures de la zone industrielle de Séguéla (22 ha), - Aménagement d'une zone agro-industrielle à Séguéla (22 ha) dédiées à la transformation de l'anacarde.

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 .1 : Taux de satisfaction des usagers des services du Ministère	Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers enquêtés Source : Cabinet
		IP.1.1.2 : Taux de dématérialisation des procédures métiers du Ministère	Nombre d'application-métiers développées et opérationnelles / Nombre de d'application-métiers à développer Source : DSI

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 2 : Moderniser l'activité commerciale et contribuer à la lutte contre la vie chère	RS 2.1: L'activité commerciale est moderne et la lutte contre la vie chère est renforcée	IP 2.1.1 : Taux de respect de la réglementation commerciale	Nombres de PV délivrés lors d'un contrôle / Nombre total de structures visitées Source : DGCI/DAJC
		IP 2.1.2: Taux de croissance du coût moyen des denrées du panier de la ménagère	Moyenne ((Coût Moyen n – Coût Moyen n-1) / Coût Moyen n-1 Source : DGCI
		IP 2.1.3: Taux de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la vie chère	Nombre d'activités réalisés / nombre d'activités prévues Source : CNLVC
OG 3 : Développer le Commerce extérieur	RS 3.1 : Le Commerce extérieur est développé	IP 3.1.1 : Taux de couverture	Valeur des exportations / Valeur des importations Source : CONAHSCE
		IP 3.1.2 : Taux de croissance de la Balance Commerciale	[(Balance Commerciale n) - (Balance Commerciale n-1)] / Balance Commerciale n-1) Source : CONAHSCE
OG 4 : Redynamiser les activités du secteur industriel	RS 4.1: Les activités du secteur industriel sont redynamisées	IP 4.1.1 : Taux de croissance de la Valeur Ajoutée de la Production Industrielle	(VA de production industrielle n)- (VA de production industrielle n-1) / VA de production industrielle n-1 Source : INS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**13 560 329 023**	**14 131 341 370**	**15 007 865 177**
1.1 Ressources Intérieures	**13 447 450 023**	**14 131 341 370**	**15 007 865 177**
1.1.1 Budget Etat	13 447 450 023	14 131 341 370	15 007 865 177
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**112 879 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	112 879 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**13 560 329 023**	**14 131 341 370**	**15 007 865 177**
2.1 Personnel	**5 554 053 689**	**5 943 168 418**	**6 368 923 196**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 554 053 689	5 943 168 418	6 368 923 196
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 626 230 891**	**2 684 709 171**	**3 064 532 005**
2.3 Transferts	**3 224 265 443**	**3 695 607 139**	**3 776 553 334**
2.4 Investissement	**2 155 779 000**	**1 807 856 642**	**1 797 856 642**
Trésor	*2 042 900 000*	*1 807 856 642*	*1 797 856 642*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*112 879 000*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer l'efficacité des services du Ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection et d'audit	-	60%	65%	70%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations formulées) X100 Source : IG
	Taux de textes transmis au SGG	50%	60%	80%	80%	(Nombre de textes transmis au SGG / Nombre de textes élaborés) x 100 Source : DAJC
OS 2 : Améliorer les systèmes d'informations et de communication du Ministère	Taux d'équipement des agents en kit de connexion (ordinateur + internet)	80%	90%	90%	90%	(Nombre d'agents ayant un kit de connexion (ordinateur + internet) / Nombre d'agents dont la fonction nécessite d'avoir un kit de connexion (ordinateur + internet)) x 100 Source : DAFP
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de renforcement de capacités du personnel	13,55%	20%	30%	40%	(Nombre de fonctionnaires et Agents de l'Etat du ministère bénéficiaire d'une action de formation ou un stage / Nombre total de fonctionnaires et d'agents de l'Etat du ministère) x 100 Source : DRH
	Taux de satisfaction des services en besoins de matériels	40%	50%	60%	65%	(Nombre de matériels mis à disposition (ordinateur, mobilier de bureau, imprimante, etc…) / Nombre total de matériels demandés (ordinateur, mobilier de bureau, imprimante, etc…)) x 100 Source : DAFP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**6 885 711 320**	**7 358 959 044**	**8 113 998 648**
Personnel	3 862 101 347	4 228 285 345	4 631 082 127
Biens et services	1 795 018 905	1 871 040 267	2 224 980 980
Transferts	417 356 984	465 699 348	474 001 457
Investissements	811 234 084	793 934 084	783 934 084
Trésor	*811 234 084*	*793 934 084*	*783 934 084*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21101 Administration Générale	**6 885 711 320**	**7 358 959 044**	**8 113 998 648**
2110101 Coordination et animation	**548 119 332**	**540 770 890**	**556 325 905**
1 Personnel	***115 140 000***	***116 845 322***	***119 042 902***
78011201913 Assurer les charges salariales du Bureau Permanent auprès de l'ONUDI à Vienne	115 140 000	116 845 322	119 042 902
2 Biens et services	***432 979 332***	***423 925 568***	***437 283 003***
11047100004 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Bélier (Yamoussoukro))	7 402 217	7 245 990	7 476 478
11047100005 Secrétariat Fonds Ivoirien de l'Innovation (FII)	6 000 000	5 873 368	6 060 195
14047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (N'zi Moronou (Dimbokro))	8 005 675	7 836 712	8 085 990
15047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Iffou (Daoukro))	8 003 683	7 834 762	8 083 978
17047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gbêkê (Bouaké))	7 861 750	7 695 825	7 940 621
18047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	7 725 152	7 562 109	7 802 654
22047100003 Coordonner les activités du ministère de l'industrie au niveau régional (Bafing (Touba))	1 074 987	1 052 298	1 085 772
23047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Kabadougou-Folon (Odienné))	8 025 625	7 856 241	8 106 141
24047100002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Ferkessedougou)	7 958 338	7 790 375	8 038 178
25047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Poro (Korhogo))	7 954 262	7 786 385	8 034 061
26047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	8 058 000	7 887 932	8 138 841
28047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gontougo-Bounkani (Bondoukou)	8 302 537	8 127 310	8 385 831
31047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Haut Sassandra (Daloa))	8 053 149	7 883 184	8 133 941
32047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Lôh-Djiboua (Divo))	7 775 768	7 611 658	7 853 777
32047100004 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gôh (Gagnoa))	8 097 079	7 926 188	8 178 312

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21101 Administration Générale	**6 885 711 320**	**7 358 959 044**	**8 113 998 648**
35047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Marahoué (Bouaflé))	8 068 548	7 898 259	8 149 494
36047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Séguéla)	8 083 662	7 913 055	8 164 759
41047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Tonkpki (Man))	7 839 916	7 674 452	7 918 568
42047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Cavally-Guémon (Guiglo))	24 525 629	24 008 006	24 771 679
43047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Guémon (Duékoué))	7 800 175	7 635 550	7 878 429
55047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (San-Pedro-Gboklé (San-Pedro))	8 074 000	7 903 596	8 155 001
56047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubré)	7 995 155	7 826 415	8 075 364
57047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gboklé (Sassandra))	7 496 938	7 338 712	7 572 149
61047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'Indénié-Djuablin (Abengourou))	7 577 093	7 417 176	7 653 109
71047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Sud Comoé (Aboisso))	7 369 647	7 214 110	7 443 582
76047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'AGNEBY (Agboville))	7 772 500	7 608 460	7 850 476
77047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Mé (Adzopé))	8 039 722	7 870 041	8 120 379
78047100260 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Nord)	8 025 625	7 856 242	8 106 141
78047100262 Mettre en œuvre le plan Open Government Partnership (OGP)	45 199 516	44 245 560	45 652 975
78047100263 Apporter un appui juridique aux services du ministère	9 200 000	9 005 831	9 292 297
78047100264 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	12 024 567	11 770 785	12 145 201
78047100314 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre 2)	7 873 750	7 707 573	7 952 742
78047100324 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre)	8 279 256	8 104 520	8 362 316
78047100325 Organiser et suivre les manifestations de promotion commerciales et industrielle du ministère	8 011 418	7 842 335	8 091 793
78047100357 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Sud)	6 021 249	5 894 169	6 081 656
78047100396 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de commerce, de l'industrie et de la promotion des PME	80 160 292	78 468 473	80 964 494
78047100400 Prendre en charge les dépenses liées à la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78047100402 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan sud 2)	8 072 250	7 901 883	8 153 234
78047100406 Élaborer et suivre les procédures Qualité	7 096 452	6 946 677	7 167 646
79047100003 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Grands Ponts (Dabou))	8 073 750	7 903 351	8 154 749
2110102 Planification, programmation et suivi-évaluation	**14 812 630**	**14 631 470**	**15 067 873**
1 Personnel	***3 000 000***	***3 068 151***	***3 136 733***
78047100359 Assurer la masse salariale de la Direction de la Planification et de la Coopération Min. Ind	3 000 000	3 068 151	3 136 733
2 Biens et services	***11 812 630***	***11 563 319***	***11 931 140***
78047100358 Organiser la planification générale des activités du ministère	11 812 630	11 563 319	11 931 140

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21101 Administration Générale	**6 885 711 320**	**7 358 959 044**	**8 113 998 648**
2110103 Gestion des systèmes d'information et de communication	**233 386 851**	**323 872 164**	**314 631 505**
2 Biens et services	***24 386 851***	***23 872 164***	***24 631 505***
78047100266 Organiser la documentation et les archives du Ministère	7 250 000	7 096 988	7 322 733
78047100321 Organiser la communication des activités du Ministère	8 250 000	8 075 883	8 332 765
78047100386 Gérer le système d'information du ministère	8 886 851	8 699 293	8 976 007
4 Investissements	***209 000 000***	***300 000 000***	***290 000 000***
Trésor	*209 000 000*	*300 000 000*	*290 000 000*
78047100328 Mise en place du Système d'information du Ministère du Commerce	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78047100327 Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines	59 000 000	150 000 000	140 000 000
2110104 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**6 089 392 507**	**6 479 684 520**	**7 227 973 365**
1 Personnel	***3 743 961 347***	***4 108 371 872***	***4 508 902 492***
78047100270 Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	3 655 961 347	4 019 358 684	4 418 877 198
78047100335 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCICI)	88 000 000	89 013 188	90 025 294
2 Biens et services	***1 325 840 092***	***1 411 679 216***	***1 751 135 332***
78047100269 Gérer les ressources financières du ministère	7 500 000	7 341 710	7 575 243
78047100271 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	115 000 000	115 000 000	115 000 000
78047100272 Gérer les ressources matérielles du ministère	9 245 241	9 050 118	9 337 992
78047100273 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	18 000 000	17 620 102	18 180 584
78047100274 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	378 118 187	399 519 676	422 132 490
78047100330 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	292 125 814	285 960 371	295 056 536
78047100331 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	254 100 000	292 442 207	456 805 951
78047100332 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78047100360 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (Entrepreunariat)	219 650 850	252 794 882	394 875 307
78047100397 Gérer la commande publique du ministère	7 100 000	6 950 150	7 171 229
3 Transferts	***417 356 984***	***465 699 348***	***474 001 457***
78047100276 Transférer les crédits de la Convention BNETD	96 570 213	96 570 213	96 570 213
78047100362 Transférer la dotation à l'Ecole de Commerce et de Gestion	250 786 771	288 580 178	295 070 656
78047100365 Prendre en charge les salaires des Agents de la CCI-CI	70 000 000	80 548 957	82 360 588
4 Investissements	***602 234 084***	***493 934 084***	***493 934 084***
Trésor	*602 234 084*	*493 934 084*	*493 934 084*
78047100275 Renforcer les capacités du ministère dans le cadre de l'OGP	112 000 000	123 700 000	123 700 000
78047100267 Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	490 234 084	370 234 084	370 234 084

II.2.2. Programme 2 : Commerce intérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Commerce intérieur	Action 2.1: Promotion des activités commerciales et de l'insertion
	Action 2.2: Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale et de la consommation

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Commerce intérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Contribuer à la création d'infrastructures commerciales de mise à marché modernes	Taux d'accroissement des centres commerciaux modernes (Hypermarchés et Supermarchés)	3,67%	4%	5%	6%	((Nombre d'infrastructures N – Nombre d'infractructures N-1) / Nombre d'infrastructures N-1) X100 avec N = année Source : DGCI
	Taux d'accroissement des e-commerçants dans le commerce électronique	65,79%	15%	20%	25%	((Nombre de e-commerçants N – Nombre de e-commerçants N-1) Nombre de e-commerçants N-1) X100 avec N = année Source : DGCI
OS 2 : Renforcer la surveillance du marché	Taux de respect des prix des produits homologués	94%	95%	97%	98%	(Nombre de PV délivrés lors d'un contrôle des prix / Nombre total de structures visitées pour un contrôle des prix) x 100 Source : DGCI/ CC
	Taux de croissance du volume des produits saisis	62,97%	-15%	-20%	-25%	((Volume des produits saisis N – Volume des produits saisis N-1) / Volume des produits saisis N-1) x 100 avec N = année Source : DR /DGCI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : COMMERCE INTERIEUR	**2 160 994 582**	**2 299 411 421**	**2 347 436 628**
Personnel	731 398 395	739 819 349	748 231 315
Biens et services	497 328 120	486 831 794	502 317 510
Transferts	932 268 067	1 072 760 278	1 096 887 803
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22102 Commerce intérieur	**2 160 994 582**	**2 299 411 421**	**2 347 436 628**
2210201 Promotion des activités commerciales et de l'insertion	**1 065 084 560**	**1 130 445 967**	**1 149 998 054**
1 Personnel	***586 118 409***	***592 866 682***	***599 607 753***
22102010006 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OCPV	586 118 409	592 866 682	599 607 753
2 Biens et services	***78 966 151***	***77 299 537***	***79 758 369***
78047100368 Promouvoir les Activités Commerciales et l'insertion des jeunes ivoiriens dans le commerce (DIPAC)	9 130 000	8 937 309	9 221 594
78047100411 Mener les activités de sécurisation des parcelles des 11 marchés de gros	5 055 851	4 949 145	5 106 573
78047100413 Foire du Made in Cote d'Ivoire (FOMCI)	39 780 300	38 940 719	40 179 392
90047100005 Animer le Comité de la Consommation (CNCO)	25 000 000	24 472 364	25 250 810
3 Transferts	***400 000 000***	***460 279 748***	***470 631 932***
22102010002 Transférer les crédits à l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)	400 000 000	460 279 748	470 631 932
2210202 Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale et de la consommation	**1 095 910 022**	**1 168 965 454**	**1 197 438 574**
1 Personnel	***145 279 986***	***146 952 667***	***148 623 562***
78047100283 Transférer les subventions équilibre personnel à la CCLVC	145 279 986	146 952 667	148 623 562
2 Biens et services	***418 361 969***	***409 532 257***	***422 559 141***
78047100281 Mettre en œuvre et suivre la stratégie de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC)	300 800 000	294 451 484	303 817 745
78047100282 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Intérieur	12 450 000	12 187 236	12 574 904
78047100340 Mettre en œuvre la métrologie légale, contrôler la qualité des produits et lutter contre la fraude en matière commerciale	18 811 969	18 414 936	19 000 696
78047100369 Élaborer, mettre en œuvre et suivre la politique de gouvernement en matière de concurrence, de consommation et de lutte contre la Vie Chère	11 300 000	11 061 510	11 413 366

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22102 Commerce intérieur	**2 160 994 582**	**2 299 411 421**	**2 347 436 628**
78047100379 Organiser les campagnes nationales de vérification des instruments de mesures	10 000 000	9 788 945	10 100 324
78047100383 Réaliser les enquêtes, les missions de contrôle et de surveillance	6 000 000	5 873 367	6 060 194
78047100388 Organiser la campagne nationale de répression des fraudes	9 000 000	8 810 051	9 090 292
90047100003 Mettre en place une plate forme informatique de collecte et de traitement des informations (DIGITALISATION DES PRIX)	50 000 000	48 944 728	50 501 620
3 Transferts	***532 268 067***	***612 480 530***	***626 255 871***
78047100280 Examiner et émettre un avis sur les questions relatives à la concurrence	532 268 067	612 480 530	626 255 871

II.2.3 Programme 3 : Commerce extérieur

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Commerce extérieur	Action 3.1: Modernisation des services du commerce extérieur
	Action 3.2: Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Commerce extérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Faciliter les échanges commerciaux	Taux de conformité des marchandises à destination de la Côte d'Ivoire	96%	97%	97%	98%	((Nombre de certificat de conformité délivrés / (Nombre de certificat de conformité délivrés + Nombre de Rapports de Non Conformités délivrés)) x 100 Source : DRE / Service VOC
	Taux d'attribution des codes import-export	91%	92%	94%	95%	((Nombre de codes import-export délivrés N) / (Nombre de codes import-export délivrés N-1) x 100 Avec N = année Source : DRE

Programme 3 : Commerce extérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Promouvoir le commerce extérieur	Proportion d'entreprises accompagnées à l'Export	10%	50%	80%	95%	(Nombre d'entreprises accompagnées/ Nombre d'entreprises à acommpagner dans l'année) x 100 Source : DPAE
	Proportion d'entreprises formées	87%	90%	95%	95%	(Nombre d'entreprises formées / Nombres d'entreprises à former dans l'année) x 100 Source : DPAE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : COMMERCE EXTERIEUR	**851 536 387**	**898 047 941**	**915 576 519**
Personnel	0	0	0
Biens et services	274 460 269	268 667 670	277 213 759
Transferts	347 076 118	399 380 271	408 362 760
Investissements	230 000 000	230 000 000	230 000 000
Trésor	230 000 000	230 000 000	230 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22103 Commerce extérieur	**851 536 387**	**898 047 941**	**915 576 519**
2210301 Modernisation des services du commerce extérieur	**253 750 398**	**248 394 887**	**256 296 121**
2 Biens et services	***253 750 398***	***248 394 887***	***256 296 121***
78047100284 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Extérieur	9 350 000	9 152 665	9 443 802
78047100285 Élaborer et harmoniser les statistiques du commerce extérieur	19 444 636	19 034 248	19 639 713
78047100286 Mettre en œuvre les activités de facilitation des échanges commerciaux	15 000 000	14 683 418	15 150 486
78047100341 Réguler des Echanges commerciaux extérieurs	7 597 578	7 437 228	7 673 799
78047100355 Analyser, préparer et soutenir les négociations commerciales entre la CI et OMC	5 000 000	4 894 474	5 050 161
78047100371 Suivre et évaluer le GUCE	10 000 000	9 788 946	10 100 324

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22103 Commerce extérieur	**851 536 387**	**898 047 941**	**915 576 519**
78047100410 Animer le portail Web d'Information Commercial (PWIC)	72 358 184	70 831 034	73 084 110
90047100001 Elaborer la cartographie des accords commerciaux	20 000 000	19 577 891	20 200 648
90047100002 Certification ISO 9001 des Service du commerce extérieur	45 000 000	44 050 255	45 451 458
90047100004 Redynamiser et suivre les actions des conseillers commerciaux	50 000 000	48 944 728	50 501 620
2210302 Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export	**597 785 989**	**649 653 054**	**659 280 398**
2 Biens et services	***20 709 871***	***20 272 783***	***20 917 638***
78047100287 Mettre en œuvre et suivre les accords commerciaux	6 800 000	6 656 485	6 868 219
78047100315 Suivre la commercialisation des Produits de base (DOCPB)	6 809 871	6 666 146	6 878 191
78047100404 Mettre en œuvre les actions de la stratégie nationale d'exportation	7 100 000	6 950 152	7 171 228
3 Transferts	***347 076 118***	***399 380 271***	***408 362 760***
78047100289 Faire le transfert de la dotation de l'APEXCI	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78047100342 Faire le transfert de la dotation du Conseil National des Exportations (CNE)	297 076 118	341 845 302	349 533 768
4 Investissements	***230 000 000***	***230 000 000***	***230 000 000***
Trésor	230 000 000	230 000 000	230 000 000
78047100288 Construction et Aménagement de dépôts spécialisés aux frontières terrestres de la Côte d'Ivoire	230 000 000	230 000 000	230 000 000

II.2.4. Programme 4 : Développement industriel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Développement industriel	Action 4.1: Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité
	Action 4.2: Renforcement de loeinfrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels
	Action 4.3: Promotion de l'innovation et du développement technologique

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Développement industriel						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la compétitivité des entreprises industrielles	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	59%	70%	80%	90%	(Nombre d'entreprises restructurées et mises à niveau/ Nombre d'entreprises à restructurer et à mettre à niveau) x 100 Source : ADCI
	Taux de croissance des volumes transformés : Cacao Anacarde Hévéa					(Quantité de matières premières transformées en année N -Quantité de matières premières produites en année N - 1) / Quantité de matières premières produites en année N-1) x 100 Source : DGIn / Calculer sur la base des données du Conseil Café Cacao (pour le cacao), Conseil Coton Anacarde (pour l'anacarde) et le Conseil Hévéa Palmier (pour l'hévéa) et des prévisions des entreprises conventionnées
		-17%	9%	15%	20%	
		79%	80%	50%	33%	
		7%	13,5%	12%	12,5%	
	Taux de croissance des produits certifiés NI	11%	23%	25%	30%	((Nombre de produits certifiées en année N – Nombre de produits certifiés en année N-1) / Nombre de produits certifiés en année N-1) x 100 Source : CODINORM
	Taux de croissance des brevets émis par la Côte d'Ivoire	5,6%	10%	15%	20%	((Nombre de brevets enregistrés en année N – Nombre de brevets enregistrés en année N-1) / Nombre de brevets enregistrés en année N-1) x 100 (Nombre de brevets exploités / Nombres de brevets délivrées) x 100 Source : OIPI
OS2 : Promouvoir les investissements industriels	Part des investissements industriels dans les investissements privés	58,07%	60%	65%	70%	(Investissements industriels / investissements privés) x100 Source : DASII
	Taux des investissements nationaux dans le secteur industriel	52,6%	54%	58%	60%	Montant des investissements nationaux / Montant des investissements privés industriels Source : DASII
OS3: Développer les infrastructures industrielles	Taux de réalisation des travaux d'aménagement PK 24 / 234 ha (phase 1 de 59 ha en aménagement) PK 24 / 127 ha en MOP par CHEC BIRD ENCLAVE / Aménagement de 28 ha à Korhogo	0%	60%	80%	100%	(Nombre de travaux d'aménagement réalisés / Nombre de travaux d'aménagement à réaliser) x 100 Source : AGEDI / DISI
		30%	60%	90%	100%	
		0%	50%	75%	100%	
	BIRD ENCLAVE / Aménagement de 15 ha à Bondoukou	0%	50%	100%	100%	
	Taux de réalisation des travaux de réhabilitation de la zone de Yopougon (Construction du centre de secours d'urgence du GSPM à la ZI de Yopougon).	0%	50%	75%	100%	(Nombre de travaux d'aménagement réalisés / Nombre de travaux d'aménagement à réaliser) x 100 Source : AGEDI / DISI

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	**3 662 086 734**	**3 574 922 964**	**3 630 853 382**
Personnel	960 553 947	975 063 724	989 609 754
Biens et services	59 423 597	58 169 440	60 019 756
Transferts	1 527 564 274	1 757 767 242	1 797 301 314
Investissements	1 114 544 916	783 922 558	783 922 558
Trésor	*1 001 665 916*	*783 922 558*	*783 922 558*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*112 879 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22104 Développement industriel	**3 662 086 734**	**3 574 922 964**	**3 630 853 382**
2210401 Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité	**1 060 181 545**	**1 047 993 019**	**1 066 828 659**
1 Personnel	***420 482 000***	***428 773 660***	***437 108 209***
78011201802 Assurer la masse salariale du Comité National de la lutte contre la contrefaçon	307 982 000	314 978 392	322 019 054
78047100373 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AGEDI	112 500 000	113 795 268	115 089 155
2 Biens et services	***45 934 778***	***44 965 308***	***46 395 612***
78047100290 Mettre en œuvre la politique nationale de Normalisation	7 500 000	7 341 710	7 575 243
78047100294 Promouvoir la transformation des matières premières agricoles (DPCI)	7 010 000	6 862 051	7 080 327
78047100295 Appuyer et suivre les investissements industriels (DAS2I)	6 702 811	6 561 347	6 770 056
78047100296 Développer les infrastructures et assurer la sécurité Industrielle (DISI)	7 374 780	7 219 133	7 448 766
78047100343 Mettre en œuvre la politique Industrielle (DGI)	10 024 972	9 813 391	10 125 546
78047100372 Promouvoir l'innovation technologique et la coopération industrielle (DITCI)	7 322 215	7 167 676	7 395 674
3 Transferts	***350 487 767***	***403 306 051***	***412 376 838***
22104010005 Transférer les crédits à l'Association Ivoirienne des Actions Inventives	10 217 989	11 757 834	12 022 280
22104010006 Transférer les crédits au Comité National des Indicateurs Géographiques et Marques Collectives	13 000 000	14 959 092	15 295 538
78047100291 Lutter Contre la Contrefaçon et le piratage	152 280 759	175 229 373	179 170 470
78047100297 Transférer les crédits à l'AGEDI	64 989 019	74 782 822	76 464 769
78047100298 Transférer les crédits à l'Autorité de régulation du Système de Récépissé d'entreposage' (ARRE)	110 000 000	126 576 930	129 423 781
4 Investissements	***243 277 000***	***170 948 000***	***170 948 000***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22104 Développement industriel	**3 662 086 734**	**3 574 922 964**	**3 630 853 382**
Trésor	*130 398 000*	*170 948 000*	*170 948 000*
78047100412 Projet d'Amélioration des Services aux Industries en Côte d'Ivoire (PASI-CI)	35 948 000	35 948 000	35 948 000
78047100389 Prog. National Dévpt filière anacarde et acajou	94 450 000	135 000 000	135 000 000
Financement extérieur	*112 879 000*	*0*	*0*
78047100412 Projet d'Amélioration des Services aux Industries en Côte d'Ivoire (PASI-CI)	112 879 000	0	0
2210403 Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels	**1 621 828 014**	**1 422 611 732**	**1 437 737 287**
1 Personnel	***473 649 821***	***479 103 187***	***484 550 733***
78047100304 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au LANEMA	473 649 821	479 103 187	484 550 733
2 Biens et services	***13 488 819***	***13 204 132***	***13 624 144***
78047100299 Promouvoir le prix ivoirien de la qualité	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78047100385 Suivre la politique de Normalisation et de la qualité industrielle (DPQN)	8 488 819	8 309 659	8 573 982
3 Transferts	***357 721 458***	***411 629 855***	***420 887 852***
78047100301 Réaliser les analyses, les essais de contrôle qualité et de métrologie (LANEMA)	100 000 000	115 069 936	117 657 983
78047100303 Transférer au LANEMA la dotation du Laboratoire Aéronautique	200 000 000	230 139 874	235 315 966
78047100323 Transférer les crédits à CODINORM	57 721 458	66 420 045	67 913 903
4 Investissements	***776 967 916***	***518 674 558***	***518 674 558***
Trésor	*776 967 916*	*518 674 558*	*518 674 558*
78047100345 Appui au Système Ouest-Africain d'Accréditation (SOAC)	382 967 916	62 674 558	62 674 558
78047100344 Restructuration et mise à niveau des industries	394 000 000	456 000 000	456 000 000
2210404 Promotion de l'innovation et du développement technologique	**980 077 175**	**1 104 318 213**	**1 126 287 436**
1 Personnel	***66 422 126***	***67 186 877***	***67 950 812***
22104040010 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPI	66 422 126	67 186 877	67 950 812
3 Transferts	***819 355 049***	***942 831 336***	***964 036 624***
22104040009 Transférer les crédits à l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIPI)	144 306 118	166 052 960	169 787 667
78047100347 Réaliser des démonstrations et évaluer la performance des machines	114 550 995	131 813 756	134 778 390
78047100348 Transférer les crédits à Côte d'Ivoire Engineering	260 000 000	299 181 835	305 910 756
78047100375 Transférer les crédits à l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	300 497 936	345 782 785	353 559 811
4 Investissements	***94 300 000***	***94 300 000***	***94 300 000***
Trésor	*94 300 000*	*94 300 000*	*94 300 000*
78047100306 Renforcement des capacités technologiques CDT	94 300 000	94 300 000	94 300 000

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance des textes législatifs et règlementaires au niveau du secteur minier ;
- le faible niveau des investissements dans le secteur minier ;
- la sous exploitation du potentiel minier ;
- la persistance de l'orpaillage illicite ;
- l'insuffisance de données géo-scientifiques actualisées ;
- la non prise en compte de certains enjeux nouveaux du secteur tels que les mines souterraines, l'automatisation, l'innovation technologique et la promotion du genre dans les mines ;
- le déficit du personnel qualifié dans l'administration des mines ;
- la non actualisation des textes législatifs et règlementaires relatifs à l'aval pétrolier ;
- le faible niveau des investissements au niveau de l'amont pétrolier ;
- les difficultés d'exploitation des quais pétroliers dans le canal ;
- la faiblesse des capacités de stockage du gaz butane ;
- le niveau relativement élevé des pertes techniques et non techniques;
- la saturation de certains ouvrages du réseau électrique ;
- la faible couverture des besoins d'extension du réseau électrique ;
- la vétusté des équipements et des ouvrages du réseau électrique ;
- la très faible part des énergies renouvelables (hors grande hydro) dans la production d'électricité.

I.1.2. Réponses apportées

- la prise d'une ordonnance fixant les redevances superficiaires et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier ;
- les consultations pour la formulation d'une Politique minière et de son Plan d'actions stratégiques pour le cycle 2021-2025 ;
- la mise en place d'un fonds de formation minière ;
- la réalisation d'un audit du système du cadastre minier en 2020 ;
- la révision des textes de l'aval pétrolier au regard des nouvelles réalités du secteur ;
- le renforcement des dispositions pour inciter les opérateurs pétroliers à réaliser dans les meilleurs délais, les forages d'exploration et la mise en exploitation des gisements ;
- l'adoption d'un nouveau contrat-type de Partage de Production ;
- la prise de l'ordonnance n°2012-369 du 18 avril 2012 modifiant la loi n°96-669 du 29 août 1996 portant Code Pétrolier ;
- l'augmentation des capacités de stockage par la construction de sphères de stockage dont 6 000 TM à GESTOCI, 1 500 TM à SAEPP et 12 000 TM par SAPET Energy ;
- l'intensification de la lutte contre les infractions au Code de l'Electricité ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Électrification Rurale (PRONER) ;
- la mise en œuvre du Programme Électricité Pour Tous (PEPT) ;
- la mise en œuvre du Programme National d'extension du réseau électrique (PRONEX) ;
- la mise en œuvre d'une politique sectorielle de développement des énergies renouvelables ;
- la mise en œuvre d'un plan d'actions d'électrification hors réseau intégrant les campements (PAEHR) ;
- le renforcement des équipements d'entretien et des équipes;
- la création d'un fonds dédié à la maitrise d'énergie (FONAME) ;

- l'adoption d'une règlementation rendant obligatoire les audits énergétiques pour les abonnés ayant dépassé des valeurs seuils de consommations fixées par secteur d'activité ;
- l'adoption d'une réglementation sur les exigences d'efficacité énergétique dans le bâtiment afin de contribuer à la réduction du gaspillage d'énergie dans ce secteur ;
- l'adoption d'une réglementation sur l'étiquetage énergétique obligatoire sur les lampes, climatiseurs, réfrigérateurs et congélateurs afin de réduire la consommation et soulager la facture d'électricité des utilisateurs de ces équipements ;
- l'adoption d'un plan d'action de la cuisson propre.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du dispositif légal et institutionnel du secteur minier ;
- la validation par le SGG de six (6) textes dont un projet d'ordonnance et cinq (5) projets de décret, en matière d'élaboration de lois et règlement applicables au secteur des mines ;
- l'intensification et la diversification de la production minière ;
- la transformation des matières premières minières et l'intensification de la lutte contre les infractions au Code minier ;
- la promotion du potentiel géologique;
- la facilitation du transport des produits miniers par la construction des infrastructures routières et ferroviaires ;
- la réduction du coût élevé de l'étude d'impact environnemental et social ;
- le renforcement de la sécurité juridique et fiscale favorisant les investissements au niveau du secteur pétrolier ;
- la stabilité des contrats pétroliers ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire adapté aux évolutions du secteur des transports des produits pétroliers ;
- l'approfondissement de la compréhension de la géologie du bassin sédimentaire ;
- la meilleure gestion et l'accessibilité aux données pétrolières ;
- le développement de technologies optimales pour les gisements marginaux ;
- l'accroissement de la production pétrolière et gazière par le développement et la mise en production de nouveaux champs pétroliers et gaziers ;
- la production et la commercialisation des produits pétroliers conformes aux nouvelles spécifications et normes environnementales ;
- l'augmentation des infrastructures pétrolières et gazières (capacités de stockage des produits pétroliers et de gaz butane, déplacement des quais pétroliers, etc…) ;
- la fiabilité et la sécurité de l'approvisionnement en électricité ;
- la diversification du mix énergétique avec une part plus importante des Energie Renouvelables ;
- l'atteinte de l'accès universel à l'électricité ;
- la poursuite de la lutte contre la fraude et les autres infractions au code de l'électricité ;
- la définition d'une stratégie du marché national de l'énergie en tenant compte du contexte régional ;
- la formation et le perfectionnement des ingénieurs et techniciens aux métiers de l'électricité ;
- la prise en compte des contraintes et préoccupations environnementales dans la réalisation de projets énergétiques ;
- le renforcement des effectifs des agents en charge de la maitrise d'énergie et des énergies renouvelables ;
- l'adoption par les secteurs consommateurs d'énergie des bonnes pratiques en matière d'efficacité énergétique ;
- l'adoption par les populations des technologies de cuisson propre ;
- la prise en compte effective des localités dites campements dans les projets d'accès à l'électricité.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur des hydrocarbures ;
- l'accroissement de la recherche et la production pétrolière ;
- la disponibilité des produits pétroliers et de l'énergie de façon durable;
- le renforcement de la gouvernance du secteur de l'énergie;
- l'accès des populations à des services énergétiques de qualité ;

- l'amélioration de la gouvernance du secteur mines par la mise en œuvre des réformes ;
- la valorisation du potentiel géologique ;
- l'intensification et la diversification de l'exploration ;
- l'exploitation et la transformation des substances de mines et de carrière.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la recherche et la production pétrolière sont accrues ;
- la disponibilité des produits pétroliers est assurée ;
- l'énergie électrique est disponible de façon durable ;
- les populations bénéficient de services énergétiques de qualité ;
- la recherche minière est intensifiée et diversifiée ;
- la production minière est accrue et diversifiée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au Décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attribution des membres du gouvernement, en son article 30, le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de mines, de pétrole et d'énergie.

A ce titre et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Mines

- élaboration des lois et règlements en matière de mines ;
- sécurité des approvisionnements en substance minérales ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources minérales ;
- promotion, orientation, règlementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production des substances minérales ;
- développement de la transformation des substances minérales en produits semi-finis et finis ;
- gestion des normes et spécification des produits miniers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude ;
- élaboration et application des lois et règlements en matière d'utilisation des substances explosives et des équipements sous pression ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légale pour renforcer la compétitivité et la concurrence, en vue du développement du secteur des mines ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative au secteur des mines;
- développement des ressources humaines dans le secteur des mines ;
- élaboration, suivi-évaluation des conventions dans le secteur des mines ;
- élaboration, mise en œuvre, contrôle et évaluation de l'application de la politique de développement de la cartographie géologique et géo-scientifique ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de collecte des données géologiques pour l'élaboration des cartes géologiques ;
- renforcement de la collecte des données de terrain et toutes autres données d'observations constituant des informations géologiques, géo-scientifique et techniques nécessaires à l'élaboration de l'infrastructure géologique ;
- exécution ou suivi des travaux de recherche géologique et géo-scientifique pour fournir à la collectivité les connaissances relatives à la répartition spatiale des roches, des matériaux meubles, des substances de carrière, des ressources en eaux souterraine et les caractéristiques du sol et du sous-sol du territoire national ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour le développement de la cartographie géologique et géo-scientifique ;
- gestion des normes, des spécifications et de la nomenclature des codes des cartes thématiques et géologiques ;
- promotion et valorisation des cartes géologiques, données et autres documents géo-scientifiques ;
- promotion du potentiel géologique et valorisation des matériaux de construction ;
- développement des relations de coopération internationale dans le secteur des mines.

En matière de Pétrole et d'Energie

- planification et mise en œuvre des projets en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande en pétrole et en énergie ;
- maintien de l'équilibre financier des secteurs pétrole et électricité ;
- sécurisation des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en pétrole brut, gaz naturel, produit pétroliers et en énergie ;
- contribution à la création des conditions de l'équilibre financier et du développement des capacités d'investissement dans le secteur de l'énergie;
- utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production, d'exportation et d'importation du pétrole brut, du gaz naturel et des autres hydrocarbures, du charbon, de la tourbe ainsi que toutes formes d'énergies fossiles;
- développement de la transformation des hydrocarbures et produits connexes en produits finis et semi-finis;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines du pétrole et de l'énergie;
- élaboration et gestion des normes et spécifications des produits pétroliers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude sur lesdits produits;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs, du pétrole et de l'énergie;
- réglementation et contrôle de la constitution et de la gestion des stocks de sécurité des produits pétroliers ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative aux secteurs du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans le monde;
- mise en œuvre et suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité;
- intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- règlementation, contrôle et orientation de la production, du transport et de la distribution des énergies conventionnelles ;
- développement des ressources humaines dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion et sensibilisation à l'utilisation du gaz butane et du gaz naturel comme source d'énergie domestique ;
- suivi des programmes de lutte contre la fraude dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion d'une politique d'économie de l'énergie au niveau national et en particulier dans les services publics ;
- mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie d'énergie, en liaison notamment avec les Ministres chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts ;
- promotion de la coopération internationale en matière d'interconnexions de réseaux électriques et les échanges d'expériences ;
- suivi-évaluation des conventions et contrats dans les secteurs du pétrole et de l'énergie.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Hydrocarbures.
- Programme 3 : Energie.
- Programme 4 : Développement des mines et de la géologie.
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale, Direction Administrative Financière et du Patrimoine, Direction de la Planification et des Statistiques, Direction des Ressources Humaines, Cellule de Passation des Marchés Publics, Service Communication et Documentation, Directions Régionales, Directions Départementales, DGMG, DAJC, DCSPCI	Comité National de suivi de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (CN-ITIE)	Projet d'Informatisation du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	
Programme 2: Hydrocabures	Direction Générale des Hydrocarbures (DGH), ses Directions et services rattachés, Direction de l'Exploration et de la Production des Hydrocarbures ; Direction de l'Approvisionnement, du Raffinage et de la Distribution ; Direction du Suivi et de la Réglementation des Hydrocarbures ; Laboratoire des Hydrocarbures ; Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique. Service de l'Administration et du Matériel.	SIR, PETROCI, SMB, GESTOCI, SAEPP	Equipement du Laboratoire d'analyse des produits pétroliers de la DGH	- Construction du dépôt pétrolier de Ferkessédougou ; - Exploration de blocs pétroliers et gaziers Ivoiriens ; - Construction d'un dépôt pétrolier à San-Pedro ; - Augmentation de la capacité de stockage du dépôt pétrolier d'Abidjan et Yamoussoukro ; - Construction de sphères de stockage par GESTOCI, SAEPP et SAPET -Sécurisation de l'approvisionnement en gaz naturel de la Côte d'Ivoire : Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification de gaz naturel liquéfié.

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Energie	Direction Générale de l'Energie (DGE), ses Directions et services rattachés, Direction de l'Electrification Rurale ; Direction de la maitrise d'énergie et des Energies Renouvelables ; Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Energie ; Service de l'Administration et du Matériel	CI-ENERGIES, ANARE,	- Projet de Transport, de Distribution et d'Accès à l'électricité (PTDAE) - Projet d'accès à l'électricité - Projet de transport et d'accès à l'électricité -Projet Développement et Réhabilitation du Réseau électrique de CI (PRODERCI) - Projet ENERGOS 1(Projet de Réhabilitation des capacités en Transport de Buyo et de renforcement des réseaux de Distribution) - Projet de renforcement des réseaux de Transport et Distribution (PRETD) -Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) -Programme d'Electricité pour Tous (PEPT) -Aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli - Centrales solaires de Boundiali 25 MWc	- Projet de Renforcement du secteur de l'électricité en CI- BOAD (- Organe de supervision Ayamé 1et2 - Poste 225/20-15kV Bingerville - Poste 225/20-15kV Bassam 2 - Création de 125 Postes Préfabriqués H59 - Création de 09 Départs au Poste de Bassam 2 - Poste 225/20-15kV ANANI - Création de 10 Départs au Poste d'ANANI - Projet reliquat BOAD) - Construction du Poste 90/33/15kV d'Adzopé - Centrale Thermique de Songon -Centrale Thermique de CIPREL Phase 5 -Centrale Thermique d'AZITO Phase 4 -Centrale thermique de San-Pedro - Barrage Singrobo-Ahouaty (44MW) Bandama - Projet de Centrales à Biomasse 46MW à Aboisso - Korhogo Solaire 25MWc à Benguebougou - Poro-power 50MWc (Korhogo) -Centrale solaire Scalingsolar 60 MW à Touba et Laboa - Centrale solaire de Ferké 25 MW - Centrale solaire de 25 MWc à Odienné -Centrale solaire de 30 MWc à Kong - Centrale solaire de 25 MWc à Bondoukou - Centrale solaire flottante de 20 MWc à Kossou - Programme National d'Extension du Réseau Electrique (PRONEX)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Développement des mines et de la géologie	Direction Générale des Mines et de la Géologie, Secrétariat Permanent du processus de Kimberley ; Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique, Direction du Développement Minier (DDM), Direction de l'Exploitation Minière Semi-Industrielle, Artisanales et des Carrières, Direction des Contrôles Techniques, Direction du Laboratoire et des études Géologiques, Direction de l'Information Minière et du Cadastre Minier, Direction de la Valorisation et de la Promotion des Informations Géo-scientifiques, Brigade de Répression des Infractions au Code Minier	-SODEMI - CML	- Construction du laboratoire d'analyse géologique -Construction de l'infrastructure géologique et du système d'information géo physique - Poursuivre les opérations de déguerpissement d'exploitants illégaux de substances de mines et de carrières - Encadrer et renforcer les capacités des artisans miniers	- Elaboration de la politique minière et son plan d'actions ; - Elaboration de la politique du contenu local Projet - Projet de création d'une usine d'affinage d'or. - Projet de création de chantier école ; - Modernisation et extension du cadastre minier

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 1.1.2 : Nombre de personnel formé et qualifié	Dénombrement Source : Rapport d'activités (DRH, DAAF, Cabinet)
OG 2 : Couvrir les besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers	RS3.1 : la recherche pétrolière est accrue	IP.3.1.1 : Nombre de forages d'exploration réalisés	Dénombrement Sources : Rapport DGH
	RS3.2 : la production pétrolière est accrue	IP.3.2.1 : Quantité de pétrole brut produite IP.3.2.2 : Quantité de gaz naturel produite	Dénombrement Sources : Rapport DGH
	RS 3.3: la disponibilité des produits pétroliers est assurée	IP.3.3.1 : Taux de couverture nationale en produits pétroliers	(Nombre de jours de l'année n – nombre de jours d'interruption de fourniture de produits pétroliers dans l'année n) / 365 jours Source : Rapport DGH,
OG 3 : Fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût	RS 4.1 : l'énergie électrique est disponible de façon durable	IP 4.1.1 : Taux d'électrification	Nombre de ménages abonnés / Nombre total de ménages ; source : Rapport DGE
	RS 4.2 : les populations bénéficient de services énergétiques de qualité	IP 4.2.1 : Temps moyen mensuel de coupure d'électricité	(Somme des temps moyens de coupure par mois) / 12 ; source : Rapport DGE
OG 4 : valoriser le potentiel minier et géologique	RS 2.1 : la recherche minière est intensifiée et diversifiée	IP 2.1.1 : Evolution de la production des substances des mines (or, manganèse, nickel, bauxite, diamant, coltan)	[1-production (n-1)]/[production n] Source : Rapport DGMG
	RS 2.2 : la production minière est accrue et diversifiée	IP 2.2.1 : Part du secteur minier au PIB	Part secteur minier / PIB national Source : Rapport DGMG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**289 375 497 997**	**296 798 548 869**	**326 808 197 427**
1.1 Ressources Intérieures	**158 070 502 075**	**171 493 648 869**	**179 009 897 427**
1.1.1 Budget Etat	158 070 502 075	171 493 648 869	179 009 897 427
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**131 304 995 922**	**125 304 900 000**	**147 798 300 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	131 304 995 922	125 304 900 000	147 798 300 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**289 375 497 997**	**296 798 548 869**	**326 808 197 427**
2.1 Personnel	**5 175 673 794**	**5 288 281 289**	**5 403 199 861**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 175 673 794	5 288 281 289	5 403 199 861
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 604 307 811**	**2 604 817 365**	**2 820 458 123**
2.3 Transferts	**132 600 100 000**	**144 584 147 230**	**163 257 146 428**
2.4 Investissement	**148 995 416 392**	**144 321 302 985**	**155 327 393 015**
Trésor	*17 690 420 470*	*19 016 402 985*	*7 529 093 015*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*131 304 995 922*	*125 304 900 000*	*147 798 300 000*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel	56,58%	100%	100%	100%	(Besoins satisfaits / Besoins exprimés) X100 Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de réalisation des modules de formation	0%	100%	100%	100%	100*(Nombre de modules réalisés/ Nombre total de modules prévus) Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de couverture des besoins en matériels	75%	75%	100%	100%	(Besoins en matériels satisfaits / Besoins total exprimés) X100 Source : Rapport d'activités DAAF
OS 2 : Améliorer le système de planification, de suivi-évaluation, d'information, de communication du Ministère	Proportion de structures centrales et déconcentrées interconnectées	68%	68%	68%	68%	(Nombre de structures centrales et déconcentrées interconnectées / Nombre total de structures) X100 Source : Rapport du projet d'informatisation du MMPE
	Taux d'applicatifs métiers opérationnels	67%	67%	67%	67%	(Nombre d'applicatifs opérationnels / Nombre total d'applicatifs prévus) X100 Source : Rapport du Projet d'Informatisation du MMPE
	Taux de réalisation des Inspections des dépôts et établissements pétroliers par les structures déconcentrées	0%	100%	100%	100%	(Nombre d'inspections de dépôts et d'établissements réalisées / Nombre total d'inspections de dépôts et établissements prévues) X100 Source : Rapport d'activités DD et DR
	Taux de réalisation des missions de répression de fraude par les structures déconcentrées	87%	100%	100%	100%	(Nombre de missions de répression réalisées / Nombre total de missions de répression prévues) X 100 Source : Rapport d'activités / DD et DR
	Taux de réalisation des Inspections des sources d'énergie par les structures déconcentrées	79%	100%	100%	100%	(Nombre d'inspections de sources d'énergie réalisées/nombre total d'inspections de sources d'énergie prévues) X 100 Source : Rapport d'activités / DD et DR
	Taux de réalisation des missions inopinées par les structures déconcentrées	74%	100%	100%	100%	(Nombre de missions inopinées réalisées / nombre total de missions inopinées prévues) X 100 Source : Rapport d'activités / DD et DR

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**7 776 627 770**	**8 464 943 189**	**8 990 849 921**
Personnel	5 175 673 794	5 288 281 289	5 403 199 861
Biens et services	2 075 953 976	2 087 614 670	2 286 803 632
Transferts	425 000 000	489 047 230	500 046 428
Investissements	100 000 000	600 000 000	800 800 000
Trésor	*100 000 000*	*600 000 000*	*800 800 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21106 Administration Générale	**7 776 627 770**	**8 464 943 189**	**8 990 849 921**
2110601 Coordination et animation du ministère	**2 052 724 568**	**2 137 892 574**	**2 334 123 838**
2 Biens et services	***1 627 724 568***	***1 648 845 344***	***1 834 077 410***
11043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Yamoussoukro	18 000 000	17 620 104	18 180 582
11044100002 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bélier (Yamoussoukro)	8 573 258	8 392 315	8 659 268
14044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi Comoé (Dimbokro)	9 004 696	8 814 648	9 095 036
17043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bouake	23 200 000	22 710 354	23 432 750
17044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la vallée du Bandama (Bouaké)	9 665 821	9 461 817	9 762 793
18043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Katiola	57 649 731	56 433 007	58 228 095
18044100005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Tortya	8 451 389	8 273 020	8 536 177
18044100006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Katiola	8 406 028	8 228 613	8 490 362
22043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Touba	10 300 000	10 082 614	10 403 332
22044100002 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing (Touba)	9 537 932	9 336 629	9 633 621
23043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Odienné	14 100 000	13 802 413	14 241 457
23044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Denguélé (Odienné)	9 622 152	9 419 072	9 718 686
25043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Korhogo	15 900 000	15 564 424	16 059 513
25044100005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Worodougou (Séguéla)	9 678 114	9 473 853	9 775 209
25044100006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des savanes (Korhogo)	13 122 842	12 845 877	13 254 497
26043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Boundiali	9 100 000	8 907 939	9 191 294
26044100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Boundiali	7 717 619	7 554 734	7 795 045
28043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bouna	8 200 000	8 026 932	8 282 264
28044100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Bouna	7 755 067	7 591 392	7 832 869
31043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Daloa	68 500 000	67 054 276	69 187 219
31044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut Sassandra (Daloa)	8 715 268	8 531 328	8 802 702
32043200005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Gagnoa	12 900 000	12 627 739	13 029 418

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21106 Administration Générale	**7 776 627 770**	**8 464 943 189**	**8 990 849 921**
32044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Fromager (Gagnoa)	9 646 014	9 442 429	9 742 786
35044100002 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Marahoué (Bouaflé)	8 574 226	8 393 262	8 660 248
36043200002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Séguéla	7 580 000	7 420 020	7 656 045
37043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Mankono	11 200 000	10 963 618	11 312 362
37044100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Mankono	7 639 721	7 478 479	7 716 366
41043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Man	15 400 000	15 074 978	15 554 497
41044100005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Danané	7 771 138	7 607 125	7 849 102
41044100006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Montagnes (Man)	10 455 254	10 234 591	10 560 145
42043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Guiglo	11 500 000	11 257 286	11 615 372
42044100002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Guiglo	8 322 172	8 146 528	8 405 665
43043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Duekoue	15 098 348	14 779 691	15 249 820
43044100002 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon (Duekoué)	11 567 334	11 323 201	11 683 380
51043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Divo	15 650 000	15 319 701	15 807 005
51044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Bandaman (Divo)	9 347 692	9 150 405	9 441 473
55043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San Pedro	15 850 000	15 515 479	16 009 011
55044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	9 266 654	9 071 075	9 359 623
56043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Soubre	33 768 800	33 056 093	34 107 580
56044100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département Soubré	7 835 288	7 669 921	7 913 894
61043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Abengourou	50 500 000	49 434 174	51 006 635
61044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen Comoé (Abengourou)	10 868 234	10 638 856	10 977 269
62043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bondoukou	13 600 000	13 312 965	13 736 439
62044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Zanzan (Bondoukou)	9 979 012	9 768 400	10 079 125
71043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Aboisso	14 000 000	13 704 523	14 140 451
76043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Agboville	14 200 000	13 900 302	14 342 460
76044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	9 398 562	9 200 201	9 492 851
77044100003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé (Aboisso)	8 650 416	8 467 844	8 737 201
78043200091 Prendre en charge les salaires des contractuels	60 000 000	58 733 673	60 601 944
78044100081 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	35 325 892	34 580 325	35 680 293
78044100082 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78044100083 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	102 020 633	117 414 951	183 406 660
78044100100 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	10 612 869	10 388 881	10 719 341
78044100103 Prendre en charge les contrats d'experts extérieurs au ministère pour assister le Cabinet	116 403 116	133 967 667	209 262 637
78044100104 Réaliser la promotion, l'orientation, la réglementation, la coordination et le contrôle de la recherche, de l'extraction et de la production dans les secteurs des mines et de la géologie	10 055 055	9 842 839	10 155 931
78044100113 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences hors Côte d'Ivoire	116 664 337	116 664 337	116 664 337
78044100118 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière de coordination, de suivi des projets et de coopération internationale	11 669 900	11 423 601	11 786 978
78044100121 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de mine et géologie	233 000 000	228 082 431	235 337 549

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21106 Administration Générale	**7 776 627 770**	**8 464 943 189**	**8 990 849 921**
78044100122 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	184 777 521	195 235 929	206 286 283
78044100124 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences en Côte d'Ivoire	47 426 463	47 426 463	47 426 463
3 Transferts	***425 000 000***	***489 047 230***	***500 046 428***
78043200080 Réaliser le transfert pour la prise en charge du personnel technique du cabinet	175 000 000	201 372 389	205 901 470
78044100107 Réaliser le transfert pour la mise en œuvre des activités du CN-ITIE	250 000 000	287 674 841	294 144 958
2110602 Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère	**203 084 133**	**700 908 494**	**904 918 315**
2 Biens et services	***103 084 133***	***100 908 494***	***104 118 315***
78043200079 Animer les activités du Service Informatique	32 000 000	31 324 624	32 321 037
78044100084 Elaborer et vulgariser les documents de la chaîne PPPDSE	43 567 623	42 648 108	44 004 711
78044100101 Mettre en œuvre le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	27 516 510	26 935 762	27 792 567
4 Investissements	***100 000 000***	***600 000 000***	***800 800 000***
Trésor	*100 000 000*	*600 000 000*	*800 800 000*
78043200089 Projet d'Informatisation du Ministère des Mines et Energie	100 000 000	600 000 000	800 800 000
2110603 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**5 473 298 157**	**5 579 624 161**	**5 703 810 110**
1 Personnel	***5 175 673 794***	***5 288 281 289***	***5 403 199 861***
78043200071 Prendre en charge la prime du personnel	335 092 000	342 704 247	350 364 660
78043200084 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	4 712 081 794	4 815 278 261	4 920 734 771
78044100087 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel de la Direction de la Cartographie et de la prospection géologique	28 500 000	29 147 431	29 798 959
78044100123 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au Conseil National Initiative Transparence. Industrie. Extractive (CN-ITIE)	100 000 000	101 151 350	102 301 471
2 Biens et services	***297 624 363***	***291 342 872***	***300 610 249***
78043200070 Contrôler la mise en œuvre de la couverture médicale du personnel	18 000 000	17 620 101	18 180 583
78044100085 Gérer les ressources humaines du Ministère des Mines et de la Géologie	21 103 624	20 658 223	21 315 344
78044100105 Gérer la commande publique du ministère	15 020 739	14 703 720	15 171 433
78044100114 Elaborer et suivre l'exécution du budget du ministère	82 500 000	80 758 801	83 327 672
78044100115 Prendre en charge les dépenses liées à l'équipement du Ministère	161 000 000	157 602 027	162 615 217
2110604 Information et communication	**47 520 912**	**46 517 960**	**47 997 658**
2 Biens et services	***47 520 912***	***46 517 960***	***47 997 658***
78044100088 Mettre en place un système intégré de gestion des données	9 165 045	8 971 612	9 256 990
78044100089 Produire et diffuser un magazine trimestriel d'information	38 355 867	37 546 348	38 740 668

II.2.2 Programme 2 : Hydrocarbures

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures
	Action 2.2: Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
	Action 2.3: Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Hydrocarbures						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur des Hydrocarbures	Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'audits réalisées / Nombre d'audits prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'inspection réalisées / Nombre d'inspections prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des missions de contrôle (subvention butane, établissements pétroliers, stations-service)	100%	100%	100%	100%	(Nombre de missions de contrôle réalisées / Nombre de missions de contrôle prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'actualisations ou de prise des textes réglementaires	0	100%	100%	100%	Nombre de textes réglementaires actualisés ou pris / Nombre de textes réglementaires à actualiser ou à prendre X 100 Source : Rapport d'activités DGH
OS 2 : Accroitre la recherche et la production pétrolière	Proportion de blocs attribués	42,07%	70%	75%	80%	(Nombre de blocs attribués /Nombre total de blocs du bassin) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'évolution de la production de pétrole brut	-19,34%	9,86%	44,00%	2,66%	[Production (n)-Production (n-1)]/ Production (n-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'évolution de la production du gaz naturel	3,54%	3,80%	8,35%	9,36%	[Production (n)-Production (n-1)] / Production (n-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
OS 3 : Assurer durablement la disponibilité des produits pétroliers	Proportion de Stations-service fonctionnelles	100%	100%	100%	100%	Nombre de stations-service fonctionnelles / Nombre total de stations-service Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de sous-préfecture abritant au moins une station-service fonctionnelle	100%	100%	100%	100%	(Nombre des sous-préfectures abritant au moins une station-service fonctionnelle/nombre des sous –préfectures du pays) X 100 Source : Rapport d'activités DGH

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : HYDROCABURES	**295 000 000**	**335 694 983**	**95 953 077**
Personnel	0	0	0
Biens et services	95 000 000	92 994 983	95 953 077
Transferts	0	0	0
Investissements	200 000 000	242 700 000	0
Trésor	*200 000 000*	*242 700 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22036 Hydrocarbures	**295 000 000**	**335 694 983**	**95 953 077**
2203601 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures	**264 200 000**	**305 545 030**	**64 844 080**
2 Biens et services	***64 200 000***	***62 845 030***	***64 844 080***
78043200081 Contrôler la qualité des hydrocarbures	7 000 000	6 852 262	7 070 227
78043200085 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Hydrocarbures	18 200 000	17 815 879	18 382 592
78043200092 Élaborer et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière d'hydrocarbures	14 500 000	14 193 972	14 645 469
78043200093 Suivre et contrôler les champs pétroliers	8 500 000	8 320 604	8 585 275
78043200094 Elaborer, éditer et diffuser l'annuaire statistique des Hydrocarbures	6 000 000	5 873 367	6 060 194
78043200102 Réaliser le Suivi Economique et des Statistiques des Hydrocarbures	10 000 000	9 788 946	10 100 323
4 Investissements	***200 000 000***	***242 700 000***	***0***
Trésor	200 000 000	242 700 000	0
78043200086 Equipement Laboratoire d'analyse des produits pétroliers	200 000 000	242 700 000	0
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	**16 800 000**	**16 445 429**	**16 968 544**
2 Biens et services	***16 800 000***	***16 445 429***	***16 968 544***
78043200082 Suivre l'approvisionnement, le raffinage et la distribution des produits pétroliers	16 800 000	16 445 429	16 968 544
2203603 Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier	**14 000 000**	**13 704 524**	**14 140 453**
2 Biens et services	***14 000 000***	***13 704 524***	***14 140 453***
78043200100 Suivre l'exploration et la production des Hydrocarbures	14 000 000	13 704 524	14 140 453

II.2.3 Programme 3 : Energie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Energie	Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
	Action 3.2: Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique
	Action 3.3: Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
	Action 3.4: Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Energie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie	Nombre de textes légaux et réglementaires soumis	13	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport DGE
OS 2 : Assurer la disponibilité de l'énergie	Taux de pertes d'énergie	17,46%	15,00%	15,00%	15,00%	(1-consommation totale/Energie injectée) X 100) (source : rapport CI-ENERGIES)
	Temps moyen de coupure (heures)	16h 22 min	10h 00 mn	08h 00 mn	06h 00 mn	Somme des temps de coupures / 12 (source : rapport DGE)
	Puissance de production installée (MW)	2229	2800	3172	3714	somme des puissances des unités de production d'énergie électrique (source : rapport DGE)
OS3 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux d'accès à l'électricité	98%	100%	100%	100%	(Nombre de personnes vivant dans les localités électrifiées/ population totale) X 100 (source : rapport DGE)
	Taux de couverture des localités	80%	90%	95%	98%	(Nombre de localités électrifiées/Nombre total de localités) x 100 (source : rapport DGE)
	Taux d'électrification des ménages	55%	70%	75%	80%	Nombre de ménages abonnés /nombre total de ménages (source : rapport DGE)

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : ENERGIE	**161 981 099 723**	**155 077 594 766**	**166 842 277 508**
Personnel	0	0	0
Biens et services	288 483 331	282 394 766	291 377 508
Transferts	13 839 100 000	13 839 100 000	13 839 100 000
Investissements	147 853 516 392	140 956 100 000	152 711 800 000
Trésor	16 548 520 470	15 651 200 000	4 913 500 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	131 304 995 922	125 304 900 000	147 798 300 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22037 Energie	**161 981 099 723**	**155 077 594 766**	**166 842 277 508**
2203701 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie	**14 003 483 331**	**14 000 013 948**	**14 005 132 489**
2 Biens et services	***164 383 331***	***160 913 948***	***166 032 489***
78043200098 Développer les énergies renouvelables	36 583 331	35 811 223	36 950 349
78043500039 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du Programme Energie	25 300 000	24 766 034	25 553 819
78043500049 Contrôler et suivre la Réglementation en matière d'Energie	100 000 000	97 889 455	101 003 240
78043500050 Elaborer, éditer et diffuser les statistiques du secteur de l'énergie	2 500 000	2 447 236	2 525 081
3 Transferts	***13 839 100 000***	***13 839 100 000***	***13 839 100 000***
78043200106 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	69 100 000	69 100 000	69 100 000
78043500058 Réaliser le transfert de la subvention d'équilibre au secteur électricité	13 770 000 000	13 770 000 000	13 770 000 000
2203702 Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique	**114 878 736 044**	**114 638 100 000**	**136 798 300 000**
4 Investissements	***114 878 736 044***	***114 638 100 000***	***136 798 300 000***
Financement extérieur	*108 367 936 044*	*106 980 000 000*	*136 798 300 000*
78043500042 Aménagement Hydroélectrique de Gribopopoli (Projet)	50 969 817 296	96 980 000 000	136 798 300 000
78043500041 Projet de transport et d'accès à l'électricité	47 897 917 748	10 000 000 000	0
78043500040 Projet Développement et Réhabilitation réseau électrique en C.I	9 500 201 000	0	0
Trésor	*6 510 800 000*	*7 658 100 000*	*0*
78043500056 Projet de Renforcement du Réseau de Transport et Distribution (PRETD)	2 300 000 000	2 508 100 000	0
78043500041 Projet de transport et d'accès à l'électricité	4 800 000	0	0
78043500040 Projet Développement et Réhabilitation réseau électrique en C.I	4 206 000 000	5 150 000 000	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22037 Energie	**161 981 099 723**	**155 077 594 766**	**166 842 277 508**
2203703 Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie	**10 862 759 878**	**8 353 237 498**	**521 775 473**
2 Biens et services	***107 200 000***	***104 937 498***	***108 275 473***
78043500043 Réaliser les économies d'énergie dans les bâtiments administratifs	60 000 000	58 733 674	60 601 944
78043500051 Réaliser la maîtrise de l'énergie	47 200 000	46 203 824	47 673 529
4 Investissements	***10 755 559 878***	***8 248 300 000***	***413 500 000***
Financement extérieur	*8 937 059 878*	*5 848 400 000*	*0*
26043500001 Projet de construction de la centrale solaire de Boundiali	8 937 059 878	5 848 400 000	0
Trésor	*1 818 500 000*	*2 399 900 000*	*413 500 000*
78043500057 Fonds National de Maitrise de l'Energie (FONAME)	150 000 000	600 000 000	413 500 000
26043500001 Projet de construction de la centrale solaire de Boundiali	1 668 500 000	1 799 900 000	0
2203704 Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques	**22 236 120 470**	**18 086 243 320**	**15 517 069 546**
2 Biens et services	***16 900 000***	***16 543 320***	***17 069 546***
78043500059 Réaliser l'électrification rurale	16 900 000	16 543 320	17 069 546
4 Investissements	***22 219 220 470***	***18 069 700 000***	***15 500 000 000***
Financement extérieur	*14 000 000 000*	*12 476 500 000*	*11 000 000 000*
78043500052 Projet d'accès à l'électricité	14 000 000 000	12 476 500 000	11 000 000 000
Trésor	*8 219 220 470*	*5 593 200 000*	*4 500 000 000*
90043500001 Programme National d'Extension de Réseaux Electriques (PRONEX)	1 395 579 530	0	0
78043500047 Programme d'Electrification Pour Tous (PEPT)	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
78043500045 Programmme National d'Electrification Rurale(PRONER) / Projet	1 373 640 940	1 093 200 000	0
78043500044 Projet ENERGOS 1	950 000 000	0	0

II.2.4. Programme 4 : Développement des mines et de la géologie

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Développement des mines et de la géologie	Action 4.1: Contrôle et suivi de loeapplication de la législation
	Action 4.2: Gestion des informations géologiques et minières
	Action 4.3: Assainissement de l'exploitation minière

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Développement des mines et de la géologie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique, et institutionnel du secteur minier	Taux de textes juridiques soumis (lois, décrets, arrêtés)	37,5%	100%	100%	100%	(Nombre textes soumis / nombre de textes prévus) X100 (Source : Rapport DGMG)
	Pourcentage des exigences ITIE satisfaites	100%	100%	100%	100%	100*(Nombre d'Exigences ITIE satisfaites / sur nombre total des exigences)
OS 2 : Renforcer le contrôle et le suivi de l'activité minière	Proportion des exigences du Processus de Kimberley satisfaites	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'exigences satisfaites /Nombre total d'exigences) X100 Source : Rapport SPRPK
	Pourcentage de titres et autorisations miniers contrôlés (PR, PE, AEA, AESI)	82,09%	88%	91%	95%	(Nombre de titres et autorisations miniers contrôlés / nombre de titres et autorisations miniers en cours de validité miniers) X100 (Source : Rapport DGMG)
OS 3 : Développer l'exploitation minière et minéralière dans un environnement propice à son essor	Taux de couverture en cartes géologiques du territoire national à l'échelle 1/200000	79%	84,85%	100%	100%	(Nombre de degré carrés couverts / nombre de degrés carrés existants) X100 (Source : Rapport DGMG)
	Taux de réalisation des cartes des blocs CVS	14%	19,44%	22,22%	25%	(Nombre de cartes CVS réalisés / nombre de carte CVS à réaliser) X100 (Source : Rapport DGMG)
	Nombre de permis de Recherche délivrés	22	20	18	17	Dénombrement (Source : Rapport DGMG)
	Nombre de sites d'orpaillage illicites démantelés	202	250	200	150	Dénombrement (Source : Rapport BRICM)

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : DÉVELOPPEMENT DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE	**986 770 504**	**2 664 315 931**	**1 961 116 921**
Personnel	0	0	0
Biens et services	144 870 504	141 812 946	146 323 906
Transferts	0	0	0
Investissements	841 900 000	2 522 502 985	1 814 793 015
Trésor	*841 900 000*	*2 522 502 985*	*1 814 793 015*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22107 Développement des mines et de la géologie	**986 770 504**	**2 664 315 931**	**1 961 116 921**
2210701 Contrôle et suivi de l'application de la législation	**77 761 103**	**76 119 919**	**78 541 233**
2 Biens et services	***77 761 103***	***76 119 919***	***78 541 233***
78044100090 Suivre le processus de Kimberley	41 199 999	40 330 456	41 613 334
78044100092 Mettre en œuvre un système d'information géoscientifique (SIG)	25 756 887	25 213 275	26 015 289
78044100093 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à la gestion des titres miniers	10 804 217	10 576 188	10 912 610
2210702 Gestion des informations géologiques et minières	**554 166 421**	**2 136 723 216**	**1 869 502 859**
2 Biens et services	***54 166 421***	***53 023 216***	***54 709 844***
78044100095 Réaliser des analyses et études minéralogiques, pétrographiques et métallographiques	10 821 180	10 592 795	10 929 744
78044100096 Gérer et actualiser le cadastre minier	10 982 642	10 750 847	11 092 825
78044100109 Contrôler l'application de la législation et de réglementation relatives aux équipements sous pressions, aux métaux et pierres précieux	10 821 180	10 592 795	10 929 744
78044100110 Assurer la gestion et la valorisation des informations géoscientifiques et géophysiques	10 821 180	10 592 795	10 929 744
78044100117 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières	10 720 239	10 493 984	10 827 787
4 Investissements	***500 000 000***	***2 083 700 000***	***1 814 793 015***
Trésor	*500 000 000*	*2 083 700 000*	*1 814 793 015*
78044100111 Construction de l'Infrastructure Géologique et du Système et Système d'Information Géophysique	0	1 052 000 000	850 000 000
78044100097 Construction du Laboratoire d'Analyse Géologique	500 000 000	1 031 700 000	964 793 015
2210703 Assainissement de l'exploitation minière	**354 842 980**	**451 472 796**	**13 072 829**
2 Biens et services	***12 942 980***	***12 669 811***	***13 072 829***
78044100098 Réprimer les infractions au code minier	12 942 980	12 669 811	13 072 829
4 Investissements	***341 900 000***	***438 802 985***	***0***
Trésor	*341 900 000*	*438 802 985*	*0*
78044100112 Poursuivre les opérations de déguerpissement des orpailleurs clandestins	200 013 681	438 802 985	0
78044100099 Encadrer les artisans miniers	141 886 319	0	0

II.2.4. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Action
Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 5.1: Gestion des Comptes spéciaux du trésor

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 5 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**118 336 000 000**	**130 256 000 000**	**148 918 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	118 336 000 000	130 256 000 000	148 918 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	**118 336 000 000**	**130 256 000 000**	**148 918 000 000**
2320301 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	**118 336 000 000**	**130 256 000 000**	**148 918 000 000**
3 Transferts	***118 336 000 000***	***130 256 000 000***	***148 918 000 000***
78043200099 Transférer la TSU-SIR à la Société Ivoirienne de Raffinage	84 518 000 000	92 400 000 000	101 100 000 000
78043500048 Transférer la TVA affectée au secteur électricité	33 818 000 000	37 856 000 000	47 818 000 000

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de Tourisme

- la faiblesse des ressources humaines ;
- l'instabilité et l'imprévisibilité institutionnelle ;
- la précarité des emplois dans le secteur ;
- l'insuffisance d'études et de données statistiques relatives au secteur ;
- le faible niveau d'encadrement des opérateurs du secteur ;
- l'absence de mesures incitatives favorisant les investissements privés nationaux et étrangers ;
- l'absence d'un mécanisme de coordination des investissements touchant le secteur touristique ;
- l'inexistence d'une stratégie de suivi-évaluation des projets d'investissement dans le secteur.

En matière d'offre de services du tourisme

- les difficultés d'accès à certains sites touristiques ;
- le faible niveau d'aménagement des sites ;
- l'absence de réceptifs à proximité de certains sites touristiques ;
- la faible qualité des prestations des opérateurs ;
- la faible organisation et structuration des professionnels du secteur ;
- l'insuffisance organisationnelle des populations des différentes localités pour prendre efficacement le relais de l'action de l'administration publique ;
- la faible durée moyenne de séjour des touristes en Côte d'Ivoire ;
- la non sécurisation des réserves foncières d'utilité touristique ;
- l'insuffisance en qualité et en quantité de l'offre d'hébergement ;
- la menace terroriste.

En matière de Promotion du tourisme

- la faible visibilité des produits touristiques sur les marchés des pays émetteurs de touristes liée à l'insuffisance de la digitalisation de l'offre ;
- l'absence d'une culture de la pratique du tourisme par les nationaux ;
- l'insuffisance de la politique de promotion du tourisme interne ;
- l'insuffisance de stratégie de communication et marketing touristique ;
- l'absence de la destination Côte d'Ivoire des Agenda des Tours Operators, prescripteurs de destinations et autres agences de voyages.

En matière de Loisirs

- l'absence d'un cadre légal et règlementaire propre aux loisirs ;
- l'instabilité institutionnelle et conflits de compétences ;
- l'insuffisance de politique de programmation et de maintenance des infrastructures et autres sites ;
- le désintérêt des élus locaux ;
- l'inexistence de mesures incitatives à l'investissement propre aux loisirs ;
- l'inexistence d'infrastructures publiques propres à la pratique des loisirs ;

- le faible niveau de coopération entre le public et le privé ;
- l'insuffisance d'espaces privés aménagés pour la pratique des loisirs ;
- la dégradation et la vétusté des infrastructures utilisées à des fins de loisirs ;
- l'insuffisance d'appréciation par les populations des valeurs des loisirs ;
- l'insuffisance des moyens matériels et financiers ;
- l'insuffisance de la promotion de la pratique des activités de loisirs en milieu rural ;
- l'absence d'un profil type pour les animateurs des loisirs en Côte d'Ivoire ;
- l'insalubrité et insécurité sur les sites destinés aux loisirs ;
- la difficile accessibilité aux infrastructures modernes par certaines couches sociales, en raison des coûts élevés des prestations et de l'éloignement de leur emplacement.

I.1.2 Réponses apportées

En matière d'offre de services de tourisme

- Réhabilitation de six (6) hôtels haut de gamme répondant aux normes internationales ;
- l'organisation et le renforcement du secteur avec la Loi n°2014-139 du 24 mars 2014 portant Code du Tourisme ;
- l'assainissement de l'environnement fiscal et financier des entreprises touristiques par des mesures d'allègement fiscales et parafiscales notamment, l'ordonnance N° 2018 portant code des investissements en Côte d'Ivoire ;
- l'adoption en Conseil des Ministres du :
  - décret n° 2013-841 du 11 décembre 2013 portant institution et perception de frais sur les actes et services liés aux activités du tourisme ;
  - document de Politique Générale du Tourisme ;
  - décret n°2014-08 du 8 janvier 2014 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial dénommé Côte d'Ivoire Tourisme.
  - décret n° 2014-524 du 15 septembre 2014 portant Organisation du Ministère du Tourisme ;
- la construction de nouveaux réceptifs hôteliers de haut standing ;
- les facilités accordées pour l'ouverture de nouveaux réceptifs hôteliers (SEEN+ HOTEL ABIDJAN;AZALAI HOTEL, RADISON BLU, ONOMO, PALM CLUB, NOOM HOTEL)
- la restauration de l'image de la destination Côte d'Ivoire par la participation aux foires et salons touristiques internationaux et l'organisation du Salon International du Tourisme d'Abidjan (SITA) ;
- l'appui technique et financier à l'organisation de manifestations culturelles à caractère touristique ;
- la mise en place d'une nouvelle stratégie de développement du secteur dénommée « Sublime Côte d'Ivoire » est axée sur 4 piliers de croissance, 9 réformes phares et 9 projets structurants qui viennent renforcer et réorienter les axes et les actions devant propulser définitivement le développement du tourisme ivoirien.

En matière de Loisirs

- l'élaboration d'une Politique Nationale des Loisirs (PNL) en cours d'adoption ;
- l'appui matériel au fonctionnement de certains centres de loisirs ;
- le renforcement des capacités des responsables des services socioculturels des mairies, des promoteurs privés de centres de loisirs, des responsables d'associations de personnes âgées ;
- la réalisation d'études monographiques sur les loisirs (jeux traditionnels y compris) ;
- l'organisation des centres aérés d'Etat ;
- l'organisation des sorties-détente ou journées de loisirs pour les personnes âgées, les femmes vivant en milieu rural, les jeunes.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Tourisme

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Aérien Ciblé pour le Tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès aux soins sur les zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de sécurisation des zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'infrastructures touristiques prioritaires ;

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès au foncier pour les zones phares touristiques ;
- la refonte du dispositif de promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une filière nationale de formation touristique de haut niveau ;
- la remise à niveau des compétences du Ministère ;
- l'actualisation du cadre institutionnel et modernisation de l'administration du secteur du tourisme ;
- le renforcement des capacités de gestion du tourisme ;
- la promotion de l'investissement privé en milieu touristique ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- le positionnement de la destination Côte d'Ivoire sur les marchés émetteurs.

En matière de Loisirs

- le financement des loisirs ;
- l'adoption de la politique nationale des loisirs ;
- la construction d'infrastructures sportives de proximité à vocation des loisirs, pour favoriser la pratique du sport de masse, du sport pour tous et des loisirs ;
- la construction de 15 centres intégrés de loisirs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le positionnement de la Côte d'Ivoire en tant que co-leaders africains du tourisme d'affaires ;
- le développement du tourisme de divertissement domestique de la sous-région ;
- la captation d'un tourisme international avide de dépaysement authentique ;
- le développement de l'entrepreneuriat touristique social et territorial ivoirien.

I.2.2. Résultats stratégiques

- une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place ;
- l'environnement et l'offre de services de tourisme sont améliorés
- la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire sont améliorées;
- les pratiques de loisirs sont promues.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 25, le Ministre du Tourisme et des Loisirs est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion du Tourisme et des Loisirs.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Tourisme

- développement et promotion des produits, services et activités touristiques ;
- réglementation et contrôle des équipements et des établissements touristiques et hôteliers ;
- promotion de labels « Côte d'Ivoire » en matière de tourisme ;
- promotion de la qualité dans les établissements touristiques et hôteliers ;
- participation à l'aménagement et à l'exploitation à des fins touristiques des parcs nationaux, des réserves, des jardins botaniques, et autres aires protégées ainsi que du littoral des berges lagunaires et lacustre, en liaison avec les Ministres concernés ;
- protection, aménagement et gestion des zones de développement et d'expansion touristiques en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement des centres, zones et circuits touristiques ;

- réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- recensement, aménagement et exploitation des sites et monuments d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- promotion et formation des personnels des métiers du tourisme et de l'hôtellerie ;
- évaluation de l'activité touristique et de l'impact du Tourisme sur l'économie ;
- promotion du tourisme aux plans national, régional et international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- développement de la coopération et promotion des investissements touristiques ;
- gestion et développement du patrimoine touristique ;
- promotion des manifestations traditionnelles d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et de la Communication ;
- définition d'un cadre incitatif pour le développement touristique.

En matière de Loisirs

- élaboration du cadre juridique et institutionnel du développement des loisirs ;
- sensibilisation de la population à la pratique des loisirs ;
- mise en œuvre d'un plaidoyer et promotion des loisirs auprès des populations, des entreprises, des groupements sociaux et des structures administratives et politiques ;
- promotion et valorisation des jeux traditionnels et des danses en tant que loisirs, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Offre de services du tourisme
- Programme 3 : Promotion du tourisme
- Programme 4 : Loisirs
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: AdministrationGénérale	Cabinet, IG, DCDA, DAJ DPAP, DAF, DRH, DCP DR (12) DD (20)	CNT	-Création d'un compte satellite duTourisme -Création du centre d'Application auxmétiers du tourisme et de l'Hôtellerie de Daoukro -Création de l'Institut Supérieur de Tourisme et d'Hôtellerie de Yamoussoukro	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN,SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Offre de services dutourisme	DAT, DGU, DST	SPDC, SODERTOUR-LACS, FDT	- Réhabilitation des 7 principaux sites touristiques de la Région du Poro - Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des Régions du Haut Sassandra, de la Marahoué, du Tchologo, du Worodougou et du Bélier - Aménagement et valorisation du site du pont de lianes de Lieupleu dans la Région du Tonkpi - Réhabilitation Hôtel des parlementaires - Réhabilitation Hôtel Président - Construction du Relais Paillotes de Jacqueville - Projet Belles plages pour tous - Projet Circuit Eco touristique de la Route des Eléphants - Projet Circuit Eco touristique de la Route des Rois - Mise en place d'un Système d'Informatique Digitalisé et Fonctionnel	
Programme 3: Promotion du tourisme	BTE (11)	CIT		
Programme 4: Loisirs	DL			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : Une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place	IP 1.1. Taux de satisfaction des usagers des services du ministère	Nombre des usagers des services du ministère satisfaits / Nombre total des usagers des services du ministère interrogés Source : Rapports d'enquête satisfaction DGU
		IP 1.2. Proportion de textes de réforme de la Stratégie Sublime Côte d'Ivoire mis en œuvre	Nombre de textes de réforme de la Stratégie Sublime Côte d'Ivoire exécutés / Nombre de textes de reformes de la Stratégie Sublime Côte d'Ivoire prévus être mis en œuvre, fixé a sept (7) sur trois ans Source : DAJ

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Améliorer l'environnement et l'offre de services de tourisme	RS 2 : L'environnement et l'offre de services de tourisme sont améliorés	IP 2.1. Contribution du tourisme au PIB	Valeur Ajoutée Brute Directe du Tourisme / Total des VABD de la production économique nationale Source : Rapport d'activités DPAP
		IP 2.2. Taux de croissance du nombre des établissements d'hébergement	(Nombre d'établissements en année (N + 1) – Nombre d'établissements en année N) / Nombre d'établissements en année N Source : Statistiques DPAP
OG 3 : Améliorer la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire	RS 3 : la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire sont améliorées	IP 3.1. Taux de croissance des flux du tourisme international récepteur	(Nombre de touristes en année (N + 1) – nombre de tourisme en année N) / Nombre de touristes en année N Source : Statistiques (DPAP)
		IP 3.2. Taux de croissance des recettes du tourisme international récepteur	(Recettes année (N + 1) – Recettes année N) / Recettes année N Source : Statistiques du tourisme (DPAP)
OG 4 : Promouvoir les pratiques de loisirs	RS 4 : Les pratiques de loisirs sont promues	IP 4.1. Taux de satisfaction des participants aux activités de loisirs organisées	Nombre de participants aux activités de loisirs organisées satisfaits / nombre total des participants aux activités de loisirs Source : DL

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**12 987 454 346**	**13 547 369 654**	**14 429 071 504**
1.1 Ressources Intérieures	**12 987 454 346**	**13 547 369 654**	**14 429 071 504**
1.1.1 Budget Etat	12 987 454 346	13 547 369 654	14 429 071 504
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**12 987 454 346**	**13 547 369 654**	**14 429 071 504**
2.1 Personnel	**1 886 060 599**	**2 009 833 988**	**2 144 127 670**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 886 060 599	2 009 833 988	2 144 127 670
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 022 536 167**	**3 028 745 287**	**3 322 295 514**
2.3 Transferts	**6 780 857 580**	**7 344 390 379**	**7 834 648 320**
2.4 Investissement	**1 298 000 000**	**1 164 400 000**	**1 128 000 000**
Trésor	*1 298 000 000*	*1 164 400 000*	*1 128 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et le cadre institutionnel du secteur du Tourisme	Proportion cumulée de textes législatifs et réglementaires soumis	0	4 / 7	6/ 7	7 / 7	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis / Nombre de textes législatifs et réglementaires prévus Source : Rapport d'activités DAJ
	Taux de réalisation des activités planifiées	90%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : DPAP
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	87,92 %	100%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) x100 Source : SIGOBE
	Pourcentage d'agents bénéficiant d'au moins une formation par an	62,46%	65%	67%	70%	(Nombre d'agents ayant bénéficié d'au moins une formation par an / Nombre total d'agents) x 100 Source : Rapport d'activités DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**4 332 493 296**	**4 259 777 896**	**4 674 940 543**
Personnel	1 301 188 408	1 418 227 872	1 545 794 816
Biens et services	2 831 304 888	2 841 550 024	3 129 145 727
Transferts	0	0	0
Investissements	200 000 000	0	0
Trésor	*200 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21108 Administration Générale	**4 332 493 296**	**4 259 777 896**	**4 674 940 543**
2110801 Coordination et animation	**1 572 967 897**	**1 353 474 669**	**1 399 724 525**
2 Biens et services	***1 372 967 897***	***1 353 474 669***	***1 399 724 525***
11047300011 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	24 580 000	24 061 229	24 826 596
14047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dimbokro)	27 829 815	27 242 453	28 109 014
15047300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Daoukro)	9 029 238	8 838 672	9 119 822
17047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Bouaké)	24 392 907	23 878 086	24 637 626
18047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	18 740 020	18 344 503	18 928 028
22047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Touba)	15 715 203	15 383 527	15 872 863
23047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Odienné)	20 000 691	19 578 569	20 201 344
24047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (ferkessédougou)	10 025 258	9 813 670	10 125 837
25047300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Korhogo)	40 196 861	39 348 490	40 600 133
26047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	36 335 441	35 568 564	36 699 974
28047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouna)	20 918 597	20 477 101	21 128 460
31047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Daloa)	20 637 577	20 202 012	20 844 621
32047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Gagnoa)	16 805 768	16 451 074	16 974 369
35047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouaflé)	13 930 104	13 636 101	14 069 855
36047300002 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Seguela)	17 678 168	17 305 064	17 855 522
37047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Mankono)	10 979 098	10 747 380	11 089 245
41047300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Danané)	12 620 208	12 353 853	12 746 818
41047300011 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Man)	22 038 752	21 573 617	22 259 855
42047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Guiglo)	11 384 369	11 144 097	11 498 580
51047300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Divo)	8 420 000	8 242 293	8 504 472
55047300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (San-Pedro)	33 663 625	32 953 141	34 001 350
56047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubre)	14 100 000	13 802 412	14 241 454
57047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Sassandra)	13 042 868	12 767 592	13 173 718
61047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abengourou)	29 103 789	28 489 541	29 395 770
62047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Boundoukou)	18 498 268	18 107 852	18 683 850
71047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Grand Bassam)	22 641 866	22 163 998	22 869 018
76047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Agboville)	10 104 238	9 890 983	10 205 607
77047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Adzope)	23 973 250	23 467 285	24 213 759

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21108 Administration Générale	**4 332 493 296**	**4 259 777 896**	**4 674 940 543**
78047300088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Sud)	9 500 000	9 299 499	9 595 308
78047300097 Coordonner les activités du ministère	123 596 857	120 988 291	124 836 831
78047300098 Élaborer les textes de lois et réglementaire du secteur	20 800 000	20 361 008	21 008 674
78047300099 Renforcer les capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération	35 500 000	34 750 757	35 856 148
78047300111 Gérer les activitées d'abonnement du ministère	122 048 895	128 956 862	136 255 821
78047300115 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Nord)	9 124 568	8 931 989	9 216 108
78047300127 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (District d'Abidjan)	31 242 207	30 582 826	31 555 642
78047300131 Inspecter les services du ministère	30 515 140	29 871 105	30 821 281
78047300135 Organiser des concertations sur les orientations et la stratégie pour le développement du tourisme (CNT)	423 000 000	414 072 395	427 243 704
79047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dabou)	20 254 251	19 826 778	20 457 448
4 Investissements	***200 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*200 000 000*	*0*	*0*
90047300001 Mettre en place un système d'information touristique digitalisé	100 000 000	0	0
78047300089 Création d'un compte satellite	100 000 000	0	0
2110802 Information et communication	**177 091 341**	**173 353 749**	**178 867 992**
2 Biens et services	***177 091 341***	***173 353 749***	***178 867 992***
78047300090 Organiser la communication des activités du Ministère	177 091 341	173 353 749	178 867 992
2110803 Planification, programmation et suivi évaluation	**33 511 287**	**32 804 017**	**33 847 485**
2 Biens et services	***33 511 287***	***32 804 017***	***33 847 485***
78047300120 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	33 511 287	32 804 017	33 847 485
2110804 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**2 548 922 771**	**2 700 145 461**	**3 062 500 541**
1 Personnel	***1 301 188 408***	***1 418 227 872***	***1 545 794 816***
78047300091 Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	1 301 188 408	1 418 227 872	1 545 794 816
2 Biens et services	***1 247 734 363***	***1 281 917 589***	***1 516 705 725***
78047300092 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	15 000 000	14 683 418	15 150 486
78047300094 Prendre en charge les frais de déplacement des agents du bureaux du tourisme à l'étranger	21 450 289	20 997 571	21 665 487
78047300095 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	328 040 000	377 539 322	589 730 910
78047300096 Gérer les ressources humaines du ministère	34 938 028	34 200 647	35 288 539
78047300108 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	69 985 808	68 508 726	70 687 933
78047300109 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78047300110 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21108 Administration Générale	**4 332 493 296**	**4 259 777 896**	**4 674 940 543**
78047300112 Élaborer et exécuter le budget du ministère	72 080 968	70 559 669	72 804 113
78047300122 Gérer la commande publique du ministère	13 379 552	13 097 173	13 513 781
78047300123 Prendre en charge des loyers et charges locatives des locaux du ministère	320 544 726	313 779 487	323 760 558
78047300132 Prendre en charge la location de main d'œuvre occasionnelle	123 814 992	121 201 822	125 057 153
78047300133 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78047300134 Prendre en charge des frais de gardiennage des locaux du ministère	29 500 000	28 877 389	29 795 956
78086000008 Gérer le patrimoine du Ministère	25 000 000	24 472 365	25 250 809

II.2.2. Programme 2 : Offre de services du tourisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Offre de services du tourisme	Action 2.1: Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
	Action 2.2: Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur
	Action 2.3: Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Offre de services du tourisme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 **:** Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux d'établissements mis en conformité	20%	25%	35%	50%	(Nombre d'établissements mis en conformité / nombre total d'établissements répertoriés)X 100 Source : Rapport d'activités DAT
	Taux de croissance des actes délivrés	9%	12%	15%	20%	(Nombre d'actes en année (N+1) – Nombre d'actes en année N) / Nombre d'actes enannée N) x 100 Source : Rapport d'activités DGU
OS 2 **:** Améliorer l'offre de services	Taux d'Occupation des chambres (TO)	36.3 %	60%	63%	65%	(Nombre total de chambres vendues / Nombre total de chambres disponibles) x100 Source : Rapport d'activités DAT / DPAP
	Durée Moyenne de Séjour (DMS)	2 jours	4 jours	4 jours	4 jours	Moyenne pondérée du séjour des clients dans les hôtelsSource : Rapport d'activités DAT / DPAP
	Taux de croissance des nuitées vendues	22%	23%	24%	25%	(Nombre de nuitées vendues en année (N+1) – Nombre de nuitées en année N) / Nombrede nuitées en année N x 100 Source : Rapport d'activités DAT

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : OFFRE DE SERVICES DU TOURISME	**1 453 786 432**	**1 561 900 368**	**1 535 072 522**
Personnel	0	0	0
Biens et services	69 281 279	67 819 071	69 976 338
Transferts	286 505 153	329 681 297	337 096 184
Investissements	1 098 000 000	1 164 400 000	1 128 000 000
Trésor	*1 098 000 000*	*1 164 400 000*	*1 128 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22109 Offre de services du tourisme	**1 453 786 432**	**1 561 900 368**	**1 535 072 522**
2210901 Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur	**269 281 279**	**297 958 943**	**305 292 304**
2 Biens et services	***69 281 279***	***67 819 071***	***69 976 338***
78047300101 Organiser des opérations de contrôle et de mise en conformité des établissements de tourisme et de loisirs	24 078 865	23 570 671	24 320 434
78047300118 Rendre opérationnel la police touristique en vue de la sécurisation des sites et établissements de tourisme et des loisirs	20 500 000	20 067 340	20 705 665
78047300126 Assister les opérateurs du secteur dans leurs différentes démarches administratives	24 702 414	24 181 060	24 950 239
3 Transferts	***200 000 000***	***230 139 872***	***235 315 966***
11047300012 Transferer la subvention pour la gestion du patrimoine hotelier de l'Etat et l'amenagement de nouveaux sites touristiques dans la région des lacs	100 000 000	115 069 936	117 657 983
78047300129 Transférer la subvention pour la gestion du patrimoine hôtelier de l'Etat et l'aménagement de nouveaux sites dans le district d'Abidjan, à Daoukro et à Katiola	100 000 000	115 069 936	117 657 983
2210902 Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur	**86 505 153**	**99 541 425**	**101 780 218**
3 Transferts	***86 505 153***	***99 541 425***	***101 780 218***
78047300102 Transférer la subvention au FDT pour faciliter l'accès au financement des opérateurs	86 505 153	99 541 425	101 780 218
2210903 Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur	**1 098 000 000**	**1 164 400 000**	**1 128 000 000**
4 Investissements	***1 098 000 000***	***1 164 400 000***	***1 128 000 000***
Trésor	*1 098 000 000*	*1 164 400 000*	*1 128 000 000*
78047300130 Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des régions du haut Sassandra, de la Marahoué, du Worodougou et du Bélier	112 000 000	214 000 000	200 000 000
78047300125 Construction d'un relais paillotes de Jacqueville	214 000 000	470 400 000	577 000 000
78047300103 Création du centre d'application des métiers du tourisme et de l'hôtellerie et de la restauration de Daoukro	121 000 000	0	0
41047300009 Aménagement et valorisation du site du pont de liane de Lieupleu	100 000 000	160 000 000	0
25047300004 Réhabilitation et aménagement des principaux sites touristiques de la région du Poro	151 000 000	320 000 000	351 000 000
11047300010 Réhabilitation de l'hôtel des parlementaires de Yamoussoukro	200 000 000	0	0
11047300009 Réhabilitation hôtel président Yamoussoukro	200 000 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Promotion du tourisme

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Promotion du tourisme	Action 3.1: Développement du tourisme récepteur et interne

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion du tourisme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Promouvoir le tourisme international récepteur et interne	Taux d'implémentation de l'offre touristique sur les plateformes numériques	15%	50%	70%	100%	(Nombre de réceptifs d'hébergement et attraits touristiques digitalisés / nombre total de réceptifs d'hébergement et attraits touristiques) x 100 Source : Rapport d'activités Côte d'Ivoire Tourisme / DAT
	Taux de croissance des flux du tourisme interne	5,32%	5,35%	5,7%	6%	((Nombre de touristes internes en année N – nombre de touristes internes en année N-1) / nombre de touristes internes en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPAP /Bulletin statistiques

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : PROMOTION DU TOURISME	**2 805 224 618**	**2 920 515 198**	**2 945 884 990**
Personnel	584 872 191	591 606 116	598 332 854
Biens et services	0	0	0
Transferts	2 220 352 427	2 328 909 082	2 347 552 136
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22110 Promotion du tourisme	**2 805 224 618**	**2 920 515 198**	**2 945 884 990**
2211001 Développement du tourisme récepteur et interne	**2 805 224 618**	**2 920 515 198**	**2 945 884 990**
1 Personnel	***584 872 191***	***591 606 116***	***598 332 854***
78047300106 Transférer les subventions équilibre personnel au CIT	584 872 191	591 606 116	598 332 854
3 Transferts	***2 220 352 427***	***2 328 909 082***	***2 347 552 136***
78047300104 Réaliser les activités de promotion de la destination Cote d'Ivoire et le tourisme interne	720 352 427	828 909 082	847 552 136
78047300113 Apporter un appui aux activités et manifestations socio-culturelles à caractère touristique	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

II.2.4. Programme 4 : Loisirs

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Loisirs	Action 4.1: Organisation des activités de loisir

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Loisirs						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS: Moderniser et vulgariser la pratique des loisirs pour les populations de tous âges	Proportion de régions couvertes par la campagne de promotion et de valorisation des jeux traditionnels	26%	52%	68%	84%	(Nombre de régions couvertes / nombre Total de Régions à couvrir, fixer à 12) x 100 Source : Rapport d'activités DL
	Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	10 %	10%	20%	20%	(Nombre de personnes pratiquant des activités de loisirs en année N - nombre de personnes pratiquant des activités de loisirs en année N-1 / nombre de personnes pratiquant des activités de loisirs en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DL

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : LOISIRS	**121 950 000**	**119 376 192**	**123 173 449**
Personnel	0	0	0
Biens et services	121 950 000	119 376 192	123 173 449
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22111 Loisirs	**121 950 000**	**119 376 192**	**123 173 449**
2211101 Organisation des activités de loisir	**121 950 000**	**119 376 192**	**123 173 449**
2 Biens et services	***121 950 000***	***119 376 192***	***123 173 449***
78086000005 Renforcer les capacités des acteurs du secteur	46 000 000	45 029 150	46 461 490
78086000006 Mettre en œuvre et suivre les activités des centres de loisirs	64 000 000	62 649 251	64 642 073
78086000007 Sensibiliser les populations à la pratique des activités de loisirs	11 950 000	11 697 791	12 069 886

II.2.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Action
Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 5.1: Gestion des comptes spéciaux du ministère

II.2.5.2. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 5 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**4 274 000 000**	**4 685 800 000**	**5 150 000 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	4 274 000 000	4 685 800 000	5 150 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23192 Comptes Spéciaux du Trésor	**4 274 000 000**	**4 685 800 000**	**5 150 000 000**
2319201 Gestion des comptes spéciaux du ministère	**4 274 000 000**	**4 685 800 000**	**5 150 000 000**
3 Transferts	4 274 000 000	4 685 800 000	5 150 000 000
78047300100 Transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique	1 500 000 000	1 624 800 000	1 773 000 000
78047300128 Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire Tourisme)	2 774 000 000	3 061 000 000	3 377 000 000

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- les difficultés d'accès à l'eau et aux intrants liées à la prédominance des systèmes de production traditionnelle ;
- les faibles capacités techniques et organisationnelles des acteurs des différentes filières ;
- l'insuffisance des équipements et infrastructures d'appui à la production ;
- la faible valorisation des résultats de la recherche-développement ;
- l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la dispersion des interventions ;
- l'absence d'un système opérationnel de collecte et de gestion des statistiques ;
- la faiblesse des capacités des organisations professionnelles ;
- l'insuffisance du renforcement des capacités des acteurs du secteur;
- la persistance du problème de sécurisation foncière nécessaire pour la réalisation d'investissements à moyen et long terme ;

Au niveau de la production animale

- la résurgence des maladies animales et la menace des épizooties ;
- les conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs ;
- la présence de glossines dans les principales zones d'élevage ;
- l'installation anarchique des élevages en zone urbaine et périurbaine ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les aménagements pastoraux, les marchés à bétail, les postes de contrôle sanitaire aux frontières et les abattoirs ;
- l'insuffisance de la production nationale et de l'approvisionnement des marchés ;
- la faible compétitivité des productions locales vis-à-vis des produits importés ;

Au niveau des pêches et de l'aquaculture

- la prolifération des pollutions aquatiques ;
- la concurrence avec d'autres spéculations dans l'occupation des bas-fonds (notamment la culture du riz de bas-fonds et les productions maraîchères) ;
- l'étroitesse du plateau continental ;
- la grande dispersion géographique des activités de pêches et d'aquaculture ;
- l'insuffisance de la surveillance des pêches liée à l'absence d'un système de suivi contrôle des pêcheries en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment, les ports de pêches, les débarcadères et les stations d'alevinage ;
- la vétusté de la flottille thonière de la Côte d'Ivoire ;
- le taux élevé des pertes post-captures dans la pêche artisanale ;
- la forte communauté d'étrangers professionnels de la pêche qui présente une forte mobilité géographique ainsi qu'un faible niveau d'intégration ;
- la pratique de la pêche illicite Non Déclarée et Non Règlementée (ou Pêche INN) ;
- la disponibilité limitée et le coût élevé des intrants de productions (aliments, alevins, etc.) pour l'aquaculture ;
- le faible niveau de transformation des produits de la pêche artisanale.

I.1.2 Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance

- la délivrance d'agréments d'exercer et des Autorisations Préalables d'Importation (API) de produits vétérinaires aux opérateurs du secteur ;
- le renforcement des capacités des agents à des thématiques liées à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), au nouveau cadre de gestion budgétaire et à l'inspection des établissements manipulant
- les Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- l'élaboration et l'adoption par le Gouvernement d'un Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA 2014-2020) ;
- la mise en place d'un comité sectoriel de Partenariat Public Privé (PPP).

Au niveau de la production animale

- l'adoption et la promulgation de la loi relative à la transhumance et aux déplacements du bétail;
- l'élaboration du Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture deuxième génération (PSRA 2021-2030) ;
- l'adoption du code de la santé publique vétérinaire en Conseil des Ministres ;
- la création et l'entretien de pâturages artificiels ;
- l'installation de promoteurs d'élevage de bovins (naisseurs et laitiers), d'ovins, de volailles (chair, pondeuses, et traditionnelles), de porcs, de lapins, d'abeilles, d'aulacodes, etc. ;
- le repeuplement des stations d'élevage et du ranch à partir d'acquisition de nouvelles matrices et des mises bas sur les stations ;
- le renforcement des capacités des acteurs du sous- secteur ;
- la collecte d'informations géo sanitaires sur la surveillance de la grippe aviaire et de leurs transferts dans la base de données WAHIS de l'OIE ;
- le renforcement de contrôle sanitaire aux frontières ;
- la sensibilisation des acteurs au concept de biosécurité dans les fermes et sur les marchés ;
- l'installation des Groupements de Défense Sanitaire (GDS) dans la filière porcine ;

Au niveau des pêches et de l'aquaculture

- l'adoption et la promulgation de la loi sur la pêche et l'aquaculture ;
- l'élaboration en cours du Code de la pêche et de l'aquaculture ;
- l'élaboration de plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries ;
- la création d'une zone franche pour les entreprises transformatrices des produits halieutiques ;
- le renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur ;
- la délivrance de licences de pêche ;
- la multiplication d'alevins de qualité importés du Brésil ;
- la surveillance des pêches avec le Centre de Surveillance des Pêches (CSP) ;
- l'appui à la structuration des pêcheurs et des aquaculteurs ;
- la construction de points de débarquement de la pêche artisanale ;
- la production et la diffusion d'alevins performants aux pisciculteurs ;
- l'installation de fours améliorés pour la transformation du poisson.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en matière de protéine animales et halieutiques;
- la professionnalisation et la structuration des acteurs du secteur;
- la création d'un cadre réglementaire et institutionnel adapté, en vue de renforcer l'environnement des affaires spécifiques au secteur ;
- la production de statistiques de qualité;
- l'amélioration de la sécurité sanitaire des denrées animales et d'origine animales par une amélioration des conditions de transformation, de conservation et de commercialisation des produits d'élevage;
- la modernisation des systèmes de production afin de promouvoir un secteur pourvoyeur d'emplois décents, stables et rémunérateurs ;

- l'amélioration du niveau d'intégration des jeunes et des femmes dans le secteur des ressources animales et halieutiques ;
- la sécurisation foncière des espaces destinées aux activités de production animale et halieutique ;
- la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux secteurs des productions animales et halieutiques ;
- le maintien et l'amélioration de la part du marché international des produits halieutiques transformés, notamment le thon ;
- la poursuite de la mise en œuvre des actions inscrites dans le PND 2016-2020 et dans le PNIA 2018-2025 ;
- l'élaboration de la nouvelle planification des interventions dans le secteur pour le prochain quinquennat (2021-2025) ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel et des structures du ministère ;
- la prise de textes d'application relatifs aux lois promulguées (la loi sur la transhumance, la loi sur la pêche et l'aquaculture, …) ;
- l'adoption et la mise en œuvre des plans de développement sectoriels (PSRA 2012-2021, …);
- l'assurance de la surveillance des eaux territoriales de la Zone Economique Exclusive (ZEE) ;
- l'amélioration du fonctionnement des centres d'alevinage et des stations d'élevages;
- la réduction des pertes poste capture et post abattage ;
- la réhabilitation ou la construction des infrastructures de transformation et d'accès aux marchés des produits animaux et halieutiques (marché à bétail, poste de contrôle vétérinaires aux frontières, les débarcadères, abattoirs modernes, ...) ;
- la recherche de financements pour permettre la mise en œuvre de la politique de développement du secteur ;
- la facilitation de l'accès aux crédits pour les acteurs du secteur.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion du développement rural ;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions animales et halieutiques ;
- l'approvisionnement du marché national en protéines animales et halieutiques de qualité ;
- la promotion de la coopération internationale en matière agricole.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ;
- les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;
- les ressources halieutiques sont mieux gérées ;
- les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés ;
- les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ;
- la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du gouvernement, en son article 24, le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Ressources animales et halieutiques.

A ce titre et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, promotion et développement des ressources animales, de l'aquaculture et de la pêche ;
- rréglementation et ccontrôle de la qualité des aliments du bétail, volaille et poisson ;
- amélioration, ccontrôle de la santé animale et de la veille sanitaire ;
- amélioration de la productivité en matière de production animale et halieutique ;
- développement d'une grande capacité de stockage ;

- rréglementation, promotion et ccontrôle des médicaments, produits et matériels vétérinaires, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et ccontrôle des établissements animaliers ;
- identification et suivi de la mise en œuvre des aménagements pastoraux et de l'exploitation de l'espace rural y afférent, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Rural, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- participation à la promotion des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie et du Commerce ;
- promotion des infrastructures de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- aménagement et gestion des infrastructures d'élevage, de pêche et d'aquaculture ;
- participation à la promotion, à la réglementation et au contrôle de la pêche maritime, fluvio-lagunaire et continentale ;
- participation au ccontrôle et à la surveillance de la zone économique exclusive ;
- participation à la promotion, à la réglementation et au contrôle de la transformation et de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie et du Commerce ;
- participation aux formations professionnelles initiale et continue dans le secteur des ressources animales et halieutiques, en liaison avec les Ministres concernés ;
- formation et encadrement des acteurs du secteur des ressources animales et halieutiques avec notamment la mise à la disposition des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs de conseils en matière technique et de gestion ;
- promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- appui à la modernisation et à la création des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- élaboration et participation au suivi des programmes de développement du secteur des ressources animales et halieutiques ;
- élaboration et suivi de la rréglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de qualité, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- ccontrôle et suivi de la sécurité alimentaire des denrées animales et d'origine animale au niveau de la production, de la transformation et de la distribution, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et ccontrôle des normes zootechniques ;
- négociations et suivi des conventions et accords internationaux dans les domaines des ressources animales et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- inspection et ccontrôle sanitaire vétérinaire sur le territoire national ainsi qu'aux frontières, des animaux, des denrées animales et d'origine animale ainsi que des produits halieutiques et aliments pour animaux et espèces halieutiques ;
- participation à la lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et développement de la pêche sportive, en liaison avec le Ministère en charge du Tourisme et des Loisirs ;
- promotion de la gestion durable des ressources animales et halieutiques ;
- contrôle et surveillance des activités de pêche dans les eaux continentales et lagunaires ;
- participation à la recherche scientifique en matière d'aquaculture et de pêche, en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Développement des productions animales
- Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques
- Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	- Cabinet - IG - DAF - DRH - DPSP - DAJUCI - DCRP - SI - SDA - CPM - DF2VP - DOPAF - Directions Régionales (24) - Directions Départementales (70) - PERH (263) - Postes d'entrée (15)	- CAPPAJ - Représentation technique du MIRAH auprès des organisations chargées de la pêche au sein de l'Union Européenne à Bruxelles en Belgique - Représentation Technique du MIRAH auprès de la FAO, le FIDA et le PAM à Rome en Italie - Représentation Technique du MIRAH à Tokyo au Japon - Représentation Technique du MIRAH à Brasilia au Brésil		- Projet de construction des services extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH) - Projet de réhabilitation des services extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH) - Programme Social du Gouvernement (PS-GOUV)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Développement des productions animales	- DPA - DNAGEP	- SIVAC - Ranch de la Marahoué	- CIRDES	-Projet d'appui au développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire (PADE-CI) -Projet de Gestion Intégrée des Ranches et Stations (PROGIRS) -Projet de Relance de la filière porcine ivoirienne par l'amélioration génétique (PREFI PORC) -Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC (PRA-SIVAC) -Projet d'insertion des Jeunes et des Femmes en Aviculture en Côte D'ivoire (PIJFACI) -Projet de Système d'Information des Marchés Bétail Viande de Côte d'Ivoire (SIMBV-CI) -Projet de relance de l'élevage de petits ruminants en Côte d'ivoire (PROREPCI) 8-Projet d'appui à la gestion de l'espace rural et pastoral (PAGERPA) -Projet de Développement de la Chaine de Valeur Lait en Côte d'Ivoire
Programme 3: Gestion durable des ressources halieutiques	- DA - DP	-Opération régime franc	CPCO	-Appui à la mise en œuvre de l'Approche Eco-systémique des Pêches Phase II (AEP-NANSEN II) -Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) -Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la Volta, phase 2 (TIVO II) -Projet de développent durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire (PDDPA-CI) -Projet de Construction et de Gestion du Débarcadère de Locodjro (PCGDL) -Projet de Construction et de Gestion du Point de Débarquement Moderne des Produits Halieutiques de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou) -Projet de construction et d'aménagement d'un point de débarquement aménagé et de construction d'un marché central à Sassandra -Projet d'appui au renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo, en zone périphérique du parc national de tai – patrimoine mondial et réserve de biosphère (Projet Buyo) - Projet de Développement des Chaine de Valeurs de la Pêche et de l'Aquaculture dans les Pays ACP (ACP- FISH4) -Projet de Relance de La Pisciculture Continentale En Côte D'ivoire (PREPICO II) - Projet d'Appui au Développement de la Pêche Continentale en Côte d'Ivoire (ADPCI)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4: Renforcement de lasanté publique vétérinaire	- DSV		- OIE	-Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV) - Projet d'Assistance Technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine (PPA) dans les régions Nord de la Côte d'Ivoire (PPA/TCP)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Développer une administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités DAJUCIREP
OG 2 : Accroître la production nationale en viandes, lait et produits dérivés et améliorer le revenu des éleveurs	RS 2 : la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées	IP 2.1 : Taux d'amélioration de la couverture nationale des besoins en viande et en lait	Production année N-1 / Consommation année N-1 Source : Rapport d'activités DPSP
	RS 3 : les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées	IP 3.1 : Taux de croissance du cheptel (ruminants, porcins et volailles)	Cheptel année N - Cheptel année N-1 / Cheptel année N-1 Source : Rapport d'activités DPSP
OG 3 : Assurer une gestion durable et non conflictuelle des ressources halieutiques	RS 4 : la gestion des ressources halieutiques est améliorée	IP .4.1 : Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	Production nationale en ressources halieutiques année N / Consommation ressources halieutiques année N- 1 Source : Rapport d'activités DAP
	RS 5 : la gestion des conflits en matière de ressources halieutiques est améliorée	IP 5.1: Proportion de navires en infraction	Nombre de navires en infractions/ Nombre total de navires contrôlés Source : Rapport d'activités DAP
OG 4 : Mettre aux normes l'environnement sanitaire des animaux et garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale en Côte d'Ivoire	RS 6 : Les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées	IP 6.1: Taux d'élimination des épizooties	Nombre de foyers éteints / Nombre de foyers déclarés Source : Rapport d'activités DSV
	RS 7 : la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie	IP 7.1: Taux d'accroissement des contrôles et inspections vétérinaires (abattoirs, restaurants, marchés, établissements de DAOA et postes d'inspections en frontières)	Nombre d'inspections et de contrôle année N -nombre d'inspections et de contrôle année N-1/ Nombre d'inspections et de contrôle année N-1 Source : Rapport d'activités DSV

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**16 308 717 935**	**18 743 027 903**	**17 557 308 128**
1.1 Ressources Intérieures	**15 634 754 916**	**18 743 027 903**	**17 557 308 128**
1.1.1 Budget Etat	15 634 754 916	18 743 027 903	17 557 308 128
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**673 963 019**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	673 963 019	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**16 308 717 935**	**18 743 027 903**	**17 557 308 128**
2.1 Personnel	**6 626 259 570**	**6 923 901 691**	**7 235 670 503**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 626 259 570	6 923 901 691	7 235 670 503
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 937 514 888**	**2 888 466 686**	**3 076 309 743**
2.3 Transferts	**1 997 524 458**	**2 084 557 027**	**2 099 503 631**
2.4 Investissement	**4 747 419 019**	**6 846 102 499**	**5 145 824 251**
Trésor	*4 073 456 000*	*6 846 102 499*	*5 145 824 251*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*673 963 019*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Appui a la valorisation et a la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Proportion des structures inspectées et contrôlées	0%	30%	50%	55%	(Nombre de structures inspectées et contrôlées / Nombre total de structures à inspecter et contrôler) x 100 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de textes soumis	60%	100%	100%	100%	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DAJUCI
	Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	30%	80%	100%	100%	(Nombre de conférences, séminaires et salons internationaux effectivement suivis / Nombre total de conférences, séminaires et salons internationaux prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DAJUCI
	Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques	48%	50%	55%	55%	(Tonnage des produits transformés / tonnage de la production totale (excepté le thon entièrement exporté et les produits en développement en quantité négligeable) x 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	Taux annuel des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques	3%	5%	8%	9%	(Montant des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques / montant global des investissements générés par le CEPICI) x 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	Nombre de professionnels formés annuellement	20	55	55	60	Dénombrement Source : Rapport d'activités DF2VP
OS.2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de formation annuelle des Agents du MIRAH	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'agent formés / Nombre d'agents à former) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution annuelle du budget	95,10%	94%	95%	95%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : Rapport d'activités DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
Personnel	6 395 241 080	6 687 635 180	6 994 122 765
Biens et services	2 535 004 888	2 494 451 834	2 669 761 599
Transferts	250 000 000	287 674 841	294 144 958
Investissements	385 658 681	243 190 000	203 278 610
Trésor	*385 658 681*	*243 190 000*	*203 278 610*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21132 Administration Générale	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
2113201 Coordination et animation	**2 190 015 152**	**2 061 303 372**	**2 220 703 140**
1 Personnel	***144 050 000***	***146 183 503***	***148 932 865***
03011300086 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Japon-Tokyo)	30 000 000	30 444 326	31 016 910
03042300003 Prendre en charge les salaires de la Représentation extérieure du MIRAH / Japon-Tokyo	40 000 000	40 592 434	41 355 880
04011300228 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Bruxelles-Belgique)	30 500 000	30 951 731	31 533 859
04042300003 Prendre en charge les salaires de la Représentation extérieure du MIRAH / Belgique-Bruxelles	43 550 000	44 195 012	45 026 216
2 Biens et services	***1 650 965 152***	***1 627 445 028***	***1 777 625 317***
03011300115 Mettre en œuvre les activités de la Représentation extérieure du MIRAH/Japon-Tokyo	70 000 000	33 184 524	34 240 097
04011300183 Mettre en œuvre les activités de la Représentation extérieure du MIRAH/Belgique-Bruxelles	56 950 000	55 748 047	57 521 342
11042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Toumodi	10 500 000	10 278 390	10 605 339
11042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Yamoussoukro	10 500 000	10 278 390	10 605 339
11042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tiebissou	4 950 000	4 845 528	4 999 659
11042300011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Didiévi	4 950 000	4 845 528	4 999 661
14042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental de Bocanda	4 950 000	4 845 529	4 999 659
14042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Dimbokro	10 500 000	10 278 392	10 605 339
15042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ M'Bahiakro	4 950 000	4 845 529	4 999 660
15042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Prikro	4 950 000	4 845 529	4 999 660
15042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Daoukro	4 950 000	4 845 528	4 999 661

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21132 Administration Générale	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
16042300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Bongouanou	4 950 000	4 845 529	4 999 660
17042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sakassou	4 950 000	4 845 528	4 999 661
17042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Vallée du Bandaman	10 500 000	10 278 390	10 605 339
17042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Béoumi	4 950 000	4 845 527	4 999 662
17042300011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Botro	4 950 000	4 845 527	4 999 662
18042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabakala	4 950 000	4 845 529	4 999 660
18042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Niakaramadougou	4 950 000	4 845 528	4 999 661
18042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Katiola	4 950 000	4 845 527	4 999 661
21132010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouangolodougou	4 950 000	4 845 528	4 999 661
22042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Touba	10 500 000	10 278 391	10 605 339
22042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouaninou	4 950 000	4 845 528	4 999 660
22042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Koro	4 950 000	4 845 528	4 999 661
23042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Madinani	4 950 000	4 845 530	4 999 661
23042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Odienné	10 500 000	10 278 390	10 605 339
24042300004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ferké	4 950 000	4 845 529	4 999 658
24042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kong	4 950 000	4 845 528	4 999 661
25042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dikodougou	4 950 000	4 845 528	4 999 660
25042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Korhogo	10 500 000	10 278 390	10 605 339
26042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Boundiali	4 950 000	4 845 528	4 999 660
26042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tengrela	4 950 000	4 845 528	4 999 661
27042300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Minignan	4 950 000	4 845 528	4 999 660
28042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bouna	4 950 000	4 845 527	4 999 662
28042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Nassian	4 950 000	4 845 528	4 999 661
28042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Téhini	4 950 000	4 845 528	4 999 661
31042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Vavoua	4 950 000	4 845 526	4 999 662
31042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Issia	4 950 000	4 845 528	4 999 660
31042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Daloa	11 000 000	10 767 837	11 110 355
32042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Gagnoa	10 500 000	10 278 390	10 605 339
32042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Oumé	4 950 000	4 845 528	4 999 661
35042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bouaflé	11 000 000	10 767 837	11 110 355
35042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Zuenoula	4 950 000	4 845 528	4 999 661

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21132 Administration Générale	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
35042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sinfra	4 950 000	4 845 529	4 999 660
36042300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Séguela	10 500 000	10 278 390	10 605 339
37042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Konahiri	4 950 000	4 845 528	4 999 661
37042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dianra	4 950 000	4 845 527	4 999 660
37042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Mankono	4 950 000	4 845 528	4 999 658
41042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Danané	4 950 000	4 845 529	4 999 660
41042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Biankouma	4 950 000	4 845 527	4 999 662
41042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Man	10 500 000	10 278 390	10 605 339
42042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Guiglo	10 500 000	10 278 392	10 605 338
42042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Toulepleu	4 950 000	4 845 527	4 999 662
43042300004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Duékoué	4 950 000	4 845 528	4 999 660
43042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bangolo	4 950 000	4 845 528	4 999 661
51042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Lakota	4 950 000	4 845 528	4 999 660
51042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Divo	10 500 000	10 278 390	10 605 339
51042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Guitry	4 950 000	4 845 528	4 999 661
55042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ SAN Pedro	10 500 000	10 278 390	10 605 339
55042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tabou	4 950 000	4 845 528	4 999 661
56042300004 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Soubré	4 950 000	4 845 528	4 999 661
57042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sassandra	4 950 000	4 845 528	4 999 661
61042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Abengourou	10 500 000	10 278 390	10 605 339
61042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Agnibilékro	4 950 000	4 845 528	4 999 660
61042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bettié	4 950 000	4 845 528	4 999 661
62042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kounfao	4 950 000	4 845 528	4 999 661
62042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tanda	4 950 000	4 845 528	4 999 661
62042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bondoukou	10 500 000	10 278 390	10 605 339
71042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Adiaké	4 950 000	4 845 526	4 999 662
71042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Aboisso	10 500 000	10 278 390	10 605 339
71042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Bassam	4 950 000	4 845 527	4 999 662
76042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Agboville	10 500 000	10 278 392	10 605 340
76042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Taabo	4 950 000	4 845 528	4 999 661
76042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Tiassalé	4 950 000	4 845 528	4 999 661

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21132 Administration Générale	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
77042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Alépé	4 950 000	4 845 528	4 999 661
77042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Adzopé	4 950 000	4 845 527	4 999 662
78042300090 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78042300091 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abidjan)	15 000 000	14 683 416	15 150 486
78042300114 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de ressources animales et halieutiques	174 970 606	171 277 773	176 725 982
78042300119 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	30 000 000	29 366 838	30 300 971
78042300120 Apporter un appui juridique et organiser la communication des services du ministère	40 000 000	39 155 784	40 401 295
78042300126 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	267 394 546	282 529 077	298 520 223
78042300128 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	150 000 000	172 634 125	269 661 128
78042300143 DAF - Prendre en charge les opérations urgentes du Ministère	360 000 000	352 402 040	363 611 663
79042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental Jacqueville	4 950 000	4 845 528	4 999 660
79042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabou	4 950 000	4 845 529	4 999 660
79042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Lahou	4 950 000	4 845 527	4 999 659
3 Transferts	***250 000 000***	***287 674 841***	***294 144 958***
78042300092 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	150 000 000	172 604 905	176 486 975
78042300093 Transférer les crédits en vue de participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	100 000 000	115 069 936	117 657 983
4 Investissements	***145 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*145 000 000*	*0*	*0*
78042300113 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	145 000 000	0	0
2113202 Appui a la valorisation et a la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques	**55 000 000**	**53 839 200**	**55 551 779**
2 Biens et services	***55 000 000***	***53 839 200***	***55 551 779***
78042300094 Promouvoir et suivre le mouvement cooperatif et associatif des filières animales et halieutiques	25 000 000	24 472 364	25 250 808
78042300116 Promouvoir, réglementer et contrôler la transformation et la commercialisation des produits animaux et halieutiques	30 000 000	29 366 836	30 300 971
2113203 Planification, programmation et suivi-évaluation	**113 550 000**	**111 153 477**	**114 689 179**
2 Biens et services	***113 550 000***	***111 153 477***	***114 689 179***
78042300096 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	50 350 000	49 287 341	50 855 131
78042300142 Collecter les données et produire l'annuaire statistique du ministère	63 200 000	61 866 136	63 834 048
2113204 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**7 207 339 497**	**7 486 655 806**	**7 770 363 834**
1 Personnel	***6 251 191 080***	***6 541 451 677***	***6 845 189 900***
78042300118 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	6 251 191 080	6 541 451 677	6 845 189 900

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21132 Administration Générale	**9 565 904 649**	**9 712 951 855**	**10 161 307 932**
2 Biens et services	***715 489 736***	***702 014 129***	***721 895 324***
78042300098 Gérer les ressources humaines	50 000 000	48 944 727	50 501 621
78042300099 Elaborer et suivre l'exécution du budget	90 989 736	89 069 359	91 902 581
78042300100 Élaborer et suivre le DPPD- PAP	60 000 000	58 733 673	60 601 944
78042300115 Réaliser la formation professionnelle des agents du secteur	30 000 000	29 366 839	30 300 972
78042300117 Gérer la commande publique du ministère	65 000 000	63 628 146	65 652 108
78042300127 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
78042300139 Gérer les ressources matérielles du ministère	342 500 000	335 271 385	345 936 098
78042300140 Prendre en charge les missions Hors Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
4 Investissements	***240 658 681***	***243 190 000***	***203 278 610***
Trésor	*240 658 681*	*243 190 000*	*203 278 610*
78042300137 Projet de Réhabilitation des Services Extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH)	137 500 000	103 190 000	77 074 965
78042300097 Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH)	103 158 681	140 000 000	126 203 645

II.2.2 Programme 2 : Développement des productions animales

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement des productions animales	Action 2.1: Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
	Action 2.2: Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement des productions animales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroitre la production des ressources animales	Taux de couverture annuelle des besoins en viandes et abats par la production nationale	44%	52%	52%	53%	Quantité de viande produite / (quantité de viande produite + quantité de viande importée) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux de couverture annuelle des besoins en lait par la production nationale	18%	20%	21%	22%	Quantité de lait produite / (quantité de lait produite + quantité de lait importée) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats	2%	5,2%	5,5%	6%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes de volailles	-2%	6%	6,5%	8%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de bovins	1,6%	2 ,5%	2,7%	3%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de petits ruminants	7,1%	8,5%	8,8%	9%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de porcs	2,7%	3,7%	4%	4.5%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de lait	2%	2,5%	2,8%	3%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales d'œuf de consommation	1,4%	1,5%	2%	3%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source **:** Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement des superficies de pâturages artificielles	18,18%	20,27%	24,31%	24,50%	Superficie année N-Superficie année (N-1)/ Superficie année (N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DNAGEP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES	**2 290 638 319**	**4 689 101 218**	**4 430 852 797**
Personnel	211 297 000	216 097 010	220 927 392
Biens et services	160 000 000	156 623 130	161 605 185
Transferts	235 000 000	270 414 350	276 496 262
Investissements	1 684 341 319	4 045 966 728	3 771 823 958
Trésor	*1 684 341 319*	*4 045 966 728*	*3 771 823 958*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22133 Développement des productions animales	**2 290 638 319**	**4 689 101 218**	**4 430 852 797**
2213301 Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance	**1 419 674 118**	**700 366 751**	**699 661 595**
1 Personnel	***211 297 000***	***216 097 010***	***220 927 392***
78042300132 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du ranch de la Marahoué	211 297 000	216 097 010	220 927 392
2 Biens et services	***125 000 000***	***122 361 819***	***126 254 051***
78042300131 Animer le Ranch de la Marahoué	100 000 000	97 889 456	101 003 241
78042300134 Promouvoir la qualité des denrées destinées à l'alimentation animale et Gérer les plans d'aménagement pastoraux et les parcours	25 000 000	24 472 363	25 250 810
4 Investissements	***1 083 377 118***	***361 907 922***	***352 480 152***
Trésor	*1 083 377 118*	*361 907 922*	*352 480 152*
78042300101 Projet de Gestion intégrée des Ranchs et Stations (PROGIRS)	1 083 377 118	361 907 922	352 480 152
2213303 Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage	**870 964 201**	**3 988 734 467**	**3 731 191 202**
2 Biens et services	***35 000 000***	***34 261 311***	***35 351 134***
78042300121 Suivre la mise en œuvre des politiques de développement de l'élevage et l'approvisionnement des marchés en produits de qualité	35 000 000	34 261 311	35 351 134
3 Transferts	***235 000 000***	***270 414 350***	***276 496 262***
78010200240 Transférer les crédits à la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcutérie (SIVAC)	210 000 000	241 646 866	247 081 766
78042300102 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide (CIRDES)	25 000 000	28 767 484	29 414 496
4 Investissements	***600 964 201***	***3 684 058 806***	***3 419 343 806***
Trésor	*600 964 201*	*3 684 058 806*	*3 419 343 806*
78042300133 Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire	340 964 201	2 718 004 206	2 414 429 206
78042300122 Système d'Information des Marchés Bétails-Viandes de Côte d'Ivoire (SIM BV-CI)	85 000 000	0	0
78042300104 Projet d'insertion des Jeunes et Femmes en Aviculture en Côte d'Ivoire (PIJFACI)	140 000 000	553 924 000	578 524 000
78042300103 Projet de relance de la de la filière porcine par l'Amélioration Génétique	25 000 000	231 840 600	246 100 600
22133030007 Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC	10 000 000	180 290 000	180 290 000

II.2.3. Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	Action 3.1: Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
	Action 3.2: Préservation et gestion des ressources halieutiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2021	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Accroître la production halieutique	Taux d'accroissement annuel des productions aquacoles nationales	-28%	5%	13%	23%	((Production année N - Production année N - 1) / Production année N - 1)) x 100 N= année 2019 Source : Rapport d'activités DA
	Taux d'accroissement annuel des productions de la pêche nationale	0%	11%	67%	122%	((Production année N - Production année N - 1) / Production année N - 1)) x100 N_0= année 2019 Source : Rapport d'activités DP
	Taux d'accroissement annuel des productions halieutiques nationales	-26%	6%	15%	27%	((Production année N - Production année N - 1) / Production année N - 1)) x 100 N_0= année 2019 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	12%	17%	18%	19%	(Production année N - 1 / Consommation N - 1) x 100 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux de réduction des pertes post-captures	18%	15%	10%	8%	(Quantité perte année N - 1 / Quantité production pêche année N - 1) x 100 Source : Rapport d'étude périodique
	Proportion d'infractions constatées par rapport au nombre de navires contrôlés	14%	13%	12%	11%	(Nombre de navires en infraction année N - 1 / Nombre de navires de pêche contrôlés) x 100 Source : Rapport d'activités DP

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	**3 839 959 477**	**3 769 540 976**	**2 346 585 339**
Personnel	0	0	0
Biens et services	35 000 000	34 261 311	35 351 133
Transferts	1 485 440 458	1 495 302 294	1 496 995 923
Investissements	2 319 519 019	2 239 977 371	814 238 283
Trésor	1 645 556 000	2 239 977 371	814 238 283
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	673 963 019	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	**3 839 959 477**	**3 769 540 976**	**2 346 585 339**
2213401 Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques	**2 465 996 458**	**2 677 997 888**	**1 847 585 339**
2 Biens et services	***35 000 000***	***34 261 311***	***35 351 133***
78042300135 Mettre en œuvre la politique de développement et de l'approvisionnement des marchés en produits halieutiques de qualité	35 000 000	34 261 311	35 351 133
3 Transferts	***1 485 440 458***	***1 495 302 294***	***1 496 995 923***
78042300105 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Comite des Pêches du Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO)	65 440 458	75 302 294	76 995 923
78042300123 Appurer les passifs de l'Etat vis-à-vis des entreprises franches	1 420 000 000	1 420 000 000	1 420 000 000
4 Investissements	***945 556 000***	***1 148 434 283***	***315 238 283***
Trésor	*945 556 000*	*1 148 434 283*	*315 238 283*
79042300009 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	240 000 000	0	0
78042300129 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	65 000 000	70 890 000	60 000 000
78042300112 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	50 000 000	0	0
78042300106 Projet du système intégré de pisciculture et de production maraichère (Aquaponie / MIRAH)	20 000 000	0	0
57042300007 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	360 602 000	188 727 000	117 167 000
22134010004 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	209 954 000	888 817 283	138 071 283
2213402 Préservation et gestion des ressources halieutiques	**1 373 963 019**	**1 091 543 088**	**499 000 000**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	**3 839 959 477**	**3 769 540 976**	**2 346 585 339**
4 Investissements	***1 373 963 019***	***1 091 543 088***	***499 000 000***
Trésor	*700 000 000*	*1 091 543 088*	*499 000 000*
78042300141 Projet de Développement Durable des Chaînes de Valeurs de la Pêche et de l'Aquaculture dans les pays ACP (Fish4ACP)	85 000 000	98 700 000	99 000 000
78042300125 Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la volta (TIVO)	100 000 000	462 633 088	0
78042300124 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	65 000 000	130 210 000	0
78042300107 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	400 000 000	400 000 000	400 000 000
56042300003 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de Pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	50 000 000	0	0
Financement extérieur	673 963 019	0	0
78042300107 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	673 963 019	0	0

II.2.4. Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Action 4.1: Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties
	Action 4.2: Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la santé animale, l'hygiène publique et la qualité des denrées alimentaires d'origine animale	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB	38%	65%	70%	70%	(Nombre d'animaux vaccinés / Effectif national de l'espèce concernée) x 100 Source : Rapport d'activités DSV
	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR	21%	55%	60%	70%	
	Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie de Newcastle	17%	45%	50%	60%	
	Taux de couverture vaccinale par an pour le charbon bactéridien	35%	60%	70%	70%	
	Taux d'accroissement des agréments (93-312, lait, ETP, médicaments vétérinaires, alimentation animale)	5%	7,5%	8%	8,5%	(Nombre d'agréments année N-nombre d'agréments année N-1 / Nombre d'agréments année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DSV
	Taux d'accroissement des contrôles et inspections vétérinaires (abattoirs, restaurants, marchés, établissements de DAOA et postes d'inspections en frontières)	12%	15%	16%	18%	(Nombre d'inspections et de contrôles année N -nombre d'inspections et de contrôles année N-1/ Nombre d'inspections et de contrôle année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DSV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : RENFORCEMENT DE LA SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE	**612 215 490**	**571 433 854**	**618 562 060**
Personnel	19 721 490	20 169 501	20 620 346
Biens et services	207 510 000	203 130 411	209 591 826
Transferts	27 084 000	31 165 542	31 866 488
Investissements	357 900 000	316 968 400	356 483 400
Trésor	*357 900 000*	*316 968 400*	*356 483 400*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22135 Renforcement de la santé publique vétérinaire	**612 215 490**	**571 433 854**	**618 562 060**
2213501 Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties	**419 705 490**	**382 986 862**	**424 120 721**
1 Personnel	***19 721 490***	***20 169 501***	***20 620 346***
78042300136 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de la Direction des services vétérinaires	19 721 490	20 169 501	20 620 346
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 419***	***15 150 487***
78042300108 Lutter contre les pathologies animales d'origine vectorielle	15 000 000	14 683 419	15 150 487
3 Transferts	***27 084 000***	***31 165 542***	***31 866 488***
78042300130 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE)	27 084 000	31 165 542	31 866 488
4 Investissements	***357 900 000***	***316 968 400***	***356 483 400***
Trésor	*357 900 000*	*316 968 400*	*356 483 400*
78042300110 Projet d'assistance technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine dans les régions du Poro et du Tchologo de la Côte d'Ivoire (TCP/PPA)	267 900 000	0	0
78042300109 Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	90 000 000	316 968 400	356 483 400
2213502 Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments	**192 510 000**	**188 446 992**	**194 441 339**
2 Biens et services	***192 510 000***	***188 446 992***	***194 441 339***
78042300111 Promouvoir la santé, le bien-être animal et l'hygiène publique vétérinaire	192 510 000	188 446 992	194 441 339

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L’ENFANT

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

I.PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la gouvernance

- l'absence de textes réglementant le partenariat avec les ONG et les structures privées ;
- la stratification des mandats, chevauchement et confusion sur les rôles et responsabilité des acteurs ;
- l'augmentation et diversification des risques sociaux auxquels sont confrontés la famille et l'enfant ;
- la faiblesse du système de collecte de données sur les thématiques du ministère ;
- l'insuffisance de l'offre de service de base.

Au titre de la femme et du genre

- l'insuffisante opérationnalisation de dispositifs de promotion du genre ;
- la persistance des pratiques culturelles néfastes à l'encontre des femmes ;
- l'absence de suivi des actions en matière de Genre ;
- la faible application des engagements et recommandations internationaux en matière de genre et d'équité ;
- la faible alphabétisation des femmes ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de formation des femmes et des jeunes filles déscolarisées et analphabètes ;
- la faiblesse des mécanismes de lutte contre les Violences Basées sur le Genre.

Au titre de la famille

- la diffusion des contenus multimédias inadéquats ;
- le relâchement des liens entre les différents membres de la famille ;
- l'insuffisance d'accompagnement des couples en difficulté ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités socio-économiques des familles ;
- l'insuffisance de renforcement de capacités des ménages en compétences de vie familiale ;
- l'insuffisance de l'éducation parentale ;
- l'insuffisance de vulgarisation des instruments de protection de la famille;
- la lenteur dans l'adoption des dispositions règlementaires et institutionnelles de protection de la famille.

Au titre de la protection de l'enfant

- la lenteur dans l'adoption des textes et documents importants ;
- l'absence de renforcement des capacités, de coaching et d'informations des parents, des membres de la cellule familiale et des substituts familiaux sur la protection des enfants ;
- l'insuffisance de l'encadrement de l'enfant et méconnaissance des étapes de son développement par les familles, les substituts parentaux et les éducateurs ;
- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences, abus, exploitations et maltraitances des enfants ;
- la persistance des violences contre les enfants dans les communautés sur la base des croyances et éducations reçues ;
- la persistance du travail des enfants et de la traite transfrontalière ;
- la recrudescence du phénomène des enfants en rupture avec la cellule familiale ;
- la présence massive d'enfants talibés dans les rues des régions nord du pays.

Au titre de l'autonomisation de la femme

- la faible vulgarisation des textes relatifs à l'autonomisation de la femme ;
- l'absence de textes réglementant le travail domestique des femmes ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de la formation des femmes et des jeunes filles en matière de droits humains et de compétences de vie ;
- les conditions difficiles d'accès des femmes aux crédits bancaires, aux actifs de productions et aux technologies ;
- l'insuffisance de leadership et management entrepreneurial.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la gouvernance

- le renforcement de la coopération avec les institutions internationales et bailleurs de fonds pour la mobilisation des appuis techniques et financiers ;
- la prise de textes réglementant le partenariat avec les ONG et les structures privées ;
- la prise de texte pour la stabilisation des attributions du ministère en matière de protection de l'enfant ;
- la prise de textes règlementaires en matière de promotion du genre et de la famille ;
- l'existence de deux (02) bases de données sur les VBG à travers le système GBVIMS et sur la protection de l'enfant via le Système d'Information sur la Protection de l'Enfant ;
- la mise en place de Cadres de Concertation Conjoint.

Au titre de la femme et du genre

- la mise en place de l'Observatoire Nationale de l'Equité et du Genre ;
- la formation des ONG et de leurs entreprises respectives en leadership féminin, développement personnel, art oratoire et management des organisations ;
- la formation des candidates aux élections législatives sur la stratégie politique ;
- la formation en management des animateurs et animatrices des cellules genre ;
- la formation en genre et Développement et sur le code électoral des membres de l'Assemblée Nationale ;
- la sensibilisation et la formation des leaders communautaires et religieux, des familles et des agents des forces de l'ordre ;
- la création de nouvelles IFEF ;
- la formation et l'encadrement de femmes dans les IFEF et les communautés ;
- l'élaboration d'un document de réforme des IFEF ;
- la mise en place de plate-forme de lutte contre les Violences Basées sur le Genre.

Au titre de la famille

- la sensibilisation des familles aux valeurs sociales et morales ;
- l'accompagnement des couples en difficulté par la médiation familiale ;
- le renforcement des capacités socio-économiques des familles ;
- le renforcement de capacité des ménages en compétence de vie familiale ;
- l'éducation parentale des familles ;
- la vulgarisation des instruments de protection de la famille ;
- l'adoption des dispositions règlementaires et institutionnelles de protection de la famille.

Au titre de la protection de l'Enfant

- la mise en œuvre du projet « Strong families » pour la formation et la médiation entre enfants en situation de vulnérabilité où, 2155 familles ont été renforcées en compétence familiale « Strong Families » et en autonomisation socio-économique ;
- la formation des intervenants sociaux (travailleurs sociaux, ONG) des plateformes collaboratives Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) dans le cadre de l'appropriation et suivant la norme qualité AQ;
- la sensibilisation des communautés sur les droits de l'enfant;

- la mise en place de mécanismes communautaires de protection des enfants;
- l'encadrement et mise en œuvre d'activités d'éveil cognitif dans les Centres de protection des enfants âgés de 2 à 5 ans et de soutien social holistique aux pensionnaires des orphelinats et pouponnières ;
- la mise en place du comité des experts en vue de faciliter la mise œuvre de programmes et projets inclusifs et assurer une coordination efficace des actions transversales de protection de l'enfant ;
- l'équipement en matériels bureautiques de Centres Sociaux de Plateformes Collaboratives et Complexes Socio Educatifs pour une offre de service de qualité aux OEV leurs familles, et les enfants en situation de vulnérabilité ;
- le renforcement des capacités des intervenants sociaux en vue des interventions d'autonomisation des familles des enfants vulnérables ;
- la vulgarisation des résultats de l'enquête VACS relative à la prévalence de la violence faite aux Enfants en CI ;
- la mise en œuvre du programme national d'animation communautaire de protection des enfants dans les communautés rurales et urbaines ;
- l'identification, le profilage, la sensibilisation et la prise en charge des enfants en situation de rue, des enfants caractériels et des enfants talibés ;
- l'appui en vivres et non vivres aux ONG de prise en charge des enfants en situation de rue ;
- l'actualisation et la diffusion des guides de prise en charge Psychosociale des OEV ;
- l'opérationnalisation de la Ligne verte 116 "Enfants en détresse"..

Au titre de l'Autonomisation de la femme

- la sensibilisation des populations sur les enjeux de l'autonomisation de la femme ;
- la mise en œuvre de projets ;
- la mise en œuvre de plusieurs fonds dédiés à la femme et au développement ;
- l'organisation de concours femmes modèles ;
- la formation des femmes sur les modules d'entrepreneuriat, de management, de leadership et des compétences de vie ;
- l'appui en matériels et outillages techniques aux groupements féminins.

I.1.3. Défis et priorités

Au titre de la gouvernance

- la formalisation du cadre règlementaire de collaboration avec les ONG et les structures privées et en matière de protection de l'enfant;
- le renforcement du cadre réglementaire instituant la création de cellules genre ;
- la mise en place d'un système intégré de collecte de données et d'information sur les enfants/ adolescents vulnérables et sur les femmes ;
- l'intensification de l'offre de service de base (CSE, CPPE, CACE, DR et IFEF).

Au titre de la femme et du genre

- la réduction des inégalités de genre ;
- le renforcement de la mise en œuvre des cadres stratégiques d'intervention visant à la protection et à la valorisation de la femme ;
- la réduction de l'analphabétisme des femmes en Côte d'Ivoire ;
- l'amélioration du positionnement de la Côte d'Ivoire en matière de genre, au plan international ;
- le développement des approches de lutte contre les VGB dans les régions de Côte d'Ivoire et dans les structures de prise en charge des survivant(e)s;
- le renforcement et l'augmentation des structures d'accueil des femmes violentées.

Au titre de la famille

- la promotion d'un modèle de famille responsable, avec des valeurs familiales et communautaires positives et socialisantes ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- l'opérationnalisation de la politique nationale et de la commission nationale de la famille.

Au titre de la protection de l'enfant

- La mise en place d'un cadre programmatique cohérent et inclusif de protection de l'Enfant;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- la nécessité du renforcement de l'engagement du MFFE en faveur de l'approche Famille et de l'éducation parentale en tant qu'instrument de développement ;
- le développement d'un meilleur cadre de coordination entre les acteurs nationaux de la protection de l'enfant.

Au titre de l'autonomisation de la femme

- le renforcement du dispositif de promotion de l'entrepreneuriat féminin et de l'autonomisation de la femme ;
- la valorisation du travail domestique des femmes à travers la prise de texte ;
- l'allégement des modalités d'accès des femmes au crédit bancaire ;
- la mise en œuvre de projets structurants (USI-FEM, PPFAR, etc.).

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'appui à la planification / budgétisation sensible au genre ;
- la mise en œuvre des cadres stratégiques liés à la protection, à la promotion et à la valorisation de la femme ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- le renforcement de l'efficacité de l'intervention des structures du Ministère.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la promotion des droits de la femme est renforcée ;
- les valeurs familiales sont promues ;
- les mécanismes de protection de l'enfant sont renforcés ;
- l'autonomisation des femmes est promue.

I.3. Missions du Ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 34, le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion de la Femme, de la Famille et de la protection de l'Enfant.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de promotion de la Femme et de la Famille **:**

- promotion économique, sociale et juridique de la femme ;
- promotion du Genre ;
- lutte contre les violences exercées sur les femmes et les filles, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits et l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la femme ;
- assistance et conseil aux femmes et aux filles en difficulté, notamment aux filles-mères, aux femmes victime de violences conjugales ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la femme ;
- promotion, coordination et suivi des mouvements coopératifs et mutualistes féminins en milieu urbain et rural, en liaison avec les Ministres concernés ;
- gestion et coordination des institutions publiques et privées d'éducation féminine ;
- mise en œuvre des mesures favorisant la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;
- promotion des valeurs sociales et morales dans la famille ;

- développement de la prise de conscience, de la responsabilité réciproque et du respect des droits et obligations de chacun des membres de la famille ;
- sensibilisation des populations aux programmes de planification et de bien-être familial ;
- sensibilisation des femmes sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

En matière de Protection de l'enfant :

- élaboration et suivi des lois et règlements en matière de Protection de l'enfant, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice ;
- lutte contre les violences exercées sur les enfants, en liaison avec le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de l'enfant ;
- mise en œuvre des programmes d'éducation et d'assistance aux enfants mineurs en difficulté et aux enfants de la rue, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- lutte contre les abandons et négligence d'enfants ;
- coordination des activités de protection de l'enfance, y compris celles des institutions spécialisées de prise en charge des enfants, en liaison avec le Ministre chargé des affaires sociales
- participation à la coordination, à l'identification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures dans le domaine de la lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires Sociales.
- sensibilisation des enfants sur la prévention du VIH-Sida, en liaison avec le Ministre chargé de la santé.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre
- Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille
- Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables
- Programme 5 : Autonomisation des femmes

II.DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAFP, DPED, DAJCI, DSI, DQ, SCRP, SCESB, 31 DR, CPMP		Renforcement du Système de Collecte et de gestion des Données Statistiques	
Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre	DGE, DIFEF, Comité Nationale de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Enfants, Centre PAVVIOS, Fonds de développement des nations unies pour la femme, ONEG, Direction égalité et promotion genre/Chaire UNESCO, IFEF		- Appui à la promotion du genre, femme et famille ; - Appui à la promotion du genre, femme et famille ; - Appui au renforcement de la capacité nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).	Ouverture de Maison Digitale
Programme 3: Promotion et consolidation de la Famille	Direction de la Promotion de la Famille, Commission Nationale de la Famille, Comité de placement familial, Cellule sectoriel de lutte contre le sida, Complexes Socio-éducatifs.		Réhabilitation et équipement de 5 CSE (Cocody-Nord ; Dabakala, Grand Gbapleu, Sirasso ,Treichville Avenue 1)	
Programme 4: Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	Direction de la Protection de l'Enfant, Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables (PPEAV), Programme National de prise en charge des Orphelins et Enfants Vulnérables du fait du VIH-sida, Comité National de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants, 46 Centres Protection de la Petite Enfance, 02 Centres d'Action Communautaire pour l'Enfance, 02 orphelinats, 04 pouponnières publiques,01 pouponnière privée, centre éducatif de la Zone 4C, Centre d'accueil et d'hébergement d'urgence de Soubré, Centre de transit d'Agboville		- Programme National de prise en charge des OEV (PNOEV)-Vih/Sida ; - Réhabilitation et équipement du Centre éducatif Zone 4 C - Programme de coopération CI-UNICEF de protection enfants et adolescents ; - Programme de Prise en charge des Enfants et Adolescents Vulnérables ;	
Programme 5: Autonomisation des femmes	DEF, DVCF, Cellule Eau, Femme et Développement durable, Comité de Gestion Novatrice du fonds Femme et Développement, Conseil National de la Femme, Fonds d'Amitié et de Coopération Ivoiro-Burkinabé		- Projet d'autonomisation de la femme rurale ; - Projet usine des femmes (USIFEM- CI)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1 : la gouvernance du Ministère est améliorée	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités en matière de gouvernance	Nombre des activités en matière de gouvernance réalisées /Nombre total des activités en matière de gouvernance Source : Cabinet
OG 2 : Renforcer la promotion des droits de la femme	RS 2 : La promotion des droits de la femme est renforcée	IP 2.1 : Taux de réalisation des activités en matière de promotion des droits de la femme	Nombre des activités en matière de promotion des droits de la femme réalisées /Nombre total des activités en matière de promotion des droits de la Femme Source : DGE
OG 3 : Promouvoir les valeurs familiales	RS 3 : Les valeurs familiales sont promues	IP 3.1 : Taux de réalisation des activités en matière de valorisation de la famille	Nombre des activités en matière de valorisation de la famille réalisées / Nombre total des activités en matière de valorisation de la famille Source : DPF
OG 4 : Renforcer les mécanismes de protection des enfants	RS 4 : Les mécanismes de protection de l'enfant sont renforcés	IP 4.1 : Taux de réalisation des activités en matière de protection de l'enfant	Nombre des activités en matière de protection de l'enfant réalisées /Nombre total des activités en matière de protection de l'enfant Source DPE
OG 5 : Promouvoir l'autonomisation de la Femme	RS 5 : L'autonomisation des femmes est promue	IP 5.1 : Taux de réalisation des activités en matière d'autonomisation de la femme.	Nombre des activités en matière d'autonomisation de la femme réalisées /Nombre total des activités en matière d'autonomisation de la femme Source : DEF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**20 517 199 039**	**22 032 042 934**	**22 289 788 476**
1.1 Ressources Intérieures	**19 933 599 039**	**22 032 042 934**	**22 289 788 476**
1.1.1 Budget Etat	19 933 599 039	22 032 042 934	22 289 788 476
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**583 600 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	583 600 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**20 517 199 039**	**22 032 042 934**	**22 289 788 476**
2.1 Personnel	**11 800 719 738**	**12 156 661 536**	**12 523 339 507**
2.1.1 Solde y compris EPN	11 800 719 738	12 156 661 536	12 523 339 507
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**5 639 618 507**	**6 355 009 006**	**6 542 156 453**
2.3 Transferts	**523 035 794**	**640 081 360**	**801 991 030**
2.4 Investissement	**2 553 825 000**	**2 880 291 032**	**2 422 301 486**
Trésor	*1 970 225 000*	*2 880 291 032*	*2 422 301 486*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*583 600 000*	*0*	*0*

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1: Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	100%	100%	100%	100%	Nombres d'activités réalisées/ Nombre d'activités planifiées (Annuel) x 100 Source : Cabinet
	Pourcentage de projets de textes élaborés soumis au SGG	14%	100%	100%	100%	Nombre de projets de textes soumis au SGG / Nombre total de projets de textes élaborés Source : DAJCI
	Proportion des structures supervisées	40%	60%	75%	85%	Nombre de services inspectés/Nbre total de services existants x 100 Source : IG
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	24%	75%	80%	90%	Besoin en ressource humaine satisfait/Besoin exprimé x 100 Source : DRH
	Taux de réalisation du plan de formation	60%	100%	100%	100%	Nombre de formations réalisées /Nombre de formations programmées x 100 Source : DRH
	Taux d'exécution du budget	78,82%	100%	100%	100%	Total liquidation/ Total budget actuel x 100 Source : SIGOBE
OS 3 : Renforcer le système de planification, d'informations et de communication du ministère	Taux de réalisation des activités de planification	80%	95%	100%	100%	Nombre d'activités de planification réalisées / Nombre total d'activités planifiées x 100 Source : DEP
	Proportion d'applications web fonctionnelles	12%	74%	100%	100%	Nombre d'applications Web fonctionnelles/ Nombre d'applications planifiées Source : Rapport d'activités/ DSI
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	80%	95%	100%	100%	Nombre d'activités couvertes/ Nombre d'activités réalisées Source : Rapport d'activités/ Service Communication

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**13 625 457 561**	**14 864 471 932**	**15 152 855 212**
Personnel	11 800 719 738	12 156 661 536	12 523 339 507
Biens et services	1 794 737 823	2 538 810 396	2 629 515 705
Transferts	0	0	0
Investissements	30 000 000	169 000 000	0
Trésor	30 000 000	169 000 000	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21118 Administration Générale	**13 625 457 561**	**14 864 471 932**	**15 152 855 212**
2111801 Coordination et animation du ministère	**784 198 507**	**814 630 338**	**841 517 788**
2 Biens et services	***784 198 507***	***814 630 338***	***841 517 788***
11104000036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
14104000028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'ZI comoe (Dimbokro)	10 040 000	10 341 200	10 651 436
15104000032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukro)	10 564 000	10 880 920	11 207 348
17104000036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bandama (Bouaké)	9 870 000	10 166 100	10 471 083
18104000047 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol (Katiola)	7 220 000	7 436 600	7 659 698
22104000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing (Touba)	9 120 000	9 393 600	9 675 408
23104000016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Demguélé (0diénné)	6 220 000	6 406 600	6 598 798
24104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo (Ferkéssedougou)	7 000 000	7 210 000	7 426 300
25104000026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Poro (Korhogo)	6 170 000	6 355 100	6 545 753
26104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	7 770 000	8 003 100	8 243 193
27104000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	7 120 000	7 333 600	7 553 608
28104000015 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Boukani (Bouna)	7 120 000	7 333 600	7 553 608
31104000045 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	9 420 000	9 702 600	9 993 678
32104000040 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Fromager (Gagnoa)	7 420 000	7 642 600	7 871 878
35104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoue (Bouaflé)	10 020 000	10 320 600	10 630 218
36104000010 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou (Séguéla)	7 320 000	7 539 600	7 765 788
37104000013 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré (Mankono)	7 020 000	7 230 600	7 447 518
41104000022 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi (Man)	12 520 000	12 895 600	13 282 468

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21118 Administration Générale	**13 625 457 561**	**14 864 471 932**	**15 152 855 212**
42104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally (Guiglo)	8 720 000	8 981 600	9 251 048
43104000026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guemon (Duekoue)	9 120 000	9 393 600	9 675 408
51104000029 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Loh Djiboua (Divo)	10 920 000	11 247 600	11 585 028
55104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bas Sassandra (San pedro)	30 020 000	29 673 627	30 607 049
56104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	9 020 000	9 290 600	9 569 318
57104000013 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gloklê (Sassandra)	8 920 000	9 187 600	9 463 228
61104000050 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Moyen Comoe (Abengourou)	10 720 000	11 041 600	11 372 848
62104000051 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Zanzan (Bondoukou)	8 320 000	8 569 600	8 826 688
71104000092 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	12 840 000	13 225 200	13 621 956
76104000038 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agneby (Agboville)	10 920 000	11 247 600	11 585 028
77104000040 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé (Adzope)	9 220 000	9 496 600	9 781 498
78011201655 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	217 013 507	229 296 471	242 274 651
78104000339 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan)	13 720 000	14 131 600	14 555 548
78104000340 Suivre la Mise en œuvre du système qualité dans les services du Ministère	10 000 000	10 248 895	10 558 132
78104000341 Coordonner les structures socio-éducatives de base	9 700 000	10 969 895	11 300 762
78104000342 Récruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère / Convention BNETD	119 250 000	119 250 000	119 250 000
78104000417 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78104000421 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	17 171 000	17 686 130	18 216 714
78104000428 Coordonner les activités du Ministère	95 000 000	103 000 000	106 090 000
78104000478 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	9 250 000	9 527 500	9 813 325
79104000047 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	8 420 000	8 672 600	8 932 778
2111802 Planification, programmation et suivi évaluation	**45 000 000**	**184 939 447**	**16 418 516**
2 Biens et services	***15 000 000***	***15 939 447***	***16 418 516***
78104000479 Organiser la planification générale des activités du Ministère, les suivre et les évaluer	15 000 000	15 939 447	16 418 516
4 Investissements	***30 000 000***	***169 000 000***	***0***
Trésor	30 000 000	169 000 000	0
78104000424 Renforcer le système de collecte et de gestion des données statistiques	30 000 000	169 000 000	0
2111803 Information et communication	**26 000 000**	**26 780 000**	**27 583 400**
2 Biens et services	***26 000 000***	***26 780 000***	***27 583 400***
78104000343 Connecter le Ministère au réseau internet	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78104000344 Organiser la communication des activités du ministère (couverture médiatique, interview, etc.)	6 000 000	6 180 000	6 365 400

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21118 Administration Générale	**13 625 457 561**	**14 864 471 932**	**15 152 855 212**
2111804 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**12 770 259 054**	**13 838 122 147**	**14 267 335 508**
1 Personnel	***11 800 719 738***	***12 156 661 536***	***12 523 339 507***
78104000349 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	11 800 719 738	12 156 661 536	12 523 339 507
2 Biens et services	***969 539 316***	***1 681 460 611***	***1 743 996 001***
78104000345 Gérer les ressources humaines du ministère	23 050 000	30 951 500	31 880 045
78104000346 Prendre en charge les missions hors CI	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78104000347 Prendre en charge les missions en CI	86 700 000	86 700 000	86 700 000
78104000414 Organiser des Campagnes de sensibilisation sur les différentes thématiques du ministère	25 500 000	26 265 000	27 052 950
78104000425 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD/-PAP/CDMT	40 000 000	41 200 000	42 436 000
78104000426 Gérer la commande publique du Ministère	6 150 000	6 334 500	6 524 535
78104000467 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	97 355 000	97 355 000	97 355 000
78104000476 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	46 000 000	56 500 000	58 045 000
78104000480 Organiser les Journées statutaires du ministère	0	673 216 766	719 576 489
78104000499 Prendre en charge les dépenses centralisées du MFFE	497 284 316	508 262 845	517 510 732
78104000508 Acquérir des Kits Pédagogiques pour les auditrices des IFEF et les centres de protection de la petite enfance	62 500 000	64 375 000	66 306 250
78104000530 Gérer le patrimoine du Ministère	5 000 000	10 300 000	10 609 000

II.2.2. Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre	Action 2.1: Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
	Action 2.2: Développement des approches de lutte contre les VBG
	Action 2.3:Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
	Action 2.4:Renforcement de l'autonomisation de la femme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 Promouvoir le genre et la justice sociale	Proportion de régions et districts ayant bénéficié de séances de sensibilisation sur les textes en matière de genre (31 régions et 2 districts)	-	39,39%	69,69%	100%	Nombre de régions et districts ayant bénéficié de séances de sensibilisation sur les textes en matière de genre / Nombre de régions et districts planifiés x 100 Source : DGE
	Proportion de cellules genre ministérielles et institutionnelles fonctionnelles	14,75%	47,54%	70,49%	100%	Nombre de cellules genre ministérielles et institutionnelles fonctionnelles / Nombre de cellules genre ministérielles et institutionnelles planifié x 100 Source : DGE
	Proportion d'activités réalisées avec les ONG	3%	40,74%	70,37%	100%	Nombre d'activités réalisées avec les ONGs / Nombre d'activités planifiées avec les ONG Source : DGE
OS 2 : Améliorer les mécanismes d'intégration et réinsertion des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Proportion d'auditrices ayant terminé leur formation	81,64%	85%	87%	90%	Nombre d'auditrices admises / nbre d'auditrices en fin de formation Source : Direction de la Formation
	Nombre de femmes ayant bénéficié d'un programme d'alphabétisation dans les IFEF	2891	4000	5500	6000	Dénombrement Source : Direction de la Formation
OS 3 : Renforcer les mécanismes de protection contre les VBG	Proportion de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) fonctionnelles	40%	84,5%	95%	100%	Nbre de PF-VBG fonctionnelle / Nbre total de PF-VBG installée Source : CNLVFE/ARCNLVBG
	Nombre de femmes victimes de violence conjugale ayant bénéficiées d'une prise en charge	2219	10000	12000	15000	Dénombrement Source : DEPS / CNLVFE/ DAJCI
	Pourcentage de femmes victimes de viol ayant bénéficiées d'une prise en charge judiciaire	58,9%	75%	80%	80%	Nombre de femmes victimes de viol ayant bénéficiées d'une prise en charge judiciaire/ Nombre total de femmes victimes de viol déclarés dans les plateformes (PF-VBG) (Non cumulative) Source : DEPS / CNLVFE/ DAJCI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
Personnel	0	0	0
Biens et services	940 561 400	924 258 294	953 885 350
Transferts	397 550 000	504 822 630	644 835 885
Investissements	202 862 411	276 179 546	304 000 000
Trésor	*202 862 411*	*276 179 546*	*304 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
2211901 Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre	**231 210 000**	**381 526 300**	**435 253 993**
2 Biens et services	***144 210 000***	***124 846 300***	***128 573 993***
78104000357 Promouvoir le genre	8 450 000	8 703 500	8 964 605
78104000358 Organiser la Journée internationale de la Femme	90 000 000	92 700 000	95 481 000
78104000448 Veiller à la prise en compte du genre dans les politiques, plans et programmes	7 220 000	7 436 600	7 642 002
78104000484 Coordonner les projets et activités de promotion du genre	38 540 000	16 006 200	16 486 386
3 Transferts	***0***	***56 680 000***	***56 680 000***
78104000449 Apporter un appui au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)	0	6 680 000	6 680 000
78104000462 Assister les femmes en détresses	0	50 000 000	50 000 000
4 Investissements	***87 000 000***	***200 000 000***	***250 000 000***
Trésor	*87 000 000*	*200 000 000*	*250 000 000*
78104000485 Appui promotion du genre femme et famille	87 000 000	200 000 000	250 000 000
2211902 Développement des approches de lutte contre les VBG	**241 193 994**	**186 619 794**	**203 050 347**
2 Biens et services	***144 000 000***	***140 960 816***	***145 444 666***
90104000002 Organiser la Journée les 16 jours d'activismes	94 000 000	92 016 088	94 943 046
90104000004 Organiser la journée de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF)	50 000 000	48 944 728	50 501 620
3 Transferts	***40 870 000***	***45 658 978***	***57 605 681***
78104000362 Prendre en charge des victimes de VBG	17 520 000	19 572 920	24 694 189
78104000450 Coordonner les projets et activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre	23 350 000	26 086 058	32 911 492
4 Investissements	***56 323 994***	***0***	***0***
Trésor	*56 323 994*	*0*	*0*
78104000361 Appui Renforcement capacité Nationale lutte contre les Violences Basées sur le Genre	56 323 994	0	0
2211903 Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural	**34 350 000**	**59 630 500**	**63 919 415**
2 Biens et services	***9 350 000***	***9 630 500***	***9 919 415***
78104000486 Coordonner et promouvoir les activités des IFEF	9 350 000	9 630 500	9 919 415
4 Investissements	***25 000 000***	***50 000 000***	***54 000 000***
Trésor	*25 000 000*	*50 000 000*	*54 000 000*
79104000044 Construire et équiper IFEF de Dabou	25 000 000	50 000 000	54 000 000
2211904 Renforcement de l'autonomisation de la femme	**1 034 219 817**	**1 077 483 876**	**1 200 497 480**
2 Biens et services	***643 001 400***	***648 820 678***	***669 947 276***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
11104000030 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DIDIEVI	4 700 000	4 841 000	4 968 534
11104000032 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Tiébissou	4 700 000	4 841 000	4 986 230
11104000033 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Toumodi	4 700 000	4 841 000	4 986 230
11104000038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YAMOUSSOUKRO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
14104000027 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOCANDA	4 900 000	5 047 000	5 198 410
14104000032 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DIMBOKRO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
15104000029 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Prikro	4 900 000	5 047 000	5 198 410
15104000030 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF M'BAHIAKRO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
15104000033 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daoukro	4 900 000	5 047 000	5 198 410
16104000022 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF M'BATTO	4 900 000	5 047 000	5 198 410
16104000023 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ARRAH	4 900 000	5 047 000	5 198 410
16104000024 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bongouanou	4 920 000	5 067 600	5 219 628
17104000039 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Botro	4 900 000	5 047 000	5 198 410
17104000042 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Bouaké-Air France	4 900 000	5 047 000	5 198 410
17104000049 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF KAHANKRO	4 800 000	4 944 000	5 092 320
17104000055 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bouaké Koko	4 900 000	5 047 000	5 198 410
18104000034 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF FRONAN	4 900 000	5 047 000	5 198 410
18104000035 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KATIOLA	4 900 000	5 047 000	5 198 410
18104000038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Satama-Sokoro	4 900 000	5 047 000	5 198 410
18104000043 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DABAKALA	6 680 000	6 880 400	7 086 812
18104000049 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TAFERE	9 000 000	6 609 342	7 810 279
23104000019 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Odiénné	4 750 000	4 892 500	5 039 275
24104000023 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KONG	4 900 000	5 047 000	5 198 410
24104000026 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Ferkéssédougou	5 650 000	5 819 500	5 994 085
24104000027 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TOGONIERE	4 900 000	5 047 000	5 198 410
25104000020 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KORHOGO	5 987 200	6 166 816	6 351 820
26104000019 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOUNDIALI	4 900 000	5 047 000	5 198 410
26104000023 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Tingrela	4 900 000	5 047 000	5 198 410
26104000027 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF KOUTO	6 700 000	6 901 000	7 108 030
26104000028 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF GBON	9 000 000	8 810 050	9 090 292

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
27104000008 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de formation polyvalent de Kaniasso	6 050 000	6 231 500	6 418 445
28104000016 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOUNA	4 980 000	5 129 400	5 283 282
28104000018 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bonoua	4 900 000	5 047 000	5 198 410
28104000020 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF NASSIAN	4 900 000	5 047 000	5 198 410
31104000041 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF VAVOUA	4 900 000	5 047 000	5 198 410
31104000047 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ZOUKOUGBEU	4 900 000	5 047 000	5 198 410
31104000048 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de Formation Nazareth couture et arts menagers de Daloa, IFEF	4 950 000	5 098 500	5 251 455
31104000053 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF ISSIA	4 900 000	5 047 000	5 198 410
31104000058 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daloa 2ème Bataillon	4 900 000	5 047 000	5 198 410
31104000061 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daloa Commune	4 900 000	5 047 000	5 198 410
32104000028 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF OURAGAHIO	4 750 000	4 892 500	5 039 275
32104000029 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Oumé	4 900 000	5 047 000	5 198 410
32104000034 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Guibéroua	4 700 000	4 841 000	4 986 230
32104000038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Gagnoa	4 850 000	4 995 500	5 145 365
32104000039 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF Princesse Grâce de Monaco de Zébizekou	4 950 000	5 098 500	5 251 455
35104000025 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Zuénoula	4 990 000	5 139 700	5 293 891
35104000028 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bouaflé	4 700 000	4 841 000	4 986 230
35104000029 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SINFRA	4 850 000	4 995 500	5 145 365
41104000024 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF LOGOUALE	5 150 000	5 304 500	5 463 635
41104000026 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BIN HOUYE	4 900 000	5 047 000	5 198 410
41104000029 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MAN	4 700 000	4 841 000	4 986 230
42104000021 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF TAI	4 630 000	4 768 900	4 911 967
42104000024 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Guiglo	4 700 000	4 841 000	4 986 230
42104000025 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TOULEPLEU	4 900 000	5 047 000	5 198 410
42104000030 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bloléquin	4 700 000	4 841 000	4 986 230
43104000020 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DUEKOUE	4 700 000	4 841 000	4 986 230
51104000033 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF Divo	4 950 000	5 098 500	5 251 455
51104000034 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF GUITRY	4 700 000	4 841 000	4 986 230
51104000035 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF HIRE	4 850 000	4 995 500	5 145 365
51104000038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Zikisso	4 850 000	4 995 500	5 145 365

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
51104000043 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF LAKOTA	4 900 000	5 928 005	6 107 439
55104000017 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TABOU	4 700 000	4 841 000	4 986 230
55104000021 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SAN PEDRO	4 700 000	4 841 000	4 986 230
56104000023 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SOUBRE	4 950 000	5 098 500	5 251 455
57104000011 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SASSANDRA	4 700 000	4 841 000	4 986 230
61104000043 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF TANGUELAN	4 900 000	5 047 000	5 198 410
61104000044 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ABENGOUROU	4 700 000	4 841 000	4 986 230
61104000045 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Agnibilékro	4 700 000	4 841 000	4 986 230
61104000046 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YAKASSE-FEYASSE	4 700 000	4 841 000	4 986 230
62104000041 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TANDA	4 800 000	4 944 000	5 092 320
62104000042 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TIEDO	4 930 000	5 077 900	5 230 237
62104000045 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ASSUEFRY	4 850 000	4 995 500	5 145 365
62104000050 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF KOUASSI-DATEKRO	4 700 000	4 841 000	4 986 230
62104000052 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Transua	4 700 000	4 841 000	4 986 230
62104000060 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF BONDOUKOU	4 700 000	4 841 000	4 986 230
71104000102 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF Aboisso	4 700 000	4 841 000	4 986 230
71104000103 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF GRAND BASSAM	4 700 000	4 841 000	4 986 230
71104000104 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF MOOSSOU	4 700 000	4 841 000	4 986 230
76104000035 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF Agboville	4 990 000	5 139 700	5 293 891
76104000043 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TAABO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
76104000044 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF TIASSALE	4 850 000	4 995 500	5 145 365
76104000049 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, CENTRE KIMOU N'GUESSAN FAUSTIN	4 800 000	4 944 000	5 092 320
77104000031 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Affery	4 700 000	4 841 000	4 986 230
77104000032 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MONTEZO	4 850 000	4 995 500	5 145 365
77104000034 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ADZOPE	4 700 000	4 841 000	4 986 230
77104000044 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Yakassé-Attobrou	4 850 000	4 995 500	5 145 365
78104000368 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus-Cocody	4 700 000	4 841 000	4 986 230
78104000369 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF TREICHVILLE	4 900 000	5 047 000	5 198 410
78104000370 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre d'Alphabétisation Père Antonino Celona-Port Bouet, IFEF	4 700 000	4 841 000	4 986 230
78104000371 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ANOUMABO ESPOIR	4 700 000	4 841 000	4 986 230

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
78104000372 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF CAMP GALLIENI	3 210 000	3 306 300	3 405 489
78104000373 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BINGERVILLE	4 950 000	5 098 500	5 251 455
78104000374 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ABOBO-DOUME	4 900 000	5 047 000	5 198 410
78104000375 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Songon	5 550 000	5 716 500	5 887 995
78104000376 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YOPOUGON ST MARC	6 500 000	6 695 000	6 895 850
78104000377 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Money Gram UWW Adiopodoumé	4 900 000	5 047 000	5 198 410
78104000378 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARIE EUGENIE COCODY ANGRE	4 700 000	4 841 000	4 986 230
78104000411 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARIE-THÉRÈSE H.B.	5 900 000	6 077 000	6 259 310
78104000419 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF AGBAN	3 210 000	3 795 747	3 910 505
78104000452 Organiser les examens de fin de formation des IFEF	40 554 200	33 170 826	33 805 951
78104000454 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARCORY	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000455 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KOUMASSI	7 350 000	7 570 500	7 797 615
78104000456 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ANYAMA	4 850 000	4 995 500	5 145 365
78104000457 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF YOPOUGON MAIRIE	6 520 000	6 715 600	6 917 068
78104000458 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF AKOUEDO	5 550 000	5 716 500	5 887 995
78104000459 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF PORT-BOUET	9 250 000	9 527 500	9 813 325
78104000461 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF RIVIERA STE FAMILLE	5 500 000	5 665 000	5 834 950
78104000482 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ABOBO-SOGEFIHA	4 850 000	4 995 500	5 145 365
78104000483 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Notre Dame de l'incarnation Cocody	4 800 000	4 944 000	5 092 320
78104000490 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF YOPOUGON SOLIC III	7 200 000	7 416 000	7 638 480
78104000512 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Cocovico Cocody	4 990 000	5 139 700	5 293 891
78104000513 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ATTECOUBE	4 800 000	4 944 000	5 092 320
79104000033 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF LOPOU	4 900 000	5 047 000	5 198 410
79104000036 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF DABOU	4 800 000	4 944 000	5 092 320
79104000038 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Grand Lahou	5 550 000	5 716 500	5 887 995
79104000040 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF JACQUEVILLE	4 800 000	4 944 000	5 092 320
79104000050 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF LOPOU 2	9 000 000	6 609 342	7 810 279
79104000051 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TOUPAH	9 000 000	8 810 050	9 090 292
3 Transferts	***356 680 000***	***402 483 652***	***530 550 204***
22119040132 Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	0	46 425 000	46 425 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22119 Promotion de la Femme et du genre	**1 540 973 811**	**1 705 260 470**	**1 902 721 235**
22119040134 Apporter un appui au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)	6 680 000	7 686 671	7 859 553
22119040135 Assister les femmes en détresses	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78104000504 Fond d'amitié et de coopération Ivoiro-Burkinabé pour la promotion de la femme (FACIBF)	300 000 000	290 837 012	417 436 659
4 Investissements	***34 538 417***	***26 179 546***	***0***
Trésor	*34 538 417*	*26 179 546*	*0*
78104000520 Construire la clôture de l'IFEF SONGON	25 000 000	26 179 546	0
51104000032 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Lakota	4 013 455	0	0
31104000054 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Issia	5 524 962	0	0

II.2.3. Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	Action 3.1: Promotion des conditions de bien-être familial
	Action 3.2: Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Valoriser et protéger la famille	Nombre de ménages vulnérables soutenus	800	2500	3000	3500	Dénombrement Source : DPF
	Nombre de réunifications familiales réalisées	252	350	400	450	Dénombrement Source : DPF
	Pourcentage de familles sensibilisées aux valeurs morales	10%	30%	40%	50%	Nombre de familles sensibilisées aux valeurs morales / Effectif de 60 000 familles projetées Source : DPF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE	**599 410 082**	**464 767 212**	**496 212 659**
Personnel	0	0	0
Biens et services	418 809 000	382 214 080	395 514 561
Transferts	65 000 000	82 553 132	100 698 098
Investissements	115 601 082	0	0
Trésor	*115 601 082*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**599 410 082**	**464 767 212**	**496 212 659**
2212001 Promotion des conditions de bien-être familial	**576 526 082**	**441 196 692**	**471 935 023**
2 Biens et services	***395 925 000***	***358 643 560***	***371 236 925***
11104000037 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Yamoussoukro	8 500 000	8 755 000	9 017 650
14104000031 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DIMBOKRO	8 500 000	8 755 000	9 017 650
16104000026 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONGOUANOU	7 500 000	7 725 000	7 956 750
17104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de BOUAKE	8 220 000	8 466 600	8 720 598
17104000051 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de BEOUMI	8 000 000	8 240 000	8 487 200
18104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe socio-éducatif de Boniérédougou (Dabakala)	8 000 000	8 240 000	8 487 200
18104000044 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de DABAKALA	8 000 000	8 240 000	8 487 200
23104000018 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de ODIENNE	8 470 000	8 724 100	8 985 823
25104000021 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de SIRASSO	7 620 000	7 848 600	8 084 058
25104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de KORHOGO	7 120 000	7 333 600	7 553 608
28104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BOUNA	7 120 000	7 333 600	7 553 608
31104000042 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'ISSIA	7 370 000	7 591 100	7 818 833
31104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DALOA	7 920 000	8 157 600	8 402 328
32104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Oumé	7 485 000	7 709 550	7 940 837
41104000027 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de MAN	7 020 000	7 230 600	7 447 518
42104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de GUIGLO	7 020 000	7 230 600	7 447 518
43104000023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Duékoué	7 000 000	7 210 000	7 426 300

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**599 410 082**	**464 767 212**	**496 212 659**
43104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de Grand Gbapleu (EX CACE)	7 000 000	7 210 000	7 426 300
51104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de DIVO	7 320 000	7 539 600	7 765 688
55104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socia de TABOUI	7 030 000	7 240 900	7 458 127
55104000019 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de GRAND BEREBY	7 370 000	7 591 100	7 818 833
56104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Soubré	7 180 000	7 395 400	7 617 262
62104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONDOUKOU	16 680 000	17 180 400	17 695 812
77104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d' ADZOPE	8 330 000	8 579 900	8 837 297
78104000380 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social AVENUE 1 TREICHVILLE	7 720 000	7 951 600	8 190 148
78104000384 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif PORT-BOUET	7 630 000	7 858 900	8 094 667
78104000386 Apporter un soutien aux populations en difficulté	80 000 000	35 072 714	37 859 878
78104000436 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social KOUMASSI CENTRE	8 420 000	8 672 600	8 932 778
78104000437 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social COCODY NORD	7 500 000	7 725 000	7 956 750
78104000438 Apporter un appui technique au Ministère	6 400 000	6 592 000	6 789 760
78104000487 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social ADJAME 220 LOGEMENTS	9 370 000	10 629 995	10 950 665
78104000491 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ADJAME SANTE	7 220 000	7 436 600	7 659 698
78104000518 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Yopougon Port Bouët II	7 470 000	7 694 100	7 924 923
78104000525 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ABOBO GARE	7 420 000	7 642 600	7 871 878
90104000003 Organiser la Journée Internationale de la Famille	55 000 000	53 839 201	55 551 782
3 Transferts	***65 000 000***	***82 553 132***	***100 698 098***
78104000427 Soutenir les ménages vulnérables	65 000 000	82 553 132	100 698 098
4 Investissements	***115 601 082***	***0***	***0***
Trésor	115 601 082	0	0
78104000415 Construire et réhabiliter les CSE (Port-Bouët, Koumassi, Cocody, Adjamé 220 Lgts, Dabakala)	25 423 781	0	0
78104000385 Construire des bâtiments au CSE Treichville Avenue 1	34 576 219	0	0
43104000025 Réhabiliter, étendre et équiper le CSE Grand Gbapleu	29 000 000	0	0
25104000025 Construire et équiper le CSE Sirasso	26 601 082	0	0
2212002 Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles	**22 884 000**	**23 570 520**	**24 277 636**
2 Biens et services	***22 884 000***	***23 570 520***	***24 277 636***
78104000388 Coordonner les activités sectorielles de lutte contre le VIH/SIDA	5 364 000	5 524 920	5 690 668
78104000439 Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	6 780 000	6 983 400	7 192 902
78104000526 Finaliser la Politique Nationale de la Famille (PNF) et son plan d'actions	10 740 000	11 062 200	11 394 066

II.2.4. Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1: Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables
	Action 4.2: Renforcement de la lutte contre la traite l'exploitation et les violences faites aux enfants

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Renforcer le système communautaire et le service de protection de l'enfant	Proportion de localités disposant de mécanisme communautaire de protection des enfants	32%	38,66%	42%	45,33%	Nombre de localités couvertes / Nombre total de localités identifiés Source : DPE / PPEA (Base de calcul : 3000)
	Pourcentage d'OEV et leurs familles bénéficiant de soins et soutien selon les normes AQ	20%	40%	50%	60%	Nombre d'OEV servis/Nbre total d'OEV Source : Rapport d'activités PNOEV/Etat PEPFAR
	Pourcentage d'enfants en situation de rue ayant bénéficié d'une assistance	10%	50%	70%	100%	Nombre d'enfants pris en charge/ Nombre total d'enfants identifiés Rapport d'activités (Base : 5000 enfants) Source : PPEAV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 4 : PROTECTION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS VULNÉRABLES	**4 041 704 885**	**3 667 192 234**	**3 397 636 131**
Personnel	0	0	0
Biens et services	2 230 282 584	2 225 800 150	2 269 302 598
Transferts	14 060 794	6 280 598	10 032 047
Investissements	1 797 361 507	1 435 111 486	1 118 301 486
Trésor	1 213 761 507	1 435 111 486	1 118 301 486
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	583 600 000	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	**4 041 704 885**	**3 667 192 234**	**3 397 636 131**
2212101 Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	**2 008 355 794**	**1 530 272 400**	**1 459 845 176**
2 Biens et services	***313 470 000***	***298 880 316***	***331 511 643***
71104000077 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE de Biléoulékro	8 280 000	8 375 084	8 631 649
78104000389 Renforcer le fonctionnement de la Ligne verte 116 Enfants en détresse	23 340 000	22 756 978	23 356 772
78104000420 Apporter un soutien social aux pensionnaires Centre d'éducatif zone IV C	216 050 000	216 050 000	216 050 000
78104000506 Organiser des séances de sensibilisation de masse et de proximité sur la traite des enfants	10 800 000	10 498 254	11 037 222
78104000529 Réaliser une mission permanente de veille, de régulation et d'orientation sur les questions relatives à l'adoption (ACACI)	40 000 000	41 200 000	42 436 000
90104000001 Organiser la journée de l'enfant en situation de rue	15 000 000	0	30 000 000
3 Transferts	***14 060 794***	***6 280 598***	***10 032 047***
78104000390 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnières privées	8 000 000	4 232 242	6 399 342
78104000477 Prendre en charge les hospitalisations et obsèques des enfants poupons	6 060 794	2 048 356	3 632 705
4 Investissements	***1 680 825 000***	***1 225 111 486***	***1 118 301 486***
Trésor	1 097 225 000	1 225 111 486	1 118 301 486
78104000463 Réhabiliter et équiper le centre éducatif zone 4c	52 000 000	106 400 000	0
78104000442 Prendre en charge les enfants et orphelins du SIDA	785 274 920	1 118 711 486	1 118 301 486
78104000440 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	259 950 080	0	0
Financement extérieur	583 600 000	0	0
78104000440 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	583 600 000	0	0
2212102 Renforcement de la lutte contre la traite l'exploitation et les violences faites aux enfants	**2 033 349 091**	**2 136 919 834**	**1 937 790 955**
2 Biens et services	***1 916 812 584***	***1 926 919 834***	***1 937 790 955***
15104000026 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ENFANCE DE ZANZANSOU	4 980 000	5 129 400	5 283 282
16104000018 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE D'ASSE-ASSASSO (BONGOUANOU)	4 980 000	5 129 400	5 277 742
17104000043 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Bouaké	257 546 760	257 546 760	257 546 760
18104000040 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FOUMBOLO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
18104000041 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CACE de Bokala Niampondougou (Dabakala)	4 920 000	5 067 600	5 219 628
26104000020 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE de KOUTO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
41104000031 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de ZOUAN HOUNIEN	4 980 000	5 129 400	5 283 282
56104000024 Apporter un soutien aux enfants du Centre d'Accueil pour Enfants en Difficulté de Soubré (CAEDS)	58 820 000	60 584 600	62 402 138
61104000036 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE Yakassé-Feyassé (Abengourou)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
61104000037 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de Niablé	4 980 000	5 129 400	5 283 282

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	**4 041 704 885**	**3 667 192 234**	**3 397 636 131**
61104000039 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE L'INDENIE DJUABLIN	7 000 000	7 210 000	7 426 300
61104000042 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE ZINZENOU (ABENGOUROU)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
62104000053 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance N'dakro (Koun-Fao)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
62104000062 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de TIEDIO	4 950 000	5 078 058	5 231 108
71104000078 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE REVE D'ENFANTS de Moossou	5 980 000	6 159 400	6 344 182
71104000079 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de TIAPOUM	6 600 000	6 746 895	6 951 072
71104000080 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE POL AMEWE D'ABIATY (ABOISSO)	9 480 000	9 559 978	9 853 862
71104000081 Apporter un soutien social aux pensionnaires CPPE DE NOE (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000082 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE LES PAPILLONS D'ADIAKE (ABOISSO)	4 980 000	5 423 068	5 586 292
71104000083 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE LES MOINEAUX D'AYAME (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000084 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FRAMBO (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000086 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'aboisso	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000087 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Affiénou	7 000 000	7 210 000	7 426 300
71104000088 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Samo	8 380 000	8 503 636	8 763 173
71104000089 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE SAYKRO (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000093 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE ROSA D'ABOISSO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000094 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la petite enfance de Grand-Bassam	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000095 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance Eboinda (Tiapoum)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000096 Animer le CPPE de N'guiémé (TIAPOUM)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000101 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE KOTOAGNUAN (ABOISSO)	8 980 000	9 096 084	9 374 279
71104000105 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans la garderie GARDERIE D'ENFANTS DE TOUMANGUIE-VILLAGE	5 480 000	5 644 400	5 813 732
71104000106 Apporter un soutien social aux activités de l'Orphelinat de Grand-Bassam	245 959 465	245 959 465	245 959 465
71104000108 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE EJAMBO (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000110 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Adaou	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000111 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) Aka Aoulé d'Aboisso	4 980 000	5 129 400	5 283 282
71104000112 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE PÈRE OSCAR DE MAFERE (ABOISSO)	4 980 000	5 129 400	5 281 192
76104000036 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance Tiassalé	4 980 000	5 129 400	5 283 282
76104000039 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de N'douci	4 980 000	5 129 400	5 283 282
76104000045 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grand Moucho (Agboville)	7 980 000	8 066 084	8 313 379
76104000048 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Agboville	6 580 000	6 777 400	6 980 722
76104000050 Apporter un soutien aux enfants du Centre de Transit pour Enfants d'Agboville (CTEA)	11 000 000	11 304 447	11 644 466

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	**4 041 704 885**	**3 667 192 234**	**3 397 636 131**
77104000036 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de Memni (Alépé)	4 980 000	5 129 400	5 283 282
77104000039 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grâce d'Ahoutoué (Alépé)	4 950 000	5 098 500	5 251 455
77104000041 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE D'ANANGUIE (ADZOPE)	8 880 000	9 146 400	9 420 792
77104000045 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de OGHLWAPO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000391 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance de Koumassi Nord Est Mamie Adjoua	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000395 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance COCODY SUD	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000396 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance YOPOUGON ATTIE	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000397 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Yopougon	266 260 995	266 260 995	266 260 995
78104000398 Organiser la Journée de l'Enfant Africain	22 600 000	22 600 000	22 600 000
78104000399 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance d' Anono	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000400 Apporter un appui au fonctionnement du Parlement des enfants	4 360 000	4 490 800	4 625 524
78104000412 Gérer les activités de la Pouponnière MTHB	243 354 000	243 354 000	243 354 000
78104000430 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) les hammeaux de la Palmeraie	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000443 Coordonner les interventions en matière de protection de l'enfant	6 000 000	6 180 000	6 365 400
78104000489 Apporter un un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (C P P E) Mamie ADJOUA	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000497 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE DJAKO DJOMAN D'AZITO	4 980 000	5 129 400	5 283 282
78104000516 Apporter un soutien social aux pensionnaires de l'Orphelinat de BINGERVILLE	258 758 020	258 758 020	258 758 020
79104000034 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Dabou	270 683 344	270 683 344	270 683 344
79104000043 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la GARDERIE D'ENFANTS DE VIEIL AKLOJ (DABOU)	4 990 000	5 139 700	5 293 891
4 Investissements	***116 536 507***	***210 000 000***	***0***
Trésor	*116 536 507*	*210 000 000*	*0*
78104000515 Prog. Prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	61 936 507	125 000 000	0
76104000051 Réhabiliter, Etendre et Equiper le Centre de transit d'Agboville pour les enfants en situation de rue	25 000 000	85 000 000	0
71104000114 Construire et équiper les locaux du personnel soignant de l'Orphelinat de Grand Bassam	29 600 000	0	0

II.2.5 Programme 5 : Autonomisation des femmes

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 5 en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Autonomisation des femmes	Action 5.1: Développement des stratégies d'éducation et de formation a l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
	Action 5.2: Promotion économique, sociale et juridique de la femme
	Action 5.3: Promotion de l'entreprenariat féminin

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Autonomisation des femmes						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Améliorer les mécanismes de promotion d'autonomisation des femmes	Proportion d'organisations de femmes ayant bénéficié de formation sur l'entrepreneuriat	2 %	10 %	20 %	40 %	(Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat / Nombre de femmes prévues) x 100 Source : DEF
	Proportion de femmes bénéficiaires de programmes de renforcement de capacités en leadership, management et compétences de vie sociale	-	6,67 %	9,33 %	10,67 %	(Nombre de femmes formées en leadership management et compétences de vie sociale / Nombre total de femmes programmées) x100 Source : DEF/ DVCF
	Proportion de groupements de femmes ayant bénéficié d'un appui financier	12,50 %	6,25 %	31,25 %	43,75 %	(Nombre de groupements ayant bénéficié d'un appui financier / Nombre de groupements programmés) x100 Source : PGNFFD

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 5 : AUTONOMISATION DES FEMMES	**709 652 700**	**1 330 351 086**	**1 340 363 239**
Personnel	0	0	0
Biens et services	255 227 700	283 926 086	293 938 239
Transferts	46 425 000	46 425 000	46 425 000
Investissements	408 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Trésor	408 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22218 Autonomisation des femmes	**709 652 700**	**1 330 351 086**	**1 340 363 239**
2221801 Développement des stratégies d'éducation et de formation a l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural	**46 425 000**	**46 425 000**	**46 425 000**
3 Transferts	***46 425 000***	***46 425 000***	***46 425 000***
78104000366 Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	46 425 000	46 425 000	46 425 000
2221804 Promotion économique, sociale et juridique de la femme	**122 827 700**	**150 202 531**	**154 708 607**
2 Biens et services	***122 827 700***	***150 202 531***	***154 708 607***
78104000352 Elaborer et mettre en Œuvre une stratégie de valorisation des compétences féminines	7 000 000	10 300 000	10 609 000
78104000381 Faciliter l'accès à l'eau potable aux femmes en milieu rurale	1 500 000	1 545 000	1 591 350
78104000382 Piloter le conseil national de femme	3 041 200	3 132 436	3 226 409
78104000447 Apporter un appui financier aux femmes pour la création d'AGR	9 700 000	9 991 000	10 290 730
78104000470 Renforcer les capacités des femmes sur leurs droits et devoirs	15 000 000	20 600 000	21 218 000
78104000471 Organiser la Journée internationale des coopératives.	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78104000496 Organiser la Journée mondiale de la femme rurale	54 586 500	56 224 095	57 910 818
78104000524 Développer le système de financement communautaire à l'endroit des femmes et les groupements coopératifs	12 000 000	27 810 000	28 644 300
2221805 Promotion de l'entreprenariat féminin	**540 400 000**	**1 133 723 555**	**1 139 229 632**
2 Biens et services	***132 400 000***	***133 723 555***	***139 229 632***
78104000472 Organiser la Journée internationale de l'entreprenariat féminin	60 400 000	62 394 871	65 755 775
78104000473 Former et sensibiliser les femmes et groupements féminins en entrepreneuriat	14 000 000	15 450 000	15 913 500
78104000474 Mobiliser les parties prenantes autour de la Stratégie Nationale de la Femme en Côte d'Ivoire	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78104000498 Renforcer les capacités des femmes en leadership, management et en compétences de vie courante	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78104000502 Renforcer le dispositif de promotion de l'entrepreneuriat féminin	38 000 000	35 278 684	36 342 357
4 Investissements	***408 000 000***	***1 000 000 000***	***1 000 000 000***
Trésor	*408 000 000*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*
90104000005 Projet de Construction des Usines des Femmes de Côte d'Ivoire "USIFEM-COTE D'IVOIRE"	300 000 000	0	0
78104000451 Projet Autonomisation de la Femme rurale	108 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

SECTION 356 : MINISTERE DE L’ECONOMIE NUMERIQUE, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INNOVATION

SECTION 356 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INNOVATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Economie Numérique

- l'inadaptation du cadre juridique actuel aux technologies dites de la 4ème Révolution industrielle (5G, Internet des Objets, Cloud, etc.) ;
- le faible niveau de pénétration de l'internet fixe haut débit ;
- l'offre de contenus locaux numériques quasi marginale ;
- la faible qualification et l'insuffisance des ressources humaines;
- la mauvaise qualité et le coût élève des services offerts à la population ;
- l'accessibilité limitée des populations aux services et outils de l'économie numérique ;
- le faible niveau d'utilisation des TICs par les populations ;
- la difficulté pour la population à accéder aux équipements terminaux TIC ;
- la persistance de la cybercriminalité ;
- la faible pénétration des services numériques dans l'administration publique ;
- le faible niveau de la digitalisation de l'administration et de la gouvernance électronique ;
- le faible niveau de digitalisation dans les secteurs prioritaires de développement de l'économe nationale.

Au niveau des Télécommunications et de l'Innovation

- l'inadaptation du cadre juridique actuel ;
- le faible niveau de pénétration de la large bande ;
- le faible taux de couverture des réseaux mobiles en 3G/4G ;
- l'absence de connectivité dans les zones rurales ;
- l'absence de cadre juridique adapté et dédié favorisant l'identification, l'accompagnement (incubation, accélération, etc.) des startups ;
- l'environnement des affaires encore difficile pour les startups, notamment en ce qui concerne le paiement des impôts, l'exécution des contrats, l'insolvabilité ;
- le faible accès à des sources alternatives et adaptées de financement de démarrage, en particulier un financement d'amorçage adapté aux modèles économiques des startups ;
- l'insuffisance d'offres de services postaux innovants et compétitifs ;
- les difficultés structurelles de gestion de la Poste CI ;
- la non effectivité de la mise en œuvre du service postal universel ;
- l'inadaptation des services et des ressources humaines ;
- la faible culture d'entrepreneuriat et le manque de modèles ;
- les difficultés persistantes des startups à accéder à des marchés suffisamment grands ;
- le déficit financier de la Poste CI ;
- la lenteur dans la réhabilitation et l'équipement des bureaux de poste.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Economie Numérique

- la prise de la loi n° 2017-803 du 7 décembre 2017 d'orientation de la société de l'information en Côte d'Ivoire ;
- l'octroi de trois licences pour la fourniture de la téléphonie 4G ;
- la mise en œuvre du programme de gouvernance électronique E-gouv ;
- la création de l'ESATIC, établissement public supérieur de formation dans le secteur des TICs (formation de 200 techniciens et ingénieurs par an);
- le contrôle de la qualité de service des opérateurs de téléphonie mobile ;
- la mutualisation des infrastructures TIC par les opérateurs ;
- la couverture en internet wifi des universités et grandes écoles publiques ;
- l'identification des abonnés à la téléphonie mobile ;
- le déploiement de centres multimédias spécialisés au profit des personnes en situation de handicap ;
- la création du CI-CERT ;
- la mise en place du programme d'accessibilité aux outils TIC.

Au niveau des Télécommunications et de l'Innovation

- la mise en œuvre du projet de maillage du pays en fibre optique de 5435 km ;
- l'autorisation de la connectivité internationale avec quatre câbles sous-marins;
- l'existence d'un point d'échange Internet, dénommé « CIVIX» ;
- la mise en œuvre de la loi n° 2013-762 du 10 octobre 2013 portant nouveau code postal ;
- la création d'une structure de régulation postale dont la gestion est confiée à l'ARTCI ;
- la création de la fondation Jeunesse Numérique ;
- la mise en œuvre par le Gouvernement du plan de redressement de la Poste Côte d'Ivoire ;
- le rééquilibrage des comptes de la société d'Etat : la Poste Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du courrier hybride ;
- la mise en œuvre du service postal universel ;
- la mise en œuvre du projet de maillage du territoire national en FO (Backbone) ;
- la diversification et l'innovation des offres par le lancement de nouvelles activités telles que la vente en ligne, la livraison à domicile, le courrier en ligne et le cash-cash ;
- l'exécution du mécanisme de départ volontaire à la retraite des agents en âge avancé de la Poste Côte d'Ivoire;
- la réhabilitation de 41 bureaux de poste sur les 66 bureaux de poste dans la zone ex-CNO.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise en place d'un cadre réglementaire propice aux investissements privés ;
- le renforcement du cadre juridique et règlementaire du commerce électronique ;
- l'acélération de l'adoption de la loi sur les Startups pour promouvoir l'entreprenariat du numérique ;
- l'adoption d'une loi sur la programmation de la recherche et l'innovation technologique ;
- l'élaboration d'un plan directeur de rationalisation des plateformes et infrastructures numériques publiques;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale du numérique ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de cybersécurité ;
- la création d'une plateforme mutualisée des paiements électroniques gouvernementaux ;
- la mise en place d'un outil collaboratif de l'administration publique sous logiciels libres ;
- la mise en œuvre du projet de Système intégré de Gestion des Statistiques de l'économie numérique ;
- la réalisation du projet d'application de visioconférence de l'administration ;

- la numérisation des archives de l'identification et de l'Etat civil ;
- la mise en place des plateformes d'archivage et Framework eGouv ;
- l'accroîssement de la gamme de produits disponibles sur la plateforme documents.ci ;
- la simplification des conditions d'accès aux ressources permettant la fourniture des services financiers numériques ;
- l'extension de la numérisation du traitement des courriers à tous les ministères et institutions ;
- la définition des lignes directrices pour accroître les compétences en lecture, écriture et calcul, et les compétences numériques générales et spécialisées à travers des systèmes d'apprentissage publics, privés et industriels ;
- la promotion du développement des infrastructures de télécommunications /TIC de qualité ;
- la promotion du développement de l'accessibilité aux services de télécommunications /TIC ;
- le développement de l'offre de contenu numérique local ;
- la construction et l'équipement des centres régionaux de formation aux métiers du numérique ;
- la création d'une offre de formation sur les nouveaux métiers du numérique ;
- la création des centres de formation en cyber sécurité dans tous les domaines (juridiques, ingénieuries, sécurité) ;
- la création des filières de formation sur les technologies de la 4ème révolution industrielle ;
- la formation d'une expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC et en matière de services postaux ;
- la réalisation du projet E-com@Africa à l'utilisation du réseau de la Poste CI pour les activités d'e-commerce ;
- la modernisation des infrastructures informatiques de la Poste CI;
- la réalisation de l'interopérabilité des plateformes de services financiers électroniques ;
- la promotion du développement d'une économie numérique inclusive ;
- l'actualisation du code postal ;
- la poursuite de la réforme de la poste et la restructuration de la Société la Poste CI ;
- l'accompagnement de la société la Poste CI dans sa migration vers une poste plus innovante orientée vers des services postaux digitaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement des infrastructures numérique ;
- le développement des services du numérique ;
- l'amélioration des services financiers numériques ;
- le renforcement des compétences numériques ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur de l'Economie numérique ;
- le développement de l'innovation dans le secteur du numérique ;
- le renforcement de la Cybersécurité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre institutionnel et juridique du secteur est amélioré ;
- le développement de la recherche et de l'innovation dans le sous- secteur de l'économie numérique est assuré ;
- le développement et l'innovation du sous-secteur postal est assuré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 Avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 27, le Ministre de l'Economie Numérique, des Télécommunications et de l'Innovation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie numérique, des Télécommunications et de Poste.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Economie Numérique

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière d'économie numérique ;
- mise en œuvre de stratégies et de plans d'actions pour le développement d'un environnement numérique ;
- développement de l'accès au réseau numérique ;
- mise en œuvre de politique visant à réduire la fracture numérique ;
- mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'administration, en liaison avec le Ministère chargé de la Fonction Publique ;
- promotion et vulgarisation de l'économique numérique ;
- promotion des ressources humaines et développement d'une expertise nationale en matière d'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- promotion de la formation de la recherche scientifique et technologique en matière d'économie numérique ;
- contrôle de la programmation, de la mise en œuvre de la politique d'exploitation et de maintenance des infrastructures techniques du secteur public ;
- promotion et incitation au développement de l'industrie dans le domaine de l'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé de l'Industrie ;
- participation aux négociations des accords et suivi des engagements internationaux en matière d'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé des Affaires Etrangères ;
- initiative et promotion de la coopération en matière d'économie numérique.

En matière de Télécommunications et d'Innovation

- contrôle de la programmation et de la réalisation des infrastructures et des équipements du secteur des télécommunications ainsi que leur maintenance ;
- contrôle de la réglementation en matière de télécommunication ;
- suivi des concessions dans les différents secteurs d'infrastructures de télécommunication ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique en matière de technologie et de communication ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique en faveur du développement et de la diffusion des usages du numérique ;
- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de télécommunication ;
- développement de la formation, de l'emploi, de la recherche, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur numérique ;
- définition et suivi de la politique de l'Etat en matière d'innovation numérique et de soutien aux entreprises numériques innovantes ;
- restructuration et modernisation de la Poste ;
- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de Poste ;
- réalisation des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- contrôle de la réglementation en matière postale ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique en matière postale**.**

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Economie numérique et poste.
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUSTUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction desAffaires Financières (D.A.F),Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJCI), Direction des Ressources Humaines (DRH), Service de la documentation et des archives (SDA), Service communication (SERCOM), Direction des Projets, Des Systèmes d'Information et des Statistiques(DPSIS), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Cellule de la gestion dupatrimoine (CGP).			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUSTUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Economie numérique et poste	Direction de l'Economie Numérique et de la Poste(DENUP)	-Agence Nationale des Services Universels desTélécommunications (ANSUT) ; -Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIBSA.) ; - Zone Biotechnologiedes Technologies de l'Information et de la Communication (ZBTIC) -Ecole Supérieur Africaine des TIC(ESATIC) ; -Agence Ivoirienne deGestion des Fréquences (AIGF) ; -Autorité de Régulation des Télécommunicationde Côte d'Ivoire (ARTCI) ; -La Poste CI ; -Ecole Multinationale Supérieure des Postes(EMSP). -Fondation JeunesseNumérique ; Projet de Solution Numérique pour le Désenclavement des Zones Rurales et l'E- Agriculture (PSNDEA) ;	-Réouverture des 66 bureaux de poste dans les zones ex-CNO ; -Projet de Solution Numérique pour le Désenclavement des zonesrurales et l'E-agriculture (PSNDEA) - Projet d'aménagement de la Zone Franche de Grd Bassam(ZBTIC) ; - Projet de système intégré de gestion des statistiques sectorielles (SIGESS)	-Mise en place d'un Réseau National Haut Débit Fibre Optique(ANSUT) ; - Interconnexion des Universités et Grandes écoles publiques et privés; -Poursuivre la mise en œuvre du projet de gouvernance électronique(E-GOUV) (ANSUT/SNDI) ; -Mise en œuvre du Projet un citoyen un ordinateur + une connexionInternet pour 500 000 foyers (ANSUT) ; -Réaménager les bandes GSM et les RRI (AIGF) ; - Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations (AIGF) ; - Implanter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan (AIGF) ; -Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisés du spectre (SGCAS) (AIGF) - Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité etd'interopérabilité (AIGF). - Mettre en œuvre les Campagnes annuelles de mesures RNI(AIGF) ; - Mettre en place des mesures et des dispositifs de sécurisation des transactions électroniques (ARTCI) ; - Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat (ARTCI) - Renforcement de la cellule de lutte contre la cybercriminalité (ARTCI)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1.1 : Le cadre institutionnel et juridique du ministère est amélioré	IP 1.1.1 : Taux de mise en œuvre des actions prioritaires	Nombre d'actions prioritaires réalisées / Nombre d'actions prioritaires prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Assurer la transformation digitale de l'économie nationale par le développement du secteur	RS 2.1 : Le développement, la recherche et l'innovation dans le sous- secteur de l'économie numérique est assuré.	IP 2.1.1 : Taux de pénétration internet haut débit fixe - FTTX	Nombre d'abonnés à internet par fibre optique / Population globale Source : Rapport d'activités ARTCI
		IP 2.1.2 : Nombre de jeunes ivoiriens sensibilisés/formés au numérique	Dénombrement Source : DENUP/FNJ -ESATIC
		IP 2.1.3 : Nombre de projets incubés porté par les jeunes	Dénombrement Source : DENUP/FNJ -ESATIC
		IP 2.1.4 : Taux de pénétration internet mobile	Nombre d'abonnés internet mobile / Population globale Source : Rapport d'activités ARTCI
	RS 2.2 : Le développement, et l'innovation du sous-secteur postal est assuré	IP 2.2.1 : Nombre de nouveaux services postaux créés	Dénombrement Source ; Rapport d'activités La Poste Côte d'Ivoire

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**50 079 822 439**	**47 427 724 570**	**51 020 298 481**
1.1 Ressources Intérieures	**43 208 472 056**	**47 427 724 570**	**51 020 298 481**
1.1.1 Budget Etat	43 208 472 056	47 427 724 570	51 020 298 481
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**6 871 350 383**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	6 871 350 383	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**50 079 822 439**	**47 427 724 570**	**51 020 298 481**
2.1 Personnel	**1 897 735 047**	**1 970 221 856**	**2 047 642 035**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 897 735 047	1 970 221 856	2 047 642 035
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 263 760 016**	**1 323 640 489**	**1 384 611 834**
2.3 Transferts	**37 159 958 811**	**40 283 493 134**	**43 545 157 066**
2.4 Investissement	**9 758 368 565**	**3 850 369 091**	**4 042 887 546**
Trésor	*2 887 018 182*	*3 850 369 091*	*4 042 887 546*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*6 871 350 383*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique du ministère	Nombre de textes législatifs et réglementaires du ministère soumis	13	9	10	8	Dénombrement Source de vérification : DAJCI
	Nombre de contrôles effectués par l'Inspection Générale	4	4	4	4	Dénombrement Source de vérification : IG
	Nombre de conflits internes réglés	5	5	5	5	Dénombrement Source de vérification : IG
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion des agents formés	10%	20%	25%	25%	(Nombre d'agents formés/ Nombre d'agents du ministère) x 100 Source de vérification : DRH
	Taux d'exécution du budget	93%	90%	90%	90%	Total liquidation/ Total budget actuel Source de vérification : DAF
OS3 : Renforcer le système de communication et d'archivage du ministère	Nombre de répertoires des documents élaborés	3	6	9	9	Dénombrement Source de vérification : SDA
	Nombre de cartons numérisés	0	6	9	9	Dénombrement Source de vérification : SDA
	Taux d'exécution du plan de communication	50%	60%	60%	60%	(Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) x 100 Source de vérification : SERCOM

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS4 : Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de rapports d'exécution du programme d'actions prioritaires produits dans les délais	-	75%	80%	80%	(Nombre de rapports mensuels produits au plus tard le 05 du mois/Nombre de rapports attendus) x 100 Source de vérification : DPSIS
	Taux de production des statistiques trimestrielles	75%	100%	100%	100%	Nombre rapports produits/ Nombre de rapports prévus Source de vérification : DPSIS
	Taux des demandes d'assistance en informatique du personnel satisfaites en 2 jours	80%	90%	95%	95%	(Nombre de demandes d'assistance satisfaites en 2 jours/ Nombre de demandes d'assistance) x 100 Source de vérification : DPSIS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**1 608 443 573**	**1 709 848 546**	**1 816 739 133**
Personnel	529 640 931	580 413 300	636 052 804
Biens et services	1 078 802 642	1 129 435 246	1 180 686 329
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21125 Administration Générale	**1 608 443 573**	**1 709 848 546**	**1 816 739 133**
2112501 Coordination et animation du ministère	**494 801 200**	**519 541 260**	**545 508 624**
2 Biens et services	***494 801 200***	***519 541 260***	***545 508 624***
78046000436 Coordonner la coopération internationale dans le secteur de l'Economie Numérique et de la Poste	5 000 000	5 250 000	5 512 500
78046000485 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'économie numérique et de poste	133 850 000	140 542 500	147 560 626
78046000505 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	260 251 200	273 263 760	286 926 248
78046000506 Élaborer les Contrats et accords de coopération et gérer les contentieux	11 500 000	12 075 000	12 678 750
78046000530 Apporter un appui juridique aux services du ministère	24 000 000	25 200 000	26 460 000
78046000538 Renforcer la gouvernance des Directions et Services rattachés au cabinet et les structures sous tutelles	11 500 000	12 075 000	12 678 750

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21125 Administration Générale	**1 608 443 573**	**1 709 848 546**	**1 816 739 133**
78046000608 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	18 500 000	19 425 000	20 396 250
90046000001 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité des matières du Ministère de l'Economie Numérique, des Télécommunications et de l'Innovation	23 700 000	24 885 000	26 129 250
90046000004 Vulgariser les textes juridiques du secteur	6 500 000	6 825 000	7 166 250
2112502 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**963 745 381**	**1 031 025 444**	**1 103 984 576**
1 Personnel	***529 640 931***	***580 413 300***	***636 052 804***
78046000437 Prendre en charge le salaire du personnel	529 640 931	580 413 300	636 052 804
2 Biens et services	***434 104 450***	***450 612 144***	***467 931 772***
78011100259 Prendre en charge les missions en CI	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78046000419 Prendre en charge les missions hors CI	70 000 000	70 000 000	70 000 000
78046000420 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	25 000 000	26 250 000	27 562 500
78046000421 Suivre l'exécution du Budget du Ministère	19 474 153	20 447 861	21 470 254
78046000422 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires du MENUP sur la gestion axée sur les résultats	15 000 000	15 750 000	16 537 500
78046000423 Gérer la commande publique du ministère	7 000 000	7 350 000	7 717 500
78046000507 Exécuter les dépenses d'abonnement du minstère (Dir Patrimoine)	73 104 686	77 242 411	81 614 331
78046000508 Gérer les ressources financières du ministère	16 800 000	17 660 000	18 522 001
78046000509 Prendre en charge les dépenses liées au renforcement des capacités matérielles, techniques et opérationnelles des services du ministère	104 990 670	110 240 204	115 752 214
78046000534 Suivre l'exécution des Marchés du Ministère	5 500 000	5 775 000	6 063 750
78046000580 Renforcer les capacités du personnel du ministère	18 500 000	19 425 000	20 396 250
78046000596 Gérer les ressources humaines du ministère	24 734 941	25 971 668	27 270 472
78046000607 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
90046000008 Aménager et équiper la salle de conférence du 17ième étage	10 000 000	10 500 000	11 025 000
2112503 Information et communication	**89 196 992**	**93 656 842**	**98 339 683**
2 Biens et services	***89 196 992***	***93 656 842***	***98 339 683***
78046000425 Organiser la communication des activités du ministère (SERCOM)	60 196 992	63 206 842	66 367 183
78046000426 Gérer les archives du ministère	21 500 000	22 575 000	23 703 750
78046000588 Produire des recueils de textes législatifs et reglementaires du secteur	5 500 000	5 775 000	6 063 750
90046000003 Créer la bibliothèque numérique du MENUTI	2 000 000	2 100 000	2 205 000
2112504 Planification, programmation et suivi-évaluation	**60 700 000**	**65 625 000**	**68 906 250**
2 Biens et services	***60 700 000***	***65 625 000***	***68 906 250***
78046000427 Organiser la planification générale des activités du MENUP	29 500 000	30 975 000	32 523 750
78046000428 Réaliser les études et la production des statistiques du ministère	10 000 000	10 500 000	11 025 000
78046000535 Assurer le fonctionnement du réseau et des applicatifs et fournir l'assistance au personnel du ministère	21 200 000	24 150 000	25 357 500

II.2.2. Programme 2 : Economie numérique et poste

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Economie numérique et poste	Action 2.1: Développement du secteur Economie Numérique
	Action 2.2: Modernisation et développement du secteur Postal

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Economie numérique et poste						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS1 : Développer des compétences dans le secteur de l'économie numérique	Nombre de Fonctionnaires et Agents de l'Etat formés	2 120	3 000	3 000	3 000	Dénombrement Source: SNDI
	Nombre de diplômés (Licences et Master)	400	400	400	400	Dénombrement Source: ESATIC
	Nombre d'articles publiés	0	5	5	5	Dénombrement Source: ARTCI, ESATIC, AIGF
	Nombre de brevets	0	0	3	5	Dénombrement Source:ESATIC
OS2 : Développer une société de l'information numérique	Linéaire de réseau de FO public opérationnel	2 000	5 435	7 000	7 000	Dénombrement Source: ANSUT
	Taux de pénétration en smartphones	30%	45%	60%	70%	(Nombre de smartphones utilisés/ population totale) x 100 Source: ARTCI
	Nombre de procédures administratives dématérialisées et mises en ligne	36	50	60	70	Dénombrement Source: ANSUT ; SNDI
	Nombre de localités de l'intérieur du pays connectées à l'Intranet de l'Administration	70	102	120	160	Dénombrement Source: ANSUT ; SNDI
	Nombre de comptes de messagerie professionnels actifs	10 000	20 000	30 000	50 0000	Dénombrement Source: ANSUT ; SNDI
	Nombre de cabinets ministériels utilisant la plateforme e-cabinet	5	20	40	44	Dénombrement Source: SNDI

Programme 2 : Economie numérique et poste						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS2 : Développerune société de l'information numérique	Taux d'exécution des projets d'aménagement de la zone franche de Grand –Bassam	90%	95%	95%	95%	(Nombre de projets exécutés/ Nombres de projets programmés) x100 Source: VITIB
	Nombre d'entreprises installées au VITIB	8	15	20	25	Dénombrement Source: VITIB
OS3 : Renforcer la confiance numérique par la sécurisation du cyberespace et des infrastructures critiques	Nombre de campagnes annuelles de mesure des RNI de contrôle de conformité de 500 sites et stations radioélectriques	01	02	02	02	Dénombrement Source: AIGF
	Classement Global Cyber Security Index (GCI)	86/175	70/175	60/175	50/175	Classement de l'UIT Source: ARTCI / Publication de l'UIT
OS4 : Assurer un service postal inclusif et universel	Nombre de bureaux de postes opérationnels	141	172	198	198	Dénombrement Source: Poste CI
OS5 : Promouvoir les services postaux innovants	Taux d'exécution du projet Ecom@Africa	20%	70%	90%	100%	Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités programmés Source: ARTCI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ECONOMIE NUMÉRIQUE ET POSTE	**14 595 378 866**	**9 246 926 024**	**9 830 159 348**
Personnel	1 368 094 116	1 389 808 556	1 411 589 231
Biens et services	184 957 374	194 205 243	203 925 505
Transferts	3 283 958 811	3 812 543 134	4 171 757 066
Investissements	9 758 368 565	3 850 369 091	4 042 887 546
Trésor	*2 887 018 182*	*3 850 369 091*	*4 042 887 546*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*6 871 350 383*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22126 Economie numérique et poste	**14 595 378 866**	**9 246 926 024**	**9 830 159 348**
2212601 Développement du secteur Economie Numérique	**12 233 212 814**	**6 618 004 539**	**7 122 667 867**
1 Personnel	***1 368 094 116***	***1 389 808 556***	***1 411 589 231***
78046000424 Assurer la masse salariale de la poste de Côte d'Ivoire	532 240 000	544 330 836	556 498 176
78046000567 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ESATIC	835 854 116	845 477 720	855 091 055
2 Biens et services	***184 957 374***	***194 205 243***	***203 925 505***
78046000456 Assurer la veille de la reforme en matière de la réglementation et le code postal	5 157 374	5 415 243	5 686 005
78046000459 Organiser les journées inter-écoles dédiées aux étudiants en télécommunications et en informatique	10 000 000	10 500 000	11 025 000
78046000518 Mettre en œuvre le programme d'accessibilité et de développement inclusif de l'ENUM	20 000 000	21 000 000	22 050 000
78046000519 Mettre en œuvre un écosystème dédié à l'IoT (Internet des Objets)	7 500 000	7 875 000	8 278 750
78046000550 Définir les orientations, les principes directeurs et les objectifs pour le développement du secteur de l'économie numérique et du secteur postal	20 800 000	21 840 000	22 932 000
78046000560 Mettre gratuitement à la disposition du grand public certains contenus pédagogiques et didactique via internet	20 000 000	21 000 000	22 050 000
78046000568 Assurer la promotion et l'appropriation de la stratégie régionale (CEDEAO Mauritanie) de cybersécurité et de la protection des infrastructures critiques	3 500 000	3 675 000	3 858 750
78046000602 Organiser les journées de préparation de l'écosystème à la migration vers la 5G	5 000 000	5 250 000	5 512 500
90046000009 Définir les orientations, les principes directeurs et les objectifs pour la transformation digitale et l'innovation	31 000 000	32 550 000	34 177 500
90046000010 Définir les orientations, les principes directeurs et les objectifs pour le développement, l'exploitation et la maintenance des systèmes d'information du ministère	31 000 000	32 550 000	34 177 500
90046000011 Définir les orientations, les principes directeurs et les objectifs pour la cybersécurité et le développement de la confiance numérique	31 000 000	32 550 000	34 177 500
3 Transferts	***1 458 810 941***	***1 726 490 740***	***2 034 278 131***
22126020018 Attirer en Zone franche des entreprises TIC et Biotechnologique	500 000 000	500 000 000	500 000 000
71046000007 Suivre l'exécution technique et financière et l'évaluation des projets sur le site de la zone franche	168 329 743	327 574 346	387 222 311
78021000606 Assurer la régularité des activités de la zone franche de Grand Bassam	100 000 000	113 717 618	145 108 552
78046000455 Former des spécialistes dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication	690 481 198	785 198 776	1 001 947 268
4 Investissements	***9 221 350 383***	***3 307 500 000***	***3 472 875 000***
Financement extérieur	*6 871 350 383*	*0*	*0*
78046000460 Intégrer le digital dans le secteur agricole	6 871 350 383	0	0
Trésor	*2 350 000 000*	*3 307 500 000*	*3 472 875 000*
90046000002 Système intégré d'information de gestion des statiques	50 000 000	52 500 000	55 125 000
78046000460 Intégrer le digital dans le secteur agricole	1 100 000 000	1 155 000 000	1 212 750 000
71046000008 Amnénager la zone franche de Grand Bassam	1 200 000 000	2 100 000 000	2 205 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22126 Economie numérique et poste	**14 595 378 866**	**9 246 926 024**	**9 830 159 348**
2212602 Modernisation et developpement du secteur Postal	**2 362 166 052**	**2 628 921 485**	**2 707 491 481**
3 Transferts	***1 825 147 870***	***2 086 052 394***	***2 137 478 935***
78046000461 Réaliser le service postal au niveau national et international	1 700 147 870	1 700 147 870	1 700 147 870
78046000462 Former des spécialistes dans le domaine de la Poste	125 000 000	385 904 524	437 331 065
4 Investissements	***537 018 182***	***542 869 091***	***570 012 546***
Trésor	*537 018 182*	*542 869 091*	*570 012 546*
78046000562 Poursuivre la réhabilitation des bureaux de postes dans les zones ex-cno	537 018 182	542 869 091	570 012 546

II.2.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 3.1: Gestion des Comptes spéciaux du trésor

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**33 876 000 000**	**36 470 950 000**	**39 373 400 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	33 876 000 000	36 470 950 000	39 373 400 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
23205 Comptes Spéciaux du Trésor	**33 876 000 000**	**36 470 950 000**	**39 373 400 000**
2320501 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	**33 876 000 000**	**36 470 950 000**	**39 373 400 000**
3 Transferts	33 876 000 000	36 470 950 000	39 373 400 000
78046000452 Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT)	30 605 000 000	33 053 000 000	35 697 000 000
78046000573 Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications	3 271 000 000	3 417 950 000	3 676 400 000

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'implication des jeunes dans les processus de développement ;
- la vulnérabilité des jeunes aux fléaux sociaux (VIH/IST, drogue/Tabac/ Alcool, violence, grossesses/mariages précoces, migration irrégulière, etc…) ;
- le faible accès des jeunes aux services sociaux de base de qualité répondant à leurs besoins ;
- le chômage des jeunes ;
- les difficultés des jeunes vis-à-vis de l'emploi ;
- les difficultés d'insertion des jeunes liées à leurs caractéristiques (profils de formation et de compétence incompatibles aux besoins du marché du travail et la faible capacité en matière d'auto-emploi) ;
- l'insuffisance de l'offre d'emplois décents des secteurs privés et public ;
- la forte inégalité de genre avec des opportunités d'emplois ne tenant pas suffisamment compte de la situation des groupes spécifiques ;
- la précarité des emplois occupés par les jeunes ;
- la faiblesse du volume de l'auto-emploi des jeunes ;
- la destruction des symboles de la République et l'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les incarnent ;
- la prolifération des nouvelles formes de violence ;
- la non implication des populations dans les actions communautaires ;
- le non-respect des valeurs démocratiques.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de financements des projets de la jeunesse ;
- la mise en place de projets de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ;
- l'organisation de Campagnes thématiques pour le Changement de Comportement (CCC), à l'endroit des jeunes ;
- la mise en place d'une plate-forme technologique dénommée U-report d'échange entre les jeunes eux-mêmes, et les jeunes et les spécialistes dans divers domaines d'intérêt ;
- l'élaboration d'un projet de construction, de réhabilitation et d'équipement d'Institutions Socio-Educatives de jeunesse dénommé « Projet ISE 2021-2025 » ;
- l'élaboration d'un projet de loi d'orientation de la jeunesse ;
- l'élaboration du document de Politique Nationale de la Jeunesse 2021-2025 ;
- l'organisation de formations des jeunes à l'insertion professionnelle ;
- la relance du programme carte jeune ;
- l'organisation d'activités d'informations, de formations et de sensibilisations sur les symboles identitaires de la République ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les nouvelles formes de violences ;
- la sensibilisation à la pratique du volontariat, du bénévolat et des valeurs démocratiques ;
- l'élaboration d'un projet de construction, de réhabilitation et d'équipement de Centre de Service Civique (CSC) dénommé « Projet CSC 2021-2025 ».

I.1.3. Défis et priorités

- la réaffirmation d'un engagement politique fort en faveur de la promotion des jeunes à travers la prise de textes qui participent au renforcement de la Gouvernance ;
- la promotion d'un esprit de responsabilité chez le jeune ;

- la mise en place des mécanismes de renforcement de la participation des jeunes dans la lutte contre les antivaleurs ;
- la création d'opportunités d'apprentissage et de formation des jeunes en vue d'améliorer leur employabilité et leur garantir un emploi stable et décent.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la participation collective et/ou individuelle des jeunes aux processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et/ou national ;
- la sensibilisation des jeunes à l'adoption de comportements adéquats qui limitent leur exposition aux fléaux sociaux et accèdent à des services sociaux de base adaptés à leurs besoins ;
- la facilitation de l'accès des jeunes à des emplois décents et durables ;
- la réduction de l'incivisme et la lutte contre les antivaleurs.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur jeunesse est améliorée ;
- l'encadrement des jeunes est renforcé;
- l'accès des jeunes à des emplois décents et durables est amélioré
- les valeurs civiques et citoyennes sont inculquées

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 21, le Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et de Service civique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Promotion de la Jeunesse **:**

- mise en œuvre de politiques spécifiques en faveur des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de promotion de la jeunesse ;
- éducation, formation permanente et promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- préparation des jeunes à l'autonomie individuelle ;
- organisation, règlementation, tutelle, contrôle et évaluation des organisations et mouvements de jeunesse ;
- formation du personnel enseignant en éducation permanente ;
- développement de la coopération internationale en matière de jeunesse.

En matière d'Insertion Professionnelle et d'Emploi des Jeunes **:**

- élaboration, mise en œuvre et évaluation des politiques et stratégies en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, en liaison avec le Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;
- définition et orientation de la politique nationale en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;
- préparation, mise en œuvre et évaluation, conjointement avec le Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, les politiques et stratégies en matière de formation professionnelle et d'apprentissage des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration, en relation avec les Ministres concernés, des stratégies et des programmes en faveur de l'Insertion professionnelle et de l'Emploi des Jeunes ;
- contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;
- identification de mesures visant la création d'emplois en faveur des jeunes, y compris celles d'ordre réglementaire et fiscal ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi, conjointement avec les Ministres concernés ;
- développement du plaidoyer pour la promotion de l'emploi des Jeunes ;

- conception des plans, programmes, instruments et autres mesures visant l'amélioration de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes ;
- assistance aux collectivités décentralisées dans le suivi et le contrôle de l'implantation de structures d'insertion professionnelle sur le territoire national ;
- assistance et appui au retour à l'emploi des chômeurs et handicapés du travail, conjointement avec les Ministres concernés,
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des stratégies et programmes, des normes, lois et règlements en matière d'emploi et du travail, conjointement avec le Ministre chargé de l'Emploi et de la Protection Sociale.

En matière de Service civique **:**

- élaboration des projets et de règlements en matière de Service civique, de volontariat et de bénévolat ;
- définition et organisation du Service civique ;
- promotion du développement de l'esprit civique des jeunes ;
- réglementation du Service civique ;
- mise en œuvre de stratégies et d'actions de formation au civisme ;
- mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques ;
- éducation à la vie démocratique et à l'exercice de la démocratie ;
- promotion de la coopération sous régionale et internationale en matière de Service civique.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Promotion de la jeunesse.
- Programme 3 : Emploi des jeunes.
- Programme 4 : Service civique.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction de la Planification, de la Statistique etde la Documentation (DPSD), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Service Informatique (SI), Service Gestionnaire du Patrimoine (SGP), Cellule Genre (CG), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), 33 Directions Régionales (DR), 73 Directions Départementales (DD).			PAP/PSGOUV

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Promotion de la jeunesse	Direction de la Protection des Jeunes (DPJ), Direction de la Vie Associative et du Renforcement de Capacités des Jeunes (DVARCJ), Direction des Institutions Socio-Educatives (DISE).	- Associations et Fédérations de Jeunesse ; - Conseil National des Jeunes (CNJCI)		- Promotion santé sexuelle et de la reproduction et renforcement des compétences des adolescents et des jeunes / DPJ ; - U-Report - Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) de la CONFEJES / DVARCJ
Programme 3: Emploi des jeunes	Direction de l'Autonomisation, de l'Emploi des Jeunes et de la Coopération (DAEJC)	- Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi desJeunes (AEJ) ; - Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi)	-Appui projets jeunes – AEJ ;	- Fonds de l'amitié et de la coopération ivoiro-burkinabé pour l'insertion des jeunes (FACIBIJ) / AEJ
Programme 4: Service civique	Direction du Civisme et de la Citoyenneté (DCC), Direction du Volontariat, du Bénévolat et des Programmes Communautaires (DVBPC)	Office du Service Civique National (OSCN)	-Programme National de Volontariat de Côte d'Ivoire (PNV-CI) ; -Réhabilitation et équipement de cinq (05) centres de services civiques.	-Insertion sociale professionnelle des jeunes de 18-30 ans sans diplôme ou sans titre professionnel et en voie de marginalisation

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur jeunesse.	RS 1 : La gouvernance du secteur jeunesse est améliorée.	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et règlementaires adoptés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
		IP 1.2 : Taux de réalisation des missions d'inspections effectuées	Nombre de missions d'inspection réalisées / Nombre de missions d'inspection prévues Source : Rapports d'activités de l'IG
		IP 1.3 : Proportion d'agents du Ministère ayant bénéficié par an d'une formation au niveau national et à l'étranger	Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation au niveau national et à l'étranger / Nombre total d'agents à former par an (500) Source : Rapports d'activités DRH
		IP 2.1 : Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI	Dénombrement

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	RS 2 : l'encadrement des jeunes est renforcé ;		Source : Rapport d'activités / DVARCJ
		IP 2.2 : Proportion de jeunes touchés par les Campagnes pour le Changement de Comportement (CCC)	Nombre de jeunes touchés par les Campagnes pour le Changement de Comportement / Nombre de jeunes prévus Source : Rapport d'activités / DPJ
		IP 2.3 : Proportion d'Institutions Socio-Educatives de Jeunesse (ISE) réhabilitées	Nombre d'ISE réhabilitées /Nombre d'ISE à réhabiliter prévues Source : Rapport d'activités DISE
OG 3 : Améliorer l'accès des jeunes à des emplois décents et durables	RS 3 : l'accès des jeunes à des emplois décents et durables est amélioré	IP 3.1 : Taux de couverture nationale en guichets emplois jeunes	Nombre de communes ayant au moins un guichet emploi jeunes fonctionnel / Nombre total de communes Source : Rapport d'activités AEJ
		IP 3.2 : Taux de couverture nationale en agences régionales	Nombre de Régions et Districts ayant au moins une agence régionale / Nombre total de Régions et Districts Source : Rapport d'activités AEJ
		IP 3.3 : Taux d'insertion des jeunes	Nombre de jeunes insérés / Nombre de bénéficiaires des programmes Source : Rapport d'activités AEJ / BCP-E
OG 4 : Inculquer les valeurs civiques et citoyennes aux populations, spécifiquement aux jeunes	RS 4 : les valeurs civiques et citoyennes sont inculquées	IP 4.1 : Nombre de jeunes bénéficiaires des dispositifs du Service Civique	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSCN
		IP 4.2 : Nombre de jeunes bénéficiaires des programmes de volontariat et de bénévolat	Dénombrement Source : Rapport d'activités DVBPC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**20 516 202 226**	**18 851 565 473**	**19 357 836 967**
1.1 Ressources Intérieures	**20 516 202 226**	**18 851 565 473**	**19 357 836 967**
1.1.1 Budget Etat	20 516 202 226	18 851 565 473	19 357 836 967
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**20 516 202 226**	**18 851 565 473**	**19 357 836 967**

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2.1 Personnel	**6 373 785 542**	**6 585 938 892**	**6 809 728 863**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 373 785 542	6 585 938 892	6 809 728 863
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 884 000 167**	**2 881 227 698**	**3 129 879 722**
2.3 Transferts	**1 253 416 517**	**1 442 305 594**	**1 474 744 593**
2.4 Investissement	**10 005 000 000**	**7 942 093 289**	**7 943 483 789**
Trésor	*10 005 000 000*	*7 942 093 289*	*7 943 483 789*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination de la politique du secteur jeunesse
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse (Ministère et Structures sous tutelles)	Nombre de textes législatifs et règlementaires soumis (lois, décrets et arrêtés)	41	27	27	27	Dénombrement Source : DAJC
	Nombre d'accords et de conventions signés et exécutés	31	40	40	40	Dénombrement Source : répertoire des conventions signées Service à determiner

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion d'agents du Ministère ayant bénéficié par an d'une formation aux niveaux national et à l'étranger	-	100%	100%	100%	(Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation au niveau national et à l'étranger / Nombre d'agents à former par an) x100 Source : Rapports d'activités de la DRH
	Taux d'exécution du Plan de Passation de Marché	70%	100%	100%	100%	Nombre de marchés attribués / Nombre de marchés prévus) x 100 Source : Rapports d'activités de la Cellule de passation des marchés publics
OS 3 : Améliorer l'image du Ministère	Taux d'exécution de la Stratégie de Communication 2021-2025 sur la période 2022-2024	-	100%	100%	100%	(Nombre d'activités de la Stratégie de Communication réalisées / Nombre d'activités prévues dans la stratégie de communucation) x 100 Source : Rapports d'activités de la DRCP
OS 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation du Ministère	Taux de réalisation des missions d'inspections effectuées	125%	100%	100%	100%	(Nombre de missions d'inspection réalisées/ Nombre de missions d'inspection prévues) x100 Source : Rapports d'activités de l'IG
	Taux de réalisation des rapports de suivi-évaluation produits	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports de suivi-évaluation produits / Nombre de rapports de suivi-évaluation prévus) x100 Source : Rapports d'activités de la DPSD

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
Personnel	2 354 573 706	2 520 451 870	2 698 016 040
Biens et services	2 381 443 164	2 389 277 377	2 622 280 867
Transferts	0	0	0
Investissements	45 000 000	46 350 000	47 740 500
Trésor	*45 000 000*	*46 350 000*	*47 740 500*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
2112701 Coordination de la politique du secteur jeunesse	**1 298 916 684**	**1 284 564 640**	**1 328 813 785**
2 Biens et services	***1 253 916 684***	***1 238 214 640***	***1 281 073 285***
11041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Djékanou	4 220 000	4 130 935	4 262 334
11041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Didiévi	4 220 000	4 130 936	4 262 334
11041200016 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	4 720 000	4 620 383	4 767 349
11041200018 Coordonner les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Belier (Toumodi)	4 720 000	4 620 383	4 767 350
11041200019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiebissou	4 220 000	4 130 935	4 262 335
14041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du N'Zi (Dimbokro)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
14041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouassikouassikro	4 220 000	4 130 934	4 262 334
14041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bocanda	4 220 000	4 130 936	4 262 334
15041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bahiakro	4 220 000	4 130 935	4 262 336
15041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Iffou (Daoukro)	4 720 000	4 620 382	4 767 352
15041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Prikro	4 220 000	4 130 935	4 262 334
16041200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Arrah	4 220 000	4 130 933	4 262 334
16041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'batto	4 220 000	4 130 935	4 262 334
16041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Moronou (Bongouanou)	4 720 000	4 620 383	4 767 350
17041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbêkè (Bouaké)	4 720 000	4 620 384	4 767 351
17041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sakassou	4 220 000	4 130 935	4 262 335
17041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bottro	4 220 000	4 130 936	4 262 334

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
17041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Béoumi	4 220 000	4 130 936	4 262 336
18041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dabakala	4 220 000	4 130 933	4 262 336
18041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Niakaramadougou	4 220 000	4 130 936	4 262 334
18041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Hambol Katiola	4 720 000	4 620 381	4 767 352
21127010117 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 1	3 500 000	3 426 130	3 535 111
21127010118 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 2	3 500 000	3 426 130	3 535 111
21127010119 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 3	3 500 000	3 426 130	3 535 111
21127010120 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 4	3 500 000	3 426 130	3 535 111
21127010121 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kaniasso	4 220 000	4 130 934	4 262 335
22041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouaninou	4 220 000	4 130 934	4 262 337
22041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koro	4 220 000	4 130 934	4 262 336
22041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du BAFING (TOUBA)	4 720 000	4 620 382	4 767 351
23041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Samatiguila	4 220 000	4 130 936	4 262 333
23041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Denguélé (Odiénné)	4 720 000	4 620 382	4 767 351
23041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gbéléban	4 220 000	4 130 935	4 262 335
23041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Madinani	4 220 000	4 130 934	4 262 335
24041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Tchogolo (Ferké)	4 720 000	4 620 381	4 767 351
24041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouangolo	4 220 000	4 130 934	4 262 336
24041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kong	4 220 000	4 130 935	4 262 334
25041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinématiali	4 220 000	4 130 934	4 262 335

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
25041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Poro (Korhogo)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
25041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bengué	4 220 000	4 130 936	4 262 333
26041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouto	4 220 000	4 130 935	4 262 335
26041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Bagoué (Boundiali)	4 720 000	4 620 383	4 767 350
26041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tengrela	4 220 000	4 130 935	4 262 334
27041200005 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Folon (Minignan)	4 720 000	4 620 381	4 767 351
28041200006 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Boukani (Bouna)	4 720 000	4 620 383	4 767 351
28041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Nassian	4 220 000	4 130 936	4 262 335
31041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Vavoua	4 220 000	4 130 935	4 262 334
31041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Issia	4 220 000	4 130 935	4 262 336
31041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Haut-Sassandra (DALOA)	4 720 000	4 620 382	4 767 352
31041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoukougbeu	4 220 000	4 130 935	4 262 334
32041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Oumé	4 220 000	4 130 935	4 262 334
32041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gôh (GAGNOA)	4 720 000	4 620 382	4 767 351
35041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinfra	4 220 000	4 130 935	4 262 335
35041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zuénoula	4 220 000	4 130 936	4 262 335
35041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Marahoué (Bouaflé)	4 720 000	4 620 383	4 767 350
36041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Worodougou (SEGUELA)	4 720 000	4 620 382	4 767 351
36041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kani	4 220 000	4 130 934	4 262 335
37041200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dianra	4 220 000	4 130 935	4 262 334
37041200007 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Bere (Mankono)	4 720 000	4 620 380	4 767 351
37041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kounahiri	4 220 000	4 130 935	4 262 334

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
41041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoun Hounien	4 220 000	4 130 935	4 262 334
41041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Montagnes (MAN)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
41041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Danané	4 220 000	4 130 933	4 262 335
41041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Biankouma	4 220 000	4 130 937	4 262 334
42041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Blolequin	4 220 000	4 130 935	4 262 334
42041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Cavally (Guiglo)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
42041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Toulepleu	4 220 000	4 130 934	4 262 336
42041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tai	4 220 000	4 130 936	4 262 335
43041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouibly	4 220 000	4 130 932	4 262 337
43041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Guemon (Duekoué)	4 720 000	4 620 383	4 767 351
43041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bangolo	4 220 000	4 130 936	4 262 335
43041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Facobly	4 220 000	4 130 936	4 262 334
51041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Lôh-Djiboua (DIVO)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
51041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Guitry	4 220 000	4 130 934	4 262 334
51041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Lakota	4 220 000	4 130 935	4 262 334
55041200006 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de San-Pedro (SAN PEDRO)	4 720 000	4 620 382	4 767 352
55041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de TABOU	4 220 000	4 130 934	4 262 335
56041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Buyo	4 220 000	4 130 935	4 262 334
56041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Nawa (Soubré)	4 720 000	4 620 382	4 767 350
56041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Méagui	4 220 000	4 130 934	4 262 335
56041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gueyo	4 220 000	4 130 934	4 262 334

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
57041200004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Fresco	4 220 000	4 130 936	4 262 334
57041200005 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbôkle (Sassandra)	4 720 000	4 620 381	4 767 351
61041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Agnibilekro	4 220 000	4 130 935	4 262 334
61041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Indénié Djuablin (ABENGOUROU)	4 720 000	4 620 381	4 767 351
61041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bettié	4 220 000	4 130 935	4 262 334
62041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koun-Fao	4 220 000	4 130 936	4 262 334
62041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gontougou (BONDOUKOU)	4 720 000	4 620 383	4 767 350
62041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sandégué	4 220 000	4 130 935	4 262 334
62041200016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tanda	4 220 000	4 130 935	4 262 334
71041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Bassam	4 220 000	4 130 935	4 262 334
71041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Adiaké	4 220 000	4 130 936	4 262 335
71041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiapoum	4 220 000	4 130 936	4 262 334
71041200018 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	4 720 000	4 620 381	4 767 352
76041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Taabo	4 220 000	4 130 935	4 262 334
76041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sikensi	4 220 000	4 130 934	4 262 335
76041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiassalé	4 220 000	4 130 935	4 262 335
76041200014 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Agnéby Tiassa (AGBOVILLE)	4 720 000	4 620 381	4 767 352
77041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Akoupé	4 220 000	4 130 935	4 262 334

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
77041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Alépé	4 220 000	4 130 935	4 262 334
77041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Mé (Adzopé)	4 720 000	4 620 381	4 767 350
77041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Yakassé Attobrou	4 220 000	4 130 935	4 262 334
78041200165 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Abidjan	3 500 000	3 426 131	3 535 110
78041200167 Apporter un appui juridique aux services du ministère	23 000 000	22 514 576	23 230 744
78041200168 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	137 416 684	145 194 468	153 412 475
78041200212 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lagunes (ABIDJAN)	4 000 000	3 915 576	4 040 128
78041200230 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	330 000 000	323 035 204	333 310 692
78041200232 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	30 000 000	29 366 837	30 300 973
78041200252 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78041200256 Organiser des rencontres d'échanges avec les jeunes des régions de Côte d'Ivoire	250 000 000	244 723 639	252 508 100
78041200257 Promouvoir le genre dans le ministère	10 000 000	9 788 945	10 100 324
79041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Lahou	4 220 000	4 130 935	4 262 334
79041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Grands Ponts (DABOU)	4 720 000	4 620 382	4 767 349
79041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de JACQUEVILLE	4 220 000	4 130 936	4 262 335
90041200001 Gérer le patrimoine du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	10 000 000	9 788 944	10 100 323
4 Investissements	***45 000 000***	***46 350 000***	***47 740 500***
Trésor	45 000 000	46 350 000	47 740 500
78041200213 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	45 000 000	46 350 000	47 740 500
2112702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**3 374 100 186**	**3 565 793 992**	**3 930 140 125**
1 Personnel	***2 354 573 706***	***2 520 451 870***	***2 698 016 040***
78041200215 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire du Ministère	2 354 573 706	2 520 451 870	2 698 016 040
2 Biens et services	***1 019 526 480***	***1 045 342 122***	***1 232 124 085***
78041200169 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	158 628 282	182 564 364	285 172 543
78041200170 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	75 000 000	75 000 000	75 000 000
78041200171 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	483 879 158	473 666 675	488 733 626
78041200173 Gérer la commande publique du ministère	28 000 000	27 409 048	28 280 907

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21127 Administration Générale	**4 781 016 870**	**4 956 079 247**	**5 368 037 407**
78041200174 Gérer les ressources humaines du ministère	23 000 000	22 514 575	23 230 745
78041200211 Actualiser le DPPD-PAP/CDMT	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78041200214 Gérer les ressources financières du ministère	61 019 040	59 731 207	61 631 206
78041200249 Gérer les conférences et missions hors CI	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78084000056 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	100 000 000	115 089 416	179 774 086
2112703 Information et communication	**68 000 000**	**66 564 830**	**68 682 202**
2 Biens et services	***68 000 000***	***66 564 830***	***68 682 202***
78041200177 Organiser la communication des activités du ministère	38 000 000	37 197 993	38 381 231
78041200243 Réaliser le développement informatique et apporter un appui aux structures du ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 323
90041200002 Mettre en œuvre la stratégie de communication du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	20 000 000	19 577 891	20 200 648
2112704 Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation	**40 000 000**	**39 155 785**	**40 401 295**
2 Biens et services	***40 000 000***	***39 155 785***	***40 401 295***
78041200178 Gérer la documentation du ministère	15 000 000	14 683 419	15 150 486
78041200205 Organiser la planification générale des activités du ministère	25 000 000	24 472 366	25 250 809

II.2.2. Programme 2 : Promotion de la jeunesse

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1: Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
	Action 2.2: Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes
	Action 2.3: Promotion des institutions socio-educatives des jeunes

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 :Promotion de la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Assurer la participation des jeunes au processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et national	Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI et bénéficiaires des subventions	7	8	8	8	DénombrementSource : Rapport d'activités de la DVARCJ/ Base de données de la Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes (DVARCJ)
	Proportion des associations de jeunesse ayant renouvelé leurs bureaux exécutifs	-	29%	92%	100%	(Nombre d'associations de jeunesse ayant renouvelé leurs bureaux exécutifs / Nombre de renouvellement de bureaux exécutifs prévusx 100 Source : Rapport d'activités de la DVARCJ/ Base de données de la Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes
OS 2 : Favoriser l'adoption par les jeunes de comportements adéquats face aux fléaux sociaux	Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement	14,15%	39,06%	68,47%	79,89%	[(Nombre de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement / Population de jeunes de 15-35 ans] x 100 Source : Rapport d'activités de la DPJ
	Proportion de nouveaux inscrits sur la plateforme d'information U-Report	100%	100%	100%	100%	(Nombre de nouvelles personnes effectivement inscrites sur la plateforme /Nombre de nouveaux inscrits prévus) x 100 Source : Rapport d'activités de la DPJ
OS 3 : Faciliter l'accès des jeunes aux services sociaux de base adaptés à leurs besoins	Proportion d'Institutions Socio-Educatives de Jeunesse (ISE) réhabilitées et construites	-	40%	70%	100%	(Nombre d'ISE réhabilitées et construites / Nombre d'ISE à réhabiliter et à construire) x 100 Rapport d'activités de la DISE
	Proportion d'Institutions Socio-Educatives de Jeunesse (ISE) équipées	-	40%	70%	100%	(Nombre d'ISE équipées / Nombre d'ISE à équiper prévu) x 100 Rapport d'activités de la DISE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA JEUNESSE	**331 757 003**	**334 719 806**	**344 745 071**
Personnel	0	0	0
Biens et services	273 757 003	267 979 242	276 503 441
Transferts	58 000 000	66 740 564	68 241 630
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22128 Promotion de la jeunesse	**331 757 003**	**334 719 806**	**344 745 071**
2212801 Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes	**271 625 653**	**275 857 554**	**284 010 460**
2 Biens et services	***213 625 653***	***209 116 990***	***215 768 830***
78041200195 Encadrer les associations et renforcer les capacités des jeunes	23 000 000	22 514 576	23 230 744
78041200196 Apporter un appui au CNJCI	100 000 000	97 889 456	101 003 240
78041200206 Organiser les Centres de Vacances	23 743 335	23 242 221	23 981 538
78041200220 Gérer la plateforme technologie U-report	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78041200229 Organiser les journées statutaires de jeunesse	36 882 318	36 103 900	37 252 336
3 Transferts	***58 000 000***	***66 740 564***	***68 241 630***
78041200221 Apporter un appui aux fédérations et organisations de jeunesse	50 000 000	57 534 969	58 828 992
78041200248 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de la CONFEJES	8 000 000	9 205 595	9 412 638
2212802 Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes	**37 131 350**	**36 347 676**	**37 503 867**
2 Biens et services	***37 131 350***	***36 347 676***	***37 503 867***
78041200237 Mettre en œuvre le programme de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction	14 131 350	13 833 102	14 273 122
78041200244 Élaborer et mettre en œuvre les programmes spécifiques en matière de protection de la jeunesse	23 000 000	22 514 574	23 230 745
2212803 Promotion des institutions socio-educatives des jeunes	**23 000 000**	**22 514 576**	**23 230 744**
2 Biens et services	***23 000 000***	***22 514 576***	***23 230 744***
78041200197 Gérer les institutions socio-éducatives du ministère	23 000 000	22 514 576	23 230 744

II.2.3. Programme 3 : Emploi des jeunes

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Emploi des jeunes	Action 3.1: Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune
	Action 3.2: Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Emploi des jeunes						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur l'étendue du territoire national	Taux de couverture nationale en agences régionales	42%	42%	75%	100%	(Nombre de Régions et Districts ayant au moins une agence régionale / Nombre total de Régions et Districts) x 100 Source : Rapport d'activités AEJ et BCP-Emplois
	Taux de couverture nationale en guichets emplois jeunes	98%	100%	100%	100%	(Nombre de communes ayant au moins un guichet emploi jeunes fonctionnel / Nombre total de communes) x 100 Source : Rapport d'activités AEJ et BCP-Emplois
OS 2 : Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formation et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats / attestations d'aptitudes à l'issue du programme Formation Complémentaire Qualifiante	95,8%	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes ayant reçu leurs attestations de fin de formation / Nombre de jeunes sélectionnés pour la formation) x100 Source : Rapport d'activités AEJ / Cabinet de formation
	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats / attestations d'aptitudes à l'issue du programme Apprentissage et Chantiers écoles	78,6%	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes ayant reçu leurs attestations de fin de formation / Nombre de jeunes sélectionnés pour la formation) x100 Source : Rapport d'activités AEJ / Cabinet de formation
	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs attestations de fin de Stage de qualification	76,2%	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes ayant reçu leurs attestations de fin de Stage de qualification / Nombre de jeunes sélectionnés) x100 Source : Rapport d'activités AEJ / Entreprises
	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs attestations de fin de Stage Ecole	95,8%	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes ayant reçu leurs attestations de fin de formation / Nombre de jeunes sélectionnés) x100 Source : Rapport d'activités AEJ / Entreprises
	Proportion des bénéficiaires du programme « Activités Génératrices de Revenus (AGR) » ayant démarré leurs activités	-	95%	95%	95%	(Nombre de bénéficiaires du programme « Activités génératrices de Revenus (AGR) » ayant augmenté leurs revenus et maintenus en activité / Nombre de jeunes sélectionnés) x 100 Source : Rapport d'activités AEJ et BCP-Emplois
OS 2 : Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formation et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion des bénéficiaires du programme « Micros et Petites Entreprises (MPE) / Projets Structurants ayant démarré leurs activités	-	70%	70%	70%	(Nombre des bénéficiaires du programme Micros et Petites Entreprises (MPE) (ou de projets structurants) ayant augmenté leurs revenus et maintenus en activité / Nombre de jeunes sélectionnés) x 100 Source : Rapport d'activités AEJ et BCP-Emplois
	Proportion de jeunes ayant obtenu une attestation de mise en activités après leurs Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO)	-	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes ayant reçu leur attestation de mise en activités / Nombre de jeunes sélectionnés pour la formation) x100 Source : Rapport d'activités AEJ
	Proportion de jeunes ayant bénéficié du THIMO éligibles aux AGR ou au programme Apprentissage chantier Ecole	-	90%	90%	90%	(Nombre de jeunes éligibles aux AGR ou au programme Apprentissage chantier Ecole / Nombre de jeunes ayant bénéficié du THIMO) x100 Source : Rapport d'activités AEJ

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : EMPLOI DES JEUNES	**12 165 911 042**	**12 190 900 248**	**12 247 739 608**
Personnel	3 553 541 270	3 594 454 959	3 635 324 985
Biens et services	23 000 000	22 514 576	23 230 747
Transferts	589 369 772	678 187 424	693 440 587
Investissements	8 000 000 000	7 895 743 289	7 895 743 289
Trésor	*8 000 000 000*	*7 895 743 289*	*7 895 743 289*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22129 Emploi des jeunes	**12 165 911 042**	**12 190 900 248**	**12 247 739 608**
2212901 Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune	**5 489 369 772**	**5 563 117 488**	**5 575 782 604**
3 Transferts	***489 369 772***	***563 117 488***	***575 782 604***
78041200199 Effectuer le règlement des allocations chômage	136 126 887	156 641 124	160 164 150
78041200238 Effectuer le transfert de l'Agence Emploi Jeune	353 242 885	406 476 364	415 618 454
4 Investissements	***5 000 000 000***	***5 000 000 000***	***5 000 000 000***
Trésor	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*
78041200200 Apporter un Appui aux projets Jeunes	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2212902 Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes	**6 676 541 270**	**6 627 782 760**	**6 671 957 004**
1 Personnel	***3 553 541 270***	***3 594 454 959***	***3 635 324 985***
78041200204 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AEJ	3 553 541 270	3 594 454 959	3 635 324 985
2 Biens et services	***23 000 000***	***22 514 576***	***23 230 747***
78041200203 Définir et veiller à la mise en œuvre de politique générale et de stratégie de promotion de l'emploi des jeunes	23 000 000	22 514 576	23 230 747
3 Transferts	***100 000 000***	***115 069 936***	***117 657 983***
78041200224 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire dans le cadre du FACIBIJ (TAC CI-BF)	100 000 000	115 069 936	117 657 983
4 Investissements	***3 000 000 000***	***2 895 743 289***	***2 895 743 289***
Trésor	*3 000 000 000*	*2 895 743 289*	*2 895 743 289*
78041200223 Mettre en œuvre le Programme Emploi Jeunes C2D	3 000 000 000	2 895 743 289	2 895 743 289

II.2.4. Programme 4 : Service civique

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Service civique	Action 4.1: Promotion de la culture civique et citoyenne
	Action 4.2: Promotion du volontariat et du bénévolat

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Service civique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 4.1 : Renforcer la culture civique et citoyenne et promouvoir le volontariat et le bénévolat des jeunes	Proportion de jeunes marginalisés formés à travers le dispositif de Service Civique	55%	100%	100%	100%	(Nombre de jeunes marginalisés formés / Nombre de jeunes marginalisés à former) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes marginalisés insérés	67%	100%	100%	100%	(Nombre de jeunes marginalisés insérés / Nombre de jeunes marginalisés formés) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN /AEJ/BCP-Emplois
OS 4.1 : Renforcer la culture civique et citoyenne et promouvoir le volontariat et le bénévolat des jeunes	Proportion de jeunes ayant bénéficié du programme Service National Jeunes (SNJ)	100%	100%	100%	100%	(Nombre de jeunes ayant bénéficié du programme SNJ / Nombre de jeunes bénéficiaires prévus) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes formés au Volontariat	66%	100%	100%	100%	(Nombre de jeunes formés / Nombre de jeunes volontaires prévus) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes mis en mission dans le cadre du volontariat	50%	100%	100%	100%	(Nombre de jeunes mis en mission / Nombre de jeunes formés) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN
OS 2 : Rendre opérationnels les centres de Service Civique sur l'ensemble du territoire national	Proportion de formations au civisme et à la citoyenneté effectuées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de formations effectuées / Nombre de formation prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DCC
	Proportion de campagnes de sensibilisation organisées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de campagnes de sensibilisation organisées / Nombre de campagnes de sensibilisation prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DCC
	Proportion de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés	2/1	25%	62%	100%	(Nombre de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés / Nombre de Centres de Service Civique (CSC) à construire et à équiper) x 100 Source : Rapport d'activités OSCN / CCM

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : SERVICE CIVIQUE	**3 237 517 311**	**1 369 866 172**	**1 397 314 881**
Personnel	465 670 566	471 032 063	476 387 838
Biens et services	205 800 000	201 456 503	207 864 667
Transferts	606 046 745	697 377 606	713 062 376
Investissements	1 960 000 000	0	0
Trésor	*1 960 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22139 Service civique	**3 237 517 311**	**1 369 866 172**	**1 397 314 881**
2213901 Promotion de la culture civique et citoyenne	**2 929 917 311**	**1 325 032 799**	**1 351 055 398**
1 Personnel	***465 670 566***	***471 032 063***	***476 387 838***
78084000064 Transférer des subventions équilibre personnel à l'OSCN	465 670 566	471 032 063	476 387 838
2 Biens et services	***160 000 000***	***156 623 130***	***161 605 184***
78084000063 Organiser la semaine nationale du civisme	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78084000073 Organiser des missions de sensibilisation des populations sur le civisme et la citoyenneté	130 000 000	127 256 293	131 304 212
3 Transferts	***606 046 745***	***697 377 606***	***713 062 376***
78084000062 Opérationnaliser l'Office du Service Civique National (SCAD et jeunes en voie de radicalisation)	606 046 745	697 377 606	713 062 376
4 Investissements	***1 698 200 000***	***0***	***0***
Trésor	*1 698 200 000*	*0*	*0*
90084000001 Construire, réhabiliter et équiper des centres de Service Civique	1 600 000 000	0	0
78084000076 Organiser des formations au civisme et à la citoyenneté au centre de service civique de Guingréni	98 200 000	0	0
2213902 Promotion du volontariat et du bénévolat	**307 600 000**	**44 833 373**	**46 259 483**
2 Biens et services	***45 800 000***	***44 833 373***	***46 259 483***
78084000065 Organiser des actions de volontariat, de bénévolat et initier des programmes communautaires	45 800 000	44 833 373	46 259 483
4 Investissements	***261 800 000***	***0***	***0***
Trésor	*261 800 000*	*0*	*0*
78084000071 Mettre en œuvre le Programme National de Volontariat (PNV-CI) à l'endroit de 1000 jeunes de 18 à 35 ans avec 35% de filles	261 800 000	0	0

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de gouvernance **:**

- l'insuffisance en renforcement de capacités techniques ;
- l'insuffisance d'équipements techniques des structures du Ministères ;
- l'insuffisance de personnel technique ;
- l'insuffisance de communication en matière de politique d'Habitat et d'Urbanisme ~~de construction~~ ;
- l'insuffisance des ressources humaines et matérielles de contrôle des activités du Ministère.

En matière du Foncier et de l'Urbanisme **:**

- l'absence d'une politique publique urbaine ;
- l'insuffisance des équipements socio-collectifs de base dans les quartiers ;
- la prolifération des lotissements irréguliers ;
- la prolifération des quartiers spontanés et précaires ;
- le non-respect des règles d'urbanisme ;
- l'insuffisance de règlement particulier d'urbanisme ;
- la dégradation de l'ancien noyau des villes ;
- l'insuffisance de système d'adressage dans les villes ;
- la récurrence des litiges et conflits fonciers ;
- les lourdeurs administratives dans le traitement des actes du foncier ;
- l'insuffisance du financement du développement urbain dans les villes de l'intérieur du pays ;
- la résurgence de catastrophes naturelles dans les villes.

En matière de Construction, maintenance et architecture **:**

- la dégradation des bâtiments administratifs ;
- le non-respect des règles de construction ;
- l'existence de nombreuses constructions sans permis de construire ;
- l'insuffisance de bâtiments administratifs pour abriter les services de l'Etat ;
- l'insuffisance des ressources pour le paiement et l'apurement des baux administratifs ;
- l'insuffisance d'une situation exhaustive du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- l'insuffisance d'évaluation de l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Etat déjà identifié ;
- l'insuffisance de la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat déjà répertorié ;
- l'insuffisance d'harmonie dans l'architecture des villes ;
- le non-respect de la règlementation en matière de construction
- la non maitrise des coûts des matériaux de construction ;
- l'insuffisance de la sécurité privée des bâtiments administratifs.
- l'insuffisance de valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat.

En matière de Logement et de cadre de vie

- le déficit de logements ;
- l'insuffisance de financement du secteur du logement ;
- la difficulté d'accès aux matériaux de construction ;
- l'insuffisance de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- la faible mobilisation du foncier pour les logements sociaux ;
- l'insuffisance de financement des VRD primaires sur les sites des logements sociaux ;
- l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée ;
- la faible utilisation des matériaux et des techniques de construction rapides ;
- l'insuffisance de capacités technique et financière des promoteurs locaux ;
- l'absence de garantie de l'Etat pour attirer les investisseurs internationaux à forte capacité ;
- le coût élevé du loyer ;
- l'insuffisance des textes réglementaires de la copropriété ;
- l'absence de plans types pour les logements sociaux.

I.1.2. Réponses apportées

En matière de la Gouvernance **:**

- les formations des gestionnaires de crédits sur les procédures de passation de marchés publics ;
- l'amélioration de la communication (mise en place de capsules, de bons à savoir, des interventions télé et radios, création d'une WebTV, redynamisation du centre d'appels, conférences de presses régulières) ;
- l'amélioration du magazine « Bâtir »;
- l'élaboration et diffusion de l'annuaire statistique du Ministère ;
- la mise en place de l'applicatif « Gestion Electronique des Courriers » ;
- le renforcement en moyens de locomotion (60 motos) et en personnel (124 agents).

En matière de Foncier et d'Urbanisme **:**

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de Foncier et d'Urbanisme ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la mise en œuvre de la stratégie de simplification et de transformation digitale ;
- la mise en œuvre d'un identifiant unique des parcelles et d'un référentiel géodésique unique ;
- la constitution des réserves foncières pour les grands projets de l'État ;
- l'aménagement des parcelles ;
- le redressement des lotissements irréguliers dans le district d'Abidjan et la régularisation des lotissements irréguliers dans les villes de l'intérieur ;
- la restructuration et la rénovation des quartiers précaires ;
- l'adressage des villes de Côte d'Ivoire ;
- la mise en place effective du comité de réflexion chargé de définir de nouveaux outils de planification urbaine.

En matière de la Construction et de la Maintenance **:**

- le renforcement du cadre réglementaire du secteur de la construction ;
- la construction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- la création d'une plateforme collaborative pour le contrôle administratif des constructions dans le périmètre urbain ;
- la délivrance préalable du certificat de conformité avant tout raccordement aux circuits de distribution de l'eau et de l'électricité ;

- l'instruction en ligne du permis de construire ;
- le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- l'évaluation des biens immobiliers de l'Etat ;
- le renforcement des capacités de la brigade et l'intensification du contrôle.

En matière de Logement et du Cadre de Vie **:**

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'habitat ;
- la constitution des réserves foncières pour le logement ;
- l'accélération de la production de logements sociaux ;
- le suivi et le contrôle des programmes immobiliers ;
- la capacité technique et financière des promoteurs locaux ;
- l'amélioration des conditions de contrat de location ;
- l'amélioration des plans types dans le cadre de l'habitat rural.

I.1.3. Défis et priorités

Pour la bonne gouvernance

- le renforcement des capacités des agents et des structures (en personnel technique et en matériel) du Ministère ;
- la vulgarisation des textes législatifs et règlementaires en matière de construction, logement et urbanisme (CCH, CUDFU) ;
- l'accélération de la prise des textes d'applications des codes (CCH, CUDFU) ;
- le renforcement des capacités et la déconcentration du Service de la Brigade d'Investigation et de Contrôle Urbain;
- la simplification et l'informatisation des procédures de traitement des actes du foncier urbain tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays ;
- l'intensification de la communication interne et externe du Ministère.

Pour le Foncier et l'urbanisme

- la maitrise du développement urbain ;
- la constitution de réserves foncières ;
- l'aménagement et la viabilisation des parcelles ;
- l'adressage des villes ;
- l'assainissement du secteur du foncier urbain afin de mettre à la disposition des populations des terrains sécurisés ;
- la réduction du délai d'obtention des actes ;
- l'identification et l'élaboration de nouveaux outils de planification urbaine ;
- la mise en place d'un Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain ;
- la rénovation des anciens noyaux urbains ;
- la promotion des villes inclusives, productives et vertes;
- le renforcement de la résilience des villes dans la gestion des catastrophes naturelles et des risques climatiques.

Pour la construction, la maintenance et l'architecture

- la construction des bâtiments administratifs ;
- le logement décemment des services de l'Etat tout en réduisant les charges ;
- l'apurement des passifs des baux administratifs et la réduction des baux courants ;
- l'identification et l'évaluation de tout le patrimoine immobilier de l'Etat ;
- la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- la réhabilitation et la maintenance suffisante des bâtiments administratifs ;

- la promotion du civisme pour la bonne utilisation des bâtiments administratifs ;
- la maitrise d'ouvrage délégué des projets de construction de l'Etat ;
- la veille à l'harmonie architecturale des villes ;
- le contrôle administratif des constructions dans le périmètre urbain ;
- la réduction du délai de délivrance du permis de construire ;
- la veille au respect de la réglementation en matière de construction
- la sécurisation des bâtiments administratifs (le gardiennage).

Pour le logement et le cadre de vie

- la promotion de l'aménagement foncier pour la production de logement ;
- la promotion des constructions en hauteur ;
- la facilitation de l'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- la diversification de l'offre de logement (location simple, location- vente, et vente directe) ;
- la réglementation de façon efficiente de la copropriété ;
- la vulgarisation des règles de copropriétés ;
- la promotion de la production locale des matériaux dans la construction immobilière ;
- la promotion de l'utilisation des techniques rapides et modernes de construction ;
- le renforcement du processus de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- la garantie d'un financement suffisant et pérenne ;
- le renforcement des capacités des acteurs du logement (les transferts de technologies, augmentation de la main d'œuvre qualifiée…).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la communication;
- le développement des outils de planification et des activités statistiques du ministère;
- la sécurisation de l'infrastructure technologique du ministère;
- la production de terrains accessibles à tous ;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration publique en matière de traitement des demandes d'actes ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- le développement d'une politique de rénovation urbaine et d'adressage ;
- la construction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'État ;
- l'opérationnalisation du permis de construire ;
- la production de logements ;
- l'application des nouvelles règles de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini ;
- la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée;
- la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 12, le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de construction, de logement et d'urbanisme.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Construction

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques, de la législation et de la réglementation en matière de construction ;
- gestion et maintenance du patrimoine immobilier de l'État ;
- gestion du patrimoine immobilier de l'État à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Étrangères, de l'Économie et des Finances, et du Budget ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière de construction ;
- prise en compte des personnes à mobilité réduite dans les normes de construction immobilière ;
- reconstruction et réhabilitation des bâtiments publics détruits ou endommagés ;
- élaboration et mise en œuvre de la stratégie de promotion de la qualité architecturale ;
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'État ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de la construction et de l'architecture, en liaison avec les Ministres concernés ;
- délivrance des documents liés à la construction, notamment le permis de construire et le certificat de conformité.

En matière de Logement

- définition de la stratégie de l'État en matière de logement et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration et mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accession au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisés ;
- lutte contre la précarité de l'habitat et des exclusions dans les villes.

En matière d'Urbanisme

- élaboration et contrôle de la mise en œuvre des politiques, de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme, domaniale et foncière urbaine ;
- sécurisation du foncier urbain ;
- gestion du domaine urbain ;
- gestion technique du foncier urbain ;
- participation à la gestion des terrains industriels, touristiques et artisanaux respectivement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'adressage ;
- élaboration, approbation et promotion des outils de planification urbaine, notamment des schémas directeurs d'urbanisme ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'urbanisme, notamment en matière foncière, de rénovation et de restructuration des quartiers urbains ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'urbanisme et du foncier ;

- modernisation de la gestion foncière des communautés villageoises ;
- promotion de l'accession à la propriété foncière ;
- purge des droits coutumiers ;
- constitution et gestion des réserves foncières pour le compte de l'État ;
- participation à la gestion du domaine public, en liaison avec les autres départements ministériels concernés.

Les missions relatives aux logements sociaux sont déléguées au Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé des logements sociaux.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Foncier et urbanisme.
- Programme 3 : Construction et maintenance.
- Programme 4 : Logement et cadre de vie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques (DPES), Service de la Communication et de la Coopération Internationale (SCCI), Cellule de Passation des Marches Publics (CPMP), Direction de la Modernisation, de l'informatique, de la Simplification et de la Sécurisation des Actes (DMISSA), Service de la Documentation et des Archives (SDA), Service du Contrôle et de la Production des Actes (SCPA), Service de la Brigade d'Investigation et du Contrôle Urbain (SBICU), Service de la Gestion du Patrimoine (SGP), Antennes , Secteurs, Directions Départementales, Directions Régionales.		- Projet de Simplification et de la Transformation Digitale du MCLU ; - Réhabilitation et équipement des structures déconcentrées du MCLU.	
PROGRAMMES	**SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX**	**ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)**	**PROJETS PIP**	**PROJETS HORS PIP**

Programme 2: Foncier et urbanisme	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier (DGUF), Direction de l'Urbanisme (DU), Direction du Domaine Urbain (DDU), Direction de la Topographie et de la Cartographie (DTC), Guichet Unique du Foncier (GUF), Direction de l'Adressage, de la Gestion et de la Restructuration Urbaine (DAGERU), Service des Terrains Aménagés (SETAM), Service de Recherche du Foncier pour les Grands Projets de l'Etat (SEREFGPE),	Agence de Gestion Foncière (AGEF)	- Redressement des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan : - Projet de délimitation des territoires Villageois du district d'Abidjan - Constitution des réserves foncières – AGEF ; - Purges/indemnités d'éviction ; - Déconcentration du Guichet Unique du Foncier ; - Etudes pour l'Elaboration des plans d'urbanisme directeurs de la région du Bélier et des 75 chefs-lieux de département ; - Réalisation de la cartographie des espaces verts du district autonome de Yamoussoukro en vue de leur sécurisation et de leur aménagement ; - Equipements de trois quartiers sous équipés de Yamoussoukro ; - Etudes pour l'Elaboration des plans d'urbanisme de détails des 10 Unités urbaines du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan ; - Etudes pour l'Elaboration d'une politique publique urbaine ; - Etudes de Restructuration des quartiers précaires	Projet d'aménagement des quartiers restructurés d'Abidjan (PAQRA). - Projet d'Adressage du district d'Abidjan et des villes de Bouake et San-Pedro; - Étude des plans d'urbanisme des détails des villes de Bouaké et San Pedro (Banque Mondiale); - Révision du Schéma d'Urbanisme Directeur de la ville de Yamoussoukro; - Étude de profilage des quartiers précaires d'Abidjan; - Production de terrains aménagés (SETAM).

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Construction et maintenance	Direction Générale de la Construction, de la Maintenance et de l'Architecture (DGCMA), Direction des Etudes, des Matériaux et de l'Architecture (DEMA), Direction de la Construction et de la Maintenance (DCM), Guichet Unique du Permis de Construire (GUPC)	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIE), Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA),	- Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan - Plateau ; - Réhabilitation bâtiment SOGEPIE 2ème phase ; - Réhabilitation des Tours A et B ; - Réhabilitation de l'hôtel SEBROKO et de la Tour C ; - Achèvement des travaux du bâtiment du Ministère de l'Administration du Territoire de la Décentralisation (Plateau – Cathédrale) ; - Sécurisation de la Cité administrative ; - Construction de la tour F ; - Rénovation des ascenseurs de la Tour E ; - Réhabilitation Palais des Hôtes.	- Réhabilitation et exploitation de l'immeuble BICICI (PPP) ; - Réhabilitation de l'immeuble la Pyramide (PPP) ; - Construction et exploitation du complexe « Place de la Nation » (PPP) ; - Construction et exploitation d'un hôtel cinq étoiles sur le site de l'AIP (PPP); - Construction de la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (PPP) ; - Réhabilitation de l'Immeuble Symphonie ; - Construction d'un immeuble R+10 à usage d'habitation à Marcory Zone 4 ; - Construction d'un hôtel Ritz Carlton sur le site de l'actuel BNETD (PPP) ;
Programme 4: Logement et cadre de vie	Direction Générale du Logement et du Cadre de Vie (DGLCV), Direction du Logement et de l'Aménagement Foncier (DLAF), Direction de la Copropriété (DC) ; Direction des Grands Projets Immobiliers (DGPI)	Société Ivoirienne de construction et de Gestion Immobilières (SICOGI), Compte De Mobilisation pour l'Habitat (CDMH), Fonds de Soutien de l'Habitat (FSH)	Programme Elargi de Logement et d'Aménagement Foncier (PELAF)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1.1: la gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de satisfaction des usagers du Ministère	Nombre d'usagers du ministère satisfaits / Nombre total d'usagers enquêtés Source : Rapport d'activités DPES
OG 2 : Assainir le domaine du foncier et de l'urbanisme	RS 2 .1 : le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini	IP 2.1.1 : Taux de couverture des chefs-lieux de Région en lotissements approuvés	Superficie couverte par les lotissements approuvés/ Superficie du domaine urbain des chefs-lieux de Région Source : Rapport d'activités/ DTC

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Renforcer et promouvoir la politique en matière de construction et de maintenance	RS 3.1 : la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée	IP 3.1.1 : proportion de chantiers de construction avec permis de construire	Nombre de PC délivrés/Nombre de chantiers contrôlés Source : Rapport d'activités DGCAM
OG 4 : Faire appliquer la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie	RS 4.1 : la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée	IP 4.1.1 : Proportion de la population vivant dans un logement décent	Enquête sur le niveau de vie des populations Source : Rapport d'activités DGLCV/INS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**52 559 802 279**	**59 096 961 674**	**54 093 362 363**
1.1 Ressources Intérieures	**52 559 802 279**	**59 096 961 674**	**54 093 362 363**
1.1.1 Budget Etat	52 559 802 279	59 096 961 674	54 093 362 363
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressouces Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**52 559 802 279**	**59 096 961 674**	**54 093 362 363**
2.1 Personnel	**4 214 170 725**	**4 556 743 114**	**4 931 405 810**
2.1.1 Solde y compris EPN	4 214 170 725	4 556 743 114	4 931 405 810
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**9 092 258 145**	**9 158 963 664**	**9 782 456 906**
2.3 Transferts	**18 909 317 194**	**19 090 563 147**	**19 121 689 546**
2.4 Investissement	**20 344 056 215**	**26 290 691 749**	**20 257 810 101**
Trésor	*20 344 056 215*	*26 290 691 749*	*20 257 810 101*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la performance des structures	Taux de réalisation globale des activités du ministère	65%	75%	80%	85%	Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités planifiées Source : Rapports d'activités DPES
	Taux de réalisation du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU)	14,13%	60%	100%	-	Nombre d'activités réalisées par composantes du projet/ Nombre total d'activités des 9 composantes du projet Source : Rapport d'activités DMISSA NB : L'indicateur est lié au projet de « simplification et de transformation digitale du MCLU » qui prend fin en 2023
OS2 : Mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de couverture des besoins en personnel qualifié des services du ministère	65%	80%	90%	95%	Besoins en personnel qualifié pourvus / Besoins en personnel qualifié exprimés Source : Rapport DRH
	Taux d'absorption des crédits alloués au ministère	97,07%	90%	95%	97%	Total liquidation /Total budget actuel Source : Rapport DAF/ Extrait du SIGOBE
	Taux de satisfaction du personnel du MCLU	45%	70%	75%	80%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête DPES

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
Personnel	3 539 173 921	3 873 134 481	4 239 181 941
Biens et services	5 600 070 442	5 740 480 138	6 255 234 190
Transferts	306 011 492	306 011 492	306 011 492
Investissements	1 063 063 560	4 776 904 488	3 215 104 488
Trésor	1 063 063 560	4 776 904 488	3 215 104 488
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
2105001 Coordination et animation	**1 564 782 679**	**3 143 858 701**	**1 053 204 179**
2 Biens et services	***1 042 782 679***	***1 020 858 701***	***1 053 204 179***
11044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIEBISSOU)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
11044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DJEKANOU)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
11044300016 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUMODI)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
11044300017 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental	4 800 000	4 698 694	4 848 156
11044300018 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR YAMOUSSOUKRO)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
11044300019 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ATTIEGOUAKRO)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
11044300020 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIDIEVI)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
14044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUASSI-KOUASSIKRO)	4 800 000	4 698 695	4 848 154
14044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOCANDA)	4 800 000	4 698 695	4 848 154
14044300007 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIMBOKRO)	5 000 000	4 894 474	5 050 161
15044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BAHIAKRO)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
15044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD PRIKRO)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
15044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DAOUKRO)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
16044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ARRAH)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
16044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONGOUANOU)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
16044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BATTO)	4 800 000	4 698 693	4 848 155

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
17044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOTRO)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
17044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAKE)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
17044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAKASSOU)	4 800 000	4 698 693	4 848 155
17044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BEOUMI)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
18044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR KATIOLA)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
18044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NIAKARAMADOUGOU)	4 800 000	4 698 693	4 848 154
18044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DABAKALA)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
21050010141 Investiguer et contrôler les constructions nouvelles	26 960 880	26 391 860	27 231 363
21050010142 Contrôler et produire les actes administratifs	32 400 000	31 716 184	32 725 051
21050010144 Archiver les documents du MCLU	21 282 633	20 833 454	21 496 152
21050010145 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité de matière du MCLU	25 000 000	24 472 362	25 250 810
22044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUANINOU)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
22044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KORO)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
22044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUBA)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
23044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ODIENNE)	5 000 000	4 894 473	5 050 161
23044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MADINANI)	4 800 000	4 698 693	4 848 155
23044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SEGUELON)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
23044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GBELEBAN)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
23044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAMATIGUILA)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
24044300006 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR OUANGOLODOUGOU)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
24044300007 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR FERKESSEDOUGOU)	5 000 000	4 894 474	5 050 163
24044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KONG)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
25044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BENGUE)	4 800 000	4 698 694	4 848 153
25044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINEMATIALI)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
25044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau Régional (DR KORHOGO)	5 000 000	4 894 475	5 050 164
25044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIKODOUGOU)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
26044300004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUN-FAO)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
26044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNDIALI)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
26044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TENGRELA)	4 800 000	4 698 695	4 848 157
27044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MINIGNAN)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
27044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANIASSO)	4 800 000	4 698 694	4 848 156

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
28044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNA)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
28044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NASSIAN)	4 800 000	4 698 694	4 848 154
28044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TEHINI)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
28044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DOROPO)	4 800 000	4 698 693	4 848 157
31044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ISSIA)	4 800 000	4 698 692	4 848 155
31044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DALOA)	5 000 000	4 894 472	5 050 159
31044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD VAVOUA)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
31044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUKOUGBEU)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
32044300003 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GAGNOA)	5 000 000	4 894 474	5 050 163
32044300004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUME)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
35044300009 Mettre en œuvre la politique du MCLUau niveau déconcentré (SECTEUR BONON)	2 950 656	2 888 381	2 980 258
35044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAFLE)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
35044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINFRA)	4 800 000	4 698 692	4 848 156
35044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZUENOULA)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
36044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANI)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
36044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SEGUELA)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
37044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MANKONO)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
37044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIANRA)	4 800 000	4 698 692	4 848 155
37044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUNAHIRI)	4 800 000	4 698 694	4 848 154
41044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BIANKOUMA)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
41044300012 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MAN)	5 000 000	4 894 472	5 050 160
41044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUAN-HOUNIEN)	4 800 000	4 698 692	4 848 156
41044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIPILOU)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
41044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DANANE)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
42044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BLOLEQUIN)	4 800 000	4 698 693	4 848 154
42044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GUIGLO)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
42044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TOULEPLEU)	4 800 000	4 698 695	4 848 155
43044300008 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR FACOBLY)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
43044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DUEKOUE)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
43044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BANGOLO)	4 800 000	4 698 694	4 848 154
43044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUIBLY)	4 800 000	4 698 694	4 848 155

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
51044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD LAKOTA)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
51044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIVO)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
51044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUITRY)	4 800 000	4 698 693	4 848 157
55044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TABOU)	4 800 000	4 698 694	4 848 157
55044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SAN PEDRO)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
56044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MEAGUI)	4 800 000	4 698 695	4 848 154
56044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BUYO)	4 800 000	4 698 693	4 848 157
56044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SOUBRE)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
56044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUEYO)	4 800 000	4 698 692	4 848 155
57044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SASSANDRA)	5 000 000	4 894 471	5 050 161
57044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD FRESCO)	4 800 000	4 698 692	4 848 155
61044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BETIE)	4 800 000	4 698 694	4 848 157
61044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AGNIBILEKRO)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
61044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABENGOUROU)	5 000 000	4 894 474	5 050 162
61044300012 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR NIABLE)	4 521 726	4 426 294	4 567 090
62044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONDOUKOU)	5 000 000	4 894 472	5 050 163
62044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SANDEGUE)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
62044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TANDA)	4 800 000	4 698 693	4 848 157
62044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUTO)	4 800 000	4 698 693	4 848 156
62044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TRANSUA)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
71044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ASSINIE)	4 800 000	4 698 692	4 848 154
71044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BONOUA)	4 471 456	4 377 083	4 516 314
71044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ADIAKE)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
71044300016 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABOISSO)	5 000 000	4 894 473	5 050 163
71044300017 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND BASSAM)	4 800 000	4 698 693	4 848 155
71044300018 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIAPOUM)	4 800 000	4 698 694	4 848 156
71061000001 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE GRAND-BASSAM)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
76044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR AGBOVILLE)	5 000 000	4 894 472	5 050 162
76044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR AZAGUIE)	4 421 726	4 328 404	4 466 085
76044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental(DD TIASSALE)	4 800 000	4 698 692	4 848 155
76044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TAABO)	4 800 000	4 698 693	4 848 156

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
76044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIKENSI)	4 800 000	4 698 692	4 848 156
77044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD YAKASSE-ATTOBROU)	4 800 000	4 698 694	4 848 155
77044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ALEPE)	4 800 000	4 698 695	4 848 155
77044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ADZOPE)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
77044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AKOUPE)	4 800 000	4 698 696	4 848 155
78044300164 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABIDJAN LAGUNES)	17 000 000	16 641 207	17 170 552
78044300165 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR ANYAMA)	2 924 133	2 862 418	2 953 469
78044300166 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BINGERVILLE)	3 219 133	3 151 191	3 251 429
78044300167 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ATTECOUBE)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300169 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON OUEST)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300170 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 2)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300171 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ADJAME)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300172 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78044300205 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 1)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300211 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE TREICHVILLE-PLATEAU)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300212 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE PORT BOUET-VRIDI)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300216 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau de SONGON	4 800 000	4 698 695	4 848 155
78044300217 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	69 818 434	68 344 886	70 518 881
78044300226 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE MARCORY)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300227 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	37 376 010	36 587 171	37 750 981
78044300228 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE KOUMASSI)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300229 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON EST)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300237 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BROFODOUME)	4 421 726	4 328 405	4 466 086
78044300238 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY SUD)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78044300249 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme	195 214 166	191 094 085	197 172 633
78061000065 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE SONGON)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78061000066 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON Sud-Ouest)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78061000067 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ANCIEN COCODY)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78061000068 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY NORD 2)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78061000069 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE BINGERVILLE)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
78061000070 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON ZONE INDUSTRIELLE)	3 000 000	2 936 684	3 030 098

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
78061000071 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY NORD 1)	3 000 000	2 936 684	3 030 098
79044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND LAHOU)	4 800 000	4 698 695	4 848 156
79044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DABOU)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
79044300009 Superviser les activités opérationnellles du MCLU au niveau départemental (DD JACQUEVILLE)	4 800 000	4 698 694	4 848 154
4 Investissements	***522 000 000***	***2 123 000 000***	***0***
Trésor	*522 000 000*	*2 123 000 000*	*0*
90044300002 Projet de renforcement de la Brigade d'investigation et du contrôle urbain	522 000 000	2 123 000 000	0
2105002 Planification, programmation et suivi-évaluation	**45 907 643**	**44 938 744**	**46 368 206**
2 Biens et services	***45 907 643***	***44 938 744***	***46 368 206***
78044300206 Planifier, programmer, suivre, évaluer les projets et produire les statistiques du MCLU	45 907 643	44 938 744	46 368 206
2105003 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**8 446 193 627**	**9 699 651 411**	**11 098 202 349**
1 Personnel	***3 539 173 921***	***3 873 134 481***	***4 239 181 941***
78044300176 Prendre en charge les salaires du personnel	3 422 862 921	3 754 181 257	4 117 569 775
78044300180 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	116 311 000	118 953 224	121 612 166
2 Biens et services	***4 200 644 654***	***4 370 505 438***	***4 841 808 916***
78044300174 Elaborer, suivre et évaluer le DPPD-PAP/CDMT	64 710 889	63 345 138	65 360 094
78044300175 Gérer la commande Publique du MCLU	23 330 660	22 838 257	23 564 722
78044300177 Prendre en charge les missions en Cote d'Ivoire (Logement)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78044300178 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (MCU)	75 000 000	75 000 000	75 000 000
78044300203 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (Logement)	85 993 042	98 968 890	154 593 205
78044300207 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (Logement)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78044300213 Prendre en charge les dépenses communes du MCLU	916 709 105	897 361 551	925 905 899
78044300214 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (MCLU)	222 024 788	255 527 033	399 143 032
78044300230 Prendre en charge les missions en Cote d'Ivoire (MCU)	13 950 000	13 950 000	13 950 000
78044300239 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du MCLU	2 246 461 329	2 373 611 040	2 507 957 425
78044300241 Gérer les ressources financières du MCLU	180 000 000	176 201 021	181 805 832
78044300244 Gérer les ressources humaines du MCLU	40 464 841	39 610 813	40 870 801
78066000103 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	152 000 000	174 935 913	273 256 610
78066000112 Prendre en charge les missions en CI	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78066000113 Prendre en charge des missions hors CI	40 000 000	40 000 000	40 000 000
90044300001 Apurer les passifs du Ministère	40 000 000	39 155 782	40 401 296

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21050 Administration Générale	**10 508 319 415**	**14 696 530 599**	**14 015 532 111**
3 Transferts	***306 011 492***	***306 011 492***	***306 011 492***
78044300231 Exécuter la convention BNETD (MCLU)	306 011 492	306 011 492	306 011 492
4 Investissements	***400 363 560***	***1 150 000 000***	***1 711 200 000***
Trésor	*400 363 560*	*1 150 000 000*	*1 711 200 000*
78044300173 Réhabilitation et Equipement Structures Déconcentrées du MCU	400 363 560	1 150 000 000	1 711 200 000
2105004 Information et communication	**451 435 466**	**1 808 081 743**	**1 817 757 377**
2 Biens et services	***310 735 466***	***304 177 255***	***313 852 889***
21050040007 Moderniser, informatiser et sécuriser les actes administratifs	15 277 955	14 955 507	15 431 230
78044300181 Entretenir les installations informatiques	28 854 600	28 245 611	29 144 081
78044300182 Organiser la communication des activités du MCLU	206 385 911	202 030 044	208 456 457
78044300252 Mettre en œuvre l'informatisation des services	60 217 000	58 946 093	60 821 121
4 Investissements	***140 700 000***	***1 503 904 488***	***1 503 904 488***
Trésor	*140 700 000*	*1 503 904 488*	*1 503 904 488*
78044300208 Projet de Simplification et de transformation digitale du MCLU	140 700 000	1 503 904 488	1 503 904 488

II.2.2.Programme 2 : Foncier et urbanisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Foncier et urbanisme	Action 2.1: Conception et suivi des politiques de planification urbaine
	Action 2.2: Gestion du Foncier
	Action 2.3: Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Foncier et urbanisme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Moderniser les villes ivoiriennes	Taux de régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan	56,5%	84,83%	95,98%	100%	Nombre de lotissements régularisés / nombre de lotissements à régulariser Source : Rapport d'activités/DTC
	Taux de réalisation ou d'actualisation des Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs	29,2%	66,98%	100%	100%	(Nombre de Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs réalisés ou actualisés / Nombre de Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DU
	Taux de couverture des chefs-lieux de Région en lotissements approuvés	31,27%	33,53%	35,66%	37,79%	Superficie couverte par les lotissements approuvés/ Superficie du domaine urbain des chefs-lieux de Région Source : Rapport d'activités DTC
	Taux de réalisation des Plans d'Urbanisme de détails du Schéma Directeur du Grand Abidjan	0%	50%	100%	-	Nombre de Plans d'Urbanisme de détails réalisés / Nombre de Plans d'Urbanisme de détails à réaliser Source : Rapport d'activités DU
OS 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre d'ACD signés (Guichet Central)	48 872	73 872	83 872	93 872	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGUF
	Nombre d'ACD signés (Guichets déconcentrés)	51 162	71 235	81 235	91 235	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGUF
	Superficie des réserves constituées en ha (SEREFGPE)	125	162	213	290	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGUF/SEREFGPE
	Superficie des réserves constituées en ha (AGEF)	130	134	228	300	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGUF/AGEF

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : FONCIER ET URBANISME	**3 881 467 136**	**6 509 987 101**	**8 790 244 637**
Personnel	0	0	0
Biens et services	501 932 509	491 339 001	506 968 094
Transferts	0	0	0
Investissements	3 379 534 627	6 018 648 100	8 283 276 543
Trésor	*3 379 534 627*	*6 018 648 100*	*8 283 276 543*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22051 Foncier et urbanisme	**3 881 467 136**	**6 509 987 101**	**8 790 244 637**
2205101 Conception et suivi des politiques de planification urbaine	**2 484 672 502**	**3 297 396 358**	**3 352 987 706**
2 Biens et services	***349 778 591***	***342 396 358***	***353 287 706***
78044300184 Mettre en œuvre les politiques de planification urbaine	42 680 530	41 779 740	43 108 718
78044300185 Elaborer les études topographiques	149 290 066	146 139 231	150 787 801
78044300218 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme foncier et urbanisme	32 518 129	31 831 820	32 844 363
78044300219 Suivre l'élaboration des études des plans d'urbanisme des chefs lieux de Région	15 618 951	15 289 306	15 775 646
78044300233 Gérer le foncier urbain	44 204 415	43 271 461	44 647 894
78044300242 Restructurer les villes	31 366 500	30 704 496	31 681 181
78066000106 Mettre en œuvre la politique d'assistance et de conseil aux villes en matière de planification urbaine	6 000 000	5 873 367	6 060 195
78066000123 Promouvoir de nouveaux outils de planification urbaine et les documents de référence	28 100 000	27 506 937	28 381 908
4 Investissements	***2 134 893 911***	***2 955 000 000***	***2 999 700 000***
Trésor	*2 134 893 911*	*2 955 000 000*	*2 999 700 000*
78066000128 Réaliser la cartographie des espaces verts du District Autonome de Yamoussoukro en vue de leur sécurisation et leur aménagement	105 000 000	105 000 000	105 000 000
78044300258 Projet d'Adressage des Quartiers et Rues d'Abidjan (PAQRA)/3ème C2D	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78044300183 Redressement des Lotissements irréguliers à Abidjan	29 893 911	850 000 000	894 700 000
2205102 Gestion du Foncier	**1 242 294 634**	**3 059 346 517**	**5 282 160 001**
2 Biens et services	***92 653 918***	***90 698 417***	***93 583 458***
78044300186 Gérer le Guichet Unique du Foncier	25 911 000	25 364 137	26 170 948
78044300187 Contrôler et vérifier les actes du foncier	23 952 218	23 446 697	24 192 516
78044300220 Constituer les réserves foncières pour les Grands Projets de l'Etat	20 000 000	19 577 890	20 200 649
78044300251 Aménager les espaces urbains	22 790 700	22 309 693	23 019 345
4 Investissements	***1 149 640 716***	***2 968 648 100***	***5 188 576 543***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22051 Foncier et urbanisme	**3 881 467 136**	**6 509 987 101**	**8 790 244 637**
Trésor	*1 149 640 716*	*2 968 648 100*	*5 188 576 543*
78044300232 Délimitation des territoires villageois dans le district d'Abidjan	90 000 000	410 000 000	540 000 000
78044300204 Constituer les réserves foncières/AGEF	80 515 348	1 805 600 000	3 931 100 000
78044300189 Purges/ Indemnités d'éviction	908 208 099	590 000 000	552 795 000
78044300188 Déconcentration du Guichet Unique du Foncier de l'Habitat	70 917 269	163 048 100	164 681 543
2205105 Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain	**154 500 000**	**153 244 226**	**155 096 930**
2 Biens et services	***59 500 000***	***58 244 226***	***60 096 930***
78066000124 Promouvoir l'ODD11, installer et rendre fonctionnel le Comité de Développement Durable	4 000 000	3 915 578	4 040 130
78066000125 Organiser la semaine nationale de la ville	38 000 000	37 197 993	38 381 231
78066000131 Promouvoir le Développement Urbain Durable	15 500 000	15 172 866	15 655 504
78066000136 Suivre et évaluer les comités locaux pour les villes durables	2 000 000	1 957 789	2 020 065
4 Investissements	***95 000 000***	***95 000 000***	***95 000 000***
Trésor	*95 000 000*	*95 000 000*	*95 000 000*
78066000127 Equiper trois(03) quartiers sous équipés de Yamoussoukro	95 000 000	95 000 000	95 000 000

II.2.3.Programme 3 : Construction et maintenance

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Construction et maintenance	Action 3.1: Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs
	Action 3.2:Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs
	Action 3.3: Réglementation et mise en oeuvre des reformes en matière de permis de construire
	Action 3.4: Instruction et Délivrance du Permis de Construire

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Construction et maintenance						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Elaborer et faire le suivi-évaluation des projets de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics	Nombre de chantiers de constructions et de réhabilitations suivis	252	329	351	360	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCAM/SOGEPIE
	Nombre de chantiers d'entretiens et de maintenance suivis	22	17	19	19	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCAM/SOGEPIE
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Taux de paiement des baux courants	95,38%	100%	100%	100%	(Montant de baux courants payés / Montant total de baux courants à payer) x 100 Source : Rapport d'activités SOGEPIE
	Taux d'apurement du passif des baux	9,52%	33,33%	66,66%	100%	(Montant apuré du passif des baux / Montant total à apurer) x 100 Source : Rapport d'activités SOGEPIE
OS 3 : Faire respecter la Réglementation en matière de construction	Délai de traitement du permis de construire	21 jours	15 jours	10 jours	10 jours	Dénombrement Source : Rapport d'activités GUPC
	Taux de régularisation des constructions contrôlées	33%	42%	47%	50%	Nombre de constructions contrôlées régularisées/nombre de constructions contrôlées irréguliers Source : Rapport d'activités Brigade / GUPC
	Nombre de permis de construire délivrés	1 388	2 000	2 500	3 000	Dénombrement Source : Rapports d'activités GUPC

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE	**37 890 663 974**	**36 560 386 150**	**29 353 605 207**
Personnel	674 996 804	683 608 633	692 223 869
Biens et services	2 880 903 440	2 820 100 689	2 909 805 810
Transferts	18 583 305 702	18 761 537 667	18 792 146 458
Investissements	15 751 458 028	14 295 139 161	6 959 429 070
Trésor	*15 751 458 028*	*14 295 139 161*	*6 959 429 070*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22052 Construction et maintenance	**37 890 663 974**	**36 560 386 150**	**29 353 605 207**
2205201 Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs	**2 242 283 451**	**710 944 525**	**768 064 040**
2 Biens et services	***164 414 568***	***160 944 525***	***166 064 040***
78044300192 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme construction et maintenance	38 417 602	37 606 782	38 803 022
78044300193 Faire la maitrise d'œuvre et le suivi des chantiers de construction et de réhabilitation des bâtiments	52 284 346	51 180 862	52 808 883
78044300202 Faire respecter les normes architecturales	36 168 349	35 404 999	36 531 204
78044300247 Faire le suivi des chantiers de construction	37 544 271	36 751 882	37 920 931
4 Investissements	***2 077 868 883***	***550 000 000***	***602 000 000***
Trésor	2 077 868 883	550 000 000	602 000 000
78062000948 Projet de rénovation des ascenseurs de la Tour E	2 018 635 141	0	0
78044300256 Projet de Sécurisation de la Cité Administrative	59 233 742	550 000 000	602 000 000
2205202 Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs	**35 154 089 968**	**35 362 296 618**	**28 083 625 808**
1 Personnel	***599 996 804***	***606 904 866***	***613 805 555***
78044300199 Prendre en charge les salaires du personnel de la SOGEPIE	599 996 804	606 904 866	613 805 555
2 Biens et services	***2 297 198 317***	***2 248 714 924***	***2 320 244 725***
78044300194 Entretenir les batiments administratifs	2 297 198 317	2 248 714 924	2 320 244 725

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22052 Construction et maintenance	**37 890 663 974**	**36 560 386 150**	**29 353 605 207**
3 Transferts	***18 583 305 702***	***18 761 537 667***	***18 792 146 458***
78044300196 Apurer les baux administratifs	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78044300197 Gérer les baux administratifs	11 834 896 888	11 834 896 888	11 834 896 888
78044300221 Prendre en charge le loyer des bureaux du Postel 2001	3 565 710 000	3 565 710 000	3 565 710 000
78044300222 Gérer les bâtiments administratifs	71 499 359	82 274 268	84 124 703
78044300223 Gérer le patrimoine immobilier de l'Etat	569 405 772	655 214 862	669 951 347
78044300235 Sécuriser les bâtiments administratifs	541 793 683	623 441 649	637 463 520
4 Investissements	***13 673 589 145***	***13 745 139 161***	***6 357 429 070***
Trésor	*13 673 589 145*	*13 745 139 161*	*6 357 429 070*
78044300248 Réhabilitation Bâtiments/SOGEPIE	154 336 645	0	0
78044300215 Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan-Plateau/SOGEPIE	250 062 335	239 000 000	212 389 909
78044300209 Réhabilitation Tour A et B	13 010 451 004	13 247 400 000	5 886 300 000
78044300198 Réhabilitation palais des hôtes/SOGEPIE	258 739 161	258 739 161	258 739 161
2205203 Réglementation et mise en œuvre des reformes en matière de permis de construire	**419 290 555**	**410 441 240**	**423 497 045**
2 Biens et services	***419 290 555***	***410 441 240***	***423 497 045***
78044300224 Traiter les demandes de permis de construire	419 290 555	410 441 240	423 497 045
2205204 Instruction et Délivrance du Permis de Construire	**75 000 000**	**76 703 767**	**78 418 314**
1 Personnel	***75 000 000***	***76 703 767***	***78 418 314***
78044300234 Prendre en Charge les salaires du personnel du Guichet Unique du Permis de Construire (GUPC)	75 000 000	76 703 767	78 418 314

II.2.4. Programme 4 : Logement et cadre de vie

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Logement et cadre de vie	Action 4.1: Production et accès au logement abordable
	Action 4.2: Amélioration du cadre de vie

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance de programme

Programme 4 : Logement et cadre de vie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Faciliter l'accès au logement et à la propriété immobilière	Nombre de logements implantés	18 701	35 000	100 000	150 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV
	Nombre de logements livrés	8 127	20 000	50 000	100 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV
	Taux de réalisation de voiries et réseaux divers primaires sur les 4 principaux sites	82%	95%	100%	-	(Somme (marché x Taux d'avancement)) / (somme marchés) Source : Rapport d'activités DLAF NB : L'indicateur est lié au projet de « La réalisation des VRD pour la construction de 60 000 logements ».
OS2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndics créés et mis en place	120	200	250	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : LOGEMENT ET CADRE DE VIE	**279 351 754**	**1 330 057 824**	**1 933 980 408**
Personnel	0	0	0
Biens et services	109 351 754	107 043 836	110 448 812
Transferts	20 000 000	23 013 988	23 531 596
Investissements	150 000 000	1 200 000 000	1 800 000 000
Trésor	*150 000 000*	*1 200 000 000*	*1 800 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22053 Logement et cadre de vie	**279 351 754**	**1 330 057 824**	**1 933 980 408**
2205301 Production et accès au logement abordable	**254 209 580**	**1 305 446 286**	**1 908 585 999**
2 Biens et services	84 209 580	82 432 298	85 054 403
22052030008 Suivre la réalisation des Grands Programmes Immobiliers	23 567 367	23 069 967	23 803 804
78044300240 Initier, étudier, suivre et contrôler les projets immobiliers et d'aménagement foncier pour la production des logements	25 076 017	24 546 776	25 327 588
78061000050 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Logement et cadre de vie	35 566 196	34 815 555	35 923 011
3 Transferts	20 000 000	23 013 988	23 531 596
78061000047 Restructurer la SICOGI	20 000 000	23 013 988	23 531 596
4 Investissements	150 000 000	1 200 000 000	1 800 000 000
78061000064 Programme élargi de Logement et d'Aménagement Foncier	150 000 000	1 200 000 000	1 800 000 000
2205302 Amélioration du cadre de vie	**25 142 174**	**24 611 538**	**25 394 409**
2 Biens et services	25 142 174	24 611 538	25 394 409
78044300236 Vulgariser les règles de copropriété tant en milieu urbain que rural	25 142 174	24 611 538	25 394 409

SECTION 361 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

SECTION 361 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance du secteur **:**

- la non actualisation du plan stratégique du ministère ;
- la non actualisation de la stratégie globale de facilitation des investissements ;
- l'insuffisance de coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur en liaison avec les Ministères concernés ;
- la non disponibilité du décret organisant le Ministère ;
- l'insuffisance de ressources budgétaires.

Au niveau de la promotion de l'investissement privé **:**

- l'environnement des affaires peu favorable au développement de l'initiative privée ;
- la faiblesse de la mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE) ;
- la non-participation à certains forums internationaux en raison des restrictions liées à la situation sanitaire de la COVID-19 ;
- l'absence de stratégie pour la facilitation et la promotion des investissements ;
- l'absence de programme relative à la promotion des initiatives et des entreprises privés.

Au niveau du développement du secteur privé :

- la faible contribution du secteur privé national à l'économie ;
- l'absence d'identification et la faiblesse dans la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- la faible contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches ;
- l'insuffisance des études permettant de rendre plus attractif le cadre législatif et règlementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- les difficultés liées à l'identification des secteurs économiques.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance **:**

- l'adoption progressive des textes organisant le Ministère ;
- la simplification et la dématérialisation des procédures ;
- l'élaboration en cours du plan stratégique du Ministère.

Au niveau de la promotion de l'investissement **:**

- l'adoption et la mise en œuvre d'un code d'investissement privé attractif ;
- la mise en œuvre de l'agenda doing business (finalisation 2021);
- l'adoption et la réforme du nouveau code de l'investissement ;
- l'élaboration en cours de programmes relatifs à la promotion des initiatives et des entreprises privées.

Au niveau du développement du secteur privé **:**

- la mise en place d'un Plan de soutien économique, social et humanitaire contre la COVID-19 dont 250 milliards de FCFA alloués au secteur privé ;
- l'implication du Ministère dans la création et la gestion de zones industrielles, de zones économiques et de zones franches;
- le développement de partenariat public-privé;

- l'identification progressive des secteurs économiques.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la dématérialisation des actes et services administratifs ;
- l'amélioration de la compétitivité du climat des affaires ;
- le renforcement de la capacité d'intervention des structures d'accompagnement ;
- l'installation des entreprises vitrines du modèle clonix en vue de la mobilisation des ressources pour le financement des PME et des TPE ;
- la déconcentration de la création des entreprises à l'intérieur du pays pour une meilleure exploitation des niches d'opportunité ;
- l'accroissement du nombre d'entreprises agréées ;
- le ciblage ou l'identification des pays et des zones géographiques par secteur ;
- l'incitation des investissements nationaux axés sur les régions ;
- le suivi-évaluation de l'investissement privé ;
- la construction d'un siège pour les structures sous tutelle.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance des structures d'appui à la compétitivité, à l'efficacité des investissements privés et au développement du secteur privé;
- le développement d'une chaine de production et de gestion des informations multisectorielles sur l'investissement privé et le développement du secteur privé ;
- le renforcement du dialogue bilatéral et multilatéral entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers en matière de promotion de l'investissement et de développement du secteur privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des structures d'appui est renforcée;
- l'investissement privé est accru ;
- le développement du secteur privé est amélioré;
- l'entrepreneuriat national est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 22, le Ministre de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de promotion d'investissement privé

- Elaboration et mise en œuvre des stratégies pour la facilitation et la promotion des investissements ;
- Amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- Conception et mise en œuvre des programmes visant la promotion des initiatives et des entreprises privées ;
- Promotion des Investissements Directs Etrangers (IDE) ;
- Coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés.

En matière de développement du secteur privé **:**

- Contribution à l'analyse et à l'identification des secteurs économiques ;
- Identification et mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- Réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et règlementaire de promotion des partenariats publics-privés ;
- Contribution à la création et la gestion des zones industrielles, économiques et franches.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Promotion de l'investissement privé
- Programme 3 : Développement du Secteur Privé

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	- Cabinet - DAF/RFFIM - DRH - CPMP - Service de la planification - Service de la documentation et desarchives - Service des systèmesd'information - Service de la communication et desrelations publiques			
Programme 2: Promotionde l'investissement privé	- Direction Générale de lapromotion de l'investissement - Direction du cadre desinvestissements et des réformes - Direction des activitéspromotionnelles	CEPICI		- Construction d'un siège
Programme 3: Développement du Secteur Privé	-Direction de la promotiondu secteur privé - Direction de l'entrepreneuriat	INIE	- Projet CLONIX	- Construction d'un siège

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance des structures du ministère	RS 1 : La gouvernance des structures d'appui est renforcée	IP 1.1 : Taux de textes adoptés	Nombre de textes adoptés / Nombre de textes transmis Source : Cabinet
		IP 2.1 : Montant des Investissements Directs Etrangers (IDE) en direction de la	Dénombrement

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG2 : Promouvoir l'investissement privé	RS 2.1 : L'investissement privé est accru.	Côte d'Ivoire	Source : CEPICI / Rapport mondial sur l'investissement de la CNUCED
		IP 2.2 : Proportion de PME et TPE ayant accès au financement	Nombre de PME et TPE bénéficiaires de financement / Nombre de PME et TPE ayant sollicités des financements Source : CEPICI
OG 3 : Développer le secteur privé et l'entrepreneuriat national	RS 3 : Le développement du secteur privé est amélioré	IP 3.1 : Nombre de PME et TPE formées à la gestion des entreprises	Dénombrement Source : INIE
	RS 2.3 : l'entrepreneuriat national est amélioré.	IP 2.4 : Nombre de nouvelles PME et TPE nationales créées	Dénombrement Source : INIE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**12 090 953 787**	**12 794 192 265**	**13 345 183 344**
1.1 Ressources Intérieures	**12 090 953 787**	**12 794 192 265**	**13 345 183 344**
1.1.1 Budget Etat	12 090 953 787	12 794 192 265	13 345 183 344
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**12 090 953 787**	**12 794 192 265**	**13 345 183 344**
2.1 Personnel	**2 325 802 382**	**2 381 998 461**	**2 441 402 849**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 325 802 382	2 381 998 461	2 441 402 849
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 594 151 721**	**1 606 968 038**	**1 800 515 016**
2.3 Transferts	**2 510 999 684**	**2 886 225 766**	**2 950 665 479**
2.4 Investissement	**5 660 000 000**	**5 919 000 000**	**6 152 600 000**
Trésor	*5 660 000 000*	*5 919 000 000*	*6 152 600 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de réalisation du plan d'actions annuel	60%	70%	80%	90%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Cabinet/ DAF
OS 2 : Assurer unemeilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents du MPIDSP ayant reçu des renforcements de capacité au niveau national	40%	60%	75%	90%	(Nombre d'agents formés / Effectif total du Ministère) X 100 Source : DRH
	Taux d'exécution du budget du MPIDSP	92%	94%	96%	98%	(Total liquidation/ Total budget actuel) X 100 Source : SIGOBE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**2 122 938 366**	**2 176 563 094**	**2 405 265 682**
Personnel	677 685 130	714 905 615	755 354 659
Biens et services	1 424 151 721	1 440 555 964	1 628 809 508
Transferts	21 101 515	21 101 515	21 101 515
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21136 Administration Générale	**2 122 938 366**	**2 176 563 094**	**2 405 265 682**
2113601 Coordination et animation	**703 271 023**	**733 942 163**	**901 147 085**
2 Biens et services	***682 169 508***	***712 840 648***	***880 045 570***
78011300276 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	234 480 000	269 861 664	421 534 276
78041100054 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'investissement privé	113 800 000	111 398 199	114 941 687
78041100055 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78041100069 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	59 889 508	63 279 255	66 860 860
78041100070 Promouvoir l'investissement privé dans les 31 régions	270 000 000	264 301 530	272 708 747
3 Transferts	***21 101 515***	***21 101 515***	***21 101 515***
78041100075 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	21 101 515	21 101 515	21 101 515
2113602 Gestion des ressources humaines matérielles et financières	**1 419 667 343**	**1 442 620 931**	**1 504 118 597**
1 Personnel	***677 685 130***	***714 905 615***	***755 354 659***
78041100067 Transférer des subventions équilibre personnel à Institut Ivoirien de l'Entreprise	332 832 775	336 664 844	340 492 824
78041100082 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	344 852 355	378 240 771	414 861 835
2 Biens et services	***741 982 213***	***727 715 316***	***748 763 938***
78011201940 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	36 000 000	36 000 000	36 000 000
78041100057 Gérer les dépenses centralisées du ministère	414 863 728	406 107 846	419 025 807
78041100058 Gérer les ressources financières du Ministère	123 418 485	120 813 687	124 656 669
78041100060 Gérer la commande publique du Ministère	19 700 000	19 284 225	19 897 638
78041100071 Élaborer et mettre en œuvre les DPPD-PAP	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78041100074 Gérer les ressources humaines du Ministère	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78041100077 Assurer la maintenance des équipements et infrastructures de l'ensemble des unités administratives du Ministère	58 000 000	56 775 884	58 581 880
78041100081 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000

II.2.2. Programme 2 : Promotion de l'investissement privé

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de l'investissement privé	Action 2.1: Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs
	Action 2.2: Promotion des investissements privés

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5: Performance du programme

Programme 2 : Promotion de l'investissement privé						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Attirer l'investissement privé	Part de l'investissement privé dans le PIB	19,3%	17,6%	18,5%	19,7%	(Part de l'investissement privé / PIB national) X 100 Source : Rapport Cabinet
	Nombre d'entreprises créées sur le portail unique CEPICI	15 465	17 000	18 000	19 000	Dénombrement Source : CEPICI
	Proportion de PME et TPE ayant accès au financement	-	5%	15%	30%	(Nombre de PME et TPE bénéficiaires de financement / Nombre de PME et TPE ayant sollicités des financements) X 100 Source : CEPICI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ	**9 798 015 421**	**10 451 217 097**	**10 768 212 154**
Personnel	1 648 117 252	1 667 092 846	1 686 048 190
Biens et services	0	0	0
Transferts	2 489 898 169	2 865 124 251	2 929 563 964
Investissements	5 660 000 000	5 919 000 000	6 152 600 000
Trésor	*5 660 000 000*	*5 919 000 000*	*6 152 600 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22137 Promotion de l'investissement privé	**9 798 015 421**	**10 451 217 097**	**10 768 212 154**
2213701 Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs	**1 175 158 169**	**1 511 792 180**	**1 758 724 711**
3 Transferts	***515 158 169***	***592 792 180***	***606 124 711***
78041100061 Transférer les crédits à l'INIE	515 158 169	592 792 180	606 124 711
4 Investissements	***660 000 000***	***919 000 000***	***1 152 600 000***
Trésor	*660 000 000*	*919 000 000*	*1 152 600 000*
78041100079 Projet clonix	660 000 000	919 000 000	1 152 600 000
2213703 Promotion des investissements privés	**8 622 857 252**	**8 939 424 917**	**9 009 487 443**
1 Personnel	***1 648 117 252***	***1 667 092 846***	***1 686 048 190***
78041100065 Transférer les subventions équilibre personnel au CEPICI	1 648 117 252	1 667 092 846	1 686 048 190
3 Transferts	***1 974 740 000***	***2 272 332 071***	***2 323 439 253***
78041100062 Transférer les créduts relatifs à la promotion de l'investissement	734 242 219	844 892 058	863 894 585
78041100072 Transférer les crédits au CEPICI	687 797 438	791 448 078	809 248 593
78041100080 Transférer les crédits relatifs aux activités du Doing Business	552 700 343	635 991 935	650 296 075
4 Investissements	***5 000 000 000***	***5 000 000 000***	***5 000 000 000***
Trésor	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*
78041100073 Mise en œuvre activités du Doing Business / CEPICI	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
78041100063 Projet d'Informatisation/Doing Business	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000

II.2.3. Programme 3 : Développement du Secteur Privé

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Action
Programme 3 : Développement du Secteur Privé	Action 3.1: Renforcement des prestations relatives au développement du secteur privé

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Développement du Secteur Privé						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Promouvoir l'entrepreneuriat	Nombre de promoteurs accompagnés par l'INIE	300	1 000	1 500	2 000	Dénombrement Source : INIE
	Nombre d'actions de sensibilisation menée par l'INIE	5	10	15	20	Dénombrement Source : INIE
	Nombre d'entreprises encadrées par l'INIE	125	1 500	2 000	2 500	Dénombrement Source : INIE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ	**170 000 000**	**166 412 074**	**171 705 508**
Personnel	0	0	0
Biens et services	170 000 000	166 412 074	171 705 508
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22230 Développement du Secteur Privé	**170 000 000**	**166 412 074**	**171 705 508**
2223003 Renforcement des prestations relatives au développement du secteur privé	**170 000 000**	**166 412 074**	**171 705 508**
2 Biens et services	170 000 000	166 412 074	171 705 508
90041100006 Gérer la déconcentration des créations d'entreprise	170 000 000	166 412 074	171 705 508

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Emploi

- la méconnaissance ou la non-application des mesures d'incitation à l'embauche de manière générale, et plus particulièrement l'embauche des personnes vulnérables et des femmes ;
- la non-attractivité, selon certaines entreprises, du dispositif fiscal spécifique, en faveur de l'emploi ;
- la prédominance d'emplois informels dont une majorité est précaire ;
- la faible employabilité des jeunes ;
- la persistance du chômage et du sous-emploi des jeunes ;
- la faible capacité d'absorption du secteur moderne ;
- l'insuffisance de financements en faveur de l'insertion des jeunes ;
- l'insuffisance d'informations sur le marché du travail ;
- l'insuffisance de culture entrepreneuriale ;
- l'accès difficile aux financements pour les porteurs de projets ;
- l'insuffisance du développement de l'entreprenariat des personnes âgées de 18-40 ans.

En matière de Travail

- la méconnaissance ou la non-application des textes régissant le milieu du travail ;
- le retard dans la prise de certains décrets d'application relatifs au travail ;
- le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ;
- la persistance du travail des enfants de moins de 14 ans et des pires formes de travail des enfants;
- le non-respect par des employeurs du paiement du SMIG fixé à 60 000 FCFA ;
- l'inexistence d'un système de protection des travailleurs de l'économie informelle ;
- le non-respect des dispositions légales par les employeurs et les travailleurs ;
- la récurrence des mouvements de grève dans le secteur privé et le secteur public ;
- l'insuffisance du recours au dialogue Social.

En matière de Protection Sociale

- le faible accès des populations aux instruments de protection sociale ;
- les difficultés pour les personnes vulnérables (les plus pauvres, les pauvres, les personnes à besoins spécifiques, les travailleurs à faibles revenus) à surmonter les chocs sociaux ;
- l'inexistence d'une couverture sociale pour les travailleurs du secteur informel ;
- le non-respect de la législation communautaire en matière de mutualité sociale ;
- la difficulté d'insertion éducative, socio-professionnelle et culturelle des personnes vivant avec un handicap ;
- l'accès limité des travailleurs à faibles revenus et les membres de leurs familles aux services et aux prestations de sécurité sociale et de mutualité ;
- le faible niveau de connaissance de la sécurité sociale en général et de la CNPS en particulier de la part des animateurs du secteur privé informel.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Emploi

- la création par décret d'un Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) ;
- l'élaboration en cours d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE 2021-2025);
- l'élaboration d'une Stratégie Nationale Intégrée de Transition de l'Économie Informelle vers l'Economie Formelle (SNIT-EF) ;
- l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Promotion de l'Emploi des Couches Vulnérables ;
- l'élaboration d'un répertoire des mesures d'incitation, de création et de maintien de l'emploi en Côte d'Ivoire;
- l'insertion de 3 000 jeunes dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre à la suite d'une signature de convention entre la PFS-CI et les PFS locales ;
- la création de 2.800.000 emplois (formels et informels), de Septembre 2011 à 2019, dont 222 000 en faveur des jeunes sur la période de 2016-2018 ;
- l'insertion d'environ 4 000 personnes vulnérables dans des activités génératrices de revenus de 2016 à 2019 (Partenariat avec l'UNACOOPEC-CI) ;
- la prise en compte de 1816 bénéficiaires dans le cadre du programme d'appui aux acteurs du secteur informel (fonds FASI) ;
- l'insertion effective de bénéficiaires dans les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre : 3 548 en 2017, 2 250 en 2019 et 3 000 en 2020, dans le cadre du projet C2D ;
- la création selon le TBE de 474 669 emplois formels entre 2015 et 2019 répartis comme suit : 412 131 (86,8%) dans le privé et 62 538 (13,2%) dans le public.
- la réalisation de l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel en 2016 et 2017 (ENSESI) ; l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) sur la période 2017-2018 et l'Enquête Nationale sur l'Emploi 2019 (ENE 2019) ;
- la production d'une note sur l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'emploi ;
- la réalisation du Tableau de Bord Emploi de janvier à décembre de chaque année ;
- l'adoption du rapport de l'étude diagnostique sur le Système d'Information sur le Marché du Travail et de son Plan Stratégique de Développement (SIMT-PSD) 2017-2020 ;
- la réalisation de la Carte Emploi qui est une application web permettant la diffusion et la communication des informations sur le marché du travail afin d'aider à la prise de décision ;
- la réalisation de l'étude sur la situation de l'emploi des personnes handicapées, et l'étude sur les emplois et métiers d'aujourd'hui et ceux de demain ;
- la réalisation de la cartographie des initiatives d'emplois sur l'ensemble du territoire.

En matière de Travail

- la ratification de trois (03) instruments de l'Organisation Internationale du Travail : la convention n°170 sur les produits chimiques, le protocole de 2002 sur la sécurité et la santé des travailleurs et le Protocole de 2014 sur le travail forcé ;
- l'harmonisation des actes délivrés par les services d'inspection du travail ;
- la prise des décrets d'application de la loi portant code du travail ;
- la création d'un Comité Consultatif Tripartite sur les Normes Internationales du Travail (CCTNIT) ;
- l'élaboration de la Politique Nationale du Travail 2020-2024 ;
- la disponibilité des statistiques relatives aux mesures de gestion des ressources humaines pendant les temps-forts de la Covid-19 ;
- l'élaboration de la liste des travailleurs mis au chômage technique et celle des travailleurs ayant subi un licenciement pour motif économique du fait de la pandémie de Covid-19, et leur transmission au Secrétariat exécutif du Comité de Gestion du Fonds Spécial de Solidarité Covid-19, accompagnées des pièces justificatives afin qu'ils puissent bénéficier d'un appui financier ;
- la résolution de 3 conflits collectifs majeurs en 2020 ;
- l'actualisation de la base de données syndicale dans notre pays ;
- la poursuite des travaux de l'organisation des élections professionnelles;
- la formulation et la validation, par les mandants tripartites, de la politique nationale de sécurité et de santé au travail ainsi que le programme national y afférent ;
- la création d'un Observatoire National des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles indemnisables (ONATMP) et la révision de la liste des maladies professionnelles indemnisables ;
- la formation de 20000 partenaires sociaux à l'application des règles de sécurité et de santé au travail ;
- l'installation de 5830 Comités de sécurité et de santé au travail ;
- la sensibilisation de 8000 entreprises à la mise en œuvre des règles de sécurité et de santé au travail;
- la réalisation de 6465 consultations en sécurité et la santé au travail ;
- le traitement diligent des dossiers soumis aux experts des services d'inspection du travail ;

- l'harmonisation des actes des services d'inspection du travail ;
- la formation des Inspecteurs du travail et des médecins-Inspecteurs du travail sur des thématiques liées à l'extension de leur champ d'actions ;
- la conduite d'une opération pilote de l'intervention de l'Inspection du Travail dans l'économie informelle dans 3 communes d'Abidjan ;
- la poursuite du projet Gouvernance dans les secteurs BTP, Coiffure-Esthétique et Menuiserie dont devrait résulter le respect des règles en matière de santé et sécurité au travail (SST), le respect des principes et droits fondamentaux au travail (PDFT) et la connaissance et l'application effective de la législation du travail ;
- la sensibilisation de 2000000 personnes dans les communautés productrices de cacao, ayant permis de changer les mentalités et d'accroître le taux de scolarisation passant de 71% 2012 - 2013 et à 85% en 2018–2019 ;
- la réduction de la vulnérabilité socio-économique des familles et des communautés rendue possible grâce à la mise en place du Comité National de Surveillance des Actions de Lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants (CNS) et ses partenaires d'AGR d'un montant de 12 milliards de F CFA à 200 000 femmes bénéficiaires de microcrédits ;
- la mise en place de comités SOSTECI départementaux, sous préfectoraux et villageois sur toute l'étendue du territoire.

En matière de Protection Sociale

- la remise de matériels orthopédiques d'une valeur de 20 millions à 185 personnes handicapées, et une subvention annuelle cumulée de 275 millions en moyenne à 40 Organisations de Personnes Handicapées et à 09 Centres Médico-Psychopédagogiques (CMPP) ;
- le recrutement dérogatoire, de 2015 à 2019, de 658 personnes handicapées et 200 en 2020 par la fonction publique ;
- la création de 17 nouveaux centres sociaux, passant ainsi de 96 à 113 ;
- la réhabilitation de 11 centres sociaux ;
- la prise en charge de 2.139 personnes âgées dont 1 496 hommes et 643 femmes ;
- l'octroi de fonds à environ 2000 personnes à travers les aides temporaires, les aides médicales, les aides éventuelles et les aides d'urgence ;
- l'enrôlement, à la CMU, de 2 891 735 personnes ;
- la délivrance de 395 786 actes médicaux, et l'atteinte à 90% du taux de disponibilité des médicaments dans les centres de santé et pharmacies privées conventionnés par la CNAM,
- l'adoption de textes pour l'opérationnalisation des Régimes de prévoyance Sociale des Travailleurs Indépendants (RSTI),
- l'adoption de textes portant création et règlementation du régime de retraite complémentaire par capitalisation au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat
- l'assistance financière en 2020, dans le cadre des secours sociaux à 199 personnes en situation de vulnérabilité, dont 21 cas d'aide médicale, 103 cas de soutien économique (AGR) et 75 cas d'appui scolaire,
- l'élaboration d'un projet de décret portant création, organisation, attributions, et fonctionnement du fonds de garantie de la mutualité sociale de Côte d'Ivoire, en abrégé « FOMUS-CI »Adoption de texte pour la création de structures d'éducation et de rééducation spécialisées à caractère social des personnes vivant avec un handicap.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Emploi

- l'amélioration de l'employabilité des jeunes, des femmes et des personnes en situation d'handicap ;
- l'amélioration de la qualité de l'emploi ;
- la production d'informations statistiques sur l'emploi ;
- la mise en œuvre des projets d'emploi ;
- la réalisation d'études annuelles sur la situation de l'emploi ;
- l'élaboration de textes juridiques et de documents de référence de l'emploi ;
- l'opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE 2021-2025) ;
- l'insertion de 12.000 jeunes vulnérables dans les travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) (Projets C2D2 et AEJ)

En matière de travail

- la mise en œuvre du PPTD 2021-2025 ;
- le respect des dispositions légales en matière de travail tant dans le secteur formel que dans l'économie informelle ;
- l'éradication des pires formes de travail des enfants ;
- le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail dans toutes les entreprises ;
- la création d'un Institut National de la Santé et Sécurité au Travail ;
- le renforcement des capacités matérielles des services d'inspection du travail ;
- l'organisation des élections professionnelles ;
- le maintien de la paix sociale à travers le dialogue social ;
- la formation des parties prenantes sur le Code du Travail de 2015 ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention de l'Inspection du travail dans le secteur de la cacaoculture ;
- la mise en œuvre du plan de réhabilitation et d'équipement des services en charge du travail ;
- la mise en place d'une base de données statistique sur le travail ;
- la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences.

En matière de protection Sociale

- l'accroissement de l'accès des populations vulnérables aux services de protection sociale et de la mutualité ;
- la mise en place d'une stratégie de prise en charge des personnes âgées ;
- le développement de la mutualité sociale ;
- le développement d'un système de protection des travailleurs du secteur informel
- l'enrôlement de toute la population ivoirienne à la CMU ;
- l'opérationnalisation du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) ;
- l'opérationnalisation du Régime de Retraite complémentaire par capitalisation au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat ;
- l'assistance et l'octroi d'aides à toutes les personnes vulnérables notamment, les personnes en situation d'handicap, les personnes âgées et les indigents ;
- la réalisation d'études sur la protection sociale ;
- l'élaboration de textes juridiques et de documents en matière de protection sociale ;
- la production d'informations statistiques en matière de protection sociale ;
- la formation des animateurs du secteur social sur les vulnérabilités émergentes ;

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du marché de l'emploi et du travail ;
- l'amélioration du climat des affaires favorables à la création d'emploi décent ;
- la mise en œuvre de programmes d'insertion visant le renforcement des compétences des jeunes et leur employabilité ;
- la protection des populations vulnérables et le respect des droits humains.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les populations en âge de travailler ont accès à un emploi décent ;
- les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent ;
- les populations ont accès à la protection sociale.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 Avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 33, le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi et de Protection Sociale.
A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Emploi et de Travail

- observation du marché du travail ;
- application, contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'emploi;
- élaboration de projets de loi et de règlement en matière d'emploi ;
- Identification des mesures visant la création d'emplois, en particulier pour les populations défavorisées, notamment les femmes, les handicapées et les personnes de plus de 40 ans, en liaison avec le Ministre chargé de l'Emploi des Jeunes ;
- élaboration de stratégies et programmes en faveur de l'emploi des populations défavorisées ;
- développement du plaidoyer pour l'emploi des populations défavorisées ;
- tenue de statistiques sur l'emploi ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi ;
- assistance aux chômeurs et handicapés du travail ;
- contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail ;
- prévention et gestion des conflits collectifs de travail ;
- élaboration, suivi et contrôle de l'application des normes, lois et règlements en matière de travail des enfants, en liaison avec les Ministres concernés ;
- coordination, identification et mise en œuvre des mesures dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;
- renforcement de la protection des travailleurs, notamment de ceux atteints de l'infection à VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- élaboration, suivi et contrôle de la réglementation de la sécurité et de la santé au travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- renforcement de la sécurité et de la santé au travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion du dialogue social.

En matière de Protection Sociale

- promotion, mise en œuvre et suivi de la politique de sécurité sociale ;
- renforcement et harmonisation du cadre institutionnel et de la prévoyance sociale ;
- participation à la promotion des actions d'assistance et de soutien aux orphelins, en particulier à ceux du SIDA ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- coordination et supervision de la politique des affaires sociales ;
- formation professionnelle des travailleurs sociaux ;
- mise en œuvre d'une politique cohérente d'encadrement et de formation des handicapés ainsi que de leur insertion dans le tissu social, notamment dans le monde du travail ;
- mise en œuvre et renforcement du plaidoyer en faveur de la prévention des handicaps résultant des accidents de travail et de la voie publique, auprès des populations et des institutions ;
- gestion du régime de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé :
    - sensibilisation de la population ;
    - accélération du processus de mise en œuvre de l'enrôlement ;
    - recouvrement des cotisations ;
    - gestion des fonds collectés ;
    - définition des services de prestations afférentes aux différents régimes ;
    - gestion des personnes économiquement faibles ou démunies ;
    - maintien de l'équilibre du régime.

I.4 IDENTIFICATION DES PROGRAMMES

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Emploi.
- Programme 3 : Travail.
- Programme 4 : Protection sociale.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet,Inspection Générale de l'Emploi et de la Protection Sociale (IG),Direction des Affaires Financières (DAF) , Direction des Ressources Humaines (DRH) ,Direction de la Planification, des Études et de l'Informatique (DPEI) ,Direction de la Coordination et du Suivi des Projets (DCSP), Direction des Affaires Juridiques (DAJ), Direction de la Documentation, de la Communication et des Archives (DDCA) , Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail (SMHT), Service de la Qualité et de la Normalisation (SQN) , Cellule de lutte contre le Vih-sida , Cellule d'Action Humanitaire et du Genre (CAHG) , Cellule de Passation des marchés Publics			
Programme 2: Emploi	Direction Générale de l'Emploi (DGE), Conseil National de l'Emploi, Comité interministériel des statistiques sur l'Emploi, Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi (DSPE), Direction du Suivi et de l'Évaluation de la Politique de l'Emploi (DSEPE), Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers, Comité de Suivi de la Politique de l'Emploi, Commission Nationale de l'Emploi, Plateforme de collaboration pour l'emploi	ONEF	- Production et diffusion de statistiques du travail, - Projet de Promotion Emploi couches vulnérables.	
Programme 3: Travail	Direction Générale du Travail (DGT), Direction de l'inspection du Travail (DIT), Direction de la Règlementation du Travail (DRT), Commission Consultative du Travail (CCT), Direction de la Santé et Sécurité au Travail (DSST), Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants (DLTE), Conseil National du Dialogue Social (CNDS), Directions Régionales du Travail (29 DR), Direction Départementale du Travail (1 DD), Inspections du Travail (08 IT)		- Réhabilitation et équipement des services de l'administration du travail, - Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI).	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4: Protection sociale	DGPS, DPPH, DAS, DSSM, CNSS, CCS-CMU, DRPS (29), PNPS, INIPA, CEFPPH, EcIS, CDPH, CNPPH, CNAS, -Ens centres pour hand à Abidjan.	INFS ; AIRMS ; IPS-CNAM ; MUGEFCI	- Projet National d'Assistance aux Personnes Agées, - Réhabilitation et équipement du Centre d'Education Socio-Professionnelle pour Personnes Handicapées (CESPPH) de Danané, - Couverture Maladie Universelle (CMU), - CMU/ soutien aux indigents.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer l'accessibilité des populations en âge de travailler à un emploi décent	RS 1.1. les populations en âge de travailler ont accès à un emploi décent	IP 1.1.1 : Taux de chômage	Nombre de chômeurs / Effectif des personnes en âge de travailler Source : Rapport d'activités cabinet / Enquête emploi
		IP 1.1.2 : Pourcentage de travailleurs du secteur informel	Nombre de travailleurs du secteur informel / Effectif des travailleurs Source : Rapport d'activités cabinet / Enquête emploi
OG 2 : Garantir l'accessibilité des populations en âge de travailler à un travail décent	RS 2.1 : les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent	IP 2.1.1 : Pourcentage des entreprises privées observant les conditions d'un emploi décent	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées observant effectivement les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail / Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées dans l'observance des règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail Source : Rapports d'activités DSSM / DIT
		IP 2.1.2 : Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	Nombre d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés / effectif des enfants de 5 à 13 ans Source : Rapport d'enquête emploi
OG 3 : Garantir aux populations l'accessibilité à la protection sociale	RS 3.1 : les populations ont accès à la protection sociale	IP 3.1.1 : Taux d'accroissement du nombre des établissements spécialisés du MEPS	(Nombre de nouveaux établissements spécialisés du MEPS créés en année N - Nombre de nouveaux établissements spécialisés du MEPS créés en année N—1 / Nombre de nouveaux établissements spécialisés du MEPS créés en année N—1) Source : Rapport d'activités DGPS
		IP 3.1.2 : Taux de la population ayant accès à la protection sociale	Population bénéficiant de la protection sociale / Population totale Source : Rapport d'activités DGPS
OG 3 : Garantir aux	RS 3.1 : les populations ont		Dénombrement

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
populations l'accessibilitéà la protection sociale	accès à la protection sociale	IP 3.1.3 : Nombre de personnes enrôlées à la CMU	Source : Rapport d'activités SNEDAI / CNAM
		IP 3.1.4 : Nombre de mutuelles sociales immatriculées	Dénombrement Source : AIRMS
		IP 3.1.5 Proportion de travailleurs affiliés à une mutuelle sociale	Nombre total de travailleurs affiliés à une mutuelle / Nombre total de travailleurs Source : AIRMS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**45 364 139 816**	**61 571 646 950**	**66 316 449 463**
1.1 Ressources Intérieures	**45 364 139 816**	**61 571 646 950**	**66 316 449 463**
1.1.1 Budget État	45 364 139 816	61 571 646 950	66 316 449 463
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**45 364 139 816**	**61 571 646 950**	**66 316 449 463**
2.1 Personnel	**16 600 995 432**	**17 676 828 478**	**18 905 911 520**
2.1.1 Solde y compris EPN	16 600 995 432	17 676 828 478	18 905 911 520
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 048 542 598**	**4 007 990 401**	**4 194 017 172**
2.3 Transferts	**7 623 601 786**	**7 866 828 071**	**7 932 520 771**
2.4 Investissement	**17 091 000 000**	**32 020 000 000**	**35 284 000 000**
Trésor	*17 091 000 000*	*32 020 000 000*	*35 284 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi - évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines matérielles et financières
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion des structures du Ministère inspectées	20%	60%	65%	70%	(Nombre d'entités fonctionnelles inspectées / Nombre d'entités fonctionnelles) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de l'IGTPS
	Proportion de diligences des réunions du cabinet accomplies dans le délai	60%	65%	75%	85%	(Pourcentage de diligences accomplies dans le délai/ Nombre de diligences inscrites aux relevées des diligences des réunions de cabinet) x 100 Source : Matrice des diligences retenues aux relevés des conclusions des réunions
	Proportion des requêtes des services et usagers /clients traités par le cabinet	80%	85%	90%	95%	(Nombre de requêtes traitées/ Nombre de requêtes reçues) x 100. Source : Registres du secrétariat particulier et des annexes du cabinet. (Courrier entré /courrier départ) Registre des parapheurs des services
	Pourcentage des décisions de justice favorables au MEPS	100%	100%	100%	100%	(Nombre de décisions de justice favorables au MEPS / Nombre d'affaires jugées par le tribunal impliquant le MEPS) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DAJ
	Pourcentage des textes règlementaires soumis	100%	100%	100%	100%	(Nombre de textes règlementaires soumis / Nombre de textes règlementaires prévus) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DAJ

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Proportion de programmes et projets suivis et évalués dans le cadre des projets d'investissements publics du MEPS	45%	70%	75%	80%	(Nombre d'activités de projets d'investissement budgétisés réalisées / Nombre d'activités de projets d'investissement programmées) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DCSP
	Pourcentage des activités réalisées	46%	50%	55%	60%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100 Source : Rapport annuel d'activités du MEPS fait par la DPEI
OS 3: Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des gestionnaires de crédits formés en matière de gestion des finances publiques	59%	80%	85%	90%	(Nombre de gestionnaires de crédits formés en matière de gestion administratives et financière / effectif total des gestionnaires de crédits en activité) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DAF
	Proportion de personnel formé	21%	40%	50%	60%	(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**18 967 247 908**	**20 017 839 630**	**21 375 335 719**
Personnel	15 432 992 803	16 494 674 480	17 709 610 707
Biens et services	2 652 587 503	2 641 497 548	2 784 057 410
Transferts	881 667 602	881 667 602	881 667 602
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21150 Administration Générale	**18 967 247 908**	**20 017 839 630**	**21 375 335 719**
2115001 Coordination et animation	**2 554 998 082**	**2 550 149 218**	**2 683 501 301**
2 Biens et services	***1 673 330 480***	***1 668 481 616***	***1 801 833 699***
78041200179 Contrôler les services et structures sous-tutelle du Ministère	16 000 000	15 662 314	16 160 518
78041200180 Organiser la décoration dans l'ordre du mérite du travail	10 000 000	9 788 948	10 100 322
78041200250 Elaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	10 000 000	9 788 947	10 100 322

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21150 Administration Générale	**18 967 247 908**	**20 017 839 630**	**21 375 335 719**
78109000082 Sensibiliser le personnel sur le phénomène du VIH SIDA	2 000 000	1 957 790	2 020 063
78109000092 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et /ou Indigents	1 300 500 000	1 273 052 370	1 313 547 134
78109000100 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	127 050 000	146 221 104	228 402 976
78109000103 Assister les personnes et communautés en détresse	2 000 000	1 957 789	2 020 065
78109000111 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de travail et de protection sociale	70 000 000	68 522 618	70 702 269
78109000113 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	109 780 480	115 994 055	122 559 318
78109000117 Suivre la mise en œuvre du Système Qualité dans les services du Ministère	2 000 000	1 957 790	2 020 064
78109000124 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
90109000002 Fonctionnement des COTOREP	20 000 000	19 577 891	20 200 648
3 Transferts	***881 667 602***	***881 667 602***	***881 667 602***
78109000081 Apporter un appui institutionnel aux centrales syndicales	800 000 000	800 000 000	800 000 000
78109000102 Prendre en charge les honoraires des agents sous la Convention du BNETD	81 667 602	81 667 602	81 667 602
2115002 Planification, programmation et suivi - évaluation	**28 000 000**	**27 409 050**	**28 280 910**
2 Biens et services	***28 000 000***	***27 409 050***	***28 280 910***
78109000083 Elaborer et suivre l'exécution des projets du MEPS	14 000 000	13 704 525	14 140 455
78109000104 Organiser la planification générale des activités du Ministère	14 000 000	13 704 525	14 140 455
2115003 Gestion des ressources humaines matérielles et financières	**16 370 249 826**	**17 426 576 836**	**18 649 413 057**
1 Personnel	***15 432 992 803***	***16 494 674 480***	***17 709 610 707***
78109000086 Prendre en charges les Salaires du personnel fonctionnaire	15 432 992 803	16 494 674 480	17 709 610 707
2 Biens et services	***937 257 023***	***931 902 356***	***939 802 350***
78109000084 Gérer les ressources humaines du Ministère	14 000 000	13 704 525	14 140 455
78109000085 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	170 000 000	170 000 000	170 000 000
78109000087 Prendre en charge les dépenses liées aux contrats et aux équipements centralisés	156 710 653	153 403 210	158 282 837
78109000088 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	270 000 000	270 000 000	270 000 000
78109000099 Gérer les ressources financières du Ministère	48 000 000	46 986 940	48 481 554
78109000105 Gérer la commande publique du ministère	10 000 000	9 788 947	10 100 324
78109000118 Organiser la fête du travail le 1er Mai	243 546 370	243 546 370	243 546 370
78109000122 Elaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	25 000 000	24 472 364	25 250 810
2115004 Gestion des systèmes d'information et de communication	**14 000 000**	**13 704 526**	**14 140 451**
2 Biens et services	***14 000 000***	***13 704 526***	***14 140 451***
78041200208 Organiser la communication des activités du ministère	14 000 000	13 704 526	14 140 451

II.2.2. Programme 2 : Emploi

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Emploi	Action 2.1: Coordination de la politique de l'emploi
	Action 2.2: Élaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi
	Action 2.3: Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Emploi						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent	Taux de réalisation des activités du programme Emploi	81,82%	85%	87%	90%	(Nombre d'activités du programme Emploi réalisés / Nombre total des activités du programme Emploi programmées pour une année) X 100 Source : Rapport Annuel de Performance du Programme Emploi
OS 2 : Améliorer la planification et contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Taux d'emploi vulnérables	69,9%	66%	65,2%	63%	(Nombre de travailleurs pour leur propre compte + Nombre de travailleurs familiaux non rémunérés / Population en emploi) X 100 Source : Rapport de l'Enquête nationale sur l'emploi (ENE)
	Taux d'emplois informels	88,4%	86%	85,4%	84%	(Nombre de travailleurs du secteur informel / Nombre de travailleurs) X 100 Source : Rapport de l'Enquête nationale sur l'emploi
	Taux de salarisation	23,1%	26%	28%	30%	(Nombre de personnes en emploi salarié / Population en emploi) X100 Source : Rapport de l'Enquête nationale sur l'emploi
	Taux combiné de chômage et de la main-d'œuvre potentielle	12,30%	11,6%	11,10%	10,8%	(Population au chômage + main d'œuvre potentielle / Main d'œuvre élargie) X 100Source : Rapport de l'Enquête nationale sur l'emploi

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : EMPLOI	**1 777 000 000**	**724 180 810**	**736 065 296**
Personnel	0	0	0
Biens et services	257 000 000	251 575 905	259 578 321
Transferts	450 000 000	472 604 905	476 486 975
Investissements	1 070 000 000	0	0
Trésor	*1 070 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22151 Emploi	**1 777 000 000**	**724 180 810**	**736 065 296**
2215101 Coordination de la politique de l'emploi	**1 595 000 000**	**520 251 274**	**527 257 287**
2 Biens et services	***225 000 000***	***220 251 274***	***227 257 287***
78041200181 Rédiger les rapports sur les statistiques de l'Emploi	2 000 000	1 957 788	2 020 065
78041200183 Suivre la mise en œuvre de la politique de l'emploi	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78041200233 Coordonner les projets et les activités des structures de l'Emploi	16 000 000	15 662 315	16 160 515
78041200253 Organiser des sessions consultatives sur la mise en œuvre de la politique Emploi	2 000 000	1 957 788	2 020 065
78041200262 Mettre en œuvre la Strategie Nationale Intégrée de Transition de l'Economie Informelle vers l'Economie Formelle (SNIT-EF)	200 000 000	195 778 910	202 006 480
3 Transferts	***300 000 000***	***300 000 000***	***300 000 000***
90041200006 Mettre en place l'observatoire de l'emploi et de la formation	300 000 000	300 000 000	300 000 000
4 Investissements	***1 070 000 000***	***0***	***0***
Trésor	1 070 000 000	0	0
90041200005 Projet d'Insertion des Personnes Vulnérables (PIPV)	500 000 000	0	0
90041200004 projet de Promotion de l'Emploi Décent (PPED)	500 000 000	0	0
78041200184 Projet de Promotion emploi des couches vulnérables	70 000 000	0	0
2215102 Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi	**32 000 000**	**31 324 631**	**32 321 034**
2 Biens et services	***32 000 000***	***31 324 631***	***32 321 034***
78041200185 Suivre et évaluer les projets et programmes d'emploi	10 000 000	9 788 948	10 100 323
78041200186 Élaborer les stratégies et les programmes d'emploi	11 000 000	10 767 842	11 110 355
78041200207 Faire de l'observation de l'Emploi	11 000 000	10 767 841	11 110 356
2215103 Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables	**150 000 000**	**172 604 905**	**176 486 975**
3 Transferts	***150 000 000***	***172 604 905***	***176 486 975***
78109000114 Former et insérer les jeunes selon les réalités socio-économiques du territoire	150 000 000	172 604 905	176 486 975

II.2.3. Programme 3 : Travail

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Travail	Action 3.1: Gouvernance du secteur du travail
	Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail
	Action 3.3: Dialogue social
	Action 3.4: Lutte contre le travail des enfants

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS1 : Améliorer la gouvernance du secteur du Travail	Taux de réalisation des activités du programme Travail	36%	44%	48%	52%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100 Source : Rapports d'activités de la DGT Rapport Annuel de Performance du programme Travail
OS2 : Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises	Proportion des entreprises inspectées	92%	94%	95%	96%	(Nombre de d'entreprises inspectées/Nombre total de d'entreprises devant être inspectées) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DIT
	Taux de dossiers de conflits individuels traités	96,36%	97,5%	98%	98,5%	(Nombre de conflits individuels traités / Nombre total de dossiers enregistrés) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DIT
	Taux de grèves évitées (conflits collectifs)	64.52%	72%	74%	75%	(Nombre total de grèves évitées / Nombre total de dossiers de conflits collectifs enregistrés) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DIT
	Pourcentage des recours hiérarchiques contre les décisions des Inspecteurs du Travail traités	99%	99%	99%	99%	(Nombre de recours hiérarchiques traités / Nombre de recours hiérarchiques introduits) X100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DIT
	Proportion de dossiers de consultations de santé et de sécurité au travail (SST) finalisés	71.66%	80%	85%	90%	(Nombre total de dossiers de consultation SST traités/Nombre total de dossiers enregistrés) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DSST
	Proportion des entreprises du secteur privé formel inspectées, observant les règles d'hygiène, de santé et sécurité au travail	35%	40%	50%	60%	(Nombre d'entreprises s'étant conformées aux règles en matière de SST/Nombre total d'entreprises inspectées) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DSST
	Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	14.87%	35%	50%	60%	(Nombre d'entreprises disposant d'un comité de SST/Nombre total d'entreprises inspectées devant en disposer) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DGT / DSST

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS3 : Renforcer la lutte contre le travail des enfants	Proportion des DR disposant d'une Cellule fonctionnelle chargée de la lutte contre les pires formes de Travail des enfants	29.03%	64.52%	83.87%	100%	(Nombre de DR disposant d'une cellule fonctionnelle chargée de la lutte contre les pires formes de Travail des enfants/Nombre total de Région) X 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DLTE
	Proportion des départements disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel	8.33%	41.67%	70.37%	100%	(Nombre de départements disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) fonctionnel /Nombre total de départements) x 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DLTE (SOSTECI)
	Proportion de sous-préfectures disposant d'un système d'observation et de suivi du travail des enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel	3.73%	39.02%	69.41%	100%	(Nombre de sous-préfectures disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) fonctionnel /Nombre total de sous-préfectures) x 100 Source : Rapport annuel d'activités de la DLTE (SOSTECI)
OS4 : Promouvoir le dialogue social	Taux des partenaires sociaux formés par le CNDS	16.8%	20%	22%	24%	(Nombre des partenaires sociaux formés / nombre de partenaires sociaux à former) X 100 Source : Rapport annuel d'activités du CNDS
	Proportion des conflits collectifs majeurs réglés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de conflits collectifs majeurs réglés par le CNDS / Nombre de conflits collectifs majeurs enregistrés) X 100 Source : Rapport annuel d'activités du CNDS
	Taux d'avis rendus par le CNDS sur les licenciements collectifs pour motif économique	79%	81%	85%	86%	(Nombre d'avis rendus /Nombre total de saisines) x 100Source : Rapport annuel d'activités du CNDS

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : TRAVAIL	**621 100 000**	**296 518 304**	**305 342 851**
Personnel	62 800 000	64 226 621	65 662 268
Biens et services	237 300 000	232 291 683	239 680 583
Transferts	0	0	0
Investissements	321 000 000	0	0
Trésor	321 000 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22152 Travail	**621 100 000**	**296 518 304**	**305 342 851**
2215201 Gouvernance du secteur du travail	**378 800 000**	**208 124 115**	**214 136 956**
1 Personnel	***62 800 000***	***64 226 621***	***65 662 268***
78109000089 Prendre en charge les indemnités du Conseil National du Dialogue Social (CNDS)	62 800 000	64 226 621	65 662 268
2 Biens et services	***147 000 000***	***143 897 494***	***148 474 688***
11041200017 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Toumodi	4 000 000	3 915 579	4 040 127
11041200020 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le District Autonome de Yamoussoukro	4 000 000	3 915 578	4 040 127
14041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la région du N'ZI Comoe	4 000 000	3 915 578	4 040 127
15041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Daoukro	4 000 000	3 915 578	4 040 127
17041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gbêkê (Bouake)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
18041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Katiola	4 000 000	3 915 577	4 040 128
22041200013 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Touba	5 000 000	4 894 473	5 050 159
23041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Kabadougou (Odienne)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
24041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Ferkessedougou	4 000 000	3 915 578	4 040 127
25041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Poro (Korhogo)	4 000 000	3 915 578	4 040 128
26041200007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Boundiali	4 000 000	3 915 578	4 040 127
28041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouna	4 000 000	3 915 578	4 040 128
31041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
32041200009 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
35041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouafle	4 000 000	3 915 578	4 040 127
36041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Seguela	4 000 000	3 915 578	4 040 127
41041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
42041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Moyen Cavally (Guiglo)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
43041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Duekoue	4 000 000	3 915 578	4 040 127
51041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Divo	4 000 000	3 915 578	4 040 127
55041200007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de San Pedro	4 000 000	3 915 578	4 040 128
56041200014 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Soubre	4 000 000	3 915 578	4 040 127
61041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Indenie Djuablin (Abengourou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
62041200015 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
71041200016 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Sud Comoe (Aboisso)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
71041200017 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le Département de Grand Bassam	4 000 000	3 915 578	4 040 127
76041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
77041200015 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région d'Adzope	4 000 000	3 915 578	4 040 127

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22152 Travail	**621 100 000**	**296 518 304**	**305 342 851**
78041200217 Apporter un appui technique en matière de travail aux entités fonctionnelles	5 000 000	4 894 472	5 050 163
78041200234 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail du District Autonome d'Abidjan	4 000 000	3 915 578	4 040 127
78041200254 Élaborer un système statistique des services en charge du travail	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78041200258 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Travail	16 000 000	15 662 314	16 160 518
79041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Dabou	4 000 000	3 915 578	4 040 127
4 Investissements	***169 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*169 000 000*	*0*	*0*
78041200187 Réhabilitation et équipement des services de l'administration du Travail	169 000 000	0	0
2215202 Elaboration et suivi de la réglementation du travail	**60 200 000**	**58 929 461**	**60 803 926**
2 Biens et services	***60 200 000***	***58 929 461***	***60 803 926***
78041200188 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail du Plateau	3 400 000	3 328 242	3 434 108
78041200189 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Treichville	3 400 000	3 328 242	3 434 108
78041200190 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Yopougon	3 400 000	3 328 242	3 434 109
78041200191 Coordonner les activités des Inspections du travail	11 000 000	10 767 842	11 110 353
78041200218 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Marcory	3 400 000	3 328 242	3 434 108
78041200219 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Vridi	3 400 000	3 328 242	3 434 107
78041200235 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Koumassi	3 400 000	3 328 242	3 434 108
78041200236 Elaborer et faire appliquer les textes législatifs et réglementaires en matière du Travail	11 000 000	10 767 841	11 110 355
78041200245 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Cocody	3 400 000	3 328 242	3 434 108
78041200259 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de d' Abobo Adjamé	3 400 000	3 328 242	3 434 109
78101100003 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels	11 000 000	10 767 842	11 110 353
2215203 Dialogue social	**19 100 000**	**18 696 886**	**19 291 616**
2 Biens et services	***19 100 000***	***18 696 886***	***19 291 616***
78109000091 Organiser des rencontres avec les secteurs privé et public	17 100 000	16 739 098	17 271 551
78109000121 Coordonner les activités de Dialogue social	2 000 000	1 957 788	2 020 065
2215204 Lutte contre le travail des enfants	**163 000 000**	**10 767 842**	**11 110 353**
2 Biens et services	***11 000 000***	***10 767 842***	***11 110 353***
78104000355 Lutter contre le travail des enfants	11 000 000	10 767 842	11 110 353
4 Investissements	***152 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*152 000 000*	*0*	*0*
78104000431 Projet/Système d'observation et de suivi du Travail des Enfants (Projet SOSTECI)	152 000 000	0	0

II.2.4. Programme 4 : Protection sociale

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1: Assistance des groupes vulnérables
	Action 4.2: Mise en œuvre de la sécurité sociale et mutualité
	Action 4.3: Formation des travailleurs sociaux

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection sociale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance de la Protection Sociale	Taux de mise en œuvre des mesures de la SNPS	29%	45%	68,42%	79%	(Nombre de mesures mises en œuvre / Nombre de mesures programmées dans le plan d'action de la SNPS) x 100 Source : Rapport d'activités DGPS
	Taux de réalisation des activités	48%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DGPS
	Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	3,15%	5%	6,15%	8%	(Nombre de personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge / Nombre total des personnes indigentes ayant sollicité une prise en charge) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes âgées prises en charge	0,57%	0.69%	0,76%	0,84%	(Nombre de personnes âgées bénéficiaires de prise en charge / Nombre total des personnes âgées ayant sollicité une prise en charge) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes handicapées prises en charge	0,28%	0,44%	0,55%	0,66%	(Nombre de personnes handicapées prises en charge / Effectif des personnes handicapées ayant sollicitées une prise en charge) x 100 Source : Rapport d'activités DPPH

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE	**23 998 791 908**	**40 533 108 206**	**43 899 705 597**
Personnel	1 105 202 629	1 117 927 377	1 130 638 545
Biens et services	901 655 095	882 625 265	910 700 858
Transferts	6 291 934 184	6 512 555 564	6 574 366 194
Investissements	15 700 000 000	32 020 000 000	35 284 000 000
Trésor	15 700 000 000	32 020 000 000	35 284 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22153 Protection sociale	**23 998 791 908**	**40 533 108 206**	**43 899 705 597**
2215301 Assistance des groupes vulnérables	**899 655 095**	**880 667 477**	**908 680 793**
2 Biens et services	***899 655 095***	***880 667 477***	***908 680 793***
78101200017 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients auditifs	473 191 317	463 204 404	477 938 560
78101200022 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients visuels	426 463 778	417 463 073	430 742 233
2215302 Mise en œuvre de la sécurité sociale et mutualité	**21 586 704 451**	**37 968 629 319**	**41 247 185 076**
1 Personnel	***404 404 451***	***409 060 561***	***413 711 701***
78108000027 Prendre en charge le salaire du personnel de l'AIRMS	404 404 451	409 060 561	413 711 701
2 Biens et services	***2 000 000***	***1 957 788***	***2 020 065***
78109000096 Coordonner le processus de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle	2 000 000	1 957 788	2 020 065
3 Transferts	***5 480 300 000***	***5 537 610 970***	***5 547 453 310***
78011202155 MUGEF-CI prise en charge des cotisations	5 100 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000
78108000022 Coordonner les activités de Mutualité sociale	380 300 000	437 610 970	447 453 310
4 Investissements	***15 700 000 000***	***32 020 000 000***	***35 284 000 000***
Trésor	15 700 000 000	32 020 000 000	35 284 000 000
78109000123 CMU/Soutien aux Indigents	12 700 000 000	12 700 000 000	12 700 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	19 320 000 000	22 584 000 000
2215303 Formation des travailleurs sociaux	**1 512 432 362**	**1 683 811 410**	**1 743 839 728**
1 Personnel	***700 798 178***	***708 866 816***	***716 926 844***
78108000029 Prendre en charge le salaire du personnel de l'INFS	700 798 178	708 866 816	716 926 844
3 Transferts	***811 634 184***	***974 944 594***	***1 026 912 884***
78108000023 Prendre en charge les Bourses des étudiants de l'Institut National de Formation Sociale	636 634 184	773 572 205	821 011 413
78108000024 Organiser la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine social	175 000 000	201 372 389	205 901 471

SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME, DE L'ARTISANAT ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL

SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME, DE L'ARTISANAT ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs.

Au titre des PME

- l'environnement des affaires encore peu favorable pour les PME ;
- l'inadaptation du cadre juridique et réglementaire relatif au PME ;
- l'instabilité institutionnelle du département en charge du PME ;
- la difficile définition de l'encrage institutionnel des PME ;
- l'existence de conflits de compétences dans la gestion de certains projets de développement des PME ;
- l'insuffisance de données statistiques sur le secteur des PME ;
- l'inadaptation des dispositifs financiers en faveur des PME ;
- l'accès difficile des PME aux financements bancaires et à la commande publique ;
- la concurrence déloyale faite aux PME par les Grandes Entreprises et le Secteur Informel ;
- la mauvaise gestion des PME ;
- l'absence de l'autofinancement et le caractère informel de l'exercice des activités des PME ;
- l'inaccessibilité des zones industrielles des PME ;
- la faiblesse des outils de planification, de base données statistiques et d'information;
- la faible visibilité des activités du Secteur dans les médias nationaux et internationaux ;
- la faible productivité à laquelle s'ajoutent la qualité approximative des produits et des services proposés et le manque d'innovation ;
- l'insuffisante concertation entre les PME et le secteur Public ;
- le manque de formation et de qualification des entrepreneurs ;
- la faible politique de développement de l'innovation ;
- l'absence de coordination des organisations publiques, parapubliques et privées d'encadrement et des initiatives en faveur des PME ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur PME ;
- la démotivation des agents en raison des conditions de travail difficiles ;
- l'insuffisance de la formation continue des agents ;
- l'insuffisance de moyens matériels ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur PME ;

Au titre de l'artisanat

- la faible organisation des artisans et des entreprises artisanales;
- l'insuffisance des infrastructures dédiées aux activités de l'artisanat ;
- l'insuffisance de données statistiques fiables pour l'élaboration d'une stratégie claire de développement du secteur ;
- la faiblesse des mécanismes de financement ;
- l'insuffisance d'activités de promotion et de commercialisation des produits et services du secteur ;
- le faible niveau de qualification des acteurs.

Au titre du secteur informel

- la précarité des conditions d'exercice des activités du secteur informel ;
- le défaut d'immatriculation et l'absence de comptabilité dans le secteur ;
- le faible taux de rémunération des activités du secteur ;
- le fort taux d'analphabète dans le secteur;
- la mobilité des acteurs du secteur.

I.2.1. Réponses apportées

Au titre des PME

- la création d'un ministère dédié à la promotion des PME, de l'artisanat et de la transformation du secteur informel ;
- la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel incitatif;
- la politique d'accès aux financements ;
- le renforcement des capacités des acteurs des PME ;
- les mesures de soutien aux PME.

Au titre de l'artisanat

- l'adoption en 2014 d'un Code de l'Artisanat Ivoirien (Loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 relative à l'Artisanat), d'un code communautaire de l'Artisanat ;
- l'élaboration des textes recommandés par les dispositions réglementaires en collaboration avec les experts de l'UEMOA ;
- l'actualisation des textes relatifs au code électoral et à l'organisation de la Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI) ;
- l'organisation des journées promotionnelles de l'Artisanat ;
- l'adoption de textes intégrant des espaces au profit de l'activité de l'artisanat dans les plans d'urbanisme directeur ;
- l'élaboration d'une politique et d'un mécanisme de financement adaptés au secteur de l'artisanat ;
- le regroupement et le recasement des artisans occupant illégalement certaines zones sur des sites appropriés ;
- la recherche d'espaces dédiés à l'artisanat en collaboration avec les collectivités décentralisées ;

Au titre du secteur informel

- l'immatriculation progressive des acteurs du secteur ;
- l'adoption de textes relatifs à l'acquisition et la perte de la qualité d'acteurs du secteur informel ;
- la formation des acteurs du secteur informel.

I.1.3. Défis et priorités

- la promotion, l'assistance et l'amélioration de l'écosystème des PME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et de l'ingénierie d'entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME;
- l'opérationnalisation de la stratégie relative au développement et à la compétitivité des PME ;
- l'amélioration de l'accès aux financements et aux marchés des PME ;
- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du secteur ;
- la forte implication du Ministère dans la plateforme relative à l'amélioration du climat des affaires des PME ;
- le développement de la culture entrepreneuriale et de l'innovation ;
- la réorganisation et la rationalisation institutionnelles par l'opérationnalisation effective des structures comme l'Agence Côte d'Ivoire PME et l'Observatoire des PME;
- le renforcement des organisations et fédérations professionnelles des PME;

- la signature de partenariats avec les bailleurs publics, privés et des acteurs d'excellence.
- la réalisation d'une étude économique pour évaluer la contribution du secteur à l'économie nationale ;
- l'identification et la réalisation d'infrastructures adaptées aux métiers de l'artisanat ;
- la construction d'infrastructures dédiées à l'exposition et à la promotion des produits artisanaux ;
- le développement de la commercialisation, de l'exportation des produits artisanaux et la valorisation des métiers d'artisanat ;
- la pérennisation de l'organisation de manifestions promotionnelles de l'artisanat (JPA et MIVA) et l'institutionnalisation du Salon Internationale de la Mode et du Design (SIMODE) pour la promotion du textile;
- le renforcement des capacités opérationnelles et techniques de toutes les structures du Ministère ;
- l'élaboration d'une stratégie en vue de la professionnalisation et de l'organisation de l'artisanat ;
- la mise en place d'instruments de financement.
- la transition vers l'économie formelle ;
- la poursuite de la mise en œuvre du statut de l'Entreprenant.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la Promotion des PME ;
- le développement et la professionnalisation du secteur de l'Artisanat ;
- la transformation du secteur informel.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la professionnalisation du secteur de l'Artisanat est effective et la capacité de création d'emplois et de revenus, est accrue ;
- les PME sont développées et la migration des acteurs de l'informel vers l'économie formelle est accrue ;
- la formalisation du secteur informel contribue à la création de richesses.

I.3.Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 23, le Ministre de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel.
A ce titre et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Promotion des PME

- promotion des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries, PME/PMI ;
- suivi et coordination des actions de développement des PME/PMI ;
- mise en œuvre et suivi des politiques visant l'amélioration de la compétitivité des PME/PMI ;
- Mise en œuvre, sur une base privée et en association avec les opérateurs économiques financiers nationaux et internationaux, de programmes et ou projets de promotion et de développement des PME ivoiriennes ;
- élaboration et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire de création et de financement des PME ;
- encadrement des PME/PMI ;
- mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de création d'entreprises par les nationaux ;
- développement des actions d'aide à la création d'entreprises par les nationaux ;
- aménagement, en liaison avec les communes, de sites dédiés aux PME/PMI et facilitation avec le Ministère en charge de l'industrie, de l'accès des PME/PMI au foncier ;
- mise en œuvre des actions visant le renforcement des capacités managériales des nationaux chefs d'entreprises, notamment en matière de gestion d'entreprise.

En matière d'Artisanat

- promotion de l'artisanat et des entreprises artisanales ;
- définition et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;
- définition et mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales, en liaison avec les Ministères en charge de l'Économie et des Finances et du Budget ;
- aménagement et exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue ;
- organisation et promotion de la commercialisation des produits artisanaux ivoiriens au plan national et au plan international ;
- préservation du patrimoine de l'artisanat ivoirien, en liaison avec le Ministère en charge de la Culture.

En matière de Transformation du Secteur Informel

- définition et mise en œuvre d'une politique d'encadrement de formalisation des acteurs du secteur informel ;
- mise en œuvre d'un cadre institutionnel et réglementaire de migration des acteurs du secteur informel vers le secteur moderne structuré ;
- mise en cohérence, en liaison avec les partenaires et des administrations concernées, des projets et programmes en faveur de la migration des activités informelles vers l'économie formelle ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'encadrement et migration du secteur informel vers l'économie formelle ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de transformation du secteur informel ;
- mise en œuvre d'une politique de renforcement des capacités et d'encadrement des acteurs du secteur informel en vue de leur migration vers l'économie formelle.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Artisanat.
- Programme 3 : Promotion des PME.
- Programme 4 : Transformation du Secteur Informel.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DAJC, DSI, SCDA, CPM, DRH, DPSP, DR, DD			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Artisanat	DEAFC, DPACPA, DAESA, DFAEA	Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	- Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels - Renforcement des capacités de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire - Recasement des ferrailleurs- casse moderne N'dotré - Opération recasement des artisans (Sagbé) - Installation du marché moderne de vannerie à Modeste (Grand-Bassam) - Construction du siège de la Chambre Artisanale des Métiers - Construction et équipement de cinq (05) centres d'apprentissage	
Programme 3: Promotion des PME	DPAC-PME, DIE, DPAFM	Agence Côte d'Ivoire PME (ACIPME) Fonds de Garantie des PME (FGPME)	- Appui à l'Agence Côte d'Ivoire PME ; - Appui à l'accès des PME aux financements et aux Marchés ; - Création des Incubateurs d'Abidjan ; - Mise en œuvre de la stratégie de développement des PME (Programme Phœnix).	
Programme 4: Transformation du Secteur Informel	DTSI			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Source : DAJC
		IP.1.2 : Nombre de Personnel formé et qualifié	Dénombrement Source : DRH
OG 2 : Développer et Professionnaliser le secteur de l'Artisanat	RS 2 : la professionnalisation du secteur de l'Artisanat est effective et la capacité de création d'emplois et de revenus, est accrue	IP 2.1 Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées	Dénombrement Source : DPSP
		IP 2.2 Nombre d'artisans formés	Dénombrement Source : DEAFC
		IP 2.3 Nombre d'artisans financés	Dénombrement Source : DPAFM
		IP 2.4 Nombre d'artisans installés sur les sites appropriés	Dénombrement Source : DPAFM

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG3 : Développer les PME et accroitre la migration des acteurs de l'informel vers l'économie formelle	RS 3 : Les PME sont développées et la migration des acteurs de l'informel vers l'économie formelle est accrue	IP 3.1 Part des PME à la commande publique	Nombre de PME participant à la commande publique / Nombre total de PME Source : DIE
		IP 3. 2 Part du secteur des PME au PIB	Part du secteur des PME / PIB national Source : DIE
		IP 3. 3 Nombre d'emplois formels créés dans le secteur des PME	Dénombrement Source : DIE
OG4 : Contribuer à la création de richesses par la formalisation du secteur informel	RS 4 : La formalisation du secteur informel contribue à la création de richesses	IP 4. 1 Nombre d'activités identifiées	Dénombrement Source : DTSI
		IP 4. 2 Nombre d'acteurs du secteur recensés	Dénombrement Source : DTSI
		IP 4. 3 Nombre d'attestations délivrées aux entreprenants	Dénombrement Source : DTSI
		IP 4. 4 Nombre d'acteurs formés	Dénombrement Source : DTSI

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**6 004 456 484**	**5 031 078 972**	**5 325 475 902**
1.1 Ressources Intérieures	**6 004 456 484**	**5 031 078 972**	**5 325 475 902**
1.1.1 Budget Etat	6 004 456 484	5 031 078 972	5 325 475 902
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**6 004 456 484**	**5 031 078 972**	**5 325 475 902**
2.1 Personnel	**948 732 636**	**1 036 414 254**	**1 132 466 947**
2.1.1 Solde y compris EPN	948 732 636	1 036 414 254	1 132 466 947
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 857 200 434**	**1 862 826 855**	**2 013 904 517**
2.3 Transferts	**1 856 609 289**	**2 131 837 863**	**2 179 104 438**
2.4 Investissement	**1 341 914 125**	**0**	**0**
Trésor	*1 341 914 125*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des systèmes d'information et de communication du ministère
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.4: Planification programmation et suivi -évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur des PME	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	33	5	4	4	Dénombrement Source : DAJC
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	85%	90%	90%	(Nombre de missions d'inspection réalisées / Nombre de missions prévues) X100 Source : IG
OS 2 : Renforcer les systèmes de planification, d'informations statistiques et de suivi des activités et projets	Nombre de documents de planification et de statistique élaborés	2	5	5	5	Dénombrement Source : DPSP
	Nombre d'activités et projets suivis	2	4	5	6	Dénombrement : Source : DPSP
OS 3 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication	Taux de couverture des services en internet	97,5%	98%	99%	100%	(Nombre des Services connectés / Nombre total de services du Ministère) X100 Source : DSI
	Nombre de visites du site web du Ministère	50 000	300 000	400 000	500 000	Dénombrement Source : DCRPA / DSI
OS 4 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	90,66%	91%	92%	93%	(Nombre d'activités programmées et budgétisées réalisées / Nombre total d'activités programmées et budgétisées) X 100 Source : DAF
	Taux de renforcement de capacité des agents	75%	85%	90%	90%	(Nombre d'agents ayant bénéficié de formation / Nombre d'agents prévus) X100 Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**2 543 138 174**	**2 665 593 432**	**2 901 862 485**
Personnel	948 732 636	1 036 414 254	1 132 466 947
Biens et services	1 317 200 434	1 334 223 785	1 468 487 026
Transferts	260 290 979	294 955 393	300 908 512
Investissements	16 914 125	0	0
Trésor	*16 914 125*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21140 Administration Générale	**2 543 138 174**	**2 665 593 432**	**2 901 862 485**
2114001 Coordination et animation	**973 405 538**	**1 009 245 680**	**1 087 025 829**
2 Biens et services	***696 200 434***	***714 290 287***	***786 117 317***
11049000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du bélier (yamoussoukro)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
14049000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du N'zi (Dimbokro)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
17049000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
23049000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Kabadougou (Odiénné)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
25049000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du poro (Korhogo)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
31049000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
41049000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
55049000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région San-Pedro	5 000 000	4 894 472	5 050 161
62049000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	4 894 472	5 050 161
78011100309 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011202351 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	75 000 000	75 000 000	75 000 000
78047100336 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Promotion des PME	184 995 270	181 090 862	186 851 217
78047100363 Contrôler les Services et structures sous tutelle du Secrétariat d'Etat	22 000 000	21 535 681	22 220 712
78047100381 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78047100392 Apporter un appui juridique aux services du Secrétariat d'Etat	18 000 000	17 620 103	18 180 584
78047100394 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	214 205 164	226 329 176	239 139 407
78049000598 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	78 000 000	89 769 745	140 223 787
78049000689 Coordonnées les activités du Ministère au niveau du district d'Abidjan	5 000 000	4 894 472	5 050 161
3 Transferts	***260 290 979***	***294 955 393***	***300 908 512***
78011201571 Réaliser les transferts pour le compte de la Bourse de Sous -Traitance	230 023 628	264 688 042	270 641 161
78049000496 Transférer à l'assistante technique du BNETD	30 267 351	30 267 351	30 267 351
4 Investissements	***16 914 125***	***0***	***0***
Trésor	*16 914 125*	*0*	*0*
78011202056 Mettre en œuvre le projet Label de compétence à destination des professionnels du secteur BTP	16 914 125	0	0
2114002 Gestion des systèmes d'information et de communication du ministère	**88 500 000**	**86 632 172**	**89 387 866**

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21140 Administration Générale	**2 543 138 174**	**2 665 593 432**	**2 901 862 485**
2 Biens et services	***88 500 000***	***86 632 172***	***89 387 866***
78047100277 Apporter un appui en matière de TIC aux services du Secrétariat d'Etat	18 000 000	17 620 103	18 180 582
78047100337 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	55 000 000	53 839 203	55 551 781
78047100409 Renforcer le processus d'opérationnalisation des plates formes digitales du ministère	15 500 000	15 172 866	15 655 503
2114003 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**1 436 732 636**	**1 526 154 774**	**1 680 502 348**
1 Personnel	***948 732 636***	***1 036 414 254***	***1 132 466 947***
78047100338 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	908 732 636	995 953 714	1 091 546 359
78047100398 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au Comité de Suivi du Programme Promo,MPME dans l'UEMOA	40 000 000	40 460 540	40 920 588
2 Biens et services	***488 000 000***	***489 740 520***	***548 035 401***
78047100278 Gérer les ressources matérielles du secrétariat d'Etat	73 000 000	71 459 304	73 732 365
78047100279 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	285 000 000	278 984 949	287 859 235
78047100316 Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	30 000 000	29 366 837	30 300 972
78047100366 Gérer la commande publique du Secrétariat d'Etat	10 000 000	9 788 948	10 100 321
78047100367 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	70 000 000	80 562 592	125 841 860
78047100380 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	20 000 000	19 577 890	20 200 648
2114004 Planification programmation et suivi -évaluation	**44 500 000**	**43 560 806**	**44 946 442**
2 Biens et services	***44 500 000***	***43 560 806***	***44 946 442***
78047100364 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités de projet du Secrétariat d'Etat	15 000 000	14 683 417	15 150 487
78049000734 Produire l'annuaire statistiques du Ministère	29 500 000	28 877 389	29 795 955

II.2.2. Programme 2 : Artisanat

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Artisanat	Action 2.1: Coordination, encadrement et appui a l'artisanat
	Action 2.2: Promotion de l'artisanat et de la mutualité
	Action 2.3: Réalisation d'infrastructures et des sites
	Action 2.4: Financement de l'activité artisanale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Artisanat						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Moderniser le secteur de l'artisanat	Nombre d'artisans immatriculés	14 585	16 805	18 805	20 805	Dénombrement Source : CNMCI
	Nombre d'infrastructures réhabilitées et équipées	0	4	2	2	Dénombrement Source : DAESA
OS 2: Promouvoir le secteur de l'artisanat	Nombre d'artisans assistés	300	2 000	3 000	4 000	Dénombrement Source : DEAFC/CNMCI/DFAEA
	Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux salons promotionnels de l'Artisanat	5,5%	27%	28%	29%	(Nombre de participations effectives / Nombre de salons programmés) x 100 Source : DPACPA/CNMCI

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ARTISANAT	**1 698 318 310**	**823 887 777**	**845 309 389**
Personnel	0	0	0
Biens et services	317 000 000	310 309 580	320 180 268
Transferts	446 318 310	513 578 197	525 129 121
Investissements	935 000 000	0	0
Trésor	*935 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22117 Artisanat	**1 698 318 310**	**823 887 777**	**845 309 389**
2211701 Coordination, encadrement et appui a l'artisanat	**673 318 310**	**652 581 225**	**668 553 722**
2 Biens et services	***142 000 000***	***139 003 028***	***143 424 601***
78049000520 Mettre en œuvre et suivre la stratégie nationale de développement de l'Artisanat	12 000 000	11 746 736	12 120 389
78049000522 Apporter un appui technique et financier aux artisans et aux entreprises artisanales	130 000 000	127 256 292	131 304 212
3 Transferts	***446 318 310***	***513 578 197***	***525 129 121***
78049000528 Transférer à la chambre nationale de métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	446 318 310	513 578 197	525 129 121
4 Investissements	***85 000 000***	***0***	***0***

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22117 Artisanat	**1 698 318 310**	**823 887 777**	**845 309 389**
Trésor	85 000 000	0	0
78049000701 Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels	85 000 000	0	0
2211702 Promotion de l'artisanat et de la mutualité	**132 000 000**	**129 214 082**	**133 324 276**
2 Biens et services	***132 000 000***	***129 214 082***	***133 324 276***
78049000634 Promouvoir l'artisanat et la commercialisation des produits artisanaux	32 000 000	31 324 627	32 321 036
78049000712 Organiser le marché ivoirien de l'artisanat	100 000 000	97 889 455	101 003 240
2211703 Réalisation d'infrastructures et des sites	**882 000 000**	**31 324 628**	**32 321 035**
2 Biens et services	***32 000 000***	***31 324 628***	***32 321 035***
78049000685 Rechercher, identifier, aménager et suivre les travaux d'infrastructure de sites artisanaux	32 000 000	31 324 628	32 321 035
4 Investissements	***850 000 000***	***0***	***0***
Trésor	850 000 000	0	0
78049000565 Construction et Equipement de cinq (5) centres d'apprentissage	850 000 000	0	0
2211704 Financement de l'activité artisanale	**11 000 000**	**10 767 842**	**11 110 356**
2 Biens et services	***11 000 000***	***10 767 842***	***11 110 356***
78049000722 Effectuer des missions de prospections pour le financement des activités artisanales	11 000 000	10 767 842	11 110 356

II.2.3. Programme 3 : Promotion des PME

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion des PME	Action 3.1: Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des pme
	Action 3.2: Opérationnalisation de l'agence côte d'ivoire pme

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion des PME						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1: Rendre compétitives les PME	Nombre de PME assistées en terrme de renforcement de capacités techniques et managériales	6 412	15 000	20 000	25 000	Dénombrement Source : ACI-PME / DPAC / DPAFM/FGPME
	Nombres de PME encadrées pour l'accès aux financements	240	300	350	400	Denombrement Source : DPAFM
	Taux de PME encadrées pour l'accès aux financements ayant obtenu un financement	4,58	33,33	34,28	37,5	Nombre de PME encadrées ayant obtenu un financement) x100 nombres des PME encadrées pour l'accès aux financements Source : DPAFM

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : PROMOTION DES PME	**1 663 000 000**	**1 443 708 307**	**1 477 300 788**
Personnel	0	0	0
Biens et services	123 000 000	120 404 034	124 233 983
Transferts	1 150 000 000	1 323 304 273	1 353 066 805
Investissements	390 000 000	0	0
Trésor	*390 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22141 Promotion des PME	**1 663 000 000**	**1 443 708 307**	**1 477 300 788**
2214101 Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des pme	**308 000 000**	**335 860 490**	**344 399 463**
2 Biens et services	***108 000 000***	***105 720 616***	***109 083 497***
78047100307 Assister et promouvoir les PME	15 000 000	14 683 420	15 150 484
78047100308 Identifier et suivre les structures d'Appui et d'Encadrement des PME	13 000 000	12 725 629	13 130 422
78047100352 Suivre le dispositif d'appui financier des PME	18 000 000	17 620 101	18 180 584
78047100354 Rendre opérationnels les incubateurs	20 000 000	19 577 892	20 200 649
78047100377 Organiser la journée mondiale des PME	28 000 000	27 409 048	28 280 907
78047100401 Promouvoir entrepreneuriat et l'auto-emploi	14 000 000	13 704 526	14 140 451

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22141 Promotion des PME	**1 663 000 000**	**1 443 708 307**	**1 477 300 788**
3 Transferts	***200 000 000***	***230 139 874***	***235 315 966***
78047100395 Transférer les crédits au comité de suivi du programme Promo MPME dans l'UEMOA	200 000 000	230 139 874	235 315 966
2214102 Opérationnalisation de l'agence Côte d'Ivoire pme	**1 355 000 000**	**1 107 847 817**	**1 132 901 325**
2 Biens et services	***15 000 000***	***14 683 418***	***15 150 486***
78047100313 Assurer la mise en œuvre de la filière économique du sport	15 000 000	14 683 418	15 150 486
3 Transferts	***950 000 000***	***1 093 164 399***	***1 117 750 839***
78047100353 Prendre en charge le transfert à l'agence Côte d'Ivoire PME	950 000 000	1 093 164 399	1 117 750 839
4 Investissements	***390 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*390 000 000*	*0*	*0*
78047100378 Mise en œuvre de la stratégie de développement des PME (Phoenix)	20 000 000	0	0
78047100312 Création des incubateurs d'entreprises	270 000 000	0	0
78047100310 Appui à l'agence CI-PME	100 000 000	0	0

II.2.4. Programme 4 : Transformation du Secteur Informel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Transformation du Secteur Informel	Action 4.1: Recensement et enregistrement des acteurs du secteur informel
	Action 4.2: Renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques des entreprenants

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Transformation du Secteur Informel						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Formaliser le secteur informel	Nombre d'acteurs du secteur informel enregistrés	18 538	50 000	100 000	150 000	Dénombrement Source : DTSI
	Nombre d'attestations d'entreprenants délivrées	1 000	50 000	60 000	75 000	Dénombrement Source : DTSI
OS2 : Encadrer les acteurs de l'économie informelle	Nombre d'acteurs formés	-	2 000	5 000	10 000	Dénombrement Source : DTSI
	Taux d'acteurs suivis	-	50%	70%	80%	(Nombre d'acteurs suivis / Nombre d'acteurs enregistrés) X100 Source : DTSI

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL	**100 000 000**	**97 889 456**	**101 003 240**
Personnel	0	0	0
Biens et services	100 000 000	97 889 456	101 003 240
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22228 Transformation du Secteur Informel	**100 000 000**	**97 889 456**	**101 003 240**
2222801 Recensement et enregistrement des acteurs du secteur informel	**61 500 000**	**60 202 016**	**62 116 993**
2 Biens et services	***61 500 000***	***60 202 016***	***62 116 993***
90047400001 Organiser des campagnes de sensibilisation sur la formalisation auprès des acteurs du secteur avec l'appui des collectivités locales	31 500 000	30 835 179	31 816 021
90047400002 Réaliser le recensement des et entreprises artisanales (mécanisme d'enrôlement)	30 000 000	29 366 837	30 300 972
2222802 Renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques des entreprenants	**38 500 000**	**37 687 440**	**38 886 247**
2 Biens et services	***38 500 000***	***37 687 440***	***38 886 247***
90047400003 Elaborer les référentiels de formation et les outils didactiques nécessaires à la formation des entreprises	11 000 000	10 767 840	11 110 356
90047400004 organiser les programmes de formation pour le développement des capacités managériales des entreprenants	27 500 000	26 919 600	27 775 891

SECTION 366 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

SECTION 366 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau institutionnel, juridique et structurel :

- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (lois, codes, décrets) ;
- les difficultés dans l'application de certains textes ;
- l'insuffisance des ressources (humaines qualifiées, matérielles et technologiques) ;
- la faiblesse du cadre de planification sectorielle ;
- l'insuffisance de procédures formalisées en matière de gestion d'assainissement et de salubrité;
- le faible niveau de déconcentration des services d'assainissement et de salubrité dans les villes de l'intérieur.

Au niveau de l'assainissement

- le faible niveau de la redevance assainissement pour garantir un bon niveau d'entretien de maintenance du réseau collectif ;
- la pollution des milieux récepteurs (les eaux de surface et sols) résultant des rejets d'effluents industriels et domestiques sans traitement préalable ;
- l'insuffisance de stations d'épuration des eaux usées ;
- l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- l'insuffisance de l'entretien des systèmes d'assainissement collectifs et des réseaux de drainage des eaux pluviales ;
- l'insuffisance d'installations de traitement et de valorisation de boues de vidange dans la plupart des villes du pays ;
- l'insuffisance des installations d'assainissement améliorées tant en milieu urbain qu'en milieu rural avec de fortes disparités au niveau régional ;
- le manque d'installations d'assainissement améliorées, dans certains établissements scolaires et centres de santé ;
- la forte proportion d'installations d'assainissement individuel hors norme tant en milieu urbain qu'en milieu rural ;
- le raccordement illicite des conduites d'eaux usées sur les canaux d'eaux pluviales ;
- l'insuffisante de promotion d'installations d'assainissement autonomes appropriées ;
- le manque de dispositifs de métrologie pour le suivi du fonctionnement des ouvrages ;
- l'occupation anarchique des emprises des ouvrages ;
- l'obstruction et l'encombrement des ouvrages d'assainissement et de drainage par les déchets solides du fait de l'incivisme des populations ;
- l'insuffisance de communication pour le changement de comportement en matière d'assainissement et de drainage, particulièrement en milieu rural ;
- l'insuffisance de toilettes publiques dans les lieux recevant du public (marchés, gares routières, écoles, centres de santé, …) ;
- l'inexistence de plans de recollement de réseaux privés d'assainissement (opérations immobilières) ;
- la récurrence des inondations et des glissements de terrains.

Au niveau de la salubrité

- l'insuffisance des infrastructures de gestion de déchets solides ;
- les difficultés d'acquisition de sites dédiés aux infrastructures de salubrité ;
- l'absence de données de caractérisation des déchets solides ;
- l'occupation illégale des voies et des espaces publics ;
- l'affichage publicitaire informel et anarchique dans la ville ;
- la production de nuisances (sonores, olfactives, visuelles et installation anarchique) aussi bien dans les quartiers commerciaux que dans les cités dortoirs ;

- la prolifération des sachets plastiques ;
- l'insuffisance de la sensibilisation et de l'éducation au changement de comportement ;
- l'incivisme des populations ;
- l'insuffisance de ressources pour le financement du secteur.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau institutionnel, juridique et structurel

- la politique nationale de la salubrité en cours de validation ;
- le programme national de gestion des déchets solides en cours de validation ;
- la stratégie nationale de l'opération grand ménage en cours de validation ;
- le code de la salubrité transmis au SGG pour examen ;
- la création de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) ;
- la mise en œuvre effective des arrêtés d'application du décret N° 2016-791 du 12 octobre 2016 portant réglementation des émissions de bruits de voisinage ;
- la création et le renforcement de capacité de la Brigade de l'Assainissement et de la Salubrité (BAS) ;
- l'institutionnalisation de la Semaine Nationale de Propreté(SNP) et du Grand Ménage ;
- l'élaboration de texte règlementant les emprises des ouvrages d'eau potables, d'assainissement des réseaux électriques et des infrastructures de déchets ;
- l'adoption effective du décret portant approbation du Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage (SDAD) du District Autonome d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du contrôle et de l'audit internes ;
- le décret N°2013-327 du 22 mai 2013 portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques ;
- la mise en place d'un comité interministériel pour le financement du secteur (COFOM) présidé par le Premier Ministre.

Au niveau de l'assainissement

- l'entretien des ouvrages primaires de drainage des eaux pluviales du District d'Abidjan et des villes de l'intérieur;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage dans les communes d'Abidjan ;
- la réalisation et la livraison de travaux d'assainissement des eaux usées et de drainage des eaux pluviales, d'appui à la gestion des déchets, d'aménagement, d'éclairage et de pavage des digues ;
- la poursuite de l'installation officielle du groupe sectoriel Eau-Hygiène-Assainissement (EHA);
- la mise en œuvre du programme de travaux prioritaires d'urgence pour l'extension de réseaux d'eaux usées, la construction, la réhabilitation de stations de pompage et de branchements sociaux dans le District d'Abidjan ;
- la réalisation de schémas directeurs d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan et de 14 chefs-lieux de région;
- l'installation et la formation à l'utilisation du SIG Web du District d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du programme de latrinisation en milieu rural (PS-GOUV) ;
- la mise en œuvre d'un programme de construction de station de traitement de boues de vidange dans le District d'Abidjan et les chefs-lieux de région ;
- la mise en œuvre d'un programme de construction de canaux primaires de drainage dans le District d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du programme d'aménagement et de gestion intégrée du bassin versant du Gourou (Gourou 2) dans le District d'Abidjan.

Au niveau de la salubrité

- la mise en œuvre des opérations de salubrité dans le District d'Abidjan incluant Grand-Bassam et les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pédro;
- la structuration et la modernisation de la gestion des déchets solides et ménagers d'Abidjan par la mise en œuvre des délégations des services de propreté ;
- la mise en œuvre du projet d'optimisation de la collecte de déchet dans le district d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du projet de gestion intercommunal des déchets solides dans les villes secondaires ;
- la mise en œuvre du programme spécial d'appui aux collectivités territoriales et à l'assistance aux ONG et aux organisations de la société civile ;
- les opérations de déguerpissement de sites d'occupations anarchiques du domaine public ;

- l'information, la sensibilisation et la vulgarisation du décret réglementant les bruits de voisinage ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la lutte contre les sachets plastiques ;
- le développement de plusieurs initiatives dans le cadre de l'éducation au changement de comportement (conception de spots et de capsules et leur diffusion par les médias) ;
- la réalisation en cours dans le District de Yamoussoukro d'une unité de compostage pour le traitement des déchets organiques et des déchets agricoles dans la perspective de l'économie circulaire;
- l'opérationnalisation de l'unité de compostage de Worofla ;
- la réalisation d'études en vue de la création de filières des autres types de déchets tels que les déchets industriels, les déchets issus des hôpitaux, les huiles usagées etc. ;
- l'installation et le renforcement de capacités de comités d'assainissement, de salubrité et d'hygiène dans les 31 régions;
- la professionnalisation de la filière des déchets solides;
- l'organisation annuelle de la semaine nationale de propreté (SNP);
- l'organisation mensuelle de l'opération grand ménage ;
- la réhabilitation de la décharge d'Akouedo.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre juridique, institutionnel et la définition d'un cadre de planification;
- la mobilisation et la pérennisation des ressources financière conséquentes ;
- l'extension à d'autres localités du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets;
- l'entretien du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets ;
- l'extension de l'assainissement amélioré à l'ensemble du territoire national ;
- la prévention et la lutte contre les nuisances, pollutions et le désordre urbain ;
- la professionnalisation de la filière des déchets liquides, solides et dangereux ;
- le développement d'une politique de communication renforcée à l'endroit des populations ;
- la promotion de l'économie circulaire au niveau de l'assainissement et de la salubrité ;
- la réduction significative des inondations et les effets collatéraux.

1.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'assainissement et de la salubrité ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière d'assainissement, de salubrité et de nuisance ;
- la réalisation d'un programme de développement des infrastructures d'assainissement et de drainage ;
- la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides ;
- le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du Ministère est améliorée;
- le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 31, le Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Assainissement et de Salubrité.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'assainissement

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application de la politique nationale, de la législation et de la réglementation en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministères concernés ;
- maître d'ouvrage de toutes les opérations et projets d'assainissement, de drainage, d'entretien et de maintenance ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de l'Urbanisme ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'assainissement et du drainage ;
- contrôle du bon fonctionnement des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministères concernés ;
- élaboration, approbation et promotion des schémas directeurs d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Urbanisme et de l'Intérieur.

En matière de Salubrité

- élaboration et mise en œuvre des politiques et programmes en matière de salubrité et de gestion des déchets solides et de tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres concernés ;
- élaboration des lois et règlements en matière de salubrité ;
- maîtrise d'ouvrage, approbation et suivi de la réalisation des infrastructures de gestion des déchets solides ménagers et assimilés, en liaison avec les Ministres concernés ;
- supervision et suivi de la gestion de tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Industrie, de l'Agriculture, de la santé et de l'Environnement;
- réglementation et contrôle de la salubrité, notamment en matière de prévention des risques liés aux déchets ménagers ;
- élaboration de la réglementation en matière de la propreté, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice et de l'Administration du Territoire ;
- prévention et alerte en matière de pollution, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines ;
- lutte contre les nuisances et pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Industrie, de l'Environnement et des Mines;
- promotion de la propreté et de l'esprit civique en matière de salubrité et de confort de vie, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et du Service Civique ;
- encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Assainissement et drainage.
- Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances.
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, DAF, DAJC, DSPS, DRH, SCRP, IG, SCMFE, SOQ, SI, CPMP, DR, SPONSULN, SCSGP			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Assainissement et drainage	DAUD, DAR	ONAD	- Assainissement d'Abidjan/district d'Abidjan - Projet de construction de latrine en milieu scolaire - Programme d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage de la ville d'Abidjan (PADSAD) ; - Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans 11 chefs-lieux de régions de Côte d'Ivoire ; - Projet d'accès aux services d'Assainissement Autonome en milieu urbain PASAAU dans 6 communes (Yamoussoukro, Korhogo, Bouaké, San-Pedro, Anyama, Katiola) République de Côte d'Ivoire. - Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) - Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin Versant du Gourou (PAGIBVG) ; - Projet de mise en place de la station d'épuration pour la réalisation de la chaine de transfert des eaux usées de la commune de Yopougon.	- Programme de Structuration du Marché des Boues de Vidange (PSMBV) - Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie dans le district d'Abidjan (PAACA)
Programme 3: Salubrité et lutte contre les nuisances	DGAS, DISVD, DOSLN, DPASCSH.BAS	ANAGED	-Professionnalisation filière des déchets solides et ménagers ; - Mise en place d'une unité de compostage à Yamoussoukro ; - Ouverture décharge d'ordures ménagères ; - Centre d'Enfouissement Technique	Unité de compostage de Worofla

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 : la gouvernance du Ministère est améliorée	IP 1.1 : Proportion de textes institutionnels, législatifs et réglementaires adoptés	Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires adoptés / Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires prévus Source : DAJC
		IP 1.2 : Taux de couverture du territoire national par les structures du ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	Nombre de collectivités territoriales disposant d'une structure du ministère /nombre de collectivités territoriales existant (région) Source : DGAS
OG 2 : Améliorer le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité	RS 2.1 : le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité est amélioré	IP 2.1. : Proportion d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré	Nombre d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré / Population totale Sources : DAUD/DAR/ONAD
		IP 2.2. : Proportion de collectivités territoriales (chefs-lieux de Région) disposant d'infrastructures modernes de salubrité	Nombre de collectivités territoriales (chefs-lieux de Région et districts) disposant d'infrastructures modernes de salubrité / Nombre de collectivités territoriales (chefs-lieux de Région et districts) Sources : DGAS/ANAGED

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**145 088 152 708**	**114 834 923 115**	**121 878 182 615**
1.1 Ressources Intérieures	**93 126 168 056**	**112 602 842 248**	**119 646 101 748**
1.1.1 Budget Etat	93 126 168 056	112 602 842 248	119 646 101 748
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**51 961 984 652**	**2 232 080 867**	**2 232 080 867**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	51 961 984 652	2 232 080 867	2 232 080 867
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**145 088 152 708**	**114 834 923 115**	**121 878 182 615**
2.1 Personnel	**2 918 385 465**	**3 050 695 800**	**3 193 442 968**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 918 385 465	3 050 695 800	3 193 442 968
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 115 399 958**	**3 142 814 662**	**3 440 084 616**
2.3 Transferts	**80 153 482 633**	**86 184 886 903**	**90 247 118 525**
2.4 Investissement	**58 900 884 652**	**22 456 525 750**	**24 997 536 506**
Trésor	*6 938 900 000*	*20 224 444 883*	*22 765 455 639*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*51 961 984 652*	*2 232 080 867*	*2 232 080 867*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination, animation et coopération
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières, matérielles et humaines
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la gouvernance du ministère	Proportion de collectivités territoriales (région) disposant de services du MINASS	21%	30.%	45%	52%	(Nombre de collectivités territoriales disposant de services du MINASS /nombre total de collectivités territoriales (région)) X 100 Source : DGAS

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la gouvernance du ministère	Taux d'inspections réalisées	20,8%	33%	42%	54%	(Nombre de services du MINASS inspectés / nombre total de services du MINASS) X 100 Source : IG
	Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis	10%	14%	18%	23%	(Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis / Nombre de textes législatifs et réglementaires prévus) X 100 Source : DAJC
	Taux de réalisation des besoins en formation	15%	22%	44%	67%	(Nombre de formations effectuées / Nombre de formations programmées) X 100 Source : DRH
	Taux d'exécution budgétaire	70%	70%	70%	70%	(Total liquidation / Total budget actuel) X 100 Source : DAF
	Taux de satisfaction des besoins en matériel roulants des entités administratives	40%	43%	45%	50%	(Nombre de besoins en matériels roulants des entités administratives satisfaits / nombre de besoins en matériels roulants des entités administratives exprimés) X 100 Source : DAF
OS2 : Assurer une planification et un suivi efficace des actions du MINASS	Taux de mise en œuvre des outils de Planification	55%	60%	65%	70%	(Nombre d'outils de planification mis en œuvre / nombre d'outils de planification concus) X 100 Source : DSPS
OS3 : Assurer la gestion des systèmes d'information et de communication	Taux des demandes en assistance informatique traitées	50%	60%	70%	80%	(Nombre de besoins en assistances informatique satisfaits / Nombre de besoins en assistances informatique exprimés) X 100 Source : Service informatique
	Taux de couverture médiatique des activités du MINASS	50%	60%	70%	75%	(Nombre d'activités ayant fait l'objet de couverture médiatique /Nombre d'activités du MINASS) X 100 Source : Service communication

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**3 071 826 136**	**3 223 443 592**	**3 626 877 772**
Personnel	1 214 331 153	1 327 021 863	1 450 170 343
Biens et services	1 818 114 969	1 857 041 715	2 137 327 415
Transferts	39 380 014	39 380 014	39 380 014
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21147 Administration Générale	**3 071 826 136**	**3 223 443 592**	**3 626 877 772**
2114701 Coordination, animation et coopération	**454 210 094**	**444 708 213**	**458 726 774**
2 Biens et services	***454 210 094***	***444 708 213***	***458 726 774***
11051000004 Coordonner les activités du Ministère au niveau du District de Yamoussoukro	15 313 150	14 989 958	15 466 778
17051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Gbêkê (Bouaké)	14 900 000	14 585 529	15 049 482
25051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Korhogo	12 500 000	12 236 181	12 625 405
31051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du haut Sassandra (Daloa)	13 218 718	12 939 731	13 351 334
36051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Séguéla	13 550 000	13 264 021	13 685 939
41051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	13 900 000	13 606 635	14 039 450
42051000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Cavally (Guiglo)	12 900 000	12 627 740	13 029 417
55051000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San -Pédro	13 237 515	12 958 132	13 370 317
71051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'Aboisso	12 750 000	12 480 905	12 877 913
77051000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de la Mé (Adzopé)	15 700 711	15 369 340	15 858 228
78051000150 Promouvoir les textes législatifs et réglementaires du ministère	14 400 000	14 096 082	14 544 465
78051000151 Concevoir, et mettre en œuvre le système de management intégré	25 000 000	24 472 363	25 250 810
78051000152 Gérer la commande publique du ministère	19 900 000	19 480 002	20 099 644
78051000153 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	15 600 000	15 270 756	15 756 504
78051000187 Prendre en charge de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78051000188 Mettre en place et assurer à l'échelle nationale le suivi du dispositif d'observation de la Salubrité, de l'assainissement et des nuisances	42 650 000	41 749 852	43 077 882
78051000210 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	35 000 000	34 261 310	35 351 134
78051000215 Réaliser les activités de développement, de renforcement de la coopération internationale et de mobilisation des financements extérieurs	15 990 000	15 652 526	16 150 417
78051000230 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière d'assainissement et de salubrité	143 700 000	140 667 150	145 141 655
2114702 Gestion des ressources humaines, financières, matérielles et humaines	**2 213 923 400**	**2 380 059 343**	**2 762 073 731**
1 Personnel	***1 214 331 153***	***1 327 021 863***	***1 450 170 343***
78051000156 Prendre en charge les salaires du personnel en central	1 214 331 153	1 327 021 863	1 450 170 343
2 Biens et services	***960 212 233***	***1 013 657 466***	***1 272 523 374***
78051000154 Coordonner les ressources financières et matérielles du ministère	35 000 000	34 261 308	35 351 134
78051000157 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	101 463 486	116 773 734	182 405 054
78051000190 Élaborer, éditer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du ministère	25 000 000	24 472 364	25 250 810
78051000207 Gérer les ressources humaines du ministère	34 400 000	33 673 974	34 745 115
78051000216 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	263 900 000	303 720 970	474 423 812
78051000224 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	360 580 000	352 969 798	364 197 481
78051000231 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	139 868 747	147 785 318	156 149 968
3 Transferts	***39 380 014***	***39 380 014***	***39 380 014***
78051000205 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	39 380 014	39 380 014	39 380 014

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21147 Administration Générale	**3 071 826 136**	**3 223 443 592**	**3 626 877 772**
2114703 Planification, programmation et suivi évaluation	**209 200 000**	**208 288 245**	**209 633 399**
2 Biens et services	***209 200 000***	***208 288 245***	***209 633 399***
78011100281 Prendre en charge les missions hors CI-MEDD	51 000 000	51 000 000	51 000 000
78011201657 Prendre en charge les missions hors CI-MSUA	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78051000158 Organiser la planification générale des activités du Ministère	39 300 000	38 470 556	39 694 274
78051000159 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MSUA	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78051000185 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MEDD	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78051000220 Produire les statistiques et suivre les dossiers d'études	3 900 000	3 817 689	3 939 125
2114704 Gestion des systèmes d'information et de communication	**194 492 642**	**190 387 791**	**196 443 868**
2 Biens et services	***194 492 642***	***190 387 791***	***196 443 868***
78051000160 Gérer le parc informatique	30 100 000	29 464 727	30 401 975
78051000161 Apporter un appui technique aux agents en TIC	5 625 000	5 506 282	5 681 431
78051000181 Organiser la communication des activités du Ministère	158 767 642	155 416 782	160 360 462

II.2.2. Programme 2 : Assainissement et drainage

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Assainissement et drainage	Action 2.1: Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural
	Action 2.2: Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Assainissement et drainage						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Réaliser l'assainissement et le drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire de réseau d'assainissement réalisé	1677 Km	15 km	5 km	10 km	Dénombrement Source : ONAD
	Linéaire de réseau de drainage réalisé	1225 Km	20 Km	20 km	20 km	Dénombrement Source **:** ONAD
	Nombre de stations de pompage des eaux usées réalisées	53	10	5	5	Dénombrement Source **:** ONAD
	Nombre de Stations de traitement des Boues de Vidange réalisées	2	3	4	10	Dénombrement Source **:** ONAD
	Proportion de latrines réalisées	42,5%	55%	70%	85%	(Nombre de latrines réalisées / Nombre de latrines prévues) X 100 Source **:** DAR

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE	**58 504 508 613**	**15 731 217 626**	**18 739 108 977**
Personnel	0	0	0
Biens et services	358 253 961	350 692 855	361 848 110
Transferts	0	0	0
Investissements	58 146 254 652	15 380 524 771	18 377 260 867
Trésor	*6 184 270 000*	*13 148 443 904*	*16 145 180 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*51 961 984 652*	*2 232 080 867*	*2 232 080 867*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22148 Assainissement et drainage	**58 504 508 613**	**15 731 217 626**	**18 739 108 977**
2214801 Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural	**47 881 453 903**	**12 746 881 843**	**15 853 527 680**
2 Biens et services	***318 253 961***	***311 537 072***	***321 446 813***
78051000162 Prévenir et réaliser les travaux d'urgence en matière d'assainissement et de drainage en saison de pluie	285 953 961	279 918 776	288 822 765
78051000218 Mettre en œuvre le cadre institutionnel, reglémentaire et d'assurer le suivi des travaux en matière d'assainissement et de drainage en milieu urbain	32 300 000	31 618 296	32 624 048
4 Investissements	***47 563 199 942***	***12 435 344 771***	***15 532 080 867***
Financement extérieur	*42 408 340 984*	*1 232 080 867*	*1 232 080 867*
78052000006 Projet de Promotion de l'Accès aux Services d'Assainissement Autonome en milieu Urbain - PASAAU	232 080 866	232 080 867	232 080 867
78051000164 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	42 176 260 118	1 000 000 000	1 000 000 000
Trésor	*5 154 858 958*	*11 203 263 904*	*14 300 000 000*
78052000011 Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie d'Abidjan - PAACA	0	500 000 000	600 000 000
78052000010 Programme d'Amenagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	454 858 958	222 690 055	350 000 000
78052000006 Projet de Promotion de l'Accès aux Services d'Assainissement Autonome en milieu Urbain - PASAAU	20 000 000	19 848 044	0
78051000164 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	1 330 000 000	7 110 725 805	10 000 000 000
78051000163 Projet de construction de latrines en milieu rural	3 350 000 000	3 350 000 000	3 350 000 000
2214802 Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage	**10 623 054 710**	**2 984 335 783**	**2 885 581 297**
2 Biens et services	***40 000 000***	***39 155 783***	***40 401 297***
78051000198 Veiller à la conformité des réalisations des travaux et promouvoir l'assainissement et le drainage en milieu rural	40 000 000	39 155 783	40 401 297
4 Investissements	***10 583 054 710***	***2 945 180 000***	***2 845 180 000***
Financement extérieur	*9 553 643 668*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*
78051000213 Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans onze (11) chefs-lieux de région de Côte d'Ivoire	1 684 730 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78051000204 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan (PADSAD)	7 868 913 668	0	0
Trésor	*1 029 411 042*	*1 945 180 000*	*1 845 180 000*
78051000223 Assainissement d'Abidjan/District d'Abidjan	129 370 000	150 000 000	150 000 000
78051000209 Projet de mise en place de la station d'épuration pour la réalisation de la chaîne de transfert des eaux usées de la commune de yopougon	0	800 000 000	700 000 000
78051000204 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan (PADSAD)	750 000 000	0	0
78051000192 Projet d'Amélioration de la Gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le District d'Abidjan et dans onze (11) chefs -lieux de région de Côte d'Ivoire	150 041 042	995 180 000	995 180 000

II.2.3. Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	Action 3.1: Reduction des nuisances
	Action 3.2: Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Assurer la gestion des déchets et réduire les nuisances (sonores, olfactives, visuelles, auditives, installation anarchique)	Proportion de collectivités territoriales (Chefs-lieux de régions et districts) bénéficiant de décharge contrôlée.	3%	3%	30%	30%	(Nombre de collectivités territoriales (Chefs-lieux de régions et districts) bénéficiant de décharge contrôlée / Nombre de collectivités territoriales (Chefs-lieux de régions et districts)) X 100 Sources : DGAS /ANAGED
	Taux de réclamations client traitées	88,20%	92%	95%	98%	(Nombre de réclamations client traités / Nombre de réclamations client exprimées) X 100 Sources : BAS-SOQ-DR

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 3 : SALUBRITÉ ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES	**3 571 267 959**	**9 934 461 897**	**9 508 655 866**
Personnel	1 704 054 312	1 723 673 937	1 743 272 625
Biens et services	939 031 028	935 080 092	940 909 091
Transferts	173 552 619	199 706 889	204 198 511
Investissements	754 630 000	7 076 000 979	6 620 275 639
Trésor	*754 630 000*	*7 076 000 979*	*6 620 275 639*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	**3 571 267 959**	**9 934 461 897**	**9 508 655 866**
2214901 Reduction des nuisances	**1 090 583 647**	**1 113 251 299**	**1 122 886 890**
2 Biens et services	***917 031 028***	***913 544 410***	***918 688 379***
78051000166 Coordonner la mise en œuvre des activités de propretés sur le territoire national	111 300 000	108 950 965	112 416 607
78051000167 Promouvoir les stratégies de lutte contre les nuisances et les occupations anarchiques	30 000 000	29 366 836	30 300 972
78051000170 Promouvoir la qualité du cadre de vie	12 200 000	11 942 514	12 322 394
78051000186 Coordonner et suivre les activités des comités de salubrité et d'hygiène	11 700 000	11 453 067	11 817 378
78051000200 Promouvoir le respect des règles et normes de salubrités	751 831 028	751 831 028	751 831 028
3 Transferts	***173 552 619***	***199 706 889***	***204 198 511***
78051000199 Assurer une assistance technique dans lutte contre l'insalubrité et les nuisances	173 552 619	199 706 889	204 198 511
2214902 Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	**2 480 684 312**	**8 821 210 598**	**8 385 768 976**
1 Personnel	***1 704 054 312***	***1 723 673 937***	***1 743 272 625***
78051000201 Transférer les crédits de subventions d'équilibre personnel à l'ANAGED	1 704 054 312	1 723 673 937	1 743 272 625
2 Biens et services	***22 000 000***	***21 535 682***	***22 220 712***
78051000221 Contrôler la construction des ouvrages de gestion des déchets sur le territoire national	22 000 000	21 535 682	22 220 712
4 Investissements	***754 630 000***	***7 076 000 979***	***6 620 275 639***
Trésor	*754 630 000*	*7 076 000 979*	*6 620 275 639*
78052000007 Mise en place Unité de compostage à Yamoussoukro	30 000 000	498 642 753	750 000 000
78051000225 Ouverture décharge d'ordures ménagères	150 000 000	3 877 358 226	5 465 530 803
78051000182 Professionnalisation filières déchets solides et ménagers	30 000 000	100 000 000	67 374 836
78051000171 Centre d'enfouissement technique	544 630 000	2 600 000 000	337 370 000

II.2.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Action
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	Action 4.1: Gestion des Compte spécial du trésor

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 4 : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	**79 940 550 000**	**85 945 800 000**	**90 003 540 000**
Personnel	0	0	0
Biens et services	0	0	0
Transferts	79 940 550 000	85 945 800 000	90 003 540 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
23204 Comptes Spéciaux du Trésor	**79 940 550 000**	**85 945 800 000**	**90 003 540 000**
2320401 Gestion des Compte spécial du trésor	**79 940 550 000**	**85 945 800 000**	**90 003 540 000**
3 Transferts	***79 940 550 000***	***85 945 800 000***	***90 003 540 000***
78051000172 Transférer les recettes affectées à l'ONAD pour l'Assainissement et le Drainage	13 260 110 000	14 188 360 000	14 699 908 000
78051000202 Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures menagères/ANAGED	13 640 000 000	15 004 000 000	16 504 000 000
78051000226 Transférer les recettes affectées au financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED	53 040 440 000	56 753 440 000	58 799 632 000

SECTION 369 : MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SECTION 369 : MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance des actions en matière de solidarité publique et privée ;
- la précarité et la vulnérabilité des catégories de populations démunies et extrêmement pauvres.

I.1.2. Réponses apportées

- l'intensification des actions de solidarité envers les populations vulnérables ;
- la réduction des inégalités sociales afin de favoriser une inclusion sociale et financière de toutes les couches de la population.

I.1.3. Défis et priorités

- la quête du dividende démographique ;
- mise en œuvre du Programme Multisectoriel des Filets Sociaux ;
- le passage à l'échelle nationale des filets sociaux productifs, notamment dans les zones urbaines ;
- l'opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU).
- Le renforcement du dispositif d'inclusion sociale
- le renforcement des infrastructures sociocommunautaires en faveur des communautés rurales vulnérables
- la mesure de l'indice national de solidarité et de cohésion sociale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance liée au fonctionnement et à la qualité des services du Ministère ;
- l'amélioration du système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaine PPBSE) ;
- le renforcement des mécanismes d'assistance des populations, notamment les plus vulnérables, défavorisées et sinistrées pour un accès aux services d'assistance humanitaire, sociale et de la solidarité communautaire ;
- la pérennisation des mécanismes de financement de la solidarité et de l'inclusion sociale ;
- le renforcement des capacités fonctionnelles du mécanisme national de veille et du suivi de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- la réalisation des infrastructures communautaires de base en faveur des communautés rurales vulnérables ;
- le renforcement des capacités des femmes et des adolescentes en compétences de vie, et en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle ;
- le renforcement des capacités des communautés pour la réalisation d'infrastructures communautaires de base et la gestion du développement local ;
  la mise à échelle nationale de l'offre des filets sociaux productifs aux ménages/populations pauvres et vulnérables ;
- l'élaboration d'un Registre Social Unique (RSU) des ménages pauvres et vulnérables (système d'information sociale intégré) assurant un meilleur ciblage dans la mise en œuvre des programmes sociaux ;
- le renforcement des actions de développement communautaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la politique du gouvernement en matière de solidarité et de l'action humanitaire est renforcée ;

- l'inclusion sociale et financière est redynamisée.

I.3.Missions du ministère

Conformément au **décret n°2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 32, le Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de solidarité et de lutte contre la pauvreté.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de solidarité

- promotion et mise en œuvre des actions de solidarité ;
- maintien et renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- mise en œuvre des actions en faveur des communautés en détresse ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des activités des associations et organisations nationales et internationales à but humanitaire ;
- évaluation des stratégies et actions de solidarité ;
- développement et renforcement du plaidoyer et de la sensibilisation auprès des populations en faveur des victimes de crises, de catastrophes naturelles, de sinistres et de traites des personnes ;
- prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- mise en œuvre de la politique d'assistance aux pupilles de la Nation et aux pupilles de l'Etat ;
- prévention du phénomène de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- protection et prise en charge des victimes de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- coordination et coopération dans la lutte contre la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- recensement et évaluation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition et mise en œuvre de mesures de réparation des préjudices des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition des mesures et de modalités de mise en œuvre des réparations des préjudices ;
- réparation et indemnisation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire ;
- mobilisation de ressources financières et de moyens pour la prise en charge et la réparation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles.

En matière de lutte contre la pauvreté

- suivi et évaluation de la politique nationale de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- appui ou renforcement des initiatives locales de lutte contre la pauvreté ;
- coordination des initiatives de lutte contre la pauvreté.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire.
- Programme 3 : Lutte contre la pauvreté.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1:Administration Générale	Cabinet ,Inspection Générale, Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Etudes, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DESPS) , Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Documentation, des Archives et de la Communication, Direction des Systèmes d'Informations ,Directions Régionales, Service de la Coopération Internationale et du Partenariat , Service de la Qualité et du Genre, Service du patrimoine.	- Fonds National de Solidarité (FNS) ; - Fonds d'Indemnisation des Victimes des Crises Survenues en Côte d'Ivoire (FIVCS-CI).		
Programme 2:Solidarité et Action Humanitaire	Direction Générale de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, Direction de la Solidarité, Direction de l'Action Humanitaire Direction de la Lutte contre la Traite des Personnes, Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et aux Pupilles de la Nation.	- Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) - Cellule Solidarité et Action Humanitaire		
Programme 3: Lutte contre la pauvreté	Direction Générale de Lutte contre la Pauvreté, Direction des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), Direction de la Mobilisation Sociale et des Ressources, Direction de l'Evaluation et de la Cartographie, Direction des Filets Sociaux	- Cellule de Lutte contre la Pauvreté	- Projet des Filets Sociaux Productifs (PFSP) - Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au sahel (SWEDD) ; - Programme National de Développement Communautaire (PNDC)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Dénombrement Source : Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC)
		IP.1.1.2 : Nombre de personnel formé	Dénombrement/études Source : rapports de formation RAP programme 1
		IP.1.1.3 : Nombre de services fournis répondant aux normes de qualité	Enquêtes Source : Rapport d'enquête/RAP programme 1
OG 2 : Renforcer la politique du gouvernement en matière de solidarité et de l'action humanitaire	RS 2.1 : la politique du gouvernement en matière de solidarité et de l'action humanitaire est renforcée	IP.2.1.1 : proportion de personnes en détresse identifiées et assistées	Nombre de personnes en détresse identifiées et assistées/ Nombre total des personnes en détresse identifiées Source : Direction de la Planification
		IP.2.1.2 : niveau de l'indice national de solidarité et de cohésion sociale	Variation de la moyenne pondérée des neufs (09) dimensions de solidarité et cohésion sociale Source : OSCS
OG 3 : Réduire l'extrême pauvreté en renforçant la résilience des couches de populations vulnérables	RS 3.1 : l'inclusion sociale et financière est redynamisée	IP.3.1.1 : nombre de ménages ayant bénéficié d'allocations trimestrielles	Dénombrement Source : Rapport d'activités du Projet Filets Sociaux Productifs
		IP.3.1.2 : proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiés par le RSU et encadrées par les programmes sociaux	Nombre de bénéficiaires des programmes sociaux/ Nombre total de personnes enregistrées au RSU Source : RAP programme 3

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**36 914 143 979**	**11 396 591 212**	**11 874 265 462**
1.1 Ressources Intérieures	**10 820 390 541**	**11 396 591 212**	**11 874 265 462**
1.1.1 Budget Etat	10 820 390 541	11 396 591 212	11 874 265 462
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**26 093 753 438**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	26 093 753 438	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**36 914 143 979**	**11 396 591 212**	**11 874 265 462**
2.1 Personnel	**1 386 050 759**	**1 519 988 748**	**1 666 931 715**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 386 050 759	1 519 988 748	1 666 931 715
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 810 091 122**	**2 399 738 434**	**2 502 250 071**
2.3 Transferts	**831 411 986**	**851 864 030**	**1 080 083 676**
2.4 Investissement	**32 886 590 112**	**6 625 000 000**	**6 625 000 000**
Trésor	*6 792 836 674*	*6 625 000 000*	*6 625 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*26 093 753 438*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation, suivi et évaluation
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.5: Renforcement des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le système de planification et de suivi-évaluation	Nombre de rapports de suivi périodique produits (PAP, PND, Rapport général d'activité)	04	06	06	06	Dénombrement Source : DEPS
	Nombre de rapports d'évaluation des projets et programmes	1	1	4	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités (OSCS, SWEDD, PFSP, PNDC,)
	Nombre de structures inspectées	32	36	36	36	Dénombrement Source : Inspection générale
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés	200	200	200	200	Dénombrement Source : DRH, DPES, DAF, Qualité-Genre, IG

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**2 731 045 108**	**3 303 573 751**	**3 531 662 339**
Personnel	1 377 350 759	1 511 188 581	1 658 031 487
Biens et services	1 353 694 349	1 792 385 170	1 873 630 852
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21122 Administration Générale	**2 731 045 108**	**3 303 573 751**	**3 531 662 339**
2112201 Coordination et animation du ministère	**1 720 576 683**	**1 941 276 153**	**2 105 059 306**
1 Personnel	***1 377 350 759***	***1 511 188 581***	***1 658 031 487***
78103000100 Gérer les ressources humaines du ministère	1 377 350 759	1 511 188 581	1 658 031 487
2 Biens et services	***343 225 924***	***430 087 572***	***447 027 819***
17103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du GBEKE	5 000 000	7 200 000	7 502 400
23103000002 Coordonner les activités du ministère dans la région du KABADOUGOU	5 000 000	7 200 000	7 502 400
25103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du PORO	5 000 000	7 200 000	7 502 400
26103000004 Coordonner les activités du ministère dans la région de la BAGOUE	5 000 000	7 200 000	7 502 400
28103000004 Coordonner les activités du ministère dans la région du BOUNKANI	5 000 000	7 200 000	7 502 400
31103000002 Coordonner les activités du ministère dans la région du HAUT SASSANDRA	5 000 000	7 200 000	7 502 400
32103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du GÔH	5 000 000	7 200 000	7 502 400
41103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du TONKPI	5 000 000	7 200 000	7 502 400
42103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région du CAVALLY	5 000 000	7 200 000	7 502 400
55103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la région de SAN-PEDRO	5 000 000	7 200 000	7 502 400
76103000003 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'AGNEBY-TIASSA	5 000 000	7 200 000	7 502 400
78103000099 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	141 813 087	141 813 087	141 813 087
78103000121 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78103000122 Coordonner les activités du ministère	129 972 837	187 160 885	200 022 361
78103000139 Développer le partenariat et les projets de coopération	7 440 000	10 713 600	11 163 571
78103000149 Coordonner les activités du Ministère dans la région des LAGUNES	5 000 000	7 200 000	7 502 400
2112202 Planification, programmation, suivi et évaluation	**13 054 325**	**18 798 228**	**19 587 754**
2 Biens et services	***13 054 325***	***18 798 228***	***19 587 754***
78103000123 Organiser la planification des activités, réaliser les études et produire les statistiques du ministère	13 054 325	18 798 228	19 587 754
2112203 Information et communication	**20 809 196**	**29 965 242**	**31 223 783**
2 Biens et services	***20 809 196***	***29 965 242***	***31 223 783***
78103000101 Organiser la communication, les archives et la documentation des activités du Ministère.	10 154 325	14 622 228	15 236 362
78103000102 Organiser le système informatique du Ministère	10 654 871	15 343 014	15 987 421

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21122 Administration Générale	**2 731 045 108**	**3 303 573 751**	**3 531 662 339**
2112204 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**938 096 253**	**1 258 081 671**	**1 318 010 755**
2 Biens et services	***938 096 253***	***1 258 081 671***	***1 318 010 755***
78103000103 Gérer la commande publique du ministère	3 277 162	4 719 113	4 917 316
78103000104 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP/CDMT du ministère	20 000 000	35 000 000	36 470 000
78103000105 Prendre en charge les missions hors CI	49 031 120	49 031 120	49 031 120
78103000106 Gérer les ressources financières du ministère	25 806 224	57 699 647	60 123 032
78103000107 Prendre en charge les missions en Cote d'Ivoire	51 905 909	51 905 909	51 905 909
78103000108 prendre en charge les abonnements et consommations	404 607 528	427 508 314	451 705 285
78103000124 Gérer les ressources humaines du ministère	17 959 170	25 861 205	26 947 375
78103000136 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	365 509 140	606 356 363	636 910 718
2112205 Renforcement des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre	**38 508 651**	**55 452 457**	**57 780 741**
2 Biens et services	***38 508 651***	***55 452 457***	***57 780 741***
78103000097 Faire le suivi du contrôle qualité et du genre	15 000 000	21 600 000	22 507 200
78103000098 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 000 000	14 400 000	15 004 080
78103000138 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	13 508 651	19 452 457	20 269 461

II.2.2. Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Action 2.1: Renforcement de la solidarité et de l'action humanitaire
	Action 2.2: Assistance aux personnes en détresses et sinistrées

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer la solidarité et l'action humanitaire	Proportion de personnes sinistrées assistées	14,19%	45%	50%	60%	Nombre de personnes sinistrées assistées / nombre total de personnes sinistrées enregistrées. Source : Direction de la Solidarité/ OSCS
	Nombre de réfugiés et de victimes de traite assistés	719	1 000	700	500	Dénombrement Source : Comité National de la Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP), Direction de la solidarité
	Nombre de Rapports de suivi de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits	52	52	52	52	Dénombrement Source : Observation de la solidarité et de la cohésion sociale
	Nombre de sinistres identifiés	20 649	20 500	20 000	20 000	Dénombrement Source : Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : SOLIDARITÉ ET ACTION HUMANITAIRE	**1 152 962 313**	**1 332 699 633**	**1 577 681 879**
Personnel	8 700 000	8 800 167	8 900 228
Biens et services	312 850 327	472 035 436	488 697 975
Transferts	831 411 986	851 864 030	1 080 083 676
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22123 Solidarité et Action Humanitaire	**1 152 962 313**	**1 332 699 633**	**1 577 681 879**
2212301 Renforcement de la solidarité et de l'action humanitaire	**682 699 113**	**749 256 659**	**898 124 546**
1 Personnel	***8 700 000***	***8 800 167***	***8 900 228***
78103000125 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OSCS	8 700 000	8 800 167	8 900 228
2 Biens et services	***161 999 113***	***244 250 103***	***252 871 819***
78103000109 Coordonner les actions de solidarité et de l'action humanitaire	24 821 950	37 481 164	38 803 937
78103000110 Cordonner le renforcement des ressorts de la solidarité	12 177 163	18 387 516	19 036 595
78103000127 Organiser la journée nationale de la solidarité	60 000 000	90 600 000	93 798 180
78103000148 Organiser la journée nationale du pardon et du souvenir	65 000 000	97 781 423	101 233 107
3 Transferts	***512 000 000***	***496 206 389***	***636 352 499***
78103000113 Prendre en charge le fonctionnement de l'OSCS	512 000 000	496 206 389	636 352 499
2212302 Assistance aux personnes en détresses et sinistrées	**470 263 200**	**583 442 974**	**679 557 333**
2 Biens et services	***150 851 214***	***227 785 333***	***235 826 156***
78103000115 Coordonner les activités de la direction des Pupilles	10 786 346	16 287 382	16 862 328
78103000130 Apporter une assistance aux victimes de catastrophes naturelles	140 064 868	211 497 951	218 963 828
3 Transferts	***319 411 986***	***355 657 641***	***443 731 177***
78103000114 Prendre en charge les pupilles de l'Etat et les pupilles de la Nation	150 000 000	167 021 428	208 381 900
78103000142 Prendre en charge les victimes des crises intercommunautaires	169 411 986	188 636 213	235 349 277

II.2.3. Programme 3 : Lutte contre la pauvreté

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1: Redynamiser l'inclusion sociale
	Action 3.2: Renforcement de l'access aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Lutte contre la pauvreté						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Redynamiser l'inclusion sociale	Nombre de personnes extrêmement pauvres bénéficiaires ou participant à au moins un programme social au cours de l'année	1 885 000	7 290 800	9 721 000	10 000 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLP
	Nombre de ménages bénéficiaires du Projet des Filets Sociaux Productifs	127 000	227 000	300 000	300 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / FSP/CMU/RSU/WURI
	Nombre de ménages inscrits dans le système d'information inter opérables du Registre social unique (RSU)	92 000	327 000	427 000	600 000	Dénombrement Source : FSP/CMU/RSU/WURI
	Proportion de personnes bénéficiaires de programmes sociaux utilisant le RSU pour faire le ciblage	0%	40%	70%	95%	(Nombre de personnes bénéficiaires de programmes sociaux utilisant le RSU pour faire le ciblage / Nombre de personnes bénéficiaires des programmes sociaux recensées) x 100 Source : Rapport d'activités FSP / CMU / RSU/ WURI
OS 2 : Développer le capital humain et les actions communautaires	Nombre de jeunes filles adolescentes qui ont des connaissances améliorées en compétences de vie, en santé sexuelle et reproductive	36728	100 000	150 000	-	Dénombrement Source : Données de routine UGP SWEDD/UNFPA
	Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'au moins une intervention de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	2235	5000	7500	-	Dénombrement Source : Données de routine UGP SWEDD/UNFPA
	Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG ; OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	20%	0%	70%	90%	(Nombre de personnes vulnérables, pauvres encadrées/ Nombre de personnes vulnérables, pauvres identifiées) x 100 Source : Rapport d'activités/DGLP

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	**33 030 136 558**	**6 760 317 828**	**6 764 921 244**
Personnel	0	0	0
Biens et services	143 546 446	135 317 828	139 921 244
Transferts	0	0	0
Investissements	32 886 590 112	6 625 000 000	6 625 000 000
Trésor	*6 792 836 674*	*6 625 000 000*	*6 625 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*26 093 753 438*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22124 Lutte contre la pauvreté	**33 030 136 558**	**6 760 317 828**	**6 764 921 244**
2212401 Redynamiser l'inclusion sociale	**32 852 599 884**	**6 746 536 481**	**6 750 655 180**
2 Biens et services	133 846 446	121 536 481	125 655 180
78103000119 Coordonner et apporter un appui aux mécanismes nationaux, régionaux et locaux de lutte contre la pauvreté	9 700 000	13 291 900	13 761 103
78103000126 Coordonner les activités du programme	91 746 446	61 651 590	63 684 372
78103000131 Elaborer et mettre à jour une cartographie de la pauvreté à échelle nationale	22 700 000	33 303 335	34 450 925
78103000144 Assurer la coordination et le suivi des projets et programmes en lien avec les filets sociaux	9 700 000	13 289 656	13 758 780
4 Investissements	32 718 753 438	6 625 000 000	6 625 000 000
Financement extérieur	*26 093 753 438*	*0*	*0*
78103000132 Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel	9 603 978 438	0	0
78103000118 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	16 489 775 000	0	0
Trésor	6 625 000 000	6 625 000 000	6 625 000 000
78103000132 Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel	300 000 000	300 000 000	300 000 000
78103000118 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	6 325 000 000	6 325 000 000	6 325 000 000
2212402 Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire	**177 536 674**	**13 781 347**	**14 266 064**
2 Biens et services	9 700 000	13 781 347	14 266 064
78103000143 Mobiliser les ressources et moyens en vue de la réduction de la pauvreté	9 700 000	13 781 347	14 266 064
4 Investissements	167 836 674	0	0
Trésor	*167 836 674*	*0*	*0*
78103000117 Programme national de développement communautaire	167 836 674	0	0

SECTION 371 : MINISTERE DE LA RECONCILIATION ET DE LA COHESION NATIONALE

SECTION 371 : MINISTERE DE LA RECONCILIATION ET DE LA COHESION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- l'insuffisance du cadre institutionnel et juridique régissant le domaine de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale ;
- l'absence d'un document de politique sectorielle du ministère ;
- les difficultés de suivi des actions de Réconciliation et de Cohésion Nationale ;
- la faible visibilité des activités de réconciliation et de cohésion ;
- la faible couverture du territoire national par les services du ministère.

En matière de réconciliation

- la faiblesse de la culture démocratique engendrant un risque d'instrumentalisation de la population par la classe politique ;
- l'inexistence d'un cadre permanent de dialogue politique et d'un cadre permanent de dialogue avec les mouvements communautaires, associatifs et religieux ;
- la forte tribalisation de la vie politique ;
- les conflits intra et intercommunautaires ;
- le nombre important de réfugiés et d'exilés ainsi que le taux élevé d'apatridie ;
- la non prise en compte de certaines victimes dans la base de données ;
- la non satisfaction de certaines victimes lors du processus d'indemnisation ;
- l'insuffisance des ressources financières dédiées aux questions de Réconciliation Nationale et Cohésion Nationale (identification, prise en charge psycho-médicale, réparation etc.) ;
- l'incivisme des populations.

En matière de cohésion Nationale

- la fragilité du tissu social ;
- l'effritement de la confiance des populations à l'égard des Institutions de la République ;
- le sentiment de discrimination et de rupture d'égalité dans l'accès aux emplois publics ;
- la culture de la violence et de l'intolérance ;
- la violation de certains droits humains ;
- les conflits liés à l'orpaillage illégal, au foncier et à l'occupation illégale des forêts classées, parcs nationaux et réserves et à la disparité du développement au niveau régional.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de structures pour la Réconciliation et la Cohésion Nationale notamment l'ex-ministère des ex-combattants, la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR), le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS), l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) etc. ;
- le démarrage du processus d'indemnisation communautaire ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation, de dialogues politiques, inter-religieux, socio-sécuritaire et intercommunautaire pour la réconciliation, la cohésion sociale et les élections apaisées ;
- le renforcement de la Cohésion Sociale par la prise de l'ordonnance d'amnistie par le Président de la République le 06 août 2018 et la réintégration des déplacés internes.
- l'institution des Journées Nationales de la paix, du Pardon et du Souvenir;

I.1.3. Défis et priorités

- le règlement pacifique des conflits fonciers liés à l l'orpaillage et au foncier ;
- l'éducation des populations à la culture et aux vertus démocratiques ;
- le renforcement du cadre juridique de la réconciliation et de la cohésion nationale ;
- la vulgarisation des activités de réconciliation et de cohésion nationale ;
- la poursuite des dialogues intra et intercommunautaires ;
- la création d'un cadre permanent de dialogue avec les mouvements communautaires, associatifs et religieux ;
- la mise en place de conditions pour le retour des réfugiés et exilés ainsi que la restitution des biens expropriés ;
- l'actualisation du fichier des victimes et la poursuite du processus de réparation ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires de promotion de la Paix et de Cohésion Nationale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du ministère ;
- la consolidation de la paix ;
- la préservation d'un climat de cohésion nationale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est améliorée ;
- la Paix est consolidée ;
- le climat de Cohésion Nationale est préservé.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 17, le Ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Réconciliation et de Cohésion Nationale.
A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Réconciliation

- Promotion et mise en œuvre des actions de Réconciliation ;
- Évaluation des stratégies et actions de Réconciliation ;
- Renforcement du cadre juridique de la promotion de la Réconciliation ;
- Suivi et évaluation des activités de Réconciliation.

En matière de Cohésion Nationale

- Mise en œuvre de la politique de renforcement et de promotion de l'Unité Nationale ;
- Promotion et mise en œuvre des actions de Cohésion Nationale ;
- Maintien et renforcement de la Cohésion entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- Évaluation des stratégies et actions de Cohésion Nationale ;
- Renforcement du cadre juridique de la promotion de la Cohésion Nationale ;
- Contribution à la réduction des conflits, des tensions et des violences ;
- Proposition au Gouvernement de mesures visant à lutter contre les injustices, les inégalités de toute nature, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes ses formes ;

- Promotion de l'éducation à la culture de Paix, au dialogue et à la coexistence pacifique ;
- Promotion des moyens de prévention, de gestion et de résolution pacifique des conflits ;
- Promotion de la culture de l'équité ;
- Suivi et évaluation des activités de Cohésion Nationale.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1 :** Administration Générale ;
- **Programme 2 :** Réconciliation ;
- **Programme 3 :** Cohésion Nationale

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1 Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DEPS, DAJC, DCRP, DSI, DCPCOC, DQG, CPM, DRs, DDs, CLs	-	-	-
Programme 2 : Réconciliation	DGR, DD, DR, DSEPD	-	-	
Programme 3 : Cohésion Nationale	DGCN, DPGC, DSH, DUN	-	- Programme Nationale de Cohésion Sociale (PNCS)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL ET SOURCES DE VERIFICATION
OG1 : Améliorer la gouvernance du secteur	RS 1 : La gouvernance du secteur est améliorée	IP 1.1 : Taux de réalisation des politiques pour renforcer la Gouvernance	(Nombre de politiques mises en place / Nombre total de stratégies) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet MRCN
OG 2 : Consolider la Paix	RS 2 : La Paix est consolidée	IP 2.1 : Taux de réalisation des politiques en vue de consolider la Paix	(Nombre de politiques de consolidation de la Paix mises en œuvre / Nombre total de stratégies de consolidation de la paix) x 100 Source : Rapport d'activités Direction Générale de la Réconciliation
OG 3 : Garantir un climat de Cohésion Nationale	RS 3 : Le climat de Cohésion Nationale est préservé	IP 3.1: Taux de réalisation des politiques en vue garantir un climat de Cohésion Nationale	(Nombre de politiques en matière de Cohésion Nationale mises en œuvre / Nombre total de stratégies de Cohésion Nationale) x 100 Source : Rapport d'activités Direction Générale de la Cohésion Nationale

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**3 079 971 359**	**3 997 318 093**	**4 179 421 293**
1.1 Ressources Intérieures	**3 079 971 359**	**3 997 318 093**	**4 179 421 293**
1.1.1 Budget Etat	3 079 971 359	3 997 318 093	4 179 421 293
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**3 079 971 359**	**3 997 318 093**	**4 179 421 293**
2.1 Personnel	**0**	**0**	**0**
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 979 971 359**	**1 977 318 093**	**2 159 421 293**
2.3 Transferts	**500 000 000**	**500 000 000**	**500 000 000**
2.4 Investissement	**600 000 000**	**1 520 000 000**	**1 520 000 000**
Trésor	*600 000 000*	*1 520 000 000*	*1 520 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Gestion du système de planification, d'information, d'archivage et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	-	50%	60%	80%	(Nombre d'activités du PTA réalisées / Nombre total d'activités du PTA) x 100 **Source :** Cabinet MRCN
	Taux de réalisation des activités d'inspection	-	60%	85%	100%	(Nombre d'activités d'inspection réalisées / Nombre d'activités d'inspection planifiées) x 100 **Source :** IG
	Taux de réalisation des activités de coordination des programmes, cellules et organes consultatifs	-	60%	85%	100%	(Nombre d'activités de coordination des programmes, cellules et organes consultatifs réalisées / Nombre d'activités de coordination des programmes, cellules et organes consultatifs planifiées) x 100 **Source :** Direction de la Coordination des Programmes, Cellules et Organes Consultatifs
	Taux de réalisation des activités en matière de qualité et de genre	-	55%	77%	85%	(Nombre d'activités en matière de qualité et de genre réalisées / Nombre d'activités en matière de qualité et de genre planifiées) x 100 **Source :** DQG
	Taux de réalisation des activités en matière juridique et de coopération	-	70%	80%	95%	(Nombre d'activités en matière juridique et de coopération réalisées / Nombre d'activités en matière juridique et de coopération planifiées) x 100 **Source :** DAJCI
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel	-	40%	50%	60%	(Besoins en personnel satisfaits / Besoins en personnel exprimés) x 100 **Source :** DRH
	Taux de réalisation du plan de formation	-	40%	60%	100%	(Nombre d'activités du plan de formation réalisées / Nombre total d'activités planifiées dans le plan de formation) x 100 **Source :** DRH
	Taux d'exécution du budget	-	70%	80%	80%	(Total liquidation / total budget actuel) x 100 **Source :** DAFP
	Taux d'exécution des marchés	-	85%	95%	100%	(Niveau des marchés exécutés / Niveau des marchés passés) x 100 **Source :** CPMP
OS3 : Améliorer le système de planification, d'information, d'archivage et de communication du Ministère	Taux des structures disposant d'un plan d'actions	-	60%	80%	95%	(Nombre de structures ayant un plan d'actions / Nombre total de structures) x 100 **Source :** DP
	Taux de réalisation des activités d'informatisation	-	55%	75%	90%	(Nombre d'activités d'informatisation réalisées / Nombre d'activités d'informatisation planifiées) x 100 **Source :** DSIDA
	Taux de réalisation des activités de communication	-	50%	70%	87%	(Nombre d'activités de communication réalisées / Nombre d'activités de communication planifiées) x 100 **Source :** DCRP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**1 111 971 359**	**1 127 637 609**	**1 282 713 177**
Personnel	0	0	0
Biens et services	1 111 971 359	1 127 637 609	1 282 713 177
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21222 Administration Générale	**1 111 971 359**	**1 127 637 609**	**1 282 713 177**
2122201 Coordination et animation du Ministère	**351 471 359**	**378 537 753**	**512 499 014**
2 Biens et services	***351 471 359***	***378 537 753***	***512 499 014***
78010200291 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régies Convention BNETD	200 000 000	230 178 833	359 548 171
78010200292 Apporter un appui juridique aux services du ministère	12 000 000	11 746 736	12 120 387
78010200293 Inspecter les services du ministère	43 500 000	42 581 915	43 936 408
78010200296 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Réconciliation et de Cohésion Nationale	75 971 359	74 367 952	76 733 534
78010200297 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78011100342 Mettre en œuvre la politique de la qualité du genre	8 000 000	7 831 159	8 080 257
78011100343 Coordonner les Activités des programmes, des cellules et organes consultatifs	8 000 000	7 831 158	8 080 257
2122202 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**651 500 000**	**642 400 344**	**660 120 633**
2 Biens et services	***651 500 000***	***642 400 344***	***660 120 633***
78010200287 Gérer les ressources humaines et les Moyens Généraux	30 000 000	29 366 837	30 300 973
78010200288 Gérer les ressources financières centralisées du ministère	395 602 516	387 253 152	399 571 359
78010200289 Prendre en charge les Séminaires et Conférences en Côte d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78010200290 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78010200294 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	27 500 000	26 919 601	27 775 891
78010200295 Gérer la commande publique du ministère	7 000 000	6 852 262	7 070 227
78010200301 Elaborer et suivre l'exécution du budget	51 426 125	50 340 754	51 942 052
90103000001 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	29 971 359	31 667 738	33 460 131
2122203 Gestion du système de planification, d'information, d'archivage et de communication	**109 000 000**	**106 699 512**	**110 093 530**
2 Biens et services	***109 000 000***	***106 699 512***	***110 093 530***
78010200298 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication du ministère	36 000 000	35 240 206	36 361 166
78010200299 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	50 000 000	48 944 729	50 501 620
78010200300 Gérer le système informatique du ministère	23 000 000	22 514 577	23 230 744

II.2.2 Programme 2 : Réconciliation

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Réconciliation	Action 2.1: Réconciliation
	Action 2.2: Dialogue
	Action 2.3: Réparation
	Action 2.4: Promotion de la démocratie

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Réconciliation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Renforcer le dialogue	Proportion de personnes ayant confiance dans les institutions de la République	-	55%	70%	85%	(Nombre de personnes ayant répondu avoir confiance dans les institutions de la République / Nombre total de personnes interrogées) x 100 **Source :** DGR
	Proportion de Partis Politiques représentés au parlement, sensibilisés au dialogue	40%	80%	100%	100%	(Nombre de partis représentés au parlement sensibilisés au dialogue / Nombre total de Partis politiques représentés au parlement) x 100 **Source :** DD
OS2 : Réparer les préjudices subis par les victimes	Taux de groupements de personnes bénéficiaires d'AGR à la suite de conflits	-	25%	50%	90%	(Nombre de groupements ayant bénéficiés d'AGR à la suite d'un conflit / Nombre total de groupements ayant sollicité des AGR à la suite d'un conflit) x 100 **Source :** DR
	Taux de localités bénéficiaires de réparations communautaires à la suite de conflits	-	25%	45%	60%	(Nombre de localités ayant bénéficié de réparation communautaire à la suite d'un conflit / Nombre total de localités ayant été le théâtre d'un conflit) x 100 **Source :** DR
	Taux de victimes bénéficiant d'une prise en charge psycho-sociale et médicale	-	30%	50%	90%	(Nombre de victimes ayant bénéficié d'une prise en charge psycho-sociale et médicale / Nombre total de victimes de conflits identifiées) x 100 **Source :** DR
OS3 : Promouvoir les valeurs démocratiques	Pourcentage de populations en Côte d'Ivoire sensibilisées aux valeurs démocratiques	0,02%	7%	13%	16%	Nombre de populations sensibilisées / Nombre total de populations vivant en Côte d'Ivoire) x 100 **Source :** DSEPD

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : RÉCONCILIATION	**910 000 000**	**901 346 773**	**914 113 278**
Personnel	0	0	0
Biens et services	410 000 000	401 346 773	414 113 278
Transferts	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22223 Réconciliation	**910 000 000**	**901 346 773**	**914 113 278**
2222301 Réconciliation	**540 000 000**	**539 155 782**	**540 401 294**
2 Biens et services	***40 000 000***	***39 155 782***	***40 401 294***
78011100341 Piloter les activités du programme Réconciliation	40 000 000	39 155 782	40 401 294
3 Transferts	***500 000 000***	***500 000 000***	***500 000 000***
78103000141 Appuyer le processus de Réconciliation nationale	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2222304 Dialogue	**280 000 000**	**274 090 477**	**282 809 071**
2 Biens et services	***280 000 000***	***274 090 477***	***282 809 071***
78011100344 Financer les Activités urgentes de consolidation de la paix	250 000 000	244 723 639	252 508 100
78011100345 Organiser des Dialogues Régionaux	20 000 000	19 577 892	20 200 648
78011100355 Promouvoir le dialogue	10 000 000	9 788 946	10 100 323
2222305 Réparation	**80 000 000**	**78 311 567**	**80 802 590**
2 Biens et services	***80 000 000***	***78 311 567***	***80 802 590***
78011100346 Mettre en œuvre la politique de réparation des victimes	10 000 000	9 788 947	10 100 322
78011100347 Organiser la journées nationale du pardon et du souvenir	50 000 000	48 944 728	50 501 620
78011100356 Assurer la prise en charge psycho-médicale des victimes	20 000 000	19 577 892	20 200 648
2222306 Promotion de la démocratie	**10 000 000**	**9 788 947**	**10 100 323**
2 Biens et services	***10 000 000***	***9 788 947***	***10 100 323***
78011100349 Mettre en œuvre la politique de promotion, de l'éthique et de la Démocratie	10 000 000	9 788 947	10 100 323

II.2.3. Programme 3 : Cohésion Nationale

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Cohésion Nationale	Action 3.1: Prévention et gestion des conflits
	Action 3.2: Sécurité Humaine
	Action 3.3: Unité Nationale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Cohésion Nationale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et moyens de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Prévenir et gérer les conflits	Taux de résolution des conflits survenus	50%	65 %	80%	85%	(Nombre de conflits résolus / Nombre total de conflits identifiés) x 100 **Source :** DCN
	Proportion de localités à risques touchées par les activités de cohésion sociale	60%	75%	80%	85%	(Nombre de localités à risque touchées par les activités de cohésion sociale / Nombre total de localités à risque répertoriées) x 100 **Source :** Unité de Coordination du Programme National de Cohésion Sociale
OS2 : Promouvoir la Sécurité Humaine	Taux d'actions de renforcement de la sécurité humaine réalisées	-	20%	37%	60%	(Nombre d'actions de renforcement de la sécurité humaine réalisées / Nombre total d'actions de renforcement de la sécurité humaine identifiées) x 100 **Source :** DSH
OS3 : Consolider l'Unité Nationale	Taux d'actions de renforcement de l'unité nationale réalisées	-	20%	35%	75%	(Nombre d'actions de renforcement de l'unité nationale réalisées / Nombre total d'actions de renforcement de l'unité nationale identifiées) x 100 **Source :** DUN
	Proportion de personnes sensibilisées aux valeurs de la paix	-	80%	95%	100%	Nombre de personnes effectivement sensibilisées aux valeurs de la paix / Nombre total de personnes ciblées) x 100 Nombre de personnes ciblées = 1 000 000/an **Source :** Direction de l'Unité Nationale
	Taux de dialogues intercommunautaires réalisés	-	35%	57%	95%	(Nombre de dialogues intercommunautaires réalisées / Nombre de dialogues intercommunautaires prévus) x 100 **Source :** Direction de l'Unité Nationale

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : COHÉSION NATIONALE	**1 058 000 000**	**1 968 333 711**	**1 982 594 838**
Personnel	0	0	0
Biens et services	458 000 000	448 333 711	462 594 838
Transferts	0	0	0
Investissements	600 000 000	1 520 000 000	1 520 000 000
Trésor	600 000 000	1 520 000 000	1 520 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22227 Cohésion Nationale	**1 058 000 000**	**1 968 333 711**	**1 982 594 838**
2222701 Prévention et gestion des conflits	**347 000 000**	**339 676 414**	**350 481 242**
2 Biens et services	***347 000 000***	***339 676 414***	***350 481 242***
78011100350 Piloter les activités du programme Cohésion Nationale	53 000 000	51 881 413	53 531 718
78011100351 Prévenir et gérer les conflits	110 000 000	107 678 400	111 103 564
78011100352 Collecter, traiter et diffuser les informations sur la cohésion nationale	134 000 000	131 171 873	135 344 340
78103000147 Organiser la journée nationale de la paix	50 000 000	48 944 728	50 501 620
2222702 Sécurité Humaine	**42 000 000**	**41 113 572**	**42 421 360**
2 Biens et services	***42 000 000***	***41 113 572***	***42 421 360***
78011100353 Promouvoir la Sécurité Humaine	42 000 000	41 113 572	42 421 360
2222703 Unité Nationale	**669 000 000**	**1 587 543 725**	**1 589 692 236**
2 Biens et services	***69 000 000***	***67 543 725***	***69 692 236***
78011100354 Promouvoir l'unité nationale	9 000 000	8 810 051	9 090 292
90011100003 Renforcer les capacités des leaders communautaires en matière de prévention et gestion pacifique des conflits	60 000 000	58 733 674	60 601 944
4 Investissements	***600 000 000***	***1 520 000 000***	***1 520 000 000***
Trésor	*600 000 000*	*1 520 000 000*	*1 520 000 000*
78103000129 Renforcer la mise en œuvre du PNCS	600 000 000	1 520 000 000	1 520 000 000

SECTION 374 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

SECTION 374 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Administration générale

- l'insuffisance du personnel administratif et technique ;
- l'insuffisance des ressources matérielles ;
- la faiblesse du système de planification et de suivi-évaluation des actions du ministère ;
- l'insuffisance des outils de gestion administrative, financière, comptable et technique ;
- la faible utilisation des TIC ;
- le faible niveau de développement de l'assurance qualité ;
- l'absence d'un système d'information.

En matière de renforcement des capacités

- l'absence d'une politique nationale de renforcement des capacités ;
- l'absence d'un cadre de concertation et de réflexion sur les enjeux et défis en matière de renforcement des capacités notamment la formation et l'amélioration continue des compétences des agents du service public ;
- la faiblesse du système de suivi et d'évaluation des capacités nationales et des actions de renforcement des capacités ;
- la faible performance des administrations publiques ;
- la faible performance du dispositif d'appui et d'accompagnement des acteurs du secteur privé et de la société civile ;
- l'insuffisance de promotion et de valorisation des compétences nationales.

En matière de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

- le non achèvement du cadre juridique et institutionnel en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- la faible synergie/coordination entre les structures impliquées dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- la faible concertation des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- l'insuffisance des mécanismes de surveillance, de prévention et de dénonciation des actes de corruption et d'infractions assimilées ;
- la faible culture de la transparence et de la redevabilité dans l'Administration ;
- l'absence de résultats probants dans la répression des actes de corruption ;
- le faible niveau de sensibilisation et d'éducation en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- la faible implication citoyenne dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- la faible qualité des services publics délivrés aux citoyens ;
- la faible efficacité des procédures de gestion dans l'administration publique, les petites et moyennes entreprises et la société civile.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Administration générale

- le renforcement du personnel administratif et technique ;
- l'extension du réseau wifi à tous les services du Ministère ;

- l'instauration de la démarche qualité au sein du Ministère ;
- l'acquisition de véhicules et de matériels informatiques.

En matière de renforcement des capacités

- la réalisation de la cartographie des actions de renforcement des capacités ;
- la formation des membres des CAEF de l'Assemblée Nationale et du Sénat sur le Budget-programme ;
- l'élaboration de référentiels des emplois et des compétences (REC) au profit de cinq ministères ;
- la formation des comités techniques sectoriels des ministères de l'Économie et du Budget en matière de REC ;
- l'appui à l'élaboration des syllabus des cours en formations communes de base et de spécialités à l'ENA ;
- la réalisation du manuel de procédures opérationnelles de l'ENA ;
- le renforcement des capacités des populations au changement de mentalité pour la promotion de la paix.

En matière de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

- l'organisation d'une session de concertation État-Secteur privé sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- la mise en place du comité d'éthique du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration ;
- la mise en place d'un club d'éthique et d'intégrité à l'école primaire publique Tchotchoraff-PPU de Dabou ;
- la réalisation de missions de vérification dans les sociétés d'État ;
- la réalisation d'une étude sur l'introduction de la contractualisation et des contrats d'objectifs dans l'Administration ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- le suivi des indicateurs du Millenium Challenge Corporation (MCC) en matière de bonne gouvernance ;
- la contribution à la vulgarisation du budget citoyen 2021 en langue locale.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Administration générale

- la mise en place d'un plan de recrutement et de formation continue du personnel ;
- la création, la systématisation et l'automatisation des outils d gestion administrative, financière, comptable et technique ;
- la mise en place d'un système d'information et de gestion des actions du ministère.

En matière de renforcement des capacités

- l'élaboration de la politique nationale de renforcement des capacités ;
- le renforcement de la coordination des actions de renforcement des capacités ;
- le renforcement de la veille stratégique et de la production des données statistiques sur les capacités nationales ;
- le renforcement du dispositif d'appui et d'accompagnement des acteurs du secteur privé et de la société civile;
- l'élaboration des instruments nationaux de pilotage des politiques publiques ;
- la promotion et la valorisation des compétences nationales.

En matière de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

- la révision et l'opérationnalisation du cadre légal de promotion de la gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- la mutualisation des actions de promotion de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- la création d'un climat favorable à l'investigation, à la dénonciation et à la répression des actes de corruption et des infractions assimilées ;
- la promotion de la transparence et de la culture de la redevabilité au sein de l'administration publique ;
- la qualité de la délivrance des services publics rendus aux citoyens ;
- la sensibilisation et l'éducation sur la gouvernance et la lutte contre la corruption ;

- l'ajustement, la capitalisation et l'évaluation des procédures de gestion dans l'administration publique, le secteur privé et la société civile ;
- le renforcement de la gouvernance des organisations du secteur privé et de la société civile.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement et la promotion du capital humain.
- le renforcement du dispositif d'appui et d'accompagnement des acteurs du secteur privé et de la société civile.
- le renforcement du cadre juridique et institutionnel en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ;
- le renforcement des mécanismes de surveillance, de traitement, de prévention et de dénonciation des actes de corruption et d'infractions assimilées ;
- le renforcement de la transparence et de la culture de redevabilité au sein de l'administration publique y compris les Collectivités Territoriales ;
- l'amélioration de la communication, l'éducation et la sensibilisation en matière de promotion de la bonne gouvernance.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée ;
- la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Renforcement des Capacités est renforcée ;
- la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption sont assurés.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **Décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 26, le Ministre de la promotion de la Bonne gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Bonne Gouvernance, de Renforcement des Capacités et de Lutte contre la Corruption.
A ce titre, et en liaison avec la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance et les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Promotion de la Bonne Gouvernance

- sensibilisation des différentes parties prenantes, à savoir les Administrations de l'État, les collectivités territoriales, le secteur privé et la société civile ;
- promotion au sein du secteur public, du secteur privé et de la société civile, de la culture de transparence, d'autocontrôle et d'évaluation au travers d'instruments appropriés et d'indicateurs de performance systématisés ;
- création et animation des cadres de concertation sur la bonne gouvernance ;
- renforcement des capacités des cadres et agents des administrations de l'État et des collectivités territoriales en matière de bonne gouvernance ;
- mise en place d'un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation des réformes liées à la bonne gouvernance ;
- propositions de réformes pour améliorer la gouvernance dans tous les services de l'État et des collectivités territoriales ;
- contribution à la moralisation de la vie publique et consolider les principes de bonne gouvernance, ainsi que la culture du service public ;
- évaluation périodique de l'État de la bonne gouvernance en relation avec les différentes parties prenantes ;
- contribution à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des réformes en matière de bonne gouvernance.

En matière de Renforcement des Capacités

- élaboration et mise en œuvre de la stratégie nationale de renforcement des capacités conformément au programme de développement économique et social du Gouvernement ;
- coordination au plan national, des activités de renforcement des capacités ;
- coordination au plan opérationnel des interventions des partenaires au développement pour toutes les questions liées au renforcement des capacités ;
- promotion au sein du secteur public, du secteur privé et de la société civile, de la culture d'autocontrôle et de l'évaluation au travers d'instruments appropriés et d'indicateurs de performance systématisés ;
- promotion de la rationalisation du cadre institutionnel d'actions du secteur public, de la société civile et du secteur privé et de la collaboration intra et intersectorielle ;

- promotion des mesures correctives de renforcement des capacités sur la base d'analyse et des études appropriées ;
- identification, en étroite collaboration avec les différents acteurs du développement, des besoins de renforcement de capacités en leur faveur ;
- contribution à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces besoins ;
- contribution à la valorisation et à la promotion des compétences nationales ;
- évaluation périodique de l'état des capacités nationales sur la base d'études et d'enquêtes, en liaison avec les Ministres chargés du Plan et de la Modernisation de l'Administration ;
- veille à l'établissement et à l'actualisation d'une base de données des compétences nationales.

En matière de Lutte contre la Corruption

- participation à l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- participation à la promotion de la culture du refus de la corruption ;
- participation à la mise en œuvre et promotion des stratégies et mécanismes efficaces pour endiguer le phénomène de corruption et des malversations économiques ;
- participation à la promotion et au développement de relations de coopération avec les structures nationales et internationales œuvrant pour la lutte contre la corruption ;
- contribution à la mobilisation des ressources nécessaires à la lutte contre la corruption ;
- veille à l'élaboration et à l'application de manuels dans les institutions publiques ;
- recueil et diffusion des informations dans le domaine de la corruption ;
- participation à la diffusion et à la vulgarisation des textes relatifs à la lutte contre la corruption ;
- mise en place de la plateforme de dénonciation.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale.
- Programme 2 : Renforcement des capacités.
- Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETRÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN,SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administrationgénérale	Cabinet, Direction des AffairesFinancières et du Patrimoine, Direction des Ressources Humaines, Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux, Direction de la Communicationet des Relations Extérieures, Direction des Système d'Information, Direction de la Planification des Statistiques et du Suivi Evaluation, Direction des Etudes, de la Recherche et du Développement, Service de l'Ingénieurie et de la Qualité, Service de le Coopération Internationale	Secrétariat National auRenforcement des Capacités ;		
Programme 2: Renforcement descapacités	Direction du Renforcement des Capacités ; Direction de la Valorisation et de la Promotion des Compétences Nationales		Programme d'Appui à la Coordination des Actions de renforcement des Capacités ; Programme Pays de Renforcement des Capacités.	
Programme 3: Promotion de la Bonne Gouvernance etLutte contre la Corruption	Direction de la Promotion de laBonne Gouvernance ; Direction de la Lutte contre la Corruption ;	Plateforme de Surveillanceet Prévention des Actes de Corruption Infractions Assimilés « SPACIA »		

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance du ministère	RS1.1 la gouvernance du ministère est renforcée	IP1.1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités annuelles réalisées / Nombre d'activités annuelles planifiées Source : Rapport d'activités DPSE
OG 2 : Renforcer la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Renforcement des Capacités	RS 2.1. la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Renforcement des Capacités est renforcée	IP 2.1.1 : Proportion d'activités de renforcement de capacités planifiées réalisées	Nombre d'actions de renforcement de capacités nationales planifiées réalisées / Nombre total d'actions de renforcement des capacités nationales planifiées Source : DRC

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption	RS 3 .1 : la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption sont assurés	IP 3.1 .1: Proportion d'activités de promotion de la bonne gouvernance et de renforcement de la lutte contre corruption planifiées réalisées	Nombre d'actions de bonne gouvernance et lutte contre la corruption planifiées réalisées /Nombre total d'actions de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption planifiée Sources : DPBG/ DLC 3

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**4 891 466 172**	**4 394 642 110**	**4 283 721 652**
1.1 Ressources Intérieures	**4 091 466 172**	**4 394 642 110**	**4 283 721 652**
1.1.1 Budget Etat	4 091 466 172	4 394 642 110	4 283 721 652
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**800 000 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	800 000 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**4 891 466 172**	**4 394 642 110**	**4 283 721 652**
2.1 Personnel	**716 521 380**	**765 780 952**	**819 461 281**
2.1.1 Solde y compris EPN	716 521 380	765 780 952	819 461 281
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 826 444 792**	**1 865 499 348**	**2 187 064 677**
2.3 Transferts	**787 500 000**	**842 261 810**	**977 195 694**
2.4 Investissement	**1 561 000 000**	**921 100 000**	**300 000 000**
Trésor	*761 000 000*	*921 100 000*	*300 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*800 000 000*	*0*	*0*

II.2.

II.3. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.3.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Etudes, Planification, Suivi, Evaluation des activités du Ministère

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du ministère	Taux de réalisation des réunions deCabinet planifiées	60%	70%	75%	80%	(Nombre de réunions de Cabinet tenues / Nombre de réunions de coordination prévues) x 100 Source : Rapport d'activités du Cabinet
	Proportion d'unités administrativesinspectées	-	60%	65%	70%	(Nombre d'unités administratives inspectées / nombre d'inspections prévues) X 100 Source : Rapport d'activités du Cabinet
OS2 : Assurer unegestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de satisfaction des besoins en formation	30%	40%	50%	60%	(Nombre de besoins en formation satisfaits/ Nombre de besoins en formations exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	68,36%	100%	100%	100%	Total liquidation / Total budget actuel Source : DAFP
	Taux de satisfaction des besoins en ressources matérielles	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins satisfaits en ressources matérielles / Nombre total de besoins exprimés en ressources matérielles X100 Source : Rapport d'activités DAFP
OS3 : Assurer efficacement l'information, la communication et l'assistance juridique.	Taux de réalisation du plan decommunication	20%	40%	50%	60%	Nombre d'activités de communication réalisées / nombre d'activités de communication planifiées X100 Source : Rapport d'activités Service communication
OS4: Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation desactions du ministère.	Taux de réalisation des activités de planification	-	50%	60%	70%	Nombre des activités de planification réalisées/Nombre d'actions de planification planifiées x 100 Source : DPSSE
	Taux de réalisation des activités de suivi-évaluation	-	50%	60%	70%	Nombre des activités de suivi-évaluation réalisées/Nombre d'actions suivi-évaluation planifiées x 100 Source : DPSSE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**1 888 086 097**	**1 957 812 290**	**2 316 073 901**
Personnel	492 641 305	539 323 234	590 428 671
Biens et services	1 395 444 792	1 418 489 056	1 725 645 230
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21208 Administration générale	**1 888 086 097**	**1 957 812 290**	**2 316 073 901**
2120801 Coordination et animation	**797 444 792**	**815 037 704**	**1 083 359 453**
2 Biens et services	***797 444 792***	***815 037 704***	***1 083 359 453***
17013300007 Gérer les activités du Ministère au niveau du District Autonome de Bouaké	25 000 000	24 472 371	25 250 804
55013300004 Gérer les activités du Ministère au niveau du District Autonome de San Pedro	25 000 000	24 472 371	25 250 804
78013300482 Coordonner les activités du ministère	215 500 000	170 313 968	174 538 655
78013300483 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78013300484 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78013300530 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	36 050 000	37 131 500
78013300551 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78013300579 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD/REGIE	400 340 000	460 748 970	719 707 574
78013300597 Gérer le service qualité du Ministère	12 000 000	12 360 000	12 730 800
78013300598 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	35 604 792	37 620 024	39 749 316
2120802 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**1 064 641 305**	**1 116 505 640**	**1 205 639 724**
1 Personnel	***492 641 305***	***539 323 234***	***590 428 671***
78011202116 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du du Secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités	492 641 305	539 323 234	590 428 671
2 Biens et services	***572 000 000***	***577 182 406***	***615 211 053***
78013300571 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	64 000 000	65 920 000	87 897 100
78013300580 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	15 000 000	15 450 000	15 913 500
78013300619 Gérer les ressources humaines du ministère	32 000 000	32 960 000	33 948 800
78013300620 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	461 000 000	462 852 406	477 451 653

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21208 Administration générale	**1 888 086 097**	**1 957 812 290**	**2 316 073 901**
2120803 Information et communication	**16 000 000**	**16 480 000**	**16 974 400**
2 Biens et services	***16 000 000***	***16 480 000***	***16 974 400***
78013300574 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	16 000 000	16 480 000	16 974 400
2120804 Etudes, Planification, Suivi, Evaluation des activités du Ministère	**10 000 000**	**9 788 946**	**10 100 324**
2 Biens et services	***10 000 000***	***9 788 946***	***10 100 324***
90013300001 Elaborer des outils de planification et de suivi des activités du ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 324

II.3.2. Programme 2 : Renforcement des capacités

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Renforcement des capacités	Action 2.1: Renforcement des capacités
	Action 2.2: Animation et coordination des actions de renforcement des capacités
	Action 2.3: Valorisation et promotion du capital humain en vue de la transformation économique et sociale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Renforcement des capacités						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la coordination des actions de renforcement des capacités	Proportion d'instruments de pilotage des actions de renforcement des capacités fonctionnels	40%	50 %	60%	70%	(Nombre d'instruments fonctionnels / Nombre d'instruments planifiés) x 100 Source : Rapports d'activités DRC
	Proportion de documents d'orientation en matière de renforcement de capacités disponibles	40%	50 %	60%	70%	(Nombre de documents d'orientation réalisés/ Nombre total de documents prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DRC
	Proportion des acteurs nationaux dont les compétences techniques ont été renforcées	40%	60%	75%	80%	(Nombre d'acteurs nationaux dont les compétences techniques ont été renforcées / Nombre d'acteurs nationaux prévu pour le renforcement de compétences techniques) x 100 Source : Rapport d'activités DRC

Programme 2 : Renforcement des capacités						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS2 : Renforcer et valoriser les capacités nationales	Proportion des administrations publiques, y compris les collectivités territoriales, équipées en matériels informatiques et outils de travail (manuels de procédures, logiciels, etc.)	10%	20%	30%	50%	(Nombre d'administrations publiques équipées / Nombre total d'administrations publiques) x 100 Source : Rapport d'activités DRC
	Taux de satisfaction des bénéficiaires des actions de renforcement des capacités	-	60%	70%	80%	(Nombre de bénéficiaires satisfaits/Nombre total des bénéficiaires) x 100 Source : Rapport d'activités DRC

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	**2 553 380 075**	**1 989 995 636**	**1 516 142 891**
Personnel	223 880 075	226 457 718	229 032 610
Biens et services	281 000 000	300 176 108	309 914 587
Transferts	487 500 000	542 261 810	677 195 694
Investissements	1 561 000 000	921 100 000	300 000 000
Trésor	*761 000 000*	*921 100 000*	*300 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*800 000 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22221 Renforcement des capacités	**2 553 380 075**	**1 989 995 636**	**1 516 142 891**
2222101 Renforcement des capacités	**2 272 380 075**	**1 689 819 528**	**1 206 228 304**
1 Personnel	***223 880 075***	***226 457 718***	***229 032 610***
78013300573 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Secrétariat National au Renforcement des Capacités	223 880 075	226 457 718	229 032 610
3 Transferts	***487 500 000***	***542 261 810***	***677 195 694***
78013300566 Transférer les crédits au secrétariat national au renforcement des capacités (snrc)	487 500 000	542 261 810	677 195 694
4 Investissements	***1 561 000 000***	***921 100 000***	***300 000 000***
Financement extérieur	*800 000 000*	*0*	*0*
78013300621 Programme pays de renforcement des capacités (PPRC)	800 000 000	0	0
Trésor	*761 000 000*	*921 100 000*	*300 000 000*

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22221 Renforcement des capacités	**2 553 380 075**	**1 989 995 636**	**1 516 142 891**
78013300621 Programme pays de renforcement des capacités (PPRC)	400 000 000	374 522 632	300 000 000
78013300499 Pacarc	361 000 000	546 577 368	0
2222102 Animation et coordination des actions de renforcement des capacités	**258 000 000**	**277 661 533**	**286 683 842**
2 Biens et services	***258 000 000***	***277 661 533***	***286 683 842***
78013300547 Organiser et planifier les activités du Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	258 000 000	277 661 533	286 683 842
2222103 Valorisation et promotion du capital humain en vue de la transformation économique et sociale	**23 000 000**	**22 514 575**	**23 230 745**
2 Biens et services	***23 000 000***	***22 514 575***	***23 230 745***
90013300002 Former les acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile en matière d'éthique et d'intégrité	23 000 000	22 514 575	23 230 745

II.3.3. Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 3 en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption	Action 3.1: Communication, formation et sensibilisation sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
	Action 3.2: Lutte contre la corruption

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Renforcer le dispositif national de lutte contre la corruption	Taux de textes appliqués pour la lutte contre la corruption	-	30%	50%	70%	(Nombre de textes appliqués/nombre de textes adoptés ou applicables) x 100. Source : Rapports d'activités DLC
OS1 : Renforcer le dispositif national de lutte contre la corruption	Proportion d'organes de lutte contre la corruption créés et fonctionnels	10%	60%	75%	90%	(Nombre d'organes de lutte contre la corruption créés et fonctionnels / Nombre total d'organes de lutte contre la corruption prévus) x 100 Source : Rapports d'activités DLC

Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
	Proportion d'instruments et mécanismes de lutte contre la corruption mis en place et opérationnels	10%	10%	40%	70%	(Nombre d'instruments et mécanismes de lutte contre la corruption mis en place et opérationnels/Nombre total d'instruments et mécanismes de lutte contre la corruption prévus) x 100. Source : Rapports d'activités DLC
	Proportion de cas de dénonciation des actes de corruption et infractions assimilés traités et suivis par la plateforme	10%	30%	50%	75%	(Nombre de cas de dénonciation des actes de corruption et infractions assimilées traitées et suivis par la plateforme / Nombre total des cas de dénonciation des actes de corruption et infractions assimilées transmis à la plateforme) x 100 Source : Rapports d'activités DLC
OS2 : Renforcer le dispositif national de promotion de la bonne gouvernance	Proportion d'instruments de promotion de bonne gouvernance fonctionnels	-	25%	50%	75%	(Nombre d'instruments de promotion de bonne gouvernance fonctionnels / Nombre total d'instruments prévus) x 100 Source : Rapports d'activités DPBG
	Proportion de textes appliqués pour la promotion de la bonne gouvernance	-	30%	50%	70%	(Nombre de textes appliqués/nombre de textes adoptés ou applicables) x 100 Source : Rapport d'activités DPBG
	Proportion des hautes fonctions de l'administration dont la nomination est faite par appel à candidature	5%	10%	15%	25%	(Nombre de hautes fonctions de l'administration dont la nomination est faite par appel à candidature / nombre de hautes fonctions de l'administration) x 100
OS3 : Renforcer la communication et intensifier les actions de sensibilisation et de formation en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption	Proportion de campagnes de sensibilisation en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption prévue à l'endroit d'acteurs clés réalisées	-	30%	60%	90%	(Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées / Nombre de campagnes planifiées) x 100 Source : Rapports d'activités DLC /DPBG
	Proportion d'acteurs clés formés en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption	-	30%	50%	80%	(Nombre d'acteurs clés formés / Nombre d'acteurs clés à former identifiés) x 100 Source : Rapports d'activités DLC/ DPBG

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 3 : PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	**450 000 000**	**446 834 184**	**451 504 860**
Personnel	0	0	0
Biens et services	150 000 000	146 834 184	151 504 860
Transferts	300 000 000	300 000 000	300 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22229 Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption	**450 000 000**	**446 834 184**	**451 504 860**
2222901 Communication, formation et sensibilisation sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	**70 000 000**	**68 522 619**	**70 702 268**
2 Biens et services	***70 000 000***	***68 522 619***	***70 702 268***
90013300005 Elaborer un programme national de formation sur la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance	20 000 000	19 577 891	20 200 648
90013300006 Mettre en œuvre le plan de communication à l'endroit des acteurs clé de la lutte contre la corruption de la promotion de la bonne gouvernance	50 000 000	48 944 728	50 501 620
2222902 Lutte contre la corruption	**380 000 000**	**378 311 565**	**380 802 592**
2 Biens et services	***80 000 000***	***78 311 565***	***80 802 592***
90013300003 Evaluer et mettre en conformité les dispositifs anti-corruption dans les sociétés et établissement publics	50 000 000	48 944 728	50 501 620
90013300004 Organiser les éditions des Awards de l'intégrité et la journée internationale de lutte contre la corruption	30 000 000	29 366 837	30 300 972
3 Transferts	***300 000 000***	***300 000 000***	***300 000 000***
90013300007 Transférer des crédits à la plateforme de surveillance, de détection, de prévention et de traitement des actes de corruption et infractions assimilées (SPACIA)	300 000 000	300 000 000	300 000 000

SECTION 377 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

SECTION 377 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'insuffisance de locaux pour abriter les directions régionales ;
- la vétusté des locaux des directions régionales et de certaines directions centrales;
- l'insuffisance du cadre légal, institutionnel et réglementaire du secteur ;
- l'absence de base de données fiable du patrimoine hydraulique ;
- l'insuffisance d'équipements et de matériels roulants dans les directions centrales, les directions régionales et dans les services ;
- l'insuffisance des effectifs de personnels techniques et qualifiés du secteur de l'eau ;
- l'absence de motivation des agents occasionnant le départ des agents techniques et administratifs vers des structures plus attrayantes.

Au niveau des infrastructures d'hydraulique humaine

- les difficultés d'appropriation des ouvrages par les populations bénéficiaires ;
- l'insuffisance de sensibilisation des populations pour l'appropriation des ouvrages réalisés ;
- l'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières disponibles pour le suivi post-projet des infrastructures hydrauliques ;
- la fraude et le gaspillage de l'eau potable ;
- la vétusté et l'insuffisance des installations de production et de distribution ;
- l'insuffisance des infrastructures d'assainissement ;
- le coût élevé des réseaux de distribution du fait de l'urbanisation extensive ;
- la faiblesse de la maintenance et de la gestion des ouvrages en milieu rural ;
- l'inégale répartition des ressources en eau sur l'ensemble du territoire national ;
- la dégradation de la qualité des eaux brutes des barrages et/ou seuils de retenue d'eau ;
- la surexploitation de la nappe d'Abidjan ;
- la pollution du fait de l'occupation illicite des périmètres de protection des champs captant ;
- l'existence de nombreux quartiers lotis et/ou non constructibles dépourvus de réseaux de distribution ;
- la non desserte, en milieu rural, de nombreuses localités éligibles au système d'HV et HVA ;
- le coût du m3 d'eau potable en milieu rural plus élevé qu'en milieu urbain ;
- l'insuffisance de sécurisation et de moyens pour la mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- l'acquisition de locaux sous bail de l'État pour abriter des directions centrales et certaines directions régionales du ministère ;
- l'équipement des directions centrales, des directions régionales et des services en matériels roulants, informatiques, mobiliers et matériels de bureau ;
- la prise de textes réglementaires pour la sécurisation des ressources en eau mobilisables;
- l'adoption du plan stratégique de développement des ressources humaines 2019-2022 ;
- le recrutement via la Fonction Publique des techniciens de travaux publics et le maintien des fonctionnaires expérimentés pour assurer le transfert de compétence.

Au niveau des infrastructures de l'hydraulique humaine

- La gestion participative des ouvrages hydrauliques par la redynamisation des comités Villageois de gestion des points d'eau ;
- la formation des artisans réparateurs ;
- la réhabilitation, la maintenance et le développement des infrastructures d'hydraulique humaine.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du cadre contractuel de l'eau potable ;
- la réhabilitation et l'extension des locaux des directions régionales de l'hydraulique humaine et le renforcement de leur équipement ;
- la création ou la mise en place d'une base de données fiables du patrimoine du ministère ;
- la mise en œuvre de programmes structurants de développement des infrastructures d'eau potable ;
- la réhabilitation, la maintenance des infrastructures d'eau potable ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources en eau sur le territoire national ;
- la sécurisation des infrastructures d'hydraulique humaine et la prévention de la fraude sur le réseau de distribution ;
- la préservation de la qualité des eaux brutes ;
- le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;
- la promotion des innovations technologiques dans le domaine de la production d'eau potable ;
- le renforcement de la sensibilisation des populations à l'appropriation des ouvrages réalisés ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures hydrauliques ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de préserver les ressources naturelles.

I.2 Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la sécurisation des ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- la construction des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- la promotion des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine.

I.2.2. Résultats Stratégiques

- l'administration est moderne et performante dans le secteur de l'eau ;
- l'accès à l'eau potable des populations est accru.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **Décret n°2021-190 du 28 Avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 14, le Ministre de l'Hydraulique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- participation au suivi et à la protection des ressources en eau ;
- élaboration, gestion et suivi de la politique d'accès à l'eau potable ;
- gestion des infrastructures du secteur de l'eau potable ;
- maintien de l'équilibre financier du secteur de l'eau ;

- développement des infrastructures d'alimentation en eau potable en milieu urbain et en milieu rural ;
- élaboration et suivi de la règlementation en matière d'études, de réalisation et d'exploitation des ouvrages d'hydraulique humaine.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Planification, des Statistiques, du Suivi et de l'Évaluation Direction des Affaires Juridiques et de la Réglementation, Direction des Affaires Financières Service de l'Informatique et des TIC, Service de la Communication et des Relations Publiques, Service de la Coopération Internationale, Service de la Documentation et des Archives, Directions Régionales de l'Hydraulique (31), Cellule de Passation des Marchés Publics.		PA-PS GOUV : Suivre l'exécution du PS-Gouv/Ministère de l'Hydraulique Projet de réhabilitation et d'extension des locaux des directions régionales du Ministère	
Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	Direction de l'Alimentation en Eau Potable (DAEP), Direction de la Coordination des Projets (DCP), Direction de l'Hydrologie (DH).	ONEP	- Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable (ONEP) - Indemnisation des travaux hydrauliques (ONEP) - Appui au Laboratoire de Contrôle et de Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP) - Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes - Alimentation Eau Potable des quartiers périurbains d'Abidjan et des villes de l'intérieur - AEP des régions du Goh et de la Marahoué (RPE) - Réhabilitation des digues et seuils de retenues d'eau - Programme de Renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan (BEI) - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé - Renforcement AEP de la ville d'Aboisso et des localités environnantes - Projet d'AEP des villes de Bouna et Bondoukou - Programme d'Alimentation en eau potable de la ville de Guéyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan - Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine - Alimentation en eau Potable de la ville d'Adzopé et des localités environnantes (Fonds Koweitien) - Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) - Adduction Eau potable Gagnoa et Sinfra (Travaux complémentaires) - Renforcement de l'alimentation en eau potable de 12 villes	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			- Réhabilitation et reconversion de 1000 points d'eau avec pompes hybrides - Construction de châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS - Réalisation de 200 forages (Don Saoudien) - AEP localités Nord-Est Nord-Ouest (Programme Hydraulique Rurale) - Programme National Hydraulique - Alimentation en eau potable de Niakoblognoa et des localités environnantes - AEP de la localité d'Amoroki (ONEP) - Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes - AEP à partir de la ME (PFO/VEOLIA) - Alimentation en eau potable des localités du Bafing - Adduction en eau potable / 2ème C2D - Réhabilitation et entretien des Pompes à Motricité Humaine - Opération d'Entretien et de Maintenance des Pompes à Motricité Humaine - Travaux d'extension du réseau d'eau potable kekreni - Travaux d'extension du réseau d'eau potable de Yomian - Réalisation de 4000 forages munis de pompes à motricité humaine dans diverses régions ; - Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de SAN-PEDRO à partir du barrage de FAYE et desserte des villes de grand BEREBY et GABIADJI – Remplacement de 10 000 à motricité humaine par 10 000 pompes à alimentation solaire.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante dans le secteur de l'eau	RS1 : L'administration est moderne et performante dans le secteur de l'eau	IP1 : Taux de réalisation des activités du Ministère	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'actvités prévues Source : Rapports d'activité / Cabinet- IG -DRH-DAF
OG2 : Accroître l'accessibilité des populations à l'eau potable	RS2 : L'accès à l'eau potable des populations est accru	IP2 : Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	Population ayant accès à l'eau potable / Population totale Source : Rapports d'activités / DAEP- DCP- ONEP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1. RESSOURCES	**112 784 532 822**	**135 165 664 132**	**94 129 586 813**
1.1 Ressources Intérieures	**55 018 999 574**	**64 697 664 132**	**58 218 886 813**
1.1.1 Budget Etat	55 018 999 574	64 697 664 132	58 218 886 813
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**57 765 533 248**	**70 468 000 000**	**35 910 700 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	57 765 533 248	70 468 000 000	35 910 700 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**112 784 532 822**	**135 165 664 132**	**94 129 586 813**
2.1 Personnel	**866 947 226**	**945 654 413**	**1 031 507 159**
2.1.1 Solde y compris EPN	866 947 226	945 654 413	1 031 507 159
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 473 666 923**	**1 491 035 025**	**1 680 621 442**
2.3 Transferts	**221 718 307**	**245 046 070**	**249 052 278**
2.4 Investissement	**110 222 200 366**	**132 483 928 624**	**91 168 405 934**
Trésor	*52 456 667 118*	*62 015 928 624*	*55 257 705 934*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*57 765 533 248*	*70 468 000 000*	*35 910 700 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
	Action 1.3: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer lecadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures hydrauliques	Proportion cumulée de textes législatifs et réglementaires soumis	1/5	3/5	4/5	5/5	Nombre de textes cumulé soumis / Nombre de textes prévusSource : Rapport d'activités DAJ
OS2 : Assurer unegestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'agents formés	65%	70%	75%	85%	(Nombre d'Agents effectivement formés/Nombre de demandes de formations exprimées)x 100 Source : Rapport annuel d'activités de la Direction des Ressources Humaines
	Taux d'exécution du budget	44.80%	70%	75%	80%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : Rapport annuel de la Direction des Affaires Financières
OS3 : Améliorer le système d'information et decommunication interne et externe	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	95.76%	98%	98%	100%	(Nombre d'activités couvertes/Nombre d'activités réalisées) x 100 Source : Rapport annuel d'activités du Service de Communication
	Taux de satisfaction des demandes d'information et de documents	-	70%	80%	90%	(Nombre de demandes satisfaites/ le nombre de demandes exprimées) x100 Source : Rapport annuel d'activités du service de documentation et d'archives

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**3 686 025 264**	**3 531 411 477**	**4 207 334 187**
Personnel	866 947 226	945 654 413	1 031 507 159
Biens et services	1 303 656 498	1 324 612 749	1 508 905 403
Transferts	66 921 625	66 921 625	66 921 625
Investissements	1 448 499 915	1 194 222 690	1 600 000 000
Trésor	*545 000 000*	*1 194 222 690*	*1 600 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*903 499 915*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21130 Administration Générale	**3 686 025 264**	**3 531 411 477**	**4 207 334 187**
2113001 Coordination et animation du ministère	**1 408 696 865**	**945 805 381**	**1 462 807 318**
2 Biens et services	***260 196 950***	***254 705 381***	***262 807 318***
11063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bélier	5 000 000	4 894 473	5 050 161
14063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi	5 000 000	4 894 473	5 050 161
15063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Iffou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
16063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moronou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
17063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbêkê	5 000 000	4 894 473	5 050 161
18063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Hambol	5 000 000	4 894 473	5 050 161
22063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing	5 000 000	4 894 473	5 050 161
23063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Kabadougou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
24063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tchologo	5 000 000	4 894 473	5 050 161
25063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Pôrô	5 000 000	4 894 473	5 050 161
26063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Bagoué	5 000 000	4 894 473	5 050 161
28063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bounkani	5 000 000	4 894 473	5 050 161
31063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut- Sassandra	5 000 000	4 894 473	5 050 161
32063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gôh	5 000 000	4 894 473	5 050 161
35063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Marahoué	5 000 000	4 894 473	5 050 161
36063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Wôrôdougou	5 000 000	4 894 473	5 050 161
37063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Béré	5 000 000	4 894 473	5 050 161
41063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tonkpi	5 000 000	4 894 473	5 050 161
42063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Cavally	5 000 000	4 894 473	5 050 161
43063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon	5 000 000	4 894 473	5 050 161
51063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Lôh- Djiboua	5 000 000	4 894 473	5 050 161
55063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de San-Pedro	5 000 000	4 894 473	5 050 161
56063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Nawa	5 000 000	4 894 473	5 050 161
57063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbôklé	5 000 000	4 894 473	5 050 161
61063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Indénié- Djuablin	5 000 000	4 894 473	5 050 161
62063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo	5 000 000	4 894 473	5 050 161
71063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud- Comoé	5 000 000	4 894 473	5 050 161
76063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa	5 000 000	4 894 473	5 050 161
77063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Mé	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78063000111 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	5 000 000	4 894 473	5 050 161
78063000112 Gérer le système informatique du ministère	5 000 000	4 894 473	5 050 163
78063000119 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	15 000 000	14 683 419	15 150 485

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21130 Administration Générale	**3 686 025 264**	**3 531 411 477**	**4 207 334 187**
78063000141 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des activités d'hydraulique humaine	5 000 000	4 894 471	5 050 161
78063000153 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 003 475	9 792 347	10 103 833
78063000166 Planifier, suivre et évaluer les activités du Ministère et de ses différentes structures	10 003 475	9 792 347	10 103 835
78063000170 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique humaine	60 190 000	58 919 661	60 793 850
79063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Grands Ponts	5 000 000	4 894 473	5 050 161
4 Investissements	***1 148 499 915***	***691 100 000***	***1 200 000 000***
Financement extérieur	*903 499 915*	*0*	*0*
78063000154 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère d'Hydraulique	903 499 915	0	0
Trésor	*245 000 000*	*691 100 000*	*1 200 000 000*
78063000154 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère d'Hydraulique	245 000 000	691 100 000	1 200 000 000
2113002 Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	**2 263 528 399**	**2 572 097 351**	**2 730 588 422**
1 Personnel	***866 947 226***	***945 654 413***	***1 031 507 159***
78063000115 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	866 947 226	945 654 413	1 031 507 159
2 Biens et services	***1 029 659 548***	***1 056 398 623***	***1 232 159 638***
78063000113 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78063000114 Gérer la commande publique du ministère	6 100 000	5 971 256	6 161 197
78063000116 Prendre en charges les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	93 826 205	99 136 768	104 747 910
78063000117 Gérer les ressources humaines du ministère	16 200 000	15 858 091	16 362 526
78063000139 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	232 054 984	267 070 727	417 174 726
78063000155 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	90 000 000	88 100 510	90 902 917
78063000156 Prendre en charge la participation aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78063000161 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	141 500 000	138 513 580	142 919 585
78063000172 Prendre en charge les dépenses liées aux frais de gardiennage, d'entretien des locaux, d'entretien et maintenance des installations électriques, d'équipement, d'entretien et réparation, d'abonnement internet, de carburant et frais de réception	189 978 359	185 968 780	191 884 297
78063000174 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	200 000 000	195 778 911	202 006 480
3 Transferts	***66 921 625***	***66 921 625***	***66 921 625***
90063000004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	66 921 625	66 921 625	66 921 625
4 Investissements	***300 000 000***	***503 122 690***	***400 000 000***
Trésor	*300 000 000*	*503 122 690*	*400 000 000*
90063000003 Réhabilitation et extension des locaux des Directions Régionales de l'Hydraulique	300 000 000	503 122 690	400 000 000
2113003 Information et communication	**13 800 000**	**13 508 745**	**13 938 447**
2 Biens et services	***13 800 000***	***13 508 745***	***13 938 447***
78063000118 Organiser la communication des activités du ministère	8 800 000	8 614 273	8 888 284
78063000165 Gérer la documentation et les archives du Ministère	5 000 000	4 894 472	5 050 163

II.2.2. Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	Action 2.1: Sécurisation des ressources en eau
	Action 2.2: Système d'hydraulique urbaine
	Action 2.3: Système d'hydraulique villageoise
	Action 2.4: Système d'hydraulique villageoise améliorée

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Améliorer l'opérationnalité du secteur de l'eau potable	Taux de projets démarrés	-	65%	70%	80%	(Nombre de projets démarrés / Nombre de projets prévus) x 100 Source : DCP, DAEP, ONEP, DH, CT
OS 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	74% (2019)	76%	78%	79%	(Nombre de localités desservies / Nombre de localités éligibles) x100 Source : Rapport d'activités ONEP
	Taux de couverture en eau potable (HV) en milieu rural	64% (2019)	71,12%	74,77%	76,96%	(Nombre de localités ayant accès à un point d'eau (HV) / Nombre de localités éligibles) x 100 Source : Rapport d'activités ONEP
	Taux de couverture en eau potable (HVA) en milieu rural	38% (2019)	41,35%	43,09%	44,84%	(Nombre de localités ayant accès à un point d'eau (HVA) / Nombre de localités éligibles) x 100 Source : Rapport d'activités ONEP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE	**109 098 507 558**	**131 634 252 655**	**89 922 252 626**
Personnel	0	0	0
Biens et services	170 010 425	166 422 276	171 716 039
Transferts	154 796 682	178 124 445	182 130 653
Investissements	108 773 700 451	131 289 705 934	89 568 405 934
Trésor	51 911 667 118	60 821 705 934	53 657 705 934
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	56 862 033 333	70 468 000 000	35 910 700 000

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	**109 098 507 558**	**131 634 252 655**	**89 922 252 626**
2213101 Sécurisation des ressources en eau	**1 242 308 817**	**1 162 036 019**	**1 621 771 630**
2 Biens et services	***10 003 475***	***9 792 345***	***10 103 834***
78063000171 Réaliser les activités hydrologiques	10 003 475	9 792 345	10 103 834
3 Transferts	***132 305 342***	***152 243 674***	***155 667 796***
78063000167 Transférer des crédits à l'Office National de l'Eau Potable (ONEP)	132 305 342	152 243 674	155 667 796
4 Investissements	***1 100 000 000***	***1 000 000 000***	***1 456 000 000***
Trésor	*1 100 000 000*	*1 000 000 000*	*1 456 000 000*
78063000124 Appui au Laboratoire de Contrôle Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP)	150 000 000	0	0
78063000123 Indemnisation Travaux hydrauliques / ONEP	700 000 000	0	0
78063000120 Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable (Projet)/ONEP	250 000 000	1 000 000 000	1 456 000 000
2213102 Système d'hydraulique urbaine	**100 476 288 023**	**124 058 016 487**	**84 778 298 761**
2 Biens et services	***160 006 950***	***156 629 931***	***161 612 205***
78063000133 Suivre la mise en œuvre des projets du Ministère	25 003 475	24 475 766	25 254 320
78063000140 Elaborer et mettre en œuvre la politique d'approvisionnement en Eau Potable des populations	10 003 475	9 792 346	10 103 835
90063000005 Exploiter les camions citernes du Ministère de l'hydraulique	125 000 000	122 361 819	126 254 050
4 Investissements	***100 316 281 073***	***123 901 386 556***	***84 616 686 556***
Financement extérieur	*55 217 333 333*	*70 468 000 000*	*35 910 700 000*
78063000179 Construction de Châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS	4 669 333 333	5 330 700 000	0
78063000169 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	17 000 000 000	30 000 000 000	14 008 000 000
78063000159 Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de SAN-PEDRO à partir du barrage de FAYE et desserte des villes de grand BEREBY et GABIADJI	0	3 379 300 000	5 879 300 000
78063000157 Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	2 269 000 000	2 908 700 000	0
78063000145 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	3 000 000 000	6 000 000 000	9 999 800 000
78063000144 Alimentation en Eau Potable (AEP) des villes de Bouna et Bondoukou	8 641 400 000	0	0
78063000143 Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités	1 400 000 000	1 463 600 000	0
78063000142 Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	6 708 500 000	3 147 000 000	0
78063000132 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	10 000 000 000	12 500 000 000	0
78063000130 Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	0	4 000 000 000	6 023 600 000
78063000126 Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	1 529 100 000	1 738 700 000	0
Trésor	*45 098 947 740*	*53 433 386 556*	*48 705 986 556*
90063000006 Achever les Projets de l'EX PPU/ONEP	300 000 000	0	0
78063000179 Construction de Châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS	125 000 000	2 867 400 000	0
78063000178 Réhabilitation et reconversion de 1000 points d'eau avec pompes hybrides	368 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	**109 098 507 558**	**131 634 252 655**	**89 922 252 626**
78063000177 renforcement de l'alimentation en eau potable de 12 Villes	250 000 000	0	0
78063000175 Travaux complémentaire AEP Gagnoa et Sinfra	2 849 100 000	0	0
78063000169 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	500 000 000	1 100 000 000	1 129 000 000
78063000157 Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	750 000 000	1 300 000 000	0
78063000151 Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine	3 000 000 000	8 000 000 000	9 000 000 000
78063000145 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	429 000 000	1 250 000 000	2 109 000 000
78063000144 Alimentation en Eau Potable (AEP) des villes de Bouna et Bondoukou	1 150 000 000	950 000 000	1 035 800 000
78063000143 Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités	700 000 000	1 264 800 000	0
78063000142 Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	1 294 000 000	2 293 100 000	2 763 100 000
78063000132 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	341 000 000	1 050 400 000	1 200 000 000
78063000131 Réhabilitation des Digues et Seuils des retenues d'Eau d'AEP	300 000 000	937 800 000	0
78063000128 Aduction Eau Gagnoa et Sinfra	5 000 000 000	4 826 238 816	4 826 238 816
78063000127 Alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan et des villes de l'intérieur	250 000 000	450 800 000	0
78063000126 Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	850 000 000	500 000 000	0
78063000125 Alimentation en Eau Potable à partir de la ME (PFO/VEOLIA)	26 642 847 740	26 642 847 740	26 642 847 740
2213103 Système d'hydraulique villageoise	**6 747 910 718**	**5 375 000 149**	**3 522 182 235**
3 Transferts	***22 491 340***	***25 880 771***	***26 462 857***
78063000137 Sensibiliser et Encadrer les Comités villageois de gestion des Pompes à Motricité Humaine	22 491 340	25 880 771	26 462 857
4 Investissements	***6 725 419 378***	***5 349 119 378***	***3 495 719 378***
Trésor	*5 080 719 378*	*5 349 119 378*	*3 495 719 378*
78063000152 Programme National Hydraulique	1 300 000 000	1 078 500 000	0
78063000148 Alimentation en Eau Potable (AEP) Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	285 000 000	774 900 000	0
78063000136 Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine	3 495 719 378	3 495 719 378	3 495 719 378
Financement extérieur	1 644 700 000	0	0
78063000148 Alimentation en Eau Potable (AEP) Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	1 644 700 000	0	0
2213104 Système d'hydraulique villageoise améliorée	**632 000 000**	**1 039 200 000**	**0**
4 Investissements	***632 000 000***	***1 039 200 000***	***0***
Trésor	*632 000 000*	*1 039 200 000*	*0*
78063000149 Renforcement AEP Tafiré et localités environnantes (BIDC et BOAD)	532 000 000	1 039 200 000	0
51063000007 Alimentation en eau potable de Niakoblognoa et des localités environnantes	100 000 000	0	0

SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA , CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inexistence de cadre de concertation nationale préalable pour arrêter une position commune avant toute participation des délégués aux réunions internationales ;
- la faiblesse de collaboration au niveau des ministères techniques (commerce régional, gestion de la migration, intégration économique et monétaire, etc.) ;
- l'insuffisance d'un système de planification et de reporting utilisé par les services ;
- l'insuffisance du personnel adéquat ;
- le chevauchement des politiques des institutions communautaires à l'intérieur de la région ouest africaine ;
- les entraves à la libre circulation des biens et des marchandises et la méconnaissance du schéma de libéralisation des échanges ;
- les entraves à la libre circulation des personnes entrainant des plaintes régulières des citoyens communautaires ;
- la difficulté pour évaluer l'impact des projets communautaires sur les populations ;
- la menace de perturbation du commerce communautaire face à l'existence de plusieurs régimes d'exportation au sein de la CEDEAO ;
- l'absence d'évaluation de l'impact des projets communautaires sur les populations.

I.1.2. Réponses apportées

- l'organisation des campagnes de vulgarisation des textes communautaires sur la libre circulation des personnes à l'endroit des citoyens communautaires ;
- l'organisation de rencontres avec les acteurs communautaires sur les enjeux de l'intégration ;
- l'instauration d'un prix d'excellence du meilleur promoteur de l'intégration africaine ;
- la sensibilisation et la formation des opérateurs économiques sur les Schémas de Libéralisation des Echanges (SLE) de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union du Fleuve Mano ;
- la concertation et la collaboration des institutions communautaires dans la mise en œuvre des programmes similaires ;
- la mise en réseau des points focaux nationaux sur le SLE de la CEDEAO pour faciliter le règlement des litiges et la formation des membres du Comité National d'Agrément (CNA) sur le SLE ;
- l'organisation des campagnes de vulgarisation des textes communautaires sur la libre circulation des personnes à l'endroit des citoyens communautaires ;
- l'écoute des ressortissants ouest africains vivant en Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

- l'accroissement de la part de marché des produits ivoiriens dans la zone CEDEAO et dans les autres zones du continent ;
- l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes, des services, des biens et des capitaux ;
- la réalisation des infrastructures communautaires et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques communautaires ;
- le renforcement et la promotion de la coopération transfrontalière ;
- la mise en œuvre de la zone de libre-échange continental (Zlecaf) ;
- le maintien et le renforcement du lien d'appartenance des ivoiriens de l'extérieur à la Côte d'Ivoire tout en facilitant leur intégration dans les pays d'accueil ;
- l'amélioration de la contribution des ivoiriens de l'extérieur au développement économique et social de la Côte d'Ivoire ;
- la contribution des ivoiriens de l'extérieur au rayonnement international de la Côte d'Ivoire ;
- le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des frontières et l'identification des besoins.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance de l'intégration régionale ;
- la facilitation de l'accès aux marchés et aux investissements sous-régionaux ;
- le développement de la coopération transfrontalière.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance en matière d'intégration africaine est améliorée;
- la Côte d'Ivoire est plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional à travers le renforcement de la promotion de l'intégration africaine.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n° 2021-190 du 28 avril 2021 portant attribution des membres du Gouvernement, en son article 38, le Ministre délégué en charge de l'Intégration Africaine exerce par délégation du Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, les attributions de celui-ci relatives à l'Intégration Africaine.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Intégration Africaine.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Secrétariat Permanent des Organes Spécialisés et Consulaire ;Comité National-APE, Direction des Ressources Humaines, Direction des Affaires Financières, Service de la Communication et des Relations Publiques, Service des Conférences et Voyages, Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles, Inspection Générale, Direction de la Planification et du suivi-évaluation , Direction des Politiques Communautaires de la Mobilisation des partenaires de l'intégration Régionale, Service Informatique de la Documentation et des Archives, Cellule de passation des marchés publics/MDIA.		Schéma directeur informatique	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Intégration Africaine	Direction Générale des Politiques d'Intégration, Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Libre Circulation, Direction des Politiques Communautaires des Organisations Régionales, Direction des Politiques Communautaire des infrastructures et des TIC ,Direction des politiques communautaires de la promotion Humaine et du développement durable, Direction des Politiques Communautaires de la Promotion de la Paix et de la Sécurité Régionales, Secrétariat permanent du Comité national CILSS.	- Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine ; - Bureau National - CEDEAO	Construction du Port Sec de Ferkessédougou	- Direction Générale des Politiques d'Intégration, - Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Libre Circulation ; - Direction des Politiques Communautaires des Organisations Régionales ; - Direction des Politiques Communautaire des infrastructures et des TIC ; - Direction des politiques communautaires de la promotion Humaine et du développement durable ; - Direction des Politiques Communautaires de la Promotion de la Paix et de la Sécurité Régionales ; - Secrétariat permanent du Comité national CILSS

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 .1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités réalisées / Nombre total des activités planifiées (environ 100 activités inscrites au bilan+PAP) Source : Rapport d'activités SPS
		IP 1.1.2. : Taux de digitalisation des services du Ministère	Nombre de services ayant recours à la digitalisation / Nombre total de services Source : Rapport d'activités SIDA
OG 2 : Promouvoir une meilleure intégration africaine avec une Côte d'Ivoire plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional	RS 2 .1 : La Côte d'Ivoire est plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional à travers le renforcement de la promotion de l'intégration africaine	IP 2.1 .1 : Indice d'intégration Régionale en Afrique (IIRA) – Statistiques de la RCI	Cet indicateur composite (compris entre 0 et 1) prend en compte l'intégration commerciale, productive, macroéconomiques, des infrastructures et de la libre circulation des personnes et des biens Source : CEA / BAD

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**87 035 901 098**	**17 660 213 709**	**17 823 802 561**
1.1 Ressources Intérieures	**17 901 249 481**	**17 660 213 709**	**17 823 802 561**
1.1.1 Budget Etat	17 901 249 481	17 660 213 709	17 823 802 561
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**69 134 651 617**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	69 134 651 617	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**87 035 901 098**	**17 660 213 709**	**17 823 802 561**
2.1 Personnel	**718 702 414**	**777 681 691**	**842 206 982**
2.1.1 Solde y compris EPN	718 702 414	777 681 691	842 206 982
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 257 776 816**	**1 256 324 583**	**1 351 706 614**
2.3 Transferts	**356 082 304**	**377 519 488**	**381 201 018**
2.4 Investissement	**84 703 339 564**	**15 248 687 947**	**15 248 687 947**
Trésor	15 568 687 947	15 248 687 947	15 248 687 947
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	69 134 651 617	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Système d'information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1. Renforcer le positionnement de la Côte d'Ivoire au niveau régional et continental	Nombre de partenaires mobilisés pour la promotion de l'intégration africaine	5	5	5	6	Dénombrement Source : DGIA
	Taux de participation aux réunions à caractère régional et continental	33%	40%	45%	50%	(Nombre de participation aux réunions régionales et continentales / Nombre total de réunions prévues) x 100 Source : SCV
	Proportion des réunions en Afrique faisant l'objet de compte rendu en conseil de ministre	25%	30%	35%	38%	(Nombre de réunions en Afrique ayant fait l'objet de CCM / le nombre total de réunions auxquelles le Gouvernement a participé) x 100 Source : SGG
OS.2. Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	Taux d'exécution du budget	89%	90%	95%	95%	(Total liquidation / total budget actuel) x 100 Source : DAF
	Pourcentage d'agents ayant bénéficié par an d'au moins une formation	28%	55%	65%	70%	(Nombre d'agents formés par an / Effectif total du ministère dans l'ordre de 150 agents sur la base de la liste de présence des personnes formées) x 100 Source : DRH
OS.3. Mettre en place un système performant de planification, de suivi-évaluation et de communication sur les activités du Ministère	Proportion des Directions ou Services ayant des plans d'actions	26%	30%	35%	40%	(Nombre de services dotés d'un plan d'actions / Nombre total de services (Directions-Services-Comités spécialisés) x 100 Source : SPS
	Proportion des services produisant des rapports d'activités trimestrielles	13%	20%	25%	30%	(Nombre de services ayant produit des rapports trimestriels / Nombre total de services) x 100 Source : SPS
	Taux de respect des critères d'évaluation de la CAIDP	15%	25%	30%	40%	(Nombre de critères respectés / Nombre total de critères d'évaluation) x 100 Source : CAIDP et SIDA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**2 019 407 016**	**1 929 763 120**	**2 082 052 352**
Personnel	597 799 214	655 386 472	718 521 230
Biens et services	1 057 776 816	1 060 545 662	1 149 700 136
Transferts	213 830 986	213 830 986	213 830 986
Investissements	150 000 000	0	0
Trésor	150 000 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21144 Administration Générale	**2 019 407 016**	**1 929 763 120**	**2 082 052 352**
2114401 Coordination et animation du ministère	**543 857 825**	**539 242 777**	**551 936 502**
2 Biens et services	***543 857 825***	***539 242 777***	***551 936 502***
78011202239 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	41 064 902	43 389 175	45 845 002
78011300277 Veiller au dialogue CI-UEMOA-CEDEAO sur le respect des critères de convergence au niveau des Etats membres	3 000 000	2 936 684	3 030 097
78011300291 Coordonner les activités des organes spécialisés et consulaire du ministère	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011300293 Suivre les questions se rapportant à la prévention et la gestion des conflits	5 000 000	4 894 473	5 050 160
78011300295 Coordonner et superviser les activités du ministère	270 242 923	264 539 324	272 954 106
78011300296 Suivre la mise en œuvre des APEI CI/UE et CI/RU, leurs programmes d'appui APE et les négociations d'un APEI global	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300342 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78011300343 Mettre en œuvre et suivre les activités du Comité national de négociation des APE	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300362 Élaborer et suivre le calendrier des réunions et conférences du ministère	3 550 000	3 475 076	3 585 614
78011300386 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	170 000 000	170 000 000	170 000 000
78011300388 Apporter un appui juridique aux services du ministère	2 000 000	1 957 789	2 020 065
90011300002 Organiser le forum des affaires de l'intégration Régionale	25 000 000	24 472 364	25 250 810
2114402 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**1 283 199 191**	**1 349 064 155**	**1 487 340 984**
1 Personnel	***597 799 214***	***655 386 472***	***718 521 230***
78011300344 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	597 799 214	655 386 472	718 521 230
2 Biens et services	***471 568 991***	***479 846 697***	***554 988 768***
78011300278 Gérer la commande publique du ministère	6 450 000	6 313 871	6 514 707
78011300281 Gérer la REGIE / Convention BNETD	100 468 991	115 629 175	180 617 210
78011300283 Renforcer les capacités des agents du Ministère	6 000 000	5 873 367	6 060 194

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21144 Administration Générale	**2 019 407 016**	**1 929 763 120**	**2 082 052 352**
78011300284 Mettre en œuvre le CDMT	10 000 000	9 788 946	10 100 324
78011300379 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78011300387 Gérer les dépenses centralisées du ministère	248 950 000	243 695 801	251 447 566
78011300393 Gérer le budget et le patrimoine du ministère	19 600 000	19 186 336	19 796 633
78011300394 Gérer les ressources humaines du ministère	10 100 000	9 886 836	10 201 324
90013300009 Mobiliser les partenaires de l'intégration régionale	25 000 000	24 472 365	25 250 810
3 Transferts	***213 830 986***	***213 830 986***	***213 830 986***
78011300285 Transférer la subvention au BNETD	213 830 986	213 830 986	213 830 986
2114403 Planification, programmation et suivi-évaluation	**31 950 000**	**31 275 683**	**32 270 532**
2 Biens et services	***31 950 000***	***31 275 683***	***32 270 532***
78011300287 Organiser la planification générale des activités du Ministère	20 900 000	20 458 897	21 109 676
78011300288 Inspecter et contrôler les services du Ministère	11 050 000	10 816 786	11 160 856
2114404 Système d'information et communication	**160 400 000**	**10 180 505**	**10 504 334**
2 Biens et services	***10 400 000***	***10 180 505***	***10 504 334***
78011300332 Organiser la communication des activités du Ministère	7 300 000	7 145 931	7 373 234
78011300371 Apporter un appui en matière TIC aux services du ministère	3 100 000	3 034 574	3 131 100
4 Investissements	***150 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*150 000 000*	*0*	*0*
78011300289 Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	150 000 000	0	0

II.2.2 Programme 2 : Intégration Africaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Intégration Africaine	Action 2.1: Libre circulation et intégration monétaire
	Action 2.2: Infrastructures et politiques communautaires de développement durable
	Action 2.3: Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS.1. : Optimiser la gouvernance en matière d'intégration africaine	Nombre d'instruments organiques de gouvernance fonctionnels	1	2	2	2	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGIA
	Nombre d'instruments de gouvernance évalués.	0	1	2	3	Dénombrement Source : Rapports d'activités BVR.
OS 2: Renforcer le rôle de la Côte d'Ivoire en matière d'intégration africaine et de coopération régionale	Taux de réalisation des activités relatives à l'organisation du Forum de l'Intégration Régionale	5%	50%	100%	0	(Activités réalisées / activités programmées) x 100. Source : Rapport d'activités annuelles
	Taux de pénétration des produits ivoiriens sur les marchés africains	3%	3,5%	4%	5%	Exportations de la CI vers les pays africains (UA) / Exportations totales UA vers UA Sources : Statistiques INS/UNTRADE,
	Nombre d'entreprises ivoiriennes assistées et accompagnées sur les marchés africains	0	05	08	10	Dénombrement Source : Rapport annuel d'activité DGIA
	Taux de mise en œuvre du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025	5%	17%	28%	42%	Nombre d'activités du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025 réalisées / Nombre total d'activités du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025 Source : Rapport d'activités DGIA
OS 3 : Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire	Taux de réalisation des projets intégrateurs d'investissement public	12%	25%	42%	64%	(Nombre de projets intégrateurs d'investissement public réalisées / Nombre total de projets intégrateurs d'investissement public prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DGIA
	Nombre d'entreprises agrées au SLE CEDEAO	20	22	25	30	Dénombrement Source : Rapport CNA
	Taux de mise en œuvre de la stratégie des Accords de Partenariat Economique intérimaires (APEi)	45%	55%	60%	65%	Nombre d'activités de la stratégie des Accords de Partenariat Economique intérimaires (APEi) / Nombre total des activités de la stratégie des Accords de Partenariat Economique intérimaires (APEi) x 100 Source : Rapport d'activités
	Taux d'utilisation des préférences APE	70%	80%	90%	95%	Parts des importations entrant sous le régime préférentiel APE dans les importations totales en provenance de l'UE (Source Douanes RCI) et Part des exportations vers l'UE dans les exports de la Côte d'Ivoire Source : Commission UE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : INTÉGRATION AFRICAINE	**85 016 494 082**	**15 730 450 589**	**15 741 750 209**
Personnel	120 903 200	122 295 219	123 685 752
Biens et services	200 000 000	195 778 921	202 006 478
Transferts	142 251 318	163 688 502	167 370 032
Investissements	84 553 339 564	15 248 687 947	15 248 687 947
Trésor	*15 418 687 947*	*15 248 687 947*	*15 248 687 947*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*69 134 651 617*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22145 Intégration Africaine	**85 016 494 082**	**15 730 450 589**	**15 741 750 209**
2214501 Libre circulation et intégration monétaire	**68 100 000**	**66 662 724**	**68 783 204**
2 Biens et services	***68 100 000***	***66 662 724***	***68 783 204***
78011300302 Organiser des séminaires et réaliser des prestations relatives aux commerces	15 000 000	14 683 418	15 150 486
78011300361 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires économiques et financières	11 100 000	10 865 732	11 211 357
78011300372 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires du et de la libre circulation	17 000 000	16 641 209	17 170 551
90013300010 Assister les opérateurs économiques dans la conquêtes des marchés continental et régional	25 000 000	24 472 365	25 250 810
2214502 Infrastructures et politiques communautaires de développement durable	**84 422 839 564**	**15 287 354 285**	**15 288 584 226**
2 Biens et services	***39 500 000***	***38 666 338***	***39 896 279***
78011300304 Sécuriser et la maintenir le parc informatique de la DGIA	4 500 000	4 405 025	4 545 146
78011300305 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires en matière de promotion humaine et de développement durable	13 500 000	13 215 079	13 635 436
78011300346 Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les dispositions communautaires en matière de transport	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300347 Mettre en œuvre le système régional intégré d'information agricole de la CEDEAO (ECOAGRIS) : Réalisation d'un profil de moyen d'existence des populations de la zone ouest CI05 (Manioc, riz, café)	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300373 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires en matière d'infrastructures et des TIC	11 500 000	11 257 288	11 615 373
4 Investissements	***84 383 339 564***	***15 248 687 947***	***15 248 687 947***
Financement extérieur	*69 134 651 617*	*0*	*0*
78011300306 Construire le port sec de Ferké	69 134 651 617	0	0
Trésor	*15 248 687 947*	*15 248 687 947*	*15 248 687 947*
78011300306 Construire le port sec de Ferké	15 248 687 947	15 248 687 947	15 248 687 947

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22145 Intégration Africaine	**85 016 494 082**	**15 730 450 589**	**15 741 750 209**
2214503 Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine	**525 554 518**	**376 433 580**	**384 382 779**
1 Personnel	***120 903 200***	***122 295 219***	***123 685 752***
78011300308 Transférer les subventions équilibre personnel au BIPIA	120 903 200	122 295 219	123 685 752
2 Biens et services	***92 400 000***	***90 449 859***	***93 326 995***
78011300348 Mettre en œuvre les activités du Comité Inter-Etat de Lutte contre Sécheresse au Sahel (CONACILSS) en Côte d'Ivoire	5 000 000	4 894 473	5 050 162
78011300349 Organiser une conférence avec les parties prenantes sur l'état d'avancement de l'Intégration Africaine	12 000 000	11 746 735	12 120 389
78011300374 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Intégration Africaine	50 400 000	49 336 286	50 905 634
90013300011 Suivre les questions se rapportant à la prévention et à la gestion des conflits	25 000 000	24 472 365	25 250 810
3 Transferts	***142 251 318***	***163 688 502***	***167 370 032***
78011300350 Transférer les crédits de la promotion de l'Intégration régionale au BIPIA	142 251 318	163 688 502	167 370 032
4 Investissements	***170 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*170 000 000*	*0*	*0*
78011300391 Suivre la mise en œuvre du Plan stratégique de l'Intégration régionale	170 000 000	0	0

SECTION 537 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINSTRATION, CHARGE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

SECTION 537 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINSTRATION, CHARGE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la forte concentration de l'Administration à Abidjan ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration Publique ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de système d'archivage et de statistiques ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité ;
- la persistance de la fraude et de la corruption ;
- la faible promotion de l'utilisation des TIC ;
- l'insuffisance d'équipements TIC dans les administrations et la méconnaissance de leur utilisation ;
- l'insuffisance de données fiables et centralisées sur l'Administration publique ;
- les résistances au changement malgré les efforts de modernisation de l'Administration.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de l'e-démarche administrative ;
- le profilage et la codification des postes de travail au sein de l'Administration Publique ;
- la mise en place du Programme National d'Appui aux réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) ;
- l'élaboration de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration ;
- la mise en place de la Commission Nationale de Modernisation de l'Administration (CNMA) ;
- l'élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration ;
- la mise en œuvre de la signature électronique ;
- la production de l'annuaire statistique.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la dématérialisation des procédures administratives ;
- la déconcentration des services publics ;
- l'amélioration du Système de Management de la Qualité (SMQ) ;
- la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration (CSMA) ;
- la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration publique (PNI) ;
- l'interconnexion des sites de l'Administration ;
- l'harmonisation des procédures et des méthodes ;
- la simplification des procédures et des méthodes ;
- l'organisation des Consultations Régionales sur la Modernisation de l'Administration Publique ;
- la poursuite de l'implantation de la « Maison du Citoyen » dans d'autres localités ;
- le renforcement du dispositif opérationnel de l'Observatoire du Service Public (OSEP) ;
- l'élaboration de la Charte d'Accueil ;
- l'opérationnalisation des équipes-projet des ministères techniques et institutions de la République dans le cadre du Projet « MILIÊ » ;

- l'opérationnalisation du programme national pour la promotion et la vulgarisation du label qualité dans l'Administration Publique ;
- la mobilisation des ressources pour financer les projets ;
- la mutualisation des compétences et des moyens ;
- la capitalisation des meilleures pratiques de modernisation et d'innovation des ministères et institutions de la République ;
- la gestion des Data Centers ;
- le renforcement de la sécurité informatique ;
- la poursuite du profilage et de la codification des postes de travail dans l'Administration publique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la coordination dans la mise en œuvre des réformes administratives et de modernisation de l'Administration ;
- l'appui aux initiatives d'amélioration de l'accès des populations aux services publics de qualité ;
- le renforcement de la congruence des interventions relatives à la modernisation de l'Administration ;
- la promotion de l'utilisation des outils et approches développés dans le cadre des initiatives de réformes institutionnelles et de Modernisation de l'Administration ;
- le renforcement de la visibilité des actions de modernisation de l'Administration ;
- la promotion de la culture de la performance, de la redevabilité sociale et de la gestion des connaissances en matière de modernisation de l'Administration ;
- la mobilisation de ressources additionnelles.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance au sein du SE-MFPMA est améliorée ;
- l'Administration publique est moderne et compétitive.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 40, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, chargé de la Modernisation de l'Administration exerce par délégation du Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, les attributions de celui-ci relatives à la Modernisation de l'Administration.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Modernisation de l'Administration.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre, Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération (DAJC), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP), Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Évaluation (DPSE), Direction des Systèmes d'Information (DSI)			
Programme 2 : Modernisation de l'Administration	- Observatoire du Service Public (OSEP) ; - Direction de la Modernisation de l'organisation Administrative (DMOA) ; - Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation (DTDAI) ; - Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Éthique (DSGAE).		- e-Démarche administrative ; - Profilage et codification des postes dans l'Administration publique.	- Mise en œuvre de la politique nationale d'informatisation de l'Administration Publique ; -Finalisation du cadre stratégique de modernisation de l'État ; -Mise en œuvre du « Miliê » ; -Opérationnalisation de la Maison du Citoyen ; -Système de production de données statistiques de modernisation de l'Administration Publique (Annuaire digital) ; -Étude de l'interconnexion des Institutions et Départements Ministériels en VOIP. (Phase pilote) ; -Élaboration d'un dispositif de l'accueil dans les services publics ; -La carte Nationale des services publics (e-carte) ; -Prime 2 ; -Renforcement de l'OSEP ; -e-signature électronique.

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance au sein du SE-MFPMA	RS 1 : La gouvernance au sein du SE-MFPMA est améliorée	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées) x 100 Source : CABINET/DPSE
		IP 1.2 : Niveau d'utilisation de la plateforme « servicepublic.gouv.ci »	Dénombrement Source : DSI
OG 2 : Bâtir une Administration publique moderne	RS 2 : L'Administration publique est moderne et compétitive	IP 2.1 : Taux de satisfaction des usagers du service public	Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers interrogés Source : Rapport de l'enquête de satisfaction (OSEP)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**4 068 228 496**	**4 560 799 927**	**4 238 244 615**
1.1 Ressources Intérieures	**4 068 228 496**	**4 560 799 927**	**4 238 244 615**
1.1.1 Budget Etat	4 068 228 496	4 560 799 927	4 238 244 615
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**4 068 228 496**	**4 560 799 927**	**4 238 244 615**
2.1 Personnel	**1 082 672 466**	**1 183 289 177**	**1 293 256 567**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 082 672 466	1 183 289 177	1 293 256 567
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 196 901 076**	**2 190 929 986**	**2 376 333 094**
2.3 Transferts	**38 654 954**	**38 654 954**	**38 654 954**
2.4 Investissement	**750 000 000**	**1 147 925 810**	**530 000 000**
Trésor	*750 000 000*	*1 147 925 810*	*530 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles du ministère
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Renforcer la coordination et le cadre institutionnel du SE-MFPMA	Taux d'exécution des activités planifiées par les Directions et services	58%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités exécutées par les Directions et services / Nombre total d'activités planifiées par les Directions et services) x 100 Source : DPSE
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du SE-MFPMA	Taux d'exécution du budget	91.29%	100%	100%	100%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : SIGOBE
	Proportion d'agents ayant participés aux sessions de formations continues	40%	100%	100%	100%	(Nombre d'agents ayant participés aux sessions de formations continues / nombre d'agents ciblés) x 100 Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**2 448 081 496**	**2 561 725 113**	**2 829 066 986**
Personnel	1 082 672 466	1 183 289 177	1 293 256 567
Biens et services	1 296 754 076	1 309 780 982	1 467 155 465
Transferts	38 654 954	38 654 954	38 654 954
Investissements	30 000 000	30 000 000	30 000 000
Trésor	*30 000 000*	*30 000 000*	*30 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21065 Administration Générale	**2 448 081 496**	**2 561 725 113**	**2 829 066 986**
2106501 Coordination et animation du ministère	**318 270 000**	**312 270 357**	**321 121 910**
2 Biens et services	***288 270 000***	***282 270 357***	***291 121 910***
78013300471 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78013300594 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Publique	249 270 000	244 009 046	251 770 776
78013300627 Apporter un appui juridique aux services du ministère	35 000 000	34 261 311	35 351 134
4 Investissements	***30 000 000***	***30 000 000***	***30 000 000***
Trésor	*30 000 000*	*30 000 000*	*30 000 000*
78013300472 Mise en œuvre du "MILIE"	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2106502 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	**1 993 523 027**	**2 116 042 715**	**2 370 289 306**
1 Personnel	***1 082 672 466***	***1 183 289 177***	***1 293 256 567***
78013100006 Prendre en charge les salaires de l'Administration	1 082 672 466	1 183 289 177	1 293 256 567
2 Biens et services	***872 195 607***	***894 098 584***	***1 038 377 785***
78011202170 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	83 286 030	88 000 019	92 980 820
78013100005 Gérer les ressources humaines du Ministère	60 000 000	58 733 674	60 601 943
78013300474 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78013300475 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78013300476 Gérer les ressources financières du Ministère	81 000 000	79 290 459	81 812 625
78013300477 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	29 800 000	29 171 058	30 098 965
78013300479 Gérer la commande publique	15 000 000	14 683 419	15 150 486
78013300628 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	353 731 546	346 265 884	357 280 322
78013300638 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD	189 378 031	217 954 071	340 452 624
3 Transferts	***38 654 954***	***38 654 954***	***38 654 954***
78013300478 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	38 654 954	38 654 954	38 654 954
2106503 Planification, programmation et suivi-évaluation	**94 000 000**	**92 016 089**	**94 943 046**
2 Biens et services	***94 000 000***	***92 016 089***	***94 943 046***
78013200296 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	44 000 000	43 071 361	44 441 426
78013200325 Projet de système de production de données statistiques de modernisation de l'Administration publique	50 000 000	48 944 728	50 501 620
2106504 Gestion du système d'information	**42 288 469**	**41 395 952**	**42 712 724**
2 Biens et services	***42 288 469***	***41 395 952***	***42 712 724***
78013300480 Organiser les systèmes d'information du ministère	42 288 469	41 395 952	42 712 724

II.2.2 Programme 2 : Modernisation de l'Administration

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Modernisation de l'Administration	Action 2.1: Développement de l'e-administration
	Action 2.2: Renforcement de la politique de modernisation de l'administration
	Action 2.3: Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'administration centrale et simplification des procédures administratives
	Action 2.4: Mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Modernisation de l'Administration						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 2.1 : Renforcer la coordination des activités du programme	Taux de réalisation des activités	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) X 100 Source : OSEP
OS 2.2 : Renforcer le système d'information et le développement du numérique dans l'Administration publique	Nombre cumulé de ministères ayant des postes de travail profilés et codifiés	1	3	6	8	(Nombre de ministères disposant de postes de travail profilés et codifiés au terme de l'année N) + (le résultat de l'année N-1) Source : DMOA
	Nombre cumulé de maisons du citoyen opérationnelles	1	5	25	30	(Nombre de maisons du citoyen opérationnelles au terme de l'année N) + (le résultat de l'année N-1) Source : DMOA
	Nombre cumulé de procédures administratives dématérialisées accessibles en ligne	66	166	266	300	(Nombre de procédures dématérialisées accessibles en ligne au terme de l'année N) + (le résultat de l'année N-1) Source : DISGAE
	Nombre cumulé de structures administratives utilisant la signature électronique	0	1	3	5	(Nombre de structures administratives utilisant la signature électronique au terme de l'année N) + (le résultat de l'année N-1) Source : DTDA
OS 2.3 **:** Améliorer l'accès des usagers-clients aux informations et aux services publics	Nombre cumulé de structures orientées citoyen disposant d'un système de management de la qualité	-	1	5	5	(Nombre de structures orientées citoyen disposant d'un système de management de la qualité au terme de l'année N) + (le résultat de l'année N-1) Source : DMOA
	Proportion des requêtes traitées	95%	100%	100%	100%	(Nombre de requêtes traitées / nombre de requêtes enregistrées) X 100 Source : OSEP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	**1 620 147 000**	**1 999 074 814**	**1 409 177 629**
Personnel	0	0	0
Biens et services	900 147 000	881 149 004	909 177 629
Transferts	0	0	0
Investissements	720 000 000	1 117 925 810	500 000 000
Trésor	*720 000 000*	*1 117 925 810*	*500 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22066 Modernisation de l'Administration	**1 620 147 000**	**1 999 074 814**	**1 409 177 629**
2206601 Développement de l'e-administration	**360 300 000**	**433 453 391**	**40 704 304**
2 Biens et services	***40 300 000***	***39 449 453***	***40 704 304***
78013300601 Mettre en œuvre la politique nationale d'informatisation de l'Administration	40 300 000	39 449 453	40 704 304
4 Investissements	***320 000 000***	***394 003 938***	***0***
Trésor	*320 000 000*	*394 003 938*	*0*
78013300495 Projet E-démarche Administrative	320 000 000	394 003 938	0
2206602 Renforcement de la politique de modernisation de l'administration	**760 347 000**	**744 299 539**	**767 975 102**
2 Biens et services	***760 347 000***	***744 299 539***	***767 975 102***
78013300630 Faire la promotion de l'Observatoire du Service Public	760 347 000	744 299 539	767 975 102
2206603 Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'administration centrale et simplification des procédures administratives	**438 000 000**	**761 119 867**	**538 381 230**
2 Biens et services	***38 000 000***	***37 197 995***	***38 381 230***
78013300496 Elaborer et faire appliquer les normes de création et de gestion des structures publiques déconcentrées	38 000 000	37 197 995	38 381 230
4 Investissements	***400 000 000***	***723 921 872***	***500 000 000***
Trésor	*400 000 000*	*723 921 872*	*500 000 000*
78013300641 Mise en œuvre de la maison du citoyen (Gbondala) dans 05 chefs-lieux de départements	230 000 000	500 000 000	500 000 000
78013300639 Projet de profilage et de codification des postes de travail dans l'Administration Publique	170 000 000	223 921 872	0
2206604 Mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques	**61 500 000**	**60 202 017**	**62 116 993**
2 Biens et services	***61 500 000***	***60 202 017***	***62 116 993***
78013300497 Promouvoir l'éthique et la déontologie dans l'Administration publique	61 500 000	60 202 017	62 116 993

SECTION 541 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

SECTION 541 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la congestion des dessertes portuaires au niveau d'Abidjan et de San Pedro ;
- la dégradation des voies terrestres dans la zone portuaire d'Abidjan ;
- l'exploitation et l'occupation anarchique du domaine public maritime et Fulvio-lagunaire ;
- l'insuffisance du cadre juridique, règlementaire et opérationnel ;
- l'arrêt du Projet de Développement Intégré du Système Fluvio-lagunaire Ivoirien ;
- l'existence du phénomène de piraterie, des actes illicites et de risques avérés de pollution dans les eaux sous juridiction ivoirienne ;
- la faiblesse des stratégies de renforcement de capacité et de promotion de l'employabilité des gens de mer ;
- l'insuffisance de l'offre de service de transport lagunaire et l'inexistence d'un système de transport fluvial ;
- l'inexistence de compagnies maritimes nationales ;
- la non-participation de la Côte d'ivoire à l'enlèvement du fret généré par son commerce extérieur ;
- la non opérationnalité des Préfectures et Régions maritimes ;
- l'insuffisance de financement des moyens opérationnels et des projets.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption du Code Maritime ;
- la prise de quatre (4) décrets et onze (11) arrêtés d'application du Code Maritime ;
- l'adoption du règlement portant gestion de la redevance due par les armateurs communautaires et étrangers exploitant un service de transport maritime international ;
- l'acquisition d'engins maritimes ;
- l'acquisition de matériels de plongée sous-marine ;
- la libéralisation du secteur du transport lagunaire aux entreprises privées ;
- la réalisation des travaux de construction de trois (03) des huit (08) arrondissements maritimes (San Pedro, Grand-Lahou et Adiaké);
- la réhabilitation des arrondissements maritimes de Grand-Bassam, Sassandra, Tabou et Jacqueville ;
- la réalisation d'un réseau de radiocommunication maritime HF/VHF pour les services opérationnels de la DGAMP ;
- l'équipement du Centre Médical des Gens de Mer de Vridi ;
- l'acquisition d'un système d'identification automatique en vue d'accroitre les capacités de la Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires en matière de surveillance maritime ;
- la diversification des offres de formation de l'ISMI par l'appui de la Coopération française et de l'Union Européenne ;
- campus de la formation continue) ;
- la densification et la modernisation des infrastructures et équipements portuaires;
- la réalisation des travaux de dragage du chenal d'accès et du bassin du port, des travaux de rejointoiement de blocs de quai, du bitumage de voiries intérieures ;
- la réhabilitation du poste de transformation n°02 ayant permis la fourniture d'électricité aux opérateurs de la place portuaire ;
- l'acquisition d'un radar en vue de répondre aux exigences des normes du code ISPS.

I.1.3. Défis et priorités

- la levée des entraves à la mobilité des personnes et des biens sur les plans d'eaux maritime et fluvio-lagunaire ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes ;
- le renforcement des capacités et l'employabilité des gens de mer ;
- la création d'une flotte nationale de transport maritime ;
- la mise en œuvre du registre international d'immatriculation des navires ;
- le renforcement du cadre institutionnel, juridique et opérationnel ;
- le dragage des voies d'eau intérieures ;
- l'accroissement de la flotte de transport fluvio-lagunaire de personnes et de marchandises ;
- le renforcement de la sécurité et de la sureté dans les espaces maritimes, portuaires et lagunaires;
- la poursuite de la construction des arrondissements maritimes ;
- la poursuite de l'équipement des unités opérationnelles en charge de la sécurité et de la sûreté maritimes ;
- le balisage des côtes maritimes et des plans d'eau fluvio-lagunaires ;
- la professionnalisation des transporteurs lagunaires et la formation des pilotes ;
- la formation et le renforcement de capacité des personnels du secteur maritime et lagunaire ;
- la construction du siège et des bases opérationnelles des Affaires Maritimes ;
- la cartographie du domaine public maritime ;
- la lutte contre le remblayage anarchique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance des Affaires maritimes ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes et portuaires ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transports maritimes et fluvio-lagunaire de qualité ;
- le renforcement de la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des affaires maritimes est améliorée ;
- l'accès et la qualité des services de transport par voies d'eau au profit des usagers sont améliorés.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement en son article 41, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes exerce par délégation du Ministre des Transports, les attributions de celui-ci relatives aux Affaires Maritimes.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale.
- Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration générale	Cabinet ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale; Direction des Affaires Financières; Direction des Ressources Humaines; Direction de la Planification, des Statistiques, de la Prospective et des Projets ; Bureau des Enquêtes de Sécurité et de Prévention des Événements de Mer ; Service de l'Informatique, de la Documentation et des Archives ; Service de la Communication et des Relations Publiques ; Cellule de Passation des Marches Publics ; Service de la Gestion du Patrimoine			
Programme 2: Transport maritime et fluvio-lagunaire	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP) ; Direction Générale Adjointe chargée des Affaires Administratives ; Direction Générale Adjointe chargée des Services Opérationnels ; Inspection Générale des Services des Affaires Maritimes et Portuaires (IGSAMP) ;Centre Principal de Coordination de Sauvetage Maritime (MRCC) ;Inspection Technique des Navires (ITN);Direction de la Gestion des Carrières et des Affaires Militaires (DGCAM) ; Direction de l'Intendance et de la Facturation (DIF) ; Direction de l'Administration des Gens de Mer (DAGM) ;Direction de la Réglementation et des Relations Extérieures (DRRE) ; Direction des Transports Maritimes, des Voies d'Eau Intérieure et de la Plaisance (DTMVEIP) ; Direction des Registres d'Immatriculation des Navires (DRIN) ; Direction de la Police Maritime et de la Logistique Navale (DPMLN) ;Direction de la Sécurité Maritime et de l'Environnement Marin (DSMEM) ; Direction de la Sûreté, des Affaires Portuaires et du Domaine (DSAPD) ; Direction de l'Administration des Services Déconcentrés (DASD) ; 02 Directions Régionales maritimes (DR) 08 Arrondissements Maritimes (AM)	ISMI (Institut de Sécurité Maritime Interrégional)	Acquisition de cinq (05) vedettes maritimes pour la Garde Côtière ivoirienne (DGAMP); Dépenses d'investissement LPSI Affaires Maritimes et Portuaires ; Construction et équipement de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration maritime moderne et performante	RS 1 : l'administration maritime est moderne et performante	IP 1.1 Taux annuel de satisfaction des usagers de l'Administration maritime	(Nombre d'usagers interrogés et satisfaits / nombre total d'usagers interrogés) x 100 Enquêtes de satisfaction. Source : Rapport d'activités /DPSPP, Service informatique, Service communication
		IP1.2 Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées Source : SEMTAM/DPSPP, DAF, Cabinet
OG 2 : Améliorer l'accès des populations à des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité	RS 2 : les conditions d''accès des populations à des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité sont améliorées	IP2.1 Taux d'accroissement du nombre d'usagers du transport lagunaire en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : DPSPP, DGAMP, SOTRA, SITRANS, STL, PINASSIERS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 022	**2 023**	**2 024**
1. RESSOURCES	**9 209 680 395**	**9 516 042 031**	**10 598 245 741**
1.1 Ressources Intérieures	**8 830 480 395**	**9 516 042 031**	**10 598 245 741**
1.1.1 Budget État	8 830 480 395	9 516 042 031	10 598 245 741
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**379 200 000**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	379 200 000	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**9 209 680 395**	**9 516 042 031**	**10 598 245 741**
2.1 Personnel	**5 564 744 990**	**5 908 092 522**	**6 272 636 269**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 564 744 990	5 908 092 522	6 272 636 269
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 372 526 267**	**1 371 428 336**	**1 465 874 345**
2.3 Transferts	**50 770 144**	**58 421 173**	**59 735 127**
2.4 Investissement	**2 221 638 994**	**2 178 100 000**	**2 800 000 000**
Trésor	1 842 438 994	2 178 100 000	2 800 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	379 200 000	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports maritimes et fluvio-lagunaires	Proportion de textes règlementaire soumis pour la couverture des activités	29%	50,72%	79,71%	100%	Nombre de textes règlementaires soumis pour la couverture des activités/ Nombre total de textes règlementaires à soumettre pour la couverture des activités sur les trois années Source : DAJCI, Cabinet
	Taux de réalisation de campagnes de sensibilisation à la prévention des évènements de mer.	00	20%	50%	100%	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées/ Nombre de campagnes de sensibilisation prévues sur trois ans Source : Bureau Enquête (BESPEM)/DGAMP
	Taux d'enquêtes réalisées	100%	100%	100%	100%	Nombre d'enquêtes réalisées/Nombre d'accidents ou d'évènements de mer Source : Bureau Enquête (BESPEM)/DGAMP
OS 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux annuel de formations réalisées	25%	33,33%	66,66%	99,99%	Nombre de formations réalisées/Nombre de formations planifiées sur trois ans Source : DRH
	Taux d'exécution du budget	13%	79%	85%	92%	Total liquidation / Total budget actuel Source : DAF
OS 3 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de couverture médiatique des activités	71%	79%	91%	93%	Nombre d'activités couvertes / Nombre d'activités réalisées par le SEMTAM Source : Service Communication et des Relations Publiques
	Taux de visites des comptes du SEMTAM sur les réseaux sociaux	43%	72%	83%	94%	(Nombre de visites enregistrées par an/ Nombre de visites attendues par an) x100 Source : Service Communication et des Relations Publiques

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**6 259 021 257**	**6 608 699 660**	**7 056 165 602**
Personnel	5 554 744 990	5 897 865 353	6 262 180 494
Biens et services	704 276 267	710 834 307	793 985 108
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21213 Administration générale	**6 259 021 257**	**6 608 699 660**	**7 056 165 602**
2121301 Coordination et animation	**303 226 267**	**318 248 635**	**388 911 620**
2 Biens et services	***303 226 267***	***318 248 635***	***388 911 620***
78045200125 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	100 000 000	115 089 416	179 774 086
78045200127 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78045200145 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78045200146 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	41 000 000	40 134 677	41 411 328
78045200153 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	41 026 267	43 348 353	45 801 870
78045200158 Coordonner les activités du Ministère	53 200 000	52 077 191	53 733 722
78045200162 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Cote d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78045200169 Réaliser les enquêtes de sécurité et suivre les recommandations pour la prévention des événements de mer	19 000 000	18 598 998	19 190 614
2121302 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**5 871 644 990**	**6 208 077 044**	**6 582 259 756**
1 Personnel	***5 554 744 990***	***5 897 865 353***	***6 262 180 494***
78011202336 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Transports chargé des Affaires Maritimes	5 554 744 990	5 897 865 353	6 262 180 494
2 Biens et services	***316 900 000***	***310 211 691***	***320 079 262***
78045200110 Gérer le personnel du Ministère	30 000 000	29 366 839	30 300 971
78045200111 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	223 900 000	219 174 492	226 146 253
78045200126 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	32 000 000	31 324 625	32 321 037

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21213 Administration générale	**6 259 021 257**	**6 608 699 660**	**7 056 165 602**
78045200128 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	19 000 000	18 598 999	19 190 614
78045200170 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	12 000 000	11 746 736	12 120 387
2121303 Information et communication	**68 000 000**	**66 564 833**	**68 682 202**
2 Biens et services	***68 000 000***	***66 564 833***	***68 682 202***
78045200112 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	50 000 000	48 944 729	50 501 620
78045200129 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	18 000 000	17 620 104	18 180 582
2121304 Planification, programmation et suivi-evaluation	**16 150 000**	**15 809 148**	**16 312 024**
2 Biens et services	***16 150 000***	***15 809 148***	***16 312 024***
78036000161 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	16 150 000	15 809 148	16 312 024

II.2.2. Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Action 2.1: Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes
	Action 2.2: Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime
	Action 2.3: Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Accroitre la mobilité des personnes et des marchandises par voie d'eau dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté	Taux d'accroissement annuel du nombre d'usagers du transport lagunaire à Abidjan	19,33%	57,16%	60,02%	61,30%	((Nombre de passagers N - nombre de passagers de N-1) / nombre de passagers N-1) x 100 Source : Rapport d'activités/DPSPP, DGAMP, SOTRA, SITRANS, STL, PINASSIERS
	Taux de navires aux normes de sécurité	97,5%	98,2%	98 ,4%	98,8%	(Nombre de navires aux normes / nombre de navires inspectés) x 100 Source : DGAMP, DPSPP
	Taux d'alertes (accidents et incidents) traitées	72,55%	75%	80%	90%	(Nombre d'alertes traitées/nombre d'alertes totales) x 100 Source : Centre SAR/DPSPP
	Taux d'embarcations répondant aux normes de sécurité	54,77%	76,50%	88,06%	92,76%	(Nombre d'embarcations répondant aux normes/Nombre d'embarcations répertoriées) x 100 Source : DGAMP, DPSPP
OS 2 : Accroître la formation des personnels de sécurité et de sûreté maritimes	Proportion des personnels formés (PF)	5%	43%	70%	100%	(PF(n) +PF(n+1)/Cible) x100 Cible de 2020 à 2024 : 2 372 Personnes formées Source : DPSPP, ISMI
	Taux de formations dispensées (FD)	6%	44%	71%	100%	(FD(n) + FD (n+1)) /Cible) x100 Cible de 2020 à 2024 : 102 Formations Source : DPSPP, ISMI

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : TRANSPORT MARITIME ET FLUVIO-LAGUNAIRE	**2 950 659 138**	**2 907 342 371**	**3 542 080 139**
Personnel	10 000 000	10 227 169	10 455 775
Biens et services	668 250 000	660 594 029	671 889 237
Transferts	50 770 144	58 421 173	59 735 127
Investissements	2 221 638 994	2 178 100 000	2 800 000 000
Trésor	*1 842 438 994*	*2 178 100 000*	*2 800 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*379 200 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	**2 950 659 138**	**2 907 342 371**	**3 542 080 139**
2211501 Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes	**729 020 144**	**729 242 371**	**742 080 139**
1 Personnel	***10 000 000***	***10 227 169***	***10 455 775***
78045200135 Assurer la masse salariale des Affaires Maritimes et Portuaires	10 000 000	10 227 169	10 455 775
2 Biens et services	***668 250 000***	***660 594 029***	***671 889 237***
55045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(TABOU)	19 000 000	18 598 999	19 190 616
55045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(SAN PEDRO)	22 000 000	21 535 681	22 220 713
71045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(Adiake)	22 000 000	21 535 681	22 220 711
71045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(GRAND BASSAM)	22 000 000	21 535 680	22 220 712
78045200117 Contrôler et vérifier la conformité des navires, installations portuaires et plates formes offshores ivoiriens aux normes de sureté du code ISPS	18 000 000	17 620 103	18 180 586
78045200118 Contrôler les engins nautiques dans le cadre de la sécurité de la Navigation	15 000 000	14 683 420	15 150 487
78045200120 Contrôler les activités des auxiliaires du transport maritime	16 000 000	15 662 313	16 160 519
78045200132 Acquérir les moyens nécessaires à la prise en charge adéquate des marins	18 000 000	17 620 104	18 180 584
78045200134 LPSI -Animer les structures opérationnelles de la DGAMP (centre SAR; points de contact ISPS; Unités de plongée; Police balnéaire; Inspection technique des navires; Police Maritime; Arrondissements Maritimes	305 500 000	305 500 000	305 500 000
78045200140 Gérer la carrière du personnel paramilitaire des Affaires Maritimes	9 000 000	8 810 051	9 090 290
78045200142 Coordonner les activités des services déconcentrés	8 750 000	8 565 327	8 837 783
78045200143 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Ouest	7 000 000	6 852 263	7 070 225
78045200148 Mettre en œuvre et suivre la politique sectorielle en matière de promotion et de protection de l'économie bleue (dans le périmètre maritime sous juridiction ivoirienne et voies d'eau intérieure	43 000 000	42 092 468	43 431 393
78045200149 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (ABIDJAN)	15 000 000	14 683 420	15 150 483
78045200154 Gérer le fonds des produits divers et le stock de matériels techniques militaires des Affaires Maritimes	9 000 000	8 810 052	9 090 291
78045200155 Coordonner les activités de sauvetage maritime et lagunaire en Côte d'Ivoire et dans la zone UEMOA	30 000 000	29 366 838	30 300 974
78045200156 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Est	7 000 000	6 852 263	7 070 225
78045200157 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (SASSANDRA)	16 000 000	15 662 315	16 160 516
78045200160 Gérer les registres d'immatriculation des navires	9 000 000	8 810 053	9 090 289
78045200161 Rechercher et prévenir les actes illicites contre les navires marchands, le pillage des ressources maritimes, l'immigration clandestine et la pollution marine	12 000 000	11 746 736	12 120 389

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	**2 950 659 138**	**2 907 342 371**	**3 542 080 139**
79045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (JACQUEVILLE)	18 000 000	17 620 106	18 180 581
79045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (GRAND LAHOU)	17 000 000	16 641 209	17 170 549
90045200001 Contrôler les services centraux et déconcentrés de la Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires	10 000 000	9 788 947	10 100 321
3 Transferts	***50 770 144***	***58 421 173***	***59 735 127***
78045200119 Mettre en œuvre la politique de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime Interrégional	50 770 144	58 421 173	59 735 127
2211502 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime	**1 792 438 994**	**1 500 000 000**	**2 000 000 000**
4 Investissements	***1 792 438 994***	***1 500 000 000***	***2 000 000 000***
Trésor	*1 792 438 994*	*1 500 000 000*	*2 000 000 000*
78045200150 Dépenses d'investissement IPSI - affaires maritimes et portuaire	1 324 521 825	1 500 000 000	2 000 000 000
78045200137 Acquisition de cinq (05) vedettes maritimes pour la garde côtière ivoirienne (DGAMP)	467 917 169	0	0
2211503 Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime	**429 200 000**	**678 100 000**	**800 000 000**
4 Investissements	***429 200 000***	***678 100 000***	***800 000 000***
Financement extérieur	*379 200 000*	*0*	*0*
78045200122 Construction et équipement de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégionale (ISMI)	379 200 000	0	0
Trésor	*50 000 000*	*678 100 000*	*800 000 000*
78045200122 Construction et équipement de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégionale (ISMI)	50 000 000	678 100 000	800 000 000

SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL

SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le déficit de logements ;
- l'insuffisance de financement des acquéreurs par les banques ;
- le coût élevé des matériaux de construction ;
- l'insuffisance de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- l'insuffisance du foncier pour les logements sociaux ;
- l'insuffisance de communication et de collaboration entre les différentes structures intervenant dans la réalisation des projets de l'Etat ;
- l'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée ;
- la faible utilisation des matériaux et des techniques de construction rapides ;
- le non-respect du cahier de charge par certains promoteurs ;
- l'absence de plans types pour les logements sociaux.

I.1.2. Réponses apportées

- l'allégement des conditions de prêts aux souscripteurs ;
- l'accélération de la production de logements sociaux ;
- la mise sur pied d'une équipe projet pour l'analyse et la mise en œuvre des projets de construction et d'aménagement foncier ;
- la mise en place d'un mécanisme des location-vente ou des locations simples à prix réduits ;
- la baisse du coût des matériaux de construction par un allègement fiscal au bénéfice des importateurs de matériaux de construction ;
- la mise à la disposition du Secrétariat d'État de moyens matériels et humains pour effectuer régulièrement le suivi et le contrôle sur les chantiers ;
- la constitution de réserves foncières pour le logement social ;
- la mise sur le marché d'une main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du BTP ;
- le retrait des agréments aux promoteurs qui ne respectent pas le cahier de charges ;
- la promotion de matériaux et techniques rapides de construction en vue de baisser et stabiliser les coûts d'acquisition des logements et de réduire les délais de livraison ;
- le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'habitat.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de gouvernance

- le renforcement des capacités du personnel du Secrétariat d'État ;
- le renforcement de la communication interne et externe du Secrétariat d'État ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de construction des logements sociaux.

En matière de logement social

- la promotion des constructions en hauteur pour accroître le nombre de logements ;
- la promotion des Lotissements à Équipements Modérés (LEM) pour permettre aux souscripteurs ne disposant pas de compte bancaire et aux travailleurs à revenus irréguliers d'acquérir un logement décent ;
- la facilitation de l'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- le suivi et le contrôle des programmes immobiliers ;
- la viabilisation effective des terrains destinés à la production de logements sociaux et économiques avant de les céder aux promoteurs ;

- la promotion accrue de matériaux de construction économiques, écologiques et durables ;
- la promotion du renouvellement urbain.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance par le renforcement des capacités des personnels ;
- le renforcement de la communication et du cadre législatif en matière de construction de logements ;
- la réduction du déficit de logements par la production massive de logements décents à moindre coût.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du Secrétariat d'État est améliorée ;
- les populations ont accès aux logements sociaux.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des Membres du Gouvernement en son article 39, le secrétaire d'État auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, exerce par délégation du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, les attributions de celui-ci relatives au logement social.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Logement Social.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet, Direction des Ressources Humaines, Direction des Affaires Financières et du Patrimoine, Direction de la Planification, des Statistiques, de l'Informatique et des Archives, Service de la Communication et des relations publiques, Service de la Réglementation, du Contentieux et de la Coopération Internationale, Service de Gestion du Patrimoine, Cellule de Passation des Marchés Publics.			
Programme 2 : Logement social	Direction du Logement Social et de l'Aménagement Foncier pour le Logement Social ; Direction des Investissements Immobiliers, Centre de Promotion des Logements Sociaux.	- SICOGI - Fonds de Soutien à l'Habitat (FSH)	- Réalisation des VRD pour 60 000 logements sociaux - Réalisation de Lotissements à Équipements Modérés (LEM)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Secrétariat d'État	RS 1.1 : La gouvernance du Secrétariat d'État est améliorée	IP 1.1.1 : Proportion d'actes législatifs et règlementaires adoptés	Nombre d'actes adoptés / Nombre d'actes prévus Source : Rapports d'activités Cabinet, DRH, Service de la Règlementation
		IP 1.1.2 : Proportion de formations exécutées	Nombre de formations réalisées / nombre de formations prévues Source : Rapports d'activités, DRH
OG 2 : Faciliter l'accès aux logements sociaux	RS 2.1 : Les populations ont accès aux logements sociaux	IP 2.1.1 : Taux de satisfaction des acquéreurs	Nombre de demandes de logements satisfaites / nombre total de demandes Source : Rapport d'activités CPLS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2 022	**2 023**	**2 024**
1. RESSOURCES	**2022**	**2023**	**2024**
1.1 Ressources Intérieures	**22 518 333 245**	**38 377 901 692**	**54 875 075 100**
1.1.1 Budget État	**22 518 333 245**	**38 377 901 692**	**54 875 075 100**
1.1.2 Recettes propres (structures)	22 518 333 245	38 377 901 692	54 875 075 100
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	**0**	**0**	**0**
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	0	0	0
2.1 Personnel	**22 518 333 245**	**38 377 901 692**	**54 875 075 100**
2.1.1 Solde y compris EPN	**492 641 306**	**539 323 233**	**590 428 671**
2.1.2 Contractuels hors solde	492 641 306	539 323 233	590 428 671
2.2 Biens et services	0	0	0
2.3 Transferts	**1 003 139 628**	**1 032 811 817**	**1 228 832 641**
2.4 Investissement	**265 722 438**	**305 766 642**	**312 643 661**
Trésor	*20 756 829 873*	*36 500 000 000*	*52 743 170 127*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*20 756 829 873*	*36 500 000 000*	*52 743 170 127*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : Améliorer la coordination du système de planification, de communication et de gestion juridique	Taux d'élaboration des documents de planification	65%	75%	80%	85%	Nombre de documents élaborés / nombre total de documents à élaborer Source : Rapport d'activités cabinet, DPSIA
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions stratégiques	70%	75%	80%	85%	Nombre d'activités du plan d'actions stratégiques réalisées / Nombre total d'activités du plan d'actions stratégiques Source : Direction de la Planification
	Taux de couverture médiatique des activités	80%	85%	88%	90%	Nombre d'activités couvertes / nombre total d'activités Source : Rapport d'activités SERCOM
	Proportion de conflits résolus	60%	65%	80%	90%	Nombre de conflits résolus / nombre de conflits déclarés Source : Rapport d'activités SRCCI
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion de formations réalisées	40%	50%	55%	60%	Nombre de formations exécutées / nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de couverture des besoins en personnel	33%	45%	50%	55%	Besoins en personnel couverts / Besoins en personnel exprimés Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'équipement des services	45%	50%	55%	60%	Nombre de services équipés / Nombre total de services à équiper Source : Service de gestion du Patrimoine
	Taux d'exécution du budget	90%	93%	95%	96%	Total liquidation / Total budget actuel Source : Rapport d'activités DAFP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**1 423 341 528**	**1 501 224 510**	**1 746 095 167**
Personnel	492 641 306	539 323 233	590 428 671
Biens et services	930 700 222	961 901 277	1 155 666 496
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
21212 Administration générale	**1 423 341 528**	**1 501 224 510**	**1 746 095 167**
2121201 Coordination et animation	**454 315 053**	**495 570 422**	**674 502 038**
2 Biens et services	***454 315 053***	***495 570 422***	***674 502 038***
78061000039 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78061000040 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78061000041 Mettre en œuvre le CDMT du Secrétariat d'Etat	35 000 000	34 261 309	35 351 134
78061000051 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	267 875 000	308 295 774	481 569 832
78061000056 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	48 070 365	50 791 148	53 665 927
78061000057 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat	54 369 688	53 222 191	54 915 145
78061000059 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Secrétaire d'Etat	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2121202 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**858 904 946**	**897 856 718**	**960 366 816**
1 Personnel	***492 641 306***	***539 323 233***	***590 428 671***
78011202117 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	492 641 306	539 323 233	590 428 671
2 Biens et services	***366 263 640***	***358 533 485***	***369 938 145***
78061000042 Gérer les dépenses centralisées du Secrétariat d'Etat	262 024 050	256 493 917	264 652 780
78061000043 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	13 675 625	13 386 996	13 812 824
78061000055 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du Secrétariat d'Etat et des structures sous tutelle	20 563 965	20 129 952	20 770 273
78061000061 Coordonner la passation des marchés publics du Secrétariat d'Etat et suivre leur exécution	10 000 000	9 788 947	10 100 324

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21212 Administration générale	**1 423 341 528**	**1 501 224 510**	**1 746 095 167**
78061000063 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité de matière du SEMCLU	20 000 000	19 577 891	20 200 648
78061000072 Renforcer les capacités des agents du Secrétariat d'Etat	40 000 000	39 155 782	40 401 296
2121203 Information et communication	**110 121 529**	**107 797 370**	**111 226 313**
2 Biens et services	***110 121 529***	***107 797 370***	***111 226 313***
78061000044 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Secrétariat d'Etat	41 416 120	40 542 017	41 831 623
78061000045 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	13 330 000	13 048 666	13 463 732
78061000053 Coordonner la gestion statistique et la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	55 375 409	54 206 687	55 930 958

II.2.2 Programme 2 : Logement social

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Action
Programme 2 : Logement social	Action 2.1: Aide à la production et à l'accès au logement

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Logement social						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS 1 : produire des logements décents et à moindre coûts	Superficie de foncier acquis	95ha	250 ha	1000 ha	1500 ha	Dénombrement Source : Direction des Investissements Immobiliers
	Taux de réalisation des Voiries et Réseaux Divers (VRD) primaires pour les sites de Songon, cité ADO, Bingerville et Modeste	90 %	95%	98%	100%	(Nombre de VRD primaires réalisés / Nombre de VRD primaires prévus) x 100 Source : Direction du Logement
	Taux de logements achevés	13 %	15,51 %	20 %	25 %	(Nombre de logements achevés / Nombre total de logements à construire) x 100 Source : Direction du Logement

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
PROGRAMME 2 : LOGEMENT SOCIAL	**21 094 991 717**	**36 876 677 182**	**53 128 979 933**
Personnel	0	0	0
Biens et services	72 439 406	70 910 540	73 166 145
Transferts	265 722 438	305 766 642	312 643 661
Investissements	20 756 829 873	36 500 000 000	52 743 170 127
Trésor	20 756 829 873	36 500 000 000	52 743 170 127
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2022**	**2023**	**2024**
22220 Logement social	**21 094 991 717**	**36 876 677 182**	**53 128 979 933**
2222001 Aide à la production et à l'accès au logement	**21 094 991 717**	**36 876 677 182**	**53 128 979 933**
2 Biens et services	***72 439 406***	***70 910 540***	***73 166 145***
22220010008 Rechercher les fonds de financement et suivre les investissements de l'Etat	20 848 283	20 408 271	21 057 441
78061000048 Encadrer les activités des agences ou sociétés de gestion immobilière	30 692 840	30 045 055	31 000 761
78061000058 Contrôler et suivre la réalisation du programme immobilier et l'aménagement du foncier pour le logement social	20 898 283	20 457 214	21 107 943
3 Transferts	***265 722 438***	***305 766 642***	***312 643 661***
22220010003 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à SHELTER AFRIQUE	265 722 438	305 766 642	312 643 661
4 Investissements	***20 756 829 873***	***36 500 000 000***	***52 743 170 127***
Trésor	20 756 829 873	36 500 000 000	52 743 170 127
78061000060 Projet de réalisation de Lotissements à Equipements Modérés (LEM)	756 829 873	16 500 000 000	32 743 170 127
78061000049 Réalisation des VRD pour logements Sociaux	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000

SECTION 562 : SECRETARIAT D’ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE, CHARGE DE LA PROTECTION SOCIALE

SECTION 562 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE, CHARGE DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Administration Générale

- l'inexistence d'un dispositif de production systématique d'informations statistiques ;
- l'insuffisance des moyens devant servir au financement des activités ;
- l'insuffisance de bâtiments publics pour abriter les bureaux ;
- l'insuffisance du matériel roulant (véhicules de services, de fonction, de liaison ou mission, de véhicules à deux roues) ;
- l'inégale répartition du personnel dans les services ;
- l'inadaptation de la formation initiale actuelle aux problématiques émergentes.

En matière de Développement et de Gestion des centres Sociaux

- le faible accès des populations aux instruments de protection sociale ;
- les difficultés pour les personnes vulnérables (les plus pauvres, les pauvres, les personnes à besoins spécifiques, les travailleurs à faibles revenus) à surmonter les chocs sociaux ;
- la non-fréquentation des services sociaux de base (centres sociaux, hôpitaux, écoles…) du fait de la pauvreté de certaines couches vulnérables ;
- la vétusté des centres sociaux ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- l'inégale répartition des centres sociaux sur le territoire national ;
- l'insuffisance de ressources humaines, de moyens matériels, financiers dans la réponse aux sollicitations des populations.

I.1.2. Réponses apportées

- la construction de 04 centres sociaux (Abobo Doumé, Anono, Sorobango et Ferkéssédougou) et d'un bâtiment technique pour renforcer le Centre Social de N'guiémé ;
- la réhabilitation et l'équipement en cours du Centre d'Education Socio-Professionnelle pour Personnes Handicapées (CESPPH) de Danané ;
- la réhabilitation de 05 centres sociaux (Toumodi, Vavoua, Maféré, N'guiémé, Jacqueville) ;
- la réalisation des travaux d'installation des équipements électriques du CPPE-pilote de Cocody ;
- la prise en charge de 2.139 personnes âgées dont 1 496 hommes et 643 femmes ;
- la prise en charge holistique des personnes vulnérables, des femmes et des enfants dans les Centres Sociaux.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Développement et de Gestion des centres Sociaux

- la mise en place d'un système viable de production et de gestion de l'information sur le secteur social ;
- l'accroissement de l'accès des populations vulnérables aux services sociaux ;
- la mise en place d'une stratégie de prise en charge des personnes vulnérables ;
- l'assistance et l'octroi d'aides aux personnes vulnérables notamment, les personnes en situation d'handicap, les personnes âgées et les indigents ;
- la construction/réhabilitation et l'équipement des centres sociaux ;
- l'élaboration de textes juridiques ;
- la production d'informations statistiques des centres sociaux ;

- le renforcement de capacités des animateurs des centres sociaux ;
- la sensibilisation à la fréquentation des services sociaux de base (centres sociaux, hôpitaux, écoles…) du fait de la pauvreté de certaines couches vulnérables ;
- la réhabilitation, la construction et l'équipement des centres sociaux ;
- la répartition équitable des centres sociaux sur le territoire national ;
- la mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières dans la réponse aux sollicitations des populations.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement des centres sociaux ;
- l'assistance et l'octroi d'aides aux personnes vulnérables.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la coordination du Ministère est assurée ;
- les populations ont accès aux Centres Sociaux .

I.3. Missions du ministère

Conformément au Décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 42, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, chargé de la Protection Sociale, exerce par délégation du Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, les attributions de celui-ci relatives à la Protection Sociale.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Développement et Gestion des centres Sociaux.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Juridiques et de la coopération (DAJC), Direction de la Planification, de la coordination et du suivi des projets (DPCSP), Service des systèmes d'information Service communication, relation publique			
Programme 2 : Développement et gestion des Centres sociaux	Direction de l'Action Sociale (DAS), Centres Sociaux (113)		- Construction et équipement de Centres Sociaux - Réhabilitation et équipement des Centres Sociaux.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer la coordination de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Protection Sociale	RS 1.1. La coordination du Ministère est assurée	IP1.1.1 : Taux d'exécution des activités du Plan d'Action Opérationnel (PAO)	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités planifiées) x 100 Source : Rapport de suivi du Cabinet
OG 2 : Garantir aux populations, notamment les plus vulnérables, l'accessibilité aux centres Sociaux	RS 2.1 : les populations les plus vulnérables ont accès aux centres Sociaux	IP2.1.1 : Pourcentage des personnes les plus vulnérables ayant accès aux centres Sociaux	(Population les plus vulnérables bénéficiaire des prestations sociales de base / population vulnérable) x 100 Source : Rapports d'activités de la DSSM
		IP 2.1.2 : Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux	(Nombre de nouveaux Centres Sociaux créés en année N - Nombre de nouveaux Centres Sociaux créés en année (N-1)) / Nombre de nouveaux Centres Sociaux créés en année (N-1) Source : Rapport d'activités DAS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**3 086 471 366**	**3 696 069 982**	**3 663 868 745**
1.1 Ressources Intérieures	**3 086 471 366**	**3 696 069 982**	**3 663 868 745**
1.1.1 Budget Etat	3 086 471 366	3 696 069 982	3 663 868 745
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**3 086 471 366**	**3 696 069 982**	**3 663 868 745**
2.1 Personnel	**1 000 000 000**	**1 153 343 111**	**1 243 268 336**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 000 000 000	1 153 343 111	1 243 268 336
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 628 971 366**	**1 616 622 146**	**1 728 595 767**
2.3 Transferts	**42 500 000**	**48 904 725**	**50 004 642**
2.4 Investissement	**415 000 000**	**877 200 000**	**642 000 000**

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
Trésor	*415 000 000*	*877 200 000*	*642 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et Animation
	Action 1.2: Information et Communication
	Action 1.3: Planification, Programmation et Suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des Ressources Humaines, Financières et Matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2020**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2022	**2023**	**2024**	
OS1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel	Taux de réalisation des réunions de coordination	0	60%	65%	70%	(Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions planifiées) x100 Source : Comptes rendus de réunions de coordination / Cabinet
	Taux de couverture médiatique des activités	0	60%	60%	70%	(Nombre de passages dans les médias réalisés / Nombre de passages prévus) x100 Source : rapports d'activités / Service Communication
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	0	73%	70%	70%	(Total liquidation / Total budget actuel) x 100 Source : rapport d'exécution du budget
	Taux de satisfaction des besoins en matériels exprimés	0	35%	40%	25%	(Nombre de besoins en matériels satisfaits / Nombre de besoins en matériels exprimés) x 100 Source : Rapport d'activités / DAFP
	Proportion de personnel formé	0	25%	55%	30%	(Nombre de personnes formées / Nombre total de personnes à former) x 100 Source : Rapports d'activités / DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	0	45%	25%	30%	(Besoins en personnel satisfaits / besoins en personnel exprimés) x 100 Source : Rapports d'activités / DRH
OS 3 : Améliorer la planification, le						(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées) x100

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
suivi-évaluation des activités et la production des statistiques du Secrétariat d'Etat.	Taux d'exécution des activités planifiées	0	35%	40%	25%	Source : Rapports d'activités/ DPED
	Ratio de production des données statistiques	0	25%	50%	75%	(Données statistiques produites / Données statistiques totales prévues) x 100 Source : Rapports d'activités/ DPED

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE	**1 856 771 366**	**2 014 063 009**	**2 191 917 448**
Personnel	1 000 000 000	1 153 343 111	1 243 268 336
Biens et services	856 771 366	860 719 898	948 649 112
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
21225 Administration Générale	**1 856 771 366**	**2 014 063 009**	**2 191 917 448**
2122501 Coordination et Animation	**361 666 222**	**372 372 756**	**443 523 699**
2 Biens et services	***361 666 222***	***372 372 756***	***443 523 699***
78109000125 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Protection Sociale	177 666 222	173 916 501	179 448 641
78109000127 Inspecter les services du ministère	15 000 000	14 683 420	15 150 485
78109000130 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78109000134 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78109000140 Prendre en charge les missions (Hors Côte d'Ivoire)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78109000143 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD	100 000 000	115 089 416	179 774 086
78109000145 Apporter un appui juridique aux services du ministère	15 000 000	14 683 419	15 150 487
2122502 Information et Communication	**52 600 000**	**51 489 856**	**53 127 704**
2 Biens et services	***52 600 000***	***51 489 856***	***53 127 704***
78109000133 Elaborer et mettre en œuvre la Stratégie de communication du ministère	32 600 000	31 911 964	32 927 056
78109000136 Gérer le système informatique du ministère	20 000 000	19 577 892	20 200 648
2122503 Planification, Programmation et Suivi-évaluation	**70 000 000**	**68 522 618**	**70 702 269**
2 Biens et services	***70 000 000***	***68 522 618***	***70 702 269***
78109000137 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	45 000 000	44 050 254	45 451 459
78109000138 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	25 000 000	24 472 364	25 250 810
2122504 Gestion des Ressources Humaines, Financières et Matérielles	**1 372 505 144**	**1 521 677 779**	**1 624 563 776**
1 Personnel	***1 000 000 000***	***1 153 343 111***	***1 243 268 336***
90109000001 Prendre en charge les Salaires du personnel fonctionnaire du Ministère	1 000 000 000	1 153 343 111	1 243 268 336
2 Biens et services	***372 505 144***	***368 334 668***	***381 295 440***
78109000126 Gérer les ressources humaines	40 000 000	39 155 783	40 401 296
78109000129 Gérer les ressources financières centralisées du ministère	200 000 000	195 778 913	202 006 479
78109000132 Gérer la commande publique du Ministère	10 000 000	9 788 947	10 100 323
78109000139 Elaborer et suivre l'exécution du budget	75 000 000	73 417 090	75 752 430
90011100004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	47 505 144	50 193 935	53 034 912

II.2.2 Programme 2 : Développement et gestion des Centres sociaux

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 2 en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement et gestion des Centres sociaux	Action 2.1: Gouvernance du secteur de la protection sociale
	Action 2.2: Protection des groupes vulnérables
	Action 2.3: Promotion de la sécurité sociale et mutualité

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement et gestion des Centres sociaux						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2020	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2022	2023	2024	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des centres Sociaux	Taux de fréquentation des centres sociaux par les personnes vulnérables	3%	5,27%	6%	6,38%	(Nombre d'usagers vulnérables ayant accès aux centres sociaux / Nombre de personnes vulnérables) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	3,15%	5%	6,15%	8%	(Nombre de personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge / Nombre de personnes indigentes ayant sollicité une prise en charge) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes âgées prises en charge	0,57%	0.69%	0,76%	0,84%	(Nombre de personnes âgées bénéficiaires de prise en charge / Effectif des personnes âgées) x 100 Source : Rapport d'activités DAS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
PROGRAMME 2 : DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES CENTRES SOCIAUX	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
Personnel	0	0	0
Biens et services	772 200 000	755 902 248	779 946 655
Transferts	42 500 000	48 904 725	50 004 642
Investissements	415 000 000	877 200 000	642 000 000
Trésor	*415 000 000*	*877 200 000*	*642 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
2223101 Gouvernance du secteur de la protection sociale	**146 580 000**	**143 486 360**	**148 050 470**
2 Biens et services	***146 580 000***	***143 486 360***	***148 050 470***
11104000039 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
14104000023 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du N'ZI Comoé (Dimbokro)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
15104000036 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Iffou (Daoukro)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
17104000046 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Gbêke (Bouake)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
18104000042 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Hambol (Katiola)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
23104000013 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Denguélé (Odienné)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
24104000019 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tcologo (Ferkessedougou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
25104000022 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Savanes (Korhogo)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
26104000018 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
28104000017 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bounkani (Bouna)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
32104000042 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
35104000022 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Marahoué (Bouaflé)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
36104000008 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Worodougou (Séguéla)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
37104000015 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Béré (Mankono)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
41104000032 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
42104000023 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Cavally (Guiglo)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
43104000018 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Guémon (Duekoué)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
51104000030 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
55104000014 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de San Pedro (San Pedro)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
56104000015 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Nawa (Soubré)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
57104000014 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
61104000049 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Indenié Djuablin (Abengourou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
62104000039 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
71104000107 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	8 580 000	8 398 915	8 666 075
76104000042 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Agnebi-Tiassa (Abgoville)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
77104000030 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Mé (Adzopé)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
78104000528 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes II (Abidjan)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
78109000108 Organiser les rencontres de la plateforme nationale de Protection Sociale	2 000 000	1 957 788	2 020 065

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
78109000109 Coordonner la politique générale en matière de Protection Sociale	24 000 000	23 493 473	24 240 774
79104000045 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
79109000003 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes I (Abidjan)	4 000 000	3 915 578	4 040 127
2223102 Protection des groupes vulnérables	**1 071 120 000**	**1 526 773 877**	**1 311 780 442**
2 Biens et services	***613 620 000***	***600 669 152***	***619 775 800***
11104000027 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Didiévi	4 000 000	3 915 577	4 040 127
11104000028 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toumodi	4 000 000	3 915 578	4 040 127
11104000031 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yamoussoukro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
11109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiébissou	5 000 000	4 894 471	5 050 161
14104000024 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bocanda	4 000 000	3 915 577	4 040 127
14104000026 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouadioblékro / Bocanda	4 000 000	3 915 577	4 040 127
14104000030 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de l' Aby	4 000 000	3 915 577	4 040 127
14104000033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Zècrèzèssou	4 000 000	3 915 578	4 040 127
15104000024 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ettrokro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
15104000031 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Daoukro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
15104000034 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Prikro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
15104000035 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Bahiakro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
16104000017 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guessankro / Bongouanou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
16104000025 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Batto	4 000 000	3 915 578	4 040 127
16109000002 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Assahara	8 066 000	7 895 763	8 146 920
17104000037 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Djébonoua	4 000 000	3 915 577	4 040 127
17104000038 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Brobo	4 000 000	3 915 577	4 040 127
17104000047 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sakassou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
17104000048 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Botro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
17104000050 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bodokro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
17104000052 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de la Zone Industrielle de Bouaké	4 000 000	3 915 578	4 040 127
17109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Diabo	8 066 000	7 895 763	8 146 920
18104000036 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Satama Sokoro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
18104000037 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Katiola	4 000 000	3 915 577	4 040 127

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
18104000048 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boniérédougou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
22104000005 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Touba	4 000 000	3 915 577	4 040 127
23104000014 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Samatiguila	4 000 000	3 915 577	4 040 127
23104000015 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguélon	5 000 000	4 894 473	5 050 159
24104000018 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ferkessedougou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
24104000024 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kong	4 000 000	3 915 577	4 040 127
24109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Diawala	5 000 000	4 894 471	5 050 160
25104000018 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Korhogo II	4 000 000	3 915 577	4 040 127
25104000019 Assister et prendre en charge les personnes vulnérables de Napiélodougou	5 000 000	4 894 473	5 050 159
26104000022 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boundiali	4 000 000	3 915 578	4 040 127
26109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouto	5 000 000	4 894 471	5 050 160
31104000039 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Garage Daloa	4 000 000	3 915 577	4 040 127
31104000049 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Vavoua	4 000 000	3 915 577	4 040 127
31104000050 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Saïoua	4 000 000	3 915 577	4 040 127
31104000051 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gboguhé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
31104000052 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zoukougbeu	4 000 000	3 915 578	4 040 127
31109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bédiala	5 000 000	4 894 471	5 050 160
31109000002 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gadouan	8 066 000	7 895 763	8 146 920
32104000033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ouragahio	4 000 000	3 915 577	4 040 127
32104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gagnoa	4 000 000	3 915 577	4 040 127
35104000023 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bouaflé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
35104000030 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sinfra	4 000 000	3 915 577	4 040 127
35104000031 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zuénoula	4 000 000	3 915 577	4 040 127
36104000009 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kani	4 000 000	3 915 577	4 040 127
36104000011 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguéla	4 000 000	3 915 577	4 040 127
37104000011 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Mankono	4 000 000	3 915 577	4 040 127
37104000012 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kounahiri	4 000 000	3 915 577	4 040 127
37104000014 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tieningboué	4 000 000	3 915 577	4 040 127
41104000025 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Danané	4 000 000	3 915 577	4 040 127
41104000030 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Biankouma	4 000 000	3 915 577	4 040 127

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
41109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de sangouiné	5 000 000	4 894 471	5 050 160
42104000026 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bloléquin	4 000 000	3 915 577	4 040 127
42104000028 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toulepleu	4 000 000	3 915 577	4 040 127
43104000021 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bangolo	4 000 000	3 915 577	4 040 127
43104000022 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bléniméouin	4 000 000	3 915 577	4 040 127
51104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lakota	4 000 000	3 915 577	4 040 127
51109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Guitry	5 000 000	4 894 471	5 050 160
55104000018 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de San Pedro	4 000 000	3 915 577	4 040 127
56104000017 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Zattry	4 000 000	3 915 577	4 040 127
56104000019 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Buyo	4 000 000	3 915 577	4 040 127
56104000020 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Okrouyo	4 000 000	3 915 577	4 040 127
56104000022 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Méagui	4 000 000	3 915 577	4 040 127
56109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gueyo	8 066 000	7 895 763	8 146 920
57104000012 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sassandra	4 000 000	3 915 577	4 040 127
61104000034 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abengourou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
61104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agnibilékrou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
61104000047 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aniassué	4 000 000	3 915 577	4 040 127
61104000048 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zaranou	6 592 000	6 452 872	6 658 131
61109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yakassé-Féyassé	5 000 000	4 894 471	5 050 160
61109000002 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bettié	8 066 000	7 895 763	8 146 920
62104000043 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gouméré	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000044 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tabagne	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000047 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sapli Sépingo	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000049 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Taoudi	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000054 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sorobango	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000058 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tanda	4 000 000	3 915 577	4 040 127
62104000061 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sandegué	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000069 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guiémé / Tiapoum	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000070 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiapoum	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000071 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bonoua	4 000 000	3 915 578	4 040 127

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
71104000076 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Adiaké	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000090 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Noé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000097 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Ayamé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000098 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aboisso	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000099 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maféré	4 000 000	3 915 577	4 040 127
71104000109 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Bassam	4 000 000	3 915 578	4 040 127
76104000040 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiassalé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
76104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agboville	4 000 000	3 915 577	4 040 127
76109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Azaguié	5 000 000	4 894 471	5 050 160
76109000002 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Rubino	8 066 000	7 895 763	8 146 920
77104000033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé Anyama	4 000 000	3 915 577	4 040 127
77104000042 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abongoua	4 000 000	3 915 577	4 040 127
77109000001 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Alépé	5 000 000	4 894 471	5 050 160
77109000003 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé	8 066 000	7 895 763	8 146 920
78101200018 Mettre à la disposition des personnes handicapées la documentation adaptée à leurs besoins	2 000 000	1 957 788	2 020 065
78101200020 Coordonner les activités des Institutions Spécialisées et les interventions en faveur des personnes Handicapées	11 000 000	10 767 841	11 110 354
78101200021 Organiser l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap	2 000 000	1 957 788	2 020 065
78101200023 Apporter un appui institutionnel aux Associations des Personnes en situation de handicap	85 500 000	83 695 484	86 357 770
78101200024 Formuler des recommandations sur les questions relatives à la Promotion des Personnes Handicapées	2 000 000	1 957 788	2 020 065
78104000359 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maca Yopougon	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000435 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Niangon Sud	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000465 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Anono	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000492 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social doumé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000493 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Attécoubé	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000503 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jean Folly Port Bouet	4 000 000	3 915 578	4 040 127
78104000510 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Anyama	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000521 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Treichville Habitat	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78104000523 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Pouto	4 000 000	3 915 577	4 040 127
78109000094 Formuler des recommandations sur les questions relatives à l'action sociale	2 000 000	1 957 790	2 020 064
78109000115 Mettre en œuvre et suivre les activités de protection et de promotion sociales	11 000 000	10 767 842	11 110 356

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2022	2023	2024
22231 Développement et gestion des Centres sociaux	**1 229 700 000**	**1 682 006 973**	**1 471 951 297**
78109000148 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Songon	8 066 000	7 895 763	8 146 920
79104000032 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toupah / Dabou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
79104000039 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Lahou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
79104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jacqueville	4 000 000	3 915 577	4 040 127
79104000042 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lopou / Dabou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
79104000049 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Dabou	4 000 000	3 915 577	4 040 127
3 Transferts	***42 500 000***	***48 904 725***	***50 004 642***
11101200006 Apporter un appui institutionnel aux Associations des personnes en situation de handicap	20 000 000	23 013 988	23 531 596
11101200007 Organiser la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap visuel	5 500 000	6 328 847	6 471 189
78101200019 Former les personnes handicapées	10 000 000	11 506 994	11 765 798
78109000098 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et / ou Indigents	7 000 000	8 054 896	8 236 059
4 Investissements	***415 000 000***	***877 200 000***	***642 000 000***
Trésor	*415 000 000*	*877 200 000*	*642 000 000*
78109000120 Construction et Equipement des Centres Sociaux	102 200 000	432 000 000	432 000 000
78109000119 Réhabilitation et Equipement des Centres Sociaux	280 000 000	280 000 000	210 000 000
78109000110 Projet National d'Assistance aux Personnes Agées	22 800 000	0	0
78109000093 Réhabilitation et Equipement CESPPH de DANANE	10 000 000	165 200 000	0
2223103 Promotion de la sécurité sociale et mutualité	**12 000 000**	**11 746 736**	**12 120 385**
2 Biens et services	***12 000 000***	***11 746 736***	***12 120 385***
78109000097 Coordonner les activités en matière de sécurité sociale	10 000 000	9 788 946	10 100 321
78109000106 Formuler les orientations sur les questions relatives à la Sécurité Sociale	2 000 000	1 957 790	2 020 064

DEUXIEME PARTIE :

DOTATIONS AUX INSTITUTIONS ET MINISTERES

SOMMAIRE

RECAPITULATIF DES DOTATIONS 3
SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE 6
SECTION 102 : SENAT 9
SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE 12
SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ETCULTUREL 18
SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL 21
SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE 24
SECTION 108 : PRIMATURE 27
SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 33
SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE 36
SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS 40
SECTION 114 : COUR DE CASSATION 43
SECTION 115 : COUR DES COMPTES 46
SECTION 116 : PARQUET GENERAL 50
SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES 53
SECTION 118 : CONSEIL D'ÉTAT 56
SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGEDES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS 59
SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 62
SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT 67

RECAPITULATIF DES DOTATIONS

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
POUVOIRS PUBLICS, ORGANES DE SOUVERAINETÉ ET GOUVERNANCE	**REPRESENTATION NATIONALE**	**30 292 017 525**
	Dotation 1 : Assemblée Nationale	30 292 017 525
	SENAT	**10 894 855 888**
	Dotation 2 : Assemblée Représentative	10 894 855 888
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	**100 684 820 671**
	Dotation 3 : Autorité Exécutive Suprême	51 801 510 843
	Dotation 4 : Inspection et Audit	6 124 175 903
	Dotation 5 : Autorité de Suivi-Contrôle	4 310 319 727
	Dotation 6 : Autorité Administrative de Sécurité	32 211 554 262
	Dotation 7 : Autorité Normative de Régulation	548 071 445
	Dotation 8 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	5 689 188 491
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	**5 613 253 560**
	Dotation 9 : Autorité Consultative	5 613 253 560
	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	**2 563 120 510**
	Dotation 10 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	2 563 120 510
	GRANDE CHANCELLERIE	**1 955 218 344**
	Dotation 11 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	1 955 218 344
	PRIMATURE	**61 645 480 816**
	Dotation 12 : Autorité Exécutive et de Coordination	16 094 791 135
	Dotation 13 : Coordination Action Gouvernementale	1 418 627 457
	Dotation 14 : Audit et Contrôle à posteriori de la dépense publique	1 246 980 709
	Dotation 15 : Structures sous-tutelles de la Primature	42 885 081 515
	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	**4 893 225 976**
	Dotation 16 : Médiation et Gestion des Conflits	4 893 225 976
	COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	**18 112 611 119**
	Dotation 17 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections	5 212 611 119
	Dotation 18 : Fonctionnement des Commissions Électorales Locales	6 780 000 000
	Dotation 19 : Révision de la liste électorale	6 120 000 000
	CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	**4 239 570 020**
	Dotation 20 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	4 239 570 020
	COUR DE CASSATION	**6 050 565 485**
	Dotation 21 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	6 050 565 485
	COUR DES COMPTES	**6 805 344 925**
	Dotation 22 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	6 805 344 925
	PARQUET GENERAL	**1 072 649 797**
	Dotation 23 : Parquet Général	1 072 649 797
	PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES	**1 564 081 426**
	Dotation 24 : Ministère Public près la Cour des Comptes	1 564 081 426
	CONSEIL D'ÉTAT	**4 441 290 110**
	Dotation 25 : Juridiction de l'Ordre administratif	4 441 290 110
	MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	**1 218 724 127**
	Dotation 26 : Ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les Institutions	1 218 724 127

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**	**3 061 165 575 120**
	Dotation 1 : Dettes Intérieures	1 737 324 900 439
	Dotation 2 : Dettes Extérieures	1 323 840 674 681
	MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT	**820 540 975 656**
	Dotation 4 : Dépenses Communes	468 069 184 522
	Dotation 5 : Divers et imprévus	352 471 791 134
TOTAL GENERAL		**4 143 753 381 075**

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi **n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, l'Assemblée Nationale :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

I.2 Identification des dotations

- Dotation 1 : Assemblée Nationale.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**30 292 017 525**	**30 832 571 642**	**31 268 898 042**
1.1 Ressources Intérieures	**30 292 017 525**	**30 832 571 642**	**31 268 898 042**
1.1.1 Budget État	30 292 017 525	30 832 571 642	31 268 898 042
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**30 292 017 525**	**30 832 571 642**	**31 268 898 042**
2.1 Personnel	**15 917 754 145**	**16 324 904 760**	**16 427 636 401**
2.1.1 Solde y compris EPN	15 917 754 145	16 324 904 760	16 427 636 401
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**202 605 082**	**214 072 530**	**226 189 035**
2.3 Transferts	**13 471 658 298**	**14 293 594 352**	**14 615 072 606**
2.4 Investissement	**700 000 000**	**0**	**0**
Trésor	*700 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée Nationale.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13001 Assemblée Nationale	**30 292 017 525**	**30 832 571 642**	**31 268 898 042**
1 Personnel	***15 917 754 145***	***16 324 904 760***	***16 427 636 401***
78011100323 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Assemblée Nationale	15 917 754 145	16 324 904 760	16 427 636 401
2 Biens et services	***202 605 082***	***214 072 530***	***226 189 035***
78011100299 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	202 605 082	214 072 530	226 189 035
3 Transferts	***13 471 658 298***	***14 293 594 352***	***14 615 072 606***
78011100240 Faire le transfert à Assemblée Nationale / Allocation viagère Anciens Députés	7 522 820 428	8 656 504 712	8 851 198 778
78011100298 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale	4 898 837 870	5 637 089 640	5 763 873 828
78011100336 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale / Indemnités transitoires des Anciens Députés	1 050 000 000	0	0
4 Investissements	***700 000 000***	***0***	***0***
Trésor	*700 000 000*	*0*	*0*
78011100287 Réaliser la réhabilitation et équipement de l'assemblée Nationale	700 000 000	0	0

SECTION 102 : SENAT

SECTION 102 : SENAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant **la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Senat :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques ;
- assure la représentation des collectivités territoriales et des ivoiriens établis.

I.2 Identification des dotations

- Dotation 1 : Assemblée Représentative.

1.3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1. RESSOURCES	**10 894 855 888**	**11 342 386 429**	**12 185 942 969**
1.1 Ressources Intérieures	**10 894 855 888**	**11 342 386 429**	**12 185 942 969**
1.1.1 Budget État	10 894 855 888	11 342 386 429	12 185 942 969
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**10 894 855 888**	**11 342 386 429**	**12 185 942 969**
2.1 Personnel	**8 247 946 516**	**8 458 915 756**	**8 512 147 203**
2.1.1 Solde y compris EPN	8 247 946 516	8 458 915 756	8 512 147 203
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**136 909 372**	**144 658 443**	**152 846 111**
2.3 Transferts	**2 510 000 000**	**2 738 812 230**	**3 520 949 655**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée Représentative.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13030 Assemblée Représentative	**10 894 855 888**	**11 342 386 429**	**12 185 942 969**
1 Personnel	***8 247 946 516***	***8 458 915 756***	***8 512 147 203***
11011100015 Assurer les charges salariales du Sénat	8 247 946 516	8 458 915 756	8 512 147 203
2 Biens et services	***136 909 372***	***144 658 443***	***152 846 111***
11011100013 Gérer les abonnements Sénat	136 909 372	144 658 443	152 846 111
3 Transferts	***2 510 000 000***	***2 738 812 230***	***3 520 949 655***
11011100012 Faire le transfert au Sénat	2 510 000 000	2 738 812 230	3 520 949 655

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi **n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Président de la République est le Chef de l'État. A ce titre :

- il incarne l'unité nationale ;
- il veille au respect de la Constitution ;
- il assure la continuité de l'État ;
- il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux ;
- il définit la politique économique et sociale ;
- il est détenteur du pouvoir réglementaire;
- il nomme aux emplois civils et militaires en sa qualité de chef de l'Administration.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême
Dotation 2 : Inspection et Audit
Dotation 3 : Autorité de suivi Contrôle
Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité
Dotation 5 : Autorité normative de Régulation
Dotation 6 : Structures Sous-Tutelles de la Présidence de la République

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**100 684 820 671**	**92 910 139 791**	**97 130 399 730**
1.1 Ressources Intérieures	**100 684 820 671**	**92 910 139 791**	**97 130 399 730**
1.1.1 Budget État	100 684 820 671	92 910 139 791	97 130 399 730
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**100 684 820 671**	**92 910 139 791**	**97 130 399 730**
2.1 Personnel	**16 111 955 140**	**16 571 191 719**	**16 755 385 401**
2.1.1 Solde y compris EPN	16 111 955 140	16 571 191 719	16 755 385 401
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 463 787 405**	**4 716 437 772**	**4 983 388 150**
2.3 Transferts	**69 437 578 126**	**61 622 510 300**	**65 391 626 179**
2.4 Investissement	**10 671 500 000**	**10 000 000 000**	**10 000 000 000**
Trésor	*10 671 500 000*	*10 000 000 000*	*10 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13002 Autorité Exécutive Suprême	**51 801 510 843**	**44 596 531 918**	**48 469 174 708**
1 Personnel	***13 600 169 668***	***14 000 905 722***	***14 166 826 254***
78011100222 Prendre en charge les salaires du personnel de la Présidence de la République	12 600 000 000	12 922 287 786	13 003 606 964
78011100301 Prendre en charge les salaires les dépenses de personnel fonctionnaire	1 000 169 668	1 078 617 936	1 163 219 290
2 Biens et services	***4 463 787 405***	***4 716 437 772***	***4 983 388 150***
78011100220 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	4 463 787 405	4 716 437 772	4 983 388 150
3 Transferts	***33 737 553 770***	***25 879 188 424***	***29 318 960 304***
78011100288 Fond spéciaux - Transfert aux Institutions - Présidence de la République	29 930 024 809	21 500 877 852	24 842 626 150
78011100296 Prendre en charge les honoraires des Agents sous Convention BNETD	19 977 498	19 977 498	19 977 498
78011100300 Prendre en charge les visites d'État	3 787 551 463	4 358 333 074	4 456 356 656

II.2. Dotation 2 : Inspection et Audit.

II.2.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13003 Inspection et Audit	**6 124 175 903**	**6 783 932 728**	**6 901 571 574**
1 Personnel	***2 103 185 472***	***2 156 981 582***	***2 170 555 337***
78011100321 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale d'État (IGE)	2 103 185 472	2 156 981 582	2 170 555 337
3 Transferts	***4 020 990 431***	***4 626 951 146***	***4 731 016 237***
78011100223 Inspecter et auditer les services de l'État concernés	3 920 990 431	4 511 881 210	4 613 358 254
78011100272 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/IGE	100 000 000	115 069 936	117 657 983

II.3. Dotation 3 : Autorité de Suivi-Contrôle.

II.3.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13004 Autorité de Suivi-Contrôle	**4 310 319 727**	**3 579 042 944**	**3 659 539 455**
3 Transferts	***4 110 319 727***	***3 579 042 944***	***3 659 539 455***
78011100330 Mettre en œuvre la politique de l'Haute Autorité de la bonne gouvernance en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.	3 110 319 727	3 579 042 944	3 659 539 455
90011100005 Mettre en œuvre les activités de lutte contre la corruption / MCC	1 000 000 000	0	0
4 Investissements	***200 000 000***	***0***	***0***
Trésor	200 000 000	0	0
78011100289 Transférer les crédits pour la construction et l'équipement du siège de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG)	200 000 000	0	0

II.4. Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité.

II.4.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13005 Autorité Administrative de Sécurité	**32 211 554 262**	**31 538 616 535**	**31 573 221 671**
3 Transferts	***22 211 554 262***	***21 538 616 535***	***21 573 221 671***
78011100225 Subventionner ANSI / Coordination et comités (CNS)	82 073 017	94 441 368	96 565 456
78011100226 Veiller à la Sécurisation des Élections	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
78011100228 Mettre en œuvre la politique de la Présidence en matière de Sécurité National	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000
78011100273 Détecter et d'entraver à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national, les activités de terrorisme, de subversion, de criminalité et d'espionnage dirigées contre les intérêts ivoiriens	1 255 041 245	1 444 175 167	1 476 656 215
90011100001 Prendre en charge les opérations du Groupement Spécial de Répression de l'Orpaillage Illégal (GS-ROI)	874 440 000	0	0
4 Investissements	***10 000 000 000***	***10 000 000 000***	***10 000 000 000***
Trésor	*10 000 000 000*	*10 000 000 000*	*10 000 000 000*
78011100304 Faire le transfert Équipement des structures de défense et de sécurité / CNS	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000

II.5. Dotation 5 : Autorité Normative de Régulation.

II.5.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13006 Autorité Normative de Régulation	**548 071 445**	**630 665 466**	**644 849 808**
3 Transferts	***548 071 445***	***630 665 466***	***644 849 808***
78011100316 Mettre en œuvre la politique de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics en matière de marchés publics et de délégations de service public	548 071 445	630 665 466	644 849 808

II.6. Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République.

II.6.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	**5 689 188 491**	**5 781 350 200**	**5 882 042 514**
1 Personnel	***408 600 000***	***413 304 415***	***418 003 810***
78011100271 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (CNMAEP)	408 600 000	413 304 415	418 003 810
3 Transferts	4 809 088 491	5 368 045 785	5 464 038 704
11011100014 Transférer les crédits de la Fondation HOUPHOUET BOIGNY à Yamoussoukro	***776 107 832***	***893 066 792***	***913 152 821***
13007010018 Organiser la communication et la diffusion des messages de paix et de cohésion nationale (RADIO de la PAIX)	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
78011100230 Transférer les crédits de MCC/TRESHOLD	328 403 802	377 894 048	386 393 289
78011100231 Coordonner l'Unité de Suivi des indicateurs MCC-Côte d'Ivoire	253 380 943	291 565 290	298 122 907
78011100232 Transférer les crédits de l'Académie des Sciences et de la culture	559 490 714	643 805 612	658 285 489
78011100275 Transférer les crédits de dépenses de personnel de la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (CNMAEP)	372 195 000	428 284 552	437 917 129
78011100305 Appuyer le développement économique	80 100 000	92 171 019	94 244 044
78011100331 Transférer les crédits de la Commission National du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (CNMAEP)	291 410 200	335 325 535	342 867 363
78018000005 Transférer les crédits au Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et la Malnutrition de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CERFAM)	900 000 000	1 035 629 430	1 058 921 847
78018000006 Transférer les Crédits au Conseil National de Politique Économique (CNPE)	148 000 000	170 303 507	174 133 815
4 Investissements	***471 500 000***	***0***	***0***
Trésor	*471 500 000*	*0*	*0*
78011100234 Programme de Valorisation des Compétences Féminines	471 500 000	0	0

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **l'article 163 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel :

- donne son avis sur les projets de lois, d'ordonnances ou de décrets ainsi que les propositions de lois qui lui sont soumis ;
- donne son avis sur les projets de lois de programme à caractère économique, Social, Environnemental et Culturel qui lui sont soumis;
- conseille le Président de la République, à sa demande, sur tout problème à caractère économique, social, environnemental et culturel.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité consultative

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**5 613 253 560**	**5 763 907 180**	**6 221 975 517**
1.1 Ressources Intérieures	**5 613 253 560**	**5 763 907 180**	**6 221 975 517**
1.1.1 Budget État	5 613 253 560	5 763 907 180	6 221 975 517
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**5 613 253 560**	**5 763 907 180**	**6 221 975 517**
2.1 Personnel	**3 973 720 054**	**4 075 361 438**	**4 101 007 442**
2.1.1 Solde y compris EPN	3 973 720 054	4 075 361 438	4 101 007 442
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**89 533 506**	**94 601 102**	**99 955 525**
2.3 Transferts	**1 550 000 000**	**1 593 944 640**	**2 021 012 550**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Consultative.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13008 Autorité Consultative	**5 613 253 560**	**5 763 907 180**	**6 221 975 517**
1 Personnel	**3 973 720 054**	**4 075 361 438**	**4 101 007 442**
78011100322 Prendre en charge les salaires du personnel du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel	3 973 720 054	4 075 361 438	4 101 007 442
2 Biens et services	**89 533 506**	**94 601 102**	**99 955 525**
78011100277 Prendre en charge les dépenses liées aux activités d'abonnement	89 533 506	94 601 102	99 955 525
3 Transferts	**1 550 000 000**	**1 593 944 640**	**2 021 012 550**
78011100307 Mener des études et émettre des avis sur la politique Économique Sociale Environnementale et Culturelle du Gouvernement	1 550 000 000	1 593 944 640	2 021 012 550

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi **n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel est une juridiction constitutionnelle. Il est indépendant et impartial. Il est juge de la constitutionnalité des lois. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil Constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il est juge du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

A ce titre :

- il statue sur l'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative ;
- il statue sur les contestations relatives à l'élection du Président de la République, des Députés et des Sénateurs ;
- il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles ;
- il statue sur la déchéance des Députés et des Sénateurs.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**2 563 120 510**	**2 694 965 943**	**2 989 190 334**
1.1 Ressources Intérieures	**2 563 120 510**	**2 694 965 943**	**2 989 190 334**
1.1.1 Budget État	2 563 120 510	2 694 965 943	2 989 190 334
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
2. CHARGES	**2 563 120 510**	**2 694 965 943**	**2 989 190 334**
2.1 Personnel	**1 500 100 000**	**1 538 470 151**	**1 548 151 651**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 500 100 000	1 538 470 151	1 548 151 651
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**43 020 510**	**45 455 470**	**48 028 249**
2.3 Transferts	**1 020 000 000**	**1 111 040 322**	**1 393 010 434**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13014 Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	**2 563 120 510**	**2 694 965 943**	**2 989 190 334**
1 Personnel	***1 500 100 000***	***1 538 470 151***	***1 548 151 651***
78036000149 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire et contractuels du Conseil Constitutionnel	1 500 100 000	1 538 470 151	1 548 151 651
2 Biens et services	***43 020 510***	***45 455 470***	***48 028 249***
78036000110 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	43 020 510	45 455 470	48 028 249
3 Transferts	***1 020 000 000***	***1 111 040 322***	***1 393 010 434***
78033000133 Mettre en œuvre la politique du conseil constitutionnel en matière de régulation du fonctionnement des pouvoirs publics	1 020 000 000	1 111 040 322	1 393 010 434

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **la loi n°60-403 du 10 décembre 1960, modifiée par la loi n°61-207 du 12 juin 1961** qui organise l'Ordre National de la République de Côte d'Ivoire, le Grand Chancelier :

- préside le conseil de l'Ordre;
- prépare les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'Ordre et les soumet directement au Président de la République;
- vise tous les décrets et règlements relatifs à l'Ordre ;
- présente au Président de la République les candidats proposés par les ministres, par d'autres personnes ou par lui-même pour les nominations ou promotions;
- réunit le conseil de l'Ordre chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an à l'approche des époques de nominations et promotions.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**1 955 218 344**	**2 143 783 864**	**2 188 317 577**
1.1 Ressources Intérieures	**1 955 218 344**	**2 143 783 864**	**2 188 317 577**
1.1.1 Budget État	1 955 218 344	2 143 783 864	2 188 317 577
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**1 955 218 344**	**2 143 783 864**	**2 188 317 577**
2.1 Personnel	**882 142 651**	**911 167 749**	**927 146 969**
2.1.1 Solde y compris EPN	882 142 651	911 167 749	927 146 969
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**23 075 693**	**24 381 777**	**25 761 786**
2.3 Transferts	**1 050 000 000**	**1 208 234 338**	**1 235 408 822**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1 Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions.

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13009 Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	**1 955 218 344**	**2 143 783 864**	**2 188 317 577**
1 Personnel	***882 142 651***	***911 167 749***	***927 146 969***
78011100285 Gérer les dépenses de personnel	163 771 491	174 421 807	185 764 729
78011100328 Prendre en charge les salaires du personnel	718 371 160	736 745 942	741 382 240
2 Biens et services	***23 075 693***	***24 381 777***	***25 761 786***
78011100238 Gérer les activités d'abonnement	23 075 693	24 381 777	25 761 786
3 Transferts	***1 050 000 000***	***1 208 234 338***	***1 235 408 822***
78011100237 Assurer le fonctionnement de la Grande Chancellerie	990 000 000	1 139 192 375	1 164 814 032
78011100278 Acquérir des médailles de distinction	60 000 000	69 041 963	70 594 790

SECTION 108 : PRIMATURE

SECTION 108 : PRIMATURE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes du décret **n° 2021-190 du 28 avril 2021** portant attributions des membres du Gouvernement, le Premier Ministre**,** Chef du Gouvernement est chargé de mettre en œuvre la politique de la Nation, telle que définie par le Président de la République :

- il anime et coordonne l'activité gouvernementale;
- il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des Ministres, qui réunit l'ensemble des Membres du Gouvernement;
- il exerce son autorité sur les Membres du Gouvernement et procède à leur évaluation périodique.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Premier Ministre reçoit, par délégation, une partie des prérogatives du Président de la République.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination
- Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale
- Dotation 3 : Audit et Contrôle a posteriori de la dépense publique
- Dotation 4 : Structures sous-tutelle de la Primature

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**61 645 480 816**	**61 433 043 199**	**61 400 171 916**
1.1 Ressources Intérieures	**55 883 180 816**	**59 852 043 199**	**61 400 171 916**
1.1.1 Budget État	55 883 180 816	59 852 043 199	61 400 171 916
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**5 762 300 000**	**1 581 000 000**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	5 762 300 000	1 581 000 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**61 645 480 816**	**61 433 043 199**	**61 400 171 916**
2.1 Personnel	**10 575 244 753**	**10 887 832 834**	**11 038 365 168**
2.1.1 Solde y compris EPN	10 575 244 753	10 887 832 834	11 038 365 168
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 016 725 576**	**1 094 243 747**	**1 279 383 292**
2.3 Transferts	**27 433 843 579**	**31 526 904 850**	**32 229 829 604**
2.4 Investissement	**22 619 666 908**	**17 924 061 768**	**16 852 593 852**
Trésor	*16 857 366 908*	*16 343 061 768*	*16 852 593 852*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*5 762 300 000*	*1 581 000 000*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13010 Autorité Exécutive et de Coordination	**16 094 791 135**	**16 979 806 871**	**17 290 611 910**
1 Personnel	***8 342 400 000***	***8 555 785 209***	***8 609 626 249***
78013300428 Prendre en charge les salaires du personnel de la Primature	8 342 400 000	8 555 785 209	8 609 626 249
2 Biens et services	***211 800 000***	***243 759 384***	***380 761 513***
78013300425 Régie / Convention BNETD	211 800 000	243 759 384	380 761 513
3 Transferts	***6 840 591 135***	***7 830 262 278***	***8 000 224 148***
78013300426 Direction de la Solde/Gestion des conférences et missions	77 000 000	77 000 000	77 000 000
78013300427 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
78013300613 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	159 402 718	159 402 718	159 402 718
78013300645 Transférer au Programme Cadres Dirigeants Côte d'Ivoire Émergente	150 000 000	172 604 905	176 486 975
78013300648 Mettre en œuvre la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République.	6 417 188 417	7 384 254 655	7 550 334 455
4 Investissements	***700 000 000***	***350 000 000***	***300 000 000***
Trésor	*700 000 000*	*350 000 000*	*300 000 000*
78013300420 Équiper la Primature	500 000 000	350 000 000	300 000 000

78013300419 Réhabiliter extension annexe Primature	200 000 000	0	0

II.2. Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale.

II.2.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13011 Coordination Action Gouvernementale	**1 418 627 457**	**1 614 393 613**	**1 648 310 507**
1 Personnel	***144 021 454***	***147 705 292***	***148 634 792***
78013300533 Prendre en charge les salaires du personnel du Secrétariat Général du Gouvernement	144 021 454	147 705 292	148 634 792
3 Transferts	***1 274 606 003***	***1 466 688 321***	***1 499 675 715***
78013300430 Transférer les crédits au SGG-BGVA	126 096 880	145 099 599	148 363 046
78013300431 Transférer les crédits au SGG-JO	65 256 583	75 090 709	76 779 580
78013300518 Coordonner l'action gouvernementale	1 083 252 540	1 246 498 013	1 274 533 089

II.3. Dotation 3 : Audit et Contrôle à posteriori de la dépense publique.

II.3.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13012 Audit et Contrôle à posteriori de la dépense publique	**1 246 980 709**	**1 615 847 832**	**1 456 483 769**
1 Personnel	***73 945 099***	***75 836 496***	***76 313 730***
78013300521 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale des Finances - PM	66 945 099	68 657 447	69 089 504
78013300557 Prendre en charge les salaires du personnel de IGF/Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'inspection	7 000 000	7 179 049	7 224 226
3 Transferts	***1 173 035 610***	***1 349 811 336***	***1 380 170 039***
78013300434 Transférer les crédits A L'IGF / Fonds d'appui	156 314 812	179 871 356	183 916 855
78013300435 Transférer les crédits A L'IGF / CONAFIP	93 321 044	107 384 466	109 799 658
78013300529 Transférer les crédits A L'IGF/Comité de suivi des remboursements des crédits de TVA	6 524 913	7 508 214	7 677 081
78013300540 Contrôler le bon fonctionnement des Services Rattachés, des Directions Centrales et Services Extérieurs, des Établissements Publics Nationaux sous tutelle économique et financière du Premier Ministre, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget	547 026 314	629 462 834	643 620 128
78013300541 Transférer à l'IGF / Brigade de lutte contre la corruption	188 910 673	217 379 392	222 268 488
78013300542 Transférer les crédits à L'IGF / Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'Inspection	16 200 605	18 642 025	19 061 305
78013300586 Transférer à l'IGF / Comité d'identification des recettes non fiscales	5 077 249	5 842 388	5 973 788
78013300650 Inspection Générale des Finances - PM / Audit Interne	159 660 000	183 720 661	187 852 736
4 Investissements	***0***	***190 200 000***	***0***
Trésor	0	190 200 000	0

78013300656 Construire et équiper un immeuble R+2 au siège de la BLC/IGF	0	190 200 000	0

II.4. Dotation 4 : Structures sous-tutelles de la Primature.

II.4.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	**42 885 081 515**	**41 222 994 883**	**41 004 765 730**
1 Personnel	***2 014 878 200***	***2 108 505 837***	***2 203 790 397***
78011100221 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	413 000 000	417 755 074	422 505 074
78013300437 Prendre en charge les salaires du personnel des structures sous-tutelles	763 417 638	838 441 474	920 838 175
78013300558 Prendre en charge le salaire du personnel à l'INCI	406 647 293	411 329 226	416 006 162
78013300617 Transférer les crédits de prise en charge du salaire du personnel du Comité de privatisation	298 268 269	305 897 493	307 822 487
78046000504 Transférer les crédits de subventions équilibre personnel au Centre d'Information & Communication Gouvernementale (CICG)	133 545 000	135 082 570	136 618 499
2 Biens et services	***804 925 576***	***850 484 363***	***898 621 779***
78013300438 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone des Structures sous-tutelles de la Primature	804 925 576	850 484 363	898 621 779
3 Transferts	***18 145 610 831***	***20 880 142 915***	***21 349 759 702***
13013010049 Transférer les crédits à la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI)	742 069 780	853 899 227	873 104 335
78011100233 Prendre en charge les salaires du personnel du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) - Dépenses de Personnels	413 000 000	475 238 840	485 927 470
78011100274 Mettre en œuvre la stratégie du Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) en matière d'étude, la conception et la maitrise des projets de l'État.	1 702 799 623	1 959 410 451	2 003 479 690
78011100276 Transférer les crédits au Comité de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CNPPP)	2 174 400 340	2 502 081 097	2 558 355 581
78011100282 Transférer les crédits au Comité National de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	248 500 000	285 948 792	292 380 087
78011100306 Mettre en œuvre la politique du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) en matière de Géo-information et de Télédétection appliquée	442 443 616	509 119 589	520 570 235
78013300527 Transférer les crédits au Comité de Privatisation	339 313 988	390 448 392	399 229 994
78013300585 Transférer les crédits à l'Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire	1 060 686 383	1 220 531 150	1 247 982 204
78013300624 Transférer les crédits à l'ONEG	193 423 491	222 572 288	227 578 178
78013300652 Transférer les crédits au Secrétariat Permanent du Comité Interministériel Action de L'État en Mer	350 355 829	403 154 231	412 221 602
78032000030 Transférer les crédits à la Plateforme Nationale de Réduction des Risques et de Gestion des Catastrophes	256 790 000	295 488 091	302 133 935
78046000388 Assister le gouvernement dans sa communication gouvernementale	589 817 706	678 702 861	693 967 617
78046000561 Renforcer les capacités des agents de l'État à l'utilisation des outils informatiques	250 000 000	287 674 841	294 144 958
78047400004 Transférer les Crédits à la Coordination pour la mise en œuvre du Plan D'Urgence pour la Commune D'Abobo (CPUCA)	150 947 185	173 694 830	177 601 413

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	**42 885 081 515**	**41 222 994 883**	**41 004 765 730**
78081000119 Transférer les crédits au Comité d'Organisation de la Coupe Africaine des Nations (COCAN) 2021	9 231 062 890	10 622 178 235	10 861 082 403
4 Investissements	***21 919 666 908***	***17 383 861 768***	***16 552 593 852***
Trésor	*16 157 366 908*	*15 802 861 768*	*16 552 593 852*
78074000662 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance Primature	1 069 461 192	1 365 106 947	1 774 639 031
78074000436 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	503 340 413	950 000 000	1 372 000 000
78047400003 Projet d'urgence infrastructure Abobo	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
78032000032 Transférer les crédits de la réalisation de la Cartographie Nationale des Risques de catastrophes d'origine naturelle en Côte d'Ivoire	0	500 000 000	200 000 000
78017000007 Programme de Conversion de Dettes (PCD-CI / Espagne)	7 187 537 839	6 937 754 821	6 937 754 821
78011100243 Suivre l'exécution du PSGOUV/Primatures et Services Rattachés	550 000 000	550 000 000	550 000 000
78011100235 Mettre en place l'Infrastructure Nationale Données Géospatiales	978 500 000	0	0
41092200018 CCFP-ZOUHAN-HOUNIEN	308 013 847	500 000 000	718 200 000
28092200009 CLP-BOUNA	560 513 617	0	0
Financement extérieur	*5 762 300 000*	*1 581 000 000*	*0*
78074000436 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	4 700 300 000	1 233 000 000	0
78074000436 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	1 062 000 000	348 000 000	0

SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes **de la loi organique n°2007-540 du 1er août 2007** fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Organe de médiation dénommé « le Médiateur de la République »**,** le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la médiation, sans préjudice des compétences reconnues par les lois et règlements aux autres Institutions et Structures de l'État, les différends de toute nature :

- opposant l'Administration publique aux administrés ;
- opposant les Collectivités territoriales, les Établissements Publics et tout autre organe investi d'une mission de service public aux administrés ;
- impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toute autre entité.

Le Médiateur de la République a également compétence pour connaitre des litiges opposant des personnes privées, physiques ou morales, à des communautés urbaines ou rurales.

Le Médiateur de la République a enfin pour rôle d'aider au renforcement de la cohésion sociale.

Le Médiateur de la République peut à la requête du Président de la République, contribuer à toute action de conciliation entre l'Administration Publique et les Organisations sociales et professionnelles.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Médiation et gestion des conflits

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**4 893 225 976**	**4 741 125 692**	**5 117 930 390**
1.1 Ressources Intérieures	**4 893 225 976**	**4 741 125 692**	**5 117 930 390**
1.1.1 Budget État	4 893 225 976	4 741 125 692	5 117 930 390
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
2. CHARGES	**4 893 225 976**	**4 741 125 692**	**5 117 930 390**
2.1 Personnel	**3 472 990 257**	**3 561 823 776**	**3 584 238 118**
2.1.1 Solde y compris EPN	3 472 990 257	3 561 823 776	3 584 238 118
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**57 535 614**	**60 792 130**	**64 232 965**
2.3 Transferts	**1 362 700 105**	**1 118 509 786**	**1 469 459 307**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Médiation et Gestion des Conflits

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13933 Médiation et Gestion des Conflits	**4 893 225 976**	**4 741 125 692**	**5 117 930 390**
1 Personnel	***3 472 990 257***	***3 561 823 776***	***3 584 238 118***
78011100284 Prendre en charge les salariales du personnel des fonctionnaires et contractuels de la Médiature	3 472 990 257	3 561 823 776	3 584 238 118
2 Biens et services	***57 535 614***	***60 792 130***	***64 232 965***
78011100268 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	57 535 614	60 792 130	64 232 965
3 Transferts	***1 362 700 105***	***1 118 509 786***	***1 469 459 307***
78011100294 Conduire la médiation entre l'administration et les administrés, mais également entre les administrés eux-mêmes, en vue d'harmoniser les rapports de ceux-ci.	1 362 700 105	1 118 509 786	1 469 459 307

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Instituée par la Constitution du **1er août 2000 en son article 32 alinéa 4**, la Commission Électorale Indépendante a été créée par **la loi 2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Électorale Indépendante, modifiée par la loi 2004- 542 du 14 décembre 2004** et les Décisions subséquentes n° **2005-06 /PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005.** Cette loi a subi deux autres modifications par **la loi 2014-335 du 18 juin 2014 et la loi 2014-664 du 03 novembre 2014.**

La Commission Électorale Indépendante est chargée de l'organisation, de la supervision et du contrôle du déroulement de toutes les opérations électorales et référendaires dans le respect des lois et règlements en vigueur.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections
- Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Électorales Locales
- Dotation 3 : Révision de la liste électorale

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**18 112 611 119**	**18 175 080 702**	**18 656 709 770**
1.1 Ressources Intérieures	**18 112 611 119**	**18 175 080 702**	**18 656 709 770**
1.1.1 Budget État	18 112 611 119	18 175 080 702	18 656 709 770
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**18 112 611 119**	**18 175 080 702**	**18 656 709 770**
2.1 Personnel	**2 532 321 218**	**2 597 093 932**	**2 613 437 288**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 532 321 218	2 597 093 932	2 613 437 288
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**13 541 251 936**	**13 577 546 796**	**13 615 895 945**
2.3 Transferts	**1 789 037 965**	**2 000 439 974**	**2 427 376 537**
2.4 Investissement	**250 000 000**	**0**	**0**
Trésor	*250 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13017 Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections	**5 212 611 119**	**5 275 080 702**	**5 756 709 770**
1 Personnel	***2 532 321 218***	***2 597 093 932***	***2 613 437 288***
78016001373 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CEI	2 532 321 218	2 597 093 932	2 613 437 288
2 Biens et services	***641 251 936***	***677 546 796***	***715 895 945***
13017010007 Gérer les activités d'abonnement	641 251 936	677 546 796	715 895 945
3 Transferts	***1 789 037 965***	***2 000 439 974***	***2 427 376 537***
78010200102 Assurer le fonctionnement courant des services centraux de la CEI	1 789 037 965	2 000 439 974	2 427 376 537
4 Investissements	***250 000 000***	***0***	***0***
Trésor	250 000 000	0	0
78016001729 Acquérir et mettre en place une plateforme de Gestion Électronique des Documents (GED)	250 000 000	0	0

II.2. Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Électorales Locales

II.2.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13932 Fonctionnement des Commissions Électorales Locales	**6 780 000 000**	**6 780 000 000**	**6 780 000 000**
2 Biens et services	***6 780 000 000***	***6 780 000 000***	***6 780 000 000***
13932010001 Assurer le fonctionnement des Commissions Électorales Locales de la CEI	6 780 000 000	6 780 000 000	6 780 000 000

II.3. Dotation 3 : Révision de la liste électorale

II.3.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13971 Révision de la liste électorale	**6 120 000 000**	**6 120 000 000**	**6 120 000 000**
2 Biens et services	***6 120 000 000***	***6 120 000 000***	***6 120 000 000***
13971010001 Réviser la liste électorale 2016	6 120 000 000	6 120 000 000	6 120 000 000

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, conformément à la **loi organique n° 2014-428 du 14 juillet 2014** portant Statut des Rois et Chefs traditionnels, est chargée de :

Au titre de la gestion des Rois et Chefs traditionnels :

- dresser le répertoire des Rois et Chefs traditionnels;
- dresser le répertoire des us et coutumes;
- favoriser les échanges interculturels;
- veiller au respect du statut des Rois et Chefs traditionnels;
- contribuer à régler les litiges relatifs à la désignation des autorités traditionnelles conformément aux us et coutumes;
- organiser des séances de formation à l'endroit des autorités traditionnelles;
- organiser l'assistance aux autorités traditionnelles et leur prise en charge sociale

Au titre des questions d'ordre national, elle a pour mission de :

- promouvoir le civisme;
- initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits;
- émettre un avis consultatif sur des questions d'intérêt national;
- contribuer à la mobilisation des populations pour les activités de développement;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire en relation avec les Institutions étatiques.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**4 239 570 020**	**4 247 469 683**	**4 255 816 467**
1.1 Ressources Intérieures	**4 239 570 020**	**4 247 469 683**	**4 255 816 467**
1.1.1 Budget État	4 239 570 020	4 247 469 683	4 255 816 467
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**4 239 570 020**	**4 247 469 683**	**4 255 816 467**
2.1 Personnel	**0**	**0**	**0**
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**139 570 020**	**147 469 683**	**155 816 467**
2.3 Transferts	**4 100 000 000**	**4 100 000 000**	**4 100 000 000**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale.

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13020 Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	**4 239 570 020**	**4 247 469 683**	**4 255 816 467**
2 Biens et services	***139 570 020***	***147 469 683***	***155 816 467***
11011100017 Gérer les abonnements de la chambre des Rois	139 570 020	147 469 683	155 816 467
3 Transferts	***4 100 000 000***	***4 100 000 000***	***4 100 000 000***
11011100016 Assurer le fonctionnement de la chambre des rois et des chefs traditionnels	4 100 000 000	4 100 000 000	4 100 000 000

SECTION 114 : COUR DE CASSATION

SECTION 114 : COUR DE CASSATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **la loi n°2020-967 du 17 décembre 2020** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour de Cassation, en son article 14 : « (…) la Cour de Cassation statue souverainement sur les pouvoirs en cassation dirigés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, par les juridictions statuant en matière civile, commerciale, sociale et pénale. Elle connait en outre : des demandes en révision, des demandes de renvoi d'une juridiction à une autre, des prises à partie, des récusations, des inscriptions de faux, des règlements de juges, des demandes en annulation des actes par lesquels les juges de l'ordre judiciaire excèdent leurs pouvoirs, des recours contre ses arrêts, des demandes en interprétation et en rectification, de la tierce opposition ».

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**6 050 565 485**	**13 548 482 899**	**16 283 425 544**
1.1 Ressources Intérieures	**6 050 565 485**	**13 548 482 899**	**16 283 425 544**
1.1.1 Budget État	6 050 565 485	13 548 482 899	16 283 425 544
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**6 050 565 485**	**13 548 482 899**	**16 283 425 544**
2.1 Personnel	**2 725 022 715**	**2 938 201 764**	**3 378 458 253**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 725 022 715	2 938 201 764	3 378 458 253
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**95 728 186**	**101 146 401**	**106 871 287**
2.3 Transferts	**2 979 814 584**	**3 162 004 734**	**3 708 326 004**
2.4 Investissement	**250 000 000**	**7 347 130 000**	**9 089 770 000**
Trésor	*250 000 000*	*7 347 130 000*	*9 089 770 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13028 Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	**6 050 565 485**	**13 548 482 899**	**16 283 425 544**
1 Personnel	***2 725 022 715***	***2 938 201 764***	***3 378 458 253***
78011100302 Prendre en charge les salaires du personnel de la cour de cassation	196 694 184	201 725 306	202 994 751
78011100312 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour de Cassation	2 528 328 531	2 736 476 458	3 175 463 502
2 Biens et services	***95 728 186***	***101 146 401***	***106 871 287***
78011100317 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	95 728 186	101 146 401	106 871 287
3 Transferts	***2 979 814 584***	***3 162 004 734***	***3 708 326 004***
78011100269 Examiner les requêtes, les pouvoirs, les enrôlements, les sursis à exécution et autres dossiers	963 981 872	1 048 018 138	1 300 011 994
78011100286 Examiner les décisions rendues par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire	1 062 648 590	1 155 286 242	1 433 072 501
78011100314 Examiner les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats	63 276 830	68 793 062	85 334 217
78036000180 Prendre en charge diverses autres dépenses de la Cour de Cassation (Primes du personnel, rémunération des décisionnaires et contractuels, émoluments)	889 907 292	889 907 292	889 907 292
4 Investissements	***250 000 000***	***7 347 130 000***	***9 089 770 000***
Trésor	250 000 000	7 347 130 000	9 089 770 000
78033000151 Construire le siège de la Cour de Cassation	126 000 000	7 223 130 000	8 965 770 000
78033000123 Réhabiliter les locaux de la Cour de Cassation	124 000 000	124 000 000	124 000 000

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **la loi organique n°2018-979 du 27** décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes est une juridiction suprême qui a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation.

A ce titre, la Cour des comptes :

- connaît en premier et dernier ressort des litiges non dévolus aux Chambres régionales des comptes installées dans les différents ressorts territoriaux ;
- connaît en cassation des pouvoirs dirigés contre ses arrêts définitifs dans les conditions prévus par les articles 53 in fine, 111 et 112 de la présente loi organique ;
- connaît en appel des jugements rendus par les Chambres régionales des comptes ;
- juge les comptes des comptables publics, les comptes des comptables de fait et les fautes de gestion ;
- dispose d'un pouvoir de contrôle de la gestion des services de l'État, des établissements publics nationaux et des collectivités territoriales. Elle s'assure de l'effectivité du recouvrement des ressources publiques, du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les agents de l'État et par les autres personnes morales de droit public ;
- assure la vérification des comptes et le contrôle de la gestion :
  - des sociétés, groupements ou organismes, quel que soit leur statut juridique, dans lesquels l'État, les Collectivités Territoriales, les personnes ou établissements publics nationaux, les organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes détiennent directement, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants;
  - des personnes morales dans lesquelles l'État ou les organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes, détiennent directement, séparément ou ensemble, une participation au capital permettant d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion ;
  - des services publics concédés ;
- contrôle les organismes de sécurité et de prévoyance sociale, y compris les organismes de droit privé qui assurent, en tout ou partie, la gestion d'un régime de prévoyance obligatoire ;
- contrôle la gestion de tout organisme ou association qui bénéficie d'un concours financier de l'État ou d'une autre personne morale de droit public, ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales ;
- contrôle la conformité de l'emploi des ressources collectées auprès du public avec les objectifs énoncés lors de l'appel à la générosité publique ;
- procède à la vérification, dans le respect de leur autonomie financière, des comptes d'emploi des crédits alloués aux pouvoirs publics constitutionnels dotés d'un comptable public ou d'un agent comptable tenant lieu de comptable public sont adressés, après la clôture de chaque exercice ;
- assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et dans les domaines relevant de sa compétence ;
- adresse au Président de la République et présente au Parlement et au Conseil Économique, Social, Environnemental et culturel, au plus tard à la fin de l'année suivant la clôture de l'exercice, un rapport public annuel dans lequel elle expose ses observations et en tire les enseignements ;
- peut adresser au Président de la République et présenter au Parlement et au Conseil Économique, Social, Environnemental et culturel, des rapports de synthèse sur des sujets particuliers ;
- peut être consultée par le Gouvernement, le Parlement et le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel, sur toute question relative à la gestion des services de l'État et des collectivités publiques ;
- reçoit la déclaration authentique de patrimoine du Président de la République et du Vice-président lors de leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci, conformément à la législation en vigueur ;
- reçoit la déclaration de patrimoine du Président des membres de la Haute Autorité pour la bonne Gouvernance lors de leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**6 805 344 925**	**6 247 191 261**	**7 283 835 734**
1.1 Ressources Intérieures	**6 805 344 925**	**6 247 191 261**	**7 283 835 734**
1.1.1 Budget État	6 805 344 925	6 247 191 261	7 283 835 734
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**6 805 344 925**	**6 247 191 261**	**7 283 835 734**
2.1 Personnel	**3 779 166 952**	**4 048 197 531**	**4 580 359 063**
2.1.1 Solde y compris EPN	3 779 166 952	4 048 197 531	4 580 359 063
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**124 891 713**	**131 960 584**	**139 429 553**
2.3 Transferts	**1 901 286 260**	**2 067 033 146**	**2 564 047 118**
2.4 Investissement	**1 000 000 000**	**0**	**0**
Trésor	*1 000 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13935 Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	**6 805 344 925**	**6 247 191 261**	**7 283 835 734**
1 Personnel	***3 779 166 952***	***4 048 197 531***	***4 580 359 063***
78011100251 Prendre en charge les salaires du personnel de la Cour des Comptes	741 776 203	760 749 648	765 537 000
78011100319 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour des Comptes	3 037 390 749	3 287 447 883	3 814 822 063
2 Biens et services	***124 891 713***	***131 960 584***	***139 429 553***
78011100250 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone de la Cour des Comptes	124 891 713	131 960 584	139 429 553
3 Transferts	***1 901 286 260***	***2 067 033 146***	***2 564 047 118***
78033000140 Mettre en œuvre la politique de la Cour des Comptes en matière de Jugement des comptes publics, de contrôle de gestion des services de l'État et d'assistance au Parlement et au Gouvernement.	1 901 286 260	2 067 033 146	2 564 047 118
4 Investissements	***1 000 000 000***	***0***	***0***
Trésor	1 000 000 000	0	0
78011100252 Construire et Équiper le siège de la Cour des Comptes	1 000 000 000	0	0

SECTION 116 : PARQUET GENERAL

SECTION 116 : PARQUET GENERAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n° 2020-883 du 21 octobre 2020** détermine la composition et le fonctionnement du Parquet Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'État, le Parquet Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'État assure les fonctions du ministère public auprès de la Cour de Cassation et du Conseil d'État.
Le Procureur Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'État requiert, en toutes matières, l'application de la loi devant la Cour de Cassation et le Conseil d'État. Il veille à la bonne application des lois et règlements par la Cour de Cassation et par le Conseil d'État. Il exerce les fonctions du ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites. Toutefois, il peut faire des observations orales complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles de la Cour de cassation et du Conseil d'État.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Parquet Général.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1. RESSOURCES	**1 072 649 797**	**1 118 101 086**	**1 289 730 234**
1.1 Ressources Intérieures	**1 072 649 797**	**1 118 101 086**	**1 289 730 234**
1.1.1 Budget État	1 072 649 797	1 118 101 086	1 289 730 234
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**1 072 649 797**	**1 118 101 086**	**1 289 730 234**
2.1 Personnel	**415 604 000**	**426 234 484**	**428 916 751**
2.1.1 Solde y compris EPN	415 604 000	426 234 484	428 916 751
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**57 045 797**	**60 274 589**	**63 686 131**
2.3 Transferts	**600 000 000**	**631 592 013**	**797 127 352**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Parquet Général

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13029 Parquet Général	**1 072 649 797**	**1 118 101 086**	**1 289 730 234**
1 Personnel	***415 604 000***	***426 234 484***	***428 916 751***
78011100303 Prendre en charge les salaires du personnel du Parquet Général	415 604 000	426 234 484	428 916 751
2 Biens et services	***57 045 797***	***60 274 589***	***63 686 131***
78011100283 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Parquet Général	57 045 797	60 274 589	63 686 131
3 Transferts	***600 000 000***	***631 592 013***	***797 127 352***
78033000139 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général en matière de veille de la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour suprême, la Cour de cassation et du Conseil d'État.	600 000 000	631 592 013	797 127 352

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi **organique n°2018-979 du 27** décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, le Procureur général assure les fonctions du Ministère public près la Cour des comptes.

A ce titre, le Procureur Général près la Cour des comptes :

- assure l'administration et la discipline du Parquet général ;
- peut requérir l'application de la loi devant toutes les chambres de la Cour des comptes et en toutes matières ;
- bénéficie en tant que de besoin des services administratifs de la Cour des comptes ;
- est présent ou représenté dans les formations consultatives de la Cour quand il n'en est pas membre ;
- veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour ;
- exerce les fonctions du Ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites et peut faire des observations orales, complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles ;
- reçoit obligatoirement communication pour avis des rapports et arrêts définitifs sur les gestions patentes, les saisines pour gestion de fait ou faute de gestion et les recours en révision ou pourvois en cassation ;
- communique directement avec les autorités administratives ou judiciaires par note du Ministère public ;
- tient l'état des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des services de l'État, des collectivités locales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour des comptes . A cette fin, il lui est adressé, sur instructions du Ministre chargé des Finances publiques au début de chaque année, la liste des postes comptables, celle des comptables publics assignataires et l'arrêté portant liste des entreprises publiques. Il est de même destinataire du procès-verbal relatif à la réception des comptes des comptables publics par le greffe de la Cour ;
- est informé par le greffier en chef des retards dans la production de comptes et des pièces justificatives ;
- est consulté par le Président de la Cour des comptes avant toute décision de destruction des liasses ;
- défère à la Cour des comptes les opérations présumées constitutives de gestion de fait. Il requiert l'application des amendes prévues ;
- suit, en relation avec les services habilités du Ministère en charge des Finances publiques, l'exécution des arrêts définitifs et décisions de la Cour des Comptes ;
- exerce un contrôle sur les activités des parquets près les chambres régionales des comptes.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des comptes

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**1 564 081 426**	**1 620 915 904**	**1 921 202 957**
1.1 Ressources Intérieures	**1 564 081 426**	**1 620 915 904**	**1 921 202 957**
1.1.1 Budget État	1 564 081 426	1 620 915 904	1 921 202 957
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**1 564 081 426**	**1 620 915 904**	**1 921 202 957**
2.1 Personnel	**475 266 472**	**487 423 026**	**490 490 350**
2.1.1 Solde y compris EPN	475 266 472	487 423 026	490 490 350
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**13 814 954**	**14 596 880**	**15 423 064**
2.3 Transferts	**1 075 000 000**	**1 118 895 998**	**1 415 289 543**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des Comptes

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13934 Ministère Public près la Cour des Comptes	**1 564 081 426**	**1 620 915 904**	**1 921 202 957**
1 Personnel	***475 266 472***	***487 423 026***	***490 490 350***
78011100267 Prendre en charge les salaires du personnel du PGPCC	475 266 472	487 423 026	490 490 350
2 Biens et services	***13 814 954***	***14 596 880***	***15 423 064***
78011100324 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	13 814 954	14 596 880	15 423 064
3 Transferts	***1 075 000 000***	***1 118 895 998***	***1 415 289 543***
78033000146 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général près la Cour des Comptes en matière de bonne application des lois et règlements au sein de la Cour des Comptes	1 075 000 000	1 118 895 998	1 415 289 543

SECTION 118 : CONSEIL D’ÉTAT

SECTION 118 : CONSEIL D'ÉTAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La révision constitutionnelle, opérée par la **Loi n° 2020-348 du 19 mars 2020**, qui a consacré la disparition de la Cour Suprême, a érigé le Conseil d 'État en Institution. Il exerce les attributions qui lui sont dévolues par les lois en vigueur. La loi de référence, à savoir la loi organique n°2020-968 du 17 décembre 2020 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'État lui confère :

- des attributions contentieuses notamment le recours pour excès de pouvoir contre les décisions administratives en 1er et dernier ressort, les pourvois en cassation dirigés contre toutes les décisions où une personne morale de droit public est partie et le contentieux électoral administratif en 1er et dernier ressort ;
- des attributions consultatives notamment des avis émis sur tout projet de texte qui lui est soumis par le Président de la République et les Membres du Gouvernement.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
1. RESSOURCES	**4 441 290 110**	**4 975 145 335**	**9 325 984 839**
1.1 Ressources Intérieures	**4 441 290 110**	**4 975 145 335**	**9 325 984 839**
1.1.1 Budget État	4 441 290 110	4 975 145 335	9 325 984 839
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**4 441 290 110**	**4 975 145 335**	**9 325 984 839**
2.1 Personnel	**1 590 587 593**	**1 708 827 035**	**1 947 560 874**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 590 587 593	1 708 827 035	1 947 560 874
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**52 437 693**	**80 436 453**	**101 925 766**
2.3 Transferts	**2 798 264 824**	**3 185 881 847**	**7 276 498 199**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif

II.1.1 **Financement de la dotation**

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13025 Juridiction de l'Ordre administratif	**4 441 290 110**	**4 975 145 335**	**9 325 984 839**
1 Personnel	***1 590 587 593***	***1 708 827 035***	***1 947 560 874***
78011100246 Prendre en charge les salaires du personnel	223 933 309	229 661 164	231 106 408
78011100313 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires du Conseil d'État	1 366 654 284	1 479 165 871	1 716 454 466
2 Biens et services	***52 437 693***	***80 436 453***	***101 925 766***
78011100311 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	52 437 693	80 436 453	101 925 766
3 Transferts	***2 798 264 824***	***3 185 881 847***	***7 276 498 199***
78011100245 Mettre en œuvre la politique du Conseil d'État en matière contentieuse et consultative	1 949 132 412	3 184 361 784	4 552 448 128
78036000181 Prendre en charge diverses autres dépenses du Conseil d'État (Primes du personnel, rémunération des décisionnaires et contractuels, émoluments du Président)	849 132 412	1 520 063	2 724 050 071

SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Les décrets n° 2012-310 et 2012-311 du 13 mars 2012 portant attributions et organisation du ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les Institutions.

Le Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions est chargé du suivi de la politique du Président de la République en matière de dialogue politique et des relations avec les Institutions. A ce titre, il a pour rôle, entre autres :

- d'assurer la représentation du Chef de l'État auprès des institutions de la République que sont l'Assemblée Nationale, le Conseil Constitutionnel, la Cour Suprême, la Cour des comptes, le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel, le Médiateur de la République, la Grande Chancellerie, la Commission Électorale Indépendante, les Ordres Nationaux et les structures assimilées;
- de contribuer à une meilleure connaissance des institutions par les Ivoiriens.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	**2023**	**2024**
1. RESSOURCES	**1 218 724 127**	**1 330 205 752**	**1 375 398 352**
1.1 Ressources Intérieures	**1 218 724 127**	**1 330 205 752**	**1 375 398 352**
1.1.1 Budget État	1 218 724 127	1 330 205 752	1 375 398 352
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2022	2023	2024
2. CHARGES	**1 218 724 127**	**1 330 205 752**	**1 375 398 352**
2.1 Personnel	**203 503 783**	**220 869 089**	**239 716 204**
2.1.1 Solde y compris EPN	203 503 783	220 869 089	239 716 204
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**38 716 251**	**40 907 591**	**43 222 960**
2.3 Transferts	**976 504 093**	**1 068 429 072**	**1 092 459 188**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
13023 Ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les Institutions	**1 218 724 127**	**1 330 205 752**	**1 375 398 352**
1 Personnel	**203 503 783**	**220 869 089**	**239 716 204**
78013300546 Gérer les dépenses de Personnels du Ministère	203 503 783	220 869 089	239 716 204
2 Biens et services	**38 716 251**	**40 907 591**	**43 222 960**
78013300616 Gérer les abonnements du ministère chargé des relations avec les Institutions	38 716 251	40 907 591	43 222 960
3 Transferts	**976 504 093**	**1 068 429 072**	**1 092 459 188**
78013300445 Gérer les dépenses de fonctionnement - MRIR	928 504 093	1 068 429 072	1 092 459 188
90013300008 Prendre en charge les agents sur Régie Convention BNETD/MRIR	48 000 000	0	0

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Dettes Intérieures.
- Dotation 2 : Dettes Extérieures.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2 022	**2 023**	**2 024**
1. RESSOURCES	**3 061 165 575 120**	**3 396 421 660 907**	**3 823 879 984 013**
1.1 Ressources Intérieures	3 061 165 575 120	3 396 421 660 907	3 823 879 984 013
1.1.1 Budget État	3 061 165 575 120	3 396 421 660 907	3 823 879 984 013
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**3 061 165 575 120**	**3 396 421 660 907**	**3 823 879 984 013**
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 016 410 394 680	976 225 918 491	879 870 116 858
2.3 Transferts	2 044 755 180 440	2 420 195 742 416	2 944 009 867 155
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Dettes Intérieures

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
11018 Dettes Intérieures	**1 737 324 900 439**	**1 707 127 626 407**	**1 846 348 046 982**
2 Biens et services	***472 269 753 874***	***412 441 801 576***	***339 063 393 056***
78011201502 Payer les intérêts des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'État	233 354 630 862	202 760 912 779	165 431 942 576
78011201503 Payer les intérêts des Bons du Trésor	33 000 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000
78011201506 Payer les frais et commissions sur titres publics	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
78011202150 Payer les intérêts des Divers financements structurés	48 484 242 128	45 979 672 279	39 561 639 509
78011202305 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Découverts du Trésor à l'Intérieur du Plafond	6 500 510 622	6 500 510 622	6 500 510 622
78011202314 Payer les intérêts des Obligations du Trésor	120 930 370 262	94 200 705 896	64 569 300 349
3 Transferts	***1 265 055 146 565***	***1 294 685 824 831***	***1 507 284 653 926***
78011201510 Rembourser le capital des dettes titrisées-Passifs audités	8 823 858 129	8 823 858 128	17 795 524 795
78011201511 Rembourser le capital de la dette auprès de la BNI	2 325 833 333	0	0
78011201512 Rembourser le capital des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'État	497 776 036 000	659 570 724 584	769 954 901 833
78011201513 Rembourser le capital des Bons du Trésor	230 000 000 000	0	0
78011201514 Rembourser le capital de la dette auprès de la CNPS-Dette titrisée	730 000 000	0	0
78011201516 Rembourser le capital de la dette auprès de NSIA Banque-titrisation de 3,754 mrds 0% 2017	536 000 000	536 000 000	534 000 000
78011201517 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation dette ex BFA (18,04 mrds)	688 600 000	688 600 000	688 400 000
78011201893 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation arriérés de créances (18,48 mrds)	616 000 000	614 000 000	0
78011201941 Rembourser le capital de la dette auprès de SOGEBOURSE restructuration titre RCI/FNI	887 060 250	0	0
78011202050 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFRICAINE DE BOURSE restructuration titre RCI/FNI	700 000 000	350 000 000	0
78011202246 Rembourser le capital des Obligations du Trésor	455 816 566 000	518 720 682 000	556 273 082 000
78011202267 Rembourser le capital des Divers financements structurés	66 155 192 853	105 381 960 119	162 038 745 298

II.2. Dotation 2 : Dettes Extérieures

II.2.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
12019 Dettes extérieures	**1 323 840 674 681**	**1 689 294 034 500**	**1 977 531 937 031**
2 Biens et services	***544 140 640 806***	***563 784 116 915***	***540 806 723 802***
78011201519 Payer les intérêts de la dette auprès de la BOAD	14 659 501 166	14 393 731 887	14 363 560 950
78011201520 Payer les intérêts de la dette auprès du FIDA	203 359 154	224 587 464	245 332 215
78011201521 Payer les intérêts de la dette au Fonds Koweitien	965 483 595	1 028 983 195	1 070 133 356
78011201522 Payer les intérêts de la dette auprès du Club de PARIS	4 881 836 091	6 440 440 734	6 931 712 401
78011201523 Payer les intérêts de la dette auprès de la BADEA - PAL	653 646 795	719 863 796	756 236 091
78011201524 Payer les intérêts de la dette auprès d'AFREXIMBANK	6 154 940 589	4 014 091 682	1 873 242 787
78011201525 Payer les intérêts de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	7 206 157 579	9 784 884 259	9 236 369 079
78011201845 Payer les frais financiers, commissions et honoraires aux autres organismes	10 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
78011201943 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Monétaire International (FMI)	12 653 591 010	12 298 770 742	9 403 137 503
78011201944 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	6 784 666 962	4 917 657 437	3 637 324 959
78011201945 Payer les intérêts de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment bank (SGCIB)	13 232 408 628	12 126 945 352	9 632 433 745
78011201946 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	863 790 357	776 781 426	640 136 970
78011202029 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	20 206 067 340	24 926 334 809	25 696 757 568
78011202051 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	4 874 659 509	5 382 329 328	5 457 928 899
78011202052 Payer les intérêts de la dette auprès de la BIDC - CEDEAO	2 176 301 161	2 445 653 181	2 490 990 912
78011202053 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	12 793 295 925	18 571 246 409	14 559 793 669
78011202128 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Suisse	6 038 482 981	4 767 773 097	3 505 766 719
78011202129 Payer les intérêts de la dette auprès du MUFG Bank	6 616 960 701	4 675 847 020	3 640 970 641
78011202131 Payer les intérêts de la dette auprès de KBC Bank	636 681 533	591 547 585	536 061 593
78011202132 Payer les intérêts de la dette auprès d'autres banques extérieures	24 856 672 687	26 703 502 356	24 384 198 950
78011202149 Payer les intérêts de la dette auprès des autres Créanciers à l'Extérieur	39 329 177 451	41 178 982 447	37 626 280 601
78011202191 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque commerciale tchécoslovaque (XSOB)	974 981 779	824 319 286	674 784 134
78011202197 Payer les intérêts de la dette auprès de l'Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	2 170 571 257	2 871 950 105	3 456 136 179
78011202215 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	572 547 797	576 438 652	553 622 395
78011202217 Payer les intérêts des titres EUROBONDS	337 655 647 260	343 642 694 686	341 910 518 605
78011202247 Payer les intérêts de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	5 813 857 958	3 562 167 968	2 153 822 969
78011202271 Payer les intérêts de la dette auprès des Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	461 893 444	508 277 692	519 843 030
78011202338 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Saoudien	703 460 097	828 314 320	849 626 882

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2022	2023	2024
12019 Dettes extérieures	**1 323 840 674 681**	**1 689 294 034 500**	**1 977 531 937 031**
3 Transferts	***779 700 033 875***	***1 125 509 917 585***	***1 436 725 213 229***
78011201527 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	3 938 039 845	8 628 786 301	9 430 146 979
78011201528 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	22 167 652 228	28 273 664 502	39 116 768 381
78011201529 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	2 527 287 006	2 366 053 415	4 943 948 707
78011201530 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Koweitien	1 713 532 667	3 030 332 389	3 481 806 579
78011201531 Rembourser le capital de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	35 544 619 035	29 369 042 458	23 193 465 882
78011201532 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque commerciale tchécoslovaque (XSOB)	6 788 853 210	6 788 853 210	6 788 853 210
78011201533 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFREXIMBANK	35 946 443 600	35 946 443 600	35 946 443 600
78011201534 Rembourser le capital de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	22 498 417 354	55 695 931 642	64 450 024 205
78011201858 Rembourser le capital de la dette auprès de la BADEA-PAL	1 298 042 750	1 433 107 750	1 946 695 250
78011201926 Rembourser le capital de la dette auprès des autres créanciers à l'extérieur	53 269 955 686	66 964 841 987	110 117 122 688
78011201947 Rembourser le capital de la dette auprès du FIDA	420 400 612	420 400 612	420 400 612
78011201948 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Saoudien	2 750 874 999	2 750 874 999	2 698 322 118
78011201949 Rembourser le capital de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment Bank (SGCIB)	73 815 261 836	80 592 614 663	103 456 244 899
78011202054 Rembourser le capital de la dette auprès de la BOAD	22 549 600 684	31 511 623 517	40 239 426 873
78011202055 Rembourser le capital des titres EUROBONDS	31 519 540 200	31 519 540 200	111 265 207 700
78011202099 Rembourser le capital de la dette auprès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	1 896 743 900	2 672 317 775	2 799 590 415
78011202130 Rembourser le capital de la dette auprès d'autres banques extérieures	32 168 678 171	112 904 671 974	173 521 444 726
78011202133 Rembourser le capital de la dette auprès du MUFG Bank	27 430 929 092	61 762 035 549	35 334 948 074
78011202134 Rembourser le capital de la dette auprès de Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	10 993 022 627	12 742 099 170	20 171 007 132
78011202135 Rembourser le capital de la dette auprès de KBC Bank	8 088 171 156	8 088 171 156	8 088 171 156
78011202136 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Suisse	26 349 208 836	26 349 208 836	26 349 208 836
78011202189 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	7 113 965 099	7 113 965 099	7 113 965 099
78011202248 Rembourser le capital de la dette auprès du Club de Paris	210 845 715 654	225 094 584 908	235 905 997 921
78011202315 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	16 272 229 542	64 035 482 582	49 979 812 439
78011202324 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	21 805 561 041	20 730 845 615	20 781 567 745
78011202326 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Monétaire International	97 628 103 077	195 596 046 738	293 870 125 206
78011202350 Rembourser le capital de la dette auprès de la BIDC-CEDEAO	2 359 183 968	3 128 376 938	5 314 496 797

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Dépenses Communes.
- Dotation 2 : Divers et imprévus.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2 022	**2 023**	**2 024**
1. RESSOURCES	**820 540 975 656**	**976 420 633 430**	**1 289 033 362 792**
1.1 Ressources Intérieures	530 960 519 598	976 420 633 430	1 289 033 362 792
1.1.1 Budget État	530 960 519 598	976 420 633 430	1 289 033 362 792
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	289 580 456 058	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	289 580 456 058	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**820 540 975 656**	**976 420 633 430**	**1 289 033 362 792**
2.1 Personnel	6 271 290 372	6 350 318 027	6 431 470 601
2.1.1 Solde y compris EPN	6 271 290 372	6 350 318 027	6 431 470 601
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	168 892 656 555	261 552 618 237	263 540 132 882
2.3 Transferts	37 842 192 332	7 842 192 332	7 842 192 332
2.4 Investissement	607 534 836 397	700 675 504 834	1 011 219 566 977
Trésor	*317 954 380 339*	*700 675 504 834*	*1 011 219 566 977*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*289 580 456 058*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Dépenses Communes

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2022	2023	2024
14970 Dépenses Communes	**468 069 184 522**	**84 215 230 437**	**84 258 674 487**
1 Personnel	***1 900 387 604***	***1 943 558 494***	***1 987 002 544***
78011201912 Assurer les charges salariales (Arriérés Indemnités des Conseillers Économiques et Sociaux)	130 887 754	133 861 116	136 853 292
78011202222 Assurer les charges salariales des personnels contractuels	500 785 338	512 161 622	523 609 888
78011202292 Assurer les charges salariales des consultants	550 000 000	562 494 288	575 067 632
90011200027 Provision pour dépenses de personnel	718 714 512	735 041 468	751 471 732
2 Biens et services	***74 429 479 611***	***74 429 479 611***	***74 429 479 611***
78011201535 DGBF/Gestion des Fonds communs	22 510 957 340	22 510 957 340	22 510 957 340
78011201537 DGB - Gestion des dépenses communes	8 716 808 159	8 716 808 159	8 716 808 159
78011201543 Fonds de Réserves Café-Cacao	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78011201544 DGBF - Gestion des Dépenses Ciblées	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000
78011201908 Direction de la Solde - Gestion Transport des Étudiants et Élèves (SOTRA)	10 400 671 750	10 400 671 750	10 400 671 750
78011201927 Subvention d'Équilibre SOTRA	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
78011202309 Provisions pour aval et garantie	10 801 042 362	10 801 042 362	10 801 042 362
3 Transferts	***37 842 192 332***	***7 842 192 332***	***7 842 192 332***
78016002175 Autres Provisions Pour dépense de Fonctionnement	7 842 192 332	7 842 192 332	7 842 192 332
90074000001 Plan de Riposte Sanitaire/Covid-19	30 000 000 000	0	0
4 Investissements	***353 897 124 975***	***0***	***0***
Trésor	*64 316 668 917*	*0*	*0*
78010200315 Fonds Bloc Smart Africa /Souscription au Capital	1 480 000 000	0	0
78011201598 Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF	20 000 000 000	0	0
78011201599 Opérations purge des droits coutumiers	1 200 000 000	0	0
78011201605 Opération de Compensation/Investissements	20 000 000 000	0	0
78011201910 Souscription à l'Augmentation du Capital de la BAD	6 405 159 171	0	0
90016000007 Autres Provisions pour dépense de d'Investissement	15 231 509 746	0	0
Financement extérieur	*289 580 456 058*	*0*	*0*
90049000002 Autres investissements spéciaux	289 580 456 058	0	0

II.2. Dotation 2 : Divers et imprévus

II.2.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2022	2023	2024
15022 Divers et imprévus	**352 471 791 134**	**892 205 402 993**	**1 204 774 688 305**
1 Personnel	***4 370 902 768***	***4 406 759 533***	***4 444 468 057***
78011201551 Provision pour Ajustement de la Rémunération du Personnel des EPN	3 280 088 256	3 317 853 544	3 355 578 530
78011202032 Provision pour Ajustement de la Rémunération du Personnel de l'État en cours de gestion	1 090 814 512	1 088 905 989	1 088 889 527
2 Biens et services	***94 463 176 944***	***187 123 138 626***	***189 110 653 271***
78011201550 Provision Dépenses Communes	28 472 147 739	54 724 569 659	55 303 786 869
78011201552 Provision Divers Imprévus	38 560 941 672	79 676 879 345	80 527 158 505
78011201553 Provision pour Dépenses Exceptionnelles	11 600 000 000	22 295 648 852	22 531 631 037
78011201554 Provisions Appui aux EPN	4 354 061 610	8 368 674 891	8 457 250 837
78011201916 Provision spéciale pour la création de nouveaux services	4 476 025 923	8 603 095 020	8 694 152 121
78011201918 Provision Spéciale pour Dépenses des Institutions	2 000 000 000	3 844 077 388	3 884 763 972
78011202337 Provision Apurement Mandats Annulés	5 000 000 000	9 610 193 471	9 711 909 930
4 Investissements	***253 637 711 422***	***700 675 504 834***	***1 011 219 566 977***
Trésor	*253 637 711 422*	*700 675 504 834*	*1 011 219 566 977*
78011201556 Provision pour Dépenses d'Investissement	50 497 192 422	782 921 349	1 049 851 204
78011201859 Provisions pour investissements prioritaires	30 000 000 000	30 000 000 000	0
78011202079 Provision C2D à réaffecter	173 140 519 000	169 057 271 229	169 057 271 229
90011200001 Programme Spécial d'Investissement	0	500 835 312 256	841 112 444 544